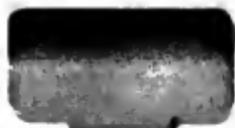






H-3-

S. 1.009



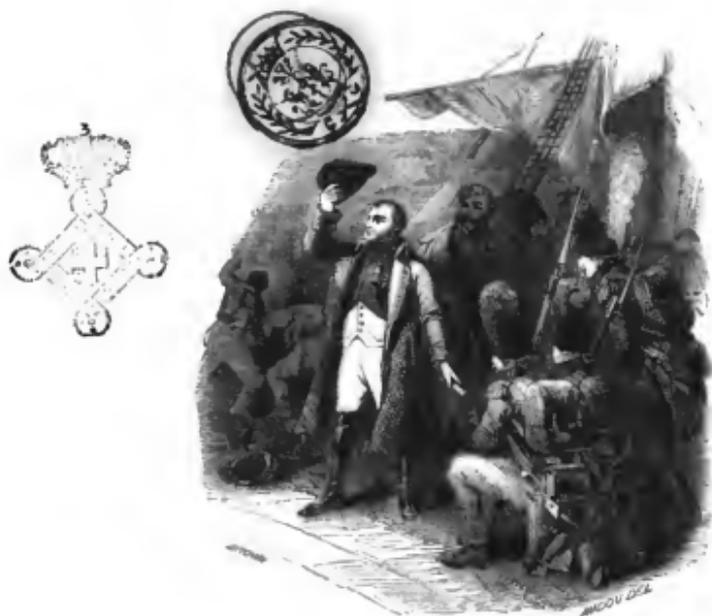


HISTOIRE
DE
NAPOLÉON.

HISTOIRE
DE
NAPOLÉON,

PAR M. DE NORVINS.

Huitième Edition,
REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR.



BRUXELLES.
MELINE, CANS ET COMPAGNIE,
IMPRIMERIE, LIBRAIRIE, FONDEUR.

1858

PRÉFACE.

NAPOLÉON a été l'étude de ma vie depuis le 18 brumaire. Dès cette époque, j'avais conçu le dessein de représenter dans un tableau fidèle cet homme imprévu et neuf dans l'histoire. Sous le consulat et sous l'empire, je m'attachai à recueillir et à mettre en ordre de nombreux matériaux; j'avais formé un ensemble de tant d'éléments qui composent une renommée si extraordinaire, et déjà une grande partie de l'histoire de l'Empereur était écrite et achevée: mais, par degrés, l'étendue et les difficultés de l'entreprise, comparées avec mes forces, m'inspirèrent du découragement. Dans cette disposition d'esprit, je me suscitai à moi-même des obstacles dont l'invincible résistance était plutôt un fantôme de mon imagination qu'une réalité. L'examen de la vie de Napoléon, me disais-je, laisse dominer trois grands caractères: l'excès du génie, l'excès de la fortune et l'excès du malheur. L'écrivain, quel qu'il puisse être, doit trembler à l'aspect de ces proportions colossales. Mais, en adoptant cette idée, qui me détournait de mon premier projet comme d'un péril insurmontable, j'oubliais qu'il s'agissait bien plus pour moi de retracer la carrière de Napoléon, que de mesurer la hauteur

du géant de la guerre, de la politique et du gouvernement, et que si je faiblissais dans cette dernière tentative, le public tout entier viendrait par ses souvenirs au secours de mon insuffisance. Une autre objection de la crainte avait encore arrêté ma plume: contemporain de Napoléon, spectateur de son règne, honoré de quelque confiance sous son gouvernement, consterné du triomphe des étrangers, qui n'étaient pas moins les ennemis de la France que les siens, profondément affligé des souffrances de ce Prométhée de la gloire, je craignais d'être encore trop frappé de ce que j'avais vu s'élever, briller et disparaître, pour que mon jugement pût être désintéressé sur les merveilles de la période de vingt-cinq années, qui commence à la bataille de Montenotte et finit avec la longue et cruelle agonie de Sainte-Hélène.

Mais j'aurais dû sentir que les scrupules de la bonne foi qui ne m'abandonnerait jamais dans le cours du travail, me serviraient de préservatifs contre les erreurs de la passion, et que d'ailleurs, dussé-je me laisser entraîner par elle à mon insu, la qualité de témoin avait, au lieu des inconvénients que je redoutais, d'im-

menses avantages. En effet, l'écrivain qui a vu les faits qu'il raconte, qui a reçu d'eux une impression inévitable, qui a pu comparer comme moi cette impression avec les manifestations de la joie, de la crainte ou de l'espérance d'un peuple dont les destinées étaient entre les mains d'un homme, a dans le cœur des souvenirs profonds, devant les yeux des images fidèles, dans l'esprit des jugemens qui ont été faits par tout le monde au moment de l'événement. Comme peintre, il porte en lui la véritable physionomie des hommes et des choses ; et, comme historien, son rôle se borne souvent à celui de rapporteur exact, quand il semble n'émettre que son opinion personnelle. Ce sont là, sans doute, des élémens de vérité bien précieux, et dont aucun talent ne peut entièrement réparer ou compenser l'absence. Ainsi les raisons qui me faisaient interrompre une entreprise à laquelle j'avais consacré tant de travail, n'avaient point la force que je leur prêtai ; je cédaï pourtant à leur influence, et je me bornai à donner le tableau politique et militaire de l'année 1815. Le bienveillant accueil que cette production reçut du public, frappé sans doute des révélations nouvelles qu'elle contenait sur une époque si importante, ranima mon courage et m'inspira la vive tentation de reprendre le vaste sujet que je méditais toujours. J'hésitais encore cependant, quand une circonstance leva tous mes doutes.

J'avais appris de très-bonne heure, et les journaux me rappelèrent alors que sir Walter Scott avait entrepris d'écrire la vie de Napoléon. Comme les *Lettres de Paul*, publiées en 1822, ne renferment qu'une suite d'outrages et de calomnies contre l'armée, contre les Français et contre l'Empereur, je me sentis tourmenté du besoin de paraître aussitôt que notre ennemi devant le tribunal des contemporains, avec une histoire du grand homme qui occupe le siècle comme il occupera l'avenir. Je voulais opposer la vérité à la passion, repousser les suppositions de la haine par l'éloquence des faits ; mais, je l'avoue, j'étais loin de prévoir que mon ouvrage dût être, à chaque moment, la réfutation indispensable et perpétuelle des ignorances, des fautes, des mensonges et des injustices du romancier anglais. Jamais un tel oubli des devoirs ne fut sacrés, dans un écrivain qui prenait le titre d'historien à la face de

l'Europe, n'aurait pu entrer dans ma pensée. Quoi qu'il en soit, le sentiment qui m'inspira la résolution de combattre sir Walter Scott ne me permit pas plus de calculer les périls où j'allais courir en descendant dans la lice contre un homme chargé de tant de palmes littéraires, que l'amour de la patrie ne permettait à un soldat français de compter ses ennemis en 1814. J'avoue aussi qu'un moment peut-être, incertain de savoir s'il convenait à un Français de relever le gant d'un adversaire qui s'était montré aussi inique et aussi déloyal dans le récit des désastres de Waterloo, j'y fus tout à coup décidé, en relisant dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* les passages suivans (tome III, pag. 259, 240, 241) : « Après tout, dit Napoléon, « qui venait de parcourir le recueil calomnieux « de Goldsmith ; après tout, ils auront beau « retrancher, supprimer, mutiler, il leur sera « bien difficile de retrancher tout-à-fait. Un his- « torien français sera pourtant bien obligé « d'aborder l'empire ; et, s'il a du cœur, il fau- « dra bien qu'il ne restitue quelque chose, « qu'il me fasse ma part ; et sa tâche sera aisée, « car les faits parlent : ils brillent comme le « soleil.

« J'ai refermé le gouffre anarchique et dé- « brouillé le chaos. J'ai dessoufflé la révolu- « tion, ennoblî les peuples et raffermi les rois. « J'ai excité toutes les émulations, récompensé « tous les mérites, et reculé les limites de « la gloire ! Tout cela est bien quelque chose ! « Et puis, sur quoi pourrait-on m'attaquer, « qu'un historien ne puisse me défendre ? Se- « raient-ce mes intentions ? mais il est en fonds « pour m'absoudre. Mon despotisme ? mais il « démontrera que la dictature était de toute « nécessité. Dira-t-on que j'ai gêné la liberté ? « mais il prouvera que la licence, l'anarchie, « les grands désordres étaient encore au seuil « de la porte. M'accusera-t-on d'avoir trop aimé « la guerre ? mais il démontrera que j'ai tou- « jours été attaqué ; d'avoir voulu la monarchie « universelle ? mais il fera voir qu'elle ne fut que « l'œuvre fortuite des circonstances ; que ce « furent nos ennemis eux-mêmes qui m'y con- « duisirent pas à pas. Enfin, sera-ce mon am- « bition ? ah ! sans doute, il m'en trouvera, et « beaucoup ; mais de la plus grande et de la « plus haute qui fut peut-être jamais ! celle « d'établir, de consacrer enfin l'empire de la

« raison, et le plein exercice, l'entière jouissance de toutes les facultés humaines ! Et ici, l'historien peut-être se trouvera réduit à devoir regretter qu'une telle ambition n'ait pas été accomplie, satisfaite !... »

Dès ce moment, je rentrai dans la carrière avec la ferme résolution de la parcourir jusqu'au bout, et je me consacrai tout entier à cette même entreprise devant laquelle j'avais reculé avec effroi. C'est le fruit de mes anciennes veilles et de mes nouveaux efforts que j'offre en ce moment au public. Voici ce que je disais dans la préface du *Portefeuille de 1815* :

« Napoléon est plutôt un homme de Plutarque qu'un héros moderne. Il est tombé comme un être d'une nature unique au milieu d'une civilisation qui lui était contraire. Il s'est trouvé le prisonnier de cette civilisation, mais un prisonnier souvent irrité contre ses entraves. Qu'a produit cette contrainte où l'enchaînaient les mœurs d'une vieille société ? Ne pouvant les détruire, parce qu'au temps appartient un pareil échange, il s'était emparé de ces mœurs ; et, pour les approprier à sa nature, il avait dû les pousser à l'exès, sous quelque forme qu'elles se fussent présentées à lui, soit dans la carrière des armes, soit dans celle du pouvoir ; mais aussi il leur avait imprimé un grand caractère par l'influence de ses lois civiles, et par la régularité de sa majestueuse administration.

« Telles sont les phases de la vie de cet homme qui nous a gouvernés :

« La prise de Toulon l'annonce à l'armée ; le canon de vendémiaire l'annonce à la France ; les trophées de l'Italie l'annoncent à l'Europe ; la conquête de l'Égypte l'annonce au monde. Il revient armé de mœurs militaires contre les mœurs politiques de la France. Au 18 brumaire, il brise les tables de la loi républicaine, et se met debout sur l'autel de la patrie. Là, il règne au nom de la liberté, et couvre la France des monuments de son génie. Au milieu de ces monuments s'élève le code immortel de nos lois civiles. Mais Napoléon regarde l'Europe, et n'y voit qu'un ennemi qui soit à la fois implacable et invulnérable : c'est l'Angleterre. Cette découverte est terrible pour les Français ; car elle le condamnera à être toujours armé pour soutenir cette lutte, ce duel à outrance.

Bientôt il se croira trop faible, s'il ne reste que le mandataire du pouvoir qu'à créé, et il vou-

dra régner en son propre nom. Immense erreur qui frappe de stupeur l'Europe et le monde. Il détrône le Consulat comme il a détrôné le Directoire. Alors il devient le captif volontaire des mœurs. Il se fait roi ! il touche de son sceptre les plus fougueux citoyens et les change en courtisans. Ce n'est point assez : cette métamorphose doit frapper aussi les républiques qu'il a faites, et elles se changent toutes en royaumes. Ce n'est point assez : il brise aussi son mariage avec une citoyenne, et la fille des Césars est dans son lit. Le voici l'héritier des coutumes royales ; le voici souverain absolu. Mais le despotisme dont il est revêtu lui donne une brillante inspiration : il veut que la France puisse se passer du monde entier, et la France civile achève plus rapidement la conquête de toutes les industries, que la France militaire n'achève celle des États ligués contre lui. C'est alors qu'il conçoit le vaste projet de reconstruire la vicieroyauté de l'Europe, que son avènement a sauvée de la décomposition républicaine. Il le prouve de deux manières : en détrônant les rois anciens, en faisant des rois nouveaux. Il met sur la tête du faible Joseph la couronne des Espagnes et des Indes, et les portes de Madrid tombent devant lui. C'est là que le destin et l'Angleterre ont marqué sa perte. C'est de là aussi qu'il s'élançait au cœur de la Russie, pour aller livrer une autre bataille de Wagram à cette invincible Angleterre ; et à huit cents lieux de sa capitale, dans la métropole incendiée d'un empire de l'Asie, il ose attendre que les clefs du pôle lui soient apportées ! Les hommes n'ont pu s'opposer à sa marche triomphante ; il ne reste plus que la nature pour défendre l'indépendance du Nord. Napoléon est vaincu par elle. Il cède à une loi inexorable ; il cède, et il ne fuit pas. Dans cette retraite devant les Scythes, c'est lui qui se retire comme un Scythe, en blessant toujours ses ennemis. Polotzk, Malo-Jaroslawetz, Wisma, Krasnot, ont connu les braves de Moskou, et la Bérésina est immortalisée ! Enfin il a revu Paris ; il dit : « Me voilà seul ; que la France se lève encore ! » Et la France, comme si elle entendait le vainqueur de Friedland, donne sa dernière armée. Chaque soldat porte un crêpe et un laurier : le crêpe est pour Moskou, le laurier pour les trois victoires de la Saxe. Après la première, Napo-

l'empereur propose la paix ; après la troisième, il la propose encore, et il s'égare dans un armistice qui donne le temps à l'Angleterre de rassembler toute l'Europe contre lui. Le congrès de Prague, qu'il a aussi demandé, s'assemble ; mais les alliés n'en font qu'un tribunal militaire, où Napoléon est condamné à périr les armes à la main. Une victoire seule ne peut le sauver ; mais une seule défaite doit le perdre. Il l'éprouve à Leipzig, où il est trahi. Tout ce qui habite au-delà du Rhin le poursuit dans le cœur de la terre française. Avec cinquante mille hommes, il soumet encore aux discussions d'un congrès le million d'hommes qui l'assiège. Mais le mot d'ordre de Prague est celui de Châtillon, et Napoléon est encore trahi ! . . . Il tombe, il est banni ! Il va régner sur l'île d'Elbe. Un an après, il reparaît avec huit cents soldats qui ont vu Marengo, Austerlitz, Iéna, Wagram, Friedland et Moscou. De Cannes à Lyon, il marche au nom de la liberté ; de Lyon à Paris, au nom de l'empire. Si jamais il y eut une circonstance où le salut public devait décerner la dictature, ce fut sans doute celle de mars 1815. Mais, dès sa première séance, la Chambre des représentants voulait refuser le serment à Napoléon ! Toutefois les éléments du gouvernement impérial se réveillent après une année de sommeil ou d'oubli, et il régit. Le premier acte de son pouvoir est l'acte additionnel aux constitutions de l'empire, au lieu d'une nouvelle Charte que la France lui demande. Le second est le Champ-de-Mai, représentation gothique de la fédération de 1790, mais elle n'est pas plus heureuse pour le nouvel empire, que ne l'avait été la cour plénière pour l'ancienne monarchie. Enfin, Napoléon part et va combattre encore l'Europe ; il trouve sa journée fatale à Waterloo, le Moscou de la restauration. Il revient : les ports lui sont ouverts pour *vivre et mourir libre*. C'était son premier serment. Mais il veut eroire à l'hospitalité anglaise, et il en devient le captif. Enfin, après cinq années d'agonie, il meurt sur un rocher qui garde sa cendre. Les vents ont porté à tous les trônes les derniers soupirs de Napoléon, et alors seulement peut-être les trônes se sont erus délivrés.

« Sans doute une telle vie est plutôt merveilleuse qu'instructive pour la société ; car, dans l'espace de plusieurs siècles, l'histoire ne présente pas un homme à qui Napoléon puisse

être comparé. Et ce n'est qu'en remontant les siècles, que l'on pourrait reconnaître ses ancêtres historiques dans Sésostris, Cyrus, Alexandre, César et Charlemagne. Charles-Quint, Henri-le-Grand, Frédéric-le-Grand, Catherine-la-Grande, furent, si on peut le dire, des souverains, des grands hommes plus modernes que Napoléon. Dans cent ans, on ne comprendra ni l'apparition ni la destruction de cet homme à part dans l'histoire comme dans la nature, qui, d'une île de la Méditerranée, s'élevait tout à coup sur l'Europe, la domina pendant vingt ans, disparut de la terre, et laissa ses débris au milieu des flots.

« La vie de Napoléon renferme, depuis la campagne de 1812, des choses que la superstition eût autrefois appelées du nom de fatalités. Au nombre de ces évènements qui, aux yeux de l'historien, auraient paru sortir de la marche ordinaire, on verrait figurer, en Russie, l'incendie des villes sur le passage de l'armée française, celui de la capitale de l'empire au moment de notre entrée dans ses murs ; à Moscou, le rêve de la paix pendant quarante jours ; dans notre retraite, la gelée prématurée ; la rentrée de l'armée en Prusse entre deux déféctions ; en Saxe, la veille de la victoire de Lutzen, la mort du maréchal Bessières ; le lendemain de la victoire de Wurschen, la mort des généraux Bruyères, Kirgener et surtout de Duroc, le seul confident de la pensée de son maître ; à Pirna, le mal subit de Napoléon, avant le désastre de Vandamme ; en France, la veille de la première grande bataille, bataille perdue, celle de Brienne, Napoléon à peine sauvé par Gourgaud de la lance d'un Cosaque ; à Troyes, la première désertion française devant l'ennemi ; marche d'Angereau sur Genève au lieu de Lons-Le-Saulnier ; la coupable reddition de Soissons à Bluecher, qui n'avait plus d'asile ni de retraite ; la surprise du duc de Raguse sous les murs de Laon ; enfin, la contre-marche de Doulevant sur Saint-Dizier et Vitry, qui retarde de quarante-huit heures l'arrivée de Napoléon sous les murs de Paris !

« Telles sont les fatalités, ou plutôt tels sont les évènements qui ont pu imprimer quelque chose de prophétique à la chute de Napoléon ; mais l'histoire a cela de moral et de salutaire, qu'elle prouve la fausseté du merveilleux, l'absurdité des inductions superstitieuses, et que, par l'ap-

plication des causes qui produisent les événements, elle les attribue justement aux intérêts, aux passions des hommes. C'est ainsi que mes récits montreront sans cesse que la prospérité de Napoléon, comme sa chute, appartiennent à lui seul, et non à la fortune, divinité fautive, idole dangereuse qu'il est temps de détrôner à jamais, par respect pour le raisou et pour le bonheur de l'humanité.

« Quand Napoléon monta au pouvoir, toutes les imaginations, toutes les espérances le portaient à la magistrature suprême. Cependant la gloire militaire, alors toute-puissante sur les Français, et qui avait jeté sous lui, en Italie et en Égypte, un autre éclat que sous les autres généraux, contribua moins à son élévation que l'habileté dont il a fait preuve en gouvernant les vaincus avec sagesse, après sa double conquête, en dominant les peuples par l'ascendant d'un caractère nouveau dans le siècle, et d'un génie jusqu'alors inconnu. Fatiguée des rigueurs et des convulsions républicaines, avilie par le gouvernement directorial, qui avait laissé perdre en moins d'une année toutes les conquêtes de Bonaparte, la France le salua du nom de libérateur, quand il débarqua à Fréjus. La commotion de la présence du héros fut électrique, et souleva en sa faveur les camps, les villages et les cités. Jamais homme ne fut plus national que lui à l'époque du retour d'Égypte. Ni les dragons de Sébastiani, ni la garnison de Paris, ni la garde directoriale ne firent le 18 brumaire; il faut attribuer le succès de la journée à l'opinion civile seule, et sans laquelle, même alors, le coup d'état eût été impossible. Un parti avait excité Bonaparte à le tenter au sortir du congrès de Radstadt; mais il avait prudemment jugé que la France et sa propre fortune manquaient de la maturité nécessaire pour sanctionner un aussi grand changement, et il partit pour l'Égypte, laissant cet avenir en dépôt dans les opinions.

« Napoléon s'est fait empereur, parce qu'il était premier consul à vie, parce qu'il venait de régner en Égypte, parce qu'il avait déjà été roi à Milan après la conquête du Piémont, parce qu'il avait exercé la souveraineté sur les destinées de la France, en conquérant la paix de Campo-Formio encore plus sur le Directoire qui la refusait, que sur l'Autriche qui la demandait. Napoléon s'est fait empereur, parce

que les constitutionnels de 89, qui représentaient la révolution, et Fouché, qui représentait la Convention, et les capitalistes, qui voulaient assurer leurs nouvelles fortunes, le pressèrent de prendre la couronne.

« Napoléon a péri, parce que les vieilles monarchies, de tout temps jalouses de la France, entraînant les nouvelles dans leurs tourbillons, trouvèrent, en rompant tout à coup les traités et les alliances qu'elles avaient sollicités du vainqueur, l'occasion de détruire à la fois Napoléon, la révolution française qui l'avait produit, et la France telle qu'il l'avait constituée, c'est-à-dire la première puissance du monde par ses lois civiles, par son administration, par son territoire, par sa grande civilisation, et par la gloire de ses armes.

« Ainsi ces deux extrêmes de la vie de Napoléon, son élévation et sa chute, peuvent s'expliquer par cette observation : les traités de paix de l'Europe avec Napoléon ne furent pour elle que des armistices, parce que l'Angleterre la soldait sans cesse pour renouveler la guerre contre Napoléon, dans la crainte que la France, en paix sous un si grand souverain, ne devint la métropole de l'univers. Alors Napoléon put se croire obligé de régner sur les rois de l'Europe, que l'Angleterre armait contre lui, ou de disparaître du monde.

« Mais en contemplant la prodigieuse destinée de Napoléon, l'historien ne peut échapper à une considération d'une haute importance; par exemple si, au lieu de s'attacher à recréer la prospérité de la France comme législateur et comme souverain, il n'eût fait de la France qu'une place d'armes; si, profitant de ce que les mœurs de la République avaient pu laisser de sauvage et d'indompté dans le caractère des armées, il les eût entraînées à la suite d'un conquérant populaire, comme il l'était alors, et au nom d'une liberté fanatique qui n'eût amnistié que les peuples, ceux-ci, déjà passionnés pour les principes républicains, seraient venus peut-être d'eux-mêmes déposer à ses pieds les sceptres et les couronnes, et alors Napoléon eût été invulnérable, tandis qu'il cessa de l'être le jour où il courba aussi son front sous le bandeau royal. Mais lors même que cette audacieuse hypothèse semblerait une vérité à l'historien, ce ne serait pas une raison pour qu'il osât avancer que Napoléon se soit trompé vis-à-vis de

lui-même dans ce qu'il a entrepris et exécuté. Car si la nature le portait à planer sur le monde comme l'aigle qu'il avait pris pour drapeau, il était né aussi l'homme de la monarchie, et même de la monarchie catholique, et non l'homme de la liberté républicaine. Tout en lui le condamnait à agir comme il l'a fait, soit pour s'élever, soit pour tomber. Dans ses jeunes années, sous les drapeaux victorieux de Lodi et d'Arcole, le cri de *vive la République!* n'était pour lui qu'un cri de gloire, comme le fut depuis pour l'armée le cri de *vive l'Empereur!* Il ne lui appartenait pas de se modifier, ni de transiger avec son caractère; car il revint de l'île d'Elbe le même homme qu'à son départ de Fontainebleau. Aussi, en 1814 et en 1815, accepta-t-il son adversité comme une conséquence de sa haute fortune, et ne vit-il que de l'ingratitude dans les trahisons.

« Napoléon ne se trompait pas non plus, quand il se croyait tellement nécessaire, qu'on n'oserait pas le renverser. On lui a reproché à tort cette haute opinion de lui-même, comme une grande erreur de la vanité; on ne devait y voir que l'expression de l'état où sa puissance avait placé l'Europe. Il sentait qu'il était la clef de la voûte continentale; et il pouvait croire que si l'étranger parvenait à le faire tomber du trône, la révolution renaissante, tout en applaudissant à sa chute, en demanderait raison à l'Europe. En effet, l'armée russe, après le retour de Napoléon et de son armée dans la limite du Rhin, s'arrêta sur les bords du fleuve, et ce fut sur le signal donné de Paris même qu'elle s'enhardit à les franchir. Ce fut encore de Paris que cette même armée, stationnée à Troyes, reçut la pressante invitation d'arriver à toute course sous les murs de la capitale, pendant que Napoléon, trompé par des rapports infidèles, manœuvrait de Doulevant sur Vitry, contre une division. Ce ne fut pas l'Autriche qui rompit le congrès de Châtillon!... et même en 1815, la Russie et l'Autriche étaient à plusieurs journées du champ de bataille!...

« Peut-être jugera-t-on que ces idées méritaient de plus grands développemens; mais ce n'est pas ici le lieu de les produire. Qu'y a-t-il donc de plus merveilleux que l'élevation et la chute de Napoléon? Napoléon lui-même.

« Une histoire de la vie de Napoléon, bien que remplie des faits de toute nature qui ont

été établis sa renommée, a encore besoin des conjectures et des commentaires de l'historien sur l'origine et sur les conséquences de ces faits eux-mêmes, quand ils ne sont pas expliqués par Napoléon, ou révélés par d'autres autorités imposantes. »

Je ne puis terminer cette préface sans combattre cette assertion de sir Walter Scott, que Napoléon avait à choisir entre Cromwell et Washington, et qu'il préféra être Cromwell. Toutes les personnes qui ont connu Napoléon savent que la nature n'avait pas plus créé en lui un Cromwell qu'un Washington ou un Monek. Il lui appartenait uniquement d'être ce qu'il a été, de faire ce qu'il a fait; il lui appartenait de se servir des élémens de la liberté comme de ceux de la monarchie, pour rendre populaire la domination qu'il exerça sur la France. Cette domination, son génie militaire l'étendit sur l'Europe qui ne cessa de le provoquer à la guerre, dans l'espoir d'user les forces du géant qui se consumerait à force de victoires. Le calcul était juste : victorieux pendant vingt ans, Napoléon a succombé enfin sous les coups de ses alliés, qui ne cessèrent jamais d'être ses ennemis. La dernière coalition ne fut qu'une révolte de captifs qui ont fini par terrasser leur maître avec les fers qu'il leur avait donnés. Si Napoléon eût pris le rôle de Washington, il eût été plus tôt abattu. Mais l'assimilation de Napoléon à Cromwell est une horrible injure pour celui qui, en 1815, a pu prononcer sur l'existence d'une partie de la famille royale!!!

Napoléon avait entendu dire aussi qu'il devait être le Washington de l'Europe; et voici comme il traite cette question, page 467 du premier volume du *Mémorial de Sainte-Hélène* :

« Arrivé au pouvoir, on eût voulu que j'eusse été un Washington : les mots ne coûtent rien ; et sûrement ceux qui l'ont dit avec tant de facilité le faisaient sans connaissance des temps, des lieux, des hommes et des choses. « Si j'eusse été en Amérique, volontiers j'eusse été aussi un Washington, et j'y eusse eu peu de mérite, car je ne vois pas comment il eût été raisonnablement possible de faire autrement. Mais si lui s'était trouvé en France, sous la dissolution du dedans et sous l'invasion du dehors, je l'eusse défié d'être lui-même; ou s'il eût voulu l'être, il n'eût

« été qu'un niais, et n'eût fait que continuer de
 « grands malheurs. Pour moi, je ne pouvais
 « être qu'un *Washington couronné* : ce
 « n'était que dans un congrès de rois, au milieu
 « de rois vaincus ou maîtrisés, que je pouvais le
 « devenir. Alors, et là seulement, je pouvais
 « montrer avec fruit sa modération, son désin-
 « téressement, sa sagesse. Je n'y pouvais rai-
 « sonnablement parvenir qu'au travers de la
 « *dictature universelle*. Je l'ai prétendue ;
 « m'en ferait-on un crime ? Penserait-on qu'il
 « fût au-dessus des forces humaines de s'en
 « démettre ? Sylla, gorgé de crimes, a bien
 « osé abdiquer, poursuivi par l'exécration pu-
 « blique ! Quel motif eût pu m'arrêter, moi
 « qui n'aurais eu que des bénédictions à recueil-
 « lir ?.... Il me fallait vaincre à Moskou !...
 « Combien, avec le temps, regretteront mes

« désastres et ma chute !... Mais demander de
 « moi, avant le temps, ce qui n'était pas de
 « saison, eût été une bêtise vulgaire ; moi l'an-
 « noncer, le prononcer, eût été pris pour du
 « verbiage, du charlatanisme ; ce n'était point
 « mon genre... Je le répète, il me fallait
 « vaincre à Moskou !... »

Voilà comment Napoléon explique Napo-
 léon ; je me suis étendu particulièrement sur son
 caractère, parce que j'ai cru ce préliminaire
 indispensable pour préparer le lecteur à l'his-
 toire d'un homme dont la vie nous présente
 un être à part, sans aucun terme de comparai-
 son dans les fastes du monde. Quant à moi, je
 déclare que je n'aurais pas entrepris d'écrire
 cette grande histoire, si je ne m'étais senti éga-
 lement possédé du besoin de rendre hommage
 à la vérité, et du désir d'honorer la France.

FIN DE LA PRÉFACE.

HISTOIRE DE NAPOLÉON.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA CORSE ANCIENNE ET MODERNE. — ÉTAT POLITIQUE DE LA CORSE AVANT LA CONQUÊTE DES FRANÇAIS. — LES GÉNOIS S'ADRESSENT À LA FRANCE POUR LES AIDER À CONQUÉRIR LA CORSE. — LA FRANCE Y ENVOIE DES TROUPES ET S'EN EMPARE. — LA CORSE PASSE SOUS LA DOMINATION DE LA FRANCE AU MOIS DE JUIN 1769.

La noblesse historique de l'île de Corse remonte aux temps fabuleux, c'est-à-dire aux premiers âges de la civilisation. Cadmus, fils d'Agénor, dit Hérodote, cherchant Europe par toute la terre, s'arrêta dans cette île, et y laissa son parent Memblarius avec des Phéniciens ; ceux-ci la nommèrent Callisto. Théras, de la famille royale de Sparte, continua le père de l'histoire, chargé d'aller établir une colonie de Laédémoniens, partit avec trois vaisseaux, et aborda dans l'île de Callisto, habitée par des Phéniciens depuis huit générations. Elle s'appela Théra, de Théras qui lui donna son nom. Sur la foi d'un oracle de Delphes, Grinnus, l'un des descendants de Théras, envoya dans l'île de Platée, en Libye, une colonie d'habitans des sept villes de Théra. Pline nous apprend que Mariana fut fondée par Marius, et Aléria par Sylla. Tite-Live donne à la ville d'Aléria une origine phocéenne. Les ruines de cette ville subsistent encore à huit lieues de Corté, sur le bord de la mer. La

ville de Nicée fut, d'après le même historien, bâtie par les Étrusques. Ainsi les Phéniciens, qui négociaient dans tout le monde connu ; les Grecs, qui l'instruisaient par leurs arts et leurs vertus ; les Phocéens, fondateurs de notre ville de Marseille ; et les Étrusques, qui civilisèrent l'Ausonie, furent les premiers habitans de la Corse. Les Grecs lui donnèrent aussi le nom de Cyruos.

On voit que les peuples les plus illustres de la terre sont les ancêtres de ces Corses que Rome appelait barbares. Tite-Live parle ainsi de la Corse et de ses habitans : « La Corse est une terre âpre et montagneuse, et presque partout impraticable ; elle nourrit un peuple qui lui ressemble. Les Corses, sans aucune civilisation, sont, à peu de chose près, plus indomptés que les bêtes sauvages. Emmenés en captivité, à peine s'ils s'adoucissent dans les fers. Au contraire, soit horreur du travail ou de l'esclavage, ils s'arrachent la vie ; soit opiniâ-

« treté ou stupidité, ils sont insupportables à leurs maîtres ! » Tite-Live ne pouvait faire un plus bel éloge des Corses, ni une satire plus cruelle des Romains. C'est sans doute à cause de ce caractère indomptable des Corses, que les Romains disaient qu'ils n'en voulaient pas pour esclaves, ce qui signifie que les Corses ne voulaient point des Romains pour maîtres.

Il est facile d'expliquer cette horreur des Corses pour la servitude, sentiment qui n'est peut-être pas encore affaibli en eux. Séparé de toutes les nations par la mer, et sans cesse obligé de se défendre contre leurs agressions, ce peuple dut se réfugier dans cette sauvagerie indépendante qui faisait sa sûreté. Ce fut pour elle qu'il combattit si généreusement pendant tant de siècles, et, presque depuis son origine, contre les nations les plus belliqueuses, les Carthaginois, les Romains, les Goths, les Sarrasins, les Lombards, les Génois, et enfin les Français.

L'état politique de la Corse avant la perte de son indépendance mérite quelque attention ; il était déterminé par la nature elle-même. L'île n'est qu'une vaste agrégation de montagnes sillonnées par des vallées plus ou moins profondes qui possèdent seules la terre végétale, source de toute population, et divisent la contrée par cantons nommés pièves. Chaque canton renfermait des familles influentes, toujours rivales, souvent en guerre, et donnait assez exactement l'idée des clans de l'Écosse. A la menace d'un danger public, elles suspendaient leurs querelles, et se réunissaient pour la défense commune. C'était sur la valeur des propriétés que se mesurait l'importance des familles et de leur clientèle. Un pareil ordre de choses divisait la Corse en aristocraties patrimoniales, toutefois combinées avec l'indépendance des habitants ; car dans la guerre étrangère ou dans la guerre civile, chacun d'eux s'armait à ses frais, et venait de lui-même combattre sous la bannière de l'une des familles les plus considérables de sa pîeve. La confédération des pièves formait la patrie corse.

Les villes maritimes devaient à leur position, comme à la nature de leur population, une destinée particulière et toute différente. En effet, constamment occupées depuis plusieurs siècles par des garnisons génoises, et habitées par des familles italiennes déportées par leurs propres gouvernements ou chassées par des factions victorieuses, elles se trouvaient

en quelque sorte hors de l'association nationale. Leurs habitants ne pouvaient y entrer et exercer de l'influence dans l'intérieur du pays que par des établissements et des acquisitions dans les pièves.

En 1757, l'illustre Pascal Paoli avait levé l'étendard de l'indépendance contre les Génois ; ceux-ci, qui, désespérant depuis le XI^e siècle d'assujétir les Corses à leur république, n'en avaient pas moins poursuivi cette vaine entreprise, implorèrent l'appui de la France contre leurs ennemis. Le duc de Choiseul saisit avec empressement l'occasion de donner une possession aussi importante au royaume, et envoya dans la Méditerranée des troupes commandées par le marquis de Chauvelin et le comte de Marbeuf, qui remportèrent différents avantages sur les troupes de Paoli. Enfin, le 9 avril 1769, arriva le comte de Vaux, chargé d'achever la soumission de l'île avec quarante-deux bataillons, deux légions de troupes légères et une bonne artillerie. Le 5 mai, il s'empara du camp de Saint-Nicolas, et, le 7, des hauteurs de Centa, où il repoussa le lendemain l'attaque des Corses. Le 21, M. de Vaux entra dans la ville de Corté ; le 5 juin suivant, il força le passage du Vecclio. Deux jours après, il était maître de Boecognano. Le 15, Paoli s'embarqua sur un bâtiment anglais pour Livourne, et nous laissa maître de la Corse. Elle fut immédiatement organisée en pays d'états comme la province du Languedoc ; mais au lieu d'un parlement, elle eut un conseil supérieur. M. de Monteynard fut le premier gouverneur français de l'île. M. de Marbeuf resta en qualité de commandant militaire ; et, ce qui arrive toujours quand les petits états appellent les grands à leurs secours, les Génois, repoussés de tout temps par le pays, furent la dupe de leur imprudente confiance : M. de Choiseul ne daigna pas même les admettre à un traité de cession. La France garda la Corse, parce qu'elle l'avait conquise. Le droit naturel jugea la question politique ; et la prise de possession de ce pays par le gouvernement français sembla doublement juste, parce que les Génois et les Corses se trouvaient hors d'état de conserver, les uns leur souveraineté, les autres leur indépendance. Mais ce ne fut cependant que le 30 novembre 1789, qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée constituante, la Corse devint une partie intégrante du royaume.

CHAPITRE II.

(1769-1792.)

ANCESTRÉTÉ DE LA FAMILLE DE BONAPARTE. — GUERRE DES FRANÇAIS EN CORSE. — NAISSANCE DE NAPOLÉON, LE 15 AOÛT 1769. — SON ENFANCE EN CORSE. — IL EST ADmis À L'ÉCOLE MILITAIRE DE BRUNNEN. — SON CARACTÈRE. — JUGEMENT DE SES CHEFS À SON ÉGARD. — BONAPARTE À L'ÉCOLE MILITAIRE DE PARIS. — IL EST NOMMÉ LIEUTENANT EN SECOND AU RÉGIMENT DE LA PÈRE, ARTILLERIE, LE 1^{er} SEPTEMBRE 1785. — L'ADRE RATNAL L'ACCUEILLE AVEC BIENVILLANCE. — BONAPARTE REMPORTE, SOUS LE VOILE DE L'ANONYME, LE PRIX DE L'ACADÉMIE DE LYON. — SA LETTRE À M. SUTTAFCOCO, DÉPUTÉ DE LA NOBLESSE DE CORSE, EST IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA SOCIÉTÉ PATRIOTIQUE D'AJACCIO.

Les ancêtres de Buonaparte, ou Bonaparte, inscrits sur le livre d'or à Bologne, comptés à Florence parmi les patriciens, avaient joué un rôle important, surtout à Trévise. Pendant les guerres civiles d'Italie, ils étaient attachés au parti des Gibelins : chassés de Florence par les Guelfes, ils vinrent se réfugier en Corse au commencement du XV^e siècle, et fixer leur résidence à Ajaccio. Avec le temps, ils s'allièrent aux Colonna, aux Bozi, aux Durazzo, de Gènes, comme aux premières familles de l'île de Corse; ils y acquirent des propriétés, et obtinrent la plus grande influence dans la piève de Talavo, surtout dans le bourg de Boccagnano.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, avait étudié à Rome et à Pise; c'était un homme d'une figure agréable, d'une élocution vive et naturelle, et d'une intelligence remarquable. Plein de patriotisme et de dévouement, on l'avait vu, à la tête de sa piève, combattre avec courage dans la guerre qu'il avait contribué à allumer contre les Génois, oppresseurs de son pays; aussi occupait-il un rang distingué dans l'estime de ses compatriotes et dans l'amitié de Paoli. Pendant le cours de cette guerre, Letizia Ramolini, son épouse, l'une des plus belles femmes du temps, et douée d'une grande force d'âme, le suivit souvent à cheval, et partagea les périls de ses expéditions. Elle était enveinte à l'époque de la bataille de Ponte-Novo, gagnée par les Français en juin 1769. Alors elle se trouvait à Corté, siège du gouvernement de Paoli, chez les Arrighi, parents de Charles Bonaparte. A la suite de cette affaire, qui décida du sort du peuple corse, elle dut aller chercher un asile dans les montagnes de la Ronda, d'où elle revint à

Ajaccio. Ainsi, dès les entrailles de sa mère, celui qui devait devenir le premier capitaine du siècle fut jeté au milieu des agitations de la guerre, comme si la nature l'eût destiné au métier des armes. Cependant Letizia Ramolini touchait au dernier terme de sa grossesse; malgré cette circonstance, et n'écoulant que son courage, elle voulut assister à la fête de l'Assomption; mais elle n'eut que le temps de revenir chez elle pour déposer sur un tapis à fleurs un fils qu'on appela Napoléon : c'était le nom que portait toujours l'un des membres de la famille, en mémoire d'un Napoléon des Ursins, célèbre en Italie. Napoléon naquit le 15 août 1769, deux mois après la bataille de Ponte-Novo.

Le premier âge de Napoléon ne marqua point par ces prodiges dont on se plaît à entourer le berceau des grands hommes. Lui-même a dit : « Je n'étais qu'un enfant obstiné et curieux. » Il faut ajouter à ces deux traits caractéristiques beaucoup de vivacité dans l'esprit, une sensibilité précoce, mais en même temps l'impatience du joug, une activité sans mesure, et cette bumeur querelleuse qui affligeait tant la mère de Bertrand Duguesclin quand il était jeune encore. Alors, comme depuis, soit que Napoléon fut assailli par les autres, soit qu'il les attaqua lui-même, il s'élançait sur ses ennemis sans jamais compter leur nombre; aucun obstacle ne pouvait l'arrêter. Personne ne lui imposait, excepté sa mère, femme d'un esprit viril, qui savait se faire aimer, craindre et respecter. Napoléon, tout indomptable qu'il paraissait être, apprit d'elle la vertu de l'obéissance, l'une des causes de ses succès dans les écoles; il dut aussi probablement aux exemples maternels

cet amour de l'ordre, cette économie qui l'a tant aidé à soutenir ses vastes entreprises. Sous ces deux rapports, son oncle, l'archidiacre Lucien, qui avait du savoir et des lumières, lui donna lui-même de précieuses leçons, en administrant avec sagesse les biens de la famille, dont il devint le second père. Le bon archidiacre avait observé, avec autant de curiosité que de satisfaction, la rare intelligence, les habitudes de réflexion, la constance de volonté, l'indépendance de caractère qui chaque jour se développaient dans son neveu : il parut même avoir deviné l'avenir de Napoléon, par ses dernières paroles aux jeunes Bonaparte qui entouraient son lit de mort : « Il est inutile de songer à la fortune de Napoléon, il la fera lui-même. Joseph, tu es l'ami de la famille, mais Napoléon en est le chef; aie soin de t'en souvenir. » L'événement a justifié la prédiction, et l'ordre du mourant sera fidèlement exécuté.

En 1779, Charles Bonaparte, envoyé à Versailles comme député de la noblesse des états de Corse, emmena avec lui son fils Napoléon, âgé de dix ans, et sa fille Élisa. La politique de la France appelait aux écoles royales les enfans des familles nobles de la nouvelle conquête; aussi Élisa fut placée à Saint-Cyr, et Napoléon à Brienne.

Bonaparte entre avec joie à l'école militaire. Dévoré du désir d'apprendre, et déjà pressé du besoin de parvenir, il se fait remarquer de ses maîtres par une application forte et soutenue. Il est, pour ainsi dire, le solitaire de l'école; ou, quand il se rapproche des autres élèves, leurs rapports avec lui sont d'une nature singulière. Ses égaux doivent se plier à son caractère, dont la supériorité, quelquefois chagrine, exerce sur eux un empire absolu. Lui-même, soit qu'il les domine, soit qu'il leur reste étranger, il semblerait être sous l'influence d'une exception morale qui lui aurait refusé le don de l'amitié, si quelques préférences, auxquelles il demeura fidèle dans sa plus haute fortune, n'avaient honoré sa première jeunesse.

Dans la discipline commune de l'école, il a l'air d'obéir à part et avec un penchant réfléchi à respecter la règle et à remplir ses devoirs. Abstrait, rêveur, silencieux, fuyant presque toujours les amusemens et les distractions, on croirait qu'il s'attache à dompter un caractère fougueux et une susceptibilité d'ame égale à la pénétration de son esprit; sa vie sévère pourrait même donner l'idée d'un néophyte ardent qui se forme aux austérités d'une religion; mais des rixes fréquentes et souvent provoquées par lui font éclater la violence de son humeur, tandis que d'autres faits trahissent des inclinations militaires. Veut-il bien s'associer aux exercices de ses compagnons; les jeux qu'il leur propose, empruntés

de l'antiquité, sont des actions dans lesquelles on se bat avec furcur sous ses ordres. Passionné pour l'étude des sciences, il ne rêve qu'aux moyens d'appliquer les théories de l'art de la fortification. Pendant un hiver, on ne voit dans la cour de l'école que des retranchemens, des forts, des bastions, des redoutes de neige. Tous les élèves concourent avec ardeur à ces ouvrages, et Bonaparte conduit les travaux. Sont-ils achevés; l'ingénieur devient général, prescrit l'ordre de l'attaque et de la défense, règle les mouvemens des deux partis; et, se plaçant tantôt à la tête des assiégés, tantôt à la tête des assiégeurs, il excite l'admiration de toute l'école et des spectateurs étrangers par la fécondité de ses ressources et par son aptitude au commandement aussi bien qu'à l'exécution.

Dans ces momens d'éclat, Bonaparte était le héros de l'école pour les élèves et pour leurs chefs. Cependant on raconte qu'un léger manque de subordination le fit condamner, par un maître de quartier sans discernement, à revêtir un habit de bure, et à diner à genoux sur le seuil du réfectoire; mais au moment de subir cette peine, il fut saisi d'une attaque de nerfs si violente, que le supérieur lui-même vint lui épargner une humiliation si peu d'accord avec le caractère de l'élève et la nature de la faute. A cette époque, Pichegru était le répétiteur de Bonaparte, sous le père Trauau, qui défendait, dans cet élève de prédilection, le premier de ses mathématiciens. Ainsi le froc d'un moine cachait le conquérant de la Hollande, et l'habit d'un élève le dominateur de la France et de l'Europe. La révolution qui devait les produire l'un et l'autre se préparait à leur insu; et la république, dont la cause allait bientôt enflammer leur jeunesse, devait être trahie par le maître et détruite par le disciple, après avoir dû ses plus beaux triomphes à leurs armes. Toutefois il y aurait trop d'honneur pour Pichegru dans la comparaison avec un tel homme et une pareille renommée.

Cependant la lecture, qu'il a toujours aimée, devient pour Bonaparte une passion qui ressemble à la fureur; mais les beaux-arts n'ont point d'attrait pour cet esprit sévère, et de la littérature il ne cultive que l'histoire; il la dévore, et range avec ordre dans sa mémoire sûre et fidèle tous les événemens remarquables de l'existence des nations, et de la vie des grands hommes qui les ont conquises et gouvernées. Plutarque, qu'il ne peut plus quitter, Plutarque, dont les vieilles admirations n'ont pas été pent-être sans danger pour une ame de cette trempe, développe chaque jour les germes d'enthousiasme, d'héroïsme, d'amour de la gloire et d'ambition que la nature avait déposés en lui. Quand sa fortune fut faite, il se délassa de l'histoire par la fable, et quitta

Plutarque pour Ossian; mais ce ne fut qu'une simple distraction de son esprit. Alexandre aussi se délassait de la puissance et de la gloire par les rêveries poétiques du divin Platon.

Naparte resta à Brienne jusqu'à l'âge de quatorze ans. En 1785, le chevalier de Kéralio, inspecteur des douze écoles militaires, qui avait conçu une affection toute particulière pour cet élève, lui accorda une dispense d'âge et même une faveur d'examen pour être admis à l'école de Paris; car Napoléon n'avait fait des progrès que dans l'étude de l'histoire et des mathématiques, et les moines de Brienne voulaient le garder encore une année pour le perfectionner dans la langue latine. « Non, dit M. de Kéralio, *faperçois dans ce jeune homme une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver.* » Un recueil manuscrit qui a appartenu à M. le maréchal de Ségur, alors ministre de la guerre, renferme la note suivante : *École des élèves de Brienne. État des élèves du roi, susceptibles par leur âge d'entrer au service ou de passer à l'École de Paris, savoir: M. de Bonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de quatre pieds, dix pouces, dix lignes; a fait sa quatrième; de bonne constitution, santé excellente; caractère soumis, honnête et reconnaissant; conduite très-régulière; s'est toujours distingué par son application aux mathématiques; il sait très-passablement son histoire et sa géographie; il est assez faible dans les exercices d'agrément et pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième; ce sera un excellent marin; mérite de passer à l'École de Paris.* Cette note de M. de Kéralio fut adoptée par M. de Regnault, son successeur, et décida l'admission de Bonaparte à l'École militaire de Paris.

Bonaparte y obtint bientôt la même supériorité originale qui l'avait fait distinguer à Brienne, et fut aussi le premier mathématicien parmi les élèves. Son professeur d'histoire, M. de l'Éguille, dans le compte qu'il rendit de ses élèves, avait ainsi noté le jeune Napoléon : *Corse de nation et de caractère, il ira loin si les circonstances le favorisent.* Ce professeur avait vu plus loin que les autres, mais il s'était trompé pour le caractère; car jamais homme ne fut moins vindicatif que Bonaparte, et n'eut plus sujet de l'être. Domairon, qui lui enseignait les belles-lettres, appela énergiquement ses amplifications *du granit chauffé au volcan.* Bonaparte perdit par degrés l'éloquence verbuse et emphatique de l'école, pour adopter l'éloquence concise et pleine d'images, qui est celle des conquérans et des grands hommes; cependant il y eut toujours quelque chose d'oriental dans sa manière d'écrire. Devenu premier consul, il recevait souvent M. de l'Éguille à la Malmaison, et il lui dit un jour : « De toutes vos leçons, celle qui m'a laissé le plus d'impression, c'est

« la révolte du connétable de Bourbon; mais vous avez tort de me dire que son plus grand crime avait été de faire la guerre à son roi. Son véritable crime fut d'être venu attaquer la France avec les étrangers. »

La carrière militaire de Bonaparte commença à seize ans, âge où le succès de son examen à l'École militaire de Paris lui valut, le 1^{er} septembre 1785, une lieutenance en second au régiment de La Fère, qu'il quitta bientôt pour entrer en premier dans un autre régiment en garnison à Valence. Là, ses premiers amis furent Lariboisière et Sorbier, qu'il nomma depuis inspecteurs généraux de leur arme. Une femme qui gouvernait la ville par l'ascendant de son mérite, madame du Colombier, frappée tout à coup de ce qu'il y avait d'extraordinaire dans Bonaparte, le présenta dans les meilleures sociétés, et contribua beaucoup à l'heureux changement qui parut dans son caractère. Devenu aimable et enjoué, l'officier d'artillerie parvint sans peine à plaire, et se vit encore reeherbé à cause des brillantes facultés que révélait sa conversation. Madame du Colombier avait deviné le génie de Bonaparte; elle lui prédisait souvent un grand avenir.

Dans un voyage qu'il fit à Paris deux années après, il fut accueilli avec une bienveillance particulière par le fameux abbé Raynal, auquel il avait adressé le commencement d'une histoire qu'il se proposait d'écrire sur la Corse. Le philosophe encouragea le jeune auteur à continuer ce travail, premier essai de sa plume, et qui, resté imparfait sans doute, n'a jamais été retrouvé. En 1786, sur la demande de ce même abbé Raynal, l'Académie de Lyon avait proposé la question suivante à l'émulation des écrivains : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible?* Napoléon concourut sous le voile de l'anonyme, et remporta le prix. Son discours, découvert dans les archives de l'Académie par les recherches de M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures sous le consulat, fut remis par lui à Napoléon, qui le jeta au feu. Il est probable qu'au moment de se faire empereur, Napoléon ne conservait pas sur les institutions propres à fonder le bonheur des hommes, les idées qu'il avait pu concevoir à dix-huit ans, lorsqu'il n'était encore que lieutenant d'artillerie. Mais son frère Louis avait eu le temps de prendre une copie de ce mémoire, récemment publié par le général Gourgaud. Le style en est original, quelquefois brillant. L'auteur passe avec une facilité singulière de la discussion austère du moraliste à l'entraînement de l'âme la plus tendre pour ses semblables. Ce petit ouvrage est un monument précieux de sa jeunesse, et pouvait peut-être annoncer une tout autre carrière que celle des armes-

Cependant, presque à la même époque où Napoléon traitait ainsi une question qui intéressait l'humanité entière, il répondit à une dame qui blâmait Turenne d'avoir incendié le Palatinat : « Eh ! qu'importe, madame, si cet incendie était nécessaire à ses des-seins?... » Aussi, vingt-sept ans après, ce ne fut pas lui qui incendia Moskou !

Napoléon avait vingt ans, et résidait à Valence, lorsque le cri de liberté se fit entendre en 1789. Le Dauphiné donna un grand exemple à cette cause si nouvelle : le premier arbre de la liberté fut planté à Vizille. Bientôt le fatal projet de quitter leur poste et leur pays s'empara d'un grand nombre d'officiers français; cette fureur se répandit dans la garnison de Grenoble. Bonaparte, présent, jugea l'émigration, et lui préféra la révolution. Les armes savantes et méditatives, le génie et l'artillerie, imitèrent moins que les autres armes cette défection, qui fut aussi une fièvre révolutionnaire. Elles accueillirent généralement les nouveaux principes, et contribuèrent puissamment, par la réunion de leurs forces morales et physiques, à conquérir et à consolider la liberté et la gloire de la patrie. Bonaparte ne resta point étranger à la nouvelle religion politique, qui, au contraire, poussa en dehors son âme ardente, jusqu'à alors renfermée en elle-même. A cette époque de

fermentation, de grands secrets furent révélés aux esprits, et des talens inconnus sortirent de toutes les classes de la population française.

En 1790, Bonaparte tenait garnison à Auxonne. Entraîné par le mouvement général, il donna alors un gage public de ses sentimens, en faisant paraître une lettre adressée à M. Buttafuoco, maréchal de camp, député de la noblesse corse à l'Assemblée constituante. Cette lettre, où règne, avec le sentiment et l'expression de l'ironie la plus amère, la déclamation la plus énergique contre les trahisons que Bonaparte reproche à ce député, fait merveilleusement connaître quelle impression la révolution avait produite sur ses idées, et retrace avec une rapidité et une éloquence remarquables les événemens qui amenèrent la soumission de sa patrie à la France. Elle fut tirée à cent exemplaires, que Bonaparte envoya en Corse. Peu de temps après, le président de la société patriotique d'Ajaccio écrivit à l'auteur que la société en avait voté l'impression, et avait arrêté que le nom d'*infâme* serait donné à M. Buttafuoco.

Telles sont les opinions de Bonaparte à vingt et un ans : il va les mettre en action dans sa propre patrie. La puberté républicaine fermente dans son sein; il va prendre la robe virile.



LIVRE SECOND.

Convention Nationale.

CHAPITRE PREMIER.

(1792-1793-1794.)

BONAPARTE COMMANDE EN BATAILLON EN CORSE.— SON SÉJOUR A PARIS.— RÉVOLTE DE PAOLI. — BONAPARTE EST SAUVÉ DE LA CORSE AVEC SA FAMILLE.— SON ARRIVÉE A TOULON.— IL EST PROMU AU GRADE DE CAPITAINE DANS LE 5^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE A PIED.

PASCAL PAOLI était venu de Loudres à Paris en 1790: solennellement présenté à l'Assemblée constituante par M. de La Fayette, il avait reçu dans la capitale tous les honneurs qu'à cette belle époque l'amour de la vraie liberté faisait décerner aux défenseurs de l'indépendance des nations. Paoli trompa l'Assemblée. L'année suivante, de retour dans ses foyers, il reçut le brevet de lieutenant-général au service de France, et le commandement de la Corse, qui formait alors la vingt-sixième division militaire. Vers cette époque, Bonaparte, présent par congé dans cette division, y trouva deux partis dont l'un tenait pour l'union avec les Français, et l'autre pour l'indépendance de la Corse. Son choix ne fut pas douteux : il devait fidélité à la France. Ajaccio, sa ville natale, était le chef-lieu du parti opposé au nôtre ; Bonaparte, capitaine d'artillerie depuis le 6 février 1792, et nommé ensuite au commandement temporaire de l'un des bataillons soldés qu'on avait levés en Corse pour le maintien de l'ordre public, dut marcher contre la garde nationale d'Ajaccio ; voilà son premier pas dans la carrière des armes. Un chef des mécontents, Peraldi, ancien ennemi de la famille de Napoléon, osa accuser Napoléon d'avoir

provoqué le désordre qu'il venait de réprimer. Appelé dans la capitale pour rendre compte de sa conduite, il se justifia facilement de cette calomnieuse imputation.

Pendant le séjour de Bonaparte à Paris eut lieu la journée du 20 juin, où Louis XVI, outragé dans son palais par les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcou, se vit contraint de se coiffer du bonnet rouge. Au bruit de ces violences, le général La Fayette, commandant une armée de trente mille hommes en Flandre, vient seul à Paris, demande, le 28, à la barre de l'Assemblée législative, justice des attentats du 20, propose au roi et à la reine de les conduire et de les défendre à Compiègne : mais, rejeté également par l'Assemblée et par la cour, il n'a que le temps de s'échapper sous le poids d'une double proscription. Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt avait eu la même inspiration. D'accord avec Louis XVI, dont il était l'ami, il se fit céder par le titulaire le gouvernement de Rouen, pour y offrir un asile au prince ; il n'est pas plus heureux que le général La Fayette. L'infortuné monarque, entraîné à sa perte par une peste rapide, n'ose ou ne peut profiter d'aucun des efforts tentés en sa faveur. Dans

son palais, qui est déjà sa prison, il relit sans cesse l'histoire de Charles I^{er}, et il espère vainement désharmer ses ennemis par la résignation et par la douceur, persuadé que le roi d'Angleterre n'a péri que pour avoir irrité les siens par la violence et l'opiniâtreté. Pendant le cours de ces douloureuses réflexions, le 10 août éclate, le roi, forcé dans les Tuileries par une multitude furieuse et armée, n'a d'autre refuge qu'une tribune de l'Assemblée, dont il se constitue ainsi le prisonnier. Des scènes si terribles jettent dans l'esprit de Napoléon une étrange lumière : car, après cette journée, il écrit à son oncle Paravicini : *Ne soyez pas inquiet de vos nervez, ils sauront se faire place.* Mais si la chute du trône, en ouvrant à ses yeux un horizon vaste et indéfini, produisit, comme catastrophe politique, une impression profonde sur son esprit, elle donna aussi une nouvelle énergie à sa première affection pour la liberté.

Bonaparte revint visiter son pays natal au mois de septembre. Les souvenirs des services de son père dans la guerre de l'indépendance ; les événements de cette guerre racontés par Paoli, avec lequel, dès ses jeunes années, il avait entretenu une correspondance en Angleterre ; la présence de l'illustre banni qui augmentait l'admiration qu'il avait inspirée à son jeune partisan ; tout entraînait et devait entraîner Bonaparte vers celui qui était alors le grand homme de la Corse, et que la France avait proclamé grand citoyen. Paoli le reçut et le traita avec une affection particulière. Il observait Napoléon ; il le jugea, quand il dit : *Ce jeune homme est taillé à l'antique : c'est un homme de Plutarque.* Bientôt Napoléon fut obligé, à son tour, d'observer et de juger Paoli. Il découvrit que ce général dirigeait le parti qui s'était constamment opposé à la réunion de la Corse à la France, et contre lequel il venait de se battre à Ajaccio. Quelle affliction pour lui de reconnaître dans son protecteur, dans son héros, dans l'ami de sa famille, le chef du parti anti-français ! Les relations que son admiration et son respect avaient provoquées entre lui et Paoli, prirent bientôt le caractère de réserve que la découverte de cette trahison devait établir. La méfiance divisa dès-lors le chef qui, investi du pouvoir par la France, s'en servait contre elle-même, et le simple officier qui jurait de remplir tout son serment envers sa nouvelle patrie.

Une escadre, sous les ordres du vice-amiral Truguet, chargé d'une expédition contre la Sardaigne, arrive à Ajaccio en janvier 1795. Les forces stationnées en Corse sont mises en mouvement, et Bonaparte est spécialement chargé, avec son bataillon, d'opérer une diversion contre les petites îles de la Madelaine, situées entre la Corse et la Sardaigne ; l'expédition n'obtient pas de succès ; Bonaparte revient à Ajaccio. Alors Paoli, dénoncé à la Convention,

se trouvait placé sur une liste de vingt généraux proscrits, et menacé lui-même d'être arrêté et jugé comme traître : sa tête avait été mise à prix. Pour échapper à ce danger, il leva l'étendard de la révolte au mois de mai, rallia à lui tous les mécontents, se fit nommer généralissime et président d'une *consulta* qui s'assembla à Corté, et dont Pozzo-di-Borgo, aujourd'hui ambassadeur de Russie en France, fut nommé le secrétaire. La guerre s'alluma entre les partisans de la France et ceux de l'Angleterre. Cette division fut violente, et signalée par de grands excès. On croit même que Paoli protégeait les entreprises diverses qui furent tentées par ses siens pour enlever son jeune adversaire. Bonaparte a le bonheur de se soustraire aux poursuites dirigées contre lui, et de rejoindre à Calvi les représentants du peuple, Salicetti et Lacombe-Saint-Michel, qui ont débarqué avec des forces. Ces troupes marchent contre Ajaccio ; mais l'entreprise échoue encore. Bonaparte, qui en faisait partie, trouve le moyen de dérober tous les siens à la vengeance de Paoli, et de les envoyer en France. Ruiné par le pillage et l'incendie des propriétés de sa famille, frappé avec elle d'un décret de bannissement, il a lutté vainement, au nom de la république, contre l'ascendant de l'Angleterre, et il menacé celle-ci du serment d'Annibal en quittant sa patrie. Aussi descend-il du vaisseau qui le portait à Marseille, comme un soldat de la liberté proscrit par un traître. Les rois vont avoir à combattre ce terrible adversaire, dont ils seront un jour les liens, et qui, à son tour, deviendra leur victime.

Après avoir établi sa famille dans les environs de Toulon, Napoléon se rend à Paris, laissant en garnison à Nice le quatrième régiment d'artillerie à pied, dans lequel il servait comme capitaine avant l'expédition de Sardaigne, d'où il revenait avec le grade supérieur. C'est la fatale période de 93 et de 94, pendant laquelle la Montagne s'éleva, sur les ruines de la royauté détruite, à un despotisme inouï. Une lutte gigantesque entre la Terreur et l'Europe entraîne tout à coup la révolution hors de ses limites, et soulève quatorze armées contre les ennemis de la patrie ; la France répète malgré elle au dedans les triomphes qui l'immortalisent au dehors, la Convention renverse par la force et défile par l'audace tout ce qui se déclare contre elle. La guerre civile, la trahison, le parti de l'étranger, appellent toutes ses vengeances ; la Vendée, Marseille, Lyon, Toulon, ont armé son bras exterminateur. Comme tous les pouvoirs extraordinaires, elle sent que le moyen de contenir et de subjuguier les hommes n'est pas seulement de les vaincre, mais encore de les étonner. Une justice infernale appelle à sa défense le crime au nom de la vertu, au nom de la loi la tyrannie. C'est en proclamant les droits de l'homme que la Convention

invente la terreur, qui pèse à la fois sur les citoyens, sur les fonctionnaires, sur les généraux, sur les armées, sur ses propres membres, et aussi sur l'Europe : c'est ainsi qu'elle conduit violemment vingt-cinq millions d'hommes à la gloire et à la liberté ! Ils

y arrivent pauvres, mutilés, et fiers de montrer au monde de nouveaux Spartiates, dont les noms, à jamais glorieux, sont tracés sur les fastes de la patrie avec le sang des champs de bataille et le sang des échafauds.



CHAPITRE II.

(1793-1794.)

INSURRECTION DE TOULON. — SIÈGE DE CETTE VILLE. — BONAPARTE, CHEF DE BATAILLON D'ARTILLERIE. — LE PLAN D'ATAQUE QU'IL A PROPOSÉ EST ADOPTÉ. — NOURRI CHEF DE BRIGADE, IL S'EMPARE DE FORT NEUGRÈVE. — ÉVALUATION DE TOULON. — BONAPARTE COMMANDE L'ARTILLERIE DE L'ARMÉE D'ITALIE.

Toulon céda à l'influence de la Convention, excepté la Vendée, toujours en feu, et quelques départemens du Midi, qui avaient arboré le drapeau blanc. Lyon, assiégé par une partie de l'armée des Alpes, avait vu mille gardes nationaux de l'Atme, de Marseille, de Toulon, marcher à son secours. Ils étaient déjà dans les murs d'Orange, d'où ils furent chassés par une colonne de quatre mille hommes sous les ordres du peintre Cartaux, chef de brigade, détaché de l'armée des Alpes par les représentans Ricord et Robespierre le jeune. Cartaux poursuivit l'armée insurgée, s'empara du Pont-Saint-Esprit, d'Aix, d'Avignon, et entra enfin dans Marseille. Bonaparte dit lui-même qu'il faisait partie de l'expédition de Cartaux, au moins jusqu'à la prise d'Avignon. C'est un peu après cette époque qu'il eut, dans un souper, à Beaumont, avec quelques citoyens, un entretien dont il a transmis les détails dans une brochure imprimée à Avignon, chez Sahin Tournal; elle renferme des passages du plus haut intérêt comme de la plus grande énergie, sur la cause de la république, sur la supériorité des troupes réglées, sur l'art militaire, et sur l'impuissance des soulèvemens aristocratiques qui agitaient le Midi. Quant aux opinions que Bonaparte avait alors, ou ne peut les reconnaître, à la manière dont il s'exprime sur certains hommes de l'époque: « Dubois-Crancé et Albitte, dit-il, constans amis du peuple, n'ont jamais dévié de la ligne droite; ils sont scélérats aux yeux des mauvais. » Mais Condoreet, Brissot, Barbaroux aussi, étaient scélérats lorsqu'ils étaient purs; vous appelez Cartaux un assassin! Eh bien, etc. » Ici Bonaparte justifie Cartaux par des faits qui font le plus grand honneur à la probité et à l'équité de ce général. La religion républicaine dominait entièrement l'esprit

de Bonaparte. Son écrit, publié en 1795, sur le théâtre de la guerre civile, ne pouvait être et n'était, comme on va le voir, que l'apologie du système terrible qui régnait alors. Dans un dialogue très-curieux, un Marseillais dit au militaire qui accusait les fédéralistes, c'est-à-dire à Bonaparte: « Mais Brissot, Barbaroux, Condoreet, Buzot, Vergniaud, sont-ils aristocrates? Qui a fondé la république? qui a renversé les tyrans? qui a enfin soutenu la patrie à l'époque périlleuse de la dernière campagne? » Bonaparte répond: « Je ne cherche pas si vraiment ces hommes, qui avaient bien mérité du peuple dans tant d'occasions, ont conspiré contre lui. Ce qu'il me suffit de savoir, c'est que la Montagne, par esprit public, ou par esprit de parti, s'était portée contre eux aux dernières extrémités, les ayant décriés, emprisonnés, je veux même vous le passer, les ayant calomniés; les Brissotins étaient perdus, sans une guerre civile qui les mit dans le cas de faire la loi à leurs ennemis; c'était donc pour cela seul que la guerre était utile; s'ils avaient mérité leur réputation première, ils auraient jeté leurs armes à l'aspect de la constitution; ils auraient sacrifié leur intérêt au bien public; mais il est plus facile de citer Décius que de l'imiter. Ils se sont aujourd'hui rendus coupables du plus grand des crimes; ils ont, par leur conduite, justifié leur décret; le sang qu'ils ont fait répandre a effacé les vrais services qu'ils avaient rendus. » Telle était l'opinion de la majorité républicaine; cependant quelle mort plus héroïque que celle des Girondins! et, bien qu'ils eussent condamné le roi sous la présidence de Vergniaud, leur chef, ce fut aussi comme royalistes que ces apôtres de la république furent condamnés. Il n'y a sûrement pas, dans l'histoire d'aucun état po-

pulaire, d'exemple plus terrible de la fureur des divisions entre les partis. Non moins redoutable à ses membres qu'aux autres citoyens, l'ostracisme était la loi de la guerre civile de la Convention, et l'ostracisme donnait la mort.

Cependant Cartaux victorieux, comme Bonaparte l'avait annoncé à ses convives de Beaucaire, avait vu les fédéralistes de Marseille s'enfuir devant lui et se réfugier dans les murs de Toulon, dont les sections étaient en pleine insurrection contre la Convention. On avait arrêté et enfermé au fort La Malgue les représentants du peuple Beauvais et Bayle, ce même Bayle qui avait écrit au Comité de salut public : « *Cela va bien : le pain va manquer* ! » Barras et Fréron, également en mission à Toulon, étaient parvenus à s'échapper avec le général Lapoye, et à gagner Nice, quartier-général de l'armée d'Italie. Toutes les autorités, le commandant de la flotte, et la plus grande partie de la population de Toulon, se trouvant compromis par cet acte d'anarchie contre-révolutionnaire qui avait enfanté l'insurrection du Midi, redoutant également la terrible colère du Comité de salut public et celle de l'armée, incapables à la fois de la soumission et de la résistance, ne virent plus d'asile que dans le plus grand de tous les crimes politiques : ils livrèrent aux armées anglaises et espagnoles la ville, le port, l'arsenal, les forts et l'escadre de Toulon. L'Espagne avait déclaré la guerre à la république au mois de mars. Le port contenait trente-deux bâtimens de haut-bord, parmi lesquels une escadre forte de dix-huit vaisseaux et quelques frégates. Cependant, au moment de la trahison du vice-amiral Trogoff, qu'une attaque de goutte retenait dans la ville, l'escadre, sous les ordres du contre-amiral Saint-Julien, s'était embossée de manière à fermer aux ennemis l'entrée de la rade, et à foudroyer en même temps la ville insurgée et ses batteries. La rébellion sectionnaire avait séduit la garnison de la marine, et entraîné Hyères, Ollioules et cinq autres communes. Des députés de la révolte avaient osé se rendre à bord du contre-amiral Saint-Julien, qui avait voulu les faire pendre aux verges de son vaisseau ; mais d'autres émissaires parvinrent à s'introduire par les divers bâtimens de l'escadre ; et enfin le vice-amiral Trogoff, s'étant fait porter à bord de la frégate *la Perte*, qui n'avait pas voulu obéir au mouvement de la flotte, avait arboré le pavillon du commandement, et fait le signal de ralliement. Seize vaisseaux y avaient obéi, deux seulement avaient persisté dans leur généreuse résolution, et leurs équipages n'avaient eu d'autre ressource que de débarquer et d'aller à la rencontre des troupes républicaines. Saint-Julien, placé tout à coup entre la vengeance de la Convention et la fureur de la ville, avait été réduit à se rendre à bord de l'amiral Hood,

et conduit à Barcelone. Ainsi la flotte tout entière devint la proie de cet amiral, qui, le 28 août, occupa avec son escadre et deux escadres espagnole et napolitaine, portant quatorze mille hommes de troupes, la rade, la ville et les forts de Toulon. Bientôt Louis XVII est solennellement proclamé à Toulon roi de France, au milieu de la spoliation de notre marine, dont s'emparent ceux qui se disent les amis et les alliés de sa famille. La garde nationale se voit désarmer par les bandes étrangères appelées à son secours, tandis que l'amiral Hood, qui redoute encore la présence de cinq mille matelots, les renvoie à Brest, à Bordeaux, à Nantes et à Rochefort. Hood commande en chef ; il étend son système de défense depuis les hauteurs qui dominent ses batteries, jusqu'au-delà des gorges d'Ollioules, et jusqu'aux îles d'Hyères. Cependant l'amiral anglais, qui a traité seul avec le comité insurrectionnel de Toulon, ne livre pas la politique de son gouvernement à l'enthousiasme des royalistes, ni aux affections de famille des généraux de Naples et de Madrid. Il refuse aux Espagnols de choisir parmi eux le commandant de Toulon, et aux habitans d'y laisser arriver Moxisera, alors à Véronne. Le drapeau blanc n'est point arboré sur les forts ; le drapeau tricolore y flotte encore jusqu'au 1^{er} octobre.

A cette époque, les militaires avançaient rapidement. Le comité de la guerre désirait si ardemment des succès dans le Midi, que, dans l'espace de trois mois, Cartaux, pour son occupation de Marseille, avait été successivement nommé général de brigade, général de division, et enfin général en chef. Il se trouvait à la tête de douze mille hommes, quand Toulon fut livré. Il en laissa quatre mille à Marseille, et avec les huit mille autres, il observa les gorges d'Ollioules. Arrivés à Nice, Barras et Fréron, après leur fuite de Toulon, ordonnèrent à Brunet, général en chef de l'armée d'Italie, d'envoyer six mille hommes contre cette ville : on chargea Lapoye de les commander. Ainsi Toulon se trouvait menacé par une force égale à celle qui le défendait, avec cette différence, à l'avantage des assiégés, que ceux-ci avaient leurs troupes réunies, au lieu que l'occupation des montagnes du Faron par l'ennemi séparait et isolait absolument le corps de Cartaux de celui de Lapoye ; cependant les deux corps se soutenaient en attaquant chacun de son côté. Cartaux marcha le 8 septembre sur les gorges d'Ollioules, et s'en empara ; de son côté Lapoye parvenait à réarmer les batteries de la rade d'Hyères.

Alors le chef de bataillon Bonaparte fut envoyé à l'armée de Toulon par le Comité de salut public, pour diriger l'artillerie du siège, en qualité de commandant en second. Le général Dammartin, qui commandait l'artillerie en chef à cette armée, était

malade. Bonaparte arriva le 12 septembre au Bausset, où résidait le quartier-général de Cartaux. Il trouva l'armée absolument dépourvue de matériel et de personnel d'artillerie pour un siège aussi important. En moins de six semaines, sa prodigieuse activité créa toutes les ressources qui manquaient, et cent pièces de gros calibre furent réunies. Il fit placer le chef de bataillon Gassendi à la tête de l'arsenal de Marseille. Le chef de brigade Marescot commandait l'arme du génie. Bonaparte appela encore auprès de lui de bons officiers, parmi lesquels étaient Victor et Muiron. Mais il eut bientôt à combattre l'incapacité du général en chef, qui voulait faire exécuter, à la lettre, l'ordre arrivé de Paris, de brûler la flotte ennemie et de prendre Toulon en trois jours. En effet, Cartaux ordonne au commandant d'artillerie de commencer le feu. Bonaparte lui répond que les batteries sont à deux ou trois portées de la rade et des ouvrages; mais Cartaux insiste : le coup d'épreuve est tiré, et le boulet tombe à cent cinquante toises de la place. Les représentants du peuple aux armées du Midi étaient : Barras et Fréron, à celle d'Italie; Ricord et Robespierre jeune à celle des Alpes; Salicetti, Albitte et Gasparin à celle de Toulon; celui-ci avait été capitaine de dragons : il entendait la guerre; il avait deviné la supériorité du commandant d'artillerie. Cette disposition favorable de Gasparin fut la véritable cause de la prise de Toulon, par l'accord qui régna constamment entre lui et Bonaparte qui se louait moins d'Albitte et de Salicetti. Il avait établi deux batteries sur le bord de la mer; l'une appelée *batterie de la Montagne*, l'autre *batterie des Sarracottes* : c'était la couleur du temps. Le 14 octobre, deux colonnes ennemies débouchèrent pour s'en saisir. Bonaparte accourut, accompagné d'Almeyras, aide-de-camp de Cartaux, enleva les troupes et sauva les batteries. Le lendemain, Lapoype s'empara du camp Brun.

Le même jour, 15 octobre, un plan d'attaque rédigé par le général Darçon, homme d'une réputation européenne, arriva de Paris, et fut l'objet d'un conseil de guerre extraordinaire. Ce plan supposait l'investissement de Toulon par soixante mille hommes, tandis qu'avec les renforts venus de l'armée de Lyon, l'armée de Toulon ne se montait tout au plus qu'à trente mille. Le comité prescrivait, en conséquence de cette supposition de forces, des opérations incalculables d'attaque sur tous les points occupés par l'ennemi du côté de la terre. Bonaparte ouvrit au conseil un avis tout opposé : il prouva que si l'on pouvait bloquer Toulon par mer comme par terre, la place tomberait. Pour effectuer ce blocus, il proposa d'établir sur les promontoires de Balaguier et de l'Éguillette deux batteries destinées

à fondroyer la grande et la petite rade. Les Anglais, qui, de même que Bonaparte, regardaient cette position comme très-importante, avaient fait des travaux prodigieux au fort Mulgrave, qui lui était opposé. Trois mille hommes de leurs meilleures troupes et quarante-quatre pièces de gros calibre défendaient le fort, auquel ils avaient aussi donné le nom de *Petit-Gibraltar*; ils le jugeaient tellement imprenable, que le commandant avait dit : *Si les Français emportent cette batterie, je me fais jacobin*. Ils avaient travaillé pendant un mois à fortifier cette grande redoute, située sur le promontoire du Cairo; et c'était cette même position que, le surlendemain de son arrivée à l'armée, Bonaparte avait proposé au général en chef Cartaux de faire occuper par une force suffisante, lui assurant que, huit jours après, il serait maître de Toulon. Cartaux, qui ne comprit pas cette belle opération, se contenta de quatre cents hommes pour son exécution. Les Anglais avaient envoyé, peu de jours après, quatre mille hommes qui avaient chassé les quatre cents français, et ils avaient élevé le *Petit-Gibraltar*. Bonaparte dit avec raison que Toulon était là, et que le fort Mulgrave était le point d'attaque. Il ajouta que soixante et douze heures après la prise de ce fort, l'armée de siège aurait recouvré Toulon. Tout le conseil se rangea de son opinion.

Malgré l'autorité du conseil et le succès des nouvelles batteries, Bonaparte eut encore à lutter contre l'impéritie du général en chef et de son étai-major. Fatigué de ces contrariétés, il pria Cartaux de lui transmettre par écrit ses vues et son plan, afin que l'artillerie pût se préparer à concourir à la réussite de l'entreprise.

Cartaux, dont l'ignorance égalait la présomption, eut la simplicité de répondre que son plan définitif était de faire cbauffer Toulon pendant trois jours, et de l'attaquer ensuite en trois colonnes. Bonaparte joignit ses observations à cette lettre singulière, et les remit au représentant Gasparin, qui les envoya à Paris par un courrier extraordinaire. Par le retour du courrier envoyé à l'armée des Alpes, Cartaux perdit son commandement, et fut remplacé à celle de Toulon par le médecin Doppet, qui commandait les troupes qu'on avait employées à la prise de Lyon. Dans l'intervalle, le général Lapoype eut le commandement en chef, et porta le quartier-général à Ollioules. Au même moment, l'armée d'Italie perdit son général en chef d'une manière plus tragique. Dénoncé par Barras et Fréron pour avoir eu des intelligences avec Toulon, Brunet périt sur l'échafaud le 6 novembre. Doppet arriva le 10 à l'armée de siège, et fit presque regretter Cartaux.

Cependant, peu de jours après, il aurait pu s'emparer du fort Mulgrave. Les Espagnols maltraitèrent

tellement les volontaires français qu'ils emmenaient prisonniers, que le bataillon de la Côte-d'Or, qui était de tranchée, courut aux armes, ainsi que toute la division. Cette affaire, improvisée par l'indignation du soldat, devint tellement chaude, que Bonaparte alla dire au général en chef qu'il en coûterait moins pour l'attaque que pour la retraite. Il fut alors autorisé à se porter à la tête des troupes et à diriger l'opération. Déjà le promontoire du Cairo était couvert de nos voltigeurs, et nos grenadiers, en colonnes, allaient pénétrer par la gorge du fort, lorsque le général Doppet, quoique loin du feu, voyant tomber près de lui un de ses aides-de-camp, eut la lâcheté de faire sonner la retraite. Bonaparte, blessé à la tête, revint, et lui dit militairement : *Le jour... qui fait sonner la retraite nous a fait manquer Toulon*. Chacun avait alors son franc-parler sur le champ de bataille : les soldats demandaient hautement quand on se laisserait de leur envoyer des peintres et des médecins pour les commander. Doppet reçut bientôt ordre de se rendre aux Pyrénées. Enfin, le brave Dugommier, l'un des vétérans de la gloire française, fut nommé au commandement général.

Dugommier jugea promptement, ainsi que Gasparin, toute la portée du génie militaire du jeune commandant de l'artillerie, et dès ce moment commencèrent les véritables travaux de siège. Ce fut à la construction d'une nouvelle batterie, qu'ayant besoin de dicter un ordre, Bonaparte demanda un homme qui sût écrire. Un sergent d'un bataillon de la Côte-d'Or se présenta, et comme il écrivait sur l'épaulement de la batterie, un boulet le couvrit de terre, lui et son papier. *Bon*, dit le sergent, *je n'aurai pas besoin de sable*. Ce sergent, c'était Junot. Bonaparte avait aussi découvert dans le train d'artillerie un jeune officier qui fut son ami pendant dix-sept ans : c'était Duroc. Telle fut l'origine de la fortune de ces deux militaires, qui parvinrent par leurs services aux premières dignités de l'État. Bonaparte ne se doutait pas qu'à la batterie de la Montagne, à celle des Sans-Culottes, à celle de la Convention, il faisait des ducs et des grands dignitaires de ses ordres futurs.

Une batterie avait été élevée sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malbosquet que tenait l'ennemi. Les représentants allèrent voir cette batterie, et, en l'absence du commandant, ils ordonnèrent aux artilleurs de tirer. Le général anglais ignorait cette construction, qui était encore masquée, et Bonaparte s'en était promis le plus grand avantage pour le lendemain du jour où le fort du *Petit-Gibraltar* aurait été pris. La fanfaronnade des représentants éventa la combinaison de Bonaparte et la fit avorter : cette imprudence pensa être bien fatale.

Le lendemain, 30 novembre, à la pointe du jour, le général O'Hara sortit à la tête de sept mille hommes, euhata les postes français, s'empara de la nouvelle batterie et l'encloua. La générale battit à Ollioules. Dugommier ordonna le mouvement de ses troupes et de ses réserves, et l'on se porta sur l'ennemi, qui menaçait le grand parc. Après avoir habilement disposé l'artillerie pour arrêter le mouvement des Anglais, Bonaparte prit un bataillon, se glissa dans le vallon, arriva au pied de l'épanlement de la batterie du fort Malbosquet, devant laquelle était rangée l'armée alliée, et ordonna une décharge sur ses deux ailes. Un officier anglais monta alors sur l'épanlement pour voir d'où partait cette attaque imprévue. Au même moment il tomba blessé d'une balle. Il fut pris, et remit son épée au commandant de l'artillerie. Cet officier était le général O'Hara, gouverneur de Toulon. Dugommier, de son côté, avait débordé l'ennemi, et reçut deux coups de feu. Les Anglais, ayant perdu leur général, ne purent se rallier; on les poursuivit jusqu'à Toulon. Les bonnes dispositions de Bonaparte lui valurent le grade de chef de brigade.

La prise du général O'Hara, qui, malgré sa qualité de gouverneur, était allé commander cette sortie, fit croire aux habitants de Toulon, déjà peu confians dans les promesses britanniques, que l'amiral Hood avait employé ce moyen pour traiter avec l'armée républicaine. Dès ce moment il interdit toute délibération aux citoyens, et tout service aux officiers du génie français. Les Toulonnais n'eurent plus d'espoir que dans les Espagnols et les Napolitains.

Cependant il fallait à tout prix s'emparer du fort Mulgrave, du *Petit-Gibraltar*. Une batterie parallèle à la redoute anglaise fut élevée à la distance de cent vingt toises seulement. On la construisit à la faveur d'un rideau d'oliviers, qui en déroba les travaux à l'ennemi. Mais à peine démasquée, elle fut foudroyée. Les canonnières, effrayés, refusaient de tenir cette batterie; alors Bonaparte, pénétré plus que jamais, et surtout d'après les affaires qui avaient eu lieu, que la prise de Toulon dépendait de celle du *Petit-Gibraltar*; pressé, d'ailleurs, ainsi que le général en chef, par de nouveaux ordres de prendre Toulon, s'avisait d'une de ses ressources que le génie et la connaissance profonde qu'il avait déjà du caractère de ses soldats pouvaient seuls lui inspirer. Voilà son premier essai dans cet art que l'on peut appeler la tactique morale, et que depuis il a poussé si loin. Le brave sergent du bataillon de la Côte-d'Or, Junot, était resté d'ordonnance auprès de son chef; Bonaparte lui ordonna d'écrire en gros caractères sur un ériteau qu'il fit placer en avant de la batterie : *BATTREZ VOS HOMMES SANS PIERRE*. Il avait

bien jugé nos soldats : dès ce moment tous les canonniers de l'armée voulurent y servir. Lui-même, debout sur le parapet, donna l'exemple aux hommes sans peur, et commanda le feu, qui, commencé le 14 décembre, dura jusque dans la nuit du 17, et fut terrible. Dugommier n'avait résolu l'attaque que pour le lendemain ; mais Bonaparte estime que le moment est favorable pour répandre plus de désordre parmi les assiégés, et en outre les représentans insistent avec opiniâtreté sur l'attaque. Dans la nuit du 16 au 17, l'armée, réunie dans le village de la Seine, marche sur quatre colonnes, dont deux sont destinées à observer les forts de Malbousquet, de Balaguir et de l'Éguillette ; une autre reste en réserve ; et la quatrième, composée d'hommes d'élite commandés par Laborde, et à la tête desquels s'avance généreusement le brave Dugommier, va droit sur le *Petit-Gibraltar*. Pendant ce temps, le commandant d'artillerie fait jeter sept à huit mille bombes dans le fort ; mais cette colonne est repoussée, et le général en chef allait chercher sa réserve, quand il la voit venir à lui avec Bonaparte. Un bataillon, sous les ordres de capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait les localités, marchait en avant-garde. A trois heures du matin, Muiron pénétra dans le fort par une embrasure, avec le général en chef et Bonaparte, à qui il sauva la vie dans la mêlée. Le colonel Laborde entre par un autre côté ; l'ennemi se rallie à sa réserve, se réforme, et se présente trois fois pour reprendre le *Petit-Gibraltar*. A cinq heures, le combat allait recommencer par l'arrivée de quelques pièces de campagne que l'ennemi avait fait venir ; mais nos canonniers parvinrent à se servir de six pièces du fort, et les Anglais se mirent en retraite. La prise du fort Mulgrave coûta mille hommes aux Français et deux mille cinq cents aux ennemis. Il restait à prendre un fort très-important, celui de Malbousquet. Bonaparte se présente à la batterie de la Convention, et dit aux généraux : *Demain ou après-demain, au plus tard, vous souperes dans Toulon* ; mais on lui épargna la peine de cette nouvelle attaque. Il avait tourné contre la rade les batteries du *Petit-Gibraltar* : cette disposition décida les alliés à évacuer Toulon et à se rembarquer. Les Anglais se trouvant seuls n'étaient plus en état d'attendre les renforts qu'ils avaient demandés, et Toulon, qui ignorait la prise du *Petit-Gibraltar*, fut plongé dans la consternation quand il vit ordonner l'évacuation de tous les forts extérieurs. Ceux de Saint-Antoine, d'Artigues, de Faron, de Malbousquet, furent occupés dès le 18 par les Français ; il n'y avait que le fort La Malgue, nécessaire pour protéger l'évacuation, qui restait encore au pouvoir des Anglais. Ils annoncèrent leur retraite par la destruction du magasin

général et de celui de la grande mâture. L'incendie de l'arsenal et celui de neuf vaisseaux de haut-bord et de quatre frégates firent reconnaître au loin sur la terre et sur la mer les vengeances britanniques. Sydney Smith fut chargé de cette terrible exécution. L'amiral Hood n'avait pas reçu d'autres instructions de son gouvernement ; il n'eût pas le temps de faire sauter les bassins de construction, ni le fort La Malgue, qu'il dut évacuer précipitamment. Les Espagnols refusèrent de brûler les vaisseaux qui leur avaient été désignés. Le régiment de la marine de Toulon fut obligé de les défendre contre Sydney Smith, qui accourut pour réparer le tort que la loyauté espagnole venait de faire à la baine de l'Angleterre. Le même jour, à dix heures du soir, le colonel Cervoni brisa une porte de Toulon, et y entra avec deux cents hommes. La ville avait été bombardée par Dugommier depuis midi. Vingt mille Toulonnais environ trouvèrent asile sur les escadres combinées.

Un milieu du désordre affreux qui régnait sur le port et sur la rade, les galériens, un nombre de neuf cents, au lieu de reprendre leur liberté et de se livrer au pillage et aux excès qui appartiennent à cette classe d'hommes dégradés, donnaient un exemple singulier d'héroïsme : ils parvinrent à éteindre le feu de quatre frégates, de l'arsenal de la marine, à sauver la corderie, les magasins à blé, à poudre, à sauver leur prison, leur baigne, et ils reprirent leurs fers. Ils étaient glorieux de s'être aussi vengés des Anglais en conservant à la république ces grands établissemens ; une action si belle et si neuve dans l'histoire caractérise cette époque extraordinaire, qui enivrait aussi de la gloire de la liberté les criminels que la justice avait retranchés du nombre des citoyens ! C'est sans doute à l'affreuse conduite des Anglais à Toulon que l'on doit attribuer la juste haine que Bonaparte ne cessa de leur porter pendant tout le temps de son règne, et qu'il oublia malheureusement le jour où il devait le plus s'en souvenir.

L'Angleterre avait satisfait à sa haine en détruisant le port et la flotte de Toulon, l'armée française avait satisfait à la gloire en rendant Toulon à la république ; mais les représentans en mission surpassèrent les fureurs de la Grande-Bretagne et souillèrent l'honneur de nos armes. Il leur fallait des victimes, bien que tous les rebelles se fussent embarqués sur les escadres ennemies. Les premières furent les deux cents soldats, officiers et ouvriers de la marine, qui avaient défendu les vaisseaux restans contre Sydney Smith. « Tous les jours depuis notre entrée, écrivit Fréron, nous faisons tomber deux cents têtes. » En effet, huit cents Toulonnais furent fusillés. « Nous n'avons qu'une manière

« de célébrer la victoire (la prise de Toulon), écri-
 « vait Fouché à Lyon, nous envoyons ce soir deux
 « cent treize rebelles sous le feu de la foudre. » Bar-
 ras écrivait encore, douze jours après la prise de
 Toulon, à la Convention nationale : « Les fusil-
 lades sont ici à l'ordre du jour.... Fusillades jus-
 qu'à ce qu'il n'y ait plus de traitres. »

Le général Dugommier, appelé au commande-
 ment en chef de l'armée des Pyrénées, où il trouva
 bientôt une mort glorieuse, voulait emmener avec
 lui son jeune commandant de l'artillerie ; mais le
 comité de la guerre s'y opposa. Il chargea Bona-
 parte de réarmer la côte de la Méditerranée et celle
 de Toulon, et lui donna le commandement de l'ar-
 tillerie à l'armée d'Italie, dont le général Dumer-
 bion venait d'être nommé général en chef. Dugom-
 mier demanda pour Bonaparte le grade de général
 de brigade ; il écrivit au Comité de salut public :
 « Récompensez et avancez ce jeune homme ; car, si
 « l'on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout
 « seul. » Cependant le ministre de la guerre, de qui

il devait attendre de prompts témoignages de la
 reconnaissance publique pour de tels services, ne
 lui donna que six semaines après le grade de gé-
 néral de brigade. L'attachement et l'estime de Du-
 gommier suivirent Bonaparte à l'armée d'Italie, où
 il exerça bientôt le même empire sur le général en
 chef Dumerbion. Cette époque, qui vit commencer
 la gloire militaire de Bonaparte, lui laissa de pro-
 fonds souvenirs ; et à Sainte-Hélène, dans un codi-
 cille de son testament, il les consacra par des dispo-
 sitions en faveur des héritiers de Dugommier et de
 Gasparin, auxquels il se plaisait à attribuer le bril-
 lant début de sa carrière militaire : depuis long-
 temps ces deux hommes avaient cessé de vivre. Cette
 manière d'éterniser son attachement pour eux dans
 la personne de leurs héritiers, qui tous lui étaient
 inconnus, donne aux dernières intentions de Napo-
 léon un caractère de grandeur bien remarquable.
 Le captif de Sainte-Hélène veut qu'on sache à jamais
 que sa gloire date de Gasparin et de Dugommier,
 au siège de Toulon.



CHAPITRE III.

(1794.)

BONAPARTE COMMANDE EN CHEF L'ARTILLERIE DE L'ARMÉE D'ITALIE. — INVASION DU PIÉMONT. — COMBAT DE DÉGO. — JOURNÉE DU 9 THERMIDOR. — BONAPARTE EST RENONCÉ A LA CONVENTION. — IL REFUSE LE COMMANDEMENT D'UNE BRIGADE D'INFANTERIE, ET RENTRE DANS LA VIE PRIVÉE.

BONAPARTE reçoit son brevet de général au milieu de la tournée qu'il fit en janvier et en février 1794 pour déterminer l'armement des côtes de la Méditerranée. Le travail auquel donna lieu cette mission ne laissait rien à désirer sous le rapport de son arme, dont il calcula sagement les moyens, en raison de la position des batteries, et de la nature de défense à laquelle elles seraient destinées. Il reconnut neuf bons mouillages pour les vaisseaux de haut-bord : 1° le port du Rhône, qu'il qualifie de chantier de construction de la Méditerranée, comme il qualifie Toulon et la Spezzia de port d'armement; 2° l'Estissat, au fond de la baie de Marseille; 3° Toulon; 4° l'île de Potos, l'une des îles d'Hyères; 5° Fréjus; 6° le golfe Juan; 7° Villefranche; 8° Gênes; 9° la Spezzia. Au mois de mars, le général Bonaparte arriva à Nice, où il prit le commandement en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie; le colonel Gassendi était directeur du port; le général Vial commandait le génie; les divisions avaient pour chefs les généraux Masséna, Macquart, d'Allemagne et Vial. Le général Bonaparte avait pour aides-de-camp Muiron et Duroc.

Parmi les évènements contemporains, il en est peu sans doute d'aussi importants que l'insurrection des Polonais sous Kosciuszko; elle commença le 24 mars à Cracovie, où fut signé l'acte d'union entre la Prusse et la Russie; et peu de jours après, c'est-à-dire le 4 avril, Kosciuszko, à la tête de quatre mille hommes et de son artillerie, triomphait de douze mille Russes à Wraebawice. Dès ce moment, la fortune de la Pologne devint inséparable de celle de Bonaparte: une alliance mystérieuse les unissait aux extrémités de l'Europe, pour défendre la même cause. Elles devaient éprouver les mêmes phases,

s'élever, toujours combattre, et tomber ensemble.

Bonaparte employa une partie du mois de mars à visiter toutes les positions de l'armée: un plan d'opérations, conçu par lui, et renvoyé à un conseil composé des représentans du peuple Ricord et Robespierre jeune, et des généraux Dumerbion, Masséna, Rusca, etc., fut adopté. Le succès du siège de Toulon attaquait déjà un crédit populaire à ses conseils. L'exécution de ce plan commença le 6 avril, le lendemain du jour où Danton et sa faction tombaient sous la hache de Robespierre. Le camp de Fougasse fut pris par le général Bizanet. Le 8, Masséna enleva les hauteurs qui dominent la ville d'Onicell, et s'empara de cette place importante, dont le port était occupé par les Anglais: il fallut traverser une partie du territoire de Gênes malgré le refus de cette république, dont il était indispensable alors d'enchaîner plutôt que de respecter la neutralité. Le 17, après le combat de Ponte-di-Nave, donné la veille, Masséna se rendit maître d'Ormea et de Garesio. Le 24, l'armée des Alpes, sous les ordres du général Dumas, rivalisait d'ardeur avec l'armée d'Italie. Le général Bagelone prenait d'assaut les postes retranchés du Petit-Saint-Bernard, du mont Valaisan et de la Thuile. Il avait franchi les neiges éternelles de cette chaîne des Alpes, et c'était entre des abîmes sans fond et des rochers à pic qu'il avait escaladé, à la baïonnette, les redoutes inexpugnables des Piémontais; aussi la Convention récompensa sa valeur par le grade de général de division. Le même jour, l'infatigable Masséna emportait les hauteurs de Muriato, et en chassait les Autrichiens; et le 29, avec le général Macquart, il prenait Saorgio. Le 8 mai, ces deux généraux forçaient le Col de Tende, et le lendemain l'armée d'Ita-

lie, dont la gauche appuyait à la vallée de la Stura, se trouva en communication avec l'armée des Alpes, qui arborait sur les redoutes du Mont-Cenis le drapeau républicain. La prise de Col-di-Monte, le 12, par l'adjutant-général Almeyras, couronnait la rivalité et complétait la combinaison des deux armées françaises sur les Alpes. Ainsi, dans peu de jours, l'armée d'Italie, d'après le plan du général Bonaparte, se trouva maîtresse de toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes, et communiquait avec le col d'Argentière, premier poste de l'armée des Alpes. Quatre mille prisonniers, soixante-dix pièces de canon, deux places fortes, Oneille et Saorgio, et l'occupation de la chaîne des Alpes jusqu'aux Apennins, furent les résultats inespérés de cette belle opération. Le général en chef Dumerbion écrivit au comité de la guerre : « *C'est au talent du général Bonaparte que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré notre victoire.* » Mais la communication par mer, entre Gènes et la Provence, si utile au commerce de la France, ne pouvait être entièrement assurée que par l'occupation de Vado, où s'était retirée la flotte anglaise après la prise d'Oneille, et il était important de forcer Gènes à persister dans sa neutralité, en l'isolant de toutes communications avec les armées autrichienne et piémontaise ; car la coalition se fortifiait par de nouveaux liens. Le 14 avril, un traité avait uni la Sardaigne, l'Autriche et la Prusse à l'Angleterre, qui avait accordé à cette dernière puissance un subsidé de soixante millions, pour mettre en campagne une armée de soixante mille hommes au mois de mars suivant. Le 19, le même traité était répété à La Haye, entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse, avec la clause que les conquêtes faites par les armées prussiennes seraient faites au nom de la Hollande et de l'Angleterre. L'Europe regardait alors la France comme une proie légitime dont le partage lui était promis. C'était à la paix, disait ce dernier traité, que l'Angleterre et la Hollande feraient de ces conquêtes l'usage qui leur paraîtrait convenable. En attendant l'exécution de ces dispositions et le succès des nouveaux coalisés, la Convention appesantissait son bras de fer sur la France qu'elle couvrait d'échafauds, et sur les armées, à qui elle ordonnait de vaincre. Le jour où elle envoyait à la mort tous les fermiers-généraux, le 5 mai, à la voix de Robespierre, elle reconnaissait un Être suprême et l'immortalité de l'âme : cette alliance monstrueuse de la barbarie et de la morale, proclamée et exécutée le même jour par la première magistrature d'une nation, aux cris de *vive la république*, devait effrayer l'Europe, autant par l'imperturbable volonté qui dirigeait, au milieu de tant d'orages, les dominateurs de la France, que par

l' inexplicable dévouement de ses habitans sur les champs de bataille et sur les échafauds.

Cependant la neutralité de la république de Gènes était une considération de la plus haute politique, tant pour la campagne actuelle que pour celle qui devait suivre : aussi inspira-t-elle au général Bonaparte un second plan d'opérations qui, adopté comme le premier, eut bientôt le même succès. On était instruit d'un projet de jonction combiné par une division autrichienne qui vint occuper Dego sur la Bormida, et une division anglaise qui devait débarquer à Vado. L'on craignait avec raison que ces forces, une fois réunies, ne devinssent maîtresses de Savone, et que Gènes, interceptée par terre et par mer, ne fût forcée de faire cause commune avec les ennemis. Bonaparte proposa en conséquence des'emparer des positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, et d'appuyer ainsi la droite de l'armée aux portes de Gènes. Le général en chef, à la tête de dix-huit mille hommes et vingt pièces de montagne, pénétra, sous la conduite du commandant de l'artillerie, dans le Mont-Ferrat, longea la Bormida, et, descendant dans la plaine, il espérait atteindre les derrières de l'armée autrichienne; mais cette armée, effrayée de ces mouvemens, se mit en retraite sur Cairo et sur Dego. Poursuivie par le général Cerveroni, elle se replia sur Acqui, abandonnant les magasins de Dego, ainsi que ses prisonniers, et après avoir perdu un millier d'hommes. On était aux portes de l'Italie ; le général Dumerbion, satisfait de cette brillante reconnaissance, se replia de Montenotte sur Savone, dont il fit garder la vallée, et prit position sur les hauteurs de Vado, qui furent liées par de forts ouvrages et des postes de communication avec les hauteurs du Tanaro. Alors fut établie la communication de Gènes et de Marseille, par les batteries qui régnaient sur toute la côte. L'armée française, maîtresse de la rivière du Ponant, interceptait toute relation entre les Autrichiens et les Anglais ; elle maintenait Gènes dans sa neutralité, en défendant l'approche à l'ennemi, et y entretenait les bonnes dispositions des nombreux partisans de la république française. Tels furent les avantages que la France retira du second plan d'opérations que le général Bonaparte avait conçu. Il voulait qu'on profitât de ces succès pour enlever le camp retranché de Ceva, centre de résistance des Piémontais. Il demandait qu'on se précipitât sur le Piémont, et il forma en conséquence un plan d'invasion sur l'Italie, qui fut envoyé au comité de la guerre. Mais la fortune réservait l'exécution de ce plan à celui-là seul qui l'avait conçu et proposé.

Cependant, tandis que le général Bonaparte cherchait à illustrer l'armée d'Italie, et préparait son

établissement sur les sommets des Alpes et sur les rivages de la Méditerranée, les Anglais, qu'il avait chassés de Toulon, et à qui ses hautes combinaisons avaient fermé toute communication avec les armées austro-sardes, avaient été appelés en Corse dans le mois de mai (1794), par le général Paoli, et s'étaient rendus maîtres de l'île, où les Français, sous les ordres de Lacombe-Saint-Michel, ne conservaient plus que les villes de Calvi et de Bastia. Trois députés de la *consulta*, que Paoli présidait, étaient allés à Londres offrir la couronne de Corse au roi d'Angleterre, qui l'avait acceptée; mais Paoli, trompé dans ses espérances, n'obtint pas la vice-royauté qui fut donnée à lord Éliot. Victime d'une intrigue domestique, Paoli ne tarda point à s'embarquer pour Livourne, d'où il se rendit en Angleterre, tandis que Pozzo di Borgo, dont il avait fait la fortune, fut nommé orateur du nouveau parlement. Les Corses imputèrent la disgrâce de leur chef à Pozzo, et le brûlèrent en effigie dans toutes leurs villes, entre autres à Alata, où il est né. Paoli regut à Londres le salaire de sa défection, une pension dont il a joui jusqu'à sa mort. Ce vieillard, naïf et couvert de l'estime européenne, termina ainsi dans une hospitalité étrangère une vie glorieuse dont il avait souillé les dernières années en trahissant sa première et sa seconde patrie. La ville de Bastia, défendue par Lacombe-Saint-Michel, soutint héroïquement pendant deux mois, contre l'insurrection de la Corse et les forces de terre et de mer de l'Angleterre, le siège le plus désastreux; la famine y joignit tous ses fléaux: enfin, le 20 juillet, cette ville, à moitié détruite, capitula.

Mais, un mois après l'occupation de la Corse par les Anglais, un événement de la plus haute importance venait de surprendre la France et l'Europe: le 9 thermidor (27 juillet 1794) avait détrôné le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Cette révolution ne fut d'abord qu'une victoire de proscriptions; car c'est parce que Couthon avait dit à la tribune: *Il faut retrancher du corps de l'État les membres gangrenés*, que Vadier, Tallien, Fréron, Billaut-Varennes, etc., dénoncèrent leurs proscriptionnaires, et sacrifièrent à leur sûreté vingt-deux de leurs collègues. Mais la victoire, utile seulement à ses auteurs, ne tourna utilement au profit de ceux qui, détenus sous les noms alors si communs de conspirateurs, de suspects, avaient eu le bonheur d'échapper aux triumvirs. Le char de la mort se promena encore pendant quelques jours dans les rues de la capitale. La république resta aux mains de Billaut-Varennes, de Vadier, de Voulland, d'Amar, de Fréron, de Fouclé, de Tallien, etc. Ils avaient abattu Robespierre, mais ils se déclarèrent ses héritiers et se montrèrent même quelquefois ses ven-

geurs. La hache thermidorienne fut un moment suspendue sur la tête du général Bonaparte.

Pendant l'hiver de 1794 à 1795, il avait été inspecteur l'armement des batteries établies sur le littoral de la Méditerranée. Dans ses courses, on l'avait vu plusieurs fois à Toulon, à Marseille, où la fureur de la réaction était échauffée par les passions méridionales. A Marseille, le représentant du peuple craignit que la société populaire ne s'emparât du magasin d'armes et à poudre, des forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, détruits à l'époque de la révolution.

Le général Bonaparte lui remit alors un projet pour élever une muraille érudnée qui fermât ces forts du côté de la ville. Ce plan, envoyé à Paris, fut qualifié de liberticide par la Convention, et le général d'artillerie de l'armée d'Italie mandé à la barre. Il était retourné au quartier-général à Nice, où les représentants en mission près de l'armée d'Italie le firent garder chez lui par deux gendarmes. La situation de Bonaparte devenait d'autant plus dangereuse à cette époque qu'il n'oubliait et ne pardonnait rien, que les vainqueurs de thermidor n'avaient point ignoré les relations d'amitié qu'il avait existé à l'armée entre lui et Robespierre jeune, lequel avait péri avec son frère dans cette journée. Bonaparte, envoyé à Paris, succombait infailliblement. Les nouvelles que l'on recevait n'avaient pas un caractère propre à tranquilliser ses amis. Gasparin, dont l'attachement lui était assuré depuis le siège de Toulon, ne pouvait rien sans l'avis de ses deux collègues. Dans cette extrémité, le capitaine Sébastiani et Junot, devenu officier, avaient formé le projet, si l'on renouvellait l'ordre de son départ pour Paris, de débarrasser leur général de ses deux gendarmes, de l'enlever de vive force, et de le conduire à Gènes. Heureusement les menaces du dehors vinrent au secours de Bonaparte; le crédit qu'il avait dans l'armée, et la confiance du général en chef et des soldats, se réveillèrent hautement à la nouvelle des mouvements de l'ennemi. Pressés par le danger dont la responsabilité pesait sur leurs têtes, les représentants écrivirent au Comité de salut public qu'on ne pouvait se passer du général Bonaparte à l'armée, et le décret de citation à la barre fut rapporté. Sous Dugommier à Toulon, et sous Dumerbion à l'armée d'Italie, Bonaparte était, pour les soldats, le véritable général en chef.

Une accusation non moins dangereuse que la première pesait encore sur Bonaparte: dans une course qu'il avait faite à Toulon peu auparavant, il avait été assez heureux pour sauver de la fureur du peuple plusieurs émigrés de la famille de Charbrillant, pris sur un bâtiment espagnol par un corsaire français. Les partisans de la Montagne fai-

saient dans cette ville une guerre à mort aux partisans de la réaction thermidorienne. Tout ce qui appartenait à l'armée de terre et de mer, les ouvriers de l'arsenal, les équipages de vaisseaux, et la population de la ville prenaient le parti de la Montagne contre les représentants en mission, et dans une émeute, ils demandèrent hautement la mort de ceux-ci et celle des émigrés. Heureusement le général Bonaparte reconnut à la tête de ce tumulte des canonniers du siège de Toulon. Il monta sur un chantier, leur parla, reprit sur eux tout son héritage, et parvint à sauver les représentants du peuple qu'on voulait mettre à la lanterne; il promit aussi à la multitude qui assiégeait la maison où l'on venait de conduire les émigrés, que le lendemain ils seraient jugés. La nuit il les fit eacher dans des caissons du pare; voilà comment ils purent sortir de la ville et aller s'embarquer à Hyères, où un bateau les attendait. Ainsi Bonaparte, conduit à la barre de la Convention, devait, suivant que tel ou tel parti dominait dans l'assemblée, craindre de s'entendre condamner pour avoir eu des liaisons avec Robespierre jeune, pour avoir voulu sauver les magasins de Marseille de la fureur populaire, et enfin pour avoir arraché dans Toulon, aux partisans de la Montagne, des émigrés et des représentants du peuple. A cette terrible époque, tout pouvait mener à la mort, comme avant le 9 thermidor. Il y avait un devoir indéfini qu'il fallait deviner, et une justice connue qui était implacable. Cette justice était l'expression terrible de l'égalité; car elle atteignait toutes les supériorités et toutes les obscurités, et rendait toute pitié impossible. La élémence eût passé pour une prévarication contre la terreur générale qui avait seulement changé de victimes; on l'eût appelée un crime de lèse-nation, parce qu'elle eût été une exception. On regardait alors comme une vérité positive la maxime que le peuple qui se gouverne n'a pas le droit de pardonner, et ne le saurait faire sans se trahir.

La révolution du 9 thermidor avait déplacé les membres du comité. Aubry, représentant du peuple, ancien capitaine d'artillerie, avait obtenu la direction du comité de la guerre. Par une basse jalousie, il profita de son pouvoir pour arrêter la carrière de son camarade Bonaparte, à peine alors âgé de vingt-cinq ans. Il lui ôta le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie pour lui donner une brigade d'infanterie dans la Vendée. Sans doute Bonaparte ne manquera point à sa gloire en acceptant un poste où il pourrait contribuer à l'extinction de la guerre civile, qu'il regardait comme le plus grand fléau. Mais sur les hauteurs du Caire, il a deviné la conquête de l'Italie; il a conduit lui-même les premiers succès de l'armée, dont il pos-

sède la confiance, et, pressé de remplir la destinée glorieuse à laquelle il se sent appelé, il se rend à Paris pour obtenir d'Aubry la conservation de son commandement. Ce dernier se montra inflexible, et lui dit qu'il était trop jeune pour commander plus long-temps en chef dans son arme. « On n'est-il pas né sur le champ de bataille, répondit Bonaparte, et j'en arrive. » Tout fut inutile. Bonaparte refusa alors la brigade de l'Ouest, et reentra à Paris dans la vie privée.

Ses amis Sébastiani et Junot l'avaient accompagné. Ils prirent ensemble un petit logement rue de la Michaudière. La détresse se fit bientôt sentir; Bonaparte fut obligé, pour vivre, de vendre une précieuse collection d'ouvrages militaires qu'il avait rapportés de Marseille. Alors il eut un moment, dit-on, l'idée d'aller servir le sultan; mais il fut bientôt détourné de ce projet par les circonstances qui amenèrent la journée du 1^{er} prairial, par celles qui suivirent l'expédition de Quiberou, par l'attente de la nouvelle constitution que préparait la Convention, enfin par les agitations qui fermaient dans la capitale. Le parti royaliste avait relevé la tête après le 9 thermidor, et les sections de la garde nationale semblaient annoncer des dispositions hostiles en faveur de ce parti, qui était en majorité dans leurs rangs. Bonaparte prévit alors que, dans peu de temps, il pourrait se faire une place au milieu des mouvements qui devaient éclater.

Cependant il aurait été tout-à-fait oublié à Paris, si Doucet de Pontécoulant n'eût remplacé Aubry pour les affaires de la guerre. Le premier de ces deux représentants, à qui les talents et les services de Bonaparte étaient bien connus, fut particulièrement frappé du rapport que le général Bonaparte avait envoyé au comité de la guerre, après l'affaire du Caire, pour la campagne d'Italie, dont le comité s'occupait exclusivement. Il apprit que le général Bonaparte était à Paris; il le fit appeler, et l'attaeha au comité topographique, où se décidait le plan de campagne et se préparaient les mouvements des armées. Ce service, peu connu peut-être, fut toujours présent au souvenir de Bonaparte. Quelques années après, sa reconnaissance fut rendue publique, quand, devenu premier consul, il appela au Sénat conservateur M. de Pontécoulant, le jour même où son âge lui permettait d'y être admis. Letourneur de la Manche, qui remplaça M. de Pontécoulant à la direction de la guerre, fut peu favorable à Bonaparte, qui depuis oublia son injustice.

Si, pendant le temps de son inactivité, Bonaparte, sans fortune et sans traitement, eut beaucoup à souffrir, sa détresse tourna peut-être au profit de son génie, absorbé dans de profondes méditations sur l'art de la guerre; c'est alors qu'il enfanta dans

l'ombre l'admirable plan de campagne qu'il développa bientôt au comité, et qui éleva si haut la gloire de son auteur. Kellermann ne comprit pas ce plan; Schérer, son successeur, voulut créer à son

tour; il fallut une crise politique pour que Bonaparte, appelé par la Convention et mis en lumière par le succès, pût réaliser les grandes choses qu'il avait conçues.

CHAPITRE IV.

(1793.)

ÉVÉNEMENTS QUI AMÈNENT LA JOURNÉE DE 13 VENDÉMAIRE. — POSITION DE LA CONVENTION ET DE LA RÉPUBLIQUE, DEPUIS LE 9 THERMIDOR. — LA MAJORITÉ DES SECTIONS PREND LES ARMES CONTRE LA CONVENTION. — JOURNÉE DU 13 VENDÉMAIRE (5 OCTOBRE).

L'ANNÉE 1795 mériterait d'occuper toute la pensée d'un écrivain. La diversité et l'importance des événements la rendent une des années les plus pleines de l'histoire. La Hollande est conquise par Piebegrü. La paix de la Toscane, la première paix avec la république française, nous fait entrer dans le système européen. La Vendée elle-même traite avec la Convention. La capitale, délivrée de cette municipalité du 31 mai, qui, sous le nom de Commune, a commencé la révolution, et qui, tour à tour alliée et ennemie du Comité de salut public, a gouverné la terreur elle-même, est administrée par les douze arrondissemens municipaux qui la divisent aujourd'hui. La célèbre École Polytechnique, dont la création honorerait l'époque la plus prospère d'un grand État, est fondée. La journée du 12 germinal voit expirer devant la Convention un mouvement révolutionnaire. Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Vadier, qu'on accusait d'avoir produit ce tumulte pour se soustraire à la déportation, subissent un jugement dont ils ne comprennent pas toute la clémence. La Prusse despotique et guerrière imite la faible Toscane, et fait un traité avec la république. On ordonne le désarmement des terroristes. Les biens des condamnés, sauf pour cause d'émigration, sont rendus aux familles. *On n'excepte que la famille de Louis XVI et celle de Robespierre!!!* Fouquier-Tainville et quinze juges des Tribunaux révolutionnaires subissent leur châtiment. La république française et la république batave s'unissent par un traité de paix et d'alliance. La journée du 1^{er} prairial revoit la Convention en péril, et son enceinte forcée par une armée d'insurgés. Le représentant Féraud est foulé aux pieds en voulant s'opposer à l'entrée du peuple dans la salle; sa tête est

coupée, et présentée au bout d'une pique au président Boissy-d'Anglas, dont l'attitude imposante présente un geure d'héroïsme admirable, et rappelle Harlay devant les Seize. Les sections cette fois sauvent la Convention, pour sauver la France d'une nouvelle terreur. Treize condamnés pour l'attentat du 1^{er} prairial luttent de célébrité comme de courage, et se frappent tous du même couteau; peu d'entre eux sont portés vivans sur l'échafaud. Lanjuinais élève la voix en faveur de la religion, et fait rendre aux cultes les édifices qui leur appartiennent. On abolit le tribunal révolutionnaire. Après une maladie de langueur, dont le poison peut être la cause, Louis XVII meurt, le 17 juin, dans la tour du Temple, à l'âge de dix ans, précédé de peu de jours dans la tombe par ses deux médecins; sa mort coïncide avec les préparatifs que l'on fait en Angleterre et aussi en France pour les côtes de Bretagne, où la guerre s'est rallumée. Le Comité de salut public a le secret de l'expédition britannique. Les Anglais débarquent les émigrés à Quiberon; ils en voient froidement fusiller douze cents, parmi lesquels trois cents officiers de la marine, qui ont fait sans doute les campagnes de Suffren dans l'Inde! « *Le sang anglais n'a pas coulé,* » dit au parlement le ministre Pitt; « Non, répondit Sheridan, mais *l'honneur anglais a coulé par tous les pores.* » Le lendemain de cette catastrophe, le 22 juillet, Charles IV de Bourbon, roi d'Espagne, signait la paix avec la république. Un décret de la Convention ferme les sociétés populaires. D'autres décrets déclarent le Rhin barrière intégrante du territoire français, et rapportent la loi des suspects. La constitution de l'an III, par laquelle la Convention se décime elle-même et divise en deux conseils l'unité



de la représentation nationale, est proposée. Cependant des rassemblements tumultueux ont lieu dans la capitale.

Louis XVIII, depuis la mort de son neveu, a pris le titre de roi de France, et il apprend, à Vérone, où il réside, la paix de l'Espagne avec la Convention. Il publie un manifeste à ce sujet, en écrivant au général vendéen Charette : « Le descendant de « Louis XIV et de Philippe V a fait sa paix; il ne « nous reste donc que les Anglais. » Aussi Moreau a débarqué à l'Île-Dieu, à la tête de sept mille émigrés et de quatre mille Anglais. Le royalisme, caché sous les couleurs républicaines, s'apprête à profiter de ces troubles; déjà Moreau à l'armée du Nord conspire avec Piebegr, général de l'armée de Rhin-et-Moselle. Celui-ci est d'intelligence avec le prince de Condé pour ouvrir aux émigrés les barrières de l'Alsace, et livrer aux Autrichiens une partie de son armée; mais alors, plus Français que Piebegr, le prince de Condé refuse la coopération étrangère. Le détestable attentat de Manheim, où neuf mille Français doivent se rendre au général Wurmsler après un long bombardement, aura pour résultat de faire repasser le Rhin à l'armée trahie par son chef, et à celle de Sambre-et-Meuse, qui, sous Jourdan, déjà maître de Dusseldorf, marchait pour investir Mayence! Le loyal Jourdan est placé entre Moreau et Piebegr. Tels sont les présages et les avant-coureurs du 13 vendémiaire et de la fortune de Bonaparte. Ce jour va paraître. Le 3 octobre 1793 s'annonce comme un terrible anniversaire du 3 octobre 1789. Pour la troisième fois, l'année 1793 aura vu en danger la Convention, la république et jusqu'à la liberté.

Le 9 thermidor avait été, en résultat, le triomphe de la révolution sur la terreur, mais il n'avait été entrepris que par des ennemis qui avaient gagné du vitesse leurs adversaires. Ce parti, qui avait osé abattre l'hydre sanguinaire née de la fermentation conventionnelle, avait pris pour lui tout le fardeau du gouvernement; il avait dû faire l'inventaire de l'héritage des triumvirs et des proconsuls; et il avait été éfrayé, tout d'abord après sa victoire, de sa victoire elle-même. La mort du divan révolutionnaire avait laissé sur les banes de la Convention des laeucs sinistres, de grands intervalles, remplis naguère par la volonté, l'audace et le succès. Ces places vides, que personne n'osait occuper, sillonnaient d'une manière tragique les rangs de l'Assemblée. Elles classaient aussi, elles isolaient les fractions d'un grand corps devenu tout à coup maître d'un pouvoir qu'il ne pouvait plus exercer, parce que ce pouvoir était le crime des vaincus. Ainsi ce corps se brisait en oligarchies purement factieuses, qui, tour à tour et à jeu découvert, saisissaient et per-

daient les faisceaux. La Convention, après avoir été obligée de se mutiler pour son propre salut, se vit forcée de travailler à se détruire pour le salut de la république. Jamais plus forte nécessité n'avait pesé sur le gouvernement d'un grand peuple. Tel était le spectacle et telle était la destinée que la Convention présentait chaque jour à ses libérateurs et à ses ennemis.

Hors de la Convention, le tableau paraissait encore plus sinistre. La France ressemblait à un empire en décret, saisi par d'avidés et implacables créanciers, et pillé par ses débiteurs au désespoir. Ces débiteurs, c'étaient les habitants; ces créanciers, les réacteurs du 9 thermidor. Ceux-ci persécutaient au nom de la liberté triomphante, comme leurs ennemis avaient immolé au nom de la liberté conquise, et leurs œuvres portaient l'empreinte de la vengeance et de l'usurpation. Aussi les sources premières de la fortune républicaine furent-elles bientôt taries. Un discrédit mortel frappa les assignats et jusqu'aux domaines nationaux. Le Comité de salut public avait créé le maximum et les réquisitions. Les moyens humains, mais puissants, qui alimentaient les magasins militaires, étaient tombés avec lui, et la fatalité de cette période faisait que le retour d'une sorte de justice envers les individus devenait funeste à la nation. Le pain du soldat n'était plus assuré; la solde manqua, et le recrutement lui-même dut cesser; il n'y avait de fidèle et de stable que la gloire. Mais quatorze armées, toujours victorieuses, n'avaient point été invulnérables, et, faute de pouvoir réparer leurs pertes, elles ne présentaient plus que des débris mécontents.

Paris souffrait beaucoup aussi de la disette, du discrédit du papier-monnaie, et de tous les inconvénients d'une mauvaise administration, et cependant il présentait un autre spectacle bien propre à étonner ceux qui pouvaient l'observer avec calme. Aussitôt que le joug de la terreur avait été brisé, les mœurs de plusieurs classes de la société se précipitèrent dans l'anarchie morale la plus complète. Une sorte de joie éfrénée, de débauche publique, caractérisa les saturnales de la délivrance commune; on institua le bal des victimes; il était donné par leurs héritiers. Les trésors cachés revirent la lumière, les nouvelles fortunes osèrent se montrer, et lutter avec les anciennes. Toutes les larmes se séchèrent comme par enchantement, et l'honorable pauvreté commença à rougir d'elle-même. Le caractère national subsistait à Paris sa seconde révolution; ainsi que le malheur, la prudence fut aussi oubliée. Le parti royaliste, qui avait inondé les échauffés de son sang, se releva tout à coup, et passa de la stupeur à l'audace, et de la crainte à la vengeance. Ce parti semblait irrité de son salut, et s'oc-

cupait à en rechercher les auteurs, comme d'anciens coupables dont il refusait d'annistier les services, et qui, en immolant leurs complices, n'auraient fait que retarder leur propre éblatiment; fidèle à sa haine, et comptant sur l'appui que lui prétaient ses aveugles adversaires, il reparaissait hautement dans les salons avec l'intrigue étrangère, et se propagea avec une rapidité effrayante dans certaines classes. Il n'est pas donné aux hommes, après une horrible infortune, de désirer à demi. On se sentait naturellement porté à vouloir un état de choses totalement contraire à celui sous lequel on avait gémi si long-temps.

La conspiration trouva bientôt un aliment puissant dans l'adoption d'une nouvelle constitution qui donnait le pouvoir exécutif à un Directoire de cinq membres, et la législature à deux Conseils. Soumise à l'acceptation du peuple convoqué en assemblées primaires, cette constitution renfermait en son sein le germe de la guerre contre-révolutionnaire qui allait éclater. On avait justement attribué la chute de la constitution de 1791 au décret de la Constituante qui excluait tous ses membres de la législature suivante. En effet, cette imprudente générosité donna subitement la loi à garder à ses ennemis, et enfanta la redoutable assemblée qui détruisit la loi et les législateurs. Au moment du même danger, la Convention se souvint des fautes de ses prédécesseurs, et joignit deux lois additionnelles au nouveau pacte social. Par l'une, la Convention formait les deux tiers de la législature; par l'autre, un tiers seulement des deux Conseils, pour cette fois, était à la nomination des assemblées électorales. Une troisième loi soumettait ces deux dispositions, comme inséparables du nouvel acte constitutionnel, à l'acceptation du peuple. Là résidait le danger pour la Convention, danger d'autant plus inévitable, que l'affronter semblait le seul moyen d'éviter de courir une chance plus redoutable encore. Mais aussi, pour sortir victorieusement d'une telle épreuve, il fallait quelque chose de plus que sa prudence, qui pouvait ressembler à la peur, et que son autorité alors soumise à la discussion publique. On était devenu délicat, difficile en fait de liberté, depuis la chute de la Montagne. On avait souffert plus que patiemment les barbaries du triumvirat, et l'on s'indignait hautement contre ce que l'on appelait les usurpations de la Convention.

Le parti royaliste et celui de l'étranger avaient compté sur une législature entièrement neuve, pour opérer la contre-révolution. Ils jouèrent le jeu des républicains, se répandirent en déclamations populaires, et donnèrent le change à l'opinion, en protestant hautement au nom des libertés électorales. Sur les quarante-huit sections qui composaient la

garde nationale, cinq seulement voulaient la république, ce qui n'était pas rigoureusement vouloir la Convention. Quarante-trois sections se soulevèrent et se réunirent en assemblées armées et délibérantes. Chacune avait sa tribune. Elles rejetèrent les lois additionnelles. La Convention, plutôt par souvenir que par conviction, voulut se montrer forte, et prendre en pitié ces agitations. Elle crut les terminer en proclamant, le 23 septembre, l'acceptation de la constitution par la majorité des assemblées primaires de la république; mais, le 24, une assemblée centrale d'électeurs se réunit hostilement à l'Odéon. Le 2 octobre (10 vendémiaire), cette assemblée illégale, c'est-à-dire insurrectionnelle, fut dissoute par la force.

La guerre allait commencer. La section Lepelletier, qui se rassemblait au couvent des Filles-Saint-Thomas, en donnait le signal. La Convention ordonna la clôture du couvent et le désarmement de la section. Si Paris s'était souvenu des barricades, la Convention succombait, et Bonaparte perdait l'occasion qui allait le produire sur la scène du monde. La rue Vivienne fut tout à coup occupée par le général Menou, à la tête d'une force imposante en infanterie, cavalerie et artillerie; mais il y trouva les gardes nationaux de la section rangés en bataille, et les maisons occupées par les sectionnaires. Les représentants échouèrent également auprès du comité de la section, lequel s'était aussi déclaré représentant du peuple, et refusa d'obéir. Une sorte de capitulation termina cette ridicule usurpation du pouvoir souverain; et, maladroite du champ de bataille sans avoir combattu, la section Lepelletier n'avait que plus raison de chanter victoire.

Au milieu de ces grandes agitations, Bonaparte continuait les habitudes de sa vie privée: il assistait au spectacle Feydeau, voisin du théâtre de la guerre; il apprit ce qui se passait dans la rue Vivienne, s'y rendit, fut témoin de la retraite des troupes de la Convention, et courut aux tribunes de l'Assemblée. Menou était dénoncé par les représentants eux-mêmes qui l'avaient accompagné, et qui, loin de déployer la moindre énergie, avaient contrarié les dispositions qu'il avait voulu prendre. Ce général pouvait aussi bien leur reprocher d'avoir échoué dans leur négociation avec le comité de la section Lepelletier, qui leur avait fièrement répondu qu'il ne reconnaissait point la Convention. Menou fut mis en arrestation. L'agitation redoubla encore dans l'Assemblée aux nouvelles des propositions sinistres qui se succédaient pendant cette nuit. Divers orateurs montèrent à la tribune, et dénoncèrent hautement le péril public. Mais les opinions, partagées d'abord sur le choix d'un chef militaire à qui l'on pouvait confier le salut de la patrie, fu-

rent à la fin entraînées, soit par les représentans du peuple qui avaient pu juger des talens de Bonaparte pendant leur mission aux armées du Midi, soit par les membres du Comité de gouvernement, et elles se réunirent sur le jeune général. Caché dans la foule, et guettant la fortune, il assistait lui-même à cette délibération. Sans doute alors il se souvint d'Aubry, de l'inaction à laquelle ce représentant l'avait condamné, de l'obscurité qui enveloppa tout à coup le vainqueur de Toulon et le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie. Cette fois, c'est la destinée elle-même qui vient le prendre par la main et veut lui donner une grande place au milieu du peuple français. Malgré l'horreur que lui inspira toujours la guerre civile, doit-il laisser périr la république, qui, même aux temps des proscriptions, n'a jamais appelé en vain jusqu'à présent ses défenseurs! Quel moment dans la vie d'un homme passionné pour la liberté autant que pour sa propre gloire! Laissera-t-il échapper cette faveur périlleuse du sort? Bonaparte se rend au Comité de salut public. On l'y attendait.

Il avait vu, dans la rue Vivienne, la conduite de Menou et celle des commissaires. Il en rendit compte, et déclara qu'il n'accepterait pas le commandement, s'il devait marcher sous les ordres des commissaires. Le péril pressait : pour trancher cette difficulté, on donna le commandement en chef au représentant Barras, et le commandement en second à Bonaparte. Barras n'entendait rien à la guerre; mais, chargé, au 9 thermidor, de dissiper la Commune insurgée pour Robespierre, il était devenu célèbre, non pas en raison de la difficulté, mais de l'importance de cette opération. Barras réunit donc dans sa personne le pouvoir des trois commissaires et ceux du général en chef. Il avait connu à Toulon le général Bonaparte, et il s'empressa de lui déléguer toute son autorité militaire.

Aussitôt que Bonaparte fut investi du commandement, il envoya le chef d'escadron Murat, avec un fort détachement, s'emparer des quarante pièces d'artillerie parquées à la plaine des Sablons. Minuit sonnait : un moment plus tard, elles auraient été enlevées par une colonne de la section Lepelletier, qui n'osa attaquer les trois cents chevaux de Murat. Le 15, à neuf heures du matin, l'artillerie était placée à la tête du pont de Louis XVI, du Pont-Royal, de la rue de Roban, du cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Tournant, enfin à toutes les avenues des Tuileries. L'armée, d'abord de cinq mille hommes contre quarante mille, fut portée à huit mille cinq cents. Trois bataillons, composés d'anciens satellites ou employés de la Convention, furent armés, organisés, et placés sous le commandement du général Berruyer. C'étaient

des patriotes éprouvés, disgraciés depuis le 9 thermidor; on les appelait encore les patriotes de 1789. Dans la Convention il y avait peu d'opinions généreuses : on parlait de traiter avec les sections, de se retirer sur les hauteurs de Saint-Cloud, de poser les armes. Enfin un parlementaire des sections, envoyé par Danican, leur général, traversa les postes, les yeux bandés, et osa venir sommer la Convention de retirer ses troupes. Le général Bonaparte fit porter huit cents fusils dans la Convention, pour armer les députés et former ainsi une réserve. Les insurgés occupaient en force les postes de Saint-Roch et du Théâtre-Français, et les hauteurs de la Butte des Moulins; mais plusieurs de leurs colonnes avaient pris position sur le Pont-Neuf, où Cartaux, l'ancien général de l'armée de Toulon, commandait quatre cents hommes avec quatre pièces d'artillerie. Les sections occupaient aussi le jardin de l'Infante, au Louvre; et une forte colonne, battant la charge, essaya de déboucher par le Pont-Royal. Enfin, à quatre heures après midi, le feu commença, et à six heures, après une faible résistance, les sections furent mises en déroute. Il y eut quatre cents hommes de tués de part et d'autre. Le général Bonaparte et son artillerie sauvèrent le gouvernement. La Convention confirma sa nomination au grade de général en second de l'armée de l'intérieur. Il fit acquitter Menou, que le Comité voulait condamner à mort, et qui méritait une punition sévère. L'autorité militaire prévalut sur la puissance civile qui lui devait son salut.

Dès cette époque, le nom de Bonaparte devint populaire. En sa qualité de général en second de l'armée de l'intérieur, il était obligé de pourvoir à la paix et à l'ordre public. Il était sans cesse au milieu du peuple, il le harangua plusieurs fois aux halles et dans les faubourgs, et prit sur lui un grand ascendant. La Convention avait décrété le désarmement général des sections. Cette opération attaquait tout à coup les habitudes et les droits des citoyens; elle ne rencontra pas d'obstacles, et son exécution devint la singulière occasion du mariage de Bonaparte. Les perquisitions avaient été faites avec tant de rigueur dans les maisons, qu'aucune arme quelconque n'y était restée. Un matin, on introduisit chez le général Bonaparte un enfant de douze à treize ans, qui venait réclamer l'épée de son père, général de la république, mort sur l'échafaud : cet enfant était Eugène Beauharnais. L'épée lui fut rendue. Sa mère voulut remercier le général. Voilà comment Bonaparte connut madame de Beauharnais, sa première, peut-être son unique passion. Il se dissimula quelque temps cette passion à lui-même, et encore plus à la personne qui en était l'objet. Ce sentiment, bientôt déviné et partagé, puisa une force nouvelle

dans la subite élévation qui venait d'honorer sa vie. Cette grandeur lui devint plus chère par l'hommage qu'il en faisait à la femme pleine de douceur et de charmes dont il avait obtenu l'amour le plus tendre. Il avait été si malheureux, si oublié depuis la guerre du Piémont, qu'il attachait une sorte de reconnaissance aux sentimens qu'il avait inspirés. D'ailleurs, le besoin de se confier à un autre lui-même était impérieux en lui; il lui fallait un ami qui ne fût ni un favori ni un conseiller. Son âme n'a jamais été toute politique; elle avait, comme celles des autres hommes, auxquels d'ailleurs il ressemblait si peu, ses dégoûts, ses consolations, ses faiblesses et ses secrets.

Sur la fin de son règne, la Convention avait chargé le général de l'armée de l'intérieur de réorganiser toute la garde nationale, dont quarante-trois sections passaient pour royalistes sans l'être véritablement. Il nomma les officiers, les adjudans, et créa dans Paris cette armée urbaine qui, dans quelques années, devait se montrer si fidèle à son fondateur. Chargé plus tard du même travail pour la garde directoriale et pour celle du Corps législatif, il les organisa également, et leur laissa le même souvenir. Depuis ce moment, tout ce qui portait un fusil dans la capitale appartient au général Bonaparte; il reconnut cette vérité aux trois époques que je vais retracer. A son retour de la conquête d'Italie, à celui de la conquête d'Égypte, et au 18 brumaire, il retrouva les deux armées parisiennes telles qu'il les avait laissées en 1795. Il n'y a que l'état militaire qui donne des exemples de cette singulière fidélité: sans doute il faut en chercher la raison dans sa propre nature, dans son institution, dont l'objet est fixe, spécial, exclusif, et dont l'essence est une aveugle dépendance. Cette force d'opiniâtreté et la facilité avec lesquelles les soldats s'attachent et se dévouent à un homme de guerre, ne sont toutefois bien remarquables que dans les républiques, où ces éléments produisent nécessairement des factions,

des guerres civiles, et des usurpations. En effet, depuis l'époque qui va naître par le commandement de l'armée d'Italie donné au général Bonaparte, jusqu'à son avènement à l'empire, il y aura l'armée de Moreau et l'armée de Bonaparte. La condamnation de Moreau ne terminera pas cette dangereuse rivalité, qui peut-être survit à tous deux. L'ascendant que Bonaparte prit sur l'armée parisienne, le 13 et le 14 vendémiaire, ne pouvait sans doute échapper à sa pénétration; et si, dès cette époque, il eut la pensée de jouer un jour un grand rôle dans les destinées de la France, il dut compter pour beaucoup dans ses moyens de succès les deux organisations dont l'une lui donnait les citoyens de la capitale, l'autre la garde du gouvernement.

La Convention va expirer, mais jusqu'à son dernier moment, elle est encore une puissance formidable, malgré les proscriptions qu'elle a exercées sur elle-même; et si, à cette époque, l'existence de Bonaparte dictateur par la Convention pouvait se supposer, la pensée humaine pourrait-elle concevoir le résultat d'une telle combinaison? La liberté fut devenue conquérante; la république entière aurait eu de l'ambition; l'Europe alors, nécessairement subjuguée, se couvrirait de républiques. Quelle puissance capable d'empêcher ce grand changement? La Russie était encore inconnue à elle-même; l'Autriche, plus que vulnérable, comme le prouve la campagne d'Italie; la Prusse, qui avait posé les armes, n'eussent osé les reprendre; toutes les universités d'Allemagne avaient des principes révolutionnaires qui se seraient propagés avec la rapidité de l'éclair dans tous les pays occupés tour à tour par des vainqueurs accueillis comme des libérateurs. Qu'aurait fait l'Angleterre avec ses flottes contre une telle conjuration? L'esprit s'effraie de l'alliance du génie de la Convention et de celui de Bonaparte, conspirant ensemble pour la liberté des peuples; mais ce n'était pas ainsi que la face du monde devait changer deux fois en vingt années.

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(1795.)

— BONAPARTE EST NOMMÉ GÉNÉRAL EN DIVISION. — CONSTITUTION DE L'AN III. — BONAPARTE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE. — SON MARIAGE. — SON DÉPART POUR NICE. — FORCE DES ARMÉES SULLIGÉRANDTES EN PIEMONTE.

A dater du 13 vendémiaire jusqu'à la chute de l'empire, la capitale ne sera plus le théâtre d'aucune insurrection, ni populaire ni royaliste; car la conspiration Mallet ne causa aucun tumulte, et ne fit que traverser Paris pour aller mourir à la plaine de Grenelle. Quant à la journée du 18 brumaire, qui substitua le gouvernement consulaire à celui du Directoire de la France, la capitale tout entière était du complot, et l'opposition fut vaincue hors de ses murs par une manœuvre militaire.

Le 16 octobre, le général Bonaparte fut nommé général de division. Le 25, la veille de sa dissolution, la Convention réunit solennellement la Belgique à la France; animé du même esprit qui avait créé dans cette année l'École Polytechnique, elle porta le décret de formation de l'Institut des Sciences et des Arts. La patrie reçut avec reconnaissance cette dernière création de la grandeur conventionnelle. Le dernier jour de sa puissance fut signalé par de hautes résolutions. Il semblait que la Convention eût été dépouillée tout à coup de sa nature terrible, pour revêtir toute la générosité du carac-

tère national. Le 26, elle s'amnistiait elle-même en décrétant l'amnistie pour tous les délits révolutionnaires; et, chose remarquable, l'assemblée qui avait tant abusé de la mort prononça l'abolition de cette peine à la paix générale. Ainsi, une loi sans laquelle l'Europe n'aura jamais complété sa civilisation; une loi qui est la parole du christianisme; cette loi caïste parmi nous, elle est due à la Convention! Hélas! à la paix de Paris, on oublia sans doute de proclamer cette belle loi, que par pudeur on n'a jamais osé rapporter. Le même jour, après ce noble adieu, après cette réparation à la France, après ce grand hommage à la morale et à la religion, la Convention termine son existence politique en se formant en corps électoral pour compléter par un nouveau tiers la députation nationale. Les trois tiers réunis se constituent en Corps législatif pour opérer leur division en deux conseils. On donne le château des Tuileries aux Anciens, la salle du Manège aux Cinq-Cents. La quatrième législature proclamée nomme, sous le nom de Directoire, un conseil exécutif composé de cinq membres. Le elioix

tomber sur les conventionnels La Réveillère-Lépaux, Letourneur de la Manche, Rewbell, Barras et Carnot. Le Directoire s'établit au palais du Luxembourg. Bonaparte, qui vient de conquérir la constitution de l'an III sur la faction aristocratique de Paris, reçoit le commandement en chef de l'armée de l'intérieur, que la nomination de Barras au Directoire a laissé vacant. Peu de jours après, marié avec madame Beauharnais, il est nommé général en chef de l'armée d'Italie. Cette armée a deux fois changé de chef depuis le départ de Bonaparte. Dumerbion avait été remplacé par Kellermann, et Kellermann par Schérer. Mais celui-ci n'a pas su profiter des deux victoires du 23 et du 24 décembre, où Masséna, avec trente mille hommes, avait défait, à Loano, cinquante mille Austro-Sardes. Les forteresses de Finale, Vado, Savone, sont au pouvoir des Français; la route du Milanais est ouverte.

La coalition étrangère subsiste toujours contre nous; elle se compose de l'Angleterre, de l'Autriche, du Piémont, de Naples, de la Bavière, de tous les petits princes d'Allemagne, et de ceux de cette belle Italie dont Bonaparte, deux ans auparavant, a deviné la conquête. Mais, de toutes ces puissances, l'Autriche est la véritable ennemie qu'il faut combattre, et sur les bords du Rhin et au-delà des Alpes. C'est aussi la seule guerre qui occupe le Directoire, et pour précipiter le succès de cette guerre, il en donne la conduite à un général de vingt-sept ans!

Cependant, soutenue de son attitude guerrière, l'Autriche négociait enfin pour l'échange de l'infortunée fille de Marie-Antoinette, déteue depuis quarante mois dans la tour du Temple. Ce ne fut qu'au sortir de la prison que MADAME connut tous ses malheurs, en apprenant la mort du roi, de la reine, du dauphin et de madame Élisabeth. A la honte du cabinet de Vienne, le Directoire prolonge pendant six mois cette négociation, dont le résultat aurait dû être provoqué par l'empereur, au moins après la mort de la reine. On attribua la demande de l'échange à l'intention que l'Autriche pouvait avoir de marier Madame Royale à un Archiduc, et de faire revivre par cette union les droits qu'elle croit peut-être avoir encore sur l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne et la Franche-Comté. Mais, quelque projet qu'eût cette puissance, MADAME, aujourd'hui duchesse d'Angoulême, fut échangée, le 26 décembre, à Riehen près Bâle, contre les conventionnels Camus, Lamarque, Quinette, Bancal, et l'ex-ministre de la guerre Beurnonville, livrés aux Autrichiens par Dumouriez. On comprit aussi dans l'échange les plénipotentiaires Maret, Sémonville, arrêtés en Italie par les Autrichiens, au mépris du droit des gens, en 1793, quand peut-être ils étaient chargés par le

Comité de salut public de traiter avec la reine Caroline de Naples de la délivrance de sa sœur Marie-Antoinette! Enfin, l'ex-conventionnel Drouet, maître de poste de Sainte-Menehould, qui avait causé l'arrestation de Louis XVI à Varennes, compléta cet échange, où les différens partis de la révolution se trouvaient représentés. Un armistice sur le Rhin, conclu le 31 du même mois, parut être la conséquence de cette négociation, dont la justice honora si tardivement les deux gouvernemens; mais cet armistice, demandé par le traité Piebegr, n'eut d'autre objet que de préparer le terrain sur lequel l'armée de Condé, dont il a su établir l'intelligence avec l'armée de Clairfayt et de Wurmsér, doit opérer de concert avec lui pour le succès de sa criminelle félonie.

Quant à l'Italie, comme il n'y a point de trahisons à ourdir, il n'y a point d'armistice. Mais le Directoire, avant de donner le signal de la guerre italique, intime, le 1^{er} mars, à la république de Venise, l'ordre de faire partir Louis XVIII de son territoire. Il ne craint point le voisinage de ce prince pour l'armée que Bonaparte doit commander, il veut seulement l'éloigner du comité royal qui agit la France. Louis XVIII, indigné de la servilité vénitienne qui lui ôte son asile, charge le ministre de Catherine de rayer son nom du livre d'or, et de réclamer l'armure de Henri IV. Ce prince part pour l'armée de Condé, dont la cour de Vienne osera aussi lui interdire l'hospitalité! Cependant la conquête du Piémont est ordonnée à Bonaparte, comme une entreprise préliminaire dont le but est de forcer les Autrichiens à évacuer ce pays, et à se défendre dans leurs possessions. Ainsi, l'occupation du Piémont, par la destruction de son armée et la prise de ses forteresses, doit seule ouvrir au général Bonaparte le véritable champ de bataille qui convient à la politique du Directoire. C'était le plan envoyé au comité de la guerre, en 1795, par le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie, devenu général en chef de cette armée en 1796: il partit de Paris pour Nice, où le quartier-général résidait depuis quatre ans; il y arriva le 27 mars.

Je l'ai déjà dit, le temps écoulé depuis le mois de juin 1795, époque du retour de Bonaparte de l'armée d'Italie, jusqu'au mois d'octobre, où la journée du 15 vendémiaire le plaça sur un nouveau théâtre, fut employé à préparer, dans le silence de l'étude et dans les bureaux du comité de la guerre, la gloire du grand capitaine des temps modernes; mais Bonaparte seul avait son secret. Barras et Carnot, à qui il devait le commandement de l'armée d'Italie, ne devinaient pas bien son caractère et son génie, avaient eu seulement l'intention de créer une fortune toute militaire, qu'ils destinaient à devenir

l'appui du nouveau gouvernement, comme ils le voulaient, trois ans après, en donnant à Joubert le même commandement. Bonaparte, qui leur sera inconnu encore pendant quelques mois, avait aussi conçu une autre gloire que celle des armes. Il voyait au-delà de cet avenir militaire qu'il allait conquérir, et bientôt il étonnera ses protecteurs comme politique, après avoir dissipé comme guerrier les ennemis de sa patrie.

Cependant il lui faut d'abord tenter une conquête difficile : c'est celle des hommes de guerre déjà connus de l'armée avant lui par de grands succès, et qui vont se trouver sous ses ordres. Il n'a que vingt-sept ans, et il sait qu'il n'y a point d'intérêts plus jaloux que ceux de la carrière militaire. Il remplace Schérer, connu d'abord par la prise de Valcouronnes, Schérer qui a commandé en chef l'armée des Pyrénées-Orientales, et qui vient de livrer le beau combat de Vado. Il compte, à Nice, parmi les généraux sous ses ordres, Masséna, encore tout couvert des lauriers de Loano, Masséna qu'il a vu toujours vaincre et qu'il a jugé invincible; Augereau, qui a pris la forte ville de Figuières; Victor, qui commanda si brillamment une division d'infanterie au siège de Toulon; Labarpe, Serrurier, Joubert, Cervoni, illustres dans les armées de la république : il aura pour juge le vieux Kellermann, qui, en 1792, a remporté la grande victoire de Valmy, et qui, naguère général en chef de l'armée d'Italie, commande maintenant à celle des Alpes. Le génie seul pouvait faire pardonner à Bonaparte les faveurs de la fortune.

En arrivant à Nice, le général en chef trouve encore d'autres obstacles qui, à eux seuls, pouvaient détruire ses espérances. Le ministre de la guerre lui avait donné un état de plus de cent mille hommes, et nous n'avions réellement sous les armes que trente mille soldats, avec trente pièces de canon, pour combattre quatre-vingt mille Austro-Sardes et une artillerie de deux cents pièces. L'armée, à la vérité, était jeune, enthousiaste, intrépide; victorieuse naguère avec Bonaparte, elle venait de l'être encore avec Masséna : elle avait de l'affection pour son nouveau chef; mais sans argent, sans vivres, sans habits, presque sans armes, dépourvue de munitions, prompte au pillage, à l'indiscipline, au découragement, aux excès que devait produire l'abandon de toute administration dans un pays ruiné par une guerre de quatre années, que pouvait-elle faire? qu'attendre de ses efforts en face d'un ennemi nombreux, bien approvisionné, ayant toutes ses ressources et toutes les jouissances d'une terre amie et féconde, d'une organisation régulière, opposant, en un mot, tous les avantages de la patrie, de l'abondance et du nombre, à une invasion étran-

gère et peu redoutable? Si le mécontentement du soldat, sa misère, celle de l'officier, l'anarchie dans le commandement, rendaient cette armée faible; d'un autre côté, oubliées depuis quatre années dans les rochers de la Ligurie, ses divisions adossées à la mer, son centre et sa droite aventurés, sa position fautive, purement défensive, de forte et de menaçante que Bonaparte l'avait laissée en octobre 1795, la mettaient dans un grand péril; et cependant, pour conquérir le terrain seul de la campagne préliminaire, qu'ils devaient enlever avant d'entamer la guerre véritable à laquelle on les destinait, nos soldats étaient forcés d'emporter d'assaut des glaciers inexpugnables défendus par deux grandes armées. En outre, le gouvernement n'ayant pu verser dans le trésor de l'armée que deux mille louis en or et un million en traites qui furent presque toutes protestées, ou ne pouvait améliorer son sort : il fallait donc étonner cette armée, l'enlever, la surprendre, pour obtenir des victoires. Bonaparte sait juger les soldats de Toulon, du Cairo, de Saorgio, de Loano; il commence par briser la vieille habitude du quartier-général de Nice, qu'il porte à Alberga; et avant de partir, il leur dit :

« SOLDATS !

« Vous êtes nus, mal nourris; le gouvernement « vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. « Votre patience, le courage que vous montrez au « milieu de ces rochers, sont admirables; mais ils « ne vous procurent aucune gloire, aucun éclat ne « rejait sur vous. Je veux vous conduire dans les « plus fertiles plaines du monde : de riches provin- « ces, de grandes villes seront en votre pouvoir; vous « y trouverez bonheur, gloire et richesses. Soldats « d'Italie ! manquez-vous de courage ou de con- « stance ? »

Ces paroles, prononcées d'une voix ferme par le jeune général, sont électriques pour la jeune armée, à laquelle on n'avait pas su parler encore : elle lui répondit par une acclamation unanime. Dès ce moment, s'établit entre Bonaparte et ses soldats une sorte de fraternité d'armes, d'union de famille, de confiance mutuelle, véritable source de ces hauts faits, de ces triomphes inouïs qui étonnent encore le monde. Mais la tactique qui sortira des combinaisons de Bonaparte sera propre uniquement à la guerre d'Italie, dont la conformation physique entre dans ses moyens de conquête, ainsi que les mœurs de ses habitants, la nature des armées qu'il a combattues, et le caractère propre de celle qu'il commande. Cette tactique forme un chapitre entièrement neuf dans l'histoire de la guerre, et elle n'est applicable qu'à Bonaparte, aux circonstances et aux éléments de sa campagne. C'est une école spéciale

qui finit à son fondateur. Lui seul aussi pourra la rouvrir, quand, vingt ans plus tard, au sein de la France envahie par l'Europe, il saura se défendre contre elle pendant trois mois, à la tête de quarante mille Français.

Telles sont les forces en présence. L'armée austrosarde obéit au général en chef Beaulieu; quarante-cinq mille Autrichiens sont commandés par les généraux Argenteau, Mélas, Wukassowich, Liptay et Sebottendorf; et vingt-cinq mille Sardes par les généraux Provera et Latour, sous les ordres du général autrichien Colli : le premier corps a cent quarante pièces de canon, et le second soixante. Dix

mille Napolitains doivent porter ces forces à quatre-vingt mille hommes. L'armée française compte trente mille soldats, en cinq divisions d'infanterie commandées par Masséna, Augereau, Laharpe, Maquart et Serrurier; deux mille cinq cents hommes de cavalerie, par les généraux Stengel et Kilmaine; deux mille cinq cents hommes d'artillerie et du génie, avec trente pièces de canon, par le général Dujard. Parmi les généraux de brigade, on distingue Rusca, Cervoni, Miollis, etc.; les aides-de-camp du général en chef sont : Murat, Junot, Duroc, Muiron, Marmont, etc. Le général de division Berthier est chef d'état-major; le général Vignolles, sous-chef.



CHAPITRE II.

(1796.)

BATAILLES DE MONTENOTTE, DE MILLESIMO, DE DEGO. — LE CHEF DE BATAILLON LANNES EST FAIT CHEF DE BRIGADE. — PRISE DU CAMP RETRANCHE DE CEVA PAR SERRURIER. — COMBAT DE MONDOVI. — PROCLAMATION DE BONAPARTE A CHERASCO. — LA COUR DE TURIN DEMANDE ET OBTIENT UN ARMISTICE. — PAIX AVEC LA SARDAIGNE. — BONAPARTE VA PORTER LA GUERRE EN ITALIE.

L'objet principal de cette campagne était de tourner les Alpes, et de pénétrer en Italie au point où elles finissent et où commencent les Apennins; son nœud stratégique était la séparation des Autrichiens et des Piémontais. L'infériorité numérique de notre armée, à peine égale en nombre à la moitié de celle des alliés, imposait ce plan à Bonaparte, à qui sa position prescrivait encore d'attaquer toujours avec des forces à peu près égales, ou même supérieures, et d'éviter tout engagement général avec la grande armée austro-sarde. La première opération fut donc de passer le mont Saint-Jacques, le plus abaissé des Alpes et des Apennins, de poster Serrurier sur Gressio, pour observer les Piémontais retranchés dans le fameux camp de Ceva, et de faire menacer Gênes à Voltri, par Labarpe, tandis que Masséna et Augereau se porteraient sur Loano, Finale et Savone. Cette opération obtint la moitié du résultat que Bonaparte avait espéré. Beaulieu, alarmé pour Gênes, se porta à Novi, et divisa son armée en trois corps : Colli à Ceva, Argenteau à Sassello, se dirigeant sur Montenotte, et lui, de sa personne, par la Boebetta sur Voltri. Il s'agissait donc de battre ces trois corps séparément, et d'effectuer, par une ou deux grandes affaires, la division totale de Beaulieu et de Colli.

Le 10 avril, Beaulieu, à la tête de l'aile gauche des Austro-Sardes, s'avança sur les positions que gardait Cervoni. Attaqué avec vigueur par les généraux Sebottendorf et Pittony, canonné par la croisière anglaise, investi par de nombreux ennemis, Cervoni se replia sur le général Labarpe.

Argenteau, de son côté, ayant fait le même jour

un mouvement sur Montenotte-Inferieur, s'était dirigé, le 11, à travers Montenotte-Supérieur, sur la Madone de Savone, pour écraser Labarpe. Tout avait réuni au gré du général piémontais; deux redoutes étaient tombées en son pouvoir. Une troisième, située à Monte-Legino, et qui fermait la route de Montenotte, restait à emporter pour mettre entièrement à découvert l'aile droite des Français. Trois fois l'infanterie ennemie attaque notre dernier rempart, trois fois elle est repoussée par les feux croisés de l'artillerie et de la mousqueterie. Cependant Argenteau, réuni avec Roccajova, ramène l'ardeur des Autrichiens : ils s'avancent en masse et non sans effroi. Enfin ils sont au pied des retranchemens presque sans avoir éprouvé de résistance. La redoute va tomber, les républicains n'ont plus de munitions! Le colonel Rampon, qui les commande, s'élance au milieu d'eux, leur fait jurer de mourir plutôt que d'abandonner leur poste, et la redoute est défendue par des prodiges de valeur qui durent toute la nuit. Le lendemain, Argenteau, connaissant l'affreux dévouement de Rampon, veut tenter l'escalade; mais Labarpe, envoyé par Bonaparte sur les derrières de Monte-Legino, est survenu avec des munitions et des renforts; et quand l'ennemi s'approche, du haut de la redoute la mitraille le pulvérise de front, tandis qu'une double embuscade, jetée sur ses flancs de droite et de gauche, lui oppose tout à coup une longue et vive fusillade. A cette résistance inattendue, les Autrichiens s'arrêtent glacés de terreur : bientôt le désordre se met dans leurs rangs, et ils prennent la fuite de tous côtés, sans pouvoir comprendre la

cause de leur malheur. Pendant ce temps, la division d'Augereau se dirigeait sur Cairo, à travers les vallées de la Bormida; Masséna atteignait les hauteurs d'Altare, tandis que Bonaparte lui-même, suivi de son chef d'état-major Berthier, dépassait Masséna et courait sur Carcare pour déborder la droite d'Argenteau, afin d'anéantir par un seul coup le centre de l'armée coalisée, avant que Beaulieu pût venir à son aide.

Après sa défaite devant Monte-Legino, Argenteau avait rétabli le combat. Mais Masséna, soutenu par le général en chef, atteint le sommet des Apennins, s'empare du poste essentiel de Bric de Menau, et se porte, par Montenotte-Inférieur, sur les derrières de l'ennemi. Nous reprenons toutes les positions que nous avions perdues; la ligne autrichienne est découverte. Augereau, par l'ordre de Bonaparte, interrompt alors sa marche sur Cairo, dans la crainte de trop isoler sa division, et se rabat sur Monte-Freddo par Carcare.

Assaillis de tous les côtés, les Impériaux se défendirent avec acharnement jusqu'au moment où Masséna, entrant tout-à-fait en ligne, vint les écraser par la supériorité de ses forces, et jeter dans leurs rangs la terreur et la confusion. Argenteau et Roccavina, blessés tous deux en voulant rétablir l'ordre parmi leurs soldats, et entraînés par eux dans la déroute, furent poursuivis jusqu'au près de Sassello, au milieu des débris confondus de leur armée. La cavalerie manqua aux républicains pour rendre cette victoire encore plus décisive : cependant quinze cents morts, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, témoignaient de la perte des coalisés. Telle fut la bataille de Montenotte, et la première victoire par laquelle Beaulieu apprit, à Voltri, l'entrée des Français en Piémont.

Les Autrichiens battus se retirèrent sur Dego, et les Piémontais sur Millesimo. Les uns défendaient la route du Milanais, celle d'Acqui, ceux-ci la route du Piémont. Le général français porta son quartier-général à Cosenza. Le 12 et le 14, son armée marcha en trois corps : la gauche, sous Augereau, se porta sur Millesimo; le centre, sous Masséna, sur Dego; et Laharpe, avec la droite, sur les hauteurs de Cairo. Cette dernière position était déjà historique pour le général en chef, les deux autres vont le devenir également. Augereau força les défilés de Millesimo; Masséna et Laharpe enlevèrent Dego. Provera, réfugié dans le château de Cossaria, dut poser les armes. La journée de Montenotte et celles de Millesimo et Dego coûtèrent à l'ennemi huit mille prisonniers, trente-cinq pièces de canon, vingt drapeaux, un grand nombre d'hommes sur le champ de bataille, et beaucoup d'officiers. Elles donnèrent encore aux armes françaises un plus grand avantage

dans la séparation des Autrichiens et des Sardes. Beaulieu alla couvrir le Milanais à Acqui, et Colli couvrir Turin à Ceva.

Le 19 avril, à trois heures du matin, les grenadiers de Wukassowich, qui revenaient de Voltri, se présentent devant Dego, et en débloquent les bataillons français. Bonaparte s'y porte, livre un combat opiniâtre, reprend Dego, et détruit le corps ennemi. Le succès de cette brillante affaire appartient à l'adjudant-général Lanusse, mort depuis, général de division à la bataille d'Alexandrie, en Égypte. Une autre particularité s'attache encore au combat de Dego. Bonaparte y remarqua un chef de bataillon, qu'il fit chef de brigade sur le champ de bataille : c'était Lannes, qui disputa si long-temps à Ney le titre de *brave des braves*, mais qui est sur lui l'immense avantage de mourir les armes à la main au champ d'honneur. La victoire de Dego fut l'arrêt de l'armée piémontaise; isolée de l'armée autrichienne, elle devint le but de nos premières opérations, tandis que Laharpe tenait Beaulieu en ébec, au camp de San-Benedetto, sur le Monte-Belbo.

Serrurier, arrivé à Garesio depuis le 10, y apprit les victoires de Montenotte et de Millesimo, et le 17, Colli se vit forcé dans ce fameux camp retranché de Ceva, vrai palladium militaire du Piémont. Colli dut repasser le Tanaro, et abandonner dans la ville de Ceva, occupée par Serrurier, toute l'artillerie de son camp. En arrivant sur les hauteurs de Monte-Zemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes, qu'elle voyait s'élever derrière elle et autour d'elle, sans les avoir franchies.

« *Annibal a franchi les Alpes*, dit Bonaparte; « *nous, nous les avons tournées.* » C'était le plan et le résultat de cette campagne miraculeuse. Le quartier-général s'établit au château de Lesagno, près du confluent du Tanaro et de la Corsaglia.

Mondovi va aussi devenir fameux. Serrurier, attaché à la poursuite de Colli après la prise du camp de Ceva, est d'abord repoussé à Saint-Michel; mais il débouche par le pont della Torre, Masséna par celui de Saint-Michel, le général en chef par Lesagno, et ces trois colonnes formidables se portent simultanément sur Mondovi, où Colli s'appuie sur quelques redoutes; Serrurier enlève celle de la Bicoque, et décide le succès de la bataille. Les Piémontais perdent trois mille hommes, huit pièces de canon, dix drapeaux, quinze cents prisonniers, dont trois généraux. Ainsi, chaque général divisionnaire de l'armée eut son tour de gloire dans ces dix jours de campagne, où chaque rencontre fut une bataille, et chaque bataille une victoire pour l'armée française.

Après l'affaire de Mondovi, le général en chef marche sur Cherasco, Angereau sur Albn, et Serrurier sur Fossano, où Colli s'est retiré; mais il quitte cette place devant Serrurier, dont la jonction ouvre la communication avec Nice et permet aux renforts d'artillerie de rejoindre l'armée. Arrivé à Cherasco, Bonaparte met cette place en état de défense; il y trouve de grands magasins, et désormais l'artillerie compte soixante bouches à feu en campagne. L'armée d'Italie n'est plus un exil : la victoire, l'abondance et la discipline en ont fait une patrie pour les braves, et les dépôts se précipitent avec joie sur la route pour rejoindre les héros de la république. Voici comment leur chef leur parle dans sa proclamation de Cherasco :

« SOLDATS,

« Vous avez remporté, en quinze jours, six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. Vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée de Hollande et celle du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné ces batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, hivouaqué sans caudé-vie, et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. Grâce vous en soient rendues, soldats ! La patrie reconnaissante vous devra sa prospérité; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 93, vous victorieux actuelles en présagez une plus belle encore.

« Les deux armées qui naguère vous attaquaient avec audace fuient épouvantées devant vous. Les hommes pervers qui riaient de votre misère et se réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos ennemis, sont confondus et tremblants. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler; vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire; ni Turin ni Milan ne sont à vous, les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Basserville.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus : les magasins pris à vos ennemis sont nombreux, l'artillerie de siège et de campagne est arrivée. Soldats, la patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses; justifiez-vous

« son attente? Les plus grands obstacles sont franchis sans doute : mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il d'entre vous dont le courage s'amolisse? En est-il qui préféreraient de retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, essayer patiemment les injures de cette soldatesque esclavée? Non, il n'en est pas parmi les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Deigo et de Mondovi : tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français; tous veulent humilier ces rois orgueilleux qui osaient méditer de vous donner des fers; tous veulent dicter une paix glorieuse, et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits; tous veulent, en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie.*

« Amis, je vous la promets cette conquête; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous délivrez; c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par vos ennemis : sans cela vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux; vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait; vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de vos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rongirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaît de loi que la force. Mais, investi de l'autorité nationale, fort de la justice et de la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans courage et sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Je ferai exécuter à la rigueur le règlement que j'ai fait mettre à l'ordre : les pillards seront impitoyablement fusillés; déjà plusieurs l'ont été : j'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée se sont portés pour faire exécuter les ordres.

« Peuples de l'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes : le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux : vos propriétés, votre religion et vos usages seront religieusement respectés.

« Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Bonaparte respire tout entier dans cette admirable proclamation, où il n'a rien oublié de ce qui devait

assurer la véritable gloire de la patrie. On recon-
naît déjà l'homme d'État qui porte l'épée du grand
capitaine.

Cherasco ne donne pas son nom à une victoire,
mais à un traité. Entraîné par son archevêque, le
cardinal Costa, contre l'avis de ses ministres et de
ses généraux, la cour de Turin envoya solliciter un
armistice ; elle ne pouvait plus réellement compter
sur les troupes autrichiennes, réduites à la nécessité
de défendre leur propre territoire. L'armée
piémontaise était en partie détruite, en partie dé-
couragée : la fièvre révolutionnaire, et ce fut ce qui
décida la cour, gagnait le cœur du pays, ou du moins
elle le eut. Cette terreur l'aveugla au point de ne
pas songer aux troupes que commandait le prince
de Carignan, ni à défendre l'honneur de la cou-
ronne dans les ramparts d'une place aussi forte que
l'était sa capitale. Sa politique, inspirée par la peur,
alla chercher un asile dans le camp français de Che-
rasco, où des conférences eurent lieu entre le gé-
néral Latour et le colonel Lacoste. Les conditions de
l'armistice donnent l'idée des embarras où se trouva
tout-à-coup plongé ce faible gouvernement, qui, en
si peu de jours, avait passé si rapidement de l'offen-
sive à la défensive, et du rôle d'agresseur à celui de
suppliant. Le prince s'engageait « à rompre avec la
« coalition : il enverrait un pléni-potentiaire à Paris
« pour traiter de la paix définitive. Jusque-là il y
« aurait armistice. Les citadelles de Ceva, Coni,
« Tortone, ou, à son défaut, celle d'Alexandrie, se-
« raient remises sur-le-champ à l'armée française
« avec leur artillerie et leurs magasins ; l'armée
« victorieuse continuerait d'occuper tout le terrain
« qu'elle avait conquis. Les routes militaires, dans
« toutes leurs directions, seraient ouvertes à toutes
« communications entre la France et l'armée, la
« place de Valenza serait évacuée par les Napo-
« léons, et remise aux Français jusqu'à leur passage
« du Pô ; enfin les milices seraient licenciées, et les
« troupes régulières disséminées dans les garnisons,
« loin des troupes françaises. » Ces conditions furent
acceptées par le roi. Le colonel Murat, premier
aide-de-camp de Bonaparte, partit pour Paris avec
vingt-et-un drapeaux et le traité d'armistice. La ca-
pitale, à la réception de ces trophées, triompha
comme l'armée d'Italie. Bonaparte écrivit au Direc-
toire :

« Je marche demain sur Beaulieu ; je l'o-
« blige à repasser le Pô. Je le passe immédiatement
« après : je m'empare de toute la Lombardie ; et,
« avant un mois, j'espère être sur les montagnes du
« Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter de con-
« cert la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne
« de vous, de l'armée et des destinées de la France.
« Si vous n'accordez pas la paix au roi de Sardaigne,

« vous m'en prévendez d'avance, afin que, si je
« suis en Lombardie, je puisse me replier et pren-
« dre des mesures. Quant aux conditions de la paix
« avec la Sardaigne, vous pouvez dicter ce qui vous
« convient, puisque j'ai en mon pouvoir les princi-
« pales places. Ordonnez que quinze mille hommes
« de l'armée des Alpes viennent me joindre : cela
« me fera alors une armée de quarante-à-cinq mille
« hommes, dont il sera possible que l'envoie une
« partie à Rome. Si vous ne continuez votre con-
« fiance, et que vous approuviez ces projets, je suis
« sûr de la réussite : l'Italie est à vous. Vous ne de-
« vez pas compter sur une révolution en Piémont :
« cela viendra ; mais il s'en faut que l'esprit de
« ces peuples soit mûr à cet effet..... »

Bonaparte était entré, le 27 mars, à Nice, d'où il
avait annoncé au Directoire son arrivée à cette ar-
mée si misérable, si indisciplinée ; et le 28 avril
suivant, il traçait, autant en politique qu'en gé-
néral consommé, un plan de campagne qui menaçait
en Allemagne la maison d'Autriche, qu'il n'avait
pas encore attaquée dans ses possessions d'Italie.
L'armée grandissait aussi comme son chef ; cinq
fois, dans la dernière semaine d'avril, la législature
lui transmet l'honorable expression de la reconnais-
sance nationale. Cependant le roi de Sardaigne en-
voie à Paris le comte de Revel pour traiter de la
paix. Elle est signée le 15 mai, tant ce prince a
voulu qu'on se hâtât de la conclure. Par ce traité,
l'armée d'Italie occupe les fortes places de Coni et
d'Alexandrie ; celles de Suze, de la Brunetta, d'Exi-
les, sont démolies. Il n'y a plus d'Alpes, et le roi
de Sardaigne ne peut plus régner que sous le bon
plaisir de la république. Les Autrichiens perdent
dans cet allié une force de soixante à quatre-vingt
mille hommes et y gagnent peut-être un ennemi de
plus à combattre. L'armée des Alpes, commandée
par Kellermann, se trouve presque en ligne avec
l'armée d'Italie, et les regards de Bonaparte, em-
brassant toute l'étendue de la Péninsule, n'ont que
le espoir de la conquête, depuis les portes de Milan
jusqu'à celles de Rome, et de Rome jusqu'aux Alpes
du Frioul.

Dès ce moment l'Europe contemple avec admira-
tion le jeune conquérant qui, en quinze jours de
campagne active, s'est emparé d'un royaume dé-
fendu par les Alpes, par des forteresses aussi inex-
pugnables qu'elles, et par deux armées que com-
mandaient de vieux et habiles généraux. Les officiers
de ces armées peuvent apprécier l'avantage du sys-
tème concentrique sur le système d'exécution et
d'éparpillement alors en usage, et devenu si fatal
au général Beaulieu. Mais ce grand exemple doit
encore être perdu pour l'Autriche, même sur un
théâtre où la nécessité lui ordonne plus impérieu-

sement que sur tout autre de sacrifier les vieilles routines de sa tactique. Elle s'obstinera à refuser la nouvelle école, créée avec tant de supériorité par un ennemi qui, plus faible de moitié que ses adversaires, est parvenu, dans la campagne du Piémont, à les battre toujours avec des forces égales. Elle doit payer encore son apprentissage par la destruction de cinq belles armées en Italie ; et, dans l'espace de quinze ans, elle verra deux fois dans sa capitale le vainqueur de Beaulieu.



CHAPITRE III.

(1796.)

CAMPAGNE D'ITALIE. — COMBAT DE LODI. — REDDITION DE MILAN. — PREMIER SIEGE DE MANTOUE. — GUERRE DU PAPE. — OCCUPATION DE LIVOURNE. — CAPITULATION DE LA CITADELLE DE MANTOUE.

La possession de toute l'Italie est dans les murs de Mantoue; l'Autriche n'a donc qu'un intérêt, qu'une volonté, la défense de cette ville : de son côté Bonaparte, qui n'a conquis le Piémont que pour attaquer le Milanais, ne songe, dans sa seconde campagne, à conquérir le Milanais que pour prendre Mantoue. Le jour où tomberont les ramparts de Mantoue, la maison d'Autriche devra se défendre dans ceux de Vienne.

Trente-cinq mille Français ont suffi pour enlever le Piémont à quatre-vingt mille coalisés. L'armée de Beaulieu, réduite à elle seule, ne compte plus que vingt-six mille combattans, au lieu de trente-huit. Le général Bonaparte marche avec des forces à peu près les mêmes que celles de l'ennemi. Les citadelles de Tortone, Coni, Ceva, sont occupées par les Français. Les Autrichiens ont évacué Alexandrie pour se porter sur Valenza; dix-sept mille hommes de l'armée des Alpes s'ébranlent pour venir renforcer l'armée de Bonaparte. Le 6 mai, Beaulieu a passé le Pô à Valenza, où il croit que les Français tenteront le passage du fleuve, parce que la remise du pont de Valenza est stipulée dans le traité fait avec le Piémont. Il détruit le pont et enlève les bateaux. Masséna trouve d'immenses magasins à Alexandrie. Le quartier-général français est à Tortone; Beaulieu défend le passage du Pô à Valenza. Les mouvemens que Bonaparte ordonne et que Masséna exécute d'Alexandrie servent à entretenir l'erreur de Beaulieu. La marche d'un fort détachement, qui fit mine de vouloir passer le Pô à Cambio, masqua l'opération de l'armée française sur un autre point. En effet, le général en chef part de Tortone avec dix

bataillons de grenadiers, formant en tout trois mille six cents hommes, sa cavalerie et vingt-quatre pièces de canon; et, le 7 mai, il se dirige sur Plaisance à marches forcées, pour surprendre le passage du Pô. Lannes passe le fleuve le premier avec l'avant-garde sur des bateaux, et Laharpe s'est établi avec les grenadiers à Émetri, entre le Pô et la rive de Fombio. Le 9, toute l'armée, qui est arrivée la veille, franchit le fleuve, dont la largeur à Plaisance est de deux cent cinquante toises.

Le même jour, Bonaparte écrit de son quartier-général de Plaisance au directeur Carou : « Nous avons passé le Pô; la seconde campagne est commencée; Beaulieu est déconcerté; il doute en-« stamment dans les pièges qu'on lui tend : peut-« être vaudra-t-il donner une bataille. Cet homme « a l'audace de la furcur et non celle du génie. — « Encore une victoire, et nous sommes maîtres de « l'Italie. — Je vous fais passer vingt tableaux des « premiers maîtres, de Corrège et de Michel-Ange. « — J'espère que les choses vont bien, pouvant vous « envoyer une douzaine de millions à Paris. *Cela « ne vous fera pas de mal pour l'armée du Rhin.* » Le général ne perd pas de vue les opérations de cette armée, dont il a parlé avec tant de chaleur dans sa dépêche de Cherasco. Une suspension d'armes est signée le même jour à Plaisance avec le duc de Parme, qui achète ce traité avec les tableaux et les millions que le général fait passer à Paris. Dès ce moment, l'armée d'Italie aura à distribuer trois sortes de trophées : les trésors des vaincus pour la solde des autres armées, les objets d'art pour l'embellissement de la capitale, et pour elle les appro-

visionnemens et tout le matériel de guerre de ses ennemis. C'est ainsi que l'armistice conclu avec le duc de Parme nous donna seize cents charrues, des magasins de blé et de fourrages, et défraya le service des hôpitaux. Quatre cents chevaux d'artillerie furent levés aussi dans la ville de Plaisance. Le duc de Modène s'empresait également d'envoyer un plénipotentiaire au général Bonaparte. Le commandeur d'Est, frère naturel du duc, se rendit au quartier-général pour demander la suspension d'armes; elle eut lieu moyennant dix millions, dont deux millions cinq cent mille livres en denrées et munitions de guerre, et vingt tableaux de grands maîtres.

Aussitôt que Beaulieu avait appris le départ de Tortone, il s'était mis en marche avec son armée, pour couvrir Plaisance et camper derrière Fombio, petite place déjà occupée le 8 par huit mille Autrichiens partis de Pavie, sous les ordres du général Liptay. Bonaparte ne veut pas laisser le temps à cette division de s'y établir ni de servir de point d'appui au général Beaulieu. Il fait enlever brusquement Fombio par les généraux Lannes, Dalmagne et Lanusse. Les Autrichiens perdent deux mille cinq cents prisonniers, leur artillerie, leurs drapeaux, et se jettent dans Pizzighetone, dont ils ont le temps de lever les ponts. Le général Laharpe s'était avancé en avant de Codogno, sur les routes de Pavie et de Lodi. Un régiment de la cavalerie de Beaulieu, venant de la première route, tomba la nuit dans les avant-postes de Laharpe, et, vivement repoussé, disparut par la route de Lodi, au premier mouvement de défense que firent les troupes. Le général Laharpe, accouru au bruit de la mousqueterie de ses avant-postes, retournait dans son camp par un autre chemin, quand il tomba blessé à mort par le feu de file d'un de ses pelotons, qui eut tirer sur l'ennemi. Toute l'armée pleura comme un Français ce brave et habile général, que la tyrannie de Berne et l'amour de la liberté avaient amené dans nos rangs.

Le 10, nous marchons sur Lodi à la recherche de Beaulieu. A une lieue de Casal, une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens défend la chaussée de Lodi. Elle est culbutée, malgré une résistance opiniâtre, et poursuivie jusque dans la ville, où les Français entrent pêle-mêle avec l'ennemi. Ici a lieu la fameuse attaque du pont de l'Adda. Beaulieu a sa ligne de bataille sur la rive gauche; les fuyards s'y rallient; les Français les poursuivent. Beaulieu démasque vingt-cinq pièces de canon pour la défense du pont; le général Bonaparte en oppose autant. Cependant il a conçu l'audacieux projet de forcer le pont, dans l'espoir de couper le corps de dix mille hommes qui, sous les ordres de Colli et de Wukasowich, se porte sur Cassano pour y passer l'Adda.

Il fait franchir la rivière par la cavalerie, à une demi-lieue au-dessus du pont, et avec une batterie d'artillerie légère, il engage la canonnade sur le flanc droit des Autrichiens. Dans le même instant, il place toute son artillerie sur la rive droite, au débouché du pont, contre les batteries opposées, forme les grenadiers en colonne serrée, les dirige derrière le rempart qui borde la rivière; puis, aussitôt que la cavalerie a commencé son attaque, les grenadiers se précipitent sur le pont, le franchissent au pas de course, et s'emparent du canon de l'ennemi. La ligne autrichienne, enfoncée par cette charge impétueuse, se réfugie à Crema, après avoir laissé sur le champ de bataille près de trois mille prisonniers, des drapeaux et son artillerie. Ce beau fait d'armes jette une profonde consternation dans le camp ennemi. Mais le corps de Colli a pu passer l'Adda à Cassano : Bonaparte le sait, et soudain il conçoit et exécute le projet de la prise de Pizzighetone, qu'il est si important de ne pas laisser fortifier. Beaulieu n'a pu empêcher le passage du Pô, de la Trebia, de l'Adda; il abandonne la capitale du Milanais sans défense, à plusieurs journées sur les derrières de l'armée conquérante. Aussi Bonaparte reçoit à Lodi la nouvelle de la reddition de Milan; elle est apportée par une députation des États et de la municipalité, que conduisait M. de Melzi. Quelques années plus tard, afin de rappeler son triomphe et la soumission des Lombards, le vainqueur, devenu roi d'Italie, accordera au chef de la députation de Milan le nom de duc de Lodi, titre qui consacra à lui seul deux grands faits historiques.

La victoire de Lodi donnait toute la Lombardie à la république. Du théâtre même de la bataille, Bonaparte, toujours dominé de l'importante idée d'une invasion en Allemagne par le Tyrol, combinée avec l'action des deux armées du Rhin, écrivit, le 11, au directeur Carnot : « Bientôt il est possible que j'attaque Mantoue. Si j'enlève cette place, rien ne m'arrête plus pour pénétrer dans la Bavière; dans deux décades, je puis être dans le cœur de l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas combiner mes mouvemens avec l'opération de vos deux armées? Je m'imagine qu'à l'heure qu'il est on se bat sur le Rhin. Si l'armistice continuait, l'armée d'Italie serait érasée. Si les deux armées du Rhin entrent en campagne, je vous prie de me faire part de leur position et de ce que vous espérez qu'elles puissent faire, afin que cela puisse me servir de règle pour entrer dans le Tyrol, ou me borner à l'Adige. Il serait digne de la république d'aller signer le traité de paix, les trois armées réunies, dans le cœur de la Bavière ou de l'Autriche étonnée. Quant à moi, s'il entre dans vos projets que les deux armées du Rhin fassent des mouvemens

« en avant, je franchirai le Tyrol avant que l'empereur s'en soit sérieusement douté. »

Toutefois, dans une dépêche du 7, que Bonaparte reçut à Lodi, le Directoire paraissait peut-être tout aussi surpris du langage de son général que de ses victoires. Aussi, après avoir loué la conquête du Piémont, et avoir approuvé le brillant et utile armistice qui en fut la suite, il témoignait, avec une affectation très-prononcée, sa satisfaction de ce que le général avait pris conseil du commissaire civil Salicetti avant la conclusion de cet armistice. « Ces sortes de transactions, disait la dépêche, dans les cas urgents où le Directoire ne peut être consulté lui-même, sont particulièrement du ressort du commissaire du gouvernement près les armées. » Quant au projet de l'invasion du Tyrol, il était combattu comme périlleux dans l'hypothèse d'une défaite, et le Directoire avertissait le vainqueur de songer à faire rentrer la Corse sous le pouvoir de la république. C'était répondre d'une manière peu héroïque aux vues du grand capitaine. Dans le même moment, le Directoire portait à son général une atteinte plus dangereusement hostile que les mouvements des Autrichiens; car il annonçait la volonté de partager l'armée d'Italie en deux : Kellermann devait commander celle qui garderait le Milanais, et Bonaparte celle qui serait destinée à agir sur les côtes de la Méditerranée, à Livourne, à Rome et à Naples. Le Directoire ajoutait que son intention était de laisser subsister, dans ce nouvel ordre de choses, l'arrêté du 9 floréal, qui conférait aux commissaires Garrau et Salicetti le droit de requérir des mouvements des troupes; il prescrivait la prompt occupation de Livourne, et ajournait après cette expédition les débats que la république avait avec l'État de Gènes. « Si Rome fait des avances, disait le Directoire, la première chose à exiger est que le pape ordonne immédiatement des prières publiques pour la prospérité et les succès de la république française. » Il était déjà assez absurde de demander des prières au pape pour une république qui, loin de le reconnaître comme son chef spirituel, ne l'appelait que le prince de Rome; mais il était d'une véritable dérision d'ajouter :

« Quelques-uns de ses beaux monumens, ses statues, ses tableaux, ses médailles, ses bibliothèques, ses bronzes, ses madones d'argent, et même ses cloches, nous dédommageront des frais que nous coûtera la visite que vous lui aurez faite. »

Bonaparte a bien jugé ceux qui lui donnent de tels ordres, et, se plaçant vis-à-vis d'eux dans la sphère de supériorité qui lui appartient, il leur répond de Lodi, le 14 mai suivant : « Je crois très-impolitique de diviser en deux l'armée d'Italie ;

« il est également contraire aux intérêts de la république d'y mettre deux généraux différens. » L'expédition du Livourne, Rome et Naples, est « très-peu de chose : elle doit être faite par des divisions en échelons, de sorte que l'on puisse, par une marche rétrograde, se trouver en force contre les Autrichiens, et menacer de les envelopper au moindre mouvement qu'ils feraient. Il faudra pour cela, non-seulement un seul général, mais encore que rien ne le gêne dans sa marche et dans ses opérations. J'ai fait la campagne sans consulter personne; je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me consulter avec la manière de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avantages sur des forces supérieures, et dans un dénuement absolu de tout, parce que, persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma parole. Si vous m'imposez des entraves de toute espèce, s'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement, s'ils ont le droit de changer mes mouvements, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens en partageant vos forces, si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire, je vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie. »

Bonaparte, dans la suite de cette lettre, insistait sur la nécessité de laisser un seul général à la tête de l'armée; et le même jour, par le même courrier, il écrivait au directeur Carnot, en lui parlant de sa réponse au Directoire :

« Kellermann commandera l'armée aussi bien que moi; car personne n'est plus convaincu que je ne le suis, que les victoires sont dues au courage et à l'audace de l'armée; mais je erois que réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un homme qui se croit le premier général de l'Europe; et, d'ailleurs, je erois qu'il faut plutôt un mauvais général que deux bons. La guerre est comme le gouvernement, c'est une affaire de tact. »

Une telle correspondance n'a pas besoin de commentaire. Bonaparte y traite presque d'égal à égal, c'est-à-dire de puissance à puissance avec le Directoire : il sent que toute sa destinée est dans sa volonté. Depuis la veille (13 mai), le château de Milan était investi; Augereau occupait Pavie; Serrurier, Lodi et Crémone; la division de Labarre, Como, Lesagno, Lucco et Pizzighettone.

Le jour où le Directoire signait, à Paris, le traité qui, enlevant au Piémont la Savoie, le comté de Nice et le territoire de Tende, livrait toutes ses places fortes à l'armée française, ce même jour, 13 mai.

le général Bonaparte faisait à Milau son entrée solennelle; et, jaloux d'entretenir cette puissance morale qu'il a si habilement mariée avec sa puissance militaire, il adresse à ses compagnons d'armes cette proclamation :

« SOLDATS !

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentimens naturels de paix et d'amitié pour la France. Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité. L'armée qui vous menaçait avec orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage : le Pô, le Tésin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour : ces boulevardiers vantés de l'Italie ont été insuffisans ; vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin. Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie. Vos représentans ont donné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la république. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir. Oui, Soldats, vous avez beaucoup fait ! Mais ne vous reste-t-il donc plus rien à faire ? Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Mais je vous vois déjà crier aux armes ! Un lâche repos vous fatigue ; les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien ! partons ; nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent ! l'heure de la vengeance a sonné. Mais que les peuples soient sans inquiétudes : nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendans des Brutus, des Scipion et des grands hommes que nous avons pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de nos victoires : elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe. Le peuple français, libre, respecté

« du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnifiera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous resterez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : *il était de l'armée d'Italie.* »

Les proclamations de Bonaparte étaient écoutées avec enthousiasme, et relues avec avidité par les soldats, et par les officiers, qui étaient tous ou presque tous des soldats. Jamais armée ne reçut une instruction plus conforme aux destinées qu'elle devait accomplir, que l'armée d'Italie. En même temps général et législateur de cette armée, son chef parvint à en faire une famille que nul autre que lui ne pouvait plus commander avec succès.

Depuis notre entrée en campagne, la guerre alimentait la guerre. Ainsi l'artillerie nécessaire au siège du château de Milan, où Beaulieu avait laissé deux mille cinq cents Autrichiens, fut tirée, comme les munitions, des places de Tortone, Alexandrie, Coni, Ceva et Cherasco, qui servaient de dépôt aux approvisionnemens de toute espèce que le pays nous fournissait. Les contributions en argent secondaient aussi nos opérations. Outre les sommes stipulées dans les traités avec les ducs de Parme et de Modène, la Lombardie eut à nous payer vingt millions. Le 22 mai, Bonaparte écrivit au Directoire : « Vous pouvez à cette heure compter sur six à huit millions, argent ou or, lingots ou bijoux, qui sont à votre disposition à Gènes. Vous pouvez disposer de cette somme, étant superflue aux besoins de l'armée. Si vous le désirez, je ferai passer un million à Bâle, pour l'armée du Rhin... Les troupes sont satisfaites, elles touchent la moitié de leurs appointemens en argent. Le pillage est réprimé, et la discipline avec l'abondance renaisent dans cette glorieuse armée. »

Si le Directoire n'avait pas vu d'avance qu'en partageant entre Kellermann et Bonaparte l'armée d'Italie il perdait infailliblement sa conquête, il comprit au moins par la réponse de ce dernier qu'il serait peut-être imprudent de persister dans ce projet. Toutefois on devait juger au premier coup-d'œil que vingt mille hommes disséminés sous les ordres de Kellermann, depuis les Alpes maritimes et celles de la Savoie jusqu'aux extrémités de la Lombardie et aux frontières du Tyrol, et sous la trompeuse sécurité que donnait le maintien de la paix de la part du roi de Sardaigne, pourraient d'un moment à l'autre, soit par l'irruption des forces autrichiennes venues de l'Allemagne, soit par le soulèvement simultané des pays conquis, être contraints de repasser les Alpes, tandis que Bonaparte, enfoncé aussi, avec une vingtaine de mille hommes,

dans le sud de la péninsule italienne, entre Rome et Naples, aurait à dos toute l'insurrection de la haute Italie, sur ses flancs les rivages de la Méditerranée occupés par les flottes anglaises, et autour de lui une population fanatique, dont les souvenirs d'extermination contre la race française seraient puissamment réveillés par les nobles et surtout par les prêtres. Le complot de la révolte de Pavie, ourdi et exécuté sous les yeux de l'armée victorieuse, ne tarda pas à faire sentir au Directoire le danger qui aurait pu résulter de la division de l'armée d'Italie en deux corps indépendants et séparés par les États ennemis. Mais la jalousie des lauriers de Bonaparte avait aveuglé le Directoire; et il poussait cette jalousie jusqu'à l'ingratitude, quand il lui disait, le 18 mai : « L'Autriche, consternée de vos succès, a « probablement déjà donné des ordres pour extraire « de ses armées sur le Rhin des renforts pour s'op- « poser à vos progrès, et de là naît la nécessité de « donner au général Kellermann le plus de force « possible, afin qu'il se trouve toujours dans la si- « tuation de l'offensive du côté du Tyrol. » Il résultait de cette dépêche, que Kellermann devait commander la plus grande armée, et que la campagne du Tyrol lui était destinée. Le Directoire annonçait au général Bonaparte que l'armistice durait encore avec l'Autriche, et qu'il chercherait à le rompre quand l'ennemi aurait distrait des forces de son armée du Rhin, pour les opposer à l'armée d'Italie! En même temps il l'engageait à envoyer au général Moreau des chevaux et de l'argent. Mais enfin, dans la dépêche du 21 mai, le Directoire, félicitant Bonaparte de l'occupation de toute la Lombardie, ainsi que de la prise de Pizzighetone et de la possession de Crémone, lui écrivit : « Vous paraissiez désireux, « citoyen général, de continuer à conduire toute la « suite des opérations militaires de la campagne ac- « tuelle en Italie. Le Directoire a mûrement réfléchi « sur cette proposition, et la confiance qu'il a dans « vos talents et votre zèle républicain a décidé cette « question en faveur de l'affirmative. Le général « Kellermann restera à Chambéry, etc. »

Que serait-il arrivé si le Directoire avait persisté dans ce projet de séparation en deux armées, auquel il tenait tant, et dont parlent toutes ses lettres comme d'un plan définitivement arrêté? Bonaparte eût offert sa démission. Mais déjà il ne pouvait plus rentrer obscur et tranquille dans les rangs des simples citoyens, et le Directoire fut parvenu peut-être à en faire un coupable, ou à le devenir lui-même.

De cette époque date la suprématie de Bonaparte, qui va scander le maître des opérations de la guerre et l'arbitre des intérêts politiques de la France. C'est du palais de Milan qu'il correspond avec le palais

de Luxembourg, et sa correspondance ressemble à celle qu'établirait entre un souverain et ses ministres. Ses idées, ses desseins s'agrandissent de tout ce qui entoure sa position. Au milieu des fêtes, des triomphes, les beaux-arts, qui en font le plus bel ornement, ne sont pas oubliés du vainqueur; il regarde comme ses plus brillants trophées les chefs-d'œuvre de la peinture italienne, précieux monuments du retour de la civilisation en Europe, et ceux de la sculpture grecque, antiques témoignages de la victoire romaine. Les besoins de la patrie, ceux des armées du Rhin, la coopération de ces armées pour son invasion en Allemagne, la répartition qu'il désigne pour les contributions qu'il envoie, la disposition de ses forces, l'emploi de tous ses moyens, sont présentés par lui au Directoire comme des nécessités dont il le rend responsable. Aussi, d'après l'attitude que prend Bonaparte, le gouvernement semble transiger plutôt qu'ordonner; et pendant toute cette mémorable campagne d'Italie, excepté la paix qui la termina presque subitement et malgré ses ordres, le Directoire consacra par une approbation continuelle toutes les opérations politiques et militaires de son général en chef. L'histoire présente peu de rapports pareils entre un gouvernement et un chef d'armée. Peu d'hommes, il est vrai, ont saisi, aussi jeune et aussi promptement que Napoléon Bonaparte, l'ascendant d'une supériorité personnelle sur toutes les supériorités sociales. Il ne commande l'armée d'Italie que depuis deux mois, et il règne à Milan. Dès le jour de son entrée dans cette capitale qui occupe un si haut rang dans l'histoire, il semble que le général Bonaparte se regarde comme le descendant ou l'héritier des rois des Lombards. Ce jour vit commencer parmi ses troupes, dans son état-major, dans les habitudes de son quartier-général, et jusque dans les relations de ses amitiés militaires, ce respect, véritable attribut de la royauté et du génie, qui s'attacha à sa personne jusqu'aux derniers momens de son existence!

La citadelle de Milan doit tomber. Mantone seule, l'imprenable Mantone, restait à l'Autriche, en Italie. Après la conquête du Piémont, l'idée audacieuse d'aller surprendre Mantone domina un instant la pensée du général Bonaparte. Le caractère confiant et peu prévoyant des Autrichiens lui donnait l'instinctive conviction que cette place n'avait ni garnison ni moyens de résistance; et il ne s'était point trompé. Les Autrichiens, qui, réunis aux Piémontais, formaient une masse de soixante-dix mille combattans protégés par les Alpes, avaient été loin de deviner que Bonaparte, à la tête de notre misérable armée de Nice, pourrait soumettre le Piémont en quinze jours, et porter, des remparts de Tortone et d'A-

lexandrie, la guerre au cœur de la Lombardie. Le chef d'état-major Bertier et le commissaire civil Salicetti s'opposèrent à l'entreprise sur Mantoue. On apprit bientôt après que cette ville n'avait alors pour défenseurs que quelques invalides. Les Autrichiens ne songèrent à l'occuper et à lui rendre sa force qu'à l'époque de la capitulation du Piémont. Dès lors le général Bonaparte, qui disait avec raison que la guerre était une affaire de tact, déclara que désormais il n'obéirait qu'à l'impulsion de sa seule volonté.

Les huit jours de repos que Bonaparte donna à l'armée, à Milan et dans la Lombardie, sont pour lui des jours de travail et pleins d'avenir. Il poursuit l'exécution du traité avec le Piémont, prépare ceux qu'il doit imposer au pape et au roi de Naples, termine l'arrangement avec le duc de Parme, conclut l'armistice de Modène, organise dans la Lombardie et dans sa capitale les gardes nationales, et introduit les principes républicains par l'ouverture des sociétés populaires.

Bonaparte sait qu'en Italie deux ennemis domestiques bien redoutables sont à craindre pour lui, les nobles et les prêtres : il obtint bientôt la preuve de cette vérité. Arrivé, le 24, à Lodi, pour reprendre contre Beaulieu ses opérations militaires, il est subitement, le même jour, rappelé à Milan par la nouvelle d'une conspiration tramée à Pavie, et que soutenait la garnison de la citadelle de Milan. Il part avec trois cents chevaux, un bataillon de grenadiers et six pièces de canon ; mais à son arrivée le calme était rétabli. La sortie tentée par la garnison de la citadelle pour appuyer le soulèvement avait été repoussée avec vigueur. Toutefois l'insurrection avait été habilement organisée : on avait répandu le bruit de la reprise de Nice par les Anglais ; on disait que Beaulieu, à la tête de soixante mille hommes, marchait sur Milan. La ramification de ce complot, dont les agitateurs autrichiens étaient les auteurs, s'étendait à Milan, à Lodi, à Vorèse et à Pavie. Le général Bonaparte se porta rapidement sur cette dernière ville, véritable foyer de la conspiration. Le tocsin sonnait dans les campagnes. Les prêtres et les nobles excitaient au massacre des Français : un grand nombre avaient trouvé la mort chez leurs hôtes et sur les grandes routes. Le petit corps de trois cents hommes, formé des débris de la division Augereau, qui occupait le château de Pavie, avait été livré par son commandant, assez faible ou assez incapable pour obéir aux ordres du général divisionnaire Haquin, que les insurgés avaient forcé, le pistolet sur la gorge, de prescrire à des soldats français de mettre bas les armes. Afin de combiner l'insurrection de Pavie avec la sortie de la garnison de la citadelle de Milan, les révoltés

avaient porté une avant-garde de huit cents hommes au village de Binasco. Le chef de brigade Lannes, à la tête de ses trois cents chevaux, les attaqua, les détruisit, et mit le feu au village, qui fut entièrement consumé. Bonaparte espérait que cette exécution militaire imposerait à la ville de Pavie, qui, du haut de ses remparts, pouvait voir l'incendie de Binasco. Mais dix mille paysans s'étaient rendus maîtres de cette ville, qui comptait trente mille habitants. Le parti de Bonaparte fut bientôt pris : il résolut de brusquer l'attaque avec ses quinze cents hommes et ses six pièces de canon, quoique Pavie eût des murailles et une enceinte bastionnée. Dans la nuit, il envoya placarder aux portes de la ville la proclamation publiée dans Milan : « Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte aux derniers excès dans plusieurs communes, méconnaît la république et brave l'armée triomphante des rois. Ce délire inconcevable est digne de pitié. L'on égare ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle aux principes qu'a adoptés sa nation de ne pas faire la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir. Mais ceux qui, sous vingt-quatre heures, n'auront pas posé les armes, seront traités comme rebelles ; leurs villages seront brûlés. Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux. Son sort sera celui de toutes les communes qui s'obstineront à la révolte. »

Le 26, le général Bonaparte sort de Binasco avec sa petite colonne, et arrive, à quatre heures du soir, devant Pavie, dont il trouve les portes fermées. Il compte sur la coopération de la garnison de la citadelle, mais il apprend qu'elle s'est rendue, et que les insurgés sont décidés à défendre Pavie. Le moment est critique : s'il rétrograde, la rébellion triomphe. Les Autrichiens ont pour auxiliaire la population. Il ne balance point : avec ses six pièces d'artillerie il fait battre les portes, mais inutilement ; les remparts seuls sont balayés par la mitraille et les obus, et, à la faveur de ce feu soutenu, les grenadiers parviennent à briser les portes à coups de hache. Ils entrent dans la ville, se logent dans les premières maisons. Lannes, avec sa cavalerie, se précipite sur le pont du Tésin, et culbute les insurgés, qu'il poursuit hors des murs. Pavie est soumise : les magistrats, le clergé, demandent grâce. Mais il y a une justice à faire, et c'est sur les Français qu'elle tombe. Les trois cents soldats prisonniers dans la citadelle ont profité du tumulte pour se réunir aux vainqueurs : « Lâches ! leur dit le général en chef, je vous avais confié un poste essentiel au salut de l'armée ; vous l'avez abandonné à de misérables paysans, sans opposer la moindre résistance ! » Il voulait les faire déci-

mer; mais le capitaine qui, sur l'ordre du général Haquin, avait rendu la citadelle, devint seul responsable de la conduite de ses soldats. Il fut traduit au conseil de guerre, condamné à mort et fusillé. La ville fut livrée pendant quelques heures à l'exécution militaire; mais le général en chef révoqua l'ordre d'incendier Pavie, qui résultait de sa proclamation. On désarma les campagnes. Des otages, ehoisis dans toute la Lombardie parmi les principales familles, partirent pour la France. Ainsi finit la révolte de Pavie.

Pendant ce temps s'était opéré le mouvement général de l'armée, sous la conduite de Berthier; le quartier-général occupait Soncino, où l'on attendait Bonaparte. Masséna était sur la route qui mène de Brescia à Soncino, et Augereau sur celle qui mène à Bergame; Serrurier sur la droite de Masséna et Kilmaine à Brescia, une des plus grandes villes de l'État vénitien. Ses habitants, au nombre de cinquante mille, souffraient impatiemment la domination de l'oligarchie et de la noblesse; mais la république française était en paix avec celle de Venise, et Bonaparte fit afficher dans Brescia cette proclamation :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche, que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles et surmonté. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont retirés au-delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république de Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les propriétés, les usages, seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude : la plus sévère discipline sera maintenue. Tout ce qui sera fourni à l'armée, sera exactement payé en argent. Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les magistrats et les prêtres, à faire connaître ses sentimens aux peuples, afin que la confiance éminente l'amitié qui depuis si longtemps unit les deux nations. Fidèle dans le chemin de l'honneur comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de la liberté et de son gouvernement. »

Le sénat envoya au général en chef une députation qui protesta de sa neutralité. Malheureusement pour la république de Venise, cette neutralité fut violée par les Autrichiens, qui s'établirent à Peschiera. Dans sa dépêche du 7 juin au Directoire, Bonaparte disait, en parlant des Vénitiens : « La vérité de l'affaire de Peschiera est que Beaulieu les a lâchement trompés. Il leur a demandé le pas-

« sage pour cinquante hommes, et il s'est emparé de la ville. » Mais l'occupation d'une place forte comme Peschiera en pays neutre exigeait militairement une compensation, quoique le gouvernement de Venise ne dût pas répondre de la perfidie du général autrichien. La guerre est une science exacte, dont aucune considération morale ne peut, en pareille circonstance, déranger les combinaisons. Par cette loi inexorable de la guerre, le général Bonaparte était obligé de faire aux Vénitiens la même injure qu'ils avaient reçue ou tolérée des Autrichiens.

Beaulieu avait obtenu des renforts, et transféré son quartier-général derrière le Mincio, qu'il était résolu à défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue. Cette place recevait chaque jour de nouveaux approvisionnemens; et de nouvelles fortifications la mettaient sur un pied de défense respectable. Beaulieu appuya sa droite sur Peschiera, son centre à Velaggio et Borghetto, sa gauche à Pozzuolo et Goito. Mantoue donnait une garnison au Seraglio, et une réserve de quinze mille hommes avait pris position à Villa-Franca. C'était donc le Mincio que devait traverser l'armée française. Sa gauche était, le 29 mai, à Dezenzano, son centre à Monte-Chiaro et sa droite à Castiglione; les quatre divisions qui la composaient formaient environ trente mille hommes.

Le général Bonaparte manœuvra, le 30, dans l'intention de tromper l'ennemi, sur le Mincio, comme il l'avait fait sur le Pô et sur l'Adda; et au lieu de tenter le passage du premier de ces fleuves à Peschiera, déjà gardé par la réserve des Autrichiens, il déboucha brusquement sur Borghetto, où quatre mille hommes étaient retranchés et couverts par trois mille hommes de cavalerie établis dans la plaine. Le général Murat attaqua la cavalerie, prit neuf pièces de canon, deux étendards et deux mille hommes. Aussitôt le colonel Gardane, avec les grenadiers, entra au pas de charge dans Borghetto, dont l'ennemi brûla le pont. Les batteries des hauteurs de Velaggio empêchaient d'en construire un autre; Gardane se jeta dans la rivière avec cinquante grenadiers, arriva audacieusement sur Velaggio, et l'emporta. Deux heures après, le pont est reconstruit, et l'armée franchit le Mincio. Augereau marcha sur Peschiera, Serrurier sur Villa-Franca. Le général en chef établit son quartier-général à Velaggio, d'où la brillante intrépidité de Gardane a ébassé l'ennemi. La division Masséna, destinée à protéger cette place, n'avait pas encore passé le pont. Cependant le général autrichien Sebottendorf, avec une partie de la gauche de Beaulieu, accourait de Pozzuolo au bruit du canon, par la rive gauche, et ne rencontrant per-

sonne, pénétra dans Velaggio. Le général en chef était enlevé, si son escorte n'avait pas fermé tout à coup la porte de sa maison : il n'eut que le temps de sauter sur un cheval, et de se sauver par les jardins. La division Masséna, avertie, traversa le pont et eubulba les hussards de Sehotendorf. Ainsi la destinée de Bonaparte, qui se reposait sur sa victoire, était arrêtée par des coureurs autrichiens si la sentinelle de son quartier-général avait été endormie : une patrouille de hussards eût ravi à la république l'Italie à moitié conquise, brisé le traité du Piémont, et le triomphateur de Milan serait resté longtemps le prisonnier de la cour de Vienne !

Cet inéident militaire fit instituer ce fameux corps des guides de Bonaparte, qui, composé de cavaliers d'élite de dix années de service, devait accompagner partout le général en chef. Ce corps reçut dès-lors l'uniforme adopté depuis pour les chasseurs de la garde impériale, uniforme qui fut aussi le dernier habit que Napoléon porta à Saint-Elle, au moment de sa mort. Le chef d'escadron Bessières, chargé d'organiser les guides, eut la garde du quartier-général, et répondit à l'armée de la sûreté de son héros.

La victoire de Borghetto donnait à Bonaparte le grand avantage de couvrir le siège de Mantoue, et de nous placer sur la ligne de l'Adige ; mais il fallait s'emparer de Vérone, ville forte vénitienne qui a trois ponts sur ce fleuve. La politique de la guerre fit de l'occupation de cette place importante, dont le provéditeur Foscarini ouvrit les portes à Masséna le 1^{er} juin, la représaille de la possession momentanée de Peschiera et de Crema par les Autrichiens. Porto-Legnago, Vérone et le Bas-Adige furent occupés. L'armée était maîtresse des défilés du Tyrol ; et le siège de Mantoue, au secours de laquelle accourait une nouvelle armée autrichienne que la plus urgente nécessité nous ordonnait de prévenir, paraissait le terme prochain des opérations et des succès de la campagne. Tant que Mantoue reste en la puissance des Autrichiens, l'Italie n'est pas conquise ; elle le sera seulement le jour où Mantoue nous appartiendra. Ce grand boulevard de l'Italie, protégé par trois lacs qu'abreuve le Mineio, communiqué par quatre digues à la terre. Les noms de La Favorite, de Roverbella, de Saint-Georges, de Piétola, de Cérèse, de Pradella, qui défendent ces chaussées, vont recevoir une grande illustration. De hauts faits d'armes surpasseront ceux qui ont abaissé les Alpes sous le drapeau français, et qui en trois mois l'ont porté du col de Teude aux rives de l'Adige.

Le 4 juin, les dehors de Mantoue furent enlevés. Le général en chef s'empara de Saint-Georges ; Augereau, de la porte de Cérèse ; Piétola fut éva-

euée par l'ennemi ; et Serrurier, maître de Roverbella et de Pradella, ordonna l'investissement. Ainsi les têtes des quatre chaussées étaient au pouvoir de l'armée française. Serrurier, avec huit mille hommes, gardait toutes ces positions, observait la forte citadelle de La Favorite, et arrêtait dans Mantoue quatorze mille Autrichiens ; Augereau observait le Bas-Adige ; Masséna tenait les défilés du Tyrol.

Cependant Bonaparte se trouvait réduit à un blocus d'observation devant Mantoue, faute d'artillerie de siège. La citadelle de Milan n'était pas encore rendue, et occupait toute la grosse artillerie conquise du Piémont. Il fallait donc que le château de Milan tombât avant de pouvoir assiéger Mantoue, et dans l'intervalle, Wurmsier précipitait sa marche. Ce général était parti d'Allemagne pour venir défendre cette ville et remplacer Beaulieu tombé dans la disgrâce. En attendant son arrivée, Mélas avait le commandement. De tous côtés, la politique autrichienne, soutenue par les oligarchies génoise, vénitienne et de la cour de Rome, soulevait les esprits, et déjà la rivière de Gènes devenait le théâtre des plus graves hostilités. Les fiéfs impériaux étaient en pleine insurrection, et les routes couvertes de partisans armés qui guerroyaient avec les détachements français. L'armée piémontaise murmurait contre la paix de Turin. Le pape attendait de la Corse six mille Anglais qui pouvaient faire une diversion inquiétante s'ils avaient le temps d'arriver à Livourne ; il fallait donc les retenir en Corse. L'attitude de Naples qui comptait trente mille hommes sous les drapeaux, n'était rien moins que rassurante, malgré sa négociation. Enfin la nouvelle armée de Wurmsier, forte de vingt mille hommes d'élite, devait arriver au mois de juillet, et portait à soixante-dix mille hommes les forces de la maison d'Autriche en Italie, y compris la garnison de Mantoue. Le général Bonaparte dut pourvoir à tous ces embarras avec quarante mille hommes ; il y parvint.

Au milieu des préparatifs de Bonaparte, occupé à la fois d'entrer à Livourne, pour s'emparer dans ce port des bâtimens et des propriétés britanniques et ennemies de la France, de créer en Corse une insurrection contre les Anglais, d'anéantir par de rigoureuses exécutions militaires la révolte des fiéfs impériaux, enfin d'emporter la citadelle de Milan, qui était la clef du siège de Mantoue, le roi de Naples, que l'invasion de l'Italie supérieure rendait inquiet pour ses États, pressé par le cabinet de Madrid, entraîné peut-être aussi par l'exemple du roi de Sardaigne, et par la défiance que ses troupes venaient de partager sous Beaulieu avec l'armée autrichienne, avait envoyé le prince Belmonte-Pignatelli au général Bonaparte, pour demander un

armistice. Ce fut un grand coup de fortune pour l'armée française ; mais le Directoire, étranger à toute politique raisonnable, ne céda qu'à un penchant aveugle, celui de révolutionner en même temps la Toscane, l'État romain et le royaume de Naples ; il ne calculait ni la disposition des habitants, ni l'état physique de leur pays ; ni les besoins ni la position de sa propre armée. Il comprenait encore moins la dignité morale que tout gouvernement doit revêtir pour prendre une place honorable et par conséquent utile dans l'opinion de ses amis et de ses ennemis. Aventurier dans ses principes de guerre, il envisageait la conquête comme une proie, sans s'embarrasser des suites d'une déprédation ordonnée contre les peuples : politique d'autant plus étrange qu'il voulait les attacher à la liberté et à la république française. Aussi le général en chef redressait les idées du Directoire dans sa dépêche du 7 juin, datée de Milan ; après avoir établi l'avantage de l'armistice qu'il venait de conclure avec le roi de Naples, il disait : « Ceci me porte à « traiter la question militaire ; *pouvons-nous et « devons-nous aller à Naples ?* Le siège du château « de Milan, la garde du Milanais et les garnisons « des places conquises demandent quinze mille « hommes ; la garde de l'Adige et les positions du « Tyrol, vingt mille hommes. Il ne reste, compris « les secours qui arrivent de l'armée des Alpes, que « six mille hommes. Mais eussions-nous vingt mille « hommes, il ne nous conviendrait pas de faire « vingt-cinq jours de marche... Pendant ce temps-là « Beaulieu repose, recrute, renforce son armée « dans le Tyrol, et nous reprendra, l'automne, ce « que nous lui avons pris dans le printemps ; moyen- « nant cet armistice avec Naples, nous sommes à « même de dieter à Rome toutes les conditions qu'il « nous plaira ; déjà, dans ce moment-ci, la cour « de Rome est occupée à faire une bulle contre ceux « qui prêchent en France la guerre civile, sous « prétexte de religion. » Le lendemain, il écrivit au directeur Carnot : « Si les bataillons annoncés « nous joignent à temps, il nous sera facile d'aller « jusqu'à Rome. Cependant, comme les opérations « de l'Allemagne peuvent changer notre position « d'un moment à l'autre, je crois qu'il serait bon « qu'on me laissât la faculté de conclure l'armistice « avec Rome ou d'y aller : dans le premier cas, me « prescrire les conditions de l'armistice ; dans le « second, me dire ce que je dois y faire ; car nos « troupes ne pourraient pas s'y maintenir long- « temps : l'espace est immense, le fanatisme très- « grand, et la grande disproportion de forces rend « les hommes hardis... Nous sommes bientôt en « juillet, où toutes les marches nous coûteront deux « cents hommes. »

La trêve convenue avec Naples enlevait aux Anglais cinq vaisseaux de guerre et des frégates, et dérobaît, soit à la balance belligérante de l'Autriche, soit à la politique hostile du Saint-Siège, cette réserve de cinquante mille hommes que le royaume de Naples pouvait mettre sous les armes, et lancer inopinément sur la rive droite du Pô. Le siège de la citadelle de Milan était poussé avec une grande vigueur, et la tranchée ouverte. Pendant ces travaux, auxquels il jugeait sa présence peu nécessaire, Bonaparte transféra brusquement son quartier-général à Tortone, et envoya le colonel Lannes avec douze cents hommes ébâter les fiels impériaux. La première exécution tomba sur la ville d'Arquata, dans laquelle un détachement de cent cinquante Français avait été assassiné. Murat, premier aide-de-camp du général en chef, alla à Gênes demander en plein sénat le renvoi du marquis de Girola, résident autrichien, la destitution du gouverneur de Novi, et l'établissement de postes génois aux étapes, pour l'escorte des convois et la sûreté des routes. La neutralité de Gênes s'expliquait depuis longtemps pour Bonaparte comme elle de Venise ; mais le moment n'était pas venu d'entamer ce projet : il était ajourné à des temps plus heureux, c'est-à-dire à la prise de Mantoue. En attendant, inquiété par des soulèvements que l'oligarchie génoise fomentait en secret et désavouait d'office, le vainqueur réprimait par la force ces attentats si contraires aux conventions, et remplissait envers son armée et son gouvernement une de ses plus grandes obligations comme général en chef, celle de maintenir ses communications avec la patrie et les dépôts de toute nature qu'il avait formés à Nice et à Antibes.

Aussitôt que l'alarme rétabli dans l'État de Gênes et dans le Piémont, Bonaparte quitta Tortone, et arriva le 19 juin à Modène, où il trouva le général Vaubois avec sa brigade. C'était la guerre contre le pape qui alors occupait l'armée. Il n'y avait pas d'autre moyen de faire payer au Saint-Père la suspension des hostilités qu'il allait être forcé de demander. En conséquence, dès le 14, Augereau avait passé le Pô à Borgo-Forte, et s'était emparé des légations de Bologne et de Ferrare. Le colonel Vignolles, sous-chef d'état-major, avait fait capituler le fort d'Urbino. La citadelle de Ferrare fournit au grand pare de Borgo-Forte quarante bouches à feu sur cent quatorze qu'on y trouva. Les villes de Reggio, Modène et Bologne se distinguèrent bientôt par leur attitude patriotique. Bologne surtout secourut hautement le joug pontifical ; et aux premières propositions d'armistice faites dans cette ville au général en chef par le chevalier Azzara, ministre du Saint-Père, elle demanda d'être garan-

tie de tout retour sous la puissance de Rome. Elle arma des gardes nationales, et se constitua en ville libre sous la protection de la France. La trêve fut conclue le 21 juin à Bologne, où Bonaparte était entré le 19. Cette place et Ferrare restaient au pouvoir de l'armée française, qui prenait possession de la citadelle d'Ancone. Le pape payait vingt-et-un millions en argent et en denrées, et abandonnait cent chefs-d'œuvre des arts et cinq cents manuscrits au choix des commissaires français. Cet armistice, qui est la base du traité signé à Tolentino en février 1797 et qui donne cent chefs-d'œuvre au musée de Paris, il ne faut pas perdre de vue que Pie VI l'a sollicité, et qu'après l'avoir enfreint à main armée, il ira encore au-devant de la convention de Tolentino qui en fut la suite. Alors on s'étonnera d'autant plus de voir, dix-sept ans après, ces cent chefs-d'œuvre retourner à Rome, sur la réclamation de Pie VII, dont les États, incorporés depuis cinq années à l'empire français, lui sont rendus par les luthériens de l'Angleterre, les calvinistes de la Prusse, et les schismatiques de Moscou. Ces trophées voyageurs sont aussi les monuments d'une autre religion et les témoignages d'un autre triomphe. Mais il est de la destinée de Rome, soit païenne, soit chrétienne, d'hériter de toutes les gloires du monde, et de vivre des dépouilles de ses amis et de ses ennemis. Il est aussi de la destinée de Bonaparte d'être deux fois maître de Rome, comme conquérant et comme souverain, et de n'y entrer jamais!

Le moment d'occuper Livourne, d'en chasser les Anglais et de reprendre sur eux leur royaume de Corse, était enfin venu. Dans l'espoir de surprendre les bâtimens anglais à Livourne, Bonaparte avait enveloppé d'un grand secret cette expédition. La marche de ses troupes était masquée par le mouvement qu'il avait ordonné sur Rome par Florence. En conséquence, de Reggio il avait envoyé la division Vaubois à travers l'Apennin sur Pistoia. Le but ostensible de ce mouvement était de contraindre le pape à ratifier l'armistice de Bologne par un traité. Le grand-duc de Toscane, inquiet de ce passage par sa capitale, avait adressé au quartier-général de Pistoia, où Bonaparte avait rejoint Vaubois le 26, une lettre pour le prier de diriger ses troupes sur Pise au lieu de Florence, ce qui fut accordé. Le général en chef fit plus; il écrivit au grand-duc, le jour même : « Le pavillon de la république est constamment insulté dans le port de Livourne; les propriétés des négocians français y sont violées; chaque jour y est marqué par un attentat contre la France, aussi contraire aux intérêts de la république qu'au droit des gens. Le Directoire exécutif a porté plusieurs fois ses plaintes au ministre de V. A. R. à Paris, qui a été obligé d'a-

« vouer l'impossibilité où se trouvait V. A. R. de « réprimer les Anglais et de maintenir la neutralité « dans le port de Livourne. Le Directoire exécutif « a senti dès-lors qu'il était de son devoir de re- « pousser la force par la force, de faire respecter « son commerce, et il m'a ordonné de faire marcher « une division de l'armée que je commande, pour « prendre possession de Livourne. J'ai l'honneur de « prévenir V. A. R. que, le 10 de ce mois (messidor, « 18 juin), une division de l'armée entrera à Li- « vourne, etc. »

La division Vaubois se mit en route; Murat commandait l'avant-garde et quitta brusquement la route de Pise à Fiorenzuola pour se porter sur Livourne, où il entra huit heures après; le général en chef se rendit aussi dans cette ville. Mais les Anglais avaient été prévenus, et leurs bâtimens étaient allés se mettre à l'abri dans les ports de l'île de Corse. Toutefois l'occupation de Livourne, la destruction de la factorerie anglaise, et la saisie de toutes les marchandises britanniques, se firent vivement sentir en Angleterre, et la Corse fut aussitôt menacée par les Français. Une vingtaine de patriotes réfugiés qui avaient fui le gouvernement de Paoli, ou qui s'étaient soustraits à celui du vice-roi Elliot, se réunirent à Livourne, et de là descendirent en Corse, où ils réveillèrent l'insurrection dans les montagnes. Du port de cette ville, assignée pour point de rassemblement à tous les Corses, Bonaparte, sur la fin de juillet, fit passer à ses compatriotes quatre mille fusils, mille paires de pistolets et six milliers de poudre. A l'arrivée des premiers Corses, parmi lesquels était le comte Bonelli, les montagnards prirent les armes. Ces attaques préludèrent à l'expédition qui, sous les ordres du général divisionnaire Gentili et des généraux Cervoni et Casalta, devait, trois mois plus tard, affranchir la Corse de la domination anglaise. De Livourne, le général en chef se rendit à Florence, où il entra sans escorte. Peu de jours après, étant à table chez le grand-duc, il apprit que le 29 la citadelle de Milan avait capitulé. On y trouva de grands approvisionnemens, une garnison de deux mille cinq cents hommes, qui fut dirigée sur Lodi, cinq mille fusils et cent cinquante pièces de canon. Ainsi, l'artillerie du siège, composée de l'artillerie piémontaise qui avait fait ouvrir les portes de la citadelle de Milan, était complétée par l'artillerie autrichienne pour l'attaque de Mantoue.

La nouvelle de la reddition du château de Milan rappela le général en chef aux opérations du siège de Mantoue. Il quitta Florence, et transporta successivement son quartier-général à Bologne, à Rovbella, à Castiglione. Il avait laissé la négociation inachevée avec Gènes. Les demandes que son aide-

de-camp Kurat avait adressées au sénat étaient loin d'avoir obtenu du succès. Le résident d'Autriche, qui avait fourni des armes aux rebelles d'Arquata, remplissait toujours ses fonctions à Gènes, malgré les réclamations réitérées de Faypoult, résident de la république. Les griefs s'accumulaient contre ce gouvernement qui, dans son infidèle neutralité, avait constamment servi les intérêts de l'Autriche et de l'Angleterre au détriment de l'armée française. D'un autre côté, la république de Venise suivait le même plan de perfidie, et, sous le voile de la neutralité, à l'approche des renforts autrichiens conduits par Wurmsér, elle faisait en secret des armemens considérables. L'Italie, sauf les villes de Bologne, de Ferrare, de Faenza, de Reggio, qui avaient d'enthousiasme arboré les couleurs de la liberté, était un volcan prêt à dévorer l'armée française. La faction aristocratique et sacerdotale traitait d'une main et menaçait de l'autre. Elle faisait circuler dans toute la Péninsule des écrits incendiaires; elle provoquait au meurtre des Français; elle quadruplait l'armée de Wurmsér, et annonçait ce général comme un vengeur prochain qui allait délivrer Mantoue et toute la Lombardie. Pendant le séjour même de Bonaparte à Bologne, une petite ville, Lugo, située dans la légation de Ferrare, fut tout à coup envahie par quelques milliers de paysans armés. Le général Beyrand dut y marcher avec sa brigade et enlever de vive force cette place, qui fut brûlée par une exécution militaire. La régence de Modène entraînait aussi dans la conspiration aristocratique, malgré son traité avec la république; mais elle se trouvait contenue par les patriotes de Modène et de Reggio, tous en armes pour la cause française.

Dans cet état de haine générale mais cachée, qui animait tous les gouvernemens de l'Italie contre la république et ses troupes, la saine politique prescrivait de ménager les habitans, et de ne pas encourager l'opposition des ennemis de la France par le despotisme et les dilapidations des agens du Directoire. Le général en chef avait signalé ainsi leurs excès et le péril dans sa dépêche du 20 juillet, de Castiglione : «... On se conduit d'une manière dure envers les négocians livournois. On les traite avec plus de rigueur que vous n'avez intention qu'on se conduise envers les négocians anglais mêmes : cela alarme tout le commerce de l'Italie, et nous fait passer à ses yeux pour des Vandales, et cela a entièrement indisposé les négocians de la ville de Gènes; et la masse du peuple de cette ville, qui nous a toujours été favorable, est actuellement très-prononcée contre nous. Si notre conduite administrative à Livourne est détestable, notre conduite politique avec la Toscane n'est pas meilleure... La mesure de chasser les émigrés de Li-

« vourne et de vingt lieues à la ronde par un pro-
« clamation, est aussi inutile qu'impolitique....
« Cette proclamation, où l'on s'attribue une juri-
« diction sur vingt lieues de pays, est d'un très-
« mauvais effet; à moins que (ce qui est très-pren-
« traire à vos institutious) nous ne voulions prendre
« le ton et la politique de l'ancienne Rome... Dans
« la position actuelle de l'Italie, il faut ne nous faire
« aucun nouvel ennemi, et attendre la décision de
« la campagne pour prendre un parti contraire aux
« vrais intérêts de la république. Vous sentirez
« sans doute alors qu'il ne nous convient pas de
« laisser le duché de Toscane au frère de l'Empereur.
« Je désirerais que jusqu'alors on ne se permit
« aucune menace, ni aucun propos à Livourne
« contre la cour de Toscane. Les moindres de mes
« paroles et de celles de vos commissaires sont épiées
« et rapprochées avec une grande importance : mais
« l'on croit toujours être ici dans les couloirs de la
« Convention. »

Le même jour, 20 juillet, il avait écrit au citoyen Garrau, commissaire du Directoire en mission à Livourne :

« La réquisition que vous avez faite au général
« Vaubois est contraire à l'instruction que m'a
« donnée le gouvernement. Je vous prie de vous res-
« treindre désormais dans les bornes des fonctions
« qui vous sont prescrites par le gouvernement du
« Directoire exécutif : sans quoi je me trouverais
« obligé de défendre, à l'ordre de l'armée, d'ob-
« tempérer à vos réquisitions. Nous ne sommes
« tous que par la loi : celui qui veut commander et
« usurper les fonctions qu'elle ne lui accorde pas,
« n'est pas républicain.

« Quand vous étiez représentant du peuple, vous
« aviez des pouvoirs illimités; tout le monde se fai-
« sait un devoir de vous obéir : aujourd'hui vous
« êtes commissaire du gouvernement, investi d'un
« très-grand caractère; une instruction positive a
« réglé vos fonctions, tenez-vous-y. Je sais bien que
« vous répéterez ce propos que je ferai comme Du-
« mouriez : il est clair que le général qui a la pré-
« somption de commander l'armée que le gouver-
« nement lui a confiée, et de donner des ordres
« sans un arrêté des commissaires, ne peut être
« qu'un conspirateur. »

C'était ainsi que le général Bonaparte écrivait au Directoire et à son commissaire à l'armée d'Italie. Il était difficile de déclarer plus franchement l'indépendance de sa position et la supériorité de sa politique. Cet homme, qui prescrivait la modération et la sagesse à son gouvernement, était né sous un ciel brûlant; il était victorieux, il avait imposé la paix aux souverains du Piémont, de Parme, de Modène, de Naples et de Rome; et il n'avait pas

vingt-huit ans ! Quelques jours avant, il confiait en quatre mots au Directoire la destinée de la campagne qu'il méditait, avec ses quarante mille hommes, contre les soixante mille de Wurmser : « *Malheur, disait-il, à qui calculera mal.* »

Cent quarante pièces de canon sont devant Mantoue depuis le 18 juillet : la tranchée est ouverte à cinquante toises du chemin couvert. Le 22, le gé-

néral en chef se rend à Milan, où il obtient l'entière exécution du traité avec le roi de Sardaigne, et termine l'organisation intérieure de la Lombardie. Toute l'Italie est alliée ou soumise ; elle est occupée par les troupes, ou enchaînée par les pactes de la république, depuis les Alpes de la Savoie jusqu'au détroit de Scylla. Mantoue seule et Wurmser tiennent encore en suspens la victoire française.



CHAPITRE IV.

(De la fin de juillet à la fin de septembre 1796.)

BATAILLES DE LONATO, DE CASTIGLIONE. — PRISE DE VÉRONE. — SECONDE BLOCUS DE MANTOUE. — BATAILLES DE BOZZARDO, DE ZAMANO, DE SAINT-GEORGES. — TROISIÈME BLOCUS DE MANTOUE.

L'armée française était de quarante mille hommes, dont trente-trois mille présents sous les armes, allaient faire la guerre active contre un nombre presque double de combattans réunis sous les drapeaux du feld-maréchal Wurmser. De faibles garnisons gardaient Ferrare, Livourne, Coni, Tortone, Alexandrie, Milan, Piaaighettone; et sept à huit mille hommes campaient devant Mantoue avec le général Serrurier. Le quartier-général français était à Castel-Novo; l'armée tenait le haut et bas Adige, la Chièse, et s'étendait à Salo, depuis les défilés du Tyrol jusqu'à Porto-Legnago, occupant la Corona, Monte-Baklo, Rivoliet Véronc. La division Masséna, placée dans les deux dernières villes, formait le centre, et se composait de quinze mille hommes; celle d'Augereau, de huit mille hommes, formait la droite; celle de Sanret, de quatre mille, la gauche; entre la droite et le centre était la réserve, forte de six mille hommes. Wurmser avait son quartier-général à Trente; ses forces se trouvaient divisées en trois corps, deux de vingt mille hommes, commandés par les généraux Davidowitch et Quasdanowitch, et l'autre de trente mille hommes, sous ses ordres. Le feld-maréchal conduisait le centre, Davidowitch la gauche, Quasdanowitch la droite. Le 29 juillet, les Autrichiens commencèrent leur mouvement général, et débouchèrent du Tyrol italien sur plusieurs positions de l'armée française. Joubert défendit la Corona toute la journée, et se replia enfin sur le plateau de Rivoli, que Masséna avait dû évacuer. L'ennemi s'était également emparé de Brescia; il tenait aussi Salo, évacué par le général Sauret après une brillante résistance. Les

colonnes autrichiennes couvraient les hauteurs de Véronc, la rive gauche de l'Adige, stationnaient à Gavardo, menaçaient Ponte-San-Marco et Lonato, et, par la direction des différens corps, étaient à la fois sur Milan, sur Crémone et sur Mantone. Ces deux jours de progrès de la grande armée de Wurmser, une fois plus forte que l'armée française, découvrirent au général Bonaparte le plan des ennemis. L'infériorité numérique de ses troupes ne lui permettait pas de livrer bataille à l'armée autrichienne réunie; il ne devait chercher qu'à la battre en détail, comme il l'avait fait depuis l'ouverture de la campagne. Il devait, avant tout, empêcher Wurmser de se réunir à Quasdanowitch sur le Mincio. Son génie lui inspira alors subitement la résolution d'abandonner devant Mantoue la tranchée, les ouvrages, les cent quarante pièces de canon de siège; en un mot, de lever le blocus, et d'aller conquérir encore par de nouveaux triomphes le pouvoir de le reprendre. Le général Serrurier brûla ses affûts, noya ses poudres, encloua les canons, enterra les projectiles, et dans la nuit du 31 juillet, rejoignit l'armée active. Après un conseil de guerre, où Angereau vota pour l'attaque, le général en chef mit l'armée en mouvement contre Quasdanowitch sur Brescia.

Ici commence cette suite de victoires que nos soldats nommèrent la campagne des cinq jours. Bonaparte s'attacha à la division Quasdanowitch, plus engagée que les autres. Les combats de Lonato, de Salo, la reprise de Brescia, d'où l'ennemi n'eut pas le temps d'emmener ses prisonniers, forcèrent Quasdanowitch à la retraite, et l'isolèrent entière-

ment de Wurmser, qui était en marche sur Mantoue, où il entra avec deux divisions. Le 3 août, les quinze mille hommes de Masséna furent assaillis à Lonato par les vingt-cinq mille Autrichiens de Quasdanowitch. Masséna se vit forcé dans ses positions; Lonato fut pris; mais le général en chef se mit à la tête des troupes, enfonça le centre de l'ennemi, et l'on reprit Lonato au pas de charge. Augereau attaqua l'avant-garde de Wurmser, qui couvrait Castiglione, et s'en empara.

La bataille de Lonato annonçait les journées de Castiglione. Wurmser n'avait plus trouvé Serrurier devant Mantoue, et revenait trop tard sur Castiglione, où Bonaparte s'était fortifié. Quasdanowitch errait avec les débris de sa division pour se réunir à Wurmser. Après avoir reconnu l'armée ennemie devant Castiglione, et décidé la position de la bataille pour le lendemain 5, le général français se rendit à Lonato, afin de presser le mouvement de toutes ses troupes sur Castiglione. L'ennemi, battu dans les journées du 1^{er} et du 3 août, était poursuivi avec acharnement, et perdait des bataillons entiers qui déposaient les armes. Une de ses colonnes, avertie qu'il n'y avait à Lonato qu'un millier de Français, s'y porta tandis que le général Bonaparte y entrait. Le parlementaire qui venait sommer la petite garnison française fut amené au général en chef. Bonaparte lui fit débâcher les yeux, le reçut au milieu de son nombreux état-major, et lui dit : « Allez dire à votre général que je lui donne huit minutes pour poser les armes; il se trouve au milieu de l'armée française; passé ce temps, il n'aurait rien à espérer. » Cette ruse audacieuse réussit. Le général autrichien, effrayé, se rend avec deux mille hommes et quatre pièces de canon. Pendant que la présence d'esprit du général Bonaparte lui livrait une colonne autrichienne une fois plus forte que la sienne, ses troupes surprenaient aussi le camp de Quasdanowitch à Gavardo, et mettaient en fuite quinze mille Autrichiens. L'armée française se rallia, et la nuit elle fut concentrée sur Castiglione. C'était préluder à d'illustres succès par des succès bien heureux.

Le 5, au point du jour, notre armée forte de vingt-cinq mille hommes, égale à celle de Wurmser, était sur les hauteurs qui dominent cette place. Bonaparte avait donné ordre au général Serrurier de marcher la nuit, et de tomber au jour sur les derrières de Wurmser. Ce mouvement fut exécuté par Fiorella, qui remplaçait Serrurier, malade. Son canon surprit les Autrichiens, qui croyaient n'avoir rien laissé derrière eux; ils furent étonnés par cette agression imprévue. Bonaparte avait bien calculé cet effet moral; il se précipita sur l'ennemi; Masséna attaqua la droite, Augereau le centre, Fio-

rella la gauche. Wurmser fut repoussé en désordre sur la rive gauche du Mincio, d'où il communiquait avec Mantoue. Mais Augereau se porta sur Borghetto, et Masséna sur Peschiera, qui était bloquée. Le général Guillaume se trouvait dans cette place avec quatre cents hommes, et en avait fait murer les portes. A la tête de la 18^e demi-brigade de ligne, le colonel Suchet mit les Autrichiens en déroute, leur prit dix-huit canons, et délivra Peschiera. Bonaparte poursuivit ses succès sur Vérone, où était Wurmser. Les portes furent brisées à coups de canon; les Français envahirent la ville, et y firent un grand nombre de prisonniers. Wurmser avait perdu la ligne du Mincio; il se concentra sur Monte-Baldo. Masséna força cette belle position et reprit la Corona. Rejeté sur le Tyrol italien, Wurmser se retira à Roveredo et à Trente avec la moitié de son armée. Du 29 juillet au 12 août, il avait perdu soixante-dix pièces de canon et quarante mille hommes dont quinze mille prisonniers. Il est vrai qu'il avait ravitaillé Mantoue, où il avait laissé une bonne garnison de quinze mille hommes, et que l'armée française ne pouvait réparer la perte de l'immense artillerie de siège laissée devant cette ville; aussi le général Bonaparte dut-il se contenter d'ordonner un étroit blocus dont il chargea encore la division Serrurier, commandée par le général Sahuguet. Le 24 août, l'ennemi, chassé de toutes ses positions extérieures, était refoulé dans la place. Ce fut le second blocus de Mantoue.

Dans les trois premiers jours de la marche de Wurmser, où la division de Masséna, forcée par le nombre, avait dû abandonner à la fin plusieurs de ses positions, le général Bonaparte connut l'esprit de l'Italie; ces jours furent des jours d'épreuve pour la fidélité des princes avec lesquels il avait traité. Le pape donna le premier l'exemple de la perfidie; il crut au triomphe des Autrichiens, et cessa de croire au traité de Tolentino. Son infailibilité se trouva en défaut, et l'honneur de la tiare fut compromis. Aussitôt après la levée du siège de Mantoue, le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, avait précébé l'insurrection, et il était entré à main armée dans la citadelle de cette ville. Six jours après, la victoire de Castiglione couronna nos armes. Le cardinal, mandé à Brescia par le général en chef, vint, s'humilia devant le vainqueur, et lui dit ce seul mot : *peccarò*. Bonaparte l'envoya, en punition ecclésiastique, pendant trois mois dans un séminaire. La régence de Modène avait partagé la confiance du Saint-Siège; les oligarchies de Gènes et de Venise avaient également rêvé la ruine des Français. Une armée napolitaine, malgré la récente négociation du prince Dignatelli, se préparait à marcher aussi sur l'État romain, pour donner, d'un

côté, la main aux Autrichiens, et de l'autre aux Anglais qui assiégeaient Livourne. On ne voyait plus dans les armistices que des saufs-conduits du moment pour les ennemis vaincus. C'était la conspiration des traités contre les Français; mais il leur restait de fidèles alliés dans les populations de Bologne, de Ferrare, de Reggio, de Modène, de Parme, qui avoient toutes embrassé avec ardeur et qui conservèrent avec courage les principes républicains. Cette guerre des nations contre les rois était légitimée à leurs yeux, moins par les souvenirs du despotisme qui les avait si long-temps opprimées, que par les violations des traités qui venaient de placer ces peuples dans une condition meilleure. Cependant, mieux avisée que la couronne de la péninsule italique, l'Espagne, frappée de la prépondérance exclusive que l'Angleterre allait s'arroger sur les mers si la France restait sans alliés maritimes, l'Espagne avait signé à Saint-Jedonse, le 19 août, un traité offensif et défensif avec la république. Cette haute démarche, conseillée par une saine politique, fut d'un grand poids en Europe pour la fortune française, et imposa silence aux inimitiés piémontaises et napolitaines.

Vingt jours termineront la guerre active de Wurmscr. Renforcé par vingt mille hommes dans le Tyrol, où Davidowitch reste avec vingt mille, le vieux feld-marchal se porte, de sa personne, avec vingt-six mille, de la ville de Trente sur Mantoue pour en faire lever le blocus. Sa marche s'opère sur les gorges de la Brenta, Bassano, le Bas-Adige. Le général Bonaparte n'a reçu que six mille hommes de l'armée des Alpes; mais il a pénétré le projet de Wurmscr; et fidèle à son plan de consommer la destruction de l'ennemi en continuant de l'attaquer en détail, il veut lui ôter tout moyen de retraite en s'emparant du Trentin où il va surprendre Davidowitch. Cependant Kilmaine, avec trois mille hommes, doit courrir sur l'Adige le blocus de Mantoue. Vérone, mise en état de défense, est gardée, ainsi que Legnago, par le même général; alors Bonaparte met en mouvement l'armée française.

Le 1^{er} septembre, Vaubois se dirige sur Trente par la chaussée de la rive droite de la Chièse, Masséna par celle de la rive gauche; Augereau suit également cette rive par la route de la montagne. L'avant-garde de Vaubois emporte le pont de la Sareo; celle de Masséna; la position de Scavallo; et le 4 septembre, s'engage la bataille de Roveredo, où les Autrichiens, enfoncés de toutes parts, entrent pêle-mêle avec les Français, et sont poursuivis jusqu'aux défilés réputés inexpugnables de Caliano. Cette position est occupée par la réserve de Davidowitch, et protégée par de fortes batteries. Une colonne serrée de neuf bataillons s'élançe dans le dé-

filé et culbute l'ennemi. L'armée continue d'avancer toute la nuit, et le 5, à la pointe du jour, elle arrive à Trente: Davidowitch est déposé de toutes ses positions. La victoire de Roveredo donne à la république sept mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux; elle seconde aussi les vues du général Bonaparte: Wurmscr est coupé du Trentin et du Tyrol!

Dans la nuit suivante, Bonaparte fut instruit par le général Kilmaine, que Wurmscr, en mouvement sur l'Adige, menaçait Vérone. Le quartier-général autrichien était à Bassano le 7, et l'arrière-garde de Wurmscr à Primolano, pour fermer les gorges de la Brenta. Bonaparte prend sur-le-champ la résolution d'aller, à marches forcées, arrêter Wurmscr. Mais avant de se précipiter des montagnes du Tyrol à la poursuite de son ennemi, il dispose, par cette proclamation, les habitans à adopter l'administration qu'il établit:

TYROLIENS!

« Vous sollicitez la protection de l'armée française, il faut vous en rendre dignes. Puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée, con- traignez ce petit nombre d'hommes opiniâtres à se soumettre. Leur diète insensée tend à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre. La supé- riorité de nos armes est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or de l'An- gleterre, se trahissent; ce malheureux prince ne fait pas un pas qui ne soit une faute. Vous voulez la paix! Les Français combattent pour elle. Nous ne passons sur votre territoire que pour obliger la cour de Vienne de se rendre au vœu de l'Europe désolée, et d'entendre le cri de ses peuples. Nous ne venons pas ici pour nous agrandir; *La nature a tracé nos limites au Rhin et aux Alpes* dans le même temps qu'elle a posé au Tyrol les limites de la maison d'Autriche. Tyroliens! quelle qu'ait été votre conduite passée, rentrez dans vos foyers; quittez des drapeaux tant de fois battus et impuis- sans pour vous défendre. Ce n'est pas quelques ennemis de plus que peuvent redouter les vain- queurs des Alpes et de l'Italie; mais c'est quelques victimes de moins que la générosité de la nation m'ordonne de chercher à épargner. Nous nous sommes rendus redoutables dans les combats; mais nous sommes les amis de ceux qui nous re- çoiwent avec hospitalité, etc. »

Bonaparte partit le 6, au jour. Il y a vingt lieues de Trente à Bassano, où il voulait battre Wurmscr: le lendemain matin, les deux avant-gardes se trou- vèrent en présence à Primolano, qui fut emporté, ainsi que le fort de Cavolo. Rien ne résista à l'impé- tuosité française. Cette journée coûte à l'ennemi

quatre mille prisonniers, douze pièces de canon et une grande quantité de caissons. Dans le même moment, Kilmaine était chargé à Vérone par une division du corps de Wurmser : elle fut repoussée, et demanda du renfort à son général en chef, qui, de son côté, se voyant pressé sur Bassano, l'appela à lui, mais inutilement. Le 8, le général Mezaros, qui commandait cette division, n'était encore qu'à Montebello, et Wurmser perdait la bataille de Bassano. L'armée ennemie, forte de vingt mille hommes en ligne, sur laquelle se réfugièrent les débris des troupes en position dans les gorges de la Brenta, attaquée à sa gauche par Augereau, à sa droite par Masséna, fut brisée sur tous les points, et rejetée dans la ville de Bassano. Comme à Lodi, on franchit le pont en colonne serrée. A trois heures, Bassano était à nous. Six mille prisonniers, trente pièces de canon, un parc immense de bagages et de voitures attelées, deux équipages de pont, restèrent au pouvoir des Français. Wurmser n'avait plus qu'un reste d'armée, et toute communication lui était fermée avec les États héréditaires. Quasdanowitch, en marche sur Bassano, dut se replier vers le Frioul avec trois mille hommes. Mezaros avait rallié son général en chef à Vicence. Wurmser, privé de ses équipages de pont depuis sa défaite à Bassano, ne pouvait plus repasser l'Adige, et il était infailliblement pris avec sa petite armée, sans la coupable négligence du commandant de Legnago, qui ayant manqué de cœur pour se maintenir dans ce poste, manqua de tête en l'abandonnant tout à coup, et ouvrit une route à l'ennemi désespéré. Wurmser, instruit de cette évacuation, entra à Legnago sans coup férir, fit passer l'Adige à son armée, et se porta sur Mantoue.

Dans sa retraite, Wurmser força les Français à Cérès, où le général en chef, accouru au secours de l'avant-garde culbutée, faillit être fait prisonnier ; il s'empara aussi de Villa-Impenta, dont Sahuguet avait négligé de couper le pont, et de Due-Castelli, défendu par un bataillon. Wurmser dut ces trois avantages consentis à sa nombreuse cavalerie, à la faiblesse des détachemens qui occupaient les positions avancées du blocus, et à la non exécution des ordres du général Bonaparte, qui avait prescrit la destruction des ponts de la Molinella pour arrêter la retraite de l'ennemi sur Mantoue. Ces succès le déterminèrent à continuer de tenir la campagne ; et, à la tête de la garnison de Mantoue, où ne restèrent que cinq mille hommes, il campa entre le faubourg Saint-Georges et la citadelle. Son armée ainsi recrutée présentait un effectif de vingt-cinq mille hommes ; l'armée française comptait vingt-quatre mille combattans. Le choc eut lieu le 19 ; il prit le nom de bataille de Saint-Georges. Les deux ailes

furent bientôt engagées. Sur la gauche, la division Bon fléchit un moment, mais Masséna déboucha sur le centre en colonne ; cette habile manœuvre porta le désordre dans les rangs autrichiens, et décida la victoire. Le combat fut sanglant et acharné ; enfin, l'ennemi laissa trois mille prisonniers, trois drapeaux, onze pièces de canon, et conrut se renfermer dans Mantoue. Deux jours après, Wurmser, maître de Scraglio, jeta un pont sur le Pô et ravitailla la place. Le 23, il tenta de se porter encore sur l'Adige en attaquant le poste de Governolo ; mais il échoua, et sacrifia un millier d'hommes et six pièces de canon. Le général Kilmaine, à la tête de la division Serrurier, mit fin, le 1^{er} octobre, à la guerre de Wurmser : il entra dans le Scraglio, reprit les positions de Pradella et Cérèse, et Mantoue fut étroitement bloquée.

Le troisième blocus de Mantoue était formé ; la troisième armée autrichienne était détruite : il n'existait des soixante-dix mille hommes dont elle était composée au 1^{er} juin, que seize mille hommes arrêtés dans Mantoue avec le général en chef, et dix mille hommes fugitifs dans le Tyrol avec Davidowitch et Quasdanowitch. Cette armée avait perdu soixante-quinze pièces de canon, trente généraux, vingt-deux drapeaux. L'aide-de-camp Marmont, que Bonaparte avait trouvé à Toulon lieutenant d'artillerie, porta au Directoire les drapeaux enlevés aux batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges. On peut dire, de cette époque, que les soldats de l'armée d'Italie, en montrant par des prodiges tout ce que les Français peuvent devenir sous un grand capitaine, étaient les premiers soldats de la république et du monde. Mais quels généraux marchaient à leur tête, dans cette mémorable campagne ! et quelle part de gloire revient à leur valeur dans la gloire du général en chef qui eut le bonheur de trouver de tels instrumens de ses desseins et de son génie ! Quels hommes, que l'instripide Augereau, qui se jouait de tous les périls ; que l'habile Joubert, qu'aucun événement ne pouvait étonner ; et surtout que l'illustre Masséna, déjà digne de conduire une armée ! Au près d'eux se distinguent comme des rivaux d'audace et de talent, les Vaubois, les Sahuguet, les Kilmaine, les Bon, les Serrurier ; tandis qu'on voit briller au second rang Saint-Hilaire, Leclerc, Suchet, Murat, qui ne font que commencer une carrière qui doit être si pleine d'exploits chevaleresques, et Lannes, qu'on pouvait déjà appeler le brave des braves. Je ne puis citer les autres officiers parmi lesquels existent déjà tant de futurs généraux dont les noms attendent leur célébrité ; mais qu'ils reçoivent le tribut d'éloges qui leur est dû dans la personne du colonel Rampon, le généreux commandant

des héros de la redoute de Monte-Legino.

N'ayant plus d'ennemis à combattre, l'armée d'Italie prit du repos, mais du repos sous les armes. Vaubois se retraucha, avec dix mille hommes, sur les bords du Lavis, et occupa la ville de Trente. Masséna, avec le même nombre, s'établit à Bassano; il observait le passage de la Piave. Augereau gardait l'Adige à Vérone avec dix mille hommes.

Kilmaine, avec huit mille hommes, dirigeait le blocus de la ville imprenable. La réserve de cavalerie portait l'armée victorieuse à environ quarante mille combattans. Satisfait de ces dispositions, qui assuraient le succès de la dernière campagne, et peut-être de celle qui allait la suivre, Bonaparte était revenu à Milan, où le rappelaient les intérêts politiques dus à ses nouveaux triomphes.



CHAPITRE V.

(Du 2 au 24 octobre 1794.)

LA CORSE EST DÉLIVRÉE DES ANGLAIS. — SIGNATURE DE LA PAIX DE NAPLES. — ARRIVÉE A PARIS DE LORD MALMESBURY, PLÉNIPOTENTIAIRE POUR LA PAIX. — TRAITÉ OFFENSIF ET DÉFENSIF ENTRE LA FRANCE ET LE PIÉMONT. — RUPTURE DE L'ARMISTICE DE MODÈNE. — LE PAPA REFUSE DE RATIFIER LE TRAITÉ.

Pendant que l'armée se repose dans ses cantonnemens, Bonaparte veille sur les ennemis de la France, sur les besoins de la prochaine campagne, sur la prospérité de la patrie. Il a déjà contracté, dans les intervalles de la guerre, l'habitude de ce prodigieux travail de cabinet, qui seul parait pouvoir lui faire oublier les fatigues militaires. Sa correspondance avec le Directoire, avec les ministres de la république accrédités aux différentes cours d'Italie, avec les souverains et avec les généraux, le place au rang des hommes les plus remarquables de l'histoire. Déjà il était obligé de ne chercher qu'en lui seul les moyens de résister aux nouveaux orages que la maison d'Autriche, soutenue par les dispositions hostiles des gouvernemens de Gènes, de Venise, de Modène, de Naples, de Toscane, et par l'action perpétuelle de l'Angleterre sur tous ces États, pouvait encore rassembler contre sa petite armée. Il annonçait au Directoire qu'il s'attendait à être attaqué bientôt par cinquante mille Autrichiens que des échecs successifs de l'armée de Sambre-et-Meuse sous Jourdan, et l'hivernage des armées impériales sur le Rhin, allaient rendre disponibles; il demandait quinze mille hommes avec instance. Le Directoire lui en promettait une partie, et le pressait toujours de prendre Mantoue. Parmi les moyens qu'on lui indiquait pour parvenir à cette conquête importante, il en était un auquel le général Bonaparte n'avait pas songé, et qui donne la mesure de la politique révolutionnaire des chefs de ce gouvernement. Le 1^{er} octobre, La Révellière-Lépeaux lui écrivait : « Vous trouverez ci-joint un » arrêté relatif à Wurmsér; ce général ennemi que » vous avez battu si souvent, et qui touche à sa » dernière défaite dans la place que vous assiégez.

« se trouve dans le cas des lois de la république » relatives aux émigrés. Nous vous laissons à juger » s'il convient de lui donner connaissance de cet » arrêté pour la déterminer à rendre Mantoue, en » lui faisant craindre d'être traduit à Paris et d'y » être jugé comme émigré. » Certainement, à la réception d'une pareille lettre, le général Bonaparte était bien fondé à n'espérer qu'en lui seul pour le triomphe de ses desseins.

Le moment était venu de chasser les Anglais de la Corse. Le commissaire du gouvernement, Salicetti, écrivait de Livourne au général en chef, et lui rendait compte de l'exécution de ses ordres pour l'entreprise relative à l'affranchissement de leur commune patrie. Tout se préparait dans le pays à un soulèvement universel. Le général Gentili devait mettre à la voile avec trois cents réfugiés; le général Casalta était parti; on rassemblait à Livourne une division corse. La prise de l'île devait tenir en respect l'Angleterre, et inspirer la crainte aux cours de Rome, de Naples et de Toscane. Bonaparte a commencé l'alliance de la politique avec la guerre. Cette science est inconnue à son gouvernement; il la suivra malgré tous les obstacles, et il sera justifié par le succès. L'ambassadeur Cacault lui mandait de Rome : « Je crois qu'on ne signera le traité pro- » posé, ni à Rome, ni à Naples, sans la présence » des armées... Cette ligue entre l'Empereur, Rome » et Naples, serait bientôt fortifiée par l'adhésion » de Venise, de Turin, de la Toscane, si on pou- » vait se flatter de nous chasser de l'Italie. » De son côté, Bonaparte écrivait au Directoire qu'il fallait rompre l'armistice de Modène, où se fomentait la conspiration contre les Français. « Mais, disait-il, » comme il ne faudrait pas que notre rupture avec

« Modène arrivât dans un instant où je ne pourrais
« disposer de quinze cents hommes pendant quel-
« ques jours, vous pourriez déclarer à l'envoyé de
« Modène que vous me chargez de la conclusion de
« la paix avec son prince. Il viendrait alors au
« quartier-général, ayant soin de lui signifier qu'il
« y soit rendu avant douze jours. Je lui déclarerais
« alors que toutes négociations sont rompues....
« Vous auez alors Modène, Reggio, Bologne et
« Ferraro... Les États de Modène arrivent jusqu'au
« Mantouan. Vous sentez combien il nous est inté-
« ressant d'y avoir, au lieu d'un gouvernement en-
« nemi, un gouvernement comme celui de Bologne,
« qui nous est entièrement dévoué. Nous pourrions,
« à la paix générale, donner le Mantouan au duc
« de Parme, ce qui serait politique sous tous les
« rapports. Il serait utile que vous fissiez connaître
« cela à l'ambassadeur d'Espagne, pour que cela
« revienne au duc de Parme, ce qui l'engagerait à
« nous rendre beaucoup de services.... Il ne serait
« point indifférent que le duc de Parme rennît à
« notre armée un de ses régimens... Les habitans
« regarderaient notre cause comme la leur, ce qui
« est toujours beaucoup, etc. » Dans la même dé-
« pêche, Bonaparte dévoile au Directoire la conduite
« et le caractère du général Willot, qui commande à
« Marseille.

« Quand on n'a égard à aucune autorité con-
« stituée, que l'on déclare en masse tous les
« habitans de plusieurs départemens indignes du
« nom de citoyens, on veut ou se former une
« armée considérable, ou faire naître la guerre
« civile. »

Bonaparte avait deviné ce général, qui se mit,
l'année suivante, à la tête de la conspiration de
fructidor. Il ajoutait : « Je me croirais déshonoré
« de souffrir qu'un général sous mes ordres ne soit
« qu'un instrument de faction. »

Dans une autre dépêche, il donne au Directoire
le tableau de sa position vis-à-vis des gouvernemens
de l'Italie, et de leur alliance secrète contre la ré-
publique, avec laquelle ils sont en paix.

« La république de Venise a peur : elle trame
« avec le roi de Naples et le pape. De tous les peu-
« ples d'Italie, le vénitien est celui qui nous hait
« le plus. — Le roi de Naples a soixante mille
« hommes sur pied ; il ne peut être détrôné que par
« dix-huit mille hommes d'infanterie, et trois
« mille de cavalerie. Il serait possible que, de con-
« cert avec l'Autriche et Rome, il portât un corps
« sur Rome, sur Bologne et Livourne. — Le grand-
« duc de Toscane est nul sous tous les rapports,
« ainsi que le duc de Parme. — Rome est forte par
« son fanatisme. — Le roi de Sardaigne fomente la
« rébellion des Barbets. Si Rome et Naples agissent

« contro nous, il faudra trois mille hommes de plus
« dans les places du Piémont. — Si vous persistez
« à faire la guerre à Rome et à Naples, il faut vingt-
« cinq mille hommes de renfort, qui, joints à vingt
« mille, nécessaires pour tenir tête à l'Empereur,
« sont des forces de quarante-cinq mille hommes
« qu'il me faudrait. — Je crois que vous ne pouvez
« faire à la fois la guerre à Naples et à l'Empereur.
« La paix avec Naples est de toute nécessité. Restez
« à Rome en état de négociation ou d'armistice,
« jusqu'au moment de marcher sur cette ville su-
« perbe. — Si nous sommes battus sur le Rhin il
« nous convient de faire la paix avec Rome et avec
« Naples. Il est une autre négociation qui devient
« indispensable : c'est un traité d'alliance avec le
« Piémont et Gènes. Je voudrais donner Massa et
« Carrara et les fiefs impériaux à Gènes, et la faire
« déclarer contre la coalition. Je n'avais jamais
« compté qu'après avoir détruit en une campagne
« deux armées à l'Empereur, il en aurait eu une plus
« puissante, et que les deux armées de la république
« hiverneraient bien loin du Danube ; le projet de
« Trieste et de Naples était fondé sur des supposi-
« tions. On a montré au pape tout le traité à la
« fois : il fallait au contraire préalablement l'obli-
« ger à se prononcer sur le premier article ; mais,
« surtout, on ne devait pas choisir l'instant où l'ar-
« mée était dans le Tyrol, et l'on devait avoir à l'ap-
« pui un corps de troupes à Bologne, qui se serait
« accru par la renommée. Cela nous coûte dix mil-
« lions, cinq en denrées, et tous les chefs-d'œuvre
« d'Italie, qu'un retard de quelques jours nous
« aurait donnés. Tous ces pays sont si peuplés, la
« situation de nos forces est si connue, tout cela
« est tellement travaillé par l'Empereur et l'Angle-
« terre, que le succès change tous les quinze jours. »
La dépêche du 8 aborde la vérité et la nécessité avec
encore plus de franchise : « Mantoue ne pourra pas
« être prise avant le mois de février. — Vous verrez
« par là que notre position en Italie est incertaine
« et notre système politique très-mauvais. — Trieste
« est aussi près de Vienne que Lyon l'est de Paris :
« en quinze jours les troupes y arrivent. L'Empe-
« reur a déjà de ce côté-là une armée. — On gâte
« tout en Italie. Le prestige de nos forces se dissipe.
« L'on nous compte. Diminuez vos ennemis. L'in-
« fluence de Rome est incalculable. — On a très-mal
« fait de rompre avec cette puissance : tout cela sera
« à son avantage. Si j'eusse été consulté sur tout
« cela, j'aurais retardé la négociation de Rome
« comme celle de Gènes et de Venise. Toutes les fois
« que votre général, en Italie, ne sera pas le centre
« de tout, vous courrez de grandes risques. On
« n'attribuera pas ce langage à l'ambition : je n'ai
« que trop d'honneurs ; et ma santé est tellement

« *délabrée que je me crois obligé de vous demander un successeur.* »

La conversion de l'Italie au système républicain était le projet dominant de ce grand capitaine, qui, au milieu des camps, cultive les sciences, et donne à son gouvernement les leçons de la plus haute politique. Il l'a instruit du dessein qu'il a formé de composer un faisceau auxiliaire de la république, des villes qui s'en sont déclarées les amies ; il écrit en conséquence au commissaire du gouvernement Garrau, le 9 octobre : « Il faudrait réunir un congrès à Modène et à Bologne, et le composer des députés des États de Ferrare, Bologne, Modène et Reggio. — Il faudrait avoir soin qu'il y eût parmi ces députés des nobles, des prêtres, des cardinaux, des négocians et de tous les états, généralement estimés patriotes. On y arrêterait : 1° l'organisation de la légion italienne ; 2° on ferait une espèce de fédération pour la défense des communes ; 3° ils pourraient envoyer des députés à Paris pour demander leur liberté et leur indépendance. — Cela produirait un très-grand effet, et serait une base de méfiance et d'alarmes pour les potentats de l'Europe. Il est indispensable que nous ne négligions aucun moyen pour répondre au fanatisme de Rome, pour nous faire des amis, et pour assurer nos derrières et nos flancs. » Cette application nerve et savante de la politique à la guerre n'abandonna jamais la pensée de Bonaparte dans tout le cours de sa vie. La campagne d'Italie n'est pas seulement pour lui l'école pratique de cette stratégie supérieure qu'il a inventée : elle l'est encore de cette suprématie d'État qui a mis, pendant quinze ans, l'Europe à ses pieds et la France au faite des prospérités humaines. Il faut remarquer que le général Bonaparte parle toujours de l'indépendance nationale aux descendans du peuple romain, au lieu que le Directoire ne cherchait qu'à en faire les serfs de la liberté française. Aussi, par ce congrès lombard, Bonaparte prépare la haute Italie aux gouvernemens libres et républicains qui vont être les monumens de ses victoires. L'Italie autrichienne sera émancipée aussitôt que la chute de Mantoue en aura décidé l'affranchissement.

Mais Bonaparte est loin de trouver dans le Directoire des hommes qui le comprennent. Ce gouvernement lui écrivait, le 11 octobre : « La politique et nos intérêts bien entendus, bien envisagés saiment, nous prescrivent de mettre des bornes à l'enthousiasme des peuples du Milanais, qu'il convient de maintenir toujours dans des sentimens qui nous soient favorables, sans nous exposer à voir prolonger la guerre actuelle par une protection ouverte, et en les encourageant trop fortement à manifester leur indépendance. » Ainsi,

le directoire voulait seulement prêter la liberté à ces nations, en raison de son intérêt du moment, et il se proposait de les abandonner, en raison de ce qu'il appelait *ses insuccès en Allemagne*, et de faire de leur pays *le gage d'une paix durable*. Ses vues à cet égard étaient si bien arrêtées, que redoutant qu'il ne restât quelque exception à cette singulière doctrine, il ajoutait : « ce que nous avons dit sur l'indépendance du Milanais s'applique à Bologne, Ferrare, Reggio, Modène, et à tous les autres petits États d'Italie. » La suite de cette dépêche est consacrée tout entière à la crainte de ne pas faire la paix assez tôt. Le Directoire avait poussé aussi loin que possible cette grande vertu républicaine, le désintéressement de sa propre gloire. Il s'arrangeait pour vivre tranquille et pour régner bourgeoisement sur la liberté. Il croyait encore que les peuples de l'Italie ne devaient songer à leur affranchissement que sous son bon plaisir. Mais le général en chef savait qu'il devait compte de sa conduite à la patrie, à l'armée, à l'histoire ; et il prenait aussi sur lui, dans ses lettres aux ministres de la république à Rome, à Gènes et à Venise, la responsabilité de la politique future et des traités actuels.

La correspondance du général Bonaparte avec le Directoire se termine à Milan, au 12 octobre. Avant de quitter cette capitale de ses conquêtes, il désigne au Directoire les officiers et les employés civils dont il veut débarrasser l'armée ; il signale avec la plus grande vigueur la dilapidation, et imprime aux noms des coupables une tache qui n'est point encore effacée. « En leur faisant une guerre ouverte, dit-il, il est clair que j'intéresse contre moi mille voix qui vont chercher à pervertir l'opinion. Je comprends que s'il y a deux mois je voulais être duc de Milan, aujourd'hui je voudrais être roi d'Italie. — Les charrois sont pleins d'émigrés ; ils s'appellent *royal charrois*, et portent le collet vert sous mes yeux. » Il donne le détail des frais de sa campagne : depuis six mois il n'a dépensé que onze millions ; il en a envoyé vingt au Directoire. Aucune partie du service civil, de l'administration de l'armée, n'échappe à son investigation, et il met toujours le remède à côté du mal. Il demande la création d'un ordonnateur des contributions, qui corresponde avec le ministre des finances. Cette proposition est faite directement contre les commissaires du Directoire aux armées. Il aborde franchement la question : « Peut-être pensez-vous, dit-il, qu'il ne convient pas de donner une compétence de détail à des hommes qui ont une responsabilité morale et politique. Si, selon l'esprit de vos instructions, vos commissaires ne doivent que surveiller, il faut que jamais ils n'agissent ; il y a en général une présomption défavorable contre

« ceux qui maient de l'argent. » C'était ainsi, et par la connaissance profonde qu'il prenait lui-même de toutes les parties de son administration militaire, qu'il se formait cet esprit d'ordre et d'économie qui a constamment étonné, pendant son règne, l'intendant-général de ses armées, le grand-maréchal de son palais et ses ministres. Au milieu de toutes ces occupations différentes, il veille également sur la sûreté des pays qu'il occupe : « Je fais fortifier Pizzigottone, Reggio, et tous les bords de l'Adda. » J'ai fait fortifier également les bords de l'Adige ; « enfin, dans l'incertitude du genre de guerre que je ferai, et des ennemis qui pourront m'attaquer, je n'oublie aucune hypothèse, et je fais aujourd'hui tout ce qui peut me favoriser ; je fais mettre en même temps les châteaux de Ferrare et d'Urbino, près Bologne, en état de défense. Mantoue est hermétiquement bloquée, et cela avec sept mille hommes d'infanterie et quinze cents de cavalerie. »

Wurmser a trente mille bouches à nourrir ; la maladie fait des ravages considérables dans sa garnison ; il compte quinze mille malades aux hôpitaux ; on vit à Mantoue de chair de cheval. Les Autrichiens ont, au 17 octobre, quatorze mille hommes dans le Tyrol et quinze mille sur la Plave. Ils attendent trente mille hommes sous les ordres du feld-maréchal Alvinzi. « L'armée d'Italie, continue Bonaparte, a produit, dans la campagne d'été, vingt millions à la république, indépendamment de sa solde et de sa nourriture ; elle peut en produire le double pendant la campagne d'hiver. Si vous nous envoyez une trentaine de mille hommes, Rome et toutes ses provinces, Trieste et le Frioul, même une partie du royaume de Naples, deviendront notre proie ; mais pour se soutenir il faut des hommes. » Une autre dépêche, écrite également de Modène, annonçait au Directoire, qui avait voulu si impolitiquement ajourner l'expédition de la Corse, que la Méditerranée allait être libre, et que le commissaire Salicetti partait de Livourne pour cette île. Le même jour, Bonaparte donnait ordre au général divisionnaire Gentili de se rendre en Corse, pour y commander une division. Il lui désignait et les officiers du pays auxquels il confierait la garde des places, et l'espèce de services qu'il devait faire. « Vous accorderez, lui disait-il, un pardon général à tous ceux qui n'ont été qu'égarés. Vous ferez arrêter, et juger par une commission militaire, les quatre déportés qui ont porté la couronne au roi d'Angleterre, les membres du gouvernement, et les meneurs de cette infâme trahison, entre autres les citoyens Pozzo-di-Borgo, Bertolani, Peraldi, Stéfano, Tarteroli, Filippi et l'un des chefs de bandes qui seront convaincus d'avoir porté les armes contre la république. » Dans le même mo-

ment, le général en chef rendait compte au Directoire de la séance du congrès qui avait eu lieu à Modène, où une centaine de députés s'étaient assemblés ; il avait pris sur lui de rompre l'armistice avec le duc. « Je suis fâché, écrit-il au Directoire le 24 octobre, que votre lettre soit arrivée trop tard ; je vous prie de vous reporter aux circonstances où je me trouve : Rome imprimant des manifestes fanatiques ; Naples faisant marcher des forces ; la régence de Modène manifestant ses mauvaises intentions et rompant l'armistice en faisant passer des convois à Mantoue ; la république française se trouvant avilie, menacée. Ce coup de vigueur, de rompre l'armistice de Modène, a rétabli l'opinion et a réuni Bologne, Ferrare, Modène, Reggio, dans un même bonnet. Le fanatisme s'est trouvé déjoué ; et les peuples, accoutumés à trembler, ont senti que nous étions encore là. La république avait le droit de casser un armistice qui n'était pas exécuté. La régence même ne désavoue pas d'avoir envoyé des secours dans Mantoue. » C'est ainsi que Bonaparte préjudait aux préliminaires de Léoben. Il ajoutait : « Modène, Reggio, Bologne et Ferrare, réunis en congrès, ont arrêté une levée de deux mille cinq cents hommes, sous le titre de première légion italienne. — Voilà un commencement de force militaire qui, réunie aux trois mille cinq cents hommes que fournit la Lombardie, fait à peu près six mille hommes. Il est bien évident que si ces troupes, composées de jeunes gens qui ont le désir de la liberté, commencent à se distinguer, cela aura, pour l'Empereur et pour l'Italie, des suites très-importantes. — Dès l'instant que je saurai bien positivement que les Anglais ont passé le détroit, et que je saurai quelles sont vos intentions sur Naples, et où en sont vos négociations, je prendrai avec Rome le ton qu'il conviendra. »

Le mois d'octobre fut aussi heureux pour les négociations préparées ou favorisées par le conquérant de l'Italie, qu'il l'avait été pour ses armes. Le 9, une convention fut conclue à Paris, entre le Directoire et le gouvernement de Gènes, qui avait payé quatre millions à la France. L'Espagne, non contente d'avoir contracté une alliance offensive et défensive avec la république, publia, le 8 octobre, son manifeste contre l'Angleterre. Le 10, le Directoire, ayant enfin cédé au vœu si souvent et si fortement exprimé par son général, avait signé la paix de Naples. Le 22, la Corse, après avoir envoyé sa soumission à Bonaparte, et avoir expulsé les Anglais et leurs partisans, était rentrée sous la domination française. Enfin, le même jour, lord Malmesbury arrivait à Paris pour négocier la paix de l'Angleterre.

L'épée du général Bonaparte pesait dans la ba-

lance de l'Europe. On lui devait la paix de Turin, conséquence inévitable de l'armistice par lequel il avait enchaîné le Piémont : mais, oubliant l'influence et les conseils du vainqueur de Beaulieu et de Wurmsler, le Directoire ne savait pas résoudre à des concessions momentanées pour acquiescer l'alliance et la coopération du nouveau roi Charles-Emmanuel. Cependant, d'un côté, ce prince, perdant tout espoir d'obtenir de nous les indemnités de ses pertes, pouvait saisir la première occasion favorable de se rattacher à la coalition, et nous faire un mal immense ; tandis qu'au contraire le renfort que nous lui demandions nous aurait rendu des services inappréciables. Convaincu de ces vérités, et ne pouvant vaincre la résistance du gouvernement, Bonaparte prit sur lui de signer à Bologne, le 16 février 1797, un traité offensif et défensif avec le comte de Balbo ; mais le Directoire, jaloux de ses prérogatives, n'e l'approuva point, et renvoya l'affaire au général Clarke, qui se trouvait à Turin. L'arrangement ne fut terminé qu'après la signature des préliminaires de Léoben, et le contingent qu'Emmanuel s'était empressé de fournir nous manqua pendant toute la campagne. Au reste, cet arrangement lui-même n'obtint pas la sanction du Directoire.

Il en arriva de même pour le traité avec le duc de Parme, dans lequel le général Bonaparte engageait le Directoire à demander à l'Espagne, en vertu de l'alliance défensive et offensive, d'envoyer dix mille hommes à l'Infant. L'Espagne aurait eu d'autant moins de répugnance à donner cet appui, motivé sur la sûreté de l'Infant, que son traité avec la république avait délivré la Méditerranée des Anglais, décidé leur évacuation de la Corse, et qu'elle-même, le 8 octobre suivant, elle avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne.

Ce fut précisément le même jour, que le général en chef, autorisé par toutes les lois de la guerre, rompit l'armistice de Modène, dont la régence avait, au mépris des conventions, procuré des secours à Mantoue.

Il proclama l'indépendance des États de Modène ; et il en résulta une fédération armée, en faveur de la république, entre ce pays et les deux légions de Bologne et de Ferrare. Des légions italiennes marchaient sous le drapeau français, et les gardes nationales de Reggio avaient essayé avec succès les premières armes de leur liberté contre un détachement de la garnison de Mantoue.

L'armistice de Bologne avait eu lieu le 23 juin. Le Directoire gâta le traité à faire avec le pape : il disenta philosophiquement les affaires spirituelles, et le pape, qui vit la religion en danger, ne voulut point le ratifier. La république perdit seize millions

à cette ineptie du Directoire, qui ne devait s'occuper que du temporel. Dans l'intervalle, le Saint-Père s'adressa à la cour de Vienne, et trahit à Ferrare son armistice. La possibilité de punir la cour pontificale dépendait de la chute de Mantoue, et le traité de Tolentino répara, l'année suivante, les injures que la république avait reçues du Saint-Siège ; mais pendant plusieurs mois, grace aux fautes du Directoire, la tranquillité du midi de l'Italie et la sûreté de l'armée française furent compromises par les intrigues de Rome, de Vienne et de Naples ; et les démonstrations armées de cette dernière cour ne justifiaient que trop bien la prévoyance de Bonaparte, attestée par ses lettres au Directoire.

L'affaire de la Toscane avait été conduite exclusivement par le général en chef, et la négociation devint utile aux deux gouvernements. On ne fit en Toscane la guerre qu'aux Anglais, et dans la seule ville de Livourne, à qui on ôta même sa garnison française quand ils eurent abandonné la Méditerranée. Aussi, à la cessation des hostilités, le grand-duc conserva ses États.

La foi de Naples parut aussi douteuse après le traité qu'avant ; mais un traité était plus fort qu'un armistice. Celui-ci, qui fut signé le 5 juin, amena la paix du 10 octobre, et dès-lors les griefs que le général Bonaparte put avoir contre la cour de Naples, en raison des mouvemens extraordinaires qu'exécutaient ses armées, faisaient aussi peser sur elle une responsabilité que l'on devrait rappeler un jour. La série des infidélités étrangères commença aux guerres de la révolution.

Le Directoire se jeta à la tête de l'Autriche, à la moindre occasion, pour obtenir la paix, tant il avait besoin de sa tranquillité au Luxembourg. Cette faiblesse, déguisée sous l'apparence de la force et de la colère, n'éclatait que trop dans l'ordre qu'il avait donné au général d'écrire à l'empereur d'Autriche, de le menacer de la destruction de son port de Trieste, s'il n'envoyait pas des plénipotentiaires à Paris ; mais la lettre de Bonaparte à l'empereur rejetait sur le Directoire la violence de cette proposition : « *Sire, l'Europe veut la paix. Cette guerre « désastreuse dure depuis long-temps. J'ai l'honneur de prévenir Votre Majesté que, si elle n'envoie pas des plénipotentiaires à Paris pour entamer les négociations de paix, le Directoire exécutif « m'ordonne de combler le port de Trieste et de « ruiner tous les établissemens de Votre Majesté « sur l'Adriatique. Jusqu'ici j'ai été retenu dans « l'exécution de ce plan, par l'espérance de ne pas « accroître le nombre des victimes innocentes de « cette guerre. Je désire que Votre Majesté soit sensible aux malheurs qui menacent ses sujets, et « rende le repos et la tranquillité au monde. »*

CHAPITRE VI.

(Depuis le 1^{er} jusqu'au 17 novembre.)

BATAILLES DE LA BRENTA, DE CALDIERO.—VICTOIRE D'ARCOLE.

Deux retraites sur le Rhin, l'une par l'armée de Sambre-et-Meuse, sous Jourdan, et signalée par la perte de la bataille de Wurtzbourg, l'autre par l'armée du Rhin sous Moreau, et illustrée par la retraite de Biberach, venaient d'affranchir l'Allemagne. L'Autriche n'avait plus qu'un ennemi : c'était l'armée d'Italie. Cette puissance abandonna ses projets de conquêtes sur les provinces de la rive gauche du Rhin, et résolut de reprendre le Milanais, de débloquer Mantoue et de faire rentrer dans son ancienne alliance tous les princes d'Italie qui venaient de subir le joug de la paix avec la république. Trois mois auparavant, Wurmser était parti de Manheim avec vingt mille hommes, et appelait sous ses drapeaux les débris de Beaulieu, épars dans la Carniole et la Carinthie. Alvinzi était détaché également de l'armée victorieuse de l'archiduc Charles avec quarante mille hommes, et ralliait aussi les débris de Davidowitch. Ces débris, recrutés par l'Autriche, formèrent une armée de dix-huit mille hommes dans le Tyrol. Le Frioul était occupé par Alvinzi, qui pendant tout le mois d'octobre tint la ligne de l'isonzo, et de là se porta à Conegliano, derrière la Piave. Le feld-maréchal avait devant lui, à Bassano, Masséna. Le général Vaubois, en position avec dix mille hommes sur le Lavisio, protégeait la ville de Trente. Bonaparte était à Vérone avec la cavalerie de réserve et la division Augereau. Alvinzi voulait opérer à Vérone sa jonction avec Davidowitch, se porter sur Mantoue, délivrer Wurmser, et, à la tête de quatre-vingt-dix mille combattants chasser les Français d'Italie. Il marcha en trois colonnes sur la Brenta,

après avoir jeté deux ponts sur la Piave. Masséna, pour connaître sa force, fit une démonstration d'attaque, et compta les quarante mille hommes du feld-maréchal. Alors il se retira de Bassano sur Vicence, où il fut rejoint par Bonaparte avec les troupes qu'il amenait de Vérone. Le 6, à la pointe du jour, commença la bataille de la Brenta, engagée par Masséna. L'avant-garde ennemie et trois divisions furent rejetées sur la rive gauche de cette rivière, et le corps de Quasdanowitch sur Bassano, avec une perte considérable. Moins heureux sur le Lavisio, Vanbois, forcé dans sa position, abandonna la ville de Trente, et, pressé par un ennemi trop supérieur en nombre, compromit en se retirant la sûreté de Vérone. Joubert arriva bien à propos de Mantoue avec une demi-brigade, et couvrit cette ville. Vaubois passa l'Adige, et occupa les positions si connues de la Corona et de Rivoli.

Mais le 7, le général en chef traversa Vicence avec l'armée, et par ce mouvement rétrograde attira sur lui les forces d'Alvinzi. Parvenu au plateau de Rivoli, il dit à la division Vaubois : « Soldats, je ne suis pas content de vous : vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure ; aucune position n'a pu vous rallier ; vous vous êtes laissé ébaiser de positions où une poignée de braves devait arrêter une armée. Soldats de la 39^e et de la 85^e, vous n'êtes pas des soldats français. Général chef d'état-major, faites écrire sur les drapeaux : *ils ne sont plus de l'armée d'Italie.* » Peu de jours après, ces deux régiments illustrèrent l'armée : c'était ainsi que Bonaparte faisait des héros.

Ainsi, malgré la perte de la bataille, Alvinzi avait

réussi dans ses opérations : au lieu d'avoir été refoulé au-delà de la Piave et des bords de la Brenta et d'être coupé du corps de Davidowitch, il se trouvait maître du Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Cependant sa réunion avec Davidowitch dépendait de la prise de Vérone. De son côté, le général Bonaparte assura la défense de Monte-Baldo, et résolut de s'emparer de la forte position de Caldiero. Après de légers succès d'avant-garde, il campa, la nuit du 11, au pied du Caldiero. L'attaque éclata le lendemain; mais, à la fin de la journée, les deux armées bivouaquèrent dans leurs positions. L'avantage resta aux Autrichiens, qui portèrent leurs avant-postes à Saint-Michel. L'armée française se trouva dans l'impossibilité de reprendre l'offensive; l'ennemi tenait Caldiero et les gorges du Tyrol, et la garnison de Mantoue secondait Alvinzi par de fréquentes sorties. Cette garnison valait une armée, et Serrurier n'avait que huit mille hommes au blocus. Il y eut un moment d'abattement dans l'armée française. Elle se plaignait tout bas, mais son général lui répondait. Cet entretien de l'armée et de son chef est une singularité remarquable de l'époque, en même temps qu'elle caractérise parfaitement Bonaparte et l'armée d'Italie. Cet homme si habile, qui ne comptait ni ses ennemis ni ses soldats, attachait justement toute sa supériorité au moral des troupes. Il leur avait parlé depuis son arrivée et ne cessa de leur parler jusqu'aux adieux si touchants et si nobles de Fontainebleau. L'armée reprit courage, et l'impulsion électrique qu'elle reçut de son général alla réveiller dans les hôpitaux de Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, les malades et les blessés, qui vinrent rejoindre leurs drapeaux. Lannes était un de ces blessés; il accourut. Ce dévouement des soldats était individuel et ne peut appartenir qu'aux mœurs républicaines.

Le génie de Bonaparte veille sur l'armée malheureuse. Kilmaine est appelé du blocus de Mantoue avec deux mille hommes, et chargé de la garde de Vérone. Le 14 novembre au soir, les vingt mille hommes qui forment le camp de Vérone passent silencieusement l'Adige sur trois colonnes, et se forment sur la rive droite. Point d'ordre du jour cette fois; c'est une retraite qui s'opère devant les vainqueurs de Caldiero. Ainsi le siège de Mantoue est levé! l'Italie est perdue! Les habitants, entraînés par leur attachement aux destinées françaises, suivent, désespérés, le mouvement de l'armée de Vérone; la nuit ajoute encore à cette scène de tristesse, dont le dénouement est imprévu. Mais tout à coup, au lieu de se diriger sur Peschiera, Bonaparte tourne brusquement à gauche, et, avant le jour, l'armée est à Ronco, où le colonel Andréossy jette un pont.

A l'aurore, elle se reconnaît, se rappelle la poursuite de Wurmser, et comprend que son général veut tourner Caldiero. Il n'y a que treize mille hommes au drapeau français; ils n'ont pu lutter en plaine contre les quarante mille que commande Alvinzi; mais le terrain où Bonaparte place sa petite armée augmente sa force en diminuant celle de son ennemi, et rétablit ainsi l'égalité : ce sont trois chaussées, trois digues sur des marais; dès lors la victoire nous appartient, puisqu'elle ne dépend plus que du courage. Le soldat a pénétré la pensée de son général. Trois colonnes sont en marche : la première sur Vérone, par Poreil; la seconde sur Villa-Nova, par Areole; la troisième sur Albaredo, en descendant l'Adige. Alvinzi, qui ne s'attend point à être attaqué de ce côté par ceux qu'il a repoussés de front, n'a pas gardé le pays entre Areole et l'Adige; il ne peut croire qu'une armée s'aventure dans des marais impraticables dont il défend toutes les avenues. Cependant cette armée avançait sur les derrières d'Alvinzi, et allait lui livrer la bataille d'Areole. Masséna est sur la digue de gauche, Augereau sur celle d'Areole. Vivement assaillis, ils laissent l'ennemi s'engager, fondent sur lui au pas de charge et lui enlèvent du canon et des prisonniers. Le général Bonaparte se tient à la division Augereau; il veut emporter Areole; mais ce village résiste à tous les assauts. Il ordonne alors un dernier effort; sa colonne de grenadiers est encore prise en flanc; elle s'arrête incertaine sous la mitraille; Bonaparte voit ce moment terrible; il descend de cheval, saisit un drapeau, et s'élançant sur le pont : « Soldats, s'écrie-t-il, n'êtes-vous plus les braves de Lodi? Suivez-moi! » A sa voix un certain nombre de soldats montent sur la chaussée et marchent en avant. Mais le trouble règne à la queue de la colonne, dont la tête seule suit le mouvement communiqué. Bonaparte, le drapeau à la main, s'avance à travers une grêle de balles et de mitraille; il est entouré de ce fameux état-major qui doit donner à l'armée ses plus illustres généraux. Lannes, blessé à Governolo, couvre de son corps le général en chef, et reçoit encore trois blessures. Nuiron, qui l'a déjà sauvé au siège de Toulon, est tué devant lui. Cependant la colonne est près de franchir le pont, lorsqu'une dernière décharge la rejette en arrière. Les grenadiers restés auprès du général s'emparent de lui et l'emportent au milieu du feu et de la fumée. A l'extrémité du pont, Bonaparte, toujours inébranlable, veut ramener ses siens au combat; une nouvelle décharge à mitraille écrase tous ceux qui l'environnent, et, parmi ses troupes en désordre, il est entraîné dans un marais où il enfonce jusqu'à moitié du corps. Mais Belliard et Vignolles ont vu le danger

de Bonaparte; ils en avertissent les soldats. Un cri se fait entendre : *Sauvons notre général!* Conduits par ces deux officiers-généraux, ils se précipitent au pas de course sur l'ennemi, le repoussent au-delà du pont malgré un feu épouvantable. Pendant ce temps, Bonaparte s'arrache du marais et revient se placer à la tête de la colonne éprouvée par de si grands périls. Six heures après, le général Gueux, ayant passé l'Adige à Albaredo, prit en revers le village d'Arcole; mais Alvinzi avait échappé à l'armée, qui, des hauteurs de Ronco, put voir s'éloigner la proie que la défense opiniâtre d'Arcole lui avait fait perdre. Le succès de cette terrible journée ne fut pas complet. Cependant, dans la situation où l'armée s'était trouvée après le combat du 12, elle eut bien le droit d'appeler une victoire la défaite des deux divisions autrichiennes, l'abandon de la position inexpugnable de Caldiero, et la délivrance de Vérone.

Ce jour même, par une de ces résolutions qui n'appartiennent qu'aux grands capitaines, Bonaparte se décide à évacuer Arcole, et à se reporter sur Ronco. Il dérobe son mouvement à Alvinzi en faisant allumer des feux sur la digue, et, pendant la nuit, il opère sa retraite. Le lendemain, il est prêt à marcher contre chacun des trois corps ennemis. Il choisit le plus fort; c'est celui que commanda Alvinzi. La bataille d'Arcole dura trois jours; la seconde journée est celle de Ronco. Alvinzi a réoccupé le village après le départ de Bonaparte, et attaque son adversaire avec deux divisions. Les Français repassent le pont de Ronco, fondent sur l'ennemi, l'enfoncent au pas de charge, et le refoulent dans les marais, après lui avoir enlevé un canon, des drapeaux et un grand nombre de prisonniers. Le lendemain, la bataille recommença à moitié des digues. Elle fut d'abord indécise; cependant une colonne de trois mille Croates périt dans les marais. Bonaparte compte alors les pertes de son ennemi qu'il évalue à vingt-cinq mille hommes, et malgré une infériorité de tiers dans le nombre de nos soldats, il se résout sur-le-champ à aller l'affronter en plaine. L'armée française est animée du courage qui donne la victoire. A deux heures après midi, elle se trouvait en bataille, la gauche sur Arcole, la

droite sur Porto-Legnago. L'ennemi était à cheval sur la route de Vicence. A trois heures, le combat s'engagea sur toute la ligne. Toujours fertile en expédients, le général en chef, afin de jeter le désordre dans les rangs d'Alvinzi, chargea un officier noir, nommé Hercule, de se porter avec vingt-cinq guides et quatre trompettes sur la gauche des Autrichiens, aussitôt que la garnison de Legnago aurait commencé de les canoaner par derrière. Cette ruse obtint un plein succès. L'ennemi se crut tourné par la gauche, rompit sa ligne et hâta sa retraite. Il fut pressé vivement toute la soirée et perdit beaucoup de monde.

Après ces trois jours de bataille, au lieu de se reposer à Vérone, Bonaparte, désormais inévitable pour l'armée autrichienne, s'acharna à sa poursuite sur la route de Vicence, et passa la nuit à Villanova. La cavalerie seule eut ordre de suivre l'ennemi dans sa fuite. Alvinzi éprouva une déroute complète. Il était déjà au-delà de Montebello: alors Bonaparte se porta sur Vérone, afin d'aller attaquer dans le Tyrol le général Davidowitch. Ce général ignorait depuis trois jours ce qu'était devenu Alvinzi. Les trois journées d'Arcole, qui fut le pivot de tant d'actions sanglantes, coûtèrent à l'armée autrichienne douze mille morts, six mille prisonniers, dix-huit pièces de canon et quatre drapeaux.

Bonaparte ramena l'armée triomphante à Vérone par la porte de Venise. Elle reçut en passant les hommages de l'admiration des habitants, qui, trois jours auparavant, l'avaient vue partir malheureuse et découragée. Augereau attaqua Dolco sur la rive gauche de l'Adige, enleva deux mille cinq cents prisonniers, deux équipages de pont, de l'artillerie et des bagages. Quant à Masséna, il fit sa jonction avec Vanbois, à Castel-Novo, où ce général venait d'être repoussé par Davidowitch le troisième jour du combat d'Arcole. Il y aura dans la vie de Bonaparte plus d'une bataille de trois jours. L'armée va se délasser de tant de victoires, pour marcher, deux mois après, à d'incroyables succès qui doivent les surpasser encore. Le général en chef est allé reprendre le sceptre de la politique dans sa capitale de Milan.

CHAPITRE VII.

(Depuis le 20 novembre jusqu'an 2 février 1797.)

MORT DE L'IMPÉRATRICE CATHERINE II. — ENVOI DE LORD MALMESBURY. — FAUSSES NÉGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE. — INTELLIGENCE DES COURS DE ROBE ET DE VIENNE. — BATAILLES DE BIVOLI, DE SAINT-GEORGES, DE LA FAVORITE. — CAPITULATION DE MANTOUE.

La jour où Bonaparte cueillait le lanier d'Areole, le plus grand pouvoir de l'Europe s'éteignit dans le Nord : Catherine II mourut. Cette mort inattendue peut-être, parce qu'elle fut naturelle, était pour la France et devint pour son général une grande faveur de la fortune. Catherine, jusqu'alors, n'avait ménagé ni ses promesses aux coalitions, ni ses menaces aux républicains français. Mais sa politique avait voulu attendre l'affaiblissement de ses amis et de ses alliés, pour paraître tout à coup sur le théâtre des événements avec une force prépondérante. Elle allait signer un traité d'alliance et de subsides avec l'Angleterre, quand elle fut emportée, à Pétersbourg, le 17 novembre, par une attaque d'apoplexie. Paul 1^{er}, père de l'empereur régnant, soit pour se venger de la dépendance et de l'éloignement des affaires où l'avait tenu sa mère, soit par une ambitieuse sagacité qui le porta à découvrir de nouveaux intérêts dans une conduite opposée, Paul brisa tous les engagements de Catherine, et, par ce grand scandale politique qu'on ne devait pas lui pardonner, il étonna les Français et effraya les rois coalisés.

Deux faits importants se passèrent également dans les derniers jours de décembre. Le 20, après deux mois d'inutiles conférences auxquelles l'abandon de la Belgique par l'Autriche pouvait seul donner quelque valeur, le Directoire renvoya lord Malmesbury ; et quatre jours plus tard une flotte appareilla de Brest pour transporter en Irlande une armée de vingt-cinq mille hommes sous les ordres de Hoche, général déjà illustre, qu'une mort violente et prématurée enleva peu de temps après aux destinées de la république. La tempête dissipa cette expédi-

tion, au moins inopportune, dont les forces auraient dû être portées en Italie ; car, avec cette armée de vingt-cinq mille hommes, le général Bonaparte écrasait l'Autriche et blessait profondément l'Angleterre dans la personne de son allié. C'était après avoir frappé ce grand coup militaire que le Directoire devait songer à séparer l'Angleterre de l'Irlande et à en faire une place d'armes politique et maritime contre cette puissance. Les troubles de l'Irlande n'étaient pas près de finir, et le gouvernement de la république avait tous les moyens de les entretenir jusqu'au moment où il aurait donné l'indépendance aux Italiens ; alors, et alors seulement, il eût été digne de sa politique d'ordonner à l'illustre général Hoche d'être à son tour le libérateur d'un peuple.

Cependant le séjour de Milan fit connaître à Bonaparte toute la partialité de la neutralité de Venise en faveur de l'armée d'Alvizi. Déjà peu satisfait de la conduite de cette ville pendant la campagne, il avait dit, à son retour, aux autorités de Milan : « Si vous ne m'aviez pas laissé manquer d'argent, et que mes soldats ne se fussent pas trouvés sans souliers, j'aurais détruit l'armée autrichienne, pris Mantoue, et fait quatorze mille prisonniers. C'est de la chute de cette place que dépend la possession de Vérone, de Brescia, de Bergame et de Crema. Comme j'avais abattu les ailes de l'aigle, j'aurais fait perdre terre au lion. » En effet, le lion de Saint-Marc couvrit tout à coup la terre ferme de la république de levées extraordinaires. Armés par le providiteur Ottolini, les montagnards de Bergame étaient descendus dans la plaine. De nou-

veux régimens esclavens et dalmates débarquaient journellement sur les lagunes. Cette grande fermentation était à peine contenue par la présence de l'armée victorieuse, qui commençait à goûter avec inquiétude l'hospitalité de la neutralité vénitienne.

Bonaparte faisait la guerre d'Autriche sur les volcans de l'Italie. Le général en chef et Venise étaient dans un état d'observation réciproque ; une prudence nécessaire voilait leurs desseins : Venise s'abstenait des provocations ouvertes, parce que l'armée était là ; Bonaparte, de son côté, s'abstenait de la vengeance, parce que Mantoue n'était pas prise. Il avait des troupes dans les châteaux de Vérone et de Brescia, et enfin il mit également garnison, le 25 décembre, dans celui de Bergame. Ce n'était encore qu'une lutte de politique armée ; dont une trahison exécrable devait bientôt changer la forme. Dans l'espoir d'attirer les Français au fond de l'Italie, la cour de Rome, soutenue par les préparatifs de la cour d'Autriche et les assurances de son ambassadeur, avait jeté le masque et rompu le traité de Bologne. Cette étrange manière de faire la guerre n'était pas sans inconvénient pour les Français, qu'elle obligeait à se répandre jusque sur les bords du Tibre. Le 6 janvier, quatre mille Italiens et trois mille Français occupèrent Bologne : les deux États de Venise et de Rome appuyaient, l'un sa conspiration, l'autre sa rupture, sur les forces considérables d'Alvinzi et de Wurmsér. Alvinzi avait soixante-seize mille hommes au drapeau, et Wurmsér vingt-cinq mille à Mantoue. Le pape armait dans la Romagne, pour donner la main à Wurmsér quand il serait débloqué. L'idée de ce projet se trouvait indiquée dans une lettre saisie sur un agent de la cour de Vienne, au moment où il franchissait le dernier poste de l'armée de blocus. Cette lettre, que l'Empereur avait écrite au feld-maréchal Alvinzi, était adressée ainsi, de la ville de Trente, par ce dernier au feld-maréchal Wurmsér, le 13 décembre 1796.

« Je m'empresse d'avoir l'honneur de transmettre à V. Exc., littéralement et dans la même langue que je les ai reçus, les ordres de S. M., en date du 5 de ce mois (décembre) :

« Vous aurez soin d'avertir sans retard le maréchal Wurmsér.... pour ne pas discontinuer ses opérations. Vous lui ferez savoir que j'attends de sa volonté et de son zèle qu'il défendra Mantoue jusqu'à toute extrémité ; que je le connais trop, ainsi que les braves officiers-généraux qui sont avec lui, pour craindre qu'il ne se rende prisonnier, surtout s'il s'agissait de transporter la garnison en France, au lieu de la renvoyer dans mes

« États. Je désire que, dans le cas où il fut réduit à toute extrémité et qu'il se trouvât sans ressources pour la subsistance, il trouve les moyens, en déduisant autant que possible ce qui dans Mantoue serait de préférence utile à l'ennemi, et en emmenant la partie des troupes qui sont en état de le suivre, de gagner et de passer le Pô, de se porter à Ferraro et à Bologne, et de se rendre, en cas de besoin, vers Rome ou en Toscane. Il trouvera de ce côté très-peu d'ennemis, de la bonne volonté pour l'approvisionnement de ses troupes, pour lequel, au besoin, il fera usage de la force ainsi que pour surmonter tout autre obstacle.

« FRANÇOIS. »

« Un homme sûr, cadet du régiment de....., remettra cette dépêche importante à V. Exc. J'ajouterais que la situation actuelle et le besoin de l'armée ne permettent pas de tenter de nouvelles opérations avant trois semaines ou un mois, sans s'exposer derechef au danger de ne pas réussir. Je ne puis trop insister près de V. Exc., afin qu'elle tienne le plus long-temps que possible dans Mantoue..... l'ordre de S. M. lui servant d'ailleurs de direction générale.....

« ALVINZI. »

Dans ces circonstances, le Directoire, impatient de rétablir la paix entre la république et la maison d'Autriche, et jaloux aussi d'enlever à Bonaparte la faculté de traiter avec l'ennemi, envoya des pouvoirs au général Clarke, pour négocier avec Alvinzi un armistice. « Si l'on n'eût considéré que la situation de cette armée, écrit le général en chef au Directoire, il eût été à désirer que l'on eût attendu la prise de Mantoue ; car je crains qu'un armistice sans Mantoue ne soit pas un acheminement à la paix, et soit tout à l'avantage de Vienne et de Rome. » Mais la cour de Vienne, trop fière pour entrer déjà en accommodement avec le Directoire, éluda cette négociation, qui donna lieu à une correspondance insignifiante. Bonaparte avait compris l'unique manière de négocier avec l'Autriche : c'était de battre Alvinzi. Il devait par ce moyen seul triompher des scrupules de la maison impériale, et se passer même du caractère diplomatique dont le général Clarke était revêtu pour toutes conférences d'arrangement. Il y eut pour la forme, à Vienne, dans les premiers jours de janvier 1797, une entrevue entre M. de Vincent et le général Clarke. Ce n'était là qu'une ruse de guerre de la part de l'Autriche. Le Directoire, suivant l'opinion du général en chef, ajourna l'envoi du général Clarke à Vienne après la prise de Mantoue. Les lettres de Bonaparte au Directoire devinrent les ré-

gles de sa politique vis-à-vis de la cour de Rome comme vis-à-vis de celle de Vienne. « Si l'empereur, disait le général en chef, veut comprendre le pape dans le traité, l'armistice nous fera perdre Mantoue, l'argent de Rome, et donnera le temps au pape d'organiser une force militaire avec des officiers autrichiens. Cela mettrait toutes les chances contre nous, la campagne prochaine. » (Lettre du 28 décembre.) Bonaparte prédit ce qui arriva.

L'armée française comptait quarante-cinq mille hommes, dont trente et un mille hommes à l'armée d'observation, et quatorze mille dans les places ou au blocus de Mantoue. Le général en chef avait demandé vingt mille hommes au Directoire; il lui en arriva six mille des côtes de l'Océan, sous les ordres du général Rey. Alors notre armée formait cinq divisions; sa force était de plus de deux tiers inférieure à celle des Autrichiens, mais elle avait pour chef un homme de génie, et des officiers tels que Masséna, Augereau, Joubert, Rey et Kilmaine. Indépendamment de la position retranchée de la Corona, nous occupions Vérone, Legnago, Peschiera, Pizzighetone, Brescia, Bergame, Fuentes, Ferrare et Urbin. Le Directoire avait de plus annoncé l'envoi de puissans renforts de l'armée du Rhin. Il était réservé aux belles divisions Bernadotte et Delmas de contribuer au dernier triomphe de l'armée invincible. Mais on était au cœur d'un hiver rigoureux; et, en attendant l'arrivée de ces secours décisifs, l'investissement et la prise de Mantoue de la part des Français, la marche sur cette ville et sa délivrance de la part des Autrichiens, allaient continuer le thème de toute la campagne, et les expéditions militaires, sans cesse ramenées vers le point central d'action, devaient finir encore par se grouper autour de Mantoue jusqu'à sa reddition.

Le plan actuel des Autrichiens est d'opérer sur Mantoue avec deux armées indépendantes, afin de dégager la troisième, qui se trouve prisonnière dans la place. L'armée active de l'ennemi monte à soixante-cinq mille hommes; Alvinzi en prend quarante-cinq mille et se porte de Bassano sur Roveredo; Provera, le même général qui a été pris à Cossaria, commande le reste des forces autrichiennes, et s'établit à Padoue pour agir sur le bas Adige. Bonaparte, avec trente-cinq mille hommes sous son drapeau et huit à dix mille qui bloquent Mantoue, doit lutter contre quatre armées: celle d'Alvinzi; celle de Provera; celle de vingt-quatre mille hommes enfermés dans Mantoue, et qui doit causer la ruine des Français si Alvenzi et Provera délivrent Mantoue; enfin le pape présente contre nous cinq ou six mille hommes, sans compter cette immense population qui, sous les armes spirituelles, n'attend

que le triomphe des Autrichiens pour courir à des vèpres sanglantes: il ne faut pas oublier non plus cette conjuration secrète des princes, des prêtres et des nobles, qui, alliés, amis et ennemis de la république, sont tout prêts, au moindre échec, à briser les traités et à venir au secours du vainqueur. Bonaparte manœuvre à la face du ciel sur la terre de la conspiration; il est obligé de triompher partout; ses trente-cinq mille baïonnettes doivent transporter la victoire depuis la chaîne du Tyrol jusqu'au Capitole. La nécessité lui ordonne de s'emparer de Mantoue, autour de laquelle un quatrième blocus est impossible. Le temps aussi lui est mesuré: il a trois semaines pour vaincre ou pour mourir.

Masséna commence la lutte. Attaqué le 12 janvier à Saint-Michel par une division de Provera, il le repousse, le poursuit jusqu'à Caldiero, et lui prend neuf cents hommes. Bonaparte est à Vérone. Il a appris, pendant son séjour à Bologne, le mouvement de Provera sur Padoue. Par une habile politique, il oppose les Italiens des nouvelles républiques aux Italiens de l'armée pontificale, et leur abandonne la défense de leurs frontières. De cette manière il peut disposer des trois mille Français qui sont à Bologne: il les porte à Ferrare, se rend à Roverbella, et revient à Vérone pour recevoir les prisonniers de Masséna. Il entre en ligne d'opération et fait replier derrière cette ville les braves de Masséna. Dégagé ainsi du défilé, il peut faire manœuvrer librement toutes ses troupes, et n'a plus besoin que de connaître le point d'action des Autrichiens pour y porter ses forces, c'est-à-dire ses vingt-deux mille hommes. Augereau lui a annoncé de Legnago que l'ennemi est en mouvement sur le bas Adige. Le 15, Joubert lui écrit: « J'ai parfaitement suivi vos dispositions pour l'attaque de la Corona. Le succès a été au-delà des espérances: trois pièces de canon, quatre à cinq mille prisonniers, Alvinzi « lui-même précipité dans les rochers et se sauvant comme un éclair sur l'Adige et sans soldats. » C'était là une lettre de champ de bataille; car malgré ses avantages, débordé sur sa gauche par une division qui menace de le couper du côté de Peschiera, et sur sa droite par une autre division qui avait passé l'Adige à Dolce, Joubert avait dû marcher la nuit pour occuper, avec une brigade, le plateau de Rivoli, à une lieue de Dolce. Bonaparte a choisi le champ de sa victoire; il avait ordonné à Joubert de tenir le plateau à tout prix et d'y arrêter Alvinzi, qui compte enlever avec sa nombreuse armée la petite division qu'on lui oppose; mais le vieux général ne savait pas que son jeune adversaire l'attendait derrière la position de Joubert, et que Masséna opérait sur sa gauche: l'immense supérieo-

rité de ses forces donno à l'Autrichien la confiance qui doit le perdre. Le général Bonaparte connaît tout le projet des ennemis : il sait qu'on marche contre nous avec deux corps : le principal sur Monte-Baldo, c'est celui qui commande Alvinzi ; et l'autre, plus faible, conduit par Provera, sur le bas Adige. Augereau est chargé, à Legnago, de fermer à ce dernier le passage de la rivière. Il écrit, le 13, au général en chef : « La journée s'est passée à faire des dispositions pour couper la retraite à la colonne de Provera. J'espère apprendre demain qu'il est battu complètement. Je le défie de percer sur l'Adige... »

Alvinzi s'avance vers le plateau de Rivoli, dans le dessein de se réunir avec sa cavalerie et son artillerie. Il n'y a pas un moment à perdre pour l'assaillir avant qu'il ait atteint son but. Cette nécessité n'échappe point à la sagacité du général en chef, et donne lieu au mouvement de nuit qui le précipite, à marches forcées, lui et les siens, sur Rivoli. Joubert avait reçu l'ordre de tenir le plateau jusqu'au dernier instant ; mais, menacé de tous côtés et pressé de front par douze mille Autrichiens, Joubert était en retraite, quand il reçut un nouvel ordre impératif du général en chef de reprendre le plateau de Rivoli, où fort heureusement l'ennemi n'avait pas encore eu le temps d'arriver. Bonaparte y arrive lui-même, à toute course, après minuit ; il précède son armée de quelques heures. Il profite d'un beau clair de lune pour observer les forces de son adversaire, et juge, sur les feux de bivouac, qu'il a devant lui plus de quarante mille hommes ; c'est deux contre un ; mais nous avons soixante bouches à feu et de la cavalerie. Il a compté cinq camps et quatre colonnes d'attaque, dont une, celle de Lusignan, la plus éloignée, paraît destinée à cerner par derrière le plateau de Rivoli. Une autre colonne qu'il importe surtout d'empêcher de prendre part à l'action, est celle de la cavalerie et de l'artillerie ; elle marche sous les ordres de Quasdanowitch, avec quatorze bataillons et tous les bagages de l'armée. Elle attendait le jour, ou plutôt le mouvement d'Alvinzi, pour faire sa jonction. Sur la rive gauche de l'Adige, Wukassowitch commande la troisième colonne. Alvinzi, qui ne voit devant lui que la division Joubert, est loin de croire que ce général doit l'attaquer cette nuit même.

Tel est cependant l'ordre que reçoit Joubert. Il reprend l'offensive, et à quatre heures du matin il occupe la chapelle Saint-Marc, qu'il a dû évacuer la veille. La grande bataille est livrée ; Joubert poursuit son succès, et refoule sur les hauteurs la quatrième colonne. La troisième s'ébranle, et paraît sur les sommets de gauche du plateau ; elle est repoussée par l'artillerie française ; mais une de

nos brigades se trouve tout à coup débordée et rompue. Heureusement la division Masséna vient d'arriver au village de Rivoli, où elle se repose de sa marche nocturne. Bonaparte court la chercher, et en une demi-heure la troisième colonne autrichienne a subi le sort de la quatrième. La seconde, disposée par Alvinzi pour l'attaque de la gauche du plateau, s'avance dans l'espoir de rétablir le combat. Quasdanowitch, à la tête de la cavalerie et de l'artillerie, voyant Joubert engagé avec sa division, en avant de la position de Saint-Marc, juge le moment favorable pour s'en emparer ; la victoire échappe aux Français s'il parvient à se déployer. Il ordonne à trois bataillons d'escalader les hauteurs où cette chapelle est assise ; deux autres les soutiennent pour favoriser le passage de l'artillerie et de la cavalerie. A cet aspect, Joubert détache en toute hâte trois bataillons, qui préviennent l'ennemi, et le rejettent, avec une perte considérable, dans le fond de la vallée. Le plateau est défendu vigoureusement par quinze pièces d'artillerie, et les charges audacieuses et brillantes des colonels Leclerc et Lasalle achèvent la déroute de l'armée d'Alvinzi ; elle est culbutée dans les ravins. L'éruption d'un caisson, causée par un de nos obus, accrut encore le désordre de cette armée. Sept mille hommes tombent en votre pouvoir, ainsi que douze pièces de canon qui avaient pu déboucher sur le mouvement de Quasdanowitch. Tout le reste de sa colonne, ainsi que celle de Wukassowitch, qui n'ont pas trouvé passage, furent témoins de la déroute d'Alvinzi, sans pouvoir lui porter secours. Cependant suivant les ordres d'Alvinzi, Lusignan, avec sa colonne intacte, paraît sur les derrières de l'armée victorieuse. On ne peut définir le transport qui poussa soudain cette armée, prise à revers et subitement, à s'écrier : « *Ceux-ci sont encore à nous !* » Et en effet, contre toutes les chances de la position et celles de la guerre, la colonne de Lusignan, canonnée par une batterie de la réserve, fut abordée vaillamment par la division Masséna, détruite et prise presque tout entière. Rivoli doit s'enoblir du nom de Masséna. Bonaparte resta constamment au milieu de l'action pendant les douze heures qu'elle dura ; il eut plusieurs chevaux blessés, et courut de grands dangers.

Cependant Provera, avec ses vingt mille hommes, croyait arriver à Mantoue, battre les huit mille hommes de Kilmaine, et échapper à Bonaparte, qu'il savait occupé à Rivoli ; mais l'œil de l'aigle ne le perdait pas de vue. A deux heures, pendant la bataille, Bonaparte apprend par une dépêche d'Augereau que Provera a jeté un pont à Anghiari ; cet avis si important inspire au général en chef une résolution de génie ; il charge Masséna, Murat et

Joubert, de suivre Alvinzi ; pour lui, il prend quatre demi-brigades. Ou compte treize lieues de Rivoli à Mantoue, et Provera a vingt-quatre heures d'avance. Bonaparte force sa marche, et parvient à Roverbella, pendant que son adversaire parait devant Saint-Georges, qu'il croit facilement surprendre et enlever. Le fugitif Provera est au moment de faire perdre à Bonaparte le fruit de la victoire de Rivoli par sa jonction avec Wurmser, qui alors aurait quarante mille hommes sous ses ordres : il sait que Saint-Georges, ce faubourg de Mantoue, ne peut avoir qu'une faible garnison, et n'est défendu que par un fossé. Le brave Miollis qui commande dans Saint-Georges avec quinze cents hommes, est loin de craindre une attaque du côté de l'Adige, où se trouve Augereau ; il ne se garde que du côté de Mantoue. Provera se fait éclairer par des hussards qui ont les mêmes manteaux que les hussards de Berchini. Déjà ils touchent à la barrière : mais le coup-d'œil, l'intelligence d'un sergent de garde sauvent Miollis et sa garnison. Il examine ces hussards et remarque que leurs manteaux sont neufs, tandis que ceux de Berchini ont fait la guerre et sont vieux. Un grand général n'eût pas fait cette importante observation, qui appartient au tact du soldat. Alors ce sergent, dont le nom malheureusement échappe à l'histoire, aidé d'un tambour, donne l'alarme dans la place, et pousse la barrière. A midi, l'armée de Provera entoure Saint-Georges ; mais Miollis, avec ses quinze cents hommes, se défend toute la journée, et donne le temps au général en chef, qui compte sur cette noble résistance, d'arriver à son secours. Cependant Provera a pu communiquer par une barque avec Wurmser, et concerter la jonction du lendemain. En effet, le 16 janvier à la pointe du jour, Wurmser sort de Mantoue, et prend position ; il attaque Saint-Antoine, et Provera la Favorite. Mais Bonaparte a prévu cette disposition, et dans la nuit il a placé les brigades de Rivoli sous les ordres du général Victor, entre Saint-Georges et la Favorite, pour empêcher la réunion de Wurmser et de Provera. Wurmser est repoussé par Serrurier, et Provera par Victor. *Ce fut à cette bataille que la 57^e reçut le nom de LA TERREBLE.* Rien ne lui résiste ; elle enfonce la ligne autrichienne. Wurmser est rejeté dans Mantoue, et le corps entier de Provera dépose les armes : lui-même il est prisonnier pour la seconde fois depuis la campagne, et remet son épée au général Miollis, dont la bravoure a préparé la victoire de la Favorite ; enfin la division Augereau enlève à la Molinella l'arrière-garde de Provera : il ne reste de son armée que deux mille hommes au-delà de l'Adige. Le combat de la Favorite coûte à l'Autriche six mille prisonniers, des canons et des drapeaux.

Le général en chef apprit le même jour les succès remportés la veille par Joubert, et se reporta sur l'Adige. Alvinzi avait laissé cinq mille prisonniers en notre pouvoir. Poursuivi jusqu'à Trente, il éprouva des pertes journalières, et dut abandonner aux généraux français toutes ses positions. Joubert reprit celle du Lavisio : Augereau occupa Trévise, et Masséna, maître de Bassano, plaça ses avant-postes sur la Piave. L'ennemi fut forcé de repasser cette rivière. Joubert s'établit à Trente et dans le Tyrol italien. Vingt jours du mois de janvier 1797 ravirent à l'Autriche trente-cinq mille hommes, dont vingt-cinq mille prisonniers, plus soixante pièces de canon, et vingt-quatre drapeaux que le commandant des guides, Bessières, porta à Paris.

La destruction de l'armée d'Alvizi livrait Mantoue à elle-même. Serrurier avait serré son blocus ; depuis quelques mois la place n'avait pu être ravitaillée. Les immenses magasins qu'elle contenait étaient épuisés, la garnison avait mangé tous ses chevaux ; les hôpitaux renfermaient dix mille malades ; les soldats étaient à la demi-ration. Bonaparte instruisit Wurmser des résultats de ces huit jours de bataille qui avaient rejeté en Allemagne les débris de la grande armée autrichienne. Il somma le vieux maréchal de se rendre. Wurmser répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Mais, peu de jours après, il envoya son premier aide-de-camp au général Serrurier à Roverbella. Bonaparte, qui aimait déjà à faire ses affaires lui-même, se rendit à la conférence ; et, sans se découvrir, ni prendre aucune part à la discussion, il se mit à écrire des réponses en marge des propositions de Wurmser. Après ce travail, il dit à l'aide-de-camp : « Si Wurmser avait seulement pour dix-huit ou vingt jours de vivres, et qu'il parlât de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation honorable. » Mais je respecte l'âge, la bravoure et les malheurs du maréchal. Voici les conditions que je lui accorde, s'il ouvre ses portes demain ; s'il tarde quinze jours, un mois, deux mois, il aura encore les mêmes conditions : il peut attendre jusqu'à son dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô, et je marche sur Rome. Vous connaissez mes intentions ; allez les dire à votre général. » Frappé de cette générosité, et pénétré de reconnaissance pour les conditions honorables que Bonaparte venait d'accorder, l'aide-de-camp convint qu'il n'y avait plus de vivres à Mantoue que pour trois jours, et partit. Wurmser, vivement touché des procédés du général français, lui fit offrir de passer le Pô à Mantoue ; mais Bonaparte refusa de profiter sitôt de la position malheureuse de son ennemi.

Le 2 février 1797, Wurmsér remit au général Serrurier la ville de Mantoue et sa garnison de treize mille hommes; il y avait sept mille malades dans les hôpitaux. Indépendamment de l'artillerie de siège dont l'abandon avait précédé la victoire de Castiglione, on trouva dans la place trois cent cinquante pièces. La magnanimité de Bonaparte fut complète : il voulut épargner au vieux maréchal le

chagrin de remettre son épée aux mains d'un aussi jeune capitaine, et se déroba à ce spectacle. Cette conduite étonna également l'Europe, la France et le Directoire. Un pareil désintéressement de la victoire plaça bien haut dans l'estime générale celui qui savait se contenter de vaincre, et qui n'acceptait de la guerre que ses périls. Bonaparte allait conquérir la terre qui avait produit les Scipions.



CHAPITRE VIII.

(Du 2 au 19 février 1797.)

GUERRE DU PAPE. — TRAITÉ DE TOLENTINO.

La reddition de Mantoue au général Serrurier ne fut, grâce à la modération de Bonaparte, que la cérémonie sans éclat d'un immortel triomphe, et Wurmsér n'eut pas le chagrin de défiler, prisonnier, à la tête de sa garnison, devant son vainqueur. Peu de jours après, il donna à Bonaparte une preuve signalée de sa reconnaissance, en l'avertissant d'un complot d'empoisonnement ourdi contre lui dans la Romagne, où nous portions nos armes. Sans cet avis nécessaire, le destructeur de quatre armées autrichiennes en bataille rangée pouvait périr obscurément de la main d'un fanatique ou d'un assassin. La nouvelle campagne ne fut ni longue ni glorieuse : les rencontres avec les troupes du pape n'offrirent aux soldats français que de simples exercices militaires. Aussi le général en chef ne réservait au Saint-Siège, pour prix de ses trahisons, qu'une vengeance purement politique et administrative.

Un traité d'armistice avait été signé le 25 juin 1796, à Bologne, par le marquis Gnudi, plénipotentiaire du pape, le général en chef Bonaparte, les commissaires civils Carrau et Salicetti, et enfin, sous la médiation de l'Espagne, par le chevalier d'Azara, ministre de cette puissance auprès du Saint-Siège. Il avait été ratifié par Sa Sainteté, à Rome, le 27 du même mois. Dès le 13 novembre, l'ambassadeur français Caecault se plaignit de la non-exécution de ce traité ; mais bientôt il trouva l'occasion d'être éclairé sur les véritables intentions de la cour de Rome, dans un manifeste que le ravitaillement de Mantoue par le général Wurmsér inspira tout à coup au Saint-Père. Après avoir annoncé que toute négociation de paix était incompatible avec la religion catholique et son devoir de

souverain, « S. S. enjoint à tous les évêques, aux curés, aux magistrats, et à toute autre personne en place, d'encourager les peuples qui dépendent d'eux à prendre les armes, et de les exciter même au son du tocsin, comme il a été ordonné par la notification du 31 janvier 1793. » Le général Bonaparte demanda directement des explications sur cette étrange proclamation lancée au milieu d'un armistice, et il lui fut répondu formellement que le pape reconnaissait ce manifeste comme son ouvrage, et qu'il en avait jugé la publication nécessaire pour être toujours en état de défense. Malgré l'audace d'une telle déclaration, Bonaparte eut la générosité d'écrire au cardinal Mattei, légat de Ferrare : « Vous connaissez, M. le cardinal, la force et la puissance des troupes que je commande. Pour détruire le pouvoir temporel du pape, il ne me manque que de le vouloir. Allez à Rome ; voyez le Saint-Père : éclairez-le sur ses véritables intérêts ; détachez-le des intrigans qui l'entourent, qui veulent sa perte et celle de la cour de Rome. Le gouvernement français me permet encore d'écouter des propositions de paix. Tout peut s'arranger. La guerre, si cruelle pour les peuples, a des résultats terribles pour les vaincus. Évitez de grands malheurs au pape. Vous savez combien je désire personnellement de finir par la paix une lutte que la guerre terminerait pour moi sans gloire, comme sans péril. » Le général Bonaparte ne se contenta pas de cette démarche auprès du souverain pontife ; il écrivit au citoyen Caecault, le 28 octobre : « J'attache bien plus d'importance au titre de conservateur du Saint-Siège, qu'à celui de son destructeur. Vous savez bien vous-même combien mes sentimens

« ont toujours été conformes à ce sujet; et moyen-
 « nant les facultés illimitées que m'a données le
 « Directoire, si à Rome on veut faire preuve de
 « jugement, nous en profiterons pour donner la
 « paix à cette belle partie du monde, et pour tran-
 « quilliser les consciences timorées de plusieurs
 « peuples. » Telles étaient les dispositions bien-
 veillantes de Bonaparte pour la cour de Rome,
 malgré la violation de l'armistice par la proclama-
 tion du Saint-Père, et malgré le refus de payer les
 sommes ou de livrer les subsistances qui y avaient
 été stipulées, lorsque, le 10 janvier 1797, l'on in-
 tercepta entre autres lettres celle que le cardinal
 Busca avait adressée, le 7, au prélat Albani, am-
 bassadeur de Rome à Vienne. Ce prélat négociait
 dans le même moment avec le baron de Thugut
 une alliance offensive et défensive entre le Saint-
 Siège et l'Autriche, et le gouvernement impérial
 s'engageait à envoyer au pape le général Colli pour
 conduire les troupes pontificales contre les Fran-
 çais. « Quant à moi, disait le cardinal Busca dans
 « cette lettre, tant que je pourrai espérer d'obtenir
 « des secours de l'Empereur, je temporiserai rela-
 « tivement aux propositions de paix que me font
 « les Français. » Il disait en outre que les ordres
 étaient donnés pour la réception du général Colli
 à Ancone; que le pape lui accordait un traitement,
 et demandait un corps d'Antrichiens pour convrir
 la Romagne; enfin, qu'il fallait faire passer ce se-
 cours par mer de Trieste à Ancone. Le cardinal
 ajoutait qu'il serait imprudent d'expédier aux sou-
 verains catholiques les brefs que l'on avait deman-
 dés pour publier de nouveau la guerre du Saint-
 Siège contre la France. « Cette démarche du pape
 « ne pourrait demeurer cachée aux Français; nous
 « serions exposés à toute leur indignation, avant
 « d'être assurés de l'alliance de S. M. I. Sur ce que
 « vous me direz, concernant le point de guerre de
 « religion, le pape se résoudra à envoyer les brefs
 « et à faire toute autre démarche que vous exigerez
 « de lui. » Après cette preuve irrécusable de la tra-
 hison du Saint-Siège, Bonaparte ordonne à l'ambas-
 sadeur Caecault de quitter Rome et de se rendre à
 Florence. Avant de partir, Caecault vit le cardinal
 Busca, qui, désespérant de pouvoir le retenir et le
 tromper encore, lui dit : « Nous ferons une Vendée
 « de la Romagne; nous en ferons une des montagnes
 « de la Ligurie; nous en ferons une de l'Italie en-
 « tière. »

Le général Bonaparte, après le rappel de Caecault,
 est encore l'indulgence d'écrire de Vérone au car-
 dinal Mattei, en lui mettant sous les yeux les lettres
 interceptées : « Voilà donc cette comédie ridicule
 « sur le point d'être terminée. Les lettres que je vous
 « envoie vous montreront plus clairement encore la

« perfidie, l'aveuglement et la sottise de ceux qui
 « dirigent actuellement la cour de Rome. Mais
 « quel que chose qui arrive, je vous prie de dire au
 « pape qu'il peut demeurer tranquillement à Rome.
 « Premier ministre de la religion, il trouvera, à
 « ce titre, protection pour lui-même et pour l'É-
 « glise. »

Bonaparte était jeune alors; il ne connaissait pas
 encore la cour de Rome, ni l'esprit de cette Église
 à laquelle il garantissait protection. En réponse à
 tant de généreuses démarches et à la communica-
 tion franche des pièces de la correspondance, qui
 prouvait la mauvaise foi du cabinet pontifical, on
 publia dans Rome une nouvelle proclamation, in-
 titulée : *Harangue adressée aux braves qui com-
 battent sous les étendards de l'Église, pour le salut
 commun*. Voici cette pièce singulière dans son
 entier :

« Il est enfin venu, le moment si désiré de courir
 « aux armes, ô peuples vaillans, jadis snjets de
 « Quirinus, aujourd'hui sujets du prince des apô-
 « tres, membres fidèles du patrimoine du saint
 « Pierre, et fils bien-aimés de la sainte Église ro-
 « maine ! Les iniquités de tous genres, commises
 « partout où ont pénétré ces soi-disant libérateurs,
 « ces feints amis, mais véritables oppresseurs et
 « tyrans des peuples, vous ont éhramiés, vous ont
 « fait décidément penser à vos intérêts. L'irreligion
 « et même l'athéisme le plus impudent, qu'ils por-
 « tent en triomphe, vous ont fait eraindre avec
 « raison de voir votre sainte religion non-seulement
 « méprisée, mais encore entièrement abolie; cette
 « religion si soigneusement conservée et transmise
 « sans tache jusqu'à vous par vos ancêtres; aussi,
 « en vrais catholiques, vous avez eu horreur de
 « vouloir être en amitié avec des impies, avec des
 « hommes qui, en renonçant à la foi que vous pro-
 « fessez, se sont rendus plus indignes de vivre en
 « bonne intelligence avec vous, que ne le sont les
 « païens et les publicains, à qui le divin législateur
 « ne permettait pas même qu'on donnât le salut.
 « L'expérience funeste de leur conduite inhumaine
 « et féroce envers nos co-sujets d'Avignon, de Car-
 « pentras, de Bologne, de Ferrare, et envers les su-
 « jets des autres États d'Italie, qu'ils ont tous dé-
 « pouillés, ruinés, chassés de chez eux, ou qu'ils
 « ont traînés à une mort certaine et malheureuse,
 « pour contenter leur barbare caprice; l'injuste
 « réquisition de tant de millions d'écus, de tant de
 « beaux objets, manuscrits, statues, tableaux, et
 « même tableaux d'église, les meilleurs qu'il y eut
 « à Rome et dans les États pontificaux, et cela à
 « titre d'armistice, non pour payer la guerre que
 « vous ne leur aviez point faite, mais pour se payer
 « par anticipation du pillage qu'il n'ont pu faire :

« les conditions plus dures encore d'une paix men-
« songère, portant avec elle les résultats les plus
« abominables et les plus ruineux ; les menaces in-
« solentes qu'ils vous font sans cesse ainsi qu'au vi-
« caire de Jésus-Christ, au suprême pontife, à notre
« souverain ebbéri, dont ils ont enfin lassé l'héroïque
« patience : tout a servi à vous déterminer, quoi
« qu'il en coûtât, d'abord à implorer l'assis-
« tance divine, à tenter le sort des armes, à repos-
« ser la force par la force, à vous montrer de vrais
« Romains, accoutumés de tout temps à dompter
« les superbes.

« Oui, vous avez désiré ardemment l'occasion de
« faire de nouveau briller votre antique valeur, si
« terrible à tout l'univers, Notre pasteur suprême
« vous seconde par tous les moyens que fournit la
« prudence humaine. Le ciel lui-même s'est mani-
« festement déclaré en votre faveur, tant en vous
« conservant, comme par miracle, sains et saufs
« jusqu'à cette époque et simples spectateurs des
« enlarmés de vos voisins, qu'en vous faisant si
« visiblement avertir, par les regards de compassion
« de la bienheureuse Vierge, de ne pas vous laisser
« séduire par des hommes astucieux et trompeurs
« et de ne vous fier à eux ni dans la paix ni dans
« la guerre.

« Mais c'était la guerre précisément que vous
« commandaient votre intérêt et votre devoir, la
« conservation de votre sainte religion et Dieu
« même, qui en est l'auteur. Vous avez voulu la
« guerre en hommes sages : maintenant vous
« devez la faire en Romains, en Catholiques, et en
« Catholiques les plus favorisés du ciel, qui vous
« a constitués les gardiens, les dépositaires du
« siège de la vérité, de la chaire infaillible de saint
« Pierre.

« Aux armes donc, courez tous aux armes ! Ré-
« veillez-vous ! lèvez-vous comme des géans qui
« n'avez point dégénéré de vos aïeux ! prévenez
« un ennemi dont vous ne connaissez que trop les
« impostures, mais qui n'a pas encore éprouvé les
« effets de votre courage, et qui, pour cela, vous
« méprise injustement ! Qu'il sente à son dommage
« et à sa honte le poids de vos bras ! Déjà l'histoire
« a saisi sa plume d'or, pour enregistrer vos glorieux
« faits dans les fastes de l'immortalité. L'Europe,
« d'une extrémité à l'autre, a les yeux fixés sur
« vous ; elle ne doute ni de votre valeur, ni de l'heu-
« reux succès qui doit la couronner.

« Notre excellent empereur François II, le ma-
« gnanime défenseur, l'avocat de l'Eglise romaine,
« non content d'envoyer à notre secours les intré-
« pides volontaires Hongrois, Transilvains, Croates
« et Allemands, a encore fait partir, à la demande
« de notre saint et affectueux père Pie VI, un de ses

« généraux, le meilleur, le plus expérimenté et le
« plus estimé, le seul bien qui nous manquât, et
« que vous desiriez obtenir. Il s'est hâté d'arriver,
« il est parmi nous. Le seul nom de Colli ne vous
« émeut-il pas, ve vous donne-t-il pas du courage ?
« N'anime-t-il pas les esprits de tous les peuples, ce
« Colli, qui, pendant deux années entières, a rendu
« impénétrables les gorges du Saorgio, les Ther-
« mopyles de l'Italie, les montagnes de Tauy et de
« Brois, où les cadavres des forcenés Français ont
« comblé les vallées, et aplani les rochers les plus
« escarpés ! Ce même Colli vient vous guider, non
« pas à des combats incertains, mais à une victoire
« inmanquable. Il est Italien comme vous ; il vous
« aime tendrement. Il a en vous une entière con-
« fiance, et a toutes les raisons de l'avoir plus qu'ou
« ne le voit communément.

« C'est à vous maintenant de ne pas le démentir,
« de ne pas compromettre votre honneur et le
« sien, mais d'ajouter encore de nouveaux lauriers
« à ceux qui ceignent déjà ses cheveux blanchis
« au milieu des combats et des armes. L'honneur
« qui vous est commun avec lui exige que vous le
« regardiez comme un autre César, afin que, par
« vous, il puisse renir, roir et enfever. Vous êtes
« trop heureux de pouvoir l'espérer avec tant de
« certitude.

« Aidés par la main puissante du Dieu des ar-
« mées au nom duquel vous répandez, s'il le faut,
« votre propre sang, pourriez-vous craindre un
« ennemi rusé et vil, qui est l'ennemi de Dieu lui-
« même aussi bien que des hommes, et qui, jus-
« qu'à ce jour, a mis sa confiance dans la fraude,
« les trahisons, les excès, les bravades, plutôt que
« dans la véritable valeur militaire ? Vous qui con-
« battez sous l'image même de cette Vierge qui
« vous a excités à cette entreprise, pourriez-vous
« douter de son amoureuse et efficace protection ?
« Vous, généreux chevaliers, qui portez dans vos
« enseignes le signe éclatant de la croix, ne von-
« drez-vous pas vous prédire et croire assuré par
« les décrets du ciel, que de même que Constantin-
« le-Grand vainquit le tyran Maxence par la vertu
« de ce signe, qui lui apparut divinement au pont
« Milvio, et qui, par une telle victoire, établit do-
« minante la religion catholique dans la capitale du
« monde et dans le monde entier, vous, ainsi que
« lui, protégés par ce signe salutaire, vous triou-
« pherez d'ennemis plus impies et plus féroces ; et
« vous maintiendrez sacrée et inviolable la même
« religion dans Rome, dans l'Italie, et partout où il
« a plu à son auteur, au Verbe incarné, de la pro-
« pager ?

« Eh ! votre visage ne brille-t-il point de joie ?
« Votre cœur ne se dilate-t-il point à cette douce

« pensée que la divine Providence vous a ehoisis
 « pour un si grand œuvre? que les Romains, les
 « enfans bien-aimés de la religion romaine, de la
 « sainte religion catholique, en soient le soutien le
 « plus puissant et le plus inébranlable!
 « Courage donc! ne craignez rien. Aux armes!
 « Nous tous qui resterons dans nos maisons, vous
 « n'y resterons pas indifférens sur votre sort. Nous
 « ne cesserons pas de fournir à vos besoins : rien
 « ne vous manquera. Nous offrirons de ferventes
 « prières au Très-Haut, afin qu'il dirige vos coups
 « vers un but inmanquable : alors vous serez pleins
 « de confiance qu'avec de tels secours humains et
 « divins, vous remporterez le triomphe le plus
 « prompt et le plus signalé : vous serez empressés
 « de venir à votre rencontre et de vous ramener
 « sains et saufs et triomphaux aux lieux qui vous
 « ont vus naitre, afin de rendre ensemble à ee
 « même distributeur de tous biens ees actions de
 « grâces que saura nous inspirer l'épanchement de
 « notre cœur reconnaissant. Dieu est en Israël : les
 « Josué et les Gédéon ressusciteront parmi vous. Ne
 « craignez rien. Aux armes! aux armes!»

Le général Bonaparte répondit à cette étrange
 déclamation de la haue et de la mauvaise foi par
 cette courte proclamation : « L'armée française va
 « entrer sur le territoire du pape; elle sera fidèle
 « aux maximes qu'elle professe : elle protégera la
 « religion et le peuple. Le soldat français porte
 « d'une main la baïonnette, sûr garant de la vie-
 « toire, et de l'autre le rameau d'olivier, symbole
 « de la paix et gage de sa protection. Malheur à
 « ceux qui, séduits par des hommes profondément
 « hypocrites, attireront sur leurs maisons la ven-
 « geance d'une armée qui, en six mois, a fait eent
 « mille prisonniers des meilleures troupes de l'Em-
 « pereur, pris quatre eents pièces de canon de
 « bataille, eent dix drapeaux, et détruit cinq ar-
 « mées!»

Le lendemain il rendit compte à son armée, par
 l'ordre du jour suivant, des motifs qui lui faisaient
 reprendre les armes :

« 1° Le pape a refusé d'observer les eonditions
 « de l'armistice qu'il avait eonclu. 2° La cour de
 « Rome n'a pas cessé d'armer et d'exciter les peup-
 « les à la eroisade par ses manifestes. 3° Elle a
 « eontinué des négociations hostiles eontre la France
 « avec la cour de Vienne. 4° Le pape a confié le
 « commandement de ses troupes à des officiers-gé-
 « néraux eoyés par la cour de Vienne. 5° Il a re-
 « fusé de répondre aux demandes officielles qui lui
 « ont été faites par le général Caecault, ministre de
 « la république française. 6° Le traité d'armis-
 « tice a donc été violé et rompu par la cour de
 « Rome, etc.»

Le 2 février, Bonaparte partit de Bologne et porta
 son quartier-général à Imola, dans le palais de l'é-
 vêque Chiaramonte, depuis le pape Pie VII. Cette
 hospitalité militaire devint pour l'évêque et pour le
 général un événement important. On eonnait la fa-
 meuse homélie républicaine de ee respectable
 prélat, publiée à Imola la même année. C'est là
 qu'il dit : « Oui, mes très-chers frères, soyez bons
 « chrétiens et vous serez d'excellens démocrates....
 « Les vertus morales rendent bons démocrates....
 « Les premiers chrétiens étaient animés de l'esprit
 « de démocratie; Dieu favorisait les travaux de Caton
 « d'Utique et des illustres républicains de Rome.... »
 La réflexion n'était pas heureuse; car si Dieu avait
 favorisé les travaux de Caton, Rome n'eût point été
 asservie par César, et Caton ne se fût pas tué à
 Utique.

L'armée du pape était en eampagne. Le eardinal
 Busca, fidèle à sa parole, avait fait une Vendée de
 la Romagne, en soulevant, en fonantisant les popu-
 lations. Toutes les ressources du génie ultramonta-
 in, si puissant eeneore à cette époque sur l'Italie,
 avaient été mises en œuvre. Le prince de l'Église
 lui-même eampait fièrement, à la tête de sept mille
 hommes et d'une multitude de paysans et de moines,
 sur les horis du Senio, et défendait le pont de
 Castel-Bolognese avec huit pièces de canon. Le gé-
 néral Victor prit position le 2 février. Un parle-
 mentaire romain se présenta, et menaça, de la part
 de S. E., de faire feu si l'ennemi s'avançait. Bonaparte eut la politesse de remettre l'affaire au jour
 suivant; mais il fit passer, pendant la nuit, la ri-
 vière à une lieue au-dessus de sa position, par
 l'avant-garde aux ordres du général Lanues, en sorte
 que le lendemain l'armée pontificale se réveilla
 tout étonnée de se voir eentre deux feux, et eoupée
 même de sa retraite sur Faenza. Les Français for-
 cèrent au pas de charge le pont du Senio : une heure
 après, les troupes romaines fuyaient dans une dé-
 route complète, avec une perte de quelques centai-
 nes d'hommes. On ramassa sur le eamp de bataille
 des moines, des crucifix et des poignards. Victor
 marcha sur Faenza dont il fut obligé de briser les
 portes, après d'inutiles sommations repoussées par
 les outrages les plus injurieux. Le général en chef
 rassembla dans un grand jardin tous les captifs.
 Comme ils avaient répondu par d'infâmes invectives
 aux sommations de Victor, ils se crurent perdus,
 se jetèrent à genoux, et demandèrent grâee. Bonaparte ne se sentait aucunement porté à user du droit
 de la victoire eontre cette populace de soldats : il
 lui accorda la vie et la liberté, ne voulant pas même
 d'eux pour prisonniers. Il sauva également la ville
 du pillage auquel la eondamnaient les lois de la
 guerre. Ce n'était là qu'un acte de grandeur de

caractère; les vaincus, en qui la passion de la vengeance était naturelle, prirent cette conduite pour de la générosité, de la part d'un homme qu'eux et leurs chefs avaient dévoué aux poignards et à la destruction. Pen touché des expressions tumultueuses de leur reconnaissance, Bonaparte appela chez lui tous les officiers, dont uno partie appartenait aux grandes familles de Rome; il leur permit de retourner dans leurs foyers, et, après les avoir pénétrés de sa ferme résolution de protéger l'Italie et le Saint-Père, il les décida à se charger de publier sa proclamation. De prisonniers inquiets, d'ennemis acharnés, ces officiers devinrent tout à coup d'utiles émissaires. La métamorphose fut prompte et complète, parce que dans cette classe, même à cette époque, il n'y avait pas de fanatiques. A leur retour, qui étonna beaucoup leurs compatriotes, ils tinrent exactement leur parole : ils répandirent la renommée du vainqueur, et disposèrent les esprits, d'ailleurs peu belliqueux, à des sentimens pacifiques. Forlì, Césène, Pesaro, Rimini, Sinigaglia, acceptèrent avec empressement la conversion qui leur fut prêchée par ces missionnaires d'une nouvelle espèce; elles se hâtèrent d'ouvrir leurs portes aux Français comme à des libérateurs. La conquête de la Venée du cardinal Busca, de la terrible Romagne, fut une simple promenade militaire.

De Faenza, Victor marcha sur Ancône, où il devait rencontrer le général Colli. Ce général avait éprouvé la valeur française à Cherasco et à Mondovi, et savait bien qu'il ne comptait plus des soldats piémontais sous son drapeau. Cependant il se porta avec trois mille hommes sur les hauteurs qui défendent la ville; c'était tout ce qu'il avait pu réunir. Mais quand il vit s'avancer les colonnes de Victor, il disparut tout à coup, ainsi que ses officiers. Le général français somma cette troupe de se rendre, et, pendant la sommation, la fit entourer. Les Romains, n'apercevant plus le chef invincible envoyé par l'Autriche, mirent bas les armes sans brûler une amorce. Victor s'empara, le 9 février, de la citadelle, où il trouva cent vingt bouches à feu, un arsenal bien approvisionné, et cinq mille fusils que l'Empereur venait d'adresser au Saint-Père. Le lendemain, Victor occupa Lorette, si fameuse par la Casa-Santa que les anges y apportèrent. Mais le Vatican avait prudemment fait enlever le trésor de cette église, enrichie depuis tant de siècles par les libéralités du monde chrétien; il avait laissé, parce que ce n'était qu'une pauvre statue de bois, la Vierge des miracles, celle à qui appartenaient ces trésors et cette maison sainte.

Bonaparte, à cette occasion, prit plaisir à eutrer vis-à-vis du Directoire dans l'esprit de la cour de Rome : il lui expédia à Paris la Vierge de bois.

C'était une piquante récrimination, à propos d'une instruction singulière qu'il avait reçue, sous la date du 12 avril 1790, avant les opérations contre le Piémont. Voici cette instruction. « Gènes ne doit pas « être éloignée de Lorette de plus de quarante-cinq « lieues. Ne pourrait-on pas enlever la Casa-Santa « et les trésors que la superstition y amasse depuis « quinze siècles? On les évalue à dix millions sterling. Dix mille hommes *secrètement* envoyés, « adroitement conduits, viendraient à bout d'une « telle entreprise avec la plus grande facilité. Il « reste une difficulté : la route n'est pas directe, et « il faut passer par l'Apennin. Cependant avec de « l'audace, non dans l'exécution, qui en exige peu « ou point, mais dans le projet, vous ferez une *opération financière* la plus admirable, et qui ne fera « tort qu'à quelques moines. Dix mille hommes « suffisent pour cette entreprise. Leur marche *est* « connue assure le succès; *au besoin, l'armée les* « *secondera.* » Il n'y a pas un mot dans ce document qui ne soit une absurdité. Le Directoire convoitait avec tant de franchise et d'ardeur les dépouilles sacrées de la Vierge de Lorette, que dans son impatience il n'avait pas même songé combien il était inopportun de proposer au général en chef une expédition au cœur de l'Italie, et le sacrifice du tiers de l'armée, quand il se trouvait encore en dehors des frontières du Piémont. L'avidité fiscale du Directoire ne fut pas mieux satisfaite, dix mois après, malgré la possession de la Péninsule, assurée par la prise de Mantoue; et il fallut se contenter de la statue de bois, à défaut des trésors de la Casasanta.

Au milieu de ces petits épisodes de la guerre pontificale, Bonaparte poursuivait toujours avec succès sa conquête morale sur les peuples de l'Italie et sur l'opinion de l'Europe. Sa générosité pleine de prévoyance servit merveilleusement sa politique. Une foule de prêtres français émigrés restèrent tout à coup sans retraite par l'occupation de la Romagne; et, déjà fatigués de l'hospitalité qu'ils leur accordaient, le clergé et les moines profitèrent de la victoire républicaine pour les congédier. Bonaparte, indigné de cette cruauté, dont il était loiu d'offrir l'exemple aux vaincus, invita hautement, par une proclamation, les évêques et les supérieurs ecclésiastiques à donner asile à ces pauvres prêtres, qu'il eut l'heureuse idée de placer sous la protection de ses troupes. Cette circonstance amena une foule de scènes touchantes. Beaucoup de soldats reconquirent les curés de leurs villages. C'était ainsi que Bonaparte, maître de Mantoue, quatre fois vainqueur des Autrichiens, et fondateur de plusieurs États libres en Italie, répondait aux excommunications et aux complots d'assassinat dont le Vatican menaçait notre armée et son général.

Cependant le retour des prisonniers de Faenza avait jeté la consternation dans la cour du Saint-Père. Le parti de la liberté, comprimé dans Rome depuis les meurtres de Duphot et de Basseville, y reparut subitement. Enfin, la prise d'Ancone et de l'imprennable Mantoue avait glacé soudain l'ardeur des conseils pontificaux, et Pie VI lui-même fut si honteux de sa conduite, que, malgré les assurances proclamées par le général français de la sécurité que le pape devait conserver dans la ville éternelle, quels que fussent les événemens, il prit la résolution d'aller se réfugier à Naples. Mais Bonaparte lui ayant fait proposer d'envoyer des plénipotentiaires à son quartier-général de Tolentino, le Saint-Père resta au Vatican. Alors le serpent de la politique ultramontaine se replia sur lui-même, et le souverain pontife, conseillé par son propre malheur, écrivit à Bonaparte :

« CHER FILS,

« SALET ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

« Désirant terminer à l'amiable nos différends actuels avec la république française, par la ré-
« traite des troupes que vous commandez, nous en-
« voyons et députons vers vous, comme nos pléni-
« potentiaires, deux ecclésiastiques, M. le cardinal
« Mattei, parfaitement connu de vous, et monsieur
« Galeppi, et deux séculiers, le duc don Louis
« Braschi, notre neveu, et le marquis Massimi, les-
« quels sont revêtus de nos pleins-pouvoirs, pour
« concerter avec vous, promettre et souscrire, les
« conditions justes et raisonnables que nous espé-
« rons d'obtenir. Nous nous engageons sur notre
« foi et parole à les approuver et ratifier en forme
« spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables
« en tout temps. Convaincu des sentimens de bien-
« veillance que vous avez manifestés, nous sommes
« décidé à ne pas sortir de Rome ; vous verrez par
« là combien est grande notre confiance en vous.
« Nous finissons en vous assurant de notre plus
« grande estime, et en vous donnant la paternelle
« bénédiction apostolique.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février
« 1797, l'an 22^e de notre pontificat.

« Signé Pie VI. »

Le style de cette lettre différait un peu de celui de la barangue publiée les jours précédens. Mais il n'y avait plus d'Autriche pour le Vatican.

Le général Bonaparte répondit, le 19 suivant, jour de la conclusion du traité de Tolentino :

Au quartier-général de Tolentino, le 1^{er} ventôse an 7.

« Très-Saint-Père, je dois remercier V. S. des

« choses obligeantes contenues dans la lettre qu'elle
« s'est donné la peine de m'écrire. La paix entre la
« république française et V. S. vient d'être signée.
« Jo me félicite d'avoir pu contribuer à son repos
« particulier. J'engage V. S. à se mêler des per-
« sonnes qui sont, à Rome, vendues aux cours en-
« nemies de la France, ou qui se laissent guider
« pas les passions haineuses qui entraînent la perte
« des États. Toute l'Europe connaît les inclinations
« pacifiques et les vertus conciliatrices de V. S. La
« république française sera, j'espère, une des amies
« les plus vraies de Rome. J'envoie mon aide-de-
« camp, chef de brigade (Murat), pour exprimer
« à V. S. l'estime et la vénération parfaite que j'ai
« pour sa personne, et je la prie de croire au désir
« que j'ai de lui donner, dans toutes les occasions,
« les preuves de respect et de vénération avec les-
« quels j'ai l'honneur d'être,

« Son très-obéissant serviteur,

« BONAPARTE. »

Napoléon dit dans ses Mémoires, que le Direc-
« teur voulait mettre fin au règne temporel du pape.
« Pour lui, il avait eu, vers cette époque, la même
« idée, mais en y attachant une combinaison toute
« politique. Avant de quitter Bologne, le 1^{er} fé-
« vrier, pour se rendre à Imola, il écrivit au Direc-
« teur :

« Ne pourrait-on pas, si nous allons jusqu'à Rome,
« réunir le Modénais, le Ferrarais et la Romagne,
« et en faire une république qui serait assez puis-
« sante? Ne pourrait-on pas donner Rome à l'Es-
« pagne, à condition qu'elle garantirait l'indépen-
« dance de la nouvelle république? Alors nous
« pourrions restituer à l'Empereur le Milanais, le
« Mantouan, et lui donner le duché de Parme, au
« cas que nous fussions obligés de passer par là,
« afin d'accélérer la paix dont nous avons besoin.
« L'Empereur n'y perdrait rien ; l'Espagne y gagne-
« rait beaucoup, et nous y gagnerions plus encore :
« nous aurions un allié naturel en Italie qui de-
« vicndrait puissant, et avec lequel nous correspon-
« drions par Massa-Carrara et l'Adriatique. »

Il fallait que la paix avec l'Autriche fût bien né-
« cessaire, malgré les triomphes d'Italie, pour que le
« général Bonaparte proposât lui-même au Directoire
« la restitution du sa plus belle conquête, du duché
« de Milan, du duché de Mantoue, et la cession du
« duché de Parme. Cette nécessité explique comment
« il se trouva entraîné à conclure, deux mois plus
« tard, l'armistice de Léoben et la paix de Campo-
« Formio, contre la volonté du Directoire, lorsque
« nous étions sur la route de Vicence, après avoir dé-
« truit la cinquième armée autrichienne, commandée

par le plus grand personnage et le plus grand capitaine de l'Autriche, l'archiduc Charles.

Le 25 février, Pie VI ratifia le traité de Tolentino. Il était divisé en partie politique et en partie financière; la première stipulait l'abandon des droits du Saint-Père sur Avignon et le comtat Venaissin, la cession des légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne, de la ville, de la citadelle et du territoire d'Ancône, ainsi que la mise en liberté de tous les détenus pour opinion; la partie financière stipulait le paiement de seize millions qui restaient à solder pour l'armistice de Bologne, et quinze autres millions pour la paix actuelle. L'article du traité d'armistice relatif à la livraison des tableaux, statues, manuscrits, et à divers objets d'art et de science, était rappelé et maintenu pour une rigoureuse et prompte exécution. Un article séparé obligeait le pape à faire désavouer à Paris le meurtre de Basseville par un envoyé extraordinaire, et à payer une somme de 500,000 fr. à la famille de cet infortuné. Bonaparte, au lieu d'aller à Rome, où il eût paru vouloir triompher du pape, se rendit à Mantoue où il n'avait pas voulu triompher de Wurmser.

Ainsi Bonaparte, infatigable, impétueux dans la guerre, aussitôt qu'il est vainqueur, donne sur le champ de bataille la paix à ses conquêtes, il se pro-

clame le protecteur des peuples. Il accorde la liberté aux prisonniers et l'indépendance aux provinces. Il n'est encore ambitieux ni pour lui ni pour sa patrie. Ce sont des amis et des nations libres qu'il attache à la république. Généreux dans l'âge où la gloire des armes est une passion, il épargne l'humiliation aux cheveux blancs du maréchal Wurmser et du souverain pontife; et, l'émule de César pour le génie de la guerre, il est l'émule de Scipion pour la modération dans la victoire. Heureuse et unique époque peut-être pour la France et pour son héros! La gloire de Bonaparte fondait la grandeur de la république, en même temps que le génie de la liberté contenait cette gloire dans son austère limite, ne lui permettant rien de personnel, rien qui ne fût pour la patrie. Jamais plus noble contrat n'avait lié une armée et sa nation, un grand capitaine et son gouvernement. Toutefois, comme je l'ai dit, il manquera à la vie de Bonaparte d'avoir vu la ville éternelle. Qui sait ce qu'aurait produit sur une âme alors toute républicaine la majesté de la cité de Numa? et quel eût été l'effet de cet imposant souvenir, quand, par uno grande révolution de la fortune, Rome devint la seconde capitale du négociateur de Tolentino, monté sur le trône des Français?

CHAPITRE IX.

(Du 1^{er} mars au 18 avril 1798.)

ARRESTICE DE LÉON.

En moins de douze mois, Bonaparte a réuni à la France une partie du Piémont, fondé deux républiques en Lombardie, conquis toute l'Italie depuis le Tyrol jusqu'au Tibre, et assuré tant de gloire par des traités avec les souverains de la Sardaigne, de Gènes, de Parme, de la Toscane, de Naples et de Rome. La Corse est rentrée sous notre obéissance. L'illustre guerrier et le grand politique marchent ensemble, et ne doivent plus se séparer. Toute la France regarde Bonaparte, et ne regarde que lui. Le Directoire commence à ne se considérer que comme un intermédiaire entre la nation et son héros, et il obéit à tous deux également, lorsqu'il commande au général en chef de l'armée d'Italie de poursuivre ses succès et de menacer la capitale de l'Autriche. Le Directoire se souvient du projet d'invasion en Allemagne, ainsi que de la coopération de l'armée du Rhin, que le vainqueur de Millesimo et de Mondovi lui avait proposés du quartier-général de Cherasco : il s'en souvient, et se soumet aux dispositions que cette singulière prévision du général victorieux lui a tracées aux portes de l'Italie, avant d'y avoir attaqué la maison d'Autriche sur son territoire.

Aussitôt après la prise de Mantoue, cette puissance se voit inquiétée dans ses États héréditaires, au moment où, par la prise de Kehl, elle espérait franchir le Rhin et envahir nos frontières. La dernière ressource est une cinquième armée à opposer à Bonaparte. Le prince Charles, illustré par des exploits récents, amène avec lui ses meilleurs soldats du Rhin. Le *Tagliamento* sert de point de réunion aux nouvelles troupes impériales, mais trop peu

nombreuses encore pour soutenir les grands intérêts qui reposent sur elles. L'imprévoyance du cabinet de Vienne sous ce rapport mérite d'être remarquée. Si quatre armées de quatre-vingt mille hommes, successivement envoyées contre les Français, n'avaient pu sauver l'Italie, l'Autriche devait faire marcher la moitié des forces de l'empire pour défendre la route de Vienne et ressaisir les conquêtes de Bonaparte. Cette importante mesure, prescrite par la nécessité, eût peut-être alors échangé les destinées militaires et politiques de la France. La république n'aurait pu reprendre l'offensive sur le Rhin, si l'archiduc Charles, victorieux dans le *Brigaw*, n'avait pas dû partir avec ses bataillons d'élite. Le Directoire, plus occupé de sa conservation que de sa gloire, moins habile que jaloux de son général, se fut peut-être facilement consolé de la perte de l'Italie, et n'eût pas épargné une disgrâce éclatante à ce grand capitaine, qui avait conquis son élévation autant sur son propre gouvernement que sur les ennemis de son pays.

Cependant Bonaparte a deviné son illustre adversaire, et, le 10 mars, il met en mouvement ses troupes, auxquelles se sont réunies la division Bernadotte et la division Delmas, venues de la Sambre et du Rhin. En arrivant, Bernadotte avait dit à ses soldats : « *Soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse ! « l'armée d'Italie nous regarde.* » La rivalité de Bernadotte ne fut pas toujours aussi pure, mais alors toutes les ambitions militaires se montraient désintéressées. La rivalité était, comme la valeur, une noble passion commune à tous les généraux distingués, et leur donnait un caractère de gran-

deur individuelle qui disparut tout à coup avec la république.

Quarante mille soldats s'avançaient des bords du Rhin pour rejoindre les débris de l'armée d'Alvinzi. Le quartier-général de l'archiduc, d'abord à Inspruck, était porté à Goritz. Bonaparte voulut attaquer le prince avant l'arrivée de ces renforts, et profiter de la supériorité numérique de son armée pour affranchir entièrement l'Italie et ouvrir une campagne d'Autriche. Il avait espéré un secours de vingt mille hommes dont dix mille de troupes piémontaises, et dix mille de troupes vénitienes. Mais on a vu déjà que le Directoire, suivant ce système d'envie par lequel il cherchait à miner la gloire du général en chef, n'avait point ratifié le traité conclu à Bologne entre Bonaparte et la cour de Turin. En empêchant par ce refus maladroit la réunion de deux peuples sous le même drapeau, le Directoire retardait encore l'effet de cette politique convertissant aux idées républicaines, qui faisait cependant le continuel objet de ses instructions. Dans le même temps, la seigneurie de Venise refusait son contingent. Bonaparte connaissait les dispositions que ce gouvernement, malgré nos triomphes, conservait envers la maison d'Autriche. Il avait rendu compte au Directoire de la faveur avec laquelle Venise accueillit dans ses provinces de terre-ferme les fugitifs de Rivoli et de la Favorite; et, en politique habile autant qu'en général prévoyant, au moment de porter la guerre dans les deux Friouls et dans les deux Tyrols, il avait voulu comprimer par un traité d'union les intrigues vénitienes, et briser, par l'établissement d'une coopération militaire, les liens qui attachaient la république de Venise à la cour de Vienne. Mais il échoua dans cette négociation; de manière qu'au lieu d'acquérir un allié, il dut compter sur un ennemi; aussi se vit-il obligé de laisser Victor avec dix mille hommes en réserve sur l'Adige, pour contenir la malveillance de l'oligarchie vénitienne. Cette malveillance lui présente un grand péril, soit qu'il revienne vainqueur ou vaincu : elle est un piège tendu sur sa route par la puissance qui tient au nord les clefs de l'Italie. Quant à l'oligarchie génoise, depuis long-temps prisonnière de la Victoire, et contenue par l'alliance piémontaise, elle demeure encore sous la garde continuelle de la faction démocratique, qui, dans les murs de Gènes, favorise les Français. Telle est la position de Bonaparte prêt à marcher seul sur l'Autriche, car il sait qu'il ne doit rien attendre des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse : les cent quatre-vingt mille combattans dont elles se composent seront encore sur la rive gauche du Rhin, quand il aura planté son drapeau sur les hauteurs du Simmering, à vingt lieues de Vienne.

Le général en chef a campé ses troupes : il est à la tête de cinquante-cinq mille hommes; il compte autour de lui trente-huit mille combattans, qui forment les divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau : celle-ci est commandée par le général Guyeux. Dix-sept mille hommes sont aux ordres de Joubert, c'est-à-dire, sa division, celle de Delmas et celle de Baraguay-d'Hilliers. Vingt autres mille hommes, et entre autres la division Victor, occupent les places et observent le midi de la péninsule italique, où la foi des traités récents avec la cour de Naples et celle de Rome ne parait pas suffire pour rassurer la prudence du général Bonaparte. Les troupes de Victor, destinées à garder l'Adige, sont encore sur l'Apennin : elles ne pourront se trouver en position que dans le courant d'avril; ce général doit rallier les bataillons lombards, espagnols, bolonais et peut-être l'insurrection démocratique de la terre-ferme vénitienne. Le total des forces françaises en Italie est de soixante-quinze mille hommes, dont cinquante-cinq mille forment l'armée active que Bonaparte va mettre en mouvement. L'archiduc lui oppose, dans les premiers jours de mars, trente-cinq mille hommes qui couvrent le Frioul et qui occupent le Tyrol; dix mille Tyroliens, excellents soldats de montagnes, sont accourus au drapeau autrichien. Bonaparte doit se hâter de profiter de la supériorité numérique de son armée. C'est la première fois qu'il peut l'admettre dans ses calculs stratégiques. Et en effet il doit se presser d'opérer avant l'arrivée des renforts de l'armée autrichienne du Rhin; car alors il aurait quatre-vingt-dix mille hommes à combattre, et, sur ses derrières, Venise à redouter.

Le 9 mars, Bonaparte a son quartier-général à Bassano. L'ordre du jour suivant rappelle à l'armée ses triomphes : « Soldats! la prise de Mantoue « vient de finir une campagne qui vous a donné « des titres éternels à la reconnaissance de la pa- « trie. Vous avez été victorieux dans quatorze ba- « tailles rangées et dans soixante-dix combats : « vous avez fait cent mille prisonniers, pris cinq « cents pièces de canon de campagne, deux mille « de gros calibre, quatre équipages de pont. Les « contributions mises sur le pays que vous avez « conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pen- « dant toute la campagne. Vous avez en outre en- « voyé trente millions au ministre des finances, « pour le soulagement du trésor public. Vous avez « enrichi le Muséum de Paris de trois cents chefs- « d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, et qu'il « a fallu trente siècles pour produire. Vous avez « conquis à la république les plus belles contrées « de l'Europe. Les républiques transpadane et espag- « nane vous doivent leur liberté. Les couleurs

« françaises flottent pour la première fois sur les
 « bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre
 « heures de l'ancienne Macédoine, d'où *Alexandre*
 « s'élança sur l'Orient. Une grande destinée vous
 « est aussi réservée; vous n'avez pas tout achevé.
 « Vous châtierez ces insulaires perfides, qui, étran-
 « gers aux malheurs de la guerre, sourient avec
 « plaisir aux maux du continent. Les rois de Sar-
 « daigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, se
 « sont détachés de la coalition de vos ennemis, et
 « ont brigué votre amitié. Vous avez chassé les An-
 « glais de Livourne, de Gènes, de la Corse. C'est
 « en vous que la patrie met ses plus chères espé-
 « rances : vous continuerez à en être dignes. De
 « tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer
 « la république à sa naissance, l'empereur seul
 « reste devant vous : se dégradant lui-même du rang
 « d'une grande puissance, ce prince s'est mis à la
 « solde des marchands de Londres. Il n'a plus de
 « politique, de volonté, que celles de ce cabinet
 « perfide, qui, étranger aux malheurs de la guerre,
 « sourit avec plaisir aux maux du continent. Le
 « Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner
 « la paix à l'Europe. La modération de ses propo-
 « sitions ne se ressentait pas de la force de ses ar-
 « mées; il n'avait pas consulté votre courage, mais
 « l'humanité, et l'envie de vous faire rentrer dans
 « vos familles. Il n'a pas été écouté à Vienne; il
 « n'est donc plus d'espérance pour la paix, qu'en
 « allant la chercher dans le cœur des États hérédi-
 « taires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez
 « un brave peuple, accablé par la guerre qu'il a
 « eue contre les Turcs et par la guerre actuelle.
 « Les habitans de Vienne et des États d'Autriche
 « gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire de
 « leur gouvernement; il n'en est pas un qui ne soit
 « convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les
 « ministres de l'empereur. Vous respecterez leurs
 « propriétés. C'est la liberté que vous apporterez à
 « la brave nation hongroise. La maison d'Autriche,
 « qui, depuis trois siècles, va perdant à chaque
 « guerre une partie de sa puissance, qui mécontente
 « ses peuples en les dépouillant de leurs privilèges,
 « se trouvera réduite, à la fin de cette sixième cam-
 « pagne (puisqu'elle nous contraint à la faire), à
 « accepter la paix que nous lui accorderons et à
 « descendre en réalité au rang des puissances se-
 « condaires, où elle s'est déjà placée en se mettant
 « aux gages et à la disposition de l'Angleterre. »
 Cette proclamation devait produire d'autant plus
 d'effet, qu'elle était vraie dans toutes ses parties.
 Elle renfermait aussi quelque chose de prophétique,
 que le moderne Alexandre devait réaliser sur les
 bords du Nil. Peut-être cette grande expédition,
 qui avait occupé autrefois la politique de Versailles,

était-elle aussi déjà dans la pensée du triomphateur
 de l'Italie. Quoi qu'il en soit, nos armées et leurs
 chefs ne se battaient alors que pour donner non
 seulement l'indépendance, mais encore la liberté
 politique et civile aux nations. Quand nos étan-
 dards changèrent de légende, le style des procla-
 mations françaises ne fut plus populaire pour ces
 nations; mais il continua de l'être pour les soldats
 de Napoléon.

Les premiers coups de Masséna soumettent au
 drapeau républicain des villes dont le nom doit
 anoblir un jour des ministres et des généraux qui
 n'ont peut-être jamais vu leurs murailles. De Bas-
 sano il se précipite sur la division Lusignan, et s'em-
 pare de Feltré, de Bellune et de Cadore. L'ar-
 mée a passé la Piave : Serrurier occupe Conçigiano,
 où s'établit le quartier-général. Le 16 mars, Bona-
 parto force le passage du Tagliamento, défendu
 par une forte arrière-garde; bientôt la ligne des
 Autrichiens est enfoncée, et l'ennemi bat en retraite
 sur Palma-Nova, où le vainqueur entra à sa suite.
 Masséna avait, de son côté, forcé tous les passages,
 s'était emparé des gorges de Ponteba, fermait la
 route de la Carinthie à l'archiduc et marchait sur
 Tarvis. Ce prince, qui déjà s'était replié sur Goritz,
 courut à Klagenfurth, d'où il tira une belle division
 de grenadiers, et prit position en avant de Tarvis
 pour arrêter Masséna. Le 24, l'affaire s'engagea vi-
 goureusement. L'archiduc paya de sa personne,
 mais il ne put résister à l'impétuosité de Masséna
 et de Brune. Il perdit Tarvis, dont la possession
 nous livra les débouchés par lesquels trois divi-
 sions autrichiennes étaient revenues de l'affaire du
 Tagliamento. La marche de l'armée française sur
 Tarvis avait été décidée par un avantage important,
 qui avait suivi le passage du Tagliamento. Le 17,
 Bernadotte s'était porté sur Gradisca, ville forte
 qu'il voulut enlever d'assaut. L'arrivée de la divi-
 sion Serrurier, qui prit cette place à revers, avait
 décidé le gouverneur à capituler et à se rendre pri-
 sonnier avec trois mille hommes. Cette division
 avait passé l'isonzo, à la suite du colonel Andréossy,
 qui s'y était jeté pour sonder la rivière. Après la
 prise de Gradisca, le général Bonaparte avait trans-
 porté son quartier-général à Goritz et lancé Berna-
 dotte sur Laybach, à la poursuite de l'ennemi. Le
 jour même où Masséna prenait Tarvis, Dugua entra
 à Trieste. Les Autrichiens voulurent tenir à la
 Chiusa où ils étaient suivis par le général Goyeux;
 mais ils se virent tout à coup attaqués en tête par
 Masséna qu'ils ne savaient pas dans Tarvis. La
 4^e demi-brigade de ligne, que le général Bonaparte
 avait nommée *l'Impétueuse*, soutint sa gloire; elle
 enleva la position de la Chiusa. L'ennemi perdit
 cinq mille prisonniers, trente-deux pièces de canon,

quatre cents voitures d'artillerie et de bagages, et quatre généraux. Les combats de Tarvis et de la Chiesa-Veneta, faibles trophées d'une guerre où la France venait de conquérir les plus beaux triomphes peut-être de l'histoire, devaient avoir d'immenses résultats pour sa politique et pour la grandeur de son général.

Bonaparte passa la Drave à Villach, et établit son quartier-général à Klagenfurth, d'où il chassa deux divisions autrichiennes arrivées de l'armée du Rhin. L'archiduc n'avait pas osé s'y attendre, et s'était précipitamment retiré sur Neumarek, quoiqu'il eût rallié une bonne partie de ses renforts. Ce fut à Klagenfurth que le vainqueur adressa aux peuples de la Carinthie, de la Carniole et de l'istrie, une proclamation à la fois glorieuse et philanthropique, dont la garantie reposait déjà sur la discipline du soldat et sur la sagesse de l'administration militaire, et devait être de plus assurée par le régime paternel qu'elle confiait aux habitants. Cette proclamation renfermait les paroles suivantes : « Malgré l'Angle-terre et les ministres de la cour de Vienne, soyons amis. La république française a sur vous des droits de conquête; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie réciproquement! Vous ne vous mêlez pas d'une guerre qui n'a pas votre aveu. Vous fournirez aux besoins de mon armée. De mon côté, je protégerai les propriétés. Je ne tirerai de vous aucune contribution. » Le contrat fut observé fidèlement de part et d'autre. Le général en chef appela les plus riches propriétaires à la composition des quatre gouvernements qui furent organisés. La justice, la modération, marchaient sous le drapeau de Bonaparte, et après la victoire elles assuraient la conquête.

Cependant les armées du Tyrol étaient encore en présence, et Joubert, opposé aux généraux Kerpen et Laudon, attendait l'ordre d'attaquer. Cet ordre lui parvint du quartier-général de Goritz. Le 20 mars, il commença son mouvement sur le camp de Kerpen, assis derrière le Lavisio, à Cambra, couvrant Saint-Michel. Il passa la rivière à Ségonzano, et les divisions Delmas et Baraguay-d'Hilliers à Lavis même. Kerpen, culbuté de toutes ses positions, perdit trois mille prisonniers et deux mille hommes tués : c'était la moitié de ses forces. Joubert se porta sur Neumarek, et battit le corps de Laudon, placé de l'autre côté de l'Adige, lui fit deux mille cinq cents prisonniers, et entra à Neumarek. Botzano (Botzen), où se trouvaient tous les magasins de l'ennemi, fut enlevé par notre avant-garde. Kerpen s'était rallié à Clausen, derrière une division arrivée de l'armée du Rhin : dans cette position inexpugnable, il attendit Joubert avec confiance. Mais l'impulsion de la victoire était donnée : forcé à la retraite sur

Mittewald, où Joubert le poursuivit, Kerpen, battu pour la troisième fois, évacua Stersing, et se retira sur le Brenner. Joubert avait poussé jusqu'à Brixen, où l'insurrection tyrolienne, excitée par le comte de Laybach, aurait pu inquiéter ses opérations, s'il n'avait reçu l'ordre de rejoindre le général en chef, avec ses troupes.

Le 5 avril, Joubert quitta Brixen, traversa, sans être entamé, les cantons insurgés, qui, sous les ordres du général Laudon, avaient repris l'offensive, rejoignit l'armée avec douze mille hommes qui avaient inarqué tous leurs pas par des succès, et amena sept mille prisonniers au quartier-général. Le départ de Joubert laissa le champ libre au général Laudon et au général Kerpen. Celui-ci marcha pour se réunir à l'archiduc. Celui-là descendit l'Adige pour donner la main à l'insurrection vénitienne, dont Bonaparte a prévu la complicité. Cependant le général de l'armée républicaine n'est plus qu'à soixante lieues de Vienne. L'archiduc a perdu vingt mille prisonniers et cinquante pièces de canon. Vaincu dans toutes les rencontres qui avaient eu lieu depuis le passage du Tagliamento, il laisse les Français maîtres de quatre capitales : Goritz, Klagenfurth, Laybaeh et Trieste. L'alarme se répand à Vienne, et le Danube transporte au fond de la Hongrie les enfans de la famille impériale ainsi que les trésors de la cour et de la ville. Le besoin de suspendre la lutte doit parler plus haut à l'Autriche que son orgueil et sa politique. Bonaparte veut prévenir cette puissance et l'attaquer aussi sur le terrain de la paix : suivant le système de modération et de générosité qui avait signalé toutes ses victoires, il croit avec raison qu'il est de sa gloire d'aller au devant de la cour de Vienne. En conséquence, il écrit de Klagenfurth, le 31 mars, à l'archiduc Charles.

« MONSIEUR LE GÉNÉRAL EN CHEF,

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six années? Avons-nous assez tué de monde, fait assez de mal à la triste humanité? Elle réclame de toutes parts. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les a posées; votre nation reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous aurons perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus. Il faudra bien finir par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses. Le Directoire de la république française avait fait connaître à S. M. l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui dé-

« sole les deux peuples. L'intervention de la cour
« de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun
« espoir de nous entendre ? et faut-il, pour les inté-
« rêts ou les passions d'une nation étrangère aux
« maux de la guerre, que nous continuions à nous
« entr'égorgier ? Vous, monsieur le général en chef,
« qui par votre naissance approchez du trône, et
« qui êtes au-dessus des petites passions qui agitent
« les ministres et les gouvernements, êtes-vous dé-
« cidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humani-
« té entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne ?
« Ne croyez pas que j'entende par là, monsieur le
« général en chef, qu'il ne vous soit pas possible
« de la sauver par la force des armes. Mais dans la
« supposition que les chances de la guerre vous
« deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas
« moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général
« en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous
« faire peut sauver la vie à un seul homme, je
« m'estimerai plus heureux de la couronne civique
« que je me trouverais avoir méritée, que de la
« triste gloire qui peut revenir des succès mili-
« taires. »

L'archiduc répondit :

« MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

« Assurément, tout en faisant la guerre et en sui-
« vant la vocation de l'honneur et du devoir, je dé-
« sire autant que vous la paix pour le bonheur des
« peuples et de l'humanité. Comme néanmoins,
« dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient
« pas de seruter ou de terminer la querelle des na-
« tions belligérantes, et que je ne suis muni de la
« part de S. M. l'empereur d'aucuns pleins-pouvoirs
« pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le
« général, que je n'entre point avec vous là-dessus
« dans aucune négociation, et que j'attende des
« ordres supérieurs pour cet objet de si haute im-
« portance, et qui n'est pas précisément de mon
« ressort. Quelles que soient, au reste, les chances
« futures de la guerre ou les espérances de la paix,
« je vous prie, monsieur le général, d'être bien per-
« suadé de mon estime et de ma considération dis-
« tinguée. »

Ainsi, l'orgueil du cabinet autrichien refusa la
paix à Bonaparte aux portes de Vienne : Bonaparte
fut encore condamné à vaincre. Cependant le traité
d'alliance offensive et défensive venait enfin d'être
signé entre la république et le roi de Sardaigne ; et
une partie des forces piémontaises allait entrer en
ligne avec nos bataillons. Le 2 avril, à la pointe du
jour, Masséna se porta en avant de Klagenfurth sur
Friesach, où il entra avec l'ennemi qu'il poursuivait
jusqu'à Neumarek. Là il trouva l'archiduc à la tête

des débris de sa première armée et de quatre nou-
velles divisions arrivées des bords du Rhin. Digne
rival de Bonaparte, l'archiduc voulut encore tenter
le sort des armes et présenter noblement le combat.
Bonaparte fit promptement ses dispositions. Masséna
commença l'attaque ; elle se ressentit de cette
énergie qui enlevait toute cette armée de puis qu'elle
était en campagne. En peu de momens la ligue au-
trichienne fut brisée. Les Français s'emparèrent
des positions, de trois mille prisonniers, et péné-
trèrent pêle-mêle avec les Impériaux dans Neumarek,
où l'on prit encore douze cents hommes et du canon.
L'archiduc essaya de retarder la poursuite en pro-
posant une suspension d'armes, afin, disait-il, de
pouvoir prendre en considération la lettre du 31 mars.
Mais Bonaparte répondit qu'on pouvait négocier et
se battre, et qu'il n'y aurait point d'armistice jus-
qu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour la paix dé-
finitive. On poussa jusqu'à Scheiffing, à quatre
lieues du champ de bataille; le quartier-général
français séjourna deux jours dans cette place. Le
mouvement continua sur Knittelfeld, dont la route
était défendue par des positions formidables. Une
affaire très-chaude eut lieu dans les défilés de
Hundsmarck; l'ennemi en fut chassé avec une perte
considérable. Nos troupes occupèrent Knittelfeld,
et le 7 notre avant-garde entra à Léoben.

A Julenbourg, à vingt lieues de Vienne, le gé-
néral Bonaparte reçut, le 8 avril (19 germinal), la
véritable réponse à la lettre du 31 mars. Elle lui
fut remise sous la forme d'une note diplomatique
par le feld-maréchal Bellegarde, chef d'état-major
du prince, et par le comte de Meerweidt, général-
major, qui s'annoncèrent comme parlementaires.

« S. M. l'empereur et roi n'ayant rien plus à cœur
« que de concourir au repos de l'Europe et de ter-
« miner une guerre qui désole les deux nations, en
« conséquence de l'ouverture que vous avez faite
« à S. A. R. par votre lettre de Klagenfurth ;
« S. M. l'empereur nous a envoyés vers vous pour
« s'entendre sur cet objet d'une si grande impor-
« tance. Après la conversation que nous venons d'a-
« voir avec vous, et persuadés de la bonne volonté
« comme de l'intention des deux puissances de finir
« le plus promptement possible cette guerre dé-
« sastreuse, S. A. R. désire une suspension d'armes
« de dix jours, afin de pouvoir avec plus de célérité
« parvenir à ce but, et afin que toutes les longueurs
« et les obstacles que la continuation des hostilités
« apporterait aux négociations soient levés, et que
« tout concoure à rétablir la paix entre les deux
« grandes nations.

« Signé : BELLEGARDE, MEERWEIDT. »

Bonaparte répondit : « Dans la position militaire

« des deux armées, une suspension d'armes est toute
 « contraire à l'armée française ; mais, si elle doit
 « être un acheminement à la paix tant désirée, et si
 « utile aux peuples, je consens sans peine à vos dé-
 « sirs. La république française a manifesté souvent
 « à S. M. le désir de mettre fin à cette lutte cruelle :
 « elle persiste dans les mêmes sentimens. Je ne
 « doute pas, après la conférence que je viens d'avoir
 « l'honneur d'avoir avec vous, que sous peu de
 « jours la paix ne soit enfin rétablie entre la répu-
 « blique française et Sa Majesté. » Le soir, la sus-
 « pension d'armes fut signée pour cinq jours. Dans
 « cette conférence préliminaire avec les plénipoten-
 « tiaires autrichiens, Bonaparte leur dit : « Votre
 « gouvernement a envoyé contre moi quatre armées
 « sans généraux, et cette fois un général sans

« armée. » Bel éloge de l'archiduc Charles !

Cet armistice, qui s'étendit aux armées du Tyrol, donna une nouvelle ligne à l'armée française. Serurier occupa la grande et forte ville de Gratz. Bonaparte transféra lui-même son quartier-général à Léoben, et son avant-garde jusqu'à Bruck, où s'établit Masséna, dont les avant-postes couronnaient les hauteurs et couvraient les pentes du Simmering. Bonaparte avait annoncé au Directoire qu'avant le 10 avril il aurait atteint les sommets de cette montagne. L'adjndant-général Leclere, depuis beau-frère du premier consul, reçut l'ordre de porter au Directoire la nouvelle de cet armistice. *C'était un officier distingué, dit Napoléon : intrépide sur le champ de bataille.*



CHAPITRE X.

INSURRECTION DE VENISE. — PRÉLIMINAIRES DE LÈBBY.

En recommençant la campagne sur le Tagliamento, Bonaparte avait en pour but de s'ouvrir la route de Vienne; c'était le seul moyen de parvenir à la paix. Mais songeant en même temps à ne pas laisser derrière son armée, entraînée sur les sommets des Alpes, une puissance ennemie ou douteuse, il avait continué avec l'État de Venise les négociations entamées en juin et juillet 1796, soit par le Directoire, soit par les alliés de la France, tels que l'Espagne et la Turquie, soit par lui-même, alors qu'il ne restait plus que Mantoue aux Autrichiens. Toutefois, depuis cette époque, Venise n'avait cessé d'armer sans répondre aux prévenances de la France. Bonaparte, désirant depuis mettre tout en œuvre pour décider Venise en faveur de la république, s'était adressé directement aux chefs de l'État. Il voulait voir à Vérone le provéditeur-général Foscarini, à Brescia le provéditeur Mocenigo, qui le reçut magnifiquement. Il avait eu aussi plus d'un entretien avec le provéditeur Battaja, dont les opinions s'accordaient avec ses vues. Rien ne fut négligé de sa part pour soustraire Venise aux périls de sa politique astucieuse. A cette époque, par la plus juste représaille, les Français étaient entrés à Peschiera, qui avait reçu les Autrichiens, et Vérone se trouva par conséquent forcée d'ouvrir ses portes au vainqueur de Beaulieu. Les propositions faites alors aux provéditeurs par le général en chef, afin d'amener Venise à des relations franchement amicales avec la république française, avaient été éludées par ce gouvernement, qui comptait encore sur les victoires de l'Autriche. Peu de temps après, les défaites successives de Wurmscr et d'Alvinzi chan-

gèrent totalement à l'avantage des Français les dispositions de la plus grande partie des villes de la Terre-Ferme vénitienne. Bergame et Brescia, ses deux principaux municipes, Milan, capitale de la république lombarde, Bologne, capitale de la république transpadane, s'étaient fédérées, et, sous la direction de leurs familles patriciennes, elles faisaient cause commune avec les Français. Cette aristocratie avait enfin trouvé et saisi l'occasion de venger la longue injure qui l'excluait, à titre de conquête, du partage de la souveraineté avec la noblesse de la capitale. La Terre-Ferme était pour l'oligarchie vénitienne ce que le pays de Vaud était pour l'oligarchie bernoise.

Depuis la guerre, trois factions partageaient le sénat de Venise : l'une, celle des vieux sénateurs, formait le parti, très-honorable sans doute, de l'indépendance, qui repoussait également l'influence allemande et l'influence française; mais ce parti manquait de coup-d'œil et de décision; car le temps était venu où il fallait absolument choisir. La seconde faction, tout autrichienne, voulait une neutralité armée contre nous : Pesaro, qui dirigeait alors toute la politique de l'État, était le chef de cette faction; il avait pour lui tous les jeunes sénateurs. Le troisième parti nous favorisait : le provéditeur Battaja, l'âme de ce parti, proposait une alliance offensive et défensive avec la république française. Cette opinion obtint peu de crédit dans le sénat. Il n'y avait cependant pas d'autre moyen de salut; mais on préféra, selon l'usage des aristocraties dans les gouvernements minés par la vieillesse, la routine du privilège et la vanité du patri-

ciat au bien-être de la patrie. Les adulations dont les providiteurs en mission entourèrent Bonaparte, ses généraux et son armée, soit à Brescia, soit à Vérone, soit à Peschiera, servirent mal à dissimuler les dispositions du sénat vénitien, qui avait supporté avec une patience remarquable l'entrée de Beaulieu à Peschiera, à Vérone; celle de Wurmser à Vicence, à Padoue, à Bassano, avant aucun général français. La violation du territoire vénitien, devenu le champ de bataille, ne pouvait plus faire le sujet d'un procès soutenable; ce procès était jugé de fait en dernier ressort par le vainqueur, qui avait chassé de la Terre-Ferme les premiers qui l'avaient occupée.

Mais il existait, comme nous l'avons déjà dit, une question difficile à résoudre, et c'était la question principale; il fallait conquérir la paix, non plus sur le territoire de Venise, mais en Allemagne, sur la route de Vienne. Voilà la raison d'État de la campagne sur le Tagliamento. Toutefois cette nécessité renfermait un immense danger, celui de laisser derrière soi trois millions de sujets vénitiens, quand on serait engagé au-delà des frontières de cette république, à la poursuite de l'archiduc, dans les Alpes allemandes. Ce péril ne devait pas échapper à celui qui l'avait déjà prévu lors de la poursuite de Beaulieu. Aussi Bonaparte voulut avoir une conférence avec le sénateur Pesaro, auquel il offrit l'amitié de la France et la garantie de tous les États vénitiens de la Terre-Ferme, dont une partie avait déjà levé, à Brescia et à Bergame, l'étendard de l'indépendance. Il lui proposa de déclarer la guerre à l'Autriche et de fournir un contingent de dix mille hommes à l'armée française. Il lui donna en outre le conseil aussi amical que politique de faire ouvrir le livre d'or aux grandes familles de la Terre-Ferme. Pesaro partit en disant qu'il apporterait la réponse du sénat dans quinze jours. Il cherchait à gagner du temps, dans l'espérance que cet intervalle serait favorable aux armes de l'Autriche. Mais Bonaparte, de son côté, mit ces quinze jours à profit; il passa la Piave. L'archiduc fut battu sur le Tagliamento. La révolution s'était opérée à Bergame, à Salò, à Brescia. Le peuple avait désarmé dans cette dernière ville la garnison, composée de deux mille Esclavons. Le providiteur Battaja avait été arrêté et renvoyé à Vérone. Enfin Palma-Nova, place très-forte, que les Autrichiens n'avaient pu défendre, avait ouvert ses portes au vainqueur; et sur le sommet des Alpes noriques, au-delà de l'Isongo, Tarvis voyait flotter sur ses murs le drapeau de la république française.

A l'expiration des quinze jours, Pesaro était revenu, et Bonaparte avait renouvelé ses propositions. « Armez-vous encore? lui dit-il. — Il le faut

« bien, répondit Pesaro; il nous faut punir les re-
« belles de Brescia et de Bergame, et contenir les
« melleillans de Crema, de Chiara, de Vérone, et
« les agitateurs de Venise elle-même. — S'il est,
« reprit Bonaparte, des troubles sur nos derrières
« par votre faute, si les troupes que je laisse sont
« insultées, ce qui n'était pas un crime quand j'é-
« tais en Italie, en serait un irrémissible quand je
« serai en Allemagne. Votre république cesserait
« d'exister; vous auriez prononcé sa sentence.
« Vaincu ou vainqueur, je ferais la guerre à vos
« dépens. » Après cet entretien, on s'était séparé, Bonaparte pour continuer ses avantages et Pesaro sa politique. En effet, malgré la défaite de l'archiduc Charles, la haine sénatoriale de Venise fut si aveugle, que l'envoyé de cette république à Vienne reçut ordre de conclure une alliance avec l'empereur.

Le cabinet autrichien se montra aussi empressé que celui de Venise à signer le nouveau traité, et des instructions spéciales furent données aux généraux autrichiens pour exciter des soulèvements dans les pays qui venaient d'être dépassés par l'armée française. Le général Laudon, chargé de cette nouvelle guerre, n'épargna ni les proclamations, ni les fausses nouvelles; il répandit, de concert avec Pesaro, le bruit que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse avaient été écrasées au passage du Rhin; que le Tyrol venait d'être le tombeau des Français, et que Joubert y avait péri avec ses troupes. Vainement le ministre de la république déclarait au sénat de Venise que le Rhin n'avait pas été abordé par nos troupes et que Joubert était entré dans la Carinthie; la conspiration contre les Français et leurs partisans, alimentée par Pesaro, et soutenue par les troupes eselavonnes au service de la république de Venise, s'allia bientôt aux mouvements que Laudon avait fomentés. Cette commotion inspira plus d'énergie encore aux villes de Terre-Ferme, qui, telles que Brescia, Salò et Bergame, avaient déjà affiché militairement leur indépendance. Elles s'unirent plus étroitement aux villes de Milan, de Bologne et de Modène. Mais Vérone, où Pesaro exerçait une grande influence, fut ainsi que Padoue et Vicence, chargée de mettre en œuvre les plans meurtriers de la conjuration anstro-vénitienne.

Cependant Bonaparte apprit à Judenburg, par la correspondance de l'ambassadeur de la république à Venise, par le général Balland et par le général Kilmaine qui commandaient, l'un à Vérone, et l'autre à Milan, qu'une insurrection générale était organisée dans la Terre-Ferme et même dans la capitale, contre les Français et leurs partisans. En conséquence, il donna au général Kilmaine le com-

manement de tous les États vénitiens, et il expédia son aide-de-camp Junot à Venise, avec l'ordre de lire en plein conseil la lettre qu'il écrivait au doge :

Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, au sérénissime doge de la république de Venise.

Au quartier-général de Judenburg, le 30 germinal an v (9 avril 1797).

« Dans toute la Terre-Ferme, les sujets vénitiens sont sous les armes. Leur cri de ralliement est : *Mort aux Français*. Le nombre des soldats d'Italie qui en ont été la victime se monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en vain de désavouer les attroupemens que vous-mêmes avez préparés. Croyez-vous que, quand j'ai pu porter nos armes au cœur de l'Allemagne, je n'aurais pas la force de faire respecter le premier peuple du monde ? Pensez-vous que les légions d'Italie puissent souffrir les massacres que vous excitez ? Le sang de nos frères d'armes sera vengé, et il n'est pas un seul bataillon français qui, chargé de cette mission généreuse, ne se sente trois fois plus de courage et de moyens qu'il ne lui en faut pour vous punir. Le sénat de Venise a répondu par la plus noire perfidie à notre générosité soutenue à son égard. Je prends le parti de vous envoyer mes propositions par un de mes aides-de-camp et chef de brigade. *La guerre ou la paix*. Si vous ne prenez sur-le-champ toutes les mesures pour dissiper les attroupemens, si vous ne faites aussitôt arrêter et remettre en mes mains les auteurs des meurtres qui se commettent, la guerre est déclarée. Le Turc n'est pas sur vos frontières : aucun ennemi ne vous menace, et cependant vous avez fait arrêter, de dessein prémédité, des prêtres pour faire naitre un attroupement, et le tourner contre l'armée. Je vous donne vingt-quatre heures pour le dissiper. Les temps de Charles VIII sont passés. Si, malgré la bienveillance que vous a montrée le gouvernement français, vous me rendez à vous faire la guerre, ne pensez pas que le soldat français, comme les brigands que vous avez armés, aille ravager les champs du peuple innocent et malheureux de la Terre-Ferme : non, je le protégerai, et il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée française de l'arracher à votre tyrannique gouvernement.

« BONAPARTE. »

Bonaparte avait bien ehoisi son ambassadeur ; Junot remplit sa mission, le 15 avril, avec la fer-

meté naturelle à son caractère, en y joignant aussi la rudesse d'un soldat victorieux et irrité. Il vit à ses pieds cet implacable sénat de Venise, dont la dernière heure allait sonner. Les intrigues de Pesaro, les mensonges de Laudon étaient dévoilés aux yeux de tous les habitans. Le gouvernement des puits et des plombs avait soudainement perdu de son impénétrabilité. On savait que Jonbert était maître de Villach, et avait, par la plus brillante comme la plus audacieuse opération, fait sa jonction avec l'armée. On savait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse occupaient toujours leurs positions sur le territoire de la république. On savait que Victor, revenu de la guerre pontificale, bloquait l'infâme Vérone avec quinze mille hommes ; qu'Angereau, de retour de Paris, marchait sur les lagunes avec vingt-cinq mille hommes : on savait que deux généraux autrichiens, arrivés en parlementaires au camp de Bonaparte, après avoir obtenu une suspension d'armes sollicitée par la superbe cour de Vienne, y étaient accrédités comme plénipotentiaires pour traiter de la paix ; on savait enfin que le général vénitien Fioravanti, qui commandait les Esclavons, avait dû mettre bas les armes du moment où Laudon, informé de l'armistice de Judenburg, était rentré dans le Tyrol. Le doge répondit le jour même au général en chef, par une lettre dans laquelle il rejetait les désordres et les assassinats de la Terre-Ferme sur la nécessité où les citoyens, fidèles à la république, avaient été de combattre les insurgés. Le cercle était vicieux. Par ce nom d'insurgés, on désignait les partisans de la France, et le doge envoyait deux députés chargés d'engager Bonaparte à faire rentrer les provinces rebelles sous l'obéissance de l'État. Ces excuses, qui ne pouvaient tromper personne, formaient une contradiction bien remarquable avec la déclaration suivante que renfermait la même lettre : « Le sénat, invariable dans la résolution de maintenir la paix et l'amitié qui nous lient avec la république française, s'empresse de vous en renouveler l'assurance dans les circonstances présentes. » Ainsi l'orgueil de la république de Venise ne s'abaissait point ici avec celui de la maison d'Autriche devant le vainqueur de l'archiduc ; c'était la république elle-même qui tombait et demandait merci. Mais, qui le croirait ? au moment même où le sénat se montrait dans une attitude suppliante, il comblait la mesure de toutes les perfidies. Bonaparte se vit tout à coup forcé de prononcer l'arrêt de ce gouvernement, tant les circonstances changèrent les dispositions de sa modération et de sa prudence. Le cours des choses l'avait également contraint d'évoquer à lui seul l'arbitrage de la guerre ou de la paix avec le cabinet de Vienne. En effet, le 13 avril, le comte de Meerweldt, accom-

pagné du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, était arrivé au quartier-général de Léoben avec des pleins pouvoirs, pour négocier et fixer des préliminaires. Bonaparte consentit, dans le désir de mettre un terme définitif aux hostilités, à prolonger jusqu'au 22 avril la suspension d'armes. Le château de New-Wald, à une lieue de Léoben, fut déclaré neutre; et, le 18, le général en chef signa les préliminaires, quoique le général Clarke eût l'autorisation du Directoire pour traiter; mais Clarke était alors à Turin, et Bonaparte ne jugea pas devoir l'attendre. Quelques jours après, Clarke arriva, et trouva sa mission remplie.

Ce fut dans une de ces conférences de Léoben, que le général Bonaparte demanda et obtint la liberté du général La Fayette et de ses deux compagnons, Latour-Maubourg et Bureau de Puxy, qui, depuis cinq années, prisonniers de l'Autriche contre le droit des gens, languissaient dans les cachots d'Olmütz. La Fayette avait été vainement réclamé par les orateurs du parlement britannique, par des généraux anglais, contre lesquels il s'était battu en Amérique, et enfin par des démarches instantes de ce gouvernement des États-Unis, qui, après Washington, lui devait son indépendance. Tout avait été inutile; tout avait échoué contre l'impassibilité d'un cabinet où Kaunitz avait été remplacé par Thugut. Il avait fallu que la république offrît d'elle-même, à la cour de Vienne, l'échange de la fille de Marie-Antoinette avec des

Français, arrêtés également par elle contre toutes les lois divines et humaines, pour que cette jeune princesse, pour que ces citoyens fussent rendus à la liberté. Il fallait aussi que ce fût le vainqueur de six armées, qui, aux portes de la capitale de l'Autriche, ordonnât impérieusement, comme une volonté de sa victoire, la liberté de celui qui l'avait donnée au Nouveau-Monde! Le voyage de La Fayette de Dresde à Hambourg fut signalé à l'Europe par le plus vif enthousiasme. Dix-sept ans après, l'Amérique de Washington tout entière devait appeler et recevoir La Fayette sur son rivage, et lui décerner un triomphe inconnu dans l'histoire.

Les préliminaires portaient qu'un congrès se réunirait à Berne pour la paix de l'Autriche, et un autre dans une ville allemande pour la paix germanique. Les limites du Rhin étaient garanties à la France. L'Oglio séparait les possessions autrichiennes de la nouvelle république Cisalpine, composée de la Lombardie, du Modénois, du Bergamasque et du Crémasco. On donnait les légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne à Venise, sur laquelle la France prenait un patronage de conquérant. Mantoue retournait à l'empereur; mais les communications, assurées aux armées françaises de Milan à Venise par la rive droite du Pô, frappaient de nullité les lignes du Mincio et de l'Adige, réservées à l'Autriche; et par conséquent la possession de Mantoue n'offrait qu'une jouissance de vanité à cette puissance.

CHAPITRE XI.

(Du 18 avril au 12 mai 1797.)

CORRESPONDANCE DU GÉNÉRAL BONAPARTE AVEC LE DIRECTOIRE, DU 16 AU 20 AVRIL. — SIGNATURE DES PRÉLIMINAIRES. — MASSACRE DES FRANÇAIS À VÉRONE. — DESTRUCTION DE L'OLIGARCHIE VÉNITIENNE.

La négociation de Léoben, où nous traitons au cœur des possessions de la maison impériale, faisait entrer la république dans les grandes affaires de l'Europe. La plus haute renommée s'attacha tout à coup au général qui, debout sur les débris de cinq armées autrichiennes, imposait la paix autant au Directoire qu'à la cour de Vienne. Sa correspondance avec son gouvernement met en lumière ces nouveaux intérêts, et porte l'empreinte de ce génie si riche de créations, de ce caractère neuf, à la fois impétueux et calme, de cette passion éclairée pour la gloire, de cette pensée pénétrante et élevée, de cette raison brillante et grave, de cet esprit vaste, plein d'invention et de prudence, aussi actif que réfléchi, toujours infatigable; enfin, de cet ensemble de tant de facultés contraires et énergiques qui, pendant une période de dix années, depuis les troubles de la Corse, jusqu'à la fin du consulat, ont placé Bonaparte au rang de ce petit nombre d'hommes à qui l'histoire et la postérité ont donné le nom de GRANDS.

La fameuse dépêche écrite de Léoben au Directoire par Bonaparte, le 16 avril, et dont le général Leclerc fut porteur, renferme les passages suivants :

« Nous sommes à l'article de la reconnaissance. Je leur ai dit (aux négociateurs autrichiens) que la république française ne voulait point être reconnue. Elle est en Europe ce qu'est le soleil sur l'horizon : tant pis pour qui ne veut pas la voir et en profiter....

« Si rien de tout cela n'est accepté (trois projets de préliminaires), nous nous battons, et si l'armée de Sambre-et-Meuse s'est mise en marche le 20, elle pourrait, dans les premiers jours du

« mois prochain, avoir frappé de grands coups, et se trouver sur la Reiknitz. Les meilleurs généraux et les meilleures troupes sont devant moi.

« Quand on a bonne envie d'entrer en campagne, il n'y a rien qui arrête, et jamais, depuis que l'histoire nous retrace des opérations militaires, une rivière n'a pu être un obstacle réel. Si Moreau veut passer le Rhin, il le passera; et s'il l'avait déjà passé, nous serions dans un état à pouvoir dicter les conditions de la paix d'une manière impérieuse et sans courir aucune chance; mais qui craint de perdre sa gloire est sûr de la perdre. J'ai passé les Alpes juliennes et les Alpes noriques sur trois pieds de glace. J'ai fait passer mon artillerie par des chemins où jamais chariot n'avait passé, et tout le monde croyait la chose impossible. Si je n'eusse vu que la tranquillité de l'armée et mon intérêt particulier, je me serais arrêté au-delà de l'Isonzo. Je me suis précipité dans l'Allemagne pour dégager les armées du Rhin et empêcher l'ennemi d'y prendre l'offensive. Je suis aux portes de Vienne, et cette cour insolente et orgueilleuse a ses plénipotentiaires à mon quartier-général. Il faut que les armées du Rhin n'aient point de sang dans les veines, si elles me laissent seul; alors je m'en retournerai en Italie. L'Europe entière jugera la différence de conduite des deux armées. Elles auront ensuite sur le corps toutes les forces de l'empereur. Elles en seront accablées, et ce sera leur faute.»

Les hostilités ne commencèrent à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Hoche, que huit heures après la signature du traité de Léoben, le 18 avril; elles ne s'ouvrirent à l'armée du Rhin que le 20 avril, jour où, en l'absence de

Moreau, alors à Paris, le général Desaix passa le fleuve à Kilstett, à quelques lieues au-dessous de Strasbourg. Moreau arriva à temps pour battre les Autrichiens. Il apprit lui-même le passage du Rhin au général Bonaparte, par une lettre du 23, datée de Strasbourg. Ce fait important justifie la dépêche de Bonaparte au Directoire. Ce n'était pas la faute des braves armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse si elles n'avaient pas coopéré aux grandes opérations de l'armée d'Italie; leur impatience sous les armes, dans les cantonnemens français, approchait de la sédition. Le Directoire dut prendre pour lui tous les reproches que Bonaparte adressait à Moreau et aux deux armées. L'Europe jugea ces armées; la France jugea le Directoire, et Bonaparte fut absous. La nouvelle de l'armistice vint arrêter Hoche à Francfort, où il était entré le 23 avril, après avoir vaincu le général Kray à Heddersdorf. Le même jour, la même nouvelle trouva Moreau à Offenbourg: il avait mené battant le général Starray jusqu'à Radstätt, et repris le fort de Kehl. Ce fut à la suite de cette victoire, qui coûta aux Autrichiens beaucoup de prisonniers et vingt-cinq pièces de canon sur vingt-sept, que le fourgon du général Klinglin, renfermant la correspondance secrète de Pichegru avec le prince de Condé, tomba au pouvoir de Moreau; mais Moreau laissa passer quatre mois avant de rendre compte de cette correspondance au gouvernement: trois ans après, il devait paraître devant la justice comme complice de trahison envers Bonaparte, ainsi que le même Pichegru, son ami, dont il avait dénoncé trop tard la perfidie.

La dépêche de Bonaparte, en date du 19 avril, présente une autre couleur que celle du 16; elle annonce la signature des préliminaires. Cette dépêche révéla au Directoire toute l'indépendance de son général, et l'effraya sans doute d'un avenir que sa politique jalouse et mesquine avait à peine deviné. Voici les passages principaux de cette pièce intéressante, où Bonaparte trace à grands traits la situation de la France vis-à-vis de l'empereur, celle de l'armée, et sa conduite politique et militaire depuis l'ouverture de la campagne... « Si je me fusse, au commencement de la campagne, obstiné à aller à Turin, je n'aurais jamais passé le Pô. Si je m'étais obstiné à aller à Vienne, peut-être aurais-je perdu la république. Dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'empereur, sont devenus une opération militaire. Cela sera un monument de la gloire de la république française et un présage infaillible qu'elle peut, en deux campagnes, soumettre le continent de l'Europe. Je n'ai pas, en Allemagne, levé une seule contribution. Il n'y a pas eu une seule plainte contre nous. J'agirai de même en évacuant; et, sans être pro-

phète, je sens que le temps viendra où nous tirerons parti de cette sage conduite. Quant à moi, je vous demande du repos. J'ai justifié la confiance dont vous m'avez investi: je ne me suis jamais considéré pour rien dans toutes mes opérations, et je me suis lancé aujourd'hui sur Vienne, ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour être heureux, et ayant derrière moi les superbes plaines de l'Italie, comme j'avais fait au commencement de la campagne dernière, en cherchant du pain pour l'armée, que la république ne pouvait plus nourrir. »

Cette dépêche, et notamment la dernière phrase, établissait énergiquement la position dans laquelle Bonaparte se plaçait en face du gouvernement; et en effet Bonaparte, après avoir reçu à Graz, du marquis de Gallo, les préliminaires signés par l'empereur d'Autriche, fit évacuer, sans attendre la ratification du Directoire, la Styrie, une partie de la Carniole et de la Carinthie. Dans une de ces conférences de Graz, le comte Meerweidt remit au général une lettre autographe par laquelle l'empereur offrait de lui faire donner à la paix une souveraineté de cent cinquante mille âmes en Allemagne, pour lui et sa famille. Le cabinet autrichien, qui ne cessait la guerre qu'afin d'échapper à la crise du moment, c'est-à-dire qui n'entendait réellement conclure qu'une suspension d'armes, avait senti tout l'avantage d'enlever à la république un homme tel que Bonaparte. C'était à ses yeux désarmer la France: aussi ce cabinet ne recommença la lutte contre nous, que lorsqu'il vit lo vainqueur de l'Italie exilé dans sa conquête de l'Égypte. Et ce ne fut que trois ans après, que la victoire de Marengo fit sanctionner le traité de Campo-Formio par celui d'Alexandrie.

L'illustre Masséna, qui tenait le premier rang après le général en chef par la part qu'il eut dans toutes les victoires, représenta dignement à Paris la gloire de l'armée d'Italie. Envoyé par Bonaparte, il remit, le 9 mai, au Directoire, en audience solennelle, les préliminaires de Léoben, et fut le héros de cette grande fête nationale que le gouvernement fit célébrer dans la capitale.

Pendant le sénat de Venise, qui, le 15 avril, protestait si hautement, dans la lettre du doge à Bonaparte, de son invariable résolution de maintenir la paix, n'avait pas rapporté la proclamation publiée, le 12, dans toutes les provinces de la Terre-Ferme, qu'il appelait aux armes pour la défense commune. Non-seulement toute la population s'était réunie aux régimens esclavons et albanais, mais elle courait la campagne, arrêtait et désarmait les détachemens français. Le 16, entre autres, jour du départ de Junot, cinq cents hommes arrivés à V-

roneraient dû employer la force ouverte pour entrer dans les forts : dès-lors la garnison fut portée à dix-neuf cents hommes; cependant la ville était occupée au dedans et au dehors par une troupe d'environ vingt mille soldats, bourgeois et paysans vénitiens. Depuis plusieurs jours, par ordre du sénat, on préchait hautement dans les églises l'extermination des Français. La proscription s'unifiait au sacrilège; car c'était pendant les cérémonies de la semaine sainte que Pesaro faisait organiser et armer quarante mille paysans et dix mille Esclavons, pour détruire en même temps les Français et leurs partisans; et dans Vérone, à la seconde fête de Pâques, la cloche qui appelait les fidèles au service divin, appelait aussi la population au meurtre des Français. Ils tombèrent impitoyablement massacrés chez leurs hôtes, dans les rues, dans les hôpitaux. On donna la mort aux blessés; on n'attendit pas celle des mourans. Les postes placés aux portes furent surpris. La garnison, trop faible pour tenter des sorties, et menacée d'un assaut général, ne pouvait opposer que le feu des forts où elle était enfermée. Plus de quatre cents Français périrent sans combat. Ce crime inouï, prémédité et exécuté froidement, reçut aussi un nom nouveau, qui associa à jamais la plus grande atrocité d'un gouvernement despotique à la plus grande solennité du christianisme : il parviendra jusqu'à la postérité la plus reculée, sous le nom de *Pâques vénitienes*, plus affreux encore que celui de *Vêpres siciliennes*, et ce nom sera inséré dans le traité de Milan, le 16 mai suivant. A cet horrible attentat se joignit une foule de forfaits semblables commis à la Chiusta, à Castiglione, à Dezansano, à Chiari, à Velaggio, et dans les villes qui n'avaient pas proclamé leur indépendance. L'insurrection, comme je l'ai dit, avait été combinée avec la marche du corps de Landon, qui descendait du Tyrol où il avait repris quelques positions sur les Français, et que la signature des préliminaires arrêta subitement. Aussi ce fut presque sous ses yeux que la division de Vietor, qui arrivait de Rome sous Vérone, mit dans une déroute complète les huit mille Vénitiens chargés d'en défendre les approches afin de protéger les assassinats ordonnés dans l'intérieur de la place. Tout concourait à la perte de Venise, ses chefs politiques et ses chefs militaires. Le 20 avril, pendant que le sénat attendait avec impatience la nouvelle de la prise des forts de Vérone, un bâtiment français, qui était venu chercher un refuge sous le canon du Lido contre des bâtimens autrichiens, se vit foudroyé par les batteries vénitienes, et le capitaine Laugier fut tué sur son bord. Le 22, le sénat, par un décret, remercia le commandant du fort, et accorda une gratification aux marins qui avaient pillé le navire

français et égorgé l'équipage. De telles trahisons ne devaient pas rester impunies : elles ne pouvaient être expiées que par la destruction de l'aristocratie vénitienne qui les avait prescrites. Le châtiment se préparait. Les bataillons de dépôt étaient en marche; Vérone se trouvait occupée par la division Vietor, placée sous les ordres du général Kilmaine, ainsi que les troupes qu'Augereau et Baraguay-d'Hilliers portaient sur les lagunes.

Dès qu'il apprit la signature des préliminaires, et la capitulation de Vérone qui en avait été le résultat, le sénat de Venise députa au Directoire et au général Bonaparte, pour détourner la vengeance de la république Française. Il offrit, à Paris et à Léoben, tout ce que peut offrir pour son salut un gouvernement désespéré. Rien ne fut écouté au quartier-général de Bonaparte : le sang des victimes était trop haut pour permettre d'entendre leurs assassins. L'heure fatale de Venise était arrivée. Libre du côté de l'Autriche, et fort de la prépondérance que lui donna tout à coup dans les affaires de l'Europe le traité de Léoben, Bonaparte ne songea plus qu'à aller punir Venise de toutes ses trahisons. Il annula de sa seule autorité la négociation que l'or des oligarques avait entamée à Paris, et il arrêta toute leur correspondance. Le 3 mai, il publia à Palma-Nova, ville vénitienne, un manifeste où, après avoir retracé d'une manière énergique le tableau des sanglantes perditions de cette république, il lui déclarait la guerre. A la lecture de ce manifeste, le sénat, abandonné aussi par la cour de Vienne, qu'il avait vainement suppliée de le faire comprendre dans la suspension d'armes et dans le traité, dut prononcer lui-même sa dissolution, abandonner le pouvoir suprême; et le terrible conseil des Dix fit place à une simple municipalité. Les sénateurs vénitiens s'en prirent trop tard à Pesaro, et Pesaro à la foi autrichienne. Le lion de Saint-Marc fut abattu pour toujours par Bonaparte, à qui l'anéantissement du plus exécrable pouvoir que l'oligarchie eût jamais enfanté mérita réellement alors le glorieux surnom de *vengeur de l'Italie*. Le 11 mai, il y eut une abdication générale; Pesaro, le juste objet de la haine publique, s'enfuit avec tous les nobles, et la souveraineté revint naturellement au peuple. Les ambassadeurs étrangers témoignèrent aussi, par leur départ précipité, l'absence du gouvernement près duquel ils étaient accrédités, et la crainte d'être compris dans le légitime ressentiment du vainqueur. Après cinq siècles de proscription et d'abaissement, la démocratie, qui avait vraiment fondé la puissance vénitienne, vint se rassembler sur les ruines de la tyrannie de quelques familles patrieciennes.

La Terre-Ferme s'était soulevée tout entière

contre sa métropole. A la réception du manifeste de Bonaparte, Bergame, Brescia, Bassano, Padoue, Vicence, Udine, s'érigèrent en républiques. L'agonie de la république souveraine dura quinze jours; elle voulut encore parlementer, comme usant d'un droit de la guerre; elle comptait quinze mille hommes dans ses murs, pour la défense des lagunes; mais il ne s'agissait plus de stipuler pour son existence, ni de souscrire aux demandes que le général en chef avait inutilement renouvelées vers la fin d'avril. Pesaro était d'avis qu'on résistât. Le 1^{er} mai, le grand conseil autorisa à traiter avec Bonaparte, pour sauver la république. Bonaparte était déjà à Trévise, d'où il alla à Mantoue, et de Mantoue à Milan. Ce fut dans la première ville que les députés apprirent qu'il n'y avait plus d'espérance de conciliation; cependant ils obtinrent un armistice de six jours, qui pouvait rappeler ces dernières heures de grâce que le juge accorde au condamné pour se préparer à mourir. Bonaparte exigeait le châtiement des trois inquisiteurs d'État et du commandant du Lido, pour venger le sang des Français, et le meurtre du capitaine de vaisseau Laugier. Le grand conseil conseilla d'abord à faire des changements à la constitution. Le 8, il consentit également à la reddition de la capitale, et fit embarquer ses douze mille Esclavons pour la Dalmatie. Les commissaires vénitiens se transportèrent à Milan, où Bonaparte prononça, le 10 mai, comme première clause du traité, l'abdication du grand conseil et la reconnaissance de la souveraineté dans la réunion des citoyens. Ce traité devança aussi la résolution prise, le 12 suivant, par le conseil, effrayé de la révolution qui venait d'éclater dans Venise, d'adopter un gouvernement représentatif provisoire. Le jour même, Baraguay-d'Hilliers entra dans la ville sur la flottille qui alla le chercher au-delà des lagunes, et il débarqua sur la place Saint-Marc, aux acclamations du peuple. La municipalité provisoire, de soixante membres, tous patriciens, nommée en vertu de la résolution du 12, fut tout à coup remplacée par une municipalité toute démocratique, qui confirma la convention de Milan. Ce

singulier gouvernement n'avait aucune attribution suprême pour faire ou ratifier des traités; il fut méconnu de la Terre-Ferme, qui refusa toute relation avec lui; il était présidé par l'avocat Dandolo, descendant de ce fameux Dandolo qui ravit les *châteaux de Corinthe* à Constantinople; ce monument, après avoir suivi deux fois la victoire romaine à Rome et à Constantinople, devint, comme le lion de Saint-Marc, un trophée de la victoire française, et partit pour Paris. On brûla publiquement le livre d'or, ainsi que le bonnet ducal du doge, et tous les insignes de l'oligarchie renversée. La mariue de Venise, forte de douze vaisseaux de 64, et d'autant de frégates, fut envoyée à Toulon. Les lies ioniennes passèrent aussi sous la domination de la France. Le général Gentili, de retour de la Corse, alla, sur l'escadre vénitienne chargée de bataillons français, planter le drapeau tricolore à Corfou. Ainsi l'on dut encore la conquête de l'Adriatique à l'armée d'Italie. Jamais il n'y eut de possession plus complète; car il ne resta dans l'État vénitien que les palais, les anciens sujets et l'armée victorieuse. Tous les membres du gouvernement souverain avaient disparu, et s'étaient réfugiés sur la terre d'Autriche. Le secrétaire de légation Vittelard avait été l'instigateur du mouvement démocratique, qui venait de faire disparaître les derniers débris de l'oligarchie. Cette contre-révolution domestique ne fut pas une des opérations les moins heureuses de la guerre d'Italie; elle ouvrit sans coup férir à nos troupes les inexpugnables accès de la maritime Venise, qui pouvait devenir pour elles une autre Mantoue, si l'avis de Pesaro eût prévalu. La cour de Vienne, qui avait excité l'insurrection des Vénitiens, et qui venait de la sanctionner par un traité, ne refusait pas sans dessein de les comprendre dans celui qu'elle négociait avec la France. Dès ce jour, Venise n'eut plus ni amis, ni ennemis; elle cessa d'être, et elle entra dans le grand cadre républicain de l'Italie, comme dans un dépôt d'où la politique devait malheureusement la faire sortir, sous la condition d'une simple indemnité concédée à l'allié qui l'avait abandonné!

CHAPITRE XII.

(Du 12 mai au 1^{er} septembre 1797.)

NAPOLEON AU QUARTIER-GENERAL DE MONTEBELLO. — REVOLUTION DE GENES. — REPUBLIQUE LIGURIENNE. — REVOLUTION DANS LA VALTELINE. — REPUBLIQUE CISALPINE.

APRES avoir provisoirement réglé le sort de Venise, dont l'existence ne pouvait être décidée alors, Bonaparte porta son quartier-général de Milan à Montebello. Les grandes affaires dont sa propre gloire, bien plus que la confiance déjà inquiète du Directoire, lui avait commis le soin, appelèrent dans cette petite ville les ministres d'Autriche, du pape, des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gènes et de Venise, du duc de Parme, des cantons suisses et de plusieurs princes d'Allemagne, indépendamment des premières autorités de la république lombarde, que d'importantes circonstances, résultat de la paix d'Autriche et de celle de Venise, fixaient auprès de son fondateur. Le château de Montebello était devenu une véritable résidence royale. On eût dit une cour au lieu d'un quartier-général. Bonaparte avait dès-lors contracté, en sa qualité de général en chef, l'habitude du commandement absolu; pendant les loisirs de Milan, de Montebello, de Passeriano, il contracta les mœurs d'un monarque. Là, madame Bonaparte reprenait les souvenirs de sa jeunesse. Entourée de tant de personnages des cours étrangères, elle servait ainsi les intérêts nouveaux que son mari était chargé de défendre, et, sans le savoir, ceux qu'il prévoyait pour l'avenir. Depuis la première entrée à Milan, avait cessé de la part de ses compagnons d'armes cette fraternité des camps, qu'il avait recherchée habilement en arrivant à Nice. Ce fut à cette époque que le vainqueur de l'Autriche fit le premier apprentissage du pouvoir souverain. Une partie de sa cour française, celle qui formait sa famille militaire, était déjà soumise : quant à l'autre, composée des généraux qui, tels que Masséna, Augereau, Bernadotte, Serrurier, commandaient des divisions, elle

resta rebelle à ces nouvelles habitudes jusqu'au temps où la révolution, la république et la liberté passèrent au service de l'empereur Napoléon. Un corps diplomatique était accrédité de fait auprès du général, qui ne portait plus d'autre titre que celui de *libérateur*. Il se trouvait habituellement en présence de l'Europe, et malgré le caractère républicain qui constituait toute sa position, il se laissait aller à afficher une sorte de majesté dans sa représentation, en échange des respects de toute nature dont les envoyés de tant de puissances différentes lui apportaient chaque jour l'hommage. Cependant cette vie de palais, bien loin d'être oisive, dut une véritable grandeur à la gravité des opérations de haute politique qui echangèrent pour le moment la face de l'Italie.

La première fut la révolution qui donna à la république de Gènes le nom de république ligurienne. Cette fois encore un Doria l'appela à la liberté; cette fois aussi la légation française avait, comme à Venise, préparé le mouvement populaire. Philippe Doria commença l'insurrection le 22 mai, à la tête de douze mille ouvriers qui demandèrent l'abolition du gouvernement aristocratique. Les inquisiteurs d'État, prêts à repousser les patriotes par les mêmes moyens, lancèrent contre eux les charbonniers et les porte-faix. Le succès, d'abord incertain, se décida le 24 en faveur de l'aristocratie, et de grands excès, dont plusieurs Français furent les victimes, signalèrent la fureur de ces deux peuples. La bourgeoisie resta neutre; mais il lui appartenait de consommer une révolution qui devait l'affranchir du joug des nobles. Aussitôt que le général en chef apprit que le sang français avait coulé à Gènes, il y dépêcha son aide-de-camp Lavalette,

avec la mission d'exiger la mise en liberté de tous les Français que, sous le nom de jacobins, l'inquisition d'État avait fait arrêter, le désarmement des charbonniers et de la populace, et l'arrestation des inquisiteurs. Lavalette arriva le 29 mai, et se rendit au sénat, qui prescrivit l'élargissement des Français. La bourgeoisie, se voyant soutenue par le *grand libérateur*, se réveille et veut aussi le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Le soir, quatre mille fusils revinrent à l'arsenal. La bourgeoisie avait la majorité dans le petit conseil, et bientôt on sut qu'une division française était entrée à Tortone. Cependant, le sénat n'accordait pas l'entière satisfaction qui avait été réclamée, le ministre de la république résolut de quitter Gènes; mais à la demande qu'il fit de ses passeports, le sénat, se ravissant, ordonna le désarmement complet des charbonniers, l'emprisonnement des trois inquisiteurs, et envoya une députation à Montebello, composée du doge Cambiaso et des sénateurs Serra et Carbonari, et conduite par le ministre Faypout. De cette ambassade résulta, le 6 juin, la convention de Montebello, qui prononça la destruction du gouvernement oligarchique et l'établissement d'une démocratie. Cette constitution devait être soumise à la sanction du peuple, le 14 septembre suivant. Le général Bonaparte nomma les douze citoyens qui, sous la présidence du doge, devaient former le gouvernement provisoire. Leur installation eut lieu le 13 juin. Elle fut, ainsi qu'à Venise, célébrée révolutionnairement par le peuple. On brûla le livre d'or sur une place publique : on arracha les armoiries dans toute la ville, et la populace, qui, dans de semblables crises, fait une guerre à mort à toutes les supériorités, brisa les images des grands hommes de la république. Six mille Liguriens furent organisés par le général Duphot et eurent bientôt occasion de servir la nouvelle république; car, dans le mois de septembre, une conspiration organisée à Pise fit insurger la rivière du Levant, et d'autres parties du territoire génois. Duphot marcha contre les rassemblements, et fut repoussé jusque dans Gènes, dont un fort tomba même au pouvoir des insurgés; mais, secouru par nos troupes accourues de Tortone, et par les habitants de l'autre rivière, il reprit l'offensive et détruisit bientôt les derniers efforts de l'aristocratie génoise.

Le 15 juin, la Valteline, que le voisinage, la langue et la religion attachaient au Milanais, dont elle avait été démembrée dans le seizième siècle, impatient de porter plus long-temps le joug des Lignes Grises, proclama son indépendance. L'exemple donné par la terre-ferme de Venise et par les nouvelles démocraties de l'Italie était contagieux pour les habitants de la Valteline. En vertu d'un abus sin-

gulier du pouvoir dans une république fédérative comme la république helvétique, le pays de Vaud était sujet du canton de Berne, le Bas-Valais l'était du Haut-Valais, et la Valteline des Lignes Grises; ces tyrannies républicaines allaient bientôt disparaître. Les Valteliens, insurgés dans le mois de mai, avaient, suivant la marche commune, envoyé des députés au grand régulateur des démocraties; les Grisons en avaient fait autant de leur côté; de sorte que le général Bonaparte se trouvait tout à coup exposé à devenir arbitre dans un différend qui touchait aux intérêts fondamentaux de l'union helvétique. La politique de la France, comme la prudence de son général, devait donc nécessairement hésiter à prendre ce procès en considération; mais on découvrit dans les archives de Milan que, par le traité de cession de la Valteline aux Grisons, le gouvernement lombard était investi du droit de garantie en faveur de cette dernière: en conséquence, Bonaparte accepta la médiation, et proposa de faire de la Valteline une quatrième Ligne Grise; ce qui fut refusé par les trois autres. Quelques mois après (le 10 octobre), Bonaparte convoqua les députés des Grisons et de la Valteline; mais les premiers, ayant dédaigné de comparaitre, furent condamnés par défaut, et un jugement rendu à Montebello autorisa la Valteline à se joindre à la république cisalpine.

Le 9 juillet, l'on proclama la nouvelle république cisalpine, formée de la Cispadane et de la Transpadane, c'est-à-dire de la Lombardie autrichienne, du Bergamasque, du Mantouan, auquel la Romagne, cédée par le traité de Tolentino, se réunit le 21. La Romagne avait déclaré son indépendance, sous le nom peu connu de *République Émilie*. La Cispadane, qui comptait plusieurs capitales d'anciens États, telles que Bologne, Modène, Reggio et Ferrare, était par cela seul plus soumise à l'influence de l'esprit aristocratique, et avait régné à se confondre avec la Transpadane; mais ces petits intérêts de suprématie passés ne purent tenir contre l'espérance que donna Bonaparte à ces villes, de la réorganisation de la grande famille italienne. Le patriotisme triompha de toutes les oppositions de la noblesse et du clergé. La Cisalpine reçut la constitution française; le 14 juillet, Bonaparte nomma les cinq directeurs; et trente mille gardes nationaux, députés par les dix départements de cette république, se jurèrent fraternité sur l'autel de la Liberté. Par le traité de Campo-Formio, cette république devait encore s'augmenter de la terre-ferme vénitienne, située sur la rive droite de l'Adige, et représenter environ quatre millions d'Italiens libres, dont tous les regards se portaient sur Rome, comme sur la capitale future de la commune patrie. Rome

aussi regarda alors la nouvelle république; mais c'était Rome papale qui refusa de la reconnaître. Excité soudainement d'en haut par la cour de Naples, qui ne paraissait pas vouloir tenir la convention du 10 octobre 1798, le Saint-Siège, malgré l'épreuve qu'il avait faite du général Colli à Ancône, avait encore demandé un général à l'Autriche. La cour de Vienne envoya Provera, deux fois prisonnier des Français depuis la guerre; mais le Vatican en fut pour le ridicule qui s'attacha à cette seconde rodumontade, et le général Provera pour un séjour momentané à Rome. La Cisalpine, fière comme une république naissante, demanda raison au pape de son refus de la reconnaître, et, dans l'espoir de lui prendre quelques provinces, elle lui déclara la guerre. N'ayant plus de secours à invoquer du côté de l'Autriche qui négociait avec la France, ni du côté de Bonaparte justement indigné de cette nouvelle hostilité, ni enfin du côté de la cour de Naples que sa conduite et ses prétentions rendaient plus que suspecte au libérateur de l'Italie, le Saint-Père dut se réfugier dans l'abaissement de l'humilité chrétienne, et donner à la Cisalpine toutes les satisfactions qu'elle exigea. Cette belle création de la république cisalpine, dont les frontières s'étendaient des Alpes helvétiques à l'Apennin romain, et du Tésin à l'Adriatique, eût nécessairement développé l'Italie entière, si quelques années plus tard le génie monarchique n'eût détrôné le génie républicain, replacé des royaumes sur les ruines des républiques déjà florissantes, et détruit enfin l'attente

et le besoin des nations, en rétablissant des institutions despotiques, dont la chute, consacrée par la gloire nationale, était toute l'œuvre de la révolution française. Dans le moment où nous écrivons, l'Italie, pressée entre le despotisme de Vienne et celui de Rome, jette sans doute un regard douloureux sur de tels souvenirs, et leur compare la double servitude sous laquelle elle a perdu jusqu'à son nom de nation.

Tels furent sommairement les intérêts étrangers qui occupèrent Bonaparte à sa cour de Montebello; il n'en était distrait que par les inquiétudes qui agitaient l'intérieur de la France, et qui se répandaient déjà sourdement dans son armée. Peut-être aussi le danger d'une crise prochaine lui était-il plus fortement démontré, par le refus que venait de faire la cour de Vienne de ratifier la convention signée avec le marquis de Gallo, et qui contenait les bases de la paix définitive. Ce refus l'avait déterminé à créer tout de suite un puissant État intermédiaire sous le nom de *République Cisalpine*, afin d'avoir sous sa main un auxiliaire à opposer à l'Autriche, en cas de rupture. Ce fut aussi dans ce but qu'il avait sollicité vivement le Directoire de ratifier le traité de Turin du 5 avril.

Pendant ce séjour de quatre mois à Montebello, le général Bonaparte avait aplani toutes les difficultés politiques de sa position en Italie par des fondations d'États et par des traités, quand il fut tout à coup entraîné à porter toute son attention sur ce qui se passait en France.

CHAPITRE XIII.

(Du 1^{er} septembre au 15 novembre 1797.)

CONSPIRATIONS ROYALISTES. — JOURNÉE DES 18 ET 19 FRUCTION. — PICHEGRU ET MORSAE. — RUPTURE DES NÉGOCIATIONS A LILLE AVEC L'ANGLETERRE. — PAIX DE CAMPO-FORMIO. — DÉPART DE GÉNÉRAL BONAPARTE POUR BABSTAD.

Le Directoire imposait la forme de son gouvernement aux États d'Italie, et Bonaparte, pour attacher davantage au système de la France la nouvelle république cisalpine, avait fixé au 14 juillet la solennelle fédération qui devait en sanctionner l'établissement. Mais il n'avait pas négligé de célébrer également l'anniversaire de la prise de la Bastille et de la première fédération française : il profita de cette grande fête pour éclairer militairement ses soldats sur les agitations politiques dont la capitale était le théâtre ; et, dans le dessein de confondre les deux fédérations dans un même sentiment, il avait encore choisis ce jour pour donner des drapeaux aux troupes des deux peuples. Elles étaient rangées en carré autour d'une pyramide où on lisait les noms des guerriers moissonnés sur le champ de bataille. C'est alors que, passant devant les carabiniers de la 11^e demi-brigade légère, Bonaparte leur dit : « Braves carabiniers, vous valez trois mille hommes. » Arrivé à la 13^e, qui formait la garnison du château de Vérone : « Vous voyez, leur dit-il, les noms de vos camarades assassinés sous vos yeux dans Vérone ; mais leurs mânes doivent être satisfaits ; les tyrans ont péri avec la tyrannie. » Après avoir ainsi parlé aux Cisalpins, le général en chef dit aux soldats français :

« SOLDATS !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet : vous voyez devant vous les noms de nos compagnons d'armes morts au champ d'honneur pour

« la liberté de la patrie. Ils vous ont donné l'exemple : vous vous devez tout entiers à la république : vous vous devez tout entiers au bonheur de trente millions de Français ; vous vous devez tout entiers à la gloire de ce nom, qui a reçu un nouvel éclat par vos victoires.

« Soldats ! je sais que vous êtes profondément affectés des malheurs qui menacent la patrie ; mais la patrie ne peut courir de dangers réels. Les mêmes hommes qui l'ont fait triompher de l'Europe coalisée sont là. Des montagnes vous séparent de la France : vous les franchirez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la constitution, défendre la liberté, protéger le gouvernement et les républicains.

« Soldats ! le gouvernement veille sur le dépôt des lois qui lui est confié. Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons par les mêmes des héros morts à côté de nous pour la liberté, jurons sur nos nouveaux drapeaux, guerre implacable aux ennemis de la République et de la constitution de l'an III. »

Bonaparte fit entrer ainsi l'armée dans les intérêts politiques de la patrie ; ce fut le premier pas vers le gouvernement militaire. Dans l'enthousiasme qu'avait inspiré cette proclamation, on vota et on signa par divisions une foule d'adresses énergiques au Directoire et aux conseils. L'étincelle électrique se communiqua avec la rapidité de l'éclair aux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse. Hoche osa franchir le rayon établi par l'art. 69 de la consti-

tution de 1798, avec une division qu'il portait sur Paris et qui dut être arrêtée dans sa marche par le conseil des Cinq-Cents. Dès ce moment, l'armée devint un pouvoir de l'État, et Bonaparte un souverain dans l'armée.

Le Directoire formait le point de mire de ces trois conspirations, qui, pendant tout le cours de son existence, n'ont cessé de lutter contre lui; l'une, celle des hommes de 93; l'autre, celle des royalistes; une troisième, née de la cendre des Girondins: celle-ci, composée des philosophes politiques de Clichy, prétendait conserver l'arche sainte de la liberté établie par l'Assemblée législative. Le renouvellement du tiers dans les deux conseils y introduisit de nouveaux ennemis légaux du Directoire. Picbegru, dont Moreau connaissait bien les trahisons, avait été porté par acclamation à la présidence des Cinq-Cents; il dirigeait la faction contre-révolutionnaire. Les généraux Willot et Lajolais, les complices de Picbegru, s'étaient également fait nommer députés. Les conventionnels, en travaillant à leur propre élimination, avaient commis la faute de ne pas se recruter parmi leurs pairs. La division siégeait dans le Directoire même, et Letourneur venait d'y être remplacé par Barthélémy. Les tribunes du corps législatif, et les feuilles périodiques, ne discontinuaient pas de harceler le gouvernement et d'appeler les esprits à un grand changement, en renouvelant avec audace le procès de la révolution. Les orateurs, les écrivains du parti, étaient à la solde de l'Angleterre. La conspiration de Duverne de Presle, Brotier, Laville-Heurnois, comprimée dans le mois d'avril précédent, avait donné d'importantes révélations. A celles-ci se joignirent les aveux que d'Antraignes, ministre du prétendant, à Venise, fit au général Bonaparte, à qui il devait la vie et la liberté. Les royalistes marchèrent sans prudence dans leurs hostilités. Ils attaquèrent à la fois le Directoire, la révolution et le général Bonaparte. On osa calomnier jusqu'à ses succès; c'était outrager ce qu'il y a de plus irritable, une armée française triomphante. On a vu avec quel à-propos Bonaparte, s'emparant du ressentiment qu'une telle ingratitude inspirait à ses soldats, les avait représentés comme une puissance qui n'attendait que son signal pour aller venger à Paris la liberté et la victoire, outragés par les propres mandataires de la nation. Cependant ce n'était pas dans la seule intention de le sauver qu'il faisait ainsi déclarer son armée en faveur du Directoire; il voulait surtout combattre la contre-révolution, dont la conspiration, élaborée par le cabinet britannique, retenait encore, malgré les préliminaires de Léoben, le cabinet autrichien dans des délais plus que suspects pour la conclusion de la paix. Le refus de M. de

Thugut, de signer les bases arrêtées à Montebello par Bonaparte et le marquis de Gallo, n'avait ni une autre cause ni un autre objet. En effet, Augereau manda de Paris, le 16 août, un général en chef: « L'électeur de Hesse écrit confidentiellement à son neveu que l'empereur ne fera pas la paix, par la raison qu'elle ne paraît pas être du goût de messieurs de Clichy, et qu'il croit tenir la haute main sur Paris et les deux Conseils. »

Dans de telles circonstances, il était naturel que des vœux et même des propositions fussent adressés à celui qui occupait alors toutes les trompettes de la Renommée, et qu'on le pressât même de venir remplacer un pouvoir dont la chute semblait prochaine. Ces instances, et le désir qu'elles exprimaient, peut-être partagé un moment, ne furent pas inconnus au directeur Carnot, dont la lettre du 17 août au général Bonaparte se terminait ainsi: « On vous prête mille projets plus absurdes les uns que les autres: on ne peut pas croire qu'un homme qui a fait de si grandes choses puisse se réduire à vivre en simple citoyen. Quant à moi, je crois qu'il n'y a que Bonaparte, redevenu simple citoyen, qui puisse laisser voir le général Bonaparte dans toute sa grandeur. » On ne saurait affirmer que ce dernier eût trouvé sa sûreté dans une condition privée. Toutefois il sentit qu'il fallait être le héros de la France entière, et non le chef d'une faction, pour tenter une semblable entreprise. Il voulut sans doute aussi, pour les discréditer davantage, laisser aux gouvernans l'essai d'une révolution contre la représentation nationale. Il jugea d'ailleurs que le Directoire, tout déconsidéré qu'il pouvait être par tous les partis, constituait un pouvoir légal, tandis que lui n'en serait qu'un usurpateur armé, responsable de la sédition militaire qu'il aurait excitée. Enfin il eut raison de ne pas se croire alors assez fort pour attaquer avec succès le gouvernement.

Le Directoire avait demandé un général à Bonaparte, qui envoya Augereau, républicain violent, homme d'exécution, dont il saisissait avec joie l'occasion de se délivrer. L'arrivée d'Augereau éloigna ainsi du théâtre des affaires, où l'anxiété du Directoire l'avait secrètement appelé, le général Hoche, que les Conseils venaient de faire sortir de Paris. Hoche, grand politique et grand militaire, avide de renommée, jeune et adoré des troupes, présentait parmi tous les généraux du temps le rival le plus dangereux pour Bonaparte. La soif du pouvoir pouvait être commune à des hommes que la reconnaissance nationale avait tant de fois proclamés les sauveurs de la patrie. Nous touchions déjà au moment où l'exemple de César serait plus contagieux que celui de Brutus. Mais l'heure de l'ambition

n'était pas encore sonnée, et ce fut apparemment pour rassurer le Directoire à son égard, et indiquer un moyen honorable de se défaire de lui, que Bonaparte écrivait de Milan, le 16 août : « Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. »

Bonaparte n'avait rien à craindre du général Augereau, dont il connaissait la nullité politique; il l'avait rendu porteur de son adhésion et de celle de son armée à toutes les mesures que le Directoire croirait devoir adopter pour sa conservation. Augereau prit le commandement de la 17^e division militaire, et réunit ainsi sous ses ordres toutes les troupes du rayon constitutionnel. Le 18 fructidor (4 septembre), la majorité du Directoire, formée de Barras, Rewbell et La Réveillère-Lepaux, frappa le coup d'État qu'elle méditait depuis deux mois; leurs collègues se trouvèrent les premiers proscrits. Mais Carnot, ayant été prévenu, put se sauver à Genève; Barthélemy seul fut arrêté. On les remplaça aussitôt par Merlin de Douai et François de Neuf-Château. Dans le même instant, Augereau, qui la nuit s'était emparé militairement de la salle des Conseils, protégeait l'arrestation à domicile des généraux Pichegru et Willot, de cinquante des plus honorables membres des Anciens et des Cinq-Cents, et de cent cinquante autres individus, presque tous écrivains politiques et journalistes. Après cette exécution, la législature assemblée reçut des trois directeurs un message relatif à la découverte de la conspiration contre la république, avec la communication des papiers saisis par le général Bonaparte chez d'Antraigues, et les déclarations de Duverne de Préste. Telle fut la journée du 18. Elle eut aussi un lendemain digne du règne de la plus odieuse tyrannie. Au nom de la liberté et en présence des lois de la république, le triumvirat, Barras, Rewbell et La Réveillère, osa condamner, sans aucune forme de procès, à l'exécration publique de la déportation dans les marais pestilentiels de Sinnamary, les directeurs Barthélemy et Carnot, dont le hannissement ne pouvait être décrété que par un jugement des deux Conseils. Ce triumvirat, qui dès ce jour obtint la haine de tout ce que la France renfermait d'hommes justes; et ce triumvirat, qui ne recula pas devant la froide cruauté de prononcer la même peine contre des citoyens tels que Portalis, Tronçon-Ducoudray, Dumolard, Muraire, Barbé-Marbois, Benezecq, Pastoret, Siméon, les généraux Dumas, Villaret-Joyeuse, etc., devint aussi dès ce moment le justiciable de cette armée qu'il venait de rendre complice de son coup d'État. Il savait bien qu'il sacrifiait la liberté à son salut en déclinant ainsi la représentation nationale; mais

il devait aussi penser que, par cet acte de violence inouï même dans les fastes de la Convention, il donnait un gage contre lui-même et contre la république à tout ambitieux qui aurait l'appui des soldats. Le 18 fructidor fut plus que le précurseur du 18 brumaire; il en fut l'exemple, deux ans avant d'en être la victime.

Là ne se borna point l'action fructidorienne; trop faible pour être ou terrible ou modéré, le Directoire se jeta dans un système intermédiaire qui n'inspira ni crainte ni respect à aucun parti. D'un côté, le rappel des lois révolutionnaires ne fit qu'indigner la masse des citoyens, sans satisfaire les hommes qui les avaient votées. Ces vétérans de la république méprisèrent avec raison des chefs qui voulaient se servir d'instruments trop pesants pour leurs bras; ils se souvenaient bien que l'empire effrayant de la Convention n'eût pu exister un seul jour sans nationalité. Les directeurs calculèrent une nouvelle terreur qu'ils tachèrent de quelques gouttes de sang émigré. Ils se crurent les sauveurs de la patrie en refusant aux lauriers de Bernadotte la vie de M. d'Amberg, son premier colonel. D'un autre côté, ils ouvrirent le palais du Luxembourg à des favoris de toutes les opinions, à des spéculateurs, à des fournisseurs, à des hommes de plaisir. *Cela formait, dit Napoléon, cinq petites cours bourgeoises, placées à côté l'une de l'autre, et agitées par les passions des femmes, des enfans et des valets.* Cependant la cour de Barras se distinguait des autres; c'était la régence en miniature, moins le régent. Le Directoire, depuis son origine jusqu'à sa chute, fut le Bas-Empire de la République; mais ce Bas-Empire caebait un César.

L'esprit de fructidor porta également son influence sur une chose qui, par sa nature et sa gravité, semble devoir être à l'abri des passions de tous gouvernans. Dès le mois d'octobre de l'année précédente, le cabinet de Saint-James, fatigué d'une guerre trop dispendieuse, s'était décidé à traiter. Lord Malmesbury, arrivé comme plénipotentiaire, demanda la rétrocession de la Belgique à l'Autriche; les conférences, rompues alors, parurent avoir été renouées à cause des préliminaires de Léoben, où l'Autriche renouait à la Belgique. Mais indépendamment du penchant que le cour de Vienne ne dissimulait plus pour la paix, l'Angleterre avait encore, dans sa position intérieure, d'autres motifs de traiter avec la république. L'Irlande était toujours en feu, malgré le désastre qui en avait éteint l'armée du général Hoche. Ce royaume attendait hautement sa délivrance d'une nouvelle expédition française. La Banque avait suspendu ses paiemens; Londres avait vu Pitt échouer au parlement pour

ses mesures de finances. Enfin, ce qui était presque inouï dans les fastes de la marine britannique, une insurrection pour une discussion de paie avait fait révolter les équipages de deux flottes, et l'esprit public, depuis long-temps alarmé de la continuité de la guerre, avait besoin d'être calmé par une démarche éclatante du cabinet auprès de la république. Ce fut par ces motifs que lord Malmesbury fut envoyé à Lille, le 4 juillet, pour reprendre la négociation avec Letourneur, Pléville-le-Peley et Maret, depuis duc de Bassano. Celui-ci avait acquis en 1792, dans sa mission à Londres, une considération qui n'était pas oubliée. Il avait travaillé hautement au maintien de la paix et au salut du roi. Maret, chargé de correspondre avec le général Clarke, plénipotentiaire en Italie pour la paix d'Autriche, communiquait, par cet intermédiaire alors si dévoué, avec le général Bonaparte. Il était parvenu à mener celle de Lille à son terme, lorsque le 18 fructidor vint tout à coup changer le système du gouvernement. A l'instant où il allait être pacificateur pour l'Europe entière, à Lille et à Milan, le Directoire eut pris de nouveaux les armes contre l'Autriche, s'il avait pu commander à son général d'Italie comme à son ministre de Lille; car il rappela Maret et laissa Treillard et Bonnier chargés de la rupture. En effet, ils reçurent l'ordre de demander que l'Angleterre restituât toutes ses conquêtes sur la France, la Hollande et l'Espagne, sans compensation, et ils donnèrent à l'ambassadeur anglais, comme à un général forcé de capituler, vingt-quatre heures pour répondre. Lord Malmesbury quitta Lille le 17 septembre, et fit attendre jusqu'au 5 octobre, aux envoyés français, le refus de l'Angleterre, qu'il leur adressa de Londres. La victoire du 18 fructidor devint ainsi le manifeste de la guerre à toute l'Europe. Le Directoire sacrifia l'avenir de la France au coupable orgueil de disposer hautement de ses destinées, à l'extérieur comme à l'intérieur. Mais peu de jours après la nouvelle révolution, ce gouvernement si intraitable se trouva embarrassé même de son triomphe : il se vit comme réduit à ses seules forces, au milieu de quelques habitués, qui n'empruntaient de lui aucune considération et ne lui apportaient aucun crédit, il resta placé entre la vengeance, maintenant légitime, du cabinet de Saint-James, et le mécontentement de son général de l'armée d'Italie, à qui cette éclatante rupture fait pressentir toutes les difficultés qui vont hérissier sa négociation avec la maison d'Autriche; enfin, entre les justes reproches dont ce même général flétrit les proscriptions du 19 fructidor, et entre la haine des citoyens, qui s'indignaient de la violation de la représentation nationale, en un mot, des deux journées de fructidor. Cepen-

dant le gouvernement pouvait les rendre également mémorables, par l'exercice de la justice légale. Il n'avait qu'à faire aux conspirateurs, à ceux qu'il condamnait sans les entendre, l'application des lois; elles étaient plus que suffisantes pour châtier tous les crimes contre l'État, et même pour satisfaire tous les ressentiments. Une lettre adressée par le général Moreau à leur collègue Barthélemy, tomba entre les mains des directeurs; cette lettre contenait la dénonciation d'une conspiration déjà bien ancienne, qu'il devait leur importer de faire juger, et qui peut-être par ses ramifications eût amené devant les tribunaux bien d'autres coupables que Pichegru qui en était le chef.

En effet, la révélation des pièces que renfermait le fourgon de Klinglin aurait pu compromettre fortement Moreau. Ce général se trouvait, depuis une époque antérieure aux rapports mystérieux de Pichegru avec le prince de Condé, engagé dans une relation d'une nature plus élevée, et qui avait pour objet le retour de la famille royale. On découvrit dans les papiers de Klinglin un plan de contre-révolution dont, par l'entremise du comte de Montgaillard et de Fauche-Borel, imprimeur de Neuchâtel, et avec l'agrément de l'Angleterre, Pichegru devait diriger l'exécution. Cette machination remontait à l'année 1793; il s'agissait de mettre Louis XVIII sur le trône. De la part de ce prince, il avait été promis à Pichegru de le nommer maréchal de France et gouverneur d'Alsace, apparemment pour consacrer la trahison par le nom du département où ce général commandait l'armée du Rhin : on lui donnait en outre le cordon rouge, le château de Chambord, que l'on donne toujours, douze pièces de canon enlevés aux Autrichiens, un million comptant, deux cent mille francs de rentes, un hôtel à Paris; la ville d'Arbois sa patrie devait prendre le nom de Pichegru, etc. Le prince de Condé avait confirmé par une lettre de sa main toutes ces promesses : il voulut seulement que Pichegru proclamât le roi à Illunig; Pichegru s'y était refusé. « Je ne ferai rien d'incomplet, avait-il répondu; je ne veux pas être le troisième tome » de Lafayette et de Dumouriez; je connais mes » moyens, ils sont aussi sûrs que vastes; ils ont » leurs racines non-seulement dans mon armée, » mais à Paris, dans la Convention, dans les départemens, dans les armées, dans les généraux mes » collègues, qui pensent comme moi.... Le plan du » prince ne mène à rien, il serait chassé d'Illunig » en quatre jours et je me perdrais en quinze.... » J'offre de passer le Rhin où l'on me désignera. » Avant je mettrai dans les places des officiers surs. » Dès que je serai de l'autre côté du Rhin, je proclame le roi; j'arbore le drapeau blanc, le corps

« de Condé et l'armée de l'empereur s'unissent à nous, aussitôt je repasse le Rhin, nous marchons sur Paris, et nous irons en quatorze jours. » Telles furent les propositions de Pichegru. Le prince de Condé avait rejeté la coopération autrichienne.

Wickam, ministre d'Angleterre en Suisse, offrit douze millions; Pichegru, dénoncé au Directoire, partit pour la capitale avec 900 louis que Wickam lui envoya. A Paris on n'osa pas débrouiller les fils d'une intrigue où Pichegru se trouvait impliqué. L'on se contenta de le nommer à l'ambassade de Suède : il revint en congé passer un mois à l'armée du Rhin, récemment placée sous les ordres de Moreau. Là Pichegru, abandonnant son premier projet, conseilla au prince de Condé de pousser les Autrichiens à rompre la trêve, de faire attaquer vigoureusement les Français, qui seraient battus; et alors il ne doutait point que le Directoire ne lui rendit le commandement. De plus, le général autrichien devait déclarer ne vouloir traiter qu'avec lui, et Pichegru avait refusé l'ambassade de Suède, afin de pouvoir suivre librement le nouveau complot. Mais les Autrichiens ayant été constamment défaits, Pichegru se vit forcé de se replier sur son influence politique à l'intérieur, et de chercher un asile dans la représentation nationale.

Cependant Moreau, qui possédait entre les mains les preuves écrites de la connivence de Pichegru avec le prince de Condé et l'Anglais Wickam pour opérer la contre-révolution en France, avait sacrifié son honneur, son devoir, à son amitié pour un perfide; et, un mois plus tard, le 20 mai, Pichegru et son complice le général Willot, signalé au Directoire par Bonaparte dès son arrivée à Nice, étaient entrés au Corps législatif, comme on l'a vu plus haut. Ainsi, Moreau, déjà obligé par son serment de général en chef à veiller sur le salut public, avait de plus encouru la responsabilité de laisser siéger parmi les législateurs de la république un homme qu'il savait être un traître, comme général et comme citoyen. Et, en effet, trois mois après l'élection de Pichegru, dans les premiers jours de fructidor, des symptômes de contre-révolution s'étant fait remarquer dans la capitale et même dans les conseils, ces inquiétudes parvinrent jusqu'à Strasbourg, où Moreau tenait son quartier-général. Alors plusieurs officiers qu'il avait employés au déchiffrement des pièces du fourgon de Klinglin, et qui n'étaient point dans le secret de leur chef, témoignèrent la résolution de dénoncer au Directoire la correspondance de Pichegru avec l'ennemi. Inquiet enfin de son silence et des discours du quartier-général, craignant d'être prévenu auprès du gouvernement, Moreau s'était décidé à écrire à Barthélemy, qui avait passé de l'ambassade de

Suisse au Directoire. La date de la lettre de Moreau prouve qu'il ne l'envoyait qu'à la dernière extrémité.

Le général en chef de l'armée du Rhin au directeur Barthélemy.

Strasbourg, 17 fructidor an v.

« CITOYEN DIRECTEUR,

« Vous vous rappellerez sûrement qu'à mon dernier voyage à Bâle, je vous instruisis qu'un passage du Rhin nous avions pris un fourgon au général Klinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa correspondance; celles de Witterbach en faisaient partie, mais c'étaient les moins importantes. Beaucoup de lettres sont en chiffres, mais nous en avons trouvé la clef : l'on s'occupe de tout déchiffrer, ce qui est très-long. Personne n'y porte son nom; de sorte que beaucoup de Français qui correspondent avec Klinglin, Condé, Wickam, d'Enghien et autres, sont difficiles à découvrir : cependant nous avons de telles indications, que plusieurs sont déjà connus. J'étais décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance, parce que, la paix étant présumable, il n'y avait plus de danger pour la république, d'autant que cela ne ferait preuve que contre peu de monde, personne n'étant nommé. Mais voyant à la tête des partis qui font actuellement tant de mal à notre pays, et jouissant dans une place éminente de la plus haute confiance, un homme très-compromis dans cette correspondance, et destiné à jouer un grand rôle dans le rappel du président qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire, pour que vous ne soyez pas dupe de son feint républicanisme, que vous puissiez faire clairer ses démarches et vous opposer aux coups funestes qu'il peut porter à notre pays, puisque la guerre civile ne peut être que le but de ses projets.

« Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte infiniment de vous instruire d'une telle trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait sûrement encore s'il ne m'était connu. Je veux parler du représentant du peuple Pichegru : il a été assez prudent pour ne rien écrire; il ne communiquait que verbalement avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, qui faisaient part de ses projets et recevaient ses réponses. Il y est désigné sous plusieurs noms, entre autres sous celui de *Baptiste*; un chef de brigade, nommé Badouville, lui était attaché et désigné sous le nom de *Coco* :

« il était un des courriers dont il se servait, ainsi
« que les autres correspondans. Vous devez l'avoir
« vu assez fréquemment à Bâle. Leur grand mouve-
« ment devait s'opérer au commencement de la cam-
« pagne de l'an iv. On comptait sur des revers à
« leur arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être
« battue, devait redemander son ancien chef, qui
« alors aurait agi d'après les instructions qu'il au-
« rait reçues. Il a dû recevoir 900 louis pour le
« voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démis-
« sion : de là vint naturellement son refus de l'am-
« bassade de Suède. Je soupçonne la famille Lajolais
« d'être dans cette intrigue.

« Il n'y a que la grande confiance que j'ai en votre
« patriotisme et en votre sagesse, qui m'a déci-
« miné à vous donner cet avis. Les preuves en sont
« plus claires que le jour, mais je doute qu'elles
« puissent être judiciaires.

« Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir bien
« m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épi-
« neuse ; vous me connaissez assez pour croire
« combien a dû me coûter cette confiance ; il n'a
« pas moins fallu que les dangers que court non
« pas moi mais vous la faire. Ce secret est entre cinq
« personnes : les généraux Desaix, Regnier, un de
« mes aides-de-camp, et un officier chargé de la
« partie secrète de l'armée, qui suit continuellement
« les renseignemens que donnent les lettres qu'on
« déchiffre. »

Cette lettre fut transmise par le Directoire au conseil des Cinq-Cents, le 10 septembre. Moreau aurait dû l'écrire immédiatement après la saisie du fourgon de Klinglin, c'est-à-dire le 25 ou le 24 avril ; alors, le coup d'État du 18 fructidor n'eût pas éclaté quatre mois et demi après ; la loi politique de la France n'aurait pas été détruite par cette révolution ; et le traître Pichegru, atteint par la justice, eût peut-être par son châtiment fermé la carrière des conspirations. Moreau demeura dès-lors responsable de son silence. Et ce n'est que depuis la restauration que l'histoire, jusqu'alors incertaine ou trompée, a pu juger Moreau et quelques autres notabilités de la république et de l'empire.

Le 25 fructidor (11 septembre), le général Moreau, à la réception de la proclamation directoriale, relative à la journée du 18, osa révéler aussi à la France, par une proclamation à son armée, cette trahison de Pichegru, à laquelle il n'était rien moins qu'étranger :

« SOLDATS !

« Je reçois à l'instant la proclamation du Direc-
« toire exécutif, du 18 de ce mois, qui apprend à
« la France que Pichegru s'est rendu indigne de la

« confiance qu'il a long-temps inspirée à toute la
« république, et surtout aux armées. On m'a éga-
« lement instruit que plusieurs militaires, trop en-
« flans dans le patriotisme de ce représentant, d'a-
« près les services qu'il a rendus, doutaient de cette
« assertion. Je dois à mes frères d'armes, à mes
« concitoyens, de les instruire de la vérité. Il n'est
« que trop vrai que Pichegru a trahi la confiance
« de la France entière. J'ai instruit un des membres
« du Directoire, le 17 de ce mois, qu'il m'était
« tombé entre les mains une correspondance avec
« Condé et d'autres agens du Prétendant, qui me me
« laisse aucun doute sur cette trahison. Le Direc-
« toire vient de m'appeler à Paris, et désire sûre-
« ment des renseignemens plus étendus sur cette
« correspondance. Soldats, soyez calmes et sans in-
« quiétude sur les événemens de l'intérieur ; croyez
« que le gouvernement, en comprimant les royalis-
« tes, veillera au maintien de la constitution répu-
« blicaine que vous avez juré de défendre. »

Le lendemain d'une déclaration aussi manifeste, qui semblait devoir mettre une barrière éternelle entre Moreau et Pichegru, Moreau répondit au Directoire :

« Je n'ai reçu que le 22, très-tard et à dix lieues
« de Strasbourg, votre ordre de me rendre à Paris.
« Il m'a fallu quelques heures pour préparer mon
« départ, assurer la tranquillité de l'armée, et faire
« arrêter quelques hommes compromis dans une
« correspondance intéressante, que je vous remet-
« trai moi-même. Je vous envoie ci-joint une pro-
« clamacion que j'ai faite, et dont l'effet a été de
« convertir beaucoup d'incrédules ; et je vous avoue
« qu'il était difficile de croire que l'homme qui
« avait rendu de si grands services à son pays et
« qui n'avait nul intérêt à le trahir, pût se porter à
« une telle infamie. On me croyait l'ami de Piche-
« gru, et dès long-temps je ne l'estime plus. Vous
« verrez que personne n'a été plus compromis que
« moi ; que tous les projets étaient fondés sur les
« revers de l'armée que je commandais : son cou-
« rage a sauvé la république. » Dès ce jour, Moreau, le seul rival que la mort si imprévue du général Hoche laissait à Bonaparte, venait de disparaître pour lui et de perdre tout avenir politique.

Du quartier-général de Passeriano, où il s'était porté pour donner plus d'activité aux négociations de la paix, Bonaparte mandait au ministre des relations extérieures, le 26 fructidor : « Que l'on ait
« de l'énergie sans fanatisme, des principes sans
« démagogie, de la sévérité sans cruauté ; que l'on
« cesse d'être faible, tremblant ; que l'on n'ait pas
« honte, pour ainsi dire, d'être républicain ; que
« l'on haille de la France cette horde d'esclaves

« conjurés contre nous, et le sort de l'Europe est
« décidé. Que le gouvernement, les ministres, les
« premiers agens de la République n'écourent que
« la voix de la postérité. » Il était difficile de ré-
« genter le Directoire d'une manière plus énergique ;
« mais il s'adressait à Talleyrand, et il savait déjà
« que ses confidences étaient bien placées. Le jour
« suivant, à mesure qu'il voyait s'approcher davan-
« tage l'œuvre de Campo-Formio, plus dominé que
« jamais par le projet d'une expédition en Egypte,
« dont il avait déjà parlé au directeur Carnot, il écrivit
« au ministre des relations extérieures : « Pourquoi
« ne nous enparcrons-nous pas de l'île de Malte?...
« S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous
« fussions obligés de céder notre Cap de Bonne-
« Espérance, il faudrait alors nous enparer de
« l'Egypte.... On pourrait partir d'ici avec vingti-
« neuf mille hommes, huit ou dix bâtimens de
« ligne ou frégates vénitienes, et s'en emparer.
« L'Egypte n'appartient pas au grand-seigneur. Je
« désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à
« Paris quelques renseignemens, et me fissiez con-
« naître quelle réaction aurait sur la Porte l'expé-
« dition d'Egypte. » On ne peut s'empêcher de
« remarquer avec quelle facilité le général de l'armée
« d'Italie sortait du cercle constitutionnel de ses at-
« tributions, jusque dans sa correspondance officielle
« avec son gouvernement. Il avait conquis l'impunité
« du génie.

C'est avec cette grande autorité qu'il écrivit au
Directoire le 23 septembre : « Un officier est arrivé
« avant-hier de Paris à l'armée d'Italie ; il a répandu
« dans l'armée qu'il était parti depuis le 19 fructi-
« dor, qu'on y était inquiet de la manière dont
« j'aurais pris les événemens du 18. Il était porteur
« d'une espèce de circulaire du général Augereau
« à tous les généraux de division de l'armée. Il est
« constant, d'après ces faits, que le gouvernement
« a agi envers moi à peu près comme envers Pi-
« chegru après le 13 vendémiaire. Je vous prie,
« citoyens directeurs, de m'accorder ma démission :
« aucune puissance sur la terre ne sera capable de
« me faire continuer de servir, après cette marque
« horrible de l'ingratitude du gouvernement, à
« laquelle j'étais bien loin de m'attendre.... La si-
« tuation de mon ame a besoin de se retremper dans
« la masse des citoyens. Depuis trop long-temps un
« grand pouvoir est confié dans mes mains ; je m'en
« suis servi dans toutes les circonstances pour le
« bien de la patrie. Tant pis pour ceux qui ne
« eroient point à la vertu, et qui pourraient avoir
« suspecté la mienne ; ma récompense est dans ma
« conscience et dans l'opinion de la postérité. »

À la réception de cette lettre, le Directoire s'était
assemblé extraordinairement ; il fit rédiger sous

ses yeux une longue justification, par laquelle il se
mettait à la merci de son général. « *Le repos de la
République nous défend de penser au rôle.... le
Directoire exécutif croit à la vertu du général Bonaparte : il s'y confie... Le 18 fructidor, la France
a repris sa place en Europe ; elle a besoin de vous
pour s'y maintenir....* » Ce qui voulait dire que le
Directoire avait besoin de Bonaparte pour faire la
guerre. Le général se permit bien de prendre à la
lettre la confiance nouvelle dont il était investi ; et
à l'imitation du Directoire, dont la politique était
devenue tout à coup si belliqueuse, il se proposa de
régler à son tour les destinées de la France par rap-
port à l'Autriche, en vertu de cette puissance d'ic-
tatoriale qu'on lui conférait avec tant de libéralité.

Voici la marche des conférences depuis les préli-
minaires de Lésben, signés le 18 avril ; Bonaparte,
secouru de Clarke, avait imprimé une marche si
rapide à la négociation avec le marquis de Gallo
que, dès le 6 mai, on posa les bases de la paix qui
fut conclue le 9 octobre suivant. Ces bases étaient :
1^o les limites du Rhin pour la France ; 2^o Venise et
les limites de l'Adige pour l'empereur ; 3^o Mantoue
et les limites de l'Adige pour la république cisalpine.
Le 19 juin, l'Autriche, désavouant le marquis de
Gallo, avait envoyé le comte de Meerweldt, et ne
voulait traiter de la paix qu'au congrès de Berne,
ouvert également à ses alliés, qui étaient l'Angle-
terre et la Russie. Bonaparte ayant refusé cette
proposition, le ministre Thugut renvoya au congrès.
Bonaparte résidait à Montebello, qui devint bientôt
le théâtre des conférences commencées, le 1^{er} juillet,
à Udine, entre le général Clarke et le comte de
Meerweldt : à cette époque le Directoire désirait
très-avidement la paix, dont l'Autriche se montrait
maintenant avare. Les mois de juillet et d'août se
passèrent en pourparlers. Enfin, la journée du
18 fructidor déjoua les espérances que l'Autriche
nourrissait depuis la signature des préliminaires ;
elle attendait une contre-révolution qui ne fut pas
au profit du Directoire. Alors l'Autriche, effrayée
de ce terrible succès de la puissance républicaine,
dépecha son représentant. Le comte de Cobentzel
parut tout à coup à Udine avec de pleins pouvoirs ;
Clarke ayant été rappelé, Bonaparte se rendit à
Passeriano, à quatre lieues d'Udine, et le 26 sep-
tembre s'entama la négociation avec le comte de
Cobentzel : il se présentait assisté du marquis de
Gallo, du comte de Meerweldt, et du baron d'En-
gelmann ; Bonaparte était seul. L'Autriche et le
Directoire avaient échangé leurs rôles : tandis que
Cobentzel pressait Bonaparte de conclure le traité,
le Directoire, par une correspondance secrète et des
insinuations indirectes, l'engageait à rompre et à
recommencer les hostilités ; mais il refusait des

renforts à l'armée d'Italie, en même temps que la ratification du traité de Turin, et cependant il prétendait signer la paix à Vienne.

La possession de Venise s'offrait naturellement comme un champ de discussion, où le cabinet du Luxembourg défiait le cabinet de Vienne. Cette haute question qui dure encore pour ceux qui croient qu'aucune puissance n'a le droit de trafiquer d'un peuple, agitait alors violemment des esprits républicains, et le Directoire était un fidèle écho de l'opinion de la capitale et des principes de toute la France, quand, le 8 vendémiaire (29 septembre), il répondait à Bonaparte, au sujet des bases de la paix : « Nous aurons traité en vaincus, indépendamment de la honte d'abandonner Venise, que vous croyez « vous-même si digne d'être libre... Calculons tout « au pis : admettons l'hypothèse que repoussent « votre génie et la valeur de votre armée; supposons-nous vaincus et expulsés de l'Italie... Nous « n'aurons pas conquis à une perfidie qui n'aurait « point d'excuse. » Le même jour, le ministre des relations extérieures expédia au général Bonaparte l'ultimatum du Directoire : « L'empereur renoncera « à Mantoue, à Venise, à la Terre-Ferme, au Frioul « vénitien. » Ceci équivalait à une déclaration de guerre. Le Directoire annonçait vouloir donner à l'Autriche l'Istrie et la Dalmatie vénitienne avec Trieste; et au lieu de l'Adige, l'Isonzo pour limite : ce qu'il voulait réellement, et ce vu était généreux, c'était que l'Italie entière fut libre. Ce qu'il voulait aussi, c'était la continuation des hostilités; et, dans ce sens, le ministre Talleyrand ajoutait : « Montrez aux Vénitiens que c'est de leurs intérêts « qu'il s'agit ici; que c'est uniquement pour eux, « pour leur assurer la liberté et les soustraire à la « maison d'Autriche, que nous continuons la « guerre... » Ainsi Venise, avec laquelle on venait de faire la paix de Milan; Venise, reconstruite sur une base toute démocratique, et, au nom de la liberté, délivrée par la victoire française de son oligarchie despotique, occupait profondément la pensée du gouvernement.

Le Directoire ne se borna point à ces instructions guerrières. Il avait envoyé Bottot, secrétaire de Barras, en mission secrète au général Bonaparte, pour calmer les ressentiments qui avaient porté le vainqueur de l'Italie à offrir sa démission. L'envoi de ce plénipotentiaire de l'inquiétude directoriale fut, à la réception de l'ultimatum belliqueux du Luxembourg, suivi de concessions extraordinaires, telles que le rappel de Kellermann de l'armée des Alpes, la ratification par les Conseils du traité offensif et défensif avec le Piémont, que Bonaparte sollicitait vainement depuis le premier blocus de Mantoue; et enfin l'aceroissement de quinze mille

hommes donné tout à coup à l'armée d'Italie. Bonaparte jugea, par une telle condescendance, à quel point il était le maître du terrain politique dont le Directoire voulait lui tracer la limite.

Cependant, si la cession de Venise était pour le Directoire le motif d'une grande opposition, celle de Mayence occupait le même rang dans les refus de l'Autriche, et le comte de Cobentzel demandait, au lieu de la ligne de l'Adige, celle du Mincio : « C'est là notre ultimatum, disait-il; car si l'empereur mon maître consent à vous donner les clefs de Mayence, la place la plus forte de l'univers, ce serait un acte déshonorant s'il ne se échangeait pas contre les clefs de Mantoue. » Cette ville, dont l'Autriche voulait disposer sans se croire déshonorée aux yeux de l'Allemagne, ne lui appartenait nullement, pas même par droit de conquête : ainsi il n'y avait point de parité entre Mantoue et Mayence. Et comme le plénipotentiaire s'obstinait à soutenir que cette proposition était l'ultimatum de sa cour, après avoir épuisé toutes les ressources de la chancellerie, et celles même des conférences confidentielles, il fallut de part et d'autre s'en remettre au sort des armes. Bonaparte n'était pas homme à se soumettre à l'ultimatum de l'Autriche, quand il avait résolu de décliner celui de son gouvernement. En effet, il donne l'ordre à ses troupes de passer la Piave et d'occuper la rive droite de l'Isonzo. Les Autrichiens de leur côté campèrent sur la Drave. On confiait, dit Bonaparte, au bruit du tambour. Le 16 octobre, les paroles furent tellement vives à Udine, chez le comte de Cobentzel, que Bonaparte se leva et lui dit : « *Eh bien! la trêve est donc rompue et la guerre déclarée; mais soutez-vous qu'avant la fin de l'automne je briserai votre monarchie comme je brise cette porcelaine.* » A ces mots, il jeta sur le parquet un cabaret de porcelaine que Catherine II avait donné au comte de Cobentzel, salua le congrès et retourna à Passeriano. L'action était un peu violente dans une occasion aussi grave; mais Bonaparte fut peut-être entraîné à ce mouvement de colère par la menace que le comte de Cobentzel venait de lui faire de joindre l'armée russe à l'armée autrichienne. En montant en voiture, il envoya un officier prévenir l'archiduc Charles que les hostilités recommenceraient dans vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel l'ayant appris, dépêcha sur les traces de Bonaparte le marquis de Gallo, en le rendant porteur d'un acte signé, par lequel il acceptait les conditions de la France. Le lendemain, 17 octobre, le traité fut conclu chez le général Bonaparte à Passeriano, bien qu'il ait été daté de Campo-Formio, village intermédiaire entre Udine et Passeriano, qui avait été déclaré neutre. Ce fut en rédigeant le premier article du traité, que lo

secrétaire ayant mis : *l'empereur d'Allemagne reconnaît la république française*, Bonaparte lui dit : « *Efface cet article : la république française est comme le soleil ; est aveugle qui ne la voit pas. Le peuple français est maître chez lui : il a fait une république, peut-être demain fera-t-il une aristocratie, après-demain une monarchie ; c'est son droit imprescriptible : la forme de son gouvernement n'est qu'une affaire de loi intérieure.* » Bonaparte se montrait guerrier, diplomate et homme de doctrines à sa manière. Une telle profession de principes caractérise siugulièrement un traité conquis les armes à la main sur l'Autriche et sur le Directoire lui-même, dont le général en chef pesait la destinée dans ces étranges paroles. Mais la signature de ce traité constituait une infraction complète aux instructions du 29 septembre. Bonaparte, usant du pouvoir discrétionnaire que les embarras du Directoire lui avaient accordé après la journée du 18 fructidor, en réponse à sa démission, ne voulut se souvenir que des instructions du 6 mai, et des bases de Montebello que le Directoire avait approuvées.

Cette grande campagne fit signer à l'empereur, sur les débris de six armées autrichiennes et en dehors des portes de sa belle Italie, une convention par laquelle il reconnaissait les limites naturelles de la France, le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, l'Océan ; l'existence politique de la république cisalpine, et la cession du Brisgaw qui, donné au margrave de Bade, étoignait les États héréditaires de la maison d'Autriche des frontières de la France. Le traité soumet encore à la république l'archipel vénitien. Enfin, à Radstadt, où devait se négocier la paix de l'Europe, une stipulation militaire entre le général Bonaparte et le comte de Cobentzel allait enclaver dans la nouvelle ligne du Rhin la grande forteresse de Mayence, le territoire prussien et les États latques et ecclésiastiques situés sur la rive gauche. Quant à l'Autriche, elle recevait Venise, l'Istrie, la Dalmatie et les provinces de Terre-Ferme jusqu'à l'Adige. Elle devait en outre être indemnisée en Allemagne de tout ce que la Prusse perdrait sur la rive gauche du Rhin. Tel fut l'arrêt de la justice diplomatique qui présida aux clauses de Campo-Formio, dont il résultait trois millions cinq cent mille habitans pour la succursale de la république française en Italie, pour la Cisalpine ; quatre millions de plus pour la France, deux pour l'Autriche. Le général Bonaparte chargea Berthier, chef d'état-major, et le savant Monge, de porter à Paris le traité au Directoire. L'un représentait l'armée, l'autre les sciences : c'étoit rendre en même temps hommage à la patrie des arts et à la valeur nationale.

La position de Bonaparte à Passeriano offrait

d'autant plus de difficultés, que la question à résoudre l'intéressait doublement, en sa qualité de plénipotentiaire et de général en chef, et seul il étoit juge du parti à prendre. Jusqu'à la prise de Mantoue, il avait toujours voulu la guerre ; depuis il avait toujours voulu la finir. Cependant le comte de Cobentzel se trompa sur cette intention, et dans la conférence du 16 octobre il lui avait dit fièrement que sa cour aimerait mieux fuir de Vienne que de signer une telle paix ; que lui, Bonaparte, sacrifiait ses devoirs de négociateur à ses vœux comme général ; qu'il le rendait responsable du sang qui alloit couler ; néanmoins ce fut en prenant l'attitude hostile, que Bonaparte arracha à l'Autriche le traité dont il avait lui-même fixé les bases depuis plus de quatre mois à Montebello. Réduit à son seul arbitrage dans une affaire dont, selon lui, dépendait encore plus la sûreté de la république que celle de la cour de Vienne, il demeura convaincu qu'une bonne paix valait mieux pour la France que de nouvelles victoires. « *Je ne doute pas*, écrivit-il au ministre Talleyrand, *que la critique ne s'attache vivement à déprécier le traité que je viens de signer.* » Il fit valoir la nécessité où il se serait trouvé de conquérir deux ou trois provinces autrichiennes. L'empereur pouvait lui opposer cent cinquante mille hommes et quarante mille qu'il tenait en réserve ; lui, au contraire, n'en comptait pas alors cinquante mille, et il craignait toujours en outre de laisser les Vénitiens sur ses derrières. Les montagnes étoient déjà impraticables à cause des neiges ; les conférences de Lille avec l'Angleterre étoient rompues ; une autre coalition se préparait ; la guerre d'Autriche cessait d'être une guerre nationale et populaire ; elle ne devenait qu'une guerre de gouvernement, etc. Voilà les considérations que Bonaparte alléguait pour justifier sa conduite diplomatique : la plus grave sans doute étoit la rupture des conférences de Lille, événement dont l'influence sur la politique de Vienne pouvoit briser la négociation, et imposer peut-être l'obligation de quelques sacrifices. L'état de Venise étoit le seul que l'on pût offrir : il fut partagé entre la France, l'Autriche et la Cisalpine. Bonaparte ne sembloit plus attacher le moindre importance à la conservation de ce gouvernement ; il l'avait établi en république démocratique pour l'intérêt de la France, il l'imola à celui de la paix. Voici ce qu'il écrivait au secrétaire de la légation française à Venise, à ce même Vittebard qui avait opéré dans cette ville la révolution démocratique : « *La nation vénitienne n'existe pas. Divisé en autant d'intérêts qu'il y a de villes, féminin et corrompu, aussi lâche qu'hypocrite, le peuple vénitien est peu fait pour la liberté... S'il a la vertu pour l'acquiescer, eh bien ! qu'il la dé-*

« feude! Il n'a pas eu le courage de la conquérir sur quelques oligarques.... La république française ne peut pas donner les États vénitiens, parce qu'il n'est pas dans les principes du gouvernement de donner aucun peuple.... Si les armées de la république continuaient à être heureuses contre une puissance qui a été le nerf et le coffre de toutes les coalitions, peut-être Venise aurait pu par la suite être réunie à la Cisalpine; mais je vois que ce sont des lâches. Eh bien! qu'ils fuient, je n'ai pas besoin d'eux. »

Le 18 janvier 1798, les troupes françaises évacuèrent Venise, et la domination autrichienne y fut apportée par Pesaro lui-même, en qualité de commissaire de l'empereur. L'ex-doge Manini tomba mort au moment où il allait prêter serment entre les mains de son compatriote. L'exemple de Manini est plus rare dans l'histoire moderne que celui de Pesaro.

Ainsi périt morcelée, après quatorze siècles d'indépendance, et probablement pour ne se relever jamais, la reine de l'Adriatique qu'on vit si longtemps tenir le sceptre du commerce du monde, qui couvrit toutes les mers de ses Bottes soit guerrières, soit usarchandes, et qui, devenue par ses armes maîtresse de Constantinople, agita la pensée d'y transporter le siège de sa domination et d'y continuer l'empire d'Orient. La dissolution de cette glorieuse république ne fut pas seulement une concession faite à la raison d'État : elle était encore de la part de Bonaparte un calcul militaire : « *La ville de Venise*, disait-il au Directoire, *renferme, il est vrai, trois cents patriotes... Le désir de quelques centaines d'hommes ne vaut pas la mort de vingt mille Français!* » Néanmoins le conseil des Cinq-Cents honora sa session en élevant la voix contre la destruction de l'État de Venise, et de sa tribune sortirent ces belles paroles, si oubliées maintenant : « *Peut-on faire le commerce des peuples au nom d'une nation qui a proscriit le commerce des hommes?* »

« *Jamais depuis plusieurs siècles on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons.* » (Lettre de Bonaparte à Talleyrand.) En effet, c'était opposer une immense compensation au mécontentement de la France, généralement indignée de la révolution du 4 septembre, de la rupture des négociations de Lille qu'elle reprochait au Directoire, de la publication des deux lois du 30 septembre qui portaient la ruine dans toutes les classes, l'une par la réduction de la fortune des rentiers au tiers, l'autre par l'infâme rétablissement des loteries dans la République, que de signer un traité qui nous donnait les grandes limites du Rhin, aussi bien tracées par la nature que par la politique, et de ré-

duire la superbe maison d'Autriche à reconnaître la république cisalpine, formée presque en entier de ses antiques domaines d'Italie. L'orgueil national vint, comme il est toujours arrivé, au secours du gouvernement poursuivi par les cris de la misère et de la haine publiques. Seulement au regret de partager avec le Directoire l'honneur d'un tel triomphe, et l'on reportait sur le seul Bonaparte tout le mérite de cette paix, avec le même enthousiasme qui lui décernait depuis deux ans toute l'admiration due à cette grande guerre d'Italie. Mais au milieu d'une joie si vive, la France resta juste, et la cession de Venise fut pour elle un crime contre elle-même. Dès lors commencèrent sur tout l'État de Venise les droits que la maison d'Autriche a réclames depuis avec tant de succès au congrès de Vienne en 1814, sans toutefois en rappeler l'origine. De ce jour date aussi cette inexplicable faiblesse de Bonaparte pour la cour de Vienne, qui se fera remarquer dans le cours de son histoire. Il semble qu'il ait eu constamment plus de plaisir à accorder la paix à cette puissance qu'à la vaincre : malheureusement il compta sur la réciprocité.

Après la conclusion du traité de Campo-Formio, qui nous assura un prépondérance du premier ordre dans la balance de l'Europe, Rome, suivant les phases de l'astre autrichien, reconnut non-seulement la république française, mais encore la république cisalpine. Cette double reconnaissance eut, de la part du Vaticain, tout le caractère d'un double sacrifice à la nécessité : son peu de sincérité ne laissa pas long-temps dans le doute la France et son général.

Le 18 septembre, Hoche mourut empoisonné à l'âge de 29 ans, dans un cantonnement, sur la rive droite du Rhin; Moreau, le dénonciateur de Piebegr, était réformé et remplacé par le héros du 18 fructidor, par Augereau qui, le 25 septembre, passa subitement d'un commandement secondaire de l'armée d'Italie au commandement en chef des armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, réunies sous le nom d'armée d'Allemagne. Le Directoire profitait de la paix pour faire la guerre aux supériorités militaires : il réservait à Bernadotte un exil diplomatique, et il écrivait au général Bonaparte : « Si vous n'aviez su que gagner des batailles, vous n'auriez été qu'un grand général : mais vous avez aspiré à un plus beau titre; vous avez voulu être un général citoyen; que ce nom glorieux soit donc votre première récompense! » Le Directoire exécutif vous en ménage une autre, qu'il croit aussi digne de vous; c'est de mettre vous-même la dernière main au grand ouvrage que vous avez si fort avancé... En quittant, aussitôt que les suites du traité vous le permettront,

« le commandement de l'armée d'Italie, vous devez prendre celui de l'armée d'Angleterre.... Ensuite « le Directoire exécutif désire que vous puissiez accélérer assez toutes les opérations qui vous restent à faire en Italie, pour vous rendre à Radstadt... « Vous demeurerez au congrès de Radstadt en qualité de plénipotentiaire de la république française. « Vous serez secondé par les citoyens Treilhaud et Bonnier, que le Directoire nomme plénipotentiaires au même congrès, et qui formeront avec vous une commission dont vous serez le président. « Le but de cette dépêche ne devait pas échapper à un esprit aussi pénétrant que celui de Bonaparte, qui d'ailleurs n'ignorait point que Bonnier, son nouveau collègue, avait été envoyé exprès à Lille, afin de rompre la négociation avec lord Malmesbury. La destination illusoire du commandement d'une armée dite d'Angleterre était loin de pouvoir contenter un général qui, habitué à voir son ennemi, à le suivre, à le battre, se trouvait tout à coup réduit à faire parader sur un rivage des forces de terre contre des forces navales. Cependant, quelques années après, le premier consul se souvint de cette pantomime militaire du général Bonaparte, et en fit le roman de cette expédition britannique, dont par une des merveilles de cette époque, le dénouement eut lieu dans les champs d'Austerlitz.

Le 26 octobre, Bonaparte fut nommé, par arrêté du Directoire, général en chef de l'armée d'Angleterre; Desaix reçut l'ordre d'aller le remplacer provisoirement. Enfin, le 15 novembre, Bonaparte ayant totalement terminé en Italie sa mission de politique et de guerrier, prit congé de ses troupes par cette proclamation :

« SOLDATS!

« Je pars demain pour me rendre à Radstadt : « en me trouvant séparé de l'armée, je ne serai consolé que par l'espoir de me revoir bientôt avec vous, luttant contre de nouveaux dangers. Quelque poste que le gouvernement assigne à l'armée d'Italie, nous serons toujours les dignes soutiens de la liberté et du nom français. Soldats, en vous entretenant des principes que nous avons vaincus, des peuples qui nous doivent leur liberté, des combats que nous avons livrés en deux campagnes, dites-vous : *Dans deux campagnes nous aurons plus fait encore.* »

Il était difficile de mieux prendre possession d'une armée, au moment de s'en éloigner. L'ordre du jour

qui suivit cette proclamation est sans contredit la plus belle page de notre histoire militaire. Bonaparte est l'inventeur de ces diplômes de gloire, par lesquels il ne cessa d'ennoblir les soldats français : il est vrai qu'il inventait aussi la victoire dont il leur décernait les lauriers.

Au quartier-général de Milan, 26 brumaire (6 novembre), au VI de la république.

ORDRE DU JOUR.

« Le général Bonaparte a quitté Milan hier matin pour présider la légation française au congrès de Radstadt. Avant de partir il a envoyé au Directoire exécutif, à Paris, le drapeau de l'armée d'Italie qui sera présenté par le général Joubert. Il y a sur une face de ce drapeau : *A l'armée d'Italie la patrie reconnaissante.* Sur l'autre côté sont les noms de tous les combats qu'a livrés et de toutes les villes qu'a prises l'armée d'Italie. On remarque entre autres les inscriptions suivantes : « Cent cinquante mille prisonniers, dix-sept mille chevaux, cinq cent cinquante pièces de siège, six cents pièces de campagne, cinq équipages de ponts, neuf vaisseaux de cinquante-quatre canons, douze frégates de trente-deux, douze corvettes, dix-huit galères; armistice avec le roi de Sardaigne, convention avec Gènes; armistice avec le duc de Parme, avec le duc de Modène, avec le roi de Naples, avec le pape; préliminaires de Léoben; convention de Moniebello avec la république de Gènes; traité de paix avec l'empereur à Campo Formio; donné la liberté aux peuples de Bologne, Ferrare, Modène, Massa-Carrara; de la Romagne, de la Lombardie, de Brescia, de Bergame, de Mantoue, de Crème, d'une partie du Véronais, de Chiavenna, Bormio, et de la Valteline; au peuple de Gènes, aux fiels impériaux, au peuple des départemens de Coreyre, de la mer Égée et d'Ithaque.

« Envoyé à Paris tous les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, de Guerchiu, du Titien, de Paul Véronèse, de Corrège, Albane, des Carrache, Raphaël, Léonard de Vinci, etc., etc.

« Ce monument de la gloire de l'armée d'Italie, suspendu aux voûtes de la salle des séances publiques du Directoire exécutif, attestera encore les exploits de nos guerriers, quand la génération présente aura disparu. »

Tels furent les adieux de Bonaparte à l'illustre armée d'Italie.

LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(Du 15 octobre 1797 au 9 mai 1798.)

CONGRÈS DE RADSTADT. — BONAPARTE RESTE À PARIS. — SA RÉCEPTION SOLENNELLE AU LUXEMBOURG. — IL PART POUR L'ARMÉE D'ANGLETERRE. — LE DIRECTOIRE FAIT MARCHER DEUX ARMÉES, L'UNE SUR LA SUISSE, L'AUTRE SUR BOME. — CHANGEMENT EN GOUVERNEMENT DANS CES DEUX ÉTATS. — LE GÉNÉRAL BONAPARTE EST NOMMÉ GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE TOULON. — AFFAIRE DE BERNADOTTE À VIENNE. — DÉPART DE BONAPARTE POUR TOULON.

BONAPARTE quitta Milan le 15 novembre, et le même jour il alla descendre à Turin chez le citoyen Ginguéné, ministre de la république. Il crut convenable, en refusant de paraître à la cour, de se dérober à la reconnaissance du roi de Sardaigne, dont le traité venait enfin d'être ratifié par le Directoire. Il franchit le Mont-Cenis, et se dirigea sur Radstadt par Genève et le pays de Vaud, où on lui rendit des hommages publics en souvenir de l'indépendance qu'il avait fait donner aux Valais : ces hommages étaient intéressés de la part des Vaudois. Ensuite il traversa Berne qui ne pouvait pas l'accueillir avec le même transport, passa le Rhin à Bâle et entra dans Radstadt ; il y fut reçu par les plénipotentiaires Treillard et Bonnier. L'empire avait trois représentants au congrès : le comte de Metternich, pour l'empereur d'Allemagne ; le comte de Erbach, pour le Césare d'Autriche ; et le comte de Cobenzel, pour l'empereur d'Autriche. Tous les princes d'Allemagne avaient aussi leurs fondés de pouvoirs. La Suède, qui paraissait en qualité de médiatrice et de garant du traité de Westphalie, n'avait pas été heureuse dans le choix de son ambassadeur, le comte de Fersen, ex-colonel du régiment français Royal-Suédois, et si connu par son opposition à la

révolution : le général Bonaparte lui défendit de paraître. De grandes difficultés s'annonçaient par la foule des plaintes et des demandes que formaient les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin. La cession de Mayence commença le procès : il fallut toute la puissance autrichienne pour imposer silence sur cette réclamation, dont la justice ne pouvait être contestée. Fatigué déjà de la perspective des obstacles qui devaient à chaque pas entraver la négociation qu'il présidait au nom de la France, Bonaparte se hâta de conclure, le 1^{er} décembre, la convention pour la remise de Mayence aux troupes de la république, et pour la remise de Palma-Nova et de Venise aux troupes autrichiennes. Après la signature de ce traité purement militaire, qui complétait celui de Campo-Formio, il déclara à Treillard et à Bonnier qu'il regardait sa mission comme finie. Le 5 décembre, il arriva à Paris incognito et descendit dans sa petite maison de la rue Chantereine, que par une délibération spontanée le corps municipal appela *rue de la Victoire*.

Moins indépendant que les municipaux de la capitale, le Conseil des Anciens ne put décréter l'acte par lequel son comité décrétait, à titre de récom-

pense nationale, au héros pacificateur, le domaine de Chambord et un grand hôtel à Paris. Le Directoire voulut se charger seul de la reconnaissance publique. Mais bientôt il comprit tout son danger en voyant de quel enthousiasme universel Bonaparte devenait l'objet. Le peuple, les soldats, exprimaient leur admiration par des cris de joie sur son passage, par des chansons où ils célébraient ses exploits. Le Directoire s'effraya justement de cette puissance de la gloire, à laquelle il dut se soumettre lui-même, trop faible qu'il était pour l'honorer dignement ou pour la braver. Toute sa politique se réfugia dans une fête extraordinaire, triomphale, inusitée, dont la pompe excessive montra tout autre chose que de la grandeur. Cette exagération de la gratitude directoriale ne trompa personne, ni celui qu'elle regardait, ni la foule toujours éclairée des spectateurs. La remise du traité par Bonaparte servit de prétexte à cette fête. Elle eut lieu le 30 frimaire (10 décembre) au palais du Luxembourg, en présence des ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Sardaigne, de Prusse, de Danemark, de la porte Ottomane, des ministres des républiques batave, cisalpine, helvétique, ligurienne, genevoise, et des envoyés de Toscane, de Wurtemberg, de Bade, de Francfort, de Hesse-Cassel. La vaste cour du palais fut disposée pour cette solennité sans exemple, à laquelle aucun édifice public ne pouvait suffire. Les généraux Jonbert et Andréossy y tenaient le drapeau donné par le Corps-Législatif à l'armée d'Italie, et qu'ils ramenaient couverts d'inscriptions, où on lisait en lettres d'or les noms de soixante-sept combats, et des dix-huit batailles rangées, ou affaires importantes, dans lesquelles nous avions vaincu à Montenotte, Millesimo, Mondovi, Lodi, Borghetto, Louato, Castiglione, Roveredo, Bassano, Saint-Georges, Fontana-Viva, Caldiero, Arcole, Rivoli, à la Favorite, au Tagliamento, à Tarriv, enfin à Neumarek, pendant les campagnes de 1796 et de 1797. Au milieu de la cour s'élevait l'autel de la Patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix. Les drapeaux conquis en Italie se déployaient en forme de dais au-dessus des cinq directeurs; ils étaient pour eux l'épée de Damoclès. Les directeurs, drapés en costume antique, avec une magnificence théâtrale, s'éclipsaient, malgré le luxe de leurs vêtements, devant le général Bonaparte, vêtu de l'uniforme de Lodi et d'Arcole, qui, par sa simplicité, laissait voir entièrement le guerrier qui le portait. Son cortège se bornait à quelques officiers de son état-major, couverts, ainsi que lui, de l'habit des champs de bataille. Arrivé près de l'autel, Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures, en présentant Bonaparte au Directoire, lui adressa un discours empreint du sceau

d'un ardent républicanisme, rempli d'admiration pour le vainqueur, et semé d'éloges pour le gouvernement qui avait su le deviner comme le ehoisir. On y remarquait ce passage : « Ainsi tous les Français ont vaincu en Bonaparte; ainsi sa gloire est la propriété de tous; ainsi il n'est pas un républicain qui ne puisse en revendiquer sa part. Il est bien vrai qu'il faudra lui laisser ce eonp d'œil qui dérobaît tout au hasard, et cette prévoyance qui le rendait maître de l'avenir, et ces soudaines inspirations qui déconcertaient, par des ressources inespérées, les plus savantes combinaisons de l'ennemi, et cet art de ranimer en un instant les courages ébranlés, sans que lui perdit rien de son sang-froid, et ces traits d'une audace sublime, qui nous faisaient encore frémir pour ses jours, long-temps après qu'il avait vaincu, et cet héroïsme si nouveau, qui, plus d'une fois, lui a fait mettre un frein à la victoire, alors qu'elle lui promettait ses palmes triomphales. Tout cela, sans doute, était à lui; mais cela encore était l'ouvrage de cet insatiable amour de la patrie et de l'humanité.... La France entière sera libre; peut-être lui ne le sera jamais. Dès ce moment, un nouvel ennemi l'appelle; il est célèbre par sa baine proufonde pour les Français, et par son insolente tyrannie envers tous les peuples de la terre. Que par le génie de Bonaparte il expie promptement l'une et l'autre, et qu'enfin une paix digne de la gloire de la république soit imposée à ces tyrans des mers; qu'elle venge la France, et qu'elle rassure le monde. »

Ce discours, quoique propre à frapper les esprits, ne fut écouté qu'avec une vive impatience : on voulait que le héros parlât; et dès qu'il en manifesta l'intention, un silence presque religieux régna dans toute l'assemblée. Bonaparte s'avança, remit au président le traité de Campo-Formio, et prit la parole. Voici les principaux traits de sa harangue : « Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre : pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre. La religion, la féodalité, le despotisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe : mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernements représentatifs. Vous êtes parvenus à organiser la grande nation dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites. Je vous remets le traité de Campo-Formio ratifié par l'empereur. Cette paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. » Cette prophétie

de Bonaparte est encore bien loin de s'accomplir. Barras, qui présidait le Directoire, en répondant au général, s'étendit avec beaucoup de chaleur sur le 18 fructidor, que celui-ci avait passé sous silence. En mêlant les éloges de l'armée d'Italie à ceux du grand capitaine, « la nature, dit-il, a épuisé toutes ses richesses pour le créer : Bonaparte a médité ses conquêtes avec la pensée de Soerate; il a réconcilié l'homme avec la guerre. » Barras invitait ensuite Bonaparte à aller planter l'étendard tricolore sur la tour de Londres. Cette partie de son discours exprimait la haine la plus prononcée contre l'Angleterre, avec un faste de paroles et de déclamations qui sentait le rhéteur, et convenait mal au chef d'un gouvernement. Le général Joubert et le chef de brigade Andréossi, présentés par le ministre de la guerre, reçurent à leur tour les félicitations du Directoire; mais le véritable sujet de tous les éloges, les triomphes de Bonaparte, remplissait tous les cœurs. L'illustre chef de l'armée du Sambre-et-Meuse, le modeste Jourdan, que le nom de Fleurus immortalise, mit le comble à cette espèce d'apothéose en célébrant avec candeur la gloire des soldats d'Italie, qui semblait pouvoir faire oublier la sienne.

Le Corps-Législatif donna aussi une fête au vainqueur de l'Autriche. Mais la plus brillante fut sans contredit celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand. La belle cantatrice Grassini y chanta en l'honneur des victoires dont elle était elle-même un trophée. Les lettres, les arts déposaient leurs tributs aux pieds du héros de la patrie. L'Institut choisit Bonaparte pour remplacer Carnot, proscrit au 18 fructidor. Le royaliste Bonald lui offrit son livre, et le républicain David son pinceau. Le peintre voulut le représenter à cheval au pont d'Arcole ou de Lodi : *Non*, répondit Bonaparte, *j'y serais avec toute l'armée. Représentes-moi de sang-froid sur un cheval fougueux.* L'enthousiasme exaltait toutes les têtes. *Le cri étoit Bonaparte!* était devenu ici un cri patriotique.

Le Directoire aurait voulu que Bonaparte retournât prendre au congrès de Radstadt la conduite des négociations. Cependant le général de l'armée d'Italie ne se disposait pas à laisser exiler dans une semblable mission sa fortune et sa popularité. Il pressentit la question de Radstadt et la sagacité qui, depuis le 18 fructidor, l'avait si justement alarmé sur la politique du Directoire. Il ne voyait plus que des ennemis dans tous les souverains qu'il venait de soumettre par ses armes ou d'attaquer par des traités. Nommé au vain commandement d'une nouvelle armée, mais occupé plus que jamais des moyens de faire agréer le projet qu'il avait conçu depuis plusieurs mois d'une expédition en Égypte,

Bonaparte partit avec éclat pour inspecter les troupes qui occupaient, sous le nom d'armée d'Angleterre, la Normandie, la Picardie et la Belgique. De cette manière il trompait l'inquiète observation du cabinet de Londres; il tenait ou échec celle de l'Europe, et procurait du repos à la jalousie du Directoire. On doit rapporter à cette excursion en Belgique l'origine de ces grands établissements maritimes que la France lui a dus, et qui seuls auraient suffi pour illustrer son règne. Bonaparte visita Anvers. Il dit lui-même que le canal de Saint-Quentin, ouvert sous le consulat, fut un des résultats de son voyage, et qu'il remarqua également alors la supériorité que la marée donnait au port de Bonlogne sur celui de Calais pour une attaque contre l'Angleterre. Ainsi, au moment où il ne devait concevoir d'autre pensée que celle d'aller faire retentir sur les rivages du Nil la gloire de son nom, il semblait prévoir son retour triomphal, et posait les pierres d'attente de l'édifice que déjà sa pénétration lui montrait dans l'avenir. Pendant que la France et l'Europe étudiaient Bonaparte, il se méditait lui-même, et peut-être ne découvrait-il pas sans quelque trouble la destinée que lui imposait la force d'un génie alors si heureux de la reconnaissance de sa patrie.

Cependant le Directoire, comme s'il eût voulu se venger du traité de Campo-Formio et en préparer la rupture, suivait son esprit belliqueux; et tandis que ses plénipotentiaires négociaient à Radstadt, il mettait en mouvement deux armées : l'une marchait en Helvétie pour rendre, disait-il, l'indépendance au pays de Vaud, dont il dirigeait les mécontentemens, mais surtout afin de placer aussi cette vieille république sous le niveau du gouvernement directorial; l'autre marchait à Rome, moins dans le dessein de punir les auteurs de la mort du général Duphot, tué le 28 décembre dans une émeute, devant le palais et sous les yeux de Joseph Bonaparte, ambassadeur de France, qu'afin de détruire le pouvoir du pape, dont la conservation avait été vivement reprochée au général en chef. Le Directeur La Réveillère-Lépaux, en sa qualité de grand-prêtre de la théophilanthropie, portait une haine de parti au souverain pontife, et avait fait décider le rétablissement de la république romaine. Le directeur Rewbell s'était chargé de la révolution helvétique. Les deux opérations furent menées de front. Le 28, le Directoire accorda sa médiation au pays de Vaud, pour le soustraire à la tyrannie bernoise, et bientôt le général Berthier reçut l'ordre d'avancer sur Rome. Le 25 juin 1798, le pays de Vaud se constitua en république indépendante, et le ducé d'Urbin, légation papale, se donna à la Cisalpine. Deux jours après, l'armée française avait envahi la Suisse, dont

l'ancienne alliée, la petite république de Mulhausen, euclavée dans la Haute-Alsace, se réouvrait au département du Haut-Rhin.

Tout respirait la guerre au milieu des accords de la paix germanique. Le 4 février, le Directoire faisait proclamer une loi qui ouvrait un emprunt de quatre-vingts millions pour la descente en Angleterre. Tous les chantiers de nos ports retentissaient d'immenses préparatifs; le public accueillait avec le plus grand enthousiasme cette expédition illusoire, à la tête de laquelle paraissait l'invincible Bonaparte. En peu de semaines toute l'œuvre de la conquête directoriale est consommée. La Réveillère a détrôné son rival. Jamais conquête ne fut plus légitime; car c'est encore un assassinat qui appelle contre le Saint-Siège la vengeance de la république. Le Vatican avait promptement oublié l'article du traité de Tolentino, qui lui avait imposé une réparation pour le meurtre de l'infortuné Basseville. Il s'était formé à Rome, et notamment depuis la prise de Mantoue, un parti républicain, qui voulait, à l'exemple des autres républiques de l'Italie, relever, sous la protection de la France, l'autel de la liberté. Ce n'étaient ni les souvenirs, ni les griefs, ni les passions, qui manquaient à ce parti: Joseph Bonaparte, ambassadeur de la république auprès du Saint-Siège, loin d'encourager les espérances de ces patriotes, avait sagement comprimé leurs vœux. Vers le milieu de décembre 1797, ces vœux devinrent si ardens, qu'il eut la loyauté d'informer le cabinet pontifical des projets d'insurrection dont il avait reçu et repoussé la confiance. Le 28 du même mois, une foule armée, portant les couleurs de la liberté française, s'assembla tumultueusement autour du palais de Franco, aux cris de *vive la république française! vive la république romaine!* Chargée tout à coup par les troupes pontificales, cette foule se précipite sur le palais de l'ambassadeur, qui en avait fait fermer les portes au commencement de la sédition. Le général de brigade Duphot, fiancé à Pauline Bonaparte, en sortit tout à coup l'épée à main, aiosi que l'ambassadeur, pour imposer aux insurgés, et garantir l'asile de la légation française. Mais une décharge de mousqueterie, dirigée contre ce jeune et intrépide général, l'étendit mort auprès de Joseph Bonaparte, qui tout à coup sortit de Rome avec sa légation. Il partit convaincu du machiavélisme de la cour de Rome, qui, en reconnaissance de l'avis qu'il avait eu la loyauté de lui donner, avait elle-même organisé cette insurrection. Un pareil attentat contre le droit des gens méritait un châtimeut exemplaire; et le 10 février suivant, Alexandre Berthier, qui, depuis le départ de Bonaparte, commande en chef l'armée d'Italie, campa avec dix mille hommes sous les

murs du château Saint-Ange. Dès ce jour la révolte du peuple de Rome devint légitime pour la France. Le 15, il prononça l'arrêt du gouvernement pontifical et le décret de sa liberté. Le même jour, le Capitole s'étonna de se retrouver républicain, et la république romaine d'être consacrée dans la basilique de Saint-Pierre par quatorze cardinaux. Berthier occupa le fort Saint-Ange, le Forum, et se vit salué du nom de libérateur par un nouveau peuple romain. Le pape Pie VI ne quitta Rome qu'après la solennité religieuse qui avait sauctifié à Saint-Pierre la proclamation de la république. Il se retira d'abord à Sienne, dans un couvent, ensuite dans une chartreuse auprès de Florence, où il resta jusqu'au 30 avril 1799, qu'il partit pour Valence en Dauphiné. Mais le séjour de Rome ne fut pas heureux aux conquérans. Nos troupes, victimes d'une administration déprédatrice, qui s'introduisit tout à coup dans l'armée après le départ de son héros par Radstadt, devinrent par cela seul des hôtes très incommodes pour les habitans; il en résulta une double insurrection du peuple contre nos soldats, de nos soldats contre leurs officiers. C'était la fatale époque des réquisitions, exactions violentes, qui contribuèrent puissamment à décrier le gouvernement directorial. Masséna avait remplacé Berthier au commandement. Il n'eut pas le crédit de pacifier la sédition de son armée, qui, à la manière de ces temps orageux, devoua à la haine publique, par d'énergiques proclamations, ses chefs civils et ses chefs militaires. Masséna, Masséna lui-même, le premier de cette armée après Bonaparte, dut se soustraire à l'insurrection du drapeau qu'il avait honoré tant de fois, et remettre son autorité au général Gouvion-Saint-Cyr, dont la sagesse parvint bientôt à rétablir l'harmonie et la discipline. C'était la première fois, sans doute, qu'un peuple délivré par l'armée qu'il a appelée pour son salut, se révoltait contre elle et avec elle pour réclamer la grantie commune de l'occupation de son territoire. Mais ce ne sera pas le dernier essai républicain que la propagande directoriale improvisera passagèrement dans cette belle Italie, dont les mœurs ne sont plus en harmonie avec les souvenirs.

Dans la Suisse, les souvenirs sont moins anciens, mais les courages sont plus ardens. Les griefs de la république française, pour être moins caractérisés que ceux qu'elle a vengés à Rome, n'en sont peut-être que plus avoués; car depuis la fondation de la liberté en France, l'État belvétique a été non-seulement l'asile hostile de l'émigration, mais ses principales villes, Bâle, Berne et Genève, ont été autant d'arsenaux politiques de la contre-révolution. C'est sous le voile de la neutralité, et même sous son exercice rigoureux, qu'ont été ourdis les

complots de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'armée de Condé, des généraux Moreau et Pichegru, et du gouvernement devoins lui-même, pour la destruction de la république et le rétablissement du trône en France. L'émancipation du pays de Vaud n'était qu'une affaire d'avant-poste politique. La guerre était contre l'oligarchie bernoise, qui se défendit un peu mieux que celles de Venise et de Gènes. A la voix d'un vieux Helvétien, l'avoyer Steyger, trente mille hommes défendirent les approches de Berne, du côté de Soleure, contre Schauenbourg; du côté de Fribourg, contre Brune. Deux bataillons de la Côte-d'Or et de l'Yonne, qui font partie d'une colonne de Brune, détruisent avant d'arriver à Morat l'ossuaire qui renferme quelques débris des Bourguignons vaincus par les Suisses à la bataille de Morat, en 1476, sous Charles-le-Téméraire. Ce monument triomphal était pour ces bataillons un outrage de famille. Après deux combats, l'un devant Soleure, l'autre devant Fribourg, Berne se rendit par capitulation au général Brune. Les cantons furent tous désarmés. Ceux de Bâle et de Schaffouse étaient restés spectateurs de cette lutte inégale. L'Helvétie dut proclamer le 22 mars sa contre-révolution directoriale. Cette transmutation violente n'est que le prélude de celle que lui fera éprouver plus tard la contre-révolution consulaire. La politique de la France fut essentiellement propagandiste depuis le commencement de la révolution jusqu'à la chute de l'empire, où la Suisse figura seule comme république impériale. En 1798, l'Helvétie ne cède pas seulement à nos armes : elle ploie sous le joug du traité germanique de Radstadt. Vingt millions et l'un des plus riches arsenaux de l'Europe tombèrent à Berne au pouvoir des vainqueurs. Ces armes, ce trésor, avaient leur destination. Peut-être furent-ils l'objet principal de la guerre d'Helvétie, indépendamment de cet intérêt de vanité si impolitique, qui portait le gouvernement du Luxembourg à sceller du timbre directorial les constitutions des États conquis. La Suisse perdit de plus son intégralité; car indépendamment de la réunion de la Valaisine à la Cisalpine, et du petit État de Mulhausen au département du Haut-Rhin, le 26 avril, la république de Genève s'incorpora à la grande république, sous le nom du département du Léman. Toutefois cette politique envahissante et convertissante du Directoire contre l'Helvétie et contre l'État romain, n'était pas sans quelque grandeur, dans le moment où, sous le poids de sa rupture violente avec l'Angleterre, il négociait à Radstadt la paix du continent; mais il traitait à l'ombre des lauriers d'Italie. Dès le 1^{er} mars, la députation de l'Empire avait reconnu au congrès toute la rive gauche du Rhin pour limite de la France; et, le 8 avril suivant, fier de

tant de succès, le Directoire faisait déclarer par sa légation que ses armées n'évacueraient la rive droite qu'après la pacification de l'Allemagne.

Jamais plus belle, plus solide destinée ne sortit des efforts d'une grande nation qui a conquis son indépendance avec les armes de sa liberté; une telle fortune devait sembler complète : invulnérable par sa nature, elle établissait, pour toujours peut-être, la puissance de la révolution française, si le Directoire avait eu la conscience de sa force et la probité de son triomphe; mais abandonné à des conseils machiavéliques, il ne s'attachait qu'à faire jaillir la guerre de l'œuvre de la paix. Un événement dont on lui attribuait alors la cause, tant ses vues hostiles étaient peu dissimulées, fut au moment de rappeler l'Autriche et la France sur le champ de bataille. Bernadotte, ambassadeur à Vienne, où la haine contre les Français brûlait avec l'énergie d'une passion populaire, avait, par l'ordre du Directoire, arboré tout à coup, après plusieurs semaines de résilience, sur la porte du palais de France, le drapeau tricolore, surmonté du bonnet rouge et accompagné de l'inscription : *Liberté, égalité*. Cette innovation, dont cependant le principe trouvait sa consécration dans les habitudes diplomatiques, sembla au peuple de Vienne une provocation ou un abus de la victoire. L'hôtel Bernadotte fut assailli inopinément par la populace, et les insignes de la république arrachés et foulés aux pieds. Le caractère de l'ambassadeur parut tellement compromis, qu'il se hâta de quitter Vienne, et que le Directoire s'empressa de demander une réparation dont l'*ultimatum* portait ou la guerre ou la paix. C'était bien la guerre qu'il désirait, et il n'y eut plus à douter de cette disposition quand, après avoir appelé le général Bonaparte à un conseil subitement convoqué pour délibérer sur cette affaire, il lui proposa de prendre le commandement de l'armée d'Allemagne. Bonaparte refusa : il voulait aller conquérir l'Égypte. Mais il se chargea de correspondre à ce sujet avec le comte de Cobentzel, qui avait ordre de sa cour de conjurer l'orage et d'entamer des négociations à Seltz avec François de Neufchâteau.

La méfiance et l'amertume qui régnaient habituellement, dans les conférences du Luxembourg, entre le Directoire et Bonaparte, prouvaient chaque jour davantage la nécessité de terminer une rivalité qui partageait la France et divisait le Directoire lui-même. Aussi l'activité que le gouvernement avait mise à disposer en secret tous les préparatifs de l'expédition d'Égypte, n'était pas étrangère au sentiment d'une sorte de reconnaissance pour le général qui, en s'assurant l'indépendance par une entreprise lointaine, rendait réellement la sécurité au Directoire.

La France apprend tout à coup que trente mille hommes et dix mille marins sont réunis dans les ports de la Méditerranée, qu'un armement immense se fait à Toulon. Treize vaisseaux de ligne armés en guerre, deux en flûte, quatorze frégates, parmi lesquelles huit flûtes, quatre cents bâtimens de transport, sont équipés pour conduire à une destination inconnue cette nombreuse armée, dont les généraux appartiennent déjà par de hauts faits d'armes à la gloire de la France, et la plupart à celle du vainqueur de l'Italie. Au nombre des principaux on compte Berthier, Caffarelli, Kléber, Desaix, Reynier, Lannes, Damas, Murat, Andréossy, Belliard, Menou, le maître Dumas, Baraguay-d'Illiers, Vaubois, Bon, Dugua, Dommartin et Zayonscheck. La flotte obéit à cet amiral Brueys qui commandait dans l'Adriatique pendant la campagne d'Italie, et aux contre-amiraux Villeneuve, Duchayla, Decrès et Gantheaume. La nation se demande pourquoi la commission des arts et des sciences envoie à Toulon cent de ses membres pris dans chacune de ces classes : est-ce un nouvel État que la France veut fonder ? Où va-t-elle en même temps porter sa liberté et sa civilisation ? On parlait également alors de la Grèce, de l'Inde, de l'Égypte.

Bonaparte a composé son état-major : il prend pour aides-de-camp son frère Louis, Eugène Beauharnais, Duroc, Croizier, Julien, Lavalette, le fils du directeur Merlin, et le brave Sulkowski, noble Polonais qui s'est voué à la fortune du grand capitaine. Les convois de Gênes, de Civita-Vecchia, de Bastia, ont reçu ordre de se rallier à la flotte de Toulon. Bonaparte a tout proposé, les places de l'armement, les lieux de la réunion des troupes, les points de la descente : tous les projets actuels et futurs de la mystérieuse expédition sont son ouvrage ; rien n'a été oublié pour la faire réussir. On assure même que Barras, qui en secret souhaite peut-être plus qu'aucun autre de ses collègues l'éloignement du vainqueur de vendémiaire, a tout écrit sous la dictée de Bonaparte. Enfin, le ministre Talleyrand doit, après le départ de l'armée, aller en ambassade extraordinaire à Constantinople, afin d'amener la Porte à agréer les motifs de l'entreprise, et dans le but de l'intéresser à s'unir à la France, qui veut briser le joug de la domination britannique sur le commerce de l'Inde et de la Méditerranée ; cette mission forme la condition principale du commandement accepté par le général Bonaparte, et le Directoire s'est engagé à la tenir. Bonaparte presse vivement le gouvernement de le faire partir avec les élémens de succès qu'il a créés lui-même, auxquels se joignent les révolutions qui viennent de détruire l'aristocratie helvétique et la puissance pontificale. L'Helvétie et le patrimoine de saint Pierre ont été

convertis en démocraties, pour frayer à une armée française la route d'Égypte ; les trésors de trois républiques lui ouvriront les portes du Caire. Berne a fait les fonds à Toulon pour la marine, Gênes pour le convoi qui est dans son port, Rome pour celui de Civita-Vecchia. On dispose encore un armement à Marseille, qui doit porter la division Reynier. La république française ajoute une faible somme aux contributions payées par les républiques vassales. Jamais plus grande, plus importante expédition dans les temps modernes ne coûta moins à un grand État. Tous les obstacles sont aplanis. Bonaparte n'a plus à vaincre que les lenteurs dont le Directoire semble s'étudier à entraver ses desseins. Aussi, fatigué de ce système de tergiversations qui le retient à Paris, quand la gloire l'appelle à Toulon, il ne peut contenir ses ressentimens, et il exige impérieusement son départ au Luxembourg. Dans une de ces conférences orageuses, il menace de donner sa démission, et le directeur Rewbell, lui présentant une plume, lui dit froidement : *Signez-la, général*. Telle était la position respective du Directoire et de Bonaparte, quand arriva la nouvelle du tumulte de Vienne et de l'outrage fait à l'ambassadeur Bernadotte.

Cette misérable aventure pouvait tout à coup anéantir le grand ouvrage de Campo-Formio, rebêtu au prix de tant de victoires et de tant de sacrifices, et annuler le projet de la conquête de l'Égypte. Cependant la fortune de Bonaparte veut que le Directoire se décide à opposer tout à coup à la cour de Vienne ce même général dont il bravait l'impatiente ardeur tout en redoutant également sa vengeance et son éclatante renommée. On ne voit que Bonaparte pour demander raison à l'orgueilleuse maison d'Autriche de l'injure reçue par celui qui était déjà l'ennemi du héros d'Italie. Bonaparte, presque disgracié la veille, se retrouva, dans un jour, l'arbitre de la destinée de son pays. Investi de pouvoirs sans bornes, il dut rêver alors cette souveraineté que le Directoire semble prêt à abdiquer pour lui dans les momens du péril. Mais toutefois le Directoire entoure encore cette grande confiance de toutes les précautions d'un mandat inquiet et jaloux. La correspondance de Bonaparte avec le comte de Cobentzel offrait un caractère de suprématie qui devait sans doute moins étonner la politique de la cour impériale que les membres du Directoire. Aussi le gouvernement français, alarmé de la nature des communications dont il surprend la confiance, loin de songer davantage à mettre Bonaparte à la tête d'une armée contre l'Autriche, se hâte d'accepter les satisfactions de cette puissance, et donne au général en chef de l'armée d'Égypte l'ordre de se mettre en route pour Toulon.

CHAPITRE II.

(Du 9 mai 1798 au 9 octobre 1799.)

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

PENDANT SON séjour à Passeriano, où fut couvert le traité signé ensuite à Campo-Formio, Bonaparte avait adressé à l'escadre de l'amiral Bruceys, stationnée dans la mer Adriatique, cette courte et expressive proclamation : « Camarades, dès que nous aurons pacifié le continent, nous nous réunirons à vous pour conquérir la liberté des mers. Sans vous, nous ne pouvons porter la gloire du nom français que dans un petit coin du continent. Avec vous, nous traverserons les mers, et la gloire nationale terra les régions les plus éloignées. » Ces paroles formaient un ordre du jour menaçant pour l'Angleterre; elles exprimaient énergiquement le dessein d'aller renouveler dans l'Inde la gloire d'Alexandre, ou plutôt d'aller y détruire la puissance britannique. Sa proclamation du camp de Bassano, le 9 mars 1797, l'avait déjà, en termes précis, révélé à son armée. Le vainqueur de l'Italie demandait un théâtre plus étendu que celui sur lequel il avait brillé jusqu'à cet instant; car, malgré les grandes choses que Bonaparte, consul et empereur, exécuta depuis par la force des armes et par la toute-puissance de sa domination sur l'Europe continentale, jamais sa pensée ne fut aussi vaste qu'à cette époque de ses triomphes d'Italie, où il n'avait d'autre politique que son génie; la toge consulaire, la pourpre impériale, renfermèrent plus tard cette passion des hautes entreprises dans cette petite partie de la terre qu'alors il dédaignait. Arrêté tout à coup devant une forte citadelle turque, au milieu de sa course asiatique, et condamné à replier son ambition de conquérant, bientôt il devra soumettre au

jou des vieilles traditions de la société européenne l'indépendance démesurée de ses premiers projets, lui qui avait conçu l'idée de devenir le héros du monde sur les ruines britanniques de l'Asie! C'était sous l'empire de cette inspiration gigantesque que Bonaparte entra dans Toulon, le 9 mai 1798. Il descendit à l'hôtel de la Marine. L'armée, son armée l'attendait. Un discours brusque et énergique salua ses braves d'Italie. Dix jours après, au moment de mettre à la voile, il leur dit : « Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre; vous avez fait la guerre des montagnes, des plaines et des sièges, il nous reste à faire la guerre maritime. Les légions romaines que vous avez quelquefois imitées, mais pas encore égalées, combattaient Carthage, tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama; la victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter la fatigue, disciplinées et unies entre elles.... Soldats, matelots, vous avez été jusqu'à ce jour négligés; aujourd'hui la plus grande sollicitude de la république est pour vous; le génie de la liberté, qui a rendu dès sa naissance la république arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des nations les plus lointaines. » Voilà comment l'armée apprit de son général qu'elle allait se battre et cueillir de nouveaux lauriers au-delà des mers; mais quelles mers devait-elle franchir, de quelles régions devait-elle s'emparer pour obtenir ce que le général lui avait annoncé en ces termes, le jour de son arrivée à Toulon : « Je promets à chaque soldat qu'au retour

« de l'expédition il aura à sa disposition de quoi acheter six arpens de terre. » Les troupes, indifférentes sur les promesses, n'acceptèrent que la part du danger et de la gloire, et s'embarquèrent pleines de joie, avec le chef qui les avait conduites tant de fois à la victoire. Par un de ces hasards singuliers attachés aux grandes fortunes humaines, le nom du vaisseau amiral, que montait Bonaparte, contenait tout le secret de l'expédition, il se nommait *l'Orient*; et le 19 mai, le soleil, qu'on appela si souvent le soleil de Bonaparte, éclaira le majestueux départ de la flotte française. La traversée ne fut pas exempte d'alarmes; on craignait à chaque instant l'apparition des Anglais qui sillonnaient la mer en tous sens pour nous rencontrer. Une fois, Nelson ne se trouva séparé de nos vaisseaux que par une distance de six lieues; une brume favorable déroba les Français à la vue de l'ennemi. Bonaparte mesurait toute l'étendue des conséquences d'un combat naval qui, malheureux, détruirait tous les fruits de nos succès en Italie, ferait avorter l'entreprise, et peser sur son auteur une responsabilité immense; mais confiant en son génie, soutenu par une espérance pareille à celle de César, il s'occupait dès lors, avec les généraux, du gouvernement de l'Égypte, comme si elle était conquise, ou se livrait aux plus vives discussions avec les littérateurs et les savans qui l'accompagnaient. On eût dit qu'il siègeait déjà au milieu de son nouvel Institut, dans Alexandrie.

Le 9 juin, l'armée parut devant Malte. Le convoi de Civita-Vecchia l'y avait précédé de trois jours : la veille de son arrivée, l'escadre maltaise était revenue d'une croisière sur les côtes de Barbarie; composée d'un vaisseau de 74 et de plusieurs bâtimens de guerre, elle pouvait facilement détruire le convoi escorté par une seule frégate. Une telle imprévoyance donnait Malte au Français.

Cependant Bonaparte crut devoir tenter d'abord les voies d'accommodement. Il fit demander au grand-maître l'entrée du port pour notre armée navale. La réponse portait que les statuts et les lois de l'Ordre ne permettaient pas à plus de quatre vaisseaux de pénétrer à la fois dans les mouillages de l'île. Bonaparte écrivit que la réponse du conseil équivalait à une déclaration de guerre; que les Français n'ignoraient pas la conduite partielle de l'Ordre en faveur des Anglais; que l'escadre était résolue de recourir à la force; et sans perdre de temps, il ordonna à l'amiral Brueys de se préparer à l'attaque des forts qui défendent le port Lavalette. Aussitôt commença le débarquement sur sept points différens des îles de Malte et de Gozzo.

Les premières menaces de Bonaparte, ses lières paroles aux chevaliers, le développement rapide de nos démonstrations hostiles, répandirent la confu-

sion dans la ville de Lavalette, où nous secondait d'ailleurs un parti qui levait la tête à mesure que le gouvernement laissait éclater sa faiblesse; le désordre monta à son comble, et deux jours avant la reddition de Malte, quelques chevaliers de la langue de France furent amenés à Bonaparte : « Puisque vous avez pu prendre les armes contre votre patrie, leur dit-il, il fallait savoir mourir; je ne veux point de vous pour prisonniers; vous pouvez retourner à Malte, tandis qu'elle ne m'appartient pas encore. » Bientôt cette île, qui avait résisté pendant deux ans à toutes les forces de l'Orient, commandées par l'invincible Dragut, fut au pouvoir de Bonaparte. Une courte et honteuse négociation avait suivi l'échange de quelques coups de canon, qui ne sauvèrent pas l'honneur du pavillon maltais. Le grand-maître, Hompesch, gentilhomme allemand, reçut six cent mille francs de Bonaparte, l'assurance d'une pension de trois cent mille francs, et se retira en Allemagne. Une bonne partie des chevaliers de la langue de France s'attachèrent au vainqueur, prirent du service dans l'armée, et le suivirent en Égypte. La division Reyquier s'empara de l'île de Gozzo. Le général Vaubois resta à Malte avec quatre mille hommes. Le général Baraguay-d'Hilliers partit pour la France avec les trophées de la nouvelle conquête, sur la frégate *la Sensible*, qui fut capturée par les Anglais. Ainsi tomba l'ordre de Malte, deux cent soixante-huit ans après la donation de l'île par Charles-Quint. Sa possession assurait à la république l'empire de la Méditerranée; le drapeau tricolore affraichit alors ce dernier asile de la chevalerie religieuse, dont une autre révolution a fait depuis un port militaire sous pavillon luthérien. Toutefois c'était un prélude bizarre à la guerre des Musulmans d'Égypte, que la prise du couvent réputé inexpugnable des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Avant de remettre en mer, le général en chef rendit à la liberté tous les captifs mahométans qui languissaient dans les bagnes de la religion.

Aussitôt après son entrée dans Malte, Bonaparte en fit répandre la nouvelle par tous les agens français, en Grèce, dans les Echelles du Levant, en Barbarie; il leur prescrivit en outre de signifier aux beys d'Alger, de Tunis, de Tripoli, d'avoir à respecter les habitans de l'île, désormais sujets de la France. Le général Chabot, commandant à Corfou, reçut des avis et des ordres conformes à la circonstance. Bonaparte adressa aussi son aide-de-camp au fameux Ali, pacha de Janina, afin de concerter avec lui un plan du soulèvement de plusieurs provinces de la Grèce. Mais, occupé à combattre Passawan-Oglou, Ali ne put connaître la lettre ni l'envoyé de Bonaparte; et l'absence de ce pacha dut

être considérée comme un malheur; car s'il eût persisté dans ses bonnes dispositions pour la république française, d'heureux résultats devaient éclore de son intelligence avec Bonaparte qui, en s'assurant dès lors un point d'appui en Albanie et en Épire, s'attachait un allié puissant et capable de contribuer à l'exécution de ses grands desseins.

Le 1^{er} juillet, les minarets d'Alexandrie et la tour des Arabes montrèrent à l'armée le but de son voyage, et la terre d'Égypte lui fut promise. Trois jours auparavant, la flotte de Nelson, augmentée de dix vaisseaux, était venue annoncer à Alexandrie la flotte française, qu'elle avait inutilement cherchée, et reparti pour aller à sa rencontre. Bonaparte l'apprend : il ordonne le débarquement; il sait apprécier et il veut mettre à profit cette faveur singulière accordée à ses armes; mais tout à coup une voile est signalée : « Fortune! s'écria Bonaparte, m'abandonnerais-tu? Je ne te demande que cinq jours. » Cette voile était une frégate de notre escadre. Menou, qui devait sortir le dernier de l'Égypte, y descend avant tous : Bonaparte et Kléber prennent terre ensemble, et le joignent dans la nuit au Marabout, où flotta en Afrique le premier drapeau tricolore. Le général en chef, impatient de signaler son arrivée, n'attend point la présence des autres divisions : il n'ignore pas qu'Alexandrie se dispose à une défense; il a dessein d'étonner ses nouveaux ennemis par une audace qui leur est inconnue, et de s'assurer, par une conquête utile, du moral de sa propre armée. A deux heures du matin, il s'avance sur trois colonnes et commande l'assaut des murailles; elles cèdent à la furie française. Les troupes, malgré l'ordre de Bonaparte, se précipitent dans la ville, qui n'a pas le temps de capituler et se rend aux vainqueurs. La prise d'Alexandrie n'avait coûté qu'un très-petit nombre de soldats et d'officiers français; Bonaparte les fit enterrer au pied de la colonne de Pompée, et voulut que leurs noms fussent gravés sur le fût de ce monument. Toute l'armée assista à cette cérémonie; elle répandit dans ses rangs tout l'enthousiasme que le héros d'Italie entretenait par tous les moyens que lui suggéraient son génie et l'habitude d'exercer un irrésistible ascendant sur les autres hommes. Jamais plus habiles proclamations n'avaient été adressées aux soldats français ni aux nations vaincues; avant de débarquer, il avait dit aux vaincus : « Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans; leur premier article de foi est celui-ci : Il n'y a d'autre dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. Ne les contredisez pas; agissez avec eux comme vous avez agi avec les Juifs, avec les Italiens; ayez des égards pour leurs mœurs et pour leurs mœurs, comme vous en avez

« eu pour les rabbins et pour les évêques. Ayez
« pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour
« les mosquées, la même tolérance que vous avez
« eue pour les couvens, pour les synagogues, pour
« la religion de Moïse et celle de Jésus-Christ. Les
« légions romaines protégeaient toutes les religions.
« Vous trouverez ici des usages différens de ceux
« de l'Europe : il faut vous y accoutumer. Les peu-
« ples chez lesquels nous allons traitent les femmes
« différemment que nous; mais, dans tous les pays,
« celui qui viole est un monstre. Le pillage n'enri-
« chit qu'un très-petit nombre d'hommes, il nous rend
« déshonore, il détruit nos ressources, il nous rend
« ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'a-
« voir pour amis. La première ville que nous allons
« rencontrer a été bâtie par Alexandre; nous trou-
« verons à chaque pas de grands souvenirs dignes
« d'exalter l'émulation des Français. » Le 1^{er} juillet,
il dit aux Musulmans d'Alexandrie : « Depuis trop
« long-temps les beys, qui gouvernent l'Égypte, in-
« sultent à la nation française, et couvrent les né-
« gocians d'avanies; l'heure de leur châtement est
« arrivée. Depuis trop long-temps ce ramassis d'es-
« claves, achetés dans le Caucase et la Géorgie, ty-
« rannise la plus belle partie du monde; mais Dieu,
« de qui dépend tout, a ordonné que leur empire
« finit. Peuple de l'Égypte, on vous dira que je viens
« pour détruire votre religion; ne le croyez pas :
« répondez que je viens vous restituer vos droits,
« pour punir ces usurpateurs, et que je respecte,
« plus que les Mamelucks, Dieu, son prophète et le
« Koran. Dites-leur que tous les hommes sont égaux
« devant Dieu; la sagesse, les talens et les vertus
« mettent seuls de la différence entre eux.... Y a-t-
« il une belle terre? elle appartient aux Mamelucks.
« Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une
« belle maison? cela appartient aux Mamelucks. Si
« l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail
« que Dieu leur a fait.... Qu'adviens, cheicks, imans
« Tchorbadjys, dites au peuple que nous sommes
« aussi de vrais Musulmans.... N'est-ce pas nous qui
« avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire
« la guerre aux Musulmans? N'est-ce pas nous qui
« avons détruit les chevaliers de Malte? N'est-ce pas
« nous qui avons été, dans tous les temps, les amis
« du grand seigneur et l'ennemi des ennemis?....
« Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! Ils
« prospéreront dans leur fortune et dans leur rang.
« Heureux ceux qui seront nôtres! ils auront le
« temps de nous connaître et de se ranger avec
« nous. Mais malheur, trois fois malheur, à ceux
« qui s'armeront pour les Mamelucks et combat-
« tront contre nous! Il n'y aura pas d'espérance
« pour eux; ils périront. L'éloquence populaire
« caractérisée éminemment ceux qui ont subjugué les

peuples : Bonaparte possédait au plus haut degré cette éloquence, l'une des premières causes des succès de ses pareils. Il faut du génie pour persuader aux soldats et aux vaincus que les victoires sont à leur profit.

A peine maître d'Alexandrie, Bonaparte imprime au débarquement toute l'activité dont il est dévoré, et qu'il a le talent de communiquer à tout ce qui se réunit sous son drapeau. L'amiral Brueys conduit d'abord l'escadre au mouillage d'Aboukir. Le convoi entre dans le port d'Alexandrie. Quant à l'escadre, elle doit, d'après les ordres donnés à l'amiral Brueys, à Alexandrie, par le général en chef lui-même, être dirigée sur Malte, ou sur Toulon, ou sur Corfou, immédiatement après le débarquement total des munitions de guerre, à moins que le port vieux, où nos vaisseaux seraient si bien en sûreté, n'ait assez d'eau pour les recevoir. Bonaparte, pour qui l'occupation de l'Égypte n'est que la première campagne d'une autre expédition, attache à l'existence et au voisinage de la flotte l'intérêt du succès de ses vastes desseins, qui repose tout entier sur la coopération de l'armée de terre et de l'armée navale. La crainte des Anglais ne permet aucun retard pour l'exécution de ses dispositions, et le pressant besoin de prévenir et d'effrayer les bays proserit une marche rapide sur le Caire. Le général Desaix se porte aussitôt dans le désert, avec sa division qui formait l'avant-garde, et se dirige sur Damanhour. Mais pendant cette marche de quinze lieues, sur un sable brûlant et stérile, nos troupes, presque entièrement privées d'eau, éprouvèrent des souffrances telles, que Desaix, si difficile à s'émouvoir des plus grands dangers, écrivait au général en chef : « Si l'armée ne passe pas le désert avec toute la rapidité de l'éclair, elle périra. »

L'armée part d'Alexandrie les 5 et 6 juillet : Bonaparte, quittant cette ville le 7, en laisse le commandement au général Kléber qui a été blessé en montant à l'assaut de ses remparts. Le général Dugua marche d'un autre côté sur Rosette ; il est chargé de s'en emparer et de protéger la flottille française qui doit suivre la route du Caire sur le bras gauche du Nil, et rejoindre l'armée à Ramanieh.

Bientôt une chaleur accablante, la faim, la soif plus terrible encore, causèrent des maux inouis à nos soldats ; plusieurs y succombèrent. Pour comble de malheurs, le phénomène du mirage, effet de la lumière, inconnu dans nos contrées, montrait à leurs yeux séduits un lac immense où se réfléchissaient les monticules de sable et toutes les inégalités du terrain. L'illusion du mirage est telle, qu'on s'y trompe pour la dixième fois non moins que la première ; et comme elle avait lieu principalement

dans la matinée, les Français baletans, épuisés de fatigue, pressaient le pas ; mais ils cédaient de nouveau à l'abattement, quand le soleil, dans toute sa force, avait dissipé les eaux imaginaires où ils croyaient trouver un terme à leur douleur. Le sol était enflammé ; on souffrait un égal supplice à s'arrêter ou à se mouvoir sur ce brasier ardent. La nuit, au lieu d'amener du calme, apportait d'autres tourmens : il se répandait une rosée froide qui glaçait les membres et sembloit pénétrer jusqu'aux os. Quelle situation pour des hommes accoutumés à faire la guerre sous le délicieux climat de l'Italie ! Aussi le murmure gagna-t-il tous les esprits, et les plus dévoués donnèrent presque des signes de désespoir....

Le 8 juillet, Bonaparte arrive à Damanhour, où l'armée réunie oublie les souffrances du désert et les cris séditieux dont elle a menacé son héros ; Bonaparte oublie tout également. Le 10, à la pointe du jour, le mouvement s'opère sur Ramanieh : Bonaparte, accompagné de quelques officiers d'état-major, s'écarte à une certaine distance des différens corps, et ne se trouve séparé des Bédouins que par une éminence qui le dérobe à leur vue ; il reconçoit le péril auquel il vient d'échapper, et dit gaiement : « Il n'est point écrit là haut que je doive être pris » par les Arabes. » Enfin, après quelques heures de route, le Nil paraît, avec ses deux rives bordées de riches moissons. Le premier mouvement de nos soldats est de se précipiter dans le fleuve qui devient aussi un dieu pour les Français. A peine rafraichis et consolés, ils sont rappelés au drapeau par une attaque de Mamelucks ; ils y courent, l'artillerie du général Desaix disperse l'ennemi. Bonaparte ordonne un repos à Ramanieh, pour attendre sa flottille où sont les provisions : tout réussit. L'armée délassée, réparée et contente, se met en marche dans la nuit, avec l'ordre et l'espoir de livrer la bataille qui doit lui ouvrir la capitale de sa future conquête. La flottille nous suit, elle vogue sous le pavillon du chef de division Perrée. Le général Andréossy est à bord, ainsi que le général Zayonsbeck ; ils commandent l'artillerie et les troupes à cheval non montées. La violence des vents entraîne tout à coup la flottille française au-delà de la gauche de l'armée, et la pousse en présence de la flottille ennemie, que soutient le feu de quatre mille Mamelucks, des Fellahs et des Arabes. Un combat inégal, où la valeur supplée au nombre, commence à l'instant, et coûte à l'ennemi ses chaloupes canonnières. Dans ce combat, où le sang-froid et l'intrépidité du général Andréossy contribuèrent beaucoup à la victoire, Monge et Berthollet, qui étaient, comme lui, sur le chebeck de Perrée, montrèrent un courage vraiment français, et rendirent des services essentiels. Cepen-

daut Bonaparte, averti par le bruit du canon que sa flottille est engagée, fait avancer l'armée au pas de charge sur Chébreiss; elle aperçoit les Mamelucks en bataille devant ce village. Bonaparte reconnaît la position de l'ennemi, et range ainsi nos forces : chacune de ses cinq divisions, commandées par Desaix, Bon, Reynier, Menou, et Dugua en l'absence de Kléber, composait un carré qui présentait à chaque face six hommes de hauteur; les équipages et la cavalerie étaient au centre, l'artillerie aux angles; les grenadiers de chaque carré formaient des pelotons qui flanquaient les divisions, et devaient renforcer les points d'attaque.

A peine l'armée paraît-elle à une demi-lieue des Mamelucks, que soudain ils s'élancent en foule et inondent la plaine; ils débordent nos ailes, coracolent sur les flancs et derrière les Français, et cherchent l'endroit le plus faible pour pénétrer; mais ils ne rencontrent sur toute la ligne que des murailles de fer qui vomissent la flamme : d'autres masses chargent avec impétuosité la droite et le front de l'armée; elles approchent jusqu'à portée de la mitraille; aussitôt l'artillerie se démasque et les dissipe. Alors les Français s'ébranlent et emportent le village de Chébreiss. Après deux heures d'une action opiniâtre, l'ennemi laisse six cents hommes sur le champ de bataille et se retire en désordre vers le Caire; sa flottille, qui prend aussi la fuite, remonte le Nil. L'armée victorieuse couche à Chébreiss, et reprend la route du Caire, au milieu de toutes privations, à travers des villages abandonnés, sur un sol presque sans végétation alimentaire. Aussi, malgré quelques adoucissements offerts aux peines de tous, la mélancolie et la tristesse règnent parmi nos soldats; ils regrettent hautement l'Italie et la France, et se regardent comme déportés dans un pays ingrat et plus dangereux cent fois que l'ennemi. Bonaparte entend ces plaintes, et cherche à les apaiser en plaçant toujours son bivouac dans les lieux les plus incommodes.

Le 21 juillet, l'armée partie d'Omdinar pendant la nuit, arrive sur les deux heures après-midi à une demi-lieue d'Embabeih, et voit le corps des Mamelucks se déployer en avant du village. Bonaparte fait faire halte; l'excès de la fatigue et de la chaleur accablait les troupes; un repos d'une heure seulement est le besoin du soldat; mais les mouvements de l'ennemi leur en commandent le sacrifice, et l'ordre de la bataille devient un besoin plus impérieux.

Tout est nouveau pour les Français. En arrière de la gauche de l'ennemi s'élevaient les pyramides, ces immobiles témoins des plus grandes fortunes et des plus grandes adversités du monde. En arrière de la droite coulait majestueusement le vieux Nil,

brillaient les trois cents minarets du Caire, et s'étendaient les plaines jadis si fertiles de l'antique et populeuse Memphis. Le costume magnifique, l'éclat des armes, la beauté des chevaux de la cavalerie des beys, contrastaient singulièrement avec l'uniforme et l'armement sévère des bataillons français, dont le général se confond avec eux par la simplicité. C'est Léonidas luttant avec ses Spartiates contre la fastueuse armée des satrapes; mais il n'y eut pas de Thermopyles. Les pyramides furent heureuses aux Français. « Soldats, s'écrie Bonaparte, songez que, du haut de ces monumens, quarante siècles vous contemplent! »

Mourad-Bey appuie sa droite au Nil, vers lequel il a construit à la hâte un camp retranché, garni de quarante pièces de canon, et défendu par une vingtaine de mille hommes, janissaires et spahis; sa gauche, qui se prolonge vers les pyramides, comprend dix mille Mamelucks servis chacun par trois Fellahs, et trois mille Arabes. Bonaparte dispose son armée comme à Chébreiss, mais de manière à présenter plus de feu aux ennemis : Desaix occupe notre droite, Vial notre gauche, Dugua le centre. La reconnaissance du camp retranché nous apprend que son artillerie n'est point sur affûts de campagne, et ne pourra sortir non plus que son infanterie qui n'oserait le faire sans canons. Aussitôt Bonaparte ordonne un mouvement de toute son armée sur sa droite, en passant hors de la portée des pièces du camp : dès lors l'artillerie et l'infanterie deviennent presque inutiles à l'ennemi, et nous n'aurons affaire qu'aux Mamelucks.

Né avec l'instinct de la guerre et doué d'un coup d'œil pénétrant, Mourad sent que le succès de la journée dépend de ce mouvement, et qu'il faut l'empêcher à tout prix. Il part avec six à sept mille chevaux, et vient fondre sur la colonne du général Desaix. Attaquée en marche, cette colonne paraît ébranlée et même en désordre un moment; mais les carrés se forment et reçoivent avec sang-froid la charge des Mamelucks, dont la tête seule avait commencé le choc. Reynier flanque notre gauche. Bonaparte, qui se tenait dans le carré du général Dugua, avance aussitôt sur le gros des Mamelucks, et se place entre le Nil et Reynier. Les Mamelucks font des efforts inouïs pour nous entamer : ils périssent foudroyés par le feu de nos carrés, comme sous les murs d'autant de forteresses. Ces remparts vivans font croire à l'ennemi que nos soldats sont attachés les uns aux autres. Alors les plus braves acculent leurs chevaux contre les baïonnettes de nos grenadiers, et les renversent sur eux; ils succombent tous. La masse tourne autour de nos carrés en cherchant à pénétrer dans les intervalles : dès lors leur but est manqué : au milieu de la mitraille

et des boulets, ses partis rentre dans le camp : Mourad, suivi de ses plus habiles officiers, se dirige sur Gizeh, et se trouve ainsi séparé de son armée. Cependant la division Bon se porte sur le camp retranché, tandis que le général Rampon vole occuper une espèce de défilé entre Gizeh et ce camp où règne la plus horrible confusion. La cavalerie se jette sur l'infanterie, qui, voyant la défaite des Mamelucks, s'enfuit vers la gauche d'Embahéh : un bon nombre parvient à se sauver à la nage ou avec des bateaux, mais beaucoup sont précipités dans le Nil par le général Vial. Les autres divisions françaises gagnent du terrain ; pris entre leur feu et celui des carrés, les Mamelucks essaient de se faire jour, et tombent en désespérés sur la petite colonne du général Rampon ; tout leur courage échoue contre ce nouvel obstacle : ils tournent bride ; mais un bataillon de carabiniers devant lequel ils sont obligés de passer à cinq pas, en fait une effroyable boncherie : tout le reste périt ou se noie. Mourad-Bey n'emmena dans sa retraite que deux mille cinq cents Mamelucks sauvés comme lui du carnage. Le camp des ennemis enlevé à la baïonnette, les cinquante pièces de canon qui le défendaient, quatre cents chameaux, les vivres, les trésors, les bagages de cette noble milice d'esclaves, l'élite de la cavalerie de l'Orient, et la possession du Caire, furent les trophées de la victoire d'Embahéh. Bonaparte, qui connaissait toute la puissance des anciens souverains, et aspirait sans cesse à semer sa vic de glorieuses comparaisons avec les grandes choses, voulut donner à cette brillante journée le nom de *bataille des Pyramides*.

Les divisions Desaix, Reynier et Dugua, après avoir poursuivi les ennemis jusqu'à la nuit, reviennent à Gizeh. Déjà les troupes françaises étaient établies dans cette ville, ainsi que dans le camp retranché d'Embahéh, où les divisions Bon et Menou nageaient au sein de l'abondance. Bonaparte habite la maison de campagne de Mourad-Bey. Bientôt il reçoit à son quartier-général une députation des cheiks et des notables du Caire, que le passage des Mamelucks échappés au glaive, et la fuite du pacha Scid-Aboudeker et d'Ibrahim-Bey, le prudent compétiteur de Mourad, avaient livrés à tous les excès populaires. Déjà, par une proclamation expéditive dans cette ville, on avait cherché à prévenir ce malheur et à répandre la confiance parmi les habitans. Les députés venaient traiter de la reddition des janissaires et de la place, et implorer la clémence du vainqueur. Bonaparte les accueille avec bienveillance, et les congédie sous l'escorte de deux compagnies d'élite aux ordres de l'intrépide Dupuy, nommé général de brigade sur le champ de bataille. La rive droite du Nil, où brillaient les flam-

mes de soixante bâtimens chargés de richesses, auxquels les Mamelucks ont mis le feu, éclaire la marche de nos soldats, qui pénètrent la nuit dans les murs de la capitale et s'égarent dans ses rues étroites, longues et silencieuses. Toutes les portes sont fermées, toutes les lumières éteintes. On n'entend pas le bruit d'un homme ; les chiens dont cette ville immense est remplie, répondent seuls, par de longs hurlemens, au tambour des Français.

Le 25 juillet, le général en chef fait son entrée au Caire, au milieu de la foule du peuple accouru pour contempler les vainqueurs des Mamelucks. Son premier soin, après avoir donné le commandement de la place au général Dupuy, est d'organiser définitivement le divan provisoire institué par les habitans, et de régler l'administration des pays que nous allons occuper. Kléber réside à Alexandrie, Menou à Rosette, Dugua à Damanhour ; Zayonseck est envoyé dans le Menoufieh, Murat dans le Kélioub, Vial dans les provinces de Mansourah et de Damiette, Fngières dans celles de Garbych, et Belliard à Gizeh. Desaix a reçu l'ordre de construire un camp retranché à quatre lieues de cette ville, afin de maintenir toute la contrée. On prend position au vieux Caire et à Boulaq ; un corps d'observation se porte sur El Khankah pour surveiller Ibrahim. Ce corps forme bientôt l'avant-garde de l'armée, qui se met en mouvement pour chasser ce bey de l'Égypte. Bonaparte la commande ; il rencontre en avant de Belbeis les débris de la caravane des pèlerins de la Mecque, dont la plus forte partie est emmenée par Ibrahim ; il délivre les marebans des Arabes qu'ils ont pris pour escorte, et qui les pillent ; il les fait ensuite accompagner jusqu'au Caire par des Français. Ibrahim avait fui sur Salahieh ; il sortait de cette ville au moment de notre arrivée ; on voyait défilér avec ses trésors et ses femmes une grande quantité de bagages. Environ mille Mamelucks composaient son arrière-garde. Des détachemens de cavalerie française, emportés par leur fougue, et sans doute aussi par l'espoir du butin, fondent avec impétuosité sur les Mamelucks, et s'ouvrent un passage dans leurs rangs ; ils y sont enveloppés. On vole à leur secours ; la charge devient générale : les guides de Bonaparte suivent les hussards ; les aides-de-camp, les généraux, se jettent dans la mêlée : Bonaparte reste presque seul. Enfin le 3^e de dragons s'avance, et par une fusillade bien dirigée, force les Mamelucks à la retraite : ceux-ci se battirent avec le courage le plus ardent. Le chef d'escadron l'Estrée, l'aide-de-camp Sulkowski, reçurent, l'un quatorze coups de sabre, l'autre sept, et plusieurs coups de feu ; Lasalle, chef de brigade, le général Murat, Duroc, aide-de-camp de Bona-

partie, Arrighi, son parent, l'adjudant-général Leturcq, se distinguèrent par des prodiges d'audace et de valeur. Ibrahim fut rejeté dans le désert. Bonaparte, débarrassé d'un dangereux adversaire, s'occupe des moyens de l'empêcher de reparaitre en Égypte, et de faire marcher l'armée sur la Syrie, si un ennemi se présente de ce côté. Il donne aux officiers du génie les ordres nécessaires pour la construction d'une forteresse; en attendant, il laisse Reynier à Salahieh avec sa division, et revient au Caire.

On a vu plus haut que Brueys avait trois partis à prendre pour répondre aux vives sollicitudes du général en chef touchant le salut de l'escadre; il choisit le second de ces partis, c'est-à-dire qu'il décida de s'emboîser dans la rade d'Aboukir. Cette résolution offrait sans doute des périls; mais on aurait tort de juger, d'après l'événement, que si l'amiral conçut l'espérance de résister aux Anglais dans sa position, cette espérance manquait de fondement. Cependant Bonaparte, resté sans nouvelles de la flotte pendant treize jours, parce que la correspondance se trouvait interceptée, croyant au succès des sondes, d'après des avis récents d'Alexandrie, se hâta d'expédier, le 30 juillet, son aide-de-camp Julien, chargé de transmettre à l'amiral, dont on venait enfin de recevoir des lettres, l'invitation d'entrer dans le vieux port d'Alexandrie, ou de partir au moment même pour Corfou. L'officier rencontra dans la route un parti d'Arabes, et périt massacré avec ses quinze hommes d'escorte; un reste, malgré toute la diligence possible, il n'aurait pu arriver à temps pour prévenir le désastre d'Aboukir.

Le 1^{er} août, vers trois heures après-midi, on signala l'escadre anglaise, forte de quatorze vaisseaux de ligne et deux bricks. Le contre-amiral Blanquet-Duehayla commandait notre aile gauche, où se trouvaient le *Guerrier*, le *Conquérant*, le *Spartiate*, l'*Aigillon*, le *Peuple Souverain* et le *Franklin*. L'*Orient*, de 120 canons, monté par l'amiral Brucey, était au centre; venait ensuite le *Tonnant*, commandé par du Petit-Thouars; et enfin, à l'aile droite, le contre-amiral Villeneuve avait sous ses ordres l'*Heureux*, le *Mercur*, le *Guillaume Tell*, le *Généreux*, le *Timoléon*. Le 30 juillet, l'amiral avait appelé ses capitaines à son bord, pour tenir conseil et décider si l'on devait combattre emboîsé ou à la voile. La majorité fut de l'opinion du capitaine du Petit-Thouars, qui se prononça pour combattre à la voile. Brueys soutenait l'opinion contraire, et se prévalut de son autorité pour que l'on s'y soumit. Il s'empressa à deux lieues de terre, hissant derrière sa flotte une passe plus que praticable pour un vaisseau de haut bord,

et négligeant d'y faire couler quelques vieux navires pour rendre ce passage impossible à l'ennemi. Il avait également négligé l'armement de la côte, qui eût si heureusement soutenu sa ligne d'emboîsage; et, par une autre fatalité, il avait envoyé à terre une partie de ses équipages. A six heures l'action s'engage par une violente canonnade; bientôt une partie de la flotte ennemie, doublant la tête de la ligne française, parvient à la couper et à jeter l'ancre entre la terre et nous, tandis que Nelson parcourt notre front avec le reste de ses forces. Deux bâtiments anglais échouent en exécutant ce plan hardi; mais notre centre et notre avant-garde sont placés entre deux feux. De part et d'autre on se bat avec la dernière opiniâtreté. Au bout d'une heure, le *Guerrier*, le *Conquérant*, ont la moitié de leur monde tué, leurs canons démontés, leurs manœuvres bachelées, leurs mâts brisés, et succombent tour à tour. La frégate la *Sérieuse*, attaquée par le *Goliath*, oppose la plus vigoureuse résistance; percée de part en part, elle coule, et se défend toutefois jusqu'à ce qu'elle ait obtenu une capitulation. La nuit arrive, et les deux partis n'ont plus, pour éclairer une bataille si acharnée, d'autres lumières que celle du feu de douze cents pièces de canon qui tonnent, et dont la commotion agite la mer comme dans une tempête.

Dès le commencement, Brueys avait été blessé; vers les huit heures du soir, il tombe renversé par un boulet. Ganteaume, son ami, veut le faire emporter. « Non, dit-il en lui serrant la main, un « amiral français doit mourir sur son banc de « quart. » Il expire au bout d'un quart d'heure. Au même instant, le capitaine de pavillon, Casabianca, ainsi que son capitaine de frégate, sont emmenés au poste des blessés. Malgré ces malheurs, l'*Orient* redouble d'audace et d'intrépidité. Déjà plusieurs vaisseaux ennemis, criblés de ses boulets, ont été contraints à la fuite. Le *Bellérophon*, qui leur succède, voit ses trois mâts abattus et perd la moitié de son équipage; réduit à l'impossibilité de manœuvrer, le vent l'entraîne sur notre arrière-garde, dont il reçoit toutes les bordées. Près de couler, les éris des Anglais annoncent qu'il se rend; si dans ce moment Villeneuve coupe ses câbles et saisit l'occasion offerte, il s'empare du *Bellérophon* sans coup férir: il dégage l'*Orient* ainsi que les autres vaisseaux seuls aux prises avec l'ennemi, et change au revers probain en une brillante victoire. Villeneuve reste immobile, sans qu'alors ni depuis on ait pu expliquer sa conduite. Comme l'*Orient*, abandonnés à eux-mêmes, le *Spartiate*, le *Peuple Souverain*, l'*Aigillon*, combattent avec le même héroïsme et font un mal horrible aux Anglais, dont plusieurs bâtiments ne tirent plus. 13

heures et un quart, l'incendie éclate sur l'*Orient* : aucun effort ne peut éteindre les flammes au milieu du carnage, au milieu de notre feu, qui continue malgré les ordres de Gantheaume; l'équipage se jette à la mer; une partie se noie, une partie se sauve : une demi-heure après, l'*Orient*, embrasé dans tous ses quartiers, saute en l'air avec un fracas qui jette les deux flottes dans la même stupeur. Malgré cet épouvantable désastre, les Français recommencent le combat : entre cinq et six heures du matin, il redevient terrible; il dure encore à midi, et ne se termine qu'à deux heures, après la prise ou la ruine de presque tous nos vaisseaux. Au dire de nos adversaires, Villeneuve pouvait encore décider le succès en notre faveur, même après l'explosion de l'*Orient*; il le pouvait encore à minuit, s'il fut entré en ligne : au lieu de cela, il partit avant la fin de l'action, avec le *Guillaume-Tell*, le *Généreux* et les frégates la *Diane* et la *Justice*, sans être poursuivi par l'ennemi qui n'était pas en état de l'inquiéter; les trois autres bâtimens de Villeneuve s'échouèrent à la côte et devinrent la proie des Anglais.

La fortune nous fit éprouver sa rigueur à la bataille d'Aboukir; mais quoique chaque vaisseau français manquât du tiers de son monde, nos marins ennoblirent leur défaite par des prodiges de valeur qui méritaient la victoire. Il y eut des dévouemens sublimes : le jeune Cssa-Bianca, enfant de neuf à dix ans, et qui avait montré une constance au-dessus de son âge, fut englouti dans les flots à côté de son père, qu'il refusa de quitter; Thevenard, commandant de l'*Aquilon*, cruellement déchiré par les boulets, ne cessa d'encourager les siens jusqu'au dernier soupir; Blanquet-Duchayla, frappé à la figure par un coup de mitraille, et apprenant qu'il ne lui restait plus que trois pièces de canon capables de servir, disait : « Tirez; notre dernier coup peut être funeste à l'ennemi. » Du Petit-Thouars eut les deux cuisses emportées, et voulut mourir à son poste, comme Brueys; un autre boulet lui enleva un bras; ainsi mutilé, il s'écriait : « Équipage de du *Tonnant*, ne vous rendez pas; coulez bas plutôt; elouez le pavillon; » et il ordonnait qu'on précipitât son corps à la mer, si les Anglais venaient à s'emparer de son bord. Quand le *Tonnant* fut pris, ils n'y trouvèrent qu'un jeune aspirant, qui commandait le vaisseau.

La journée d'Aboukir et celle de Trafalgar marquent deux des plus grandes fatalités de la vie de Bonaparte : l'une lui ferma le chemin de l'Asie, l'autre lui ravit peut-être l'empire qu'il aurait conquis dans le canal de la Manche, si ce même amiral Villeneuve eût exécuté ses ordres et décliné le combat qu'il aurait dû chercher devant Aboukir.

Kléber lui-même, l'héroïque Kléber, parut ébranlé de la ruine de notre flotte; Bonaparte en apprit la nouvelle avec une fermeté à toute épreuve; aucun trouble ne se peignit sur son visage, rien ne trahit la profonde impression qu'il dut recevoir d'un événement dont il mesura d'abord toutes les conséquences. Dissiper la confusion et la stupeur qui régnaient à Alexandrie, malgré la présence de Kléber; demander et obtenir la vérité tout entière sur notre affreux malheur; accourir les vivans dans leur détresse; honorer les illustres morts dans leur tombeau; consoler leurs familles par des paroles quelquefois marquées au cachet de la douleur d'une âme mélancolique; rassurer l'armée par des paroles empreintes d'un tout autre génie; rétablir l'ordre partout; réunir, organiser les restes de notre marine; veiller sur l'escadre de Villeneuve, réfugiée à Malte, et répandre dans tous les cœurs les espérances d'une gloire nouvelle qui allait naitre pour l'armée d'Égypte du sein même de cette grande calamité : voilà une faible esquisse des soins du héros dans ces graves circonstances où il fut vraiment la providence de tous les Français abandonnés désormais sur la terre des Pharaons.

Prisonnier dans sa propre conquête, devenue une patrie pour nos troupes et pour lui, s'il désespérait de son avenir, Bonaparte ne serait que l'homme de la fortune. Il va régner; le général de l'armée française est aussi le sultan de l'Égypte : il doit consacrer tout son génie à ses soldats et à ses sujets. Le destin lui fait faire l'essai du sceptre sur les bords du Nil; et ce caractère supérieur revêt alors une teinte orientale qu'il offrira toujours dans la suite ses volontés et ses desseins. La nature semblait l'avoir eré pour le trône de l'Asie; il avait reçu, pour s'y maintenir, tout ce qui l'a précipité de celui qu'il éleva depuis sur l'Europe. Cette royauté forcée et passagère en Égypte développera en lui tous les germes de la puissance absolue, que le sol de la France refusait encore de féconder. En Occident, Bonaparte pouvait balancer entre César, Scipion, Charlemagne et Charles-Quint; mais dans l'Orient il ne peut voir qu'Alexandre, Sésostris, et peut-être Mahomet. Toutefois il marche avec son siècle, et c'est le personnage d'un calife éclairé qu'il veut montrer au monde. Il recommencera en Égypte le rôle des Abbassides en Espagne : à la tête d'une armée invincible, entouré d'un état-major de philosophes, il fera fleurir les arts de l'Europe et la religion du Croissant : donnant ainsi à l'univers le spectacle nouveau d'un conquérant qui révère le culte implacable des vaincus, et leur rappelle leur grandeur passée, par la vénération dont il honore les monumens de leur pays. « Nous n'avons plus de » flotte, avoit-il dit au moment de la fatale nouvelle;

« eh bien ! il faut rester ici, ou en sortir grands comme les anciens. » Dans cet adieu stoïque à la flotte, les soldats acceptèrent toute leur destinée : les habitants furent loin d'éprouver les mêmes sentiments de résignation.

Une fermentation sourde se fit bientôt remarquer dans l'immense ville du Caire. On était à l'époque où le retour de la grande opération de la nature, qui chaque année épanche le Nil sur le sol égyptien, ramène l'antique cérémonie que la reconnaissance célèbre depuis tant de siècles en mémoire de ce bienfait. Bonaparte saisit habilement l'occasion de rendre un hommage éclatant à un usage à la fois politique et religieux. Placé sous un pavillon avec le pacha du Caire, il préside à la pompe, dont ce dernier lui abandonne tout l'honneur. Au signal qu'il a donné, la statue de la fiancée du Nil est précipitée dans les flots, la digue est rompue, et les nous de Bonaparte, de Mahomet, se confondent dans les airs. Le général français jette de l'or à la foule, distribue trente-huit cafetans aux principaux officiers, et revêt de la pelisse blanche le *nakibredjah*, de la pelisse noire le *mollach gardien* du *meqyas*, monument qui renferme le nilomètre. Tout le peuple échantait les louanges du prophète et celles de notre armée, et, maudissant la tyrannie des beys, disait avec transport à Bonaparte : « Oui, vous êtes venu nous délivrer par l'ordre de Dieu miséricordieux, car vous avez pour vous la victoire et le plus beau Nil qu'il y ait eu depuis un siècle. Ce sont deux bienfaits que Dieu seul peut accorder. » Cette brillante solennité eut lieu quinze jours après le désastre d'Aboukir. La fortune offrit encore au nouveau sultan une circonstance favorable pour asseoir son pouvoir sur le respect des traditions et de la croyance de ses sujets. On fête l'anniversaire de la naissance de Mahomet dans plusieurs provinces et au Caire avec la plus grande magnificence. Les processions des fidèles, les ébours de danse et d'instrumens, les évolutions militaires, dirigées par Bonaparte lui-même, une illumination générale, les feux d'artifice, les festins les plus somptueux, animèrent toute la ville pendant quatre jours. Bonaparte parut en public, et donna la pelisse d'honneur au *ebeik* El Bekry, reconnu pour le premier descendant de Mahomet, et nommé le matin même *nakil-el-asherah*, ou chef des *ebeicks*, en remplacement d'Osman-Effendi qui avait pris la fuite ; il répandit également de grandes aumônes. Enfin, l'époque non moins religieuse du départ de la caravane du Caire pour la Mecque, vint compléter le cours de naturalisation qu'il faisait faire à l'armée française, et ajouter à la confiance que les cérémonies de l'entrée du Nil au Caire et de la naissance de Mahomet auraient pu inspirer aux

Égyptiens. Il recommanda par les ordres les plus absolus la protection des pèlerins ; il écrivit lui-même une lettre très-pressante au *chérif* de la Mecque.

Mais, au milieu de tous ces soins, il était obligé de céder à l'impérieuse nécessité d'une administration régulière qui assurât la subsistance de ses troupes, qui pût à la défense de la contrée, et qui créât un système de contributions. Ce fut précisément à cette dernière partie de sa législation que les habitants accordèrent le moins de faveur ; de nombreuses insurrections à main armée signalèrent encore une fois au général en chef les dangers de sa position. Les émissaires des beys, Ibrahim et Mourad, trouvèrent le moyen de soulever plusieurs populations contre lesquelles toute la valeur française dut se déployer. Ainsi l'établissement de la paix et d'un ordre social ramenait les désastres et la guerre. De nombreuses exécutions militaires sur les points de la révolte la comprimaient momentanément ; mais elle renaissait des cendres des villages incendiés, et la vengeance répondait à ces actes de justice rigoureux, comme la haine accueillait toutes les dispositions relatives à la tranquillité et à la prospérité du pays. Les Égyptiens étaient aussi peu Français que Bonaparte était peu Musulman : habitués au repos monotone d'une soumission servile, ils se virent tout à coup envahis et troublés par le régime des lois, qui offensait leurs lâches habitudes, comme l'arbitraire offense la liberté. On ne substitue pas aisément l'obéissance raisonnée à l'obéissance passive. L'esclavage est un code sans commentaire qui a ses fanatiques. Le Koran forme ce code tout entier, et réprouvait d'ailleurs comme infidèles les nouveaux législateurs : ainsi la religion nous opposait une barrière insurmontable. L'armée, condamnée à être presque toujours conquérante pendant son séjour en Égypte, remplit son rôle avec succès, parce que le langage de la force se fait entendre de tous les peuples.

Pendant le 22 septembre 1798 annonça à nos soldats la fête de la fondation de la république. Bonaparte voulut rendre cette fête nationale pour les Égyptiens : il fit construire à grands frais un cirque immense dans la principale place du Caire. Ce cirque était décoré de cent neuf colonnes qui portaient chacune un drapeau, et chaque drapeau le nom d'un département. Au milieu paraissait un obélisque colossal chargé d'inscriptions : sur sept autels antiques brillaient des trophées, et étaient gravés les noms des braves morts en combattant. À l'entrée s'élevait un arc de triomphe, où l'on avait représenté la bataille des Pyramides ; et parmi les inscriptions arabes, on lisait celle-ci : *Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son pro-*

phée. Le rapprochement entre le tableau et l'inscription n'avait pas le mérite de la convenance et de l'à-propos; mais les difficultés qui entouraient Bonaparte le contraignaient de flatter également les vainqueurs et les vaincus. Il disait à ses troupes le jour de cette fête : « Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple français était menacée : vous repriâtes Toulon : ce fut le présage de la ruine de vos ennemis. Un an après, vous battîtes les Autrichiens à Dego; l'année suivante, vous étiez sur le sommet des Alpes : vous luttiez contre Mantoue il y a deux ans, et nous remportâtes la célèbre bataille de Saint-Georges. L'an passé vous étiez aux sources de la Drave et de l'Insonzo, de retour de l'Allemagne. Qui eût dit alors que vous seriez sur les bords du Nil, au centre du continent? Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et le commerce, jusqu'au hideux et féroce Bédouin, vous fixez les regards du monde. Soldats, votre destinée est belle..... Dans ce jour, quarante millions de citoyens élèvent l'ère des gouvernements représentatifs; quarante millions de citoyens pensent à vous..... »

Ce discours est accueilli par les acclamations de l'armée, et le nom de Bonaparte se mêle dans les airs au cri mille fois répété de vive la république! Les évolutions militaires appellent ensuite l'attention du peuple égyptien, tandis qu'un détachement va planter à Gizeh l'étendard tricolore sur la plus haute des pyramides. En même temps une table se prépare dans une salle du palais; deux cents personnes sont invitées au banquet : les couleurs françaises et ottomanes flottent confondues au-dessus des convives; le croissant turc et le bonnet de la liberté; la déclaration des droits de l'homme et les tables du Koran figurent ensemble par la plus étrange des réunions, et forment un spectacle que le monde n'aura vu qu'une fois. Des courses à pied et à cheval terminent cette fête qu'embellit encore une brillante illumination.

Les conquérans ne manquent jamais de poètes. On chantait dans la grande mosquée du Caire : « Réjouissez-vous, ô fils des hommes, de ce que le grand Allah n'est plus irrité contre vous! réjouissez-vous de ce que sa miséricorde a amené les braves de l'Occident pour vous délivrer du joug des Mameluks! Que le grand Allah bénisse le favori de la Victoire! Que le grand Allah fasse prospérer l'armée des braves d'Occident! » Cependant les fils des hommes conspiraient contre les braves d'Occident, pour rentrer sous leur premier joug; et ils conspiraient dans cet impénétrable silence qui distingue toujours les complots des esclaves.

Toutefois le Caire, transformé en métropole fran-

çaise, offrait, grâce à l'infatigable activité de Bonaparte, l'aspect et les ressources d'une ville d'Europe, et semblait, au milieu de la barbarie indigène, une oasis de civilisation et d'industrie qui rendait à l'armée les jouissances de la patrie et trompait son exil. Jusqu'alors la guerre et l'administration militaire avaient rempli la pensée du général en chef; c'était le devoir de la conquête et le besoin de l'occupation. Il fallait enfin caractériser la possession et l'établissement par la formation du gouvernement civil. Le divan du Caire, composé des plus considérés parmi les habitans, suffisait pour ce projet; les autres villes reçurent également le bienfait de l'organisation municipale. La création de l'Institut d'Égypte, le lendemain de la fête de la République, donna à l'expédition ce relief qui devait en faire le plus bel épisode de cet âge de prodiges, et honorer à jamais le fondateur. On comptait dans ce corps, digne de rivaliser avec celui de la métropole, l'habile Fourier, depuis secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences; Berthollet, dont la chimie moderne a consacré la mémoire; Monge, le père de la géométrie descriptive; Dubois, alors l'espérance de son art, et maintenant l'un des premiers chirurgiens de l'Europe; Larrey, dont le nom sera béni long-temps par les armées françaises; le médecin Desgenettes, déjà connu par son expérience, et depuis illustré par son héroïsme à l'hôpital de Jaffa; les savans Louis Costaz, Champy, Girard, Nonet et Malus; Say, le rival d'Adam Smith; l'industriel Conté, si utile à la colonie; le peintre Redouté; le poète Parseval-Grandmaison; et d'autres hommes d'élite, parmi lesquels on remarquait les militaires Caffarelli et Sulkowski; et enfin le général en chef, qui rehaussait de tout l'éclat de sa gloire d'Italie et d'Orient toutes ces célébrités européennes. Bonaparte forma aussi quatre classes : mathématiques, physique, économie politique, littérature et beaux-arts. Une bibliothèque, un cabinet de physique, un observatoire, un jardin botanique, un laboratoire de chimie, un musée d'antiquités, une ménagerie, furent établis pour les travaux des classes. Bonaparte, qui n'oublia jamais dans ses proclamations sa qualité de membre de l'Institut national, y joignit alors celle de président de l'Institut d'Égypte. Cette contrée devint la source de grandes et utiles investigations; elle permit à la science, qui eut ses héros comme la guerre dont elle devait assurer les triomphes, d'élever des monumens plus durables encore que les trophées militaires. On mit tout en usage pour acclimater l'armée caillée : il était plus difficile de plier les Égyptiens à nos mœurs. Bonaparte chargea l'Institut de dresser un tableau comparatif des mesures égyptiennes et françaises, de composer un

vocabulaire français-arabe, ainsi qu'un triple calendrier, égyptien, copte et européen. Ces ouvrages satisfaisaient aux premiers besoins de la société nouvelle : deux journaux, l'un de littérature et d'économie politique, sous le titre de *Décade Égyptienne*; l'autre de politique, sous celui de *Courrier d'Égypte*, furent rédigés au Caire. Un palais du bey et ses jardins métamorphosés en Tivoli, des lieux de réunion, des boutiques, des ateliers, des usines, des fonderies, des manufactures improvisées par les soins de l'ingénieur Conté, des moulins à vent, qui tournaient pour la première fois aux yeux des Égyptiens, des ateliers ouverts par Champy pour la fabrication de la poudre, la renaissance du commerce, objet de tant d'efforts réunis, imprimèrent à cette ville monotone et vassale de l'industrie de l'Europe et de l'Asie, un air d'activité, de création et d'indépendance sociale qu'elle n'offrit jamais sous les Ottomans.

L'incendie de la flotte avait forcé Bonaparte de renoncer aux vastes projets dont l'Égypte ne devait être que le premier théâtre. Déchu par cette grande catastrophe de l'espoir d'une autre entreprise, il était de la prudence, si remarquable dans son caractère, de ne négliger aucun moyen pour s'assurer la possession tranquille d'une colonie dont la conquête présentait une gloire inconnue en Europe, depuis la découverte des deux Indes. En conséquence, il s'occupa du recrutement de l'armée, qui fut réduite à recevoir dans ses rangs les esclaves de l'âge de seize à vingt-quatre ans, de toutes les races asiatiques et africaines, transplantées en Égypte : trois mille marins échappés au désastre d'Aboukir, furent également enrégimentés, et composèrent la légion nautique. Toutes les rues du Caire étaient fermées la nuit par des portes, pour défendre les habitans des attaques des Arabes. Bonaparte fit abattre ces clôtures, parce qu'elles pouvaient servir de remparts en cas d'émeute. L'événement justifia sa prévoyance.

Quinze jours après, le 21 octobre, pendant que le général en chef se trouvait au vieux Caire, des rassemblemens séditieux et armés se forment dans la ville, et surtout dans la grande mosquée. Le général de brigade Dupuy, commandant de la place, qui, après la victoire des Pyramides, entra le premier au Caire, y périt aussi le premier. Le brave Sulkowski, aide-de-camp hérité de Bonaparte, meurt également massacré hors de la ville; il fut pleuré par le général en chef et par l'armée. Les Français de toute classe, de toute condition, tombent impitoyablement égorgés dans les rues, dans les maisons. Les mosquées deviennent les fortresses de la rébellion; les imans donnent, du haut des minarets, le signal de la destruction des infi-

dèles. Soulevée par les eheicks, l'immense population du Caire a juré par Mahomet d'exterminer les Français. Elle s'élançait avec audace aux portes de la ville, dont elle veut interdire l'accès à Bonaparte. En effet le général en chef, repoussé à la porte du Caire, se voit obligé de passer par celle de Boulaq. Jamais il n'y eut de moment plus critique dans la vie d'un conquérant. Mourad-Bey tenait toujours la campagne dans la Haute-Égypte contre l'infatigable Desaix. Les généraux Menou et Dugua contenaient à peine l'Égypte-Inférieure : tout le désert était en armes. Les Arabes secondaient les fellahs et les insurgés du Caire. Le Directoire, malgré sa promesse d'ouvrir des négociations avec la Porte, au sujet de l'expédition, avait gardé le silence, et mauqué à sa parole envers Bonaparte, qui n'était parti que sur la foi de cette importante communication. Un manifeste du Grand-Seigneur, répandu avec profusion dans toute l'Égypte par les Anglais et les émissaires des bays dépossédés, lui apprit tout son péril, ainsi que la criminelle insouciance du Directoire. On lisait dans ce manifeste : « Le peuple français (Dieu veuille détruire son pays de fond en comble, et couvrir d'ignominie ses drapeaux!) est une nation d'infidèles obstinés et de scélérats sans frein.... Ils regardent le Koran, l'Ancien-Testament et l'Évangile comme des fautes.... O vous, défenseurs de l'islamisme; ô vous, héros protecteurs de la foi; ô vous, adorateurs d'un seul Dieu, qui croyez à la mission de Mahomet, fils d'Abder-Allah, réunissez-vous, et marchez au combat, sous la protection du Très-Haut! Grace au ciel, vos sabres sont tranchans, vos flèches sont aiguës; vos lances sont perçantes, vos canons ressemblent à la foudre! Dans peu, des troupes aussi nombreuses que redoutables s'avanceront par terre, en même temps que des vaisseaux, aussi hauts que des montagnes, couvriront la surface des mers.... Il vous est, s'il plaît à Dieu, réservé de présider à leur entière destruction. Comme la poussière que les vents dispersent, il ne restera plus aucun vestige de ces infidèles, car la promesse de Dieu est formelle : l'espoir du méchant sera trompé, et les méchans périront. Gloire au Seigneur des mondes! »

C'en était fait, non-seulement de l'Égypte pour nous, mais de tous les Français, si Bonaparte ne s'était pas montré supérieur à ce danger qui s'élevait comme un ouragan au milieu du calme le plus profond. Il se souvient sans doute des Pâques vénitienes. Il pénètre au Caire avec ses braves, donne des ordres, repousse les Arabes dans le désert, dirige ses colonnes à travers les rues, entoure la place de son artillerie, poursuit les révoltés qui s'entassent dans la grande mosquée, et leur offre le par-

don : ils refusent, et combattent. Mais la nature se déclare aussi en faveur de Bonaparte : par un phénomène très-rare dans ce climat, le ciel se couvre de nuages, et le tonnerre gronde. Les Musulmans, effrayés, demandent grâces : « L'heure de la clé » menacée est passée, répond Bonaparte ; vous avez commencé, c'est à moi de finir. » Au signal du général en chef, les batteries foudroient la grande mosquée. La hache en brise les portes, et les rebelles sont abandonnés à la fureur des Français, qui ont à venger leurs camarades lâchement assassinés. Chaque soldat sait d'ailleurs qu'il n'a plus de vaisseau, et il regarde encore la vengeance comme un châtiment politique. Cependant, après cette terrible exécution, le général en chef fit rechercher les principaux instigateurs du complot. Quelques cheïks, plusieurs Turcs et Égyptiens, furent jugés et mis à mort ; et afin de punir tous les habitants, Bonaparte abolit le divan, le remplaça par un gouvernement militaire et imposa une contribution extraordinaire. On afficha dans toutes les villes une proclamation qui résumait le firman du Grand-Seigneur comme calomnieux et supposé : elle finissait par ces mots : « Cessez de fonder vos espérances sur Ibrahim et sur Mourad, et mettez votre confiance en celui qui dispose à son gré des empires et qui a créé les humains. Le plus religieux des prophètes a dit : *la sédition est endormie ; maudit soit celui qui la réveillera !* » Effectivement, la sédition ne se réveilla plus au Caire pendant tout le temps du séjour de Bonaparte en Égypte. Le châtiment fut rigoureux ; mais aussi combien était immense la responsabilité de Bonaparte envers quarante mille familles françaises, et la patrie tout entière ! La défaite d'Aboukir faisait de cette responsabilité une destinée affreuse, une loi barbare.

Sorti de ce péril par la soumission totale du grand Caire, par celle de l'Égypte-Inférieure, et par différents traités avec les Arabes bédouins, Bonaparte se propose d'aller résoudre à Suez le problème de la jonction de la mer Rouge avec la Méditerranée, et de chercher les traces de ce canal fameux auquel Sésostriis a donné son nom. Le souvenir gigantesque de la puissance des premiers rois de l'Égypte ne pouvait dormir dans le sein d'un homme qui, en stipulant un traité de paix dans une petite ville du Frioul vénitien, avait rêvé l'envahissement de l'Inde, par le golfe Arabique. Bonaparte se réserve de vérifier lui-même les récits de la vieille histoire ; mais toujours habile et prévoyant, il veut, avant de partir pour Suez, ne laisser derrière lui aucun vestige de la révolte qu'il a punie, et en gage de réconciliation, il rend au peuple du Caire son divan national : il choisit pour le former soixante habi-

tans, le gouvernement militaire disparaît. Ce n'est plus comme général en chef, c'est comme membre des Instituts de France et d'Égypte que Bonaparte se prépare à tenter sa pacifique expédition. Il emmène avec lui ses collègues Berthollet, Monge, Dutertre, Costaz, Lèpère, et Caffarelli du Falga, pris dans les quatre classes. Les généraux Berthier et Dommartin commandaient la caravane, qui comptait trois cents hommes. Après trois jours de marche dans le désert, Bonaparte parvient à Suez, visite la côte, ordonne de compléter les ouvrages de la place, passe la mer Rouge, et va reconnaître en Arabie les fontaines de Moïse. Au retour, surpris par la nuit et par la marée montante, il était submergé, si l'un de ses guides ne l'eût rapidement emporté sur ses épaules. Sans ce secours, il périssait comme le Pharaon de la Bible, circonstance qui n'eût pas manqué de servir de texte à des déclamations. Le lendemain de son arrivée, il établit à Suva une nouvelle douane, plus favorable au commerce avec l'Arabie, et saisit l'occasion d'instruire de ce changement le chérif de la Mecque ; dans le même moment, une députation d'Arabes vient demander l'amitié des Français. Bonaparte s'occupa beaucoup d'administration pendant son séjour à Suez. Le commerce de l'Inde fixait particulièrement son attention. Il était aussi très-partagé entre les musulmans et les wéhabites, qui sont les luthériens de l'islamisme. Il témoignait un intérêt assez vif pour ces nouveaux sectaires, chez lesquels il croyait raisonnablement trouver plus de facilités et d'avantages dans les rapports politiques. Le peu de distance qui sépare une réformation d'état d'une réformation de culte n'avait pu lui échapper. Le mot réforme et la réforme armée créaient déjà entre les wéhabites et lui une véritable communauté d'intérêts.

Parseval-Grandmaison, membre de l'Institut, resta à Suez en qualité de directeur des douanes. A deux lieues de cette place, Bonaparte aperçoit les traces de l'ancien canal, qui, au bout de quatre lieues, se perd dans les sables. Mais il en a reconnu l'existence, et il lui suffit que les anciens dominateurs de l'Égypte lui aient laissé un grand exemple à suivre ; toutefois, il n'est pas destiné à recueillir l'héritage des Ptolémées. Bonaparte veut connaître les deux routes qui conduisent du Caire à Suez, et il revient par Belbeis, où est le quartier du général Reynier. Ce fut entre ces deux villes que, rencontrant une caravane des Arabes de Thor, escortée par des dromadaires, il fut frappé de la facilité avec laquelle on maniait ces animaux. Alors il s'arrêta et dit à Eugène Beauharnais, à Édouard Colbert et d'autres jeunes officiers, de monter ces dromadaires ; ils s'en tirèrent aussi bien que les Arabes ;

de là vint la résolution d'avoir un régiment de dromadaires. A Belbeis, il apprend que Djeddar, pacha de Syrie, a fait occuper par l'avant-garde de son armée le fort d'El-Arich, qui défend les frontières de l'Égypte, à dix lieues dans le désert. La rupture entre la Porte et la république n'est plus douteuse. Cette provocation explique le firman du Grand-Seigneur; mais Bonaparte sait qu'il faut porter la guerre au lieu de l'attendre.

L'expédition de Syrie est décidée. Il repart aussitôt pour le Caire, et entre à Salahieh. Il y met en mouvement la division Reynier, qui sera son avant-garde en Syrie comme elle l'est dans le désert. De retour au Caire, il donne ordre à dix mille hommes de se tenir prêts à marcher. Les généraux Bon, Kléber, Lannes et Reynier commandent l'infanterie, Murat la cavalerie, Dommartin l'artillerie, et Caffarelli du Falga l'arme du génie : Danre est ordonnateur en chef de l'armée. Perrée doit, avec trois frégates, croiser devant Jaffa et apporter l'artillerie de siège. L'artillerie de campagne et des divisions comprend cinquante bouches à feu. En peu de jours Reynier paraît devant El-Arich, s'empare de la ville, détruit une partie de ses défenseurs, force l'autre à se renfermer dans le château, retrouve en avant les Mamelucks d'Ibrahim, les attaque, et se rend maître de leur camp. Les Anglais bombardaient Alexandrie pour détourner Bonaparte de son projet sur la Syrie; mais il devine le but de cette hostilité, et la dédaigne : il arrive à El-Arich le lendemain de la victoire de Reynier sur les Mamelucks, sept jours après son départ du Caire. Il fait sur-le-champ canonner une des tours du château. La brèche est ouverte, et en deux jours les barbares qui forment la garnison ont capitulé. Une partie prend du service dans les rangs de l'armée française, qui se remet en route.

On fit cinquante lieues dans le désert, et Bonaparte faillit être enlevé, entre El-Arich et Gaza, au village de Kayonnio où il y a de l'eau passable. L'armée s'était égarée; Kléber, qui marchait à la tête, avait été trompé par ses guides : Bonaparte suivait le bon chemin avec une cinquantaine d'hommes, officiers et soldats; mais, à l'approche du village, il fut sauté par la mousqueterie des Mamelucks d'Ibrahim. Il s'arrêta alors, et découvrit, à l'aide de sa lunette, un camp de quinze cents chevaux. Heureusement le jour disparut. Bonaparte donna ordre de rétrograder, et l'ennemi, qui crut n'avoir en face qu'un simple détachement, ne fit qu'une faible démonstration. A quatre lieues en arrière on rencontra Bessiéres avec le quartier-général, et dans la nuit Kléber rallia. Le lendemain, les Français se réjouissent à la vue des belles montagnes de la Syrie, et des plaines de l'antique Gaza qui leur rap-

pellent le sol de la patrie. Gaza qui n'a plus de portes, et que les troupes de Djeddar abandonnent, envoie une députation au général en chef. L'armée y oublie toutes ses privations. Deux jours sont accordés à son repos et à l'organisation locale. Trois jours plus tard, nous sommes devant Jaffa, autrefois Joppé, si fameuse dans l'histoire merveilleuse des enfans d'Israël. Des forces imposantes la défendent; de hautes murailles flanquées de tours la protègent. Djeddar l'a confiée à des troupes choisies. Une artillerie formidable y est servie par douze cents canonniers turcs. L'importance de cette place qui présente un port à l'escadre, et qui est la clef des États du pacha, ne permet pas d'en retarder le siège. Au bout de trois jours l'investissement est formé, la tranchée ouverte; le bombardement commence, et bientôt on juge la brèche praticable. Bonaparte envoie un Turc porter une sommation au commandant de Jaffa, qui, pour toute réponse, fait couper la tête au parlementaire et ordonne une sortie. Mais cette sortie ne réussit point aux ennemis, et le soir même notre feu a fait crouler une de leurs tours. Le point de l'assaut est marqué : un spectacle d'un intérêt bien touchant frappe tout à coup le soldat : tous les chrétiens de la ville tenant dans leurs mains un crucifix, et criant *christian, christian*, franchissent les remparts, et se précipitent dans nos rangs, où ils sont traités et accueillis comme des frères. Après cet événement, l'attaque contre les infidèles reprit tout son acharnement; leur résistance opiniâtre ne sauva ni eux ni Jaffa. La ville est emportée; le massacre devient général; rien n'arrête la rage du vainqueur. La fureur donne la mort, et la mort donne la contagion. Pendant deux jours et deux nuits, le glaive exterminateur détruit ceux qui résistaient dans Jaffa. Ses dunes ont vu une partie de ce sacrifice à un dieu barbare, à ce dieu inconnu que les conquérans appellent la nécessité. Un millier de malheureux, la plupart compris dans la capitulation d'El-Arich, furent passés par les armes. L'histoire transmet sans explication la mémoire de ce massacre à la postérité. Mais elle offrira pour document la proclamation de Bonaparte aux habitans du Caire, à son retour de Syrie. Là est le témoignage sans justification de la destruction des prisonniers de Jaffa. Les Égyptiens et les Mamelucks qui se trouvaient parmi eux furent renvoyés en Égypte, sous l'escorte d'un détachement de dromadaires.

Avant de quitter Jaffa, Bonaparte y établit un divan, une garnison et un grand hôpital. Des symptômes de peste s'étaient manifestés. Plusieurs hommes de la 52^e demi-brigade en avaient été atteints, et un rapport des généraux Bon et Rampon alarma sérieusement le général en chef sur la propagation

de ce fléau. Alors s'ouvrit à Jaffa l'hôpital des pestiférés, et cut lieu cette scène fameuse dont M. Gros a fait un des chefs-d'œuvre de la peinture française. Bonaparte entra dans toutes les salles, accompagné des généraux Berthier et Bessières, de l'ordonnateur en chef Daure, et du médecin en chef Desgenettes. Le général parla aux malades, les encouragea, toucha leurs plaies en leur disant : « Vous voyez bien que cela n'est rien. » Lorsqu'il sortit, on lui reprocha vivement son imprudence. Il répondit froidement : « C'est mon devoir; je suis le général en chef. » Cette visite et la générosité de Desgenettes, qui, s'inoculant la contagion en présence de nos soldats, se guérissait par les remèdes qu'il leur prescrivait, rassurèrent le moral de l'armée, singulièrement ébranlé par l'invasion d'une aussi horrible calamité; et dès ce moment tous les hôpitaux furent soumis au même régime sans distinction.

L'armée se dirige sur Saint-Jean-d'Acre. Dans sa marche savante et rapide, elle enlève toutes les positions des nombreux ennemis qui l'attaquent; mais elle ne triomphe pas de tous les obstacles. Il y eut une affaire assez meurtrière à son désavantage avec les Naplousains. Nos troupes furent repoussées, et le chef de brigade Barthélemy perdit la vie. C'était la seconde fois que les Français échouaient contre les habitants de Naplouse; pendant le siège de Jaffa, le général Damas tenta une malheureuse reconnaissance vers leurs montagnes; il cut le bras cassé, et beaucoup d'hommes hors de combat. En plaine, les Naplousains, comme les peuples à qui la tactique est inconnue, devaient céder à la discipline européenne. Ils ne savaient pas faire la guerre, mais ils savaient défendre leurs foyers dans les fortifications que la nature leur avait données. Cependant Kléber, Lannes, Murat, Junot, Reynier rivalisent de bravoure et de talent, pour suivre les inspirations audacieuses et les profondes combinaisons du général en chef. La prise de l'importante place de Caïffa, où l'armée trouve des munitions et des approvisionnements en tous genres, forme un prélude glorieux aux travaux du siège d'Acre, à la conquête des châteaux de Saffet et de Nazareth, de la ville de Sour (Tyr), aux combats de Loubi, de Sedjarra, et à la fameuse bataille du Mont-Thabor.

Dans cette mémorable campagne de Syrie, tout présente l'empreinte de l'Orient; tout est grand : le danger, la résistance, l'attaque, la vengeance, la barbarie. Soixante jours ont vu la valeur française briser vainement les murs de Saint-Jean-d'Acre, et Bonaparte, devenu plus inébranlable dans son dessein par les efforts de l'ennemi, communiquer toute l'opiniâtreté de sa résolution à des légions que les

Romains eussent nommées invincibles. Chaque jour rend le péril plus imminent, la prise d'Acre plus nécessaire. Les firmans du Grand-Seigneur ont soulevé les populations d'une partie de l'Asie; elles descendent des montagnes, et accourent de Bagdad, de Damas, des bords de l'Euphrate, pour la destruction des infidèles; les flottes turques couvrent la mer et portent une armée qui vient au secours de la Syrie. Une autre se rassemble à Rhodes pour reconquérir l'Égypte, où Mourad-Bey occupe le général Desaix, où l'insurrection agite le Delta. Le pavillon d'Angleterre dirige la tempête maritime; il faut s'emparer d'Acre avant que son port reçoive ces nouveaux renforts. Mais l'artillerie de siège nous manque; enlevée par une croisière anglaise avec notre flottille, elle sert à fortifier les remparts d'Acre. Les deux assauts donnés à la ville ont prouvé la force des ouvrages qui la protègent, et Djexzar, pour seconder les mouvements de la grande armée de Damas, ordonne contre le camp de Bonaparte une sortie générale, que conduisent et soutiennent les équipages de l'artillerie des vaisseaux anglais. Bonaparte et l'impétuosité de ses bataillons ont bientôt refoulé les assiégés dans la place; et l'artillerie européenne des musulmans n'a servi qu'à rendre les Français plus certains de leur supériorité.

Après cette victoire, Bonaparte part pour le Mont-Thabor. Des hauteurs qui dominent les plaines de Fouli, il découvre l'illustre Kléber, qui, retranché dans des ruines avec deux mille hommes, y brave les vingt mille qui le cernent. En un moment Bonaparte a conçu cette bataille célèbre, à laquelle le Thabor va attacher son nom. Il envoie Murat garder le Jourdain avec sa cavalerie. Vial et Rampou marchent sur Naplouse, et lui-même il se place entre les ennemis et leurs magasins. Son petit corps est divisé en deux carrés, dont la direction, combinée avec la position de la division Kléber, doit enfermer les Turcs au centre d'un triangle. A l'instant d'attaquer, il fait tirer un coup de canon. « C'est Bonaparte! » s'écrièrent les Français. Kléber, qui a combattu seul toutes les forces ennemies, depuis six heures du matin jusqu'à une heure, profite de l'enthousiasme qu'excite le nom du général en chef, et prend aussitôt l'offensive avec chaleur. L'armée de Damas, assaillie tout-à-coup sur tous les points, coupée dans ses retraites, perd cinq mille hommes, ses chameaux, ses tentes, ses provisions; la gloire et l'abondance passent dans nos rangs. Enfin, par une faveur non moins brillante de la fortune, Bonaparte apprend que Perrée vient de débarquer à Jaffa neuf pièces de siège; mais il était de la destinée de celui qui dompta Mantoue d'échouer devant Saint-Jean-d'Acre, et la tour *maudite* qui le protège

devait conserver sa fatale renommée. Deux assauts brusquement ordonnés sont également infructueux; l'un des deux coata la vic au brave Caffarelli du Falga. Enfin, on signale une flotte : est-elle française? est-elle turque?... il faut vaincre. C'est le pavillon ottoman; il faut que Saint-Jean-d'Acree tombe avant que cette flotte entre dans le port. Bonaparte vent tenter encore une attaque générale; c'est la cinquième. Jamais son armée n'a déployé une audace plus impétueuse : tous les ouvrages extérieurs sont emportés; le drapeau tricolore est planté sur le rempart. Les Turcs, repoussés dans la ville, ont ralenti leur feu. Encore un effort, et les ennemis n'auront pas débarqué, et Saint-Jean-d'Acree nous appartiendra. Mais deux prisonniers échappés du Temple étaient accourus de Paris dans cette contrée pour enlever la victoire à Bonaparte. L'un, Phélippeaux, son compagnon de l'École-Militaire, commande le génie, et ne doit pas survivre long-temps à son triomphe; Phélippeaux a amené avec lui le brave Tromelin, officier d'une haute distinction, qui prend la direction de l'artillerie; l'autre fugitif du temple, Sidney-Smith, commodore sous l'amiral Hood à Toulon, commande l'escadre anglaise. Celui-ci voit le péril de la place, marche à la tête des équipages de ses vaisseaux, et entraîne au combat tous les habitans découragés. La population se presse à sa suite, et bientôt les rues, subitement fortifiées et défendues par les débris des maisons elles-mêmes, deviennent le théâtre du plus affreux carnage. Trois assauts consécutifs, dont le dernier est livré par la division toute fraîche du général Kléber, sont signalés par tous les prodiges de la plus téméraire valeur; mais ils durent céder encore à l'opiniâtre résistance des assiégés. L'inflexibilité de Bonaparte fut enfin ébranlée, et il apprit à l'armée qu'il renonçait à la conquête de Saint-Jean-d'Acree. « Soldats, lui dit-il, après avoir, avec « une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant « trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante « pièces de campagne, cinquante drapeaux, fait dix « mille prisonniers, rasé les fortifications de Gaza, « Jaffa, Calffa, Acree, nous allons rentrer en « Égypte, etc. » Si cette proclamation fit illusion à l'armée, on ne saurait attribuer ce succès qu'à la magique influence d'un grand capitaine sur les soldats accoutumés à vaincre sous lui; mais il sentit profondément les conséquences de son éclatant revers; c'est ce qu'attestent les paroles qu'il a prononcées sur le rocher de Sainte-Hélène. « Si j'avais « enlevé Saint-Jean-d'Acree, j'opérais une révolution dans l'Orient. Les plus petites circonstances « conduisent les plus grands évènements; j'aurais « atteint Constantinople et les Indes : j'eusse changé « la face du monde. »

L'armée réunie va reprendre la route du Caire; mais la contagion de Jaffa avait continué ses ravages parmi les troupes devant Acree. Le contact des malheureux qui en sont affectés peut détruire en peu de jours les braves qui ont survécu à tant de dangers, à tant d'exploits, et dont le retour est le salut de leurs compagnons d'Égypte. Mais, d'un autre côté, si ceux que la peste a frappés restent en arrière, ils périront égorgés par les Turcs, en représaille du massacre de Jaffa. Rien n'est ordinaire dans cette campagne de Syrie, et tout est extrême dans les différentes positions où se trouvent l'armée et son chef. Le moment devient pressant; il faut dérober à l'ennemi le départ des Français; la nuit le protège encore. Une ambulance, établie près d'Acree, servait de dépôt au grand hôpital du Mont-Carmel. Au premier ordre de la levée du siège, tous les malades du Carmel se dirigèrent sur Tentura et Jaffa, traînés par les chevaux d'artillerie, dont les pièces avaient été abandonnées. Tous les chevaux des officiers, tous ceux du général en chef, furent mis par son commandement, et sous ses yeux, à la disposition de l'ordonnateur en chef Daure, pour le transport de ces infortunés sur Jaffa. Bonaparte est à pied et donne l'exemple. A Jaffa, il fit partir trois colonnes de pestiférés : l'une par mer, sur Damiette, conduite par le commissaire des guerres A. Colbert; et, par terre, la seconde sur Gaza, et la troisième sur El-Arich. Une soixantaine d'hommes, déclarés incurables, demeurèrent à Jaffa. Plusieurs d'entre eux furent, dit-on, recueillis par les Anglais sur le bord de la mer. Quant à ceux qui suivirent l'armée, ils guérirent en grande partie pendant la route.

La retraite s'opère sous de tristes auspices. L'incendie dévore chaque jour les moissons, les bestiaux, ainsi que les villages qui ont attaqué ou trahi l'armée : la Syrie aussi est un désert. Gaza, seule restée fidèle, est seule épargnée. Au bout de trois jours, les Français rentrent en Égypte; et le fort d'El-Arich reçoit de Bonaparte de nouveaux développemens, des magasins, une garnison. Il fortifie Tineh, laisse un corps de troupes à Kattieh : ces trois places défendent l'Égypte du côté de la Syrie. Enfin, après quatre mois d'absence, l'armée arrive au Caire, et croit revoir le sol natal : elle a perdu six cents hommes par la peste, douze cents par la guerre, et a ramené dix-huit cents blessés. Ainsi, après une des campagnes les plus meurtrières et les plus actives, notre armée, accablée par toutes les privations et par un climat homicide, n'a à regretter que dix-huit cents hommes.

L'entrée au Caire fut triomphale, et effaça les funestes impressions que le bruit de la destruction

de nos braves et de la mort du sultan Kébir (le père du feu), nom donné par les Arabes à Bonaparte, avait faites sur la population. Le général en chef sut tirer habilement parti des mensonges semés par les émissaires turcs et anglais, quand il dit aux habitans dans sa proclamation : « Il est arrivé au Caire *le bien gardé*, le chef de l'armée française, le général Bonaparte, qui aime la religion de Mahomet, il est arrivé bien portant et bien sain, remerciant Dieu des faveurs dont il le comble. Il est entré au Caire par la porte de la Vie-toire; ce jour est un grand jour : on n'en a jamais vu de pareil. Tous les habitans du Caire sont sortis à sa rencontre; ils ont vu et reconnu que c'était bien le même général en chef Bonaparte, en propre personne; ils se sont convaincus que ce qui avait été dit sur son compte était faux.... Il fut à Gaza et à Jaffa : il a protégé les habitans de Gaza; mais ceux de Jaffa, égarés, n'ayant pas voulu se rendre, il les livra tous, dans sa colère, au pillage et à la mort : il a détruit tous les remparts et *fait périr tout ce qui s'y trouvait*. Il trouva à Jaffa cinq mille hommes des troupes de Djézzar, il les a tous détruits!... » Les Français, en retrouvant au Caire toutes les jouissances de la vie, oublièrent les journées du désert et les périls du siège d'Acre. Ils volèrent bientôt à de nouvelles fatigues. Celui qui ne se reposait jamais apprend que Mourad-Bey, descendu de la Haute-Égypte avec un corps considérable, a échappé aux poursuites continuelles des généraux Desaix, Belliard, Donzelot et Davoust. Soudain il se met en marche pour aller l'attaquer aux Pyramides, qui ont vu la première défaite des Mameluks; mais, fidèle à ses prudentes habitudes, le bey a déjà fui dans le désert.

Bonaparte se disposait à reprendre la route du Caire, quand il reçut la nouvelle de l'arrivée devant Aboukir d'une escadre de cent voiles turques, qui menaçait Alexandrie. C'est la guerre de Syrie qui le poursuit en Égypte. Aboukir est un nom fatal : Bonaparte veut que l'armée y venge la flotte. Il se rend à Giseh sans entrer au Caire, et donne dans la nuit, à ses invincibles généraux, l'ordre des mouvemens les plus rapides pour se porter au devant des troupes que commande le pacha de Romélie, Seidman-Mustapha, soutenu des forces de Mourad et d'Ibrahim. Avant de quitter Giseh, Bonaparte écrit au divan du Caire : « Quatre-vingts bâtimens ont osé attaquer Alexandrie; mais, repoussés par l'artillerie de cette place, ils sont allés mouiller à Aboukir, où ils commencent à débarquer. Je les laisse faire, parce que mon intention est de les attaquer, de tuer tous ceux qui ne voudront pas se rendre, et de laisser la vie aux autres pour

« les mener ou triompher au Caire : ce sera un beau spectacle pour la ville. » Le général en chef arrive à Alexandrie, et marche sur Aboukir, dont le fort est tombé au pouvoir de l'ennemi, grâce à la mollesse et à l'excessive prudence de Marmont. Ce général n'a point secouru notre faible garnison qui, assaillie par terre et par mer, et réduite à trente-cinq hommes, n'a capitulé qu'après soixante heures de combat. Bonaparte blâme Marmont avec l'expression d'un juste mécontentement, et songe à livrer bataille. La position qu'il choisit est inspirée par le même génie qui avait conquis toute l'Italie par sa supériorité sur les tactiques de plusieurs armées de l'Europe. Mustapha doit triompher, ou nul de ses soldats ni lui-même ne pourront se soustraire au vainqueur. Aboukir n'était accessible pour les Français que du côté de la terre, puisqu'ils n'avaient point de marine à opposer à la flotte-anglo-turque qui avait jeté l'ancre à une demi-lieue en mer.

L'armée ottomane, forte de dix-huit mille hommes, défendue par une artillerie nombreuse, se couvrit d'une double ligne de retranchemens; l'une, voisine du fort d'Aboukir, avait pour appui un mamelon retranché sur le rivage, un bateau à son centre, et des chaloupes canonnières à sa gauche. L'autre ligne, moins distante du corps de la place, s'étendait aussi de l'une à l'autre plage; mais plus resserrée, fortifiée sur plusieurs points, au milieu desquels s'élevait une redoute hérissée de canons, elle était plus formidable encore que la première.

Notre armée ne s'élança pas d'abord avec la furie française tant redoutée en Italie; mais à peine se trouva-t-elle à portée des ouvrages, qu'une colonne aux ordres du général Destaing se précipita sur le mamelon, à droite de la première ligne, tandis que Murat s'avance rapidement pour couper la retraite à l'ennemi. Premier gage de la victoire, ce mouvement réussit et coûte la vie à deux mille Turcs, tués ou jetés dans les flots sans nous ravir un seul homme. Aussitôt Destaing se porte sur le bateau, que le général Lannes attaque de front; le généralissime Mustapha détache en vain un renfort considérable. Murat culbute le renfort; le village est enlevé, et la première ligne de l'ennemi tombe en notre pouvoir. Bonaparte prépare le même sort à la seconde, et veut attirer l'attention des Turcs vers leurs ailes pour emporter ensuite leur centre avec sa réserve. Sans attendre de nouvel assaut, ils viennent à notre rencontre avec intrépidité. Leur droite est d'abord repoussée; mais Murat, engagé entre le feu des échaloupes canonnières et celui de la redoute, tente sans succès à plusieurs reprises de franchir la terrible barrière qui l'arrête. A la

gauche, les Turcs, désespérés de la résistance de nos immobiles bataillons, nous chargent avec impétuosité; notre infanterie les contraint, non sans de grands efforts, à se retirer, et arrive par degrés devant la redoute. Là elle est obligée à son tour de reculer devant les feux croisés de l'ennemi.

Jusqu'alors le courage, la fermeté, le sang-froid de nos troupes, n'avaient point obtenu le prix qu'elles méritaient; tout à coup les Turcs, fidèles à leur coutume barbare, descendent imprudemment pour trancher la tête aux morts et aux blessés français; Murat voit leur faute, se précipite entre eux et la redoute, et parvient à passer. Assaillis en même temps par la colonne du général Fugières, les ennemis s'effraient de sentir Murat sur leurs derrières; ils veulent rétablir leurs communications avec la flotte qui les protège. Bonaparte, dont le génie plaie sur le champ de bataille, saisit l'instant de vaincre, marqué d'avance dans sa pensée; il engage aussitôt sa réserve dont il avait eu peine à retenir l'ardeur et l'impatience. Redoute, retranchemens, tout est enlevé en un instant; les Turcs, auxquels le Koran défend de capituler avec des Chrétiens, sont taillés en pièces; beaucoup se jettent dans les flots pour gagner quelque navire: les balles de nos soldats les atteignent jusque dans ce dernier asile. Murat, si redoutable dans la poursuite d'un ennemi ébranlé, s'élançait avec sa cavalerie entre le village et le fort d'Aboukir, combat, blesse Mustapha, qui ose affronter un tel adversaire, et l'envoie prisonnier à Bonaparte.

Treize mille Ottomans périrent pendant l'action; le reste, enfermé avec le fils du pacha dans le fort d'Aboukir, fut réduit à se rendre après huit jours d'une héroïque résistance. Une victoire si complète coûta peu de sang français; immense dans ses résultats, elle sauva l'armée, qu'un revers eût perdue sans ressource. En effet, les Turcs, les Arabes de Mourad, les Mameluks, les Égyptiens révoltés, bientôt réunis aux forces nombreuses que le grand-visir tenait en Syrie, seraient venus nous accabler. Kléber avait sans doute le sentiment de ce danger, lorsqu'il disait à Bonaparte, après cette immortelle journée: « Venez, que je vous embrasse, mon cher général; vous êtes grand comme le monde. »

Ainsi fut vengée la flotte d'Aboukir. La population du Caire, en voyant, parmi les trophées de Bonaparte, Mustapha et son fils, tous deux captifs, accueillit avec tous les transports d'un enthousiasme superstitieux le prophète invincible qui ne craignait pas d'annoncer d'avance son triomphe.

A l'époque du retour de Bonaparte à Paris, après l'inspection de l'armée d'Angleterre, on l'avait,

dans plusieurs réunions secrètes, vivement sollicité de se mettre à la tête d'une conspiration contre le Directoire. Elle était formée par tous ceux dont la révolution avait fait ou conservé la fortune, ou qui s'étaient placés à un rang élevé dans l'opinion par d'importans et glorieux services. Cette question fut jugée alors, mais elle dut être ajournée. Pendant le délai que l'affaire de Bernadotte apporta au départ de l'expédition d'Égypte, Bonaparte répondit à ceux qui le pressaient de prendre la direction du complot: « Les Français ne sont pas encore assez malheureux; ils ne sont que mécontents. On me dit « de monter à cheval; si je le faisais, personne ne « voudrait me suivre; il faut partir. » On assure que Bonaparte termina la dernière conférence sur le renversement du Directoire par ces mots: *La poire n'est pas mûre*. Il voulait dire, et avec raison, qu'il n'était pas encore devenu assez nécessaire, assez grand pour réussir dans cette entreprise. Voilà, si l'on en croit les récits du temps, le motif qui le décida à aller attendre, en Égypte, la maturité de l'événement. Une telle prudence mérite d'être remarquée dans un ambitieux de 28 ans.

Mais après la soumission de l'Égypte, après des exploits inouïs, au milieu desquels l'échec de Saint-Jean-d'Acree se trouvait perdu; après la bataille d'Aboukir qui l'environnait de l'éclat d'un dernier succès, il sentait que l'Orient l'avait grandi et lui donnait de l'ascendant sur l'Europe frappée d'un nouvel étonnement. D'ailleurs, les journaux qu'il venait de recevoir lui apprenaient que la France humiliée avait éprouvé des revers sur le Rhin, et des désastres sur le théâtre où il fonda sa première gloire; que la nation faisait éclater son mécontentement, que le nom du vainqueur d'Arcole, du pacificateur de Campo-Formio, retentissait dans tous les souvenirs et entraînait dans toutes les espérances. Il vit que la France avait enfin besoin de lui; et cette haute pensée, qui renfermait tout le secret d'une ambition que justifiaient sans doute à ses yeux deux années de prodiges militaires, le détermina à revenir brusquement dans sa patrie. Il dut calculer également que l'expédition d'Égypte, illustrée à jamais par la victoire, par des conquêtes si utiles à la civilisation, et destinée à occuper une place éternelle dans les annales de la science et dans la mémoire des hommes, s'était achevée pour lui à la journée d'Aboukir, et qu'il ne lui restait plus qu'une administration de détail, soit comme général d'une armée sans recrutement, soit comme possesseur inquiet d'une contrée toujours étrangère. Il comprit que la continuation d'une position aussi précaire le livrait à toute la rigueur d'un exil obscur et sans repos, et ne présentait que la perspective peut-être rapprochée d'une capitulation inévitable, qui anéan-

tiraient un jour ses triomphes d'Europe et d'Orient. On a parlé, dans plusieurs ouvrages, d'une lettre officielle du Directoire, et de plusieurs lettres confidentielles de Siouy et de Fouché, qui rappelaient Bonaparte; aucune de ces pièces ne lui parvint. On prétend aussi que ses instructions, en quittant la France, le laissaient maître de son retour; la difficulté que le stationnement perpétuel des forces anglaises dans la Méditerranée devait mettre aux communications, rend cette assertion vraisemblable.

Quoi qu'il en soit, la raison ostensible de son départ, pour ceux qui vivaient près de lui, fut la lecture des gazettes, et notamment des journaux de Francfort, que le lieutenant de vaisseau Descorches lui apporta de la part de Sidney-Smith. Cet officier était allé à bord de l'amiral pour échanger les prisonniers tués avec les prisonniers français. Sidney-Smith, en envoyant ces papiers à Bonaparte, voulait lui ôter toute idée de s'embarquer pour la France, battue et bloquée par la coalition; Bonaparte trouva, au contraire, dans les malheurs de nos armées en Italie, et dans la situation intérieure de la république, un nouveau devoir à remplir envers sa patrie, et peut-être l'éveil de la plus haute fortune pour lui-même. Chacun put lire ces journaux de Francfort, dans sa tente, à Ramanieb, lorsqu'il revenait au Caire. Ce fut pour le général en chef un moyen simple de préparer ou d'éclaircir l'opinion sur la possibilité de son éloignement. Ceux qui appellèrent une désertion, soit en France, soit en Égypte, n'étaient pas dans la confiance du génie ou des engagements de Bonaparte. Il prit sur lui de quitter l'Égypte, ainsi qu'il l'avait fait pour la signature des préliminaires de Léoben : l'Orient n'avait pas altéré la puissance de sa volonté. Bonaparte exécuta son projet comme il exécutait un mouvement sur l'ennemi. L'action fut subite, le secret impénétrable. Un voyage dans le Delta servit de prétexte à son départ du Caire.

A cette époque, Desaix occupait la Haute-Égypte, où il était entré après les brillans succès du général en chef. Livré à lui-même, Desaix fit éclater son habileté militaire, et l'art de conduire des soldats français. A la bataille de Sédiman, l'une des plus terribles qui se soient jamais données en Égypte, tout ce que pouvaient le courage, l'intrépidité, la rage et le désespoir des plus braves guerriers du monde, et le talent d'un chef aussi vaillant qu'expérimenté, fut tenté contre nous par les Mamelucks et par Mourad-Bey. Nous dûmes l'avantage à des prodiges de sang-froid, de constance, de valeur, et surtout au cri de *raïnce ou mourir*, poussé par Desaix au moment de marcher avec ses bataillons sur les batteries ennemies qui menaçaient de les

anéantir jusq'au dernier. Cette affaire nous rendit maîtres de la province de Fayoum. Une autre victoire, remportée à Samanboub, et la résolution de n'accorder aucune relâche à l'infatigable Mourad, menèrent Desaix jusq'à l'île de Pbilé, ancienne limite des possessions du peuple-roi.

Cependant Mourad, forcé de se jeter dans l'affreux pays de Bribe, au-dessus des cataractes, nous laissait encore des ennemis derrière lui. Il fallut combattre une partie des Mamelucks qui ne l'avaient pas suivi, et son lieutenant Osman-Bey-Hassan, à Lnaor, près des ruines de Thèbes. Kéné, Aboumanah, Siout, nous virent aux mains avec les Arabes soulevés par ce même Hassan, fier du désastre de notre flottille incendiée ou prise à Benbouth, et de l'arrivée du chérif de la Mecque avec de nombreux renforts. Il n'existe pas un autre exemple d'une action comme celle de Benbouth, où une faible colonne de mille hommes, aux ordres du général Belliard, vengea notre malheur, et triompha de dix mille mahométans ébauffés par l'ivresse d'un succès récent et par le fanatisme le plus exalté. Les Mamelucks et les Arabes furent également défaits : les premiers recoururent à la fuite; les seconds, retranchés dans un bâtiment au centre du village, que nous avions été réduits à livrer aux flammes, chantaient des hymnes religieux au milieu de leur immense bûcher; et, à demi consumés, ils se défendaient encore contre nos soldats victorieux. On n'a rien vu de pareil, même dans la fanatique Vendée, où les paysans croyaient ressusciter sur le champ de bataille.

Le manque de munitions ne permettant pas au général Belliard de tenir la campagne, il s'était enfermé dans Kéné; Desaix vint le ravitailler et pour suivre la guerre. D'autres combats à Bardis, à Girgé, à Gébémi, firent ressortir de nouveau toute notre supériorité sur les Arabes et les Mamelucks. Biniadi, où nous trouvâmes jusq'à des caisses pleines d'or; Abou-Girgé, qui avait maltraité notre envoyé cobette et repoussé nos paroles de paix, subirent le sort de Benbouth. Un engagement glorieux avec l'ennemi à une demi-lieue de Siene, et les préparatifs de l'expédition qu'il méditait sur Cosseir, tels étaient l'ensemble et le résultat des travaux du général Desaix dans la Haute-Égypte; il s'y était montré grand capitaine, administrateur éclairé, gouvernant plein de sagesse; et sa conduite lui avait mérité de la part des habitans le nom de *Sultan juste*. Bonaparte, qui lui portait une estime et une amitié particulières, aurait bien voulu enmener un homme dont il pouvait tout espérer sans en avoir jamais rien à craindre; mais il ne pouvait l'attendre.

Kléber avait, comme on va le voir dans les instruc-

tions que lui envoya le général en chef, l'ordre de faire partir Desaix pour la France. Voici la lettre de Bonaparte, qui est un véritable monument historique :

« Vous trouverez ci-joint, général, un ordre pour prendre le commandement en chef de l'armée. La crainte que la croisière anglaise ne reparaisse d'un moment à l'autre, me fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours. J'emène avec moi les généraux Berthier, Andréossy, Murat, Lannes et Marmont, et les citoyens Monge et Berthollet.

« Vous trouverez ci-joints les papiers anglais et de Francfort jusqu'au 10 juin. Vous y verrez que nous avons perdu l'Italie; que Mantoue, Turin et Tortone sont bloqués. J'ai lieu d'espérer que la première tiendra jusqu'à la fin de novembre. J'ai l'espérance, si la fortune me sourit, d'arriver en Europe avant le commencement d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouvernement, et un autre chiffre pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir dans le courant d'octobre Junot, ainsi que mes domestiques et tous les effets que j'ai laissés au Caire. Cependant je ne trouverais pas mauvais que vous engagassiez à votre service ceux de mes domestiques qui vous conviendraient.

« L'intention du gouvernement est que le général Desaix parte pour l'Europe dans le courant de novembre, à moins d'événemens majeurs.

« La commission des arts passera en France sur un parlementaire que vous demanderez à cet effet, conformément au cartel d'échange, dans le courant de novembre, immédiatement après qu'elle aura achevé sa mission. Elle est maintenant occupée à voir la Haute-Égypte; cependant ceux des membres que vous jugerez pouvoir vous être utiles, vous les mettrez en réquisition sans difficulté.

« L'effendi fait prisonnier à Aboukir est parti pour se rendre à Damiette. Je vous ai écrit de l'envoyer en Chypre; il est porteur, pour le grand visir, d'une lettre dont vous trouverez ci-jointe la copie.

« L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon, et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse plus de doute sur la possibilité de faire passer en Égypte les fusils, les sabres, les pistolets, les fers coulés dont vous pourriez avoir besoin, et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de recrues, suffisante pour réparer les pertes des deux campagnes.

« Le gouvernement vous fera connaître alors ses

« intentions lui-même; et moi, comme homme public et comme particulier, je prendrai des mesures pour vous faire avoir fréquemment des nouvelles.

« Si, par des évènements incalculables, toutes les tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles de France, et si, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte et vous tuait plus de quinze cents soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celles que les évènements de la guerre vous occasionneront journellement, je pense que dans ce cas vous ne devez pas hasarder de soutenir la campagne, et que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte-Ottomane, quand même la condition principale serait l'évacuation de l'Égypte. Il faudrait seulement éloigner l'exécution de cette condition jusqu'à la paix générale.

« Vous savez apprécier, aussi bien que moi, combien la possession de l'Égypte est importante à la France; cet empire turc, qui menace ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui; et l'évacuation de l'Égypte serait un malheur d'autant plus grand, que nous verrions de nos jours cette belle province passer en des mains européennes.

« Les nouvelles des succès ou des revers qu'aura la république doivent aussi entrer puissamment dans vos calculs.

« Si la Porte répondait, avant que vous eussiez reçu de mes nouvelles de France, aux ouvertures de paix que je lui ai faites, vous devez déclarer que vous avez tous les pouvoirs que j'avais, et entamer les négociations, persistant toujours dans l'assertion que j'ai avancée, que l'intention de la France n'a jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte; demander que la Porte sorte de la coalition et nous accorde le commerce de la mer Noire; qu'elle mette en liberté les prisonniers français; et enfin six mois de suspension d'armes, afin que, pendant ce temps-là l'échange des ratifications puisse avoir lieu.

« Supposant que les circonstances soient telles que vous croyiez devoir conclure ce traité avec la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez pas le mettre à exécution qu'il ne soit ratifié; et, suivant l'usage de toutes les nations, l'interalle entre la signature d'un traité et sa ratification doit toujours être une suspension d'hostilités.

« Vous connaissez, citoyen général, quelle est ma manière de voir sur la politique intérieure de l'Égypte : quelque chose que vous fassiez, les chrétiens seront toujours nos amis. Il faut les empêcher d'être insolens, afin que les Turcs n'aient

« pas contre nous le même fanatisme que contre
 « les chrétiens; ce qui nous les rendrait irrécon-
 « ciliables. Il faut endormir le fanatisme, afin qu'on
 « puisse le déraîner. En captivant l'opinion des
 « grands eheiks du Caire, on a l'opinion de toute
 « l'Égypte; et de tous les chefs que ce peuple peut
 « avoir, il n'y en a aucun de moins dangereux que
 « les eheiks, qui sont peureux, ne savent pas se
 « battre, et qui, comme tous les prêtres, inspirent
 « le fanatisme sans être fanatiques.

« Quant aux fortifications, Alexandrie, El-
 « Arich, voilà les clefs de l'Égypte. J'avais le projet
 « de faire établir cet hiver des redoutes de pal-
 « miers, deux depuis Salabieh à Katieh, deux de
 « Katieh à El-Arich; l'une se serait tronvée à l'en-
 « droit où le général Menou a trouvé de l'eau po-
 « table.

« Le général Samson, commandant du génie, et
 « le général Songis, commandant de l'artillerie,
 « vous mèltront chacun au fait de ce qui regarde
 « sa partie.

« Le citoyen Poussielguo a été exclusivement
 « chargé des finances. Je l'ai reconnu travailleur et
 « homme de mérite. Il commence à avoir quelques
 « renseignemens sur le chaos de l'administration
 « de l'Égypte. J'avais le projet, si aucun nouvel évé-
 « nement ne survenait, de tâcher d'établir cet hiver
 « un nouveau modo d'imposition, ce qui nous au-
 « rait permis de nous passer à peu près des Coptes;
 « cependant, avant de l'entreprendre, je vous con-
 « scillo d'y réfléchir long-temps. Il vaut mieux en-
 « treprendre cette opération un peu plus tard qu'un
 « peu trop tôt.

« Des vaisseaux de guerre français paraitront
 « indubitablement cet hiver à Alexandrie, Bourlos
 « ou Damiette. Faites construire une bonne tour à
 « Bourlos; tâchez de rénnir cinq ou six cents Ma-
 « melueks que, lorsque les vaisseaux français seront
 « arrivés, vous ferez en un jour arrêter au Cairo et
 « dans les autres provinces, et embarquer pour la
 « France. Au défaut de Mamelueks, des otages
 « d'Arabes, choïcksheks, qui pour une raison
 « quelconque se trouveraient arrêtés, pourront y
 « suppléer. Ces individus, arrivés en France, y se-
 « ront retenus un ou deux ans, verront la grandeur
 « de la nation, prendront quelques idées de nos
 « mœurs et de notre langue, et, de retour en Égypte,
 « y formeront autant de partisans.

« J'avais déjà demandé plusieurs fois une troupe
 « de comédiens; je prendrai un soin particulier de
 « vous en envoyer. Cet article est très-important pour
 « l'armée et pour commencer à échanger les mœurs
 « du pays.

« La place importante que vous allez occuper en
 « chef va vous mettre à même enfin de déployer les

« talens que la nature vous a donnés. L'intérêt de
 « ce qui se passe ici est vif, et les résultats en seront
 « immenses pour le commerce, pour la civilisation;
 « ce sera l'époque d'où dateront de grandes révolu-
 « tions.

« Accoutumé à voir la récompense des peines et
 « des travaux de la vie dans l'opinion de la postérité,
 « j'abandonne avec le plus grand regret l'Égypte.
 « L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les
 « événemens extraordinaires qui viennent de se
 « passer, me décident seuls à passer au milieu des
 « escadres ennemies pour me rendre en Europe. Je
 « serai d'esprit et de cœur avec vous. Vos succès
 « me seront aussi chers que ceux où je me tronve-
 « rais en personne; et je regarderai comme mal
 « employés tous les jours de ma vie où je ne ferai
 « pas quelque chose pour l'armée dont je vous laisse
 « le commandement, et pour consolider le magnifi-
 « que établissement dont les fondemens viennent
 « d'être jetés.

« L'armée que je vous confie est toute composée
 « de mes enfans; j'ai eu dans tous les temps, même
 « au milieu des plus grandes peines, des marques
 « de leur attachement. Entretenez-les dans ces sen-
 « timens; vous le devez à l'estime toute partiellière
 « que j'ai pour vous, et à l'attachement vrai que je
 « leur porte.

« BONAPARTE. »

Le 23 août 1799, une proclamation instruisit
 l'armée de la nomination de Kléber au commande-
 ment général. L'impression que cette proclamation
 produisit sur les soldats, fut d'abord hostile contre
 le chef qui les abandonnait; mais leur colère décou-
 vrit bientôt des motifs de s'apaiser dans le choix de
 son successeur. On ne peut expliquer par quel pro-
 dige, au jour où il mit à la voile, et jusqu'à son ar-
 rivée en France, la mer se trouva libre pour le pas-
 sage des quatre bâtimens qui portaient Bonaparte
 et sa suite. L'historien qui veut résoudre ce pro-
 blème balance encore entre la fortune de héros et
 une politique étrangère. Il ne s'embarqua portant
 pas inconnu; une corvette anglaise observa son
 départ. On la remarquait avec inquiétude. « Ne
 « craignez rien, s'écrie Bonaparte, nous arriverons;
 « la fortune ne nous a jamais abandonnés; nous
 « arriverons en dépit des Anglais. » La flottille entra
 le 1^{er} octobre dans le port d'Ajaëcio, où les vents
 contraires la retinrent sept jours. Bonaparte y ap-
 prit en détail l'état de la France et celui de l'Europe;
 et ces nouvelles rendirent ce retard insupportable
 à celui qui, de tous les hommes, savait le mieux ap-
 précier la valeur et calculer l'emploi du temps.
 Enfin le 7, la flottille appareilla pour la France;

mais à la vue des côtes, parurent dix voiles anglaises. Le contre-amiral Gantbeaume proposa de virer de bord sur la Corse : « Non, lui dit Bonaparte, « cette manœuvre nous conduirait en Angleterre, « je veux arriver en France. » Cette volonté le sauva. Le 9 octobre (17 vendémiaire an VIII) de grand matin, les frégates mouillaient à Fréjus, après quarante-un jours de route sur une mer sillonnée de vaisseaux ennemis. En un moment, toute la rade fut convertie de canots qui se dirigèrent vers Bonaparte. Le général Percymont, commandant la côte, aborda le premier. Avant l'arrivée des préposés à la Santé, il y avait eu de nombreuses communications sur la terre. Comme il n'existait point de ma-

lades à bord, et que, depuis plus de sept mois, la peste avait cessé en Égypte, cette violation de réglemens était peut-être moins condamnable. Toutefois rien ne la justifie. Mais avec l'impulsion ardente que la conquête et le ciel de l'Égypte venaient d'imprimer à son caractère, il était bien impossible que Bonaparte restât indécis entre une mesure sanitaire et le but de son voyage, entre une soumission temporaire qui pouvait lui être fatale, et tout un avenir tel que le sien ; enfin, entre le Directoire et lui. La France l'ammistia pour l'infraction à la loi de sa propre conservation, tant elle avait besoin de sauver son indépendance et sa gloire, tant elle désirait, tant elle comprit le retour de son héros !



LIVRE CINQUIÈME.

Gouvernement Directorial.

CHAPITRE PREMIER.

(9 et 10 novembre 1790.)

JOURNÉES DES 18 ET 19 BRUMAIRE AN VIII.

Le général Bonaparte fut vivement frappé de l'excès d'enthousiasme qui, à son débarquement, transporta la population de Fréjus. Cette exaltation portait un autre caractère que celle qu'avait produite la gloire du héros d'Italie; car la multitude ne saluait pas le vainqueur des Turcs, le conquérant de l'Égypte, mais le LIBÉRATEUR de la France. Ce mot devint pour lui un oracle; et, dès ce moment, il connut toute la faveur de la fortune qui le ramenait dans sa patrie. Mais qu'était Fréjus auprès de la capitale? qu'étaient les habitans de cette petite ville de matelots auprès de l'élite de la nation, auprès du peuple de la grande cité qui avait proclamé tous les fastes de la révolution, de ce peuple qui, auteur, témoin et victime de ses orages, leur survivait, avec le privilège de frapper les proscriptions et de décerner les triomphes? Bonaparte l'Égyptien ne pouvait plus redouter à Paris les souvenirs du 13 vendémiaire, si brillamment amnistiés depuis trois ans par les trophées de Bonaparte l'Italien. Cependant, comme à cette époque surtout les Parisiens n'étaient pas rassasiés de victoires, Bonaparte

eut devoir se faire précéder par le bulletin de la bataille d'Aboukir, qui le montrerait couvert des palmes de l'Orient.

Sa relâche forcée en Corse et sa descente à Fréjus venaient de lui confirmer l'état déplorable de la France, dont les gazettes de Francfort l'avaient instruit en Égypte. Les Chouans désolaient la Bretagne par leurs vols et leurs cruautés; la guerre civile s'était rallumée dans l'Ouest avec fureur, et se propageait à travers le département de l'Eure jusqu'aux environs de Paris; après avoir gagné Bordeaux et Toulouse, elle menaçait d'envahir le Midi. L'Italie tout entière gémissait sous le joug des Austro-Russes, ses nouveaux maîtres. Joubert, envoyé dans cette contrée par le parti Sieyès, pour acquérir, à la tête de l'armée et par des exploits, l'importance et la popularité nécessaires à un grand rôle politique, était mort en combattant à Novi. Bonaparte sentit qu'il reparaisait à propos, non pour venger Joubert ou le Directoire, mais pour ressaisir le berceau de sa grandeur. Cette conquête lui souriait d'autant plus que Masséna, l'homme de toutes les

victoires d'Italie, ayant détruit en Suisse le dernier corps de l'armée de Suwarow, il pourrait se retrouver encore, comme en 1796, face à face avec l'Autriche seule, et il était loin de désespérer de lui dieter la paix une seconde fois. Mais ce qui frappa surtout l'attention de Bonaparte, ce fut de voir le Directoire tombé dans une telle déconsidération aux yeux de la France, qu'on ne lui savait aucun gré ni des succès de Masséna en Suisse, ni de ceux de Brune en Hollande, et que l'éclat des fameuses batailles de Zurich et de Bergen restait exclusivement personnel à ces deux généraux.

Bonaparte donna le premier l'exemple de cette propriété de la gloire; mais jusqu'alors il n'avait appartenu qu'à lui seul de s'en emparer et de n'être justiciable ni de la faveur ni de la défaveur des chefs de l'État. Quand il vit que Masséna et Brune se trouvaient par la force des choses admis à la même prérogative, il jugea que l'heure du Directoire et la sienne étaient arrivées, et sans doute il n'est pas de signe plus visible, plus énergique, de la décadence d'un gouvernement, que cette partialité publique qui ne lui porte en compte que les défaites et les adversités.

Le 9 octobre, à six heures du soir, Bonaparte se mit en route pour Paris avec Berthier, son chef-d'état-major perpétuel; il ne fit que continuer un triomphe depuis Fréjus jusqu'à la capitale. Des réceptions extraordinaires, des honneurs souverains l'attendaient à Aix, à Avignon, à Valence, à Vienne, et surtout à Lyon. Des fêtes furent improvisées sur son passage par les villes et par les campagnes, et présidées par les autorités. Pendant ce voyage, l'une des plus belles époques de sa vie, il ne put douter à chaque pas qu'il n'était accueilli comme libérateur par la France: elle y mettait tant d'abandon, qu'il dut la croire dans la confiance de l'avenir. Il comprit, il accepta ces présages de succès, et arriva le 16 à Paris, non-seulement pleinement justifié à ses propres yeux d'avoir quitté le commandement de l'Égypte, mais bien convaincu qu'il n'avait fait qu'obéir à la volonté nationale. Le Directoire seul, instruit par la renommée, ou témoin lui-même de l'enthousiasme qu'excitait la présence de Bonaparte, se laissa tellement aveugler par sa confiance dans ce que l'on appelle en politique *l'état de possession*, qu'il ne prit aucun ombrage des manifestations de l'opinion publique, et se disposa aussi à fêter son déserteur d'Égypte.

Après la mort de Joubert et le retour à Paris de Moreau qui venait de s'illustrer en se mettant à la tête de notre armée, engagée dans une action terrible avec les Russes, Sieyès et ses amis avaient reporté leurs vues sur ce général. Mais, à la nouvelle

du débarquement de Bonaparte, Moreau dit aux directeurs: « Vous n'avez plus besoin de moi; voilà l'homme qu'il vous faut pour un mouvement; adressez-vous à lui. » Ces paroles de Moreau donnent la mesure des combinaisons étroites du Directoire, qui croyait ressaisir le crédit et la force en faisant opérer un mouvement; elles prouvent aussi que Moreau ne pénétrait pas mieux que les gouvernants d'alors les conséquences inévitables de cette apparition si imprévue de Bonaparte. Enfoncé dans la routine révolutionnaire, le Directoire ne savait pas ce que tout le monde sentait à Paris, ce que l'on répétait dans les salons et dans les lieux publics, qu'un parti nouveau se présentait pour dominer tous les autres: c'était le parti de l'armée, qui, n'ayant paru sur le théâtre politique qu'au 18 fructidor, allait profiter de l'ascendant qu'on lui avait donné en implorant ses dangereux secours contre une portion des Conseils et du gouvernement. Le vainqueur de Toulon, de vendémiaire, d'Italie et d'Égypte, représentait ce parti, le seul redoutable désormais; et certes, le hardi violateur des réglemens sanitaires n'avait pas brisé toutes les lois militaires et civiles pour venir offrir son appui au Directoire.

Bonaparte jugeait bien de l'effet du bulletin d'Aboukir sur les habitans de la capitale. Son arrivée fut annoncée dans tous les spectacles comme une prospérité publique. Cette circonstance seule l'engageait. Il vit que Paris était dans son secret et dans ses espérances. En effet, il fut accueilli par une conspiration générale, et entouré tout à coup d'amitiés ou d'intérêts qu'il ne pouvait prévoir. Le lendemain, 17 octobre, il se rendit en Luxembourg, où il exposa en séance particulière la situation de l'Égypte; il déclara aux directeurs, qu'instruit des malheurs de la France, il n'était revenu que pour la défendre. Il jura sur son épée que son départ n'avait point d'autre cause, et lui point d'autre intention. Ainsi Bonaparte n'était pas autorisé par des instructions à quitter l'Égypte quand il le croirait convenable; et s'il ne faut pas tout-à-fait regarder comme une fable cette lettre du Directoire qui le rappela en France, il est certain qu'il ne la reçut point avant son départ d'Égypte.

Les cinq directeurs, divisés, non en trois factions, mais en trois intrigues, prirent chacun pour eux ce serment militaire. Toutefois, voulant éviter de leur donner aucun soupçon et de se prononcer plutôt pour l'un que pour l'autre, Bonaparte recommença le genre de vie retirée qu'il avait adopté, soit lorsqu'il fut abandonné par le Comité de salut public, après le siège de Toulon et l'affaire du Caire, soit après l'inspection de l'armée d'Angleterre, avant de partir pour l'Égypte. Il se montra peu en

public, n'allait au théâtre qu'en loge grillée, ne fréquentait ostensiblement que les savans, et ne consentit à dîner chez les directeurs qu'en famille. Il ne put cependant refuser le banquet que lui offrirent les deux Conseils dans le temple de la Victoire (l'église Saint-Sulpice); mais il ne fit que paraître à cette espèce de fête, dont il sortit avec Moreau.

Paris regardait avec une sorte de respect cette solitude de Bonaparte après de glorieux travaux; on faisait plus encore, on attachait au retour de cette habitude, qui avait marqué les époques importantes de sa carrière, l'espérance de quelque haute combinaison qui vint au secours de la nation. Le public ne se trompe guère sur les grands événemens qui doivent éclore, et il se trompait d'autant moins cette fois dans son attente, que lui-même conspirait ouvertement contre le Directoire. Bonaparte n'eût pas apporté d'Égypte la volonté de changer le gouvernement de la France et d'en prendre les rênes, qu'il y aurait été forcé par l'opinion. La situation positive des affaires lui fut révélée par de bons observateurs, par Cambacérès, Roderer, Réal, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Boulay de la Meurthe, Daunou, Chénier, Maret, Scénonville, Mirat, Bruix, Talleyrand et Fouché de Nantes. De toutes parts on pressait le général Bonaparte de se mettre, non à la tête d'un mouvement, mais d'une révolution.

Voici l'état des partis qu'il fallait soutenir ou combattre dans l'intérieur. Jourdan, Augereau et Bernadotte, figuraient au premier rang de la faction démocratique, connue sous le nom du *Manège*. Cette faction, qui se ralliait aux directeurs Moulins et Gobier, lequel présidait alors, se composait des révolutionnaires républicains. Elle fit ses confidences à Bonaparte; il les accepta, et tenait ostensiblement pour Gobier et Moulins. Sieyès dirigeait les politiques, les modérés qui siégeaient dans le Conseil des Anciens. Il proposait à Bonaparte d'exécuter un coup d'État médité dès long-temps, et lui soumettait une constitution qu'il avait silencieusement élaborée. Roger-Ducos, l'ombre de Sieyès, se trouvait toujours compris de droit dans toutes les opinions de son collègue. Quant à Barras, placé à la tête des spéculateurs, des hommes de plaisir, c'était un ambitieux de sérait; sent de son espèce au Directoire, il flottait entre les deux partis, et aurait voulu s'en débarrasser; voilà le motif de l'accueil qu'il avait fait au général Bonaparte qui l'appelait le chef des *pourris*. Un quatrième parti se formait des conseillers de Bonaparte, qui ne se souciaient ni de la démagogie de Gobier, ni de la métaphysique de Sieyès, ni de la corruption de Barras. Au nombre de ces hommes se rangeait Fouché, alors

ministre de la police du Directoire. Il avait rompu avec les républicains, dont il était sorti, et à l'arrivée de Bonaparte, il se hâta de commencer vis-à-vis du Directoire le rôle qu'il n'a cessé de jouer depuis sous les divers gouvernemens de la France. Sesservices parurent d'autant plus précieux, qu'il pouvait être plus nuisible aux projets du général. Il fallut donc recevoir les ouvertures de Fouché comme une nécessité. Mais il était en pleine trahison, et par cela seul aussi sa position devenait très-dangereuse pour lui-même; en conséquence il dut se contenter d'être écouté: la confiance n'alla pas plus loin. Bonaparte accueillit encore les avis et les instances d'un autre ministre, que sa disgrâce récente, due à l'influence du *Manège*, poussait à prendre une couleur plus franche, et à obtenir plus de crédit que Fouché; cet ex-ministre était le citoyen Talleyrand-Périgord: il ne devait plus aucune fidélité au Directoire, et il avait, par ses antécédens et par la nature de son esprit, plus de raison sans doute que le révolutionnaire Fouché d'être dégoûté de la république et de ses gouvernans. Une division extrême régnait parmi ces derniers: ils travaillaient séparément avec une ardeur infatigable auprès de Bonaparte à la destruction de leur propre puissance. Tel est le bulletin connu des conspirations, au milieu desquelles celle dont Bonaparte était l'ame et le guide attirait toutes les autres, et les entraîna dans son tourbillon, comme une grande planète entraîne ses satellites.

Résolu à dissoudre le Directoire, Bonaparte voulait que cette opération ne fût pas une révolution, mais un changement, mode qu'il avait inutilement proposé jadis aux directeurs pour la Suisse et pour l'État romain. Bonaparte aimait la guerre et avait en horreur le moindre tumulte populaire. Pour arriver à son but, il existait une route constitutionnelle, indiquée par Sieyès et par l'article 3 de la Constitution, qui donnait aux Anciens le pouvoir de transférer les deux Conseils hors de la capitale. Grâce à cette mesure légale, le Directoire se trouvait isolé. Bonaparte jugea que le moment de s'entendre avec Sieyès était venu, en raison de l'immense influence que ce directeur exerçait dans le Conseil des Anciens. Bonaparte le connaissait depuis long-temps, et penchait à se rapprocher de ce personnage; cependant les amis du général l'engageaient à voir Barras: il dîna avec ce directeur le 30. Après le repas, Barras lui confia le besoin qu'il éprouvait de se retirer des affaires, et la nécessité d'adopter pour la France une autre forme de gouvernement. Il ne voyait, disait-il, que le général Hédoüville qui convint pour être le président de la nouvelle république. La confiance manquait d'adresse. Le nom d'Hédoüville cachait celui de Barras, à qui un regard de Bonaparte découvrit qu'il était dévigné. Il

quitta Barras, assez irrité de ce que ce directeur avait voulu le jouer, et visita Sieyès, avec lequel il s'accorda bientôt. On convint que celui-ci disposerait le Conseil des Anciens à prendre la résolution qu'autorisait la Constitution; et que Bonaparte se chargerait d'appuyer au besoin, par les troupes, la décision de ce Conseil. Les deux conspirateurs arrêtèrent que l'entreprise serait exécutée du 15 au 20 brumaire, c'est-à-dire du 6 au 11 novembre 1799. Le lendemain matin, Bonaparte vit arriver Barras, qui, averti par ses amis de l'inconvenance de ses paroles de la veille, et de la maturité des événements, s'excusa en témoignant le désir de n'être pas oublié dans les nouveaux projets, et finit par se mettre à la disposition du seul homme, disait-il, qui pût sauver la France. Il était difficile d'abdiquer avec plus de franchise. Bonaparte se montra moins confiant que Barras : il alléguait les soins qu'exigeait sa santé, et le besoin d'un long repos. On remarqua depuis ce moment que Sieyès prenait des leçons d'équitation. Cette nouvelle amusa la capitale, et surtout Barras, qui s'égayait chaque jour aux dépens de son collègue.

La garnison de Paris, dont une partie avait servi en Italie, et dont l'autre avait marché sous les ordres de Bonaparte au 13 vendémiaire, ainsi que les quarante-huit adjudans et les chefs de la garde nationale nommés par lui après cette journée, en sa qualité de général en chef de l'armée de l'intérieur, eurent une bonne partie de l'état-major de la place, avaient voulu être présentés au vainqueur de l'Égypte dès son arrivée à Paris; trois régimens de dragons, surtout, désiraient avec ardeur qu'il les passât en revue. Le général les remettait de jour en jour, dans la crainte d'affecter la popularité militaire, et d'éveiller les soupçons du ministre de la guerre Dubois de Crancé, son ennemi personnel et la créature du *Manté* : mais, le 13, dans une dernière conférence entre Bonaparte et Sieyès, l'exécution de la révolution méditée ayant été définitivement fixée au 18 brumaire (9 novembre), les officiers de la garnison furent convoqués à sept heures du matin, pour le 18, au domicile du général. Quant aux troupes, les généraux Murat, Lannes, Leclerc, beau-frère de Bonaparte, et les colonels, tels que Sébastiani, qui commandait le 5^e de dragons, se chargèrent de disposer leurs officiers à marcher sous le nouveau drapeau. Chaque régiment connut, dans la nuit du 17 au 18, son ordre de mouvement; les chefs seuls étaient dans la confiance de l'objet de ce mouvement. Bonaparte avait fait appeler Sébastiani, son ami et son compatriote, et, après lui avoir confié les projets du lendemain, lui dit de s'assurer de son régiment, et de le diviser en deux parties, dont six cents hommes à pied prendaient po-

sition, le 18, à six heures du matin, dans la rue Royale, sur la place Louis XV, sans pouvoir communiquer avec qui que ce fût. Sébastiani devait ensuite se rendre chez Bonaparte avec quatre cents chevaux, occuper les avenues de sa maison jusqu'à la rue du Mont-Blanc, et donner pour consigne à ses vélottes de laisser entrer tous les militaires qui se présenteraient, mais de ne permettre à personne de sortir. Ces ordres furent exécutés. Le chef d'escadron Letort eut le commandement des dragons à pied; le chef d'escadron Manpetit, celui des dragons à cheval. A six heures du matin, le 18, ces deux troupes étaient à leur destination.

Le ministre de la guerre, Dubois de Crancé, n'avait pu ignorer le mouvement militaire qui s'opérait depuis quelques jours dans les casernes et parmi les officiers, en faveur du général Bonaparte; il eut des preuves certaines du complot formé d'enlever la garnison de Paris et de l'employer à une révolution contre le gouvernement. Il alla au Luxembourg, le 17, en donna avis à Gohier, président du Directoire, et lui proposa de faire arrêter le général Bonaparte, le lendemain, au milieu de l'exécution de son projet. Mais les directeurs, qui se reposaient sur les rapports de Fouché et sur les sentimens que Bonaparte leur avait témoignés constamment depuis son retour, Gohier surtout, que Bonaparte méuagait le plus, parce qu'il craignait davantage son influence républicaine, se récrièrent contre le dessein du ministre, et restèrent dans l'ignorance complète de ce qui se passait sur la rive droite de la Seine. Cependant Dubois de Crancé, ne voulant pas être pris tout-à-fait au dépourvu, dans le cas où le Directoire se réveillerait, avait consigné toutes les troupes dans leurs casernes. Le colonel Sébastiani reçut, le 18, à cinq heures du matin, l'ordre de se rendre au ministère, comme il montait à cheval, avec ses dragons. Sébastiani mit l'ordre dans sa poche, et arriva avec ses quatre cents chevaux à l'hôtel Bonaparte. Le général l'envoya inviter ses officiers à déjeuner. En chemin, Sébastiani rencontra, dans la longue et étroite avenue qui conduit à la maison de Bonaparte, le général Lefebvre en voiture; ce général était commandant de Paris; il demanda avec sévérité au colonel en vertu de quelle autorité il était à la tête de son régiment. « Le général Bonaparte vous le dira », répondit Sébastiani. Lefebvre ordonna à son cocher de sortir et de le ramener chez lui. Alors Sébastiani fit connaître sa consigne et engagea Lefebvre à entrer chez Bonaparte pour s'entendre avec lui. Lefebvre, voyant l'impossibilité de faire tourner sa voiture dans l'avenue, et de se soustraire à la consigne donnée, se décida à suivre le conseil de Sébastiani. En arrivant chez le général Bonaparte, il l'interrogea sur le

mouvement de troupes qui avait lieu d'après ses ordres, et lui fit de violents reproches. Quand il eut fini, Bonaparte lui dit froidement : « Général Le-fevre, vous êtes une des colonnes de la république ; je vax la sauver aujourd'hui avec vous, et la « délivrer des avocats qui perdent notre belle France. « Voilà pourquoi je vous ai engagé à venir chez moi « ce matin. — Les avocats l répondit le général Le-fevre, oui, vous avez raison, il faut les chasser. « Vous pouvez compter sur moi. » Ainsi se termina cette aventure qui pouvait amener des suites sérieuses. On sent combien il importait à Bonaparte d'avoir pour lui et avec lui le commandant de Paris. Bientôt après se présentèrent en foule tons les généraux et officiers qui, depuis quelques jours, s'étaient déclarés les partisans de l'adversaire du Directoire. Dans ce nombre on remarquait Moreau, qui se livra tout entier à Bonaparte. Celui-ci craignait Bernadotte, le chef le plus dangereux du parti du *Manège*, et depuis quelque temps plus que suspect au Directoire, qui deux mois auparavant lui avait retiré le portefeuille de la guerre. Ce général, à l'époque du 18 fructidor, où il commandait une division de l'armée d'Italie, avait publiquement désapprouvé la protection que Bonaparte et son armée donnèrent à cette révolution. Le matin, sur l'invitation de ce général, Bernadotte s'était rendu chez lui ; une conversation très vive eut lieu entre eux : Bernadotte refusa de coopérer au changement politique dont il recevait la confiance. Il sortit de cet entretien, après avoir promis de rester neutre : cet engagement ne l'obligeait probablement que pour la journée, comme on le verra. Satisfait d'avoir paralysé, pour le moment, un homme qui pouvait au moins contrarier ses projets, Bonaparte, incapable de rien négliger, voulut aussi s'assurer du président du Directoire, et l'engagea à dîner pour le jour même de l'événement. Mais cette précaution ne lui parut pas encore suffisante, et afin de n'éprouver de la part de Gohier aucune résistance aussitôt que la décision du Conseil des Anciens serait connue, il avait aussi fait adresser par madame Bonaparte, et porter par son fils Eugène, au directeur et à son épouse, une invitation pressante à déjeuner pour huit heures du matin. Gohier, en homme qui s'avise un peu tard, se contenta d'envoyer sa femme. Cependant, à l'insu du Directoire, dont l'inerté et la confiance sommeillaient au Luxembourg, dès cinq heures une convocation extraordinaire avait été faite aux membres du Conseil des Anciens qui trempaient dans la conjuration. Déjà le général Bonaparte se trouvait entouré de la presque totalité des militaires de Paris, lorsque le député Cornet vint lui apporter le décret qui mettait l'armée à sa disposition, et ordonnait la translation

des deux Conseils à Saint-Cloud. Il faut rendre à chacun ce qui lui appartient : il n'est douteux pour aucun homme témoin de ce grand drame que sans le décret du Conseil des Anciens, le général Bonaparte ne pouvait exécuter ses projets, ni changer la forme du gouvernement en vingt-quatre heures, sans se jeter dans les hasards tumultueux d'une révolution, au milieu de la capitale. Ce décret ne légitimait pas, mais il autorisait ce qui allait avoir lieu militairement. Le centre, le foyer, l'indispensable appui de la conspiration, était dans le Conseil des Anciens.

Fouché, qu'on n'avait point admis à diriger les fils de la trame, s'en dédommageait en faisant espionner les deux partis : il sut le premier que Gohier avait rejeté les avis de Dnbois de Granéc, et se targua de cette révélation auprès de Bonaparte ; il sut le premier aussi que le décret des Anciens était rendu, et se hâta d'en informer le général avant l'arrivée de Cornet, leur président. Alors, ne pouvant retenir son zèle, on plutôt saisissant, pour en recueillir les fruits, l'occasion de le faire éclater, il avoua au général qu'il avait ordonné de fermer les barrières de Paris, et d'arrêter le départ des courriers et diligences. Fouché n'était pas encore corrigé des moyens révolutionnaires, et sentait toujours son école. Bonaparte se contenta de lui répondre : « Vous voyez, « par l'affluence des citoyens et des braves qui « m'entourent, que je n'agis qu'avec la nation et « pour la nation. Je saurai faire respecter le décret « du Conseil et assurer la tranquillité publique. » Fouché sortit de chez le général pour publier une proclamation qu'il tenait toute prête en faveur de la nouvelle révolution, et se rendit ensuite au Luxembourg, afin d'avertir le Directoire de la résolution du Conseil des Anciens. Le président Gohier le reçut comme il le méritait. Quel besoin Fouché, engagé comme il l'était, avait-il de se présenter aux directeurs, quand il n'avait pas cessé, depuis le retour du général Bonaparte, d'employer sa police à les trahir ? Voici la raison de cette conduite : l'affaire n'était pas encore terminée ; il osa dire au président que les rapports ne lui avaient pas manqué ; mais ces rapports étaient évidemment faux, puisque ce ministre infidèle travaillait contre le Directoire. Il ajouta : « *N'est-ce pas du sein même du Directoire que le coup est parti ? Sieyès et Roger-Ducos sont à la commission des Anciens. — La majorité est ici, lui répondit froidement Gohier ; et si le Directoire a des ordres à donner, il en chargera des hommes plus dignes de sa confiance.* »

Gohier avait raison de parler ainsi à Fouché, mais il avait le tort, dans ces circonstances, de s'être montré, comme ses collègues, un si médiocre con-

spirateur après avoir été un si faible gouvernant. Il ne pouvait ignorer que Bonaparte était venu pour prendre part aux affaires; en effet, comme le dit Fouché, le général avait demandé à Gobier de le faire admettre au Directoire, et Gobier ne refusa de coopérer à cette innovation qu'en alléguant l'âge prescrit par la Constitution. Le fait est qu'il ne se trouvait d'hommes capables dans cette révolution que ceux qui l'exécutaient; et qu'un gouvernement déclaré vacant dans sa propre capitale, par la majorité des habitans et par ses troupes, et qui comptait parmi ses ennemis Bonaparte, Moreau, Talleyrand, Fouché, Cambacérés et les hommes les plus puissans et les plus distingués du temps, n'avait aucun moyen de salut, et devenait ridicule dans sa chute, qui était le secret de toute la population depuis quinze jours.

Pendant le président Cornet venait de donner lecture au général Bonaparte, en présence de tous les militaires qui remplissaient son hôtel, du décret suivant : « Le Conseil des Anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la Constitution, déclare ce qui suit : 1° Le Corps-Législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud. Les deux Conseils y siègeront dans les deux ailes du palais. 2° Ils y seront rendus demain, 1^{er} brumaire, à midi. 3° Toute continuation de fonctions de délibération est interdite ailleurs avant ce terme. 4° Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret; il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. Le général commandant la 17^e division, la garde du Corps-Législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent dans la commune de Paris et dans l'arrondissement constitutionnel et dans toute l'étendue de la 17^e division, sont mis immédiatement sous ses ordres et tenus de le reconnaître en cette qualité. Tous les citoyens lui prêteront main-forte à la première réquisition. 5° Le général Bonaparte est appelé dans le sein du Conseil, pour y recevoir une expédition du présent décret et prêter serment; il se concertera avec les commissions des inspecteurs des deux Conseils. 6° Le présent décret sera transmis par un message au conseil des Cinq-Cents et au Directoire exécutif; il sera imprimé, affiché, promulgué et envoyé dans toutes les communes de la république par des courriers extraordinaires. »

Tel fut le premier manifeste de la révolution convenu entre Bonaparte et Sieyès, dans la conférence du 13, et dont le Conseil des Anciens se rendait l'organe et l'instrument.

Après cette lecture, Bonaparte ordonna aux quarante-huit adjudans de faire battre la générale, et

de proclamer le décret dans tous les quartiers de Paris; ensuite il monta à cheval, suivi des généraux, des officiers et des dragons de Sébastiani, entra par le Pont-Tournant aux Tuileries, où il vit venir au-devant de lui la garde du Conseil des Anciens, qui l'attendait en bataille sur la terrasse de l'eau; ce fut avec ce cortège qu'il arriva au palais, au milieu des acclamations des soldats et de la population que la nouveauté de ce spectacle avait attirée. Introduit dans la salle des séances avec son état-major : « Citoyens, dit-il, la république périsait; vous l'avez su, et votre décret vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre! Je les arrêterai, aidé des généraux Berthier, Lefebvre et de tous mes compagnons d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples qui pourraient retarder votre marche. Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle; rien dans la fin du dix-huitième siècle ne ressemble au moment actuel. Votre sagesse a rendu ce décret, vos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une république fondée sur la vraie liberté, sur la liberté civile, sur la représentation nationale; nous l'aurons. Je le jure. Je le jure en mon nom et en celui des mes compagnons d'armes. »

Bonaparte reçut les félicitations et les encouragemens des membres présents du conseil des Anciens.

Le président Cornet avait habilement composé une majorité pendant la nuit précédente.

Cette manière d'octroyer la liberté fut bientôt légalisée par les forces militaires que le Conseil venait de mettre à la disposition du dictateur. Il alla passer dans le Carrousel la revue des troupes, et il les harangua par cette proclamation envoyée ensuite aux armées : « Soldats! le décret extraordinaire du Conseil des Anciens est conforme aux articles 102 et 103 de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le commandement de la ville et de l'armée. Je l'ai accepté pour secourir les mesures qu'il va prendre et qui sont toutes en faveur du peuple. La république est mal gouvernée depuis deux ans. Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux; vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que je remplis. Vous remplirez les vôtres et vous secourrez votre général avec l'énergie, la fermeté et la confiance que j'ai toujours vues en vous. La liberté, la victoire et la paix, replaceront la république française au rang qu'elle occupait en Europe, et que l'incertitude ou la trahison a pu seule lui faire perdre. *Vive la république!* » Les troupes répondirent avec des cris unanimes de *Vive Bonaparte! vive la république!* Alors Augereau se pré-

senta à Bonaparte et lui dit : « Comment, général, « vous avez voulu faire quelque chose pour la patrie, « et vous n'avez pas appelé Augereau ? » Un mot de Bonaparte dut prouver à ce général qu'on ne craignait ni ne désirait rien de lui. Le héros du Directoire au 18 fructidor ne pouvait être l'homme de Bonaparte au 18 brumaire; et d'ailleurs celui-ci n'avait pas oublié qu'Augereau était l'un des chefs les plus ardents de la société du *Manège*. L'impulsion des conversions avait été imprimée aux militaires par le général Moreau, qui ne partageait pas cependant les principes révolutionnaires d'Augereau.

Dix mille hommes stationnèrent aux Tuileries, sous les ordres du général Lefebvre. Le commandement du Luxembourg passa à Moreau, qui s'était offert au général Bonaparte en qualité d'aide-de-camp; Bonaparte accepta ses services, et saisit peut-être l'occasion de le compromettre. Lannes eut le commandement de la garde du Corps-Législatif; celui de l'artillerie et de l'École-Militaire fut donné à Marmont; celui des Invalides, au général Berruyer; celui de Paris, au général Morand; celui de Versailles, au général Maedonald; celui de Saint-Cloud, au général Murat, chargé d'occuper militairement cette commune. Le général Serrurier tenait la réserve du hameau du Point-du-Jour. Le général Andréossi fut nommé chef d'état-major; il avait sous lui les adjudans-généraux Caffarelli et Boncet. Le général Lefebvre conserva la 17^e division militaire.

Le Directoire n'apprit ces événemens qu'entre dix et onze heures du matin, tandis que tout Paris en était instruit depuis plus de deux heures. Il se vit tout à coup, par une métamorphose étrange, sans pouvoir, sans gardes, sans relations avec les Conseils, avec le général en chef et avec l'armée. Une heure auparavant Sieyès, bien au courant de toute cette affaire, était tranquillement, et comme à l'ordinaire, monté à cheval sous les yeux de Barras, qui se moquait de l'inhabileté du nouvel écuyer, tandis que celui-ci partait au pas pour se rendre, par la rue du Bac, au Conseil des Anciens; Roger-Ducos y vint à pied un peu plus tard. Cependant Barras, Gohier et Moulins, croyant toujours représenter la république, firent appeler le général Lefebvre : il leur répondit par le décret qui le mettait, lui et la force armée, à la disposition du général Bonaparte. Les directeurs protestèrent d'abord avec violence contre le décret du Conseil des Anciens; mais Barras, endoctriné par Bruix et par Talleyrand, comprit bien que le règne du Directoire était fini, et ôta la majorité à ses collègues en donnant secrètement sa démission. Aussitôt qu'il reconnut la résolution des Anciens, il envoya aux Tuileries

son secrétaire Bottot à Bonaparte. Bottot trouva le général dans la salle des inspecteurs du Conseil; et au moment où il se mettait en devoir de remplir la mission dont il était chargé, Bonaparte lui dit : « Annotez à votre Barras que je ne veux plus entendre parler de lui. » Puis, élevant la voix, il prononça ainsi l'arrêt des directeurs, comme s'ils eussent été présents : « Qu'avez-vous fait de cette France que je vous ai laissée si florissante? Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre. Je vous ai laissé des victoires, et j'ai retrouvé des revers. Je vous ai laissé les millions de l'Italie, et j'ai retrouvé partout des lois spoliatrices et la misère. Qu'avez-vous fait de cent mille Français que je connaissais, tous mes compagnons de gloire? Ils sont morts! Cet état de choses ne peut durer : avant trois ans il nous mènerait au despotisme. Mais nous voulons la république, la république assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance politique. Avec une bonne administration, tous les individus oublieront les factions dont on les fit membres pour leur permettre d'être Français. Il est temps enfin que l'on rende aux défenseurs de la patrie la confiance à laquelle ils ont tant de droits. A entendre quelques factieux, bientôt nous serions tous les ennemis de la république, nous qui l'avons affirmée par nos travaux et notre courage! Nous ne voulons pas de gens plus patriotes que les braves qui ont été mutilés au service de la patrie. » Cette dernière phrase annonçait suffisamment sous quel drapeau la liberté devait marcher.

Dubois de Crancé proposa encore aux Directeurs Gohier et Moulins d'arrêter Bonaparte sur le chemin même de Saint-Cloud; mais le président Gohier lui répondit : « Comment voulez-vous qu'il fasse une révolution à Saint-Cloud, puisque je tiens ici les sceaux de la république? » Alors Gohier et son collègue Moulins se firent conduire aux Tuileries, à la salle de la commission des inspecteurs des deux Conseils; là ils refusèrent leur adhésion. Gohier eut alors courageusement une explication très vive avec Bonaparte, qui termina brusquement l'entretien par ces mots : « La république est en péril, il faut la sauver, je le veux. » Dans le même moment, on annonça que Sauterre, parent de Moulins, rentrait le faubourg Saint-Antoine. « S'il bouge, dit Bonaparte à Moulins, je le ferai tuer. » Les deux directeurs, ne sachant plus que devenir, et n'étant plus rien dans l'état, par suite de la démission de Barras, retournèrent au Luxembourg, on ne sait pourquoi. Ils y furent bientôt investis par le général Moreau, qui exécuta les ordres dont il était chargé, avec un zèle que l'on n'aurait pas dû attendre d'un républicain aussi sincère en apparence. Il

pouvait rester témoin comme tant d'autres généraux; mais il voulut être acteur, et dès-lors l'opinion se déclara contre lui. Quoique consignés et tenus en chartre privée par ce général, Gobier et Moulins trouvèrent aisément le moyen de quitter l'ex-palais directorial dans la soirée : c'était ce que l'on désirait. Quant à Barras, il eonçut de telles alarmes de sa position, qu'il demanda un passeport pour Grosbois, avec une escorte. Il obtint l'un et l'autre, et partit comme un prisonnier. Ainsi finit le Directoire, et l'on n'y pensa plus. Les événements du lendemain offraient bien plus d'importance que la chute de ce faible gouvernement, car ils intéressaient au premier degré la cause de la liberté, que personne dans Paris n'eut l'intention de confondre avec celle du Directoire. Cette première journée ne fut que la journée des dupes.

Dans la nuit, il se tint à Paris des conciliabules; une partie même des membres des Anciens, qui avaient voté le décret du matin, s'effrayèrent de ses conséquences probables, par les effets qu'il avait déjà produits. Ils commencèrent un peu tard à s'apercevoir qu'ils venaient de créer un dictateur : on essaya même chez le député orse Salicetti, autour duquel s'étaient rassemblés de dangereux ennemis, d'organiser un plan de résistance, et d'opposer au général Bonaparte le général Bernadotte, à qui le commandement de la garde du Conseil des Cinq-Cents serait donné le lendemain, en représailles de la conduite du Conseil des Anciens, qui avait confié le commandement de sa garde au général Bonaparte : Bernadotte accepta un si dangereux emploi. Il ne savait pas que Bonaparte, toujours prévoyant, avait déjà placé dans ce poste important un homme dévoué à sa cause. Bernadotte attendait chez lui, le 19, l'avis de sa nomination par le Conseil des Cinq-Cents. Il avait revêtu son uniforme; ses aides-de-camp se trouvaient auprès de lui; ses chevaux étaient sellés et dans sa cour. Après quelques heures d'impatience, Chiappe, autre député orse, arriva et lui dit que, tout étant fini, il n'avait rien de mieux à faire que de se rendre auprès du vainqueur. En effet, tout servit la fortune de Bonaparte; car Salicetti avait été tellement effrayé du projet des mécontents, qu'il s'était hâté d'aller le dénoncer lui-même; Bonaparte, par une réponse sévère, avait reçu, comme il convenait, cette lâche confidence.

Dans la même nuit aussi, les auteurs de la nouvelle révolution s'étaient concertés pour maîtriser le lendemain les deux Conseils.

Parmi les Anciens figuraient Regnier, Cornudet, Fargues et Lemercier; dans les Cinq-Cents paraissaient Lucien Bonaparte, alors président, Boulay de la Meurthe, Émile Gaudin, Chazal et Cahanis. Cette

journée pouvait être plus qu'orageuse; et si Bonaparte ne triomphait pas d'une manière quelconque des adversaires qui le menaçaient, son parti et sa personne se trouvaient tout à coup entre la fatalité d'une guerre civile et la responsabilité d'un complot contre l'État. Sieyès, trop certain de la violence de l'opposition qui devait particulièrement s'élever dans le Conseil des Cinq-Cents, avait proposé au général Bonaparte une quarantaine d'arrestations dont il donna la liste. Mais Bonaparte répliqua qu'il n'y aurait point de lutte. *Nous verrons demain à Saint-Cloud*, lui dit le politique Sieyès. Fouhé en savait assez par sa police, pour n'être point rassuré. Les débats lui parurent devoir être d'autant plus acharnés, que la majorité des Cinq-Cents était persuadée que Bonaparte voulait substituer le gouvernement militaire à la Constitution. Dans les Conseils, le gouvernement directorial avait des adversaires très nombreux; mais ils ne tendaient qu'à un changement partiel dans les directeurs. Paris était dans l'attente d'un grand événement; dès la matinée du 19, la route de Saint-Cloud fut inondée d'une foule de curieux. Le passage des membres des deux Conseils, des militaires, du général Bonaparte et des troupes qu'il venait de haranguer au Champ-de-Mars, couvrit bientôt les avenues de cette commune; Murat les occupait déjà depuis la veille. On vit passer aussi l'ex-directeur Sieyès, dont la présence était nécessaire à Saint-Cloud pour maintenir les dispositions de la majorité des Anciens. Un prudece particulière l'engagea à se faire mettre en surveillance par le général Bonaparte, dès son arrivée sur le nouveau champ de bataille que sa politique avait fait choisir. En cas de défaite, il lui restait l'attitude d'un otage de sa propre conspiration. Une voiture à quatre chevaux devait le soustraire aux premiers coups de la vengeance des vainqueurs. Le Conseil des Anciens ne songeait pas sans crainte à sa résolution de la veille. Les principes, il faut le dire, étaient du côté de l'opposition. Sa majorité se serait ralliée sans aucun doute au décret qui venait de mettre la fortune publique entre les mains de Bonaparte, s'il n'eût été question que d'un nouveau 18 fructidor contre le Directoire. La journée s'annonçait sous les auspices de la peur; mais il y avait ici d'autres desseins qu'on ne voulait pas appuyer.

Les deux Conseils se réunirent, les Cinq-Cents dans l'Orangerie, les Anciens dans la galerie du palais : ceux-là sous la présidence de Lucien, ceux-ci sous celle de Cornuet. Aux Cinq-Cents, Émile Gaudin ouvrit la séance par un discours très habile : il demanda la formation d'une commission chargée de présenter sans délai un rapport sur la situation de la république, et qu'aucune décision ne fût prise

avant de l'avoir entendu. Boulay de la Meurthe, qui devait faire partie de la commission, avait préparé ce rapport pendant la nuit. A peine Gaudin eut-il cessé de parler, que la salle retentit des cris de *écrire la Constitution ! à bas le dictateur !* Delbreil, appuyé par Grandmaison, proposa de jurer la *Constitution ou la mort*. L'assemblée se leva d'enthousiasme, aux cris de *écrire la république !* et le serment fut prêté individuellement. Mais ce serment ne ressembla point à celui du Jeu de Paume ; toutefois aucun des partisans de Bonaparte n'osa se soustraire à la puissante impulsion du serment.

Aux Anciens, la séance offrit moins d'agitation, soit en raison de l'âge des membres de l'assemblée, soit à cause de l'influence bien connue de Bonaparte et de Sieyès, qui partageait ce Conseil. Cependant, malgré la fausse déclaration faite par Lagarde, secrétaire du Directoire, que tous les Directeurs aient donné leur démission, il y eut majorité pour le remplacement des démissionnaires dans les formes voulues par la Constitution. A cet instant, le général Bonaparte, averti du péril, jugea que le moment de paraître était arrivé. Il traversa le salon de Mars, suivi de ses aides-de-camp, et se montra tout à coup dans le Conseil des Anciens. On aura sans doute remarqué que la veille, quand il alla recevoir, dans la séance de ce Conseil, le décret qui le plaçait à la tête des forces de la république, il avait évité de prêter, en sa nouvelle qualité, le serment prescrit.

Aussitôt qu'il fut entré, il improvisa un discours sur les dangers actuels et sur ses propres intentions : « On parle d'un César, dit-il, d'un nouveau Cromwell ; on répand que je veux établir un gouvernement militaire..... Si j'avais voulu usurper l'autorité suprême, je n'aurais pas eu hésité de recevoir cette autorité du Sénat. Plus d'une fois, et dans des circonstances extrêmement favorables, j'ai été appelé par le vœu de la nation, par le vœu de mes camarades, par le vœu de ces soldats qu'on a tant maltraités depuis qu'ils ne sont plus sous mes ordres.... Le Conseil des Anciens est investi d'un grand pouvoir, mais il est encore animé d'un plus grand sagesse : ne consultez qu'elle, prévenez les déchirements ; évitons de perdre ces deux choses pour lesquelles nous avons fait tant de sacrifices, la liberté et l'égalité. » Et la Constitution ? s'écria le député Linglet. « La Constitution ! » reprit Bonaparte avec violence. La Constitution ! osez-vous l'invoquer ! vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial ; vous avez en son nom violé tous les droits du peuple..... Nous fonderons malgré vous la liberté et la république ; aussitôt que les dangers qui m'ont fait conférer des pouvoirs extraordinaires seront passés, j'abdi-

querai ces pouvoirs. — « Et quels sont ces dangers ? lui éria-t-on ; que Bonaparte s'explique ! — « S'il faut s'expliquer tout-à-fait, répondit-il, s'il faut nommer les hommes, je les nommerai. « Je dirai que les directeurs Barras et Moulins m'ont proposé eux-mêmes de renverser le gouvernement. « Je n'ai compté que sur le Conseil des Anciens ; je n'ai point compté sur le Conseil des Cinq-Cents, où se trouvent des hommes qui voudraient nous rendre la Convention, les échafauds, les comités révolutionnaires..... Je vais m'y rendre, et si quelque orateur payé par l'étranger parlait de me mettre hors la loi, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-même. S'il parlait de me mettre hors la loi, j'en appelle à vous, mes braves compagnons d'armes ! à vous, mes braves soldats que j'ai menés tant de fois à la victoire ! à vous, braves défenseurs de la république avec lesquels j'ai partagé tant de périls pour affermir la liberté et l'égalité : je m'en remettrai, mes vrais amis, à votre courage et à ma fortune. » Après cette harangue, dont l'impression ne pouvait être douteuse sur les militaires, le cri de *écrire Bonaparte !* retentit dans toute la salle. Le triomphe de la nouvelle révolution était assuré au Conseil des Anciens. Bonaparte en sortit pour aller essayer la conquête difficile du Conseil des Cinq-Cents.

La plus grande effervescence régnait toujours dans ce Conseil, d'ailleurs si éloigné d'être instruit des projets de Bonaparte, qu'on venait d'y décréter un message au Directoire, qui n'existait plus. La démission du Directeur Barras fut adressée aux Cinq-Cents, par les Anciens, au moment même où un membre faisait la motion de leur demander les motifs de la translation à Saint-Cloud ; et comme l'on discutait la légalité de la démission, Bonaparte entra dans le Conseil avec un peloton de grenadiers. A la vue de Bonaparte et de ses soldats, des imprécations remplirent la salle. « Ici des sabres ! s'écrièrent les députés. Ici des hommes armés ! A bas le dictateur ! A bas le tyran ! Hors la loi le nouveau Cromwell ! — C'est donc pour cela que tu as rompu ! » s'écria Destrem. Bigonnet s'avance, et dit à Bonaparte : « Que faites-vous, téméraire ! Retirez-vous ! Vous violez le sanctuaire des lois ! » Cependant Bonaparte parvint à la tribune malgré la plus ardente opposition ; il veut parler, mais sa voix est étouffée par les cris mille fois répétés : *Vive la Constitution ! Vive la république ! Hors la loi le dictateur !* Plusieurs députés, transportés de fureur, vont à lui ; parmi eux on distinguait le compatriote Aréna, qui lui dit : « Tu seras donc la guerre à ta patrie ! »

Bonaparte eut alors qu'on en voulait à sa vie, et ne put proférer une parole. Aussitôt les grenadiers s'avancent précipitamment jusqu'à la tribune, en

s'écriant : *Sauvons notre général!* et ils l'entraînent hors de la salle. On a parlé depuis de poignards, de soldats blessés, mais l'opinion a fait justice de cette accusation infâme.

Au milieu de cette scène tumultueuse, Lucien, qui préside, s'efforce en vain de défendre son frère en éitant ses nombreux services : il demande qu'il soit rappelé et entendu ; mais il n'obtient d'autre réponse que le vœu de la proscription. Tous les députés se lèvent et s'écrient à la fois : *Hors la loi! Aux voix la mise hors la loi contre le général Bonaparte!*

Lucien même est sommé d'obéir à l'assemblée, et de mettre aux voix la mise hors la loi contre son frère. Indigné, il refuse, abdique la présidence et quitte son fauteuil. Comme il descendait de la tribune, un piquet de grenadiers, envoyés par Bonaparte, paraît et l'enlève. Cependant le général était monté à cheval. Il avait barangué les soldats, et il attendait Lucien pour dissoudre la législature. Celui-ci arrive, monte à cheval à côté de Bonaparte, requiert le concours de la force pour rompre l'assemblée, et s'adresse ainsi aux trompes : « Vous ne reconnaîtrez, leur dit-il, pour législateurs de la France, que ceux qui vont se rendre auprès de moi. Quant à ceux qui resteraient dans l'Orange-rie, que la force les expulse! Ces brigands ne sont plus les représentants du peuple; ce sont les représentants du poignard. » Lucien calomnait le Conseil. Il avait protégé les jours de son frère; il avait rempli un devoir de la nature; il ne pouvait aller plus loin sans crime.

Cependant, d'après l'ordre de Bonaparte, Murat envahit la salle des Cinq-Cents, à la tête des grenadiers, et la fait évacuer de force; les députés se sauvent en désordre par les fenêtres de l'Orangerie, laissant partout, dans leur fuite précipitée, des parties de leur costume. Jamais violation des lois d'un pays ne fut plus manifeste. Mais il s'agissait de la proscription pour Bonaparte et ses partisans; malheureusement la cause que la représentation nationale avait le droit de soutenir, était gâtée par la déconsidération du Directoire, auquel personne ne s'intéressait. Toutefois il résulta, de la nécessité de vaincre ou le dictateur légalement nommé par les Anciens se vit placé, un évènement bien plus grave que toutes les prévisions, la défaite matérielle du parti républicain, dans le sanctuaire de la législature, transformé en champ de bataille, et l'établissement public et forcé de la dictature militaire. Le 19 brumaire fut le complément du 9 thermidor; il détruisit ce qui restait de la Montagne, la société du *Manège*. Ses membres ne formaient, depuis la mort de Robespierre, qu'une exception redoutée, une secte sans popularité, que les bons citoyens se

confondaient pas plus avec les vrais républicains, qu'ils ne confondirent au 18 brumaire le Directoire avec la liberté. Mais du moins, jusqu'au dernier moment, les représentans du peuple ne cédèrent qu'à la contrainte, et ils ne donnèrent point à la France le honteux exemple d'abjurer leur mandat devant les baïonnettes. Cependant, comme leur retour à Paris pouvait exciter quelque fermentation, le secrétaire-général de la police et le commissaire du gouvernement près du bureau central, qui se trouvait à Saint-Cloud, reçurent l'ordre d'aller défendre aux postes des barrières de laisser rentrer un seul député dans la capitale; le ministre Fouclé avait eu la prévoyance de devancer cette mesure.

Après la dispersion des députés, le président Lucien se rend au Conseil des Anciens, où il expose les moyens de composer un nouveau Conseil des Cinq-Cents, en éliminant les membres les plus ardents. La veille, Sieyès avait émis cet avis, et sa prédiction sur l'opposition des Cinq-Cents s'était accomplie. On adopte la proposition de Lucien; on se hâte de rassembler les membres du parti de Bonaparte, qui sont restés dans le palais; et cette minorité ose éléger que le général Bonaparte, les généraux et les soldats, qui viennent de dissoudre par la violence les mandataires fidèles du peuple, ont bien mérité de la patrie.

De ce jour date le premier contrat entre le pouvoir civil et l'armée pour la destruction de la république. Toute pudeur, toute religion du serment, toute vertu publique, étaient foulées aux pieds par les résolutions qui rendirent solennel le parjure d'une partie de la représentation nationale.

Dans la même journée, on promulgue l'acte qui devait servir de base légale à la nouvelle révolution. Par cet acte, le Directoire est aboli; les citoyens Sieyès, Roger-Ducos et Bonaparte forment une commission consulaire exécutive; les deux Conseils sont ajournés, et soixante-deux membres du parti républicain, parmi lesquels on remarque le général Jourdan, sont exclus. Une commission législative de cinquante membres, pris dans les deux Conseils, doit préparer un travail sur la Constitution.

Les Consuls prêtent au Conseil des Anciens le serment accoutumé, à la souveraineté du peuple, à la république une et indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif, dernier hommage rendu à la nation française, qui accepta toutes les garanties du serment, et qui elle-même alors les donna encore.

A cinq heures du matin, le nouveau gouvernement, ainsi établi, quitta Saint-Cloud et alla re-

cueillir au Luxembourg l'héritage du Directoire. Dans la matinée, les trois Consuls s'assemblèrent. « *Qui de nous présidera ?* » dit Sieyès à ses deux collègues. — *Fous voyez bien,* répondit Roger-Ducos, *que c'est le général qui préside.* »

Sieyès avait compté sur un partage du pouvoir entre le général et lui; il croyait que le pouvoir exécutif lui resterait, et que Bonaparte se contenterait de diriger l'armée. Mais à cette première conférence, il fut tellement frappé de la sagesse singulière avec laquelle son collègue traita les plus hautes questions de la politique et de l'administra-

tion, il sentit si profondément l'ascendant inévitable de cet homme extraordinaire, qu'en sortant il dit à MM. de Talleyrand, Cabanis, Roderer, Chazal et Boulay de la Meurthe, conseillers privés du général pour les desseins qu'il venait d'exécuter : « *Je présente, messieurs, nous avons un maître. Il sait tout, il fait tout, et il peut tout.* »

Ainsi se termina la fameuse révolution du 18 brumaire, sans effusion de sang et sans tumulte public, au milieu du peuple alors le plus ardent de l'Europe, et par l'homme le plus impétueux peut-être dont l'histoire fasse mention.



CHAPITRE II.

(Du 12 novembre au 14 décembre 1799.)

COMMISSION CONSULAIRE EXECUTIVE.

Dans leur seconde séance, les Consuls s'occupèrent de la formation du ministère. Bonaparte devait le composer de ses amis, de ceux qui avaient le plus heureusement coopéré à ses projets. Le secrétariat-général de la commission exécutive, place de confiance et de premier ordre, fut donné à M. Maret, qui avait reçu des confidences politiques et des engagements d'amitié du général Bonaparte long-temps avant le départ pour l'Égypte, à l'époque, à jamais mémorable par son importance, où Maret traitait à Lille avec lord Malmesbury, et le vainqueur de l'Italie avec le plénipotentiaire d'Autriche à Léoben. Cette place équivalait à un ministère, et préparait celle de ministre secrétaire d'État. Berthier, chef d'état-major d'Italie et d'Égypte, eut le département de la guerre; il remplaça Dubois de Crancé qui avait voulu faire fusiller Bonaparte. Gaudin obtint les finances. Des antécédens d'intimité et de dévouement devaient être récompensés en lui, Cambacérès, appelé l'un des premiers au conseil privé du général Bonaparte à son retour d'Égypte, l'avait puissamment secondé; il conserva le portefeuille de la justice; l'ingénieur Forfait eut la marine; l'illustre géomètre Laplace, l'intérieur; Talleyrand, les affaires étrangères, sous le nom de Reinhard, nommé temporairement. Talleyrand, un des principaux chefs de la conspiration, l'avait servi comme une affaire personnelle. Sieyès proposait Alquier pour la police générale; mais Bonaparte, par une fatale résolution, préféra Fouché, qui, en cette même qualité, avait si aduacement servi le Directoire. Le ministère tirait une grande force de sa composition; il ralliait au consul une foule d'opinions

opposées entre elles, et commença cette fusion qui devait confondre toutes les nuances de l'ancienne loi dans la nouvelle, et présenter un asile même aux ennemis de la révolution française. Entraîné par la crainte, passion malheureuse et constante de son cœur, Sieyès penchait encore pour les proscriptions. Ce Nestor de la liberté demanda la déportation sans jugement de cinquante-neuf citoyens, tant dans les déserts dévorans de la Guyane que sur la plage insalubre de l'île d'Oléron. Quoique aussi impolitique qu'injuste, ce décret fut rendu; le consul Bonaparte, mieux inspiré, en arrêta l'exécution. Dans cette conduite de Sieyès on cherche ce législateur profond, ce sage dont l'absence paraissait une calamité publique au plus éloquent orateur de l'Assemblée constituante: le règne du prétendu Solon, improvisé par l'enthousiasme de Mirabeau, ne devait pas être de longue durée.

Le lendemain de la proposition de Sieyès, deux décrets, révolutionnaires dans la forme, mais dictés par la raison, révoquèrent les odieuses lois des otages et de l'emprunt forcé. Ces deux décrets attachèrent l'opinion au général consul, car on ne voyait que lui; pour la France, il était le premier ou plutôt le seul. La supériorité, comme l'indépendance, appartenait à sa nature et à sa destinée; l'Italie, l'Égypte, avaient prouvé cette double vocation; le consulat la fit éclater encore davantage. Jamais plus belle magistrature n'honora un grand citoyen. Cette haute dignité semblait créée subitement pour marquer à la fois et le résultat et le terme de la révolution. Le peuple français, si heureux quand il jouit, si peu malheureux quand il souffre, se lança

avec impétuosité dans la carrière de l'espérance, et devint, sans le savoir, le principal mobile de la puissance secrète qui fermentait sous les insignes de la liberté. Tout concourait, dans cette phase si mémorable de notre régénération, à séduire, à consoler, à exalter l'opinion. Le costume antique des directeurs et des députés fut remplacé par l'habit national. Des noms chers à nos armes reparurent à la tête de nos soldats. Morceau eut l'armée du Rhin et du Danube, Masséna celle d'Italie. Un négociateur partit pour traiter à Londres de l'échange de nos prisonniers, si long-temps et si lâchement abandonnés par le Directoire dans les prisons d'Angleterre. Bonaparte réclama l'accomplissement de son traité de Malte, en rappelant tous les chevaliers de l'ordre nés en France. Il fit donner au fort Lamalgue, à Toulon, le nom de *Fort Joubert*. Des hommes de la révolution, tels que Roederer, demandèrent courageusement dans leurs écrits la clôture de la liste des émigrés, et contribuèrent ainsi à la nomination d'une commission chargée du travail des radiations. Les naufragés de Calais, détenus depuis quatre ans dans les cachots, se virent enfin rendus à la société. Fouché, ministre de la police, Fouché suivit le mouvement imprimé par le consul; il changea ses bureaux et laissa extérieurement dans l'oubli toutes ses amitiés révolutionnaires. Bonaparte alla en personne au Temple, pour mettre en liberté les otages, qu'il appela, ainsi que les réquisitionnaires et les conscrits, au partage du bienfait d'une amnistie générale. La balance succéda au niveau sur le sceau de l'État; c'était substituer la justice à l'oppression. Le nouveau système des finances jeta en même temps les fondemens de ce crédit que les plus fortes commotions de l'ordre social ne devaient plus ébranler. On peut dire que Bonaparte tira la création du néant : en effet, il avait fallu que les fournisseurs Collot, Séguin, Ouvrard, Récamier, Vanlerberg, prêtassent deux millions pour faire face aux dépenses de la journée du 18 brumaire. Le trésor était vide et l'état accablé de dettes.

En même temps, l'École Polytechnique, formée par la convention le 21 mars 1795, recevait aussi une organisation nouvelle. Dans l'origine, l'enseignement se divisait en deux branches principales : 1^o les sciences mathématiques, comprenant l'analyse avec les applications à la géométrie, à la mécanique et à la géométrie descriptive; 2^o les sciences physiques, renfermant la physique générale et la chimie. La Convention semblait n'avoir voulu que des savans : le premier Consul veut des savans militaires et administrateurs; et indépendamment des études établies dans la grande école ouverte sous les auspices de Monge, de Berthollet, de Prieur de la Côte-d'Or, les élèves seront soumis à d'autres cours

d'application pour l'artillerie de terre et de mer, pour le génie militaire, pour les ponts et chaussées, pour la construction des vaisseaux et bâtimens de la marine, pour les mines, et pour la carrière des ingénieurs-géographes. Bonaparte avait deviné ce qu'on pouvait faire de la jeunesse française : il parvint à lui donner un esprit sérieux et méditatif, par la nouvelle discipline polytechnique et par celle qui depuis devint la règle des écoles militaires et civiles, dont les conseillers d'État étaient les instituteurs, et d'où sortirent tant d'hommes distingués dans la connaissance de l'administration civile, financière, judiciaire et commerciale. La base de la prospérité de l'époque que je vais retracer fut toute mathématique. Cette alliance d'un mouvement extraordinaire à une étude profonde lui imprime un caractère d'originalité qui mérite l'observation des contemporains.

Enfin, pour consacrer à jamais le consulat, et achever de conquérir aux yeux de l'univers toute la renommée d'un grand homme, maître de la destinée de son pays, Bonaparte mit sous sa direction immédiate une commission composée des plus habiles jurisconsultes, chargés d'édifier le monument européen de nos lois civiles. Dans le choix des hommes qui devaient l'élever, on prit date de l'ère actuelle; on ne consulta que les talens; les opinions ne furent point considérées; et le défenseur de Louis XVI, Tronchet, vint s'asseoir à côté du conventionnel Merlin, pour l'enfantement de notre législation. Ainsi le premier capitaine de la France, le chef et l'auteur de sa régénération, s'assurait des droits éternels à la reconnaissance nationale par ce code qui, à lui seul, doit l'immortaliser. La gloire de César et celle de Justinien se sont placées sur le front de l'heureux Bonaparte, et la grandeur salulaire des institutions semble justifier la violence du coup d'État du 18 brumaire. Il ne manquait plus au guerrier législateur que d'être aussi le fondateur d'un système politique.

Cependant les deux commissions législatives, tirées des deux Conseils, se réunissent au palais du Luxembourg, pour conférer en présence des Consuls sur un plan de constitution. Sieyès n'avait pris part à la conspiration avec le général Bonaparte que dans l'espoir d'établir une forme de gouvernement qui était son propre ouvrage. Il développa successivement ses théories aux yeux de ses collègues; ses bases obtinrent l'assentiment général. Les voici : Un tribunal de cent membres qui discutait les lois; un corps-législatif plus nombreux qui les rejetait ou les admettait par vote individuel et sans discussion; enfin un état de vie, avec le droit et le devoir de conserver la constitution et les lois. Le gouvernement avait l'initiative des lois et choisiss-

sait son conseil d'État, à qui les réglemens de l'administration publique étaient confiés. Restait à décider une chose très importante pour le général Bonaparte, la question de la composition du gouvernement : jusque-là il n'avait fait presque aucune objection. Enfin Sieyès proposa un grand-électeur à vie nommé par le Sénat, et nommant lui-même deux consuls; celui de la paix et celui de la guerre. Le grand-électeur devait habiter Versailles, avoir six millions de revenu et une garde de trois mille hommes. Il était révocable par le Sénat, qui avait la faculté de l'absorber sans en donner les motifs. Le général Bonaparte n'oublia pas cette dernière disposition.

Quant à la création du grand électeur, il ne fut pas douteux pour personne que Sieyès s'était réservé cette place, qu'il se croyait sûr d'emporter à l'aide de son crédit dans le Conseil des Anciens, d'où le Sénat devait sortir presque en entier. Alors il eût déferé à Bonaparte le consulat de la guerre, à Roger-Ducos celui de la paix : plus tard, il eût fait absorber par le Sénat les deux consuls, au premier mécontentement, et il aurait régné. Étrange illusion de la part d'un homme qui n'avait pu se passer du bras de Bonaparte pour renverser le Directoire, et qui, bien au courant des relations hantaines de ce général avec le Directoire pendant et depuis la guerre d'Italie, ne devait pas s'aveugler au point de penser que, devenu consul militaire et maître d'une armée de cinq cent mille soldats, Bonaparte consentirait un seul moment à être le second dans sa patrie. Le sage Sieyès aurait dû prévoir, dès le début de cette affaire, qu'il était dans la volonté de ce génie d'être le premier pouvoir en France, et de finir par être le seul.

Bonaparte vit d'un coup d'œil le but de Sieyès, et d'un trait de plume il biffa le grand-électeur. La délibération, reprise avec chaleur, renversa le plan de Sieyès. On mit alors en avant le projet d'un premier consul, chef suprême de l'État, élisant à tous les emplois, et de deux consuls avec voix consultative seulement. Ce thème, émané du conseil secret du général, rencontra la plus vive opposition de la part d'hommes très influens parmi les politiques qui avaient marqué dans les assemblées : c'étaient Daunou, Chénier, Chazal et Courtois. Ils offrirent à Bonaparte de le nommer généralissime, investi du pouvoir de traiter avec les étrangers et de celui de faire la guerre et la paix. « *Je suis consul*, répondit Bonaparte, *je veux rester à Paris.* » Chénier insista vigoureusement en faveur de la mesure de l'absorption dans le Sénat. « *Cela ne sera pas*, » s'écria Bonaparte. Cette réponse mit fin à la discussion, et la proposition présentée par les amis de Bonaparte fut adoptée avec cette modification, que le

premier consul serait nommé pour dix ans, et rééligible.

De cette manière, le Sénat n'étant pas la première institution, Bonaparte se fit lui-même premier Consul. Sieyès, qui comprit alors que, réduit au second rang, il n'était plus rien, refusa d'être consul en secondeligne; Roger-Ducos le suivait naturellement; d'ailleurs l'on avait déjà pourvu à leur remplacement par Cambacérés, ministre de la justice, et par Lebrun, ancien secrétaire intime du chancelier Maupeou. Les conseils et les lumières du citoyen Lebrun avaient été appréciés par le général Bonaparte dans les rénnions qui eurent lieu pour opérer le 18 brumaire. Sieyès fut le premier absorbé par le Sénat, bospice politique qui devait servir d'asile aux vétérans et aux ambitieux de la révolution. Il reçut la présidence de ce corps, et concourut avec Cambacérés et Lebrun à son organisation. Le premier Consul acheva la ruine politique et la fortune prématurée de Sieyès, en lui faisant décerner, à titre de récompense nationale, la terre de Croasne, du prix d'un million.

Ainsi finit la commission consulaire exécutive, six semaines après son établissement. Alors, pour la dixième fois depuis la chute du trône et en moins de sept années, la nation subit un grand changement dans son état intérieur. Le 31 mai 1795 avait vu tomber les Girondins; le 3 avril 1794, les Cordeliers; le 28 juillet de la même année, le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Le 12 germinal, 1^{er} avril 1793, Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes et Vadier, condamnés à la déportation comme membres de l'ex-comité de salut public, succombèrent, victimes du mouvement révolutionnaire qu'on les accusait d'avoir fait exécuter par les faubourgs contre la Convention, et qui avait échoué. Le 1^{er} prairial, 20 mai de la même année, les Jacobins éprouvèrent une troisième défaite. Le 13 ventôsiembre, 4 octobre, la Convention en péril triompha des sections. Le 18 fructidor, 4 septembre 1797, éclata la première révolution dans le Directoire. Carnot et Barthélemy furent déportés par leurs collègues avec cinquante-trois députés. Les restes de la Convention remportèrent un succès le 30 prairial, 18 juin 1799, qui amena une nouvelle proscription directoriale : Barras et Sieyès bannirent de leur sein Merlin de Douai, La Révellère-Lepaux et Treillard. Le 18 brumaire, 10 novembre même année, Bonaparte vainquit le Directoire, les anarcbistes et les républicains. Enfin, six semaines après, le 24 décembre, les consuls Sieyès et Roger-Ducos durent céder leur place à Cambacérés et à Lebrun.

La nation se reposait enfin de tant de commotions, dont aucune ne lui avait été heureuse, dans celle

qui commença le 18 brumaire et qu'acheva le 19. La mutation de Sieyès et de Roger-Ducos ne lui parut que ce qu'elle était en effet, un arrangement domestique. Elle ne regardait, elle ne voulait regarder alors, elle ne regarda jusqu'à la fin du consulat, que celui qui commandait et qui venait de la délivrer de tous les alchimistes révolutionnaires. Les erreurs de la Convention, les guerres civiles du Directoire, sa vicieuse administration, prouvée par l'affreuse pénurie de l'État au 18 brumaire; son mauvais gouvernement, attesté par la situation de la république, situation presque désespérée, malgré les victoires de Brune et de Masséna, avaient amené

violamment et malgré elle la France à désirer le pouvoir d'un seul; mais elle restait en même temps toute républicaine. Elle avait, dans sa conscience, adopté le système d'un État démocratique sous un président perpétuel, et elle n'accueillit Bonaparte avec tant d'ivresse que parce qu'elle eut vu en lui son grand magistrat, le défenseur naturel des institutions patriotiques, pour lesquelles elle avait répandu des flots de sang sur les échafauds et sur les champs de bataille. Elle voulait survivre tout entière à ses calamités, et se continuer nation libre sous le protectorat de celui qui avait enrichi de tant de lauriers l'autel de la patrie.

LIVRE SIXIÈME.

Gouvernement Consulaire.

CHAPITRE PREMIER.

(1800.)

CONSTITUTION DE L'AN VIII.

La Constitution de l'an VIII ferme le XVIII^e siècle, et Bonaparte va régner. L'œuvre de notre nouvelle organisation sociale est complétée par un conseil d'État, sous la présidence du premier Consul, qui, par une brusque innovation, place son nom à la tête des actes du gouvernement. Ce conseil d'autant plus dévoué à Bonaparte que lui seul peut le révoquer, forme une exception dans l'ordre politique, et prépare un autre temps. On cherche vainement dans la charte consulaire les titres primitifs de la liberté française, les droits de l'homme, les assemblées primaires, l'indépendance de la tribune et celle de la presse. Cette charte fut acceptée comme on l'avait proposée. Bonaparte octroya ce pacte social au nom de la république une et indivisible, pendant qu'il était encore soumis aux suffrages de la nation; mais le premier Consul eut le bonheur d'avoir affaire à un peuple aussi pressé de jouir que son chef. Cette disposition naturelle aux Français fut le grand auxiliaire que Bonaparte avait remarqué à son retour d'Égypte, et qu'il employa avec tant d'habileté pendant quinze ans.

Investi de l'initiative des lois et de leur exécution, de la direction de toute l'administration intérieure,

du droit de faire la paix et la guerre, en un mot de toutes les attributions du pouvoir suprême, le premier Consul hérita dans un jour de la monarchie et de la république; l'une et l'autre servent de base à son gouvernement. Il dispose des choses comme des hommes : le palais du Luxembourg est donné au Sénat; le Palais-Royal au Tribunat; le Palais-Bourbon au Corps-Législatif. Le palais des rois devient le palais des Consuls. La translation du Luxembourg, où ils avaient d'abord siégé, aux Tuileries, forma une brillante cérémonie, dans laquelle se développa tout le luxe de la royauté militaire. En peu de jours, on passa rapidement de la familiarité des sociétés républicaines du Directoire à l'étiquette des réunions du palais des Tuileries. Il y eut des cereles; on alla à la cour chez le premier Consul. Le noble titre de citoyen disparut de la conversation et le négligé fut banni du costume. Chacun faisait son apprentissage, le maître et les courtisans. Jamais on ne vit métamorphose plus complète. Elle s'acheva d'autant plus rapidement, que les formes extérieures s'accordaient avec les habitudes de la nation et surtout avec celles de la capitale. On lisait cependant au-dessus de la porte du palais consu-

laire. « Liberté, Égalité, Fraternité. — République française une et indivisible; » et sur l'un des corps-de-garde du Carrousel, anciennement celui des Gardes-Suisses : « Le 10 août 1792, la royauté fut abolie : elle ne se relèvera jamais. » Tel était le génie de cette époque, si curieuse à observer, que la puissance devait ressembler à l'égalité, et l'obéissance à la liberté.

En s'installant dans la demeure des monarches, Bonaparte remit la monarchie sur la scène; et peut-être alors son secret ne parut-il si bien gardé, que parce qu'il était celui de tout le monde. Aussi, à l'aspect de cette pompe et de ces mœurs renouvelées, la séduction gagna tous les esprits dont les opinions penchaient pour la royauté. Les uns s'appuyaient sur le changement de dynastie en Angleterre; les autres, encore républicains, rappelaient les élections de la Pologne; d'autres enfin, les partisans de la maison de Bourbon, moins nombreux que les premiers et plus que les seconds, virent un Monck en Bonaparte et prirent avec ardeur leurs souvenirs pour des espérances, leurs desirs pour des réalités. En chef vendéen, M. Dandigné, et M. Hyde de Neuville, présentés la nuit au premier Consul, lui avaient proposé de l'assister de tout le parti vendéen et royaliste, s'il voulait rétablir la monarchie; mais Bonaparte leur avait répondu : « J'oublie le passé et j'ouvre un vaste champ à l'avenir. Quiconque marchera droit devant lui sera protégé sans distinction; quiconque s'écartera à droite ou à gauche sera frappé de la foudre. Laissez tous les Vendéens qui veulent se ranger sous le gouvernement national et se placer sous sa protection suivre la grande route qui leur est tracée; car un gouvernement protégé par des étrangers ne sera jamais accepté par la nation française. »

Cependant rien n'échappait ni à l'œil pénétrant ni à l'infatigable activité du premier magistrat de la nation: il créait et il gouvernait à la fois tous les intérêts de la gloire et de la prospérité de la France. La république, reconnue de l'Europe continentale, était en paix avec plusieurs puissances; mais de toutes les légitimations que le gouvernement pouvait recevoir de l'étranger, il n'y en avait pas de plus importante que celle qui serait venue de la Grande-Bretagne. Le premier Consul se décida à aborder la question avec franchise, et s'adressa personnellement et directement au roi d'Angleterre. Le 26 janvier 1800 (3 nivôse an VIII), il écrivit à ce prince :

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la république, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à V. M. La guerre qui de-

puis huit ans ravage les quatre parties du monde doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre? Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires? Ces sentimens ne peuvent pas être étrangers au cœur de V. M., qui gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse. V. M. ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des États faibles, ne décèlent dans les États forts que le désir de se tromper. La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent long-temps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier. »

Le ministre Pitt trancha la négociation en prononçant un arrêt qui ne fut exécuté que douze ans après la mort de son auteur : il déclara que l'Angleterre ne pourrait signer la paix que quand la France serait rentrée dans ses anciennes limites. On ne pouvait faire un plus grand outrage à la nation française, seule arbitre des lois de sa politique, que de repousser ainsi publiquement dans le parlement d'Angleterre la loyale et généreuse démarche de Bonaparte le Victorieux; c'était imposer un joug insupportable à la glorieuse république qui faisait trembler l'Europe. « Point de paix avec la France! » avait été le mot de lord Chatam. « Dans aucun cas, répétait chaque jour son fils en parlant de Bonaparte, dans aucun cas ne traitez avec cet homme. » Caton avait dit chaque jour au sénat : « Il faut détruire Carthage; » et Carthage, à la fin, succomba. En vain Fox et Sheridan, chefs de l'opposition, soutinrent de tout leur talent et de toute leur énergie la cause de l'humanité. Lord Granville adressa à M. de Talleyrand une lettre évasive, ou plutôt une véritable déclaration de guerre. Alors tout espoir de paix échappa à Bonaparte, contraint désormais de donner à la lutte britannique une nouvelle activité. La France, que l'Angleterre voulait mettre hors de la loi de l'Europe, se leva d'indignation pour combattre la coalition sollicitée par le cabinet de Londres. L'Autriche aussi avait refusé la paix; et la Bavière, mécontente, mais entraînée,

snivait malgré elle le parti de ses anciens dominateurs.

Pendant Paris voyait avec joie rentrer les déportés du 18 fructidor, et avec étonnement deux princesses de la maison de Bourbon : les prêtres détenus à Oléron revinrent vieillir dans leurs familles ; des secours furent accordés aux colons de Saint-Domingue ; le régime des prisons reçut une autre organisation ; la statue de saint Vincent-de-Paul, le bienfaiteur des enfans orphelins, prit place à l'hospice de la Maternité ; l'ancien archevêque de Paris, Juigné, prélat octogénaire, reparut dans son diocèse ; des obsèques solennelles honorèrent les cendres de Pie VI, mort le 29 août 1799, à Valence, sous le Directoire.

Le premier Consul favorisa l'élection de l'évêque d'Imola, qu'il avait connu pendant la campagne d'Italie, et qui s'assit par sa protection dans la chaire de saint Pierre, le 9 mars 1800. Alors se forma un engagement réciproque, pour un avenir inconnu, entre le guerrier et le pontife. La banque de France, monument d'une haute conception financière, fut établie, et la fortune publique et particulière en sa garantie. Paris s'embellit de deux ponts nouveaux : l'un reçut le nom de *la Cité*, l'autre obtint depuis, de la victoire, le nom d'*Austerlitz*. Bonaparte alla aussi au-devant de l'émigration, qui errait encore sous la loi de l'hospitalité étrangère ; de quatre-vingt mille émigrés non rentrés, mille seulement restèrent sur la liste fatale, comme particulièrement dévoués à la maison de Bourbon ; les autres se virent rayés successivement, la France leur fut rendue : ils vinrent prendre rang dans le nouveau système, et bientôt les tables de proscriptions cessèrent d'exister. La guerre de la Vendée s'était rallumée dans les derniers temps du Directoire ; elle se termina en un mois, par la mort de quelques chefs, par la soumission volontaire de M. M. d'Autichamp, de Châtillon, et du fameux Georges Cadoudal, ainsi que par la conquête que fit le premier Consul des deux personnages influens du pays, l'abbé Bernier, curé de Saint-Lô d'Angers, et M. de Bourmont, qui cédèrent aux promesses de Fouché. Une amnistie générale confirma les heureux effets de la conduite à la fois ferme, active et prudente, des généraux Hédonville et Brune, chargés d'exécuter le plan de pacification conçu par Bonaparte. L'ordre judiciaire et l'ordre administratif, avilis par les forfaitures révolutionnaires, avaient également fixé toute l'attention du premier Consul, et repris l'influence qu'ils devaient exercer sur la prospérité nationale. Une loi avait réorganisé les tribunaux ; ceux de district étaient remplacés par ceux d'arrondissement. Chaque département eut son

tribunal criminel ; le territoire de la république fut partagé en vingt-neuf cours d'appel ; la réforme épura aussi le tribunal suprême, la cour de cassation. La magistrature redevint une carrière, et la justice un asile ; on établit une nouvelle division de la France administrative, en même temps qu'on substitua les préfetures aux directoires de département, et aux districts des arrondissemens, dont chaque chef-lieu devint le siège d'une sous-préfecture : des conseils de département et de municipalité défendirent la cause des administrés ; des conseils de préfecture se trouvèrent chargés du contentieux de l'administration. Il résulta de ces généreuses institutions que les noms les plus honorables reparurent dans les fonctions judiciaires et administratives, et de véritables protecteurs furent donnés aux premiers intérêts de la société.

Au milieu de toutes ces créations intérieures, inspirées par la plus haute et la plus paternelle sagesse, une négociation importante occupait le chef de l'État. Les relations des républiques française et américaine, si naturelles et si utiles aux deux nations, avaient été dédaignées et rejetées par le Directoire, qui eut l'impéritie de faire porter sur le commerce le coup d'État du 18 fructidor, en fermant orgueilleusement les ports de France aux bâtimens neutres. La réparation d'une injustice et d'une calamité de cette espèce ne pouvait échapper au premier Consul ; en rouvrant les ports, il entama des communications avec le congrès américain, qui s'empressa de les accueillir ; les plénipotentiaires des États-Unis arrivèrent à Paris pour traiter. Le deuil public, ordonné par Bonaparte pour l'anniversaire de la mort du fondateur de la liberté américaine, consacra cette négociation. Un autre honneur fut encore décerné à Washington par le fondateur de la régénération française : une habile et heureuse combinaison réunit au temple de Mars (l'église des Invalides) la cérémonie funèbre de Washington et la présentation des derniers drapeaux conquis en Égypte. Le vainqueur d'Aboukir semblait déposer ses lauriers sur la tombe du vainqueur de l'Angleterre, et partageait ainsi l'hommage rendu au grand citoyen qui avait triomphé du despotisme et affranchi son pays. L'éloge politique de Washington fut confié à Fontanes, bien capable de comprendre et d'exprimer toute la pensée de Bonaparte. Le général Lannes prononça le discours guerrier dans cette mémorable circonstance : « Puissances coalisées ! s'écria le général, « si vous osiez violer le territoire, et que celui qui « nous fut rendu par la victoire d'Aboukir fit un « appel à la nation, vos succès vous seraient plus « funestes que des revers ! » Berthier, ministre de

la guerre, répondit au général, et expliqua cette menaçante apostrophe : « Au moment, dit-il, de « ressaisir les armes protectrices de notre indépen- « dance, si l'aveugle fureur des rois refuse au monde « la paix que nous lui offrons, jetons un rameau de « laurier sur les cendres du héros qui affranchit « l'Amérique du joug des ennemis les plus implaca- « bles de notre liberté, et que son ombre illustre « nous montre au-delà du tombeau la gloire qui « accompagne la mémoire des libérateurs de la pa- « trie ! » Fontanes loua dignement Washington, et ajouta : « Il est des hommes prodigieux qui appa- « raissent d'intervalle en intervalle sur la scène du « monde avec le caractère de la grandeur et de la « domination. Une cause inconnue et supérieure les « envoie quand il en est temps, pour fonder le ber- « ceau ou réparer les ruines des empires. C'est en « vain que ces hommes, désignés d'avance, se tien- « nent à l'écart : la main de la Fortune les porte rap- « pidement d'obstacles en obstacles, de triomphes « en triomphes, jusqu'au sommet de la puissance. « Une sorte d'inspiration surnaturelle anime toutes « leurs pensées; un mouvement irrésistible est « donné à toutes leurs entreprises; la multitude les « cherche encore au milieu d'elle et ne les trouve « plus : elle lève les yeux en haut, et voit, dans une « sphère éclatante de lumière et de gloire, celui qui « ne semblait qu'un téméraire aux yeux de l'igno- « rance et de l'envie. » Ainsi, de cette pompe mili- « taire et funèbre, sortirent plusieurs oracles : celui de la paix avec le Nouveau-Monde, celui de la guerre

avec l'ancien, et l'apothéose de Washington et de Bonaparte. Cette journée offrit un imposant caractère : elle exalta l'opinion, et contribua beaucoup à affermir la base de cette grandeur qui devait élever momentanément la France au-dessus de toutes les nations du globe.

Cependant, renfermé dans l'austérité d'une vie remplie tout entière par le travail, débordant la nuit au sommeil, actif, tempérant, simple, frugal, l'homme de la destinée française semblait un Spartiate, maître du palais de Xercès, indifférent, étranger à l'éclat de la puissance, n'en conservant que la force, et la ployant aux habitudes de sa nature et aux volontés de son génie. Son ame, trop vaste déjà pour rester dans les limites de la France, se répandait au dehors et présentait à la méditation de l'Europe les essais d'une autorité jusqu'alors inconnue. Ainsi le sénat de Hambourg, qui cherchait à se justifier d'avoir livré au gouvernement anglais les patriotes irlandais, tels que Napper-Tandy, protégés par la France, était cité au tribunal de Bonaparte, et recevait de lui cette sentence foudroyante : « Votre lettre ne vous justifie pas. Le courage et les « vertus conservent les États; les vices les ruinent. « Vous avez violé l'hospitalité. Cela ne fut pas ar- « rivé parmi les bordes les plus barbares du « désert. Vos concitoyens vous le reprocheront à « jamais. Les infortunés que vous avez livrés « mourront illustres; mais leur sang fera plus de « mal à leurs persécuteurs que n'aurait pu faire « une armée. »

CHAPITRE II.

(1800.)

BATAILLE DE MARENGO.

L'Autriche s'était laissé entraîner par l'or et les intrigues de l'Angleterre. Cette puissance rassemblait à Minorque, sous les ordres du général Abercrombie, qu'Augereau avait chassé de la Hollande, des troupes nombreuses qu'elle destinait à soutenir les opérations des Autrichiens sur Gènes et peut-être même sur le Var. L'Empire, la Bavière, la Suède, le Danemark, la Porte et la Russie, faisaient également partie de la coalition. Mais le premier Consul, grâce à une démarche imprévue et pleine de générosité, inspira à l'empereur Paul une sorte d'admiration fanatique pour sa personne, le sépara de nos adversaires et le rendit ennemi de l'Angleterre. Il existait en France une grande quantité de prisonniers russes, provenant de la campagne du général Brune en Hollande et de celle de Masséna en Suisse. Instruit du caractère chevaleresque de l'empereur, Bonaparte fit habiller à neuf, chacun avec l'uniforme de son régiment, ces nombreux prisonniers, qu'il renvoya en Russie, en payant tous les frais du voyage, et sans aucune proposition d'échange. Bonaparte avait bien jugé Paul I^{er}. Ce prince fut si vivement frappé de cette action, qu'il rappela d'Allemagne toutes ses troupes, rompit le pacte britannique, et chassa les Anglais de sa capitale. La défection si subite de la Russie, sans préliminaires, jeta sur la coalition un grand discrédit, et lui ôta aussi un auxiliaire important. Le premier Consul ne perdit point de temps pour enlever encore à ses ennemis d'autres alliés : il envoya Duroc à Berlin, avec la mission de déterminer la cour de Prusse à s'employer pour détacher de la cause anglaise les puissances sur lesquelles son voisinage et sa force

pouvaient lui donner de l'influence. Cette négociation réussit; la Suède et le Danemark se décidèrent, par les instigations de la Prusse, à se renfermer dans une rigoureuse neutralité. Bonaparte avait tenté, pour obtenir la paix et pour désarmer la guerre, tout ce qu'exigeaient la politique et la gloire de la France, sans blesser toutefois la dignité des cabinets auxquels il avait offert l'amitié de la république; fort de sa conscience et de son droit, du témoignage de sa nation et de la foi des gouvernements neutres, il ne lui restait plus qu'à saisir les armes.

D'après les déclarations parlementaires et les manifestes de l'Angleterre, la nouvelle ligue reprit encore un caractère de croisade contre la révolution. La France, outragée par cette personnalité, accepta la lutte, sous la conduite de Bonaparte, avec la même joie qu'elle avait accepté l'espérance de la paix. Il y a toujours eu chez nous, entre les citoyens et leurs chefs, une intelligence, un accord, un sentiment commun d'honneur national, qui éclatent dans tous les âges de notre histoire. On ne cite pas de peuple qui connaisse mieux l'à-propos de combattre ou de traiter. L'armée d'Italie était tombée dans la même pénurie où Bonaparte l'avait trouvée quand il en prit le commandement en 1796, et nous ne possédions plus rien dans la Péninsule. Pour en faire le théâtre d'une autre guerre, il fallait également attaquer sur le Rhin; mais toutes les forces de la république n'excédaient pas cent cinquante mille hommes. La contagion régnait dans les hôpitaux et avait emporté le brave Championnet, qui venait aussi de laisser un beau nom en Italie.

Cependant, à la voix du premier Consul, toute la France s'émeut; elle sait qu'elle va être vengée, et vole au-devant des sacrifices.

On ne se servit ni des lois ni des autres moyens coactifs pour créer des légions nouvelles. La nation entière, qui avait voté la guerre, donna l'armée. Jamais il n'en parut de plus française; jamais chef ne fut plus populaire que Bonaparte après l'insolent refus de ses propositions par l'Angleterre. En faisant un appel à notre gloire, il eut tout à coup pour auxiliaires l'amour des Français, offensés dans leur orgueil; les vœux de l'Italie ensanglantée par les cruautés de la réaction royale ou par les proscriptions allemandes; la neutralité du roi de Prusse, de la Suède, du Danemarck, et la rupture de la Russie avec les coalisés. Il surs se susciter un autre allié non moins puissant: c'est l'incertitude ou l'impénétrabilité de ses combinaisons doit jeter la maison d'Autriche sur le champ de bataille qui le verra se mesurer encore avec elle. Dijon est le point central de la réunion de l'armée dite *de Réserve*. La position du rendez-vous général de nos forces, à distance égale de Bâle, de Mstrigny et de Chambéry, détourne l'attention, depuis long-temps portée sur le Var par les mouvemens d'invasion dont Mélas, à la tête d'environ quatre-vingt mille hommes victorieux et bien approvisionnés, menace les vingt-cinq mille soldats intrépides et nus que commande Masséna. Mais Bonaparte a conçu la guerre d'Annibal contre Rome et celle de Rome contre Carthage: la cruelle science des armes va donner encore à l'esprit humain l'honneur des plus hautes conceptions du génie.

La campagne avait pour but de conquérir les deux bassins du Danube et du Pô; il fallait y descendre.

Le Directoire, en étendant le champ de ses opérations depuis la Hollande jusqu'à l'embouchure du Var, cherchait inutilement à envelopper de ses lignes éloignées l'ennemi qu'elles laissaient maître du centre. La difficulté consistait à manœuvrer simultanément sur des bases de cent lieues, et à livrer des batailles de vingt lieues de développement. On croyait agrandir l'échelle des combinaisons; on n'avait fait que l'affaiblir en la privant de l'influence directe du commandement immédiat. Le même système avait causé la ruine des Autrichiens en Italie, sous Bonaparte; il s'en souvient, et remplace ce système par celui de concentration, qui, offrant l'action de l'unité, répondait à sa politique et à son caractère. Le détroit de la Suisse, entre le Rhin et le Rhône, renferme tout le mystère de ses calculs; en occupant ce détroit, il sépare les armées autrichiennes d'Allemagne et d'Italie.

Moreau est à la tête de cent mille hommes com-

posés de nos vieilles bandes, que Bonaparte lui a remises entre les mains; Augereau commande en Hollande; Masséna, de Gènes au Var; Berthier à Dijon, dont la position regarde la Suisse; Carnot a remplacé Berthier au ministère de la guerre. L'aile droite de l'armée du Rhin, qui obéit à Lecourbe, sous le nom d'armée d'Helvétie, occupe ce pays; on doit penser qu'elle forme la réserve de Moreau, que de là nous menaçons toute l'Allemagne, et que la guerre d'Italie est ajournée. Les mouvemens que le premier Consul ordonne à Moreau par le Rhinthal, sur les derrières du général Kray, isolent tout à coup ce général du général Mélas par l'envahissement subit des défilés de la Forêt-Noire. Lecourbe a passé le Rhin à Schaffouse, et opéré sa jonction à Engen avec Moreau. Kray y fut battu par ces deux généraux, et perdit l'importante position de Stokach. Moreau poursuivit ses succès. Pendant que ces opérations s'exécutent, Bonaparte jouit dans son palais des Tuileries du plaisir de tromper par cette habile combinaison l'Autriche, l'Europe et ses capitaines eux-mêmes. Il envoie le ministre Carnot à l'armée du Rhin, avec l'ordre d'en détacher vingt mille hommes sur le Tésin par le Saint-Gothard. Moreau s'aperçoit avec déplaisir que même à son armée il n'a pas seul la confiance du premier Consul. Il est vrai qu'il avait déclaré ne pas vouloir la commander sous ses ordres. Ce général se voit donc tout à coup réduit à un rôle secondaire, quoique propre à augmenter beaucoup sa renommée; toutefois, il suit par de savantes et constantes manœuvres le plan de l'inaction qu'il est chargé d'imprimer à l'armée supérieure du général Kray, et prélude ainsi en grand tacticien aux triomphes de Hohenliuden, qui plus tard illustreront sa campagne offensive. Enfin, l'armée de Dijon est en marche sur Genève. Les victoires d'Engen, de Stokach, de Mœskirch, de Biberach et Memmingen, gagnées par Moreau, donnent à Bonaparte le signal du départ.

Tandis que l'Europe croit le premier Consul livré à Paris aux soins du gouvernement, il arrive à Genève et prend le commandement de l'armée; c'est là que, résolu à porter la guerre sur le Pô, entre Milan, Gènes et Turin, il choisit la base de ses opérations sur les revers du Simplon et du Saint-Gothard. Libre de toute crainte sérieuse du côté du général Kray, contenu par Moreau, Bonaparte veut surprendre les défilés des Alpes, pour attaquer les derrières de Mélas, dont les forces disséminées sur Gènes, sur le Var, doivent garder les débouchés des Alpes et de la Lombardie occupée, mais non soumise. Sur-le-champ, rival audacieux d'Annibal et de César, il décide le passage de l'armée et le transport de sa formidable artillerie par la crête des montagnes, à plus de douze cents toises au-dessus

du niveau de la mer. Le général Marescot, chargé de la reconnaissance du Saint-Bernard, avait eu beaucoup de peine à le graver jusqu'à l'hospice où stationnait, depuis deux mois, un petit poste détaché du corps du général Mainoni. « Peut-on passer? fut la seule question de Bonaparte. — Oui, dit Marescot, cela est possible. — Eh bien! partons. » L'armée passera, le premier Consul le veut; mais l'artillerie, comment pourra-t-elle passer? Cette difficulté était prévue. Les cartouches et les munitions renfermées dans de petites caisses, les affûts démontés, seront portés à dos de mulets. On a préparé des troncs d'arbres creusés de manière à pouvoir contenir nos pièces de canon; cent soldats s'attellent à chacune d'elles. Launes commande l'avant-garde. Le 17 mai, trente-cinq mille Français, conduits par Bonaparte, abordent le Saint-Bernard. Monecy marche vers le Saint-Gothard avec quinze mille hommes, pour descendre à Bellinzona. Bèthencourt a sa direction sur le Simplon, tandis que Turreau a la sienne sur le Mont-Cenis. Cette dernière démonstration doit empêcher Mêlas d'abandonner la rivière de Gènes. Au sein des rochers les plus escarpés, au travers de glaces éternelles, au milieu des neiges qui effacent toutes les traces et n'offrent plus qu'un immense désert, et par des chemins où le pied de l'homme n'a jamais été empreint, les Français montrent un indicible courage: gravissant péniblement, n'osant prendre le temps de respirer, parce que la colonne en est arrêtée; près de succomber sous le poids de leurs armes, ils s'exhortent les uns les autres par des chants guerriers. Survient-il un péril presque insurmontable? Alors ils font battre la charge, et comme un ennemi, le péril disparaît devant eux. Sous les regards de Bonaparte, tous les obstacles de la nature deviennent des conquêtes. L'infanterie, la cavalerie, les bagages, les canons, ont atteint les sommets des Alpes, où nos différents corps reçoivent tour à tour, des religieux de l'hospice, tous les secours de la plus généreuse charité; mais après une halte de quelques heures, chaque division se précipite avec une nouvelle ardeur, quoique avec bien plus de dangers, sur les pentes rapides du Piémont. Bonaparte lui-même opère la descente à la ramasse, sur un glacier presque perpendiculaire.

Les Autrichiens avaient toujours regardé la formation de l'armée de réserve à Dijon comme une fable inventée pour leur donner le change, et les pousser à abandonner le blocus de Gènes. Bonaparte s'était appliqué à entretenir cette erreur par une foule de précautions et de ruses; elles avaient réussi au point que ni Paris, ni Dijon, ni la cour de Vienne, ni ses généraux d'Italie, ne croyaient à cette armée, qui, après avoir marché à son but par diverses routes et en corps isolés, sans aucun rapport

entre eux, s'était réunie au pied du Saint-Bernard, et venait de le franchir. Mêlas, profondément convaincu que nous n'avions que sept à huit mille conscrits ou invalides à Dijon, faisait presser le siège de Gènes par quarante mille hommes et combattait en personne sur le Var avec le reste de ses forces contre Suchet, séparé de Masséna, avec huit mille hommes seulement, depuis le 6 avril, quand, d'un côté, les divisions françaises, placées sous le commandement immédiat du premier Consul, et de l'autre les quinze mille hommes détachés de l'armée du Rhin et conduits par le général Monecy, et deux autres colonnes, descendaient les revers du Saint-Bernard, du Saint-Gothard, du Mont-Cenis et du Simplon. Une combinaison supérieure présidait au destin de cette mémorable campagne. Bonaparte se dirige sur l'Italie, entre l'armée victorieuse de Moreau, qui retenait devant Ulm les troupes du général Kray, réduites à la défensive, et entre la petite armée des Alpes-Maritimes, qui, attaquée à la fois par terre et par mer, défend Gènes, le cours du Var, les portes de la Provence et les défilés du Piémont. Le grand caractère de Masséna imprime à cette défense un héroïsme qui vivra éternellement dans l'histoire. Il a pour lieutenants Miolis, Gazan, Soult et Suchet. Il sait que Bonaparte compte sur son infatigable résistance, et il trouve dans les généraux sous ses ordres des hommes dignes de partager sa gloire et ses dangers. La reprise des forts de Gènes, foudroyés par la flotte anglaise, est un des plus beaux faits d'armes connus. Jamais les forces humaines ne se sont déployées, multipliées avec tant d'énergie et de constance, que dans cette immortelle campagne. Épuisés par tous les fléaux de la guerre, les soldats de Masséna ont d'autres ennemis qu'ils ne peuvent combattre, la famine et la contagion. Gènes voit mourir dans ses rues sa généreuse population, confondue avec l'intrepide armée qui ne peut plus la protéger. Le drapeau noir flotte sur les hôpitaux. Mais Masséna sent profondément qu'il occupe à lui tout seul une forte armée autrichienne avec douze mille hommes, et Suchet, qui n'a que huit à neuf mille hommes devant Mêlas, a fait aussi son serment aux triomphes de l'armée de réserve; Masséna et Suchet répondront à la confiance du premier Consul.

Après le succès de notre passage, les armées des deux nations embrassaient par leurs masses principales une demi-circonférence presque régulière, dont le centre était à peu près vers Alexandrie. Là, tout devait se décider, et l'avantage appartenait à celui qui aurait franchi le Pô le premier. Une circonstance favorisait l'armée française, c'était le rapprochement d'Alexandrie et du Pô avec les Apennins et la mer. En un mot, Mêlas se trouvait tourné,

tandis que le premier Consul ne pouvait l'être, soit par la propre nature du terrain qu'il occupait, soit par les mouvemens ordonnés à l'armée du Rhin; car il n'avait point oublié la funeste inaction de cette armée pendant sa première campagne d'Italie. Le jour même du grand passage, la ville d'Aost fut emportée par l'avant-garde après une vive résistance, et les Croates, repoussés sur le fort de Bard, château inexpugnable qui fermait l'unique chemin ouvert aux Français. Il était de la plus grande importance de surmonter cet obstacle avant que Mélas eût connaissance de la marche de Bonaparte, et afin de s'emparer des débouchés des vallées; mais le fort ne pouvait être enlevé, et seul il arrêtait toute l'armée. Berthier et Marescot eurent l'heureuse idée de tailler dans les rochers d'Albaredo un escalier qu'à force de travail on rendit praticable pour les hommes et pour les chevaux. Les divisions françaises défilèrent successivement par ce sentier périlleux, avec bien plus de difficulté qu'on n'en avait rencontré au trajet du Saint-Bernard. Notre artillerie demeurait en arrière, sans qu'aucun moyen humain pût lui faire passer cette barrière fatale. Bonaparte arrive, ordonne l'escalade et l'assaut du fort. L'audace, la valeur, n'obtiennent point de succès; il faut se contenter de poursuivre le siège avec vigueur. Cependant l'avant-garde de Lannes, parvenue à Yvrée, manque d'artillerie et peut être attaquée avec avantage. Alors une de ces inspirations du génie de la guerre, si fréquentes dans les soldats et les généraux français, mit un terme à l'impatience et à l'anxiété de Bonaparte, incapable de consentir à se voir retarder par une conquête inutile: on jette la route de matelas et de fumier; les roues sont garnies de paille; les pièces enveloppées de feuillages et traînées à la prolonge, chacune par cinquante braves, traversent avec leurs caissons la ville entière, à demi-portée de fusil, sous le feu de l'ennemi, qui ne se doutant de rien, ne cesse toutefois de faire des décharges meurtrières, sans ébranler toutefois nos intrépides soldats. Une batterie, que l'on parvint avec des peines extrêmes à monter sur l'Albaredo, reste avec un corps de troupes pour réduire le fort de Bard, qui tombe au bout de dix jours.

Nous avons franchi le terrible défilé. Yvrée et sa citadelle se rendent après une courte résistance, et dix mille hommes de l'armée de Mélas, aux ordres des généraux Kaim et Haddig, sont culbutés sur les bords de la Chiussella. Bonaparte s'ouvre ainsi l'accès des plaines du Piémont, pendant que les colonnes de flanc descendent sur Bellinzona et Avigliano. Le 24 mai, les soixante mille hommes que Bonaparte a dirigés sur la Lombardie par les différents passages des Alpes, ont simultanément rempli

ses intentions. Trompé par la vigoureuse attaque de Turrau au pas de Suze, Mélas n'a réservé que dix-huit mille hommes pour défendre les défilés de la Haute-Italie; il a laissé Ott devant Gènes avec vingt-cinq mille hommes, et Ellnitz, sur le Var, en a dix-sept mille. Mais, que ce soit Masséna ou Mélas qui occupe Gènes, le point stratégique de l'opération que médite Bonaparte est sur le Pô, entre l'embouchure du Tésin et le double confluent du Tanaro et de la Bormida. Il fallait donc jeter un pont sur le grand fleuve, et empêcher la jonction des troupes de Mélas avec celles du Milanais et du Mantouan.

Bonaparte, qui marche à Milan, doit traverser cette ville pour aller combattre Mélas. Après avoir poursuivi Kaim et Haddig, sur Clivasso, il pousse son avant-garde vers Pavie, où elle trouve deux cents pièces de canon, ainsi que des munitions en tous genres; il dirige le corps de Murat sur Verceil et Milan; force le 31 le passage de la Sésia et du Tésin, défendu par Laudon; et le 2 juin, il entre en libérateur à Milan, où l'on venait seulement d'apprendre l'invasion d'une armée française en Piémont. Son premier soin est de proclamer et d'organiser de nouveau la république cisalpine, aux acclamations de toute l'Italie. Cette mesure politique a pour but de procurer aux troupes toutes les ressources d'un pays dévoué à nos armes. Toujours habitué à suivre ses succès comme César, il ne donne pas un moment de relâche à la fortune. Par ses ordres, l'armée se répand entre le Pô et l'Adda, franchit cette dernière rivière, s'empara du Bergame, de Créna, de Crénonne, et repousse Laudon jusqu'à Brescia. Mélas n'a ni deviné ni compris les opérations de Bonaparte, et c'est par ses généraux, battus depuis l'attaque de Bard, qu'il apprend que soixante mille Français entrent en Lombardie. Ellnitz a reçu l'ordre d'abandonner la ligne du Var et de se retirer sur la vallée du Tanaro; Ott, devant Gènes, a les mêmes instructions: Mélas a besoin des quarante mille hommes qu'ils commandent pour faire face à cette armée inconnue, que Bonaparte conduit à Milan. Mais la retraite d'Ellnitz et de ses dix-sept mille hommes a été inquiétée par Suchet, qui, renforcé de quatre mille hommes, l'attaque avec douze mille au col de Tende, lui en fait perdre huit mille, et poursuit sa course victorieuse sur Savone, pour venir au secours de Masséna, enfermé dans Gènes. Il ignorait que cette ville avait dû enfin capituler, après soixante jours de blocus, assiégée au dedans par la peste et par la famine, et au dehors par le général Ott, à la tête de trente-cinq mille hommes. Ott, s'attachant à un vain trophée, avait commis la faute de ne quitter Gènes qu'après la glorieuse capitulation de Masséna, qui conserve au

drapeau les huit mille braves qui lui restaient, et dont six mille allèrent grossir à Savone le corps de Suchet. Bonaparte profita audacieusement, selon son usage, de l'inaction et de l'imprévoyance autrichienne, et vint lui-même montrer aux ennemis, en l'occupant, le point qu'ils auraient dû couvrir : c'était vers Stradella et le Pô. Il rabat ses colonnes sur ce fleuve, dont il rend la défense impossible. Loison le traverse à Crémone ; Murat enlève de vive force la tête de pont et la ville de Plaisance ; Lannes parvient à passer devant Belgiojoso et San-Cipriano, malgré la résistance du général Ott, dont l'armée s'est affaiblie de la forte garnison qu'il a jetée dans Gênes. Là s'établit le pont de l'armée française : c'était le véritable passage et le point capital, en raison de la proximité du confluent du Tésin et du défilé de la Stradella, et des communications avec Milan. Le même jour, le premier Consul transfère son quartier-général à Pavie. Mélas, renfermé entre le pied des Apennins et la rive droite du Pô, n'a plus que la ressource des combats. En se portant devant l'ennemi, Bonaparte apprend la reddition de Gênes et la jonction des troupes de blocs à celles de Mélas. Mais, quoique une partie seulement de son armée ait franchi le Pô, il livre au général Ott la bataille de Montebello, dont le général Lannes doit faire à jamais l'illustration. Cinq mille prisonniers autrichiens, trois mille morts, forment les trophées de cette première victoire.

Nous avons battu l'une des deux armées ennemies : il fallait courir à l'autre et défaire aussi Mélas, qui concentrerait toutes ses forces sur Alexandrie, entre le Pô et le Tanaro ; il avait rappelé de San-Giuliano le général Ott, qui n'avait laissé qu'une arrière-garde à Marengo, petit village qui va devenir si célèbre. Le 12 juin, l'armée française, composée des corps de Lannes, Desaix et Victor, borde la Scrivia. La division Lapoye avait ordre de rejoindre le général Desaix, qui, après avoir conquis la Haute-Égypte, de retour en France par la capitulation d'El Arich, entraîné par la fatalité de la gloire, était venu retrouver les drapeaux de son ami, de son général en chef de l'armée d'Égypte. Le reste de nos forces disséminées dans la Lombardie bloquait ou contenait les différens corps autrichiens. Le quartier-général était à Voghera. Le premier Consul s'attendait à rencontrer l'armée autrichienne dans les plaines de San-Giuliano. Le 13, il les traverse sans résistance, et fait chasser de Marengo cinq mille hommes par le général Gardanne, qui les poursuit jusqu'à la Bormida et ne peut enlever la tête de pont. Nous prîmes position entre cette rivière et Marengo, à la Pedrabona. Il fut naturel de croire que Mélas ne voulait pas se battre, puisqu'il abandonnait le débouché de Ma-

rengo, si facile à défendre, et qu'il allait manœuvrer par le flanc, soit sur Gênes où il aurait été si aisément approvisionné par les Anglais, soit sur le Haut-Tésin, où il eût rétabli ses communications avec l'Allemagne, soit enfin sur les deux rives du Pô, où il pouvait facilement surprendre un passage et une marche. Mais Bonaparte, qui a le don de saisir toutes les chances du premier coup d'œil, envoya les deux divisions Desaix à Castel-Novo di Scrivia et à Rivalta, pour observer les ailes de l'armée ennemie, et concentra les corps de Lannes et de Victor entre San-Giuliano et Marengo, par échelons, la gauche en avant, se préparant ainsi pour tous les mouvemens qu'il aurait à faire, et chaque division d'aile pouvant devenir tête de colonne dans la direction. La division Boudet, placée à Rivalta, sous les ordres de Desaix, devait communiquer avec le corps de Masséna et de Suchet, qui s'étaient dirigés sur Acqui.

Le lendemain 14, le premier Consul fut étonné de voir, à quatre heures du matin, l'armée autrichienne déboucher au travers du long défilé du pont de la Bormida, de sa tête et des marais qui les couvraient. Cinq heures après seulement, elle put se porter en avant sur trois colonnes. Elle avait quarante mille hommes au commencement de l'action. L'armée française ne comptait que vingt mille hommes, qui étaient des conscrits pour la plupart ; celle de Mélas se composait toute d'anciens soldats. Le corps de Victor vigoureusement attaqué et poussé, celui de Lannes entra en ligne à droite, et, après quelques succès, fut entraîné par la retraite de la gauche ; mais c'était une chose capitale pour Bonaparte de tenir sa droite, et pour Mélas de la forcer. Le premier Consul, qui vit le nœud de l'affaire dans la communication que sa droite assurait avec le reste de l'armée, fit avancer tout à coup au milieu de la plaine huit cents grenadiers de cette vieille garde, long-temps la terreur de l'Europe, mais qui, jeune alors, date si heureusement sa gloire de la journée de Marengo. La postérité lui conservera ce beau surnom de *redoute de grand* qu'elle reçut du vainqueur. Les assauts les plus terribles de l'ennemi se brisèrent contre son immobilité ; sa résistance héroïque donna le temps à la division Monnier d'arriver : celle-ci jeta une brigade dans Castel-Cerriolo, et l'armée française se trouva dans un ordre presque inverse à celui de la matinée, par échelons, l'aile droite en avant, tenant toujours le point essentiel de la première ligne de bataille, couvrant sa communication la plus importante, occupant par son aile gauche la route de Tortone.

L'action se maintint dans cette position jusqu'à l'arrivée de la division Desaix. Mélas, au contraire,

avait affaibli sa gauche pour augmenter sa droite qu'il étendait inutilement sur Tortone. Ce mouvement n'échappa point au général qui savait le mieux juger son adversaire sur le terrain. Il était cinq heures : la division Lapoyne ne se montrait pas, mais Desaix parut sur le champ de bataille, à la tête de la seule division Boudet. Dans les mains de Bonaparte, ce renfort va devenir l'instrument de la victoire, et l'armée devine la pensée de son chef. Fatiguée d'une longue et sanglante retraite, elle voit, avec l'instinct d'une attente que son héros n'a jamais trompée, la troupe de Desaix couvrir sa gauche; et elle répète avec joie le cri de l'attaque générale ordonnée sur toute la ligne. Le général Zach, qui dépasse celle des Autrichiens, s'avance sur la grande route avec une colonne de cinq mille grenadiers blanchis dans les combats. Desaix, le brave Desaix, court à sa rencontre avec quinze pièces de canon, et tombe frappé d'une balle qui l'enlève à l'espoir de la France et à l'amour des soldats. Par un rapport de fatalité bien étrange, au même moment l'illustre Kléber, son ami, périssait au Caire, sous le poignard d'un assassin. Désormais il ne reste plus de renommées militaires indépendantes de Bonaparte, que celles de Moreau et de Masséna. Desaix, même après son trépas, est encore redoutable : sa division se jette avec furcur sur le corps ennemi, où chacun cherche le meurtrier de son général. Cependant Zach résiste, bien qu'il soit isolé au milieu de cette vaste plaine; mais le jeune Kellermann porte tout à coup sa cavalerie sur le flanc gauche de la colonne invincible, la brise, la disperse, et les cinq mille grenadiers qui la composent sont prisonniers. Dès cet instant qui venge Desaix et qui suspend le deuil de sa perte, notre ligne se précipite en avant et a reconquis en moins d'une heure le terrain disputé depuis l'aurore. L'armée ennemie est prise à revers et recule à la hâte; Mélas essaie en vain de tenir à Marengo : son inutile défense contribue à donner le nom de ce village, tant à coup emporté par Bonaparte, à la fameuse bataille qui va changer le sort de l'Italie, celui de la France et de l'Europe. Les Français poursuivent les Autrichiens jusqu'à dix heures du soir, et ne s'arrêtent qu'à la Bormida : cinq mille morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, trente canons et douze drapeaux, sont les trophées de Marengo. Le lendemain, à la pointe du jour, Bonaparte fait attaquer la tête du pont de la Bormida; mais, contre toute probabilité, l'ennemi demande à traiter! Quelques heures plus tard, les généraux Berthier et Mélas ont conclu la fameuse convention d'Alexandrie, qui remet en notre pouvoir tout ce que nous avons perdu en Italie depuis quinze mois, à l'exception de Mantoue. Mais ce

n'était qu'une convention militaire. Jaloux d'être encore en Italie, après une victoire décisive, le provocateur de la paix, le général Bonaparte dépêcha à Vienne, du champ de bataille de Marengo, le général Saint-Julien, qui était du nombre des prisonniers, et le chargea de porter à sa cour des paroles de paix.

Ainsi une seule bataille, gagnée après douze heures d'une retraite offensive, mais périlleuse, a replacé sous l'influence de la France la Lombardie, le Piémont, la Ligurie et les douze places fortes qui les défendent. On fixa la ligne de neutralité des deux armées entre la Chièse et le Mincio. La victoire et la fortune se disputèrent dans la journée de Marengo le triomphe de Bonaparte, car Mélas acceptait les conditions les plus rigoureuses, quoiqu'il eût des forces aussi nombreuses que les nôtres, et que le Piémont lui ouvrit la carrière d'une longue campagne de sièges et de positions. Ce général pouvait reprendre ses communications avec l'Allemagne, avec le pays de Modène, celui de Mantoue, et, maître de Gènes, ayant la mer et les montagnes pour ressource et pour appui, soutenir encore une belle guerre, et peut-être forcer la France à une paix honorable pour l'Autriche; mais, après s'être vu enlever le succès, il perdit aussi le courage de supporter la défaite.

Bonaparte s'occupa d'abord d'achever l'organisation de la république cisalpine et du Piémont, et de rendre à la France, non des contrées vaincues, mais des nations amies et auxiliaires. Il sentait alors que l'amitié des peuples était un plus sûr rempart que leur asservissement, contre les ennemis de la patrie. Il venait de l'éprouver au désavantage de Mélas dans la Lombardie, dont tous les vœux étaient pour la république. Bonaparte, pressé de revenir à Paris, où le rappelaient l'ivresse des Français et les intérêts qu'il a conquis à Marengo, donna à Masséna le commandement de l'armée d'Italie, et à Suchet celui de la ville de Gènes : digne récompense des importants services de ces deux généraux. Murat eut l'armée de la Marche d'Ancone, avec la mission d'aller replacer le pape sur le trône pontifical. Cette mission frappa les esprits. Bonaparte se rendit ensuite à Milan, où un *Te Deum* en actions de grâces fut chanté solennellement. Le vainqueur y assista; c'était la première fête religieuse à laquelle il présidait depuis celle de l'anniversaire de la naissance de Mahomet, qu'il avait célébré en Égypte. À Vienne, pour cette fois, on s'abstint d'un *Te Deum*, mais on se prépara de nouveau à la lutte, et la famille impériale eut à souffrir publiquement, soit du mécontentement que la promulgation de la guerre fit éclater dans la capitale, soit aussi de l'enthousiasme presque séditieux que le héros de Marengo inspirait aux habitants.

La maison d'Autriche n'était pas plus heureuse sur le Danube que sur le Pô. Morcau, après avoir pendant un mois tenu en échec le général Kray dans son camp retranché, devant Ulm, avait forcé le passage du Lech, s'était emparé d'Augsbourg, et trois jours s'étaient à peine écoulés depuis la convention d'Alexandrie, que, le 19 juin, il répondait à la victoire de Marengo par celle d'Hochstedt, qui rétablissait, après un siècle, la gloire de nos armes; le combat de Neubourg achevait d'ouvrir aux enseignes françaises le cœur de l'Allemagne. Dans la terrible mêlée qui rendit cette action si funeste à l'armée du général Kray, ces enseignes triomphantes se baissèrent avec respect et douleur sur le corps de La Tour-d'Auvergne, de celui que, deux mois auparavant, Bonaparte avait proclamé *le premier grenadier de France*; titre aussi neuf, aussi noble que l'apothéose. Jusqu'en 1814, la Tour-d'Auvergne fut nommé chaque jour à l'appel de son régiment, et une voix répondait : *Mort au champ d'honneur!* La prise de Feldkirch compléta la belle

campagne de Morcau, et, en assurant ses communications avec l'armée d'Italie, contraignit le général Kray à suivre à Parsdorf l'exemple de Mélas. Les deux armistices préparèrent la fameuse paix de Lunéville; mais il fallait encore l'acheter par de brillans combats en Allemagne, et par d'importans avantages en Italie.

Avant d'arriver à Paris, le premier Consul s'arrêta à Lyon, dont il ordonna de réparer les ruines et de relever les monumens. De retour dans la capitale, le 5 juillet, il y trouva une exaltation qui doit lui donner l'idée de tout ce qu'un grand génie favorisé par la gloire pouvait attendre d'un peuple aussi passionné. A la première nouvelle de la victoire de Marengo, Paris avait été subitement illuminé; un tel succès, aussi imprévu qu'immense, avait confondu dans une espèce de culte toutes les classes de la société et semblait devoir produire la fusion de tous les partis; mais aussi, dès ce jour, tout le gouvernement et malheureusement toute la patrie furent dans un seul homme.

CHAPITRE III.

(1800-1801.)

RAPPORT DE LA NÉGOCIATION DE LUNEVILLE. — MACHINE INFERNALE. — REPRISE DES HOSTILITÉS SUR LE RHIN ET EN ITALIE. — TRAITÉ DE LUNEVILLE.

Dix-huit jours après Marengo, les royalistes et les révolutionnaires, à qui la joie publique parut un outrage, prirent le caractère et le rôle de deux sectes proscrites, à jamais irréconciliables, mais ayant le même ennemi, et conspirant séparément pour sa destruction. L'assassinat menaçait dans l'ombre celui qu'environnait tant d'éclat, et la vengeance l'offrait en sacrifice aux mânes irrités de la monarchie et de la république. La haine des partis accueillit avec une sorte d'enthousiasme les mauvaises nouvelles, arrivées à Paris le 20 juin, de la première bataille de Marengo, qui avait été perdue jusqu'à cinq heures du soir. On amenta aussitôt les vieilles inimitiés et les griefs récents. Chénier, Courtois, Sieyès, étaient subitement redevenus des acteurs ou plutôt des conseillers politiques. Dans certaines réunions, il fut question de remplacer par Carnot Bonaparte que l'on crut anéanti, et de sacrifier tout à coup à la république la royauté consulaire. Moins nombreux et sans aucune influence, le parti royaliste ne prit part au mouvement de l'opinion que dans l'espoir de voir disparaître celui qui avait renversé, disait-il, et même trahi ses espérances; car la pacification de la Vendée avait été due en grande partie à l'assurance donnée secrètement aux chefs des rebelles, que Bonaparte ne voulait qu'imiter la conduite de Monek. Ainsi les royalistes, sans confondre leur but avec celui des républicains, s'étaient réunis à eux de tous leurs vœux, pour faire passer le pouvoir en des mains moins redoutables. Mais les dépêches du 21 juin, expédiées, le soir, du champ de bataille, avaient soudainement détruit les projets des deux partis. La convention d'Alexandrie, provoquée par

le général Mélas, malgré les imposantes ressources dont il disposait encore, frappa d'abord de stupor les hostilités de la capitale, comme les alliés belligérans de la maison d'Autriche.

Cependant ces hostilités, ces haines civiles de Paris, furent loin d'être désarmées par les transports de la France et l'étonnement de l'Europe; elles continuèrent dans le silence à tramer la perte du vainqueur. Plus ardens, plus intéressés, parce qu'ils étaient plus nouvellement dépossédés et qu'ils avaient le droit de crier à la perfidie, les révolutionnaires ne virent que l'assassinat pour atteindre celui que la guerre s'obstinait à respecter.

Au milieu de ces complots républicains, le premier Consul reçut les deux lettres suivantes du comte de Lille, par l'entremise du troisième consul, Lebrun, à qui l'abbé de Montesquiou les avait remises.

AU GÉNÉRAL BONAPARTE.

« Quelle que soit leur conduite apparente, des
 « hommes tels que vous, Monsieur, n'inspirent ja-
 « mais d'inquiétudes. Vous avez accepté une place
 « éminente, et je vous en suis gré. Mieux que per-
 « sonne vous avez ce qu'il faut de force et de
 « puissance pour faire le bonheur d'une grande
 « nation. Sauvez la France de ses propres fureurs,
 « et vous aurez rempli le vœu de mon cœur. Rendez-
 « lui son roi, et les générations futures béniront
 « votre mémoire. Vous serez trop nécessaire à
 « l'État, pour que je songe à acquitter par des

« places importantes la dette de mon agent et la
« mienne.

« LOUIS. »

« Depuis long-temps, général, vous devez sa-
« voir que mon estime vous est acquise. Si vous
« doutiez que je fusse susceptible de reconnais-
« sance, marquez votre place, fixez le sort de vos
« amis. Quant à mes principes, je suis Français :
« clément par caractère, je le serais encore par
« raison.

« Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et
« d'Arcole, le conquérant de l'Italie, ne peut pas
« préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant
« vous perdez un temps précieux. Nous pouvons
« assurer la gloire de la France; je dis nous, parce
« que j'aurais besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il
« ne le pourrait pas sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire at-
« tend, et je suis impatient de rendre la paix à mon
« pays.

« LOUIS. »

Il paraît que Bonaparte n'avait pas répondu à la première lettre, qui semble plus ancienne; il répondit en ces termes à la seconde, le 7 septembre :

Paris, 20 fructidor an VIII.

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous re-
« mercie des choses honnêtes que vous m'y dites.
« Vous ne devez plus souhaiter votre retour en
« France : il vous faudrait marcher sur cent mille
« cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au
« bonheur de la France; l'histoire vous en tiendra
« compte. Je ne suis pas insensible au malheur de
« votre famille. Je contribuerai avec plaisir à l'a-
« doucir, et à la tranquillité de votre retraite.

« BONAPARTE. »

Les mécontents qui d'abord se chargèrent de la combinaison et de l'exécution d'une attaque contre la personne de Bonaparte, étaient des démagogues désespérés, de ceux qui appelaient la journée du 9 thermidor un crime national. L'un d'eux voulut se déguiser en gendarme et assassiner le premier Consul à la Comédie-Française. Un autre, Joubert, ancien aide-de-camp de Henriot, devait, avec une vingtaine de complices, aller tuer Bonaparte à la Malmaison. D'autres hommes très-obscur, nommés Humbert, Chapelle et le tanneur Megde, qui s'était fait défenseur officieux des patriotes, organisèrent aussi un complot contre la vie du tyran. Enfin un quatrième conspiration fut formée par le sculpteur Ceracchi et par Diana, tous deux nés Romains, par le peintre Topino Lebrun, par Demerville, parent et ancien

secrétaire de Barrère au comité de salut public, et par Aréna, frère du député qui, le 19 brumaire, à Saint-Cloud, s'était si noblement opposé au général Bonaparte. Ils voulaient poignarder le premier Consul à l'Opéra, le 10 octobre, à une représentation des *Horaces*. Ces attentats, périlleux au moins pour ceux qui les méditèrent, ne pouvaient atteindre qu'un seul homme. Mais un autre projet, d'une atrocité plus réfléchie et d'une puissance incalculable, était conçu, pendant cette époque d'une affreuse fermentation, par un ouvrier d'artillerie dans les ateliers de Meudon. Cet ouvrier, connu pour un furieux démocrate, imagina une machine infernale afin de faire sauter le premier Consul; il s'appelait Chevalier. Aidé du nommé Veyser, il construisit un baril incendiaire, qu'ils avaient probablement le dessein de placer dans le palais consulaire. Heureusement il leur vint l'idée d'en faire l'essai derrière la Salpêtrière, et ils furent eux-mêmes si épouvantés du résultat, qu'ils renoncèrent à cette horrible trame. Mais la police, avertie par cette détonation extraordinaire, se mit sur leurs traces, et l'on arrêta Chevalier, tandis qu'il s'occupait à fabriquer une petite bombe destinée à être lancée dans la voiture du premier Consul. Cette exécrable invention d'une machine infernale devait trouver des imitateurs deux mois après, dans une autre faction qui, supérieure en lumières et en position sociale, le fut également en perversité.

Cependant le comte de Saint-Julien, dépêché de Marengo à Vienne par le vainqueur pour proposer un traité de paix, était revenu avec une lettre de créance de son souverain et muni de pleins pouvoirs. Mais il déclara en même temps que l'Autriche ne pouvait pour ce traité se séparer de la Grande-Bretagne, avec laquelle elle avait signé une convention de subsides peu de jours avant la bataille de Marengo. Cette difficulté compliquait tout à coup la question, et changeait totalement l'échiquier politique et militaire tracé à Alexandrie. Toutefois, menacé par le vainqueur de Marengo, qui ne voulait pas perdre dans la lenteur d'une noble négociation le fruit de son triomphe, le comte de Saint-Julien se décida le 28 juillet à signer les préliminaires basés sur le traité de Campo-Formio. Le général Duroc partit aussitôt pour Vienne avec ce pléupotentiaire, afin de les faire ratifier. Mais dans l'intervalle, lord Mento, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, avait annoncé l'intention de sa cour de prendre part à la négociation. Ce grave incident jeta alors le cabinet de Vienne dans un système tout contraire. Les généraux Kray et Mélas furent disgraciés, l'un pour l'armistice de Parsdorf, l'autre pour celui d'Alexandrie, et le négociateur Saint-Julien fut conduit dans une forteresse en Transylvanie, pour avoir obéi aux instruc-

tions de sa cour en signant des préliminaires avec la France. En conséquence, le premier Consul ordonna à Moreau et à Brune de rompre l'armistice, l'un en Allemagne, l'autre en Italie.

Immédiatement après la déclaration du comte de Saint-Julien, le premier Consul avait chargé Otto de négocier à Londres un armistice naval. L'Égypte était encore occupée par les Français, et Malte n'avait point succombé aux deux années du blocus britannique. Informée de cette négociation, l'Autriche consentit, dans le cas où l'Angleterre accepterait l'armistice naval, à remettre à Moreau Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg. Cette nouvelle convention fut conclue le 20 septembre, à Hohenlinden, pour l'armée d'Allemagne, et à Castiglione pour celle d'Italie. Mais le ravitaillement de Malte et de l'Égypte, qui était le but de la proposition du premier Consul, fut le motif du refus du cabinet de Londres. Et en effet la chute de Malte, qui tomba le 5 septembre au pouvoir du général Pigot, et qui devait faire présager l'évacuation de l'Égypte, rendit tout rapprochement impossible entre Londres et Paris. Le premier Consul avait mis à profit l'intervalle occupé par la discussion britannique; le 30 septembre, Joseph Bonaparte avait signé, à Hortefontaine, un excellent traité avec les États-Unis; et, soutenu par les griefs des puissances neutres contre les violations tyranniques que le pavillon anglais exerçait sur elles, Bonaparte déclara qu'il ne traiterait qu séparément avec l'Autriche et l'Angleterre. Cette déclaration suivit celle de l'Angleterre, qui rompit la négociation le 9 octobre. Elle arriva à Lunéville, où Joseph Bonaparte s'était rendu le 11 pour traiter avec le comte de Cobenzel, plénipotentiaire autrichien; le jour même où ce message fatal annonçait la reprise des hostilités, le général Clarke donnait une fête aux membres du congrès, on chantait l'hymne de la paix, et les plénipotentiaires français et autrichiens s'embrassaient. La convention du 20 septembre allait expirer. Mais c'était la victoire, et non l'armistice de Hohenlinden, qui devait nous conduire au terme des combats. L'or de l'Angleterre a produit cette soudaine révolution.

Forcée par son dernier traité avec cette puissance de reprendre les armes, l'Autriche appelle au drapeau toute sa population. Elle proclame nationale cette guerre où toutes ses forces, en moins de trois mois, ont été mises en mouvement, divisées en cinq armées. Sur la rive gauche du Danube, le général Klenau, avec vingt mille hommes, a devant lui le général Sainte-Suzanne. Au corps de Klenau se lieut, en Franconie, les levées mayençaises, soldées par l'Angleterre, sous les ordres du baron d'Albini, et sept à huit mille Autrichiens sous ceux du gé-

ral Simbschon. Ils ont vis-à-vis d'eux le général Augereau et l'armée gallo-batave. La grande armée autrichienne, opposée à celle du général Moreau sur le Rhin, est conduite par l'archiduc Jean, âgé de dix-huit ans, qui remplace le général Kray, sous la tutelle du général Lauer. Dans le Tyrol, le marquis de Chasteler commande vingt mille hommes et les milices guerrières de ce pays contre le général Macdonald, qui marche sur la Valteline. Dans le Mantouan et le Ferrarais, à la tête de quatre-vingt mille hommes, le comte de Bellegarde est placé en face du général Brune. Un corps de dix mille hommes d'élite, destiné à former une seconde armée de réserve pour des desseins ultérieurs, se rassemble à Amiens sous les ordres de Murat.

Si la cour de Vienne a profité de l'armistice de Hohenlinden et du congrès pour se mettre tout entière en armes à la disposition des vengeances britanniques, le premier Consul a profité aussi de ce repos pour méditer la ruine de son ennemi. Moreau, cette fois, poussera jusqu'à Vienne. Macdonald sera l'instrument d'une haute combinaison stratégique qui doit lier les cinq armées françaises et leur imprimer à la fois un terrible concert contre les adversaires de la France. Bonaparte regarde à la fois Vienne et Mantoue.

L'armée gallo-batave, commandée par Augereau, dont le quartier-général était à Offenbach, dénonça l'armistice, le 9 novembre, au corps du baron d'Albini; les hostilités éclatèrent le 24. Le général mayençais, au lieu d'abandonner Aschaffembourg, qu'il ne pouvait garder, attaqua avec impétuosité. Il fut repoussé par les Hollandais; le lendemain le général Augereau entra dans Aschaffembourg, et porta ses forces sur Wurtzbourg et Schweinfurt. On ne revit plus Albini ni ses levées électORALES. Une affaire importante, le 15 novembre, à Bourg-Eberach, rendit l'armée gallo-batave maîtresse du cours de la Rednitz. Au moment où Moreau gagnait, à Hohenlinden, la grande bataille de la campagne, la forte position de Bourg-Eberach fut évacuée par le général Simbschon, qui se retira sur le Haut-Palatinat, où il alla fermer sur le Pegnitz le débouché des gorges de Ibersbruck. Le général Duhesme occupa Bamberg. Nos partis couraient sur Nuremberg. Wurtzbourg était bloqué. Augereau, marchant aussi victorieusement sur la frontière de la Bohême et du Danube, couvrait l'aile gauche de Moreau, et lui promettait de se concentrer dans la Bavière.

Les opérations du général Moreau commencèrent le 25 novembre; les avant-postes des deux armées se trouvaient entre l'Inn et l'Isar. C'était donc l'Inn qu'il fallait franchir pour atteindre l'archiduc. Ce

prince, à la tête de cent vingt mille hommes, pressé par les ordres de Vienne, forma le projet d'envelopper l'armée française, bien inférieure en forces à la sienne, et marcha sur Hohenlinden avec l'intention de livrer bataille dans la vaste plaine d'Anzing. Ce dessein fut bientôt pénétré par son habile adversaire, dont les manœuvres, véritable chef-d'œuvre de stratégie, brisèrent tout à coup le plan du conseil autique, et obligèrent l'archiduc à combattre sur un terrain moins vaste, intermédiaire entre les deux rivières, et en l'isolant de toute coopération avec l'armée du Tyrol. Plusieurs jours furent donnés à cette merveilleuse combinaison, dont le succès eut pour théâtre le village et la forêt de Hohenlinden et les défilés. Le général Moreau confia au général Richepanse le soin glorieux de décider sa victoire. Ce général, encore à près de deux lieues du centre, reçut l'ordre de se mettre en route le 3 décembre, avec sa division, et d'assaillir les derrières de l'archiduc quand on le verrait engagé dans les défilés. L'exécution de cette mission périlleuse rencontra un puissant auxiliaire dans l'intrépidité du général Drouot, qu'une première attaque sépara, avec sa brigade, de la colonne de Richepanse, et qui tint l'ennemi en échec; Richepanse s'élança dans la forêt avec la 48^e demi-brigade, porta le désordre sur les derrières des Autrichiens, tandis que le général Walther contenait leur cavalerie. Trois bataillons de grenadiers hongrois s'avancèrent en colonne serrée contre la troupe de Richepanse : « Grenadiers de la 48^e, s'écria-t-il, que dites-vous de ces gens-là ? — Ils sont morts ! » répondirent les grenadiers, et ils remplirent leur parole dans le même moment. Cependant le brave Ney enfonçait l'ennemi dans Hohenlinden. A deux heures après midi, trois champs de bataille proclamèrent le triomphe des Français. Onze mille prisonniers, cent pièces de canon, tombèrent en leur pouvoir. Au début d'une campagne à laquelle la maison d'Autriche attachait l'honneur et peut-être la sûreté de sa couronne, les Français avaient détruit le centre et une partie de l'aile gauche de sa grande armée, sous les ordres d'un archiduc, Moreau, dont le génie avait assuré cet éclatant succès, voulut aussi se montrer juste, en partageant ses lauriers avec ses illustres généraux. Quelle époque que celle où les divisions d'une armée étaient commandées par Lecourbe, Grenier, Ney, Grouchy, Bonnet, Granjean, Bastoul, Decaen, Richepanse, Legrand, Collaud, Laborde, d'Hautpoul, Gudin, Montrichard, etc.

Le vainqueur de Hohenlinden continua sa marche. Il resta à franchir l'Inn pour dominer le théâtre de la guerre et pénétrer dans la Haute Autriche par Saltzbourg. La triple ligne de l'Inn, de l'Alza et de la Salza, derrière laquelle vinrent se retran-

cher les cent mille hommes que comptait encore l'archiduc, était impossible à ahorder de front. Moreau surmonta toutes les difficultés que lui présentaient la nature du pays et les positions inexpugnables de l'ennemi, en le trompant par ses démonstrations qui attirèrent son attention vers l'Inn-inférieur; car, tandis qu'à quinze lieues au-dessus, à Neupouren, le général Lecourbe, à la tête de l'aile droite, forçait le passage, le 8 décembre, et tournait la position de Stephaus Kirch, par le même mouvement, l'aile gauche passait l'Inn à Mühldorf et Wasserborg, sous les ordres du général Grenier. Le 12, le général en chef se trouvait avec toute son armée sur la rive droite de l'Inn.

Le premier Consul était loin de s'attendre à un pareil résultat, en raison de la disproportion des deux armées et des obstacles de toute espèce que le terrain choisi par l'archiduc opposait au général Moreau. Il pensait seulement que Moreau contredrait les Autrichiens sur le Danube, et il avait eu l'idée, à la faveur d'une opération qu'il avait confiée au général Maedonald, d'aller prendre la place de Brune, et de combattre leur grande armée d'Italie. Mais il reconut bientôt que l'armée de Brune n'était destinée qu'à un rôle secondaire. Tout le secret de sa campagne reposait sur le corps d'armée de Maedonald, auquel il avait refusé d'envoyer la réserve réunie à Amiens par le général Murat; c'était donc un corps de neuf mille combattants, presque inaperçu au milieu des forces imposantes d'Allemagne et d'Italie, qui, resserré dans les défilés impraticables des Hautes-Alpes, devait porter le coup fatal à la maison d'Autriche. Maedonald allait répéter le rôle que Bonaparte avait rempli lui-même huit mois auparavant lorsqu'il surprit Mélas en Italie par le passage miraculeux des Alpes. Le premier Consul connaît les Autrichiens; il sait par une ancienne expérience qu'il peut avec succès reprendre contre eux les mêmes moyens, et il s'attendait aux conséquences qui amenèrent la victoire de Marengo. Maedonald avait obéi; mais quand il cherchait, pendant l'armistice, à découvrir un accès vers l'Italie, il rencontrait partout des retranchemens ennemis, défendus par ceux de la nature, et l'hiver y avait ajouté chaque jour de nouveaux périls. Tant d'obstacles, qui hérissaient la chaîne des Alpes des Grisons, ayant paru insurmontables au général Maedonald, il chargea son chef d'état-major d'aller rendre compte au premier Consul de la situation déplorable où il se trouverait à la dénonciation de l'armistice, lui et ses quelques mille soldats renfermés au fond d'une vallée, bloqués par les glaces, privés de toutes communications avec les armées du Rhin et de l'Italie, et observés par de nombreux ennemis, qui domiciaient et arrêtaient tous ses

mouvements dans les escarpements inexpugnables des montagnes, dont ils occupaient toutes les sommités et tous les sentiers. Mais le premier Consul, après avoir entendu et interrogé le chef d'état-major, lui dit : « Nous enlèverons sans combattre « cette immense forteresse du Tyrol. Il faut manœuvrer sur les flancs des Autrichiens, menacer leur « dernier point de retraite : ils évacueront sur-le-champ toutes les hautes vallées. Je ne changerai « rien à mes dispositions. Retournez promptement. « Je vais rompre l'armistice. Dites à Macdonald « qu'une armée passe toujours et en toute saison « partout où deux hommes peuvent poser le pied. Il « faut que, quinze jours après la reprise des hostilités, l'armée des Grisons se trouve aux sources « de l'Adda, de l'Oglio et de l'Adige; qu'elle ait « tiré des coups de fusil sur le mont Tonal, qui les « sépare, et qu'arrivant sur Trente, elle forme la « gauche de l'armée d'Italie et manœuvre de concert avec elle sur les derrières de celle de M. de « Bellegarde. Je saurai porter à temps des renforts « où ils seront nécessaires : ce n'est pas sur la force « numérique d'une armée, mais bien sur le but, « sur l'importance de l'opération, que je mesure celle « du commandement. » Telle fut la réponse du premier Consul. Elle ne pouvait avoir d'autres commentaires que l'exécution de ses desseins, et lui-même il en avait donné le signal en faisant dénoncer, le 8 novembre, l'armistice aux avant-postes autrichiens.

Dans le moment où Macdonald recevait cet ultimatum de Bonaparte, la seconde armée de réserve, sous les ordres de Murat, avançait sur les Alpes du Piémont, et, par son mouvement intermédiaire, elle tenait en suspens les espérances de l'armée des Grisons et de celle d'Italie, qui désiraient également sa réunion à leurs drapeaux. Mais le mystère de sa destination n'était connu que du premier Consul; et cette armée, après avoir traversé lentement le Piémont, qui venait de voir le général Soult, par sa prudence et par sa fermeté, comprimer l'insurrection, s'était dirigée vers le Milanais, où elle prit ses cantonnements.

Cependant Macdonald s'était mis en marche, et après avoir habilement trompé l'ennemi par une fausse démonstration sur le Tyrol allemand, il engagea son armée dans les défilés impraticables du Splügen. La neige avait déjà recouvert et fermé toutes communications entre les lieux habités : il fallut faire sonder et ouvrir les routes. L'armée eut à lutter encore contre ces tourments terribles qui transportent violemment des montagnes de neige dans les vallées, et qui précipitent des avalanches de glace du sommet des Alpes. La 104^e demi-brigade, après le passage des Alpes, dispersée par une

de ces tempêtes dans une plaine qui présentait un chemin facile, ne put se rallier qu'au bout de deux jours. On entra dans le mois de décembre, et toutes les rigueurs de l'hiver se déployaient avec la violence des convulsions qu'agite sans cesse, dans cette horrible saison, le chaos effrayant des Hautes-Alpes. Bonaparte était représenté à cette guerre de frimas par la 3^e demi-brigade d'Orient. Les vainqueurs d'Aboukir et d'Héliopolis, anciens compagnons d'armes de Bonaparte en Italie, allaient bientôt se reconnaître sur le théâtre de leurs premiers exploits.

Le 6 décembre, le quartier-général de Macdonald atteignit Chiavenna. Là commença la guerre contre les hommes; elle continua toujours contre les éléments. Mais le 3, Moreau avait gagné la bataille de Hohenlinden, et la nouvelle de cette grande victoire, annoncée à l'Angleterre par les batteries de Calais et de Boulogne, retentit aussi dans les glaciers de la Valteline et de l'Engadine. Dix mille Autrichiens occupaient la vallée de Nos, qu'il fallait franchir pour communiquer entre celle de l'Oglio et de l'Adige. L'attaque du mont Tonal, qui dominait cette vallée, fut décidée par Macdonald. Il venait d'être placé sous les ordres du général en chef Brune, et ne pouvait plus agir d'une manière indépendante : toutefois, ayant formé le hardi projet de tourner entièrement la droite de l'armée autrichienne et de la rejeter au-delà de l'Adige, il fit demander à Brune deux divisions de son aile gauche, afin de marcher, avec ce renfort, à la tête de vingt-trois mille hommes par Viçence, sur les derrières des Autrichiens. Brune refusa, et Macdonald persista dans sa résolution, malgré la faiblesse de son armée, réduite à sept mille hommes par la perte des huit compagnies que surprit à Scampf et à Zutz le général Bachmann, dans la nuit du 8 au 9 décembre, et par la mort d'un certain nombre de soldats ensevelis sous les neiges. Le général Brune se décida à lui envoyer deux mille hommes de la légion italique. A la tête de ces troupes réunies, Macdonald parvint à franchir toutes les sommités. Mais tant qu'il n'aura pas opéré sa jonction avec l'armée d'Italie, l'opération dont le premier Consul a conçu la pensée et semble conduire tous les mouvements de son cabinet des Tuileries, ne sera qu'une entreprise audacieuse, sans résultat comme sans motif. Il n'en arrivera pas ainsi. Les précipices, les glaciers, les escarpements des Alpes, sont devenus des routes militaires pour les bataillons français.

Cependant Moreau avait reçu l'ordre d'aller dicter la paix à Vienne. Il doit vaincre les cent mille hommes de l'archiduc Jean. Ce prince a concentré ses troupes sur Saltzbourg, dont il couvre les approches avec des masses imposantes. Mais le 14, le général

Decaen a surpris à Laufen le passage de la Salza, qui est rapidement traversée par le centre et la gauche de l'armée. Le 15, après le combat de Vaal, qui coûta la vie à près de deux mille Français, le général Decaen entra à Salzbourg par la rive droite, et le général Lecourbe par la rive gauche. La prise de cette ville, ou plutôt son évacuation par les Autrichiens, ouvre aux Français la route des États héréditaires que n'a pu défendre une armée nationale de cent mille soldats, commandée par un prince impérial, dans les fortes positions et dans les places de guerre qui bordent les rives de l'Inn et de la Salza. Moreau veut encore illustrer sa campagne par une grande bataille, et prescrit à ses lieutenants de poursuivre les Autrichiens avec autant de vigueur que de célérité. Le général Richepanse, qui conduisit l'avant-garde, part de Salzbourg, franchit avec promptitude les douze lieues qui le séparent de l'arrière-garde autrichienne, l'attaque le lendemain de grand matin, la culbute : et, après deux autres journées de combat, il atteint encore l'ennemi, qui s'est retranché à Schwanstadt. La déroute des Autrichiens est complète ; elle marque leur dernière résistance. Les affaires de Lambach et de la Traün continuent la marche brillante du général Richepanse. Cette rivière est passée du 10 au 20 sur quatre points différens par l'armée française. Cette campagne de vingt jours a enlevé à l'armée de l'archiduc vingt-cinq mille hommes et cent vingt pièces de canon. Enfin Linz, la porte de Vienne, tombe en notre pouvoir.

Mais pendant que Moreau volait de succès en succès, l'armée vaincue, sur la demande même de l'archiduc Jean, a changé de général. L'Empereur, occupé à passer, à Odenbourg, la revue de l'insurrection hongroise, l'a fait avancer sur Vienne, et a déclaré qu'il se chargeait lui-même de défendre sa capitale. L'archiduc Charles, disgracié depuis la paix de Campo-Formio, appelé tout à coup par l'inquiétude et la confiance publiques, séjournaît alors à Prague, où il formait les milices de la Bohême. C'était toujours à ce prince que la cour de Vienne recourait dans ses grandes calamités. Aussi bon citoyen qu'habile capitaine, il eut la générosité d'accepter le titre de généralissime. Il dut à la peur et à la nécessité le retour de toutes les distinctions dont l'orgueil et la haine de l'impératrice l'avaient fait dépouiller. Moins sensible toutefois à cette faveur politique qu'à l'amour et à l'estime de sa nation, il se rendit, pendant le mois de mars, à l'armée ; mais il arriva à Wels, où se trouvait le quartier-général, la veille de la déroute de Schwanstadt, quand nous avions forcé la ligne de la Traün. Il prévint dès-lors le sort de la campagne ; cependant il chercha à rallier ses forces, et à leur faire prendre

position sur la ligne de l'Ens, la dernière qui restât à défendre. Moreau pénétra le dessein de l'archiduc, et ne voulut pas lui laisser le temps d'attendre la jonction des levées hongroises et bohémiennes, alors en mouvement, et avec lesquelles ce prince pouvait nous contraindre à accepter une bataille désespérée sous les murs de Vienne. En conséquence, Richepanse reçut ordre de poursuivre et de se porter à Kremsmunster, par où l'ennemi se retirait pour passer l'Ens à Steyer. A cette époque il y avait émulation entre les généraux. L'infatigable Lecourbe, après avoir franchi les montagnes en quittant Salzbourg, avait atteint à Kremsmunster l'arrière-garde autrichienne ; il occupait la ville basse quand Richepanse y entra.

Le 20 décembre, l'armée française était en ligne au-delà de la Traün. Le 21, le comte de Meerfeldt, le négociateur de Léoben, arriva en parlementaire à Kremsmunster, au moment où Richepanse allait marcher sur Steyer. Il demande une suspension d'armes ; mais Moreau, à qui il avait été prescrit de refuser tout armistice, à moins que l'Autriche ne se décidât à rompre avec la Grande-Bretagne, ne trouvant pas suffisans les pouvoirs du comte de Meerfeldt, qui n'était point autorisé à traiter sur cette base, n'accorda l'armistice que pour quarante-huit heures, c'est-à-dire pour le temps matériellement nécessaire à la demande et à la réception de nouveaux pouvoirs. Moreau lui déclara que, passé ce terme si rapproché, où l'Empereur devait s'engager à traiter isolément et à évacuer le Tyrol, il continuait sa marche victorieuse vers la capitale.

D'après les plans de l'archiduc Charles, les généraux Klenau et Simbschon avaient concerté leurs opérations contre l'armée gallo-batave, et, le 18 décembre, Augereau vit ses deux ailes engagées séparément avec les Autrichiens, dans les environs de Nuremberg, qui donna son nom à la bataille. Augereau, à la tête de douze mille hommes contre trente mille, avait eu l'habileté de tenir la campagne, de garder la Rednitz, Wurtzbourg, Nuremberg, et enfin de garantir l'armée de Moreau de la diversion dont l'archiduc la menaçait par l'action combinée des généraux Klenau, Simbschon et du général bavarois prince de Birkenfeld. Le général Sainte-Suzanne avait aussi fait des progrès sur l'extrême droite de Moreau, et il était maître de Ratisbonne. Ce succès enlevait aux généraux ennemis la marche offensive reprise par eux, et les rappelait à leurs premières positions. Moreau fit continuellement preuve du plus beau génie militaire, mais il dut beaucoup à l'accord unanime des généraux les plus éloignés de lui pour le seconder de tous leurs moyens, comme s'ils eussent agi sous l'influence journalière et di-

recte de son commandement. L'honneur national était dignement représenté par les armées.

Les quarante-huit heures de trêve s'étant écoulées sans nouvelles de Vienne, Moreau, dont les avant-postes n'étaient plus qu'à deux journées de cette capitale, s'avancit sur Steyer, quand le général Grünne se présenta muni de pleins pouvoirs. Le 23 décembre, la convention fut signée à Steyer, pour l'archiduc, par le général Grünne; et pour Moreau, par le général Lahoric, qui trouva depuis une fin si déplorable. Par cet armistice le Tyrol était évacué et placé sous la discipline française; l'aile droite de l'armée d'Allemagne pouvait opérer sa réunion avec l'armée d'Italie, à laquelle l'armistice de Steyer n'était point applicable. L'armée française avait à sa disposition toutes les ressources de la Haute-Autriche, de la Bavière et de la Souabe, et en trois marches elle arrivait sous les murs de Vienne. En vingt-cinq jours, Moreau a conquis quatre-vingt-dix lieues, coupées et défendues par les quatre lignes formidables de l'Inn, de la Salza, de la Traun et de l'Ens, et le grand objet politique de la France, l'exclusion de l'Angleterre pour l'œuvre de la paix, a été rempli.

Pendant les victoires qui désarmaient la maison d'Autriche aux portes de Vienne, loin de comprimer dans Paris les ennemis du premier Consul, armaient contre lui de nouveaux assassins. Le 24 décembre (3 nivôse) avait été choisi, par des hommes de la bande de Georges Cadoudal, pour atteindre, par l'explosion d'une machine infernale, Bonaparte sur la route de l'Opéra, où la représentation du fameux oratoire de Haydn, *la Création du Monde*, devait réunir le premier Consul, sa famille, toute la cour, et l'élite de la société de la capitale. Les auteurs de ce plan exécutable se nommaient Saint-Régeut, ancien officier de marine, Carbon, Limoëlan, Joyaut, dit d'Assas, et Labaie Saint-Hilaire. Ces monstres avaient, dit-on, délibéré si la machine ne serait pas placée sous la salle de l'Opéra. Vers les sept heures du soir une charrette chargée d'un baril de poudre et de balles fut traînée et portée dans une des rues alors les plus populeuses de Paris, dans la rue Saint-Nicaise; Saint-Régeut et Carbon, dit le petit-François, étaient chargés de l'exécution. Bonaparte reçut quelques avis : à l'exemple de César, il les méprisa, et il ne dut la vie qu'à son cocher, qui, s'étant enivré, partit à toutes brides, et trompa de deux secondes seulement l'espérance des conspirateurs. Ils avaient froidement calculé le moment de l'explosion, sur le train ordinaire de la voiture du premier Consul; le nombre des victimes n'était pas entré dans leurs combinaisons. Cinquante-six personnes furent blessées et vingt-deux tués. La foule immense qui remplissait l'Opéra était si tumultueu-

sement occupée de l'arrivée du premier Consul, que le bruit de cette effroyable détonation n'y avait point pénétré. Tout à coup quelques groupes se formèrent dans les corridors, et quelques loges devinrent silencieuses; déjà la nouvelle de l'événement circulait. Bonaparte parut, et au même instant la salle retentit des plus vifs applaudissemens; mais quand le péril qu'il venait de courir fut connu dans le parterre et dans toutes les loges, l'exaltation publique monta à son comble. Une sorte d'ivresse enleva l'assemblée. Tous les regards, tous les gestes, toutes les voix, se portèrent simultanément sur la loge du premier Consul. Ce jour vit éclater sans doute son plus beau triomphe; il sut quel prix l'élite de la capitale attachait à sa conservation. Son salut, disait-on, avait quelque chose de merveilleux. Il était bien l'homme des miracles. Aussi l'attente du 3 nivôse affermit son pouvoir plus qu'aucune de ses victoires, parce que son existence fut proclamée soudainement un bienfait public. Échappé à ce danger presque inévitable, Bonaparte redevint pour beaucoup d'esprits religieux l'êlu de la Providence, et la superstition légitima sa fortune.

Mais le premier Consul, qui avait montré la plus grande sécurité au moment du péril et pendant toute la représentation de l'Opéra, regarda ensuite l'événement avec des yeux sévères. Fouché, ministre de la police, voulut se justifier à ses yeux de l'ignorance où il était de ce forfait, qui ne pouvait être que le résultat d'une conspiration et non un crime isolé. Il se souvint à propos de son ancien métier de proscripateur : en conséquence, pour satisfaire à la passion du moment, qui faisait rejeter sur les républicains toutes les entreprises contre Bonaparte, et afin de ne pas donner lieu au moindre soupçon de fidélité envers ses anciens amis, il dressa une liste de cent trente patriotes, que les consuls firent déporter par un sénatus-consulte rédigé nuitamment. Fouché, qui devait renouveler en 1815, sous un roi de France, ce moyen révolutionnaire, Fouché ne se borna point à faire exécuter l'arrêt prononcé contre des citoyens innocents du complot qu'on leur imputait : sur son rapport, les prisons s'ouvrirent pour d'autres victimes, car il institua aussi des lettres de cachet consulaires; enfin Bonaparte, si bien servi par les hommes de la révolution qui composaient ses conseils, osa entièrement franchir les limites de la législation, et demander une loi qui non-seulement établit des tribunaux criminels spéciaux partout où cela serait jugé nécessaire, mais aussi qui donnât aux consuls la faculté d'éloigner les personnes suspectes : cette proposition fut portée au tribunal; ce corps mérita noblement sa disgrâce prochaine par une discussion orageuse à laquelle le sénatus-consulte d'office, qui frappait

cent trente individus sans jugement, fournit encore des armes terribles. Jamais bataille législative ne fut plus long-temps indéciée. A cette époque, le respect des citoyens, ainsi que le patriotisme des orateurs, était resté attaché à la tribune; elle retentissait toujours d'accens républicains; les débats n'avaient pas subi d'entraves; les lois n'étaient emportées ni d'assaut ni de séduction. Alors Daunou, Chénier, Benjamin Constant, s'illustrèrent en défendant les libertés publiques et en rejetant les innovations présentées par le Conseil d'État. La lutte entre le pouvoir et le Tribunal dura sept séances; la résistance des tribuns rappela les beaux souvenirs de la législature française, et la faible majorité de huit voix, qui fit adopter la loi, rendit chère aux Français la minorité qui l'avait repoussée. Cette minorité prouva à la nation que ses droits pouvaient compter encore de dignes soutiens. On s'occupa de prononcer sur toutes les conspirations qui avaient menacé si directement les jours du premier consul; celle d'Aréna fut seule jugée par le tribunal criminel et par le jury; les autres coupables parurent devant des commissions militaires et furent passés par les armes. L'inspiration de la loi qui éreait des tribunaux d'exception venait des camps d'Italie et surtout de ceux d'Égypte. Cependant la gloire allait encore cabrer les faisceaux du pouvoir sous de nouveaux lauriers.

Les armées belligérantes s'ouvrirent la campagne en Italie que le 13 décembre. Leur condition était la même pour commencer les opérations. Le général de Bellegarde, à la tête de soixante-dix mille hommes, devait, pour franchir le Mincio et entrer dans le Milanais, attendre la coopération de l'armée du Tyrol et de celle de Naples. Le général Brune ne pouvait également prendre l'offensive sur la forte ligne du Mincio, sans que son flanc gauche fut assuré par la marche de l'armée des Grisons. Le 17 décembre, Bellegarde s'étant mis en mouvement, Brune se porta en avant. L'aile droite française obéit au général Dupont, l'aile gauche à Monecy, le centro à Suchet, et l'avant-garde à Delmas. Le général Rochambeau, détaché de l'aile gauche, est destiné à communiquer avec l'armée de Macdonald. Marmont commande l'artillerie. Le point désigné pour passer le Mincio est le village de Monzambano. Le 21, une action générale s'engage: les Autrichiens, chassés de tous leurs postes, sont refoulés sur Peschiera par notre avant-garde. Monecy s'empare de Monzambano; Suchet occupe la position de la Volta; Dupont repousse l'ennemi de l'autre côté du Mincio, et s'établit devant Goffo; mais il reçoit l'ordre de jeter un pont à Molino della Volta, vis-à-vis le village de Pozzuolo, et de se diriger lui-même avec son corps à la Volta; on le

embargeait de faire une fausse attaque, le 20, pendant le grand passage qui devait s'effectuer le même jour à Monzambano. Cette fausse attaque, habilement combinée et vigoureusement exécutée, porta bientôt ses troupes sur la rive droite, malgré le feu de l'ennemi; et elle devenait une affaire décisive qui terminait la campagne à son début, si le général en chef n'avait eu les plus puissantes raisons de persister dans sa première résolution, malgré les messages de Dupont pour l'informer qu'il était aux prises avec le centre et la droite de l'armée autrichienne. Vainement Suchet vint confirmer que Borghetto était aussi vivement assailli par le général Loison que Pozzuolo par le général Dupont; Brune demeura inflexible. Enfin, le général Dupont dépêcha son chef d'état-major, le général Ricard, pour annoncer et représenter qu'au lieu de se borner à la diversion ordonnée, il se trouvait engagé dans un grand combat, dont le passage du fleuve, opéré avec tant de succès, garantissait le résultat si les trois autres corps d'armée se rennaissaient au sien. Rien ne put vaincre l'opiniâtreté du général en chef, qui connaissait les forces de l'ennemi à Villa-Franca et prévoyait les dangers d'un engagement partiel et poussé trop loin par nos colonnes devant un ennemi supérieur en nombre; néanmoins il fit investir Borghetto par Boudet, et le chargea d'y relever les troupes de Suchet, qu'il envoyait au secours du général Dupont. Cependant la bataille de Pozzuolo, à laquelle nous forçâmes les vigoureuses attaques de l'armée ennemie, dura toute la journée; le village, dont la possession était de la plus haute importance, fut pris et repris. Le général Suchet avait appuyé avec trois brigades le corps du général Dupont. Pozzuolo resta aux troupes françaises; l'ennemi perdit six mille hommes, dont deux mille prisonniers. Cette victoire, disputée des deux côtés avec un acharnement extrême, n'avait rien dû changer au plan du général en chef. Dupont eut ordre de soutenir la défensive sur la rive gauche jusqu'à dix heures du matin, et de chercher à se rapprocher de Velaggio; Suchet dut abandonner ses positions, et venir prendre son rang dans l'opération du passage à Monzambano, qui eut lieu le 24 malgré la plus forte résistance. Les combats de Velaggio et de Salionzo enlevèrent encore six mille hommes à l'ennemi, qui se reploya sur l'Adige. Le général Bellegarde concentra son armée au camp de Saint-Martin, en avant de Vérone. Il fut poursuivi par le général Brune, qui répéta les habiles manœuvres du Mincio sur l'Adige. Au moment où Delmas, à la tête de l'avant-garde, franchissait ce fleuve, un parlementaire du comte de Bellegarde vint annoncer l'armistice de Steyer, et offrit de traiter pour une convention semblable. Mais il manquait aux pro-

positions de ce général la solution d'une difficulté sans laquelle le général français ne pouvait négocier. Le premier Consul avait, dans une lettre, prescrit les conditions d'une occupation politique et militaire de l'Italie autrichienne :

« Je vous prie de faire connaître au général Brune qu'il ne doit pas conclure d'armistice, à moins qu'il ne lui soit accordé Mantoue, Peschiera, Ferrare, Ancone, et au moins la partie de Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige; dans le cas où l'ennemi ne voudrait pas accéder à ces conditions, qu'il doit se porter sur la Piave. Vous ferez connaître au général Macdonald qu'il doit se porter sur Trente, et seconder, par des mouvements dans les gorges de Bassano, le passage de la Brenta. »

Tels étaient les ordres du premier Consul : ceux de la cour de Vienne commandaient, au contraire, au général de Bellegarde de ne rien éparguer pour la conservation de Mantoue.

Le lendemain, 2 janvier, toute l'armée française était sur la rive droite de l'Adige. Bellegarde avait levé son camp de Saint-Martin et fait évacuer Vérone; il attendait impatiemment la coopération des généraux du Tyrol, à qui il avait ordonné de se réunir à lui dans Vicence par la vallée de la Brenta. Mais avec ses neuf mille hommes, Macdonald retardait leur retraite, en même temps qu'il s'efforçait de répondre aux intentions de Brune, qui, lui apprenant que nous avions franchi le Mineio, lui prescrivait de la manière la plus pressante de prérenir à Trente la marche des troupes qu'il avait en tête. Pour favoriser l'exécution de cet ordre, Brune avait mis à la disposition du chef de l'armée des Grisons les trois mille hommes de la division Rochambeau. Alors Macdonald, continuant avec la même audace le siège des glaciers et des pics qui hérissaient sa route, était parvenu le 6 janvier à Storo, à vingt-cinq lieues de Trente. Si la nouvelle du passage du Mineio avait redoublé l'ardeur de l'armée des Grisons, la nouvelle du passage de l'Adige avait augmenté aussi celle des généraux du Tyrol italien pour empêcher la jonction de Macdonald et de Monecy, qui étaient en communication depuis le 4; mais ce dernier était arrivé le 9 à Roveredo, après avoir battu les Autrichiens à la Chiusa, à la Corona, à Serra-Valle. Le général Laudon avait concentré ses forces entre Roveredo et Trente, quand Macdonald entra dans cette ville, le 7, après avoir fait quarante milles dans un jour; Laudon échappa à Monecy en trompant sa loyauté par la fausse allégation d'un armistice semblable à celui de Steyer, et conclut entre Brune et Bellegarde. Monecy n'hésita pas à signer la convention, et ne connut la fourberie de Laudon qu'après de

Trente, où il rencontra les reconnaissances de Macdonald.

L'armée française suivrait vigoureusement l'armée autrichienne : après une affaire très chaude, elle parvint le 8 janvier à Vicence; le 12 elle passa la Brenta. Deux jours après, le général de Bellegarde avait la Piave entre son armée et l'armée victorieuse : Murat, à la tête de douze mille hommes d'élite, s'avançait à toute course sur le Pô; le colonel Sébastiani pénétrait à Trévise, lorsque les plénipotentiaires autrichiens chargés de pouvoirs se firent annoncer. Le général Brune se rendit à Trévise, où l'armistice fut conclu le 16.

Toutes les places désignées dans la lettre du premier Consul au ministre de la guerre étaient remises aux Français, excepté Mantoue, qui devait rester bloquée à huit cents toises. Mais, ce qui était facile à prévoir, le premier Consul, loin de ratifier l'armistice de Trévise, menaçait de dénoncer celui de Steyer si Mantoue n'était pas livrée. Un nouvel armistice, dont il dicta les conditions, fut signé à Lunéville le 26 janvier par le comte de Cobentzel, et Mantoue ouvrit ses portes à l'armée d'Italie. Comme on vient de le voir, l'armée française, sous la conduite du général Brune, s'était portée, en moins d'un mois et demi, des rives de la Chiusa aux bords de la Piave; maîtresse de quatre grands fleuves, elle occupait le Tyrol italien, ainsi qu'une partie du continent vénitien; et si l'on ne pouvait comparer ses succès aux immortelles campagnes de la première armée d'Italie, cependant quinze mille prisonniers, dix mille morts ou blessés, des magasins considérables tombés entre nos mains, la prise du château de Vérone, la Toscane délivrée de la présence des Napolitains et des insurgés, enfin le chemin de Vienne ouvert devant nous par l'habileté des chefs et la valeur des soldats, n'étaient pas de médiocres sujets de triomphe pour la république.

À la reprise des hostilités, la coopération de Naples en faveur de l'armée autrichienne avait été absolument nulle; mais elle eût pu devenir dangereuse, car le général Miollis, à qui trois mille Français et Cisalpins avaient suffi pour contenir la Toscane et réprimer l'insurrection d'Arrezzo, se vit dans la nécessité de faire tête, à l'aide de cette faible troupe, à huit mille Napolitains, parvenus jusqu'à Siemie de concert avec le corps autrichien du général Sommariva; heureusement l'armistice de Trévise arrêta la marche des Autrichiens, et, le 14 janvier, les Napolitains furent mis, à San-Donato, en déroute complète. Le premier Consul avait prévu cette diversion, qui lui semblait un vrai péril dans le cas d'un revers éprouvé par l'armée d'Italie; ce fut donc pour opposer tout à coup aux Napolitains

une force respectable, qu'il avait dirigé vers les Alpes la seconde réserve de douze mille hommes formée à Amiens, et qui, partie de Milan le 12 janvier, sous les ordres de Murat, se porta à la fois sur les frontières de Toscane et sur Anône, après l'important succès du général Miollis. Cette marche couvrait encore un mystère; car elle était tout en faveur du Saint-Père, dont Murat devait libérer les États envahis par les Napolitains. Alors le premier Consul fit entrer pour la première fois le Saint-Siège dans les calculs de la politique française, en prenant sous sa protection le patrimoine de l'Église, et en décidant le souverain pontife à fermer ses ports aux Anglais. Quant aux Napolitains, il ne voulut jamais voir en eux les confédérés de l'Autriche, quoiqu'ils eussent été pris en flagrant délit, mais bien ceux de l'Angleterre, qui occupait leurs ports. La même considération qui l'avait déterminé à exclure l'Angleterre de sa nouvelle négociation de Lunéville avec l'Autriche, l'avait également décidé à défendre au général Brune de comprendre l'armée napolitaine dans l'armistice de Trévise.

A cette nouvelle, la reine Caroline, déjà frappée d'épouvante par le passage du Mincio, se voyant isolée au fond de l'Italie et exposée à la vengeance du vainqueur, dont son exclusion du traité de Steyer lui faisait connaître toute l'animosité, ne consulta que l'imminence de son danger, et partit pour Pétersbourg, où elle implora avec succès l'intervention de l'empereur Paul auprès du premier Consul. Dans quelle position se trouvait alors la république française! L'empereur Paul lui envoyait un des principaux officiers de sa couronne pour solliciter le salut du royaume de Naples! Le grand-veneur de Russie n'eut pas de peine à faire agréer au premier Consul la médiation de son souverain. Bonaparte avait un trop grand intérêt à apprendre à toute l'Europe quelle union existait entre lui et Paul 1^{er}, dans le moment où, à deux journées de Vienne, son armée forçait la maison d'Autriche à demander la paix. Cette union venait d'être signalée, de la part de l'empereur de Russie, par une mesure à laquelle le premier Consul était tout-à-fait étranger. Louis XVIII dut quitter Mitau, où il s'était réfugié depuis que l'Autriche l'avait éloigné des bords du Rhin, et se retirer à Varsovie. L'ambassadeur extraordinaire de Russie obtint à Paris une réception royale; il fut ensuite défrayé sur toute sa route jusqu'à Naples, où, conformément à l'ordre de sa cour, après avoir terminé sa négociation de Paris, il se rendit pour résoudre la reine Caroline à accepter les conditions de la France. L'armée d'Italie lui fit de grands honneurs sur son passage. A son arrivée à Florence, il se vit accompagné et reçu par Murat; il trouva la

ville illuminée, et quand il parut le soir au théâtre avec ce général, on lui présenta un drapeau russe qu'il joignit à un drapeau tricolore, en disant : « Deux grandes nations doivent être amies pour la paix du monde et le bien général. »

Le malheureux Paul devait payer de sa vie les gages de son adhésion à ce principe généreux; l'intervention de ce prince arrêta dans les mains de Bonaparte la foudre prête à frapper le trône de Naples; elle décida aussi la reine Caroline à souscrire à un armistice de trente jours qui fermait ses ports à l'Angleterre, sa protectrice naturelle, et livrait ses plus importantes forteresses et la magnifique rade de Tarente à l'occupation d'une armée française. Cet armistice fut signé à Foligno, le 18 février 1801. Dans cette circonstance, Paul 1^{er} appuyait d'une garantie éclatante ce système continental, dont la renonciation, stipulée douze ans après dans son propre palais, devait appeler à Moscou son allié Napoléon, et à Paris son successeur Alexandre. La reine Caroline se détermina avec d'autant plus de promptitude à accueillir les dures conditions imposées, que Murat, renforcé d'une partie de l'armée qui venait de détruire celle de l'empereur son frère, marchait sur Naples à la tête de trente mille hommes. Ainsi, cette princesse perdait encore l'espoir d'être comprise dans le traité que l'Autriche négociait à Lunéville, par la même raison qui avait porté Bonaparte à l'exclure de l'armistice de Trévise. Les douze mille Français qui, sous le commandement du général Sout, gardèrent les places fortes napolitaines, et notamment la ville maritime de Tarente, furent désignés dans la convention d'armistice sous le nom d'*armée d'occupation*, et le trésor de Naples devait, chaque mois, payer 300,000 fr. à cette armée pour sa solde. Le traité qui termina la guerre entre la France et Naples n'était qu'une amplification détaillée de cette convention; il fut signé à Florence le 28 mars.

Le soir de la bataille de Hohenlinden, Moreau avait dit à ses généraux : « C'est la paix que nous venons de conquérir. » En effet, le comte de Cobentzel, qui était resté à Lunéville malgré la reprise des hostilités, avait changé subitement d'attitude après la victoire de Moreau; dans une note du 31 décembre 1800, il avait déclaré qu'il était autorisé par son souverain à donner à ses pouvoirs l'interprétation que leur avait donnée le plénipotentiaire français, et à *traiter sans le secours des Anglais*. Cette grande concession, dont la conquête venait de causer en Allemagne et devait encore causer en Italie tant de désastres et tant de pertes à la maison d'Autriche, était la paix du continent. La démarche du comte de Cobentzel en formait la déclaration suppléante. L'occupation de l'Italie et la

prise de Mantoue, la partialité du pape, l'accession si directe, si redoutable, de l'empereur de Russie, et l'abaissement de la cour de Naples, qui allait se rendre à discrétion au premier Consul par l'ordre de ce monarque, amenèrent, le 19 février, la signature du traité de Lunéville. Cette fameuse convention, en rappelant toutes les clauses du traité de Campo-Formio, renouvelait à la France la cession de la Belgique, lui couvrait toutes les souverainetés de la rive gauche du Rhin, enlevait à l'empereur d'Autriche le protectorat du Corps Germanique, en brisait le lien fédéral, en abandonnait la dotation aux intérêts de Bonaparte; préparait aussi le grand œuvre de la confédération du Rhin; fixait à l'Adige les limites des possessions autrichiennes en Italie; forçait la cour de Vienne à reconnaître l'indépendance des républiques cisalpine, ligurienne, batave et helvétique; dépouillait du Toseauc le frère de François II, et sous la vaine dénomination du *royaume d'Étrurie*, érigeait en échange du duché de Parme, faisait du grand-duché une récompense temporaire de la fidélité de la maison de Bourbon d'Espagne à sa haine contre l'Angleterre.

Au moment de la publication de ce traité, les esprits s'émerveillaient avec effroi de l'apparition du nouvel ordre politique qui sortait tout à coup des champs de bataille de l'Allemagne et de l'Italie, et du spectacle inconnu que la force et la fortune donnaient à l'univers. Des hommes clairvoyans jugèrent que l'autorité despotique des camps, source de la première royauté, allait se présenter à la France sous une autre forme, et que, n'ayant plus rien à attendre de l'amour ou de la reconnaissance du peuple, ni rien à craindre de son ingratitude ou de son inimitié, Bonaparte, élevé trois fois déjà sur le pavois triomphal par la défaite de la maison d'Autriche, ne se contenterait plus d'être le premier magistrat de sa patrie pendant la paix, ou son dictateur dans ses périls. Les hommes de 89, qui avaient donné tout leur appui, tous leurs vœux, toutes leurs espérances, à la révolution du 18 brumaire, rentrèrent encore une fois dans l'asile de leurs souvenirs : ils n'avaient prévu ni tant de gloire, ni tant de puissance après la gloire. Le traité de Lunéville offrait un examen également redoutable pour tous les partis de la France et pour tous les intérêts extérieurs; on n'osait toutefois soulever le voile de l'avenir : on attendait en silence.

Ce fut le 12 février que la nouvelle de la paix de Lunéville vint surprendre la ville de Paris, li-

vrée tout entière aux divertissemens du carnaval. La fête populaire devint tout à coup une fête héroïque; la population se porta d'enthousiasme aux Tuileries, au cri mille fois répété de *vive Bonaparte!* elle forma des danses sous ses fenêtres et improvisa les jeux du triomphe et de la paix; la musique militaire de la garde consulaire servit d'orchestre au bal parisien; le canon jusqu'à la nuit accompagna les plaisirs de ses belliqueuses détachemens; les théâtres retentirent de chants de victoire soudainement enfantés par les poètes de la république; les habitans illuminèrent spontanément; les Parisiens exercèrent à l'envi leur joyeux royaume, qu'ils avaient à peine abdiqué, même sous la terreur. La hausse des fonds, depuis si infidèle aux intérêts de la France, signala dès ce jour la marche ou plutôt l'entraînement de l'opinion : on spécula sur le traité de Lunéville, comme on avait spéculé sur le 18 brumaire, et cet agiotage, créé par la gloire qui couvrait la France, parut un gage donné à la fortune publique. La fête la plus brillante fut celle de M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures : le premier Consul y reçut l'hommage de tout ce que Paris renfermait d'hommes distingués dans toutes les classes, soit nationaux, soit étrangers; les illustrations de la monarchie et de la révolution, vieux seigneurs et vieux républicains, nouveaux riches, guerriers, savans, poètes, magistrats, législateurs, artistes, tout s'y trouva réuni pour honorer dans la personne du premier Consul le passé, le présent et l'avenir. Paris se livrait sans prévoyance à tout le délire de la prospérité nationale; Bonaparte recueillait alors les votes de cet autre 18 brumaire qu'il méditait. Jamais la liberté d'un grand peuple, tel que les Français l'étaient alors, ne succomba à un plus beau péril.

Le souvenir de cet enthousiasme, de cette séduction, est sans doute perdu; mais le tribut payé à l'industrie par l'homme des champs de bataille devait revivre à jamais dans l'institution du 4 mars 1801 : à dater de ce jour, l'exposition des produits manufacturiers et industriels de la France fut décrétée pour la clôture de l'année républicaine, du 17 au 22 septembre. Cette création, qui révéla encore une autre supériorité de cette époque si digne de mémoire, éleva la gloire des arts utiles à la hauteur de celle des armes, à laquelle elle a survécu tout entière, et la science, modeste, laborieuse, féconde, eut aussi ses conquêtes et ses trophées. Le génie de la guerre, en repos, vota cet hommage à la paix et le légua à la patrie.

CHAPITRE IV.

(1801.)

CONTINUATION DE LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE. — CONFÉDÉRATION DU NORD. — MORT DE PAUL I^{er}. — GUERRE DU PORTUGAL AVEC L'ESPAGNE. — PAIX DE BARRIS. — CONCORDAT. — CAPITULATION D'ALEXANDRIE EN EGYPTÉ. — PAIX AVEC LA SAVIÈRE. — PRÉLIMINAIRES DE PAIX AVEC LA GRANDE-BRETAGNE. — PAIX AVEC LA RUSSIE; AVEC LA PORTE OTTOMANE.

Il ne restait plus de la coalition que l'Angleterre, le Portugal, sa colonie, et la Porte, dont la guerre d'Égypte avait fait son satellite. Au-delà de l'Elbe tout était neutre. Une neutralité armée liait également les cours du Nord, celles de France, d'Espagne et d'Italie, contre le despotisme maritime de la Grande-Bretagne. Jamais plus formidable déclaration n'éclata contre la souveraineté des mers. Cet acte restera comme un des plus beaux monuments du consulat de Bonaparte. En deçà de l'Elbe, tout subissait le joug du traité de Lunéville. Victime de la défaite de l'Autriche, le Corps Germanique avait été compris, sans même se voir cité au tribunal du vainqueur, dans les sacrifices imposés à l'Empereur. C'était encore l'Allemagne qui avait dû indemniser de la perte de leurs États le duc de Modène et le grand-duc de Toscane. Les Français possédaient ou occupaient toute l'Italie en deçà de l'Adige; l'abdication planait sur la royauté piémontaise et sur la république génoise; le nouveau royaume d'Étrurie lui-même ne présentait qu'une existence viagère sous un prince maladif et trop faible pour se maintenir long-temps vassal de la France; le procès de la cour de Naples n'était pas jugé; mais, en attendant sa condamnation, ses États se trouvaient saisis et frappés d'interdiction. Tous les princes temporels de la Péninsule avaient perdu leur puissance; le souverain pontife conservait seul la sienne: le pape obtenait la pleine jouissance de son indépendance politique, à la condition de fermer ses ports aux Anglais; et le suprême magistrat de la république française reconnaissait les foudres du Vatican.

Le général en chef Murat, à qui le premier Consul ordonnait, par l'entreprise du ministre de la guerre, d'assister à quelque grande cérémonie religieuse, avait été chargé auprès du Saint-Père d'une négociation dont la tradition ne se rattachait qu'au fils aîné de l'Église. On prescrivait également au général Soult et à son état-major d'aller à la messe dans le royaume de Naples, et de bien vivre avec les prêtres. Nul doute que ces généraux n'eussent obéi; mais ce que l'on dut regarder alors comme un ordre de simple discipline militaire couvrait un grand secret entre le pape et Bonaparte.

Cependant, tandis que l'Italie entière portait le joug de la république, un port d'une île voisine du littoral toscan offrit, par sa longue résistance, une exception honorable à la domination française. Par le traité de Florence, du 28 mars, entre la France et Naples, la reine Caroline nous abandonnait la principauté de Piombino et ce qu'elle possédait dans l'île d'Elbe, dont le reste appartenait à la Toscane. Mais les Anglais gardaient l'île entière militairement, et les ports napolitains Porto-Longone et Porto-Ferrajo, d'où s'élançaient les croisières britanniques, bloquaient étroitement le royaume d'Étrurie, dont plus d'un intérêt exigeait le prompt affranchissement. En conséquence, Murat eut la mission de se rendre maître de l'île d'Elbe; Bonaparte, comme dominié par une prévision fatale, prit tellement à cœur cette affaire, qu'il envoya lui-même le plan d'attaque. L'expédition partie de Corse le 30 avril, sous le commandement du colonel Mariotti, n'éprouva d'opposition que de la part de quelques postes anglais, qui furent repoussés; le

gouverneur napolitain de Porto-Lungone remit, en vertu du traité, la place aux Français. L'expédition sortie de Piombino, sous les ordres du général Thurreau, n'obtint pas le même succès devant Porto-Ferrajo : le gouverneur était Anglais, et en cette qualité il ne voulut point reconnaître le traité de Florence. Il fallut se résoudre à un siège régulier, dont le général Watrin eut la conduite; mais bientôt la flotte de l'amiral Warren forma l'investissement de l'île. Les Français éprouvèrent quelques pertes maritimes, et les troupes du siège se trouvèrent entièrement isolées de la terre ferme. Porto-Ferrajo, défendu par quelques centaines d'hommes, résista courageusement aux plus rudes assauts, et soutint même un bombardement : cette ville suivit la fortune de la nation à laquelle appartenait son gouverneur; elle ne passa sous les lois de la France qu'à la signature des préliminaires du traité d'Amiens, cinq mois après la descente du général Thurreau. Ainsi la volonté impatiente de Bonaparte se brisa contre ce port que la destinée réservait pour asile à sa chute; il semblait entraîné malgré lui à faire, pour ainsi dire, une reconnaissance sur l'avenir; il avait déjà donné une preuve remarquable de cette singulière disposition de son esprit, lorsque, après le traité de Lunéville, il avait dit aux députés belges : « *Quand même l'ennemi aurait eu son quartier-général au faubourg Saint-Antoine, le peuple français n'eût jamais cédé ses droits, ni renoncé à la réunion de la Belgique.* »

L'Angleterre régnait sur les mers et se trouvait embarrassée de son empire quand tous les ports de l'Europe lui étaient interdits. Elle avait voulu rompre cette confédération du Nord, conclue à l'instigation de la France dans le mois de décembre 1800, entre la Russie, la Prusse, la Suède et le Danemarck. Mais les négociations ouvertes à Berlin ayant échoué, la guerre d'un embargo réciproque et universel avait été proclamée. L'empereur Paul était l'âme de cette proscription contre l'Angleterre. Il avait d'ailleurs à venger un grief personnel. L'Angleterre retenait l'île de Malte, quoique l'Ordre eût nommé grand-maître et empereur schismatique; bizarre sans exemple jusqu'alors dans les fastes du catholicisme! Le plan général de défense se concerta dans les conseils de Pétersbourg. Les hostilités locales signalèrent à l'envi la croisade des confédérés. Les bouches de l'Elbe, du Weser et de l'Ems furent fermées, le Hanovre envahi par la Prusse, Hambourg occupé par les Danois. Les chantiers et les ports de la Hollande, de la Russie, de la Suède et du Danemarck, retentissaient d'immenses préparatifs. Trois armées russes se rassemblaient en Lithuanie. Paul 1^{er}, allié et ami sincère de Bonaparte depuis le renvoi des prisonniers moskovites, était le chef

naturel de tous les pavillons du Nord contre le droit de visite. Ses forces maritimes consistaient en quatre-vingt-sept vaisseaux de ligne et quarante frégates. La Suède avait dix-huit bâtimens de haut-bord et quatorze frégates; la France cinquante-cinq vaisseaux de ligne et quarante-trois frégates; elle disposait, en outre, de la marine hollandaise, espagnole et napolitaine. Jamais armement plus formidable ne se réunit contre la puissance anglaise. Les côtes du Nord se bérissèrent de batteries. Une flottille de chaloupes canonnières stationnait près d'Altoa, que protégeait un camp de vingt mille hommes.

Si le concert des trois puissances de la Baltique eût été en raison de leurs forces, le pavillon anglais n'aurait pas osé s'y montrer. Mais peut-être connut-on assez exactement à Londres le véritable état des choses, pour que Nelson ne balançât point à aller délier avec vingt vaisseaux de guerre les cent quatre-vingt-seize bâtimens de la coalition, qu'il savait bien n'être point rassemblés. Le point naturel de l'attaque pour les Anglais était encore cette malheureuse ville de Copenhague, dont le gouvernement semble avoir pris à jamais pour devise : *Honneur et fidélité*. La flotte anglaise, partie de Yarmouth le 12 mars, portait aussi un ambassadeur. Elle se fit précéder par des propositions si humiliantes, que le négociateur chargé de les présenter au gouvernement danois reçut ses passeports pour toute réponse. Le 30 mars, les Anglais franchirent le Sund en trois heures, et le soir ils jetèrent l'ancre devant la rade de Copenhague. La ville put compter le nombre des vaisseaux qui allaient la foudroyer. Elle se voyait réduite à se défendre seule; en effet, par une fatalité qui laisse peut-être à soupçonner un mystère de la coalition, la flotte suédoise ne devait appareiller que le lendemain, et les flottes russes étaient trop éloignées. Cependant, servies avec la plus grande vigueur sous les ordres du prince royal, les batteries de terre et de mer des Danois, fortes de neuf cents pièces, portèrent un tel ravage dans la flotte britannique, que l'amiral Parker donnait déjà le signal de la retraite; mais le terrible vainqueur d'Aboukir, l'impassible témoin de la sanglante réaction de Naples en 1799, Nelson ordonna le combat à outrance, et le sort de la flotte danoise fut accompli. Nelson était le séide de la politique de Pitt. Cette terrible bataille, où la gloire fut pour les Danois et la victoire pour les Anglais, eut lieu le 2 avril; elle dura quatre heures. La perte des combattans donna la mesure des forces respectives. Les Anglais eurent à regretter environ mille hommes, et les Danois le double. Il n'y avait que six mille hommes de troupes à Copenhague, et dix vieux vaisseaux embossés. Un armistice de

cent jours, auquel consentit le patriotisme du vaillant prince royal de Danemarck, mit fin à cette lutte inégale.

Les engagements de Paul I^{er} avec Bonaparte contre l'Angleterre n'étaient point circonscrits dans l'enceinte de la Baltique. Les deux alliés avaient projeté l'invasion de l'Inde par une armée combinée, française et russe, de soixante-dix mille hommes, qui devait, en quatre mois, arriver aux bords de l'Indus. La ville d'Asterabad, sur la mer Caspienne, en Perse, était le rendez-vous général. En concevant cette audacieuse entreprise, Bonaparte regardait l'Égypte, sauvait la généreuse armée qu'il y avait laissée, conservait à la France cette inappréciable colonie, attachait à la métropole les intérêts unis de l'Afrique et de l'Asie, détrônait la domination des mers, abattait le Croissant et changeait la face du monde.

Mais le plus exécrable attentat servait alors la fortune britannique : dans la nuit du 24 mars, Paul I^{er} trouva des assassins au sein même de son palais. Malgré une défense héroïque, ce prince périt de la manière la plus barbare par les mains les plus nobles de son empire. Après ce crime, qui préserva l'Angleterre de sa ruine, on lut dans le *Moniteur de France* : « Paul I^{er} est mort dans la nuit du 25 au 24 mars. L'escadre anglaise a passé le Sund le 30. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événements. » La proclamation impériale de Pétersbourg publia que l'empereur était mort d'un coup d'apoplexie!

La mort de Paul I^{er} brisa la coalition du Nord. On prétend que cette nouvelle, parvenue au prince royal de Danemarck le 2 avril, au milieu du combat qu'il soutenait si vaillamment contre la flotte anglaise, le décida à signer l'armistice proposé par Nelson. Aussitôt après la mort de l'empereur, Alexandre se hâta d'abjurer la conduite de son père, et, par un traité de commerce conclu le 17 juin de la même année, il reconnut cet odieux droit de visite contre lequel l'honneur des nations venait de s'armer. Le Danemarck, la Prusse et la Suède durent accéder à ce traité que la force leur imposa. Hambourg fut évacué par les Danois, le Hanovre par les Prussiens, et tout le littoral du nord de l'Europe rendu aux Anglais. Ainsi, un crime horrible, conçu et exécuté dans le palais impérial russe, palais tant de fois tragique, anéantit soudain les espérances des neutres, dont les chefs du plus grand empire et de la plus grande république du monde avaient si généreusement pris la défense.

Le Portugal, le seul allié de la Grande-Bretagne au commencement de cette année, restait ouvert par terre à l'invasion de la France et de l'Espagne.

C'était l'unique point du continent où Bonaparte pouvait atteindre désormais la puissance anglaise; il ne devait pas avoir d'autre politique que celle de lui enlever ce dernier appui. Dans le but de compléter le blocus général qui alors entourait l'Europe, il résolut d'employer l'Espagne à ses desseins contre la cour de Lisbonne. Il avait chargé son frère Lucien d'aller, en qualité d'ambassadeur, négocier à Madrid l'envahissement du Portugal par les troupes espagnoles et les troupes françaises combinées, démarche que précéda une proposition au cabinet de Lisbonne de faire la paix sous la condition de renoncer à l'union britannique, de fermer ses ports à l'Angleterre, et de livrer le quart du royaume aux armées française et espagnole. Cette proposition avait été rejetée par le prince régent avec d'autant plus de hauteur, qu'il savait qu'une pareille circonstance lui permettait surtout de compter davantage sur les secours du gouvernement auquel il se sacrifiait. Mais en Angleterre, où l'on calcule plutôt encore le profit que l'honneur national, le conseil décida que les préparatifs que l'on fit ouvertement pour sauver le Portugal, couvriraient une entreprise plus utile, si elle était moins généreuse. En effet, les vaisseaux stationnés pour la défense de ce royaume se dirigèrent vers l'Égypte; et la plus grande partie des forces anglaises s'embarqua à Lisbonne même pour cette nouvelle destination. Ainsi le Portugal tomba tout à coup, par rapport à l'Angleterre, dans la même position où se trouvait au même moment le Danemarck par rapport à la Suède, et il se vit aussi réduit à lui-même.

Le premier Consul avait intéressé à la coopération de l'Espagne l'amour-propre du Prince de la Paix, favori tout-puissant auquel obéissaient le roi, la reine et la nation. Il eut l'air de le mettre à la tête de cette expédition, composée d'une armée espagnole de quarante mille hommes et d'une armée française rassemblée à Bordeaux, sous le nom d'armée des Pyrénées, aux ordres du général Gonvion-Saint-Cyr. Le titre de généralissime et celui de conquérant séduisirent Godoy, le traité fut signé à Madrid. Toutefois le premier Consul ne voulut point courir les chances d'une confiance entière dans les talents militaires du généralissime; il traça lui-même le plan de la campagne, mais pour mieux en assurer l'exécution, il chargea le général Gonvion-Saint-Cyr d'aller prendre à Madrid la direction de cette guerre, et donna à son beau-frère, le général Leclerc, l'armée d'invasion des Pyrénées. Cependant, malgré ces précautions, l'ardeur belliqueuse du Prince de la Paix lui échappa. Un corps de quinze mille Portugais s'était porté en avant; et, après l'échange des déclarations de guerre entre

les deux États voisins, l'armée espagnole avait marché sur l'ennemi. En peu de jours cette armée, quoique commandé par don Manuel Godoy, n'éprouvant de résistance ni dans les places, ni dans les positions, acheva paisiblement l'occupation de deux ou trois provinces. Dans cet état de choses, la cour de Lisbonne crut pouvoir conjurer l'orage dont les Français la menaçaient, par l'abandon à l'Espagne de la forteresse d'Olivenza et de son territoire, et en lui payant une somme de trente millions. Le Prince de la Paix, qui avait bien mérité son surnom par cette campagne, le mérita doublement par le traité que, le 6 juin, il s'empressa de souscrire à Badajoz avec le prince régent de Portugal, et sans demander le consentement du puissant allié qui avait mis le gouvernement espagnol en mouvement. Sa vanité seule peut égaler son impéritie; il fit venir à Badajoz le roi et la reine pour assister à son triomphe et recevoir onze drapeaux qu'il avait trouvés et non conquis. Là, cette politesse eut sa récompense : le roi donna deux de ces drapeaux à son favori, et lui écrivit de les ajouter à ses armes. Cette scène ridicule vint bientôt à la connaissance du premier Consul; et quand le ministre Pinto arriva à Lorient, chargé de communiquer au cabinet des Tuileries le traité du prince régent avec l'Espagne, il reçut l'ordre de se rembarquer et d'aller rejoindre les négociateurs de Badajoz. La lutte continua entre la France et le Portugal; le prince régent parvint à remettre sur pied vingt-cinq mille hommes; de son côté le général Leclerc, qui occupait la province de Salamanque, commença les hostilités; enfin, la paix de Badajoz ayant été regardée comme non avenue, le 29 septembre le Portugal en signa une autre à Madrid avec la France et l'Espagne. Le premier Consul, ayant fait cette guerre pour obtenir cette paix, se contenta des deux avantages qu'il y avait attachés : la fermeture des ports et de toutes les possessions portugaises aux navires anglais, et une augmentation de territoire pour la Guyane française. On stipula aussi l'admission réciproque des commerçans des deux puissances dans les ports respectifs, en attendant un traité de commerce. Cette singulière campagne amena encore pour Bonaparte un grand résultat; elle établit une nouvelle inimitié entre les deux peuples de la Péninsule.

Cependant le continent, soit lassé de ses sacrifices, soit soumis à l'ascendant du gouvernement consulaire, ne voulait plus prendre part à la lutte entre l'Angleterre et Bonaparte. Déjà même celui-ci ne se souciait plus de populariser la révolution dans les pays étrangers; il ne cherchait à convertir les ennemis de la république que par la victoire. Devenu de fait le maître de la France, après en avoir

été le libérateur, il marchait vers la domination absolue à la tête de la masse de la nation, et il sentit que les temps approchaient où il devait lui révéler hautement les secrets de sa politique et de sa gloire. Les empiétements du pouvoir échappaient aux Français, éblouis par tant d'éclat; ils étaient peut-être moins éclairés déjà sur les véritables intérêts de la liberté que les Français de 1789, qui l'avaient si unanimement et si généreusement saignée à son herceau. Mais Bonaparte, dont la prudence égalait la force, jugea nécessaire de s'attacher encore la faveur publique par un bienfait qui atteignit toutes les classes, c'est-à-dire par la paix générale.

Cette paix devait plutôt se négocier que se conquérir. Plusieurs symptômes annonçaient que la guerre couvrait la possibilité d'un arrangement. Malgré le traité de Lunéville, l'ambassadeur de France, Otto, avait été retenu à Londres sous différens prétextes; un chargé d'affaires anglais séjournait à Paris; les paquebots allaient continuellement de Calais à Douvres; et, enfin, le ministère de M. Pitt, qui, le premier, combattit la liberté française, venait de disparaître de la scène politique. Sa retraite était une grande révolution dans les conseils britanniques; car Pitt, tant par ses antécédens que par l'opiniâtreté de sa haine contre la France, et particulièrement contre la personne de Bonaparte, dont le génie triomphait du sien, formait à lui seul un obstacle insurmontable à toute conciliation. Cependant, malgré ce nouvel état de choses, les hostilités maritimes, à défaut des hostilités continentales, se poursuivaient sur les deux rivages de la Manche avec la plus extrême vigueur.

Ce grand duel semblait interminable, en raison de la nature du champ de bataille et de celle des griefs des deux partis : l'un ne reconnaissait pas même l'état politique du gouvernement français; l'autre, la souveraineté des mers dont son rival était en possession. L'Angleterre comptait alors cent trente mille marins, et sept cent quatre-vingts bâtimens de guerre qui régnaient sur tous les océans et bloquaient les ports de la France et de ses alliés. Resté seul armé contre ce terrible adversaire, Bonaparte trouva dans l'énergie de son caractère et dans celle de la nation assez de ressources pour ne pas se contenter de résister à la tempête britannique. Tous les points vulnérables des côtes de l'Océan se couvrirent de batteries et de redoutes depuis l'embouchure de la Garonne jusqu'à celle de l'Escaut. Une armée immense défendait toutes ces positions. Les lignes télégraphiques furent multipliées de Paris à Boulogne, qui, placé en face de l'ennemi, s'offrait comme le port naturel de l'expédition projetée. Bonaparte confia cette expédition au vice-amiral Latouche-Tréville, marin illustre que la

France n'a pas remplacé. La persévérance et l'impétuosité triomphèrent à la fin de tous les obstacles de l'étroit blocus qui ceignait la France. Les flottilles construites sur les rivières arrivèrent successivement sous la protection des batteries des côtes, au rendez-vous de Boulogne. Plusieurs actions entre les chaloupes françaises et les eroisières anglaises donnèrent de la valeur à cette nouvelle lutte, et inquiétèrent souvent ce mépris hautain que le cabinet britannique affichait contre elle.

Dix-huit mois s'étaient écoulés depuis le retour de Bonaparte en France; en quittant l'Égypte, il avait promis des secours à l'armée qu'il laissait dans ce pays; mais tant d'événemens importants ne lui permirent pas de réaliser ses promesses; seulement il en gardait le souvenir. L'armée expéditionnaire était malheureuse sous Menou, successeur du vainqueur d'Héliopolis, et elle désespérait à la fois de se maintenir en Égypte et de revoir le ciel de la France. Cependant, averti tout à coup qu'une flotte anglaise, sous la conduite de sir Ralph Abercrombie, se rassemblait aux Baléares, pour coopérer avec une nouvelle armée turque à la délivrance de l'Égypte, le premier Consul conçut l'audacieux dessein de prévenir cette réunion formidable, et d'envoyer également une armée à la défense du Nil. Le mystère impénétrable qui enveloppait le projet de cette expédition devait aussi en couvrir l'exécution. Le contre-amiral Gantheaume, qui avait ramené Bonaparte, fit voile de Brest avec sept vaisseaux et deux frégates, portant cinq mille hommes de débarquement sous les ordres du général Sahuguet. Cette escadre fut bientôt signalée; mais l'amiral Harway prit le change sur son but, tant il lui parut hors de toute prudence que les Français osassent avec si peu de forces tenter la navigation de la Méditerranée, et il envoya à leur poursuite une division dans les parages de l'Ouest. Tandis que cette division gouvernait sur les Antilles, Gantheaume franchissait le détroit de Gibraltar et surprenait l'observation de sir Warren, qui y commandait la station anglaise. Cependant, par cela seul, la destination de Gantheaume était connue. Chassé par l'escadre de la Manche, il dut relâcher à Toulon après avoir enlevé une frégate à l'ennemi. Une flottille sortie de Roebefort pour seconder son opération avait été moins heureuse; elle fut attaquée, perdit son commandant, et la tempête la dispersa.

Bloqué à Toulon par sir Warren, Gantheaume reçut l'ordre impératif de se remettre en mer et de débarquer ses cinq mille hommes en Égypte. Il réussit à tromper encore la vigilance des Anglais; mais la contagion se mit à bord. Il dut se séparer de trois de ses vaisseaux. Avec le reste, il parvint en vue des côtes de l'Égypte. Toutefois, au moment

d'effectuer son débarquement, il se vit assailli et forcé d'accepter la bataille; il eut le bonheur d'échapper à la flotte de l'amiral Keith, forte de quarante voiles, et à l'escadre de sir Warren, et de rentrer glorieusement à Toulon après avoir capturé un vaisseau et une corvette.

Cependant Bonaparte, loin d'être rebuté par la connaissance que l'ennemi avait de son projet, y persista: le contre-amiral Linois dut appareiller de Toulon avec trois vaisseaux et une frégate, et aller joindre à Cadix une flotte espagnole et française pour voguer avec elle vers l'Égypte. Cette flotte comptait douze vaisseaux sous les ordres de l'amiral Moreno. Linois partit de Toulon; mais, poursuivi par six vaisseaux anglais, il se jeta dans la baie d'Algésiras, où il leur présenta noblement le combat. Soutenu par les batteries de la côte, il força un vaisseau à amener pavillon et un autre à se retirer. Ce combat eut lieu le 5 juillet 1801, et honora la marine française. Si l'amiral espagnol n'eût pas perdu trois jours à sortir de Cadix et à arriver sur Algésiras, où il ne parut que le 9, l'amiral anglais n'aurait pas eu le temps de se reposer, et la flotte combinée eût porté à la malheureuse armée d'Égypte les renforts qu'elle attendait depuis si long-temps. Moreno fut attaqué pendant la nuit. Deux de ses vaisseaux, ses croyant ennemis, s'abandonnèrent et périrent par l'incendie. Les Anglais s'emparèrent d'un troisième. *Le Formidable* se débarrassa de plusieurs adversaires qui l'assaillirent à la fois, et put revenir à Cadix. Ce navire méritait son nom; il avait pour commandant le brave capitaine Troude, qui devint depuis contre-amiral. Ainsi la fortune maritime manquait décidément à Bonaparte, et l'Égypte espérait vainement des secours. Le général Abercrombie avait débarqué à Aboukir une armée de vingt-quatre mille hommes, combinée avec celle du grand-visir qui venait de la Syrie, et les troupes que le général Baird amenait de l'Inde par Suez. Après plusieurs défaites, l'inhabile et présomptueux Menou avait perdu la bataille d'Alexandrie, où périt le général en chef anglais, et, le 30 août, il signa dans cette ville une capitulation, en vertu de laquelle vingt mille braves, les deux tiers de l'armée expéditionnaire, revirent bientôt la France sur des bâtimens étrangers.

L'amiral Nelson avait reçu la mission d'aller brûler la flottille de Boulogne. Le 4 août, il s'était présenté avec trente vaisseaux et un grand nombre de brûlots, de bombards et de canonniers. Le contre-amiral Latouche-Tréville, qui l'attendait en avant de la rade, engagea l'action. Battu par le feu de la flottille et celui des batteries de la côte, Nelson dut aller se réparer à Déal et à Margate. Le 14 et le 16 il reparut avec soixante-dix voiles, résolu de

détruire d'un seul coup toute l'armée navale qui restait à la France. Il profita de la nuit pour surprendre le port et la flotte; cependant, obligé de rallier au jour avec une perte de deux cents hommes, Nelson devint l'objet de blâme et du mépris à Londres. Ses souvenirs d'Égypte ne lui servirent pas à beaucoup près autant devant Boulogne que devant Copenhague; car indépendamment de la répétition qu'il voulut tenter encore cette fois de sa manœuvre d'Aboukir, il avait eu la maladresse de dire à Londres de nos chaloupes canonnières ce que les Mameluks avaient eu de nos compagnies d'infanterie, qu'elles étaient liées ensemble avec des chaînes. A défaut d'autres armes, une guerre de plume des plus envenimées continua les combats de la France et de l'Angleterre; renouvelée chaque soir dans les feuilles des deux pays, elle dérobait à l'Europe les travaux secrets d'une négociation très active. Jamais la haine extérieure ne couvrit plus mystérieusement les approches de la paix: en effet, le 27 juillet, peu de jours avant que Nelson eût appareillé pour aller incendier Boulogne, le diplomate français Otto remettait au ministère britannique une note, dictée à la fois par la plus honorable modération et par la plus saine politique. « Le gouvernement français ne veut rien oublier de ce qui peut mener à la paix générale, parce qu'elle est à la fois dans l'intérêt de l'humanité et dans celui des alliés. C'est au roi d'Angleterre à calculer si elle est également dans l'intérêt de sa politique, de son commerce, de sa nation; et si cela est, une île éloignée (Malte) de plus ou de moins ne peut être une raison suffisante pour prolonger le malheur du monde.... La question se divise en trois points, la Méditerranée, les Indes, l'Amérique. L'Égypte sera restituée à la Porte; la république des Sept-Iles est reconnue; tous les ports de l'Adriatique et de la Méditerranée occupés par la France seront restitués au roi de Naples et au pape; Mahon sera rendu à l'Espagne; Malte sera restituée à l'Ordre, et si le roi d'Angleterre juge conforme à ses intérêts, comme puissance prépondérante sur les mers, d'en raser les fortifications, cette clause sera admise. Aux Indes, l'Angleterre gardera Ceylan.... Les autres établissements seront restitués aux alliés, y compris le cap de Bonne-Espérance. En Amérique, tout sera restitué aux anciens possesseurs; le roi d'Angleterre est déjà si puissant dans cette partie du monde, qu'exiger davantage, c'est, maltre absolu de l'Inde, vouloir l'être encore de l'Amérique. Le Portugal sera conservé dans toute son intégrité. Voilà les conditions que le gouvernement français est prêt à signer.... »

Le grand événement qui semblait alors si loin de

la pensée des deux pays, ou plutôt de leurs gouvernements, eut tout à coup un précurseur dont l'apparition bien inattendue vint étonner également la France philosophe et l'Europe catholique; je veux parler du Concordat avec la cour de Rome. La conversion de Bonaparte parut brusque: toutefois elle était bien plus sincère qu'on ne le soupçonnait alors. Aussi resta-t-on frappé de stupeur à cette nouvelle, comme à l'aspect d'un phénomène dont les souvenirs contemporains, dont l'âge du dictateur lui-même, dont enfin douze années de révolution laissaient à peine entrevoir quelque trace lointaine. Les deux tiers de la population active de la France manquaient totalement de point de départ pour cette espèce de traité, qu'ils devaient regarder comme une étrange innovation. Elle était en effet aussi extraordinaire qu'audacieuse. Bonaparte prélevait ainsi, par le rappel de la noblesse ecclésiastique, à celui d'une autre exception sociale. L'autel préparait le trône et réconciliait le premier magistrat de la terrible république française avec les princes des monarchies européennes qu'il devait imiter bientôt. Ce Concordat donnait aux étrangers un gage solennel du retour de la France à une partie de son ancienne discipline. C'était un manifeste contre la révolution, et, dans la disposition générale de l'opinion de l'époque, il eut de la part de Bonaparte le caractère d'une véritable abjuration. Cependant, comme il formait plutôt un acte de politique envers la nation française qu'un acte de soumission à la cour de Rome, on maintint les libertés de l'Église gallicane dans toute leur vigueur. Le premier Consul ne désirait acquiescer qu'un allié de plus dans le chef qu'il rendait à l'Église de France, subitement ressuscitée. Il avait aussi calculé sans doute que le Concordat lui attacherait une grande partie des familles, irréconciliables jusqu'alors, de la monarchie, et lui assurerait sur une partie de la population une puissance nouvelle; mais il aurait dû sentir que ce qui était une concession pour une fraction impuissante, pour les vaineurs de la république, devrait être interprété comme une attaque par la majorité virile qui avait fondé cette république: car si les droits de la nation étaient représentés aux assemblées législatives par les mandats de ses députés, ses besoins l'étaient aussi par les opinions de ses fonctionnaires civils et militaires. Les hommes publics, les hommes d'État et les philosophes se trouvaient d'accord, pour la première fois peut-être, depuis l'origine des sociétés, sur la nécessité d'une tolérance et d'une égalité religieuse, dont les prêtres des deux communions chrétiennes donnaient eux-mêmes l'exemple. Ces économistes d'une nouvelle école voulaient que l'on accordât à la religion les mêmes franchises qu'au commerce.

ous l'égal protection du gouvernement. Peu d'entre eux avaient abordé l'idée de mettre à la charge de l'État les ministres et les frais des cultes divers, tant la nation, dont ils étaient ou les mandataires ou les interprètes, était demeurée silencieuse à cet égard. Il est donc vrai de dire qu'à cette époque le premier Consul ne s'attacha qu'à favoriser une exception; il l'est également que ses conseils ne l'y disposèrent pas, et qu'il ne put douter de la désapprobation de tous les hommes de la révolution qui avaient opéré ou blâmé la journée du 18 brumaire, et du mécontentement plus énergique qui fut hautement exprimé par l'armée. L'œuvre d'un Concordat resta personnelle au premier Consul, et ce ne fut ni le moindre essai, ni le moindre témoignage de sa puissance. Cette victoire était double à ses yeux. Le Concordat terminait l'ère de la révolution, et il humiliait les cabinets étrangers, en leur imposant une sorte de respect pour la loi du vainqueur, loi déjà sans appel, que le souverain pontife venait de consacrer par son alliance. Le Concordat se conclut dans la capitale de la France, le 13 juillet, et le 8 avril 1802 il devint loi de l'État. Le pape, voulant lui-même imprimer un grand éclat, non pas à la négociation, qui s'était suivie très secrètement à Rome, mais au traité qui en résultait, envoya à Paris l'homme le plus considérable de son gouvernement, le cardinal Gonsalvi, son premier ministre, accompagné du cardinal Caprara et de monseigneur Spina, depuis cardinal, alors évêque de Gènes.

Tout prospérait : l'industrie, l'administration, la puissance, la politique. La compagnie d'Afrique rétablie, la route du Simplon ouverte, une brillante exposition des produits de l'industrie française, quatre nouveaux départements formés des territoires cisrhénaux cédés par le traité de Lunéville, des bourses de commerce fondées dans les villes qui en manquaient, la construction de trois ponts sur la Seine, décrétée par les Consuls, le Forum Bonaparte inauguré à Milan, la société de la

charité maternelle organisée sous la protection de madame Bonaparte mère, recommandaient le gouvernement à la reconnaissance publique. Aussi, ce qui devait exciter au plus haut degré ce sentiment, la glorieuse année de 1801 mérita le nom de *l'année de la paix*. Le 1^{er} janvier s'était annoncé par le protocole des conférences de Lunéville; le 9 février suivant, les plénipotentiaires de l'Empereur et du premier Consul signèrent un traité définitif. Le 28 mars vit renaitre l'harmonie entre la république française et la cour de Naples. Le 13 juillet eut lieu la conclusion du Concordat avec le chef de l'Église. Le 24 août, le 29 septembre, une double paix rattacha à la France la Bavière et le Portugal. Plus remarquable encore dans les fastes de l'histoire, le 1^{er} octobre vint promettre, par la signature des préliminaires de paix avec l'Angleterre, ce grand événement politique que la république n'avait jamais pu produire malgré ses triomphes, et qui légitimait à lui seul la fortune du premier Consul. Pitt lui-même, ayant reconnu l'impossibilité d'éviter la paix avec la France, avait quitté le ministère pour s'épargner le chagrin de la faire. Mais, quand ou communiqua ces préliminaires au parlement, ils eurent pour adversaires les deux oppositions, et singularité remarquable ! ils ne furent défendus que par Pitt, qui s'était refusé à traiter avec la France. Joseph Bonaparte et lord Cornwallis étaient les ministres au congrès d'Amiens, où devait se consommer le rapprochement des deux gouvernements et des deux nations si long-temps et si cruellement divisés. Le chevalier d'Azara et M. Schimmelpenninck représentaient à cette négociation, l'un le roi d'Espagne, l'autre la république batave. Le 1^{er} octobre aussi, par le traité secret de Saint-Ildéfonse, l'Espagne rétrocédait à la France l'importante colonie de la Louisiane. Enfin le 8, la paix conclue entre la France et la Russie; le 9, des préliminaires signés avec la Porte Ottomane, et plus tard un traité avec la régence d'Alger, couronnèrent le grand œuvre de la réconciliation générale.

CHAPITRE V.

(1801-1803.)

NOUVELLES CONSTITUTIONS DES RÉPUBLIQUES BATAVE, CISALPINE, LIGURIENNE ET HELVÉTIQUE.

TOUTES ces conquêtes de l'humanité sur le fatal génie de la guerre assuraient le repos au monde sans donner de sécurité aux États. Le nom de Bonaparte retentissait diversement dans toutes les capitales, aux fêtes de la paix. Le traité d'Amiens ne commençait à poindre sur l'horizon politique que comme une planète pleine d'éclat et d'orages; quant à celui de Lunéville, émané des défaites de l'empereur d'Autriche, il imposait un silence d'écuelle aux doléances germaniques, en même temps qu'il créait en France quelques grosses fortunes diplomatiques, par l'arbitrage des indemnités dévolues, sur la rive droite du Rhin, aux princes dépossédés de la rive gauche. Mais si ces deux traités, qui fondèrent réellement la puissance de Bonaparte, laissaient en paix pour le présent les monarchies vaincues, celui de Lunéville appelait aux agitations les républiques amies de la France; ce traité portait : « *Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance des républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, et la faculté aux peuples qui les habitent d'adapter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.* »

Bonaparte résolut d'être le législateur du nouveau droit public qui devait naître de cet article. Il avait conçu le dessein de transformer la république française en métropole; il fallait donc que les autres républiques, qui étaient déjà les satellites armés de la nôtre, en devinssent de plus les succursales politiques. Mais, comme leurs constitutions s'éloignaient beaucoup de celle de la France, et conservaient, plus ou moins, des traces de l'es-

prit directorial sous l'influence duquel elles avaient été promulguées, le premier Consul se hâta de profiter de l'immense ascendant que venaient de lui acquérir les préliminaires de Londres, pour soumettre ces républiques à un même niveau, et les placer sous le sceptre républicain qu'il avait conquis sur la constitution fructidorienne. Il sentit bien aussi que les républiques s'empresseraient de prendre à la lettre le traité de Lunéville, et de faire acte de l'indépendance qui leur était rendue. En sa qualité de dictateur des États populaires, il se réservait d'intervenir politiquement et militairement dans leurs agitations, et de leur imposer des institutions conformes au vaste système d'unité républicaine qu'il avait adopté. En conséquence, un ordre émané de Paris alla frapper en même temps les capitales de La Haye, de Milan, de Gênes et de Berne, en avertissant les patriotes de ces quatre républiques que le règne de la liberté directoriale, qui avait cessé pour la France consulaire, devait cesser aussi pour ses alliés.

La révolution de la république batave se fit à domicile, ainsi que celle de Gênes : elle fut prompte comme la volonté de Bonaparte et paisible comme le caractère hollandais. L'ambassadeur Schimmelpenninck, travesti subitement en pléipotentiaire du premier Consul, arriva de Paris à La Haye avec les éléments de la nouvelle constitution; les troupes françaises, partie nécessaire dans les changements, aidèrent par leur seule présence l'action du pouvoir exécutif, car le directoire batave lui-même se chargea de son propre ostracisme : il envoya la constitution au Corps-Législatif, en lui annonçant

qu'il n'y avait point à délibérer, parce qu'elle était déjà soumise au vœu du peuple. En réponse à ce message impérial, les chambres se firent l'honneur de décréter la suppression des mesures extralégales que le Directoire avait osé prendre. Alors le corps d'État eut lieu : une proclamation ordonna la dissolution des deux chambres, et fit fermer le palais du Corps-Législatif. Au mois de novembre 1801, la nouvelle constitution batave fut acceptée et publiée presque à l'insu du peuple; de même que celle de France, elle gardait toutes les formes de la liberté, en détruisant l'empreinte révolutionnaire : elle prononçait la levée des séquestres, l'abolition des confiscations, la révision des lois, et assurait la garantie des propriétés; aussi l'élite de la nation reçut-elle comme un bienfait une loi fondamentale si étrangement imposée par des hommes sans mission, et par une volonté alors irrésistible.

La révolution de la Cisalpine n'offrit également qu'un seul changement de constitution; mais ce changement s'effectua avec plus d'éclat. Le 21 novembre 1801, la *consulta* de la république cisalpine arrêta qu'il serait formé une *consulta* extraordinaire qui s'assemblerait à Lyon pour fixer les bases des lois organiques de la république. Le premier Consul, ajouta le décret, est invité à suspendre les immenses travaux de sa magistrature, pour partager avec les députés de la *consulta* extraordinaire le poids de leurs délibérations. Il ne fallait pas un grand effort d'intelligence pour deviner de qui émanait une semblable invitation; toutefois c'était une singulière nouveauté d'appeler un gouvernement étranger à venir discuter ses intérêts dans une ville d'un État voisin. La France et l'Europe furent pareillement frappées de ce système d'autocratie législative, qui jaillissait tout à coup du traité de Lunéville. Quatre cent cinquante-deux notables italiens partirent pour Lyon, où ils se réunirent le 31 décembre. Le général en chef de l'armée d'Italie, Murat, et le ministre de France, Fétich, ancien président du Corps-Législatif de la république cisalpine, se rendirent de Milan à Lyon; les ministres des relations extérieures et de l'intérieur, Talleyrand et Chaptal, y arrivèrent de Paris, chargés d'exercer la plus brillante hospitalité envers les députés de l'Italie; Lyon se réserva d'embellir la solennité que le premier Consul allait honorer de sa présence. Le 11 janvier 1802, il fit à Lyon une entrée triomphale, comme pacificateur et législateur; cachés sous les palmes civiles, ses lauriers ne reparurent que dans la magnifique décoration dont l'industrie lyonnaise enrichit la salle de l'assemblée générale. La *consulta* avait commencé ses séances le 4 janvier, sous la présidence

du comte Marescalchi, et nommé dans son sein une commission de trente membres, qui devait proposer au premier Consul les choix pour les principales magistratures de l'État, et notamment pour la première. Le 23 janvier eut lieu la dernière séance de cette haute commission, dont le rapport concluait à ce que le général Bonaparte voulût honorer la république cisalpine, en continuant de la gouverner. Le lendemain le premier Consul vint en grande pompe à la salle des délibérations de la *consulta*, et fit ainsi le discours qu'il prononça en langue italienne : « Les choix que j'ai faits pour remplir vos premières magistratures l'ont été indépendamment de toute idée de parti, de tout esprit de localité. Quant à celle de président, je n'ai trouvé personne parmi vous qui eût encore assez de droits sur l'opinion publique, qui fût assez indépendant de l'esprit de localité, et qui eût rendu d'assez grands services à son pays, pour la lui confier..... J'adhère à votre vœu; je conserverai encore... la grande pensée de vos affaires..... » Tous les assistants se levèrent, la salle retentit d'applaudissements unanimes; et, pour consacrer cet important changement, les députés demandèrent et obtinrent que le nom de *république italienne* fut substitué à celui de *république cisalpine*. Le premier Consul nomma vice-président M. de Melzy, depuis duc de Lodi, et l'embrassa. Ainsi se termina cette séance politique, où fut proclamée la nouvelle constitution italienne, sortie du cabinet du premier Consul.

La révolution prit une autre marche dans l'Helvétie, où, en raison des souvenirs et du caractère de la nation, et des résistances partielles, elle ne pouvait être implantée aussi facilement qu'en Hollande, à Gènes et en Lombardie. Le premier Consul avait déjà fait faire les approches de cette campagne politique avant la signature des préliminaires du traité d'Amiens, peu de temps après celui de Lunéville; il se proposait aussi de détacher le Valais de l'union helvétique, et de le rendre indépendant sous sa protection spéciale, afin de s'assurer une route militaire vers le Milanais, et de garantir ainsi sa base d'opérations sur l'Allemagne et sur l'Italie. Telles étaient alors les conceptions de Bonaparte; elles présentaient le cachet, non-seulement d'une haute spéculation de son esprit, mais celui d'un projet arrêté, dont l'exécution devenait inévitante. Les partis furent bientôt en présence dans l'Helvétie, et la guerre déclarée aux unitaires par les fédéralistes : l'ancien régime attaqua hautement la révolution. Une diète générale, assemblée à Berne le 7 septembre 1801, établit un nouveau sénat, et une commission exécutive présidée par Aloys Reding, chef ardent de l'opposition fédérale. Reding se ren-

dît de lui-même à Paris, pour provoquer, auprès du premier Consul, le rétablissement de l'ordre de choses détruit par le Directoire. Il reçut un accueil peu favorable. Bonaparte se retrancha dans l'esprit du traité de Lunéville, et se contenta de montrer le désir de voir remplacer dans la commission exécutive six membres de l'ancien régime par un nombre égal de leurs adversaires. Il résulta de leur admission un plan de constitution qui occupa trois mois le sénat. Mais, dirigés par le ministre de France, les six commissaires élus en dernier lieu s'assemblèrent le 17 avril 1802, renversèrent cette constitution, et en rédigèrent une autre, bientôt acceptée par les cantons aristocratiques, et rejetée par les démocratiques; l'acceptation de cette constitution fut encouragée de plus par la promesse du départ de l'armée française. Bonaparte profita de cette révolution pour faire proclamer l'indépendance du Valais. Le 20 juillet, ses troupes évacuèrent le territoire helvétique. Cependant, le 23, les cantons démocratiques Schwitz, Uri et Underwald, annoncèrent qu'ils se détachaient de l'union. Le nouveau gouvernement déclara illégaux leurs assemblées et leurs résolutions. Soudain l'insurrection éclata, et s'accrut des cantons de Zug, Glaris, Appenzell, Saint-Gall, du Rheintal; toute la Suisse se trouva en armes. Les insurgés battirent en deux rencontres les forces helvétiques; toutefois, elles marchèrent sur Zurich, qui refusa d'ouvrir ses portes, et la bombardèrent le 7 et le 13 septembre, mais inutilement. Enfin, le 18, les insurgés s'emparèrent de Berne, par une capitulation que Béding adressa à toutes les puissances de l'Europe. La contre-révolution était complète. Une trêve avait été conclue, elle expira le 20 septembre; alors une armée, créée sous le nom d'armée de la ligue, est confiée au commandement du général Bachmann. Cette armée se mit en mouvement; peu de jours lui suffirent pour s'emparer de Fribourg, de Morel, de Nenfahél.

Le gouvernement helvétique touchait au moment d'évacuer Lausanne pour se réfugier en Savoie, lorsque le général Rapp, aide-de-camp du premier Consul, arriva porteur de la proclamation suivante :

« Le sang des Suisses a coulé par la main des Suisses. Vous vous êtes disputés trois ans sans vous entendre; si l'on vous abandonne plus long-temps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans sans vous entendre. Votre histoire prouve d'eux-mêmes que vos guerres intestines n'ont jamais pu se terminer que par l'entremise de la France. Il est vrai que j'avais pris le parti de ne me mêler en rien de vos affaires; j'avais vu constamment vos différens gouvernemens me demander des conseils et ne pas les suivre, et quelquefois abuser

« de mon nom, selon leurs intérêts et leurs passions; mais je ne puis ni ne dois rester insensible « au malheur auquel vous êtes en proie. Je reviens « sur ma résolution, j'en serai le médiateur de vos « différends : mais ma médiation sera efficace, telle « qu'elle convient aux grands peuples au nom desquels je parle. » Cette proclamation expliquait toute la pensée de Bonaparte. Rapp était chargé d'indiquer les moyens d'exécution. Cinq jours après cette notification, le sénat devait retourner à Berne; toutes les autorités nouvelles devaient cesser leur fonctions, les troupes des confédérés être licenciées après avoir déposé leurs armes. Les troupes helvétiques seules seraient conservées, et les deux demi-brigades suisses venues de France formeraient la garnison de Berne. Des députés se rendraient à Paris pour concourir sous les yeux du premier Consul à la confection d'une constitution fédérative. Rapp fit sans peine consentir les vaincus à une proposition qui ramenait le pouvoir de leur côté; mais à Berne les choses se passaient autrement qu'à Lausanne : on déclara que l'on consulterait la diète de Schwitz; elle avait envoyé à Vienne et voulait gagner du temps. Alors Rapp, en sa qualité de représentant du médiateur, accorda cinq jours pour la réponse de la diète; faute de quoi, l'armée du général Ney reviendrait occuper le territoire. La diète se soumit en protestant contre sa soumission. Ney arrêta son mouvement. Parmi les puissances qui voulurent intervenir, l'Angleterre parla le plus hautement. Cependant, le 9 octobre, la diète adressa aux autorités françaises une déclaration dans laquelle, en rappelant l'indépendance assurée à la Suisse par le traité de Lunéville, elle disait ne pouvoir considérer le gouvernement helvétique, haï pour les motifs les plus justes, que comme imposé par la force à la nation. Aussitôt le général Ney se mit en marche avec son armée; investi du commandement, il devait en outre déployer le caractère de ministre plénipotentiaire à la place de l'ambassadeur Verninac. Le gouvernement détrôné était retiré à Lucerne, et le gouvernement vaincu par lui avait reparu dans Berne, où Rapp l'installa solennellement. Pendant que Ney avançait sur l'Argovie, Murat, général en chef de l'armée d'Italie, poussa une colonne sur le territoire des Grisons; ainsi la Suisse se voyait bloquée et envahie. Enfin, par le sénatus-consulte du 25 octobre, qui prescrivait aux dix-huit cantons le mode d'élection, la réunion des députés à Paris fut fixée au 13 novembre.

Mais rien n'avait pu ébranler la résolution de la diète de Schwitz, et, loin de se dissoudre, Bachmann, son général, avait rassemblé, depuis le licenciement, des milices avec lesquelles il gardait

militairement la ligne de la Reuss. Le général Ney, déjà maître de Zurich, envoya à Lucerne sommer le gouvernement provisoire de se séparer, et la diète de dire si elle adhérait à la proclamation du premier Consul. La diète obéit enfin, mais elle continua de protester publiquement contre la violence qui lui était faite, et de déclarer *qu'elle ne céderait qu'à la force, sans préjudicier aux droits de la Suisse pour l'avenir*. Aloys Reding fut bientôt arrêté à Schwitz, ainsi que quelques autres, par ordre du gouvernement helvétique, et enfermé au château de Chillon sur le lac de Genève. Le 10 décembre, cinquante-six députés suisses se réunirent à Paris. Le premier Consul traça le plan de la constitution nouvelle dans une déclaration. Les sénateurs Barthélemy, Fouché, Rœderer, assistèrent aux séances pour discuter cette constitution et l'acte de médiation. Enfin, la séance générale du 24 janvier 1803 ayant pas amené un résultat positif, Bonaparte appela auprès de lui dix membres de la députation, dont

deux unitaires et deux fédéralistes, et l'acte de médiation, après avoir été débattu en sa présence, fut définitivement arrêté, et donné aux Suisses le 9 février. Le 10 mars, la dissolution du gouvernement central eut lieu à Berne. L'acte de médiation désignait le général Louis d'Affry *Jandamman* de la Suisse pour 1803; la première diète s'assembla à Fribourg le 4 juillet; Aloys Reding y siégea en qualité de député de Schwitz. La présence du chef des fédéralistes à la nouvelle diète prouva que si la réconciliation n'était pas complète, du moins l'opposition à la France ne pouvait plus exister. Voilà précisément ce que voulait le premier Consul. Il voulait aussi le bonheur de la Suisse. Il n'y eut jamais de pays plus heureux, plus tranquille, que l'Helvétie depuis la médiation de Bonaparte. Le parti aristocratique s'y vit constamment comprimé; aussi, treize ans après, l'oligarchie seule, et non la nation, ouvrit les portes de la France à l'invasion étrangère.

CHAPITRE VI.

(1802.)

PAIX D'AMIENS. — AMNISTIE DES ÉMIGRÉS. — RÉÉLECTION DU PREMIER CONSUL POUR DIX ANNÉES. — LÉGION D'HONNEUR. — CONSULAT À VIE.

L'ANNÉE 1802, sur laquelle il a fallu anticiper pour ne pas rejeter trop loin le récit des changemens opérés en Suisse et intimement liés avec ceux que le premier Consul accomploit dans le même temps en Hollande et à Milan, commença, ainsi qu'on l'a vu plus haut, par l'affiliation de la république italienne à la république française : le 25 février fut signée la paix entre la France et Tunis ; le 25 mars, Paris entendit proclamer le traité de paix d'Amiens, entre la république française, l'Espagne, la république batave et l'Angleterre. Ce traité, qui décidait, à l'honneur immortel du premier Consul, la grande question de la liberté des mers, que le Nord avait perdue depuis la mort de Paul I^{er}, restituait à la France et à ses alliés toutes les possessions conquises par les Anglais, excepté la Trinité et Ceylan. Le Cap de Bonne-Espérance retournait à la république batave ; il était ouvert au commerce et à la navigation des parties contractantes ; l'île de Malte, déclarée indépendante, rentrait sous la puissance de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Cet Ordre religieux et militaire, dépourvu de toute sympathie avec la France républicaine et l'Angleterre presbytérienne, avait été l'objet de la plus singulière adoption de la part de l'empereur schismatique de toutes les Russies, qui prenait le titre de grand-maître. L'Ordre n'était, au fait, qu'un émigré dépoñillé dans toute l'Europe, et dont la politique de Londres devait faire un banni éternel. On remettait l'Égypte à la Porte Ottomane, dont les possessions étaient garanties : celles du Portugal l'étaient également. L'État romain et le royaume de Naples seraient évacués par

les Français, ainsi que tous les ports de la Méditerranée et de l'Adriatique qu'occupaient les Anglais. La France reconnaissait la république des Sept-Îles. C'était, sauf l'île de la Trinité, ce que l'ambassadeur Otto avait proposé par sa note du 27 juillet 1801. Le 18 avril, la proclamation du Concordat donna lieu à une grande solennité religieuse. Cette fête, ordonnée et présidée par le premier Consul, célébra à Notre-Dame le rétablissement du culte catholique et la paix d'Amiens, dont les ratifications furent échangées le jour même. Il y avait déjà loin de cette cérémonie à celle que le consulat naissant consacra dans le temple de Mars à la cendre de Washington et aux trophées d'Abonkir. La population de Paris ne l'accueillit que comme un acte de pouvoir, et toute popularité y resta étrangère. Pour la première fois l'indifférence frappa la curiosité publique à une solennité ordonnée par le premier Consul. Elle fut traitée avec plus de sévérité dans les réunions domestiques, dans les casernes et sous les voûtes du palais consulaire. La proclamation du Concordat, on doit le dire, ne se confondit pour personne avec la proclamation de la paix, qui était le bienfait du monde. A Londres, où l'on ne mêla point le bienfait à un intérêt qui lui était au moins étranger, l'ivresse fut générale, et le peuple traîna la voiture de l'aide-de-camp du premier Consul qui y porta la ratification du traité.

Le 11 mai, la république ligurienne, à l'exemple de la république italienne, adopta sous les auspices de la France sa nouvelle constitution. Elle termina la révolution consulaire en Italie ; car, le 25 décembre précédent, la république de Lucques avait éga-

lement accepté sa réforme politique. Le 25 juin, la paix fut conclue entre la France et la Porte Ottomane. L'île d'Elbe, dont la défense avait honoré pendant six mois la valeur anglaise, fit partie intégrante de la république, en vertu du traité de Naples. Le 21 juillet, le Valais se constitua en république indépendante de la Suisse, sous la protection de la Cisalpine et de la France; bientôt cette république proclama le premier Consul son libérateur. Enfin l'heureux Bonaparte recueillait, le 11 décembre, le fruit de sa première victoire, en incorporant le Piémont à la France. Les triomphes du vainqueur de Montenotte et de Millesimo revinrent en mémoire quand on publia la réunion à la république des six départements du Pô, de la Doire, de la Sesia, de la Stura, du Tanaro et de Marengo. Voilà les fastes politiques extérieurs de 1802.

Quant aux fastes politiques intérieurs, ils portèrent visiblement l'empreinte de ce pouvoir subitement colossal qui, debout sur les traits et les dépouilles de l'Europe, négociait déjà, à la manière des conquérans, avec les libertés et les institutions de son pays. Mais le génie de Bonaparte, qui l'appelaient invinciblement à la puissance absolue, lui inspirait aussi la grande idée d'élever la France au faite des prospérités industrielles et des connaissances qui caractérisent la plus haute civilisation. Il était déjà le maître du premier peuple du monde par sa gloire militaire; il voulait que ce peuple devint aussi le premier par sa gloire civile. Ainsi, le 4 mars, un arrêté consulaire chargea l'Institut national de tracer un tableau général des progrès et de l'état des sciences, des lettres et des arts, depuis 1789 jusqu'en 1801. Ce tableau devait en outre indiquer les découvertes d'une application utile à l'administration publique, spécifier les secours et les encouragemens nécessaires aux sciences, aux lettres et aux arts, et désigner les perfectionnemens dont seraient susceptibles les méthodes employées dans les différentes branches de l'enseignement. L'instruction publique, confiée au célèbre Fourcroy, reçut aussi une nouvelle organisation: on donna des écoles primaires et secondaires aux communes; on établit des lycées et des écoles spéciales aux frais de l'État; la loi qui autorisait toutes ces créations parut le 1^{er} mai. Le 15 juin, une somme de 60,000 fr. fut affectée aux progrès que les savans français ou autres pourraient faire faire au galvanisme et à l'électricité: le 4 octobre la société galvanique se forma à Paris; le 16, des lycées étaient déjà ouverts dans plusieurs grandes cités, à Mayence, à Bruxelles, à Lyon; le 18, un sénatus-consulte, que ne désavouerait pas le gouvernement le plus libéral, accorda les droits de citoyen français, après une année de domicile, à tout étran-

ger qui, dans l'espace des cinq années suivantes, aurait bien mérité de la république par d'importans services, soit l'importation d'une découverte ou d'une industrie utile, soit la création d'un grand établissement. Enfin, le 24 décembre, le premier Consul ordonna la formation de chambres de commerce dans les principales villes de la république, et celle d'un conseil-général de commerce à Paris.

Ces institutions, ces décrets, rendaient un hommage éclatant aux triomphes civils de la liberté. Mais cette liberté, la seule base constitutionnelle du pouvoir en 1789, n'en était déjà plus que l'instrument en 1802; elle avait cessé de régner comme loi suprême. Les innovations politiques et législatives de 1802 prouvent suffisamment à quelle distance le premier Consul avait laissé loin de lui les principes de la révolution. Le 26 avril parut un sénatus-consulte relatif aux émigrés, que la France en paix et au comble de la gloire venait d'amnistier. Dès ce jour, grâce aux dispositions favorables de cet acte politique, qui allait jusqu'à rendre aux anciens proscrits leurs biens encore inventés, l'émigration se réconcilia, non avec la révolution, qui s'éteignait, mais avec Bonaparte, qui s'élevait. Le 7 juin suivant, un autre sénatus-consulte prorogea de dix années la magistrature consulaire dans la personne de Bonaparte. « *La Fortune a souri à la république*, répondit-il au message du Sénat, « *mais la Fortune est inconstante; eh! combien d'hommes qu'elle avait comblés de sa faveur ont vécu trop de quelques années! L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué le terme de ma vie publique au moment où la paix du monde est proclamée..... Mais vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice: je le ferai si le bien du peuple me commande ce que votre suffrage autorise.* »

Deux lois absolument nouvelles dans le code de nos libertés sortirent tout à coup de cette modification à la Constitution. La première, publiée le 19 mai, instituait la Légion-d'Honneur: la discussion de cette loi excita des débats plus vifs dans le Tribunal que le projet sur le Concordat, qui obtint une majorité de 78 voix sur 83. Les dénominations de *royauté consulaire* et d'*ordre de chevalerie* retentirent fréquemment dans les discours. La plus forte opposition eut lieu de la part de MM. Chauvelin et Savoye-Rollin; au Corps-Législatif la loi ne passa qu'à une majorité de 66 voix: il y eut 110 boules noires sur 276 votans. La république était morte, mais tous les républicains ne l'étaient pas encore. Si l'égalité put être déclarée en danger au Tribunal à l'occasion de l'ordre de la Légion-d'Honneur, le lendemain la liberté naturelle fut en véritable péril; car le 20 mai parut une seconde loi qui main-

tenait l'esclavage dans les colonies rendues à la France par le traité d'Amiens. En effet, le 14 septembre, l'occupation des troupes républicaines désharquées à la Martinique y rétablit l'ancienne discipline, comme l'expédition du 7 mai dernier l'avait fait à la Guadeloupe. Mais, par une bizarrerie, on plut plutôt par une prévision singulière, cette loi si étrange décidera le soulèvement de la colonie à laquelle elle n'était point applicable suivant le traité d'Amiens : Saint-Domingue prendra pour lui l'arrêt porté contre la Guadeloupe et la Martinique. Ses noirs, ne se trouvant pas d'une autre couleur que ceux de ces deux colonies, ne pourront croire qu'ils auront une condition différente.

Enfin une question est tout à coup soumise au peuple : *Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ?* Et le 2 août le sénatus-consulte proclame le vœu du peuple. Le message du Sénat fut présenté au premier Consul par le comte Barthélemy, son président. Il y était établi que 3,337,885 citoyens avaient voté librement, dont 3,568,239 pour l'affirmative; c'est sans contredit une des élections les plus remarquables de l'histoire. « La vie d'un citoyen est

« dont du Sénat; le peuple français veut que la
 « miennue tout entière lui soit consacrée, j'obéis à
 « sa volonté. La liberté, l'égalité, la prospérité de
 « la France seront assurées..... Le meilleur des
 « peuples sera le plus heureux.... Content alors
 « d'avoir été appelé, par l'ordre de celui de qui
 « tout émane, à ramener sur la terre l'ordre et l'é-
 « galité, j'entendrai sonner la dernière heure sans
 « regret.... » La monarchie élective venait d'être
 proclamée.

Deux jours après, on publia le changement de la Constitution. Les trois consuls sont à vie; divers degrés d'élection sont institués. Le principe sacré, le principe annuel du droit électoral, se trouve détruit par la division du Corps-Législatif en cinq séries renouvelées successivement; les électeurs aussi ont des fonctions à vie. Avec des sénatus-consultes organiques, le Sénat a le droit de bouleverser les institutions et de dissoudre même le Corps-Législatif et le Tribunal. Le premier est réduit à deux cent cinquante-huit membres; le second, qui a déjà éprouvé l'ostracisme de l'élimination individuelle, ne comptera plus que cent membres. La monarchie élective devient déjà absolue.

CHAPITRE VII.

(1801-1804.)

EXPÉDITION DE SAINT-DOMINGUE.

Deux mois après la signature des préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre, le parlement apprit avec une sorte d'effroi qu'une flotte immense, française et espagnole, portant des troupes expéditionnaires et destinées pour les Indes occidentales, se préparait à appareiller du port de Brest. On sut également que sept escadres, armées à Lorient, à Rochefort, à Cadix, à Toulon, à Brest, au Havre et à Flessingue, faisaient partie de ce formidable armement. Environ quatre-vingts bâtimens de guerre français, espagnols et bataves, dont trente-cinq vaisseaux et vingt-et-une frégates, ayant à bord une armée de vingt-et-un mille hommes, presque toute composée des vainqueurs de Hohenlinden, allaient mettre à la voile. Cette nouvelle si imprévue jeta une grande agitation dans le peuple anglais, et donna lieu à de vifs débats dans les deux chambres. On y soutint que le temps intermédiaire entre les préliminaires et la paix était généralement reconnu comme un intervalle de sécurité pendant lequel on devait réciproquement s'abstenir de toute démonstration extérieure; et l'on assimilait à une espèce de sacrilège politique, la mystérieuse entreprise qui lançait tout à coup hors des ports de la domination française des forces combinées aussi considérables. L'Angleterre demanda des explications au gouvernement consulaire, qui articula le véritable motif de ces préparatifs; ils ne furent jugés contraires ni aux conditions des préliminaires, ni aux intérêts des possesseurs de la Jamaïque; mais, tandis que l'expédition française voguait vers Saint-Domingue, la prudence britannique envoyait aussi une flotte d'observation vers les Antilles.

Le 24 décembre 1801, la flotte de Brest appareilla sous les ordres de Villaret-Joyeuse : l'amiral Gravina était à la tête de la division espagnole; l'escadre de Lorient et celle de Rochefort, destinées à former l'avant-garde sous le commandement de l'amiral Latouche-Tréville, partirent le même jour. Cette première expédition, composée de vingt-et-un vaisseaux, dix-neuf frégates et corvettes, emmenait onze mille deux cents hommes de troupes. Les forces de terre obéissaient au beau-frère du premier Consul, le général Leclerc, nommé capitaine-général de Saint-Domingue; il avait reçu l'ordre de quitter brusquement l'armée de la Gironde, qui depuis la paix de Madrid ne portait plus le nom d'armée de Portugal. Le total de l'armée expéditionnaire, avec les renforts qui allaient rejoindre successivement, montait à vingt-et-un mille deux cents hommes; mais les onze mille qui s'embarquèrent d'abord sous la conduite du capitaine-général devaient à eux seuls achever l'entreprise de la première occupation. Cette armée faisait partie de celle qui venait de dieter la paix à deux journées de Vienne : elle ne pouvait être comparée, pour la beauté de ses souvenirs et l'éclat de sa gloire, qu'aux immortelles légions qui, après avoir aussi conquis la paix sur la maison d'Autriche, avaient suivi Bonaparte en Égypte. Mais l'expédition de la Méditerranée, conçue et dirigée par Bonaparte lui-même, ne dut pas aux instructions d'un ministre d'être compromise dans sa marche. Quinze jours de tourmente, perdus dans le golfe de Gascogne à attendre les escadres de Lorient et de Rochefort, dont le premier ralliement était à Belle-Isle,

enlevèrent aux Français l'inappréciable avantage de surprendre Saint-Domingue sans défense. L'amiral Latouche, ayant pris sur lui de ne pas suivre à la lettre des ordres dont l'exécution pouvait devenir fatale à son escadre, accorda quatre jours à l'obéissance en croisant devant Belle-Isle, et avait fait route ensuite sur Samana, où l'amiral Villaret ne le rejoignit que dix jours après : ainsi l'on eut à craindre de trouver des ennemis sur la défensive au lieu d'avoir prévenu la guerre par une invasion subite. Mais l'expédition ne devait pas éprouver ce seul malheur à son arrivée : l'imprévoyance irréparable de son chef maritime lui donna tout à coup des auspices bien différents de ceux qui l'avaient vu partir des ports de la métropole.

Depuis huit ans un homme, un esclave, s'était proclamé dans cette île infortunée l'héritier de la plus sanglante des révolutions, et il y assurait par son despotisme l'indépendance de la contrée où un maître l'avait acheté. Conducteur d'animaux sur l'habitation Breda, cet homme, à l'âge de plus de quarante ans, était parvenu à apprendre à lire; l'*Histoire philosophique des deux Indes* saisit sa pensée, exalta son imagination, et il nomma Raynal son prophète. Silencieux comme les abîmes de la terre, prudent et vindicatif comme le serpent, violent et rapide comme la foudre, jaloux comme un despote et méliant comme un esclave, arrivé au pouvoir plutôt par sa politique que par ses talens militaires, ton à tour l'opresseur et le protecteur des deux couleurs ennemies, dominateur sans partage et sans ostentation, aussi pénétrant qu'impénétrable, frugal autant qu'un Spartiate, passionné à l'égal d'un Africain, Toussaint Louverture semblait avoir été créé ainsi qu'une exception de sa race, pour la civiliser et la gouverner. Au-dedans il exerçait la dictature; au-dehors le Nouveau-Monde le reconnaissait, en vertu des traités, chef de nation. L'Angleterre elle-même n'avait point dédaigné d'entrer en relation avec Toussaint, dont cependant l'élévation et la cause menaçaient la sécurité de ses propres colonies. Il existait entre lui et le général Nugent, gouverneur de la Jamaïque, une convention d'assistance réciproque qui fut annulée par le traité d'Amiens. Habilement économe de la civilisation, dont il voulait garder le secret pour mieux établir sa puissance, il avait, de même qu'aux premiers temps de la société, divisé tout son peuple en guerriers et en cultivateurs, et conçu la profonde pensée de se soustraire à l'égalité qu'il proclamait : ce système hardi lui avait réussi. Il savait avec art profiter de son ascendant pour se rendre indispensable à toutes les classes; la race blanche et la race noire respectaient également son influence suprême. Sa volonté, toujours inconnue, toujours

inébranlable ou terrible, formait la loi unique devant laquelle se courbait sans effort toute la population; son hypocrisie pleine d'adresse couvrait habituellement les rigueurs de son gouvernement en rejetant sur ses lieutenans, surtout sur le féroce Dessalines, les meurtres prescrits, commandés par lui-même. Le même voile couvrait ses opérations politiques ou administratives. Toussaint avait plusieurs secrétaires qui écrivaient en français ce qu'il leur dictait en langue créole. Ils avaient défense, sous peine de mort, de se communiquer la moindre notion des affaires qu'il confiait à leur plume; et de plus, jamais un secrétaire ne terminait celle qu'il avait commencée. Après sa première dictée, Toussaint l'envoyait attendre ses ordres à soixante ou à cent lieues de sa résidence, laquelle n'était jamais déterminée pour un temps connu. Les espions qu'il entretenait partout étaient aussi les muets de ce despote ombrageux, et garantissaient le silence des instrumens dont il se servait. Il arrivait subitement au Cap quand on le croyait à Saint-Domingue. On n'avait jamais le temps de le tromper; on n'eut jamais la pensée de le trahir. Toussaint était un Mahomet à sa manière : il trouvait dans sa volonté le Koran invisible de sa mission; mais à la tête de la population brisée des esclaves de Saint-Domingue, il eut le génie de ne pas faire descendre du ciel le pouvoir qu'il usurpa sur elle. La tyrannie du docteur Franceia à la Conception donna l'idée du gouvernement de Toussaint Louverture.

L'existence politique de Toussaint datait du 22 août 1791, jour où la révolte excitée par le nègre Jean François, dont il était le confident, dévula la vaste conjuration ourdie contre la suprématie des blancs; l'incendie des propriétés avait servi de signal au massacre des hommes de cette couleur; et, chose extraordinaire, les assassins marchaient aux cris de *vive le roi!* et portaient la cocarde blanche, tandis que l'Assemblée coloniale portait celle de la révolution. Toussaint s'était bientôt fait remarquer dans cette guerre d'extermination, fruit de ses trames secrètes; aussi le général Lavaux, envoyé à Saint-Domingue par la Convention, ne s'adressa-t-il qu'à lui seul, et l'ambitieux esclave, abandonnant Jean François, entra comme colonel au service de la république. Dès ce moment on cessa d'attaquer les blancs. Plus tard les Anglais, qu'il avait chassés de toutes leurs positions, ne voulurent aussi remettre le fort Saint-Nicolas qu'à Toussaint, et non au général Hédoüville, nouvel agent de la France. Nun content d'avoir forcé les commissaires de la Convention à prononcer la liberté des noirs, Toussaint avait déjà résolu l'indépendance de sa patrie adoptive; et quand il refusa de se remettre à l'autorité des délégués

de la métropole, c'était, disait-il, *pour ne partager avec personne la gloire d'avoir conserné Saint-Domingue à la France*. Débarrassé de la lutte étrangère et de la domination de la France, Toussaint ne comptait déjà plus pour rival que Rigaud, chef des mulâtres; il le poursuivit à toute outrance et le força de s'embarquer. Il régnait sur la colonie, lorsque la révolution du 18 brumaire appela au consulat le général Bonaparte. Confirmé par le nouveau gouvernement dans les fonctions de général en chef, qu'il s'était attribuées malgré les commissaires français, Toussaint avait réclamé la remise de la partie espagnole cédée à la France par le traité de Bâle; bientôt, à la tête d'une nombreuse armée, il fit reconnaître sa puissance sur toute l'étendue de la terre de Saint-Domingue. Mais quand Toussaint put apprécier la hauteur du pouvoir auquel le premier Consul venait de s'élever, il commença à s'inquiéter de sa propre grandeur, et ce fut, pour la conserver, l'idée de se rendre nécessaire à la mère-patrie et au premier Consul: dans cette vue, il voulut imiter Bonaparte. En conséquence on le vit donner à l'île une constitution qui le nommait gouverneur à vie, avec la faculté de choisir son successeur; il fit ensuite accepter par les habitants ce pacte social, et en prescrivit l'exécution en attendant l'approbation du gouvernement français, approbation que devait solliciter le colonel Vincent, chargé de présenter la nouvelle constitution au premier Consul: dès lors la perte de Toussaint fut jurée. Cependant il avait créé aussi des biens nationaux provisoires en mettant en fermages à bail les domaines des colons absents, s'en réservant une grande partie, et distribuant le reste à ses généraux pour se les attacher. Cette conduite conciliait les intérêts de la culture et du commerce avec ceux de la politique de Toussaint: plusieurs colons, rappelés par les heureuses conséquences de son administration, étaient rentrés dans leurs propriétés. Sans doute il n'était pas d'une médiocre capacité celui qui, après s'être tant de fois baigné dans le sang des blancs, leur inspirait une telle confiance. Un ascendant si singulier éveilla, bien plus encore que la constitution de Toussaint, les inquiétudes du premier Consul, qui jugea malheureusement ne devoir pas perdre de temps pour arracher la colonie à un chef aussi habile.

En effet, trente millions de produits coloniaux, soit emmagasinés à l'arrivée de l'expédition, soit en pleine récolte, attestaient l'excellente administration et la supériorité d'intelligence de Toussaint Louverture. Il avait adopté pour système d'agir toujours au nom de la liberté des Africains et de l'affranchissement du pays; il affectait extérieurement le rôle de Washington, et veillait à ce

qu'au-dessous de lui l'égalité ne pût recevoir la moindre atteinte. Aussi il n'était pas à lui seul toute la patrie; aussi, après son arrestation et sa déportation, les droits de la race africaine ne périrent pas avec lui.

Toussaint eut promptement avis de l'arrivée de l'amiral Latouche en vue de Samana. Il se transporta dans cette ville, où il resta jusqu'à la réunion de la flotte principale et des autres escadres. Ingeant que cet immense armement lui apportait les hostilités, et reprenant tout à coup les souvenirs de la première insurrection qu'il avait dirigée, il ordonna de défendre tous les lieux qui pouvaient être défendus, de brûler ce qui ne pouvait pas l'être, et se mit en route pour le Cap afin d'y proclamer la guerre à outrance. Cependant la colonie, qui eût été facilement surprise, ainsi que la fidélité de Toussaint, si l'amiral Villaret n'avait pas passé quinze jours dans le golfe de Gascogne, se voyait menacée sur plusieurs points: le général Kerverseau eut mission de s'emparer de Santo-Domingo, le général Rochembeau du fort Dauphin, et le général Boudet du Port-au-Prince. Ces expéditions partirent pour leur destination du rendez-vous de Samana. Le général Leclerc se chargeait de l'attaque du Cap, dont la passe devrait être forcée si Toussaint s'opposait à la descente. Le 5 février, un capitaine de frégate, porteur d'une lettre du premier Consul pour Toussaint, et d'une proclamation du gouvernement, se présente à la passe avec trois bâtimeus; mais les balises avaient été enlevées, les signaux de reconnaissance restèrent sans réponse, et le fort Picolet envoya des boulets rouges au cutter qui pénétrait dans la passe. Ainsi donc plus d'incertitude sur les résolutions de Toussaint; cependant la flotte ayant dérivé, l'on ne pouvait songer pour ce jour à assaillir les forts. Par une imprévoyance que rien ne justifiait, Villaret avait négligé d'emmener avec lui des pilotes pratiques de la baie du Cap: cependant le capitaine du port vint à bord de l'amiral lui déclarer qu'il attendait les ordres du général Toussaint pour laisser entrer la flotte. Alors le général Leclerc écrivit à Christophe, qui commandait au Cap: l'officier chargé de cette lettre revint avec un refus positif. A défaut de pilotes pour vous guider, l'amiral résolut de se servir du capitaine du port du Cap, qu'il avait retenu; mais ni prières, ni argent, ni menaces, ne purent l'y décider. C'était un mulâtre nommé Sangos. On lui offrit 50,000 fr.; on lui mit la corde au cou: il resta inébranlable. Une telle résistance prouva l'empire de Toussaint sur son armée. Bientôt après, une députation accourut supplier le général Leclerc de ne point teuler le débarquement au Cap, si l'on désirait de ne pas donner le signal du mas-

sière des blancs et de l'incendie de la ville. Le projet de Christophe à cet égard était connu. Un temps précieux s'écoula en vue du Cap, où nous avions précédé de quarante-huit heures l'arrivée de Toussaint. Le cutter ayant passé, les deux frégates auraient pu le suivre et la flotte suivre les deux frégates : le général Leclerc et l'amiral Gravina le voulaient. Une mésintelligence éclata entre l'amiral Villaret et le général en chef, qui tous deux se prétendaient maîtres d'ordonner le débarquement.

Enfin, ce moment étant manqué, le général Leclerc se décida à opérer sa descente plus à l'ouest; il commanda d'embarquer six mille hommes, malgré la violence de la mer. La tempête fut si forte, que le vaisseau *le Patriote* perdit une partie de sa mâture. A l'entrée de la nuit, les troupes montèrent les canots, et le lendemain matin, au jour, le général en chef prit terre à leur tête auprès de Limbé; il força tous les postes et arriva le soir au bourg du Haut-du-Cap, qu'il trouva incendié et d'où il chassa Christophe. Peu d'instants après le départ du général Leclerc, la flotte avait vu une épaisse fumée sillonnée d'étincelles s'élever au-dessus des rochers qui couvrent les rivages de l'ouest. Elle entendit d'affreuses détonations; et le ciel enfin chargé de flammes ne laissa plus douter que Christophe n'eût exécuté son fatal arrêt contre la malheureuse ville du Cap. La nouvelle de la prise du fort Dauphin par le général Rochambeau, et sa marche sur le Cap, poussèrent Christophe à effectuer ses menaces; ou plutôt, pour donner un récit véritable, au troisième ordre de Toussaint, son lieutenant avait dû obéir sous peine de mort. Le lendemain matin, le vent était devenu favorable, la flotte avait suivi les vaisseaux *le Scipion* et *le Patriote*, de 74, qui se présentèrent à la passe et répondirent au feu des forts. On franchit la passe, et le débarquement des équipages de la marine eut lieu, sous la conduite du général Humbert, sur le sol embrasé du Cap. La jonction se fit au Haut-du-Cap avec le général Leclerc. De huit cents maisons, à peine soixante échappèrent à l'incendie. Tous les magasins ayant été brûlés, on se vit obligé de tirer des vaisseaux les provisions de la marine pour nourrir l'armée. Ainsi fut inaugurée cette fatale expédition.

Le gouvernement français eut beau proclamer à Saint-Domingue le principe de la liberté, le formidable armement de l'expédition annonçait par lui-même plutôt une conquête qu'une simple occupation nationale. Il semblait que les noirs eussent découvert les instructions données au capitaine-général. Leurs dernières dispositions prescrivaient un général Leclerc le rétablissement de l'esclavage

à Saint-Domingue; mais cette opération devenait difficile à exécuter, non-seulement en raison de la résistance qu'elle produirait nécessairement parmi les noirs, mais aussi en raison des opinions de l'armée expéditionnaire elle-même. En effet, jamais armée plus républicaine ne mourut pour une cause plus antipathique à ses idées.

Cependant le général Kerverseau prit sans peine possession de la partie espagnole et de la ville de Santo-Domingo; Paul Louverture, frère de Toussaint, qui y commandait, offrit sa soumission après un simulacre de défense. Le général Claparède occupa aussi Saint-Yago, évacué par le mulâtre Clerveaux. Le fort Dauphin opposa une vigoureuse résistance; il fallut un assaut pour que la forteresse se rendit au général Rochambeau. On y trouva cent cinquante pièces de canon. Le général Brunet, commandant l'avant-garde, dut aussi enlever de vive force les forts de l'Ause et de la Bouque. Le général Humbert attaqua le Port-de-Paix; le général noir Maurepas, ne pouvant s'y maintenir, y mit le feu; retranché dans une position très-forte, ce chef repoussa Humbert, qui ne put opérer sa jonction aux Gonaves avec la division Boudet; c'était un véritable échec. Le môle Saint-Nicolas céda à l'apparition d'une frégate. Le 4 février, l'amiral Latouche, dont l'escadre portait la division Boudet, parut en vue du Port-au-Prince. Le commandant était un blanc nommé le général Agé. Il reçut bien l'officier qui lui apportait une lettre du général Boudet et la proclamation du gouvernement consulaire; mais sa garnison se révolta. Elle retint l'aide-de-camp de Boudet, destitua tous les fonctionnaires français, fit arrêter tous les blancs, et expédia, pour le consulat, un officier au noir Dessalines, chef militaire de la partie de l'Ouest, à Saint-Marc. Celui-ci se hâta de déclarer que si l'escadre française entrant dans le port, la ville du Port-au-Prince serait brûlée et les blancs massacrés. En conséquence, le G, le général Boudet débarqua, tandis que l'amiral Latouche menaçait avec ses vaisseaux la plage et le fort Bizotou, qui couvrait la ville. Mais, par une faveur de la fortune bien inattendue, ce fort important, qui obéissait au mulâtre Bardet, se soumit sans résistance avec sa garnison. Alors le général Boudet s'était rapidement porté sur la ville, afin d'en prévenir l'embrasement. L'escadre aussi pénétra brusquement dans le port. Sommée de se rendre, la garnison répondit par un feu très-vif, et l'escadre foudroya la ville, où se précipitèrent les grenadiers français. On se battit avec acharnement dans les rues. Enfin la valeur de nos soldats enleva le fort Saint-Joseph, et à sept heures du soir nous étions maîtres du Port-au-Prince. Dessalines se disposait à marcher de Saint-Marc

avec tous les blancs pour défendre le Port-au-Prince ; quand il apprit la victoire de Bondet, il fit livrer Saint-Marc aux flammes, égorga les blancs, et se retira sur le bourg de La-Petite-Rivière, par les Verrettes et l'Artonite, semant partout le massacre et l'incendie.

La soumission du Sud suivit la conquête de l'Ouest. Le noir Laplume, qui commandait aux Cayes, se mit avec ses troupes sous les ordres du général Boudet. Sa conduite fut imitée à Jérémie par le noir Damage. En dix jours, l'armée expéditionnaire, qui occupait dans le Nord la ville du Cap, le fort Dauphin, le môle Saint-Nicolas, occupa aussi la partie espagnole, le sud et l'ouest de Saint-Domingue. Il ne resta plus à atteindre que Toussaint Louverture, Dessalines, Christophe et Maurepas, qui tenaient les positions de l'intérieur et empêchaient les communications du Nord avec l'Ouest.

Le général Leclerc, avant de marcher contre Toussaint, lui envoya ses deux fils avec une lettre du premier Consul, qui le nommait lieutenant du capitaine-général, et accompagnés de M. Couanon, principal du collège où le gouvernement les avait fait élever à Paris. Toussaint vit ses enfants, les embrassa, et les chargea de dire au général en chef qu'il lui demandait un délai pour se déterminer. Les enfants revinrent porter à leur père la réponse du général Leclerc, qui accordait quatre jours : ce terme s'étant écoulé sans explication nouvelle, et les fils de Toussaint n'étant pas revenus, le général Leclerc proclama la rébellion de cet ennemi caché, qui n'attendait que le moment d'éclater. Peu de jours après, du 12 au 15 février, les escadres de Toulon et de Cadix débarquèrent au Cap trois mille huit cents hommes, et le 17, à la tête de treize mille hommes, le général Leclerc ouvrit les hostilités. Toutes les divisions se mirent en mouvement. Le général en chef partit du Cap avec la division Hardy ; le général Rochambeau, du fort Dauphin ; le général Desfourneaux, du Limbé ; le général Debelle, du Port-de-Paix. Les positions réputées inexpugnables du Dondon et de la Marmelade, de la Ravine-à-Couleuvres et du canton d'Ennery, résidence habituelle de Toussaint, furent emportées pour ainsi dire à la course par les troupes françaises, et la guerre se transporta dans l'Ouest. Pressé de toutes parts, Maurepas, après avoir réclamé et obtenu le bénéfice de la proclamation, avait réuni ses forces à la division Debelle. Le 24, le quartier-général était aux Gonaïves, d'où le général en chef s'embarqua pour le Port-au-Prince, dans l'intention d'y régler avec Boudet des affaires d'ordre public restées en suspens depuis la prise de cette ville par ce général.

Dans les premiers jours de mars, comme dans

toute cette terrible campagne, l'armée fut éclairée pendant sa marche par des incendies, et arrêtée par les massacres dont la férocité de Dessalines surtout avait marqué sa fuite. Sur le théâtre même de ses barbaries, ce monstre se vit poursuivre par le général Debelle, qui le poussa jusque dans le fort et dans les bois de la Crête-à-Pierrot. D'après cette nouvelle, le général en chef, quittant le Port-au-Prince avec la faible escorte qui l'avait suivi des Gonaïves, alla rejoindre la division Boudet, qu'il avait dirigée du Port-au-Prince sur le Mirebalais. Le 5 mars, cette division enleva avec une rare valeur le poste retranché de Trionon, et arriva aux bourgs du Mirebalais et des Verrettes, incendiés par Dessalines, qui venait de faire égorga la population blanche, au nombre de douze cents individus. Aux Verrettes, le général en chef ordonna une seconde attaque sur la Crête-à-Pierrot. Dessalines y avait rallié les débris et les réserves de l'armée noire. Le mulâtre Lamartinière y commandait. L'assaut eut lieu, malgré le feu terrible de la place, et sans artillerie, par les divisions Boudet et Dugua, sous les ordres du général en chef. Les deux généraux y furent blessés ; l'armée perdit six cents hommes, et l'on parvint encore à rejeter les noirs dans leurs retranchemens. Mais on reconnut que ce fort ne pourrait être emporté qu'avec le secours de l'artillerie. La prise de la Crête-à-Pierrot, véritable palladium de cette guerre, était de la plus haute importance.

Le général en chef transféra son quartier-général à Saint-Marc, en attendant l'arrivée de l'artillerie et les divisions Hardy et Rochambeau. Le 21 mars, ces généraux étaient sur l'Artonite, devant la Crête-à-Pierrot. Dessalines l'avait quittée la nuit même et se voyait coupé du fort par le général Hardy ; il se retira sur les Hauts-Mornes. Quant à Rochambeau, après avoir battu Toussaint à la Ravine-à-Couleuvres, il venait de le mettre encore dans une déroutée complète sur la chaine des Cahos, qu'il avait franchie pour déboucher aussi sur le Mirebalais. Le même jour, 21 mars, l'artillerie se trouva réunie. Le 25, l'attaque fut opérée par les divisions Rochambeau, Bondet et Hardy. Le chef de bataillon Bourke, aide-de-camp du général en chef, commandait la réserve ; cet officier avait sous ses ordres le chef de brigade Pétion, mis à la tête de la 15^e demi-brigade coloniale : ce même Pétion, porté depuis par ses services et ses talens à la présidence de Saint-Domingue, eut l'honneur de fonder la république d'Haïti. Mais les noirs, assiégés de toutes parts, évacuèrent silencieusement le fort dans la nuit du 24 au 25. On y trouva quinze pièces de canon, deux mille fusils et une foule de cadavres. Le jour même, ce fort fut rasé et désarmé.

Il ne restait plus aux noirs aucune position pour continuer la guerre dans la partie de l'Ouest. Le général en chef retourna, pour organiser l'administration, au Port-au-Prince, où il se fit précéder par la division Boudet, qui battit, chemin faisant, le noir Belair. Rochambeau marcha sur les Gonâvres pour établir les communications avec Plaisance, et Hardy se porta sur le Cap, dont la faible garnison pouvait à peine résister aux attaques continuelles de Christophe. Hardy dut forcer encore les positions formidables du Dondon et de la Marmelade, et n'arriva qu'en combattant sans cesse jusqu'au Cap, où la division hatave de notre flotte débarqua, le 5 avril, deux mille cinq cents hommes. Hardy voulut avec ce renfort reprendre le Dondon sur Christophe, qui y avait concentré ses forces; mais il dut renoncer à son entreprise, afin de ne pas répandre inutilement le sang européen, qui devenait de jour en jour plus précieux. Vers le milieu d'avril, le général Leclere revint au Cap. Le général Rochambeau remplissait dans l'Ouest le général Boudet, parti pour les Iles-du-Vent. Enfin décidés, soit par l'exemple des généraux Paul Louverture, Clervaux, Maurepas, Laplume, qui jouissaient de leur grade et de leur traitement, soit par la terreur des armes françaises, soit aussi peut-être par les instructions cachées de Toussaint, Christophe et Dessalines présentèrent également leur soumission. Elle devança, comme une sorte de manœuvre politique, la soumission de leur chef, qui, conformément à la volonté du général Leclere, vint se rendre au Cap avec son état-major et sa compagnie des Guides, hommes choisis et éprouvés, dont le dévouement lui resta fidèle jusqu'au dernier moment.

Après une longue conversation secrète, où Toussaint n'opposa aux reproches du général Leclere, sur sa rébellion, que le silence ou la dénégation, ce dernier lui offrit de servir dans nos rangs comme un de ses lieutenans, avec le grade de général de division. Mais Toussaint refusa, plutôt par calcul que par fierté; il demanda à se retirer dans le domaine d'Ennery, dont il avait fait son apanage. Sa demande lui fut accordée. Toutefois les généraux Brunet et Thouvenot eurent ordre de surveiller le repos de Toussaint Louverture.

Ainsi, en cinquante jours, Leclere avait terminé par une campagne générale une guerre d'extermination dont il sut honorer la durée; il avait triomphé de la force et de la ruse de ses ennemis, ainsi que des obstacles de la nature; mais il allait avoir à combattre d'autres fléaux plus redoutables, et les trahisons qui marchèrent à leur suite. Un des grands désastres de l'histoire moderne, aussi meurtrier dans ses proportions que la retraite de

Moskou, est réservé à cette glorieuse armée, l'une des plus braves qui aient jamais illustré le nom français.

Après la pacification, le général Leclere s'étudia et parvint à en assurer les résultats, en inspirant de la confiance aux généraux noirs; il sentait bien qu'il ne pouvait réussir sans eux, et que sa position le contraignait à se servir de leur entremise pour rappeler les noirs à la culture et les désarmer. En adoptant ce parti indispensable, le général devait mettre de l'abandon dans ses relations avec ces hommes dangereux, de peur de réveiller cette méfiance inhérente à leur race. Cependant le succès passa ses espérances. Christophe, Clervaux, Dessalines, Maurepas, rivalisèrent de zèle pour remplir les intentions du général en chef; par leurs soins une armée noire se rassembla; trente mille fusils furent recueillis dans le département du Nord et emmagasinés au Cap. Le général en chef se vit même obligé de réprimer l'ardeur de ces généraux, qui, fidèles aux habitudes d'une ancienne férocité, tuaient ou faisaient tuer les noirs encore munis de leurs armes. Si cette cruauté envers leur espèce provint d'un calcul de leur dissimulation, comme il y eut bien lieu de le croire, on peut se faire l'idée de la déplorable position où se trouvait le capitaine-général Leclere.

Mais la sagesse même des mesures qui venaient de faire succéder tout à coup les bienfaits de la concorde à la guerre et à la destruction, devrait excuser un zèle plus profond sous les pas de l'armée expéditionnaire; déjà affaibli de mort, il lui fallut recevoir dans ses cadres des noirs portés au désordre et à l'indiscipline; ce recrutement offrait un péril auquel l'existence de l'armée ne pouvait se soustraire. Cependant l'organisation coloniale marchait du même pas avec l'organisation militaire. Par la plus heureuse inspiration, le général en chef, parti de France avec trois cent mille francs seulement, dont une partie appartenait à la marine, reconnut les avantages des réglemens que Toussaint avait établis; il confirma les baux à ferme de toutes les propriétés vacantes qui jamais ne furent aliénées; il consacra le servage de la glèbe pour les cultivateurs, à qui on allouait le quart des produits; il ouvrit les ports de la colonie à tous les pavillons sans préférence; aussi en peu de temps, le Cap se releva de ses cendres, ainsi que la plupart des villes incendiées; beaucoup de colons revinrent; les ports se remplirent de bâtimens de commerce français et étrangers; la perception des fermages et des droits à l'importation et à l'exportation assura le service de l'administration et de l'armée; des traites, dont avant le départ de l'expédition le gouvernement français avait prescrit

et garanti l'émission, passèrent en paiement au commerce, pour les subsistances, pour l'entretien des hôpitaux, pour tous les besoins de la colonie. Les Américains se distinguèrent par l'activité de leurs transports en tout genre et par le plus honorable désintéressement. Aueun d'entre eux, ni le gouvernement colonial lui-même, ne soupçonnaient que les traites données et reçues pour le salut de Saint-Domingue et du soldat seraient rejetées par le gouvernement français, et qu'une odieuse banqueroute deviendrait le prix d'une confiance aussi généreuse. Le général Leclerc, qui ne pouvait prévoir un tel manque de foi, obtint par tous ces moyens, après la plus brillante campagne, les plus beaux résultats d'une grande pacification civile : l'abondance et la sécurité. Dans la vue d'assurer de tels bienfaits, il forma un conseil de notables pris dans les trois races d'habitans; attentif à intéresser ainsi les trois couleurs au maintien de l'ordre établi, il consacra, par de nouvelles nominations aux fonctions judiciaires et municipales, et à celles d'inspecteurs des cultures, les choix faits par Toussaint, avec une merveilleuse sagesse, parmi les hommes les plus recommandables de la colonie.

Mais, par un rapprochement fatal, le 7 mai, qui avait signalé à Saint-Domingue la soumission de Toussaint Louverture, vit débarquer à la Pointe-à-Pitre, à la Guadeloupe, trois mille cinq cents hommes arrivés de Brest. A la fin de l'année précédente le mulâtre Pélage avait proclamé l'indépendance de la Guadeloupe, et embarqué sur un bâtiment neutre le capitaine-général Laerosse, surpris et enlevé au moment où il visitait ses avant-postes extérieurs. Bientôt les noirs s'étaient emparés de la révolution de Pélage; et ce fut contre eux que le général Richepanse, qui commandait cette expédition, aidé des secours de Pélage, dut employer une valeur tant illustrée à la bataille de Hohentinden. Après avoir anéanti la rébellion, Richepanse succomba, dans les premiers jours de septembre, à ce terrible fléau dont le retour périodique, silencieusement attendu par les noirs de Saint-Domingue, devint tout à coup, ce même mois, le signal d'une fermentation sourde dans les ateliers et dans les bataillons coloniaux. On cessa de rendre les armes; on les cacha avec soin; des insurgés, sous le nom de nègres marrons, se rassemblèrent sur les Mornes aussitôt que la fièvre jaune reparut. Ce redoutable auxiliaire de l'affranchissement du sol d'Haïti, tel que Toussaint l'avait conçu primitivement avec Jean François, e'est-à-dire de l'empire noir sans mélange, moissonna avec une effrayante rapidité, et dans une proportion plus effrayante encore, la brave armée qui n'eut bientôt plus pour caserne que les hôpitaux, que la mort vi-

rait chaque jour. Le général en chef était allé, avec sa femme et son fils, respirer pendant quelque temps l'air salubre de l'île de la Tortue, où il avait fait établir un hôpital de convalescens; un impérieux devoir le rappela au Cap au commencement de juin, à l'époque où la maladie régnait dans toute sa violence; il voulut assister à l'ouverture de cette assemblée de députés formée pour devenir une sorte de conseil central et consultatif des intérêts, des besoins et des ressources de la colonie.

Peu de jours après, la surveillance exercée sur Toussaint s' alarma d'une certaine agitation autour du bourg d'Ennery, tandis qu'une insurrection ouverte réunissait un grand nombre de nègres sur les mornes appelés *la Montagne noire*. Toussaint, au lieu d'aller lui-même apaiser ces mouvemens, suivant sa promesse au général Leclerc, se contenta d'armer, pour sa sûreté, disait-il, des nègres cultivateurs, dont les Français arrêtaient un détachement. On sut bientôt que Toussaint se réjouissait des ravages de la fièvre jaune, et qu'il répétait sans cesse : « *Je compte sur LA PROVIDENCE* », nom du grand hôpital du Cap. Enfin, quelques-unes de ses lettres interceptées ne laissant plus de doute sur sa connivence avec les insurgés, le général en chef ordonna de l'arrêter. Toussaint, appelé aux Gonâves par le général Brunet, s'y rendit pour éviter les soupçons, et tomba dans le piège qu'il voulait tendre lui-même; il fut mis à bord, conduit en France, et transféré au fort de Joux, où il mourut deux ans plus tard. On a reproché amèrement l'arrestation de Toussaint au général Leclerc, tandis que c'était l'expédition contre Toussaint qu'il eût fallu reprocher au gouvernement. La position du capitaine-général, ses obligations envers la métropole et son armée, lui prescrivaient d'agir comme il l'a fait. Du moment où Toussaint refusait sa coopération à nos troupes, il devenait redoutable; et nul doute que si on lui donnait le temps de sortir du rôle d'inertie qu'il avait adopté, e'en était fait de la race blanche et de l'autorité de la France à Saint-Domingue. Jamais plus terrible fatalité ne pesa sur un homme investi du pouvoir militaire et civil. D'ailleurs le général en chef se conformait à ses instructions. Au reste, l'effet que la détermination de Leclerc produisit sur les noirs, à qui Toussaint, comme un maître invisible, commandait ou de se révolter ou de fléchir, justifia bientôt le moyen de salut imposé par la politique et la nécessité.

Charles Belair, neveu de Toussaint, avait relevé l'étendard de l'insurrection; elle prit bientôt un caractère plus grave, quoique revêtu encore de cette prudence impénétrable qui voila les complots des nègres. Les généraux noirs qui marchaient avec les généraux français contre les insurgés dont ils

fomentaient la rébellion, poussèrent la perfidie au point de tuer ces malheureux de leurs propres mains. Par une atroce application de cet infernal système, Dessalines ayant arrêté Belair, le fit juger et condamner à mort par une commission militaire que présidait le maître Clervaux, qu'il peu de jours après s'insurgea lui-même. Ainsi, non-seulement la soumission des noirs, mais leur obéissance et jusqu'à leur fidélité, offraient quelque chose d'autant plus effrayant que la durée n'en pouvait pas être calculée. Cette extraordinaire inquiétude assiégeait toujours la pensée du général en chef. Il s'en vit bientôt délivré par une circonstance qu'il avait prévue, mais contre laquelle toute préparation était inutile.

A la fin de juin, les lettres de la Guadeloupe arrivèrent. On apprit le débarquement du général Richepanse, la défaite des noirs, l'expulsion des noirs et des mulâtres des rangs de l'armée française, le retour du capitaine-général Lacrosse, et le rétablissement de l'esclavage : cette nouvelle, subitement répandue parmi les noirs du Cap, les frappa d'une convulsion électrique. La race noire et la race mêlée de Saint-Domingue eurent le droit de manifester une méfiance publique ; ce qui venait d'avoir lieu à la Guadeloupe légitimait l'insurrection des Mornes. Le gouvernement avait, au mois de novembre 1801, publié cette déclaration : « *A Saint-Domingue et à la Guadeloupe il n'est plus d'esclaves. Tout est libre, tout restera libre.* » A peine on connut le cruel démenti donné par la contre-révolution de la Guadeloupe à un engagement si solennel, qu'une conspiration s'étendit sur toute la colonie. C'était bien assez sans doute pour le gouvernement colonial de voir chaque jour décliner, depuis trois mois, par la maladie, ce qui restait de l'armée blanche; la révolte des Mornes et la trahison prochaine des troupes noires présentaient au capitaine-général une combinaison de périls contre lesquels le courage français ne pouvait lutter longtemps. L'invasion de tant de fléaux et leur profonde impression sur l'armée formaient un terrible contraste avec le bonheur dont la signature de la paix d'Amiens, si tristement accueillie par les mourans de Saint-Domingue, combloit Paris et la France. Enfin, le capitaine-général, pressé par tant d'adversités, devait à son honneur et à l'espoir de conserver un peu de sécurité, de déchirer le premier voile de confiance qu'il avait fait avec les noirs.

Comment supporter davantage l'anxiété de voir au milieu de ses bataillons, éclairés par la lièvre jaune, les bataillons intacts des ennemis, qu'il fallait craindre encore une fois? Leclerc hâta le désarmement de tous les noirs esernés au Cap, et pré-

vit ainsi un des dangers qui le menaçaient; car, le 12 septembre, Clervaux et Péton, qui commandaient au Haut-du-Cap, passèrent aux rebelles avec trois régimens; le 16, ils attaquèrent le Cap-Français. L'n avant-poste fut forcé par cet assaut imprévu autant qu'impétueux; mais le général en chef, secouru avec cinq cents soldats et mille hommes de couleur, repoussa les révoltés, auxquels Christophe et Paul Louverture se réunirent le lendemain. Ainsi reparut la guerre à mort entre les deux races; mais quelle disproportion effrayante offraient les forces opposées! La population noire était de quatre à cinq cent mille individus, et l'armée ne comptait pas dans toutes les places de la colonie plus de huit mille hommes au drapeau. La garde nationale du Cap servit et se battit comme la troupe de ligne; elle mérita des armes d'honneur que lui donna le général en chef. La concentration des troupes qui survivaient à la fièvre jaune devint indispensable. Le capitaine-général fit évacuer sur le Cap la garnison du fort Dauphin et du Port-de-Paix; celle des Gonaïves se retira sur le Port-au-Prince, après s'être défendue contre Dessalines, qui dirigeait l'insurrection dans l'Ouest.

Un autre malheur attendait l'armée expéditionnaire et les habitans de Saint-Domingue : dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre, le général Leclerc mourut de la fièvre jaune; nouveau sujet de deuil ajouté à toutes les douleurs. La perte du général Leclerc fut même, dans la situation désespérée de la colonie, un désastre politique. Aucun souvenir, aucun engagement ne liait plus à la cause de la métropole un seul des individus de la race africaine : que ne devait-on pas craindre d'une telle désunion, qui nous mettait à la merci de la puissance du nombre, et des passions les plus exaltées?

M. Daure, ordonnateur en chef de la colonie, qui, depuis la mort de M. Benezec, remplissait aussi les fonctions de préfet colonial, exerça alors l'intérim du capitaine-général jusqu'à l'arrivée de Rochembeau, alors au Port-au-Prince. Le seul noir Laplume, commandant de la partie du Sud, ne trahit pas son serment; ce périlleux dévouement doit honorer à jamais la mémoire de ce général. Le mulâtre Lamartinière, qui avait si vaillamment défendu la Crête-à-Pierrot, demeura également fidèle au drapeau français, et périt par les mains de ses soldats, qu'il voulut empêcher de se joindre aux révoltés.

L'armée avait perdu en neuf mois, c'est-à-dire de février à novembre, le général en chef et douze officiers supérieurs, parmi lesquels les généraux de division Dugua, Hardy, Debelle; les généraux de brigade Pambour, Tholozé, Saint-Martin, Ledoyen,

Dampierre, Desplanches, Meyer, Wonderweit, Jablonowski; mille cinq cents officiers; sept cent cinquante officiers de santé; vingt-cinq mille soldats; huit mille de la marine du commerce; deux mille employés civils; trois mille blancs venus de France. Sur cette masse effrayante, cinq mille hommes environ succombèrent dans la guerre; la fièvre jaune dévora tous les autres. A la mort du général Leclerc, il restait neuf mille cinq cents hommes, dont sept mille aux hôpitaux. Le total des forces débarquées à Saint-Domingue, jusqu'à cette époque, montait à trente-quatre mille hommes. Les états de l'armée rapportés en France furent des registres mortuaires. Ainsi sur cinquante mille individus de la race blanche importée, il survivait deux mille cinq cents valides et sept mille malades, dont les deux tiers moururent. Les neuf dixièmes de la population française périrent à Saint-Domingue. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire moderne d'une destruction aussi grande en raison du temps et du nombre. Quant au massacre des colons par les noirs, il ne peut être calculé!

Aussitôt que Rochambeau eut prit le commandement général, il lui fallut soutenir la vive attaque des insurgés, qui s'emparèrent des montagnes autour du Cap; mais une batterie qu'il fit placer sur une habitation plus élevée les força à la retraite. Ce succès lui inspira la mauvaise pensée de suivre une marche différente de celle de son prédécesseur; au lieu de continuer à se concentrer dans l'enceinte du Cap, la ville la plus au vent de la France, et la véritable position militaire de la colonie révoltée, le capitaine-général voulut reprendre le fort Dauphin et le Port-de-Paix; le général Clouzel se chargea de cette entreprise, qui réussit. Lerlerc avait, par une raison éclairée, traité constamment avec une distinction particulière la race mulâtre, dont la parenté française, l'intelligence, la bravoure, et la haine pour la race noire, lui faisaient une allée naturelle; Rochambeau la persécuta; plusieurs braves officiers de cette couleur, qui dominaient dans la partie du Sud, et entre autres le commandant Bardet, qui, en remettant le fort Bizoton au général Boudet, avait sauvé le Port-au-Prince de l'incendie, et les blancs de l'assassinat, furent proscrits. Dès ce moment, la vengeance la plus acharnée réunit les noirs et les mulâtres; ces derniers exercèrent dans le Sud d'horribles représailles pour satisfaire aux mânes de leurs chefs si barbaquement immolés.

Rochambeau ajouta une faute bien grave à ces cruautés: il transporta au Port-au-Prince le siège du gouvernement, et laissa le général Clouzel, avec une faible garnison, chargé de la défense du Cap. Bientôt un nouvel ennemi se joignit à ceux que le général en chef venait de susciter contre son ar-

mée; cet ennemi, le redoutable appui des noirs, était la Grande-Bretagne. Le traité d'Amiens allait être rompu. Alors l'insurrection générale, fortifiée par les secours qu'elle reçut des Anglais, en armes et en munitions, pressa plus vivement ses opérations offensives, de sorte qu'en peu de jours toutes les positions de l'Ouest et du Sud tombèrent au pouvoir des insurgés. Le général Laplume tint jusqu'au dernier moment; mais depuis la proscription des mulâtres, les hommes de cette couleur s'étaient rassemblés dans le Sud, sous les ordres d'un nouveau chef nommé Férou, qui combina avec les généraux noirs l'expulsion des Français. Ne pouvant résister à tant de forces conjurées, le général Laplume dut se réfugier au Port-au-Prince, et de là il s'embarqua pour l'Espagne, où il mourut. Le Sud une fois occupé par l'ennemi, les subsistances manquèrent totalement au Port-au-Prince; la famine à son tour jeta le désespoir dans cette malheureuse ville de l'Ouest, la seule où les Français se maintinssent encore, à la veille d'être assiégés par les armées noire et mulâtre réunies, quand Rochambeau reçut l'ordre impératif de France de revenir au Cap, et d'y établir le siège du gouvernement. Il arriva le 24 juin 1805 dans cette place, où il se trouva bloqué par une croisière des Anglais qui cernèrent également les villes de Port-au-Prince et des Cayes. Les garnisons françaises, éparées sur le littoral du Sud et de l'Ouest, traitèrent ou avec les Anglais, ou avec les noirs, et de préférence avec ceux-ci, qui, à la honte de la politique britannique, imposaient toujours des conditions moins dures. Le général Lavalette, resté au Port-au-Prince pour l'évacuation, capitula avec Dessalines; mais tous les navires sur lesquels s'entassa la population blanche de cette ville, furent pillés en mer par les Anglais, qui violèrent ainsi la convention émanée de leurs nouveaux alliés. Le général Brunet remit les Cayes aux Anglais; Saint-Marc s'étoit rendu; Jérémie avait été abandonné par le général Fressinet. La métropole ne possédait plus que le Cap et le Môle, quand, le 18 septembre, une armée de quinze mille hommes, soutenue par le blocus d'une escadre anglaise, assiégea le Cap. Les notables engagèrent le général en chef à s'entendre avec l'escadre; mais les propositions du commodore furent si exagérées, que Rochambeau aima mieux avoir affaire au barbare Dessalines. Celui-ci lui donna dix jours pour se retirer. Cependant l'espoir qu'avait Rochambeau de pouvoir tromper la poursuite des Anglais à la faveur du gros temps s'évanouit, et il se vit forcé, à l'expiration des dix jours, en raison de l'état de la mer, de se mettre à la discrétion de la flotte anglaise, ainsi que l'immense quantité de bâtimens qui portaient tout ce qui survivait de l'ar-

usée expéditionnaire et de la population blanche.

Toutefois une action brillante honora la retraite de la malheureuse armée française. Le général Noailles, ancien membre de l'Assemblée constituante, commandait le môle Saint-Nicolas; voulant partir sans capitulation et éviter de négocier avec les Anglais qu'il connaissait bien, il fit embarquer sa garnison, et au passage de l'immense convoi du Cap, il se mit à sa suite, sans être observé par la croisière ennemie : arrivé à une certaine distance, il quitta la flotte avec sept voiles qui l'accompagnaient, et les conduisit dans un port de l'île de Cuba. De là il se rendait, sur un brick armé et

monté par des troupes, à la Havane, où il espérait rejoindre le général Lavalette, qui venait de périr dans la traversée de la Havane à Saint-Domingue, lorsqu'il fut rencontré par une corvette anglaise qu'il prit à l'abordage avec ses grenadiers. Dans le combat terrible qui s'engage, ce brave général reçut plusieurs blessures, dont il mourut à la Havane le 9 janvier 1804, après toutefois y avoir fait entrer le bâtiment anglais sur lequel flottait le pavillon de la France. La gloire nationale s'empessa de recueillir le dernier exploit échappé à ce grand naufrage d'une des plus valeureuses armées que la république eût réunie sous ses drapeaux.

FIN DE LIVRE SIXIÈME.

LIVRE SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(1805.)

TROISIÈME COALITION. — RUPTURE AVEC L'ANGLETERRE. — INVASION DU HANOVRE.

A l'ivresse des fêtes de la paix, à l'enthousiasme des espérances de bonheur, la France et l'Angleterre avaient fait succéder une attitude d'observation inquiète qui bientôt modifia la joie générale. Les accroissemens considérables de la France, provenant soit de l'incorporation du Piémont et de la réunion de la république italienne sous le même pouvoir, soit de la médiation helvétique et des changemens opérés dans la Hollande et dans les républiques d'Italie, soit aussi de ces immenses travaux qui ouvraient à nos armées les routes du Simplon, du mont Genève et du mont Cenis, soit enfin de ce Concordat qui consommait la dépendance de l'Italie, et donnait au premier Consul l'ascendant d'une nouvelle puissance morale sur les États catholiques du continent : toutes ces prospérités inattendues, sorties du traité de Lunéville, devinrent, aux yeux du gouvernement anglais, de véritables usurpations sur le terrain où le traité d'Amiens venait d'être assis. Le cabinet de Londres, dont Pitt dirigeait toujours l'esprit sous le successeur qu'il s'était choisi, ne pouvait également ignorer que le premier Consul, empressé de satisfaire pour lui et ses alliés à toutes les clauses du traité, s'alarmait justement de la lenteur plus qu'équivoque que l'on met-

tait à remettre l'île de Gorée à la France, à la république batave le Cap de Bonne-Espérance, enfin l'île de Malte à l'Ordre de Saint-Jean. Si la république française avait recueilli, depuis la paix d'Amiens, des avantages dès long-temps en réserve et préparés par une politique dont le traité n'avait pu nullement établir la discussion, il n'en résultait pas pour l'Angleterre le droit de crier à la violation, encore moins celui d'arguer du traité de Lunéville, auquel elle avait obstinément refusé d'intervenir. Le point de départ, pour la Grande-Bretagne et pour la France, était la complète et fidèle exécution des stipulations convenues entre elles : or, l'objet le plus important, celui sans lequel jamais la France ne consentirait à poser les armes, la restitution du Cap et de l'île de Malte, paraissait plus qu'ajourné au premier Consul. Son intérêt et son droit lui prescrivaient donc de hâter de tout son pouvoir l'augmentation de sa prépondérance continentale, afin d'y trouver une sorte de balance avec la continuation d'occupation des deux possessions maritimes, que l'Angleterre retenait contre la foi récemment jurée. Le champ de la difficulté offrait un cercle vicieux, qui ne pouvait long-temps contenir deux adversaires aussi forts sans se briser

sous leurs discussions. L'Angleterre disait : « La France s'est agrandie depuis notre traité; » la France disait : « L'Angleterre n'exécute pas notre traité. » Un tel procès, dont les parties étaient les seuls arbitres, ne devait se juger que par la guerre. Déjà, depuis les engagements déunitifs, M. Moore, l'un des secrétaires de la légation anglaise à Amiens, avait été envoyé en Suisse pour donner à la diète de Schwitz des assurances positives de la protection britannique contre la France; bien plus, lord Hawkesbury avait même remis à l'ambassadeur Otto, à Londres, une note par laquelle son gouvernement blâmait l'intervention française dans les affaires de l'Helvétie. Mais comme les autres puissances, près desquelles la diète de Schwitz avait également député, s'étaient renfermées dans un silence presque absolu sur ses réclamations, l'opposition de l'Angleterre ne put empêcher l'acte de médiation donné par le premier Consul à la Suisse, le 19 février 1803.

Pendant les cabinets de Paris et de Londres avaient recommencé leurs hostilités périodiques dans les journaux, et, malgré l'animosité de ces débats publics, ils reprirent aussi des négociations supplémentaires, en exécution de leur traité. On n'oublia pas non plus un autre moyen de s'entendre, celui d'armer à outrance; et les deux nations marchaient tellement d'intelligence avec leurs gouvernements, que l'enthousiasme de la guerre avait, peu de mois après la signature du traité d'Amiens, rendu aux esprits la même exaspération qu'avant la paix. L'arène des journaux, où malheureusement le premier Consul ne dédaignait pas de descendre lui-même, offrit un échange perpétuel d'offensantes personnalités, poussées à un tel point de violence de la part des écrivains anglais, que, le 16 août, l'ambassadeur Otto présenta une note officielle dans laquelle il était demandé que l'Angleterre défendît tout ce qui serait défendu en France par rapport aux intérêts réciproques des deux nations. Cette note réclamait aussi l'éloignement des émigrés de l'île de Jersey, l'expulsion de l'Angleterre des évêques de Metz et de Saint-Pol, la déportation au Canada de Georges et de ses adhérens, et le renvoi de tous les Français qui porteraient en Angleterre les décorations de l'ancienne monarchie. Enfin, par une autre prétention bien remarquable à une pareille époque, surtout en raison de la catastrophe qui frappa le duc d'Engbien l'année suivante, le premier Consul exigeait encore que tous les princes de la maison de Bourbon fussent requis de se rendre à Varsovie près du chef de leur famille. C'était à peu de chose près proposer à la Grande-Bretagne le sacrifice de sa Constitution, que de lui demander la violation des deux garanties fondamentales les plus chères à toute nation libre, celle de la presse

et celle de l'*habeas corpus*. Une telle exigence devenait souverainement impolitique de la part du premier Consul, eu ce qu'elle devait le rendre odieux à tout le peuple anglais. Il pouvait parler ainsi aux républiques qu'il venait de reconstituer; mais avec l'Angleterre il fallait un tout autre langage, et, bien que ce langage ne fut que l'expression de la désunion qui existait déjà entre les deux gouvernements, la prudence défendait de la faire connaître à la France et au reste de l'Europe. Le cabinet de Londres annonça qu'il répoudrait à cette note par son ambassadeur. Lord Withworth partit pour Paris, et le général Andréossi vint remplacer à Londres M. Otto, appelé à la mission des États-Unis.

Le traité d'Amiens portait : « Art. 6. Le port de Cap de Bonne-Espérance reste à la république batave en toute souveraineté. — Art. 8. Les territoires, possessions et droits de la Sublime Porte sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre. — Art. 10. Les îles de Malte, de Goso et de Comino seront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Les forces de S. M. Britannique évacueront l'île et ses dépendances pendant les trois mois qui suivront l'échange des ratifications... S. M. Sicilienne sera invitée à fournir deux mille hommes natifs de ses États, pour servir de garnison dans les différentes forteresses desdites îles. — Art. 12. Les évacuations, cessions et restitutions stipulées seront exécutées..., pour le continent et les mers d'Afrique et d'Afrique, dans les trois mois... »

Les ratifications avaient été échangées à Paris, le 18 avril, et six mois après, le 16 octobre, le général anglais Stuart, sommé, en Égypte, par le colonel Sébastiani, d'évacuer la ville d'Alexandrie, lui déclarait qu'il n'avait aucun ordre de quitter cette place et qu'il comptait même y passer l'hiver. La même conduite eut lieu pour Malte, dont le gouverneur J. Ball répondit, le 2 mars 1805, au commandeur de Bussy, chargé des pouvoirs du grand-maître, que du moment où il se croirait autorisé à remettre le gouvernement, il lui en donnerait connaissance. Quant à la remise du Cap de Bonne-Espérance aux troupes bataves, elle devait être effectuée le 1^{er} janvier 1805; mais le 31 décembre, pendant que les Anglais s'embarquaient, l'arrivée d'une frégate anglaise changea tout à coup leurs dispositions; ils rentrèrent dans les forts, à la vue de la garnison et de la flotte hollandaise, dont les chefs furent obligés, pour constater ce manque de foi, de souscrire une capitulation. Une capitulation en temps de paix s'écrièrent avec raison les journaux français; et cette étrange violation devint un nouveau sujet de plainte contre l'Angleterre. Il

en avait été de même pour la restitution à la France de l'île de Gorée, sur la côte du Sénégal. Du 30 octobre au 30 janvier, le général Blanchet ne put parvenir à décider le colonel anglais Fraser à évacuer ce poste important.

Voilà comment l'Angleterre exécutait le traité d'Amiens. Il n'en fallait sans doute pas davantage pour déclarer des deux côtés ce traité rompu par le fait. Aussi les journaux des deux nations se livrèrent aux plus violentes hostilités. Dans ceux de la Grande-Bretagne, les passions ministérielles s'exprimèrent sans ménagement; un procès public y fut instruit contre l'ambition du premier Consul. On n'oublia aucune récrimination ancienne, aucun grief récent; on invoqua le traité de Lunéville en condamnation des envahissemens politiques et territoriaux de la France. Le *Moniteur* répondit que l'Angleterre ayant refusé de reconnaître les républiques helvétique, italienne et ligurienne et le roi d'Étrurie, n'avait pas le droit d'arguer de ce traité. *Les relations de la France et de l'Angleterre*, disait le *Moniteur*, sont le traité d'Amiens, tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens... *Au reste, le peuple français... demeurera constamment dans cette attitude que les Athéniens ont donnée à Ménéce, le casque en tête et la lance en arrêt... Les débats du parlement mirent bientôt à découvert cette grande question, que le journal officiel de France venait de simplifier par un défi.*

La séance du 9 novembre 1803 présente un intérêt tout-à-fait nouveau dans les fastes de la législature britannique. Le célèbre Fox, qui arrivait de Paris, où il avait reçu le plus brillant accueil du premier Consul, des membres du gouvernement et de la société de la capitale, prit hautement dans la Chambre la défense de la France. On ne pouvait rendre un plus bel hommage à cette liberté politique dont l'Angleterre s'enorgueillit à si juste titre. La franchise de Fox portait en outre un caractère de courage, par la fermeté qu'il osa opposer à l'irritation de la grande majorité de l'assemblée contre le premier Consul. Cette animosité y fut si peu déguisée, que cet illustre orateur subit ce jour-là une sorte d'enquête sur le motif de son voyage en France. Son discours ajouta un nouvel éclat à la tribune britannique; mais le parti Grenville dominait, et la guerre était presque proclamée par le Parlement.

D'un autre côté, le *Moniteur* accusait les ministres diplomatiques Drake et Wickam, agens du dernier ministère Pitt et Grenville, de semer la discorde entre tous les membres de la famille occidentale. Cette expression toute paternelle annonçait assez que cette famille devait bientôt obéir à un chef. Alors avait eu lieu la mission patente du co-

lonel Sébastiani en Égypte et en Syrie. Cet officier fut plus heureux auprès des pachas pour leur faire reconnaître la puissante bienveillance du premier Consul qu'auprès du général Stuart pour obtenir l'exécution du traité d'Amiens; il trouva l'Orient encore tout rempli de la grandeur du conquérant de l'Égypte.

Bonaparte mettait en œuvre toutes les ressources de sa politique pour démasquer ou effrayer l'Angleterre. Il chercha à renouer cette ligue maritime du Nord, rompue par la mort de Paul I^{er}. Il envoya à Berlin le général Duroc, à Saint-Petersbourg le colonel Auguste Colbert. Mais l'empereur Alexandre et le roi de Prusse s'étaient vus à Memel, l'année précédente, et avaient contracté ensemble des engagements qui firent avorter cette démarche. Cependant cent vingt mille conscrits répondaient à l'appel du Sénat. Les troupes hâtèrent leur marche vers les rivages des deux mers: l'Italie, comme la Hollande, voyait arriver de nouveaux bataillons; les constructions se pressaient dans tous les ports; Flessingue s'élevait sur d'imposantes fortifications, comme le grand arsenal du plus formidable des armemens. En France et en Angleterre tout respirait la guerre: il n'y avait de paisible que la diplomatie des deux nations. Les conférences se succédaient à Paris entre le ministre Talleyrand et lord Withworth avec une extrême sérénité de part et d'autre, mais sans rien résoudre. Malheureusement le premier Consul s'impatienta des délais britanniques, et crut pouvoir le terminer en appelant lui-même à une entrevue particulière l'ambassadeur anglais. Voici les principaux traits de cette audience diplomatique, qui dura deux heures.... « La paix, dit « Bonaparte, n'a uniquement produit qu'une jalousie et une méfiance continuelle; cette méfiance « est aujourd'hui si manifestée, qu'elle a amené les « choses à un point où il faut nécessairement en « finir... Aucune considération sur la terre ne pour- « rait me faire acquiescer à ce que vous gardiez « Alexandrie et Malte; et s'il fallait opter entre ces « deux alternatives, j'aimerais mieux vous voir en « possession du faubourg Saint-Antoine que de « Malte... Chaque vent qui souffle d'Angleterre « n'apporte que haine et inimitié contre moi. Une « descente est le seul moyen offensif que j'aie con- « tre elle, et je suis déterminé à me mettre moi- « même à la tête de l'expédition. Mais comment « peut-on supposer qu'après m'être élevé à la hau- « teur où je me trouve, je voulusse risquer ma vie « et ma réputation, à moins d'y être contraint par « la nécessité, lorsqu'il est probable que moi et la « plus grande partie de l'expédition nous irons nous « perdre au fond de la mer? Il y a mille à parier « contre un que je ne réussirai pas; mais je n'en

« suis pas moins décidé à tenter cette descente, si
 « la guerre doit être la conséquence de la discussion
 « actuelle. Mes troupes y sont tellement disposées,
 « qu'on n'aurait pas de peine à trouver une armée
 « pour en remplacer une autre... J'aurais pu m'em-
 « parer de l'Égypte, depuis plus d'un mois, en en-
 « voyant vingt-cinq mille hommes à Aboukir... ;
 « mais je ne le ferai point, parce que l'Égypte ne
 « vaut pas la peine d'une guerre qui m'exposerait
 « à perdre plus que je ne pourrais gagner, puisque
 « tôt ou tard l'Égypte appartiendra à la France,
 « soit par la chute de l'empire turc, soit par quel-
 « que arrangement avec la Porte.... Deux puis-
 « sances telles que la France et l'Angleterre, en
 « s'entendant bien, pourraient gouverner le monde ;
 « mais elles pourraient aussi le bouleverser dans
 « leur lutte... On en est arrivé aujourd'hui à déci-
 « der la grande question de la guerre ou de la paix.
 « Pour conserver la paix, il fallait remplir le traité
 « d'Amiens... Voulait-on la guerre, il ne fallait que
 « le dire ou refuser de remplir le traité... Je n'ai
 « pas châtié les Algériens pour ne pas exciter la ja-
 « lousie... ; mais l'espère que l'Angleterre, la Rus-
 « sie et la France, sentiront un jour qu'elles ont
 « intérêt à détruire un pareil nid de brigands....
 « Mais vouloir parler du Piémont et de la Suisse, ce
 « sont des bagatelles. D'ailleurs vous auriez dû le
 « prévoir lorsque la négociation était encore pen-
 « dante ; vous n'avez pas le droit d'en parler à cette
 « heure. » Cette conférence, dont le premier Consul
 « fit à peu près tous les frais, passa la mer, le
 « 22 février 1805, dans la décade de lord With-
 « worth.

A quelques jours de là, Bonaparte reçut une ré-
 « ponse à une démarche tentée auprès de Louis XVIII,
 « à Varsovie. Il paraît qu'il avait offert à ce prince
 « une indemnité considérable, soit en propriétés, soit
 « en argent, s'il voulait renoncer à ses droits sur la
 « couronne de France. Quoiqu'il en soit, on publia
 « cet extrait de la réponse de Louis XVIII : « Je ne
 « confonds point M. Bonaparte avec ceux qui l'ont
 « précédé ; j'estime sa valeur, ses talents militaires,
 « je lui sais gré de quelques actes d'administra-
 « tion... Mais il se trompe, s'il croit m'engager à
 « renoncer à mes droits ; loin de là, il les établirait
 « lui-même, s'ils pouvaient être litigieux, par les
 « démarches qu'il fait en ce moment... »

Cependant, le 8 mars, le roi d'Angleterre an-
 « nonça, par un message à la chambre des Communes :
 « Qu'en raison des préparatifs considérables qui se
 « faisaient dans les ports de France et de Hollande,
 « il jugeait convenable d'adopter de nouvelles me-
 « sures de précaution pour la sûreté de l'État ; et
 « que, bien que ces préparatifs eussent été présen-
 « tés comme ayant pour but des expéditions colo-

« niales (entre autres celle de la Louisiane par le
 « général Victor), comme il existait actuellement
 « avec le gouvernement français des discussions
 « d'une grande importance dont le résultat demeu-
 « rait incertain, S. M. faisait cette communication
 « à ses fidèles Communes... ; et comptait qu'elles
 « la mettraient en état d'employer toutes les me-
 « sures que les circonstances paraîtraient exiger
 « pour l'honneur de sa couronne et les intérêts es-
 « sentiels de son peuple. »

Tel fut le résultat de la conférence du premier
 « Consul avec lord Withworth. Les paroles royales
 « eurent une influence magique sur l'Angleterre : le
 « lendemain la presse commença à Londres ; les amiraux
 « partirent pour les ports militaires ; Nelson prit le
 « commandement général des forces de la Méditerranée ;
 « trois escadres mirent en mer sous les ordres des
 « amiraux Sidney Smith, Saumarez et Pellew. Un autre
 « message succéda rapidement au premier, et ordonna
 « une augmentation dans les troupes de terre et de mer.
 « Jamais l'axiome, *si vis pacem, para bellum*, n'avait
 « été suivi des deux côtés avec plus d'ardeur. Mais on
 « jugeait facilement, par la fidélité à exécuter le traité,
 « lequel des deux adversaires préparait réellement la
 « guerre.

C'était l'argument de position du premier Consul,
 « qui, ainsi que ses alliés, avait rempli toutes les
 « obligations stipulées à Amiens. Le même fond d'idées
 « composait une note très péremptoire de l'ambassadeur
 « Andréossi, en réponse à celle du 15 mars de lord
 « Hawkesbury. Cette note, arrivée de Paris, ne laissait
 « aucun doute sur son auteur... « Le premier Consul
 « sait, et par ses propres sentimens, « et en jugeant
 « des autres peuples par le peuple français, qu'une
 « grande nation ne peut jamais être effrayée... On
 « peut tuer un grand peuple, mais non l'intimider.
 « Ici l'appel à éclat avant qu'on pût savoir qu'il
 « y avait lieu à mésintelligence ; on a signalé la fin
 « des discussions avant qu'elles fussent commencées ;
 « on a déclaré l'issue d'une discussion difficile avant
 « qu'elle eût été évocée... Aussi le premier Consul,
 « quels qu'aient été l'éclat, l'activité, les provocations
 « de guerre qui ont eu lieu depuis ce message en
 « Angleterre, n'a donné aucun ordre, n'a fait aucune
 « disposition, aucun préparatif. Il met toute sa gloire,
 « dans une affaire de cette nature, à être pris au
 « dépourvu... Quant aux plaintes portées relative-
 « ment aux publications qui peuvent avoir eu lieu
 « en France, elles sont d'un ordre trop secondaire
 « pour pouvoir influer sur une telle décision. Ser-
 « vons-nous donc revenus au siècle des tournois ?
 « Des motifs de cette nature pouvaient autoriser,
 « il y a quatre cents ans, le combat des trente ;
 « mais ils ne sauraient être aujourd'hui une
 « raison de guerre en-

« tre les deux pays... Peu de jours après la ratifica-
 « tion de la paix, un des ministres de S. M. B.
 « déclara que l'état de paix *devait être considéré*
 « *ble.* » La note dénonce ensuite les outrages commis
 « par les journalistes, » et la tolérance, plus
 « inexusable, éprouvée par des brigands couverts
 « de crimes, et méditant sans cesse des assassinats,
 « tels que Georges, qui continue encore de demeurer
 « à Londres, protégé et jouissant d'un état con-
 « sidérable. » La note demandait aussi réciprocité
 pour la répression de la presse; ce qui était inad-
 missible, parce qu'en Angleterre, la liberté de la
 presse est un droit national et tout-à-fait indépen-
 dant, tandis qu'alors, en France, cette liberté cap-
 tive était entièrement entre les mains du gouverne-
 ment. « En résumé, le soussigné est chargé de
 « déclarer que le premier Consul ne veut point re-
 « lever le défi de la guerre que l'Angleterre a jeté à
 « la France; que quant à Malte, il ne voit aucune
 « matière de discussion, le traité ayant tout
 « prévu. »

Peu de temps après, le premier Consul interpella
 vivement l'ambassadeur d'Angleterre à une audience
 diplomatique : « Vous êtes décidés à la guerre...
 « vous voulez la guerre. Nous l'avons faite pendant
 « quinze ans; vous voulez la faire encore quinze
 « années et vous m'y forcez. » Puis se tournant vers
 le comte de Markoff, ambassadeur de Russie : « Les
 « Anglais veulent la guerre, dit-il; mais s'ils sont
 « les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la
 « remettre dans le fourreau; ils ne respectent pas
 « les traités, il faut dorénavant les couvrir d'un
 « érèpe noir... Si vous voulez armer, j'armerai
 « aussi; si vous voulez vous battre, je me battraï
 « aussi. Vous pourrez peut-être tuer la France,
 « mais jamais l'intimider. Malheur à ceux qui ne
 « respectent pas les traités! ils en seront responsa-
 « bles devant toute l'Europe. » Cette allocution mo-
 tive, le 14 mars, une dépêche de lord Withworth à
 son gouvernement.

Bientôt une conférence eut lieu entre M. de Tal-
 leyrand et lord Withworth, qui reçut de sa cour
 l'ordre de demander : 1° Que S. M. B. conservât ses
 troupes à Malte pendant dix ans; 2° que l'île de
 Lampedouze (qui appartenait au roi de Naples) lui
 fût cédée en toute propriété; 3° que les troupes
 françaises évacuassent la Hollande.... En d'autres
 termes, la Grande-Bretagne nous déclarait la guerre.
 On donnait sept jours pour admettre cet ultimatum;
 faute de quoi l'ambassadeur était rappelé. En ré-
 ponse à ces propositions inacceptables, M. de Tal-
 leyrand déclara que le premier Consul consentait
 à ce que Malte fût remise aux mains d'une des trois
 puissances garantes, la Russie, l'Autriche ou la
 Prusse; que si l'on rejetait cette modification, il

ferait un manifeste qui prouverait que l'Angleterre
 n'avait jamais voulu exécuter le traité. La réponse
 du cabinet de Londres fut : 1° que le gouvernement
 français ne s'opposerait point à la cession de l'île
 de Lampedouze par le roi de Naples; 2° que S. M. B.
 resterait en possession de Malte, jusqu'à ce que
 l'île de Lampedouze pût être établie comme port
 militaire; 3° que la Hollande serait, ainsi que la
 Suisse, évacuée par les Français; que l'Angleterre
 reconnaîtrait le roi d'Étrurie, et les républiques
 italienne et ligurienne. Un article secret portait
 que S. M. B. ne serait requise par le gouvernement
 français d'évacuer Malte qu'au bout de dix ans.
 Dans cette circonstance, ce n'était plus sept jours
 que l'on accordait pour accepter ces violentes con-
 ditions, c'étaient *tantum-sis-sic-tantum!* Jamais il n'y
 eut de défi plus injurieux, plus directement con-
 traire à l'honneur d'une nation. Mais une autre
 iniquité enlaidissait encore cette dernière communi-
 cation : le ministère anglais disait, dans sa note,
 que l'empereur de Russie refusait de se prêter à
 l'arrangement proposé par le cabinet de France, de
 remettre Malte aux mains d'une des puissances ga-
 rantes, tandis qu'à Paris le comte de Markoff venait
 de renouveler, à cet égard, les intentions de sa
 cour. Le 12 mai, lord Withworth reçut ses passe-
 ports qu'il avait demandés trois fois, tant l'Angle-
 terre redoutait de laisser échapper le fléau de la
 guerre. Le général Andrèossi s'embarqua à Dou-
 vres le 18. Le 16, un message du monarque avait
 osé dire aux deux empires : « C'est une consola-
 « tion pour S. M. de réfléchir qu'il n'a manqué au-
 « eun effort de sa part pour conserver à ses sujets
 « les bienfaits de la paix... »

L'amirauté expédia des lettres de marque et de
 représailles, fit sortir de Torbay lord Cornwallis
 avec dix vaisseaux et trois frégates, et envoya le
 commodore Saumarez stationner à Jersey et Guern-
 sey. Le cabinet de Londres publia les pièces de
 la négociation, ainsi qu'un manifeste jésuitique, en
 apologie de sa conduite. Ce manifeste avançait :
 « *Qu'il y a une loi générale des nations qui est an-
 « térieure à la loi conventionnelle, et que c'est à
 « cette loi, ou règle de conduite, que les souverains
 « ont coutume d'appeler, lorsqu'il est reconnu que
 « la loi conventionnelle se fait.* » Cependant cette
 loi parlait assez haut et assez clairement dans le
 traité d'Amiens, quand elle disait : « *L'île de Malte
 « sera rendue à l'Ordre de Saint-Jean, elle sera
 « évacuée par les troupes anglaises trois mois après
 « l'échange des ratifications.* » La doctrine sophis-
 tique du cabinet de Londres formait depuis long-
 temps le langage naturel de la violence qu'il exerçait
 sur cette autre loi générale, également antérieure à
 la loi conventionnelle, sur le droit des nations qui

ont des rivages, droit antérieur à l'injuste prétention du droit de visite, élevé par le peuple qui possède le plus de vaisseaux. Le cabinet des Tuileries donna aussi son manifeste, sous la forme d'une note que M. de Talleyrand adressa à lord Withworth : cette note est un chef-d'œuvre de dialectique, de clarté, de raison, d'honneur politique.

«.....Jamais, dit-elle, la France ne reconnaîtra dans aucun gouvernement le droit d'annuler, par un seul acte de sa volonté, les stipulations d'un engagement réciproque. Si elle a souffert que, sous des formes qui annonçaient la menace, on lui présentât un *ultimatum* verbal de sept jours, un *ultimatum* de trente-six heures, et des traités conclus avant d'être négociés, elle n'a pu avoir d'autre objet que de ramener le gouvernement britannique par l'exemple de la modération.... »

Cependant la rupture n'était pas officiellement déclarée; mais l'agression eut lieu de la part de l'Angleterre : deux bâtimens français furent capturés dans la baie d'Audierne. Alors les représailles de la France éclatèrent, et le premier Consul déclara prisonniers de guerre tous les Anglais âgés de dix-huit à soixante ans alors en France, pour répondre des Français qui auraient été pris avant la déclaration de guerre. Le parlement avait reçu le message royal; le Sénat reçut le message consulaire; il se terminait ainsi : «... Le gouvernement s'est arrêté à la ligne que lui ont tracée ses principes et ses devoirs : les négociations sont interrompues, et nous sommes attaqués. Du moins nous combattons pour maintenir la foi des traités et pour l'honneur du nom français. »

La France répondit aux hostilités maritimes de l'Angleterre par des attaques territoriales. Le 24 mai commença la promenade militaire du général Mortier, qui, avec une armée de quinze mille hommes qu'il commandait en Hollande, entra dans l'électorat de Hanovre. Une proclamation du roi d'Angleterre, du 16, ordonnait la levée en masse de ses sujets allemands, sous peine de perdre leurs biens et le droit d'hériter, et annonçait le duc de Cambridge, qui venait se mettre à leur tête. Cette proclamation servit plus tard de modèle aux Russes pour soulever, en 1815, toute l'Allemagne contre Napoléon. On eut tort de reprocher aux barbares du nord leur proclamation; elle était, comme leur confédération, de fabrique anglaise. Mais, malgré la pressante invitation de Georges III à ses fidèles sujets du Hanovre, elle n'empêcha pas Mortier d'être le 2 juin à Sühlingen, après avoir culbuté l'ennemi près de Borstel, et de menacer la tête de pont de Nienbourg sur le Weser. Le général avait aussi répondu par une proclamation à celle du roi d'Angleterre, et déclaré aux Hanovriens, qui ne

comprirent rien à cette compensation, que les Français s'emparaient de leur pays parce que l'Angleterre gardait Malte contre la foi des traités. Le 5, le général Dulauloy se mit en marche avec ses dix-huit pièces d'artillerie pour aller canonner la tête de pont, qui en comptait soixante. La régence avait déjà fait une démarche inutile pour éviter l'armée française; elle envoya une seconde députation aux avant-postes, et sollicita une suspension d'armes, annonçant en même temps des propositions avantageuses. Mortier répliqua qu'il n'accepterait que l'occupation immédiate de l'électorat et la remise des places fortes. Pour obéir à cette demande, on livra tout le pays aux Français, ainsi que les magasins militaires et les revenus de l'État. Le 5, Mortier entra à Hanovre, où il recueillit, ainsi qu'à Nienbourg, Hameln et Zell, d'immenses approvisionnements de guerre. Cinq cents bouches à feu, quarante mille fusils, et les fonds pour la solde de l'armée, furent les fruits de cette campagne de dix jours. Deux divisions eurent l'ordre de s'emparer des bâtimens anglais qui pouvaient se trouver sur l'Elbe et sur le Weser. Le duc de Cambridge s'embarqua en toute hâte, avant que le général Frère se rendît maître des bouches de l'Elbe. Le général Walmoden, ayant remplacé le duc de Cambridge au commandement en chef, était allé attendre au-delà de l'Elbe, à Lawembourg, avec la régence, la ratification de la convention de Sühlingen.

Cependant l'invasion du Hanovre donna lieu à une lettre par laquelle M. de Talleyrand ouvrait encore à l'Angleterre une facilité de rétablir la bonne harmonie; il y était dit : *que le premier Consul n'avait eu en vue que d'obtenir des gages pour l'évacuation de Malte, et de travailler à accomplir l'exécution du traité d'Amiens*, et qu'il attendait la ratification du roi d'Angleterre pour ratifier la convention de Sühlingen. Lord Hawkesbury déclara avec hauteur que le roi, en sa qualité d'Électeur de Hanovre, en appelait à l'Empire, qui avait garanti sa neutralité. Ainsi c'était encore par la guerre que répondait le cabinet britannique. Alors le général Mortier écrivit au feld-maréchal Walmoden que le 30 juin l'armistice serait rompu, à moins que l'armée hanovrienne ne mit bas les armes, et ne consentît à être envoyée en France comme prisonnière de guerre. Walmoden refusa ces humiliantes propositions, et les hostilités recommencèrent. L'Elbe, qu'il fallait franchir, était maintenant le champ de bataille. Les Hanovriens se fortifièrent sur la rive droite, et Mortier fit rassembler un grand nombre de bateaux pour effectuer le passage du fleuve. Le 4 juillet, au moment où nous allions le tenter, une nouvelle négociation vint prévenir l'effusion du sang. La modération du général français honora

son caractère; il respecta l'honneur de l'armée hanovrienne : la dissolution de ce corps eut lieu; mais ses armes furent remises par les officiers aux autorités civiles; les soldats devaient toucher leur solde pendant un an, sous la condition de ne point servir durant toute la guerre; ce qu'ils désiraient par-dessus tout. Cette capitulation fut arrêtée, et signée dans un bac, au milieu du fleuve, par les généraux en chef. « L'armée hanovrienne était réduite au

« désespoir, écrivit le général Mortier au premier
« Consul; elle implorait votre clémence : j'ai pensé
« qu'abandonnée par son roi, vous voudriez la trai-
« ter avec bonté... »

Ainsi finit la campagne de Hanovre; elle dura du 26 mai au 5 juillet 1803; mais l'Angleterre avait repris les armes, qu'elle ne devait plus déposer qu'après la ruine de son ennemi, *dût leur lutte bouleverser le monde!*



CHAPITRE II.

(1805.)

OCCUPATION DU ROYAUME DE NAPLES. — TRAVAUX D'ALEXANDRIE. — DÉFENSE DE LA HOLLANDE. — ARMEMENTS ET CONSTRUCTION DES FLOTTILLES. — ORGANISATION ET RÉUNION DES ARMÉES FRANÇAISES SUR LES CÔTES DU NORD. — PRÉPARATIFS DE L'ANGLETERRE.

La continent va payer le système de l'Angleterre. Le Hanovre n'offre pas un gage suffisant pour balancer la possession de Malte : l'Italie a des rivages qui regardent ce nouveau Gibraltar : Bonaparte a songé à lui en opposer un autre; c'est le port de Tarente qu'il a choisi pour recevoir, sous deux mois, toute la flotte de Toulon. En vertu du traité que vient de violer l'Angleterre, l'armée française, après avoir évacué le royaume de Naples, s'était cantonnée dans la partie centrale de la Péninsule; mais, la condition de cette évacuation n'ayant pas été remplie, le premier Consul crut avoir le droit de reprendre le *status quo* antérieur au traité. Cette nouvelle occupation du royaume de Naples lui paraissait d'autant plus légitime que nos ports pouvaient être, d'un moment à l'autre, envahis par les immenses forces navales qui naviguaient dans la Méditerranée sous le pavillon de lord Cornwallis. Déjà, au mois d'avril, immédiatement après le message du roi d'Angleterre, le général en chef Murat avait reçu l'ordre de réunir douze mille hommes, destinés à passer sous la conduite du général Gouvion-Saint-Cyr, qui, le 14 mai, vint à Faenza prendre le commandement en chef, avec la mission d'aller réoccuper, dans le royaume de Naples, les anciennes positions du général Soult avant la paix. Ainsi Gouvion-Saint-Cyr se mit en marche, et établit garnison dans les villes de Peschiera, d'Otrante, de Tarente, etc., et laissa Ancône libre, en raison des ménagemens que le premier Consul avait prescrits pour la cour de Rome. La proclamation suivante précéda l'invasion du royaume de Naples :

« Le roi d'Angleterre a faussé sa signature et refusé d'exécuter le traité d'Amiens en ce qui concerne l'évacuation de Malte. L'armée française se voit donc obligée d'occuper les positions qu'elle avait quittées en vertu de ce traité. L'ambition démesurée de l'Angleterre se trouve démasquée par cette conduite inouïe : maîtresse de l'Inde et de l'Amérique, elle veut encore l'être du Levant; le besoin de maintenir notre commerce et de conserver l'équilibre nous oblige d'occuper ces positions dans les États du roi de Naples, positions que nous garderons tant que l'Angleterre persistera à garder Malte. »

Cependant Tarente devint, comme Flessingue, un arsenal militaire, un grand port fortifié. Livourne, où l'on arrêta tous les Anglais, fut mise en état de siège; on arma les batteries de la côte de la Spezia; on réunit Piombino à la France; cette ville entra dans un vaste système de guerre offensive et défensive conçu par Bonaparte. Le général Camprondu dut fortifier Porto-Longone et Porto-Ferraio. Le général Moreau commandait en Corse; le général Rusca, à l'île d'Elbe; le général Murat, en Italie. Le premier Consul traça lui-même des instructions admirables pour la défense combinée de la Corse, de l'île d'Elbe et de la Toscane. Dix mille ouvriers concoururent à élever ces fameux travaux qui firent d'Alexandrie la grande place d'armes de l'Italie. « Je considère cette place, disait Bonaparte, comme la possession de toute l'Italie; le reste est affaire de guerre; Alexandrie est affaire de politique. » Les mêmes ordres couvrirent

également de batteries et d'ouvrages les côtes de Hollande, depuis Flessingue jusqu'à Texel. Le général Victor, placé à la tête des troupes bataves réunies aux troupes françaises, était chargé en outre de défendre les Bouches de la Meuse et de l'Escaut. L'île de Walkeren devint un commandement particulier, confié au général Monnet. Ainsi, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'au port de Tarente, Bonaparte avait fermé tous les rivages aux Anglais.

Les départemens répondirent aux appels du premier Consul pour donner des vaisseaux, des bâtimens de transport et de l'artillerie. Il y eut un chantier de construction à Paris et dans les ports de l'Océan, depuis Cherbourg jusqu'à Texel. Boulogne fut regardé justement comme véritable port militaire de la descente; mais il en fallait encore un plus vaste pour recevoir les divisions de flottilles qui devaient s'y rassembler. On exécuta les mêmes travaux dans les ports de l'Étaples, de Wimereux et d'Ambleteuse; l'armée les creusa. Il manquait à Boulogne un fort qui protégeât les bâtimens mouillés au large : le premier Consul fit jeter les fondations d'une tour énorme sur un récif isolé. En même temps que le fort s'élevait, on s'occupait à étendre la portée du boulet des pièces de gros calibre jusqu'à deux mille toises. Les ports d'Ostende, de Dunkerque, de Calais, intermédiaires aux Bouches de l'Escaut, se hérissaient aussi d'artillerie; toute la côte qui regarde l'Angleterre put être nommée la côte de fer. La plus absolue nécessité commandait ce vaste système contre les forces anglaises qui couvraient l'Océan; il était encore indispensable pour défendre, le long des rivages, la marche des flottilles que l'on dirigeait successivement vers le rendez-vous général de Boulogne. L'Angleterre avait mis en mer tout ce qu'elle possédait de vaisseaux : Toulon, Gènes et Livourne étaient bloqués dans la Méditerranée, par la flotte de Nelson; les ports d'Espagne et le Cap Saint-Vincent, observés par l'amiral Pelleu; les côtes de Brest par Cornwallis, tandis que la flotte du canal manœuvrait sous les ordres de l'amiral Keith et de Sydney Smith.

La république batave, malgré la reconnaissance de son indépendance par le traité de Lunéville, ne formait déjà qu'une province, une place d'armes française. Elle se trouvait comprise dans la guerre que la grande république allait porter en Angleterre. En Helvétie, il fallait procéder autrement : le général Ney, resté avec un caractère diplomatique dans ce pays, conclut la première capitulation pour quatre régimens. Cette innovation parut injurieuse à l'armée et à la France : à l'armée, qui seule, depuis quinze ans, faisait respecter sa glo-

rieuse nationalité par toute l'Europe; à la France, qui, alors encore républicaine, s'indigna du retour de ce trafic de soldats étrangers, établi par l'orgueil ou par la méfiance des rois. Mais cette mesure était toute politique; elle enlevait à l'Angleterre et aux coalitions un allié dangereux pour la France, dont les frontières orientales n'ont point de défense, parce que, depuis des siècles, nos rois payaient les Suisses pour garder ces mêmes frontières.

Les immenses préparatifs dont le mouvement remplissait la Belgique reçurent alors un nouvel encouragement de la présence du premier Consul, qui partit de Paris, le 25 juin, pour aller les inspecter lui-même, dans un voyage qu'on peut appeler une course triomphale. Il visita toute la côte, s'arrêta à Flessingue pour ses fortifications, à Gand pour son commerce; en revoyant Auvers, où il entra le 20 juillet, il décida que son port marchand serait le plus grand port militaire, le plus grand arsenal, et le plus grand chantier de construction du continent. M. Malouet fut nommé préfet maritime à Auvers, et chargé des travaux de cette puissante création, qui sortit, pour ainsi dire, tout armée du génie de Bonaparte. D'Auvers, le premier Consul vint recueillir à Bruxelles les hommages de la reconnaissance du commerce, qui gagnait tout à sa réunion à la France.

En revenant à Paris, il apprit que les agitateurs, depuis long-temps signalés, des îles de Jersey et de Guernesey, avaient tenté de rallumer dans la Vendée les torches de la guerre civile, et que, fidèles à leurs sermens, les Vendéens, rejetant ces insinuations britanniques, continuaient de partager avec tous les riverains de l'Océan l'armement des côtes, la construction et la conduite des flottilles. Une noble idée se présenta alors à son esprit, pour répondre à ce nouveau complot de la politique anglaise; ce fut de former une légion de Vendéens, commandée par M. d'Autichamp; il donna ces ordres en conséquence au ministre de la guerre, le 7 juillet, par une dépêche datée de Lille. « Cette légion, écrivit-il de sa main, doit être composée, « officiers et soldats, des hommes qui ont fait la « guerre de la Vendée contre nous. »

Le 14 juin, Bonaparte avait arrêté la première base de l'organisation de la grande armée d'Angleterre. Elle était divisée en six corps, dans les camps de Hollande, de Gand, de Saint-Omer, de Compiègne, de Saint-Malo et de Bayonne. Le camp de Hollande était fixé à trente mille hommes français et bataves; ceux de Saint-Omer et de Compiègne, chacun à quinze mille hommes. Le général Marmont commandait en chef l'artillerie; le général Faultrier était directeur-général des poudres; le conseiller d'État Pétiet, intendant-général de l'armée; et le ministre

de la guerre, Berthier, ajouta à ses fonctions celles de major-général. Dans le mois de septembre, le général Soult vint à Bonlogne se mettre à la tête du camp de Saint-Omer; le général Davoust se rendit à Ostende pour celui du camp de Bruges, d'abord le camp de Gand. Le général Ney prit, en octobre, le commandement du camp de Compiègne à Montreuil, après avoir capitulé pour seize mille Suisses que le premier Consul mit sous les ordres du général Baraguay d'Hilliers, comme corps de réserve. Le général Pino passa en France avec une division de troupes italiennes, pour faire partie de l'expédition. Le général Augereau rassembla, aux environs de Bayonne, l'armée des Pyrénées, destinée à agir contre le Portugal, si le général Lannes, envoyé à Lisbonne, n'obtenait pas de ce gouvernement sa renonciation à toute influence britannique. Cette négociation fut heureusement terminée: le Portugal, qui n'osait rompre ni avec la France, ni surtout avec l'Angleterre, acheta son repos par un tribut annuel de seize millions, dont il paya sa neutralité. Ce traité fut conclu à Lisbonne, le 29 décembre. L'Espagne, dont la position avait alors une grande affinité avec celle du Portugal, lui avait donné l'exemple de cette transaction entre sa politique et ses intérêts. Au lieu de fournir à la France le contingent stipulé dans le traité de Saint-Idéphonse, elle l'avait converti en un subside annuel de soixante millions, par la convention signée à Madrid, le 19 octobre, entre le général Beurnonville et D. Cevallos. L'Angleterre ne surprit pas d'abord le secret de cette importante modification au traité de Saint-Idéphonse; mais, dès qu'elle le connut, elle jura que l'Espagne ne jouirait pas longtemps des avantages que la neutralité procurait à son commerce, dont la France recueillait tout le profit. Le premier Consul, par une autre négociation, avait également soustrait une proie assurée à la marine britannique, en cédant à ses fidèles alliés des États-Unis d'Amérique la belle colonie de la Louisiane, pour une somme de soixante-dix millions. Ces opérations d'une admirable prévoyance marchaient parallèlement avec les préparatifs d'une guerre dont tous les éléments étaient implacables.

Cependant, insensiblement les formes républicaines disparaissaient des habitudes politiques de la nation. L'armée, qui partageait la royauté consulaire, reçut elle-même le signal d'une réforme remarquable qui, sans nuire sans doute aux souvenirs de sa gloire, en altérait au moins les titres. Le nom de régiment fut imposé aux demi-brigades; celui de colonel, donné à leurs chefs. Sans les numéros, que le premier Consul voulut conserver, on eut entièrement perdu les traces de ces beaux surnoms de l'*Impétueuse*, de l'*Invincible*, de la *Ter-*

rible, accordés comme des récompenses, sous la véritable république, par lo héros d'Italie. Ces changements s'opéraient sans la moindre observation de la part des troupes, qui venaient de monter avec leur général sur le trône républicain, et qui, habituées de leur nature à l'obéissance passive, sanctionnaient pour elles et pour les citoyens, par une soumission aveugle, toutes les inspirations de la volonté du premier Consul.

En regard de tous les apprêts formidables dont les deux mers de la France étaient le théâtre, l'Angleterre affectait des dispositions politiques et des démonstrations militaires de la plus haute importance. Sur terre, son parlement, en attitude presque convulsive à la voix du colonel Crawford, le grand terroriste de la descente, ressuscitait les lois des Anglo-Saxons et le statut de Henri III, pour voter d'acclamation la levée en masse du peuple anglais. « N'en doutez pas, s'écriait cet orateur, l'objet de « l'ennemi est certainement de marcher sur Lon- « dres, et de subjuguier ainsi à la fois la métropole « et l'empire. » On décréta aussi la formation d'une armée de réserve. Le patriotisme des associations de commerce s'empressa d'assigner des fonds considérables pour encourager et récompenser le zèle des défenseurs de l'État. On traça des camps sur la côte: on proclama la levée en masse dans les trois royaumes, aussitôt que l'acte de défense eut été revêtu de la sanction royale, et le duc d'York fut nommé généralissime. Ainsi la peur de la descente, à laquelle personne ne croyait en France, assié-geait réellement les conseils britanniques et la nation. Sur mer, le spectacle se montrait encore plus imposant, et prouvait en même temps l'agitation inquiète qui avait perverti la sagesse du gouvernement anglais. Sept cent trente-quatre voiles de guerre faisaient flotter lo pavillon de la Grande-Bretagne sur toutes les mers du Nord, et sept flottes bloquaient tous les ports et toutes les embouchures des fleuves, depuis lo Sund jusqu'aux Dardanelles. La Tamise elle-même était la prisonnière de la terreur britannique; une chaîne de frégates, amarrées par d'énormes barres de fer, en fermait l'entrée. Indépendamment de ces précautions, les ennemis bombardèrent successivement, mais sans résultat, les ports de Granville, Dieppe, Fécamp, Saint-Valéry, Boulogne, Calais. La poursuite rigoureuse journallement exercée contre les convois des flottilles qui marchaient sur Boulogne, donna lieu à une foule de petits engagements où les Français eurent toujours l'avantage, notamment sous le Cap-Blanc et sous le Cap Grinés. Les Anglais s'étonnèrent de voir les capitaines de vaisseau Saint-Honen et Pervieux oser attaquer, avec de frères embarcations, leurs bâtimens de guerre et leurs

frégates. Le premier Consul assista, à bord d'une galère, à l'un de ces combats, dans un voyage inopiné à Boulogne, où il arriva le 4 novembre. Il présenta la bataille aux Anglais, qui ne purent rompre la ligne d'embossage française. Après avoir inspecté les troupes de terre et de mer, et fait exécuter sous ses yeux les essais d'embarquement et de débarquement; après avoir visité les travaux des différens ports, et suffisamment acerru, par sa présence, l'inquiétude de ses ennemis, il repartit brusquement, le 17, pour Saint-Cloud; le 18, il avsit repris le cours des affaires du gouvernement.

A la même époque, l'escadre de Brest, forte de neuf vaisseaux et de six frégates, se préparait à mettre à la voile, sous les ordres de l'amiral Truguet, et mençait l'Angleterre d'aller ranimer les troubles dont l'Irlande venait d'être le théâtre. L'Angleterre aussi avait vu, depuis la paix, une conspiration contre le roi et le gouvernement, ourdie par le colonel Despard, qui subit la mort, ainsi que ses complices, pour crime de haute tra-

hison. En Irlande, l'attaque avait été démagogique, et exécutée d'abord avec avantage par des paysans, qui, sous la conduite d'un jeune fanatique nommé Emmett, commirent quelques massacres dans la ville même de Dublin, et furent bientôt dissipés par une poignée de soldats. Le gouvernement anglais, en réprimant chez lui l'esprit de conspiration, l'avait puni comme un grand attentat; mais, par un renversement subit de sa morale politique, il crut devoir l'accepter comme auxiliaire pour armer la république contre son premier magistrat. Cette insigne violation du droit des gens s'introduisit en France et dans les États voisins, à la faveur de la stupeur générale dont l'Europe était saisie, entre la crainte du succès de la descente qui surait tué l'Angleterre, et la crainte de voir succomber Bonaparte, dont la perte eût rouvert subitement l'abîme des révolutions. La France seule ne partageait point cette grande inquiétude; mais aussi, sans le savoir, elle recelait déjà dans son sein un péril plus réel.



CHAPITRE III.

(1804.)

CONSPIRATION DE GEORGES. — MOREAU. — PICHEGRU. — MORT DE DUC D'ENGHEN. — AFFAIRE DE OZAKI ET DE LA BARONNE DE REICH.

Deux ans après le 18 fructidor, qui avait amené la déportation de Pichegru, le Directoire fut renversé, comme on l'a vu, et le 18 brumaire plaça l'ancien élève de ce général à la tête de la république. Ce jour, Moreau, au lieu de se renfermer avec d'autres généraux dans une neutralité honorable pour les principes qu'on lui supposait, s'offrit de lui-même à Bonaparte, afin de coopérer au succès de cette révolution, et accepta la mission d'aller investir le palais du gouvernement, où se trouvaient encore les directeurs Gohier et Moulins. Moreau n'avait su ni jouer le rôle de Bonaparte avant le retour d'Égypte, ni, depuis, se faire oublier; trois ans auparavant, il n'avait pas osé, en sa qualité de général en chef, dénoncer au gouvernement Pichegru comme traître, et ne s'était décidé à remplir ce devoir, que lorsqu'il put craindre pour lui-même. Cependant, malgré cette conduite, qui devait séparer ces deux généraux par une inimitié irréconciliable, un motif alors inconnu, mais sans doute de la plus haute importance, avait renoué leurs relations d'amitié, quoiqu'ils habitassent, l'un l'Angleterre, et l'autre la France.

Échappé des déserts de Synamary, Pichegru vint chercher un asile à Londres, où il prétendait avoir des droits à réclamer la protection des Bourbons, de l'émigration et du ministère : on le reçut avec toute la faveur d'une victime révolutionnaire; le parti royaliste s'aveugla même au point d'en attendre encore le succès de ses anciennes espérances; mais Pichegru, dont l'Europe entière connaissait la trahison, s'était rendu justice. Il sentit bien qu'un

pareil souvenir ne pouvait être éteint dans l'armée; que le premier Consul, qu'il regardait comme son ennemi personnel, possédait les moyens de le déshonorer de nouveau auprès des citoyens et des soldats, et qu'il devait se rabaisser à un rôle secondaire, au lieu de reprendre celui de Monck, auquel l'avaient appelé, à l'armée du Rhin, en 1793, la confiance de Louis XVIII, celle du prince de Condé que son serment l'obligeait à combattre, et la politique corruptrice de l'Angleterre. En conséquence, il désigna aux princes français et au cabinet de Londres, pour le placer à la tête de la contre-révolution, le général Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, celui que l'on qualifiait de chef militaire de l'opposition qui s'élevait contre Bonaparte, et de représentant de la cause républicaine. Le rapprochement entre ces deux généraux avait été habilement ménagé à Paris, en 1802, par l'abbé David, ancien curé, ami de Pichegru. L'abbé David ayant été arrêté à Calais, Pichegru envoya de Londres, à Moreau, le général Lajolais, fils d'un fermier de la baronne de Reich, parente des généraux Klinglin et Wurmser, attachée en Allemagne au parti anti-français. Il se s'agissait plus de réconciliation, mais de confidences contre-révolutionnaires de la part de Pichegru. Au nom des princes français et du gouvernement britannique, on arrêta un plan de conspiration; Lajolais en fut porteur, et repartit pour Londres après avoir conféré à Paris avec Moreau. Les conjurés d'outre-mer furent divisés en trois bandes, auxquelles on marqua trois lignes, partant de la falaise de Réville, pour leur voyage

jusqu'à Paris. Le 21 août 1805, s'opéra un premier débarquement, commandé par Georges Cadoudal; un second, dont Coster Saint-Victor faisait partie, le 10 décembre; et un troisième, où se trouvaient Piehegru et Lajolais, le 16 janvier. Un quatrième, plus important, devait encore avoir lieu; les vents contraires l'empêchèrent : c'était celui qui amènerait en France un prince français. Georges et deux de ses affidés allèrent au devant de Piehegru à la ferme de la Potherie, dernière station de la route des conjurés.

Plusieurs étaient déjà arrêtés; on apprit par leurs dépositions, et par celle de son propre frère, que Piehegru était descendu à Chaillot, chez Georges, sous le nom de Charles, et qu'il avait occupé divers logements à Paris. Ceux qui ne connaissaient pas ce général, déclarèrent que, quand un certain personnage arrivait chez Georges, chacun se levait et le traitait avec un respect particulier. Ces récits des sous-ordres de la conspiration donnèrent à la police la crainte qu'un prince de la maison de Bourbon ne fût déjà à Paris. Le gouvernement sut bientôt que Moreau avait vu Piehegru chez lui; et qu'à une autre conférence du soir, sur le boulevard de la Madeleine, Piehegru lui avait présenté Georges Cadoudal; deux fois encore, Piehegru et Moreau avaient eu des entretiens particuliers, d'où il était résulté, malgré quelque dissidence dans les moyens d'exécution, le projet de changer totalement la forme du gouvernement. Cependant rien de plus hétérogène que l'union de ces trois personnages, de souvenirs, de conditions, de vœux essentiellement différents, et obligés de francbir, pour se trouver, pour parler, pour s'unir ensemble, les plus puissantes considérations. Moreau, le dénonciateur de Piehegru, était l'auteur de sa perte. Piehegru avait, jusqu'au dernier moment, tenté de faire battre Moreau par les Autrichiens, et Georges, le plus fougueux chef de la chonannerie, se voyait à regret associé à deux généraux républicains qui pouvaient se trahir encore et ruiner la conspiration. Piehegru cependant, entièrement voué à son succès, nourrissait en outre une haine ancienne contre le premier Consul, à qui il reprochait le 15 vendémiaire et l'appui donné par l'armée d'Italie au 18 fructidor. Piehegru oubliait que, depuis 1795, le droit d'accuser ne lui appartenait plus. Un de ses amis, Roland, ancien entrepreneur des subsistances militaires, assez courageux pour lui donner asile chez lui, l'engagea vainement, dit-on, à renoncer à sa criminelle entreprise. On assure que Piehegru lui répondit qu'il agissait en vertu des plus hauts pouvoirs, qu'il avait à sa disposition les ressources de l'Angleterre, et qu'il portait deux pistolets, dont l'un serait pour celui qui voudrait l'arrêter, et

l'autre pour lui-même. Il jura qu'il ne périrait jamais de la main des bourreaux de Bonaparte.

Les prisonniers renfermaient déjà presque tous les complices au nombre de quarante-cinq. Il ne restait encore de libres que Moreau, Piehegru et Georges, les trimvirs de la conjuration. Les conjurés se nommaient : Bouvet de Lozier, Rusillon, Rochelle, Armand et Jules de Polignac, d'Hozière, de Rivière, Leridant, Picot, Couchery, Rolland, Lajolais, David, Gailliard, Roger, Hervé, Lenoble, Coster, Lagrimandière, Joyant, Louis et Noël Ducorps, Darty, Burban, Lemerrier, Pierre Cadoudal, Lelan, Even, Merille, Gastou et Pierre Trochet; Monnier, sa femme; Denaud, sa femme; Verdet, sa femme; Spin, la fille Hézy; Dubuisson, sa femme; Caron, Gallais et sa femme.

Le 15 février, les informations ayant paru satisfaisantes, Moreau fut arrêté. Le 17, l'ordre général de la garnison de Paris portait : « Cinquante brigands... ont pénétré dans la capitale; Georges et le général Piehegru étaient à leur tête. Leur ar rivée avait été provoquée par un homme qui « compto encore dans nos rangs, par le général « Moreau, qui fut remis bier aux mains de la justice nationale. Leur projet, après avoir assassiné « le premier Consul, était de livrer la France aux « horreurs de la guerre civile et aux terribles convulsions de la contre-révolution. »

L'opinion, quelque éclairée depuis long-temps sur l'éloignement inspiré par une obsession domestique à Moreau pour le premier Consul, se refusa à croire de telles accusations. La gloire des armes jetait alors de profondes racines; le public, à qui l'avilissement de ses grandes renommées et le sacrifice de sa longue admiration sont également insupportables, se mit à soutenir une sorte de guerre contre Bonaparte. Cette opposition déclarée gagna plus rapidement encore les vétérans des armées du Nord, que Moreau avait commandées avec tant de succès. La France militaire, alors réunie tout entière sous le premier Consul, se divisa de nouveau, et reprit ses anciennes rivalités entre l'armée d'Italie et d'Égypte, et l'armée du Rhin. La cause de celle-ci était demeurée intacte, ainsi que sa vénération pour son dernier chef. Le genre de vie adopté par Moreau paraissait à beaucoup de gens, et à ses anciens officiers, une retraite au moins contre l'injustice, si ce n'était contre la persécution; aussi cet ordre du jour du gouverneur de Paris reçut-il un accueil peu favorable, tant il choquait les opinions et cette faveur républicaine dont Moreau aimait à s'envelopper. La raison publique se révolta à l'idée d'une connivence avec Georges, et à celle de l'assassinat du premier Consul. Ainsi le but de prouver la culpabilité de Moreau, qui, le

lendemain, devint la matière d'un rapport du grand-juge au gouvernement, fut dépassé, et par conséquent manqué. La justice eut affaire à une singulière difficulté, à l'incrédulité du public; il jugea le forfait impossible, à cause de son énormité. L'opposition qui régna pendant tout ce procès alla presque jusqu'à l'attitude séditieuse; erreur honorable pour le caractère national, qui demeura indécis entre le culte qu'il portait si justement au premier magistrat de la république et la cause d'un illustre accusé!

Le 28 février, un sénatus-consulte suspendit pour deux ans la procédure par jury, et investit les tribunaux criminels de la connaissance des crimes de haute trahison, d'attentats contre la personne du premier Consul, et contre la sûreté intérieure et extérieure de la république. Le même jour une loi spéciale appliqua la peine capitale aux receleurs des conjurés, comme complices; le même jour encore, aussitôt la proclamation de cette loi, Pichegru fut livré, dans la rue de Chabannis, pour une somme de 100,000 francs, par un bonnet chez lequel il s'était réfugié. A deux heures du matin, des agents de police, munis de la clef que cet hôte perdue et à jamais infame leur avait donnée, entrèrent dans la chambre où dormait Pichegru, se saisirent de ses pistolets et se jetèrent sur lui. Le général, quoique surpris et sans armes, se défendit long-temps et ne céda qu'au nombre. Il fallut le lier et le cousturer en chemise à la Préfecture de Police, où il subit un premier interrogatoire; de là il fut transféré au Temple, et confronté avec ses complices; on le reconnut pour être le Charles à qui l'on témoignait chez Georges tant de respect. Le signallement de Georges Cadoudal avait été communiqué à toutes les barrières, à tous les gendarmes, à tous les délégués de la police, et affiché partout. Enfin, le 9 mars, Georges fut arrêté, en cabriolet, non loin du carrefour de Bussy, par deux agents dont il tua l'un et blessa l'autre, de deux coups de pistolet. Il portait encore un poignard; mais la foule l'entoura et l'empêcha de se sauver. Conduit à la police, il avoua sans hésiter: *Qu'il était venu à Paris pour attaquer le premier Consul par des moyens de vive force, et avec des moyens pareils à ceux de son cocarde et de sa garde, mais qu'il attendait pour cela qu'un prince français fût arrivé à Paris.* Pichegru, au contraire, se renferma constamment dans un système de dénégation absolue, soit par rapport à Georges, soit par rapport à Moreau, malgré les déclarations faites en sa présence par Bouvet de Lozier, Rolland, Coubery, Lajolais. Moreau débûta aussi par le même système, auquel il dut bientôt renoncer. La nature lui avait donné le courage des champs de bataille, en lui refusant cette

force morale qui ennoblit toujours l'adversité et quelquefois le crime lui-même.

Le 8 mars, il écrivit au premier Consul une lettre justificative; on y retrouve l'embarras qui caractérise celles qu'il adressa de Strasbourg au directeur Barthélemy. Après avoir établi ses premières relations avec Pichegru, à qui il devait, disait-il, le grade de général de division, le commandement de l'armée de Hollande et celui de l'armée du Haut-Rhin, et, enfin, qu'il avait également remplacé à l'armée du Rhin, il disait: «..... Dans la courte campagne de l'an v (celle du 30 au 25 mars 1797), nous primes les bureaux de l'état-major de l'armée ennemie: on m'apporta une grande quantité de papiers, que le général Desaix, alors blessé, s'amusa à parcourir. Il nous parut, par cette correspondance, que le général Pichegru avait eu des relations avec les princes français. Cette découverte nous fit beaucoup de peine, et à moi particulièrement; nous convînmes de la laisser en oubli. Pichegru, au Corps-Législatif, pouvait d'autant moins nuire à la chose publique, que la paix était assurée. Je pris néanmoins des précautions pour la sûreté de l'armée, relatives à un espionnage qui pouvait lui nuire.... Les événements du 18 fructidor s'annonçaient; l'inquiétude était assez grande: en conséquence, deux officiers qui avaient connaissance de cette correspondance m'engagèrent à en donner connaissance au gouvernement..... J'étais fonctionnaire public, et je ne pouvais garder un plus long silence.... *Pendant ces deux dernières campagnes d'Allemagne et depuis la paix, il m'a été quelquefois fait des ouvertures assez éloignées, pour savoir s'il serait possible de me faire entrer en relation avec les princes français.* Je trouvai tout cela si ridicule, que je n'y fis pas même de réponse. » Moreau vint ensuite avoir la moindre part à la conspiration actuelle, et il ajoute: « Je vous le répète, général, *quelque proposition qui m'ait été faite, je l'ai repoussée par opinion.... De pareilles ouvertures, faites à moi, particulier isolé, n'ayant voulu conserver aucune relation, ni dans l'armée, dont les neuf dixièmes ont servi sous mes ordres, ni avec aucune autorité constituée, ne pouvaient exiger de ma part qu'un refus.* Une délation répugnait trop à mon caractère.... Voilà, général, ce que j'avais à vous dire sur mes relations avec Pichegru: elles vous convaincront sûrement qu'on a tiré des inductions bien fausses et bien hasardées de démarches et d'actions qui, peut-être imprudentes, étaient loin d'être criminelles. » Moreau oubliait qu'il était obligé comme citoyen, après l'avoir été comme général en chef, de révéler les complots tendant à renverser le gouvernement de son pays; il

oubliait aussi qu'il avait dénoncé Pichegru au Directoire, et il savait très-bien, par Georges et Pichegru, que de nouvelles machinations menaçaient et la vie du premier Consul et le salut de la république. Enfin c'était encore à lui que l'on s'adressait, même depuis la paix, pour donner un chef à une conspiration. Moreau avait mieux défendu la France qu'il ne se défendait lui-même; sa lettre fut jointe aux pièces du procès qui commença. Il occupa tout Paris : le palais de Justice et ses avenues étaient, dès la pointe du jour, assiégés par une foule délibérante que la présence des troupes parvenait difficilement à contenir. La hardiesse et la publicité des opinions imprimaient à cette affaire le caractère d'un grand intérêt national. Frappé de cette étonnante expression de la pensée, qui partageait la capitale entre le chef du gouvernement et un accusé, le premier Consul chargea le colonel Sébastiani d'aller confidentiellement s'informer auprès de l'un des juges, M. de la Guillaumye, ancien intendant de Corse, de l'issue que pourraient avoir les débats. Ce magistrat lui dit que Moreau était coupable, mais que les preuves légales manquaient pour une conviction pleine et entière; que d'ailleurs la force de l'opinion publique combattait leur autorité, et, enfin, qu'il ne prévoyait pas que Moreau pût être condamné à une autre peine qu'à une détention limitée : *« La Guillaumye a raison, dit le premier Consul, les Parisiens sont toujours pour les accusés. Quand Biron fut condamné à mort par le parlement, bien justement, comme traître, on fut obligé de doubler la garde, et de le faire exécuter à huis clos à l'arsenal. »* Un général, présent à cet entretien, représenta au premier Consul qu'il aurait été bien plus simple de traduire Moreau devant une commission militaire : *« Je ne l'ai pas fait, »* répondit Bonaparte, *pour sauter votre tête et la mienne.* Quelque temps après, comme l'affaire approchait de sa conclusion, le conseiller Clavier, ardent républicain, qui figurait également au nombre des juges de Moreau, fut aussi pressenti sur le jugement. On lui assura que l'intention du premier Consul, si le tribunal prononçait la peine de mort, était de faire grâce à Moreau : *« Qui me la fera, à moi ? »* répliqua-t-il brusquement. Et en effet, la France ne peut absoudre que dix ans plus tard, quand en 1815 Moreau apparut dans les conseils et dans les armées de la sixième coalition, qui tua sa patrie et son ennemi. Les réponses des deux magistrats et les paroles du premier Consul expriment fidèlement la situation des choses et des esprits, à cette grande époque où la liberté n'avait encore ni tout pardonné, ni tout donné à la gloire et au génie. Ce qui complète aussi le tableau de cette situation, c'est l'affluence journalière de

cette multitude d'adresses qui, expédiées de toutes les parties de la France par chaque tribunal, chaque administration, chaque régiment, chaque corporation ecclésiastique, enfin par les moindres comme par les plus éminents fonctionnaires de la république, remplissaient toutes les pages du *Moniteur*. Le besoin du salut du premier Consul était universel; aussi le sentiment de ce besoin éclata unanimement quand on connut le danger. Moreau fut condamné, dans ces adresses, par tout ce qui représentait la France politique, administrative, judiciaire et religieuse; mais une foule de citoyens voulurent intervenir eux-mêmes dans le jugement de cette cause extraordinaire, où ils prenaient parti autant pour l'innocence de Moreau que pour la conservation de Bonaparte.

Pendant que cette machination intérieure occupait le premier Consul, une autre machination ourdie à l'extérieur, et qui, par sa marche ainsi que son but, lui parut identique avec la première, attirait ses regards sur les bords du Rhin. Toutes les deux étaient des conceptions enfantées à Londres. Le ministre anglais à Munich, M. Drake, avait été choisi, ainsi que son collègue de Stuttgart, Spencer Smith, pour fomenter les conspirations contre la vie du premier Consul, et contre la France les insurrections civiles et les trahisons. Ces infâmes moyens, repoussés par le droit des gens et même par le droit de la guerre, furent employés avec une telle impudeur, que Bonaparte résolut de les faire connaître à l'Europe, pour l'éclairer enfin sur le machiavélisme du cabinet de Saint-James. La conduite de ce cabinet n'était pas nouvelle; elle datait de l'administration de M. Pitt, aux premiers temps de la révolution. Au-dedans, la corruption britannique assiégeait la France dans les conseils républicains et dans les armées royales; au dehors, elle l'attaquait dans ses conquêtes, et dressait l'embûche de l'assassinat sous les pas de ses soldats. En 1799, M. Windham, ministre près la cour de Toscane, se fit en Italie un nom fameux; après la perte de la bataille de la Trebia par les Français, il entra dans Florence à la tête de l'insurrection sanguinaire d'Arezzo, ayant à ses côtés, avec le titre de commandant en second, Alessandra Mari, sa maîtresse. Aidé de cette troupe de muines et de sicaires, sous les bannières de la Vierge et de saint Jean-Baptiste, il dirigea l'atroce rébellion dont les Français et leurs partisans tombèrent les victimes dans toute la Toscane. Antérieurement à cette époque, en 1795, lorsque le moindre soupçon d'intelligence avec l'étranger ou la possession innocente d'un faux assignat envoyait à la mort, M. Wickam, ministre britannique en Helvétie, avait ouvert le premier une détestable carrière; ses émissaires parcouraient les

départemens voisins de la frontière, et achetaient la trahison avec des assignats de fabrique anglaise : combinaison inévitable et fatale comme celle de Quiberon ! elles furent également meurtrières aux Français des deux partis ! C'était la mort qui soldait aveuglement la haine de l'Angleterre et la justice française. Le génie du mal ne pouvait inventer rien de plus atrocement perfide. En 1803 et 1804, M. Wickam se trouvait encore en Suisse ministre de la Grande-Bretagne, chargé des mêmes pratiques contre la France ; MM. Drake et Spencer Smith formaient avec lui un triumvirat de proscription contre le premier Consul, et de complots contre la république. Voilà le contingent que le ministère anglais avait mis en ligne avec l'armée de l'empereur d'Autriche, dont faisait partie le corps de Condé.

La police de Paris fut tout à coup saisie du secret de ces manœuvres infernales par l'arrestation, à Kehl, de Méhée de Latouche, déporté à Oléron à l'occasion de l'attentat du 3 nivôse, auquel il était complètement étranger. Mais le premier Consul l'avait frappé comme l'un des auteurs présumés du 2 septembre. Échappé de l'île, Méhée se réfugia en Angleterre, où il s'attacha aux trames que la reprise des hostilités renouvelait contre la France et Bonaparte. Accrédité bientôt, en qualité de victime de la tyrannie consulaire, auprès des principaux instigateurs de ces forfaits, il fut envoyé à M. Drake pour l'aider à en assurer le succès. Le ministre l'accueillit, agréa ses services, et le fit partir pour Paris, avec des instructions relatives au bouleversement de la France par la perte du premier Consul, enfin par la contre-révolution. Arrêté à Kehl avec ses papiers, vers le fin de septembre 1803, Méhée se vit dans l'alternative de subir la peine capitale qu'il méritait, ou de devenir l'agent du gouvernement pour déjouer la conspiration étrangère ; il n'hésita pas à préférer le dernier parti. On prétendit même alors qu'il appartenait à la police française dès son départ d'Oléron pour Londres, et qu'il ne courait aucun danger en rentrant dans sa patrie.

La conspiration formée au milieu de la France par les délégués de M. Drake avait acquis une sorte de maturité, et le plan en était fort étendu. Il existait, dans diverses communes, des comités permanents et chargés d'exciter, de mettre en mouvement, de faire exécuter une contre-révolution désastreuse, en désorganisant l'armée, en ordonnant le pillage et l'incendie des arsenaux, celui des magasins à poudre ; en livrant soit Strassbourg, soit Huningue, soit Besançon ; enfin en opérant, n'importe par quels moyens, la destruction de Bonaparte... Il ne s'agissait plus, depuis l'emprisonnement de Fiche-

gru et de Moreau, que de trouver un chef militaire qui pût jouer le rôle de Monck. Telles furent sommairement les preuves qui résultaient des instructions et des pouvoirs donnés par Drake à Méhée. Chose remarquable ! les manœuvres des affidés de ce ministre, antérieures à la mission de Méhée, avaient déjà produit une association de la part de quelques Jacobins qui préféraient, dit-on, le retour de la famille royale à la continuation de ce qu'ils appelaient la tyrannie de Bonaparte.

Cependant M. Drake ignorait complètement le passage de Méhée sous les drapeaux de la police de Paris, ainsi que son arrestation. Sous la dictée de cette police et sous les yeux du citoyen Shée, préfet du Bas-Rhin à Strasbourg, Méhée commença sa correspondance avec le ministre anglais, comme si, parvenu à sa destination, il s'occupait d'accomplir les projets dont il était chargé. Drake, dans ses réponses, se livra avec le plus grand abandon, tant il se croyait certain du succès, d'après les lettres qu'il recevait. Méhée lui écrivit enfin qu'il avait découvert un général français, capable de se mettre à la tête de l'insurrection ; on envoyait en même temps à M. Drake un officier intelligent, et qualifié d'aide-de-camp du général conspirateur. Cet officier, appelé Rosey, se présenta chez M. Drake, qui l'accueillit parfaitement ; on lui parla avec la plus grande confiance : il revint même rapportant des bases arrêtées pour l'exécution du complot, ainsi que des lettres pour le soi-disant général, lequel, par prudence, n'avait pas voulu être nommé. Il résulta de cette mission, si heureusement remplie, une nouvelle correspondance très active entre M. Drake et le prétendu général. Le capitaine Rosey fit deux voyages à Munich et à Stuttgart ; M. Drake l'adressa à son collègue Spencer Smith, qui devait lui fournir un complément de fonds destinés à solder les troubles intérieurs. De retour de ce voyage avec une somme d'environ 150,000 francs en or, l'officier la déposa entre les mains du préfet du Bas-Rhin.

Voilà où en était cette seconde machination britannique, lorsqu'un rapport de gendarmerie, remis directement au premier Consul à la Malmaison, lui apprit que le duc d'Enghien, résidant à Ettenheim, dans le grand-duché de Bade, y avait réuni beaucoup d'émigrés, et entre autres le général Dnmouricz. Aussitôt Bonaparte, déterminé, non-seulement par les trames qu'à la même époque Drake et Spencer Smit ourdisaient contre lui, mais encore, et plus fortement sans doute, par la déclaration si positive de Georges Cadoudal, qu'il attendait l'arrivée d'un prince français pour attaquer le premier Consul, saisi en outre de l'idée dont, depuis plusieurs jours, l'obsédaient des rapports de police,

que le duc d'Enghien devait pénétrer en France du côté de l'est au moment de l'explosion de la conspiration, et le duc de Berri du côté de l'ouest; se rappelant aussi les papiers trouvés dans les fourgons du général autrichien Klinglin, en 1797, et les deux lettres de Moreau au Directoire qui faisaient mention du duc d'Enghien, Bonaparte prit à l'instant la résolution, comme il le dit depuis à Sainte-Hélène, de renvoyer la terreur à ses ennemis jusque dans Londres. Il convoqua le conseil des ministres, et l'ordre suivant fut donné à celui de la guerre :

Paris, 19 ventôse an XII (10 mars 1804).

« Vous voudrez bien, citoyen général, donner ordre au général Ordener, que je mets à cet effet à votre disposition, de se rendre dans la nuit en poste à Strasbourg : il voyagera sous un autre nom que le sien ; il verra le général de la division. Le but de sa mission est de se porter sur Ettenheim, de cerner la ville, d'y enlever le duc d'Enghien, Dumouriez, un colonel anglais, et tout autre individu qui serait à leur suite. Le général de la division, le maréchal-des-logis de gendarmerie qui a été reconnaître Ettenheim, ainsi que le commissaire de police, lui donneront tous les renseignements nécessaires. Vous ordonnerez au général Ordener de faire partir de Schelestadt trois cents hommes du 26^e de dragons, qui se rendront à Rheinau, où ils arriveront à huit heures du soir. Le commandant de la division enverra quinze poutonniers à Rheinau, qui arriveront également à huit heures du soir et qui, à cet effet, partiront en poste ou sur des chevaux de l'artillerie légère. Indépendamment du bae, il se sera déjà assuré qu'il y aura quatre à cinq grands bateaux, de manière à faire passer d'un seul voyage trois cents chevaux. Les troupes prendront du pain pour quatre jours et se muiront de cartouches. Le général de la division y joindra un capitaine ou officier, un lieutenant de gendarmerie, et trois ou quatre (trentaine) brigades de gendarmerie. Dès que le général Ordener aura passé le Rhin, il se dirigera droit à Ettenheim, marchera droit à la maison du duc et à celle de Dumouriez. Après cette expédition terminée, il fera son retour sur Strasbourg. En passant à Lunéville, le général Ordener donnera ordre que l'officier de carabiniers qui a commandé le dépôt à Ettenheim se rende à Strasbourg en poste, pour y attendre ses ordres. Le général Ordener, arrivé à Strasbourg, fera partir secrètement deux agents, soit civils, soit militaires, et s'entendra avec eux pour qu'ils viennent à sa rencontre.

« Vous donnerez ordre pour que le même jour, à

« la même heure, deux cents hommes du 26^e de dragons, sous les ordres du général Caulaincourt auquel vous donnerez des ordres en conséquence, se rendent à Offembourg pour y cerner la ville et arrêter la baronne de Reich, si elle n'a pas été prise à Strasbourg, et autres agents du gouvernement anglais, dont le préfet et le citoyen Méhée, actuellement à Strasbourg, lui donneront des renseignements. D'Offembourg, le général Caulaincourt dirigera des patrouilles sur Ettenheim jusqu'à ce qu'il ait appris que le général Ordener a réussi. Ils se prêteront des secours mutuels.

« Dans le même temps, le général de la division fera passer trois cents hommes de cavalerie à Kehl, avec quatre pièces d'artillerie légère, et enverra un poste de cavalerie légère à Wilstadt, point intermédiaire entre les deux routes.

« Les deux généraux auront soin que la plus grande discipline règne, que les troupes n'exigent rien des habitants. Vous leur ferez donner, à cet effet, 12,000 fr. S'il arrivait qu'ils ne pussent remplir leur mission et qu'ils eussent l'espoir, en séjournant trois ou quatre jours, et en faisant des patrouilles, de réuser, ils seront autorisés à le faire. Ils feront connaître aux baillis des deux villes que, s'ils continuent à donner asile aux ennemis de la France, ils s'attireront de grands malheurs.

« Vous ordonnerez que le commandant de Neufbrisach fasse passer cent hommes sur la rive droite avec deux pièces de canon. Les postes de Kehl, ainsi que ceux de la rive droite, seront évacués dès l'instant que les deux détachements auront fait leur retour.

« Le général Caulaincourt aura avec lui une trentaine de gendarmes. Du reste, le général Caulaincourt, le général Ordener et le général de la division, tiendront un conseil et feront les changements qu'ils croiront convenables aux présentes dispositions. S'il arrivait qu'il n'y eût plus à Ettenheim ni Dumouriez ni le duc d'Enghien, on rendrait compte par un courrier extraordinaire de l'état des choses. Vous ordonnerez de faire arrêter le maître de poste de Kehl et autres individus qui pourraient donner des renseignements sur cela.

« BONAPARTE. »

Il est difficile de ne pas reconnaître dans une pareille instruction, où tout est si diligemment prévu, si minutieusement prescrit, le caractère d'une de ces résolutions dont l'exécution est inexorable. Plus d'une fatalité concourut à tromper le premier Consul et à perdre le duc d'Enghien. D'abord les gendarmes alsaciens, en raison de leur prononciation,

avaient fait le général Dumouriez du général Thumery, attaché au prince, erreur qui accablait, touchant le séjour du duc d'Enghien à Ettenheim, le bruit d'un rassemblement hostile, coïncidant avec les complots et les lettres de Drake, avec les tentatives et les déclarations de Georges. En second lieu, il ne faut pas oublier l'empressement extralégal de la gendarmerie à remettre directement au premier Consul le rapport de son espionnage à Ettenheim, au lieu de s'adresser au conseiller d'État Réal, exclusivement et spécialement chargé par Bonaparte de tous les renseignements et de toutes les recherches relatives aux conspirations.

Caulaincourt et Ordener reçurent leurs ordres du ministre de la guerre, en vertu de ceux du premier Consul.

Cependant, comme les opérations confiées aux généraux Caulaincourt et Ordener devaient s'accomplir en pays étranger et ami, M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, accrédita leur mission par une lettre au ministre de l'Électeur de Bado, et laissa à Caulaincourt le soin de la lui faire parvenir. La lettre de Talleyrand au baron d'Edelsheim eut pour but de découvrir la conduite suivie par le gouvernement français à Ettenheim et Offenbourg.

« Monsieur le baron, je vous avais envoyé une note dont le contenu tendait à requérir l'arrestation du comité d'émigrés français siégeant à Offenbourg, lorsque le premier Consul, par l'arrestation successive des brigands envoyés en France par le gouvernement anglais, comme par la marche et le résultat des procès qui sont instruits ici, reçut connaissance de toute la part que les agents anglais à Offenbourg avaient aux terribles complots tramés contre sa personne, et contre la sûreté de la France. Il a appris de même que le duc d'Enghien et le général Dumouriez se trouvaient à Ettenheim ; et comme il est impossible qu'ils se trouvent en cette ville sans la permission de S. A. E., le premier Consul n'a pu voir sans la plus profonde douleur qu'un prince auquel il lui avait plu de faire éprouver les effets les plus signalés de son amitié avec la France, pût donner un asile à ses ennemis les plus cruels, et leur laissât ourdir tranquillement des conspirations aussi inouïes. A cette occasion si extraordinaire, le premier Consul a cru devoir donner à deux petits détachemens l'ordre de se rendre à Offenbourg et à Ettenheim, pour y saisir les investigateurs d'un crime qui, par sa nature, met hors du droit des gens tous ceux qui manifestement ont pris part. C'est le général Caulaincourt qui, à cet égard, est chargé des ordres du premier Consul : vous ne pouvez douter qu'en les

« exécutant, il n'observe tous les égards que S. A. « peut désirer. Il aura l'honneur de remettre à V. E. « la lettre que je suis chargé de lui écrire.

« CH.-M. TALLEYRAND. »

Cette lettre, écrite le 11 mars, remise le 12 à Caulaincourt, ne parvint au ministre de Bado qu'après l'enlèvement du duc d'Enghien, qui eut lieu dans la nuit du 14 au 15. Elle n'était pas destinée à prévenir ce ministre de la violation du territoire badois, puisque Caulaincourt avait ordre de ne la lui envoyer qu'après l'accomplissement de sa mission à Offenbourg, laquelle devait s'exécuter, et s'exécuta en effet, en même temps que celle d'Ettenheim. Il devenait donc absolument impossible que le duc d'Enghien et la baronne de Reich pussent être avertis par le ministre de Bado; ce qui serait nécessairement arrivé si le baron d'Edelsheim eût reçu la lettre de M. de Talleyrand avant l'invasion des bailliages d'Offenbourg et d'Ettenheim par les troupes françaises.

Le lendemain 16, immédiatement après la réception de cette lettre et la connaissance qu'il dut avoir des évènements d'Offenbourg et d'Ettenheim, le gouvernement badois se contenta de publier un décret contre le séjour des émigrés dans ses États. Ce décret renfermait le passage suivant :

« Le gouvernement français vuant de requérir « l'arrestation de certains émigrés dénommés, in- « pliqués dans le complot tramé contre la constitu- « tion, et une patrouille militaire venant de faire « l'arrestation des personnes comprises dans cette « classe, le moment est venu où S. A. E. est obligé de voir que le séjour des émigrés dans ses États est préjudiciable au repos de l'Empire et suspect au gouvernement français. Par conséquent, etc., etc. » Jamais un petit État ne donna une preuve plus complète de sa faiblesse à un voisin puissant.

Peut-être aussi, d'après ce document remarquable de la chancellerie de Carlshube, la violation à main armée du territoire de Bado, pays ami de la France, ne constituait-elle pas un crime aussi grand qu'on le prétendit alors.

Le duc d'Enghien fut pris dans son lit le 15, à cinq heures du matin ; le marquis de Thumery, le colonel baron de Grünstein, le lieutenant Schmidt, l'abbé Wenborn, l'abbé Mielch, M. de Saint-Jacques, secrétaire du duc, et trois de ses gens, furent arrêtés. Alors seulement le commandant de gendarmerie reconnut que le général Dumouriez n'était autre que le général Thumery. Le prince lui déclara que jamais Dumouriez n'était venu à Ettenheim, et qu'il ne l'aurait pas reçu s'il y était venu. Il dit qu'il estimait Bonaparte comme un

grand homme; mais qu'étant prince de la maison de Bourbon, il lui avait eue une haine implacable. On le transféra à la citadelle de Strasbourg, où il séjourna le 16 et le 17. Le 18, dans la nuit, il partit en poste pour le château de Vincennes, où il arriva le 20 à neuf heures du soir. Une commission militaire, composée d'un général de brigade, président, de six colonels, d'un capitaine-rapporteur et d'un capitaine-greffier, se transporta à Vincennes, en vertu de l'ordre du gouverneur de Paris, d'après l'arrêté du gouvernement du 19 ventôse, qui déclarait le duc d'Enghien prévenu d'avoir porté les armes contre la république; d'avoir été et d'être encore à la solde de l'Angleterre; de faire partie de complots tramés par cette dernière puissance contre la sûreté intérieure et extérieure de la république. Interrogé à minuit par le capitaine-rapporteur, le prince déclara qu'il n'avait jamais vu Pichegru; que le général avait désiré le voir; qu'il se souvenait de ne l'avoir pas connu, d'après les seuls moyens dont on dit qu'il a voulu se servir, s'ils sont vrais...; qu'il avait toujours commandé l'avant-garde dans l'armée de son grand-père; qu'il n'avait pour titre que le traitement que lui faisait l'Angleterre, c'est-à-dire cent cinquante guinées par mois. Avant de signer le procès-verbal de ce premier interrogatoire, le prince écrivit au bas: *Je demande une audience au premier Consul; mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de ma situation, me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande.* A la commission devant laquelle il comparut deux heures après, il déclara qu'il était prêt à faire la guerre, et qu'il devait avoir du service dans celle que l'Angleterre faisait encore à la France. Averti par le président que les commissions militaires jugeaient sans appel, le duc répondit: *Je ne me dissimule pas le danger que je cours; je désire seulement avoir une audience avec le premier Consul.*

Vers les quatre heures du matin, une explosion se fit entendre dans les fossés du château: le dernier rejeton de la maison de Condé mourait, pour la cause royale, au pied de la forteresse où le grand Condé avait été renfermé comme coupable d'avoir porté les armes contre le roi de France.

Cependant, le 21 mars, au milieu de la violente agitation dont le procès de Moreau et de Pichegru enflammait les esprits, on apprend tout à coup que le duc d'Enghien a été fusillé à Vincennes. Une morne stupeur s'étend sur la capitale; les prisonniers du Temple sont oubliés pendant cette journée envahie par un deuil inconnu; et ce qui rend cette émotion si sombre, si sinistre, c'est le caractère mystérieux imprimé à l'effroi général, comme dans les grandes calamités dont la cause est cachée. En effet, on ignore le crime, on ne connaît pas la vic-

time. Plus des deux tiers de la population virile de la capitale ne savent quel est ce prince qui vient de périr à Vincennes; on ne le sait qu'à cette armée qu'on commandée les prisonniers du Temple, Pichegru et Moreau; à cette armée qui a vu combattre contre elle les trois générations de la maison de Condé. Frappée d'un saisissement profond, l'opinion cherche toutefois à pénétrer un secret que la mort peut avoir rendu impénétrable; elle voudrait rattacher ce fait si étrange au complot qui l'occupe, et elle se perd avec une sorte de désespoir dans des conjectures qu'aucun indice, qu'aucun témoignage ne vient soutenir ou expliquer. Si c'était, disait-on, la même conspiration, on eût mis le nouveau coupable en présence des anciens, il n'en aurait pas été séparé à l'instant par un jugement et une exécution nocturnes.

La mort du duc d'Enghien n'est pas un crime, dit alors un homme d'État; c'est bien pis, elle est une faute. Napoléon a pris pour lui seul cette fusile tout entière dans son testament, où il s'exprime ainsi:

« J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français. Dans une semblable circonstance, j'agirais de même. »

Dans ses *Mémoires* (t. II, p. 228), Napoléon dit encore:

« Le duc d'Enghien périt parce qu'il était un des auteurs principaux de la conspiration de Georges, Pichegru et Moreau... Le duc d'Enghien figurait déjà, depuis 1796, dans les intrigues des agents de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers saisis dans les caissons de Klinglin, et les lettres de Moreau au Directoire, le 17 fructidor 1797. »

On a dit et répété que Bonaparte avait beaucoup d'intérêt à voir, à questionner lui-même le duc d'Enghien après son jugement; je le dis aussi, et il est certain que le conseiller d'État Réal attendait chez lui, le 21 mars au matin, l'ordre d'aller interroger le duc, quand Harel, commandant du château de Vincennes, vint lui apprendre que l'exécution avait eu lieu. Réal fut si étonné, qu'il crut que Harel lui parlait de l'évasion du prisonnier. Au reste, tout homme qui a connu Bonaparte ne peut douter que, s'il est admis le duc d'Enghien en sa présence, le descendant du grand Condé aurait vécu, pour servir d'otage peut-être; et de sanglants stigmates ne marqueraient point la fin de ses beaux jours consulaires. Quant au jugement du malheureux prince, il porte: « Le président ordonna que la présente jugement sera exécuté de suite. »

Napoléon s'explique ainsi à lui-même la mort du duc d'Enghien (t. II, p. 340-341 de ses *Mémoires*):

« La commission militaire a dû le condamner si

« elle l'a trouvé coupable. Innocent ou coupable, « Caulaincourt et Ordener ont dû obéir : coupable, « la commission militaire a dû le condamner ; innocent, elle eût dû l'acquitter ; car aucun ordre « ne peut justifier la conscience d'un juge... La « mort du duc d'Enghien doit être attribuée aux « personnes qui dirigeaient et commandaient de « Loudres l'assassinat du premier Consul, et qui « destinaient le duc de Berri à entrer en France par « la falaise de Bévilly, et le duc d'Enghien par « Strasbourg. Elle doit être attribuée aussi à ceux « qui s'efforcèrent, par des rapports et des conjectures, à le présenter comme chef de la conspiration. Elle doit être éternellement reprochée enfin « à ceux qui, entraînés par un *séto criminel*, n'attendaient point les ordres de leur souverain pour « exécuter le jugement de la commission militaire. « Le duc d'Enghien périt victime des intrigues « d'alors ; sa mort, si injustement reprochée à Napoléon, lui nuisit et ne lui fut d'aucune utilité « politique. Si Napoléon avait été capable d'ordonner un crime, Louis XVIII et Ferdinand ne régneraient point aujourd'hui : leur mort lui a été « proposée, conseillée même à plusieurs reprises. »

On n'a cessé de répéter jusqu'à satiété que c'était le parti révolutionnaire qui avait exigé de Bonaparte la mort du duc d'Enghien. Qui pourrait le croire parmi les contemporains si nombreux de cette époque, quand on se rappelle avec quelle facilité ce parti, sauf quelques rares exceptions, avait abjuré aux pieds du nouveau César sa religion politique, et aussi quand on remarque l'obscurité de tous les conspirateurs patriotes, hormis l'adjudant-général Aréna, qui payèrent de leurs têtes les attentats entrepris contre Bonaparte? L'aristocratie de ce parti avait laissé les périls à ses prolétaires, se promettant sans doute d'en recueillir le fruit, si le succès les couronnait. Mais comme toutes ces exécrables machinations furent punies, cette aristocratie se trouva tout d'abord former l'aristocratie consulaire, et elle se résigna avec la même facilité à devenir l'aristocratie impériale. Peu de temps, en effet, après le 18 brumaire, tous les hommes que l'on appelait encore Jacobins étaient séduits ou dispersés ; ils n'avaient point, ils ne pouvaient avoir auprès du premier Consul de représentant assez important, assez énergique, pour lui imposer comme gage de sa fidélité à la révolution le sacrifice du duc d'Enghien. Quant à ceux qui jouissaient de quelque crédit auprès de lui, ils ne s'intéressaient déjà plus à la cause de la liberté, abandonnée par eux ; ils ne gardaient déjà plus eux-mêmes de fidélité à la révolution : car il est bien vrai de dire que Bonaparte ne dut pas à beaucoup près à lui seul, ni aux soldats, les journées du 18 et du 19 bru-

maire, qui changèrent le gouvernement. De même il trouva autant d'aides pour soutenir ce changement, qu'il en avait eu pour l'opérer. Indépendamment de cette foule qui accourut sans cesse au secours du vainqueur, les hommes politiques se mirent tous à consolider l'œuvre de Saint-Cloud, les uns dans l'intérêt de la révolution de 89 ; les autres dans celui de l'ambition ; d'autres, moins clairvoyants, dans l'intérêt de la république ; ceux-ci étaient en plus grand nombre qu'on ne le croit aujourd'hui : ils n'avaient vu que le triomphe de leurs principes dans la chute du Directoire et dans l'élévation de Bonaparte. C'étaient les mêmes qui, à l'époque que je retrace, soutenaient, malgré les lumières répandues par l'instruction du procès, que Moreau n'avait pas conspiré avec Georges et Pichegru : parmi les honnêtes gens, les moins éclairés ont du penchant à attribuer aux hommes qu'ils aiment les sentimens que leur conscience leur inspire. Ainsi, tels défenseurs de Bonaparte contre les Jacobins défendaient Moreau contre le premier Consul.

Cette digression trouvera grâce, je l'espère, auprès des lecteurs équitables qui n'ont accordé les honneurs divins ni à la Convention ni à Bonaparte ; elle pourrait paraître au moins oiseuse à ces quelques privilégiés de tous les gouvernemens, qui, saturés d'impanités, de richesses, d'honneurs, ingrats du passé, désintéressés de l'avenir, se reposent dans le sein d'une sorte d'apathie glorieuse, et indifférente désormais à ce que leur pays a éprouvé, à ce qu'ils ont été eux-mêmes. Je reviens à mon fait.

Il ne manquait plus, depuis les voyages du capitaine Rosey à Munich, à Stuttgart, et la saisie des papiers de la baronne de Reich, aucun renseignement sur les machinations ourdies dans l'Allemagne électorale contre la république et le premier Consul. Bonaparte résolut, en conséquence, de décider la conviction publique, en mettant sous les yeux de l'Europe, par la voie du *Moniteur*, les pièces de correspondance de Drake et de Méhée, et postérieurement celles qui concernaient la mission du capitaine Rosey. Deux rapports du grand-juge accompagnèrent la publication de ces étranges documens. Le 24 mars, M. de Talleyrand adressa cette circulaire à tous les membres du corps diplomatique, résidant à Paris :

« MOSCOU, »

« Le premier Consul m'a donné l'ordre d'adresser à V. E. un exemplaire du rapport qui lui a été présenté par le grand-juge sur une conspiration incidente tramée en France par M. Drake, ministre de S. M. B. près la cour de Munich, et qui, par son objet comme par sa date, se rattache

« chait à l'infâme complot que dans ce moment les
« tribunaux s'occupent de juger... Un telle prosti-
« tutiou de la plus honorable fonction qui puisse
« être confiée à des hommes, était sans exemple
« dans l'histoire des nations civilisées. Elle éton-
« nera, elle affligera l'Europe, comme le scandale
« d'un crime inouï, et que jusqu'à ce moment les
« gouvernemens les plus pervers n'avaient osé mé-
« dier. Le premier Consul couvait trop les senti-
« mens et les qualités qui distinguent le corps di-
« plomatique acéré auprès de lui, pour n'être
« pas convaincu qu'il verra avec une profonde dou-
« leur la profanation du caractère sacré d'ambassa-
« deur indignement travesti en ministre des com-
« plots d'embauchage et de corruption.

« TALLEYRAND. »

Le ministre reçut successivement des réponses, dans le sens de cette note, du cardinal Caprara, légat à latere du Saint-Siège, du comte de Cobentzel, ambassadeur d'Autriche, du marquis de Luchesiui, ministre de Prusse, de M. Schimmelpenninck, ambassadeur batave, du baron de Dreyer, ministre de Danemark, du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples, de M. Cetto, ministre de Bavière, du comte de Bunau, ministre de Saxe, du comte de Beust, ministre du prince Primat, du baron de Pappenheim, envoyé de Darmstadt, du bailli de Ferrette, ministre de Malte, de M. Abel, résident des villes libres de l'Empire, de M. Ferrari, envoyé de Gènes, de M. Belluoni, envoyé de Lueques, de M. de Mailliardot, ministre helvétique, de M. de Souza, envoyé de Portugal, de M. d'Oubril, chargé d'affaires de Russie, de M. Livington, ministre des États-Unis, du baron de Staub, envoyé de Wurtemberg, du baron de Dalberg, ministre de Bade, de M. d'Hervax, chargé d'affaires d'Espagne et d'Étrurie, de M. Marescalchi, envoyé de la république cisalpine, et de M. de Malsbourg, envoyé de Hesse-Cassel. La diplomatie britannique fut condamnée par les représentans de toutes les puissances de l'Europe, dont une partie se ralliait secrètement à la Grande-Bretagne par des intérêts analogues aux projets qui venaient d'être dévoilés.

Le 31 mars, M. de Mongelas, principal ministre de l'électeur de Bavière, en adressant à M. Drake la copie imprimée de sa correspondance avec le citoyen Méhé, l'informait par une note : « Que l'électeur devait à sa dignité, à son honneur, à l'intérêt de son peuple, de lui déclarer que, dès ce moment, il lui était impossible d'avoir aucune communication avec lui et de le recevoir désormais à sa cour. »

L'électeur de Wurtemberg suivit l'exemple de la Bavière, et le ministre anglais Spencer Smith s'en-

fuit honteusement de Stuttgart. Jamais l'opinion de l'Europe ne fut aussi éclairée sur aucune manœuvre politique, que sur celle qui déshonora si justement alors le cabinet de Saint-James.

Le second rapport du ministre de la Justice au premier Consul se terminait ainsi : « Je demande done avec instance, et tous mes devoirs envers vous, citoyen premier Consul, m'en imposent la loi, que le cabinet prenne des mesures afin que les Wickam, les Drake, les Spenceur Smith, ne soient reçus chez aucune puissance amie de la France, à quelque titre et sous quelque caractère que ce puisse être. Les hommes qui préchent l'assassinat et qui fomentent les troubles civils, les agens de la corruption, les missionnaires de la révolte contre les gouvernemens établis, sont les ennemis de tous les États, de tous les gouvernemens. Le droit des gens n'existo pas pour eux. »

Lord Hawkesbury, chef du cabinet britannique, répondit à ce sujet et osa déclarer :

« Que tout gouvernement sage se doit à lui-même et au monde en général, de profiter de tout mécontentement qui existe dans le pays avec lequel il peut se trouver en guerre, et par conséquent de prêter aide et assistance aux projets des mécontents. »

Ainsi le ministère anglais ne craignit pas de sanctionner par un de ses actes publics tout ce que le grand-jugo de France avait avancé dans ses deux rapports. La doctrine de lord Hawkesbury, qui n'était autre chose que l'école de l'assassinat, donna lieu à une réplique foudroyante de la part de M. de Talleyrand, qui couvrit de honte le cabinet de Saint-James, sans toutefois le forcer au silence.

Tel fut, dans son ensemble et dans tous ses détails, l'épisode terrible qui détourna l'attention publique des conspirateurs du Temple. Toutefois, malgré le saisissement dont la mort du due d'Enghien avait frappé toutes les smes, cette mort ne laissa point de trace. Nulle démission ne signala le mécontentement d'un fonctionnaire, soit civil, soit militaire, soit ecclésiastique, ni d'aucun de ceux qui ont cherché depuis, par leurs écrits ou par leur silence, à se justifier d'avoir pris part à cette catastrophe.

Cependant l'empereur de Russie, en sa qualité de médiateur et de garant de la paix continentale, protesta contre l'invasion du pays de Bade et notifia, le 7 mai, sa protestation aux États de l'Empire. Il était puissamment secondé dans cette haute démarche par le roi de Suède, gendre de l'électeur de Bade, et même par le cabinet de Londres, qui osa aussi intervenir dans cette réclamation, quoique souillé encore des crimes de ses agens diplo-

matiques. Lorsque le respect de la morale universelle peut favoriser ses intérêts, aucune puissance ne montre autant de conscience que l'Angleterre. La cour de Pétersbourg avait pris le deuil pour la mort du duc d'Enghien : une troisième coalition s'annonçait. Les sinistres événements auxquels la France servait de théâtre, et les nouveaux périls où une guerre continentale allait entraîner l'Europe, étaient tous sortis, je ne crains pas de l'affirmer, du refus de l'Angleterre d'obéir au traité d'Amiens, le plus grand attentat politique, par ses circonstances et ses résultats, qui ait jamais eu lieu chez un peuple civilisé. L'histoire a le droit de déclarer que l'exécution du traité d'Amiens par la Grande-Bretagne aurait prévenu le procès de Moreau et le jugement du duc d'Enghien : elle doit dire aussi que l'affaire d'Éttenheim, rendue au moins inutile par la découverte des complots de Drake, entache cette belle période consulaire, où Bonaparte avait recueilli si justement les vœux et les hommages de la France et de l'Europe.

Mais l'annulation du traité d'Amiens présageait d'autres calamités. Bonaparte fut comme frappé de la foudre par la rupture de la paix. Il sentit que cette paix, si chèrement achetée, si difficilement

engagée, ne pourrait faire place qu'à des combats perpétuels ; il sonda l'avenir d'un coup d'œil irrité, il le vit à jamais implacable : dès-lors, ne se croyant plus en sûreté, ni la France, ni lui, sous l'égide de la dictature républicaine, il appela à son secours la dictature impériale.

La violation du traité d'Amiens et l'avènement de Napoléon à l'empire s'élevèrent tout à coup l'un contre l'autre, comme deux forces inconnues, dont l'ordre social serait la proie. Ces deux causes recelaient dans leurs principes les plus redoutables éléments qui eussent encore soulevé les intérêts et les passions des hommes, depuis les guerres de religion. Le génie de Napoléon devait le porter à monter toujours, et celui de la Grande-Bretagne à creuser toujours un abîme sous les pas de son ennemi pour l'engloutir. Ces deux grandes figures, s'entrechoquant sans cesse dans l'atmosphère européenne, jusqu'à la destruction nécessaire de l'une d'elles, semblent appartenir aux créations gigantesques du Dante et du Camoëns. Le monde sera brisé par leur lutte. La France et l'Angleterre ne se bornent plus à l'ancienne rivalité qui les éloignait l'une de l'autre ; elles se sont rapprochées pour se livrer une guerre à mort. Voilà les auspices de l'empire.

LIVRE HUITIÈME.

Empire.

CHAPITRE PREMIER.

(1804.)

sur l'AVÈNEMENT A L'EMPIRE.

Montasquiou a dit : « La tyrannie d'un prince ne met pas un État plus près de sa ruine, que l'indifférence pour le bien commun n'y met une réparation publique. L'avantage d'un État libre est que les revenus y sont mieux administrés; mais lorsqu'ils le sont plus mal, l'avantage d'un État libre est qu'il n'y a point de favoris; mais quand cela n'est pas, et qu'au lieu des amis et des parens du prince, il faut faire la fortune des amis et des parens de tous ceux qui ont part au gouvernement, tout est perdu : les lois sont éludées plus dangereusement qu'elles ne sont violées par un prince, qui, étant toujours le plus grand citoyen de l'État, a le plus d'intérêt à sa conservation. »

Telle était, avec l'épuisement total du trésor public, la position de la France directoriale en l'an viii; elle devait produire une nécessité plus forte que son malheur.

Bonaparte arriva d'Égypte au moment où une lutte allait s'ouvrir entre Sieyès et Barras, tandis que la société du *Manège*, armée de la tradition conventionnelle, attendait cette crise pour fondre sur les deux adversaires, et peut-être plaquer dans les mains de Bernadotte le sceptre du protectorat républicain. Il y avait péril en la demeure pour la

nation, dans toute la rigueur de l'expression, lorsque les cris de joie des matelots de Fréjus annoncèrent à la France un libérateur; Bonaparte se vit en quelque sorte porter jusqu'à Paris sur les bras de la population, et le 18 brumaire eut lieu. Je pense, avec beaucoup de gens, qu'il existait un autre moyen de sauver la France; mais j'atteste, sans crainte d'être contredit, qu'il n'en existait pas d'autre pour Bonaparte. Le conquérant de l'Égypte ne pouvait conspirer comme Sieyès. Ses éléments naturels étaient les soldats; aussi ce fut avec eux qu'il brisa ce que la législation seule avait le droit de dissondre.

Et quand même, obsédé chaque jour à Paris par les plus imposantes sollicitations d'opérer un changement politique, il aurait eu la volonté d'attendre une révolution légale, qui sait si elle eût été faite pour lui? si elle n'eût pas été faite contre lui? Bernadotte, Augereau, épiaient l'occasion. Le temps pressait, tant son retour spontané avait subitement mûri les craintes, les espérances et l'agitation publique! La sagesse de Sieyès, après une longue temporisation, avait fini par ne pas trouver de délai au-delà du 18 brumaire, pour se servir du bras de Bonaparte. La liberté du choix manquait déjà à

l'idole du peuple et de l'armée, entre remplacer un pouvoir avili, que chacun l'engageait à détruire, et dont trois directeurs sur cinq lui offraient le partage, ou disparaître obscurément, comme le général Hoche, sous le verdict silencieux d'une vengeance ou d'une intrigue. Bonaparte préféra sauver la France et lui-même : le Conseil des Anciens, les habitants de Paris, la France et l'armée furent les complices de la royauté qu'il proclama sous le voile de la commission consulaire; mais dès le premier moment, il accepta sa magistrature comme une conquête et non comme une élection.

La monarchie bonapartienne, commencée le 20 brumaire an VIII (11 novembre 1799), eut des phases rapides : élective et temporaire le 15 décembre 1799, déclarée à vie le 2 août 1802, elle devint héréditaire sous le nom d'empire, le 18 mai 1804. Ces modifications n'émanèrent pas de la seule volonté de Bonaparte; elles dépendirent aussi de la marche des choses, qui poussait à l'hérédité. Consul à temps, un coup d'État, un simple coup de main pouvait chasser Bonaparte, comme il avait chassé le Directoire, comme le Directoire s'était démis lui-même au 18 fructidor et au 30 prairial. Consul à vie, il suffisait d'un assassin; et Georges attendait encore sous les verrous le châtiement d'un attentat reconnu par lui-même. Bonaparte prit l'hérédité comme un bouclier, afin que, s'il tombait victime d'une nouvelle conspiration, l'État ne pérît pas avec lui; car, depuis quatre ans et demi que durait le Consulat, on pouvait regarder la France comme placée en viager sur une tête sans cesse menacée. L'hérédité était sans doute la pensée de Napoléon devenu empereur; elle était aussi une loi de la nécessité.

Tout atteste, malgré les récriminations élevées par ce qui peut rester encore des membres de la Convention et du Directoire, que la France à cette époque se trouvait dans l'impossibilité de supporter davantage une magistrature élective. Notre situation politique renfermait tant d'éléments de dissolution, que le Directoire lui-même s'était vu réduit, dans la vue de sa conservation, à se constituer en tyrannie, et à créer, dès le 1^{er} janvier 1796, la funeste institution d'un ministère de la police générale, qui rendait le gouvernement odieux par l'ignoble terreur dont il fatiguait la liberté.

La royauté impériale commença le 18 mai 1804. Cependant celui qui, en 1799, s'était présenté pour héritier de la révolution, et qui avait disposé à sa volonté de cet orageux patrimoine, ne veut pas se porter héritier de l'ancienne monarchie. Il se fait empereur, titre connu dans l'histoire des princes et des conquérans, mais qui devient entre ses mains une chose toute nouvelle; car il consulte, en la

créant, au moins autant les besoins du temps que les penchans de sa nature, et les proportions de ses facultés personnelles. Il met bien sur sa tête la couronne d'un monarque; mais il se garde de lui rendre ce que la révolution a rayé à jamais du cortège de toute royauté en France, c'est-à-dire les droits féodaux, une noblesse exclusive et privilégiée, le droit d'ainesse, un clergé, ordre dans l'État, la vénalité des offices, la confusion du trésor public dans celui du prince, l'inégalité ou l'exemption des impôts, etc., etc. Il proclame une monarchie impériale constitutionnelle, où lui seul est absolu, et où la révolution établit la liberté des personnes, des propriétés, des cultes, l'égalité civile et politique, l'admission à tous les emplois, des distinctions sans privilèges, la séparation des deniers de l'État d'avec le trésor du souverain, la reddition des comptes de chaque ministre, etc... Tel fut constamment, pendant son règne, l'esprit des constitutions dont il dota les royaumes de Naples, de Hollande, de Westphalie, d'Italie, le grand-duché de Varsovie et l'Espagne. Ces constitutions doivent être regardées comme de grands manifestes de la nouvelle civilisation qu'il avait prophétisée au Directoire, quand il lui dit au retour de Radstadt : « *De la paix* » que vous venez de conclure, date l'ère des gouvernemens représentatifs. »

J'ai avancé qu'il n'y avait d'absolu dans le gouvernement impérial que Napoléon; j'affirme qu'après lui, sous son fils, sous un prince dont l'éducation politique n'eût pas été le despotisme d'un général en chef toujours victorieux, ni les droits ceux du conquérant de la république, cette monarchie impériale retomberait par sa propre nature au niveau des besoins, des volontés, des principes de la société française, en un mot, au régime d'une véritable monarchie constitutionnelle, que Napoléon tint jusqu'à son dernier jour cachée à l'ombre de ses drapeaux. Sous un tel successeur, le Conseil d'État descendait du rang des pouvoirs législatifs à celui de comité consultatif du monarque et de ses ministres; la législature recouvrait la parole; le ministère de la police, puissance odieuse, violente, arbitraire, rentrait dans les attributions légales du ministère de la justice; la presse reprenait ses franchises en même temps que la nation.

Napoléon établit en France toute la liberté et tout le despotisme qu'il crut qu'elle pouvait supporter. Quand il eut réuni à notre territoire une moitié de l'Europe, et que le voyageur marchait sur les terres de l'empire depuis Terracine jusqu'à Lubeck, il s'attrista de cette grandeur colossale : « *Qui, après moi, disait-il, pourra porter un tel fardeau ?* »

C'est cette prodigieuse destinée, inséparable du

sentiment profond dont elle affectait Napoléon lui-même, que je propose à la méditation du lecteur, maintenant que les cendres de ce grand homme sont le jouet des vents de l'Atlantique; qu'Alexan-

dre, l'ami, le rival, l'ennemi et l'héritier du maître de tant de peuples, dort comme lui dans la tombe; et qu'il n'y a plus de bras pour tenir le sceptre européen.



CHAPITRE II.

(1804.)

AVÈNEMENT À L'EMPIRE. — PROTESTATION DE LOUIS XVIII. — JUGEMENT DE LA CONSPIRATION DE PICHEGRU. —
 MINISTÈRE DE LA POLICE GÉNÉRALE. — INAUGURATION DE LA LÉGIION-D'HONNEUR. — CAMP DE BOULOGNE. — SACRE
 DE L'EMPEREUR ET DE L'IMPÉRATRICE. — DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ESPAGNE À L'ANGLETERRE.

UNE volonté singulière de Napoléon fit sortir le premier vote à l'empire de la dernière enceinte où se réfugiait encore l'ombre de la liberté française. Présentée le 30 avril, par le citoyen Curée, membre du Tribunat, la proposition de nommer empereur le premier Consul, et de fixer l'hérédité dans sa famille, passa à l'unanimité, sans l'opposition du citoyen Carnot, que nous avons vu ministre de Napoléon dans les derniers jours de sa puissance. Le 2 mai, le Corps-Législatif s'unit par ses votes au vœu du Tribunat; le 18, le Sénat décréta le sénatus-consulte organique qui déférait le titre d'Empereur au premier Consul, en établissant dans sa famille l'hérédité au trône impérial. Le sénat se rendit à Saint-Cloud, ayant à sa tête le consul Cambacérés, son président, chargé de présenter à l'empereur ce sénatus-consulte. Napoléon répondit au discours de l'orateur : « Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bonheur; j'accepte le titre que vouseroyez utile à la gloire de la nation. Je sou mets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité; j'espère que la France ne se repentira jamais des bonheurs dont elle environnera ma famille. Dans tous les cas, mon esprit ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'estime et la confiance de la grande nation. »

Ainsi, le sénatus-consulte consacra le vœu des trois grands pouvoirs politiques de la nation. Le même acte comprenait dans la ligne de l'hérédité les frères de l'Empereur, Joseph et Louis, nommés princes impériaux. On s'étonna que Lucien, qui

avait contribué si puissamment au succès de la terrible journée de Saint-Cloud, le 19 brumaire, en sa qualité de président du conseil des Cinq-Cents, qui depuis avait été ministre, ambassadeur, ne fit pas plus que son frère Jérôme partie de la ligne d'hérédité. Suivant le bruit public, Lucien, franchement républicain, avait refusé pour lui-même ce qu'il ne consentait pas à reconnaître pour son frère. Quant à Jérôme, il était disgracié comme ayant contracté un mariage en Amérique sans le consentement du premier Consul. La proclamation du sénatus-consulte annonça à la France une quatrième dynastie, la formation des collèges électoraux, la création d'une haute cour impériale et l'institution des grandes dignités de l'empire.

Napoléon nomma grand-électeur le prince Joseph; cométable, le prince Louis; archichancelier, M. Cambacérés; et architrésorier, M. Lebrun.

Le même jour, Napoléon paya un noble tribut à l'armée en conférant le grade de maréchal de l'empire à dix-huit généraux qui devaient leur illustration à la cause de la liberté : c'étaient Alexandre Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon et Serrurier. Il regretta vivement, sans doute, de ne pouvoir appeler au même honneur ses deux compagnons d'Égypte, Kléber et Desaix, et le vieux Dugommier, avec lequel il avait pris Toulon.

On a vu, dans la guerre d'Italie, quels égards,

quels hommages le général en chef prodigua au souverain pontife. Peu de jours avant son élévation à l'empire, Bonaparte avait fait présent au pape du bric-à-brac de *Saint-Pierre*. Aussi à l'avènement de Napoléon, le clergé s'empressa de le saluer de tous les titres que les livres saints purent fournir à sa pédantesque adulation. Le nouvel Empereur devint le nouveau Cyrus, le nouveau Moïse rappelé des déserts de l'Égypte, le nouveau Mathias envoyé par le Seigneur, le pieux Onias, le nouveau Josaphat, etc..... L'Église devait cette reconnaissance à l'auteur du Concordat de 1801. Mais les affaires avec la cour de Rome donnèrent par la suite beaucoup d'embarras à Napoléon : c'est ce qui lui fit dire au célèbre Fox : « *J'aurais eu moins de peine à établir en France la confession d'Augbourg.* » Ces paroles prouvent que Napoléon ne comprit pas, ou ne voulut point comprendre son époque; car on peut, je crois, affirmer qu'en 1804, et surtout en 1801, il y avait indifférence complète dans la république en matière de religion; et l'apathie de la nation, sous ce rapport, était telle, qu'elle ne laissait à aucun législateur la faculté de choisir pour elle entre toutes les comunions chrétiennes. Il faut bien le reconnaître, cet état de choses existait pour la très-grande majorité des Français, et à tel point, que l'organisation du culte catholique en vertu du concordat consulaire parut au peuple une innovation plus hardie que la violation de la représentation nationale à la journée du 18 brumaire. La religion n'était plus alors dans les mœurs, ni, j'oserais presque le dire, dans les besoins de la nation; l'ère française était toute philosophique depuis Louis XV.

Plusieurs décrets de joyeux avènement rendirent la liberté à des individus condamnés correctionnellement, et à des débiteurs de l'État; une amnistie fut également accordée aux soldats de terre et de mer, déserteurs à l'intérieur, qui rejoindraient leurs drapeaux.

Le 27 mai, l'Empereur reçut solennellement le serment du Sénat. Le vœu des cent huit départemens de la France arriva bientôt au pied du trône. Cependant une déclaration, faite à Varsovie, et datée du 6 juin, déclaration à laquelle les événemens de 1814 donnèrent depuis une autorité prophétique, était adressée à tous les gouvernemens de l'Europe.

Protestation de Louis XVIII, roi de France, contre l'usurpation de Bonaparte.

« En prenant le titre d'Empereur, en voulant le rendre héréditaire dans sa famille, Bonaparte vient de mettre le sceau à son usurpation. Ce nouvel acte d'une révolution où tout dans l'origine a

« été nul, ne peut sans doute infirmer mes droits. « Mais, comptable de ma conduite à tous les souverains, dont les droits ne sont pas moins lésés que les miens, et dont les trônes sont tous ébranlés par les principes dangereux que le Sénat de Paris ose mettre en avant; comptable à la France, à ma famille, à mon propre honneur, je croirais trahir la cause commune en gardant le silence en cette occasion. Je déclare donc (après avoir au besoin renouvelé mes protestations contre tous les actes illégaux qui, depuis l'ouverture des États-Généraux de France, ont amené la crise effrayante dans laquelle se trouvent la France et l'Europe), je déclare en présence de tous les souverains, que loin de reconnaître le titre impérial que Bonaparte vient de se faire déferer par un corps qui n'a pas même d'existence légale (le Sénat), je proteste contre ce titre et contre tous les actes subséquens auxquels il pourrait donner lieu. »

Napoléon fit publier cette protestation dans le *Moniteur*.

Peu de jours après, l'Empereur signala, par un grand acte de clémence, le premier moment de son règne. Vingt des co-accusés de Georges Cadoudal avaient été condamnés à mort, le 10 juin, par le tribunal criminel de la Seine; et d'autres, notamment le général Moreau, à deux années de détention. Au nombre des premiers on comptait : Armand de Polignac, le marquis de Rivière, Bouvet de Lozier, le général Lajalais, Russillon, Rochelle, Gailliard et Charles d'Hoziar. L'impératrice Joséphine joignit ses larmes à celles de madame de Polignac. « *Je puis pardonner à votre mari, dit Napoléon, car c'est à ma vie qu'on en voulait.* » La grâce d'Armand de Polignac fut prononcée. Madame Mural se chargea de celle de M. de Rivière, et l'obtint. Le général Rapp, aide-de-camp de Napoléon, alla à Saint-Cloud solliciter celle de Russillon : il réussit comme madame Mural. L'Empereur remit encore leur peine à cinq autres; ainsi huit des conjurés échappèrent à l'échafaud.

Georges, n'ayant pas voulu demander sa grâce, périt avec douze de ses complices. Napoléon commua la détention prononcée contre Moreau en un exil aux États-Unis.

Ces commencemens sont beaux. La France applaudit à ces éclatans témoignages d'une véritable générosité. Elle jugea que celui-là était digne de la gouverner, qui exerçait d'abord, en faveur de ses ennemis, la plus belle prérogative du pouvoir. Mais tandis que Napoléon, par un acte de son conseil privé, donnait la vie à des conspirateurs que la loi avait frappés, il faisait justice, par un décret impérial, des sectaires de Loyola, qui, sous le nom de

Frères de la foi, d'Alarateurs de Jésus, de Pacenariates, venaient d'élever plusieurs établissemens sur les ruines de la république et sur les fondations de l'empire. Comme Napoléon ne doit pas prendre le titre de *Défenseur de la foi*, laquelle ne lui semble pas en danger, il n'a pas besoin de cette milice secrète, de ce corps de mineurs religieux qui veulent se loger dans les souterrains de son gouvernement. Mais ils sauront bien y entrer un jour, sous la protection de son oncle, le cardinal Fesch, qui s'est chargé des repréailles ecclésiastiques sur les conquêtes de la révolution. Sorti du sein de cette révolution, et condamné sans elle à l'obscurité, Fesch laissera après lui ce funeste héritage à cet empire des Gaules dont il fut le primat. Méorable exemple de ce fatal esprit de l'Église romaine, qui ne connaît ni famille ni patrie!

Quand Napoléon arriva au pouvoir consulaire, le ministère de la police générale, dont Fouché avait voulu faire le principal auxiliaire du 18 brumaire, existait déjà; dès la première année, il supprima ce ministère et le réunit aux attributions du ministre de la justice. Cependant, depuis lors, sa vie avait été plusieurs fois en danger, et quoiqu'il eût bien reconnu que les formes de la justice, qui sont lentes, parce qu'elles ne sont que protectrices, ne pouvaient atteindre, en core moins prévenir, la rapidité et la diversité de tels attentats, soit par une sorte d'indifférence pour le péril qui lui était personnel, soit par sa répugnance secrète pour un semblable ministère, il s'était, jusqu'à l'avènement à l'empire, refusé à le rétablir. Mais au moment où il entra dans une nouvelle existence, où, loin de pouvoir espérer une jouissance paisible de la couronne, il devait s'attendre, d'après la seule attitude des Anglais, à être au moins autant le commandant de ses armées que le souverain des Français, il eut devoir opposer aux ennemis intérieurs une force domestique capable d'imposer à leurs complots, et il ressuscita le ministère de la police. Malheureusement il en rendit le portefeuille à ce faux républicain qui avait si chaudement servi la terreur conventionnelle, et si bien trahi la faiblesse directoriale; Fouché de Nantes, qu'il faut à jamais appeler Fouché de Lyon, fut chargé de surveiller la France et l'Europe.

Malgré cette preuve de confiance si peu méritée, par conséquent si propre à exciter une reconnaissance éternelle, Napoléon ne sera pas toujours dans le secret de Fouché. Toutefois l'Empereur, qui seul connaît ce qu'il veut faire, plane sur ses destinées futures à l'insu de tout ce qui l'entoure, et il ne voit dans son ministre de la police générale que le coadjuteur de sa politique intérieure, quand les événemens, qui peuvent le menacer, le condui-

ront hors de la capitale ou loin des frontières que la république a tracées par ses victoires autour de son empire.

Dès cette époque, Napoléon eut le tort de se croire assez puissant pour donner un pareil ministère à un homme qu'il était loin d'estimer. Ce ne fut pas la seule fois qu'il commit de semblables erreurs; elles devaient lui être un jour aussi funestes qu'à la France. Mais déjà ce caractère, que l'on s'est plu à juger indépendant de toute influence parce qu'il était fort, montrait du penchant à se laisser dominer par l'habitude, au point de ne pas consentir à éloigner ses ennemis, s'ils avaient reçu de lui d'importantes faveurs. Jusqu'à la fin de son règne, Napoléon se regarda comme obligé envers eux par la hauteur des positions qu'ils tenaient de lui. Si une telle conduite n'eût pas d'autre but que de ne pas vouloir se désapprouver lui-même en abandonnant ses créatures, jamais faiblesse moins pardonnable, puisqu'elle causa tant de dommage à la chose publique, n'aurait été reprochée à un grand prince. Cependant, on doit l'avouer, il n'y a point de plus noble orgueil que celui qui ne se rappelle que ses bienfaits au milieu des trahisous.

La loi du 29 mai 1802 avait créé l'ordre de la Légion d'Honneur; l'inauguration de cette grande institution revêt une journée chère à la France depuis treize années, celle de la Fédération du 14 juillet. Cette fête a lieu au temple de Mars, dans l'église des Invalides. La cérémonie brille de tout l'éclat de la grandeur républicaine et de toute la pompe impériale. C'est dans l'édifice de Louis XIV, fondateur de l'ordre de Saint-Louis, que Napoléon donne solennellement la décoration à la gloire militaire de la liberté. Le même jour, pour mieux consacrer cette mémorable époque de la première confédération des Français, les croix d'honneur sont distribuées par les généraux dans toutes les garnisons de l'empire. Napoléon partagea avec la patrie les vœux de tous ses défenseurs.

Cependant l'Empereur n'oublie pas les vastes conceptions du premier Consul: au premier rang figure l'invasion qu'il a préparée contre l'Angleterre dans les ports de France et de la domination française. Les ports de la Manche sont en même temps les chantiers et les arsenaux de l'expédition qui doit rappeler, par l'immensité des troupes et des transports, celle de Xerxès contre la Grèce.

Les camps établis sur les côtes ont pour chefs nos premiers généraux. Le maréchal Davoust commande les camps de Dunkerque et d'Ostende; le maréchal Ney ceux de Calais et de Montreuil; le maréchal Soult celui de Boulogne; le général Junot celui de Saint-Omer, où il est remplacé par le général Oudinot, qui se voit aussi mettre à la tête de

ce fameux corps de grenadiers illustré par tant de victoires. Le général Marmont commande l'aile droite en Hollande ; il a sous ses ordres la marine de ce pays pour l'embarquement de ses troupes. Le port de Boulogne contenait déjà neuf cents bâtimens : ceux d'Étaples, de Vimereux, de Calais, de Dunkerque, en étaient remplis. Le port d'Ambletense, également récreusé et reconstruit, attendait les cinq cents voiles de la flottille batave, sous la conduite de l'amiral Verhuel ; elle formait l'aile droite et devait porter les troupes du maréchal Davoust. Le 16 mai 1804, après les plus habiles manœuvres et une brillante action avec le commodore Sidney Smith, l'amiral Verhuel faisait entrer dans le port d'Ostende la première division de sa flottille ; la seconde suivit de près avec le même danger et le même bonheur. Les Anglais n'obtinrent pas plus de succès devant Brest et Harfleur, où une flottille força leurs escadres à une fuite honteuse. Les 17, 25 juillet et 1^{er} août suivans, nos ennemis essayèrent aussi, mais inutilement, d'incendier le port du Havre. Les divisions françaises en sortirent, et toutes elles arrivèrent, non sans combat, à leur destination. Le contre-amiral Magon et le capitaine de vaisseau Montchabré eurent des affaires glorieuses avec les croisières anglaises, l'une devant Calais, l'autre devant Boulogne. Acclimatées à ce nouveau genre de guerre, les troupes de terre, même celles de grosse cavalerie, qui hivaquaient par divisions sur les bateaux de la flottille, sollicitaient l'honneur de former les garnisons des corsaires et des navires qui appareillaient. Elles portèrent quelquefois leur audace jusq'à l'embouchure de la Tamise, où les grenadiers capturèrent des bâtimens marchands et une corvette. Nelson était également repoussé, dans les parages de Toulon, par l'amiral Latouche-Tréville, qui commandait toutes les forces navales de la Méditerranée, comme à Boulogne l'amiral Bruix toutes celles de l'Océan et spécialement les flottilles contre l'Angleterre. Cette puissance connue peut-être mieux que la France, où l'on chansonnait la flottille, le danger de l'expédition dont la ville de Boulogne était à la fois le chantier principal, l'arsenal, le port et la citadelle.

Le 8 juillet, Napoléon part de Saint-Cloud pour aller visiter ces camps redoutables qui menacent l'Angleterre. A Boulogne, dès son arrivée, il passa la revue des troupes, des flottilles ; à Vimereux, à Calais, à Dunkerque, à Furnes, à Nieuport, à Ostende, il fait manœuvrer les régimens ; il a été vu de tous les soldats de l'armée expéditionnaire. Si le motif ostensible de son voyage est de hâter les apprêts maritimes contre la Grande-Bretagne, il a encore le but bien légitime de montrer à cette armée, qu'il connaît depuis long-temps, l'Empereur

des champs de bataille : aussi va-t-il, en l'appellant tout entière au serment et à la récompense des braves, éterniser le souvenir de ce voyage. Le 14 août, il est de retour à son quartier-général du Pont de Briquo à Boulogne ; l'armée y arrive de tous les côtés ; l'étoile de la Légion la guide vers la Tour d'Ordre, qui reprend son nom de Tour de César.

En creusant la terre pour le campement du premier Consul, on avait trouvé une hache d'armes romaine, et à Ambletense des médailles de Guillaume-le-Conquérant. La même année, en creusant à la Tour d'Ordre pour établir la hache de l'Empereur, on découvre les traces d'un camp romain. L'époque est si grande, qu'une sorte de merveilleux s'attache, partout où paraît Napoléon, aux choses les plus simples. Mais afin que rien ne manque à l'illustration que l'Empereur et l'armée doivent recevoir de cette imposante cérémonie, elle a lieu le lendemain, 15 août, jour de la fête de Napoléon.

Quatre-vingt mille hommes des camps de Boulogne et de Montreuil sont réunis sous les ordres du maréchal Soult, pour assister à la solennité.

A la droite du port, au-dessous de la Tour de César, la nature a tracé un vaste amphithéâtre au centre duquel s'élève un trône sur un socle triomphal. Les colonnes de l'armée y sont dirigées comme autant de rayons qui figurent ceux de l'étoile de l'honneur, magnifique expression de cette langue héroïque qui parterrent les arts sous le règne de Napoléon ! Entouré de ses frères, de ses maréchaux, de ses grands officiers, Napoléon prononce le serment de l'Ordre : il est répété avec enthousiasme par tous les récipiendaires, disposés en pelotons à la tête de chaque colonne. Après le serment, les décorations sont distribuées aux légionnaires. Un *écart* général de l'armée salue cette brillante inauguration de l'Ordre du mérite français, et la même exaltation prononce le serment de fidélité à l'Empereur. Par la plus heureuse conjoncture, car la fortune alors accompagnait, comme la gloire, les pas du héros du siècle, le capitaine de vaisseau Daugier pénétrait dans le port de Boulogne avec une division du Havre, forte de quarante-sept voiles, au bruit des acclamations de la terre. Mais un instant après éclata subitement un orage épouvantable, qui sépara quelques bâtimens de la flottille. L'Empereur alla en rade, et donna les ordres nécessaires ; il ue quitta le port que quand les navires dispersés, au nombre de seize, furent rentrés. Il revint au camp, et les plaisirs de la soirée commencèrent. De nombreuses distributions aux troupes, des danses, des chants guerriers, prolongèrent dans la nuit la fête militaire. Pour y faire participer la flotte et les côtes d'Angle-

terre, un beau feu d'artifice attira tout à coup les regards de la croisière ennemie et de la population de Bouvres sur le plateau du camp de gauche, où quinze mille hommes en bataille exécutèrent un feu de file avec des cartouches à étroites; tribut payé par l'armée à l'étoile de la Légion-d'Honneur qu'elle venait de recevoir. Rien ne manqua à la magie de cette journée, pas même une tempête. Cet événement inattendu, qui pouvait devenir si fatal, ajouta encore à l'ascendant de Napoléon : les troupes lui attribuèrent le salut de la flotte. De cet enthousiasme superstitieux, à lui attribuer le don de maîtriser les orages, il n'y avait pas loin. Les soldats, crédules et enivrés de la présence de leur chef, se persuadaient tous que la victoire obéissait à sa volonté. Il ne tenait peut-être qu'à Napoléon de faire d'eux une armée grecque ou romaine, mais il lui semblait plus glorieux de commander des Français qui, sous ses yeux, se croyaient invincibles.

Le même jour, on célébrait la fête de l'Empereur à Cherbourg par l'inauguration de la batterie *Napoléon*, et à Auvers par celle de l'*Arsenal maritime*. Ce vaste port de construction comptait à peine une année d'établissement; cependant trois vaisseaux de ligne et une frégate allaient sortir de ses chantiers. Le 16 août vit lancer deux corvettes.

Avant de quitter Boulogne pour se rendre dans les quatre départemens du Rhin, l'Empereur inspecta la flottille une dernière fois; néanmoins ce ne fut pas la dernière fois qu'il passa en revue son armée d'Angleterre. Il en reçut un noble témoignage de dévouement et de respect; elle lui vota une statue colossale en bronze, qui serait placée au milieu du camp de César. Tous les grades de l'armée offrirent une partie de leur solde pour ce monument qu'elle s'élevait à elle-même; mais le bronze manquait. Le maréchal Soult, qui présida à cet imposant hommage au héros de la France lui dit : *Sire, prêtez-moi du bronze, j'en rendrai « à la première bataille. »* Deux mois plus tard, le maréchal acquitta sa dette dans un village de la Norvège.

Pendant son séjour à Boulogne, Napoléon donna une nouvelle organisation toute militaire à l'École Polytechnique. Nourris dans les idées républicaines, les élèves n'avaient pas accueilli la création de l'Empire avec une grande faveur; désormais ils eurent des uniformes, et furent assujétis à la discipline des casernes. L'École n'en resta pas moins la première de l'Europe, et garde encore son rang aujourd'hui. Napoléon data également du camp de Boulogne le mémorable décret des prix décennaux : cette haute récompense, pour laquelle doivent concourir toutes les sciences et tous les beaux-arts, consacra l'époque d'une restauration, car elle

sera décernée le 18 brumaire. Neuf grands prix, de 10,000 fr. chacun, sont institués : deux appartiennent à l'inventeur de la machine la plus utile aux arts et aux manufactures; un autre au fondateur de l'établissement le plus avantageux à l'agriculture et à l'industrie nationale; la première distribution est fixée au 18 brumaire de l'an XVIII (novembre 1809). Le calendrier de l'empire est encore républicain.

Tandis que l'Empereur des Français préparait, sans le savoir, son armée d'Angleterre à une guerre d'Allemagne, François II ajoutait à ses titres celui d'empereur héréditaire d'Autriche, comme s'il prévoyait que ce fut le seul que Napoléon dût lui laisser. Cependant, de Boulogne, Napoléon est parti pour Aix-la-Chapelle. On rapporte qu'à Arras le préfet lui dit : *Dieu créa Bonaparte et se reposa.* Napoléon, qui ne se reposait point, quitta Arras après avoir passé en revue la réserve de grenadiers commandée par Junot, traversa Valenciennes, Mons, et arriva le 3 septembre à Aix-la-Chapelle. Dans cette antique résidence du premier Empereur des Français, il retrouva et il s'appliqua, comme un ancien héritage, les souvenirs de Charlemagne; mais une démarche politique, d'une haute importance pour Napoléon, signala ce séjour d'Aix-la-Chapelle : dans le grand conseil où l'empereur d'Allemagne résolut, le 10 août précédent, de prendre le titre d'empereur héréditaire d'Autriche, ce prince s'était décidé également à reconnaître l'avènement de Napoléon. Lors de la notification de cet avènement aux cours étrangers, l'Autriche avait consulté la Russie sans en obtenir de réponse. Plus voisine de la France, elle sentit avec raison que son silence sur une pareille communication équivaldrait à une rupture; et comme elle ne se trouvait pas encore en état de la déclarer, le comte de Cobentzel, son ambassadeur, reçut ordre d'aller à Aix-la-Chapelle remettre ses nouvelles lettres de créance à Napoléon. Le même jour, 3 septembre, M. de Talleyrand présentait pareillement au nouvel Empereur le comte de Lima et M. de Souza, l'un ambassadeur extraordinaire, l'autre envoyé extraordinaire du prince régent de Portugal; le bailli de Ferrette, ministre de l'Ordre de Malte, et le marquis de Gallo, ambassadeur de la cour de Naples.

Fondateur d'une dynastie, comme Pépin, Napoléon voulut aussi que le souverain pontife passât les moutons pour lui conférer l'onction impériale. Le Saint-Siège, déjà préparé à la reconnaissance de l'Empire par le Concordat consulaire, ne balança pas un seul moment. Indépendamment de ce fait, la conduite d'Étienne III, qui, en 754, était venu sacrer Pépin-le-Bref, ses deux fils et leur mère,

suffit à la cour de Rome, soit pour reconnaître, soit pour sacrer l'Empereur des Français. Le pape Zaccarie, prédécesseur d'Étienne, avait dit le grand mot de cette politique : *Celui-là est roi, qui en a la puissance.*

L'évêque d'Imola qui, le 25 décembre 1797, prêchait à ses ouailles les principes de la démocratie, avait ceint la tiare, et le général républicain Bonaparte, qui commandait alors en Italie, s'était érigé un trône. On priait donc à Rome, et, par les ordres du Saint-Père, dans toute la catholicité, pour l'Empereur Napoléon et pour sa famille, comme on avait prié pour le premier Consul.

Quant à l'Espagne, elle n'avait pas en besoin de l'exemple de la cour pontificale pour reconnaître Napoléon. La tradition politique des deux États et leur alliance remontaient également à la république, comme celles de la cour de Prusse et du grand-duché de Toscane.

Ainsi, tous les gouvernements catholiques sa-luaient Napoléon du titre impérial : c'était une immense conquête, sinon sur les souvenirs, au moins sur les passions de la royauté européenne. Napoléon recueillait amplement les fruits du Concordat de 1801. Le succès de la négociation avec Pie VII mit le comble à ce triomphe. On sent toute l'importance que cette grande cérémonie du sacre, célébrée au sein de la capitale, dans la basilique métropolitaine, devait avoir aux yeux de Napoléon; en effet, elle sanctionnait son élévation aux yeux des peuples de toute la chrétienté, et leur interdisait, ainsi qu'à leurs souverains, tout reproche d'usurpation.

D'Aix-la-Chapelle, l'Empereur partit pour Mayence, où il arriva par la route nouvelle, après avoir visité Juliers, Cologne et Coblenz. Il reçut à Mayence l'électeur de l'empire germanique, le margrave de Bade, et plusieurs princes possessionnés sur le Rhin. Pendant ce premier séjour à Mayence, déjà occupé d'un système de la confédération du Rhin avec la France, Napoléon prépara, dans ses entretiens avec ces princes, la dissolution de l'empire germanique. Il leur fit entendre qu'ils n'avaient plus rien à espérer de l'empereur d'Autriche, tandis qu'ils pouvaient tout attendre de lui; il leur promit même, aux dépens de l'Autriche, des accroissemens de territoire et de puissance, dont il saurait garantir la possession. Quelques engagements dont le résultat devait être prochain, répondirent à ces confidences, auxquelles le caractère de Napoléon et les forces de l'empire français donnaient un crédit absolu.

De Mayence Napoléon alla à Luxembourg. Il marqua sa présence au sein des principales villes des départemens du Rhin, par d'importantes dispo-

sitions, relatives soit au bien-être des habitans et à l'encouragement de leur industrie, soit au perfectionnement du système général de défense des frontières, dans les places fortes assises sur la barrière du Rhin. A cette époque remontent aussi le décret d'organisation de l'École des ponts-et-chaussées, et celui qui déterminait l'établissement de douze écoles de droit. Après trois mois d'absence, Napoléon revint à Saint-Cloud le 12 octobre, et les apprêts du sacre sont ordonnés.

Le 17 du même mois, un décret convoque le Corps-Législatif pour assister à cette cérémonie. Le 9 novembre, le Saint-Père a quitté la capitale du monde chrétien; le 18, il arrive à Lyon; le 25, Sa Sainteté est reçue par l'Empereur à Fontainebleau; le 28, les deux souverains se rendent ensemble à Paris.

Le 1^{er} décembre, le Sénat présente à Napoléon le vœu du peuple en faveur de l'hérédité à l'empire dans sa famille. Un sénatus-consulte a proclamé ce plébiscite. Soixante mille registres avaient été ouverts dans les cent huit départemens; sur trois millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit votans, deux mille cinq cent soixante-neuf votes étaient négatifs. Cette minorité, purement républicaine, et qui s'affaiblit encore peu de temps après, prouva suffisamment que la nation, ayant tout-à-fait changé ses mœurs, adhérait avec sincérité au gouvernement de l'homme qui avait trouvé en lui seul assez de forces pour opérer une pareille révolution. Le sénateur François de Neufchâteau, investi du privilège des harangues solennelles, le même qui prononça, au 18 brumaire, cette espèce de sentence, si hautement démentie par les faits : *La constitution est placée sur l'autel du dieu Terme, dit à Napoléon : « Le vaste miroir du passé est la leçon de l'avenir. »* On doit aussi remarquer dans cette circonstance la fin de la réponse de l'Empereur : *« Nos descendans conserveront long-temps ce trône. Ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de la faiblesse et de l'incertitude du prince. »*

Le lendemain, par le froid le plus rigoureux, la cérémonie eut lieu dans l'église de Notre-Dame. La bizarrerie de la pompe pontificale contrastait singulièrement dans le cortège avec l'éclat de la pompe impériale. Le pape sacra Napoléon et Joséphine en présence des princes de la maison impériale, des membres du sacré collège, des prélats français, de tous les ordres de l'état, du corps diplomatique et d'une députation de la république italienne. Mais à peine le pontife eut-il béni la couronne, que Napoléon la saisit, la plaça sur sa tête et couronna lui-même l'impératrice. Cette scène est d'acier, et n'appartient

déjà plus à notre âge. On craint presque de se reconnaître contemporain d'événements si étrangers aux temps actuels. La majesté de l'histoire doit aussi se trouver blessée de ce que la vie ordinaire des hommes soit suffisante pour voir naître, triompher et disparaître ses plus grandes renommées et ses plus grandes révolutions. Depuis le 2 décembre 1804, les foudres du Vatican ont perdu leur force, et il n'y a plus dans le monde que l'excommunication politique. Celle-ci reste aux mains du monarque que le pape s'est empressé de venir sacrer et qui s'est couronné lui-même; mais les foudres du Vatican dorment et ne s'éteignent point.

Le second jour des fêtes du couronnement, une belle solennité militaire, la distribution des aigles, rassembla toutes les troupes au Champ-de-Mars : « Soldats, dit alors Napoléon, voici vos drapeaux; ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement : elles seront partout où votre Empereur les jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple. »

Le même jour, 3 décembre, M. Pitt, tout récemment appelé au ministère, comme le seul adversaire que l'on pût opposer au plus redoutable des ennemis de la Grande-Bretagne, signait le traité de Stockholm, et payait un subside à la Suède pour qu'elle agit hostilement contre nous. Peu de jours après, l'Angleterre essayait, à l'aide d'une machine infernale, de faire sauter le fort Rouge de Calais; elle ne fut pas plus heureuse qu'un mois auparavant, quand l'amiral Keith, avec cinquante-deux voiles et douze brûlots, avait voulu incendier le port et la flottille de Boulogne. Mais ce gouvernement se vengeait, par la plus despotique tyrannie, de son impuissance contre la France, sur notre plus fidèle allié : le 9 octobre, sans déclaration de guerre, l'amiral More osa soumettre au droit de visite quatre frégates espagnoles qui revenaient d'Amérique à Cadix chargées des trésors du Mexique. Les frégates

repoussèrent courageusement cet attentat, et soutinrent un combat plus qu'inégal, dans lequel trois d'entre elles furent prises et la quatrième sauta. Non contentes de ces violences, les flottes anglaises brûlaient les navires du commerce dans les ports de la Péninsule, et détruisaient les convois, pendant que l'ambassadeur espagnol, le chevalier d'Anduagna, résidait encore auprès de la cour de Londres. Une pareille violation du droit des gens, exercée envers une nation en paix avec la Grande-Bretagne, a justement révolté le gouvernement espagnol, qui, le 12 décembre, lui déclara la guerre par un manifeste de la plus haute énergie. Ainsi donc, si l'Angleterre a su se fortifier, dans le Nord, de l'alliance offensive de la Suède, peu redoutable pour la France, la France voit s'unir à son pavillon les soixante-cinq vaisseaux de ligne que l'Espagne possède encore. Une armée est en marche pour aller occuper le camp de Saint-Roch et menacer Gibraltar, Napoléon apprend dans le même moment que la cour de Vienne, sous le prétexte d'augmenter le cordon sanitaire établi contre la fièvre jaune qui désole la Toscane, vient de renforcer de six régiments son armée d'Italie; cette invention autrichienne deviendra traditionnelle pour les cabinets.

L'année, la mémorable année 1804, se termina par l'ouverture du Corps-Législatif. On applaudit à ces mots du discours de l'Empereur : « *Je ne veux pas accroître le territoire de l'Empire, mais en maintenir l'intégrité.* » Dans l'exposé de la situation de l'empire, le ministre de l'intérieur déclara : que la France n'accepterait pas d'autres conditions que celles du traité d'Amiens. L'Angleterre le savait bien, et elle avait brisé ce traité qui donnait la paix au monde sous l'égide de la France. L'Angleterre entendait la paix comme la liberté des mers, en exerçant un droit de visite sur les cabinets comme sur les vaisseaux. Pour parvenir à ce but, il fallait tuer la France et Napoléon.



CHAPITRE III.

(1805.)

REPTER AVEC LA RUSSIE.—LETTRE DE L'EMPEREUR AU ROI D'ANGLETERRE.—NAPOLEON ROI D'ITALIE; COURONNEMENT A MILAN.—REUNION DE LA LIQUIRE A LA FRANCE.—L'ANGLETERRE, LA RUSSIE, L'AUTRICHE, DECLARENT LA GUERRE A LA FRANCE.—BATAILLE DES TROIS EMPEREURS A AUSTRLITE.—PAIX DE PRESBOURG.—BATAILLE NAVALE DE TRAFALGAR.

A la fin de 1803, l'empereur Alexandre s'était offert à Napoléon pour intermédiaire entre la France et l'Angleterre; mais en lui demandant d'évacuer la Hollande, l'Italie et la Suisse, comme un gage de l'acceptation de cette médiation, ce prince ne pouvait être écouté. Napoléon avait consenti à ce qui lui était possible, à évacuer l'Helvétie; et, dans le but de la paix, il avait proposé un armistice et un congrès. Le cabinet de Londres était allé plus loin encore que la Russie; il avait exigé l'évacuation du Hanovre, avant d'admettre la médiation russe. On n'aurait point traité plus durement un ennemi vaincu. La Russie persévérant dans son système, l'ambassadeur Markoff avait quitté Paris, où M. d'Oubril était resté en qualité de chargé d'affaires. Cette résolution avait encore eu pour motif l'inutilité des démarches du cabinet russe afin d'obtenir de la France l'indemnité promise au roi de Sardaigne pour le Piémont, en vertu du traité du 11 octobre 1801. La Russie, d'un autre côté, persistait à occuper la république des Sept-Iles, malgré les stipulations de cette époque. Enfin la violation du territoire de Bade et le meurtre du duc d'Enghien avaient totalement altéré le reste d'intelligence qui subsistait encore entre Paris et Pétersbourg; ou plutôt les événements servirent de signal au changement total de système de l'empereur Alexandre, livré à la politique britannique. L'avènement de Napoléon à l'empire devint aussi un nouveau grief pour le descendant des Romanoff. Un échange de notes hostiles, une véritable guerre de récriminations, eut lieu entre les cabinets de Pétersbourg et des Tuileries. Le chargé d'affaires d'Oubril,

était parti de Paris le 29 août de l'année précédente, après la remise d'une note très hostile, et la diète de Ratisbonne avait accueilli les déclarations de l'empereur Alexandre. La Russie était donc publiquement engagée à ne pas reconnaître l'empereur des Français. Le cabinet de Londres avait habilement profité de ces circonstances pour décider celui de Pétersbourg à rompre avec la France, et à signer avec lui un traité le 8 avril 1805. De son côté, la Russie avait déterminé le Divan à refuser de reconnaître l'Empereur Napoléon; en sorte que le maréchal Bruce s'était vu dans la nécessité de quitter Constantinople, comme le général Hédouville Pétersbourg. Des flottes russes avaient franchi les Dardanelles et le Sud : elles menaçaient l'Italie, débarquaient des troupes aux îles Ioniennes, et semblaient marcher de concert avec les flottes britanniques. J'ai parlé déjà de l'augmentation des forces de l'Autriche sur la frontière italienne. Dans cette conjuration de tant d'éléments hostiles, Napoléon se trouvait forcé de conquérir, sur la plus redoutable partie de l'Europe, le trône où la France venait de l'appeler. Mais, dans l'espoir sans doute que l'opinion de la nation anglaise, qu'il sait contraire à cette guerre toute de passion, pourra entraîner le ministère, Napoléon donne encore un gage de ses intentions pacifiques en renouvelant auprès du roi de la Grande-Bretagne la démarche généreuse et franche qui marqua les premiers pas de Bonaparte dans la carrière consulaire. En conséquence, il écrit directement à ce prince, le 2 janvier 1805.

« Monsieur mon frère, appelé au trône de France par la Providence et par les suffrages du Sénat,

« du peuple et de l'armée, mon premier sentiment
 « est un vœu de paix. La France et l'Angleterre
 « usent leur prospérité. Elles peuvent lutter des
 « siècles. Mais leurs gouvernemens rempliront-ils
 « bien le plus sacré de leurs devoirs? Et tant de sang
 « versé inutilement et sans la perspective d'un but,
 « ne les accuse-t-il pas dans leur propre conscience?
 « Je n'attache point de déshonneur à faire le pre-
 « mier pas. J'ai assez, je pense, prouvé au monde
 « que je ne redoute aucune des chances de la guerre;
 « elle ne m'offre d'ailleurs rien que je puisse redou-
 « ter. La paix est le vœu de mon cœur; mais la
 « guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je
 « conjure V. M. de ne pas se refuser un bonheur de
 « donner elle-même la paix au monde : qu'elle ne
 « laisse pas cette douce satisfaction à ses enfans!
 « Car enfin, il n'y eut jamais de plus belle circon-
 « stance, ni de moment plus favorable pour faire
 « taire toutes les passions et écouter uniquement le
 « sentiment de l'humanité et de la raison. Ce mo-
 « ment une fois perdu, quel terme marquer à une
 « guerre que tous mes efforts n'auraient pu terminer?
 « V. M. a plus gagné depuis dix ans en territoire et
 « en richesses, que l'Europe n'a d'étendue; sa na-
 « tion est au plus haut point de prospérité. Quo
 « peut-elle espérer de la guerre? coaliser quelques
 « puissances du continent? le continent restera
 « tranquille. Une coalition ne ferait qu'accroître la
 « prépondérance et la grandeur continentale de la
 « France. Renouveler des troubles intérieurs? les
 « temps ne sont plus les mêmes. Détruire nos
 « finances? des finances fondées sur une bonne
 « agriculture ne se détruisent jamais. Enlever à la
 « France ses colonies? les colonies sont pour la
 « France un objet secondaire, et V. M. n'en possède-
 « t-elle déjà pas plus qu'elle n'en peut garder? Si
 « V. M. veut elle-même y songer, elle verra que la
 « guerre est sans but, sans aucun résultat présu-
 « mable pour elle. Eh! quelle triste perspective de
 « faire battre les peuples pour qu'ils se battent! Le
 « monde est assez grand pour que nos deux nations
 « puissent y vivre, et la raison a assez de puissance
 « pour qu'on trouve les moyens de tout concilier,
 « si de part et d'autre on en a la volonté. J'ai tou-
 « fois rempli un devoir saint et précieux à mon
 « cœur. Que V. M. croie à la sincérité des sentimens
 « que je viens de lui exprimer, et à mon désir de lui
 « en donner des preuves. »

Mais c'était encore à l'implacable haine du cabinet
 de Saint-James que Napoléon s'adressait; et sous la
 date du 14 janvier, lord Mulgrave écrivit à M. de
 Talleyrand.

« S. M. a reçu la lettre qui lui a été adressée par
 « le chef du gouvernement français, datée du 2^e jour
 « de ce mois. Il n'y a aucun objet que S. M. ait plus

« à cœur que de saisir la première occasion de
 « procurer de nouveau à ses sujets les avantages
 « d'une paix fondée sur des bases qui ne soient pas
 « incompatibles avec la sûreté permanente et les
 « intérêts essentiels des États. S. M. est persuadée
 « que ce but ne peut être atteint que par des arran-
 « gemens qui puissent en même temps pourvoir à
 « la sûreté et à la tranquillité à venir de l'Europe,
 « et prévenir le renouvellement des dangers et des
 « malheurs dans lesquels elle s'est trouvée enve-
 « loppée. Conformément à ce sentiment, S. M. sent
 « qu'il lui est impossible de répondre plus particu-
 « lièrement à l'ouverture qui lui a été faite, jusqu'à
 « ce qu'elle ait eu le temps de communiquer avec
 « les puissances du continent avec lesquelles elle se
 « trouve engagée par des liaisons et des rapports
 « confidentiels, et particulièrement avec l'empereur
 « de Russie, qui a donné les preuves les plus fortes
 « de la sagesse et de l'élevation des sentimens dont
 « il est animé, et du vif intérêt qu'il prend à la
 « sûreté et à l'indépendance de l'Europe. »

Voilà la lettre qui décida du sort du monde euro-
 péen. C'était une froide et vague paraphrase de
 l'arrêt de mort prononcé par l'oligarchie anglaise
 contre la France et Napoléon, à la rupture du traité
 d'Amiens. Cinq jours après cette réponse au cabinet
 de France, le cabinet de Saint-James remettait à
 l'ambassadeur de Russie, à Londres, une note où il
 était proposé à son gouvernement de coopérer à
 enlever à la France toutes ses conquêtes et à la
 réduire aux limites de 1792; à dépouiller également
 ses alliés, et entre autres la maison d'Espagne, de
 ses intérêts en Italie, au profit de la Toscane; à
 agrandir le Piémont de l'État de Gènes, à replacer
 l'Autriche en Lombardie, et à réunir les Pays-Bas à
 la Prusse. Tel était le nouveau droit public que
 Pitt improvisait le 19 janvier, d'après l'assurance
 que l'ambassadeur russe avait donnée de l'accord
 secret de la cour de Vienne.

Jamais on ne vit la politique respective de l'An-
 gleterre et de la France réduite à une plus simple
 expression. Ces deux puissances étaient également
 convaincues que la paix générale assurait la domi-
 nation de Napoléon; donc l'une des parties avait,
 pour demander sans cesse cette paix, les mêmes
 raisons que l'autre pour n'y pas consentir. Cepen-
 dant les propositions de Napoléon trouvèrent sur
 les bancs de l'opposition anglaise un énergique
 protecteur dans son chef, l'orateur Fox. De son
 côté, l'Empereur ordonna de communiquer ces
 propositions, ainsi que la réponse de lord Mulgrave,
 aux trois corps de la législature, le 4 février. La
 franchise de cette communication porta au plus
 haut degré l'enthousiasme public déjà exalté par la
 générosité de la démarche faite auprès de Georges III.

La guerre que sanctionnait ainsi l'opinion, la guerre devait, par ce nouveau refus du cabinet de Londres, le seul, le véritable, le légitime refuge de la France et de Napoléon. Toutes les guerres continentales qui vont ensanglanter l'Europe n'auront donc d'autre but, de la part de la France, que d'obtenir à force de triomphes la paix générale. Mais cette paix sera refusé constamment, sous le prétexte de l'illégitimité de l'Empereur des Français, par l'invincible machiavélisme d'un gouvernement dont la splendeur ne date que de l'époque où la maison de Hanovre a occupé le trône d'Angleterre au détriment des Stuarts.

Ainsi l'Europe est condamnée par le cabinet de Saint-James, ou plutôt par un seul homme, par Pitt, à s'immoler à la baine qu'il porte, non-seulement aux prospérités de la France, mais aussi à la fortune personnelle, à la gloire, au génie de Napoléon. Dix années après; afin que la postérité ne puisse jamais se méprendre sur l'auteur de ces prospérités, ce même cabinet, digne exécuteur testamentaire du fils de Chatam, proclamera dans toute l'Europe soulevée et soldée par ses subsides, que c'est contre Napoléon seul qu'il arme la vengeance du monde; et la France, deux fois veuve du héros qu'elle vient de couronner, sera enfin, sinon la proie, du moins la victime de la jalousie britannique.

Le 14 janvier, Napoléon reçut de la nation le plus beau de tous les trophées : sa statue fut inaugurée au Corps-Législatif pour éterniser la création du Code civil, la mémoire de son fondateur et la reconnaissance des Français. Une pompeuse solennité consacra ce grand hommage national; elle eut lieu en présence de l'Impératrice, de la famille impériale, de toute la cour et des premiers pouvoirs de l'État. M. de Vaublanc avait la parole et dit :

« Messieurs, vous avez signalé l'achèvement du Code civil des Français par un acte d'admiration et de reconnaissance. Vous avez décerné une statue au prince illustre dont la volonté ferme et constante a fait achever ce grand ouvrage, en même temps que sa vaste intelligence a répandu la plus vive lumière sur cette noble partie des institutions humaines. Premier Consul alors, Empereur des Français aujourd'hui, il parait dans le temple des lois, la tête ornée de cette couronne triomphale dont la Victoire l'a ceint si souvent, en lui présageant le bandeau des rois, etc... » Un banquet et un bal, offerts à l'Impératrice, suivirent cette séance. L'Empereur parut le soir au bal; les arts, dans cette belle fête, qui célébrait si justement le premier bienfait de toute civilisation, étalèrent à l'envi tout ce qu'ils peuvent produire de plus brillant, de plus ingénieux.

Cependant Napoléon avait habilement profité de

la juste exaspération du cabinet de Madrid contre les violations britanniques, et, le 12 janvier, une convention fut signée à Aranjuez entre la France et l'Espagne. Cette convention, par laquelle l'Espagne s'engageait à tenir à la disposition de son allié trente vaisseaux et cinq mille hommes de débarquement, renfermait aussi le détail des forces de terre et de mer rassemblées dans les divers ports de l'Empire : au Texel, trente mille hommes sous le général Marmont, avec les bâtimens de transport nécessaires; à Ostende, Dunkerque, Calais, Boulogne, au Havre, des flottilles propres à porter cent mille hommes et vingt-cinq mille chevaux; à Brest, vingt-et-un vaisseaux de ligne et des transports pour un camp de vingt-cinq mille hommes; à Rochefort, six vaisseaux, quatre frégates, avec quatre mille hommes de troupes; enfin, à Toulon, onze vaisseaux, huit frégates et des transports pour neuf mille hommes. Ainsi, au moment où Napoléon se proposait de demander directement la paix à l'Angleterre, il comptait cent quatre-vingt-treize mille hommes prêts à être embarqués sur soixante-neuf vaisseaux de ligne, et plus de deux cents bâtimens de guerre et de transport, tous armés, n'attendant que son signal ou l'espérance de six heures de calme pour voguer vers la Tamise.

Pendant son séjour à Mayeuce, Napoléon avait arrêté les dispositions de ses forces navales, et les avait divisées en trois expéditions : la première aux Antilles, sous les ordres du contre-amiral Missiessy et du général Lagrange; la seconde, sous les ordres du général Lauriston, dirigée contre Surinam, alors au pouvoir des Anglais; la troisième se trouvait confiée au général Reille, qui devait s'emparer de Sainte-Hélène! Ce fut peu de jours après son sacre, que Napoléon régla définitivement tout ce qui concernait l'occupation de cette Ile. La réunion de l'île d'Elbe à la république avait également suivi de près la proclamation du consulat à vie. Il semblait qu'une destinée mystérieuse eût voulu désigner aux deux élévations de Napoléon les apanages de ses deux infortunes.

Au milieu des immenses préparatifs que Napoléon multipliait dans tous les ports de la France, de l'Espagne, de la Hollande et de la Belgique, pour triompher de l'Angleterre à Londres, ou pour la contraindre à la paix, une nouvelle couronne, la couronne de fer des rois d'Italie, vient se placer sur son front : c'est celle de la gloire républicaine. Napoléon l'avait proposée à son frère Joseph; mais l'abolition du traité par lequel l'Italie s'engageait à nous payer une contribution annuelle de 30 millions pour l'entretien d'une armée française de 30,000 hommes destinés à la défendre, étant la condition de l'acceptation de Joseph, Napoléon ac-

cepte pour lui le vœu de la nation italienne. En même temps, dans le but de rassurer l'Europe et surtout la maison d'Autriche, il promet de donner ce trône à un fils adoptif, et de se séparer à jamais de celui de France, aussitôt que Malte aura été rendue par l'Angleterre, et la république des Sept-Îles évacuée par la Russie. Il devait alors évacuer aussi l'État napolitain et ménager ainsi l'indépendance de l'État lombard. La députation solennelle de Milan, qui apporte à Napoléon le vœu du peuple italien, tirée des grands corps du nouveau royaume, la même qui, conduite par M. de Melzi, président de la Consulta, a assisté à Paris au couronnement, est présentée au Sénat. Napoléon s'y est rendu le 28 mars, mois si historique dans sa vie. « Le génie du mal, dit-il alors, cherchera en vain des prétextes pour mettre en guerre le continent. Ce qui a été réuni à notre empire par les lois constitutionnelles de l'État, y restera réuni. *Aucune nouvelle puissance n'y sera incorporée.....* » Le 2 avril, l'Empereur et l'Impératrice quittent leur capitale de France et se dirigent vers leur capitale d'Italie.

Trois jours après, le pape, moins heureux que son illustre allié, repart pour la métropole du monde chrétien. Pie VII avait espéré, en reconnaissance du sacre, recouvrer les légations cédées à la France par le traité de Tolentino, et cette espérance avait, dit-on, porté son conseil à le prier d'accéder à la demande de Napoléon. Mais si le Saint-Père s'est éloigné de Rome avec les projets d'un souverain temporel, il n'a été appelé et reçu à Paris que comme souverain spirituel. Napoléon, devenu roi d'Italie, tient par cela seul le Saint-Siège sous une dépendance plus directe.

Avant d'aller prendre à Milan la couronne de fer, l'Empereur s'arrêta à Troyes, où il laissa un moment l'Impératrice, sa cour, sa maison. Accompagné de son grand-écuyer et de deux officiers, il se rendit en toute hâte à Brienne où l'attiraient, entre deux couronnements, les souvenirs de son enfance. Il ne revit pas sans une vive émotion le berceau de son éducation française; il y retrouva toute la mémoire de ses premières années, reconnut jusqu'aux serviteurs de l'école militaire, dont les ruines l'attristèrent visiblement. Il demanda avec empressement un ecclésiastique qui avait été sous-préfet d'une classe de l'école; ce prêtre, alors vicaire dans un village voisin, arriva précipitamment, vêtu d'une redingote brune : « *Pourquoi n'êtes-vous pas en soutane?* » lui dit sévèrement Napoléon. *Un prêtre ne doit jamais quitter son habit. Il ne faut pas qu'il puisse cacher ses moeurs un seul moment; allez vous habiller.* » L'ecclésiastique revint en soutane, et l'Empereur

trouva le moyen d'effacer l'impression de sa réprimande. Napoléon oublia réellement à Brienne, pendant vingt-quatre heures, et l'empire de France et le royaume d'Italie.

Le lendemain matin, de très bonne heure, il était à cheval; ceux qui le suivaient le perdirent bientôt de vue. Après d'inutiles recherches de leur part, Napoléon reparut au bruit des coups de pistolets que l'inquiétude faisait tirer à ses officiers : il avait été, non loin du village de la Rothière, visiter, dans une des promenades favorites de l'école, le champ de bataille où, neuf années plus tard, trahi par la fortune, il devait combattre pour sauver l'indépendance de la France et sa propre vie. Napoléon quitta Brienne, non sans y laisser des traces généreuses de sa présence. De retour à Troyes, l'Empereur se dirigea sur Lyon, où il séjourna quelque temps. Tout ce que le génie de cette ville si célèbre dans l'histoire des arts utiles put créer de plus éclatant, de plus triomphal, fut mis en œuvre pour célébrer le passage de l'Empereur. La reconnaissance était pour ainsi dire gravée sur les murs de cette grande cité, dont Napoléon avait relevé les ruines. Jamais population ne se montra transportée d'un enthousiasme plus vrai, plus légitime. Elle devait à Napoléon la renaissance et la protection du commerce; elle saluait avec d'autant plus d'ivresse les nouvelles grandeurs qui se réunissaient sur la tête de ce prince, que ces grandeurs ouvraient une immense carrière aux principales fabriques de Lyon; aussi déploya-t-elle avec profusion, dans cette circonstance, les merveilles de cette industrie toute royale dont s'embellirent à Paris les majestueuses solennités du sacre. Lyon, quo la nature seule de son commerce rendait odieuse à la république, avait été ravagée par la terreur comme par une vengeance. Aucune guerre civile, aucune proscription depuis celles de Rome, n'offrit un tableau plus terrible et plus déplorable des fureurs et des infortunes humaines : le souvenir était loin d'en être effacé; ce même souvenir, au retour d'Égypte, avait accueilli le libérateur avec une acclamation toute séditieuse; ce même souvenir, fortifié des avantages recueillis depuis la pourpre consulaire, exaltait au plus haut degré les esprits et les âmes de cette ville ardente, à laquelle Napoléon témoigna constamment une prédilection dont alors elle était si heureuse, et dont elle peut encore s'honorer à présent.

Pendant qu'il était à Lyon, Napoléon conçut un plan dont le succès eût incontestablement fait réussir le projet de descente en Angleterre. Cette conception porte avec elle le cachet de son auteur, qui en transmet de sa main toute l'instruction au ministre de la marine. L'amiral Gantheaume devait

sortir de Brest ainsi que sa flotte, et l'amiral Villeneuve mettre à la voile pour les Antilles avec les flottes combinées de Toulon et d'Espagne. Ces mouvements avaient pour objet d'entraîner loin de la Manche les forces navales de l'Angleterre, de faciliter la réunion et d'opérer le départ des flottilles extraordinaires. Pour atteindre ce but important, à leur retour des Antilles, les flottes de Villeneuve et de Gravina devaient se joindre à celles de l'Océan, à Rochefort et à Brest. Cette jonction présentait une masse de cinquante-six vaisseaux de haut-bord, avec lesquels l'amiral Villeneuve entrerait dans le canal. Ces ordres furent ponctuellement exécutés; mais en revenant de l'ouest, Villeneuve, à la tête de vingt et un vaisseaux français et espagnols, rencontra, au cap Finistère, l'amiral Calder, qui n'en avait que treize. Le combat s'engagea, et Villeneuve, malgré l'avantage du nombre, fut battu. Il fit même perdre deux vaisseaux à la marine espagnole. Ainsi échoua par l'événement qui devait en assurer complètement l'exécution, par la témérité de l'amiral anglais, ce beau projet que la fortune semblait avoir reçu avec complaisance du génie qui le conçut! Villeneuve, qui comptait six vaisseaux de plus que son ennemi, dut aller se réfugier à Cadix, jusqu'au désastre de Trafalgar. En Angleterre, on lui eût d'abord justement retiré son commandement; bien plus, il aurait peut-être payé de sa vie l'affront fait à son pavillon. Mais Napoléon ne savait que juger : il ne savait pas punir. La clémence dont il usa envers Villeneuve coûta à la France sa marine.

L'Empereur continua sa route par Chambéry et Turin; il s'arrêta quelques jours au château royal de Stupinitz, où il attendit le pape. Il se rendit ensuite à Alexandrie, où il affecta une somme de vingt millions pour faire de cette ville la première place d'armes de l'Europe. Cette immense fondation militaire devait être aussi un grand monument politique de l'alliance indissoluble de la France et de la Péninsule italique. Elle consacrait à jamais le souvenir de cette journée que le destin de la guerre marqua d'une défaite qui eût exilé Napoléon de l'Italie, et d'une victoire qui lui donna l'empire. Aussi reparut-il avec l'uniforme républicain de Marengo sur ce champ de bataille qui le vit conquérir la Péninsule pour la seconde fois. Là, au milieu de trente mille hommes dont il récompensa les plus braves par la décoration de la Légion-d'Honneur, il posa solennellement la première pierre du monument que sa reconnaissance élevait aux héros moissonnés à Marengo. C'était rentrer à Milan par un arc de triomphe. Parmi ces victimes de la gloire que le vainqueur se plaisait à honorer dans leur tombeau, le nom de l'illustre Desaix ne pouvait

être oublié. D'Alexandrie, Napoléon partit pour Pavie, où le reçut M. de Melzi. Enfin, le 8 mai, Napoléon fit à Milan une entrée magnifique; le 26, eut lieu le second couronnement. Napoléon fut sacré par l'archevêque cardinal Caprara. Cette cérémonie effaça celle de Paris par sa splendeur historique. Au bout de dix siècles, la couronne de fer des Lombards, placée sur la tête d'un empereur des Français, apprenait au monde que Charlemagne avait un successeur. Ainsi qu'à Paris, Napoléon se couronna lui-même, et en prenant la couronne sur l'autel : « Dieu me la donne, dit-il à haute voix, « gare à qui la touche! » L'ordre de la Couronne de fer fut créé avec ces mots pour devise. Le 8 juin, Napoléon nomma le prince Eugène vice-roi d'Italie. Il ne pouvait donner à ses nouveaux sujets un gage plus certain de son affection, qu'en choisissant pour le représenter comme souverain, le fils de son adoption et l'élève de sa gloire militaire.

Le 4 juin, le doge Durazzo, l'archevêque de Gènes et une députation du sénat de cette république, étaient venus à Milan demander la réunion de l'État de Gènes à l'empire français. Le 9, M. de Champagny, ministre de l'intérieur, proclamait à Gènes cette incorporation, ainsi que la division du territoire en trois départements : Gènes, Montenotte et les Apennins. Le même jour, l'Empereur présida à Milan l'ouverture solennelle du Corps-Législatif du royaume d'Italie, et reçut le serment du vice-roi. Il termina son discours par ces paroles qui devaient épouvanter la maison d'Autriche : « J'espère qu'à « leur tour tous mes peuples d'Italie voudront occuper la place que je leur destine dans ma pensée; ils n'y parviendront qu'en se persuadant « bien que la force des armes est le principal soutien des États. Il est temps enfin que cette jeunesse qui vit dans l'oisiveté des grandes villes « cesse de traîner les fatigues et les dangers de la « guerre. »

L'Italie releva noblement, sous son vice-roi, le gant que venait de lui jeter Napoléon. La gloire militaire du nouveau peuple débuta par étendre celle de la France, vécut son égale, et mourut avec elle du même supplice, l'invasion étrangère et la trahison.

Deux ambassades spéciales arrivèrent aussi à Milan; l'une apportait à la décoration du Portugal, l'autre une lettre de félicitations du Saint-Père. Sa Sainteté finissait sa lettre par une sorte de madrigal. « La réciprocité de notre amour, disait-elle, et cette tendresse paternelle que nous éprouvons pour vous, nous rendent très-cher ce qui vous est glorieux. »

Le 10 juin, l'Empereur partit de Milan pour continuer la revue de ses trophées d'Italie; quarante

mille hommes commandés par les maréchaux Jourdan et Bessières l'attaquèrent au camp de Castiglione; il y fit, comme à Marengo, une distribution solennelle de la croix d'honneur. Ensuite il visita Peschiera, Vérone, l'imprenable Mantoue et la ville de Bologne, où il séjourna jusqu'au 21. C'est là qu'il donna audience au marquis de Gallo, envoyé par le roi de Naples pour solliciter et garantir la neutralité de ce prince, ainsi qu'à une députation du sénat de Lucques, qui demandait à la France un souverain. Peu de temps après, cette petite république, érigée en principauté, devint l'appanage de la princesse Élixa, depuis grande-duchesse de Toscane. Le 21 juillet suivant, l'État de Parme obtenait aussi l'honneur de l'incorporation au grand empire.

Enfin, le 30 juin, Napoléon entra à Gènes, suivi des ambassadeurs de Naples et de Portugal. Le plus imposant éclat accompagna la cérémonie de prise de possession de l'ancienne rivale de Venise. La cathédrale vit l'Empereur, dans toute la pompe d'un troisième couronnement, recevoir les sermons et distribuer les décorations. Ce fut à Gènes que le cardinal Maury, si célèbre par son opposition à la révolution française, et admis en 1792 dans le conseil des princes émigrés, parut en présence de Napoléon, qui lui accorda volontiers la permission de revenir à Paris.

Le 8 juillet, l'Empereur arriva à Turin, et en partit au milieu d'une manœuvre de la garnison. Il allait au-devant des nouvelles de la flotte de Ville-neuve. Le 11, il était à Fontainebleau. Napoléon y apprit le second combat de la flottille batave, qui, sous les ordres de l'amiral Verhuel, triompha, les 17 et 18 juillet, des efforts de la croisière anglaise, réunie le premier jour au nombre de quinze vaisseaux; et le second, forte de quarante-cinq. La flottille parvint à sa destination, au port d'Ambletouse. Cette action audacieuse, qui plaça l'amiral Verhuel au rang des premiers hommes de guerre de l'Europe, frappa encore l'attention par une particularité vraiment chevaleresque, bien conforme au génie belliqueux des grands militaires de cette époque. Le maréchal Davoust, commandant le camp de Dunkerque, au moment où appareilla la flottille batave, voulut être volontaire sous le pavillon de l'amiral, monta à son bord, qui prit la tête de la ligne de bataille, et fut à la fois un illustre témoin et un historien fidèle de ce beau fait d'armes, dont il partagea les périls et dont la gloire devait lui rester étrangère.

Mais pendant que Napoléon se couronnait à Milan, l'Angleterre, pressée par le sentiment profond du danger que lui faisait courir l'imminence de la descente des Français, signait à Pétersbourg un

traité dans lequel la Russie s'engageait à lever, moyennant un subside de cinquante millions, une armée de cent quatre-vingt mille hommes, pour reprendre le Hanovre, affranchir la Hollande et la Suisse, rétablir sur son trône le roi de Sardaigne, obtenir l'évacuation du royaume de Naples par l'armée française, et enfin pour donner en Italie une frontière à l'Autriche : en un mot, l'Angleterre, qui avait rompu le traité d'Amiens, armait l'Europe contre celui de Lunéville.

Il est à remarquer que la puissance qui allait accéder publiquement au nouveau traité de coalition, en renouela toutes les conditions, huit années après, dans les négociations qui précédèrent le congrès de Prague, tant fut inébranlable, dès l'origine, le système de la politique autrichienne pour l'abaissement de la France! La cour de Vienne, également fidèle aux principes de cette temporisation frauduleuse qui masque constamment la marche de son gouvernement, parut d'abord vouloir se contenter du rôle de conciliatrice en se proposant à la France pour intermédiaire entre elle et la coalition des cabinets de Londres, de Pétersbourg et de Stockholm. Bientôt elle cria hautement à la violation du traité de Lunéville, parce que la république italienne se donnait à Napoléon comme royaume, et la république de Gènes à la France comme province. Cependant l'Autriche avait son représentant à Lunéville, quand l'article 11 stipulait en faveur des Italiens et des Liguriens, la liberté de disposer d'eux et d'adopter telle forme de gouvernement qu'il leur conviendrait de choisir. Comment à cette époque, où elle discutait, où on l'appela spécialement à discuter cette clause, sa pénétration ordinaire s'est-elle trouvée en défaut, au point de ne pas prévoir ce que l'Italie et la Ligurie ne prenaient pas trop la peine de dissimuler? Pourquoi ne demanda-t-elle pas franchement une explication sur la nature de l'indépendance réclamée par ces deux États? La raison en est simple : les ressentiments de l'Autriche signataire à Lunéville, de l'Autriche immobile dans sa passion comme dans sa politique, se cachaient alors; mais, au moment où se renoua la coalition, ils s'enveloppèrent tout à coup, pour mieux éclater ensuite, du voile d'une officieuse intervention. Cette générosité était calculée; car Vienne avait également pris parti avec Londres, avec Pétersbourg, avec Stockholm. L'ambassade du comte de Cobentzel à Aix-la-Chapelle devait couvrir cette intelligence. A présent la cour d'Autriche ne se présentait comme intermédiaire que pour gagner du temps et terminer ses armemens. Enfin, elle accéda le 9 août au traité de la coalition du 11 avril, pour lequel elle s'entendait avec la cour de Pétersbourg et par elle avec celle

de Londres dès les premiers jours de janvier, et elle accepta une part dans la distribution des subsides anglais. Cette puissance essayait, en 1805, le rôle qu'elle joua depuis en 1815; ce fut en arguant de l'infraction du traité de Lunéville qu'elle parut tout à coup en armes dans la Bavière, sans déclaration de guerre, comme depuis elle s'élança sur le champ de bataille de Dresde, en accusant la rupture du congrès de Prague.

Le 16 août, au moment où l'Autriche croit Napoléon occupé d'effectuer la descente en Angleterre, ses armées se mettent en marche; quatre-vingt-dix mille hommes s'ébranlent sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, dont la tutelle militaire est confiée à l'impuissante présomption du général Mack. Le 7 septembre, ce prince envahit subitement la Bavière, dont François II voulait incorporer l'armée dans la sienne. L'Angleterre a fourni à l'Autriche l'exemple d'une pareille violation, en attaquant pendant la paix les navires et les ports d'Espagne. La cour électorale de Munich dut aller se réfugier à Wurtzbourg.

Quarante mille hommes, commandés par l'archiduc Jean, prennent position dans le Tyrol, et cent mille combattants se dirigent vers l'Adige, sous les drapeaux de l'archiduc Charles, qui part, malgré lui, pour venger les souvenirs d'Italie.

Napoléon avait pénétré le dédale de la ténébreuse politique de l'Autriche. Il connaissait les engagements secrets de cette puissance avec l'Angleterre et la Russie, et il apprît ces mouvements militaires au camp de Boulogne, où il était venu faire une répétition de la descente, pour tromper les Autrichiens et occuper les Anglais. En effet, sous ses yeux, ses équipages furent embarqués; le corps entier du maréchal Soult le fut pendant quarante-huit heures; une partie de l'avant-garde du maréchal Ney avait appareillé de Montreuil, et était entrée à Boulogne. L'empereur Napoléon savait aussi qu'au mépris de ses ordres formels, et au préjudice de la haute entreprise qui eût abattu l'orgueil et le despotisme de l'Angleterre, l'amiral Villeneuve avait conduit la flotte combinée dans les ports de l'Espagne; cependant il espérait encore que cet amiral, après avoir réuni l'escadre de Carthagène à la grande flotte espagnole et française, reprendrait la mer avec quarante-trois vaisseaux de ligne, et que, secondé par l'escadre du contre-amiral Lallemand, il se présenterait devant Brest, y bloquerait Gantheaume, arriverait dans le canal avec soixante-huit vaisseaux, et couvrirait le trajet de la flottille qui devait porter l'armée et la fortune du nouveau César. Dans l'état de dispersion où étaient les flottes anglaises, Cornwallis n'avait pas plus de quarante vaisseaux à opposer à cet im-

mense rassemblement de forces. Ainsi, malgré tant de chances contraires, malgré les fautes graves qui venaient de déranger les profondes conceptions du génie, l'expédition réussissait si l'amiral Villeneuve se hâtait de réparer, comme il le pouvait encore, les conséquences funestes de son inconcevable désobéissance aux ordres de l'Empereur.

Napoléon attendit pendant quelques jours l'arrivée de l'amiral; il les consacra avec son ardeur accoutumée à préparer tous les moyens de repousser une injuste agression, et d'en aller punir les auteurs jusque dans la capitale de l'Autriche. Un décret, rendu au camp impérial le 26 août, mit en activité soixante mille conscrits, dont trente mille de la réserve destinée à établir l'armée sur le pied de guerre, suivant la loi de recrutement. La France et l'Italie répondirent de toutes parts à l'appel de l'Empereur. En s'assurant une armée formidable, qu'il s'appretait à quitter pour voler en Allemagne, en veillant sur la conservation de nos flottes réparées, dues au dehors, et de nos immenses préparatifs d'invasion contre l'Angleterre, Napoléon improvisait dans sa pensée le vaste ensemble des mémorables opérations de la campagne militaire d'Austerlitz. Il est impossible d'omettre dans la vie de ce grand capitaine le fait rapporté à ce sujet par un homme dont personne ne récusera le témoignage. M. Daru était à Boulogne, remplissant les fonctions d'intendant-général de l'armée. Un matin, l'Empereur le fit appeler dans son cabinet; Daru le trouva transporté de colère, parcourant à grands pas son appartement, et ne rompant un morne silence que par des exclamations brusques et courtes..

« Quelle marine!... Quel amiral!... Quels sacrifices perdus!.... Mon espoir est déçu. Ce Villeneuve! au lieu d'être dans la Manche, il vient d'entrer au Ferrol! C'en est fait! Il y sera bloqué... Daru, mettez-vous là, écoutez et écrivez. » L'Empereur avait reçu de grand matin la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans un port d'Espagne; il avait vu sur-le-champ l'expédition d'Angleterre avortée; les immenses dépenses de la flotte et de la flottille perdues pour long-temps, pour toujours peut-être! Alors, dans l'empoiement d'une fureur qui ne permet pas même aux autres hommes de conserver leur jugement, il avait pris l'une des résolutions les plus hardies, et tracé l'un des plans de campagne les plus admirables qu'aueun conquérant ait pu concevoir à loisir et de sang-froid. Sans hésiter, sans s'arrêter, il dicta en entier le plan de la campagne d'Austerlitz, le départ de tous les corps d'armée, depuis le Hanovre et la Hollande jusqu'aux confins de l'ouest et du sud de la France; l'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises

et les attaques de vive force, les mouvemens divers de l'ennemi, tout fut prévu, la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que, sur une ligne de départ de deux cents lieues, des lignes d'opération de trois cents lieues de longueur furent suivies, d'après les indications primitives, jour par jour, et lieu par lieu, jusqu'à Munich. Au-delà de cette capitale, les époques seules éprouvèrent quelque altération, mais les lieux furent atteints, et l'ensemble du plan fut couronné d'un plein succès.

Dans le même moment où il allait mettre ses troupes en mouvement, sous le nom de *Grande armée*, substitué à celui d'*Armée d'Angleterre*, Napoléon chargeait son maréchal du palais, le général Duroc, de se rendre à Berlin pour s'assurer de la neutralité de la Prusse. Cette négociation fit triompher la diplomatie française, malgré les efforts des généraux russes, du prince de Metternich, et d'autres personnages non moins éminens, réunis à Berlin pour entraîner la cour de Prusse dans la coalition. Une armée de cent mille hommes, aux ordres du vieux maréchal de Mœlleudorff, sage conseiller du trône dans cette circonstance, et une réserve de cinquante mille, commandés par le roi lui-même, devaient garantir sa neutralité armée.

Avant de quitter Boulogne, l'Empereur érigea le Prytanée de Saint-Cyr en prytanée militaire français, à l'instar de l'École spéciale de Fontainebleau, où seraient reçus les élèves de Saint-Cyr. Le 4 septembre, l'Empereur est de retour à Paris; le roi de Naples y avait envoyé un négociateur qui régla, le 21, par un traité, sa neutralité désarmée.

Quant au traité qui liait la nouvelle coalition pour la coopération commune des forces de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Suède contre la France, il portait à plus de trois cent mille hommes les armées autrichiennes. Mais l'Autriche avait mal calculé l'emploi de ses troupes; elle ne rêvait que la conquête de l'Italie, tandis que Napoléon voulait arriver à Vienne par le Danube. La Russie s'était engagée à envoyer cent mille hommes en Allemagne pour la fin d'octobre. Elle croyait être en mesure assez tôt pour arrêter la marche du camp de Boulogne. Un autre corps devait de Corfou débarquer à Naples, s'y réunir aux Anglais et aux Napolitains, et s'avancer sur le Pô, tandis que l'archiduc Charles passerait l'Adige avec sa grosse armée. Un troisième corps anglo-russe se réunirait à l'armée suédoise commandée par le roi Gustave, et s'emparerait du Hanovre. Enfin, une quatrième armée russe, placée sur le Bug, non loin de Varsovie, était destinée à observer au moins la Prusse, et à contenir ou entraîner sa neutralité. En regard de ces masses immenses qui s'ébranlent

de toutes les extrémités de l'Europe, la France ne compte que deux cent trente-cinq mille combattans, mais dont cent soixante mille, divisés en sept corps sous Bernadotte, Davoust, Ney, Soult, Lannes, Augereau, Marmont, et la cavalerie sous Murat, recevront en Allemagne des ordres de Napoléon; ainsi la guerre n'est point douteuse pour lui au-delà du Rhin. L'invincible Masséna est son lieutenant en Italie. Le maréchal n'a, pour lutter contre l'archiduc Charles, que cinquante mille hommes, et les vingt-cinq mille de l'occupation napolitaine du général Gouvion Saint-Cyr. L'Empereur a adressé de Paris au maréchal, le 17 septembre, un plan de campagne par lequel il lui prescrivit de commencer les hostilités le 27. Toute l'Europe est en armes. La tâche de Masséna devenait difficile à remplir, car l'archiduc avait pour lui l'immense avantage du nombre et la force de la position. En outre, une flottille armée à Trieste et à Venise, appuyée par des frégates russes, se tenait prête à seconder, aux bouches du Pô et sur les côtes de l'Adriatique, les opérations de l'aile gauche du prince. Mais les Français allaient déployer de nouveau leur valeur sur le théâtre de leurs anciens exploits, et si Bonaparte l'Italie ne les conduisait plus, ils avaient pour eux l'audace, l'intrépidité, le caractère de l'enfant chéri de la Victoire, du héros de Rivoli, du vainqueur des Autrichiens dans vingt batailles couronnées par celle de Zurich.

Cependant Napoléon ne négligeait aucune occasion de donner des gages à l'Europe contre les souvenirs de la république. Le sénatus-consulte du 12 septembre avait rétabli l'usage du calendrier grégorien. Toutefois si l'Europe a cru triompher de la république au 18 brumaire, elle regrette sans doute à présent le Consulat et surtout le Directoire, quand elle voit deux grandes couronnes sur la tête du premier capitaine des temps modernes. Le gouvernement consulaire, sous Bonaparte, convenait mieux certainement à l'Europe et peut-être à la France. Le sceau de la république n'avait pas été brisé, la majesté de nos frontières était une loi qui ne pouvait être transgressée que pour les défendre, et les Français présentaient un peuple compacte que la prudence ordonnait de ne pas attaquer dans ses barrières naturelles.

Mais plus la haine se montre violente au-dehors contre l'Empereur, plus ardente, plus passionnée est l'exaltation de la France pour Napoléon. Le 25 septembre, il se rendit solennellement au Sénat, où son ministre des relations extérieures lut l'exposé de ses griefs contre la maison d'Autriche. Après cette lecture, deux sénatus-consultes furent proposés : l'un relatif à une levée de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1806, et le second à la

réorganisation des gardes nationales ; car dans les momens du danger, les gouvernemens, avertis par la nécessité, délaissés par le sentiment de leur salut, ont toujours eu recours depuis vingt ans à cette belle institution qui fait la force des empires, et que les étrangers ont imitée dans leurs dernières conjurations contre la France victorieuse. Le Sénat décréta les deux propositions et délégué à l'Empereur la nomination des officiers de la garde nationale. Des décrets impériaux devaient arrêter son organisation définitive ; ils parurent et appelèrent aux armes tous les Français depuis l'âge de vingt et un ans jusqu'à soixante. Les bataillons prirent le nom de cohortes ; cette immense conscription s'étendait sur tous les départemens limitrophes, depuis le Pas-de-Calais jusqu'au lac de Genève ; elle formait quatre arrondissemens dont les commandemens furent donnés à quatre sénateurs, les généraux Rampon, d'Abouville, les maréchaux Lefebvre et Kellermann ; ces deux maréchaux reçurent de plus le commandement de deux corps d'armée de réserve, l'un à Mayence, l'autre à Strasbourg. Un troisième corps gardait Boulogne sous les ordres du maréchal Brune ; trois camps volans de grenadiers devaient être établis à Rennes, dans la Veudee et au camp d'honneur de Marengo. Le général Collaud gardait Anvers et Flessingue. Le prince Louis prit le commandement en Belgique et en Hollande. Un enthousiasme extraordinaire exaltait l'esprit de l'armée ; c'est pour elle aussi qu'elle aime la guerre ; en se pressant autour de son Empereur, elle sait qu'elle soutient son propre ouvrage. Les gardes nationales se montrèrent fières d'être arrachées à leurs habitudes paisibles, et de prendre rang dans l'armée pour la défense du territoire.

Napoléon, parti de Paris le 24 septembre, était à Strasbourg le 27 ; le surlendemain il reçut de tous ses corps d'armée les renseignements les plus positifs et les plus satisfaisans. Déjà le prince Murat et le maréchal Lannes avaient passé le Rhin, et opéré le mouvement à l'aide duquel l'Empereur cherchait à faire croire au général Mack que nous voulions pénétrer en Souabe par les défilés de la Forêt-Noire, et gagner la tête des eaux du Danube, pour agir sur la rive droite. En même temps et d'un autre côté, les maréchaux Ney, Soult et Davoust, avaient marché, le premier sur Stuttgart, le second sur Heilborn, le troisième sur les hauteurs d'Ingelfingen et ensuite sur Oettingen au-delà du Neckar. Les autres corps avaient suivi le mouvement général sur chaque point qui leur était indiqué.

L'Empereur lui-même se trouvait le 1^{er} octobre sur la rive droite du Rhin, après avoir adressé à son armée une de ces proclamations qui ont pro-

phétisé pendant quinze ans la victoire, sans démentir les paroles du oracle inspiré par son génie. L'électeur et les princes de Bade vinrent à Etlingen au-devant de Napoléon, qui allait combattre pour la première fois sur le théâtre de nos triomphes républicains. L'électeur de Bavière mettait toutes ses espérances dans l'appui de Napoléon ; la cour de Bade, malgré son penchant pour la Russie, ne pouvait que s'en remettre à la même protection. Cette cour s'était vue obligée de transiger par un contingent de quatre mille hommes, qui obéit au drapeau français. La même opération avait eu lieu avec le duc de Hesse-Darmstadt. Mais il fallut imposer par les démonstrations de la force à l'électeur de Wurtemberg, et conquérir son alliance, peut-être en secret volontaire et du moins aussi conforme aux intérêts du prince que nécessitée par sa situation ; pressé entre deux armées, il était contraint de prendre un parti prompt et décisif. Ney avait dû ouvrir à coups de canon les portes de Stuttgart ; Napoléon employa quelques séductions auprès de l'électeur, conclut avec lui un traité qui nous donna un corps auxiliaire de huit mille hommes, et gagna un allié dont la fidélité lui fit toujours utile et jamais onéreuse.

Cependant Napoléon, pour assurer le succès du grand mouvement de son aile gauche qu'il débattait aux ennemis, et séparer le général Mack des renforts autrichiens et russes qui accouraient vers lui, dirigeait toutes ses divisions sur Nordlingen. Il fallait surtout que Bernadotte, avec un corps grossi des troupes gallo-bataves amenées par Marmont, marchât sur Wurtzbourg où la cour de Munich s'était réfugiée, y prit le commandement de l'armée havarosée forte de vingt-cinq mille hommes, et manœuvrât dans la même direction que les autres divisions. Le temps matériel manquait au maréchal pour se porter sur le Danube, à Ingolstadt, à moins qu'il ne violât les possessions prussiennes en Franconie. Napoléon n'ignorait pas les mauvaises dispositions de la Prusse, alors déclarée tout entière contre lui, le roi excepté ; il sentait les dangers de l'accession de cette puissance à la coalition, mais il savait aussi qu'elle nourrissait l'arrière-pensée d'obtenir le Hanovre pour prix de sa neutralité ; l'Empereur avait fait proposer au roi d'occuper et électoral pendant la guerre. Malgré cette démarche, dont l'intention était favorable aux vues de la Prusse, il ne pouvait se fier au caractère temporaire du cabinet de Berlin ; il prévoyait que l'audace et le succès d'une résolution qui frapperait un coup terrible sur les alliés, suspendraient au moins les graves effets des ressentimens les plus exaltés ; en conséquence, l'ordre de franchir le territoire d'Anspach et de Bareuth fut donné à Bernadotte

en ces termes : « Traverser ces territoires, éviter « d'y séjourner, faire beaucoup de protestations en « faveur de la Prusse, témoigner beaucoup d'atta- « chement pour elle, le plus d'égards qu'on pourra, « puis traverser ses possessions avec rapidité, en « alléguant l'impossibilité de faire autrement, parce « que cette impossibilité est réelle. » Ces précau- « tions, dictées par une raison prévoyante, les expli- « cations de M. Laforêt à Berlin et de M. Otto à Wurtzbourg, n'empêchèrent pas la Prusse de faire éclater son mécontentement et ses menaces; elle ouvrit la Silésie et ses autres provinces aux troupes russes pour se rendre à leur destination.

Pendant ce temps, le roi de Suède mettait à la solde des Anglais douze mille hommes qui devaient agir en Poméranie avec vingt-quatre mille Russes, aux ordres du général Tolstoy, que secourait une légion de Hanovriens, formée en Angleterre : la reprise de l'Électorat était le but de l'expédition. Ni ces orages élevés contre lui, ni le déploiement de toutes les forces de la monarchie de Frédéric, n'ébranlèrent Napoléon; de son côté, la Prusse ne se détermina pas à en venir aux dernières extrémités; elle paralysa même par sa contenance les efforts des alliés; la Prusse, enfin, temporisa par crainte, par intérêt et par une prudence dont elle n'aurait pas dû s'écarter. Mais pour les gouvernements, comme pour les particuliers, ce qu'il y a de plus rare au monde, c'est la persévérance dans les résolutions prises avec maturité; et de la mobilité comme de la faiblesse où elle prend souvent naissance, découle une foule de malheurs que la constance aurait presque toujours détournés.

Mack, doublement trompé, soit par les démon- « strations de Napoléon à l'entrée des gorges des mon- « tagues de la Forêt-Noire, soit par la marche rapide et le rassemblement vers Stuttgart de trois corps d'armée et de la garde impériale, avait également ignoré le mouvement circulaire de notre aile gauche, composée des autres corps, aux ordres des maré- « chaux Ney et Davoust, ainsi que celui du grand « parc d'artillerie sur Nordlingen. Il apprit enfin que le gros de l'armée française se portait sur le Da- « nube : à cette nouvelle, il concentra ses forces au- « tour de la ville d'Ultn, comme autrefois le vieux « feld-maréchal Kray l'avait fait devant le général « Moreau. Mais les positions respectives et surtout l'adversaire étaient changés; le génie de Napoléon « planait sur une vaste étendue, dirigeait avec auto- « rité les généraux, enflammait les soldats, rivaux « d'ardeur et de fidélité pour accomplir ses projets « avec la plus étonnante précision. C'est ainsi que « cent mille hommes se trouvèrent le même jour sur « la rive gauche du Danube, et le passèrent au même « instant, du 6 au 7 octobre, à Donawert, Neubourg

et Ingolstadt. Cette manœuvre, dont les proportions « croîtront encore dans la campagne de Russie, cou- « pait la ligne d'opération des Autrichiens, leur en- « levait toute possibilité de retraite par la Bavière, « et les renfermait dans cette partie de la Souabe, « entre les montagnes du Tyrol et le Danube. Pen- « dant l'exécution d'une si grande combinaison stra- « tégique, le reste de l'armée, d'abord réunie à « Stuttgart dans le dessein que l'on a vu, et chargée « ensuite de franchir le Danube à vingt ou trente « lieues au-dessous d'Ulm, allait prendre à revers la « ligne du Lech, et s'établir sur les derrières de l'en- « nemi. L'Empereur porta son quartier-général à « Donawert, le fit repasser le Lech au général Murat, « pour interrompre la communication entre Ulm et « Angsbourg.

Le passage du Danube, l'occupation d'une partie « de la Bavière, et la présence d'une armée française « qui fermait derrière lui le cercle tracé par Napo- « léon, frappent, à la fin, de stupeur le général au- « trichien; au milieu d'une telle surprise, il rassem- « ble ses troupes sur l'Ilser, dans le foi espoir de nous « rejeter au-delà du Danube, et de se défendre au « moins jusqu'à l'arrivée de la première armée russe. « Pour atteindre ce but, il veut s'emparer du pont de « Donawert avec un corps composé de douze batai- « llons de grenadiers arrivés du Tyrol, et soutenu par « quatre escadrons de cuirassiers d'Albert. Murat, « en marche avec sept mille hommes de cavalerie « pour Zusmarshausen, rencontre à Wertingen, à « quatre lieues de Donawert, ce corps d'élite : il ma- « nœuvre aussitôt pour l'entourer et lui couper la « retraite. Un combat opiniâtre s'engage entre les « Français et les ennemis; enfin, renforcé par le gé- « néral Oudinot, venu de Donawert à son secours, « Murat disperse la division autrichienne et lui fait « trois mille prisonniers. Nos soldats, d'abord impa- « tients d'essayer les armes impériales que tiennent « encore les mêmes mains qui avaient assuré le « triomphe de la cause républicaine, ensuite élec- « trisés déjà par les premiers exploits de la cam- « pagne, et pleins du sentiment de l'admirable po- « sition où leur général les a placés, se persuadent « plus fortement encore, après cette brillante affaire, « que la victoire est montée sur le trône en même « temps que Napoléon. L'Empereur récompense vo- « lement ses braves sur le champ de bataille. D'un « côté, nous tenus en échec le gros de l'armée au- « trichienne renfermée dans Ulm, de l'autre nous « faisons des progrès en Bavière. Au combat de Wer- « tingen succède le combat de Gausbourg : eu vain « les Autrichiens résistent avec acharnement, eu vain « le prince Ferdinand est accouru pour soutenir de « sa présence le courage des siens à défendre cette po- « sition; le maréchal Ney, secondé par l'héroïsme des

troupes, s'empare du pont et de la ville après avoir fait douze cents prisonniers, enlevé six pièces de canon et tué deux mille hommes aux ennemis. A la suite de cette action, le général Dupont, à qui Barrayat d'Illiers devait se réunir près d'Albeck, pour se porter ensemble sur Ulm, arrive seul au hameau d'Ilasslach; il trouve les escarpements de la place couronnés par une grande partie de l'armée autrichienne; vingt-cinq mille hommes sont devant lui; il n'en commande que sept mille. S'il recule un moment, il est perdu peut-être, lui et sa division: il n'hésite pas à aborder à la baïonnette les ennemis en marche pour l'envelopper, et renverse leur première ligne. Ce succès anime les troupes, en partie composées de conscrits; mais ces conscrits ont de beaux noms à soutenir, celui de l'incomparable 9^e légère, celui de la brave 32^e, toutes deux immortalisées en Italie. Aussi les attaques successives des Autrichiens sont repoussées avec une étonnante vigueur. Le village de Jungingen fut repris six fois par cette poignée de héros. Resté maître du champ de bataille, Dupont se retire avec plus de quatre mille prisonniers, nombre presque égal à ce qu'il avait encore de soldats après un combat si terrible, et reprend avant le jour la route de son camp d'Albeck.

Napoléon ne laisse aucun relâche à ses ennemis, résolu qu'il est de les acculer sur la place d'Ulm, et de cerner leur aile droite pour lui interdire toute communication avec le Tyrol. Le jour même de la prise de Gunsbourg, il se rend à Augsburg, d'où il envoie Soult sur Memmingen. Le maréchal eut une brillante rencontre avec un corps ennemi, et investit cette ville, défendue par le général Spangenberg, à la tête de neuf bataillons qui capitulèrent. Soult poursuit ses succès, repasse l'Isar et vient se placer devant Ulm. D'un côté de l'ouest, le maréchal Lannes achève le blocus de cette place, et donne la main au général Marmont, arrivé d'Augsbourg avec le deuxième corps, ainsi qu'à la garde impériale, commandée par le général Bessières, et à la division de grosse cavalerie du général d'Hautpoul, tous en position devant la ville menacée. Les annales militaires conserveront éternellement le souvenir de l'allocution que Napoléon, au milieu de la neige et du froid le plus vif, adressa sur le pont du Leeb aux Français et aux Hollandais formant le corps de Marmont. Il leur expliqua de la manière la plus précise la situation désespérée de l'ennemi, fruit de ses combinaisons et de la constance de l'armée à braver les plus grandes fatigues, leur annonça une bataille inévitable, et leur promit un triomphe certain. Jamais harangue prononcée dans des circonstances aussi défavorables à l'éloquence, ne produisit un pareil effet sur des troupes; ja-

mais les acclamations des soldats de César ne dépassèrent de plus assurés présages de la victoire à leur général.

Mack peut réunir encore soixante mille hommes, mais non pas affronter avec eux les Français, dans la position redoutable où ils sont vis-à-vis de lui. Il songe donc au moyen de sauver une partie de son armée avant l'entier investissement de la place. On délibère sur le parti à prendre: l'archiduc adopte celui d'essayer de gagner Nordlingen et de passer en Franconie, afin d'arriver à la frontière de Bohême avec un corps considérable. Pour exécuter ce mouvement, il faut forcer la position de Dupont. Les deux adversaires sont en présence et combattent avec fureur. Le prince s'établit devant Albeck.

Le 13 octobre au soir, l'armée se trouve auprès d'Ulm et partout en face de l'ennemi. L'empereur ordonne l'attaque générale pour le lendemain. Le 14 au matin, il va lui-même faire une reconnaissance: d'un côté, nos tirailleurs repoussent tous les avant-postes autrichiens; de l'autre, le maréchal Ney attaque les redoutables positions d'Elchingen que défendent quinze mille hommes et quarante pièces de canon; le pont est enlevé, malgré la vive résistance des Autrichiens, et traversé au pas de course par nos troupes. Bientôt Loudon, qui occupe Elchingen, voit ses soldats eulbutés et poursuivis jusqu'au pied de ses retranchemens; il perd trois mille prisonniers, des drapeaux, plusieurs pièces d'artillerie. Deux régimens ont péri presque en entier; deux bataillons, enfoncés par le 3^e régiment de hussards, mettent bas les armes. Ces nouveaux lauriers qui viennent de ceindre le front du brave des braves, sont chèrement achetés, et le nom d'Elchingen rappellera au maréchal Ney l'un de ses plus grands périls dans l'un de ses plus beaux faits d'armes. Pendant cette brillante et rude action, l'archiduc se préparait à effectuer sa retraite avec deux divisions sous la conduite des généraux de Werneck et de Hohenzollern, et une réserve de cavalerie sous son commandement, qui devaient se réunir à Nordlingen.

Cependant Napoléon prescrit à Dupont de rejeter dans Ulm tout ce qu'il rencontrera; mais les rapports de ce général, fortement menacé entre Albeck et Langenan par les 25,000 hommes du général Werneck, qui n'a pu regagner Ulm après le combat d'Elchingen, décident l'empereur à envoyer sur les lieux le général Mouton, l'un de ses aides-de-camp. Mouton arrive au moment où le combat va commencer, et essaie d'arrêter le général Dupont. Celui-ci, malgré l'énorme disproportion de ses forces, persiste à exécuter les ordres positifs qu'il a reçus. Après une heure d'une lutte inégale

et meurtrière, Napoléon, instruit du véritable état des choses, détache deux divisions d'infanterie et la cavalerie de Murat au secours de la division engagée dans un si grand danger; l'ennemi est écrasé, et l'archiduc, séparé du corps de Werneck qu'il veut rejoindre, est réduit à sortir d'Ulm et à fuir sur Aalen, pendant la nuit, avec cinq mille chevaux. Murat s'attache à la poursuite de Werneck et de l'archiduc. Toutes les opérations marchent simultanément : sur la rive droite du Danube, le maréchal Lannes emporte la tête de pont de la ville d'Ulm avec tant de vivacité, que la cavalerie autrichienne peut à peine rentrer dans la place; le même jour, le général Marmont complète le blocus sur la rive droite.

Napoléon voit tout de son quartier-général, établi à l'abbaye d'Elchingen. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, il fait passer le Danube, sur le pont de cette ville, au maréchal Lannes, qui va se réunir au maréchal Ney pour assaillir, sur la rive gauche, des hauteurs garnies de redoutes et de retranchemens par le général Maek afin de couvrir Ulm de ce côté. Le mouvement commença à deux heures du matin. L'Empereur, au milieu de ses soldats, partage leurs fatigues et dirige les manœuvres; à la pointe du jour, il se rend au bameu d'Hasslach avec sa garde. Par ses ordres, le général Bertrand attaque et force le Michels-Berg, tandis que le maréchal Ney rejette dans les faubourgs les troupes qui s'appuyaient à cette position. Napoléon s'avance vers elles suivi de son escorte, et s'obstine à ne pas s'éloigner d'une batterie de cinq pièces de canon, tout à coup démasquées, et qui tirent à demi-portée. Lannes saisit la bride du cheval de l'Empereur, pour l'obliger à s'éloigner. Napoléon veut arrêter Ney, exposé à un feu terrible, et le contraindre à attendre l'arrivée du maréchal Lannes à la même hauteur, sur son flanc gauche. L'intrépide Ney se refuse à partager la gloire; d'ailleurs il a prévu l'attaque ennemie. Sous la conduite de Suchet, le général Claparède, le colonel Vedel, font des prodiges, et si leur mouvement est secondé par de plus grandes forces, peut-être la ville sera prise d'assaut; mais une double sortie de l'ennemi arrête ces braves, et leur coûte beaucoup d'officiers et de soldats.

Napoléon arrive sur le penchant de l'escarpement du Michels-Berg, contemple à ses pieds la ville d'Ulm dominée de toutes parts, à demi-portée de canon, par nos positions, et l'armée autrichienne enfermée dans les murs de cette place, et ne pouvant désormais la quitter qu'avec la permission du vainqueur. Ses desseins sont accomplis, il fait retirer ses troupes engagées trop avant, rétablit l'ordre dans toutes les communications, et attend

l'événement avec une patience vigilante, sans vouloir céder aux cris de ses soldats qui demandent l'assaut. Il désire épargner du sang : il préfère le parti d'user de son ascendant pour déterminer les Autrichiens à se rendre, à la cruelle résolution de détruire à la fois une grande ville et une valeureuse armée trahie par la fortune, ou plutôt par l'imprudence et l'incapacité de son chef. C'est avec l'affreuse perspective d'un malheur pareil à celui de Jaffa, qu'il teute de persuader, d'abord le général Maek, et ensuite le prince de Lichtenstein, de la nécessité de capituler. L'ennemi hésite : ou canonne la place pendant vingt-quatre heures; les fascines, les échelles, les troupes, tout est prêt pour l'assaut. Maek essaie de dissimuler sa position par un ordre du jour menaçant pour ceux qui parleraient de reddition; mais le lendemain 17, il se présente au quartier-général français, et accepte la capitulation, motivée sur la situation désespérée de son armée.

Cependant Murat n'a point abandonné la poursuite de l'archiduc; le 16 octobre, il rencontre au village de Languennau l'arrière-garde du corps de Werneck, et lui enlève trois mille hommes, tandis que l'Empereur ordonne au maréchal Lannes de se porter sur Aalen et Nordlingen pour couper à l'ennemi la route du Danube. Une autre rencontre de Murat avec Werneck, sur le pont de Keresheim, nous donne encore douze cents prisonniers. L'archiduc, qui venait d'arriver au moment même, n'a que le temps de monter à cheval et d'abandonner son corps d'armée. Enfin, le 18 octobre, les huit mille hommes qui restent au général Werneck déposent les armes. Pour mettre le comble à tant de revers, un convoi de cinq cents voitures, attaché à cette armée, tombe entre les mains des dragons du général Fauconnet. Deux mille cavaliers environ, voilà tout ce qui reste à l'archiduc des vingt-cinq mille hommes qu'il avait fait sortir d'Ulm pour la défense d'Elchingen. Le 17, il s'était encore séparé de Werneck, et avait pris la route de Nuremberg. Ce fut ainsi que ce prince eut le bonheur d'échapper aux mesures de Napoléon pour le rejeter dans la direction de Murat, et à l'ajouter aux immenses trophées de la victoire.

Ces succès, presque incroyables, ayant été communiqués par Napoléon lui-même au feld-maréchal Maek, qu'il appela à son quartier-général le 18 octobre, il se détermina à rendre la ville, sous la condition qu'elle serait occupée par le corps du maréchal Ney, qui pouvait plus facilement la défendre que l'investir. Maek avait tellement perdu la tête, qu'au lieu de retenir encore pendant six jours devant Ulm les corps de Sout, de Marmont, et la garde impériale, il se décida à remettre cette place

le lendemain. Le 19, trente mille hommes conduits par seize généraux, soixante pièces de canon, quarante drapeaux et trois mille chevaux, défilèrent devant l'armée française, en bataille sur les hauteurs du Michels-Berg et du Frauenberg. Napoléon, entouré de son état-major et de sa garde, s'enivra en secret d'un triomphe encore inconnu pour lui parmi ses plus éclatantes victoires d'Italie et d'Égypte. Il traita les vaincus avec une noble bienveillance, non pas toutefois sans laisser tomber, en s'entretenant avec les généraux ennemis, quelques-unes de ces paroles menaçantes qui ressemblaient à des oracles dans la bouche d'un homme accoutumé à réaliser les promesses de son génie, et à déconcerter par des merveilles inattendues tous les calculs de la prudence humaine.

Au moment même de ces succès inouis, Napoléon, qui, dans de plus grands intérêts que ceux d'une vaine ambition de suffrages, avait toujours, au milieu de ses plus lointaines expéditions, les yeux fixés sur Paris, donnait aux magistrats de la capitale des drapeaux et deux pièces de canon prises au combat de Wertingen : il faisait aussi hommage au Sénat de quarante drapeaux enlevés à l'ennemi dans les affaires qui avaient suivi ce combat. Le message parlait encore plus à la nation qu'aux sénateurs ; c'était un appel adressé par la gloire au courage de la jeunesse française. Avant notre départ du quartier-général d'Ulm, des décrets utiles et une proclamation qui n'a peut-être point sa pareille dans la vie d'aucun illustre capitaine, parce qu'elle retracé les suites admirables d'une conception déclarée infaillible par des résultats prévus et annoncés d'avance, acquittèrent la reconnaissance de Napoléon envers l'armée.

Cependant la violation du territoire prussien avait beaucoup accru la prépondérance du parti russe à Berlin. Alexandre était venu en personne aigrir les mécontentemens du roi : pour ajouter à ces mauvaises dispositions, l'archiduc Antoine, aussitôt après la défaite d'Ulm, accourut avec la mission de représenter aux deux souverains l'urgence des secours réclamés par la maison d'Autriche. Deux jours après son arrivée eut lieu, le 25 octobre, entre Alexandre et Frédéric-Guillaume, un traité mystérieux qui fut en quelque sorte renouvelé et étendu sur la tombe du grand Frédéric, à Potsdam. Ce traité, ce serment, avaient des racines plus profondes qu'on ne le crut alors : ils étaient inspirés par ce jésuitisme politique qui attacha constamment une restriction mentale à toutes les conventions que l'Europe conclut avec Napoléon, depuis celles de Lunéville et d'Amiens.

L'alliance de la mysticité russe et prussienne, qui eut une influence si forte sur le sort de la France et

de l'Europe, date de la scène de Potsdam. Alexandre fut le grand-prêtre de cette religiosité qui devait mourir avec lui, et dont le caractère,irement personnel à ce prince, n'a obtenu de place dans l'histoire que parce que son fondateur, était, après Napoléon, le monarque le plus puissant de la chrétienté. Le nom de Sainte-Alliance est une des plus singulières audaces du pouvoir dans ce siècle tout philosophique, et il a fallu la tension continue de toutes les forces physiques des gouvernemens pour soutenir pendant quelques années le crédit de cette étrange parodie des droits de l'homme. Cette bizarre fiction du despotisme a expiré sans conviction devant la nécessité du temps ; elle reste moquée à présent par ses propres déserteurs, comme le sont toujours les aberrations de la politique par la raison universelle. L'arc ne s'est point brisé, il s'est détaché de lui-même, quand la mort a eu glacé le bras qui le tenait encore.

Tandis que l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Angleterre, intervenue par ses envoyés pour régler les subsides destinés à solder la coopération de cette dernière puissance, préparaient notre ruine, Napoléon, à l'exemple de César, ne s'arrêta qu'un moment à Munich, qui le reçut en libérateur, et poursuivit le cours de sa fortune ; déjà toutes ses divisions, arrivées simultanément aux différens points désignés, ont franchi l'Inn, malgré toutes les démonstrations et même les efforts d'une vive résistance. Soult, Lannes et Murat sont allés au-devant des Russes. Le 28 octobre, Lannes occupe Braunau, place importante pour nous, où il s'empara de magasins considérables. Le 30, Murat, qui n'a pas laissé un moment de repos au prince Ferdinand, après l'avoir encore battu entre Furth et Nuremberg, atteint de nouveau son arrière-garde à Mehrenbach. L'archiduc lui a échappé et a pu se retirer en Bohême. Il ne reste plus de l'armée de ce prince que la division Jellachich, qui s'est jetée dans le Tyrol et qui bientôt capitulera entre les mains d'Augereau. Bernadotte est entré dans Salzbourg. Le 4 novembre, Murat et Lannes dispersent une arrière-garde russe à Amstetten : le même jour, Davoust occupe Steyr dans la Basse-Autriche, et Vicence ouvre ses portes à l'armée d'Italie. Masséna a déjà fait capituler un corps autrichien. L'archiduc Charles aussi a commencé sa retraite. Le 7, Ney délivre le Tyrol de l'armée de l'archiduc Jean, et se rend maître des villes de Hall et d'Innsbruck. Trois jours après, Davoust renverse, au combat de Marienell, le corps du Meerfeldt, tandis que Marmont arrive à Léoben. Cette petite ville rappelle à Napoléon le plus beau souvenir de l'immortelle campagne d'Italie, le traité de Campo-Formio, la paix donnée à l'empereur d'Autriche

par le général Bonaparte. Mais cette fois l'empereur des Français veut aller à Vienne, car à présent il lui reste à faire sa fortune de souverain; et c'est dans les capitales des empires qu'il forcera l'Europe à respecter son titre impérial.

Le 11, un terrible combat de Diernstein, le maréchal Mortier cueille une des plus belles palmes de cette guerre mémorable : il n'a que cinq mille soldats, et rencontre dans un défilé l'arrière-garde russe forte de vingt-cinq mille hommes. L'action dure depuis six heures du matin jusqu'à quatre heures du soir. Le maréchal tue à l'ennemi deux mille hommes, fait neuf cents prisonniers, prend six drapeaux et six pièces de canon, se fraie un passage au travers des colonnes russes, et rejoint l'armée avec sa troupe héroïque sur la rive droite du Danube.

Le 13, les bourgeois de Vienne reçoivent le vainqueur dans leurs murs. La capitale est occupée, mais elle n'est pas la monarchie : l'Autriche a transporté ailleurs le champ de bataille. Napoléon négligea depuis le grand avis que lui donnait alors un ancien monarque : il oublia au jour du malheur qu'un empire a ses pénates partout où il possède encore une armée, et qu'un camp est la véritable capitale d'un État envahi.

Cependant l'archiduc Charles a dû abandonner toutes ses positions de la première guerre d'Italie. Le 13 novembre, Masséna avait passé le Tagliamento; le 14, Ney était à Trente : le Haut-Adige, l'Isongo, Gradisca, Udine, Palma-Nova, Goritz, ont revu les troupes françaises. De son côté, le maréchal Saint-Cyr obtient à Castel-Franco un brillant avantage, à la suite duquel un corps de sept mille hommes, commandé par le prince de Rohau, est contraint de se rendre. Dans la Forêt-Noire, Augereau s'empare de Lindau, de Bergen, de Feldkirch. Lanus et Murat chassent l'armée russe d'Hollabrunn. Là commence la diplomatie militaire des deux alliés. A Hollabrunn, un parlementaire autrichien demande qu'il soit permis aux troupes autrichiennes de se séparer des Russes : Murat l'accorde. Peu après, un aide-de-camp de l'empereur de Russie vient solliciter une capitulation pour l'armée russe : Murat y consent. Mais Napoléon déclare qu'il veut la ratification d'Alexandre. Le 27 novembre, l'empereur François, qui s'est retiré à Olmütz, dépêche M. de Stadion et de Giulay, munis de pleins pouvoirs pour négocier avec Napoléon, qui offre préalablement un armistice afin d'arrêter l'effusion du sang. Il reconnaît bientôt que toutes ces démarches de ses ennemis ne sont que des ruses de guerre dont le but est de laisser à une troisième armée russe le temps d'arriver. Le 28 novembre, la seconde armée russe fait sa jonction à Wischau

avec le maréchal Kutusoff. Napoléon envoie complimenter Alexandre à Wischau, et proposer une entrevue à ce prince, qui lui adresse son aide-de-camp Dolgorouki. Napoléon venait de faire à dessein un mouvement rétrograde de trois lieues. Dolgorouki le trouve occupé à fortifier sa nouvelle position, et il retourne prophétiser à son maître la ruine de l'armée française. Les Russes saisissent ardemment cette ridicule espérance : ils voient Napoléon égaré par la victoire à deux cents lieues de sa frontière, au centre de la Moravie, opérant sur un espace de quatre-vingt-dix lieues en pays ennemi; menacé à sa gauche par la Bohême, à sa droite par la Hongrie, inquiet de plus par l'accession secrète de la Prusse et par la fermentation du peuple de Vienne. Napoléon juge autrement sa situation; il n'a pas commis l'imprudence de rester à Vienne, où il pourrait être attaqué en même temps d'un côté par l'archiduc, qui revient d'Italie presque à marches forcées, et de l'autre par l'armée russe, qui accourt de la Moravie. Le grand homme de guerre s'est bien défendu de s'endormir dans une capitale que son adversaire a résolu de lui abandonner. Il calcule les marches de l'archiduc et court se porter sur Brünn, où il arrivera avant les Russes. « *De là, dit-il, je choisirai mon moment et mon ennemi.* » En effet, sa ligne de communication était aussi sûre et aussi courte par la gauche du Danube, sur Linz, qu'il avait fait fortifier, que sur Vienne par la droite du fleuve : il pouvait donc la changer à volonté. Vainqueur, il la conservait sur Vienne; vaincu, il effectuait sa retraite, sa droite appuyée aux montagnes de la Bohême, et sa gauche à la rive gauche du Danube. Mais, aveuglés par leur présomption, les alliés croient prendre Napoléon en flagrant délit; ils voient tout l'armée française compromise, s'ils parviennent à couper la communication sur Nicolsbourg. Napoléon le savait avant eux : c'était cette manœuvre de flanc qu'il parut avoir préméditée, quand, parvenu sous Brünn, dans la plaine d'Austerlitz, il avait dit à ses généraux : « *Étudiez ce champ de bataille; dans huit jours nous y verrons l'ennemi.* »

Soit confiance dans les ressources de son génie, soit prévision de la double faute que les alliés allaient commettre en venant l'attaquer prématurément sur le champ de bataille qu'il avait choisi lui-même, et eu manœuvrant par leur gauche, comme il le désirait avec tant d'ardeur, Napoléon attend la victoire; elle ne trompera pas son espérance. Le 28 novembre, les coalisés sont en-deçà de Wischau, et commencent le fatal mouvement que Napoléon leur a, pour ainsi dire, inspiré par une feinte retraite. Les jours suivans, ce mouvement continue. Le 1^{er} décembre, les ennemis se trouvent sous

les armes en face de nous. A la nouvelle de leur marche, Napoléon réunit sous sa main toutes les troupes dont il a besoin, et établit sa ligne de bataille, la droite au lac de Menitz, la gauche au pied des montagnes, entre les deux bassins de la Schwarza et de la March. Cette ligne a devant elle le Santon, position élevée d'où Napoléon peut embrasser à la fois toutes les opérations. Le 30 novembre, en parcourant les hauteurs de Pratzon, il avait dit à ses généraux, au sujet de cette belle position comparée à celle du Santon : « Si je voulais empêcher l'ennemi de passer, c'est ici que je me placerais ; mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire : si au contraire, je resserre ma droite et la retire vers Brünn, et que les Russes abandonnent ces hauteurs, ils sont perdus sans ressource. »

Nous devions combattre sous les plus heureux auspices : Trieste s'était rendue à Masséna, et, par la plus glorieuse comme la plus savante combinaison, les armées françaises d'Allemagne et d'Italie avaient, le 29 novembre, uni leurs lauriers à Klagenfurth. Le sort de la monarchie autrichienne allait être décidé dans les plaines de la Moravie, autour d'une petite ville à deux lieues de Brünn.

Le 1^{er} décembre, Napoléon voit avec une indécible joie les Russes, animés de la plus funeste confiance, exécuter en plein jour leur mouvement de flanc pour tourner notre droite. Il s'écrie à plusieurs reprises : « *Avant demain au soir, cette armée est à moi* ; » et dans ce moment même, il dicte une proclamation qui met les troupes dans la confiance des projets de l'ennemi et du succès assuré de nos efforts. Le soir, il veut visiter incognito les bivacs de son armée ; mais, reconnu dès les premiers pas, soudain toute la ligne est éclairée par des feux de paille, et nos soldats, transportés d'allégresse, célèbrent ainsi le premier anniversaire du couronnement.

De retour à son bivac, Napoléon fait sur-le-champ des dispositions. Davoust se dirige vers Raygerd pour contenir l'aile gauche des alliés ; Murat est à la tête de toute notre cavalerie ; Bernadotte commande le centre ; Soult la droite, où l'effort doit être décisif ; Lannes défend la gauche, et appuie l'une de ses ailes au Santon, que l'Empereur a fait fortifier et armer de dix-huit pièces de canon, sous la garde du 17^e régiment d'infanterie légère. Cette position est la clef de toutes les opérations offensives. Napoléon se trouve en réserve avec les dix bataillons de sa garde et les dix bataillons de grenadiers du général Oudinot. Enfin, le 2 décembre, le soleil se lève : entouré de ses maréchaux, l'Empereur attend, pour donner ses derniers ordres, que l'horizon soit tout-à-fait éclairci. Chacun se rend à son poste : « Soldats ! dit Napoléon en passant sur le

« front de bandière de plusieurs régimens, il faut « finir cette campagne par un coup de tonnerre ; » et le combat commence aux cris de *vive l'Empereur !* A sept heures du matin, l'armée combinée quitte les hauteurs de Pratzon : le mouvement des alliés est décidé ; l'Empereur le voit, et veut d'abord que le maréchal Soult, qu'il avait placé la veille en avant des défilés avec ses troupes toutes prêtes, aille s'emparer de la position ; mais il croit devoir suspendre encore cette manœuvre. Cependant une violente canonnade s'entend vers la droite, que les Russes débordent déjà et qu'ils pensent avoir tournée : Davoust, accouru sur l'avis du général Margaron, fait tête à Buxhowden, vers Telnitz et Soconiltz, avec une admirable constance ; de brillans succès récompensèrent ses efforts. De son côté, Soult reçoit l'ordre d'attaquer les hauteurs en arrière et à gauche du plateau de Praizen. En vain Kutusoff, qui reconnoît l'énormité de sa faute et qui sent l'importance de cette position, veut la reprendre et la garder au prix des plus grands sacrifices : il est forcé, après deux heures de la lutte la plus opiniâtre, de nous abandonner les hauteurs avec toute l'artillerie qui les couronne. Dès ce moment nous occupons le centre et la gauche de l'ennemi, qui se trouvent coupés du corps de bataille ; et tout espoir de rétablir les affaires est perdu pour les coalisés.

Toutes nos opérations marchaient de front ; Soult et Lannes s'avançaient, l'un vers les hauteurs de Blasowitz, l'autre en avant sur sa gauche dans la direction de Bosenitz, pour démasquer la cavalerie de Murat, qu'il devait soutenir ensuite de concert avec des divisions de Bernadotte, à l'attaque simultanée de Blasowitz par les deux maréchaux. Grâce à cette union des deux armes, les Français s'emparèrent successivement des hauteurs de Blasowitz, des positions de Kruh et Hollarhit. A la droite, au centre, à la gauche, partout le succès répondit au courage de nos troupes, et les lieutenans de l'Empereur se montrèrent également dignes de suivre les inspirations d'un si grand capitaine.

Les débris de l'aile droite des ennemis, enfoncée, prisonnière ou détruite, nous ont laissés maîtres du champ de bataille ; mais ils tentent de ressaisir l'avantage au centre. à l'aide de leur réserve et de la cavalerie de la garde impériale russe. Déjà même cette cavalerie avait renversé et dispersé deux bataillons des plus braves de l'armée française, emportés troploin par leur ardeur. Napoléon l'apprend, envoie une portion de la cavalerie de sa garde, sous le commandement du général Rapp : un combat terrible s'engage, et, malgré tous leurs efforts, les Russes sont obligés de céder à la constance et à l'impétuosité des vétérans de l'armée : en un clin d'œil,

canons, artillerie, étendards, tout tombe en notre pouvoir. Un instant plus tard, le prince Constantin était au nombre des prisonniers. Les deux empereurs de Russie et d'Autriche voyaient ce désastre des hanteurs d'Austerlitz. C'est dans la plaine de ce nom, qu'après la défaite de leur droite et de leur centre, les restes de leur aile gauche se trouvent enveloppés par suite des manœuvres de Napoléon et de la rapide exécution de ses ordres; c'est là que s'achève la ruine de l'ennemi. Écrasés par l'artillerie qui plonge sur elles, pressés de tous côtés par des attaques différentes, acculés à un lac dans un bas-fond, enfermés dans un cercle de feu, ses divisions périsent, déposent les armes, ou se noient en voulant fuir sur la glace, qui rompt sous leur poids. Quinze mille hommes tués, un nombre énorme de blessés, environ vingt mille prisonniers, quarante drapeaux, près de deux cents pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie, tous les gros équipages, une quantité de chevaux, voilà les fruits de cette immortelle journée.

L'intrépide Rapp se distingue à Austerlitz, entre tous ses rivaux, par des prodiges de valeur; c'est ce général qui vint tout sanglant, son sabre brisé, son cheval couvert de blessures, annoncer à l'Empereur le succès de la charge décisive contre la garde impériale russe. Le peintre Gérard a choisi ce brillant épisode, pour immortaliser aussi sur la toile la plus belle victoire peut-être, et sans doute la plus importante par ses résultats, que Napoléon ait remportée sur ses ennemis.

Le 4 décembre, l'empereur François vint saluer le vainqueur à son bivouac : « *Je n'habite point d'autre palais depuis deux mois, lui dit Napoléon. — Vous avez si bien tiré parti de cette habitation, reprend François II, qu'elle doit vous plaire;* » et il lui demanda la paix. La veille de la bataille, le comte de Haugwitz était arrivé à Brünn, presque au moment où les Russes attaquaient l'avant-garde française. Il était chargé d'obtenir satisfaction de Napoléon pour la violation du territoire d'Anspach par Bernadotte. La Prusse s'était mise sous les armes depuis le traité de Potsdam du 3 novembre. Napoléon, apprenant le mouvement offensif des Russes, engagea Haugwitz à aller à Vienne attendre sa réponse. Le surlendemain, Haugwitz, de retour, se vit forcé de changer de langage, et, en effet, comme il félicitait Napoléon sur la victoire d'Austerlitz : *Fottù, répliqua ce prince, un compliment dont la fortune a changé l'adresse.* C'était répondre d'une manière piquante au traité sentimental juré sur la tombe du grand Frédéric, entre Alexandre et Frédéric-Guillaume. Le général Savary alla instruire l'empereur de Russie de la capitulation convenue entre François et Napoléon. L'armée russe était cernée : Alexandre

souscrivit aux conditions qui l'obligeaient à se retirer par journées d'étape, et à évacuer l'Autriche et la Pologne. On assure que ce grand saut-couduit comprenait ce prince personnellement. Il résulte d'une autre version que Murat s'étant trompé dans la direction que Napoléon lui avait donnée pour fermer le chemin à l'armée russe, cette armée était entièrement libre ou d'effectuer sa retraite ou même de continuer la guerre. Napoléon avait alors d'autant plus intérêt à se défaire promptement, et à tout prix, d'Alexandre et de son armée, que l'archiduc Charles se trouvait déjà fort près du Danube, qu'il pouvait soulever la Hongrie, que les réserves de l'ennemi n'étaient pas loin d'Olmütz, que l'archiduc Ferdinand guerroyait avec succès contre les Bavares du général Wrède, et enfin que cent mille Prussiens, rassemblés en Saxe, n'attendaient qu'un signal pour entrer en Franconie. Quoi qu'il en soit, l'empereur Alexandre reprit, dans la nuit du 4 au 5 décembre, la route de ses États.

Le 6, on publia solennellement l'armistice d'Austerlitz, et la ville de Presbourg fut choisie pour la réunion des plénipotentiaires français et autrichiens. Le même jour, deux beaux décrets honorèrent le vainqueur. Il voyait avec douleur les rangs de sa grande armée éclaircis par la perte d'une foule de braves : il accorda 6,000 fr. de pension aux veuves des généraux tués à Austerlitz; 2,400 fr. à celles des colonels et des majors; à celles des capitaines, 1,200 fr.; à celles des lieutenants et sous-lieutenants, 800 fr.; et 200 fr. aux veuves des soldats. Par un autre décret, l'Empereur adopta leurs enfants; ils devaient être élevés et établis à ses frais; il leur permit de joindre à leurs noms celui de Napoléon.

Le 15, le vainqueur est complimenté solennellement à Schönbrunn, par les maires de Paris, et leur remet quarante-cinq drapeaux pris à Austerlitz, qui orneront les voûtes de l'église métropolitaine. Le 18, par une convention provisoire signée à Vienne, la Prusse abandonne à la France les pays d'Anspach, de Clèves, le duché de Berg, dont Napoléon dote le prince Murat, et la principauté de Neuchâtel, qui doit récompenser les services de son chef d'état-major d'Italie, d'Égypte et d'Allemagne. La Prusse reçoit en indemnité l'électorat de Bavière. Le 26, par le traité de Presbourg entre la France et l'Autriche, Napoléon, reconnu roi d'Italie, fait céder à sa nouvelle couronne les États de Venise, la Dalmatie, ainsi que l'Albanie. L'électeur de Bavière ajoute à ses États le Tyrol et l'inn Viertel, appartenant à l'Autriche, et le pays d'Anspach, appartenant à la Prusse. La Souabe autrichienne est partagée entre le duc de Wurtemberg et le margrave de Bade. Le pays de Wurtemberg est donné au grand-

duc de Toscane, qui renonce à celui de Saltzbong en faveur de l'Autriche.

Pour récompenser la courageuse fidélité des deux premiers souverains, Napoléon les fait rois. Ces royautés dateront à jamais de la seconde année du règne de Napoléon. Il fait plus : il force l'Autriche de rendre aux Bavaïrois les canons et les drapeaux pris par elle en 1740. Le margrave de Bade reçoit le titre de grand-duc.

Le 27 décembre, une proclamation relative à ses desseins sur le trône de Naples, apprend à l'Europe qu'il le destine à son frère Joseph. Naples, malgré le traité du 21 septembre, n'a pas cessé d'ouvrir ses ports aux Anglais. Vers le milieu de novembre, douze mille Russes et six mille Anglais étaient entrés dans la rade de cette capitale, où les attendait une armée de vingt-cinq mille Napolitains. Naples avait dû plusieurs fois son salut à l'intervention de l'Espagne, du Saint-Siège, et à celle de l'empereur Paul. Cette puissance s'était jointe constamment des traités implorés par sa faiblesse, et notamment de celui que le roi avait ratifié le 8 octobre précédent. Tant de perfidie doit recevoir un bâtiment qui l'empêche de se reproduire. Enfin l'Empereur donne de sa main victorieuse et libératrice, à son fils adoptif, reconnu prince et vice-roi d'Italie, la belle princesse royale de Bavière, et le déclare son successeur à la couronne de Milan, s'il meurt sans postérité.

Telle fut l'issue de la neuvième campagne de Napoléon ; ainsi se dénoua la troisième coalition. En vain les puissances qui l'ont formée, l'Angleterre, la Suède et la Russie, persisteront à ne point traiter comme empereur des Français, roi d'Italie, ce Napoléon qui vient de ceindre le diadème à deux princes allemands, et qui prend trois souverains dans sa famille. Jamais on ne mit le fait à la place du droit d'une manière plus énergique : il paraissait donc singulier aux publicistes de voir les monarches d'Angleterre, de Suède et de Russie, s'opiniâtrer à ne pas sanctionner la double élection de Napoléon par le peuple français et par le peuple italien. Ces monarches ne pouvaient cependant pas avoir oublié leur origine royale, ni montrer des titres aussi incontestables et aussi puissants que ceux de Napoléon à l'admiration et à la confiance des nations. La défaite de deux empereurs, maîtres de la moitié du continent, établissait suffisamment au moins la légitimité du champ de bataille. Toutefois le descendant de Romanoff s'était refusé à ratifier l'armistice d'Austerlitz. Trop éloigné du centre de l'Europe pour être forcé de consentir à partager l'humiliation de la cour de Vienne, il avait repris rapidement la route de sa capitale ; heureux d'avoir profité de la générosité de Napoléon, il laissait indécise entre ce prince et lui, non la question de la guerre, mais

celle de sa prolongation. Le cabinet russe n'en reconnaitra pas moins un jour, dans le traité que M. de Talleyrand vient de signer à Presbourg avec le prince Jean de Liechtenstein et le comte de Giulay, l'idée mère de cette confédération germanique qui, sous le nom de confédération du Rhin, est destinée à étendre la frontière armée de la France jusqu'aux bords de l'Elbe, contre la puissance russe, et à jouer un rôle si actif et si important dans les affaires de l'empire français.

La neuvième campagne de Napoléon, la plus mémorable par ses résultats de toutes celles qui illustrèrent jusqu'à la fin le règne du grand capitaine, avait en soixante jours transporté cent soixante mille Français d'un petit port de la Manche et de la Péninsule italique aux sources du Danube, aux défilés des montagnes Noires, de là aux monts Krapachs et aux glaciers d'où sort la Vistule ; elle avait vu Napoléon, vainqueur des deux empereurs, rendre à l'un ses États, à l'autre son armée ; distribuer des couronnes à ses alliés, des souverainetés à ses généraux.

Mais si un nouvel empire d'Occident semble renaitre à la voix du héros d'Austerlitz, le sceptre des mers reste sans partage à son implacable ennemi. La politique de l'Angleterre, à qui Napoléon doit tant de trophées et de grandeur, peut se consoler aussi par d'éclatans triomphes de la hante fortune de l'homme qu'elle a dévoué à la gloire et à la vengeance. Sans la campagne du vice-amiral Missiessy, qui, parti de Rochefort le 11 janvier, avait débarqué des munitions à la Martinique, fait à la Dominique une descente heureuse, ravitaillé la Guadeloupe, ravagé quelques îles anglaises, et enfin débloqué Santo-Domingo, la marine française en 1805 ne compterait que des revers. Après le déplorable échec qu'essuyèrent, le 22 juillet, au cap Finistère, les flottes combinées française et espagnole contre la flotte anglaise, le 21 octobre, l'Angleterre avait gagné sa bataille d'Austerlitz au cap Trafalgar contre les deux alliés. Nelson commandait vingt-huit vaisseaux ; Villeneuve, dix-huit ; Gravina, quinze. La flotte franco-espagnole l'emportait de cinq vaisseaux. En moins de six heures, les alliés ont perdu quatre vaisseaux pris, trois brûlés, trois coulés bas, dix autres échoués et naufragés ; neuf seulement rentrent à Cadix, et quatre, qui parviennent à s'échapper sous les ordres du contre-amiral Donnoir, sont capturés, le 4 novembre, en vue des côtes de Galice, par des forces supérieures. Du côté des Anglais, seize bâtimens sont mis hors d'état de tenir la mer. Cette terrible bataille coûte la vie aux trois amiraux ; Nelson est frappé d'un coup de feu en défendant l'abordage de son vaisseau, et Gravina atteint mortellement. Villeneuve, revenu des prisons d'Au-

gleterre, se tuera bientôt à Rennes pour se soustraire au jugement qui l'attend : on doit à son impéritie et à son indécision les malheurs de notre marine, à Aboukir, au cap Finistère, à Trafalgar. Deux fois battu cette année par un ennemi inférieur, il voudra échapper par un obscur suicide à l'indignation de la France. Elle eut à regretter un de ses plus braves officiers, le contre-amiral Magon; sur la flotte espagnole, le vice-amiral Alava fut grièvement blessé; le contre-amiral Cisneros tomba au pouvoir de l'ennemi.

L'Angleterre et la France ont eu le droit de chanter le *Te Deum* de la victoire pour 1805 : leur rivalité se justifie par des exploits égaux; mais après le combat du 6 février 1806, où dans la baie de Santo-Domingo sept vaisseaux anglais battent cinq vaisseaux français, qui sont pris ou s'échouent, la France ne reparait plus sur les mers, et ne doit plus opposer à l'Angleterre que la domination et le blocus du continent. La France a raison : elle a une armée de cinq cent mille hommes, et l'Angleterre une flotte de trois cents bâtimens de guerre.



CHAPITRE IV.

(1806.)

NAPOLEON A MUNICH. — MARIAGE DU PRINCE EUGENE. — PROCLAMATION DU ROI DE BAVIERE AV DU ROI DE WURTEMBERG, POUR LEUR AVENEMENT A LA COURONNE. — RETOUR DE NAPOLEON A PARIS. — GRANDES FONDATIONS. — CONQUÊTE DU ROYAUME DE NAPLES. — JOSEPH, ROI DE NAPLES. — NEKAV, GRAND-DUC DE SIEGE. — LA PRINCESS PAULINE, DUCHESSE DE BRUSTALLA. — MARIAGE DE LA PRINCESS EYEBANIE AVEC LE GRAND-DUC DE SASS. — BERTHOLD, PRINCE DE NEUPCHATL. — LOUIS, ROI DE HOLLANDE. — BERNADOTTE, PRINCE DE POMPE-CORVO. — VALLEYMAN, PRINCE DE RENEVENY. — MORY DE FITT. — MINISTERS DE FOX. — NEGOCIATION AVEC L'ANGLETERRE. — CONFEDERATION DU RHIN.

A l'époque de l'armistice que suivit bientôt le traité de Presbourg, toute la monarchie autrichienne se trouvait occupée par les armées impériales de France. Jamais possession ne fut plus entière; jamais il n'eût été plus vrai de dire : *la maison d'Autriche a cessé de régner*. Aucune force humaine ne pouvait s'élever contre une pareille sentence. L'empereur de Russie fuyait vers le Nord avec les débris que le vainqueur lui avait laissés; générosité impolitique qui continuait et envenimait la lutte. Le roi de Prusse, deux fois engagé, en 1805, avec la Russie contre la France, pour une guerre à outrance, avait envoyé à Brunn un ambassadeur à double face, chargé de déclarer la rupture à Napoléon s'il était battu, de le complimenter si la victoire couronnait nos armes. Les nouveaux rois de Bavière et de Wurtemberg ne devaient pas s'intéresser beaucoup au rétablissement d'un empire dont l'un était presque l'affranchi, dont l'autre était le vassal. D'ailleurs la Bavière gardait le sentiment d'une injure récente, et sa destinée se trouvait tout à coup attachée à celle de Napoléon par le mariage de la princesse royale avec son fils adoptif. Toute l'Italie allait devenir française : l'ordre de détrôner la famille de Naples était parti de Schönbrunn. L'Espagne ne cherchait nullement à favoriser l'Autriche. Le Portugal, soustrait à l'influence de l'Angleterre, avait assisté par une ambassade extraordinaire au couronnement de Milan et à la réunion de Gènes. Paris avait éteint les foudres du Vatican : jamais la puissance spirituelle des papes ne parut plus incertaine qu'à cette époque. Une négociation avantageuse pour la France se discutait dans le Divan. Il ne se

taut donc actuellement en armes contre elle que la Grande-Bretagne; et peut-être le Danemarck voyait-il avec plaisir, appuyé qu'il était sur l'amitié de la France, la Suède, plus continentale que maritime, s'aventurer dans une querelle que la Russie terminait au détriment de son allié. Napoléon fut, pendant le mois de décembre 1805, non l'arbitre, mais le maître du continent, et le possesseur de toute la puissance autrichienne. Le maréchal Bernadotte occupait la Bohême, qui, de même que la Hongrie, avait été ostensiblement opposée à la guerre. Le maréchal Mortier était placé en Moravie; le maréchal Davoust tenait Presbourg pendant le traité; le maréchal Ney gardait la Carinthie; le général Marmont la Styrie; le maréchal Masséna la Carniole; le maréchal Augereau la Souabe. Le prince Eugène allait prendre le commandement suprême de toutes les troupes stationnées dans les États de Venise, devenus italiens, et dans le royaume d'Italie. Le général Saint-Cyr marchait à grandes journées sur Naples, et avec lui le nouveau roi, le prince Joseph, à qui Napoléon avait donné l'investiture de cette infatigable conquête. Quelle voix eût osé s'élever alors en faveur de la maison d'Autriche, agressive au sein de la paix, de l'Autriche liée déjà à la grandeur de Napoléon par le traité de Lunéville, et par la reconnaissance de son titre impérial? Une seule voix sans doute, celle de la Grande-Bretagne, et elle se serait brisée sur les côtes de l'Europe, qui bientôt vont lui être fermées. A Paris, en 1814, la maison d'Autriche a-t-elle défendu la cause de son genre qui, à Prague, s'était livré à elle dans l'espoir qu'elle sauverait à son tour son généreux libérateur? Non assurément; cependant

François, en adoptant cette conduite, n'aurait encore que faiblement acquitté la dette de Presbourg; car à Presbourg Napoléon était seul; il avait été attaqué, il avait vaincu; et par cette agression si subite, si violente dans ses effets, si terrible par son pacte, on l'avait réduit à la justice de la vengeance. Alors aussi, au lieu d'un lien de famille, il n'existait entre François II et Napoléon que la guerre d'invasion et le canon d'Austerlitz!

Le 1^{er} janvier 1806, le pont du jardin des Plantes, nommé pont d'Austerlitz, fut ouvert au public. Voilà le premier monument qui consacra le souvenir d'une victoire de Napoléon, mais il ne resta pas le seul destiné à perpétuer celle d'Austerlitz. Elle donna bientôt ce nom à un village, que l'on bâtit auprès de la Salpêtrière, sur le boulevard du Jardin des Plantes. Bientôt le bronze russe et autrichien forma la colonne de la place Vendôme, le plus beau trophée qui ait jamais, même dans les temps anciens, été dédié à la gloire d'un grand capitaine au sein de la capitale d'une grande nation. La bataille d'Austerlitz est le premier fait d'armes de l'histoire depuis la bataille d'Actium, dont elle pouvait aussi renouveler la fortune, si, par un penchant inexplicable et devenu depuis bien fatal, Napoléon n'eût montré pour l'Autriche une faiblesse qui ne s'est jamais démentie.

Après avoir réglé à Schenbrunn les intérêts d'une haute importance qui l'y avaient retenu quelques jours, Napoléon partit pour Munich, où il arriva le 31 décembre. La nouvelle année fut inaugurée dans cette ville par la proclamation du prince Maximilien-Joseph, à son avènement au trône. Munich vit aussi célébrer le mariage du prince Eugène et de la princesse royale, avec la plus brillante solennité, en présence de Napoléon. Le maréchal Berthier, devenu prince souverain de Neuchâtel, épousa une nièce du roi. L'Empereur écrivit au Sénat pour lui faire part du traité de Presbourg, dont il ordonna la publication comme loi de l'empire. Il instruisit également le Sénat du mariage du vice-roi d'Italie, et des faveurs éclatantes qu'il venait d'accumuler sur ce prince. De Munich Napoléon se rendit à Stuttgart, où il reçut les mêmes hommages du roi de Wurtemberg, et de là à Carlsruhe, à la cour de Bade, qu'un nouveau lien allait bientôt attacher à la France. Le 26 janvier, l'Empereur et l'Impératrice étaient de retour à Paris.

Le 28, le Sénat a décrété un monument à Napoléon-le-Grand.

Le 5 février, la Porte-Ottomane, malgré son alliance avec la Russie, malgré l'influence du cabinet britannique, reconnut Napoléon empereur des Français.

Le 15, un décret ordonne une exposition des produits de l'industrie française pour le 23 mai, époque des fêtes qui auront lieu en l'honneur des triomphes de la grande armée. L'heureuse idée d'associer ces deux gloires de la France à une même solennité, afin d'y intéresser davantage la nation, était dominante chez Napoléon. Cette idée s'était montrée complète dans l'institution de la Légion-d'Honneur, destinée à récompenser toutes les supériorités et tous les services; la même pensée avait éclaté aussi dans la fondation des prix décennaux. Quatre dispositions inspirées par cet esprit d'union des illustrations militaires et civiles, furent également publiées dans le mois de février. Le 19, un décret prescrivit la célébration de la fête de saint Napoléon, et de celle du rétablissement du culte catholique, pour le 15 août de chaque année, jour de l'Assomption et époque de la conclusion du Concordat. Par le titre 2, l'anniversaire du couronnement et celui de la bataille d'Austerlitz seraient célébrés le premier dimanche de décembre. Le 20 février parut un autre décret, qui, en consacrant l'église Saint-Denis à la sépulture des empereurs, ordonnait d'élever dans cette église trois chapelles aux cendres royales des trois races. Le même décret rendait au culte catholique la basilique de Sainte-Genève, et lui conservait la destination que l'Assemblée constituante avait fait graver sur son frontispice : *Aux grands hommes la patrie reconnaissante*; les caveaux de ce temple devaient recevoir aussi les cendres des divers dignitaires de l'empire.

Ce qui fait que Napoléon exerça jusqu'en 1812 un empire absolu sur les volontés et sur les sentiments des Français, c'est qu'il ne négligeait aucune occasion de revêtir sa gloire personnelle des hommages dus à la patrie; mais quand les malheurs furent portés à l'excès, le découragement prit subitement toute la place que l'admiration occupait. La France, voyant que son héros n'était point invulnérable, se crut blessée à mort. Comme il ne pouvait plus la défendre au dehors, elle n'essaya point de résister chez elle aux peuples qu'elle avait vaincus avec lui. La confiance d'une nation est plus tyrannique que la loi de celui dont elle a embrassé la fortune; car elle veut que cette fortune dure toujours.

Le 24 février, l'Empereur apprit au spectacle l'entrée de son armée dans le royaume de Naples. Talma reçut ordre d'annoncer cette nouvelle après le premier acte d'*Athalie*. Le *Monsieur* publia cette circonstance en l'appiquant à la fameuse reine Caroline d'Autriche, et l'accompagna de considérations que le temps actuel a rendues la leçon des rois de l'Europe. « Le sceptre de plomb de cette

« moderne Athalie vient d'être brisé sans retour.
 « Le plus beau pays de la terre aura désormais un
 « gouvernement ferme, mais libéral. L'Empereur
 « rétablira le royaume de Naples pour un prince
 « français; mais il le rétablira fondé sur les lois
 « et l'intérêt des peuples, et sur le grand principe
 « que l'existence du trône, l'éclat et la puissance
 « dont sont environnés les souverains, la perpétuité
 « du pouvoir et l'hérédité, sont des institutions
 « faites pour le service et l'organisation des peu-
 « ples... » Le 13 mars, le prince Joseph était à
 Naples. Gaète, où commandait le prince de Hesse,
 avait refusé la capitulation offerte par le général
 Reynier. Cette forte place se rendit que le 18 juil-
 let au maréchal Masséna.

Napoléon ouvrit, le 2 mars, avec la plus grande
 solennité, la session législative. Son discours ren-
 fermait ces traits remarquables :

« Depuis votre dernière session, la plus grande
 « partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre.
 « Mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque
 « je leur ai ordonné de ne plus combattre... La mai-
 « son de Naples a perdu la couronne sans retour.
 « La presque-tout de l'Italie tout entière fait partie du
 « grand empire. J'ai garanti, comme chef su-
 « prême, les souverains et les constitutions qui en
 « gouvernent les différentes parties. La Russie ne
 « doit le retour des débris de son armée qu'au bien-
 « fait de la capitulation que je lui ai accordée. Mal-
 « tre de renverser le trône impérial d'Autriche, je
 « l'ai raffermi. La conduite du cabinet de Vienne
 « sera telle que la postérité ne me reprochera pas
 « d'avoir manqué de prudence. J'ai ajouté une
 « entière confiance aux protestations qui m'ont été
 « faites par son souverain. D'ailleurs les hautes
 « destinées de ma couronne ne dépendent pas des
 « sentimens et des dispositions des cours étrangères.
 « Je désire la paix avec l'Angleterre : de mon
 « côté, je n'en retarderai jamais le moment. Je
 « serai toujours prêt à la conclure en prenant
 « pour bases les stipulations du traité d'Amiens... »

Cependant, malgré la paix de Presbourg, le com-
 missaire impérial Ghislieri et le général autrichien
 Bradi livraient, le 4 mars, aux Russes les Bouclés
 du Cattaro. Le général fut désavoué par son souve-
 rain; mais il résulta de cette étrange conduite la
 continuation des hostilités entre la France et la
 Russie, dans le midi de l'Europe. Les Français gar-
 dèrent la ville de Brannau jusqu'à ce que l'Autriche
 obtint de la Russie la remise aux troupes françaises
 des Bouclés du Cattaro.

Le 8 mars, M. de Haugwitz signa à Paris le traité
 qui, en vertu de la convention provisoire de Vienne,
 en date du 13 décembre dernier, donnait à la
 Prusse les États de Hanovre. Ce traité sans honte

foi comme tous ceux de ce gouvernement, à qui les
 doubles négociations ne sont pas plus étrangères
 qu'à l'Autriche, se traita d'abord sur les
 ports de la Prusse l'embargo britannique; et, la
 même année, il aboutit à une guerre qui tout à
 coup surprit la France et renversa la Prusse en un
 moment. Cette puissance avait cependant vu de
 bien près la victoire d'Austerlitz.

Les promotions souveraines se continuaient au
 palais des Tuileries. L'Empereur avait écrit le
 4 mars au Sénat qu'il adoptait la princesse Sté-
 phanie, nièce de l'Impératrice, et qu'elle était
 fiancée au grand-duc de Bade. Le mariage se célé-
 bra le 8, dans la chapelle du palais impérial.

Le 15, un décret prononçait en faveur du prince
 Murat la cession en toute souveraineté des duchés
 de Clèves et de Berg.

Le 30, un nouveau décret réunissait au royaume
 d'Italie les États de Venise, et érigeait en duchés
 les provinces de Dalmatie, Istrie, Frioul, Cadore,
 Bellune, Conegliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vi-
 cence, Padoue et Rovigo. Un autre décret conférait
 définitivement au prince Joseph le royaume de
 Naples. A cette époque encore, l'Empereur don-
 nait le duché de Guastalla à la princesse Pauline
 Borghèse, la principauté de Neufchâtel au maréchal
 Berthier; enclavait le pays de Massa-Carrara dans
 la principauté de Lucques, faisait un duché de
 Massa-Carrara, et en créait trois autres dans les
 duchés de Parme et de Plaisance : tous ces duchés
 portaient la qualification de grands fiefs de l'em-
 pire; le décret de leur institution affectait le quin-
 zième de leur revenu aux titulaires que l'Empereur
 devait désigner.

Le 27 avril, le roi de Suède, malheureux cheva-
 lier de la coalition, déclare la guerre au roi de
 Prusse pour s'être emparé de l'électorat de Hano-
 vre, qui lui a été cédé par le traité de Presbourg.
 Ce prince marche insensiblement à sa perte entre
 les deux puissans alliés dont à chaque occasion il
 embrasse aventureusement la querelle. Cependant,
 par leur intervention, des négociations se conti-
 nuent entre les deux rois; mais cette déclaration
 de guerre sert de voile à une autre intrigue dont
 le dénouement devra peser dans la balance de l'Eu-
 rope, bien plus encore que le traité de Presbourg.

Le mois de mai vit promulguer l'ensemble du
 Code de procédure civile et le décret de fondation
 de l'Université impériale. Le général Laniston
 prit possession de la ville de Raguse. L'électeur
 archichancelier d'Allemagne nomma, avec l'agrément
 du Saint-Siège, le cardinal Fesch pour son
 coadjuteur et successeur. Au milieu de ces cir-
 constances, un traité qui défraya la couronne de Hol-
 lande au prince Louis a été signé, le 24 mai, entre

la France et la Hollande. Le 9 juin ce traité donna lieu à une ambassade extraordinaire des États; elle vint demander à l'Empereur, au nom du peuple hollandais, le prince Louis pour roi. Un message impérial, présenté au Sénat par l'archibancelier de l'empire, suivit immédiatement cette démarche, et le prince Louis prit le titre de roi de Hollande. Le même jour Napoléon ratifia la disposition de l'archibancelier d'Allemagne, qui adjoignait à l'électorat le cardinal Fesch.

Le 5 juin, le maréchal Bernadotte et M. de Talleyrand, grand-chambellan et ministre des relations extérieures, avaient reçu la souveraineté, l'un de la principauté de Ponte-Corvo, l'autre de celle de Bénévent, dont il portait le titre depuis plusieurs mois. Le message que l'Empereur adressa au Sénat relativement à ces nouvelles dignités commença ainsi : « Les duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo » étaient un sujet de litige entre le roi de Naples et « la cour de Rome. Nous avons jugé convenable de » mettre un terme à ces difficultés en érigeant ces » duchés en fiefs immédiats de notre empire.... » C'était tout à la fois juger en conquérant et mal placer ses bienfaits.

La réunion à l'empire français et la dotation de tant de grands et de petits États en faveur des frères ou des généraux de Napoléon, dont l'Angleterre se plaignait hautement, n'étaient cependant que de bien faibles représailles aux usurpations colossales qui, depuis l'expédition d'Égypte, avaient porté dans l'Inde la puissance de la Grande-Bretagne à 40 millions de sujets, subjugués et contenus par une armée de 200,000 hommes. Sans doute ce qui était juste pour l'Inde ne pouvait l'être pour l'Europe. Mais la guerre d'Europe ne se réveillait jamais que soldée par le cabinet de Saint-James. C'était donc à l'Angleterre que le droit des armes enlevait des provinces et des alliés ; et d'ailleurs si l'équilibre de l'Europe devenait en péril par les agrégations au trône de France de ces vassalités royales, depuis long-temps cet équilibre était anéanti par cet immense empire que l'Angleterre avait élevé sur les ruines des empires du Mysore, des Birmans et des Mahrattes. C'était l'or de l'Asie qui soldait, en Europe, la Suède, la Prusse, la Russie, l'Autriche, pour attaquer la France. En repoussant les injustes agressions de ces États, et restée maîtresse des champs de bataille européens, la France victorieuse, ancienne alliée de Tippoo et de Kolkar, venait noblement, autant qu'il était en elle, les injures de la dominatrice des mers, et cherchait à balancer sur le continent ce despotisme maritime que Napoléon ne pouvait combattre ailleurs.

Cependant un grand événement venait d'appeler l'attention de l'Europe; le 25 janvier, Pitt avait cessé

de vivre, et Fox lui succédait au ministère. Le premier avait été frappé par la mort après le plus brillant triomphe de Napoléon, dont il était l'implacable ennemi. Agé seulement de quarante-sept ans, Pitt en avait passé vingt-trois à la tête des affaires de son pays. Héritier de la place, d'une partie des talents et de toute l'antipathie de lord Chatam, son père, pour la France, il poussa ce sentiment à l'excès et lui sacrifia l'honneur et les intérêts de sa patrie. Pitt était l'inventeur de ce machiavélisme, tour à tour destiné à exciter et à combattre la révolution française. C'est lui qui transforma la diplomatie britannique en agence de complots, qui alimenta la terreur, souleva la Vendée, la chouannerie, arma le bras des conspirateurs; qui changea en sicaires les Drake, les Wickam, les Spencer Smith, les Wyndham. La fortune avait mal servi la haine aveugle de ce ministre pour la France; toutes ses entreprises si dispendieuses tournèrent à sa confusion, sans abattre cette opiniâtreté qui était le grand mobile de son caractère. En 95, la levée du siège de Dunkerque par le duc d'York et la reprise de Toulon; en 1798, la paix de Bâle entre la Prusse et la république, celle de Hollande, la catastrophe de Quiberon, la paix d'Espagne; en 1796, la défaite et la mort de Charrette dans la Vendée, la paix de la Sardaigne, le manifeste de l'Espagne contre l'Angleterre, la paix de Naples, la soumission de la Corse; en 1797, la paix de Campo-Formio; en 1798, l'évacuation de Saint-Domingue par les Anglais, la possession du Piémont par la France; en 1799, la république parthénopeenne, la capitulation d'Alkmaar par le duc d'York, la défection des Russes à la coalition avec l'Autriche; en 1800, la bataille d'Eléiopolis; en 1801, le traité de Lunéville, celui de Saint-Ildefonso, les préliminaires de la paix avec la France; en 1802, la paix d'Amiens; en 1805, le traité de Presbourg et le détronement des Bourbons de Naples : tels étaient les trophées politiques et militaires du ministre Pitt. C'était lui aussi qui, au mépris de la foi jurée, avait rompu le traité d'Amiens, et qui venait encore de coaliser la Russie, la Suède et l'Autriche, contre Napoléon. Malheureusement Pitt ne mourut pas tout entier. Fox, qui avait puissamment élevé la voix dans le parlement pour blâmer la rupture du traité d'Amiens; Fox, dont l'opinion, à son retour de France, avait été l'objet d'une sorte d'enquête; Fox, nommé le successeur de Pitt, son antagoniste, devait faire présager à Napoléon un changement total de système dans le cabinet de Saint-James, et la prochaine reprise d'une négociation qui terminerait enfin la désastreuse rivalité des deux gouvernements. Fox avait connu personnellement le premier Consul à Paris; il fut alors accueilli de Bonaparte comme le premier orateur et le plus grand

homme d'État de l'Angleterre. Les importantes questions qui divisaient depuis tant d'années l'un et l'autre pays avaient été traitées entre le premier Consul et lui dans de longs entretiens confidentiels. Le noble caractère de Fox, qui, dès l'origine, défendit contre la politique de Pitt la cause de la liberté française, avait aussi, dès cette époque, été saisi de la haute pensée d'asseoir sur l'identité des principes qui allaient régir l'Angleterre et la France, les bases d'une paix généreuse et durable. En voyant Fox appelé au ministère si peu de temps après la session du parlement, où il avait haieusement dénoncé avec son parti l'iniquité de l'infraction au traité d'Amiens et le méfait de sa rupture, Napoléon dut naturellement espérer de renouer avec l'Angleterre des relations pacifiques. Le ministre Fox s'empressa d'aller au-devant de cette espérance. Le 20 février, il écrivit au prince de Bénévent qu'un Français était venu lui offrir d'assassiner l'Empereur; sa lettre se terminait ainsi : « Nos lois ne nous permettent pas de le détenir long-temps; mais il ne paraît pas qu'après que vous aurez eu le temps de vous mettre en garde contre ses attentats... A son premier abord, je lui fis l'honneur de le croire espion. » Le prince de Bénévent répondit le 5 mars à M. Fox, en lui rapportant les propres paroles de l'Empereur : « Je me réjouis du nouveau caractère que, par cette démarche, la guerre a déjà pris, et qui est le présage de ce que l'on peut attendre d'un cabinet dont je me plais à apprécier les principes d'après ceux de M. Fox, un des hommes le plus faits pour sentir en toutes choses ce qui est beau, ce qui est vraiment grand. » Ainsi la démarche de M. Fox avait obtenu tout le succès qu'il en devait attendre. Une correspondance active commença entre les deux ministres, elle arrêta les bases d'après lesquelles une négociation pouvait être entamée. Mais Napoléon ne se borna pas à témoigner à M. Fox, par l'intermédiaire de son ministre, une simple et honorable réciprocité de sentimens et de procédés, il s'empara de la question, et pour abrégier toutes les lenteurs, il fit venir à Paris lord Yarmouth, l'un des plus grands seigneurs d'Angleterre, alors prisonnier à Verdun. Par une détermination que ses lettres au prince érégent laissaient entrevoir, Napoléon chargea lord Yarmouth d'aller à Londres proposer au ministère ce que nous avons refusé pour le traité d'Amiens : la conservation de l'île de Malte et du Cap de Bonne-Espérance. Cette précipitation manquait de prudence; elle trahissait trop vivement le besoin de la paix que Napoléon demandait plutôt qu'il ne l'offrait. En effet ce début, tout en remplissant le vœu de M. Fox, fixa particulièrement l'attention du cabinet britannique, dont les principes tendaient

moins à un arrangement. Cependant, le 13 juin, M. Fox annonça au prince de Bénévent le départ pour Paris du plénipotentiaire que Napoléon semblait avoir choisi. Lord Yarmouth continua avec le général Clarke, qui représentait la France, la négociation si heureusement commencée entre les ministres des deux cabinets. Les conférences se suivirent avec la plus grande activité, et leur résultat favorable parut encore plus assuré par le traité que M. d'Oubril signa pour la Russie, également avec le général Clarke, le 20 juillet.

La France avait fait ce traité de si bonne foi que, le 22 juillet, le ministre de la marine prescrivit, par une circulaire, d'accueillir désormais les vaisseaux russes en amis, aux termes de l'article 2; l'article 3 obligeait les Russes, en vertu de l'article 4 du traité de Presbourg, à remettre aux Français les Bouches du Cattaro et la Dalmatie; et, immédiatement après cette remise, la France, par l'article 7, devait, dans un délai de trois mois, rappeler toutes ses troupes; l'article 9 rendait un nouveau témoignage de la sincérité des désirs exprimés par Napoléon à l'égard de la paix avec la Grande-Bretagne. Cet article portait que l'empereur Napoléon verrait avec plaisir l'empereur Alexandre employer ses bons offices pour faciliter le retour de la paix maritime. Au milieu de ces négociations, Napoléon avait conclu, le 12 juillet, le célèbre traité de la Confédération du Rhin, qui enlevait à l'empereur d'Autriche son antique prérogative, et François vit passer dans les mains de son vainqueur, comme une conséquence du traité de Presbourg, la Confédération germanique. A la tête de cette Confédération on comptait les rois de Bavière et de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade, de Berg, de Darmstadt; compris dans le même ordre de choses, le prince primat déclara sa séparation à perpétuité du corps germanique, sous le protectorat de l'empereur des Français. Cette union, que l'ambition de la Russie doit regarder comme une guerre terrible, était une union armée; elle fixait les contingens réciproques à deux cent mille hommes pour la France, trente mille pour la Bavière, douze mille pour le Wurtemberg, huit mille pour le pays de Bade : et en tout deux cent soixante-trois mille hommes. Ce traité, notifié à la diète de Ratisbonne, eut pour effet immédiat la renonciation expresse de l'empereur François II au titre et à la dignité d'empereur électif d'Allemagne. Le prince se résigna à s'intituler empereur héréditaire d'Autriche, sous le nom de François I^{er}. Ainsi finit l'empire germanique, établi par Charlemagne depuis mille ans, et à qui la diplomatie des siècles passés avait donné le nom si étrange de *Saint-Empire romain*.

LIVRE NEUVIÈME.

Quatrième Coalition.

CHAPITRE PREMIER.

MORT DE FOX. — QUATRIÈME COALITION ENTRE LA PRUSSE, LA RUSSIE, L'ANGLETERRE, LA SUÈDE, CONTRE LA FRANCE. — BATAILLE D'ENA. — NAPOLEON A REHLIN. — PRISE DE LIEBK.

JAMAIS acte ne fut conçu dans un moment plus opportun que ce traité de la Confédération du Rhin, dont les conditions devaient avoir une application bien prochaine. En effet la Prusse, qui avait toujours envié à l'Autriche le protectorat allemand, s'empressa de saisir l'occasion de partager cette dépouille avec la France. Son influence était directe, sous les rapports militaires, politiques et religieux, sur le Mecklembourg, la Saxe, le pays de Brunswick, la Hesse, et elle voulait fortifier cette alliance de l'accession des villes anséatiques, dont la position et la richesse eussent pu balancer en sa faveur les avantages que la France venait de s'assurer dans le sud de l'Allemagne, par sa suprématie sur la navigation du Rhin. Mais la France et la Confédération s'opposèrent à ces projets d'agrandissement, et déclarèrent que les villes anséatiques devaient rester indépendantes. Napoléon se repentit alors d'avoir fait encore une trop large concession à la Prusse, qui, en s'unissant tout à coup avec la Russie, pouvait devenir redoutable à la France. En conséquence il fit signifier au cabinet de Berlin que la Saxe et la Hesse, à qui il communiqua aussi ses intentions de la manière la plus positive, ne seraient pas comprises dans la Confédération du Nord.

Cependant lord Lauderdale était arrivé à Paris, chargé de continuer, de concert avec lord Yarmouth, les négociations entamées. Dès ce moment commencèrent aussi les difficultés; bientôt lord Lauderdale resta seul plénipotentiaire. Lord Grenville, membre du conseil, avait recueilli la succession politique de M. Pitt, et s'attacha tout d'abord à démontrer à M. Fox, dont il était appelé par sa position à contrôler les opérations, que Napoléon n'avait d'autre but que d'enlever à l'Angleterre toute relation et toute influence sur le continent. La cession du Hanovre à la Prusse paraissait une preuve récente de ce système. Peu à peu cette assertion, journellement reproduite, avait germé dans l'esprit de M. Fox, dont la santé éprouvait un affaiblissement sensible; en conséquence, lord Lauderdale, porteur d'instructions moins conciliantes, fut envoyé pour prendre la place de lord Yarmouth et susciter des obstacles aux progrès de la négociation. Ce changement subit de conduite fit comprendre à Napoléon que la paix, au-devant de laquelle il s'était jeté avec tant d'abandon par les propositions dont il avait chargé lord Yarmouth, redevenait impossible, malgré le traité que M. d'Ouhrlit venait de signer à Paris. Mais l'offensive intervention que la Russie avait manifestée

pour rapprocher la Prusse et la Suède couvrait la véritable conspiration. Le voile fut tout à coup déchiré, le 20 août, par l'empereur Alexandre, qui refusa de ratifier le traité du 30 juillet.

La complication de la conjuration du Nord s'accrut encore par la présence du baron de Knobelsdorf, qui arriva le 7 septembre pour remplacer le marquis de Lucchesini. La mission du nouveau ministre, qui apportait cependant une lettre très amicale de son souverain, ainsi que la reconnaissance expresse de la Confédération du Rhin et du protectorat de Napoléon, cachait sous l'apparence d'un acte ostensible la duplicité du cabinet de Berlin, dont les engagements secrets avec ceux de Londres, de Pétersbourg et de Stockholm, ne pouvaient plus être la matière d'un doute pour le gouvernement français. D'ailleurs, les armemens extraordinaires de la Prusse annonçaient suffisamment la formation d'une nouvelle coalition. Napoléon n'ignorait pas les démarches de Frédéric-Guillaume auprès des cours de Saxe et de Hesse-Cassel, afin de les soulever contre la France, démarches suivies de l'envahissement de la Saxe par les troupes prussiennes. A l'époque de cette témérité, Napoléon avait fait notifier par son ministre à la cour de Berlin que l'occupation du territoire saxon, qu'il proclamait inviolable, serait pour lui une déclaration de guerre. Il savait aussi avec toute l'Europe que la jeune reine de Prusse parcourait à cheval, en costume militaire, les rues de sa capitale, et appelait aux armes tous ses sujets. L'exaltation romantique qui résultait de l'exemple et des provocations d'une belle souveraine, avait sans doute sa générosité; mais cette chevalerie galante et vaniteuse s'aventurait dans une entreprise où l'on obéissait à toutes les impulsions, mais non pas au véritable intérêt, à l'intérêt de la patrie prussienne. Les insultes des jeunes officiers de la garnison de Berlin, qui ne respectèrent pas même le caractère de l'ambassadeur de France, ne pouvaient rester impunies à Paris, puisqu'elles étaient à Berlin. En un mot, une cour insolente outrageait Napoléon et la France, et un gouvernement perfide les trahissait depuis le traité de Potsdam. On se souvenait cependant à Paris de l'empressement que la Prusse avait mis à proclamer la paix avec la Convention nationale, et de la fidélité de ce cabinet à garder alors ses engagements. On se souvenait de ces deux circonstances, et l'on compara les temps. Jamais motifs plus légitimes de vengeance ne pouvaient armer une nation généreuse.

Sur ces entrefaites, la question du rapprochement avec l'Angleterre ne prenait pas une tournure favorable. Dès les premiers jours du mois d'août, la santé de M. Fox ayant subi une grave altération, ne lui avait plus permis de suivre directement les affaires du cabinet. Cimentée entre Napoléon et

Fox, la paix eût donné sans doute à l'Europe une autre face. L'Europe eût échappé dès lors au despotisme des vieilles institutions sous lesquelles elle cherche en vain aujourd'hui l'équilibre que le ciel lui impose. La France, au lieu d'être forcée à conquérir l'Europe, l'Angleterre, au lieu d'être contrainte à détruire la France, seraient nécessairement devenues, sous la direction de ces deux dictateurs de la civilisation, les régulatrices d'un nouveau pacte européen. Ce grand spectacle, ce grand bienfait, devaient manquer au règne de Napoléon et au monde.

Tandis qu'une sourde tempête agitait le nord de l'Allemagne et le cabinet des Tuileries, un cri de douleur, sorti des rivages de l'Angleterre, frappa subitement tous les amis de la paix dans les deux États, qu'elle pouvait bientôt réunir : le célèbre Fox venait de mourir, à l'âge de cinquante-huit ans, le 3 de septembre. *Le Times* terminait par ces mots si honorables la notice qu'il avait consacrée au rival de Pitt : « M. Fox fut un des hommes « les plus distingués que la nature semblait avoir « préparés pour l'ornement de ce règne. L'Angle- « terre doit gémir d'être privée d'un aussi grand « ministre. Il avait posé les premières pierres du « temple de la Paix ; et si nos vœux avaient pu être « exaucés, il aurait donné à l'édifice une telle force « et une telle solidité, que la mémoire et la tombe « de cet illustre citoyen s'y seraient reposées pour « toujours. »

Ce fatal événement encouragea les ennemis de la France, leur rendit un puissant auxiliaire dans le parti anglais comprimé par le ministère de Fox, et donna le signal dans toute l'Europe à cette conspiration, plutôt aristocratique que politique, qui fermentait contre la couronne impériale de Napoléon. L'immense victoire d'Austerlitz ne fut pour les uns qu'un écueil, pour les autres qu'un crime capital, que la cause générale des anciennes dynasties était appelée à réparer ou à punir. L'Espagne elle-même, toute française déjà sous la République, sembla se repentir aussi de l'amitié qu'elle avait si hautement proclamée pour Bonaparte, et se disposa à suivre le mouvement royal dont la Prusse levait le drapeau.

Cependant, dès le 11 septembre, le prince de Bénévent avait adressé à M. de Knobelsdorf une note, par laquelle il lui demandait des explications sur les armemens de la Prusse, et l'informait que l'Empereur se voyait obligé d'imprimer à ses préparatifs un caractère public et national. Le 12, l'ambassadeur avait répondu à la note française qu'il fallait attribuer ces armemens à une trame des ennemis de la France et de la Prusse, dont l'intimité leur était insupportable; suivant la déclaration de cet envoyé,

le départ de la garnison de Berlin pour les frontières était l'effet d'un mal-entendu, et le roi de Prusse avait fait faire, à Berlin, au ministre de France, une communication amicale à cet égard. Le lendemain 13, le prince de Bénévent informait M. de Knobelsdorf que, d'après sa réponse de la veille, et en attendant le résultat de la communication au ministre français à Berlin, l'Empereur avait prescrit de différer les messages qui étaient prêts à être adressés au Sénat, et contremandé la marche des troupes à l'intérieur. Le 19, le prince de Bénévent, par une dernière note, mandait à M. de Knobelsdorf que, sur les nouvelles reçues de Berlin, l'Empereur, regrettant d'avoir arrêté la marche de ses réserves et différé le message au Sénat, devait à sa prudence d'ordonner dans l'intérieur le mouvement de ses armées. M. de Knobelsdorf répondit, le 20, qu'il voyait avec peine que l'Empereur se repentît de ses engagements, et prit des mesures de guerre dans ses États; que le roi de Prusse, loin d'avoir jamais conçu la pensée de renouer aux rapports d'amitié qui l'unissaient à la France, loin d'être entré dans un concert contre elle avec ses ennemis, n'avait cherché au contraire qu'à calmer tous les ressentiments. Malgré le renouvellement de ces fausses assurances de paix de la part du cabinet prussien, l'Empereur écrivit, le 21 septembre, aux rois de Bavière et de Wurtemberg et aux princes de la Confédération :

« Les armemens de la Prusse sont-ils le résultat d'une coalition avec la Russie, ou seulement des intrigues des différens partis qui existent dans Berlin, ou de l'irréflexion du cabinet? Ont-ils pour objet de forcer la Hesse, la Saxe et les villes anséatiques, à contracter les liens que ces deux dernières puissances paraissent ne pas vouloir former? La Prusse voudrait-elle nous obliger nous-mêmes à nous départir de la déclaration que nous avons faite, que les villes anséatiques ne pourront entrer dans aucune confédération particulière, déclaration fondée sur l'intérêt du commerce de la France et du midi de l'Allemagne, et sur ce que l'Angleterre nous a fait connaître que tout changement dans la situation présente des villes anséatiques serait un obstacle de plus à la paix générale?.... Toutefois les armemens de la Prusse ont amené le cas prévu par l'un des articles du traité du 12 juillet, et nous croyons utile que tous les souverains qui composent la Confédération du Rhin arment pour défendre ses intérêts.... Au lieu de deux cent mille hommes que la France est obligée de fournir, elle en fournira trois cent mille.... Le succès, nous osons le croire, répondra à la justice de la cause commune, si toutefois, contre nos desirs et même nos espérances, la Prusse nous met dans la néces-

sité de repousser la force par la force.... On apprit que le prince de Wurtemberg, frère de l'Empereur d'Autriche, avait positivement accédé à la Confédération du Rhin, et allait en faire partie. Dans la nuit du 24 au 25, Napoléon et l'Impératrice étaient en route pour Mayence.

Le style de M. de Knobelsdorf changea bientôt. Peu de jours après le départ de l'Empereur, il adressa de Metz au prince de Bénévent une lettre du roi à l'Empereur, accompagnée d'une note où il était dit :

« Le soussigné a reçu l'ordre de déclarer que le roi attend de l'équité de l'Empereur : 1° que toutes les troupes françaises sans exception repassent incessamment le Rhin, en commençant leur marche du jour même où le roi se promet la réponse de l'Empereur, et en le poursuivant sans s'arrêter; 2° qu'il ne sera plus mis de la part de la France aucun obstacle quelconque à la formation de la ligue du Nord, qui embrassera, sans aucune exception, tous les États non nommés dans l'article fondamental de la Confédération du Rhin. Le soussigné est chargé d'insister avec instance sur une réponse prompte qui, dans tous les cas, arrive au quartier-général du roi le huitième octobre... »

« Le Maréchal, dit l'Empereur au prince de Neuchâtel, on nous donne un rendez-vous d'honneur pour le 8 : jamais un Français n'y a manqué ! Mais, comme on dit qu'il y a une belle reine qui veut être témoin des combats, soyons courtois. » et marchons sans nous coucher pour la Saxe. En effet, la reine de Prusse était à l'armée, portant l'uniforme de son régiment de dragons. « Il semble, disait le premier bulletin de Napoléon, voir l'Armide, dans son égarement, mettant le feu à son propre palais »

Ainsi le roi de Prusse, entraîné par des conseils aussi aveugles que perfides, et tout à coup emporté hors du cercle de sa position européenne, osait, sous de vains prétextes de plaintes, imposer avec arrogance au vainqueur d'Austerlitz des conditions déshonorantes pour ses armées et pour lui ! Le cabinet prussien n'ignorait pas la raison de la prolongation du séjour de quelques troupes françaises en Allemagne. Il savait que ces troupes devaient revenir en France aussitôt que l'Autriche aurait réglé définitivement avec la Russie, en vertu du traité de Presbourg, la remise des Bouches du Cattaro : or, cette clause était si loin d'être remplie que, les 20 et 30 septembre, les généraux Masrout et Lauriston chassaient de Castel-Novo et des défilés de Bieltrieb un corps de six mille Russes, accru de dix mille Monténégrins; et que l'amiral russe Siniaïev refusait, à cause de la rupture de la Prusse, de remettre Cattaro aux Français.

On a peine à concevoir encore cette étrange audace du cabinet prussien, qui avait envoyé M. de Knobelsdorf à Paris avec des lettres de créance, quand il devait, trois semaines après, déclarer la guerre. Une telle démarche n'appartient qu'à un gouvernement dont la force assure l'impunité; la Prusse ne pouvait attendre ce résultat de sa haute imprudence, quoique l'intérêt de Napoléon ne fût pas d'en appeler aux armes quand lord Lauderdale se trouvait encore à Paris en négociation pour la paix générale. L'ultimatum de la Prusse donna le signal de la retraite à ce plénipotentiaire; il demanda et obtint ses passeports dans les premiers jours d'octobre. Fox avait emporté dans la tombe toute l'espérance de la paix du monde. La Prusse suivait dans sa politique l'exemple de la Russie, qui venait de signer un traité avec la France pour couvrir ses derniers préparatifs, et qui le rompit par un simple désaveu de son représentant. Dans son agression, c'était l'Autriche que cette même Prusse imitait; Frédéric-Guillaume avait envahi la Saxe, comme François II la Bavière, sans déclaration de guerre. Il fallait donc répondre aussi à la Prusse par une autre bataille d'Austerlitz, et la Prusse ne comptait pas pour se défendre sur l'armée de cette puissance du Nord dont elle avait la témérité d'embrasser la querelle. Si Frédéric-Guillaume, au lieu de se faire l'instrument aveugle d'une cause aussi étrangère à la sienne, eût pris la résolution d'accéder à la Confédération du Rhin, qui n'était une barrière que contre la Russie, il savait son honneur et son indépendance; et la Russie, battue et gracée à Austerlitz, n'aurait pu reparaitre comme dominatrice dans les affaires de l'Europe. Peut-être encore, pour obtenir ce grand résultat, Napoléon, au moment du traité de Presbourg, eût-il dû songer à l'érection d'un royaume de Pologne, et n'user de générosité ni envers Alexandre, ni envers son armée. La Pologne formait alors la tête de Pont de la Prusse confédérée avec la France, de la Prusse devenue ce grand État intermédiaire que la politique demande eu vain depuis le règne de Catherine II.

L'Empereur arrive le 28 à Mayence, passe le Rhin le 1^{er} octobre, s'arrête chez le prince primat à Aschaffembourg, et le soir à Wurzburg, chez le nouveau grand-duc, son allié depuis peu de jours; de Wurzburg, il porte son quartier-général à Bamberg, et met son armée en mouvement. Elle est divisée en sept corps, commandés par les maréchaux Bernadotte, Lannes, Davoust, Ney, Soult, Angereau et Lefebvre. Le grand-duc de Berg commande la réserve de la cavalerie; un huitième corps, aux ordres du maréchal Mortier, se rassemble sur les frontières de la Westphalie. Le centre de l'armée se compose de la réserve du grand-duc de Berg, des corps de Bernadotte et de Davoust, ainsi que de la

garde impériale; il débouche par Bamberg sur Krouach. Le 8, il paraît devant Sualbourg et ouvre la campagne par une légère canonnade qui lui donne le passage de la Saale; ensuite il se dirige vers Schleist et Géra. La droite comprend les corps de Soult et de Ney, et une division de Bavaois: elle se réunit à Bayreuth, pour marcher le 9 sur Hoff; la gauche, formée des corps de Lannes et d'Angereau, s'avance sur Schweinfurth, Cobourg, Graffenthal et Saalfeld.

L'Empereur a quitté Bamberg, et d'Ebersdorf il s'est porté sur Schleist. Le 9, à son arrivée, dix mille Prussiens sont chassés de ce poste par le prince de Ponte-Corvo; le même jour, Soult s'empare de Hoff et des magasins: le 10, Lannes défait les Prussiens à Saalfeld. Le jeune prince Louis de Prusse, frappé à mort dans un combat avec un maréchal-des-logis du 9^e de hussards, devient la première victime de cette guerre, dont il avait été à Berlin un des champions les plus ardents.

L'armée prussienne, composée de l'élite de la population militaire et des troupes saxonnes, compte deux cent treute mille hommes. Elle a transporté dans la Saxe le théâtre des hostilités, et se croit tellement certaine du triomphe, qu'elle a laissé à découvert Berlin et Dresde. Ainsi, dès son entrée en campagne, l'armée prussienne est débordée à sa gauche. Elle occupe Eisenach, Gotha, Erfurth et Weimar. L'armée française entre le 11 à Saalfeld et à Géra, d'où elle marche bientôt sur Naumbourg et Léna, petite ville de la Thuringe, qui va obtenir la célébrité de Marengo, d'Austerlitz, etc... La position des deux armées présentait une singularité tout-à-fait nouvelle dans les annales militaires; les Prussiens tournaient le dos au Rhin, et les Français bordaient la Saale et tournaient le dos à l'Elbe; ce renversement étrange décidait à lui seul la question. Les ennemis ont pour eux les souvenirs et ce qui reste des soldats du grand Frédéric; Napoléon a pour lui sa gloire présente et l'armée qui a vaincu à Austerlitz.

Au moment où les deux partis se trouvent en présence, Napoléon reçoit, sous la date du 5 octobre, la proclamation hostile du prince de la Paix. Ce favori inepte et arrogant, qui ne doit qu'à la protection de l'Empereur le pouvoir dont il jouit; que la faveur publique de Napoléon soutient seule contre la violente inimitié de l'héritier du trône et la haine légitime de la nation, don Godoy, qui a acheté cette faveur toute puissante sur la cour et le peuple espagnol par une servilité dont Napoléon seul possède le secret, a voulu, au jour des périls appelés par la quatrième coalition sur la tête de son protecteur, se mettre à l'abri d'une ruine que les nombreux agents de l'Angleterre lui présentent

comme inévitable et prochaine; il a voulu se ménager des droits à la bienveillance de ceux qui consumeront sa perte. Cependant, troublé aussi par une sorte d'incertitude, il n'ose pas hautement nommer l'ennemi qu'il servait depuis six ans; il se contente de provoquer d'une manière ambiguë la nation espagnole à se lever pour la défense commune. Cette proclamation, où le prince de la Paix demande des chevaux et des cavaliers à l'Andalousie et à l'Estramadure, est un de ces documents trop ridicules pour trouver place dans l'histoire d'une si grande époque. Napoléon feint de ne pas se reconnaître dans cette proclamation, exige quinze mille hommes de l'Espagne, et ordonne froidement la bataille du 14; mais avant de la livrer, fidèle encore au système de prévenance qu'il a adopté dès le principe, il écrit au roi de Prusse :

« Si j'étais à mon début dans la carrière militaire, si je pouvais craindre les hasards des combats, le langage que je tiens à Votre Majesté serait tout-à-fait déplacé : mais Votre Majesté sera vaine; et, sans l'ombre d'un prétexte, elle aura compromis le repos de ses jours et l'existence de ses sujets. »

Cette lettre resta sans réponse.

Dès le 12, les deux généraux opposés avaient presque toutes leurs troupes sous la main et prêts à agir; le 13, sans aucune raison pour le contraire à cette résolution, le roi de Prusse divise son armée en deux parties: l'une, composée de soixante-dix mille hommes environ, marche sur Auerstaedt, à six ou sept lieues du théâtre où l'autre partie de ses forces doit combattre. Napoléon, au contraire, ne fait que réunir ses masses; la même nuit du 13, pendant que ses ennemis sommeillent dans leur camp, dispersés sur un espace de trente-cinq lieues, et sans soupçonner l'action du lendemain, il achève toutes les dispositions d'une victoire assurée. Dès la veille, il occupe avec un corps de sa garde et une forte artillerie le Landgrafenberg, position dominante dont il a reconnu d'abord l'importance, et qui devait avoir sur l'affaire d'Iéna la même influence que le Santon d'Austerlitz sur la bataille des trois Empereurs. Tous ses ordres sont expédiés, tous ses maréchaux à leur poste. A quatre heures du matin, il parut devant plusieurs lignes et leur dit : « Soldats, l'armée prussienne est coupée comme celle de Mack l'était à Ulm, il y a aujourd'hui un an. Cette armée ne combat plus que pour se faire jour, et regagner ses communications. Le corps qui se laisserait percer se déshonorerait. Ne redoutez pas cette célèbre cavalerie : opposez-lui des carrés fermés et la baïonnette. » Cette harangue porte au plus haut

degré l'enthousiasme des soldats, qui répondent par le cri militaire : « En avant ! en avant ! » A six heures, l'Empereur, qui n'aurait voulu attaquer que deux heures plus tard pour attendre sa grosse cavalerie et des corps d'infanterie restés en arrière, donne cependant le signal tant désiré. De premiers succès sur plusieurs points nous présagent déjà l'heureuse issue de la journée; vers une heure, l'action devient générale. Sous les yeux de l'Empereur, qui plane sur les ennemis comme sur ses armées, et voit exécuter avec la même précision qu'à Austerlitz les plans qu'il a conçus avec le même génie, Augereau, Soult, Lannes, font partout ployer les Prussiens, malgré la plus vive résistance. Une partie de notre cavalerie n'avait pu rejoindre encore; elle arrive avec deux des divisions du maréchal Ney. A cette nouvelle, Napoléon fait avancer toutes les troupes qui étaient en réserve sur la première ligne; elles marchent et forcent à reculer tout ce qui leur est opposé. Alors la cavalerie, ayant à sa tête le grand-duc de Berg, se précipite sur les Prussiens, dont la retraite, d'abord opérée avec calme et sang-froid, ne présente bientôt plus qu'un affreux désordre. En vain l'infanterie se forme en carrés, entre les villages de Gross et de Klein-Romstedt, pour résister à nos dragons et à nos cuirassiers; cinq de ces carrés sont enfoncés et culbutés sans pouvoir se rallier. D'un autre côté, la cavalerie prussienne n'a point supporté le choc des bataillons du maréchal Soult, et s'est repliée sur la route de Weimar à Naumbourg. En ce moment se montre le corps du général Ruebel, composé de vingt-six bataillons et de vingt escadrons; en moins d'une heure, mais après une lutte terrible, il disparaît tout entier sous les attaques simultanées que Napoléon dirige contre ce renfort si impatiemment attendu par le prince de Hohenzollern. Enfin, grâce aux efforts inouïs des soldats et à l'habileté des généraux, il n'y a plus d'armée devant nous. Maître du champ de bataille, et ne voulant laisser aucun relâche aux vaincus, Napoléon fait poursuivre avec une ardeur infatigable les débris de leurs colonnes, qui éprouvent de nouveaux désastres dans une sanglante et difficile retraite, ou plutôt dans une fuite désordonnée.

Pendant que Napoléon triomphait ainsi de l'armée prussienne qu'il croyait avoir tout entière en face de lui, le maréchal Davoust soutenait seul, à Auerstaedt, le choc d'une masse presque supérieure du triple à la faible armée que lui formaient les divisions Morand, Gudin et Friant. Malgré l'attaque imminente qui le menaçait, Davoust ne fut point secouru par Bernadotte, à qui il avait proposé le commandement des deux corps, en lui communiquant les ordres du prince de Neufchâtel de

marcher de concert. Bernadotte continua tranquillement son mouvement sur Dornburg, s'autorisant des premières instructions de l'Empereur, qui alors ne pouvait savoir le péril où le maréchal Davoust allait se trouver engagé avec des forces inégales. Le bulletin garda le silence sur cette étrange conduite ; peut-être aurait-il parlé si Davoust, abandonné à lui-même par une défection inouïe, eût succombé sous les coups de l'ennemi ; mais le droit de faire grâce est aussi une prérogative du vainqueur, et d'autres destinées attendaient Bernadotte. Davoust, qui, dans cette affaire, l'un des plus beaux trophées de l'armée française, avait montré les talents et le caractère d'un habile capitaine, fut récompensé par le nom d'*Auerstaedt*. Ce nom, désormais immortel dans les fastes militaires, est celui que les Prussiens donnèrent à la bataille, apparemment parce que le roi y fut vaincu en personne avec les vieux généraux de Frédéric II. Mais en France, l'éna, où commandait l'Empereur, s'attachera toujours à la double victoire remportée par Napoléon et par son lieutenant.

Les Prussiens perdirent les deux champs de bataille, environ cinquante mille hommes tués ou pris, trois cents bouches à feu, soixante drapeaux, et tous leurs magasins. Parmi les prisonniers figurent six mille Saxons et trois cents officiers. Napoléon, arrivé le 15 à Weimar, se fait présenter ces officiers, auxquels il dit qu'en prenant les armes il a eu pour but d'empêcher que la nation saxonne ne fût incorporée dans la monarchie prussienne. Il leur accorde, ainsi qu'aux soldats, le retour libre dans leur patrie. Ces officiers s'engagent tous par écrit à ne jamais porter les armes contre la France et ses alliés. Ils retournent en Saxe, chargés d'une proclamation par laquelle Napoléon se déclare le protecteur de la nation saxonne. L'empereur Napoléon se souvient ici de la prise de Faenza, où le général Bonaparte renvoya également les prisonniers romains, et en fit d'utiles amis à la république. Sa présence à Weimar avait déjà attiré sur lui la reconnaissance de la famille ducal. Il était descendu au palais, où il avait été reçu par la duchesse régente, dont le mari commandait une division prussienne. « Vous avez sauvé votre mari, Madame, dit-il à cette princesse ; vous l'avez sauvé » en restant chez vous et en ayant confiance en « moi : je lui pardonne à cause de vous. » L'alliance consacrée à Posen avec l'électeur attacha bientôt après à Napoléon toutes les branches de la maison de Saxe.

Les vieux compagnons d'armes de Frédéric trouvèrent presque tous à l'éna leur journée fatale. Le fameux duc de Brunswick, dont le ridicule manifeste avait si insolemment outragé la nation fran-

çaise en 1792, le maréchal Moellendorf et le lieutenant-général de Schmettau, blessés dangereusement, ne devaient pas survivre à cet anéantissement de la gloire militaire qu'ils avaient foudroyée sous le grand roi. Le prince Henri de Prusse, le général Ruchel, étaient pareillement blessés, tandis que l'armée française n'avait à regretter qu'un général, cinq colonels et douze mille hommes environ, tant tués que blessés sur l'un et l'autre champs de bataille. Aussi, le surlendemain, le roi de Prusse, fuyant sans armée, fait demander un armistice. Napoléon répond qu'il est impossible, après une victoire, de donner le temps à l'ennemi de se rallier. Le même jour, au combat de Greussen, le maréchal Soult, après lui avoir également refusé un armistice, écrasait le général Kalkreuth, l'un des plus vaillants compagnons de Frédéric II, et le poursuivait jusqu'à Magdebourg, avec le royal fugitif d'Auerstaedt. Le 18 octobre, tant la marche de l'armée victorieuse est bien combinée, Erfurt se rendait par capitulation au grand-duc de Berg, et livrait entre nos mains cent vingt pièces d'artillerie, d'immenses magasins, et quatorze mille hommes prisonniers de guerre : parmi eux on compte le maréchal de Moellendorf, le prince d'Orange, depuis roi des Pays-Bas, et quatre généraux. Le 17, au combat de Hall, le prince de Ponte-Corvo a voulu réparer l'inaction de Dornburg : il a mis dans la déroute la plus complète la réserve prussienne, commandée par le duc Eugène de Wurtemberg, lui a pris trente-quatre pièces de canon, quatre drapeaux et cinq mille hommes, ainsi que deux généraux. Le 18, le maréchal Davoust occupe Leipzig. Napoléon est à Mersebourg. Il va visiter le champ de bataille de Roshach, non loin de celui d'éna. Heureux d'avoir vengé la France, il ordonne que la colonne élevée par Frédéric II, en mémoire de la défaite des Français, le 8 novembre 1757, sera transportée à Paris. Sans doute il appartenait au premier capitaine du siècle de ébanger en trophée ce monument du malheur de nos armées. C'est aussi le 18 que le général Blücher, fuyant avec une troupe échappée à la journée du 14, fut arrêté à Weissemser par le général de cavalerie Klein, à qui il osa alléguer, *sur sa parole d'honneur*, l'existence d'un armistice : Blücher trompe ainsi déloyalement la confiance du général français ; l'armée se charge de punir ce parjure militaire.

Le lendemain, le grand-duc de Berg arrive à Halberstadt, inonde la plaine de Magdebourg avec sa cavalerie. L'infortunée reine de Prusse subit à son tour le sort de la guerre qu'elle a allumée. Fuyant de ville en ville, elle se trouve à Stettin le 19, le 20 à Custrin ; aucun lieu ne peut lui offrir une hospitalité assurée. Napoléon, précédé à Dessau par le

maréchal Lannes, a fixé son quartier-général dans cette résidence. Là, enfin, le marquis de Lucchini atteint le vainqueur et obtient d'être admis à lui remettre une lettre du roi. Le grand-maréchal est chargé de conférer avec ce ministre. De Dessau Napoléon se rend à Wurtemberg, où il retrouve son lieutenant d'Auerstaedt. Le même jour, le roi de Hollande entre à Gottingue avec l'avant-garde de l'armée du Nord, et la place d'Anclam cède aux attaques du général Becker. Le quartier-général impérial est marqué à Potsdam pour le 25. Le 24, les maréchaux Lannes, Lefebvre et Bessières, s'y établissent avec la garde. Napoléon songe d'abord à visiter le tombeau du grand Frédéric, comme Alexandre visita celui d'Achille. Il prit l'épée du héros du XVIII^e siècle, la ceinture de général qu'il portait à la guerre de Sept-Aus, et son cordon de l'Aigle-Noire. « J'aime mieux cela que vingt millions, s'écrie Napoléon. Je les enverrai aux Invaincibles : les vieux soldats de la guerre de Hanovre accueilleront avec un respect religieux tout ce qui appartient à l'un des premiers capitaines dont l'histoire conservera le souvenir. » L'affront de Rosbach était bien vengé !

Au moment où Napoléon arrivait à Potsdam, la fameuse forteresse de Spandau, qui, ayant une brave garnison, des approvisionnements et des ouvrages bien armés, pouvait se donner l'honneur d'une belle et longue défense, capitulait entre les mains du maréchal Lannes; la place n'était investie que de la veille par le général Bertrand : on y trouva quatre mille chevaux tout équipés, qui servirent à monter quatre mille dragons à pied. Le maréchal Davoust, par une marque publique de la satisfaction de l'Empereur, obtint l'honneur d'entrer le premier dans la capitale de Frédéric. Cinq cents pièces de canon et une immense quantité d'armes et de munitions tombent au pouvoir des Français. Le maréchal Ney bloque la grande place de guerre de la Prusse, Magdebourg, qui renferme une armée. Le maréchal Soult a passé l'Elbe et pousse l'ennemi devant lui; le prince de Ponte-Corvo est à Brandebourg; le maréchal Mortier à Fulde. Après un beau combat de cavalerie à Zehdenick, le grand-duc de Berg force à Vignendorf les gendarmes du roi à mettre bas les armes. Le même jour, 27 octobre, Napoléon, précédé de sa garde à cheval, et marchant entre les chasseurs et les grenadiers avec son brillant cortège, reçoit à Berlin, sous l'arc de triomphe élevé pour Frédéric II, les hommages du corps municipal, et va descendre au vieux palais, où la princesse héréditaire de Hesse-Cassel, près d'accoucher, se trouvait, par l'effet des circonstances, dans un état de dénûment absolu. L'Empereur ne la vit point; mais il chargea le

grand-écuyer de la rassurer sur sa position, et de lui remettre une somme d'argent, en y ajoutant la promesse d'un traitement pour le temps qu'elle voudrait rester au palais. La fortune, qui comblait Napoléon de tant de faveurs, que l'on pouvait dire qu'elle était passée à son service, lui offrit dans cette journée même l'occasion de se reposer des émotions d'une telle gloire, par un des plus beaux actes de clémence qui ait jamais honoré le caractère d'un souverain victorieux.

Le prince de Hatzfeld, gouverneur civil de Berlin, et connu pour un des plus ardens provocateurs de la guerre, s'était empressé de présenter à l'Empereur tous les fonctionnaires civils et militaires de la capitale : « Ne vous présentez pas devant moi, » lui dit l'Empereur, je n'ai pas besoin de vos services; allez vous retirer dans vos terres. » Peu de moments après, le prince fut arrêté. Une lettre, par laquelle il instruisait le roi des mouvements de l'armée française, avait été interceptée et remise à l'Empereur. Le crime de trahison était suffisamment prouvé; une commission militaire allait juger le coupable, quand la princesse de Hatzfeld vint se jeter aux genoux de Napoléon, et protester que son mari était incapable d'une telle perfidie : « Vous connaissez son écriture, dit Napoléon en lui présentant la lettre du prince, jugez-le vous-même. » Madame. » La princesse lut la lettre et tomba évanouie. L'état de grossesse avancée où elle était ajoutait encore au malheur comme à l'intérêt de sa situation, qui avait vivement ému l'Empereur. Des secours furent prodigués à la princesse qui revint à elle. « Tenez, Madame, lui dit Napoléon, cette lettre est la seule preuve que j'aie contre votre mari; jetez-la au feu. » Ainsi fut sauvé le prince de Hatzfeld.

Dans sa propre capitale, rien de plus naturellement doute que Napoléon eût pardonné à un Français convaincu de félonie; il a montré pendant tout le cours de son règne, depuis l'avènement au consulat jusqu'en 1814 et 1815, une sorte d'indifférence générale à l'égard des conspirateurs et des traîtres, même aux dépens de la raison d'État et du salut peut-être de la France; mais, devenu par la victoire seule l'arbitre des destinées d'un pays où la conduite du monarque et de sa cour, où le parjure tout récent du général Blücher, devaient porter l'irritation du vainqueur au plus haut degré, Napoléon, triomphant de sa juste colère, surtout lorsque l'exemple d'une légitime sévérité sur un grand fonctionnaire de la monarchie prussienne pouvait être au moins d'une politique nécessaire, fit une action sublime qui devait fournir à l'histoire une de ses plus belles pages, et à la peinture une de ses plus nobles productions. Les grands caractères

unt de grands secrets qu'eux seuls sont capables de révéler.

Napoléon, maître de la capitale et conquérant du royaume du grand Frédéric, dont il était l'admirateur passionné, ne négligea pas de dater du camp impérial de Potsdam une de ses proclamations, un de ces comptes-rendus de la victoire, qui récompensent ses armées de leurs triomphes et les enflammaient pour de nouveaux exploits.

« SOLDATS !

« Vous avez justifié mon attente et répondu dignement à la confiance du peuple français. Vous avez supporté les privations et les fatigues avec autant de courage que vous avez montré d'intrepidité et de sang-froid au milieu des combats. Vous êtes les dignes défenseurs de ma couronne et de la gloire du grand peuple : tant que vous serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous résister. La cavalerie a rivalisé avec l'infanterie et l'artillerie. Je ne sais désormais à quelle arme je dois donner la préférence. Vous êtes tous de bons soldats. Voici les résultats de nos travaux :

« Une des premières puissances de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille. Nous avons précédé, à Potsdam, à Berlin, la renouée de nos victoires. Nous avons fait soixante mille prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse ; six cents pièces de canon, trois fortresses, plus de vingt généraux ; cependant près de la moitié de vous regrette de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil. Toutes les provinces de la monarchie prussienne jusqu'à l'Oder sont en notre pouvoir.

« Soldats, les Russes se vantent de venir à nous ; nous marcherons à leur rencontre ; nous leur épargnerons la moitié du chemin. Ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une nation qui a aussitôt oublié la générosité dont nous avons usé envers elle après cette bataille où son empereur, sa cour, les débris de son armée, n'ont dû leur salut qu'à la capitulation que nous leur avons accordée, est une nation qui ne saurait lutter contre nous. »

« Cependant, tandis que nous marchons au-devant des Russes, de nouvelles armées, formées dans l'intérieur de l'empire, viennent prendre notre place pour garder nos conquêtes. Mon peu-

« ple tout entier s'est levé, indigné de la honteuse capitulation que les ministres prussiens, dans leur délire, nous ont proposée. Nos routes et nos villes frontières sont remplies de conscripts qui brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne serons plus désormais les jouets d'une paix trêve, et nous ne poserons plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, ces éternels ennemis de notre nation, à renoncer au projet de troubler le continent, et à la tyrannie des mers.

« Soldats, je ne puis mieux exprimer les sentiments que j'ai pour vous, qu'en vous disant que je vous porte dans mon cœur l'amour que vous me montrez tous les jours. »

Non content de ces témoignages et de ces remerciements à tous ces braves et général, Napoléon, le lendemain de son entrée à Berlin, accorde dans une revue des récompenses de toute espèce au corps d'armée du maréchal Davoust, et leur donne en quelque sorte une préférence de gloire même sur les soldats qui ont combattu sous ses yeux. Voilà comment il était jaloux de ses lieutenants.

Chaque des journées de cette étonnante campagne est marquée par un ou plusieurs succès. Le 28 octobre, le grand-duc de Berg fait capituler au combat de Prentzlow le prince de Hohenlohe, qui a succédé dans le commandement au vieux duc de Brunswick. Ce prince défile devant le général français à la tête de seize mille hommes d'infanterie, de six régiments de cavalerie, élite de l'armée prussienne, avec soixante pièces de canon et quarante-cinq drapeaux. Cette capitulation n'est pas résolue sans des mouvements de fureur et d'indignation de la part des Prussiens ; mais, vus de tous côtés, il fallait périr jusqu'au dernier ou se rendre, et leur chef ne crut pas devoir innover plusieurs milliers d'hommes à sa gloire personnelle. Après cette brillante affaire, l'Empereur, qui pense comme César, écrit au grand-duc de Berg : « Il n'y a rien de fait, tandis qu'il reste à faire. Vous avez débordé une colonne de huit mille hommes, commandée par le général Bücher. Que j'apprene bicutôt qu'il a éprouvé le même sort. »

Le 29, six mille hommes mettent bas les armes à Passewelek devant le général Milhaud qui commande mille trois cents chevaux ; le 29 aussi la forte ville de Stettin capitule avec une bonne garnison de six mille hommes et cent soixante pièces de canon, entre les mains du général Lassalle à la tête de quelques escadrons. Jamais on n'avait vu de faibles colonnes de cavalerie enlever des divisions de deux armes et des places bien approvisionnées. La reddition de Stettin assure aux armées françaises une communication sur l'Oder. Chaque

jour ravit au roi de Prusse une division ou une armée, une position militaire, ou une forteresse, ou un allié.

Le 1^{er} novembre, Custring se rend au maréchal Davoust, avec quatre mille hommes, quatre-vingt-dix pièces de canon, et nous donne tout le cours de l'Oder : déjà nous avions occupé les États de Brunswick. La veille, le maréchal Mortier envahit également ceux de Hesse-Cassel, dont l'électeur, justement traité comme un ennemi de la France, nous abandonne son artillerie, ses magasins, ses arsenaux, ses troupes et son musée, l'un des plus beaux de l'Europe. Un petit fait d'armes qui n'aurait eu par lui-même aucune importance, mérite pourtant quelque attention : douze cents Suédois fuyant devant des forces supérieures entrèrent de vive force à Lubeck, le 5 novembre, pour s'y embarquer ; une partie dut gagner Travemunde, où elle fut prise par le prince de Ponte-Corvo. On prétendit depuis que cet avantage, alors inaperçu, fut l'origine de la révolution qui appela, trois ans plus tard, le maréchal Bernadotte à l'héritage du trône de Suède.

Pendant le général Blücher avait trouvé le moyen de réunir sa division aux divisions commandées par le duc de Brunswick-Oels et par le duc de Weimar qui retourne dans ses États. Blücher avait en outre ramassé une quantité de petits corps, et voulait essayer, avec des troupes plus considérables, de s'ouvrir un passage pour aller à Graudentz, où le roi est encore à la tête de quinze mille hommes : mais il n'a pu se soustraire à la poursuite combinée du grand-duc de Berg et des maréchaux Soult et Bernadotte ; en vain il tente de se porter sur Anclam et ensuite sur Rostock. Prévenu partout, à peine s'il a le temps de se jeter dans Lubeck, où il arrive le 8. Suivi par les trois maréchaux, la seule journée du 8 lui reste pour se re-

trancher. Le 6 et le 7 voient la terrible action livrée dans les murs et hors des murs. Soult force l'ennemi par la porte de Mulben, Bernadotte par celle de la Trave ; et, entre les deux, le grand-duc de Berg pousse sa fougueuse cavalerie. Les Prussiens se défendent pied à pied dans les rues, sur les places, dans les ouvrages, dans les maisons. Tout est escaladé, enfoncé, détruit. Fatigués de carnage, les vainqueurs se réunissent au centre de la ville. Cette première journée donne aux Français la ville de Lubeck, quatre mille prisonniers, soixante pièces de canon. Celle du 7 mit entre leurs mains, à Ratkau, le général Blücher et le duc d'Orléans qui capitulèrent ; cinq cent dix-huit officiers, onze généraux, soixante drapeaux, quatre mille chevaux, plus de vingt mille hommes, l'artillerie entière, en un mot tout ce qui avait échappé aux journées d'Iéna et d'Auerstaedt.

Le lendemain de la prise de Lubeck, la grande place forte de la Prusse, Magdebourg, bombardée par le maréchal Ney, se rend. On y trouve vingt généraux, seize mille hommes, les débris de cent soixante-dix bataillons, huit cent bœufs à feu, d'immenses magasins. Les habitants, dès le principe, opposés à cette guerre anti-nationale et effrayés du bombardement commencé par le maréchal, avaient contraint la garnison de renoncer à une défense qui ne savait plus l'honneur de la patrie et compromettait leurs intérêts domestiques. La nouvelle de la capitulation de Magdebourg, apportée en toute hâte à Berlin par le baron de Saint-Aignan, aide-de-camp du prince de Neufchâteau, empêche l'Empereur de signer la paix, négociée entre le général Duroc et le marquis de Lucchini. Une heure plus tard cette paix était conclue. L'Empereur frappe la Prusse et ses alliés d'une contribution de cent soixante millions.

CHAPITRE II.

NAPOLEÓN A BERLIN. — BLOCUS CONTINENTAL. — NAPOLEÓN A POSEN. — DÉCLARATION DE GUERRE DE LA PORTE A LA RUSSIE. — PAIX AVEC LA SAXE. — L'ÉLECTEUR REÇOIT LE TITRE DE ROI.

La prise de Magdebourg et celle de Lubeck terminent la campagne de Prusse, proprement dite, par la possession totale des États héréditaires de la maison de Brandebourg; toutefois la conquête de la monarchie n'est pas complète; il reste à envahir la Silésie et la Pologne prussienne. Cette dernière province va devenir le théâtre de la guerre. Le roi a réuni au-delà de la Vistule les débris de son armée. C'est là aussi que ce prince attend son allié du Nord. La Russie n'a pu croire qu'en six semaines le royaume tout militaire de la Prusse se verrait entièrement occupé et désarmé. Elle pense arriver à temps en montrant ses drapeaux dans les premiers jours de novembre: mais les Français, qu'aucun obstacle ne pouvait plus arrêter, continuaient leur marche victorieuse. Le 9 novembre, la capitale de la Haute-Silésie, Glogau, investie par le prince Jérôme, traitait pour sa reddition. Le 10, la capitale de la grande Pologne, Posen, recevait dans ses murs le maréchal Davoust. Les Russes touchent enfin le terrain que Napoléon, parü des bords du Rhin le 1^{er} octobre, est venu leur préparer sur ceux de la Vistule. L'armée russe, qui forme à elle seule toute la coalition depuis la destruction de son allié et la disparition des troupes suédoises, arrive le 11 dans le faubourg de Varsovie, dans ce faubourg de Praga dont les habitants n'ont pas oublié le massacre de tout une population par ces mêmes Russes, qu'ils sont loin d'accueillir comme des libérateurs. Le lendemain, le général Beningsen, dont le nom s'attache aussi à un fatal événement, entre à Varsovie, où ses troupes ne doivent pas rester long-temps.

Cependant il venait de résulter des négociations

suivies entre le grand-maréchal Duroc et le marquis de Lucchesini une suspension d'armes, par laquelle le roi de Prusse s'engageait à faire remettre aux Français les places non encore soumises. La convention a été signée le 16 à Charlottenbourg; en attendant la ratification de Frédéric, la guerre va forcer d'ouvrir les portes de ces villes abandonnées à elles seules au milieu de l'occupation française. Le même jour, le général Loison prenait possession, au nom du roi de Hollande, des pays de Munster, d'Osnabruck, de Lingen, de Teckembourg. Le 18, Czarnocbau, place forte à l'extrémité de la Pologne prussienne, capitula. Le 19, le maréchal Mortier prenait aussi possession de Hambourg pour l'Empereur. C'est la guerre anglaise qu'il soutient sur tout le littoral de la mer du Nord et de la Baltique. Brême, les duchés de Mecklembourg, le Hanovre, sont occupés. Peu de jours après, un embargo général ferme l'Elbe et le Weser, ainsi que les ports ci-devant anseatiques, au commerce des ennemis de la France. Deux décrets sortis de Berlin les menacent tous à la fois: l'un organise les gardes nationales de France, et appelle à la formation de leurs cohortes les citoyens de vingt à soixante ans, soit pour le service intérieur, soit pour le service actif; l'autre, du 21 novembre, crée le fameux système continental, qui déclare les Îles-Britanniques en état de blocus, et applique la saisie à toute marchandise anglaise, à tout Anglais, trouvés sur le territoire de la France, sur celui des pays qu'elle a conquis et de ceux qui reconnaissent la domination de ses alliés. Ce décret va remuer le monde: l'ébranlement qu'il cause tout à coup en Europe est incalculable. On regarde

d'abord comme un grand acte de violence, ou comme une grande hérésie politique, cette étonnante disposition : mais Napoléon sait qu'il a frappé juste. En effet, sans la guerre d'Espagne, sans celle de Russie, suscitées et alimentées toutes deux par l'Angleterre pour combattre ce décret de Berlin, deux années de plus du blocus continental détruisaient la puissance britannique. Elle seule en Europe connaît tout son danger, surtout dès qu'elle a vu toutes les villes anscatiques et les ports du Nord et de la Baltique au pouvoir des Français. A présent la guerre que la Grande-Bretagne a excitée va peser sur elle; et, pendant huit ans, elle subira la rigueur du séquestre européen.

L'occupation de la Prusse continue, Hameln se rend par capitulation avec neuf mille hommes de garnison et des magasins considérables; Nieubourg se rend également; la forteresse de Plaffenbourg, en Franconie, ouvre aussi ses portes. Le 25, Napoléon quitte Berlin pour se porter sur le lieu des nouvelles opérations militaires; le vainqueur d'Austerlitz veut montrer à Alexandre le vainqueur d'Iéna. Le 27, il est à Posen. Le lendemain, le grand-duc de Berg entre à Varsovie. Le général Beningsen a refusé la bataille qu'on lui présentait, et repassa la Vistule dont il a brûlé le pont derrière lui. Le 1^{er} décembre, Napoléon adresse à son armée la proclamation suivante :

« SOLDATS !

« Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, « que vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz. Les bataillons russes épouvantés fuyaient « en déroute ou, enveloppés, rendaient les armes à « leurs vainqueurs. Le lendemain, ils firent entendre des paroles de paix : mais elles étaient trompeuses. A peine échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres de « la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leur principale espérance n'est déjà plus ! « Ses places fortes, ses capitales, ses magasins, ses « arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, sept « cents pièces de bataille, cinq grandes places de « guerre, sont en notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, « les déserts de la Pologne, les mauvais temps de la « saison, n'ont pu nous arrêter un moment. Vous « avez tout bravé, tout surmonté; tout à fui à votre approche.

« C'est en vain que les Russes ont voulu défendre « la capitale de cette ancienne et illustre Pologne : « l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave et « infortuné Polonais, en vous voyant, eût revu les « légions de Sobieski de retour de leur mémorable « expédition. Soldats ! nous ne déposerons point les

« armes que la paix générale u'ait affermi et assuré « la puissance de nos alliés, n'ait restitué à notre « commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons « conquis, sur l'Elbe et l'Odér, Pondichéry, nos « établissemens des Indes, le Cap de Bonne-Espérance, et les colonies espagnoles. Qui donnerait le « droit de faire espérer aux Russes de balancer les « destins? Qui leur donnerait le droit de renverser « de si justes desseins? *Eux et nous, ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz?* »

Cette dernière phrase est sublime de pensée et de sentiment. Napoléon avait au plus haut degré l'éloquence de ses propres actions. Son armée faisait dans ses proclamations un cours de politique assez complet, pour qu'elle pût comprendre les causes et le but de la guerre qu'elle soutenait avec tant de valeur. La France était mise également dans toute la confiance des griefs de l'Empereur contre ses ennemis. Ainsi, dans son message du 21 novembre au Sénat, il avait dit : « ... Aussi, malgré notre situation triomphante, « nous n'avons été arrêtés dans nos dernières négociations avec l'Angleterre, ni par l'arrogance de « son langage, ni par les sacrifices qu'elle a voulu « nous imposer. *L'île de Malte*, la laquelle s'attachait « pour ainsi dire l'honneur de cette guerre, et qui, « retenue par l'Angleterre au mépris des traités, « en était la première cause, nous l'avions cédée. « Nous avions consenti à ce qu'à la possession de « Ceylan et de l'empire du Mysore l'Angleterre jouît celle du Cap de Bonne-Espérance... »

Il n'est plus permis de douter, après ces deux concessions des deux clauses fondamentales du traité d'Amiens, d'abord que Napoléon n'eût voulu sincèrement la paix, ensuite que cette paix générale n'eût été conclue si Fox avait vécu.

Les grandes situations inspirent les grandes idées. Ce fut encore de Posen que, le 2 décembre, Napoléon décréta que sur l'emplacement de la Madeleine serait élevé un monument dédié à ses braves, avec cette inscription : *L'Empereur Napoléon aux soldats de la Grande Armée*. Là devaient être tracés, sur des tables de marbre, les noms de tous les guerriers qui avaient assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, et sur des tables d'or massif les noms de ceux qui étaient morts sur les champs de bataille, etc., etc. Sous une république, l'inscription eût porté : *Aux armées la Patrie reconnaissante*; les noms des braves eussent été gravés sur la pierre, et le monument se serait élevé; mais le décret de la Madeleine fut rendu au milieu de la victoire, dans une capitale de l'ennemi et le jour anniversaire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz. Il devait offrir l'empreinte du génie qui le publiait à une si mémorable époque, et rencontrer dans la magnificence de ses dispositions,

bien moins pourtant que dans les immenses embarras d'une lutte à mort entre deux gouvernemens, des obstacles à son érection.

Le jour même qui vit paraître ce célèbre décret, la forte ville de Glogau ouvrait ses portes au général Vandamme, après quelques heures de bombardement.

Cependant le grand-maréchal Duroc s'était rendu de Posen à Osterode, pour faire ratifier par le roi de Prusse la suspension d'armes convenue à Charlottenbourg. Mais ce prince lui déclara que, les Russes occupant le reste de ses états, il se trouvait dans leur entière dépendance, et ne pouvait reconnaître la suspension d'armes, faute de moyens pour en exécuter les conditions.

La guerre ne faisait point négliger les soins de la politique extérieure par le monarque engagé dans une nouvelle lutte, après la campagne d'Iéna; jamais les liaisons de la France avec la Porte-Ottomane n'avaient été si étroites. Napoléon n'a pu oublier le grand intérêt de faire tourner aussi contre la Russie l'amitié qu'il porte au divan. Dans un rapport du prince de Bénévent, daté de Berlin, ce ministre avait dit à l'Empereur : «.... Votre Majesté n'est pas libre de suivre les mouvemens de sa générosité. Le pen-
« echant qui la porte à désirer la paix lui fait une loi
« de ne se dessaisir d'aucune de ses conquêtes, que
« l'indépendance entière et absolue de l'empire otto-
« man, indépendance qui est le premier intérêt de la
« France, ne soit reconnue et garantie.... »

Napoléon apprend à Posen, le 7 décembre, que les hostilités ont éclaté entre les Turcs et les Russes; ceux-ci ont pris dans la Moldavie les villes de Choczim, de Bender et de Jassy. Mais leurs faibles conquêtes, au lieu d'intimider les Ottomans, n'ont fait qu'exciter leur indignation et déterminer le succès complet de la mission du général Sébastiani auprès du sultan Sélim. Le 30 décembre, le cri de guerre a retenti dans toutes les mosquées de Constantinople, et l'invasion du général Michelson dans la Moldavie, jointe aux énergiques conseils de Sébastiani, donne à propos un utile auxiliaire aux Français eu occupant au loin une partie des troupes de la Russie.

Cependant l'armée que cette puissance a envoyée en Pologne monte à cent soixante mille hommes; Napoléon, qui ne se laisse jamais surprendre, a jugé la grandeur des préparatifs de la Russie contre lui, et pour pouvoir user s'il le faut de toutes ses forces, il demande de nouveaux sacrifices à la France. En réponse au message impérial, le Sénat a voté la levée de quatre-vingt mille conscrits. Les deux empereurs vont combattre à la tête de masses considérables; d'imposans efforts doivent marquer la lutte qui s'apprête. Ainsi les opérations de la guerre se

poursuivent malgré les rigueurs de la saison. Le général Beningsen s'est reporté sur Pultusk, où il a opéré sa jonction avec deux autres corps d'armée, dans l'intention de reprendre l'offensive.

Le 11 décembre, se conclut à Poscu un traité de paix et d'alliance entre Napoléon et l'électeur de Saxe. Par ce traité, ce prince reçoit le titre de roi, et entre dans la Confédération du Rhin. Son contingent est de vingt mille hommes. Quelques jours après, les cinq branches de la maison de Saxe sont admises aussi, en vertu d'un traité, à faire partie de la Confédération, avantage immense pour la campagne de Silésie : l'excellente cavalerie saxonne sera nommée par Napoléon *brave et loyale*, jusqu'à la journée de Leipsick, et la richesse des provinces saxonnes offrira de puissantes ressources à ses armées dans les temps difficiles. Napoléon a mis avec plaisir une couronne sur la tête du patriarche des souverains allemands. L'effet moral et politique de cette élévation est d'attirer à son auteur une part du respect dès long-temps attaché aux vertus de ce digne prince. Le système de la Confédération rhénane s'étend aussi à un système de Confédération germanique qui rappelle l'Allemagne.

Des mouvemens de guerre, plutôt que de véritables opérations, ont lieu entre les Français et les Russes. La fortune s'y déclare constamment pour les premiers: notre armée et la réserve ont passé la Vistule. Les Russes sont placés sur le Bug. Napoléon, parti de Varsovie à une heure du matin, va reconnaître l'Urka et les retranchemens de l'ennemi. Il fait jeter un pont au confluent de cette rivière avec la Narew; mais au lieu d'une grande bataille, à laquelle s'attend Napoléon, l'ennemi se disperse dans quelques combats où il se trouve sans cesse repoussé ou défait. A Biexun, il est culbuté par Bessières; à Czarnowo, Morand attaque de nuit et chasse de leurs batteries quinze mille Russes. A Nasielsk, aux passages de l'Urka et de la Sonna, les Russes sont encore battus par Augereau et Murat; à Soldan, le même sort attend les Prussiens; Ney s'empare de cette ville, défendue par huit mille hommes. A Mlawa, le général Marchand obtient un brillant succès. A Pultusk, Lannes se présente au défilé de Beningsen, à qui le maréchal Kamenskof, défait à Nasielsk, a remis le commandement général. L'action est vive; les Russes perdent la place, six mille hommes, trois mille blessés, qu'ils abandonnent dans leur fuite, et se retirent sur Ostrolenka. A Golimin, Augereau atteint Buxhowden, qui se voit enlever son artillerie, ses bagages, et va rejoindre Beningsen. Ces deux affaires terminent la campagne de 1806, une des plus merveilleuses qui honorent l'histoire d'aucune nation.

Cette année ne peut trouver de comparaison que dans les temps anciens. Alors le roi de Macédoine, à la tête des phalanges grecques, ancantissait la puissance colossale de Darius; alors une armée romaine allait conquérir de vastes royaumes en Asie; mais alors aussi toute la science militaire était du côté des vainqueurs: une légion grecque ou romaine suffisait pour dissiper presque au premier choc les troupes des despotes efféminés du Gange et de l'Euphrate. Jadis les Grecs et les Romains seuls avaient de l'infanterie de ligne disciplinée, manœuvrant et bien armée; c'était avec cette infanterie qu'ils triomphaient de l'innombrable cavalerie de leurs ennemis, comme nous l'avons fait dans la campagne d'Égypte. Napoléon, au contraire, avait trouvé toute la Prusse levée sur sa frontière, non en attitude de défense,

mais en attitude d'invasion. Les forces de cette puissance, dont l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie passaient alors pour les meilleures de l'Europe continentale, s'élevaient à deux cent cinquante mille hommes; cependant elle fut détruite en un jour sur son premier champ de bataille, où combattait son souverain entouré des princes de sa maison et des vieux compagnons du grand Frédéric.

L'année 1805 s'appellera long-temps encore dans notre histoire l'année d'Austerlitz, et l'année 1806, l'année d'Iéna; Areole, les Pyramides et Marengo, avaient déjà consacré trois années républicaines. Il reste encore à l'Empire quatre mémorables époques, dont la dernière, celle de sa chute, n'est pas la moins glorieuse pour les armes de Napoléon.



CHAPITRE III.

(1807.)

AFFAIRE DE CONSTANTINOPLE. — BATAILLE D'EWLAU. — LES ANGLAIS DEVANT CONSTANTINOPLE. — GUERRE DE LA POBTE AVEC L'ANGLETERRE. — PRISE DE DANZICK. — BATAILLE DE FRIEDLAND. — PAIX DE TILSITT. — LE ROI DE SAXE. GRAND-DUC DE VARSOVIE. — JEROME, ROI DE WESTPHALIE.

Le maréchal Mortier était chargé de faire tomber les places de la Poméranie, et le prince Jérôme celles de la Silésie. Déjà une des capitales de cette province, Glogau, avait capitulé; le 8 janvier, après un siège en règle de vingt-trois jours, Breslau, l'autre capitale, ouvrit ses portes; la brèche venait d'être pratiquée. Dès l'investissement de cette ville, le gouverneur avait brûlé ses trois faubourgs, afin d'en éviter la défense. La garnison de Breslau, forte de cinq mille cinq cents hommes, défila devant le frère de l'Empereur. Il ne restait plus au roi de Prusse d'autre capitale que Königsberg. Non loin de là était le champ de bataille où la lutte prochaine entre la France et la Russie devait décider de l'existence de la couronne de Frédéric-Guillaume, qui, fuyant depuis trois mois, avec sa famille et sa cour, devant la victoire française, était allé chercher son dernier asile dans la petite ville de Memel, sur la mer Baltique, à trente lieues au nord de Königsberg. Le prince Jérôme faisait investir les autres places de la Silésie, Brieg, Neisse, Schweidnitz et Cassel.

En Turquie, toute la population se préparait à combattre l'agression des Russes. Le manifeste du grand-seigneur, publié le 3 janvier, avait appelé sur eux la vengeance de l'islamisme. Alors gouvernaient le sultan Sélim et son visir Mustapha Barayetar, qu'une fin déplorable a rendus tristement fameux, et qui semblaient destinés à accomplir ensemble la réformation politique et militaire de l'empire ottoman. L'alliance, ou plutôt l'amitié de Napoléon, présidait de loin à cette grande révolution, dont vingt ans plus tard Constantinople devait donner le spectacle au monde.

Cependant les troupes musulmanes étaient en marche sous les ordres de Barayetar. Quinze mille

hommes se trouvaient déjà sur les frontières de la Valachie et de la Moldavie; le général d'Olgorouki commandait l'armée russe. Le manifeste du grand-seigneur, écrit dans un esprit de modération très-remarquable, eût fait honneur aux cabinets européens; il se terminait ainsi : « Les hostilités de la « Russie étant notoires, évidentes, chaque Musulman « est obligé, par la religion et la loi civile, de tirer « vengeance de ce perfide ennemi..... La Sublime- « Porte n'a déclaré la guerre que parce que son « extrême modération n'a servi qu'à augmenter « l'audace et la violence de la Russie... La cour de « Russie demeure responsable du sang qui sera « répandu et des malheurs qui doivent accabler « l'humanité : et jusqu'à ce que cette cour respecte « les traités et les alliances, l'impossibilité d'avoir « aucune confiance en elle doit être une vérité re- « connue de toutes les puissances qui sont dirigées « par des sentiments de justice et de modération. » En effet, indépendamment de la violation commise par le général Michelson, qui avait occupé subitement les villes de Choczim et de Bender, M. Reinhard, consul-général de France en Moldavie, sommé, ainsi que toute la mission française, de quitter son poste, par le général d'Olgorouki, dont il avait reçu des passe-ports pour se rendre sur les frontières d'Autriche, tomba entre les mains des Cosaques à une lieue de Jassy, sa résidence, et fut emmené prisonnier en Russie. La suite de cette histoire présentera plusieurs fois encore la même perfidie de la part des mêmes ennemis.

Cependant quatre-vingt-neuf pièces de canon, enlevées aux Russes depuis l'ouverture de la campagne, étaient rangées sur la place du Palais de la République que Napoléon habitait à Varsovie. L'ar-

mée d'Alexandre avait déjà perdu dans les différentes affaires, et notamment dans les combats de Czarnowo, Pultusk et Goliniu, vingt-cinq à trente mille hommes tués ou prisonniers. Le prince de Ponte-Corvo, maître de la ville d'Elbing, alla à Mobrungen au-devant de douze mille Russes : il les mit dans une déroute complète, et les rejeta au-delà de la Passarge. Mais l'action avait été des plus vives, et dans le trouble de la mêlée l'aigle du 9^e d'infanterie légère avait disparu; ce brave régiment ne put supporter cet affront; il se précipita au milieu des bataillons russes, les enfonça au premier choc, et ressaisit le précieux dépôt confié à sa valeur.

Les nouvelles de l'empire ottoman portaient à soixante mille hommes les troupes arrivées à Rudschook. C'était l'armée dont l'avant-garde, de vingt-cinq mille hommes, se trouvait entre Widdin et Bueharest, où les Russes avaient quinze mille hommes. Le prince Ipsilanti, hospodar de Valachie, du parti russe, avait été proclamé traître, et sa tête mise à prix. Napoléon, profondément frappé de la crainte de voir Alexandre conquérir la Turquie, taissa éclater toute sa pensée en faisant insérer dans le message qu'il adressa au Séuat, le 29 janvier, pour lui donner communication des traités conclus avec la maison de Saxe, le passage suivant, dont l'intérêt semble étranger à l'objet du message : « Hé! qui pourrait calculer la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et des délices de la grande ville l'emportait sur les conseils d'une sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares; et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité, et serait un titre d'opprobre dans l'histoire..... » Napoléon était loin de deviner la Sainte-Alliance, et de prévoir la géueuse insurrection de la Grèce.

L'heure de la grande guerre venait de sonner encore. Napoléon avait quitté Varsovie et levé ses quartiers d'hiver. Le combat de Mohrungen servirait de prélude à ce terrible réveil. Le 1^{er} février, toute l'armée était en marche. Les affaires de Bergfried, de Waltersdorff, de Deppen, de Hoff, qui avaient eu lieu du 3 au 6 février, mais surtout l'enlèvement du plateau de Preussich-Eylau, et la prise de cette ville, que les Russes défendirent avec acharnement depuis la matinée du 7 jusqu'à dix heures du soir,

annonçaient assez qu'un engagement général ne pouvait se retarder plus long-temps. En effet, le 8, les deux armées se trouvaient en présence, à demi-portée de canon l'une et l'autre. Au point du jour, les Russes, au nombre d'environ quatre-vingt mille hommes, occupaient des hauteurs hérissées d'artillerie; les Français, inférieurs en nombre, et dans une position moins avantageuse, ne pouvaient déboucher et développer leur ligne que sous le feu des batteries ennemies. Benigno, ayant disposé en deux colonnes les troupes du centre de sa ligne et celles de sa réserve, engagea l'action par un grand feu d'artillerie dirigé contre Eylau, qu'il parut vouloir enlever. Napoléon, toujours au poste du danger, suivant sa coutume dans les graves circonstances où sa présence lui paraissait nécessaire, fit avancer quarante pièces de canon de sa garde qui répondit à l'ennemi. Cette canonnade, très-meurtrière pour les deux partis, est soutenue avec une admirable constance par les Russes et les Français. Le dessein de l'Empereur était d'envelopper l'aile gauche de l'ennemi, appuyée aux villages de Serpallen et de Saugarten. De son côté, Benigno, comptant sur sa formidable artillerie, tenta de manœuvrer par sa droite et d'emporter la ville d'Eylau; mais l'audace de nos troupes à se déployer sous le feu plongeant de ses batteries, et, bientôt après, l'attaque formée par le maréchal Augereau, le mouvement de la division Saint-Hilaire vers la droite pour seconder la marche du maréchal Davoust sur le Serpallen, dégagèrent notre gauche. En ce moment, une neige épaisse, poussée avec violence par le vent du nord, obscurcit tout à coup l'horizon; les Français, qui la reçoivent en face, en sont aveuglés. Pendant cette nuit soudaine, les colonnes du maréchal Augereau perdirent leur point de direction, et se trouvant aux prises avec les troupes de l'aile droite des Russes, commandée par le général Tutschukow, et celles du centre et de la réserve du général Doctorow, elles eurent beaucoup à souffrir. Augereau, grièvement blessé, fut emporté du champ de bataille. Aussitôt que Napoléon s'aperçut des conséquences d'un accident aussi imprévu qu'inévitable, il ordonna au grand-duc de Berg et au maréchal Bessières de prendre soixante-dix escadrons de cavalerie pour les lancer sur le centre de l'ennemi. La cavalerie russe fut culbutée au premier choc de cette masse énorme; le grand-duc et le maréchal firent alors charger l'infanterie. Deux lignes russes enfoncées d'abord, deux fois traversées, abandonnèrent leur artillerie; il y eut là une mêlée affreuse, et une perte immense pour l'ennemi. Il se rallia pourtant à la troisième ligne et se déploya; une de ses colonnes, forte de quatre mille hommes, qui pendant l'obscurité s'était trop appro-

chée du cimetière d'Eylau, au moment d'attaquer, s'arrêta tout à coup devant un bataillon de la garde qu'avait envoyé Napoléon; abordée à la baïonnette par le bataillon, chargée en tête par l'escedron de service de l'Empereur, et en queue par le grand-duc de Berg, elle périt presque tout entière. Pendant cette lutte, qui attire toute l'attention de Beningsen, le maréchal Davoust, ayant manœuvré pour tourner la gauche de l'ennemi, parvint, après un combat long et meurtrier, à occuper les hauteurs du village de Klein-Sansgarten. L'action n'est pas moins vive en avant de Serpallen, entre les Russes et la division Morand, que le général Saint-Hilaire devait soutenir par une attaque de flanc. Tout à tour assaillis et assaillans, rarement victorieux, les Russes nous eèdent enfin l'avantage. Dès-lors le maréchal Davoust peut exécuter les mouvemens prescrits par l'Empereur pour envelopper et renverser l'aile gauche de l'ennemi, et le sort de la bataille est décidé. Beningsen maintient toutefois sa position en face d'Eylau; mais les progrès de l'aile droite des Français rendent cette position périlleuse, et d'ailleurs il avait employé toutes ses réserves, tandis que celles de Napoléon étaient intactes et n'avaient pas tiré un coup de fusil. Les ennemis ne songeaient plus qu'à assurer leur retraite, lorsque le corps prussien du général Lestocq, dont le maréchal Ney avait retardé l'arrivée sur le champ de bataille jusqu'à quatre heures du soir, vint se joindre à leur droite, et prévenir leur ruine, mais non pas leur défaite; ce nouveau combat ne fit que montrer la valeur, la constance des Russes, et la supériorité des Français. Vers les huit heures du soir, Napoléon ordonne d'allumer sur toute la ligne des feux de bivac, qui semblent éclairer et constater sa victoire. Le général Beningsen fit un dernier effort pour soutenir d'abord et ensuite dégager son aile droite, que débordait le maréchal Ney; mais bientôt cette aile, mise en déroute par une charge à la baïonnette, le força lui-même à profiter de l'obscurité pour dérober sa retraite. Napoléon, resté maître du terrible champ de bataille, où dix mille morts et trois à quatre mille chevaux tués, la neige couverte de sang, des débris de boulets, d'obus, d'armes de toute espèce, et un nombre immense de blessés, parmi lesquels six mille Russes, formaient le plus hideux spectacle, adoncit du moins, par des soins d'humanité prodigués aux soldats des deux partis, l'horreur du tribut offert en ce moment au fatal génie de la destruction des hommes; toutefois ni ses soins, ni sa victoire certaine, quoique chèrement achetée, ne purent affaiblir l'impression profonde de douleur que produisit sur la France le bulletin de la bataille d'Eylau. D'ailleurs, la relation elle-même avait quelque chose de sauvage, qui semblait faire reculer

la civilisation de quelques siècles. Malgré leur retraite, conséquence inévitable des manœuvres de Napoléon, et des succès de l'armée française sur tous les points, les Russes osèrent chanter un *Te Deum*. Napoléon seul en avait le droit; mais quel hommage à la Divinité que des actions de grâces pour des lauriers arrosés de tant de sang! Le beau talent du peintre Gros s'est résigné à reproduire pour la postérité le tableau de cette grande scène de carnage, que les Français ne peuvent célébrer parmi leurs triomphes; trop de regrets se mêlent aux miracles des intrépides soldats et des habiles lieutenans de Napoléon. Heureusement les noms de Murat, Lannes, Soult, appartiennent à des faits d'armes d'une gloire moins fatale. Le lieutenant-général d'Hautpoull fut blessé à mort à Eylau. Il avait exécuté à la tête de ses cuirassiers cette fameuse charge qui traversa toute l'armée russe. Un décret lui décerna une statue; elle devait être placée sur la place des Victoires, et faite avec le bronze des canons pris à Eylau. Napoléon courut volontairement les plus grands dangers à cette effroyable affaire; en vain le prince Berthier voulut l'empêcher de rester constamment sous le feu le plus violent des batteries ennemies; il persista à s'exposer, sans donner le plus léger signe d'émotion, au milieu des alarmes que sa position inspirait à tous ses généraux.

La seconde capitale de la Prusse, la grande ville de l'Allemagne septentrionale, Königsberg enfin, manque à la conquête du royaume de Prusse, et la victoire d'Eylau doit être vengée par le vainqueur lui-même. Königsberg n'échappe à nos soldats que pour un moment; car Beningsen l'avait évacuée après le désastre du 9. Mais l'orgueil des Russes ne pourra croire long-temps à l'égalité de la fortune militaire entre eux et l'armée française. S'ils ont paru, même à Eylau, avoir oublié Austerlitz, tout le génie de Napoléon et de son armée sera mis en œuvre pour les frapper par d'autres souvenirs. Napoléon a conservé l'offensive, et les plus hautes combinaisons de la tactique, les plus brillantes conceptions de l'art de la guerre, montreront à l'Europe, sous une face tout-à-fait nouvelle, l'arbitre de ses destinées. Cependant les Français sont entrés dans les cantonnemens qu'ils viennent de conquérir; leur repos est un des fruits de leurs succès. Quant à Napoléon, il ne se repose jamais.

Il apprend que les opérations avancent dans la Silésie; les places de Brieg et de Schweidnitz ont capitulé. En Poméranie, le maréchal Mortier a investi Stralsund, dont le gouverneur a brûlé le faubourg. Le maréchal Lefebvre s'est emparé de Marienwerder sur la Vistule, et marche vers Dantzick, dont le siège lui est confié. L'ennemi doit être battu avec ses propres armes. En attendant que l'artillerie de siège soit

arrivée des places fortes de la Silésie qui se sont rendues au prince Jérôme, le maréchal fait commencer les ouvrages de circonvallation. Le 16, la victoire d'Ostrolenka, long-temps disputée, est enfin arrachée au général Essen par le général Savary. Napoléon donna le grand-cordon à ce général, 20,000 fr. de pension sur la Légion d'honneur, et l'appela auprès de sa personne. Le 26, à Braunsberg, le général Dupont attaque dix mille Russes à la baïonnette, les chasse de la ville, prend deux mille hommes et seize pièces de canon. Par ces affaires d'avant-postes, Napoléon veut assurer la tranquillité de ses troupes dans leurs cantonnemens. Là, sa sollicitude vraiment paternelle veille sans relâche sur les besoins du soldat, sur les hôpitaux, où les vainqueurs d'Eylau reçoivent les secours de la science et de l'humanité, comme sa prévoyance de général veille sur l'armement et l'équipement, et sur tous les détails de l'administration militaire; car si dans la bataille il ménage peu la vie de ses compagnons d'armes, après la bataille il compte leurs blessures. C'est dans ces quartiers-généraux, conquis par la victoire, que Napoléon s'occupait d'abord à recruter parmi les soldats les officiers qu'il avait perdus, et à donner en récompense de leur courage des grades et des décorations à tous les braves qui s'étaient distingués. Sa justice prompte et éclairée couvrait ainsi cette inflexible politique de la guerre, qui doit constamment remplir les rangs que la mort a éclaircis. De nombreuses promotions, datées des quartiers-généraux de Berlin, de Posen, de Varsovie, de Pultusk, de Preussich-Eylau, de Liebstadt, d'Osterode, de Finkenstein, payèrent les dettes, réparèrent les pertes de tous les combats depuis la journée d'Iéna. De ces résidences guerrières où Napoléon dispensait largement la reconnaissance de la patrie à nos armées, partaient les décrets qui devaient assurer sa prospérité et sa discipline intérieure.

Pendant que Napoléon attendait à Finkenstein le moment de reprendre lui-même la conduite des opérations militaires, de grands événemens s'étaient passés à Constantinople et avaient illustré l'ambassade du général Sébastiani. La violation du territoire ottoman par le général russe Michelson, la surprise des villes de Choczim et de Bender au milieu de la paix, comme nous l'avons dit plus haut, équivalaient à de véritables forfaits, auxquelles la politique anglaise, que représentait à Constantinople lord Arbutnot, était loin d'être étrangère.

La Russie avait demandé au divan le rétablissement des hospodars de la Valachie et de la Moldavie, destitués par la Porte. Les menaces de l'Angleterre appuyèrent cette demande, et le sultan Sélim, ayant besoin de la paix pour exécuter le projet qu'il

avait conçu, avec Mustapha Barayctar, d'accomplir une révolution dans l'empire turc, rétablit les deux hospodars. Ce fut après cette condescendance de la Porte que le général Michelson entra inopinément sur le territoire ottoman, s'empara de Choczim, de Bender, et força les Turcs propriétaires en Moldavie de vendre leurs biens et d'évacuer la principauté. L'armée de Michelson, destinée à de plus importantes opérations, allait se renforcer d'autres troupes déjà en marche, quand la prise de Varsovie par les Français, appelant tout à coup sur la Vistule les bataillons russes du Don et du Danube, obligea Michelson, abandonné à lui-même, de s'arrêter à Bucharest, où l'avant-garde ottomane suffit pour lui fermer le passage. L'ambassadeur d'Angleterre intervint alors, mais sans succès, d'après l'exposé des justes récriminations du divan contre l'invasion moscovite.

La guerre fut déclarée à la Russie avec une grande solennité : on déploya le drapeau de Mahomet, et le muphti rendit un fetva en présence de tout le sacré collège ottoman. L'ambassadeur Sébastiani profita loyalement de la prépondérance de la France à Constantinople, pour obtenir qu'on respectât le droit des gens à l'égard de l'ambassadeur russe Italinski. Ce diplomate eut la liberté de quitter Constantinople avec plusieurs centaines de personnes qu'il prit sous sa protection. C'était une conduite bien digne de remarque de la part d'un sultan outragé à main armée au milieu de la paix, que de déroger à l'usage adopté, même dans les guerres ordinaires, d'enfermer aux Sept-Tours le représentant de la puissance ennemie. Voilà comment le général Sébastiani se vengea de la longue captivité qu'avait soufferte, dans cette même prison, le chargé d'affaires de France, Ruffin, quand la Russie et l'Angleterre dominaient le divan. Quelques jours après le départ de M. Italinski, lord Arbutnot transmit au divan une déclaration dans laquelle il était dit : «..... Les cours de Russie et d'Angleterre ont arrêté et arrangé entre elles, que l'une ferait entrer par terre des troupes sur le territoire musulman, tandis que l'autre enverrait par mer sa flotte à la capitale de l'empire ottoman. Si la Sublime-Porte procède sur-le-champ au renouvellement de son alliance avec les dites cours d'Angleterre et de Russie sur l'ancien pied, et si elle chasse de la résidence impériale l'ambassadeur de France Sébastiani, la guerre cessera à l'instant; mais s'il en est autrement, la rupture de l'amitié avec l'Angleterre est désormais inévitable....»

Immédiatement après cette déclaration, lord Arbutnot s'embarqua sur la frégate l'*Endymion*, et commanda au général Sébastiani les Anglais ainsi

que leurs propriétés, et alla rejoindre à Ténéos la flotte anglaise commandée par l'amiral Duckworth. Cette fuite est sans exemple dans les annales de la diplomatie. L'ambassadeur de France décida le divan, consterné d'une guerre maritime avec l'Angleterre, à faire tête à l'orage, et à mettre Constantinople en état de résister aux ennemis. M. de Lascour, son aide-de-camp, fut chargé de la défense de Sestos et d'Ahydos; mais la mollesse du ministre turc qui présidait aux travaux les rendit inutiles. En effet, dans le courant de février, l'amiral anglais parut devant les Dardanelles avec sept vaisseaux de ligne et des bombards, franchit le passage malgré le feu des châteaux, et brûla, à la hauteur de Gallipoli, un vaisseau turc et cinq frégates, pendant que les équipages étaient à la mosquée. Cet incendie, aperçu de Constantinople, porta la terreur dans toutes les classes de la population. Le 20, la flotte, qui se proclamait ennemie, jeta l'ancre devant le sérail. Ce jour, l'amiral Duckworth devenait maître de Constantinople, s'il eût attaqué; mais le ministre anglais, embarqué sur un esquif, demanda à parlementer. Le Kiaja-bey se rendit à bord de l'amiral, et on osa lui proposer :

1° De remettre au pouvoir des Anglais les châteaux des Dardanelles; 2° de délivrer, pour être conduits à Malte, quinze vaisseaux de guerre chargés des munitions navales qui étaient à l'arsenal; 3° que la Porte déclarât la guerre à la France, et renvoyât l'ambassadeur Sébastiani; 4° que la Moldavie et la Valachie fussent données à la Russie, ainsi que la place d'Ismaël et celles du Danube. Il fallait accepter ces infâmes propositions, ou s'attendre au bombardement.

Le grand-écuyer du sultan vint déclarer à l'ambassadeur de France que son maître se voyait dans la nécessité de souscrire à ces conditions. « Dites à votre puissant monarque, répliqua Sébastiani, qu'il ne voudra pas descendre du haut rang où l'ont placé ses glorieux ancêtres, en livrant à quelques vaisseaux anglais une ville de neuf cent mille habitants qui ont des armes, des vivres et des munitions. »

Le 25, lord Arbutnot demanda qu'il lui fut assigné un lieu où il pût débarquer, afin de conférer avec les ministres de la Porte. On lui répondit qu'au sein du sérail, toute l'autorité du sultan lui-même ne suffirait pas pour défendre un Anglais de la fureur des Musulmans. Les Anglais consentirent alors à se relâcher d'une partie de leurs prétentions; mais Selim résolut de ne point traiter tant que la flotte ennemie serait en-deçà des Dardanelles.

Le 26, l'amiral adressa une nouvelle note dans laquelle il n'était plus question de livrer les châteaux, ni les vaisseaux, et qui portait que le traité public ne renfermerait pas le renvoi de l'ambassadeur de France, en réservant toutefois cet objet pour un article secret. Ainsi le général Sébastiani, grâce à la vigueur du parti qu'il avait fait prendre au sultan, était justement considéré par les Anglais comme une puissance dont l'élimination formait la condition nécessaire du traité. Le sultan resta inébranlable; et le 5 mars, il dit à Sébastiani : « Les Anglais veulent que je chasse l'ambassadeur de France, et que je fasse la guerre à mon meilleur ami. Écris à l'Empereur qu'hier encore j'ai reçu une lettre de lui, qu'il peut compter sur moi comme je compte sur lui. »

Le sérail, les côtes d'Europe et d'Asie, ainsi que les Dardanelles, se hérissèrent de batteries formidables, au nombre de vingt-neuf, armées de cent neuf mortiers et de cinq cent vingt pièces de canon; dix vaisseaux de guerre suivirent jusqu'aux Dardanelles la flotte anglaise qui battit en retraite.

Les Anglais n'eurent pas plus à se louer de la fortune en Égypte. Le 30 mars, ils débarquèrent pour en faire la conquête, attaquèrent Rosette, se virent repoussés avec perte par les Osmanlis, et durent se retirer en désordre sur Alexandrie qu'ils occupaient. Dans le courant d'avril, ils renouvelèrent la même attaque, et furent battus par les Mameluks. Voilà, dans l'espace d'un mois, le résultat des provocations outrageantes de l'Angleterre et de ses tentatives contre la Porte-Ottomane. L'agression russe, sans être justifiée, trouva du moins une explication dans la conduite de lord Arbutnot après le départ du général Italski.

Napoléon, malgré les chances que le brillant commencement de la guerre, sa position dans le pays ennemi et l'ardeur particulière de son armée lui donnaient pour de nouveaux succès, ne négligeait aucun moyen de paraître avec plus d'avantage devant les Russes, et d'assurer la protection des côtes de la patrie. En conséquence, au mois d'avril, un sénatus-consulte appela aux armes la conscription de 1808, qui, formée en cinq légions, commandée chacune par un sénateur, fut destinée à la défense du territoire. Un autre décret déclara les places de Brest et d'Anvers en état de siège. Ce dernier port reçut dans son bassin deux vaisseaux de 74, sortis de ses chantiers, le *Charlemagne* et le *Commerce-de-Lyon*. La réunion de ces deux noms compose la devise de Napoléon, dont l'Empire ne peut s'établir que par la force des armes, celle des institutions, et la toute-puissance de l'industrie.

Pendant l'empereur de Russie, le grand-duc Constantin et le roi de Prusse, sont arrivés à Bartenstein. Il s'agit de sauver Dantzick; on décide de

secourir la ville par mer. Napoléon a deviné le projet des deux souverains; il charge le maréchal Lannes, placé à la tête de la réserve de la grande armée, d'aller avec la division Oudinot renforcer à Marienbourg, ancien chef-lieu de l'Ordre Teutonique, l'armée de siège du maréchal Lefebvre. En effet, une armée russe et prussienne débarque le 12 mai sous le fort de Weichselmunde, d'où elle débouche le 15 pour marcher vers la ville. Mais l'espace qui la sépare du fort est occupé par nos troupes, et les alliés sont repossés sur les palissades de Weichselmunde. Le 20, après cinquante-et-un jours de tranchée ouverte, le général Kalkreuth, dont le vieux ouvrage a si bien défendu ce qui reste de la Prusse guerrière de Frédéric, capitule, et livre au maréchal Lefebvre le grand port militaire de la Baltique. Huit cents pièces de canon, cinq cent mille quintaux de grains, sont les fruits de cette conquête, qui couvre la gauche de notre armée, comme Thorn en couvre le centre et Praga la droite. Lefebvre est fait duc de Dantzick.

Plusieurs affaires, telles que celles de Spanden, de Lomitten, d'Altkirchen, de Wolfesdorff, de Deppen, le combat de Guttstadt, la journée meurtrière d'Heilsberg, dans lesquelles l'armée des alliés perd une trentaine de mille hommes et de fortes positions retranchées, forment les glorieux préludes de l'immortelle bataille qui, le 14 juin, rappelle à Napoléon l'anniversaire de Marengo, reçut de l'illustre capitaine le nom de Friedland. La grande action ne commença qu'à cinq heures du soir. Le maréchal Ney commandait la droite, le maréchal Lannes le centre, le maréchal Mortier la gauche. Les généraux Grouchy, Latour-Maubourg, Lahoussaye, commandaient la cavalerie de ces trois corps, et contribuèrent activement au gain de la bataille. Dans cette journée, Napoléon se complut à déployer toute la puissance de son génie militaire : tranquille au milieu de vingt mille hommes de sa garde, qu'il commandait, ainsi que deux divisions de la réserve du premier corps, à être témoins immobiles de son succès, il fit détruire la valeureuse garde, la grande armée de l'empereur Alexandre et les derniers débris de l'armée du roi de Prusse, par les bataillons de la ligne, soutenus de la cavalerie française et saxonne, sous les yeux des deux souverains, dont l'un comptait se venger d'Austerlitz, l'autre d'Iéna. Cinquante à soixante mille hommes tués, blessés ou pris, parmi lesquels vingt-cinq généraux, quatre-vingt pièces de canon, soixante-dix drapeaux, sont le résultat de la défaite des coalisés. Le lendemain ce n'est plus la bataille, c'est la déroute qui continue. L'ennemi fuit sur la Russie par les deux directions de Königsberg et de Tilsitt. L'armée victorieuse suit

sa route, qu'elle voit jalonnée de canons, de caissons, d'équipages. Le maréchal Soult entre le 16 à Königsberg; il n'y trouve plus que vingt mille blessés russes et prussiens, et d'immenses richesses en tous genres, telles que soixante mille fusils anglais encore embarqués. Napoléon poursnit les souverains par Druckheim et Sheisgirren, et le 19 il arrive seul à Tilsitt, où il a été précédé le matin par les troupes légères. Elles avaient paru tandis que le pont, qui vient de mettre les princes alliés et le reste de leurs forces en sûreté sur la rive droite du Niémen, brûlait encore. Quelques cavaliers de l'escorte de Napoléon n'ont pu le suivre au-delà d'une petite chapelle qui domine Tilsitt. Il s'aventure seul, emporté par la confiance de sa gloire, dans les plaines qui entourent la dernière ville prussienne que l'ennemi a traversée le jour même. De l'autre côté, commence la Russie, Napoléon a vu le Niémen, et s'est arrêté.

L'orgueil du nom moscovite anéanti par ses armes, sous les yeux d'Alexandre et des généraux, malgré la présence des plus habiles généraux russes, a porté, le 14 juin 1807, la gloire de Napoléon et la puissance française au plus haut degré d'élevation politique et militaire où jamais peuples et conquérans soient parvenus. Alors et sur le champ de bataille de Friedland, où notre victoire a ouvert au maréchal Soult les portes de Königsberg, et a été suivie immédiatement de la conquête de toute la Silésie; alors et alors seulement Napoléon, selon son expression si vainement reproduite depuis, pouvait partager le monde en deux. C'est à Tilsitt, dont le traité n'est descendu pour lui qu'un procès, qu'il ira perdre à Moscou; c'est à Tilsitt que le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, pouvait proclamer la division de l'Europe et peut-être celle de la terre en deux empires. Là il pouvait, et ce fut aussi plus que sa pensée, renouveler avec Alexandre le traité qu'avait conclu Paul 1^{er} pour la destruction de l'empire européen du Croissant et la conquête de l'empire asiatique de l'Angleterre : là il pouvait réparer la faute du traité de Presbourg, et, réalisant une grande idée européenne, former de la Pologne tout entière et de vastes démembremens de la Prusse, une immense monarchie qui eût à jamais isolé la Russie des frontières germaniques de la France, et reléguer ainsi au-delà du Caucase les populations belliqueuses de la Scythie d'Europe qui obéissent au czar et au sultan : là il fondait un empire grec ami de la France; le crime d'État le plus odieux dont l'histoire fasse mention, l'abandon de la Grèce chrétienne, expirant sous le cimenter des Turcs d'Europe, d'Asie et d'Afrique, n'eût point souillé la politique de tous les cabinets chrétiens, et depuis

dix-neuf ans la langue grecque, la mère de toute civilisation, eût repris sa place parmi les idiomes législateurs du monde.

Le Niémen va attacher son nom à une grande scène; le 23, un radeau a reçu l'empereur victorieux et l'empereur vaincu; ils se donnent la main. La moitié de Tilsitt est neutralisée; Alexandre y entre le lendemain. Derrière Alexandre est un roi suppliant, à qui Tilsitt appartenait la veille, à qui Memel seule, sur la frontière russe, appartient encore : il n'a plus d'autre royaume, et c'est avec cette faible couronne qu'il marche à la suite des deux empereurs : il voudrait se confondre, sans jamais y parvenir, dans la foule des généraux de Napoléon qui ont su le vaincre et qui savent le respecter. Cependant, fidèle à l'alliance que le malheur a transformée en une courtoise amitié, Alexandre ne perd pas de vue le prince dont il est la sauve-garde, et il a pu faire admettre son allié devant le souverain que celui-ci a si injustement provoqué. Six ans après, sur les bords du même fleuve et au sein de l'infortune de celui qui va pardonner à la Prusse, la trahison d'un général prussien punira Napoléon de sa générosité. Mais Napoléon est en dehors de tout sentiment d'une adversité possible; il est également au-dessus de toute reconnaissance et de toute crainte. Il aime à accorder à Alexandre l'amnistie de Frédéric-Guillaume, et le traité de Tilsitt est conclu. Doté de la moitié de ses États, le roi de

Prusse reprend une place parmi les monarches. Cette magnanimité manque de prudence, parce qu'elle est impardonnable pour le donataire lui-même, qui ne voudra se souvenir que de la haute intercession à laquelle il doit ce fantôme de royauté. Sans doute il n'échappe pas à Napoléon qu'il vient de faire du roi de Prusse un faux ami, ou même un ennemi caché; mais Napoléon n'a jamais profité de succès que les armes à la main. Une fois désarmé, il oublie dans les traités les droits du champ de bataille. S'il avait su, comme il le devait, continuer la victoire en donnant la paix, la guerre européenne eût fini à Presbourg.

Alexandre reconnut les couronnes de Louis, de Joseph et celle de Jérôme, pour lequel un royaume de Westphalie, formé des États de Hesse-Cassel, d'une partie de ceux de la Prusse, de ceux de Brunswick, de Paderborn, de Fulde, une partie de l'électorat de Hanovre, vient d'être improvisé. Il y a plus de faiblesse que de vanité dans l'élevation des frères de Napoléon. Cet homme, si terrible contre les rois armés, soumet sa politique et son caractère à ce qu'il appelle les devoirs de famille. Enfin ses frères sont rois de l'aveu d'Alexandre; ce prince fait plus, il a reconnu le roi de Saxe grand-duc de Varsovie, et Napoléon protecteur de la Confédération du Rhin. Alexandre et Napoléon se trompent sur leur politique et sur le nom de leur alliance. La condition du blocus continental en est le plus important objet.

LIVRE DIXIÈME.

Affaires de la Péninsule.

CHAPITRE PREMIER.

(1807.)

LA SERDE SEULE CONTRE LA FRANCE.—PRISE DE STRALSUND; DE L'ÎLE DE RUGEN.—BOMBARDEMENT DE COPENHAGUE PAR LES ANGLAIS.—TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.—CONQUÊTE DU PORTUGAL.—DÉPART DE LA FAMILLE DE BRAGANCE POUR LE BRÉSIL.—COMLOTS DE L'ESCURIAL.—ARRÊSTATION DU PRINCE DES ASTURIENS.—DÉPART DE NAPOLEON POUR LE ROYAUME D'ITALIE.

Le 9 juillet, après vingt jours de réuniions et de conférences très confidentielles entre Alexandre et Napoléon, les trois monarques se séparent à Tilsitt. Le 27, Napoléon est de retour à Paris.

La France s'est déjà décerné les honneurs du triomphe et de la souveraineté européenne; elle se croit la république romaine dont le dernier citoyen marchait l'égal des rois ses alliés. Bientôt le sénatus-consulte du 19 août, qui supprime le Tribunal, l'avertit qu'elle n'est plus que l'empire de César. Condamnée au silence, la Liberté, comme une divinité vaincue, se dérobe aux regards du conquérant, et va cacher son culte dans des asiles domestiques. De religion dominante, elle est devenue une secte malheureuse, qui réparaitra en suppliante au deuil de la France, dont elle aura inutilement conservé le palladium.

Quelques jours auparavant, le 12 août, l'attachement du roi de Wurtemberg pour l'Empereur venait d'être consacré, à Saint-Cloud, par le mariage de la princesse Catherine, sa fille, avec le nouveau roi de Westphalie. La fortune avait fait naître cette princesse d'une maison souveraine; la nature lui avait donné tout ce qui sied à la majesté du

diadème pour l'embellir, et au pouvoir royal pour le rendre cher. Aucune des couronnes de l'Europe n'eût été déplacée sur la tête de cette jeune reine, en qui la beauté, qui est aussi une puissance, ajoutait encore à l'éclat de son esprit, à l'étendue de ses connaissances, à l'élevation de son caractère. A l'époque du divorce, si Napoléon avait pu choisir une épouse pareille, elle aurait honoré et sauvé la couronne impériale de France.

Cependant le 18 avril, la Suède avait signé un armistice en Poméranie; mais par un esprit de vertige indéfinissable, Gustave-Adolphe rompt subitement cet armistice après la paix de Tilsitt; et jaloux sans doute de renouveler Charles XII, seul, Gustave reprend ses faibles armes contre le maître de l'Europe. Brune est chargé de châtier ce prince téméraire enfermé dans Stralsund. Le 20 août, cédant aux prières des habitans, Gustave abandonne cette forte place, qui se rend au maréchal. L'île de Rugen suit le sort de Stralsund. Tout le littoral de la Baltique subit le joug de la France. La Suède a perdu irrévocablement la Poméranie, et Gustave l'affection de ses sujets. Il avait follement compté sur les arme-

mens de l'Angleterre, dont il était le plus fidèle allié; mais il se trompait dans ses calculs. On vit cette puissance, au lieu de secourir Gustave, risquer une flotte contre les batteries improvisées aux Dardanelles par l'ambassadeur Sébastiani; exposer une partie de son armée, qu'elle a laissée à Rosette, sur le sol de l'Égypte; envoyer en Amérique dix mille hommes qui allèrent échouer devant Buenos-Ayres, et signer une bonteuse capitulation qui leur euleva Monte-Video, ainsi que toute la côte de Rio de la Plata; enfin, au moment même où le roi de Suède a juré de s'envelopper sous les ruines de Stralsund, l'Angleterre, infidèle à tous les sentiments d'honneur et de loyauté dans les rapports politiques, aime mieux frapper à l'improviste un prince voisin, que de servir de ses troupes et de ses nombreux vaisseaux celui qui se dévouait si imprudemment à sa cause et qui jamais ne l'a abandonnée.

La diplomatie anglaise ne procédait cette année que par voie d'extermination. Le 12 août, à l'exemple de la négociation de lord Arbuthnot à Constantinople, le ministre Jackson vient signifier au prince royal, à Copenhague, que la Grande-Bretagne exige du Danemark une alliance offensive et défensive, et pour garantir la remise de la flotte, de la forteresse de Cronembourg, ainsi que la capitale. Il ajoute que l'Angleterre compensera avec de l'argent les pertes que le Danemark pourra éprouver: « Et avec quoi compenserez-vous l'honneur? » répond le prince. Le 13, M. Jackson annonce que les hostilités vont éclater. On court aux armes. L'attaque commence le 16. Le même jour, le gouvernement danois met le séquestre sur le commerce et les propriétés de l'Angleterre dans ses États. les Anglais ont jeté douze mille hommes dans la forteresse de Frédérichsberg, aux portes de Copenhague. La proclamation anglaise aux Danois leur déclare que la Grande-Bretagne se présente comme amie et ne demande leur flotte qu'à titre de dépôt: c'est ajouter la dérision à la violence. Le 18 août, lord Cathcart, commandant les forces britanniques, écrit au général Peymann, gouverneur de Copenhague, que si les propositions de l'Angleterre ne sont pas acceptées, la ville subira les horreurs d'un siège par terre et par mer. La réponse du général danois est un refus plein de fierté. Le 2 septembre, à sept heures du soir, les Anglais commencent un bombardement qui dure soixante-douze heures et réduit en cendres trois cents maisons. Le général Peymann, dangereusement blessé, se voit forcé de capituler. Les Anglais sont maîtres de la flotte danoise, qui consiste en vingt-huit vaisseaux de ligne, seize frégates, neuf bricks, et une quarantaine de petits bâtiments. Le prince royal, dont le caractère ne se dément pas un seul instant,

refuse de reconnaître la capitulation. Dès le 18 août, il avait donné l'ordre au général Peymann de faire sauter la flotte s'il ne pouvait la sauver; mais l'officier porteur de cet ordre avait été pris.

Le roi de Danemark, victime d'une agression aussi barbare, y trouve la justification du blocus continental que la France impose à ses alliés: il s'empresse d'y adhérer, ordonne la saisie de toutes les propriétés britanniques dans ses États, l'arrestation de tous les Anglais, interdit tout commerce avec l'Angleterre; le 16 octobre, il signe avec la France un traité offensif et défensif, et, seul des alliés de Napoléon, il respectera ses engagements jusqu'au dernier moment. Indigné de la violence que l'Angleterre a commise sur la capitale du Danemark, l'empereur Alexandre proclame hautement, par l'ukase du 31 octobre, les principes de neutralité armée que lui a légués Catherine II; il proscriit, en outre, toute communication entre les deux États, jusqu'à ce que le Danemark soit satisfait, et jusqu'à la paix de la France avec la Grande-Bretagne. Le 10 novembre, ce prince, dont aucune influence étrangère n'altère encore la politique, accède entièrement à toutes les conditions du système continental, et fait exécuter dans la Russie entière les mesures rigoureuses de ce pacte contre les sujets, les propriétés et le commerce de l'Angleterre. Le traité de Tilsit semblait avoir jeté de profondes racines dans l'esprit d'Alexandre; il s'en montrait l'observateur dévoué. Jamais alliance entre les deux plus puissants empereurs de l'Europe n'avait été cimentée par de plus grands engagements. L'Angleterre ne peut rien contre cette loi commune du continent; aussi elle en a calculé toute la force, elle connaît tout son danger, et en effet, par l'exécution non interrompue du traité de Tilsit, Napoléon eût attendu sur le trône continental la chute du trône insulaire.

Le Portugal seul, en Europe, est resté accessible à l'influence directe de la Grande-Bretagne. C'est donc là que Napoléon doit chercher à atteindre sa rivale. Dans les premiers jours de septembre, la cour de Lisbonne avait reçu de celle des Tuileries la proposition formelle d'adhérer au blocus continental, et, en cas de refus, elle devait être traitée comme ennemie de la France. C'était une représaille régulière de l'attentat de Copenhague. Le gouvernement portugais avait espéré d'abord pouvoir louvoyer entre l'Angleterre qui le dominait et la France qui le menaçait; mais, comme l'écrivit lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre, à M. Canning, le 29 novembre: « Le 8 du courant, Son Altesse Royale se « laissa aller à signer un ordre pour la détention du « petit nombre de sujets anglais et pour le séques- « tre de ce qui restait encore de leurs propriétés à

« Lisbonne. » Alors cet ambassadeur prit ses passeports, et, s'étant retiré à bord de l'escadre de Sydney Smith, le blocus du Tage fut rigoureusement établi. Cet ennemi étant plus proche que les Français, le prince régent renoua avec lord Strangford, qui décida aussi le départ de toute la famille. Les ambassadeurs de France et d'Espagne, qui faisaient cause commune et qui menaçaient, dès le 27 septembre, de demander leurs passeports, avaient quitté Lisbonne le 2 octobre. Depuis trois semaines, le général Junot commandait à Bayonne une armée de vingt-huit mille hommes; le 17, elle se mit en mouvement pour entrer en Espagne et se diriger sur le Portugal. Le 27 du même mois, un traité secret, négocié par Isquierdo, agent du prince de la Paix, avait été conclu, à Fontainebleau, entre la France et l'Espagne. Ce traité était relatif au passage d'une armée française par l'Espagne pour marcher sur Lisbonne. Il contenait aussi le partage du royaume de Portugal : la France s'engageait à donner au roi d'Étrurie, en échange des États de Toscane, la Lusitanie septentrionale, à titre de royaume; et à Manoel Godoy, prince de la Paix, le royaume des Algarves, à titre de principauté. Le roi d'Espagne, déclaré suzerain de ces deux États, devait joindre à ses titres celui d'empereur des deux Amériques. Le reste du Portugal était mis en réserve jusqu'à la paix générale. Une autre armée de quarante mille hommes se réunirait à Bayonne le 20 novembre au plus tard, prête à pénétrer en Espagne, à l'effet de se rendre en Portugal, dans le cas où les Anglais y enverraient des troupes pour le défendre. Un pareil traité, une fois connu, ne pouvait qu'exalter l'enthousiasme alors prononcé des Espagnols en faveur de Napoléon, par l'immense accroissement octroyé subitement à la puissance et à la dignité de leur souverain, et par une telle satisfaction donnée à la jalousie ancienne qu'ils nourrissaient contre le peuple portugais. Mais des orages inattendus allaient changer le cours des choses et amener une série d'événemens impossibles à prévoir.

Le 3 octobre, l'implacable ennemi de Godoy, l'héritier de la couronne d'Espagne, le prince des Asturies, est tout-à-coup arrêté comme chef d'un complot tendant à détrôner son père. Le même jour, le roi Charles IV fait présenter à ses conseils une communication où il dit : « ... Ma vie, qui a été si souvent en danger, était une charge pour mon successeur, qui, préoccupé, aveuglé, et abjurant tous les principes de la religion qui lui étaient imposés, avec le soin et l'amour paternels, avait adopté un plan pour me détrôner. J'ai voulu m'en imposer sur la vérité de ce fait. L'ayant surpris dans mon appartement, j'ai mis sous ses yeux les chiffres d'in-

« telligence et les instances qu'il recevait des mal-
« veillans. J'ai appelé à l'examen le gouverneur
« lui-même du conseil; je l'ai associé aux autres
« ministres, pour qu'ils prissent avec la plus grande
« diligence leurs informations. Tout s'est fait; il en
« est résulté la connaissance de différens coupables,
« dont l'arrestation a été décrétée; celle de mon
« fils est son habitation... »

Le 5 novembre, le roi adresse le décret suivant au gouverneur par intérim du conseil de Castille : « La
« voix de la nature désarme le bras de la vengeance,
« et lorsque l'inadvertance réclame la pitié, un
« père tendre ne peut s'y refuser. Mon fils a déjà
« déclaré les auteurs du plan horrible que lui
« avaient fait concevoir des malveillans. Il a tout
« démontré en forme de droit, et tout conté avec
« l'exactitude requise par la loi pour de telles
« preuves. Son repentir et son étonnement lui ont
« dicté les remontrances qu'il m'a adressées, et dont
« voici le texte :

« SIRE ET MON PÈRE,

« Je me suis rendu coupable en manquant à Votre
« Majesté. J'ai manqué à mon père et à mon roi :
« mais je m'en repens, et je promets à Votre Majesté
« la plus humble obéissance. Je ne devais rien faire
« sans le consentement de Votre Majesté; mais j'ai
« été surpris : j'ai dénoncé les coupables, et je prie
« Votre Majesté de me pardonner, et de permettre
« de baisser vos pieds à votre fils reconnaissant.

« Saint-Laurent, 5 novembre 1807.

« FERDINAND. »

« MÈRE ET MÈRE,

« Je me repens bien de la faute que j'ai commise
« contre le roi et la reine, mes père et mère; aussi,
« avec la plus grande soumission, je vous en demande
« pardon, ainsi que de mon opiniâtreté à vous uier
« la vérité l'autre soir. C'est pourquoi je supplie ma
« mère, du plus profond de mon cœur, de daigner
« interposer sa médiation envers mon père, afin
« qu'il veuille bien permettre d'aller baiser les
« pieds de Sa Majesté à un fils reconnaissant.

« Saint-Laurent, le 5 novembre 1807.

« FERDINAND. »

« En conséquence de ces lettres, et à la prière de
« la reine, mon épouse bien-aimée, je pardonne à
« mon fils, et il rentrera dans ma grâce dès que sa
« conduite me donnera des preuves d'un véritable
« amendement dans ses procédés... »

Ces documens, si précieux pour l'histoire, n'ont pas besoin de commentaires. Il est facile de deviner le personnage qui a dicté les résolutions du roi, ainsi que les deux lettres par lesquelles Ferdinand a de-

mandé grace. Ces pièces suffirent pour faire connaître et la famille royale et le gouvernement d'Espagne à cette époque.

Voici ce qui avait précédé et amené cette étrange aventure. Manoel Godoy était l'objet de la réprobation universelle, et l'ennemi personnel de Ferdinand. Ce prince, odieux à sa mère par la baine qu'il portait à Godoy, faisait, en sa qualité d'héritier de la couronne, l'espoir des mécontents du palais, et, il faut le dire, de la nation entière. M. de Beaubarnais, ambassadeur de France à Madrid, partageait hautement avec Ferdinand et la cour l'animadversion que Godoy s'était attirée en usurpant l'autorité royale. La maison de la duchesse douairière de l'Infantado, dont le fils était l'ami et le conseil du prince royal, servait de rendez-vous aux mécontents. M. de Beaubarnais fréquentait assidûment cette maison depuis quelque temps. Son caractère d'ambassadeur accrédité pour ainsi dire d'une sorte de proscription publique contre le favori, et d'étranges conjectures résultèrent de ses discours. On parlait même assez ouvertement, dans les premiers cercles, du mariage du prince des Asturies avec mademoiselle Tascher, nièce de l'ambassadeur, comme d'un projet que ses entours ne désavouaient pas; projet qui tenait à un plan plus étendu, dont il ne formait que le principe. Le mariage une fois arrêté par Napoléon, vers lequel demeuraient constamment fixées les espérances des deux partis et celles de la nation, on nommait déjà le ministère nouveau qui devait être installé après l'exil de Godoy; on allait même jusqu'à penser que le roi abdiquerait en faveur de son fils. Ces bruits se répandaient bientôt dans les provinces, et on peut avancer que leur objet était alors le vœu unanime de l'Espagne.

Le prince de la Paix, qui savait tout, ne s'alarmait point; il entretenait une correspondance particulière avec le grand-maréchal Duroc, et recevait de son négociateur lesquiers des renseignements qu'il tranquillisait. Le traité de Fontainebleau ne contribua pas peu à le rassurer contre ses ennemis. Mais Ferdinand pouvait en contrarier l'exécution; il fallut donc pourvoir à cette difficulté. Le moyen le plus court était de perdre le prince. Cependant les amis de Ferdinand, pressés d'accomplir leur dessein, et s'appuyant sur l'assentiment que l'ambassadeur de France semblait leur donner, firent écrire par le prince des Asturies, le 11 octobre, une lettre dans laquelle il demandait à S. M. I. l'honneur de s'allier à une personne de son auguste famille. « ... J'imagine avec la plus grande confiance la protection paternelle de V. M., disait-il, afin que vous-seulement elle daigne m'accorder l'honneur de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanisse toutes les difficultés, et fasse disparaître tous les obstacles qui

peuvent s'opposer à cet objet de mes vœux. Cet effort de bonté de la part de V. M. l'est d'autant plus nécessaire que je ne puis pas de mon côté en faire le moindre, puisqu'on le ferait passer peut-être pour une insulte faite à l'autorité paternelle, et que je suis réduit à un seul moyen, à celui de me refuser, comme je le ferai avec une invincible constance, à m'allier à toute personne que ce soit, sans le consentement et l'approbation positive de V. M. I., de qui j'attends uniquement le choix d'une épouse. » Cette épouse, que Ferdinand attendait du choix de Napoléon, était mademoiselle Tascher, depuis duchesse d'Aremberg, à présent mariée à un Français; M. de Beaubarnais en avait montré le portrait à Ferdinand, qui en devint amoureux. Cette union était l'œuvre de la politique de l'impératrice, qui, redoutant dès lors le sort qu'elle ne devait pas éviter, cherchait à s'assurer des soutiens dans sa propre famille. Napoléon avait déjà choisi dans la sienne l'épouse de Ferdinand; c'était la fille aînée de Lucien qu'il lui destinait. Ferdinand expédia aussi une commission de commandant-général des troupes au duc de l'Infantado, dans l'espoir que la réponse de Napoléon lui serait favorable et lui permettrait d'accomplir dans le palais la révolution qu'il projetait. Mais le prince de la Paix, ayant recueilli assez de preuves sur la conjuration, la dénonça au roi, en lui faisant entendre que son abdication, et peut-être sa mort, avaient été résolues par les conspirateurs. La reine Marie-Louise soutint de tout son crédit sur le roi la dénonciation du favori. Déjà prévenu contre Ferdinand, Charles IV suivit la marche qui lui fut tracée, et qui avait été calculée de manière à empêcher le prince royal d'avoir un entretien particulier avec son père. En effet, le roi fit comparaître son fils en présence de ses ministres dans son appartement, l'y constitua prisonnier et lui donna des gardes. On procéda sous les yeux du monarque à l'examen des papiers du prince; on y trouva la copie de sa lettre à Napoléon, le brevet du duc de l'Infantado, quelques listes des partisans de Ferdinand, ainsi que deux mémoires écrits de sa main, dans l'un desquels il priait le roi d'ordonner une enquête devant lui sur les actions et la fortune de Godoy; l'autre présentait au roi les moyens de découvrir les projets du favori. Assurément l'héritier de la couronne avait bien le droit d'adresser à son père de respectueuses remontrances sur les périls que Godoy faisait courir à la monarchie. Le 29 octobre, Charles écrivit à l'Empereur.

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Dans le moment où je ne m'occupais que des

« moyens de coopérer à la destruction de notre en-
 « nemi commun (de l'Angleterre), quand je croyais
 « que tous les complots de la ci-devant reine de Naples
 « auraient été ensevelis avec sa fille (première femme
 « de Ferdinand), je vois avec un horreur qui me
 « fait frémir, que l'esprit d'intrigue le plus horrible a
 « pénétré jusque dans le sein de mon palais. Hélas!
 « mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat
 « si affreux. Mon fils aîné, l'héritier présomptif de
 « mon trône, avait formé le complot horrible de me
 « détrôner : il s'était porté jusqu'à l'exécès d'attenter
 « contre la vie de sa mère. Un attentat si affreux doit
 « être puni avec la rigueur la plus exemplaire des
 « lois. La loi qui l'appelait à la succession doit être
 « révoquée. Un de ses frères sera plus digne de le
 « remplacer et dans mon cœur et sur le trône. Je
 « suis en ce moment à la recherche de ses complices,
 « pour approfondir ce plan de la plus noire scélé-
 « ratesse, et je ne veux pas perdre un seul mo-
 « ment pour en instruire V. M. I. et R., en la
 « priant de m'aider de ses lumières et de ses con-
 « seils. »

Cependant l'attitude de M. de Beauharnais rassu-
 rait les amis du prince; ils étaient alors fondés à
 croire que Napoléon autorisait la conduite de son
 ambassadeur. Enfin, on fut si loin de désespérer,
 malgré l'acte de rigueur exercé sur Ferdinand, que
 l'on attendait de Napoléon une déclaration foudroyante
 par laquelle Charles IV serait forcé de
 renvoyer le prince de la Paix. Mais, comme on l'a
 vu, si le favori se pressa de se venger, Ferdinand se
 pressa bien plus de tout avouer, et, vingt-quatre
 heures après, il s'était mis à la discrétion de son
 ennemi. Quelques personnes pensent que ce prince
 eut peur de l'échafaud, et qu'il se trouva réduit à
 choisir entre la honte de devoir sa grâce à Godoy
 et le danger d'être jugé pour crime de trahison en-
 vers son roi et son père. Quant aux conspirateurs
 qu'il avait dénoncés, ils furent tous reconnus inno-
 cens par le conseil de Castille, dont Godoy dirigea
 l'opinion. L'empereur engagea le roi à assoupir
 cette affaire, et ne répondit point à la lettre de Fer-
 dinand. Toutefois il était désiré et attendu par
 l'Espagne entière. On assure qu'un personnage très
 influent de son ministère lui conseilla d'entrer dans
 ce royaume avec trente mille hommes. Le conseil
 était bon sans les trente mille hommes; Napoléon,
 arbitre, suffisait : il eût sauvé l'Espagne; il eût réglé
 tous les différends de cette cour. Le Portugal touchait
 au moment d'être conquis; le traité de Fontainebleau
 aurait reçu son exécution; Godoy serait allé régner
 dans ses Algarves : alors les péninsules espagnole et
 portugaise, réunies comme une vaste redoute mari-
 time sous le pavillon français, formaient, non la con-
 quête, mais l'autre grand sief méridional de la

France, qui, déjà appuyée sur la péninsule italique,
 eût à jamais défilé les orages du Nord.

Napoléon (on ne peut'en blâmer) se voulait point
 se mêler d'une affaire de famille aussi grave. Il était
 loin de croire que, peu de mois après, Aranjuez
 deviendrait le théâtre des représailles de l'Escorial.
 On ne lui donna pas des renseignements exacts sur
 la situation de l'Espagne : il ne sut pas qu'il eût été
 accueilli en libérateur par les habitans; il n'avait pas
 besoin de son armée; tout le peuple espagnol, irrité
 contre l'Angleterre, appelait au secours de sa des-
 tinée le plus redoutable ennemi de cette puis-
 sance.

Si Napoléon eût osé refuser la proposition de
 son ministre, il eût commis une faute en n'allant pas de
 sa personne, non à Bayonne, mais à Madrid, où il
 aurait vu le roi, tous les siens, la cour et l'État à ses
 pieds.

Cependant le favori triomphait; il s'imagina avoir
 perdu Ferdinand dans l'esprit de la nation : il ne fit
 que s'assurer de nouveaux droits à la baine des Es-
 pagnols; il ne parvint qu'à avilir la famille et la
 majesté royales, il ne comprit pas que la souve-
 raineté des Algarves payait le traité de Fontaine-
 bleau, comme les quinze mille hommes du marquis
 de la Romana, qui étaient actuellement dans l'ar-
 mée de Bernadotte, avaient payé la proclamation
 du mois d'octobre 1806. Informé du succès de la
 négociation de Fontainebleau par son affidé Is-
 quierdo, il crut pouvoir attaquer ouvertement l'hé-
 ritier du trône, et il compromit, pour satisfaire sa
 vengeance, l'existence de la monarchie et la sienne.
 Enfin Godoy s'aveugla au point de penser que l'in-
 térêt de Napoléon demandait son élévation, tandis
 qu'il n'était pour ce prince que l'instrument mo-
 mentané du système qui ferait l'Europe aux An-
 glais.

Le 13 novembre, *le Moniteur* publia un article
 sur l'Angleterre, où on lit : « Le prince régent du
 « Portugal perd son trône : il le perd, influencé
 « par les intrigues des Anglais; il le perd, pour n'a-
 « voir pas voulu saisir les marchandises anglaises
 « qui sont à Lisbonne.... La chute de la maison de
 « Bragance restera une nouvelle preuve que la
 « perte de quiconque s'attache aux Anglais est
 « inévitable!... » Voilà la condition des États de
 l'Europe à cette époque; il fallait qu'ils fussent ou
 tout-à-fait français, ou tout-à-fait anglais; ainsi le vou-
 laient la nature et la force des choses. Napoléon ne
 pouvait reculer, d'après le refus du Portugal; il de-
 vait conquérir cette unique station de l'Angleterre
 sur le continent.

Cependant, le 26 novembre, l'armée française se
 trouve déjà à vingt lieues de Lisbonne, à Abrantès,
 dont Junot prendra le nom; et ce n'est que la veille

que le prince régent apprend, par le *Moniteur* du 15, envoyé extraordinairement à l'ambassadeur d'Angleterre, que la maison de Bragance va cesser de régner; le même jour, pressé qu'il se croit d'obéir au décret de Napoléon, il embarque sa personne, sa famille, son trône, sur huit vaisseaux, et fait voile pour le Brésil avec une mauvaise flotte qu'escorte une escadre anglaise. Il n'y a rien de comparable dans l'histoire à cette émigration subite d'une monarchie devant un général qui, encore à vingt lieues de la capitale, ne compte pas vingt mille hommes sous ses ordres; car, du 17 octobre au 30 novembre, jour de l'entrée de Junot à Lisbonne, son armée de vingt-huit mille hommes a franchi les deux cents lieues qui séparent Bayonne de cette capitale; et nos troupes y arrivèrent diminuées considérablement et épuisées par les fatigues de cette course militaire. La flotte anglaise, il faut bien le dire, quoique forte de seize vaisseaux de ligne, ne fit qu'aider au déménagement de son allié; et le 1^{er} décembre, pendant que cette flotte, qui emporte les pénates de la royauté portugaise, arbore le pavillon du départ, les bâtimens que le prince régent a oubliés arborent le pavillon de l'invasion. On trouva dans le port quatre vaisseaux de ligne, six frégates, douze bricks, et un arsenal abondamment approvisionné. On remarqua la singularité de l'anniversaire : ce fut le 1^{er} décembre 1640 que le pavillon de Bragance avait été arboré à Lisbonne. Cependant les Portugais et les Français étaient loin de penser que de cette fuite, dont rien n'eunoblissait le malheur, il résulterait pour le Brésil un empereur qui donnerait un jour une constitution à la métropole.

Tandis que toutes ces choses se passaient dans la Péninsule, Napoléon suivait à Fontainebleau les intérêts du gouvernement de l'empire et ceux du système continental. Le 5 novembre, la Cour des Comptes était installée avec pompe; cette institution est ancienne; elle honore la monarchie. Ce grand contrôle de l'administration financière de la France assure à cette partie si importante de l'administration générale la garantie qui doit plus que jamais l'investir de la confiance publique. Les comptes de l'empire français sont tenus et rendus avec la fidélité et l'exactitude des comptes d'une maison dont le caissier est probe et le maître économique. La discipline particulière du palais, la plus parfaite qui ait jamais été établie par aucun sou-

verain, est sans doute le modèle de celle qui préside à la comptabilité de l'État, car l'une et l'autre sont ordonnées par l'Empereur lui-même.

Le 6, le comte de Tolstol, ambassadeur de Russie, présentait à Fontainebleau ses lettres de créance. Le 11, le cabinet de Londres opposait aux arrêts du blocus continental, qui sortaient de toutes les places maritimes de l'Europe, un décret qui soumettait tous les navires neutres ou alliés de la France à la visite, à une station obligée dans un des ports de l'Angleterre, et à une imposition sur leur chargement. Le même jour, la Hollande cédait à la France, par un traité, le territoire ainsi que la ville de Flessingue. Le 16, Napoléon part pour visiter son royaume d'Italie et les nouvelles provinces que lui a données le traité de Presbourg. Il a refusé à son ministre d'aller en Espagne, parce qu'un intérêt, dont le prince Eugène seul doit être le dépositaire, l'appelle en Italie; cet intérêt était son divorce avec la mère du vice-roi. Lucien vint aussi pour un autre intérêt de famille chercher Napoléon à Mantoue. Napoléon retrouva en lui l'ancien ennemi de la famille Beauharnais. Là aussi se décida le mariage de la fille de Lucien avec le prince des Asturies, au lieu de mademoiselle Tascher, que l'impératrice et l'ambassadeur Beauharnais avaient proposée à Ferdinand. Le 1^{er} décembre, le roi de Prusse s'était réuni fortement au système continental, par une déclaration qui interdit toute communication entre les Prussiens et les Anglais, jusqu'à la paix de la France et de la Grande-Bretagne. Ce fut à Milan que Napoléon, en réponse du décret britannique du 1^{er} novembre, déclara, le 17 décembre, *dénationalisé et de bonne prise* tout bâtiment de toute nation qui se serait soumis à la tyrannie du pavillon anglais. Ainsi la déprédation, fiscalité armée, règne sur les mers, tandis que la violence de la politique remplace sur le continent la puissance des armes. L'Angleterre et le continent font un échange continuel de représailles. Une agitation générale plane sur le monde; un homme seul tient la roue de la fortune et la dirige à son gré, depuis les sommets glacés du Taurus européen jusqu'aux rivages brûlants de la Méditerranée. La puissance de l'Angleterre, toute maritime, domine le reste du globe, et, maîtresse d'une flotte de plus de mille vaisseaux, elle rend à l'Europe blocus pour blocus.

CHAPITRE II.

(1807.)

CONQUÊTE DE LA FINLANDE PAR LES RUSSÉS.—RÉVOLUTION D'ESPAGNE.—LES FRANÇAIS A MADRID.—NAPOLEON A BAYONNE.—LA FAMILLE ROYALE D'ESPAGNE A BAYONNE.—INSURRECTION DE BARCELONE.—ABDIICATION DE CHARLES IV EN FAVEUR DE NAPOLEON.—JOSEPH, ROI D'ESPAGNE.—LE GRAND-DUC DE BERG, ROI DE NAPLES.—LE ROI ET LA REINE D'ESPAGNE SONT A CORPIÈGNE ET LES ENFANS A VALENCY.—INSURRECTION ESPAGNOLE.—ÉVACUATION DE PORTUGAL PAR LA FRANCE.

L'ANGLETERRE menait de front deux systèmes d'invasion avec ses flottes. A la fin de décembre, elle s'était emparée des îles Saint-Thomas, Saint-Jean et Sainte-Croix, appartenant à son ennemi, le roi de Danemarck, et de l'île de Madère, une des plus belles possessions de son allié, le roi de Portugal. L'Espagne et la France resserraient les liens de leur inimitié commune contre cette puissance; l'une adoptait les mesures que prescrivait le décret impérial de Milan, en date du 17 décembre; l'autre rendait un nouveau décret qui accordait le tiers du produit net de la vente de tout navire et de sa cargaison au détenteur qui, à l'entrée dans nos ports et dans ceux des pays qu'occupaient les troupes françaises, déclarerait que ledit navire vient soit d'Angleterre, soit des colonies anglaises, ou qu'il a été visité par des vaisseaux anglais. Cependant, le 6 janvier 1808, une instruction du ministre de la guerre annonce la formation de deux corps d'observation dans le département de la Gironde; et, le 21, le sénat proclame la réunion à la France du port de Flessingue, des places de Wesel, de Cassel et de Kehl, avec leurs dépendances. Dès lors le Rhin tout entier est français. Un autre sénatus-consulte appelle le lendemain dix mille conscrits au drapeau, bien que l'Europe soit en paix, sauf l'Angleterre. Le 27 du même mois, tous les vents ont été favorables à la fortune de Napoléon; il apprend l'arrivée à Rio-Janciro de la famille de Bragança. Ce prince était revenu le 1^{er} janvier à Paris de son voyage d'Italie, après avoir fait du port de Venise un chantier de grandes constructions de marine militaire, et décrété également l'ouverture d'un

canal qui doit unir le Pô à la Méditerranée. La première quinzaine de février voit les Anglais définitivement chassés du royaume de Naples par le pape de Reggio et de Scylla, tandis qu'une promenade militaire vient de conduire à Rome un corps français. C'est une mesure de haute police politique contre les intrigues britanniques, qui se croient inattaquables à l'abri de la chaire de sainte Pierre.

Tout-à-coup la nouvelle se répand que, envas contre le droit des gens, Pampelune et Barcelone ont été occupées militairement par l'armée française, l'une le 17, l'autre le 29 janvier. Cette armée, destinée pour le Portugal et pour une expédition contre Gibraltar, reçoit subitement l'attitude d'une armée d'invasion en Espagne. Surprise dans la sécurité du traité de Fontainebleau, et de la convention plus ancienne qui a placé, en Danemarck, les quinze mille Castillans du marquis de la Romana sous les aigles de Napoléon, l'Espagne va bientôt sortir de la stupeur qui le saisit au bruit des troubles qui sont près d'agiter sa capitale. Elle se trouvera placée en un moment entre la guerre qui éclate encore une fois dans le palais de ses rois, et celle qui enlève ses forteresses. Figuières et Saint-Sébastien ont éprouvé le sort de Pampelune et de Barcelone. Le grand-duc de Berg, général en chef, dirige cette invasion dans un pays ami.

Cependant le Nord offrait à peu près le même spectacle; le jour où les Français surprisaient Pampelune, l'empereur Alexandre notifiât au roi de Suède qu'il ne pouvait admettre sa neutralité, en raison de son alliance avec l'Angleterre, et qu'en conséquence il ne reste plus à ce prince d'autre

mojens de couvrir ses États, que ceux que la Providence lui avait confiés. Le 22 février, une armée russe est entrée dans la Finlande et marche sur Abo. Peu de temps après, le roi de Danemark déclara qu'il adopte les résolutions de la cour de Russie, par rapport à la Suède. La campagne des Russes est rapide. Le 6 avril, Abo et Wasa sont en leur pouvoir; le 24 ils s'emparent de l'île de Gothland, et le 3 mai, du Gibraltar de la Baltique, de la fameuse place de Swaborg. Le 6 mai, un ukase réunissait la Finlande à l'empire colossal de Russie. Le Danemark est loin de prévoir que l'occupation de la Finlande par les Russes lui fera perdre un jour la Norwège en faveur de la Suède, aussi sous l'approbation de la cour de Russie. Le droit des nations, le droit public européen cède à la grande raison d'État continentale, la guerre à outrance contre l'Angleterre et ses alliés.

Mais au milieu des vastes combinaisons politiques qui du nord au midi occupent sa pensée, Napoléon n'oublie ni la prospérité intérieure de la France, ni ce domaine des sciences et des arts qui devait survivre tout entier à sa puissance. Le 1^{er} janvier a vu mettre à exécution le Code de commerce, promulgué comme loi de l'empire l'année précédente; le 16, un décret a fixé définitivement les statuts de la Banque de France. Les quatre classes de l'Institut furent successivement admises à présenter à l'Empereur, en son conseil, leurs rapports sur l'état des sciences physiques et mathématiques, de l'histoire et de la littérature ancienne, de la langue et de la littérature françaises, et enfin des beaux-arts, depuis 1789. Les progrès dont le tableau lui est habilement retracé par Delambre, Cuvier, Dacier, Chenier et Lebreton, rapporteurs de leurs différentes classes, ne forment pas des conquêtes moins brillantes que celles qu'ont obtenues les armées de la révolution; elles sont plus durables: elles constituent à jamais la vraie noblesse de la nation. Mais en dehors de cette aristocratie du génie, Napoléon veut reconnaître aussi celle des titres héréditaires; le renouvellement de ceux de prince, de duc, de comte, de baron, de chevalier, entraîne le rétablissement des majorats, et le régime des substitutions altère subtilement le droit français. Cette exception, qui s'élève au milieu de la France, dépopularise son auteur, tandis que la réprobation publique, qui atteint cette institution renaissante et surannée, trouble la jouissance des titulaires; c'est par le ridicule que la France, et surtout la capitale, se vengèrent de ces nouveaux seigneurs. Les anciens ne gagnèrent pas à cette émission mobilière la conservation de leurs titres; ils durent faire, comme les autres, les preuves de leur fortune et de leurs fonctions. Ce système d'é-

galité dans une fondation toute aristocratique était singulier, il annonçait l'empire de la révolution jusque dans la restauration de ce qu'elle avait prosaerit, et on vit les chefs des plus illustres maisons de la France, qui apparemment à ce bizarre concours d'une noblesse décréetée, accepter des titres inférieurs à ceux qu'ils avaient portés et à ceux que recevaient les hommes les plus fougueux de la république. Fouché fut nommé duc, et le premier baron chrétien fut nommé comte. La fondation de l'Université impériale et des Académies, partout où siègeait une cour d'appel, eut lieu peu de jours après. M. de Fontanes, président du Corps-Législatif, devint le grand-maître de l'Université.

Au commencement de 1808, l'Espagne était toute française, ou plutôt toute napoléonienne. Le voyage de l'Empereur à Madrid avait reçu de l'impatience des peuples de ce royaume une sorte de certitude officielle. La grande armée de réserve de la Gironde s'appelait l'armée libératrice. On espérait qu'elle renfermait des corps de la garde impériale, ce qui devait confirmer la nouvelle de l'arrivée prochaine de Napoléon. Cette armée était entrée par les deux portes de Perpignan et de Bayonne; on avait élevé des arcs de triomphe dans toutes les villes, et même dans les plus petits villages, sur la route qu'il fallait suivre jusqu'à l'embranchement de celles qui de Burgos conduisent à Madrid. Un enthousiasme qui prouvait toute la misère de la nation avait fait affluer sur le passage des troupes impériales une foule immense d'habitans, accourus des provinces voisines pour voir, pour porter en triomphe le héros dont la protection était devenue si populaire. Ce sentiment exerçait tant de puissance sur les Espagnols, que la surprise de Painpelune, de Mont-Jouy, de Saint-Sébastien, de Figuières, de Barcelone, ne put ébranler leur confiance, et qu'ils acceptèrent sans arrière-pensée les explications des généraux français relativement à la nécessité d'assurer les derrières de l'armée. D'ailleurs on s'entretenait publiquement d'une expédition en Afrique et du siège de Gibraltar; ce projet, dans l'état d'animosité des Espagnols contre l'Angleterre, ne contribuait pas faiblement à exalter encore en faveur des Français l'esprit de la multitude.

Au palais la scène était différente; le prince de la Paix, c'est-à-dire la famille royale et le gouvernement, avait subitement perdu toute espérance. Le retour de son agent Isquierdo produisit ce terrible changement; celui-ci annonça qu'il n'était plus question du traité de Fontainebleau; que l'Empereur exigeait la réunion à l'empire des provinces de la rive gauche de l'Ebre, déjà occupées par l'armée française, et que cette cession serait compensée par celle du Portugal. Cette nouvelle transpira

insensiblement dans la haute société de Madrid; elle parut aussi accréditée par la contenance de l'ambassadeur Beauharnais, dont l'aversion pour Godoy était encore plus prononcée depuis les événemens de l'Escurial. Godoy, qui, de la grande faveur où il se croyait dans l'esprit de l'empereur, se trouvait tout-à-coup réduit à lui-même; Godoy, qu'obsédait en outre un redoublement d'inimitié de la part des principaux personnages de l'État et de la population de la capitale, incapable de supporter à la fois, le poids de son propre désespoir, celui de la haine générale, et la continuation de la confiance de la famille royale; effrayé surtout du triomphe de Ferdinand, à qui il se voyait publiquement sacrifié; conseillé de plus, dit-on alors, par Isquierdo, qui aurait reçu une insinuation plus expressive à Paris, Godoy se détermina à faire suivre l'exemple de la cour de Lisbonne à la cour de Madrid, et à aller se réfugier avec elle dans l'empire que Cortès avait fondé en Amérique. Du consentement de la reine à celui du roi le passage fut prompt; la crainte de tomber sous le pouvoir de Ferdinand décida le départ. Le généralissime, prince de la Paix, expédia secrètement l'ordre à divers corps, qui protégeaient par leur marche sur le Portugal l'invasion française, de rétrograder et de s'échelonner sur la route de Madrid à Cadix, où l'embarquement de la famille royale devait s'opérer. La cour habitait à Aranjuez; mais soit pénétration, soit indiscretion, soit trahison, le secret du voyage du roi cessa d'en être un dans cette résidence et à Madrid. On apprit aussi que, sous prétexte de manœuvres militaires, dont l'usage s'était perdu depuis long-temps, des troupes se rassembleraient bientôt à Aranjuez. Ces mesures précipitèrent la ruine de Godoy. Le conseil suprême de Castille voulut au moins retarder le mouvement de ces troupes, dans l'espoir de faire évader Ferdinand, et adressa au roi de vives remontrances en le suppliant de ne pas quitter sa capitale; ce fut inutilement: les troupes marchèrent la nuit sur Aranjuez. Alors seulement Godoy, instruit de la disposition des esprits, s'avisait de redouter pour lui-même la présence des forces dont il avait pressé l'arrivée malgré les représentations du conseil suprême. D'un autre côté, toujours entraîné par son inimitié pour le prince de la Paix, l'ambassadeur Beauharnais ne cachait point que l'éloignement du roi serait désapprouvé par l'empereur, sur lequel la situation actuelle de l'Espagne poussait plus fortement que jamais à reporter toutes les espérances. Cependant on publia une proclamation qui démentait le bruit du départ du monarque. Mais le peuple ne répondait à ces publications que par le cri de: *mort à l'indigne fauteur!* La proclamation de Charles échoua

contre l'insurrection générale: elle était en marche. Vainement Godoy avait bâti les préparatifs du voyage de la famille royale; les amis de Ferdinand, mal inspirés, avertirent leurs affidés de la capitale que la nuit du 16 au 17 mars était fixée pour le départ. Les aveugles ennemis du favori donnèrent l'éveil à Madrid et dans les campagnes, dans la province de la Manche surtout, comme sur une calamité publique, et une foule de paysans armés, renforcés d'une partie de la population de la capitale et de toute celle d'Aranjuez, affluèrent subitement dans cette résidence. L'ambassadeur Beauharnais, qu'on n'y voyait ordinairement que lorsque l'étiquette l'exigeait, arriva inopinément de Madrid, et contribua par sa présence à précipiter le moment de l'explosion. Dans les crises des gouvernemens absolus, les troupes redeviennent toujours populaires; depuis long-temps d'ailleurs indisposées contre Godoy, dont la domination leur était également insupportable, elles s'unirent avec les habitans. Jamais erreur plus universelle n'avait obscurci le jugement de toute une nation et des fustieux qui s'agitaient au-dessus d'elle. Plus cette erreur fut grave et générale, plus terrible aussi et plus ananime devait être le réveil de l'Espagne; car tout le monde se trompait à Aranjuez, excepté Godoy qui, ayant bien vu son danger, se décidait à s'exiler avec la famille royale, pour régner encore sur elle dans ses possessions d'Amérique. Quant à Ferdinand et aux Espagnols, il est bien certain que ce départ détruisait tout naturellement les obstacles qui s'opposaient au rétablissement de la sécurité publique et à l'existence politique du royaume. Peut-être faut-il penser que M. de Beauharnais, en témoignant une opposition manifeste à la résolution du roi, compromit et compliqua d'une manière inextricable les intérêts, quels qu'ils fussent, de son souverain. Il y avait sans doute un autre parti à prendre pour Charles IV, si son conseiller avait eu un caractère généreux et eût fait estime de la dignité de sa nation; c'était d'aller attendre dans l'imprenable Cadix, au milieu de son armée, le résultat des circonstances. Certes, il est facile de croire que le peuple espagnol se serait aussi bien défendu pendant que le roi aurait occupé la plus forte place de ses États, que pendant le séjour du prince des Asturies à Valencey.

On accusait maintenant Godoy d'avoir appelé en Espagne les bataillons français. Le 16, le roi fit publier une autre proclamation par laquelle, après avoir remercié ses sujets de leur noble agitation, il leur disait: « Saehz que l'armée de mon cher allié, « l'Empereur des Français, traverse mes États avec « des sentimens de paix et d'amitié. Elle a pour « but de se porter sur les points menacés d'un dé-

« barquoement de l'ennemi (des Anglais). La réu-
 « nion d'un corps de ma garde n'a pour objet ni de
 « défendre ma personne, ni de m'accompagner
 « dans un voyage que la malignité vous a fait sup-
 « poser nécessaire. »

Cette seconde proclamation n'obtint pas plus de succès que la première. Le peuple était persuadé que Godoy avait invoqué le secours du prince Murat qui s'approchait de Madrid, et il avait résolu de sacrifier le favori à sa vengeance, dût le roi lui-même descendre d'un trône que Godoy souillait chaque jour par la plus indigne usurpation. En effet, le 27 mars, en réponse à une lettre de son père, Ferdinand disait : « J'ai promis à « Votre Majesté de laisser la vie à Don Manoel « Godoy, je suis homme de parole et je n'y man-
 « querai pas. Mais le peuple est très alarmé; il « croit que les Français ne sont venus à Madrid que « pour prendre sa défense et pour le sauver. » Le nom de Ferdinand était dans toutes les bouches. Cet avènement populaire, dont le principe était l'honneur et le salut de l'Espagne, devait jeter de profondes racines. Ferdinand se trouva tout-à-coup à la tête de la nation, et il se souvint de l'Escurial. Le même jour, voyant l'inutilité de leurs proclamations, et assurés qu'ils ne pouvaient compter sur la protection des troupes, le roi et la reine résolurent de partir sans escorte au milieu de la nuit. Mais ce projet fut encore éventé malheureusement, et la reine accusa son fils, dans une longue lettre qu'elle écrivit le 24 mars au grand-duc de Berg, d'avoir donné le signal de l'attaque. « Mon fils Fer-
 « dinand, dit-elle, était à la tête de la conjuration. « Toutes les troupes étaient gagnées par lui. Il fit « sortir une lumière à une de ses fenêtres, signe « qui fit commencer l'explosion... » Quoiqu'il en soit de ces circonstances, il n'est pas douteux qu'au lieu de se mettre à la tête de l'insurrection et probablement de l'avoir provoquée, il eût été politique à Ferdinand de favoriser au contraire de tous ses moyens le départ de son père et de sa mère, de faire tomber ainsi Godoy dans ses propres filets, et de se dérober ensuite à l'embarquement de sa famille pour régner sur l'Espagne, dont il devenait l'unique espoir. Son droit se trouvait décidé par la vacance du trône; mais il fut aussi mal conseillé que ses ennemis.

Le 17, à quatre heures du matin, la foule se porta en armes au palais de Godoy, et fut d'abord repoussée par sa garde. Cependant les gardes du corps, après avoir arrêté son frère qui les commandait, se joignirent aux révoltés et enfoncèrent bientôt les portes du palais. Godoy n'eut que le temps de se réfugier dans un grenier, où il resta caché vingt-quatre heures sans prendre aucune nourri-

ture. Enfin le roi, pressé de toutes parts, voulut conjurer l'orage en proclamant qu'il donnait au prince de la Paix la démission de toutes ses charges, et qu'il prenait lui-même le commandement de toutes ses troupes, et il écrivit à l'empereur Napoléon pour l'informer de cette disposition. Malgré ces démonstrations, la foule poursuivait alors son triomphe avec plus de vigueur, et Ferdinand accepta d'elle la royauté séditionneuse qu'elle lui conférait. Le lendemain, un domestique resté fidèle à Godoy, fut reconnu comme il allait chercher des alimens pour son maître, et, forcé par la nécessité de sauver sa propre vie, il découvrit la retraite du prince. Dans cet intervalle, le roi avait abdiqué en faveur d'un rebelle, sous la condition verbale que Godoy serait épargné. Ferdinand n'oublia pas la parole qu'il venait de donner à son père; il arriva à temps pour arracher le prince de la Paix à la fureur de la populace. Il promit qu'il en serait fait justice, et le constitua prisonnier dans ce même palais de Villa-Viciosa, où se passait cette terrible scène. Le décret d'abdication fut aussitôt publié; il avait pour motif : *l'état d'infirmité du roi et le besoin de jouir de la vie privée dans un climat plus tempéré*. Jamais dévouement d'un souverain à son sujet n'égalait celui de Charles IV envers Godoy. Il renonçait à cause de lui à sa couronne, et ne mettait que le salut de son ministre pour condition à cet immense sacrifice! Cette abdication, annoncée le 19 à Aranjuez, produisit un effet magique. Les armes tombèrent des mains d'une multitude effrénée; ce calme subit révéla éloquentement au roi et à la reine toute la pensée de la nation.

L'abdication, signée au milieu des balonnettes et du tumulte du peuple et des soldats, devait avoir de fatales conséquences; car aux yeux de personne elle ne put passer pour un acte libre et volontaire. La nation l'accepta, parce qu'il la délivrait de l'odieuse gouvernement du prince de la Paix; mais il était bien permis à la famille royale de protester contre une telle violation des droits les plus sacrés; ainsi la reine continua ainsi sa relation au grand-duc de Berg : « Dans le même moment on découvrit le « prince de la Paix. Le roi envoya chercher son fils « et le fit aller chercher ce malheureux prince, la « victime pour être notre ami et l'ami des Français, « et surtout du grand-duc. Il y fut, et ordonna « qu'on n'y touchât pas... et lui dit, avec le com-
 « mandement comme s'il était roi : *Je te pardonne
 « la vie. Le prince de la Paix, malgré ses grandes
 « blessures, le remercia et demanda s'il était déjà
 « roi; il lui répondit : Non pas encore, mais cela
 « sera bien vite...* Après, il devait y avoir le 19 que
 « fut l'abdication, un tumulte plus fort que le pre-
 « mier contre la vie du roi, mon mari, et la mienne,

« ce qui nous oblige à faire cette démarche (l'abdication)... Mon fils a fait cette conspiration pour détrôner le roi son père. »

Le lendemain, Charles instruisit l'Empereur de son abdication. Le même jour aussi, le premier acte de la souveraineté de Ferdinand fut un édit qui confisquait, au profit de la couronne, tous les biens du prince de la Paix, meubles et immeubles. Il faut le dire, cette satisfaction était due à la nation espagnole. Ferdinand annonça ensuite qu'il allait se rendre à Madrid pour s'y faire proclamer. Le duc de l'Infantado reçut, avec le grade de colonel des gardes, la présidence du conseil de Castille. Aussitôt ces différentes résolutions rendues publiques, le peuple et les soldats pillèrent, soit à Madrid, soit à Aranjuez, le palais du prince de la Paix, de plusieurs de ses parens, des ministres, et en brûlèrent les meubles sur la place publique.

Mais, le 21, le roi fit un acte de protestation secret sur son abdication de l'avant-veille, et se hâta de l'adresser à l'Empereur. « Je n'ai déclaré me démettre de ma couronne, que lorsque le bruit des armes et des clamours d'une garde insoumise me faisait assez connaître qu'il fallait choisir entre la vie et la mort, qui eût été suivie de celle de la reine... » Ainsi Ferdinand était accusé de parricide par sa mère auprès du grand-duc de Berg, et par son père auprès de l'Empereur. De telles confidences, de telles accusations, jugeaient à elles seules la maison d'Espagne.

Cependant, d'après ces événemens, le grand-duc de Berg, sans prendre les ordres de Napoléon, avait cru devoir quitter Burgos, et comme s'il eût conçu le projet de s'asseoir sur un trône qui lui paraissait vacant, il s'avança vers Madrid à la tête des corps de Money et de Dupont. Il avait probablement interprété en sa faveur l'impatience ancienne de cette capitale à recevoir Napoléon, dont à ses yeux il était le précurseur. Cette ambition, mal déguisée, aveugla Murat et eut pour conséquence la faute bientôt irréparable d'arriver à Madrid la veille du jour où Ferdinand devait s'y montrer en qualité de roi des Espagnes. Les habitans se trouvaient si heureux de leur triomphe sur Godoy, qu'ils regardèrent avec une sorte d'indifférence la présence des troupes de Murat. L'entrée solennelle de Ferdinand, qui eut lieu le lendemain 24, porta au dernier degré d'enthousiasme la population de Madrid.

Le nouveau souverain se bâta d'envoyer auprès de l'Empereur le comte Fernando Nunez, pour l'informer de son avènement; le comte avait aussi la mission de voir de ses yeux la nièce de l'Empereur, destinée à être l'épouse de Ferdinand. Napoléon était attendu le 30 en Espagne; des relais furent

disposés sur la route de Madrid à Bayonne. Mais la conduite du grand-duc de Berg, qui s'abstint d'aller saluer Ferdinand et de le reconnaître comme roi, jette soudain dans l'esprit de ce prince l'inquiétude la plus vive; il craint, et avec raison, d'être prévenu auprès du grand-duc par son père et par sa mère. En effet, plusieurs fois chaque jour, des lettres du roi, de la reine, de leur fille Marie-Louise d'Étrurie, dénoncent au grand-duc jusqu'à la baine de Ferdinand pour la France, appellent sur lui toute la rigueur de Napoléon, et sur Godoy la protection de son lieutenant. En raison de ses projets, Murat n'était pas disposé à l'indulgence pour Ferdinand; aussi s'empresse-t-il de transmettre à l'Empereur cette scandaleuse correspondance. Il est à remarquer que, dès sa première note adressée au grand-duc, Marie-Louise demanda à l'Empereur un asile pour elle, pour le roi et le prince de la Paix, hors de l'Espagne; cette demande fut plus d'une fois renouvelée. La reine sollicitait également le grand-duc, lorsqu'elle lui écrivait, de venir voir le roi; mais Murat observait, vis-à-vis de l'ancienne cour, la même réserve qu'avec la nouvelle; il s'était imposé seulement l'obligation de répondre exactement à la correspondance journalière de la reine. Les lettres de cette princesse, toutes dictées par une passion véritablement meurtrière contre son fils, témoignaient authentiquement de la dissolution complète où étaient tombées l'existence et la dignité de la famille royale, tant par rapport aux membres qui la composaient que par rapport à la nation espagnole. Toutes ces lettres durent prouver chaque jour à Napoléon l'incompatibilité invincible qui s'élevait entre le trône et les princes destinés à l'occuper. Cependant le peuple, qui ne se trompe jamais sur ses sentimens, ne prend point le change au milieu des dissentimens irréconciliables qui partagent les deux cours, et il continue à reprocher au favori déchu l'avilissement de l'Espagne et la désunion de la maison régnante. Il refuse même au vieux roi, en raison de la sollicitude qu'il manifeste à l'égard de Godoy, sinon un respect, qui, en Espagne, est imprescissable pour la majesté royale, du moins l'attachement qu'il a toujours porté si justement aux vertus et à la bonté de cet excellent monarque. Aussi la haine contre Godoy devint chez les Espagnols de l'amour pour Ferdinand.

Cependant une seconde fois ce prince s'est trop pressé de prendre le sceptre; il ignore ce qui se passe à Paris dans les conseils de Napoléon; il ignore en outre ce qui se passe à Madrid dans le camp français. S'il dédaigne les intérêts qu'il vient de blesser dans la personne de Godoy, emprisonne et dépouille par lui, il ne calcule pas l'influence pro-

chaîne que cet outrage fait à son père aura peut-être sur sa propre destinée. Ferdinand n'a pas compris non plus le péril où l'abdication forcée de Charles IV peut entraîner le fils coupable qui vient d'usurper la couronne. Godoy s'aveugloit au sujet de son importance dans l'esprit de l'Empereur, parce qu'il avait fait le traité de Fontainebleau, à présent annulé; Ferdinand s'aveugle également, parce qu'il croit avoir gagné la protection de l'Empereur en lui demandant pour femme une personne de son sang. Sur ce point seulement il est d'accord avec son père et sa mère, qui, par les conseils de Godoy, après l'affaire de l'Escurial, sollicitent de concert pour Ferdinand la main d'une princesse impériale de France. Godoy, ayant appris la mise au néant du traité de Fontainebleau, a voulu, en enlevant à Ferdinand le mérite d'une pareille demande, se fortifier d'un nouvel appui auprès de Napoléon.

Cependant, dès qu'il connut les événemens d'Aranjuz, et eu réponse à la correspondance du grand-duc de Berg, Napoléon lui adressa la lettre suivante. Cette lettre, si importante, fera mieux juger que toutes les réflexions, quelle était l'opinion ou plutôt l'incertitude de Napoléon sur les affaires de l'Espagne et sur sa propre position vis-à-vis de ce royaume à l'époque du 20 mars.

« MONSIEUR LE GRAND-DUC DE BERG,

« Je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événemens; je reste dans une grande perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usé les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne; s'ils craignent pour leurs privilèges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse, qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

« Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi à l'insurrection de Ferdinand; le parti populaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation; cela n'empêchera pas que pour nous l'opposer on n'eu

fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnages de cette famille; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes; c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure; divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de soulèvement total à la monarchie entière.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras: elle expédie journellement des armées aux îles qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée; elle fait des enrôlemens de Siciliens et de Portugais.

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays; c'est peut-être celui de l'Europe qui est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre?

« Irai-je à Madrid? exercerais-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV; son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi; le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. La reine Élisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événemens qui vont suivre... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre.

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris V. A. I. de s'emparer si précipitamment de Madrid; il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant

les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux roi, voir ce qui s'y passe : il se concertera avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre ; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire.

« Vous ne m'engageriez à une entrevue en Espagne avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy ; vous exigerez pour eux et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai : cela ne sera pas difficile, je n'en sais rien moi-même.

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs privilèges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de la civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité ; des institutions qui ruinent l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée ; la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au Concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qui peuvent résulter d'une régénération politique : l'ordre et la paix dans l'intérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits ; ne brusquez aucune démarche ; je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller porter la guerre de ce côté.

« Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition... Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite ; cela me nuirait, et vous nuirait encore plus qu'à moi.

« Vous allez trop vite dans vos instructions du 14 : la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide à cause de l'événement du 19 mars. Il y a des changements à faire ; vous donnerez de nouvelles dispositions ; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

« J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère ; point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les

plus grands égards ; l'on respectera principalement les églises et les couvens.

« L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachemens ; il ne faut pas que d'aucun côté il soit brisé une amorce.

« Laissez Solano dépasser Badajos, faites-le observer ; donnez vous-même l'inspection des marches de votre armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.

« C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par jour ; en cas d'événemens majeurs, vous m'expédieriez des officiers d'ordonnance : vous me renverrez sur-le-champ le chambellau de Tourouou qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport détaillé. Sur ce, etc.

« NAPOLÉON. »

Il résulte de cette lettre remarquable que le grand-duc de Berg avait commis la faute politique la plus blâmable en venant, pour ainsi dire, avec une armée préparer à Madrid l'entrée du roi Ferdinand ; ce qui devait ôter au peuple de cette ville l'indépendance de la manifestation de son opinion sur cet événement. Il était évident aussi que Napoléon condamnait la royauté de Charles IV, et que, sans approuver celle de Ferdinand, il n'était pas éloigné de le reconnaître et de traiter avec lui. Napoléon ne dissimulait pas non plus qu'il regrettait que la famille royale ne fût point partie pour l'Amérique ; il voyait la nécessité d'une révolution en Espagne ; il ne savait pas lui-même la parti qu'il prendrait : celui de placer Joseph sur le trône d'Espagne n'existait pas encore, puisque l'Empereur semblait réserver le Portugal au grand-duc de Berg. Napoléon s'abandonnait tout-à-fait au mouvement des circonstances, et n'avait de bien arrêté dans ses idées que la force de la nation espagnole, la crainte d'une levée en masse qui pourrait éterniser la guerre, et la certitude que tout serait perdu si la guerre s'allumait. Cette lettre prouve suffisamment que Napoléon, si mal servi par son ambassadeur lors des affaires de l'Escorial et d'Aranjuez, ne l'était pas mieux par son lieutenant, à qui il reproche l'occupation de Madrid, et, comme cédant à un secret pressentiment, la marche du général Dupont sur Tolède : elle ne laisse aussi aucun doute sur l'empire que Napoléon eût exercé en Espagne six mois plus tôt, s'il fut arrivé à Madrid en souverain

conseillateur de la famille royale. Il aurait accompli alors dans le palais, et avec le palais, la révolution qu'il ne pouvait plus opérer en mars 1808 que contre la nation, et peut-être contre lui-même. « J'ai des partisans; si je me présente en conquérant je n'en aurai plus. » C'est dans cette anxiété d'esprit que l'Empereur décida son départ pour Bayonne. A cette époque, le général Savary, duc de Rovigo, se trouvait à Madrid, où il avait été envoyé auprès de Charles IV, avec une mission relative au voyage de la famille royale à Bayonne. Il n'était pas difficile d'y déterminer le roi et la reine. Cette princesse écrivait encore, le 8 avril, au grand-duc de Berg. « Nous demandons à Votre Altesse qu'elle fasse que l'Empereur nous envoie le plus tôt possible hors d'Espagne, le roi mon mari, notre ami le prince de la Paix, moi, et aussi ma pauvre fille; mais surtout tous les trois le plus tôt possible; sans cela nous ne sommes pas en sûreté... »

Il y eut donc au premier mot du général Savary, de la part de la vieille cour, non-seulement consente-ment, mais empressement à courir se jeter à Bayonne dans les bras de Napoléon; elle n'avait qu'une inquiétude, c'était d'être prévenue par Ferdinand. Ce prince, dont la répugnance au départ pour Bayonne eût paru naturelle, et dont la résistance aux instructions du général Savary eût été aussi honorable pour lui qu'utile pour Napoléon qui aurait vu par là sa politique simplifiée, ce prince, au grand étonnement du négociateur, alla au-devant de cette proposition, et, chose étrange, tant il est facile aux hommes passionnés de prendre le parti qui doit leur enlever tout à coup le prix de tous leurs efforts, les ducs de l'Infantado, del Parque, le chanoine Escotquitz, le ministre Cevallos, les premiers meneurs de l'affaire de l'Escorial et de celle d'Aranjuez, présentèrent à Ferdinand le voyage de Bayonne comme un autre coup d'État que la fortune mettait entre ses mains. Le prince s'empressa de se faire précéder par son frère don Carlos; alors la reine, effrayée de cette circonstance, écrivit au grand-duc : « ... Le départ si prompt de mon fils Charles nous fait trembler; les personnes qui sont avec lui sont malignes; le secret inviolable qu'on lui fait observer envers nous met dans la plus grande inquiétude, craignant qu'ils lui fassent porter des papiers remplis de faussetés contrefaites et inventées... V. A. I. et R. ne pourrait-elle pas envoyer quelque personne qui doive vanter l'arrivée de mon fils Charles, et prévenir l'Empereur de tout, le mettant au fait de la vérité, et de l'imposture de nos ennemis?... » Ferdinand d'un autre côté, écrivait à son père : « ... Le général Savary vient de me quitter; je suis très-

« satisfait de lui, comme du bon accord qu'il y a entre l'Empereur et moi, et par la bonne foi qu'il m'a témoignée. C'est pourquoi il me semble qu'il est juste que V. M. me donne une lettre pour l'Empereur dans laquelle vous le félicitez de son arrivée, où vous lui témoignerez que j'ai pour lui les mêmes sentimens que V. M. lui a démontrés... » La reine envoya cette singulière lettre au grand-duc de Berg, en lui disant : « ... Nous n'écrirons point la lettre qu'on nous demande, hormis qu'on nous y force, comme à l'abdication que le roi fit, le proteste qu'il envoya à V. A. I. » La correspondance journalière de la reine fournissait à l'Empereur les pièces du procès qu'il devait juger; il était aisé d'en prévoir le résultat, puisque Ferdinand allait de lui-même en hâter la conclusion par sa présence à Bayonne.

Ce prince se mit en route, le 10, dans l'espoir insensé de faire approuver son usurpation par l'Empereur; il s'aveugla même jusqu'à croire qu'il aurait de la peine à atteindre Burgos sans y rencontrer l'Empereur, dont l'arrivée à Madrid était toujours annoncée. Avant de s'éloigner, Ferdinand avait établi un conseil de régence sous la présidence de son oncle D. Antonio; il partit avec le général Savary, le duc de l'Infantado et le chanoine Escotquitz. Comme on n'eut pas de nouvelles à Burgos du voyage de Napoléon, on poussa jusqu'à Vittoria, où l'on n'en apprit pas davantage. Mais, dans cette ville, de fidèles serviteurs de la famille royale supplièrent Ferdinand de s'arrêter; parmi eux se trouva le chevalier Urquijo, qui arrivait exprès de Bilbao pour conjurer le prince de ne pas aller plus avant. Ferdinand ébranlé par ces conseils, se décida à écrire à l'Empereur la lettre suivante, que porta le général Savary :

« MONSIEUR MON PÈRE,

« Élevé au trône par l'abdication libre et spontanée de mon auguste père, je n'ai pu voir sans un véritable regret que S. A. I. le grand-duc de Berg, ainsi que l'ambassadeur de V. M. I. et R., n'aient pas cru devoir me féliciter comme souverain d'Espagne, tandis que les représentans d'autres cours, avec qui je n'ai point de liaisons si intimes ni si chères, se sont empressés de le faire; ne pouvant en attribuer la cause qu'au défaut d'ordres positifs de V. M., elle me permettra de lui exposer, avec toute la sincérité de mon cœur, que dès les premiers momens de mon règne, je n'ai cessé de donner à V. M. I. et R. les témoignages les plus marquans et les moins équivoques de ma loyauté et de mon attachement à sa personne; que l'objet de mon premier ordre a été de renvoyer à

« l'armée de Portugal les troupes qui l'avaient déjà
 « quittée pour se rapprocher de Madrid : que mes
 « premiers soins ont eu pour but l'approvisionne-
 « ment, le logement, et les fournitures de ces
 « troupes, malgré l'extrême pénurie dans laquelle
 « j'ai trouvé mes finances, et le peu de ressources
 « qu'offraient les provinces où elles ont séjourné ;
 « et que je n'ai pas hésité un moment à donner
 « à V. M. la plus grande preuve de confiance, en
 « faisant sortir mes troupes de ma capitale pour y
 « recevoir une partie de son armée : j'ai cherché
 « pareillement, par les lettres que j'ai adressées
 « à V. M., de la convaincre, autant qu'il a été en
 « mon pouvoir de le faire, du désir que j'ai tou-
 « jours eue de resserrer d'une manière indisso-
 « luble, pour le bonheur de mon peuple, les liens
 « d'amitié et d'alliance qui existaient entre V. M. I.
 « et mon auguste père. C'est dans les mêmes vues
 « que j'ai envoyé auprès de V. M. une députation
 « de trois grands de mon royaume pour aller au-
 « devant de V. M., aussitôt que son intention de se
 « rendre en Espagne me fut connue ; et pour lui
 « démontrer d'une manière encore plus solennelle
 « ma haute considération pour son auguste per-
 « soune, je n'ai pas tardé à faire partir avec un
 « égal objet mon très-cher frère l'infant don Car-
 « los, déjà arrivé depuis quelques jours à Bayonne.
 « J'ose me flatter que V. M. aura reconnu dans ces
 « démarches mes véritables sentimens.

« A ce simple exposé des faits, V. M. me permet-
 « tra d'ajouter l'expression des vifs regrets que j'é-
 « prouve et me voyant privé de ses lettres, surtout
 « après la réponse franche et loyale que j'ai donnée
 « à la demande que le général Savary vint me faire
 « à Madrid, au nom de V. M. Ce général m'assura
 « que V. M. désirait seulement savoir si mon avé-
 « nement au trône pourrait amener quelque chos-
 « gement dans les rapports politiques de ses États.
 « J'y répondis en réitérant ce que j'avais eu l'hon-
 « neur de manifester par écrit à V. M., et je me
 « suis rendu volontiers à l'invitation que le même
 « général me fit de venir au-devant de V. M., pour
 « m'anticiper la satisfaction de la connaître per-
 « sonnellement, d'autant plus que j'avais manifesté
 « à V. M. mes intentions à cet égard. En consé-
 « quence, je me suis rendu à ma ville de Vittoria,
 « sans égard aux soins indispensables d'un nou-
 « veau règne, qui aurait exigé ma résidence au
 « centre de mes États.

« Je prie donc instamment V. M. I. et R. de vou-
 « loir bien faire cesser la situation pénible à
 « laquelle je suis réduit par son silence, et de dis-
 « siper, par une réponse favorable, les vives in-
 « quiétudes qu'une trop longue incertitude pour-
 « rait occasionner à mes fidèles sujets.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte
 « garde. De V. M. I. et R. le bon frère,

« FERDINAND. »

« Vittoria, 14 avril 1808. »

Tandis que Ferdinand entrait à Burgos et à Vit-
 toria, sous des arcs de triomphe, un ordre de la ré-
 gence, dicté par une main invisible, ouvrait au
 prince de la Paix les portes de sa prison, et le dé-
 robaît au jugement qui étsit l'objet de l'impatience
 générale de la nation. Le décret n'en fut publié que
 le 21. Dès ce jour le peuple espagnol, à qui l'on
 arrachait son grand coupable, jura vengeance et
 extermination aux Français. La soustraction de
 Godoy à la commission chargée de le juger, nuisit
 plus à Napoléon que les renonciations de Bayonne.
 L'Espagne, qui tout entière accusait le prince de
 la Paix, se leva tout entière aussi contre ceux qu'elle
 crut pouvoir, dès lors, nommer les protecteurs du
 ministre déchu.

L'Empereur était arrivé à Bayonne dans la nuit
 du 14 au 15 avril. Le 16, le général Savary, duc de
 Rovigo, en rapporta au prince Ferdinand cette mé-
 morable réponse.

« MON FRÈRE,

« J'ai reçu la lettre de V. A. R. ; elle doit avoir
 « acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus
 « du roi, son père, de l'intérêt que je lui ai tou-
 « jours porté. Elle me permettra dans la circon-
 « stance actuelle de lui parler avec franchise et
 « loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter
 « mon illustre ami à quelques réformes nécessaires
 « dans ses États, et à donner quelque satisfaction
 « à l'opinion publique. Le renvoi du prince de la
 « Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur
 « et celui de ses sujets. Les affaires du Nord ont re-
 « tardé mon voyage. Les événemens d'Aranjuez
 « ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est
 « passé, et de la conduite du prince de la Paix ;
 « mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux
 « pour les rois d'accoutumer les peuples à répan-
 « dre du sang, et à se faire justice eux-mêmes. Je
 « prie Dieu que V. A. R. n'en fasse pas un jour
 « elle-même l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt
 « de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a
 « épousé une princesse du sang royal, et qui a si
 « long-temps régi le royaume. Il n'a plus d'amis :
 « V. A. R. n'en aura plus si jamais elle est mal-
 « heureuse. Les peuples se vengent volontiers des
 « hommages qu'ils nous rendent. Comment d'ail-
 « leurs pourrait-on faire le procès au prince de la
 « Paix sans le faire à la reine et au roi votre père ?
 « Ce procès alimentera les haines et les passions
 « factieuses ; le résultat en sera funeste pour votre

« couronne. V. A. R. n'y a de droits que ceux que
 « lui a transmis sa mère. Si le procès la désho-
 « nore, V. A. R. déchire par là ses droits. Qu'elle
 « ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides.
 « Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix.
 « Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans
 « les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir
 « que le prince de la Paix fût éloigné des affaires :
 « l'amitié du roi Charles m'a porté souvent à me
 « taire, et à détourner les yeux des faiblesses de
 « son attachement. Misérables hommes que nous
 « sommes ! faiblesse et erreur, c'est notre devise.
 « Mais tout cela peut se concilier : que le prince de
 « la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un re-
 « fuge en France. Quant à l'abdication de Char-
 « les IV, elle a eu lieu dans un moment où mes
 « armées couvraient les Espagnes, et, aux yeux de
 « l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir
 « employé tant de troupes que pour précipiter du
 « trône mon allié et mon ami. Comme souverain
 « voisin, il m'est permis de vouloir connaître,
 « avant de reconnaître cette abdication. Je le dis
 « à V. A. R., aux Espagnols, au monde entier : si
 « l'abdication du roi Charles est de pur mouve-
 « ment, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection
 « et l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune diffi-
 « culté de l'admettre, et je reconnais V. A. R.
 « comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec
 « elle sur cet objet. La circonspection que je porte
 « depuis un mois dans ces affaires doit lui être ga-
 « rant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son
 « tour, des factions, de quelque nature qu'elles
 « soient, venaient à l'inquiéter sur son trône.
 « Quand le roi Charles me fit part de l'événement
 « du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureuse-
 « ment affecté ; et je pense avoir contribué, par les
 « insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de
 « l'affaire de l'Escorial. V. A. R. avait bien des
 « torts ; je n'en veux pour preuve que la lettre
 « qu'elle m'a écrite et que j'ai constamment voulu
 « ignorer. Roi à son tour, elle saura combien les
 « droits du trône sont sacrés. Toute démarche près
 « d'un souverain étranger, de la part d'un prince
 « héréditaire, est criminelle. V. A. R. doit se dé-
 « fier des écarts, des émotions populaires ; on
 « pourra commettre quelques meurtres sur mes
 « soldats isolés, mais la ruine de l'Espagne en se-
 « rait le résultat. J'ai déjà vu avec peine qu'à Ma-
 « drid on ait répandu des lettres du capitaine-gé-
 « néral de Catalogne, et fait tout ce qui pouvait
 « donner du mouvement aux têtes. V. A. R. connaît
 « ma pensée tout entière ; elle voit que je flotte
 « entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées.
 « Elle peut être certaine que, dans tous les cas, je
 « me comporterai avec elle comme envers le roi,

« son père. Qu'elle croie à mon désir de tout con-
 « cilier, et de trouver des occasions de lui donner
 « des preuves de mon affection et de ma parfaite
 « estime.
 « Sur ce, je prie Dieu, mon frère, qu'il vous ait
 « en sa sainte et digne garde,
 « Bayonne, le 16 avril 1808.

« Napoléon. »

C'est cependant après la lecture d'une pareille lettre que Ferdinand se décida à achever son voyage. Il y fut de plus déterminé par le renouvellement des instances de ses propres conseillers, tandis qu'ils auraient dû le contraindre à reprendre la route de sa capitale. Napoléon, en s'abstenant de saluer Ferdinand du titre de roi, lui faisait assez comprendre qu'il ne le regardait que comme un usurpateur. Il est en outre impossible que Napoléon, en écrivant une telle réponse à la lettre justificative et suppliante du prince des Asturies, n'ait en la pensée que Ferdinand prendrait la résolution de rester sur la défensive. Ce parti était plus avantageux et plus honorable pour Napoléon et Ferdinand : dans cette position, celui-ci levait le drapeau de la défense de sa patrie, dont la capitale et les places frontières avaient été occupées au sein de la paix ; tandis que Napoléon, de son côté, pouvait proclamer une guerre légitime contre l'usurpateur du trône de son allié.

Il n'en fut pas ainsi : l'inévitable destinée qui devait, six ans après, détrôner Napoléon et couronner Ferdinand, malgré la protestation non révoquée de son père, fit continuer le voyage. Enfin Ferdinand s'avengla à un tel point sur sa situation, qu'il répondit de Vittoria à l'Empereur : «...C'est avec la plus grande satisfaction que je viens de recevoir la lettre que V. M. I. et R. a bien voulu me faire remettre par le général Savary, en date du 16 ; la confiance que V. M. m'inspire, et le désir que j'ai de la contraindre que l'abdication du roi, mon père, a été faite, en ma faveur, de pur mouvement, m'ont décidé à me porter immédiatement à Bayonne... » En effet, il partit le 18, et fut reçu à la frontière par le prince de Neuchâtel. Quand Savary remit à l'Empereur la réponse de Ferdinand : « Comment ! il vient ? dit Napoléon ; cela est impossible. » Le prince arriva le 20 à Bayonne, où Napoléon vint lui faire visite, en continuant de le traiter d'Altesse Royale ; le même jour, il dina au château de Marrac. Dans cette première entrevue, il ne fut nullement question des affaires de l'Espagne : la lettre que Ferdinand avait adressée de Vittoria à Napoléon, prouve qu'il sentait bien qu'il aurait à répondre sur l'abdication de son père, dont il voulait paraître ignorer la protestation. Il savait pourtant combien de lettres, de

notes, portaient chaque jour du palais, écrites par le roi, par la reine et par sa sœur; il devait comprendre alors que, dans la situation où sa violence avait rédnit son père, celui-ci n'aurait rien de plus à cœur que de faire parvenir à Napoléon, son allié, un acte aussi important; d'ailleurs Ferdinand avait été averti de cette démarche. Mais un esprit de vertige planait sur les deux frontières; il aveuglait le prince des Asturies et ses conseillers, qui, à Vittoria, avaient repoussé, comme une intrigue, cet avis salutaire; et il aveuglait aussi les conseils de Marrac. Cependant, le 28, Ferdinand manda à son oncle, l'infant don Antonio : « Je te prévins que l'Empereur a dans ses mains une lettre de Marie-Louise, qui porte que l'abdication de mon père a été forcée. Fais comme si tu l'ignorais; mais conduis-toi en conséquence, et tâche que ces maudits Français ne te fassent aucun trait de leur méchanceté. » Ferdinand dut regretter amèrement alors de n'avoir point écouté, à Vittoria, les représentations du chevalier Urquijo. Aussitôt après le départ de Ferdinand, le grand-duc de Berg avait fait rendre la liberté au prince de la Paix, qui se mit en route pour la France, sous escorte. Le 28 avril, Charles IV écrivit à l'Empereur : « C'est dans la protection de V. M. I. et R. « que je trouve un baume aux plaies dont mon « cœur est navré; je me flatte d'avance que le mo- « ment de me voir entre les bras de V. M. sera un « des plus heureux de ma vie, comme aussi le pre- « mier qui, depuis ce qui s'est passé, luira d'une « pure clarté sur mon existence... » La reine écrivit le même jour : « Quoiqu'il nous tarde déjà « de nous voir arrivés à Bayonne!... Nous sommes « rassurés... J'ignore le jour que nous arriverons à « Bayonne, parce que, si l'indisposition du roi le « permet, nous avons la plus grande envie de dou- « bler nos journées. Ce que je puis assurer à V. M. I. « et R., c'est que nous volerions à vos bras, tant « nous avons d'impatience d'y serrer les doux liens « d'alliance et d'amitié... » Le désir d'être à Bayonne était le seul sentiment qui fut commun au roi, à la reine, au prince de la Paix, au prince des Asturies et à ses conseillers. Ferdinand avait profité de sa royauté pour s'y trouver avant son père; la reine se plaignait du retard de son arrivée à l'Empereur : « Le voyage de mon fils, disait-elle, nous ayant « laissés sans relais, ni rien de tout ce que nous « aurions eu un urgent besoin. »

Ici il est impossible de ne pas remarquer qu'après le départ de Ferdinand et de Godoy, il n'y avait rien de plus facile à l'Empereur que de replacer sur le trône Charles IV, de lui imposer le renvoi de son favori, et de lui faire accepter la forme de gouvernement qui, bientôt, fut octroyée à l'Espagne. Napoléon eût dominé ce beau royaume par le bienfait

de ses institutions, au lieu d'échouer dans son dessein de le soumettre, et de l'irriter par la force de ses armes. Un conseil, un ministère eussent été donnés au vieux roi. Les Espagnols retrouvaient, sous le sceptre de leur souverain, le sceptre de leur indépendance; et ils auraient payé volontiers de leurs provinces limitrophes de la France la tranquillité qui leur eût été assurée. Enfin, ne pouvant pas craindre que Charles IV appelât ou reçut les Anglais en Espagne, l'Empereur voyait alors toute sa politique satisfaite par la sécurité que lui inspirait la situation des choses.

Au moment de quitter l'Espagne, Charles écrivit, le 17, à don Antonio, qu'il avait protesté contre son abdication, laquelle était nulle sous tous les rapports; que sa protestation existait dans les mains de l'Empereur Napoléon; que son fils n'était point reconnu comme roi, et qu'avant de partir pour Bayonne, il reprenait le gouvernement. Le 28 avril, le roi, la reine et les enfants, arrivèrent à Vittoria, où les gardes du corps, qui avaient escorté Ferdinand, se présentèrent pour faire le service auprès de LL. MM. Mais le vieux roi n'a pas oublié qu'ils ont trahi leur devoir à Aranjuez; et les congédia honteusement, et demanda une garde au général français Verdier. Le 30, le roi et la reine entrèrent à Bayonne. Le canon les annonça. Le prince des Asturies et don Carlos allèrent à leur rencontre. Aussitôt que LL. MM. furent parvenues à leur palais, tous les Espagnols se virent admis à la cérémonie du baise-main, après laquelle elles se retirèrent dans leurs appartements. Le prince des Asturies voulut les suivre; le roi l'arrêta, et lui dit en espagnol : « N'avez-vous pas assez outragé « mes cheveux blancs? » Ferdinand s'éloigna. Bientôt l'Empereur vint leur rendre visite. Dans cette première entrevue, qui eut le caractère d'une longue conférence, tout fut dit et décidé; car le surlendemain Charles IV adressa à son fils une espèce de manifeste, où, après avoir récapitulé les circonstances politiques de l'Espagne depuis la paix de Bâle, et les griefs relatifs à la conspiration de l'Escurial, il ajoutait : « J'ai dû me ressouvenir de mes « droits de père et de roi, je vous fis arrêter : je « trouvai dans vos papiers la conviction de votre « culpabilité. Mais sur la fin de ma carrière, en proie « à la douleur de voir mon fils périr sur l'échafaud, « je fus sensible aux larmes de votre mère, et je vous « pardonnai. On calomnia même mes ministres au- « près de l'empereur des Français, qui, croyant voir « les Espagnes échapper à son alliance, et les esprits « agités même dans ma famille, couvrit, sous diffé- « rents prétextes, mes États de ses troupes... Quelle « a été votre conduite? Vous avez mis en rumeur « tout mon palais; vous avez soulevé mes gardes du « corps contre moi : votre père lui-même a été votre

« prisonnier. Mon premier ministre, que j'avais élevé
 « et adopté dans ma famille, fut traité sanglant de
 « cachots en cachots; vous avez flétri mes cheveux
 « blancs : vous les avez dépouillés d'une couronne
 « portée avec gloire par mes ancêtres, et que j'avais
 « conservée sans tache.... J'ai eu recours à l'Empe-
 « reur, non plus comme un roi à la tête de ses
 « troupes et environné de l'éclat du trône, mais
 « comme un roi malheureux et abandonné. J'ai
 « trouvé protection et refuge au milieu de ses camps;
 « je lui dois la vie, celle de la reine et de mon pre-
 « mier ministre... Mon cœur s'est ouvert tout entier
 « à l'Empereur.... Il m'a déclaré qu'il ne vous re-
 « connaîtrait jamais pour roi.... Il m'a montré des
 « lettres de vous, qui font foi de votre haine pour
 « la France... En m'arrachant la couronne, c'est la
 « vôtre que vous avez brisée.... Votre conduite en-
 « vers moi, vos lettres interceptées, ont mis une
 « barrière d'airain entre vous et le trône d'Espagne.
 « Il n'est ni de votre intérêt ni de celui des Espa-
 « gnes que vous y prétendiez... Je suis roi du droit
 « de mes pères. Mon abdication est le résultat de la
 « force et de la violence... Je ne veux point léguer à
 « mes sujets la guerre civile, les assemblées popu-
 « laires, les révolutions. Tout doit être fait pour le
 « peuple, et rien par lui. »

On prétendit que cette traduction était l'original
 de la lettre du roi à son fils. Quoi qu'il en soit, le
 prince des Asturies adressa, le 3 mai, à l'Empereur,
 et le 6, à son oncle le régent, la lettre par laquelle
 il déclarait à son père qu'il lui rendait sa couronne.
 Mais le roi, après la communication que lui fit
 l'Empereur des nouvelles qu'il avait reçues du
 grand-duc de Berg, du 2 mai, s'était hâté d'exercer
 l'autorité royale qu'il venait de recouvrer en retirant
 la régence à don Antonio, et en la donnant au
 grand-duc. Des troubles sérieux soulevaient la capi-
 tale; trente à quarante mille hommes armés, citadins,
 soldats et campagnards, avaient tout à coup levé
 l'étendard de l'insurrection et attaqué les Français.
 On avait battu la générale et poussé le cri d'alarme
 dans les cinq camps qui entouraient la ville; toute-
 fois la garnison, forte seulement de trois mille
 hommes, était parvenue à comprimer la sédition,
 grâce au secours de l'artillerie française qui avait
 mitraillé dans les rues les révoltés, et sauvé de leurs
 mains le parc et les fusils de l'arsenal, dont ils
 allaient s'emparer. Des charges de cavalerie vigou-
 reusement conduites achevèrent de détruire ce qui
 avait échappé à l'artillerie et à la baïonnette. Plus-
 sieurs milliers d'Espagnols périrent dans cette guerre
 civile subitement improvisée, et les conséquences
 soudaines de leur mort justifiaient toute la portée de
 ce mot de Napoléon à Murat : *« Si je m'y présente en
 conquérant, je n'aurai plus de partisans. »* Dès ce

jour la terre d'Espagne, à laquelle renouaient ses
 princes eux-mêmes, devint une terre hostile contre
 les Français qu'elle avait appelés en libérateurs.
 Comme on l'a vu plus haut, le premier acte de la
 reprise de souveraineté du roi Charles avait été de
 donner la régence au grand-duc de Berg en la retirant
 à un membre de sa famille; le second et le der-
 nier fut le traité signé à Bayonne le 5 mai, par
 lequel Charles disposait de sa couronne en faveur
 de l'empereur Napoléon. Ce traité fut négocié par
 le général Duroc, grand-maréchal du palais, et le
 prince de la Paix. Il était juste que le ministre qui
 avait causé la ruine du trône des Espagnes en négociait
 l'abandon. Le 10 mai suivant, se régla entre le
 général Duroc et don Juan d'Escoliquitz un autre
 traité par lequel Ferdinand adhéra, ainsi que ses
 frères, au traité de cession du royaume d'Espagne
 fait par leur père. Ainsi se termina la vengeance du
 père sur le fils, du fils sur le favori, du favori sur
 le prince héréditaire, et celle de la reine, plus implacable
 encore, parce qu'elle a sacrifié à ses ressentiments
 la haine invétérée qu'elle portait à la France,
 et parce qu'elle a oublié depuis long-temps qu'elle
 est la femme de Charles IV et la mère de Ferdinand.
 Après ces deux traités, les deux cours se séparèrent.
 Le roi, son épouse, la reine d'Étrurie, son fils et sa
 fille, l'infant don François de Paule et le prince de
 la Paix, partirent pour le château de Compiègne; le
 prince des Asturies, accompagné de son frère don
 Carlos et de son oncle don Antonio, partit pour le
 château de Valencey, appartenant à M. de Talleyrand.
 Ce fut de cette résidence que, le 22 juin, Ferdinand
 écrivit à l'Empereur : « Je fais aussi à V. M. I.,
 « tant au nom de mon frère et de mon oncle qu'au
 « mien, des complimens bien sincères sur la satis-
 « faction qu'elle a eue dans l'installation de son cher
 « frère sur le trône d'Espagne : l'objet de tous nos
 « désirs ayant été toujours le bonheur de la nation
 « généreuse qui habite ce vaste royaume, nous ne
 « pourrions voir à sa tête un monarque si digne et
 « si propre par ses vertus à le lui assurer, sans en
 « ressentir la plus grande consolation. C'est le sen-
 « timent et le désir d'être honorés de son amitié qui
 « nous ont portés à lui écrire la lettre adjointe, que
 « je prends la liberté d'écrire à V. M. I., en la priant
 « qu'après l'avoir lue elle daigne la présenter à
 « S. M. Catholique. » L'air de Compiègne étant trop
 froid pour sa santé, Charles obtint d'aller s'établir
 à Marseille, d'où il mandait à l'Empereur, le 7 fé-
 vrier suivant : « Je ne saurais me priver du plaisir
 « de féliciter V. M. I. et R. pour ses heureux succès
 « dans sa dernière campagne... (celle d'Espagne). »

Cependant le grand-duc de Berg gouvernait, au
 nom de l'Empereur Napoléon, roi des Espagnes; et,
 le 16 mai, le conseil de Castille, présidé par le marquis

de Caballero, qui avait dirigé, pour Ferdinand, l'insurrection d'Aranjuez, rédigea une adresse à S. M. I. et R., par laquelle, après avoir dit qu'il n'y avait plus de Pyrénées, il demandait pour roi des Espagnes l'aîné des augustes frères de S. M. La ville de Madrid offrait le même jour le même vœu par l'organe de son conseil au grand-duc de Berg, et Louis de Bourbon, cardinal, archevêque de Tolède, écrivait le 22 à l'Empereur une lettre dans laquelle il annonçait que la cession de la couronne d'Espagne lui imposait la douce obligation de déposer aux pieds de l'Empereur l'hommage de son respect et de sa fidélité, et suppliait S. M. de le regarder comme son plus fidèle sujet, et de lui faire connaître ses intentions pour mettre sa soumission à l'épreuve. Tout ce qui était resté à Bayonne du cortège et de la cour du vieux roi et de son fils ne cessait de renouveler journellement à Napoléon les mêmes hommages. Ces hommes, naguère de partis si différens, confondaient tout à coup leurs intérêts dans celui de leur dévotement à Napoléon. Ils suivaient l'exemple du prince des Asturies et de ses frères, qui, avant de quitter Bayonne, avaient adressé au gouvernement provisoire de Madrid, non seulement leur adhésion au traité du 5 mai, mais encore une exhortation toute paternelle aux Espagnols de s'y conformer, ainsi qu'une déclaration qui les relevait du serment de fidélité; en sorte que les courtisans de Bayonne et les gouvernans de Madrid durent se croire doublement fidèles en se donnant à Napoléon. Toutefois la nation avait considéré à sa manière, et interprété d'après son propre jugement, la position, les paroles et les écrits de Ferdinand; elle s'était décidée déjà, le 2 mai, par l'insurrection de Madrid, à le forcer, quoique absent et démissionnaire, de régner sur elle; ou plutôt c'était en son nom qu'elle avait levé le drapeau de la résistance. Il ne restait plus en Espagne de personnes favorables à la révolution de Bayonne que ce petit nombre d'hommes de cour, d'état et d'administration qui va se grouper autour du trône de Joseph, soit par ambition, soit par mépris pour la dynastie fugitive, soit aussi par amour pour une patrie à qui Napoléon destine de nobles et sages institutions. Trop peu éclairée alors, comme elle l'est encore aujourd'hui, la masse des Espagnols ne voit qu'une armée française à la place de ses souverains; devant cette force étrangère, qui seule peut la sauver de ses propres fureurs, elle devient tout implacable, et ne prend conseil que du sentiment d'une indépendance qu'elle n'est pas en état de supporter pour elle-même, puisqu'elle ne la proclame qu'au nom de Ferdinand: tant est sacrée pour la nation cette royauté de huit jours, qu'elle n'a connue que par l'entrée solennelle de ce prince à Madrid, et qui ne lui a été chère que par l'emprisonnement de

Godoy! Le peuple espagnol et Napoléon se trompèrent tous deux, l'un en servant Ferdinand, l'autre en couronnant Joseph; et ils se tromperont encore le jour où Ferdinand sera rendu à l'Espagne.

La liberté et le despotisme ne sont, aux yeux des Espagnols du XIX^e siècle, qu'une même tyrannie, pour laquelle ils ne savent que mourir; aussi ne regardent-ils, dans leur dégénération, la proclamation de Napoléon, du 19 mai, que comme le manifeste d'un ennemi. L'Empereur, mal informé de leur situation morale, est abusé par tous ceux qui gagnent toujours à se mettre à la tête d'un gouvernement quelconque, ou par ceux qui ne désespèrent jamais de la conservation d'une patrie malheureuse. Ce fut donc en pure perte pour les intérêts communs des deux nations, qu'il fit publier cette belle proclamation, où l'honneur et le bonheur des Espagnols étaient également ménagés :

« ESPAGNOLS!

« Après une longue agonie, votre nation périssait.
« J'ai vu vos maux; je vais y porter remède. Votre
« grandeur fait partie de la mienne. Vos princes
« m'ont cédé tous leurs droits à la couronne des Es-
« pagnes: je ne veux point régner sur vos provinces,
« mais je veux acquérir des titres éternels à l'amour
« et à la reconnaissance de votre postérité. Votre
« monarchie est vieille; ma mission est de la rajeunir.
« J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai
« jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une ré-
« forme, sans positions, sans désordres, sans con-
« vulsions.

« Espagnols! j'ai fait convoquer une assemblée
« générale de députations des provinces et des villes.
« Je veux m'assurer par moi-même de vos desirs et
« de vos besoins; je déposerai alors tous mes droits,
« et je poserai votre glorieuse couronne sur la tête
« d'un autre moi-même, en vous garantissant une
« constitution qui concilie la facile et salutaire au-
« torité du souverain avec les libertés et les privilèges
« du peuple.

« Espagnols! souvenez-vous de ce qu'ont été vos
« pères; voyez ce que vous êtes devenus. La faute
« n'en est pas à vous, mais à la mauvaise adminis-
« tration qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance
« et de confiance dans les circonstances actuelles,
« car je veux que vos derniers vœux conservent
« mon souvenir et disent: *Il est le régénérateur de
« notre patrie.* »

Cette proclamation n'est pas une des moindres preuves de cette grande idée qui inspire tout le règne de Napoléon, celle de régénérer la vieille monarchie européenne, et de recréer une vaste société politique,

conforme aux progrès du siècle. Les hommes qui n'ont vu dans Napoléon qu'un conquérant, parce qu'il était toujours victorieux sur les champs de bataille où ses ennemis l'appelaient continuellement, ne l'ont compris ni dans la guerre ni dans la paix. Il était aussi éminemment législateur que grand capitaine : il ne cessait de dire aux différents peuples ce qu'il disait aux Espagnols : « *Vostro Europe est cieillo; ma mission est de la rajevuir.* » Mais les Espagnols, et leur position actuelle le démontre suffisamment, étaient loin d'être mûrs pour apprécier et accepter le bienfait qu'on venait leur offrir. Napoléon eût été béni par tous les luthériens de l'Allemagne, si, après son entrée à Berlin, en 1807, il eût adressé aux Prussiens, aux Hanovriens, aux Saxons, aux Hessois, une semblable proclamation; mais, par une fatalité singulière, il arrivera que le *Tugendbund luthérien*, qui n'avait d'autre principe que la régénération de la patrie, fera cause commune, pour détruire Napoléon en 1814, avec les exclusifs catholiques d'Espagne, qui refusent de consentir au bien que l'on veut faire à leur pays en substituant un gouvernement régulier et de sages lois au régime insensé qui les avait presque conduits à leur ruine. Ainsi il pourrait se trouver vrai, en quelque sorte, de dire que Napoléon a péri pour avoir refusé aux Prussiens et avoir offert aux Espagnols les mêmes institutions.

On était loin du traité de Fontainebleau, dont les stipulations venaient totalement de disparaître devant les derniers événements de l'Espagne : toutefois la clause principale de ce traité recevait son exécution, et, le 30 mai, Napoléon ordonnait à Bayonne, l'insertion au *Bulletin des Lois* du sénatus-consulte qui, le 24, avait prononcé la réunion à la France des duchés de Parme et de Plaisance, sous le titre de département du *Taro*, et des États de Toscane sous ceux de départemens de l'*Arno*, de la *Méditerranée* et de l'*Ombrière*; la reine Marie-Louise en avait fait la cession à Napoléon, au nom de son fils mineur, aujourd'hui prince de Lucques. Aucun prince de la maison de Bourbon ne possède une souveraineté en Europe, la Sicile exceptée.

En conséquence de la proclamation de Bayonne, un décret convoqua dans cette ville, pour le 13 juin, l'assemblée des notables de la nation espagnole. Le 3 du même mois, la junta du gouvernement, résidant à Madrid, publia un manifeste par lequel elle invitait les insurgés à déposer leurs armes, et instruisait les habitans des avantages politiques et sociaux qui allaient résulter pour eux du nouveau régime. Le 6, Napoléon rendit un décret suprême, où, d'après les vœux de la junta d'État, du conseil de Castille et de la ville de Madrid, il proclamait roi des Espagnes et des Indes son frère Joseph, roi de

Naples et de Sicile. Bientôt parut, en reconnaissance de cet événement, une adresse aux Espagnols par les députés à la junta générale extraordinaire. Le duc de l'Infantado faisait partie des nombreux signataires de cette adresse, ainsi que le duc del Parque, l'ex-ministre Cevallos, le duc d'Ilijar, le comte Ferdinand de Nunez, le marquis de Santa-Cruz, le duc d'Ossuna; parmi les signataires du manifeste de la junta du gouvernement, on remarquait le ministre de la guerre O'Farril, le marquis de Caballero, le duc de Grenade; tout ce que la nation comptait d'hommes considérables par leur naissance, leurs dignités, leur fortune, leurs services et leur rang, sanctionna le nouvel ordre de choses. Enfin, le 7 juin, l'Empereur se porta en pompeux cortège au-devant de son frère Joseph. À deux lieues de Bayonne, et, après leur entrée au château de Marrae, les grands d'Espagne, le duc de l'Infantado à leur tête, vinrent offrir leurs hommages au roi. M. d'Urquijo, qui avait vainement supplié Ferdinand de ne pas dépasser Vittoria-cut, ainsi que M. Cevallos, une longue conférence avec Joseph. Les députations du conseil de Castille, des conseils de l'inquisition, se succédèrent. La députation de l'armée fut présentée par le duc del Parque. Les fidélités des deux dernières cours s'étaient réconciliées pour former la fidélité de la nouvelle dynastie. Après plusieurs séances de la junta extraordinaire, où se discuta l'acte constitutionnel, le 7 juillet, la junta étant réunie dans le lieu de ses séances, Joseph, sur son trône, prononça un discours et ordonna la lecture de cet acte. Le roi prêta serment sur l'Évangile à la religion et à la Constitution de l'État. Le serment fut successivement prêté au roi et à la Constitution par tous les membres de la junta, les grands-officiers de la couronne et les officiers de la maison du roi. La junta vota des remerciemens à l'Empereur, et fut admise en sa présence. Le 9, Joseph se mit en route pour ses États avec un cortège de cent voitures : l'Empereur l'accompagna jusqu'à la première poste.

Le nouveau souverain avait appelé au ministère les hommes les plus distingués de l'Espagne. Cevallos eut les affaires étrangères; Mazarado la marine; d'Azanza le ministère des Indes, de grace et justice; Cabarrus, celui des finances; O'Farril, celui de la guerre. Le duc de l'Infantado devint colonel-général des gardes royales. Ainsi la conversion des conseillers de Charles et de Ferdinand était complète et devait décider celle de la nation, si la nation n'eût été plus fière que ses princes et leurs ministres.

La Constitution fixait la liste civile du monarque, les apanages des Infans, le douaire de la Reine; établissait un sénat chargé de veiller sur la liberté individuelle, et sur celle de la presse; un conseil

d'État investi de la discussion des lois et des réglemens de l'administration, et de la connaissance des conflits de juridiction entre les corps judiciaires et les corps administratifs; elle instituait les Cortès, divisés, non en trois ordres, mais en trois banes : le clergé avait vingt-cinq députés, archevêques et évêques; la noblesse également vingt-cinq, qualifiés *grands des Cortès*; le peuple, cent vingt-deux. Les deux premiers banes étaient nommés par lettres-patentes du roi; le troisième par les provinces, en raison d'un représentant sur trois cent mille habitans. Les séances n'étaient pas publiques. La Constitution appelait les Cortès à délibérer sur les finances, sur les Codes, sur les impositions : les comptes des recettes et des dépenses de l'État, publiés chaque année, leur étaient soumis. Les Cortès pouvaient accuser un ministre au moyen d'une adresse présentée au roi par une députation. Un seul Code civil régissait les Espagnes. La loi consacrait l'indépendance de l'ordre judiciaire. Le conseil de Castille faisait les fonctions de cour de cassation; une haute cour royale connaissait des délits personnels commis par les membres de la famille royale, les ministres, les sénateurs, les conseillers d'État. Le système d'imposition était le même dans tout le royaume : on séparait le trésor public du trésor de la couronne; une cour spéciale devait vérifier toutes les comptabilités. L'inviolabilité environnait le domicile de tout habitant pendant la nuit; aucun citoyen ne pouvait être arrêté sans un ordre légal par édit dont on lui remettait copie. La torture était supprimée, la noblesse maintenue; mais tout Espagnol pouvait prétendre à tous les emplois. La liberté de la presse serait établie deux ans après la mise à exécution de la Constitution. Le premier article de l'acte constitutionnel ne reconnaissait que la seule religion catholique en Espagne. Enfin, il y avait une ligue offensive et défensive sur terre et sur mer entre la France et l'Espagne; il n'était point parlé de l'Inquisition. Telle était sommairement la Charte espagnole donnée par l'Empereur. Quelque imparfaite qu'elle puisse paraître, si on considère les besoins que le siècle a fait naître dans le reste de l'Europe, on ne saurait disconvenir qu'elle suffisait à l'état d'ignorance auquel le vieux système avait ramené l'Espagne. Selon, en offrant ses lois aux Athéniens, leur avait dit : « Je ne vous donne pas les meilleures lois, mais les meilleures que vous puissiez supporter. » Il y a dix-huit ans que cette Constitution fut présentée aux peuples de l'Espagne. Si alors ils l'avaient acceptée; si, résistant aux intérêts des agitateurs régnicoles et étrangers, qui les ont si lâchement abandonnés, ils eussent dès cette époque, fidèles au nouveau pacte, fait cause commune avec la fortune, la puissance, les lois, les lumières et les

vœux de la France, l'Espagne aurait repris parmi les nations le rang où la placèrent jadis sa haute prospérité et la jouissance du plus beau sol de l'Europe; elle serait la sauve-garde de la France, à qui elle aurait dû sa régénération. Avec le temps on l'aurait vue retoucher sa Constitution, et finir, comme les autres États, par proclamer aussi la grande loi de la civilisation, la liberté des cultes.

Mais tandis qu'à Madrid et à Bayonne les adresses de la junte suprême, du conseil de Castille, de la ville de Madrid, et toutes les supériorités civiles et religieuses, remerciaient Napoléon d'être devenu l'arbitre de l'Espagne, et lui demandaient son frère pour souverain, le 27 mai, le Saint-Ferdinand faisait sonner dans toute l'Espagne méridionale le tocsin de nouvelles Vêpres siciliennes contre l'avènement de l'ex-roi des Deux-Siciles, et contre les partisans du protectorat français. Ce même jour avait été choisi dans le silence d'une vaste conjuration pour inaugurer, par la célébration de la fête du dernier roi espagnol, l'insurrection à Cadix et la junte provinciale à Séville. En vain la grande junte d'État, réunie à Bayonne, s'est proclamée l'organe du vœu national pour mettre sur la tête de Joseph 1^{er} la couronne d'Espagne et des Indes; en vain elle parle au nom du lien qui unit la France à la Péninsule; la junte provinciale de Séville déclare à l'Europe la royauté de Ferdinand VII, et à la France la guerre révolutionnaire de l'Espagne. Le premier acte de l'insurrection de Cadix est la prise de l'escadre française et le meurtre du capitaine-général; à Valence, un équipage français, qui s'y était réfugié pour éviter la poursuite d'une frégate anglaise, périt égorgé par le peuple; le capitaine-général tombe aussi massacré. A Carthagène, à Grenade, à San-Lucar, à Saragosse, à Badajoz, à Valladolid, dans le royaume de Léon, dans celui des Asturies, dans la Galice, dans l'Estramadure, dans les deux Castilles, dans la Navarre, l'Aragon, la Catalogne, la rage populaire répète, contre les principales autorités et les citoyens les plus distingués, les scènes de carnage qui, en 1799, avaient signalé à Naples le retour de la famille royale. Plusieurs gouverneurs furent mis en pièces sous les yeux de leurs épouses, et leurs têtes portées au bout des piques. Un chanoine de Madrid, Balthazar Cabo, organisa la réaction sanglante de Valence; car les poignards avaient été bénis comme dans les temps barbares de notre histoire. Cette nouvelle Saint-Barthélemy s'était aussi annoncée par des miracles solennellement proclamés à Saragosse, à Valladolid, à Valence, à Séville; et rien ne manqua à cette fureur, digne du moyen âge, qu'alimentèrent les puissances les plus redoutables du cœur humain, la vengeance et la religion.

La marche de Joseph sur Madrid fut éclairée par les premiers feux de cette autre guerre de Sept-Ans, à laquelle la présence seule de Napoléon donnera quelques délais et arrachera quelques lauriers. Joseph dut regretter alors le trône paisible et voluptueux de l'heureuse Parthénope; et Murat, qui avait espéré que le procès de Bayonne serait jugé en sa faveur, aura à regretter un jour plus amèrement encore l'abdication de Charles IV. Le maréchal Bessières ouvrit la campagne, et envoya d'abord de forts détachemens sur Logrono, Saragosse, Ségovie, Valladolid, et Santander. Le 6 juin, le général Verdier prit Logrono, et revint ensuite attendre à Vittoria le passage du roi. Le 7, le général Frère enleva Ségovie de vive force, le parlementaire français avait été accueilli à coups de canon. Le même jour, le général Lasalle se porta de Burgos sur Torquemada, où il atteignit et battit aussi les insurgés; il désarma ensuite la ville et la province de Palencia, et se dirigeant sur Valladolid après avoir fait sa jonction avec le général Merle, il détruisit un corps de révoltés qui avait pris position, et entra dans Valladolid. L'évêque de Santander était le chef de l'insurrection de son diocèse. Le général Merle marcha sur ce point, dispersa tous les rassemblemens, reçut la soumission de Santander, qui, ainsi que Palencia, Ségovie et Valladolid, prêta serment au nouveau roi. Le maréchal Bessières avait, en quinze jours, pacifié la province de Guipuscoa, l'Alava, la Biscaye, et une grande partie de la Navarre. Pendant ce temps, le général Lefèvre-Desnoettes sonnait le midi de cette dernière province, et après avoir défait les insurgés en plusieurs rencontres, il effectuait, avec le général Verdier, le blocus de Saragosse, où s'étaient réfugiés les divers partis qui n'avaient pu tenir la campagne. Le général Dubosme fit la guerre dans la Catalogne, le maréchal Monecy, dans le royaume de Valence, qui avait vu se former une junte insurrectionnelle; un égal succès couronna leurs opérations; mais Valence ne pouvait être attaquée sans artillerie de siège. Parti de Madrid à la fin de mai, le général Dupont s'avancit sur l'Andalousie: le 7 juin, il avait écrasé l'ennemi à Alcoléa, et il se présenta devant Cordoue, où les insurgés étaient en force. Mille sept cents hommes défendaient cette ville; ils empêchèrent le corrégidor de la rendre. Il fallut battre en brèche; Cordoue fut enlevée; Jaen eut le même sort. Cependant un corps de quarante mille hommes était parti de Galice afin de couper au roi Joseph, alors en route pour Madrid, le chemin de la capitale. Le maréchal Bessières courut au-devant de ce grand péril, avec douze mille hommes seulement, prit position sur les hauteurs de Medina del Rio Seco, et attaqua audacieusement les Espagnols: le corps

ennemi et la ville furent emportés à la baïonnette; quarante pièces de canon, six mille prisonniers, dix mille tués, les bagages et les munitions de toute cette armée, furent les trophées de cette bataille vraiment mémorable. Les Espagnols essayèrent une éroule complète. Bessières poursuivit l'ennemi sur Benavente, Mayorga et Léon, qui firent leur soumission. Ce succès important assura les communications avec le Portugal, et devint très-utile à l'armée de Junot.

Dès le 16 juin, les Portugais avaient imité les Espagnols; le cri du patriotisme les avait appelés dans Oporto à une insurrection générale. Les provinces du nord étaient déjà évacuées par l'armée française. Les Espagnols et les Portugais donnaient à l'Europe le beau spectacle de deux peuples ennemis se réunissant tout à coup pour défendre en commun leur droit domestique, cette antique indépendance de famille qui est la propriété de toute nation. Mais les fusils de fabrique anglaise, dont sont armés les Espagnols et les Portugais; les officiers supérieurs de l'Angleterre qui commandent les mouvemens de leurs troupes, et les trésors britanniques qui soldent tout à coup les sujets délaissés des maisons de Bourbon et de Bragançe, apprennent aussi à l'Europe que Napoléon, en dirigeant ses armées sur le Portugal et l'Espagne, n'a fait que prévenir celles de l'Angleterre. Le régent de Portugal, dominé, comme on l'a vu, par l'ambassadeur Strangford, avait abandonné ses États, au lieu de les consacrer sous l'alliance et la protection de Napoléon, au prix de l'adoption du système continental. Dans les affaires de l'Escurial et d'Aranjuez, il fut également reconnu que Ferdinand, en voulant détrôner son père, voulait aussi rejeter l'amitié de la France pour s'unir à l'Angleterre.

Le 15 juillet, un décret impérial, daté de Bayonne, donne au grand-duc de Berg la couronne de Naples. Murat se hâte de quitter l'Espagne: c'est le duc de Rovigo qui le remplace dans le commandement général de l'armée. Le maréchal Bessières a ouvert à Joseph les portes de Madrid; le 20, ce prince y fit son entrée au milieu d'une foule silencieuse. Cette attitude de la population d'une capitale prouve énergiquement qu'il n'y a eu de vaincu que l'armée battue par Bessières; que si Joseph occupe le trône, la nation occupe le champ de bataille qui nous attend: en effet, elle y est tout entière. L'armée de ligue de Galice et d'Andalousie a pris part à l'insurrection. Les troupes de ligne de Madrid, de Saint-Sébastien, de Barcelone, ont déserté pour rejoindre les drapeaux de l'indépendance. L'Espagne n'était pas plus capable qu'elle ne l'est aujourd'hui de juger un bon gouvernement, et, sans avoir égard à l'abdication du roi qu'elle avait vu naître,

elle repoussait le roi étranger, parce que les moines et le clergé, qui la dominaient et la dominant encore, ne pouvaient être dans les intérêts de ce changement.

Le 21 juillet, Napoléon, rappelé en France par les soins de son vaste empire et par la nécessité de veiller sur l'Europe, qui le regardait avec crainte et se prépare à saisir la première occasion de l'abaisser, quitte Bayonne et retourne lentement à Paris; il s'arrête dans les villes principales, où d'heureuses dispositions administratives signalent son passage. Il se délasse dans ces stations de famille des souverains de Bayonne.

Le 14 août, le canon de sa fête annonça son arrivée à la capitale; le même jour, sa statue colossale, fondue avec le bronze d'Austerlitz, sortait des ateliers de Saint-Laurent pour orner bientôt la colonne triomphale de la place Vendôme. Cependant le roi Joseph, arraché aux délices de Naples, et réduit désormais à lui-même, doit conquérir pour régner, et rester toujours armé pour conserver sa couronne. Une armée s'épuise et la guerre finit; mais une nation ne périt pas devant un drapeau; aussi la défaite de Medina del Rio Seco ne tarda point à être vengée. La première nouvelle que le roi Joseph reçut de l'armée française depuis son arrivée à Madrid, fut celle de l'infâme capitulation d'Andujar, petite ville illustrée depuis par un décret dont l'Espagne, honteusement retombée sous le joug, n'a plus le droit de demander l'exécution à la France.

Le général Dupont, ayant sous ses ordres les généraux Vedel et Gobert, avait, vers la fin de juin, placé l'un de ses officiers à Baylen, l'autre à la Caroline; lui-même, avec sa première division, la division Barbon, occupait Andujar sur le Guadalquivir, où il avait fait construire une tête de pont, ainsi qu'à Menjíbar, sur la route de Jaen à Baylen. Le général Dupont était placé de manière à se trouver à l'abri de tout événement, puisque, dans le cas d'une attaque par un adversaire trop supérieur en nombre, un jour lui suffisait pour mettre les défilés de la Sierra-Morena entre lui et les assaillans. D'ailleurs il avait reçu du duc de Rovigo l'ordre impératif de se replier sur Madrid par cette même route, et l'express de défense de s'engager avec l'ennemi, même dans l'espoir d'un succès. La division Gobert n'avait été envoyée par le général en chef, que pour assurer davantage la retraite du général Dupont, dont la division Vedel devait commencer le mouvement. Le 20 juillet, jour de l'entrée de Joseph à Madrid, l'ennemi, fort de quarante mille hommes, présenta la bataille à Dupont, qui ne comptait que treize mille hommes sous le drapeau. A cette infériorité numérique se joignirent trois

fautes du commandant français : il ne conserva point sa communication avec Madrid; il se laissa séparer des divisions Gobert et Vedel, qui faisaient les deux tiers de son armée, et enfin il se battit le 19 avec des forces disproportionnées et dans une position désavantageuse. Si, comme il le devait, il eût réuni ses troupes le 17, il aurait remporté une victoire complète; mais, au lieu de s'illustrer par un nouveau succès qui achevait sa fortune militaire et arrêtaient peut-être pour toujours l'essor de l'insurrection espagnole, dont les chefs désiraient un gouvernement juste et modéré, il signe la capitulation d'Andujar le 22, au moment d'opérer avec le général Vedel une jonction qui mettait entre deux feux l'armée ennemie. Le général Vedel, attaqué par les insurgés, avait enlevé trois pièces de canon, deux drapeaux, fait prisonnier le régiment de Jaen, et il n'était séparé du général Dupont que par le corps qu'il venait de battre. Enfin, malgré la situation où le plaçait si inopinément la capitulation, Vedel imposa encore à l'ennemi, et il effectuait sa retraite sur Madrid, quand, après une grande journée de marche, il lui fut signifié par le chef d'état-major du général Dupont, ainsi qu'au général Gobert, qu'ils étaient, eux et leurs divisions, compris dans l'acte déshonorant d'Andujar : exemple inouï pendant toute la guerre d'Espagne, où les armées françaises ont eu des fortunes diverses, mais où elles n'ont jamais essayé l'opprobre d'une capitulation en rase campagne! D'ailleurs le général Dupont outrepassa les droits que l'adversité peut donner à un chef. Entouré qu'il était lui et ses troupes, déjà prisonnier de sa propre capitulation, contre laquelle il n'avait pas eu le sentiment d'armer un généreux désespoir, par cela seul il se trouvait déchu de la faculté d'envoyer des ordres à un de ses généraux, quand ce général était victorieux et libre à la tête de sa division. L'heure de Dupont était venue de mourir noblement les armes à la main, et d'ajouter le dévouement patriotique aux belles actions de sa vie guerrière. D'immenses bagages, honteusement qualifiés, avaient retardé, disait-on, la marche du général Dupont sur Baylen, et leur conservation l'avait décidé à capituler.... Napoléon reçut à Bordeaux, le 1^{er} août, cette affreuse nouvelle. « Des généraux français, s'écria-t-il, n'aiment pas mieux mourir que de signer » que l'armée restituera les vases sacrés qu'elle a volés! Je voudrais effacer cette honte de tout » mon sang. » Sa pudeur toute française ne souffrit pas que la capitulation d'Andujar fût imprimée dans aucune feuille publique. Si cependant Napoléon l'eût permis, l'armée aurait dans le temps défendu la cause de l'honneur français, en rejetant le crime sur les vrais coupables. Car les soldats,

irrités de se voir soumis à l'inspection de leurs havresacs, désignèrent aux Espagnols les fourgons qui recelaient les vols dont ils subissaient l'affront, et l'infamie seule resta aux spoliateurs. Napoléon ordonna une enquête : l'histoire a prononcé le jugement.

L'affaire d'Andujar fut jugée par l'indignation de la France et par l'exaltation de l'Espagne; elle porta l'attitude la plus grave à la cause de Napoléon; elle enflamma le parti de l'insurrection et lui rallia les dissidens nombreux qui, sans ce désastre, allaient se réunir autour du trône de Joseph. Le contre-coup de cette commotion morale, qui ébranla soudain toute l'Espagne, retentit aussitôt dans les cabinets, et alla à huit cents lieues de Baylen éveiller les quinze mille soldats de la Romana. La conjuration espagnole a désormais un camp sur les bords de la Baltique, au milieu de l'armée de Bernadotte. La Romana forme le généreux projet d'aller avec ses troupes secourir sa patrie. Il trompe Bernadotte, que l'Empereur lui-même a engagé à surveiller les Espagnols, et parvient, le 10 août, à s'embarquer sur des vaisseaux anglais avec la moitié de son corps. Jamais événement n'acquies plus rapidement une plus grande importance. Castanos, qui reçut la capitulation de Dupont, fut loin de se douter lui-même de l'immense service qu'il venait de rendre à sa cause. Cette capitulation portait que les troupes sous les ordres de Dupont, déclarées prisonnières de guerre, seraient embarquées, à San-Lucar ou à Rota, sur des vaisseaux espagnols qui les transporteraient à Rochefort. Elle stipulait aussi malheureusement que les généraux conserveraient chacun une voiture et un fourgon, sans être soumis à aucun examen. Cette clause, comme on l'a vu, fut anéantie par les soldats des deux armées. Mais, soulevée tout à coup révolutionnairement par l'enthousiasme général, la junte suprême de Séville ose violer le droit des gens au nom du droit de la nation. Elle rejette la convention que Castanos avait signée, et, donnant elle-même à la lutte espagnole l'affreux signal du mépris des traités, elle arrête que l'armée de Dupont, forte de vingt-six mille hommes, officiers et soldats, au lieu d'être conduite à Rochefort, restera enfermée dans les pontons de Cadix, caehots pestilentiels sortis des ports de la philanthropique Angleterre. Ce décret de la junte produit par son iniquité elle-même l'effet d'une réaction convulsive sur le peuple espagnol, le mot *REVOLUCION* devient le cri de guerre. Le fanatisme sanguinaire de 1793 plane sur les armées et les habitans de la Péninsule. La capitulation de Baylen avait dissipé le prestige, si important à entretenir, de l'invincibilité française, et enlevé à notre armée le tiers de sa force : méconnue par la

junte, elle fait du trône de Joseph une simple position militaire qui doit être constamment assiégée, et à la fin tomber sous l'opiniâtreté d'une guerre à outrance. Huit jours après son arrivée à Madrid, le 1^{er} août, Joseph se voit contraint d'aller se réfugier à Vittoria. L'armée française rentre dans des quartiers de rafraichissement, qui la mettent à l'abri du climat brûlant des plaines de la Nouvelle-Castille, et de l'embrassement subit de la population. Le général Duhesme retourne aussi à Barcelone pour réunir son corps et contenir cette grande ville, dont il occupe tous les forts. La royauté de Joseph se trouve déjà circonscrite dans un camp retranché.

Le 31 juillet est une grande époque, celle du débarquement d'une armée anglaise sous les ordres de sir Arthur Wellesley, depuis lord Wellington, qui prend terre à Leyria, à trente lieues au nord de Lisbonne, et unit ses drapeaux à ceux de l'armée portugaise. Le général anglais, à la tête de vingt-six mille hommes des deux nations, marche sur Vimeira, où l'intrépide Junot, avec dix mille hommes seulement, accepte la bataille le 22 août. Junot fut battu, et obligé de se replier sur Lisbonne devant des troupes trop supérieures en nombre, après cinq heures de combat. Les pertes des deux armées sont égales, si les forces ne le sont pas. Junot, en dépit de cette valeur si connue dont il multiplia les efforts dans cette circonstance, n'avait pu contraindre les Anglais à se rembarquer, ni s'emparer de leur position; mais, malgré cet échec, la journée de Vimeira tourna encore à la gloire du général français. Son attitude parut si imposante, même après ce revers, qu'elle amena un armistice. Le 30 août, Junot, dont les divers corps en Portugal n'exécutent pas vingt mille hommes, obtint du général anglais, qui compte sous ses drapeaux trente mille combattans et toute l'insurrection, la belle capitulation de Cintra. En vertu de ce traité, notre armée doit évacuer le Portugal; des vaisseaux anglais la transporteront en France, avec toute son artillerie, ses caissons et ses bagages. L'armée n'est point prisonnière; à sa rentrée sur le sol natal, elle peut reprendre sa place de bataille. Cette capitulation, loin d'effacer la honte de celle de Baylen, la fait ressortir davantage. En Portugal, une junte ne détruisit pas non plus le pacte de la guerre, et la convention de Cintra est religieusement observée par l'ennemi. Le général français se montra dans la négociation tel que sur le champ de bataille. Il méritait, il emporta l'estime et le respect de son adversaire. Junot et ses soldats quittent le Portugal comme après une victoire, mais les Anglais sont restés dans ce pays; et l'Espagne, où l'armée de Joseph n'a plus que Barcelone, la Navarre, la Biscaye et l'Alava, ap-

plaudit au succès de ces nouveaux hôtes armés, que, trois mois auparavant, elle jurait d'exterminer sous les aigles de Napoléon. Jamais vicissitude plus contraire ne brisa en moins de temps la des-

tinée de deux nations. Dès ce jour pâlit l'astre de Napoléon; un fusil espagnol croisé avec un fusil anglais devient le contrepois de tant de prospérité.



CHAPITRE III.

REVOLUTION A CONSTANTINOPLE. — CONVENTION DE PARIS ENTRE LA FRANCE ET LA PRUSSE. — BATAILLE D'ERFURT. — ENTREE DES ANGLAIS EN ESPAGNE. — NAPOLEON A MADRID. — DEUXIEME EXPEDITION EN PORTUGAL. — DEPART DE NAPOLEON POUR PARIS.

Le 29 mai 1807, Sélim III, assis depuis dix-sept ans sur le trône ottoman, avait été soudainement déposé par les janissaires, et relégué dans l'intérieur du sérail. Son neveu, Mustapha IV, fut aussitôt proclamé empereur par cette milice, alors indomptable. Mais son visir Barayctar, qui avait conçu avec lui l'audacieux projet d'affranchir les sultans de l'antique tyrannie de ces esclaves toujours menaçans, conservait à son maître malheureux une fidélité digne des plus beaux caractères, et il nourrissait dans son pachaïck de Rudshuck le hardi dessein de rendre le sceptre à Sélim. Barayctar commandait les forces ottomanes sur le Danube. Dans les premiers jours de juillet 1808, une partie de son armée s'ébranla, et arriva à Andrinople, où il força le grand-visir, avec lequel il était hrouillé, de le suivre à Constantinople. Dès qu'il vit son camp assis sous les murs de la capitale, Barayctar publia qu'il n'était venu que pour rendre hommage à Mustapha, qui l'accueillit avec distinction. Bientôt le commandant des forteresses du Bosphore, qui avait puissamment contribué à la chute de Sélim, fut attaqué par des inconnus et mis à mort; Paga des janissaires fut déposé, ainsi que le muphti, qui tenait sous le joug le nouveau souverain. Tous les ulémas du parti du muphti eurent le même sort. Mustapha, reconnaissant des services de Barayctar, lui témoigna la plus grande confiance. Le pacha jugea alors le moment favorable pour exécuter son projet. Le 28 juillet, il entre dans Constantinople à la tête de huit mille hommes; il convoque le muphti, les ulémas, les ministres, prononce la déchéance de Mustapha, et lui re-

mande le sultan Sélim. Mustapha résiste; Barayctar marche sur le Sérail avec ses troupes. Le Sérail se ferme : mais bientôt il s'ouvre, et Sélim égorgé est livré à son généreux défenseur. Barayctar couvre de larmes le corps de son maître dont il a causé la mort; il dépose Mustapha, proclame empereur Mahmoud, cousin de Sélim, exile le grand-visir, refuse de lui succéder, fait trancher la tête aux partisans de Mustapha, confirme les ministres dans leurs places, et régné au sein de Constantinople par la puissance que son génie lui donne sur le peuple et sur l'armée. Un mois après, nommé grand-visir, il s'attache à poursuivre la réforme des janissaires, auxquels il substitue le corps des seymens, et Barayctar gouverne ensuite avec une habileté et une fermeté jusqu'alors inconnus dans l'Empire des Sultans. Cependant il n'a pu détruire encore les nombreux corps de janissaires réunis à Constantinople ou campés aux portes de la capitale. Impatiens de la discipline sévère qu'on leur impose, jaloux de la préférence que les seymens ont obtenue sur eux, les janissaires de la ville et du camp, liés par une sourde conspiration, éclatent tout-à-coup le 14 septembre, attaquent les seymens, en font un affreux carnage, et escaladent les murs du Sérail. Le grand-visir voit le triomphe de ses ennemis et sa perte; il ne veut pas tomber vivant entre leurs mains. Il ordonne la mort de Mustapha, et, mettant le feu lui-même à un amas de poudre, caché à dessein dans son palais, il se fait sauter. Cet épisode de l'année 1808 offre alors peu d'intérêt, parce qu'à cette époque l'Europe était loin d'avoir, comme aujourd'hui, les yeux fixés sur la Turquie.

Mais la catastrophe de Sélim et de son ministre, tous deux, par le caractère et la capacité, bien supérieurs à leur nation, doit vivement affecter la pensée, maintenant que la proscription des janisaires a placé Constantinople dans la même position qu'avant la mort de Sélim et de Barayetar.

En répondant, le 14 avril au prince des Asturies, Napoléon disait que les affaires du Nord avaient retardé son voyage. Les affaires du Nord, celles de la Prusse, et même celles de Paris, où s'était formé récemment le comité de trahison qui consumma, six ans plus tard, la ruine du grand homme, le rappelaient dans sa capitale. Les deux empereurs, en se séparant à Tilsitt, avaient promis de se revoir avant la fin de l'année suivante. Cette entrevue avait acquis plus d'importance depuis les événemens d'Espagne, et depuis le débarquement d'une armée anglaise dans la Péninsule. La Russie venait de recevoir elle-même le contre-coup de cette invasion. L'amiral russe Sinavin avait été ou paraissait avoir été contraint de livrer à l'amiral Cotton la flotte qu'il commandait dans le Tage, pour être gardée comme un dépôt en Angleterre jusqu'à la paix des deux États : mais la politique demandait surtout que Napoléon et Alexandre s'entendissent sur la situation de l'Allemagne. Le sort de la faible Prusse était fixé depuis Tilsitt ; quelques différends restaient seulement à régler ; un traité, signé par le prince Guillaume et M. de Champagny, les termina. On stipula la réduction de l'armée prussienne à quarante mille hommes pendant dix ans ; les places de Clogau, Stettin et Kustrin, devaient être occupées chacune par une garnison de dix mille Français, que la Prusse solderait jusqu'à parfait paiement des contributions de guerre, dont les arrérages, arrêtés entre les parties, montaient à 140,000,000 ; on convint, en outre, que sept routes militaires traverseraient la Prusse. Il n'y avait donc plus rien à décider au sujet de cette puissance, entièrement placée sous la suzeraineté de la France, en exécution du traité de 1807. Mais, depuis la paix de Tilsitt, on avait remarqué en Autriche l'institution de plusieurs commissions que présidait l'archiduc Jean, relatives à la création de diverses réserves nationales, à l'établissement d'un système de défense soit centrale, soit frontière, enfin à l'organisation de moyens jusqu'alors inusités, et mis en action par les voyages des archiducs dans toutes les provinces de l'Empire. On distinguait parmi ces moyens des plans d'invasion par les armées, d'insurrection par des émissaires, de défense par des corps de partisans, de dévastation dans les retraites. Au mois de juin 1808, l'Autriche était sortie tout-à-coup de sa routine nullitaire, en introduisant aussi chez elle la

conscription et la garde nationale. Les landwehrs avaient été réorganisées, les landsturms ou levées en masse venaient d'être ordonnées. On savait que l'armée de ligne autrichienne serait portée à quatre cent mille hommes, ses landwehrs d'Allemagne à trois cent mille, et que soixante mille hommes devaient être formés en bataillons de réserve ; que la diète de Hongrie donnait pour 1807 douze mille hommes de recrues, et quatre-vingt mille pour 1808, avec une insurrection permanente de quatre-vingt mille hommes, dont trente mille de cavalerie ; enfin tout présentait en Autriche l'aspect d'une guerre imminente, malgré l'amitié qui existait entre elle et la France. Napoléon n'ignorait pas que, dès le commencement de l'année, l'Autriche et l'Angleterre s'étaient déjà rapprochées ; que cette dernière puissance, aussitôt la nouvelle des événemens de Bayonne, avait offert ses eseadres à l'archiduc Charles, afin de le mettre à même de faire valoir ses prétentions au trône d'Espagne, en sa qualité d'héritier des droits de Charles VI, compétiteur de Philippe V, tandis que, d'un autre côté, elle déclarait à la junta insurrectionnelle qu'elle ne reconnaîtrait pour roi que Ferdinand ou tel autre prince du choix de la nation espagnole. Napoléon connaissait également l'engagement de l'Autriche avec cette junte pour lui fournir cent mille fusils, l'accueil distingué fait à Trieste aux officiers d'une frégate espagnole envoyée par les insurgés, tandis qu'on avait insulté les officiers italiens et français, et que le consul de France avait subi les menaces d'un rassemblement séditieux, circonstance qui rappelait l'aventure de Bernadotte à Vienne sous le Directoire ; il savait encore que l'Autriche avait déjà reçu de légers subsides de l'Angleterre. Aussi, dès le mois de juillet, il demanda au gouvernement autrichien des explications positives, tant sur ses préparatifs militaires que sur ses nouvelles relations politiques ; et, en même temps, il invitait les princes de la Confédération à préparer leurs contingens, pour ériger une guerre sans motifs, tout en faisant voir à l'Autriche qu'on était prêt à la soutenir. Suivant son usage, le cabinet de Vienne se confondit en protestations d'amitié, et colora de différens prétextes ses armemens qu'il ne pouvait nier.

Napoléon, qui saisissait volontiers l'occasion de dire toute sa pensée, même à ses ennemis, interpella le lendemain de son retour à Saint-Cloud, le 15 août, jour de sa fête, en présence de tout le corps diplomatique, M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche ; il lui retraça hautement tout ce que lui devaient son maître et le roi de Prusse, après la destruction de leurs armées à Austerlitz et à Léna, et il ajouta ces paroles dont l'ambassadeur, devenu

premier ministre, se souvint si bien en 1814 : « Croyez-vous que le vainqueur d'une armée française, qui eût été maître de Paris, eût agi avec cette modération ? » Ces mots retentirent dans toutes les cours, où ils prirent un caractère prophétique. Cependant Napoléon, tout pénétré qu'il est de cette croyance, oubliera encore à Vienne, le 14 octobre de l'année suivante, les avis qu'il donne à l'Autriche dans le désir de lui épargner une lutte nouvelle. Mais en 1814, au moment de signer l'abdication de Fontainebleau, il se rappellera le cercle du 13 août 1808.

Cependant l'accroissement subit et immodéré de l'état militaire de l'Autriche peut faire craindre à Napoléon une autre guerre d'invasion. C'est le comte de Stadion, l'implacable ennemi de l'Empereur et de la France, qui régit le cabinet de Vienne. Le comte de Stadion, l'homme des coalitions et des conjurations contre la France, est le Pitt du gouvernement autrichien. Il a hérité de la haine du fils de lord Chatam et des moyens familiers aux vengeances de ce ministre sans foi, sans pudeur, et sans aucun respect pour les droits et les engagements les plus sacrés. D'après cet ensemble de circonstances graves, et les rapports de ses ministres de la guerre et des relations extérieures, Napoléon adresse, le 4 septembre, au Sénat un message où il s'exprime ainsi : « ... Je suis résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité, et à détruire les armées que l'Angleterre débarquera dans ce pays... Mon alliance avec l'empereur de Russie ne laisse à l'Angleterre aucun espoir dans ses projets. Je crois à la paix du continent, mais je ne veux ni ne dois dépendre des faux calculs et des erreurs des autres cours; et puisque mes voisins augmentent leurs armées, il est de mon devoir d'augmenter les miennes... » Il était difficile de désigner plus clairement l'Autriche, et de lui donner, après l'entretien du 13 août avec son ambassadeur, un avertissement plus positif. C'était à la face de l'Europe que Napoléon déclarait à la France qu'il avait besoin de nouvelles forces pour repousser une agression qui la menaçait sous le voile de la paix de Presbourg. Dans sa séance du 14, le Sénat vota cent soixante mille hommes. La France comptait alors deux armées : celle de Pologne, celle de Prusse, celle de Silésie, celle de Danemark, celle de Dalmatie, celle d'Albanie, celle d'Italie, celle de Naples, celle d'Espagne, et des armées de réserve à Boulogne, sur les côtes, sur le Rhin et dans l'intérieur. Napoléon voulait renforcer ses armées d'Allemagne, et porter à deux cent mille hommes celle d'Espagne. Il avait aussi dessein d'aller commander celle-ci en personne, à son retour d'Erfurt. Il lui appartenait de

combattre l'Angleterre sur le continent d'où il l'avait bannie. Aussi, à la parade du 11 septembre, en présence de l'avant-garde des troupes de la grande armée, l'Empereur parla ainsi :

« SOLDATS !

« Après avoir triomphé sur les bords du Danube et de la Vistule, vous avez traversé l'Allemagne à marches forcées; je vous fais aujourd'hui traverser la France sans vous donner un moment de repos. Soldats! j'ai besoin de vous. La présence hideuse du léopard souille les continents d'Espagne et de Portugal. Qu'à votre aspect il fuie épouvanté! Portons nos aigles triomphantes jusqu'aux Colonnes d'Hercule : là aussi nous avons des obligations à venger! Soldats! vous avez surpassé la renommée des armées modernes; mais avez-vous égalé la gloire des armées de Rome, qui, dans une même campagne, triomphèrent sur le Rhin et sur l'Euphrate, en l'Ilyrie et sur le Tage?... »

L'Empereur n'avait jamais mieux parlé à ses braves d'Italie. Le 22 septembre, il partit de Saint-Cloud pour aller à Erfurt. Mais, avant son départ, le corps municipal de Paris a reçu l'ordre de rendre les plus brillants honneurs aux différentes divisions de la grande armée en marche pour l'Espagne; la ville leur offrit des couronnes d'or pour être ajoutées à leurs aigles. Des banquets, présidés par le préfet et par les maires de la capitale, furent donnés à chacun de ces corps dans le Jardin de Tivoli; ces fêtes triomphales eurent lieu les 22, 28, 29, 30 septembre et 1^{er} octobre.

Napoléon entra le 27 à Erfurt, et va au-devant de l'Empereur Alexandre, arrivé à Weymar depuis deux jours. Napoléon se trouve chez lui à Erfurt; à la tête des princes de la confédération, et sur la frontière du royaume feudataire de Frédéric-Guillaume, il est à la fois l'empereur des Allemands et celui des Français. C'est à son bon que, de toutes les parties de l'Allemagne, se rendent ses grands vassaux couronnés : il exerce envers eux à Erfurt, avec la splendeur de Charlemagne, son impériale hospitalité. Deux souverains seulement n'y sont point appelés : c'est le roi de Prusse à peine amitié d'Iéna, et l'empereur d'Autriche déjà relaps de la trop généreuse paix de Presbourg. Mais ce prince, bien qu'irrité du refus fait à M. de Metternich, son ambassadeur, de la permission de suivre Napoléon à Erfurt, ne se contente pas d'y envoyer, comme l'Angleterre, des observateurs sans caractère, spectateurs inquiets de cette union solennelle de Napoléon et d'Alexandre, de cette représentation d'un partage de l'Europe et peut-être du monde en deux empires, dont l'un s'appuierait sur Gibraltar, l'autre

sur les Dardanelles; il fait partir le baron de Vincent, porteur d'une lettre pour Napoléon, datée de Preshourg du 18 septembre, et conçue en ces termes :

« MONSIEUR MON FRERE,

« Mon ambassadeur à Paris m'apprend que
« V. M. I. se rend à Erfurt, où elle se rencontrera
« avec l'empereur Alexandre. Je saisis avec empres-
« sement l'occasion qui la rapproche de ma frontière
« pour lui renouveler le témoignage de l'amitié et
« de la haute estime que je lui ai vouées; et j'en-
« vois auprès d'elle mon lieutenant-général, le ba-
« ron de Vincent, pour vous porter l'assurance de
« ces sentimens invariables. Je me flatte que V. M.
« n'a jamais cessé d'en être convaincue, et que si
« de fausses représentations, qu'on avait répandues
« sur des institutions Intérieures organiques que
« j'ai établies dans ma monarchie, lui ont laissé
« pendant un moment des doutes sur la persévé-
« rance de mes intentions, les explications que le
« comte de Metternich a présentées à ce sujet à ses
« ministres les auront entièrement dissipés. Le ha-
« ron de Vincent se trouve à même de confirmer
« à V. M. ces détails, et d'y ajouter tous les éclair-
« cissemens qu'elle pourra désirer... »

Le baron de Vincent arriva à Erfurt plusieurs jours avant Napoléon. L'empressement de l'empereur François, dans cette circonstance, signalait son déplaisir de n'avoir pas été appelé à l'entrevue d'Erfurt. Ce déplaisir était d'autant plus vif que cette exclusion, suffisamment motivée par l'attitude hostile que l'Autriche a déployée depuis le voyage de Bayonne, prouvait fortement à ce prince que le sort de l'Europe devait se régler sans lui. Mais la destinée fera sortir bientôt de cette grande injure un contrat bien inattendu de Napoléon lui-même, un lien de famille, autre piège, que la fortune, deux années après l'invasion du Portugal et le traité de Bayonne, lui aura tendu sous les laniers de Wagram !

Un théâtre français était établi à Erfurt : rien de plus solennel que les représentations auxquelles assistaient journellement les deux empereurs, les souverains de l'Allemagne, leurs ministres, leurs courtisans. La tragédie d'*OEdipe* donna lieu à une scène à jamais mémorable. Au moment où Philoctète en parlant à Hécube prononce ce vers :

L'amitié d'un grand homme est un bénéfice des dieux ;

Je l'éprouve tous les jours, dit Alexandre en serrant fortement la main de Napoléon. Ces mots entendus de tous les assistans, retentirent bientôt dans toute l'Europe. Deux jours après, on joua *la Mort de César*, au grand étonnement des specta-

teurs; Napoléon ne se doutait pas qu'il fût entouré de Brutus couronnés.

On n'était qu'à cinq lieues de Weymar. Le 6 octobre, les deux empereurs, accompagnés des rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de tous les princes de la Confédération, se rendirent dans cette résidence, où le duc les avait invités à une fête magnifique : il y eut une chasse au cerf, ensuite un banquet, et le soir spectacle sur le théâtre de la cour; on y représenta encore *la Mort de César*, apparemment pour bien apprendre aux Allemands qu'ils donnaient l'hospitalité au maître du monde. Un bal brillant termina cette journée. Le lendemain, Napoléon reçut une autre fête, dont seul et sans allusion, il était le héros. Il alla visiter le champ de bataille d'Iéna; il y trouva un temple à la Victoire, élevé au centre du plateau sur lequel il avait hivaqué deux ans auparavant. C'était le terrain même où le grand-duc de Saxe-Weymar, qui faisait les honneurs de cette fête triomphale, avait été battu à la tête d'une division prussienne; où le roi de Prusse, l'allié d'Alexandre, avait perdu sa couronne; où le roi de Saxe, l'allié du roi de Prusse, avait gagné la sienne. Les souvenirs que le sol d'Iéna retraçait à Napoléon, au milieu des illustres témoins qui l'entouraient, n'étaient honorables que pour lui. On ne pouvait sans doute pousser plus loin le dévouement de la servilité que ne le fit alors la famille de Saxe ! Pendant ce court séjour de Napoléon à Weymar, les deux plus célèbres littérateurs de l'Allemagne, Goethe et Wieland, lui furent présentés. Un décret daté d'Erfurt, le 12 octobre, leur accorda, ainsi qu'au médecin-major et au bourgmestre d'Iéna, la décoration de la Légion d'Honneur. Cet ordre du mérite français devenait insensiblement l'ordre du mérite européen, moyen de conquête tout-à-fait neuf et qui ne devait appartenir qu'à son fondateur. Goethe et Wieland étaient les deux plus beaux génies de l'Allemagne. On prétend qu'admis à une audience particulière par Napoléon, ces deux hommes éminens agitérent avec ce prince des questions qui n'étaient ni philosophiques, ni littéraires, telles que celle de la réorganisation de la patrie allemande luthérienne; mais que Napoléon éconduisit cette proposition au nom de la foi qu'il devait à la Prusse par le traité de Tilsitt. On attribua depuis à ce refus loyal la conjuration du *tugendbund prussien*, qui dès lors s'organisait pour un dessein bien différent de celui de venger la maison de Brandebourg.

Napoléon attachait à cette entrevue d'Erfurt, placée sur le théâtre de sa gloire, un tout autre intérêt que celui d'y recevoir de vains hommages, et de présider avec Alexandre un congrès de rois et de souverains, dont aucun n'était initié à leurs se-

crètes délibératives. Sa grande affaire, hnt constant de sa politique, de ses victoires, celle qui seule l'avait précipité dans l'abîme de la double guerre de la Péninsule, c'était la paix générale. Napoléon savait bien qu'il n'avait pas plus besoin pour régner de joindre à la France les royaumes d'Espagne et de Portugal, que ceux de Prusse, de Bavière et de Wurtemberg. Cette Espagne, quoique devenue pour lui une royauté de fauville par l'avènement de son frère, eo Portugal, quoique ouvert à ses armées par la fuite de la maison de Bragançe, ne formaient, dès le principe, on ne peut trop le répéter, que des compensations qu'il voulait amasser pour la paix avec l'Angleterre. L'Empereur ne regardait ces deux pays que comme des champs de bataille britanniques qu'il se proposait de rendre à leurs possesseurs naturels le jour où il signerait le traité du repos de la terre. Pressés du désir de hâter ce résultat de leurs communs efforts, le 12 octobre, les deux empereurs, alors unis par un seul intérêt, écrivirent au roi d'Angleterre pour le prier d'écouter la voix de l'humanité en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts, et parlant de garantir toutes les puissances qui existent et assurer le bonheur de l'Europe... Beaucoup d'États ont été bouleversés, de plus grands changements encore peuvent avoir lieu, et tous contraires à la politique de la nation anglaise... Le ministre britannique répondit le 28 : « Le roi a fait connaître à chaque occasion ses desirs et sa volonté d'entamer une négociation pour la paix générale, à des conditions qui pussent être compatibles avec la tranquillité et la sûreté de l'Europe... Le roi d'Angleterre ayant pris des engagements avec les rois de Portugal, de Sicile et de Suède, et avec le gouvernement espagnol actuel, il doit leur être permis de prendre part à la négociation à laquelle S. M. B. a été invitée. » Cependant les deux empereurs n'auraient satisfait que trop imparfaitement leur prudence et leur politique personnelles, s'ils s'étaient uniquement confiés à la générosité d'une telle démarche. Ils en avaient donc calculé aussi le non-succès, et dans cette hypothèse, à laquelle pouvaient les encourager leurs antécédens avec le cabinet britannique, ils étaient convenus de détacher entièrement l'Amérique de l'influence anglaise, et, reprenant les anciens engagements de Paul I^{er}, et ceux récemment consentis à Tilsitt, ils s'étaient livrés de nouveau au projet d'aller ensemble, par la Turquie et la Perse, ravir à l'Angleterre le sceptre de l'Inde. Les deux grands politiques n'avaient sans doute pas négligé l'examen de l'attitude qu'aurait pu prendre l'Autriche au sujet de cette gigantesque expédition, où l'empire, et non plus le par-

tage du monde, se serait peut-être décidé, entre les deux conquérans, par une bataille sur les bords du Gange. Quoi qu'il en soit, il était important pour Napoléon, pressé de terminer les affaires d'Espagne, de donner des gages à la maison d'Autriche de ses intentions pacifiques. Ainsi il écrivit d'Erfurt aux princes de la confédération du Rhin pour les inviter à faire rentrer leurs troupes dans leurs quartiers, d'après les nouvelles assurances d'amitié qu'il avait reçues de l'empereur François; et il remit au baron de Vinçeut la lettre suivante adressée à son maître :

Erfurt, 14 octobre 1806.

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Je remercie V. M. I. et R. de la lettre qu'elle a « bien voulu m'écrire, et que le baron de Vincent « m'a remise; je n'ai jamais douté des intentions « droites de V. M., mais je n'en ai pas moins craint « un moment de voir les hostilités se renouveler « entre nous. Il est à Vienne une faction qui af- « fecte la peur pour précipiter votre cabinet dans « des mesures violentes, qui seraient l'origine de « malheurs plus grands que ceux qui ont précédé. « J'ai été le maître de démembrer la monarchie « de V. M., ou du moins de la laisser moins puis- « sante; je ne l'ai pas voulu. Ce qu'elle est, elle « l'est de mon vœu; c'est la plus évidente preuve « que nos comptes sont soldés, et que je ne veux « rien d'elle. Je suis toujours prêt à garantir l'in- « tégrité de sa monarchie; je ne ferai jamais rien « contre les principaux intérêts de ses États. Mais « V. M. ne doit pas remettre en discussion ce qui « quinze ans de guerre ont terminé; ello doit dé- « fendre toute proclamation ou démarche provo- « quant la guerre. La dernière levée en masse « aurait provoqué la guerre, si j'avais pu craindre « que cette levée et ces préparatifs fussent combi- « nés avec la Russie. Je viens de licencier le camp « de la Confédération. Cent mille hommes de mes « troupes vont à Boulogne pour renouveler mes « projets sur l'Angleterre. Que V. M. s'abstienne « de tout armement qui puisse me donner de l'in- « quiétude et faire une diversion en faveur de l'An- « gleterre. J'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur « de voir V. M., et que j'ai conclu le traité de Pres- « bourg, que nos affaires étaient terminées pour « toujours, et que je pouvais me livrer à la guerre « maritime sans être inquiété ni distrait. Que V. M. « se méfie de ceux qui, lui parlant des dangers de « sa monarchie, troublent ainsi son bonheur, celui « de sa famille et de ses peuples; ceux-là seuls sont « dangereux; ceux-là seuls appellent les dangers « qu'ils feignent de craindre. Avec une conduite « droite, franche et simple, V. M. rendra ses pu-

« plés heureux, jouira elle-même du honneur dont
 « elle doit sentir le besoin après tant de troubles,
 « et sera sûre d'avoir en moi un homme décidé à
 « ne jamais rien faire contre ses principaux inté-
 « rêts. Que ses démarches montrent de la con-
 « fiance, et elles en inspireront. La meilleure poli-
 « tique aujourd'hui, c'est la simplicité et la vérité.
 « Qu'elle me confie ses inquiétudes lorsqu'on par-
 « viendra à lui en donner ; je les dissiperai sur-le-
 « champ. Que V. M. me permette un dernier mot :
 « qu'elle écoute son opinion, son sentiment ; il est
 « bien supérieur à celui de ses conseils. Je prie
 « V. M. de lire ma lettre dans un bon sens, et de
 « n'y voir rien qui ne soit pour le bien de la trou-
 « quillité de l'Europe et de V. M. »

Mais le parti de l'Autriche était décidé ; elle continua ses organisations militaires, et envinima la guerre de plume dans ses pamphlets. N'ayant point été appelée à Erfurt, elle ne reconnut pas le roi Joseph, comme l'avaient fait l'empereur de Russie et les autres princes de l'Allemagne, et malgré la promesse qu'elle en avait donnée par l'organe de M. de Metternich, à Paris, avant le voyage d'Erfurt, en retour de l'évacuation de la Silésie, qui s'était opérée immédiatement de la part de la France.

Le 14 octobre, Alexandre et Napoléon se séparèrent pour ne plus se revoir ; ils s'étaient peut-être trop vus à Erfurt. Ils prirent le même jour la route de leurs États, ainsi que les autres souverains. Le 19, Napoléon était à Saint-Cloud, où le suivit le comte de Romanzoff, ambassadeur de Russie.

Les conférences d'Erfurt ont laissé des questions à éclaircir, et à régler des intérêts inconnus de la diplomatie étrangère aux deux empereurs. De ce nombre étaient, comme je l'ai dit, l'Inde, l'Amérique, le sort de l'empire ottoman, celui de la Grèce, enfin tout ce qui restait à ordonner pour le complément du nouveau système qu'Alexandre et Napoléon réservaient à l'Europe et au monde, au détriment de la Grande-Bretagne. Les notes du comte de Romanzoff, sur ces importantes matières, ont disparu, je le dis encore, des archives françaises en 1814, époque où la victoire retira les enjeux qu'une fortune contraire avait donnés à la puissance de Napoléon.

L'ouverture du Corps-Législatif avait été fixée au 25 octobre. L'Empereur y prononça un discours qui renfermait ces passages remarquables :

« J'ai fait cette année plus de mille lieues dans
 « l'intérieur de mon empire... La vue de cette
 « grande famille française, languée déchirée par
 « les opinions et les haines intestines, aujourd'hui
 « prospère, tranquille et unie, a sensiblement ému
 « mon ame. J'ai senti que pour être heureux il me

« fallait d'abord l'assurance que la France fût heu-
 « reuse... Une partie de mon armée marche contre
 « celles que l'Angleterre a formées ou débarquées
 « dans les Espagnes. C'est un bienfait particulier
 « de cette Providence qui a constamment protégé
 « nos armes, que les passions aient assez aveuglé
 « les conseils anglais pour qu'ils renouent à la pos-
 « session des mers, et présentent enfin leurs armes
 « sur le continent. Je pars dans peu de jours pour
 « me mettre moi-même à la tête de mon armée, et,
 « avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le
 « roi d'Espagne, et planter nos aigles sur les forts
 « de Lisbonne... L'empereur de Russie et moi,
 « nous nous sommes vus à Erfurt ; notre première
 « pensée a été une pensée de paix. Nous avons
 « même résolu de faire quelques sacrifices pour
 « faire jouir plus tôt, s'il se peut, les cent millions
 « d'hommes que nous représentons, de tous les
 « bienfaits du commerce maritime. Nous sommes
 « d'accord et invariablement unis pour la paix
 « comme pour la guerre... » Ces derniers mots
 « pénétrèrent dans tous les cabinets avec des com-
 « mentaires plus ou moins hostiles. On se rappela
 « aussi qu'à Erfurt, Napoléon avait donné deux
 « épées, la sienne à Alexandre, et une autre très
 « riche à Constantin, et qu'en recevant celle de Na-
 « poléon, Alexandre lui avait dit : *« Je l'accepte
 « comme une marque de votre amitié. V. M. est
 « bien certain que je ne la lirai jamais contre
 « elle. »*

À l'ombre des lauriers et même du trône de Napoléon, une conspiration sourde s'attacha dès lors à envenimer ses paroles, à noircir ses projets, à jeter sur les opérations de son gouvernement et sur ses victoires mêmes une défaveur et une méfiance acharnées. Cette conspiration avait commencé par une eoterie ouverte à certains étrangers, et n'était encore qu'à son origine au moment où les discordes et la lâcheté des princes d'Espagne précipitèrent Napoléon dans les affaires de Bayonne. Ce fut là qu'il apprit l'existence de cet ennemi domestique dont la hauteur de sa position ne lui permettait ni d'avouer ni de combattre la menace. Les hommes de ce parti veillaient sur les adversités de l'Empereur, comme ils avaient veillé sur ses prospérités à l'époque du Consulat et à celle de l'avènement à l'Empire ; ils semaient dans la société de sinistres prophéties, et ne cessèrent de flétrir soit les succès, soit les malheurs de Napoléon, que lorsque, le voyant battu, ils prirent hautement l'attitude du triomphe, et démasquèrent soudain, tout couverts des livrées impériales, leur longue et secrète conjuration.

Le 27 octobre, les députés des nouveaux départemens d'Italie furent admis à l'audience de l'Eu-

pereur : ils prononcèrent un discours auquel Napoléon répondit :

« J'ai été témoin des vices de votre ancienne administration. Les ecclésiastiques doivent se renfermer dans le gouvernement des affaires du culte. La théologie, qu'ils apprennent dans leur enfance, leur donne des règles sûres pour le gouvernement spirituel, mais ne leur en donne aucune pour le gouvernement des armées et pour l'administration... La décadence de l'Italie date du moment où les prêtres ont voulu gouverner et les finances, et la police, et l'armée. Après de grandes révolutions, j'ai relevé les autels en France et en Italie... ; je n'ai qu'à melouer de mon clergé de France et d'Italie ; il sait que les trônes émanent du Dieu, et que le crime le plus grand à ses yeux, parce que c'est celui qui fait le plus de mal aux hommes, c'est d'ébranler le respect et l'amour qu'on doit aux souverains... Je saurai réprimer ceux qui voudraient se servir de l'influence spirituelle pour troubler mes peuples et leur prêcher le désordre et la rébellion. »

C'était parler en empereur très chrétien des Français. Jamais, sous aucun règne, le clergé de France n'a joui d'une position plus convenable à son institution, et plus digne de la vénération des peuples : il ne fut ni un ordre ni une puissance dans l'État ; il se sentait citoyen ; il aidait le prince et les sujets ; et, au jour du malheur, loin de partager le triomphe des ennemis de la France et de Napoléon, il se vit troublé tout-à-coup par l'apparition de cet autre clergé français qui menaçait, en se montrant, la patrie désolée, au lieu de pleurer sur ses ruines et de s'interposer entre elle et le vainqueur.

Le 29 octobre, Napoléon part pour Bayonne, où il arrive le 3 novembre : le 4, il est en Espagne ; la victoire y entre avec lui. Il est reçu, le 7, par le roi Joseph, à Vittoria, ville destinée à leur devenir également fatale ! L'Empereur marche vers Madrid, dont il fant conquérir la route ; sur cette route, l'armée d'Estramadure, forte de vingt mille hommes, commandée par le comte de Belvédère, défend la ville de Burgos. Napoléon place toute la cavalerie sous les ordres du maréchal Bessières, et donne le commandement du deuxième corps au maréchal Soult. Celui-ci se met en mouvement le 10, et trouve l'ennemi en position à Gamonal, où il est reçu par une décharge de trente pièces de canon. La division Monton bat le pas de charge, l'artillerie le soutient, et le duc d'Istrie a débordé l'ennemi. Enfoncée par l'attaque impétueuse de l'infanterie, les Espagnols éprouvent une déroute complète, laissent trois mille morts, trois mille prisonniers, perdent

deux drapeaux et vingt-cinq pièces de canon ; le reste se sauve à Burgos, où les Français pénètrent pêle-mêle avec les fuyards, et les poursuivent de tous côtés. Nos troupes occupent le château de Burgos, que l'ennemi avait bien approvisionné. L'Empereur entre avec sa garde à Burgos ; on y recueille des magasins de laine pour une valeur de 30 millions : l'Empereur les fait transporter à Bayonne.

L'armée de Galice, de quarante-cinq mille hommes, battue à Bilbao, se voit poursuivie par le duc de Bellune dans la direction d'Espinosa, par le duc de Dantziak dans celle de Villareayo, et tournée par le duc de Dalmatie dans celle de Raynosa. Le général Lasalle est à Lerma ; le général Milhaud à Palencia. Valladolid tombe en notre pouvoir. Les Anglais ont débarqué à la Corogne ; une de leurs divisions de Portugal tient Badajoz ; notre armée brûle de se mesurer avec eux. Pendant ce temps, défaite de nouveau dans les combats de Durango, Guenés, Valmaceda, l'armée de Galice est presque détruite ; le 12, à la bataille d'Espinosa par le duc de Bellune, Blake perd dix mille hommes, dix généraux, cinquante pièces de canon. Parvenu à Reynosa, le duc de Dalmatie achève la ruine de cette armée et lui enlève ses parcs, ses bagages, ses magasins. Le 16, le duc d'Istrie arrive à Aranda, dirige des partis de cavalerie, d'un côté sur Léon, de l'autre sur Madrid. Le même jour, le duc de Dalmatie entre à Santander, où il s'empare de neuf mille fusils anglais, et saisit sur la côte plusieurs convois chargés d'artillerie, d'armes et de munitions anglaises. Le général Gouvion Saint-Cyr, avec le septième corps, fait le siège de la forte place de Roses, investie par les généraux Reillo et Pino. Les Italiens emportent les hauteurs de San-Pedro, avec cette impétuosité qu'ils avaient au quinzième siècle. Le général Fontana se rend maître de Serva, en chasse les Anglais, et leur prend vingt-quatre pièces de canon. Le général Mazzuchelli avait vigoureusement repoussé deux sorties des assiégés.

Les armées de Galice et d'Estramadure, commandées par Blaze, la Romana et Galuzo, ont à peu près disparu aux batailles d'Espinosa et de Burgos ; il reste à atteindre la grande armée d'Andalousie, de Valence, de la Nouvelle-Castille, de l'Aragon, sous les ordres de Castanos, Penas et Palafox : portée à quatre-vingt mille hommes, elle occupe en partie Calahorra et Tudela. Le 22, l'Empereur transporte son quartier-général de Burgos à Lerma, et, le 23, à Aranda. Le duc d'Elehingen est entré dans Soria (l'ancienne Numance) et dans Medina-Cæli. Les ducs de Montebello et de Conegliano ont fait leur jonction à Lodosa : le duc de Bellune est à Venta de Gomez. Les avenues de Madrid, du côté

du nord, sont interceptées. Le duc de Montebello marche, depuis le 19, avec vingt-quatre mille hommes, pour présenter la bataille à l'armée espagnole : il la rencontre, le 25, en avant de Tolédo, forte de quarante-cinq mille hommes, avec quarante pièces de canon, et conduite par le général Castanos. Cette armée ne peut résister à l'impétuosité de l'attaque que dirige le général Maurice Mathieu; son centre est enfoncé; la cavalerie du général Lefebvre y pénètre et enveloppe sa droite. Le général Lagrange complète la victoire en culbutant la ligne de Castanos. Les espagnols, en pleine déroute, ont à regretter quatre mille morts, trois mille prisonniers, trois cents officiers, sept drapeaux, trente pièces de canon, et abandonné à Tudela d'immenses approvisionnements. Le duc de Conegliano avance sur Saragosse; le duc d'Elchingen s'est emparé de riches magasins à Agreda.

Ainsi le centre de l'armée espagnole a été battu à Burgos, la droite à Espinosa, et la gauche à Tudela. Le 29, le quartier-général de l'Empereur se porte au village de Bozguillas : le 30, le duc de Bellune se trouve au pied de la fameuse montagne de Somo-Sierra, dont dix mille hommes de la réserve espagnole, que commande San-Benito, protégés par des retranchemens, et ayant en batterie seize pièces de canon, défendent le passage. A peine la fusillade et la canonnade sont engagées, que le général Monbrun, à la tête des chevan-légers polonais, gravit les hauteurs, exécute une des plus belles charges qui aient honoré la cavalerie de la garde, dont ce corps fait partie, et décide l'affaire; ce régiment se couvre d'une gloire immortelle. Les Espagnols se dispersent dans les montagnes, en jetant leurs armes : ils laissent au vainqueur seize pièces de canon, dix drapeaux, deux cents chariots de bagages, les caisses militaires, et parmi les prisonniers on compte tous les officiers supérieurs de cette division. Après ce combat prodigieux, où une troupe de cavalerie légère emporte au galop les escarpemens et les batteries d'une position que la nature a rendue inexpugnable pour toute autre arme que l'infanterie, les Français n'ont plus qu'à marcher à Madrid. Le 1^{er} décembre, le quartier-général impérial est à Saint-Augustin. Le 2, l'armée victorieuse célèbre l'anniversaire du couronnement de Napoléon sous les murs de la capitale. L'Empereur paraît le jour même sur les hauteurs qui environnent la ville; la cavalerie du duc d'Istrie et la garde impériale l'accueillent avec enthousiasme.

Madrid est toujours au pouvoir de l'ennemi; soixante mille hommes armés, composés en partie de la populace barbare et fanatique des campagnes,

l'ont conquise sur ses propres habitans : la garnison régulière est de six mille hommes de ligne; cent pièces de canon défendent les remparts. On a barricadé les rues, les portes, les maisons; les cloches de deux cents églises sont en branle, les cris d'une multitude dont le désordre égale le délire, ajoutent une horreur particulière à la consternation qui frappe cette grande cité. Le duc d'Istrie envoie sommer Madrid, où s'est formée une junte militaire sous la présidence de Castellar; un général de la ligue vient y répondre, accompagné d'hommes furieux qui surveillent ses paroles et dictent son refus. L'aide-de-camp du duc d'Istrie, chargé de la sommation, n'a été sauvé de la fureur de la populace que par les troupes de ligne : Le général Monbrun n'a dû la vie qu'à ses armes. La veille le marquis de Paralés, faussement accusé d'avoir fait remplir les cartouches de sable, a été déchiré par le peuple, et ses membres portés dans tous les quartiers. Voilà la situation de Madrid.

L'infanterie française est encore à trois lieues : Napoléon passe le reste de la journée à reconnaître la ville et à arrêter un plan d'attaque qui concilie également les intérêts de l'humanité et ceux de sa gloire. Il ne médite pas de livrer l'assaut. C'est par l'impression de sa présence sur cette tourbe féroce et sur les honnêtes habitans qu'elle tyrannise, que Napoléon conçoit l'espérance de voir s'ouvrir devant lui les portes de Madrid. Le soir, à sept heures, il ordonne au général Maison de se loger dans les faubourgs; il le fait soutenir par le général Lauriston, avec quatre pièces d'artillerie de la garde. L'ennemi prend la fuite au premier feu. A minuit, le prince de Neufchâtel envoie un lieutenant-colonel, pris à Somo-Sierra, porter au gouverneur une nouvelle sommation. Castellar répond qu'il demande encore un délai. Mais, dans cet intervalle, le général Sénarmont, avec ses trente pièces d'artillerie, a fait une brèche aux murs du Retiro; un bataillon de voltigeurs s'y jette et chasse les quatre mille hommes qui le défendent. Tous les débouchés tombent au pouvoir de nos troupes; vingt pièces de canon de la garde trompent, d'un autre côté, l'ennemi par une fausse attaque. La prise du Retiro a rendu désormais tout moyen de résistance inutile. Napoléon ne perd pas de vue son grand objet, celui de ménager la ville. Indépendamment de l'horreur que lui inspire l'idée des scènes de carnage et de désolation qu'offrirait une aussi vaste cité livrée à l'attaque d'une armée telle que la sienne, et à la défense d'une population fanatisée, telle que celle de Madrid, il songe à ne pas frayer un chemin à son frère sur les ruines de sa capitale. Napoléon se contente de faire avancer quelques compagnies de voltigeurs, et il ne veut pas qu'on

les soutienne, afin d'éviter le pillage et la guerre des maisons. Cette politique est sage autant que généreuse.

A onze heures, le prince de Neufchâtel, n'ayant pas reçu de réponse du général Castellar, lui renouvelle sa sommation; et lui écrit que l'Empereur consent à suspendre l'attaque jusqu'à deux heures. Ce terme s'écoule, et cependant le drapeau blanc n'est pas arboré. Napoléon se décide encore à attendre. Enfin, à neuf heures arrivent le général Morla et un député de la ville. Ils déclarent avec douleur, au major-général, que la population s'obstine à vouloir résister, et ils demandent la journée du 4 pour l'apaiser. Le prince de Neufchâtel les présente à l'Empereur, qui, s'adressant au général Morla, et passant tout-à-coup, des assassinats commis dans Madrid les jours précédents sur les Français, à la capitulation du général Dupont, lui dit :

«... L'inhabileté et la lâcheté d'un général avaient mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé sur le champ de bataille, et la capitulation a été violée. Vous, monsieur Morla, quelle lettre avez-vous écrite à ce général? Il vous convenait bien de parler de pillage, vous qui, étant entré en Roussillon, avez enlevé toutes les femmes et les avez partagées comme un butin entre vos soldats!... Violent les traités militaires, c'est renoncer à toute civilisation, c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du désert. Comment donc osez-vous demander une capitulation, vous qui avez violé celle de Baylen?... J'avais une flotte à Cadix; elle était l'alliée de l'Espagne, et vous avez dirigé contre elle les mortiers de la ville où vous commandiez. J'avais une armée espagnole dans mes rangs (celle de la Romana); j'ai mieux aimé la voir passer sur les vaisseaux anglais, être obligé de la précipiter du haut des rochers d'Espinoza, que de la désarmer. J'ai préféré avoir sept mille ennemis de plus à combattre, que de manquer à la bonne foi et à l'honneur. Retournez à Madrid. Je vous donne jusqu'à demain six heures du matin. Revenez alors, si vous n'avez à me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il s'est soumis; sinon vous et vos troupes serez tous passés par les armes. » Il faut remarquer que l'Empereur n'avait pas plus de 50,000 hommes devant Madrid.

Le 4, à six heures du matin, le général Morla revint apportant la soumission de Madrid. A dix heures, le général Belliard prend le commandement de la ville. Un pardon général est proclamé. Les boutiques restent ouvertes jusqu'à onze heures du soir; la sécurité règne dans Madrid comme par enchantement. Les habitans ont rendu cinquante

mille fusils. Cependant, malgré la capitulation, la caserne des gardes du corps, dernier refuge des assiégés, vomissait encore la mort au milieu de la ville soumise, et ce ne fut qu'après deux heures de supplications, et au travers des plus grands périls, que le corréridor et les aledes parvinrent à apaiser la fureur de ces hommes désespérés : effrayant caractère imprimé, dès l'origine et jusqu'au dernier moment, à cette guerre terrible! Une autre circonstance non moins remarquable, en raison de l'implacable haine que les Espagnols portaient à la royauté de Joseph, c'est le respect qui avait protégé son palais depuis sa fuite de Madrid. Les Espagnols sont les idolâtres de la royauté; un palais leur semble un temple dont la violation tiendrait du sacrilège. A l'Escurial, tout était à la place et dans l'état où Joseph l'avait laissé : ce prince retrouva même le portrait de sa femme, et Napoléon le sien, dans le tableau du fameux passage du Saint-Bernard, peint par David. Il fit de sérieuses réflexions sur cette nation, qui proscrivait son roi et respectait ses propriétés; mais il était trop tard!

Ainsi, grâce à la générosité et à la fermeté de Napoléon, la ville de Madrid eût moins aux assiégés que la prise de la moindre citadelle. L'Empereur donna des ordres pour la poursuite des fuyards de Burgos, de Tolède, de Somo-Sierra, d'Aranjuez, qui se précipitèrent sur les routes de l'Andalousie. Le neuvième et le huitième corps de la grande armée viennent de passer la Bidassoa avec trois divisions de cavalerie. Le duc de Dantziek et son corps sont entrés à Madrid.

La conquête de cette ville et de toutes les provinces du nord terminée, le guerrier dépose ses armes et le législateur le remplace. Le 7 décembre, Napoléon adresse aux Espagnols une proclamation qui renferme ces passages :

«... Je vous avais dit, dans une proclamation du 2 juin, que je voulais être votre régénérateur. Aux droits qui m'ont été cédés par les princes de la dernière dynastie, vous avez voulu que j'ajoute le droit de conquête. Cela ne changera rien à mes dispositions; je veux même louer ce qu'il y eut de généreux dans vos efforts... Tout ce qui s'opposait à votre prospérité et à votre grandeur, je l'ai détruit; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie tempérée et constitutionnelle. Il dépend de vous que cette constitution soit en core votre loi. »

Et, en effet, le jour de son entrée à Madrid, le 4 décembre, Napoléon avait fermé l'exécration tribunal de l'Inquisition; il avait réduit au tiers les cou-

vens de l'Espagne. Une partie de la valeur des biens de ces couvens supprimés était affectée à augmenter le traitement des curés; une autre à la garantie des effets de la dette publique, une autre, enfin, à rembourser, au profit des provinces, des dépenses faites pour l'entretien des armées françaises et insurrectionnelles. Napoléon avait aussi annulé les droits féodaux, aboli les barrières de province à province, et transporté les douanes aux frontières; il avait enfin prescrit l'organisation immédiate d'une cour de cassation. La suppression de toute juridiction seigneuriale fut décrétée peu de jours après. Mais ces décrets de haute discipline civile ne signalèrent pas seulement l'arrivée de Napoléon à Madrid, d'autres étaient nécessaires à la satisfaction de la justice politique. Également à la date du 4 décembre, parurent deux décrets dont l'un destituait les membres du conseil de Castille, comme lâches et indignes d'être magistrats d'un peuple généreux : ils avaient trahi l'Empereur après avoir proclamé ses droits à la couronne, et reconnu la renonciation de l'ancienne dynastie; le second mettait hors de la loi le duc de l'Infantado, et neuf autres personnages de la première distinction, qui, ayant tous prêté serment à Bayonne, au roi Joseph, et accepté les plus brillantes places de sa maison et de son gouvernement, n'étaient rentrés en Espagne à sa suite que pour violer leur parole, et se réunir aux insurgés. Les dispositions décrétées dans la journée du 4 décembre honoraient pareillement la nation espagnole et le législateur. La capitulation de l'importante place de Roses, qui se rendit le 6, avec trois mille sept cents hommes, aux armes du général Gouvion Saint-Cyr, acheva la possession de toute l'Espagne septentrionale. On trouva à Roses plus de soixante pièces d'artillerie, et une grande quantité de munitions. Le général Sébastiani était en marche pour Talavera de la Reyna, où Napoléon a déjà dirigé les divisions de cavalerie Milhaud et Lasalle. Le général Valence était arrivé avec une belle division polonoise. Le 13 décembre l'Empereur reçut, à son quartier-général de Chamartin, une députation de la ville de Madrid, composée de douze cents notables. Napoléon, après avoir récapitulé les bienfaits législatifs qui ont signalé, le 4, son entrée dans la capitale, dit à la députation :

« ... Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les divisions dans la famille royale avaient été tramées par les Anglais. Ce n'étaient pas le roi Charles et le favori de la cour de l'Infantado, instrument de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers trouvés dans sa maison, voulant renverser du trône : c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne....

« La génération présente pourra varier dans ses opinions : trop de passions ont été mises en jeu. « Mais vos neveux me remercieront comme leur régénérateur. Ils placeront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai paru parmi vous, « et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne. »

Au milieu de tant d'événemens, un article que publia le *Moniteur* du 13 frappa vivement l'attention publique; il n'était pas difficile de reconnaître la main qui l'avait tracé. Cet article est ainsi conçu :

« Plusieurs de nos journaux ont imprimé que S. M. l'Impératrice, dans sa réponse à la députation du Corps-Législatif, avait dit qu'elle était bien aise de voir que le premier sentiment de l'Empereur avait été pour le Corps-Législatif, qui représente la nation. S. M. l'Impératrice n'a point dit cela : elle connaît trop nos institutions; elle sait trop bien que le premier représentant de la nation, c'est l'Empereur; car tout pouvoir vient de Dieu et de la nation.

« Dans l'ordre de nos institutions, après l'Empereur est le Sénat, après le Sénat le Conseil-d'État; après le Conseil-d'État est le Corps-Législatif; après le Corps-Législatif viennent chaque tribunal et fonctionnaire public dans l'ordre de ses attributions. Car s'il y avait dans nos constitutions un corps représentant la nation, ce corps serait souverain; les autres corps ne seraient rien, et ses volontés seraient tout.

« La Convention, même le Corps-Législatif, ont été représentans. Telles étaient nos constitutions alors. Aussi le président disputa-t-il le fauteuil au roi, se fondant sur ce principe que le président de l'assemblée de la nation était avant les autorités de la nation. Nos malheurs sont venus en partie de cette exagération d'idées. Ce serait une prétention chimérique et même criminelle, que de vouloir représenter la nation avant l'Empereur.

« Le Corps-Législatif, improprement appelé de ce nom, devrait être appelé Conseil-Législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition. Le Conseil-Législatif est donc la réunion des mandataires des collèges électoraux. Ou les appelle députés des départemens, parce qu'ils sont nommés par les départemens.

« Dans l'ordre de notre hiérarchie constitutionnelle, le premier représentant de la nation est l'Empereur, et ses ministres, organes de ses intentions; la seconde autorité représentante est le Sénat; la troisième le Conseil-d'État, qui a de véritables attributions législatives; le Conseil-Législatif a le quatrième rang.

« Tout rentrerait dans le désordre, si d'autres

idées constitutionnelles venaient pervertir les idées de nos constitutions monarchiques. »

Cette déclaration de principes, envoyée de Madrid au milieu de circonstances assez graves pour dominer toutes les pensées de Napoléon, s'adressait moins sans doute à l'impératrice, qui n'avait attaché probablement aucune importance à sa réponse, qu'à ceux qui avaient pu lui dicter. Au surplus, le motif qui déterminait une telle publication a jusqu'ici échappé à l'investigation historique. Peut-être cependant, se voyant si loin de sa capitale, Napoléon voulait-il saisir cette occasion d'apprendre aux ennemis domestiques qu'il y avait laissés, que, du sein de Madrid même, il veillait sur leurs intrigues; car ces ennemis se servent de toutes armes contre lui. Comme ils appartiennent par leurs souvenirs, leurs services et leur fortune, à la royauté, à la république, à l'empire, ils sont entendus de tous les mécontents; avec les uns, ils crient à l'usurpation, avec les autres à la tyrannie, avec ceux-là au despotisme. Rappelant tout à tour le règne d'un soldat de fortune, l'oppression d'un dictateur et la souveraineté du peuple, qui résidait dans les représentants, la note du *Moniteur* semble répondre à toutes les allégations, et surtout à la dernière, que Napoléon redoutait le plus. D'ailleurs une trame est ourdie dans Paris; on dirait qu'elle marche sympathiquement avec la conjuration austro-britannique, dont les symptômes, chaque jour plus visibles, avertissent Napoléon que son retour ne peut être long-temps différé.

L'armée réunie à Madrid monte à soixante mille hommes, et traîne avec elle cent cinquante pièces d'artillerie. Le due de Bellune est à Tolède, le due de Dantzick à Talavera de la Reyna. Le général Saint-Cyr a fait sa jonction à Barcelone avec le général Dnhesme. Six mille hommes travaillent aux fortifications de Madrid. Le huitième corps vient d'arriver à Burgos. L'armée anglaise n'a pas encore dépassé Solamanque, où elle reste stationnaire depuis le 15.

Le 3 décembre, on lisait dans le *Statesman* : « On assure que l'Amérique méridionale espagnole a refusé de reconnaître, soit Joseph Bonaparte, soit Ferdinand ou la Junte suprême, et qu'elle a déclaré son indépendance. » Peu de jours après, les Espagnols de l'Amérique du Sud et les Portugais du Brésil s'emparèrent de la Guiane française et de l'île de Cayenne.

L'Empereur, ayant enfin appris le passage du Duero par l'armée anglaise, dont la cavalerie avait paru le 15 à Valladolid, et sa marche sur Salzlagna, où se trouvait le due de Dalmatie, quitta Madrid le 22 décembre, pour couper la retraite à l'ennemi. Avant de partir, il mit sous les ordres du roi Jo-

seph, qu'il nomma son lieutenant-général, la garnison de Madrid, les corps des dues de Bellune et de Dantzick, et la cavalerie des généraux Lasalle, Milhaud et Latour-Maubourg. Mais le mouvement de l'Empereur décide tout-à-coup les Anglais à rebrousser chemin; et la tourmente affreuse qui retient Napoléon et son armée, pendant deux jours, dans les défilés du Guadarrama, leur donne le temps d'échapper. Cependant le due d'Istrie les poursuit vivement avec neuf mille hommes de cavalerie. Le général Lefebvre-Desnoettes, à la tête de quatre cents chevaux, crut la ville de Benavente évacuée, et passa la rivière à gué; mais attaqué par deux mille cavaliers de l'arrière-garde anglaise, il voulut rétrograder; son cheval fut tué, et lui-même, blessé, fut pris dans la rivière.

Le 30, le due de Dalmatie a joint la gauche de l'ennemi et la culbute à Maveilla. Le lendemain il est à Léon. Les dues de Trévise et d'Abrantès ont emporté tous les ouvrages extérieurs de Saragosse et la position de Monte-Torrero. La réunion des généraux Gouvion-Saint-Cyr et Dubesme porte à quarante mille hommes l'armée qui entre à Barcelone, le 17, après le combat livré sur le plateau, entre Llinas et Cardeden. L'Empereur est à Astorga le 1^{er} janvier 1809. Dans la route de cette ville à Villefranche, le général Auguste Colbert, qui a remplacé Lefebvre-Desnoettes à l'avant-garde du due d'Istrie, fait deux mille prisonniers. Deux jours plus tard, au combat de Pierros, où le général Merle, du corps du due de Dalmatie, enlève les hauteurs défendues par les Anglais, le général Colbert tombe frappé d'une balle, et dit avant de rendre le dernier soupir : *Ma mort est digne d'un soldat de la grande armée; je vois fuir les éternels ennemis de ma patrie.*

Le 24 décembre, le général Sébastiani avait forcé le pont de l'Arzobispo, et le général Valence celui d'Almaraz. Le corps du due de Dantzick avait aussi passé le Tage et occupait l'Estramadure. L'empereur reçoit positivement à Astorga la confirmation des préparatifs hostiles de l'Autriche, et des intrigues des malintentionnés de Paris. Il quitte Astorga, et laisse le due d'Elchingen pour appuyer le due de Dalmatie. Il porte d'abord son quartier-général à Benavente, et le 8 à Valladolid. Sorti de Barcelone, le général Gouvion-Saint-Cyr avait été attaquer le camp retranché de Liobregat qu'il emporta, et de là était allé s'emparer de Tarragona. Le 15 eut lieu le beau combat de Tarracona, où le due de Bellune fit mettre bas les armes au corps de Venegas, qui y périt. Trois cents officiers, douze mille Espagnols prisonniers, entrèrent le 17 à Madrid, avec leur artillerie et leurs drapeaux, sous l'escorte de trois bataillons français. Le 10 le due de Dalmatie était

à Lugo, ayant ses avant-postes sur la route de la Corogne, où se précipitent les Anglais, au nombre de vingt mille, fuyant devant une armée de la même force. Une bataille leur est livrée au pont del Burgo; le général en chef Moore y est tué et le général Baird dangereusement blessé. A la suite de cette victoire, la Corogne capitule. Mais une partie de l'armée Anglaise a pu s'embarquer sur quatre cents bâtimens; elle est réduite aux deux tiers, et les armées espagnoles ne sont plus formées que de débris sans organisation. Les opérations marchaient de front dans les diverses provinces de l'Espagne avec un égal succès. La soumission morale du pays suivait insonniblement la soumission militaire. Les villes s'engageaient à prêter serment au roi. A Madrid, vingt-huit mille cinq cents chefs de famille lui ont juré fidélité dans la cathédrale sur le Saint-Sacrement. Cet exemple venait d'être imité à Valladolid, dont les premières autorités avaient présenté une adresse à l'Empereur.

Si Napoléon avait pu continuer encore à conduire la guerre en personne, il aurait été permis d'en prédire la fin prochaine; car à lui seul appartenait d'entreprendre et d'opérer la destruction des Anglais et la conversion politique des Espagnols. Lui seul aussi pouvait à la fois commander plusieurs armées et en gouverner les généraux. Mais, le 17 janvier, l'Empereur repartait tout à coup à Burgos qu'il a quitté le matin : il avait parcouru en cinq heures, à cheval, une distance de trente-cinq lieues. Le 23 il était à Paris. Le 28, le comte de Montesquiou remplaça le prince de Bénévent en qualité de grand-chambellan. Cette mutation fut un événement pour la capitale, encore étonnée du retour si subit de l'Empereur. En Espagne, son absence, qui surprit au moins autant son armée, avait tout à coup rendu le courage aux Espagnols. Quant aux Anglais, le 14, ils ont publié leur traité avec la junte insurrectionnelle, qu'ils reconnaissent comme gouvernement; et seuls, en Espagne, ils étaient sans doute dans le secret du départ de Napoléon. Le signal de détresse fait à leur allié d'Autriche, depuis le moment où ils osèrent ouvrir leur campagne à Valladolid devant Napoléon, avait été entendu à Vienne, et ce prince s'était mis en route pour aller au-devant d'une cinquième coalition, abandonnant à Joseph, au major-général Jourdan et à ses généraux, le soin de continuer les prodiges de ses armes. La veille du jour où il quitta Valladolid, le 16, l'Empereur reçut les députations des conseils d'État, des Indes, des finances, de la guerre, de la marine, de la junte de commerce, enfin du corps municipal et de toutes les corporations de la ville de Madrid, et il avait accordé à leurs vœux, ardemment exprimés, le retour du roi son frère dans sa

capitale, où il fera le 22 sa rentrée solennelle. Cependant Napoléon sait bien qu'il doit conquérir sur le Danube une seconde fois les deux couronnes du Tage. L'histoire n'offre pas une plus grande perplexité dans la vie d'aucun de ses héros. Quatre cents lieues le séparaient à Madrid de ce nouvel ennemi qu'il est obligé, non de vaincre, mais d'anéantir, afin, non d'assurer l'Espagne à son frère, mais de l'enlever aux Anglais.

Le service que l'Autriche rend à l'Angleterre, en multipliant alors sur ses frontières, après les préparatifs, les menaces de la guerre, est trop important pour qu'il puisse jamais s'oublier; car, je le répète, encore un seul mois peut-être passé dans la Péninsule à la tête de ses armées, Napoléon achevait la ruine britannique sur le continent, et comptait l'insurrection espagnole. L'engagement qui lie de nouveau les cours de Londres et de Vienne remonte au commencement de la révolution française, à ces troubles de la Belgique qui en furent la première déclaration armée. Dès lors se cimentait entre tous les rois de l'Europe un pacte qui, pendant vingt-cinq années, gardant son invariabilité et son caractère implacable, n'a cessé de combattre, d'abord collectivement, ensuite séparément, et toujours au nom de toutes les vieilles monarchies, ou la république ou l'empire français. Tout traité avec la France ne fut qu'une trahison qui prenait du repos; toute paix ne fut qu'une trêve, surtout quand Napoléon, sorti des rangs de l'armée, après avoir étonné le monde par ses triomphes, lit subitement de la république indivisible la base du trône qu'il élevait sur l'Europe. Alors ce pacte devint encore plus terrible, et la guerre sacrée, que les Musulmans n'avaient pas voulu lui déclarer en Égypte, lui fut jurée comme à l'ennemi commun. La mort de Louis XVI affecta beaucoup moins les rois; cette mort ne leur offrit qu'un attentat qui devait rendre odieuse la révolution française. Le gouvernement atroce du Comité de salut public formait également une monstruosité analogue à leurs intérêts politiques. Mais l'avènement du général Bonaparte leur parut insupportable, parce qu'il plaçait réellement sur le trône cette révolution qui l'avait produit. Aussi les vieux commensaux de la monarchie virent avec horreur s'asseoir au banquet des souverains ce soldat, dont ils ne reconnurent la légitimité que comme une loi de la victoire. Cette proscription d'une nature nouvelle, comme l'homme dont elle menaçait la fortune, engageait constamment la politique des conjurés sans engager leurs armes. Ils pouvaient lui jurer paix et amitié, s'allier avec lui, marcher sous ses drapeaux, l'aider même à détrôner les membres de l'association suprême; tout devait être tenté et souffert par eux tous ou par chacun d'eux, jusqu'au

moment opportun pour commencer sa destruction. Le lien de cette association mystérieuse, qui, depuis son triomphe, s'est proclamée *Sainte-Alliance*, était la *détérioration de l'Europe, le salut futur de l'Europe!* Le plan de la haute conspiration européenne se dévoila tout entier dans la communication officielle que fit l'Angleterre à l'ambassadeur de Russie à Londres, le 19 janvier 1805, en réponse à celle du cabinet russe. Le principal objet fut « de soustraire à la domination de la France les contrées qu'elle a subjuguées depuis le commencement de la révolution, et de réduire la France à ses anciennes limites, telles qu'elles étaient avant cette époque. » Il était également pourvu à l'agrandissement de la Prusse et à celui de l'Autriche. La république ligurienne était assurée au roi de Sardaigne, et, cinq mois après, l'Angleterre et la Russie, qui voulaient elles-mêmes disposer de ce qui ne leur appartenait pas, s'indignèrent de la réunion de cette république à la France.

Ainsi avait été arrêtée en 1805 la catastrophe de 1814; ainsi tout, jusqu'à la paix qui serait signée avec Napoléon, tout doit lui mener à sa ruine; ainsi l'alliance organique qui fut renouvelée entre les souverains, en 1805, sous le dictatariat de l'Angleterre et de la Russie, n'a pu être et ne pourra être que suspendue extérieurement entre l'Angleterre et l'Autriche par les défaites de l'empereur François; mais elle devra reparaître au grand jour, alors que Napoléon aura à craindre l'Autriche, ou se verra contraint de réclamer ses traités avec elle. Aussi l'Angleterre, qui vient de négocier avantageusement à Constantinople, où la mort de Sélim a relevé ses espérances, doit encore l'officieuse et opiniâtre intervention de l'Autriche auprès du divan à ces engagements du pacte européen, qui, comme une confédération maçonnique, oblige les membres à s'entraider, à se servir, dans tous les périls. Conformément à ce pacte, l'Interveneur Sturmer a favorisé le traité que l'ambassadeur Adair, celui que la cour de Vienne avait congédié pour plaire à Napoléon, a conclu avec la Turquie, malgré la longue répugnance du gouvernement turc et la vive opposition de la France. Par un dernier scandale, une fête publique, donnée dans l'hôtel de la légation autrichienne, a signalé à Constantinople le triomphe de l'interveneur, au mépris de l'état de paix qui subsiste entre son maître et Napoléon. Mais l'Autriche ne s'est pas bornée à attacher la Porte Ottomane, en la liant de nouveau avec l'Angleterre, au grand système de la conjuration européenne contre Napoléon; elle a depuis quelques mois réitéré auprès de la Prusse les instances dont le succès n'avait été comprimé, en 1807, que par la défaite d'Austerlitz. Sans doute il en coûte peu d'efforts pour faire en-

tendre à Frédéric-Guillaume que son intérêt l'oblige de chercher les moyens de se soustraire aux conditions de Tilsitt; mais ce prince doit aux sollicitations de l'empereur Alexandre, à Erfurt, l'évacuation de son territoire, une diminution de 20,000,000 sur la contribution alors imposée. Attaché par devoir et par position à la politique de Pétersbourg, il revient de cette capitale, où il a été dans le mois de janvier accompagné de la reine, remercier l'empereur Alexandre de cet immense service. Qui sait jusqu'où l'aura engagé la reconnaissance? Il balance longtemps à se livrer aux demandes de l'Autriche; il lui reproche de l'avoir abandonné en 1806 et 1807; il craint le même sort s'il se déclare pour elle. Entraîné à la fin par ses conseils et encore plus par sa famille, il consent à négocier avec l'Autriche; et le prix de son accession à la cinquième coalition sera non seulement la restitution de tout ce que lui a ravi le traité de Tilsitt, mais même la cession de la Pologne autrichienne. Le cabinet de Berlin se rangeait, à l'insu du roi, du parti de l'Autriche: il préparait la crise insurrectionnelle qu'il mit en œuvre avec tant de succès en 1813. On méditait déjà de faire marcher l'armée sans le consentement du monarque. Cette armée, limitée à Tilsitt à quarante mille hommes toujours présents, avait été portée secrètement à cent vingt mille par une double émission de congés qui successivement avaient triplé sa force. En attendant le moment de faire marcher ces troupes, s'organisaient dans toutes les universités de la Prusse et de l'Allemagne ces associations occultes, véritables *landwehrs* politiques, qui, sous le nom de *Jugendbund*, se proclamant les légions de la patrie allemande, triomphèrent pour elle, mais qui, vaincues à leur tour par les trônes qu'elles avaient sauvés, eurent la douleur de voir qu'elles n'avaient été que des légions d'archers de la Sainte-Alliance.

Quant à la Russie, déjà son traité avec Napoléon inquiétait peu l'Autriche. On disait qu'il était résulté du voyage du roi et de la reine de Prusse à Saint-Petersbourg des engagements peu favorables à la France. On croyait à Paris, et on ne cachait pas à Vienne, que des officiers russes suivaient déguisés les quartiers-généraux autrichiens. L'ouvrage du colonel Boutourlin, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, a jeté depuis un grand jour sur ces doutes du temps. Il y déclare nettement qu'Alexandre ne conclut le traité de Tilsitt que parce qu'il s'agissait de gagner du temps pour se préparer à soutenir convenablement la lutte. Le colonel déclare encore, et cette assertion suffit pour établir formellement l'état de trahison sous lequel Napoléon n'a cessé de traiter et de combattre, il déclare que si l'empereur Alexandre fournit, en 1806, un corps

auxiliaire, qui d'ailleurs ne fit rien contre l'Autriche, ce fut parce que ce prince n'aurait pu soutenir efficacement l'Autriche, à cause de l'éloignement de ses armées, occupées des affaires de Suède et de Turquie. Cependant Napoléon, à qui aucune de ces arrière-pensées n'était connue, s'adressait franchement au comte de Romanzoff, à Paris, pour l'engager à se porter intermédiaire au nom de sa cour entre l'Autriche et lui. Impérieusement occupé de l'Espagne, il était bien éloigné de vouloir faire la guerre à quatre cents lieues de Madrid. On voit aussi à présent pourquoi cette négociation dut échouer. Napoléon était d'autant moins préparé à suspecter sous ce rapport la foi d'Alexandre, que M. de Romanzoff suivait auprès de lui les intérêts de l'entrevue d'Erfurt, qui, comme je l'ai déjà dit, touchaient aux affaires de la Turquie et de la Perse, et à celles de l'Inde : négociation très secrète dont les traces ont échappé de portefeuille en 1814. L'Autriche donc, rassurée par les dispositions de la Russie, de la Prusse, et se trouvant prête, déclara à la France, en février 1809, que son armée était sur le pied de guerre. Elle protestait toujours de ses intentions pacifiques et amicales; le retour de Napoléon et l'ordre aux princes de la Confédération de se tenir préparés à marcher, voilà les seuls griefs qu'elle articulait. Mais cette puissance ne pouvait plus endormir Napoléon et le prendre au dépourvu : revenu d'Espagne, il siégeait au centre de son gouvernement, et sa présence venait d'en imposer aux machinations récemment ourdies contre lui; car peut-être à cette époque tout était-il déjà disposé dans la capitale pour la révolution qui éclata en 1814 avec l'emportement d'un complot long-temps comprimé. Le général Mallet avait été arrêté à Paris, pendant le séjour de Napoléon à Bayonne. Les ennemis intérieurs et extérieurs sentaient bien qu'ils ne seraient à même d'agir que pendant l'éloignement de l'Empereur; une fois de retour en France, il leur fallait tout ajourner à une autre absence. La guerre de 1812, qui devait naturellement entraîner Napoléon bien plus loin de ses frontières; n'eut peut-être pas une cause plus directe.

La lutte continue en Espagne. Le 27 janvier, le Ferrol s'est rendu au duc de Dalmatie, qui a trouvé dans le port onze vaisseaux de ligne, trois frégates et quinze cents pièces de canon. Le maréchal marche sur Oporto. Vigo a capitulé. Enfin la grande ville de l'Aragon, la véritable citadelle de l'insurrection espagnole, Saragosse, est emportée, le 21 février, par le duc de Montebello, qui depuis le 20 janvier a pris le commandement supérieur de ce siège à jamais mémorable. Depuis la bataille de Tudela, Palafox s'était retiré dans cette ville à la tête de trente mille hommes. Là se déploya de la part des assiégés

tout ce que le fanatisme peut prodire de plus barbare. Les vainqueurs et les vaincus s'étonnent également de leurs efforts. Défendue par la rage, par le désespoir de soixante mille habitants et d'une armée nombreuse, Saragosse supporte vingt-huit jours de tranchée ouverte, après huit mois d'attaque, et résiste encore pendant vingt-trois jours, de rue en rue, de maison en maison. Chaque habitation, chaque monastère, chaque église, devient une forteresse sacrée qu'aucune capitulation ne doit livrer. Tous les habitants, hommes, femmes, enfans, prêtres, moines, tout combat, tout périt, et les Français prennent avec donleur possession de cette vaste enceinte de ruines fumantes et ensanglantées où fut Saragosse. Ils n'y voient debout que les potences élevées pendant le siège pour y attacher ceux qui parlent de se rendre! Cette florissante et antique cité ne peut plus s'appeler que la ville des morts; plus de quarante mille personnes de tout sexe, de tout âge, immolées pour elle, remplissent ses portiques, ses places, ses avenues. Les cadavres continuent la destruction des vivans; une affreuse épidémie moissonne près de mille individus par jour. Les hôpitaux, où s'entassent quinze mille malades, ne sont que de vastes cimetières. Quinze mille prisonniers échappent à la contagion en partant pour Bayonne. On a trouvé dans la ville cent mille fusils, presque tous de fabrique anglaise, et deux cents pièces de canon. Les malheureux habitans appartiennent à l'humanité du vainqueur. Le plus brave des Français, le noble maréchal Lannes, se charge d'acquitter cette dette de la victoire. Les restes de la population de Saragosse s'en souviendront toujours; et s'ils ne furent pas soumis, ils furent reconnaissans. Mais une vertu antique, inexorable, ce patriotisme qui ne peut jamais transiger sur les grands intérêts de l'indépendance et de l'honneur du pays, se retrempe encore au milieu des débris de Saragosse.

Partout où les troupes françaises portent leurs armes, elles sont illustrées par d'importans succès. Le 25 février, le général Gouvion-Saint-Cyr, au combat de Vels, non loin de Taragone, détruit à la balonnette un corps espagnol après une action meurtrière, et s'empare de son artillerie. Le 27 mars, le général Sébastiani gagne la bataille de Ciudad-Real. Le lendemain, à Medelin, dans l'Estramadure, le duc de Bellune défait complètement le général Cuesta, et pousse ses avant-postes jusqn'à Badajoz. En Portugal, la fortune se montre encore plus brillante et plus favorable pour nous; elle y sera moins fidèle. La seconde expédition que commande le duc de Dalmatie, contre ce royaume sans souverain, commence par la prise de Chavès, qui renferme un riche matériel d'artillerie. Le lendemain, 15 mars,

les Portugais succombent, malgré une longue résistance, au combat de Lanhozo. Enfin, le 29, se donne la grande bataille que l'évêque d'Oporto livre au maréchal sous les murs de cette ville. Des lignes récemment formées, que défendent deux cents pièces de canon, sont enlevées par les Français, et

vingt mille Portugais couvrent le champ de bataille. Cette victoire met entre les mains de la France la ville la plus opulente et la plus anglaise du Portugal après Lisbonne.

L'esprit de Napoléon anime encore les rangs français dans toute la Péninsule.



LIVRE ONZIÈME.

Cinquième Coalition.

CHAPITRE PREMIER.

(1809.)

RÉVOLUTION EN SUÈDE. — GUERRE D'AUTRICHE. — SECONDE ÉVACUATION DU PORTUGAL. — PRISE DE VIENNE. — RÉUNION DES ÉTATS ROMAINS À L'EMPIRE. — BATAILLE D'ASLING.

Un événement qui eût été une fortune pour les historiens de notre âge, sans le despotisme qu'exerce la révolution française sur tous les faits contemporains, vint tout-à-coup apprendre à l'Europe l'abdication du roi de Suède. C'était peu de chose sans doute après celles de Charles IV et de Ferdinand VII, mais cette abdication présenta un tout autre caractère; car les Espagnols n'ont pris les armes que pour défendre la légitimité de leur prince, qui l'a résignée à Napoléon et à Joseph, et pour le forcer d'être malgré lui leur souverain, tandis que le peuple suédois tout entier, usant du droit primitif de possesseur du sol, et de la faculté inhérente à tout corps social de redresser ses propres griefs, a déposé Gustave-Adolphe IV.

Le mécontentement de la nation était à son comble; une guerre civile menaçait la capitale. Gustave rassemblait des troupes pour marcher contre l'armée du Nord et celle de Scanie; il avait fixé au 13 mars l'époque de son départ, et ce jour même il ordonne que le trésor de la Banque soit cueulé à une heure: le conseil était réuni, et c'est dans son sein que commença la révolution. On supplie le roi, mais en vain, au nom des maux sans nombre sous lesquels gémit la patrie par la prolongation d'une lutte insensée, impolitique, désastreuse, qui déjà lui a fait

perdre ses plus belles provinces, la Poméranie et la Finlande; on l'adjure de remettre dans le fourreau cette faible épée avec laquelle Charles XII lui-même n'a pu ni élever ni défendre la Suède; Gustave demeure inexorable et se retire. Le feld-maréchal Klingsporr et le général Adlercreuta se rendent chez le roi, et lui déclarent qu'il doit céder aux vœux de son conseil, ou cesser de régner. Le roi répond qu'il n'y cédera jamais; il les traite de scélérats, tire son épée et veut en percer le général; mais on entre, et bientôt on le désarme. Alors le maréchal de la cour, Silfversparre, lui dit: « Sire, « votre épée vous a été donnée pour la tirer contre « les ennemis de la patrie, et non contre les vrais « patriotes qui ne veulent que votre bonheur et « celui de la Suède. » A ces mots, il s'empare de l'épée du roi; cependant Gustave trouve le moyen de saisir celle d'un officier et de se sauver par un escalier dérobé. On court après lui; il est arrêté par un colonel, comme il arrivait dans la cour du palais, et on le transfère au château de Drottning-holl, où des officiers le gardent à vue. Sur l'invitation du conseil, le vieux duc de Sudermanie, oncle de Gustave, prend les rênes du gouvernement, dont la vacance est prononcée. Voilà le premier acte de ce drame populaire dont, le 13 mars, la ville de

Stockholm offrait la singulière représentation à l'Europe. A quinze jours de là, le 29 mars, impérieusement conseillé par sa position, Gustave donne son abdication, *offin de consacrer le reste de ses jours à la gloire de Dieu*. Enfin, le 10 mai, les ordres réunis de la diète reçoivent la communication de l'abdication du roi; ils l'acceptent, et prennent une décision qui se termine par ces paroles: « D'après tous ces motifs du plus haut intérêt et ces considérations importantes, auxquels l'acte d'abdication, dressé volontairement et sans contrainte par S. M. le roi, et écrit de sa propre main, dont lecture nous a été faite aujourd'hui, mais que nous ne regardons pas comme nécessaire pour nos démarches, donne un nouveau poids, nous avons pris la résolution, ferme et inébranlable, qui suit : Nous adjurons par le présent octe toute fidélité et obéissance que nous devions, comme sujets, à notre roi Gustave-Adolphe IV, jusqu'à présent roi de Suède, et le déclarons, ainsi que ses héritiers nés et à naître, pour le présent et à jamais, déchus de la couronne et du gouvernement de Suède. »

Ainsi se termina sans troubles, sans violence et sans nulle opposition, le plus important changement dont un État puisse être le théâtre. Gustave avait tellement outragé la nation dans ses plus chers intérêts, dans ceux où le droit naturel, celui de la conservation de l'espèce, l'emporte sur tous les contrats politiques, qu'il y eut consentement unanime des Suédois à sa déchéance. Jamais à aucune époque de l'histoire où un pays opprimé a cru devoir se faire raison lui-même, jamais la souveraineté du peuple, car il faut bien la nommer, n'a exercé sa haute magistrature avec plus de justice et de légalité. En effet, si en principe cette souveraineté est une loi suprême, on ne peut la considérer comme telle dans l'application, que si la révolution opérée obtient, de même que celle de Suède, le concours et l'unanimité des volontés. Il fallut dans le temps, ou que la cause nationale parût bien incontestablement juste aux rois, ou que d'autres motifs plus puissans leur commandassent l'oubli de la légitimité, qui dernièrement encore a reçu une atteinte en Russie, pour qu'aucune opposition de la part du cabinet de Vienne et de Pétersbourg, ni de celui de Londres, à qui Gustave avait sacrifié son pays et sa couronne, ne vint troubler la jouissance des droits dont l'exercice fit le salut de la Suède. Cet événement, qui honore à jamais le caractère noble et généreux, ainsi que l'esprit éclairé et la haute civilisation de tous les habitans de ce royaume, est événement n'a toutefois de grandeur que pour les Suédois. La guerre d'Espagne et la cinquième coalition, au milieu desquelles se passe la révolution de Stockholm comme une simple affaire domestique et particu-

lière à un seul peuple, remuent et absorbent totalement les intérêts et les passions prépondérantes de l'Europe. C'est entre ces deux tempêtes que la Suède, au moment d'être engloutie éternellement par une nouvelle alliance avec l'Autriche et par la continuation de la perfide amitié de l'Angleterre, ferme l'abîme que l'indomptable opiniâtreté de son roi allait ouvrir pour elle. Tandis que ce royaume rentre ainsi dans la carrière de la paix, soudain le cri de guerre retentit sur les bords de l'Inn et au sein de la Bavière. La lettre suivante est apportée à Munich le 9 avril :

A M. le général en chef de l'armée française en Bavière.

« D'après une déclaration de S. M. l'empereur d'Autriche à l'empereur Napoléon, je prévient M. le général en chef de l'armée française que j'ai ordre de me porter en avant avec les troupes sous mes ordres, et de traiter en ennemies toutes celles qui me feront résistance.

« A mon quartier-général, le 9 avril 1809.

« CHARLES. »

Telle est la première pièce officielle de cette rupture, qui, tout-à-coup, surprend la Bavière, où il n'y a point d'armée française. La seconde, qui est la proclamation du roi de Bavière en réponse à cette étrange publication, commence ainsi :

Dillingen, 17 avril.

« Sans déclaration de guerre, sans aucune explication préalable, notre territoire a été envahi le 9 de ce mois, et nous avons été contraint de quitter notre capitale, qui a été occupée par les troupes autrichiennes... »

Le roi de Wurtemberg publie aussi une déclaration par laquelle il en appelle au jugement de l'Europe pour une infraction notoire de la part de l'Autriche au traité de Presbourg, et pour l'agression qui menace ses États. D'un autre côté l'empereur d'Autriche adresse une proclamation à ses sujets, et l'archiduc Charles, généralissime, une à ses troupes. L'armée autrichienne est ainsi placée et composée : l'archiduc Ferdinand commande quarante mille hommes en Pologne; treize mille sont en Saxe. Sous les ordres plus directs de l'archiduc Charles, il y a en Bohême les cinquante mille hommes de Kolowrat et de Bellegarde; l'armée principale de cent vingt-cinq mille hommes en Bavière; trente mille Autrichiens et Tyroliens, sous le marquis de Castellier, dans le Tyrol; l'archiduc Jean est en Italie, à la tête de quatre-vingt mille hommes. L'artillerie de cette armée de trois cent trente-huit mille hommes s'élève à sept cents pièces de canon. Voie, au 9 avril, la force et la position des Français : en Pologne, dix-huit mille hommes sous Poniatowski; Bernadotte, en Saxe, compte douze mille Saxons, et Gratien huit

mille Hollandais; le roi Jérôme a quinze mille hommes en Westphalie. L'armée principale, que Napoléon va commander, se compose du deuxième corps de vingt-cinq mille hommes sous le maréchal Lannes et le général Oudinot; à Augsbourg; du troisième, sous le maréchal Davoust, à Batisbonne, fort de quarante-cinq mille hommes; du quatrième, sous le maréchal Masséna, à Ulm, de trente mille hommes; du septième, de trente mille Bavaois, sous le maréchal Lefebvre, à Munich, à Landshut et à Straubing; du huitième, de douze mille Wurtembergeois, sous Vandamme, à Heydenheim, et de douze mille confédérés de l'Allemagne méridionale. Le vice-roi et le maréchal MacDonald ont eu l'Italie quarante-cinq mille hommes, et Marmont quinze mille en Dalmatie. L'artillerie est de cinq cent soixante pièces, l'armée de deux cent soixante-sept mille hommes; elle est inférieure de soixante-dix mille hommes à l'armée autrichienne; mais ce sont les Français d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, et ils ont pour les conduire des chefs dont les noms sont ceux de nos victoires.

Il peut être permis de ne pas compter au nombre des combattans sous nos aigles les trente mille Russes qui apparaitront si tard en Pologne, amis secrets de l'Autriche, alliés douteux de la France. Mais il est plus juste de signaler parmi les utiles auxiliaires de l'Autriche, les corps du duc de Brunswick-Oëls, de Schill, de Dornberg, qui surprirent tout-à-coup la fidélité du cabinet de Berlin par une campagne toute prussienne en faveur de son ancien ennemi le cabinet de Vienne. Cet épisode était une opération de l'Angleterre, qui, en reconnaissance de l'immense service que la guerre d'Autriche lui rendait pour établir sa prépondérance dans la Péninsule ibérique, avait pris à sa solde et combiné avec le mouvement de ses vaisseaux dans la mer du Nord et sur la Baltique, ces insurrections et ces trahisons armées.

Du 10 au 16, l'armée de l'archiduc marcha de l'Inn sur l'Isar; les Bavaois portèrent les premiers coups à ceux qui violaient leur territoire. Napoléon apprend à Paris, par le télégraphe, dans la soirée du 12, le passage de l'Inn par les Autrichiens; un instant après cette nouvelle il est en voiture. Le 16, il voit le roi de Bavière à Dillingen; il lui promet de le ramener dans quinze jours à Munich, et de le faire plus grand que ses ancêtres. Le 17, le quartier-général se trouvait à Donawerth, où Napoléon donne ses ordres à ses maréchaux, et parle ainsi à son armée :

« SOLDATS!

« Le territoire de la Confédération a été violé. Le général autrichien veut que nous fuyions à l'aspect de ses armes et que vous lui abandonniez nos alliés. J'arrive avec la rapidité de l'éclair. Soldats!

« J'étais au milieu de vous lorsque le souverain de l'Autriche vint à mon bivac en Moravie; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité : trois fois elle a été parjure! Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur! »

Le lendemain, l'Empereur porte son quartier-général à Ingolstadt. Il a si bien réglé la fortune du début de cette campagne, que chaque jour amène une action et que chaque action donne une victoire. Le 19, le général Oudinot, parti d'Augsbourg, disperse quatre mille Autrichiens au combat de Pfaffenhoffen, le duc de Rivoli y arrive le lendemain. Le duc d'Auerstaedt a quitté Batisbonne pour marcher sur Neudstadt. Il atteint l'ennemi et gagne la bataille de Thann. Le soir il fait sa jonction avec le duc de Bantziek, qui, venu d'Abensberg, s'est montré à temps avec ses Bavaois pour compléter la défaite autrichienne. Le 20, Napoléon se dirige sur Abensberg, où il a résolu de charger de front et de détruire les soixante mille hommes de l'archiduc Louis et du général Hiller. Napoléon est fidèle à la tactique du général de l'armée d'Italie; il manœuvre pour couper la ligne d'opération de l'ennemi. Le duc d'Auerstaedt a ordre de contenir trois divisions autrichiennes, et le duc de Rivoli de leur intercepter les communications en se portant sur leurs derrières par Freysing. Le duc de Montebello doit attaquer avec la gauche, et Napoléon se réserve de commander la droite, uniquement composée de Bavaois sous les ordres du prince royal, et des Wurtembergeois conduits par le général Vandamme. Ce jour-là Napoléon se livra tout entier à la loyauté comme à la bravoure des Allemands; ils se montrèrent dignes du grand capitaine qui les avait choisis pour triompher avec lui. Le choc fut terrible du côté de l'Empereur; les Bavaois et les Wurtembergeois avaient des injures personnelles à venger. On se battit longtemps dans une mer de sang; jamais victoire ne parut plus hideuse aux vainqueurs. Elle leur donna huit mille prisonniers, huit drapeaux et douze pièces de canon. La journée d'Abensberg, dont tout l'honneur appartient à la valeur des alliés et au caractère de Napoléon, prouve à l'empereur d'Autriche que son jong est brisé, rend la Bavière à son prince, et acquiert parmi les troupes de la Confédération une juste popularité au protecteur qui a vaincu par leurs armes l'ancien chef de l'empire germanique.

Le flanc de l'ennemi est découvert. Napoléon a voulu couper Landshut; il marche le 21 sur cette place. La cavalerie du duc d'Istrie et les grenadiers du

général Monton forcent les Autrichiens dans la plaine, s'élançant sur le pont qui est en flammes, et s'emparent de la ville. Neuf mille prisonniers, trente pièces de canon, six cents caissons, trois mille chariots de bagages, les hôpitaux, les magasins, furent les résultats de ce combat.

L'Empereur a battu l'armée de l'archiduc Louis l'avant-veille à Abensberg, et la veille à Landsbut. A présent il veut mesurer ses armes avec le plus habile général de l'Autriche, l'archiduc Charles, qu'il connaît et qu'il apprécie depuis si long-temps. Le maréchal Davoust a répondu à la confiance de l'Empereur. Après l'occupation inattendue de Ratisbonne par les Autrichiens, le maréchal, voyant la plus grande partie des forces du prince Charles se porter sur lui, ne prend conseil que de la ténacité de son caractère, et par une opiniâtreté véritablement héroïque, il se prépare à cette belle bataille dont Napoléon va donner le nom à son intrépide lieutenant. L'armée de l'archiduc, composée de cent dix mille combattans, a pris position au village d'Eckmühl; elle est divisée en quatre corps, qui, au premier signal de Napoléon, se trouvent tout-à-coup attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche et mis en fuite de toute part. Vingt mille prisonniers, une grande quantité d'artillerie, tous les blessés de l'ennemi et quinze drapeaux, sont les trophées de la victoire d'Eckmühl; victoire importante qui ouvre la route de Vienne, et que trois heures de combat ont décidée!

Napoléon appela ses mouvemens stratégiques dans les journées d'Abensberg, de Landsbut et d'Eckmühl, *ses plus belles, ses plus hardies, ses plus savantes manœuvres*; il n'avait pas encore gagné la bataille de Wagram; il n'avait pas encore fait la campagne de Russie, ni celle de Silésie, ni cette immortelle campagne de France, qui termina sa vie militaire aussi glorieusement qu'il l'avait commencée en Italie.

Le 23, Napoléon est devant Ratisbonne, où le général autrichien a renfermé six régimens. Huit mille hommes de cavalerie, qui couvrent les approches de la ville, sont bientôt sabrés, et forcés de repasser le Danube. L'infanterie arrive sous les murs de Ratisbonne; l'artillerie bat en brèche; les échelles sont dressées. Le duc de Montebello y fait monter un bataillon qui ouvre une poterne, et l'armée se précipite dans la place. L'ennemi, en fuyant, oublie de couper le pont, et les Français passent aussitôt sur la rive gauche. Les Autrichiens perdent tout ce qui a fait résistance et environ huit mille prisonniers. Ratisbonne devient en grande partie la proie des flammes: mais elle appartient au roi de Bavière, et la haine autrichienne voit brûler avec plaisir cette ville qu'elle n'a pas défendue. Napoléon se charge de la restaura-

tion des maisons incendiées, qui est évaluée à plusieurs millions.

De Ratisbonne, où il a été blessé au talon, sans que cette circonstance l'ait retardé un moment, Napoléon dirige sur Straubing et sur Passau le duc de Rivoli, et le duc de Montebello sur Mühldorf. Le duc d'Auerstaedt poursuit l'archiduc Charles, qui est en pleine retraite par les montagnes de la Bohême. Le duc de Dantzick fait évacuer Munich par l'ennemi. Le roi reparait dans sa capitale et retourne à Augsbourg. Pour la première fois Napoléon a marché, combattu et vaincu sans sa garde, les Bavaurois et les Wurtembergeois lui en ont servi depuis le triomphe d'Abensberg. Avant de quitter Ratisbonne, Napoléon remercie l'armée par l'ordre du jour du 24 avril:

« SOLDATS!

« Vous avez justifié mon attente. Vous avez suppléé
« au nombre par votre bravoure.... En peu de jours
« nous avons triomphé dans les trois batailles de
« Thann, d'Ahensberg, d'Eckmühl, et dans les trois
« combats de Peissig, de Landsbut et de Ratis-
« bonne... L'ennemi, coivré par un cabinet parjure,
« paraissait ne plus conserver un souvenir de vous.
« Vous lui avez apparus plus terribles que jamais :
« naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire
« de nos alliés; naguère il se promettait de porter
« la guerre dans le sein de notre patrie; aujourd'hui
« défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon
« avant-garde a passé l'Inn; avant un mois nous
« serons à Vienne. »

Napoléon tient parole à son armée. Le 27, il est à Mühldorf, d'où il envoie le général de Wrede châtier l'ennemi à Lauffen et à Salzbach. Le 28, les ducs d'Istrie et de Montebello se joignent à Berghausen, dont les Autrichiens ont brûlé le pont; la journée du 29 le voit rétabli. Le 30, toute l'armée a passé la Salza. De son côté, l'empereur d'Autriche remplissait ses engagemens envers la Grande-Bretagne, en ordonnant l'ouverture de tous ses ports à la marine et au commerce anglais. Ce prince avait quitté Vienne pour se porter à Scharding, position qu'il a choisie, dit le bulletin du 30, *précisément pour n'être nulle part, ni dans sa capitale pour gouverner ses États, ni au camp où il n'est été qu'un inutile embaras*. Bientôt il lui fallut sortir de Scharding pour faire place au duc de Rivoli, et ensuite de Braunan pour faire place à Napoléon. Le 2 mai, Napoléon arrive à Ried et à Lambach; les ducs d'Istrie et de Montebello sont à Wels. Le lendemain, le duc d'Istrie et le général Oudinot font leur jonction avec le duc de Rivoli, qui, le même jour, est entré à Linz. Le général Hiller, dans la crainte d'être tourné par le duc de Montebello, s'est porté sur la formidable position d'Ebersberg avec neuf mille hommes pour y passer

la Traun. Le duc de Rivoli marche vers ce point : depuis le commencement des hostilités, il n'a encore donné son nom à aucune bataille, mais il va renouveler un de ces combats de géans qui ont tant de fois illustré *l'Enfant chéri de la victoire*. Ebersberg, qui domine la Traun, défendue, ainsi que le château, par une armée aussi forte que celle d'Hiller, verrait échouer les efforts de tout autre général que l'audacieux Masséna. Le maréchal suivait sa cavalerie légère, avec la division Claparède, et se trouve arrêté par un feu bien nourri, en avant du pont de la Traun. Le général Coborn, à la tête des tirailleurs du Pô, débouque les quatre bataillons qui occupent les maisons et les jardins. Si le pont est brôlé, Ebersberg demeure inattaquable. Coborn se précipite en avant et poursuit l'ennemi l'épée dans les reins, sur le pont de la Traun, long de deux cents toises; l'artillerie autrichienne, qui bat ce défilé, met les vaineux entre deux feux. Le général français, dont rien ne ralentit l'ardeur impétueuse, jette dans la rivière les soldats, les voitures, et, malgré le feu terrible des batteries, il enfonce la porte de la ville: là commence un furieux combat, où sa brigade est obligée de croiser la balonnette contre la foule d'ennemis qui l'entourc. Le maréchal envoie à son secours les deux autres brigades de la division Claparède, et les soutient par vingt pièces de gros calibre, en attendant que la division Legrand, à qui il expédie ordre sur ordre, se mette en ligne. Cependant Coborn chassait tout devant lui et marchait au château. Le général Hiller, voyant qu'il n'a affaire qu'à une division, fait avancer des renforts et parvient à la rejeter au bas de la place. La division prend poste à son tour dans les maisons et y résiste aux efforts de l'ennemi. Cette lutte mémorable de sept mille hommes contre trente-cinq mille, durait depuis trois heures. Enfin, Legrand paraît: il emporte la partie basse de la ville. Claparède s'empare du château qui foudroyait nos troupes; la porte en est brisée par ses sapeurs. Les Autrichiens déposent les armes; mais l'incendie a gagné la ville: ni la cavalerie, ni même l'infanterie, ne peuvent plus y pénétrer pour appuyer l'attaque des deux divisions. Matras des bauteurs et du château, celles-ci renversent la première ligne sur la seconde, où s'engage un autre combat contre quatre nouvelles colonnes autrichiennes qui se précipitent à la balonnette. On se battit long-temps au milieu d'un affreux carnage sur les corps des blessés et des morts, à demi dévorés par les flammes qui s'élançaient de toutes les maisons. Jamais boucherie plus hideuse, plus barbare, n'a souillé les regards et les armes des combattans; Eylau même fut oublié! Enfin le général Durosnel, que l'Empereur a détaché avec mille chevaux, prend part à l'action. La cavale-

rie du 4^e corps traverse l'incendie. A la tête de cette cavalerie, le duc d'Istrie poursuit le général Hiller, qui, ayant perdu huit mille cinq cents hommes, dont sept mille prisonniers, se retire rapidement vers Eus, en brûle le pont, et continue sa fuite sur Vienne par Saint-Polten. Les Français et leurs alliés se hâtent d'abandonner l'horrible théâtre de leur victoire. Le 6, le prince de Ponte-Corvo était à Retz, entre la Bohême et Batisbonne. Le duc de Montebello, après avoir traversé l'Enns à Steyer, arrive à Mœlk; le duc de Rivoli le remplaçait à Amstetten. Le duc d'Auerstaedt entre à Lintz. Le duc de Dantzick se dirige sur Inspruck. L'Empereur suit la route de Saint-Polten, où il établit, le 8, son quartier-général; il marchait entre les maréchaux Berthier et Lannes, quand le guide leur montra les ruines du château de Diernstein, qui avait servi de prison à Richard Cœur-de-Lion. Napoléon s'arrêta, et, les yeux fixés sur ces ruines: «... Celui-là aussi, dit-il, avait été guerroyer dans la Palestine et la Syrie. Il avait été plus heureux que nous à Saint-Jean-d'Acre, mais non plus vaillant que toi, mon brave Lannes... Il est venu par un des Autriche à un empereur d'Allemagne, qui l'enfermeait qui n'est connu que par ce trait de cruauté... Tels étaient ces temps barbares, qu'on a la sottise de nous peindre si beaux... Quels progrès a fait notre civilisation! Vous avez vu des empereurs, des rois en ma puissance, ainsi que leurs capitales et leurs États: je n'ai exigé d'eux ni rançon ni aucun sacrifice d'honneur!... Et ce successeur de Léopold et de Henri, que nous tenons plus qu'à moitié, il ne lui sera pas fait plus de mal que la dernière fois, malgré son attaque assez félonne.»

Ainsi, Napoléon se préparait déjà à être généreux, même avant la victoire. Il était loin de s'attendre que six ans après, il covierait ces sombres tours de Diernstein, dont il ne pouvait détacher ses regards.

Le 10, à neuf heures du matin, Napoléon se voit aux portes de Vienne. L'archiduc Maximilien veut défendre la ville, dont les immenses faubourgs, qui renferment les deux tiers de la population, sont occupés par les troupes françaises. Le général Tharreau marche sur l'esplanade qui sépare ces faubourgs de la cité; on le reçoit à coups de canon. Le duc de Montebello envoie un parlementaire porter une sommation à l'archiduc; le parlementaire est assailli par la populace et blessé. Une députation des huit faubourgs de Vienne, que Napoléon vient de recevoir à Schönbrunn, se charge d'aller remettre à l'archiduc une lettre du prince de Neuschâtel qui renouvelle la sommation; mais le feu des remparts redouble à l'arrivée des députés, et plusieurs d'entre eux sont tués par leurs conci-

toyens. Alors l'Empereur ordonne de jeter un pont sur un bras du Danube; quinze pièces de canon en protègent la construction. Il fait occuper la promenade du Prater. A neuf heures du soir, une batterie de vingt obusiers, construite à cent toises de la place, lance en moins de quatre heures dix-huit cents obus dans la cité, qui bientôt paraît tout en flammes. On prétendit alors que l'archiduchesse Marie-Louise était restée malade dans le palais, et que Napoléon avait ordonné aussitôt de changer la direction des batteries : si ce fait est vrai, la circonstance singulière qui mettait sous la sauvegarde de Napoléon, au milieu d'une ville assiégée par ses armées, la princesse qu'il devait, l'année suivante, élever sur le trône de France, n'est peut-être pas un des pièges les moins perfides que la fortune lui ait tendus. Cependant l'archiduc Maximilien essaie de faire reprendre le Prater; mais déçu dans ses espérances, redoutant de se voir couper la retraite, il donne le signal de la fuite et repasse les ponts. Le 12, de grand matin, une députation composée de quinze personnes, en partie membres des États, se présente à Sebœubrunn, où elle est généreusement accueillie par l'Empereur. Le général Andréossy, nommé gouverneur de Vienne, reçoit la capitulation de cette ville, et le 13 Napoléon publie l'ordre du jour suivant :

« SOLDATS !

« Un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans Vienne. Ces landwehrs, ces levées en masse, ces remparts créés par la rage impuissante des princes de la maison de Lorraine, n'ont point soutenu vos regards. Les princes de cette maison ont abandonné leur capitale, non comme des soldats d'honneur qui cèdent aux circonstances de la guerre, mais comme des parjures que poursuivent leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incestue. Comme Médée, ils ont, de leurs propres mains, égorgé leurs enfans. Soldats, le peuple de Vienne, selon l'expression de la députation de ses faubourgs, délaissé, abandonné, sera l'objet de vos égards. J'en prends les bons habitans sous ma spéciale protection : quant aux hommes turbulents et méchans, j'en ferai une justice exemplaire. Soldats ! soyez nous pour les pauvres paysans, pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre estime; ne conservons aucun orgueil de nos succès; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure. »

Napoléon a marqué, le 17 mai, son court séjour à Vienne par un acte solennel que lui conseillait l'abaissement de la maison d'Autriche, l'alliée dominante du Saint-Siège : c'est de Vienne, d'où partit en

partirent l'empereur Henri IV, pour aller placer sa tête sous les pieds du pontife de Rome, qu'est daté le décret qui réunit tout-à-coup les États romains à l'empire français. Cet événement si extraordinaire ne fait pas plus d'effet sur l'Europe que le détronement de Gustave n'en avait produit sept jours auparavant; il en est de même de l'excommunication, qui jadis eût été si puissante, que le pape Pie VII lance, trois semaines après, sous l'anneau du pêcheur, contre Napoléon. Rome elle-même, indifférente à cette fulmination, n'y voit que la représaille d'une vengeance temporelle. Quant à Napoléon, la réunion de Rome à son empire lui devient plus utile que l'occupation de Vienne : cette mesure enlevée subitement à la coalition son arsenal le plus redoutable, celui qui alimente le pouvoir de l'Angleterre en Sicile, son influence en Espagne, l'esprit de soulèvement dans une partie de la Germanie, dans le Tyrol, dans les provinces limitrophes du royaume d'Italie, dans les États héréditaires d'Autriche. L'État romain séparait les intérêts des couronnes de Naples et d'Italie, en séparant leurs territoires. A présent la route politique et militaire de la France est tracée à travers toute la Péninsule, et Rome est fermée aux ennemis de Napoléon.

Nous tenons la capitale de l'Autriche, mais nous n'avons pas terminé la campagne, et le Danube est lui-même une terrible conquête à faire. L'empereur d'Autriche réside à Znau. L'empereur Napoléon a auprès de lui, à Vienne, les corps des ducs de Rivoli et de Montebello, du général Oudinot et la garde impériale. Le corps du duc d'Auerstaedt occupe Vienne et Saint-Polten; le prince de Ponte-Corvo reste à Linz, ayant une réserve à Passau; le duc de Dantzick à Inspruck. En 1805, l'ennemi n'avait pas exposé Vienne à une défense inutile, il n'avait pas rompu ses ponts, et la ville s'était rendue de bonne foi; la soumission manquait de sincérité en 1809. L'archiduc Maximilien y avait laissé un grand nombre d'affidés, et même des soldats déguisés, qui, soutenus par l'ancienne police, entretenaient le peuple dans une fermentation qu'on fut obligé plusieurs fois de réprimer, et que l'on dut toujours contenir.

Cependant Napoléon veut, comme en 1805, jeter un pont sur le Danube à Nussdorf, et un autre à Ebersdorf; le maréchal Lannes est chargé du premier, le maréchal Masséna du second. Mais l'expédition de Nussdorf, qui conduit le général Saint-Hilaire, échoue par l'imprudence du détachement qui, chargé de s'assurer de la possession d'une île, s'aventure, et succombe presque en entier devant des forces supérieures qui l'attaquent tout-à-coup. Le général Saint-Hilaire ne survécut pas longtemps au chagrin profond qu'il ressentit de cet

événement; la mort du brave lui était réservée. Le général Pelet, dans son ouvrage si remarquable sur la guerre de 1809, attache à ce revers les plus graves conséquences; il penche à croire que, sans cet échec de cinq cents hommes, les batailles d'Essling et de Wagram n'auraient pas eu lieu, et que la paix aurait été faite cinq mois plus tôt. Masséna eut plus de bonheur que le maréchal Lannes; la division Molitor se porta sur Ebersdorf et protégea les travaux. Les quatre bras du fleuve présentent ici une largeur de quatre cents toises; mais ses îles, dont la principale se nomme Lobean, servent à appuyer les ponts dont la construction est confiée aux généraux Bertrand et Perneti. Le quatrième corps, qui doit passer le premier, garde toute la rive. Le 19, l'Empereur vint à Ebersdorf, et, en voyant tous les bateaux rassemblés, il ordonne de jeter les ponts. Masséna fait embarquer le reste de la division Molitor, qui aborde à l'île de Lobau, d'où elle chasse l'ennemi après deux heures de combat. Le 20 à midi, tous les ponts sont terminés. Le quatrième corps parvient dans l'île : elle devient une grande place d'armes, une grande tête de pont destinée à protéger l'occupation de la rive gauche. L'armée a commencé son passage. Vers le milieu du jour, il n'y a encore sur la rive gauche que cinq divisions, dont trois d'infanterie du quatrième corps, et deux de cavalerie, celle de Lasalle et celle d'Espagne, en tout vingt-quatre mille fantassins et cinq mille cinq cents cavaliers. Une partie de l'infanterie occupe les villages d'Aspern et d'Essling; ces villages vont donner leurs noms, dans l'un et l'autre camp, à une terrible bataille de deux jours, qui sera perdue par les deux armées. Le quartier-général de l'archiduc Charles est à Ebersdorf; Napoléon se tient à la ferme de la Tuilerie, sur le champ de bataille. Le 21, l'armée ennemie se déploie, forte de quatre-vingt-dix mille hommes contre trente mille. L'Empereur charge Masséna de la défense d'Aspern, et Lannes de celle d'Essling. L'ennemi brise ses masses toute la soirée contre ces villages, où combattent les plus valeureux soldats de l'Europe, sous les yeux de son plus grand capitaine. Les trente mille hommes qu'il commande reçoivent le choc successif de tous les corps autrichiens, dont ils fatiguent les constantes attaques. Essling, Aspern, sont pris et repris cinq ou six fois. Au milieu de cette action, la division de cuirassiers, conduite par le duc d'Istrie, se couvre d'une gloire immortelle, mais elle perd son général, le brave d'Espagne, et ses trois colonels. La nuit vient mettre un terme aux sanglants combats livrés sur cet obscur théâtre; l'incendie éclaire le résultat de cette lutte inouïe dans les annales de la guerre. C'est à cette funeste clarté que Masséna

garde les ruines d'Aspern, et Bellegarde le cimetière et l'église du même village. Accablés de lassitude, les deux ennemis donnent trois heures au repos dans l'enceinte de la même commune. La division Boudet, du corps de Lannes, passe la nuit sur les débris d'Essling.

L'Empereur expédie continuellement des ordres pour hâter la marche de l'armée, qu'avait retardée plusieurs accidents survenus aux ponts par le choc des bateaux lancés sur le fleuve. Le maréchal Davoust est venu au quartier-général annoncer l'arrivée prochaine de son corps et des autres troupes qui le suivent. Une partie de l'armée se trouve déjà réunie aux braves de la veille. Napoléon entend avec joie, au lever de l'ancre, retentir le signal d'une attaque générale sur Aspern et sur Essling, où l'archiduc a poussé encore une fois toute l'impétuosité de ses masses. Nos soldats résistent avec la même intrépidité que le jour précédent, et après les prodiges d'une telle défense contre des forces si supérieures, Napoléon conçoit à son tour le dessein de prendre l'offensive. Il adresse de nouveaux ordres à ses maréchaux pour enfoncer le centre de l'armée autrichienne, et la rejeter sur la Bohême et sur la Hongrie. Soudain commence cette grande manœuvre connue depuis long-temps des lieutenans de Napoléon; et déjà la violence avec laquelle se sont élancées ses troupes a formé le vide au centre de la ligne ennemie. Vainement le généralissime autrichien, le premier et le plus brave de son armée, semble multiplier au milieu des périls l'exemple du courage et le sacrifice de sa vie; en vain, saisissant le drapeau du régiment de Zach, emporté hors de la ligne par le mouvement rétrograde, il veut le ramener au combat; entraîné à la fin lui-même, ce prince désespère du sort de la journée. Napoléon ne le cède pas à son antagoniste; il s'expose avec la témérité d'un soldat, et tellement, qu'au fort de l'action, le général Walthér, commandant des grenadiers de la garde, lui dit : « Retirez-vous, Sire, ou je vous fais enlever par mes grenadiers. » Il était à peine huit heures du matin, Napoléon pressait avec son ardent ordinaire le succès de cette belle opération, quand, au lieu de voir arriver le corps du maréchal Davoust et ses parcs, il apprend que les ponts du Danube sont encore rompus!... L'Empereur se trouve donc réduit aux forces présentes sur le terrain. Il entend avec calme cette désastreuse nouvelle, qui lui arrache une victoire certaine et décisive, et, tandis qu'il ordonne au maréchal Lannes de ralentir son mouvement, il envoie prendre des informations plus précises sur l'état des ponts. Le rapport qu'il reçoit ne lui permet plus de rien espérer de la rive droite. D'énormes barques chargées de pierres, des

moulins abandonnés à la dérive par l'ennemi, ont brisé le grand pont et entraîné les bateaux qui portaient les pontonniers et leurs officiers. L'archiduc et son armée sont également frappés de l'affaiblissement du fen de l'armée française. L'archiduc connaît bientôt la cause qui nous arrête et n'a pas de peine à ramener ses troupes sur le champ de bataille, où elles ne sont plus poursuivies. D'incroyables faits d'armes signalèrent du côté des Français cette seconde partie de l'action, que leur valeur entreteint encore pendant douze heures autour et au milieu des enceintes ravagées d'Essling et d'Aspern. Là le général Saint-Hilaire trouva la fin de sa carrière, et le brave des braves, Lannes, le compagnon de toutes les victoires de Napoléon, eut les deux genoux fracassés par un boulet. Napoléon le vit passer pendant qu'on le transportait à Ebersdorf; il le serra dans ses bras en pleurant, et s'écria : « Lannes ! me connais-tu ? c'est ton ami ! c'est Bonaparte ; Lannes, tu nous seras conservé. — Je désire vivre, répondit le maréchal ; mais je erois qu'avant une heure vous aurez perdu votre meilleur ami. » Napoléon était à genoux auprès du branard, et couvrait Lannes de ses larmes. On emporta le maréchal ; ses dernières paroles furent touchantes : il espérait pouvoir encore monter à cheval et servir la France. Il perdit connaissance le 24, et mourut le 30. Napoléon le visita tous les jours, et il l'entendit, égaré par la fièvre, parler sans cesse de combats, donner des ordres à ses officiers, l'appeler lui-même à son secours, exhaler ainsi son âme guerrière, non plus dans les adieux à la France et à Napoléon, mais dans un délire de gloire où, jusqu'au dernier moment, il eut le bonheur de croire qu'il combattait encore pour son ami et pour la patrie. Ainsi se termina la terrible bataille d'Essling, que les Français soutinrent le 21 et le 22 dans la proportion d'un contre trois en personnel et en matériel, le premier jour avec 30,000 hommes, le second avec 50,000, et qui fut abandonné le soir du 22, par la force d'un événement totalement étranger à l'honneur et au courage des armées.

Napoléon prouva bien à la fin de la journée du 22, après les cruelles émotions que la nécessité de la retraite et la mort de son plus ancien compagnon d'armes lui avaient causées, la puissance des facultés de son âme. Si son génie était fait pour commander à la victoire, son âme était trempée pour commander à la fortune. La prudence remplace tout à coup en lui l'ardeur qui, le matin, l'avait si brusquement inspiré ; mais la force ne l'abandonne pas. Il appelle auprès de lui ses maréchaux et les consulte sur la situation de l'armée : tous sont d'avis de la mettre à couvert sur la rive

droite. Davoust promet d'y arrêter l'archiduc, Masséna de conserver l'île de Lobau...

« Abandonnerons-nous nos blessés ? répond Napoléon.... Dirons-nous à l'Europe que les vainqueurs sont aujourd'hui les vaincus?... Vous voulez repasser le Danube ? il nous faudrait courir jusqu'au Rhin ; car ces alliés, que la victoire et la fortune nous ont donnés, une apparente défaite nous les ôtera et les tournera même contre nous. Il faut rester ici ; il faut menacer un ennemi accoutumé à nous errandre, et le retenir devant nous... D'ailleurs, l'armée d'Italie arrive avec ses victoires... »

Paoli avait raison quand il disait de Bonaparte : *Il est taillé à l'antique, c'est un homme de Plutarque.* L'ordre fut donné aux troupes de se reposer à deux heures du matin. Masséna, et ce poste lui était bien dû, eut le commandement de la rive gauche et des îles : « Masséna, lui dit Napoléon, tu vas achever ce que tu as si glorieusement commencé. Il n'y a que toi qui puisses imposer à l'archiduc pour le retenir immobile devant nous. »

Que de génie dans ce peu de paroles, et que d'honneur pour Masséna ! A une heure du matin, par la nuit la plus orageuse, au milieu des débris qu'entraînent les débordemens du Danube, Napoléon entre avec Berthier dans une nacelle. Au lieu de chercher le repos dont il a tant besoin, Napoléon brave un danger immense pour aller consoler, sur la rive droite, le corps de Davoust de n'avoir pu gagner la bataille d'Essling. Mais avant de partir il a songé aux blessés, que l'on place tous dans les hôpitaux de l'île de Lobau sous la garde de Masséna. Le deuxième corps et le quatrième étaient encore à minuit, l'un à Essling, l'autre à Aspern, et la cavalerie entre les deux villages, comme ils avaient été postés la veille. Ainsi le champ de bataille et ses deux grandes redoutes nous restèrent. La garde commença le mouvement rétrograde ; elle fut suivie successivement de la cavalerie, des grenadiers d'Oudinot et des deuxième et quatrième corps, dont la destinée et la gloire étaient inséparables. Une division dut rester à Essling, une autre à Aspern, pour dérober notre retraite à l'ennemi : celui-ci avait aussi fait la sienne en reprenant les positions qu'il occupait la nuit précédente. Lannes, que l'on nommait l'*Achille de l'armée*, Masséna, dit l'*Invincible*, Davoust et Bessières, ajoutèrent un nouveau lustre à leur renommée pendant cette première partie de la campagne. Parmi les généraux qui s'étaient le plus distingués sous leurs ordres, l'armée regrettait d'Espagne et Saint-Hilaire ; quant à Lannes, il manquera toujours comme un homme irréparable à l'armée et à Napoléon.

CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE POLOGNE. — INSURRECTION ARMÉE DANS LE NORD DE L'ALLEMAGNE. — CAMPAGNE DU TYROL, D'ITALIE, DE DALMATIE, DE LA PÉNINSULE. — AFFAIRES DE ROME ET DE NAPLES. — BATAILLE DE SAAR, GAGNÉE PAR LE PRINCE BÈGÈRE.

La guerre avec Napoléon, en 1809, occupe le plus vaste théâtre dont il soit parlé dans l'histoire militaire moderne; il ne s'agrandit qu'une fois, en 1812. Napoléon lutte contre l'Autriche dans les États héréditaires, en Pologne, dans le Tyrol, en Italie, en Dalmatie; contre l'Angleterre, en Belgique, en Espagne, en Portugal, et contre les deux peuples de la Péninsule; enfin dans les colonies françaises; contre des partis organisés et insurrectionnels dans le nord de l'Allemagne; à Rome contre les foudres du Vatican; à Paris contre une faction domestique. Seul il est chargé de faire face à tant de périls; seul il est responsable, vis-à-vis de la France, des diverses chances où tant d'éléments conjurés, à d'aussi grandes distances, peuvent entraîner la fortune publique et la sienne. Ses ennemis ne sont solidaires entre eux que pour sa ruine et non pour leurs défaites. Napoléon sait que dans les champs autrichiens il ne terminera que la guerre autrichienne; qu'il n'y a moyen d'éteindre celle d'Espagne qu'en Espagne; celle de l'Angleterre ne la sera peut-être jamais. Repoussée de la terre par nos armes, elle se réfugie, elle se renouvelle sur la mer: quand même la terre et la mer viendraient à manquer à sa haine implacable, l'hospitalité de la Grande-Bretagne recèle et nourrit un orage qu'elle tient suspendu sur la tête de Napoléon, et dont il ne parviendra qu'à retarder l'explosion. Il se voit condamné à être sans cesse attaqué et à vaincre sans cesse; et le seul sentiment qui le fasse sourire à ses propres succès, c'est l'espoir de triompher enfin par son génie de cette fatale destinée d'une gloire sans repos ou d'une adversité sans terme.

Mais il s'abuse, comme il l'a toujours fait, en signant ses traités. Il détruira toutes les armées de l'Europe, jamais l'esprit de coalition.

Le tableau rapide des principaux évènements de ces hostilités, toutes correspondantes et néanmoins éloignées du terrain où se bat Napoléon, doit être mis sous les yeux du lecteur.

L'archiduc Ferdinand, frère de l'impératrice d'Autriche, avait la conduite des opérations militaires en Pologne. Il entre sur le territoire du grand-duché le 15 avril, à la tête d'une excellente armée de quarante mille hommes, dont cinq mille de cavalerie, avec quatre-vingt-quatorze bouches à feu. Le roi de Saxe n'avait, sous les ordres du prince Joseph Poniatowski, ministre de la guerre, qu'un corps d'armée de douze mille hommes présents au drapeau, et composé de nouvelles levées. Malgré une telle infériorité, le prince Joseph, en véritable patriote polonais, résolut de commencer la campagne par livrer bataille à l'archiduc. Il attendit l'ennemi à Raszyn, à quatre lieues en avant de Varsovie; on en vint aux mains le 19. Les Polonais eurent la gloire de soutenir pendant huit heures l'effort de nombreuses troupes d'élite: la nuit avait mis fin au combat; les deux armées se reployèrent avec des pertes égales: celle de l'archiduc sur Falenty, celle du prince Joseph sur Varsovie. Les Polonais étaient trop faibles pour défendre les lignes immenses tracées autour de cette capitale; cependant ils s'y placèrent fièrement, protégés par quarante-cinq pièces de canon dont on venait d'armer ces lignes à la hâte. L'archiduc parut bientôt devant Varsovie; il fit demander au prince une en-

treuve. Poniatowski, nonobstant l'impossibilité où il était de résister, obtint les conditions les plus honorables, entre autres la neutralité de Varsovie et l'exemption de toute contribution extraordinaire; mais dans deux jours la ville devait être et fut évacuée. Le sénat, les ministres, les conseils d'État, les autorités, voulurent partager la fortune de l'armée nationale, qui seule pouvait s'attribuer le salut de la capitale; car après le combat de Raszyn, la cavalerie et l'artillerie saxonnes avaient repris la route de leur pays. Poniatowski transporta les pénates militaires de la patrie sur la rive droite de la Vistule, entre les places du Bug et de Praga, au centre du royaume, en face de Varsovie. Cette résolution audacieuse étonna l'archiduc, qui croyait que Poniatowski profiterait de la convention pour se retirer vers la Saxe ou sur la Basse-Vistule. Ainsi les intrigues de l'Autriche, ourdies depuis un an en Pologne, se trouvèrent déjouées, et le patriotisme polonais reparut avec toute son exaltation.

Poniatowski se décide à prendre l'offensive. Sa petite armée s'aguerrit tout-à-fait dans quelques attaques qui coûtèrent un millier d'hommes au général Mohr. Un corps autrichien, posté à Ostrowek, protégeait la construction d'un pont à Gora; le prince charge le général d'artillerie Pelletier d'aller l'enlever: cette expédition fut conduite avec autant de rapidité que de valeur. Les Autrichiens eurent à regretter deux mille prisonniers, trois canons et deux drapeaux. L'archiduc arrive, mais trop tard; le pont était détruit. Le 14 mai, Poniatowski occupe Lublin et marche sur Sandomirz, tandis que l'archiduc prend la route de Thorn. Ce fut après l'affaire d'Ostroweck qu'on enleva un courrier autrichien, porteur d'une lettre par laquelle le général russe Gortzakoff félicitait l'archiduc, et lui montrait le désir et l'espoir de coopérer bientôt à ses succès. Cette lettre passa dans les mains de Napoléon, qui la fit expédier à Saint-Petersbourg. On se contenta de rappeler Gortzakoff.

Telles étaient les dispositions de l'allié de Napoléon envers l'Autriche, au moment où il croyait apprendre que les Russes avaient attaqué, et pouvoir appeler à lui le corps de Poniatowski. On se battait depuis le 17 avril; on était à la fin de mai; les Russes, au nombre de quinze mille hommes, au lieu de cent cinquante mille qui étaient promis, se rendaient en Gallicie sous les ordres du prince Gallitzin. Ils avaient défense de dépasser la Vistule et les pays à la hauteur de Cracovie. L'indécision de la Russie entre la France et l'Autriche méritait encore plus de reproches que celle de la Prusse, qui n'était pas retenue par un traité de coopération à la guerre actuelle. En Prusse, il y avait depuis Til-

sitt deux pouvoirs bien distincts: le roi et le cabinet. Le roi voulait tenir ses engagements avec la France sous le bon plaisir de la Russie, à qui il devait tout; le cabinet n'en voulait tenir aucun, et faisait la guerre germanique, ne pouvant faire celle de Prusse. Un grand lien politique, le démembrement de la Pologne, unissait secrètement et pour toujours les trois puissances co-partageantes. Cette idée simple, mais forte, suffisait pour déterminer Napoléon à prononcer le rétablissement du royaume de Pologne dans son intégrité primitive. Cette importante et juste restauration brisait tout-à-fait le pacte des trois couronnes de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg, et faisait renaitre l'équilibre. Le lendemain d'une si noble résolution, qui eût parlé à la conscience de tous les peuples, la Pologne, amie de la France à laquelle elle aurait dû sa résurrection, s'alliait avec la Prusse et l'Autriche contre le grand ennemi de l'Europe orientale, contre la Russie, conquêt le Czar dans ses limites, l'inquiétait même par ses Cosaques. Je persiste à croire, d'après les malheurs dont la guerre a accablé pendant tant d'années la France victorieuse et l'Europe vaincue, que si dès le principe la doctrine du rétablissement de la généreuse Pologne eût été adoptée par Napoléon, la plupart des événements dont l'Allemagne a été le théâtre et la victime n'auraient pas eu lieu. La décision que les Polonais attendaient de Napoléon avait d'ailleurs par elle-même un puissant mobile, la justice. Je pense que le manifeste de l'indépendance de la Pologne était la seule réponse à faire à celui de la troisième coalition, et que cette indépendance devait être la première condition du traité de Presbourg. Napoléon a pu, en 1810, réaliser enfin ce noble projet, quand l'Autriche lui offrit les deux Gallicies; il les refusa malheureusement, pour ne pas avoir la guerre avec la Russie, qui la préparait contre lui dès le lendemain du traité de Tilsitt.

Le cabinet de Prusse lançait ses guérillas patriotiques dans le nord de l'Allemagne, pendant que Poniatowski, livré à ses propres forces et séparé par deux cents lieues de notre armée, sollicitait en vain, en faveur du grand-duc, l'intervention du prince Gallitzin. Le nouveau royaume de Westphalie vit éclater le premier l'insurrection du *Zugendbund*. Le 3 avril, le major prussien Katt souleva les anciens militaires dans la province de Stendal, parcourut la vieille Marche et osa s'approcher de Magdebourg. Poursuivi par les troupes westphaliennes, il se sauva sur le territoire prussien d'où il fut chassé, et se retira en Bohême auprès du duc de Brunswick-Oels, généralissime de la conjuration germanique. Le duché d'Anhalt eut aussi un rassemblement armé du côté de Coëtou. En West-

phalie le chef secret de la conspiration était Doernberg, aide-de-camp du roi et colonel d'un régiment de sa garde; il avait commandé auparavant un bataillon de chasseurs-carabiniers, alors en Espagne. Il eut le crédit de le faire revenir à Cassel. La rébellion ayant éclaté le 22 avril dans plusieurs parties du royaume, le roi confia à Doernberg la direction des forces destinées à la réprimer. Doernberg, qui se eroit dévoué, vole à la tête des insurgés. Le roi n'avait que deux mille hommes; il se livre noblement à la loyauté de ses sujets, et porte une partie de sa garnison en avant de sa capitale. Doernberg arrive avec un rassemblement d'une vingtaine de mille hommes, soldats et paysans. Mais au lieu d'entraîner la troupe fidèle qu'il voit sous les armes, il en est accueilli à coups de canon. La cavalerie du général Wolf acheva la dérouté des bandes de Doernberg. Le lendemain une autre insurrection se présenta et fut aussi facilement dissipée. Le maréchal Kellermann envoya de Francfort des renforts qui délogèrent de Marlbourg les révoltés; de leur côté les troupes westphaliennes reprirent Ziegenhagen, et le royaume fut totalement délivré des agitateurs par la fuite de Doernberg, qui alla ébcher un asile auprès du duc de Brunswick. Le roi pardonna, et se contenta de porter plainte à Berlin contre le major Schill, directeur de l'association militaire du *Tugendbund* en Prusse, et ancien chef de partisans.

Ce major était sorti de Berlin, où il se trouvait en garnison, le 28 avril, avec cinq cents hussards de son régiment, sous prétexte de les faire manœuvrer. Rejoint par trois cents hommes d'infanterie légère d'un bataillon qui portait son nom, il se porte sur Wittemberg et rétablit dans plusieurs villes les autorités prussiennes. Il recrute pendant sa route, marche sur la Westphalie, et se voit bientôt à la tête d'une petite armée, publiant partout que le roi de Prusse venait de déclarer la guerre à la France: ce prince était resté à Königsberg, mais son ministère résidait à Berlin; aussitôt après la nouvelle de nos succès contre l'Autriche, il s'empressa de désavouer Schill. Après la bataille d'Essling, Schill reparut et tenta un coup de main sur Magdebourg. Il fut repoussé, se retira sur le Bas-Elbe, et alla s'établir à Domitz, vieille forteresse que lui abandonnèrent les cent invalides qui la gardaient; il y laissa deux escadrons, et se dirigea sur Stralsund, dont il fit sommer le duc de Mecklembourg de lui ouvrir les portes. Il espérait par là, non sans raison, communiquer librement avec l'escadre anglaise de la Baltique. La trahison l'accueillit dans toute la Poméranie. Les déserteurs de Stralsund grossirent ses troupes; il pénétra dans la ville, s'occupa aussitôt de sa défense, et mit en batterie cent pièces

de gros calibre. Le corps de Schill s'élevait déjà à six mille hommes, mais il lui fut impossible d'entrer en communication avec la flotte anglaise.

Cependant le général Gratien, à la tête d'une division hollandaise de deux mille quatre cents hommes, augmentée de mille cinq cents Danois, avait suivi la marche du fugitif. Le 31 mai, Gratien se trouvait devant Stralsund, dont il s'empara de vive force par esalade. Le combat continua dans les rues; Schill fut tué, et une partie de sa troupe passée par les armes: le reste se dispersa. Les Anglais eurent le spectacle de la prise de Stralsund: ils arrivèrent quand Gratien y entra. Quelques heures de résistance de plus de la part de Schill, Stralsund devenait, par les secours de l'escadre anglaise, une des plus importantes places d'armes de la coalition. La guerre des peuples s'établissait, sous le drapeau de Schill et de ses pareils, sur tout le littoral de la Baltique; la Prusse était entraînée tout entière dans ce mouvement. A cette époque, le colonel Steingenstegh remplissait une mission secrète auprès du roi de Prusse, au nom de l'Autriche. Pendant que Schill quittait la Saxe, le duc de Brunswick, qui avait perdu à Iéna son père et ses États, devenu province westphalienne, pénétrait dans ce royaume avec un corps prussien qu'il avait levé à Naeohold pour le compte de l'Autriche. Le général Thielmann, fidèle alors, marcha contre lui, et, le 22 mai, le força de se retirer en Bohême par Zittau.

Il faut remarquer, tant la conspiration était profonde dans l'Allemagne septentrionale, que nos succès, depuis Pfaffenhoffen jusqu'à la bataille d'Eckmühl, ne faisaient qu'irriter la vengeance germanique au lieu de la comprimer. Aussi, quand la nouvelle d'Essling fut répandue par les bulletins autrichiens, l'animosité des chefs de la ligue ne connut plus de bornes, ni à Königsberg, ni à Berlin, ni en Hanovre, où trente mille soldats licenciés se seraient réunis au premier signal, ni enfin à la cour de Cassel, dont les principales dignités étaient dans les mains des plus grands personnages de tous ces pays si hostiles qui composaient le royaume de Westphalie.

Cependant l'archiduc Ferdinand n'était pas plus heureux en Pologne que les agitateurs de l'Allemagne, le major autrichien Nostitz, le major prussien Schill, le duc de Brunswick, avec les menées desquels il tâchait de faire correspondre ses mouvemens. Une diplomatie insurrectionnelle, nouveau droit public de fabrique anglaise, unissait secrètement tous les ennemis de Napoléon, et finit par consumer sa ruine, parce que la force des armes ne peut rien contre l'esprit de trahison. Le 14 mai, époque des succès de Schill, le jour même où Po-

niatowski entraît à Lublin, l'archiduc se présenta devant Thorn, qu'il attaqua vivement, mais en vain, sur les deux rives de la Vistule. Il perdit beaucoup de monde, et dut se rapprocher de Varsovie. Domhrowski, dont le nom se rattache glorieusement aux combats de la liberté dans son pays, et à ceux de la république française, avait quitté l'armée de Poniatowski avec un escadron. Il était revenu de Posen à la tête d'un corps nombreux. Sokolniki, parti de Lublin, avait, dans la nuit du 18 au 19, fait capituler la garnison autrichienne de Sandomira; deux mille deux cents prisonniers, vingt pièces de canon, furent le résultat de cette brillante entreprise. Zamosz était enlevée de vive force le 20 par le général Pelletier, qui prit deux mille hommes et soixante pièces de canon. Le 21, Poniatowski, que ses lieutenans secondaient avec tant de courage, d'audace et de talent, était maître de la communication de Lemberg sur Craeovie, menaçant la Hongrie par les revers des monts Krupaeks. Lemberg ouvrit ses portes. De tels triomphes enflammaient les habitans. Des armées purent au nom de Dombrowski; et de généreux compagnons de Poniatowski, parmi lesquels on comptait Zayoncheck, ancien aide-de-camp du général en chef de l'armée d'Orient, vinrent aussi prendre part à cette lutte patriotique. Cependant Poniatowski envoya au prince Gallitzin le général Pelletier, chargé de l'inviter à marcher de concert avec les Polonais contre l'archiduc. Gallitzin donna à Pelletier un ordre qui prescrivait au général Suwarow de se porter tout de suite en avant. Suwarow répondit franchement au général Pelletier qu'il ne voulait pas passer pour un lâche à ses yeux, et qu'un aide-de-camp de Gallitzin, arrivé depuis une demi-heure, lui avait dit de regarder cet ordre comme non avenu. Le 30, Ferdinand quitte Varsovie; le 2 juin, Zayoncheck entre avec ses milices dans cette capitale. L'archiduc mit le siège devant Sandomira, qu'il fit attaquer dans la nuit du 15 au 16 par dix mille hommes, pendant dix heures. Sokolniki défendit la place, tua quinze cents Autrichiens, en prit cinq cents; mais se voyant sans munitions, menacé d'un nouvel assaut, il capitula et rejoignit Poniatowski. Le mouvement des Russes avait commencé le 4 juin seulement. La guerre de Pologne offrit dès lors un aspect singulier. Les Autrichiens abandonnèrent aux Russes les pays qu'ils ne pouvaient pas garder. La ville de Lemberg, reprise et évacuée, fut remise à Suwarow qui eut l'air de l'avoir enlevée.

Le Tyrol, antique possession de la maison d'Autriche, sous laquelle il avait joui pendant plusieurs siècles de tous les avantages d'un gouvernement vraiment paternel, le Tyrol, concédé à la Bavière

par le traité de Presbourg, avait le premier levé l'étendard de l'insurrection. La conspiration dans cette contrée portait l'empreinte du caractère sauvage de ses localités. Le Tyrolien sembla s'attacher à surpasser l'audace des anciens libérateurs de la Suisse, dont il avait conservé les mœurs au sein de la même nature. Mais la conjuration tyrolienne, n'ayant pas le même mobile, l'aversion des tyrans, fut loin de compter des chefs et des héros tels que Guillaume Tell et ses compagnons; elle se ressentit du fanatisme religieux qui dominait la population; fomentée par les moines et les prêtres, elle se montra perfide et cruelle. Les Tyroliens étaient la seule armée que la cour de Rome pouvait opposer en Allemagne à Napoléon, et ce peuple entier s'insurgea au commencement d'avril, non en haine du gouvernement doux et éclairé de la Bavière, ni pour les intérêts politiques de l'Autriche, mais uniquement contre Napoléon, que le Vatican avait excommunié. Cette erise, toute populaire, marcha sous la devise des croisades : *Dieu est avec nous*. Ses principaux acteurs furent un aubergiste et un capucin. André Hofer, le premier, espèce d'Hercule fanatique, exerça tout d'abord, par sa stature athlétique et par l'exaltation de sa piété, un grand empire sur ses compatriotes. Il était allé à Vienne aux approches de la guerre; on l'y avait accueilli comme le libérateur futur de sa patrie. Le système barbare d'hostilités qu'Hofer mit en usage, et les secours de toute espèce qu'il reçut des ennemis de la France, firent bientôt connaître les instructions et les promesses que ce partisan avait rapportées de la capitale de l'Autriche. Le Voralberg, séparé du Tyrol par la seule vallée de l'Inn, également enlevé à l'Autriche, s'unit à la même cause. Les signaux purent subitement allumés sur les rochers, dans les premiers jours d'avril. Les habitans de la montagne et de la plaine reconnurent les télégraphes de l'antique patriotisme de leurs aïeux : chacun courut aux armes. La Bavière, se reposant sur la fidélité de ses nouveaux sujets, n'avait dans le Tyrol que cinq bataillons disséminés à Inspruck, à Brixen, à Trente, à Kûfstein, et quelques centaines de ehevaux. Napoléon lui-même était si éloigné d'avoir la moindre inquiétude au sujet des Tyroliens, dont il avait oublié la complicité lors des *pâques vénitiennes*, qu'il faisait traverser leur pays par quatre mille conscrits en deux détachemens. Le 8 avril, jour où l'armée autrichienne commença son mouvement, une insurrection générale éclata dans le Tyrol. Partout les Bavaois sont assaillis; partout ils tombent les armes à la main sous le nombre de leurs amis de la veille. Inspruck fut forcée et prise par vingt mille paysans : cette journée coûta beaucoup de sang; les officiers et les soldats bavaois,

au nombre de quinze cents environ, succombèrent presque tous. Surpris dans une route de montagne, l'un des deux détachemens français mit bas les armes; l'autre parvint par son courage à se frayer un chemin, et arriva à Trente. En quatre jours les Tyroliens ont dévitré leur pays tout entier. Ils firent six mille prisonniers, dont deux mille Français. Le reste des Bavaois périt, soit pendant, soit aussi après les combats, car de lâches et féroces assassins complétèrent le carnage d'Innsbruck. « A midi, dit le *Bulletin autrichien*, tous les ennemis « étaient morts, blessés ou pris.... Aucun homme « n'échappa au furieux acharnement des Tyroliens. » L'auvergiste Hofer fit son entrée à Innsbruck entre deux capucins. On promena la statue de la Vierge sur un char attelé de quatre chevaux blancs, et la fête du Sacré-Cœur de Jésus, qu'on retrouve dans toutes les révolutions où le fanatisme domine, fut instituée comme fête nationale. Rien ne manque à cette insurrection pour être digne en tout du quinzième siècle.

Le général autrichien Chasteller, arrivé à Innsbruck le 15, envoya des troupes sur Küfstein, qui tenait toujours, et même sur Munich. La Souabe fut inondée d'insurgés tyroliens. La rébellion, organisée par Chasteller, descendit sur les plaines de la Lombardie et donna la main à l'archiduc Jean, qui commandait l'armée opposée au prince Eugène. La Valteline se souleva également. Les bandes de tous ces montagnards avancèrent jusqu'à vingt lieues de Milan. Leurs chefs proposèrent aux Autrichiens de se lier aux conjurés du Piémont. Les guinées des Anglais et les indulgences de Rome avaient pénétré dans toutes les régions des Alpes.

Après avoir établi les gouvernemens insurrectionnels, Chasteller alla rejoindre l'armée du prince Jean. Mais ayant appris, le 28 avril, les brillans succès de Napoléon, il revint à Innsbruck avec un corps de troupes. Cependant le maréchal Lefebvre suivait Jellaehich, qui avait dû abandonner la capitale de la Bavière. Le général Wrède l'atteignit et le poussa jusqu'à Saltzhourg, où les Bavaois entrèrent. Lefebvre mit cette ville en état de défense et marcha sur Innsbruck; il y arriva le 19, après neuf jours de combats dans les défilés dont la contrée est hérissée. Vainqueurs à Abensberg, les Bavaois, généraux, officiers et soldats, qui avaient à venger le massacre de leurs compatriotes égorgés au sein de la paix, exercèrent de terribles représailles. On ne comptait de Français dans cette armée que le maréchal Lefebvre, chargé par l'Empereur de la difficile mission de pacifier le Tyrol. La nouvelle de la prise de Vienne venait d'enlever tout à coup aux révoltés leur plus ferme appui. Chas-

teller avait été impérieusement rappelé par l'archiduc. La junte insurrectionnelle livra le pays à la clémence du roi de Bavière, et Innsbruck ouvrit ses portes au maréchal. La soumission du Voralberg suivit de près celle du Tyrol, et ne fut pas plus sincère. Elle eut lieu par les mêmes causes : la marche des Français et des Wurtembergeois, et l'éloignement des Autrichiens. La perfidie des supplians n'eut d'égalé que la confiance des vainqueurs. Le maréchal, croyant la paix rétablie, partit pour Saltzhourg, laissant à Innsbruck une division bavaoise. Bientôt la nouvelle de la bataille d'Essling se répandit dans le Tyrol, et Innsbruck se vit bloqué par une seconde insurrection.

Les troupes d'Italie aux ordres du vice-roi composaient l'aile droite de la grande armée, dont l'aile gauche se battait en Pologne sous le prince Poniatowski. De ses bivacs de l'Inn, de la Salza et du Danube, Napoléon dirigeait les mouvemens de ces parties si éloignées du centre vers lequel toutes leurs opérations devaient les attirer. L'armée du prince Eugène, échelonnée d'Isanzo à la Chiava, attendait des corps qui se trouvaient encore à une grande distance; sa force ne dépassait pas cinquante mille hommes. L'armée de l'archiduc Jean s'élevait à plus de quatre-vingt mille hommes, traitait avec elle cent soixante-neuf pièces de canon, avait pour auxiliaires les insurgés des Alpes, les escadrons anglais qui couvraient l'Adriatique, les Anglo-Siciliens, et la neutralité du Saint-Siège. Eugène se voyait donc réduit à un système de défense dont l'Adige formait le point d'appui. Le 16 avril, la guerre, qu'un parlementaire autrichien vient dénoncer à un petit poste du vice-roi, commence à l'instant comme une invasion de barbares. Après divers engagements, l'archiduc arrive à Udine. Le vice-roi crut devoir l'attendre à Saclé, où il fut battu le 16. Il perdit sept mille hommes, dont moitié prisonniers, et quinze pièces de canon; l'ennemi eut à regretter trois mille six cents soldats. C'était la proportion des deux armées. Eugène avait eu affaire à des forces doubles des siennes. Malgré le funeste résultat de cette bataille imprudemment livrée, il fut heureux pour les Français d'avoir soutenu le choc de la masse autrichienne pendant douze heures. Eugène, que les Autrichiens ne poursuivirent point, se retira lentement sur l'Adige. Au 26 avril, son armée occupait la forte position de Caldiero. L'archiduc campait vis-à-vis de nous, et s'était encore renforcé du voisinage de l'insurrection tyrolienne, dont Chasteller, déjà prévenu près de Brescia, avait réuni quinze mille hommes à son corps. La position du vice-roi devenait critique. L'archiduc se mit en marche, le 27, avec l'assurance d'entrer dans Vérone. Le soir, le canon

se fit entendre du côté de cette ville; l'archiduc, qui venait d'avoir un engagement avec l'armée italienne sur les bords de l'Alpon, crut que les Tyroliens, répondant à son attaque, se battaient contre l'aile gauche du vice-roi. Pendant un certain temps, l'espérance est au camp autrichien et l'alarme au camp italien; mais bientôt les courriers arrivent. Ce sont les triomphes de Napoléon que le canon de Vérone annonce aux deux armées; c'est la victoire d'Eckmühl qui sauve l'Italie. Le courrier de l'Empereur François, parti le 24 de Scharding, en apporte la nouvelle à l'archiduc. Chasteller n'a pas attendu les ordres de l'archiduc; il repart à tire d'aile avec ses Tyroliens, dont la révolte va être jugée par le roi de Bavière, et cinq jours plus tard il est à Inspruck. Après de vaines démonstrations pour tourner Caldiero, et un combat où les régiments italiens méritèrent d'être appelés les frères d'armes des régiments français qui combattaient avec eux, l'archiduc décida sa retraite; le 1^{er} mai elle commença. Ce coup de théâtre change tout à coup le rôle des deux armées. Le vice-roi suit celle de l'archiduc. Le 8, il l'atteint sur la Piave, dont il force le passage devant lui. Cette action opiniâtre cotée à l'ennemi dix mille hommes et quinze pièces de canon. Ainsi fut brillamment réparée notre défaite de Sacile, où l'archiduc rentra avec des souvenirs qui rendaient sa situation plus amère. Les deux armées passèrent le Tagliamento, l'une le 10, au gué de Spilimbergo, l'autre le lendemain à Valvasone. L'arrière-garde autrichienne fut battue à Saint-Daniel et à Vensone, où elle perdit deux mille hommes. Le 18, le vice-roi fit occuper Trieste; il s'empara des retranchemens de Malborghetto et enleva la position de Tarvis. Le 20, il porta son quartier-général à Villach. Le 22, son aile droite oblige le camp retranché, ainsi que la ville de Laybach, de capituler, et prend quatre mille hommes. La marche des deux princes se ressent de leur destination. L'un est appelé par la victoire, et la victoire l'accompagne; l'autre est appelé par les désastres de son pays, et dans sa route il essuie des défaites presque journalières. Le 25, le vice-roi détruit à Saint-Michel le corps de Jellachich, qui se sauve avec deux mille hommes; le 26, il est à Léoben. L'archiduc Jean attendait, le 27, à quarante lieues de Vienne, à Gratz, les troupes de Jellachich pour arrêter le vice-roi; mais quand il vit arriver les débris des troupes autrichiennes fuyant en désordre devant l'avant-garde d'Italie, il partit précipitamment, le 28, de Gratz, et se retira en Hongrie sur Kormond. Le lendemain, le prince Eugène opéra à Bruck, sur la Murh, en Styrie, sa jonction avec la grande armée. Il a laissé le général Broussier chargé d'assiéger la citadelle de Gratz.

Le général Marmont commandait en Dalmatie un corps de douze mille hommes destinés à appuyer, soit les Russes, soit les Musulmans, selon les circonstances, et à fermer aux Anglais d'excellens ports militaires. L'agression de l'Autriche vint tout à coup l'isoler du théâtre de la guerre actuelle. Il était observé par les troupes de Stoichewitz, qui faisaient partie de l'armée de l'archiduc Jean; mais ayant reçu du vice-roi la nouvelle de la retraite de ce prince, Marmont commença son mouvement le 14 mai, jour du passage d'Isonzo, et après une affaire très-vive à Mont-Kitta, où le général ennemi fut pris et lui blessé, il défit de nouveau les Autrichiens à Gospiez et à Ottozacz, arriva le 28 à Fiume et le 3 juin à Laybach. Marmont continuait rapidement sa marche, afin d'opérer sa jonction avec la division Broussier; mais il avait été prévenu par le général Giulay, ban de Croatie, qui, à la tête de vingt mille hommes, poussa, le 24, jusqu'aux faubourgs de Gratz, et força Broussier de se replier à deux lieues sur la route de Vienne; celui-ci, instruit de l'approche de Marmont, se reporta en avant, délogea l'ennemi de Kalsdorf, et osa couvrir deux bataillons pour réoccuper Gratz, en présence de dix-huit mille Autrichiens, campés non loin des murailles de la ville. Ces deux bataillons appartiennent au 84^e régiment, ils ne forment que treize cents hommes, commandés par le colonel Gambin. Tout à coup ils se jettent dans les maisons, où ils reçoivent l'attaque de forces trop considérables. Obligés à la retraite, ces braves se rallient, percent en colonne serrée la masse autrichienne, parviennent au cimetière Saint-Léonard, qui devait être leur dernier asile, s'y retranchent, et pendant dix heures soutiennent seuls, avec deux pièces de 3, le siège le plus mémorable peut-être de l'époque, contre toute l'armée de Giulay. Enfin Broussier a envoyé trois bataillons qui dégagent par un nouvel exploit leurs intrépides compagnons, et, réunis, ils s'emparent des faubourgs de Groben, après avoir enlevé quatre cents prisonniers et mis douze cents hommes hors de combat. Ce glorieux fait d'armes assure la jonction de Marmont et de Broussier. Napoléon fit graver sur l'aigle du 84^e cette inscription héroïque, digne des beaux temps de Sparte : *Un contre dix !* Le 1^{er} juillet, Marmont alla avec le 11^e corps rejoindre la grande armée dans l'île de Lobau.

Telle était la situation des affaires militaires, de puis la Baltique jusqu'à l'Adriatique, à l'époque de la bataille d'Essling, qui fut célébrée, partout où la coalition exerçait quelque influence, comme une victoire décisive dont la conséquence serait la destruction de Napoléon et de l'armée française. Le comité de Paris agissait dans le même sens; il res-

serait ses liens et faisait cause commune avec les agents de l'Angleterre et de l'Autriche. Une grande expédition anglaise était prête. On attendait la nouvelle de son arrivée sur les côtes de la Belgique et de la Hollande. On attendait avec plus d'impatience encore le résultat de la première bataille qui devait sortir du repos des deux armées. D'après ces dispositions, l'Autriche recommença à se livrer à son système insurrectionnel. Le général Am Ende et le duc de Brunswick reparurent sur la scène avec neuf mille hommes. Le 19 juin, ils se réunirent à Dresde et se portèrent sur Leipsiek, semant partout des proclamations pour engager les Saxons à s'unir à leurs drapeaux. On répéta les mêmes manœuvres en Franeonie. Dans le pays de Wurtemberg, l'insurrection offrit un caractère plus alarmant, en raison du voisinage du Voralberg et du Tyrol. Le roi de Wurtemberg prit lui-même la direction des moyens employés pour anéantir les révoltés. A Mergentheim, à Boreuth, à Stoekack, les habitans s'étaient soulevés; le roi fit marcher contre eux le peu de troupes qu'il avait, et les rebelles, forcés de mettre bas les armes, furent jugés selon toute la rigueur des circonstances. Le Tyrol, excité de nouveau par l'Autriche, qui lui annonça l'archiduc Jean, et par le général Chasteller, qu'un ordre du jour de Napoléon condamnait à la peine de mort, comme sujet français, a rompu son traité. L'armée insurrectionnelle de Hofer, qui condamnait et soutenait les divisions régulières du corps de Chasteller, a repris une offensive redoutable, et, après un violent combat livré en avant d'Inspruck, le général Deroy, entouré par toute la population des montagnes, a dû battre en retraite et évacuer cette ville. Enfin les montagnards du Tyrol et du Voralberg étaient descendus dans les bassins du Danube et du Pô, menaçant Ulm, Munich, Villingen, Bellune, Bassano et Vérone. Ils occupèrent Bellune, Bassano, Feltre, et communiquaient avec les Autrichiens rentrés dans la Carniole. Les insurgés présentaient déjà une masse de vingt mille hommes organisés en corps réguliers. La marche du prince Eugène sur l'archiduc avait totalement dégarni la Lombardie. Les escadres britanniques, les Autrichiens revenus sur l'Isonzo, les Tyroliens, peut-être aussi les montagnards du Piémont, inquiétaient également le royaume d'Italie et les départemens français. Le pape semblait leur donner le signal de l'invasion par l'excommunication fulminée le 10 juin contre Napoléon. Ce signal fut entendu aussi des hérétiques. L'amiral Stuart, sorti des ports de Sicile avec une grande flotte qui portait une armée de quinze mille Anglais et Siciliens, sous les ordres du prince Léopold, parut, le 19, sur les côtes de Naples, et le 25 devant la capitale.

La marine napolitaine oublia sa faiblesse et se souvint des barbaries de Nelson; elle combattit avec gloire, elle repoussa vigoureusement le pavillon britannique. Les Anglais descendirent à Procida et à Ischia, dont le château sut résister à leurs attaques. Ils tentèrent aussi de se rendre maîtres du fort de Scilla en Calabre; mais le général Parthouneaux les précipita dans la mer et s'empara du matériel préparé pour le siège. Ne pouvant pas faire avec succès une guerre d'action, les Anglais se bornèrent à en faire une de corruption et de menaces; ils se placèrent aux îles de Ponza, qui sont entre Naples et Rome, espérant qu'un signal de la côte romaine ou napolitaine leur annoncerait l'insurrection de quelque province et leur permettrait un débarquement. En attendant, ils jetèrent dans les deux pays des bandes de malfaiteurs qui portèrent la terreur et le meurtre jusqu'aux portes de Rome. D'autres agents répandirent de l'or et des proclamations. Le général Miollis, gouverneur des États romains, se trouvait placé au milieu des plus grands périls. Rome n'est distante de la mer que de cinq lieues. Il pouvait, il devait entrer dans les combinaisons de l'expédition anglaise de fomenter une révolte, au moyen de laquelle le Saint-Père aurait pu gagner la flotte britannique; c'eût été un véritable triomphe pour les apostats de la Grande-Bretagne, de conduire le souverain pontife à Palerme et surtout à Cadix. Rome se montrait partagée entre le Vatican que l'on respectait et l'excommunié que l'on craignait.

La sagesse, la vigueur du général Miollis, l'estime dont il jouissait, attachaient et contenaient les esprits; mais la ville n'était pas à l'abri d'un coup de main soutenu par un parti intérieur; aussi le roi Joachim, qui sentait toute l'importance de la conservation de cette capitale pour sauver la sienne, expédia quelques troupes de sa garde au général Miollis. Il crut également devoir renouer, après de la consulte que l'Empereur avait chargée d'organiser les États romains, l'invitation de faire sortir Pie VII de Rome et de l'envoyer en France jusqu'à la paix. Le roi motivait cette demande sur le péril que courait le pape lui-même si la guerre s'allumait dans Rome, divisée par les factions; il présentait en outre le Saint-Père, tant qu'il serait en Italie, comme un des chefs les plus dangereux de la coalition, et comme l'instrument le plus puissant dont se servait l'Angleterre pour exciter et alimenter les divisions et les complots dont Spolette venait d'être le théâtre. Le roi de Naples avait encore un autre intérêt qu'il n'avait pas, c'était celui de s'emparer de quelques portions du territoire pontifical, de la Marche d'Ancone, par exemple, qu'il convoitait depuis long-temps. Cependant la cun-

sulte ne pouvait prendre la détermination que sollicitait le roi de Naples : cette commission n'avait pas même la mission de suivre, auprès du pape, l'exécution du traité proposé par l'Empereur, traité en vertu duquel Pie VII continuerait de résider à Rome, avec un revenu de 2,000,000, et consentirait à la rémission de ses États à l'Empire français. Joschim résolut de recourir à d'autres moyens.

Les premiers jours du mois de juin avaient été employés par Napoléon à préparer des mesures puissantes de répression contre les insurrections du Tyrol, du Vorarlberg, de l'Allemagne, contre les incursions des troupes autrichiennes dans la Saxe et dans la Franconie. Le roi de Westphalie, le maréchal Kellermann, le général Junot, qui venait de remplacer ce dernier au commandement de l'armée d'observation de l'Elbe, le général de Beaumont, ont rempli les intentions de l'Empereur. L'armée du roi de Westphalie, forte de quinze mille hommes, avait expulsé le 25 les Autrichiens de Leipzig, et le 30 de Dresde. Un corps de huit cents hommes occupa Bregentz, un autre entra de vive force à Nuremberg, et chassa de cette place les Autrichiens, que Junot rejeta en Bohême. Le maréchal Davoust s'empara d'Engeran sur le Danube, s'y fortifia, et porta son quartier-général à Haimbourg et bloque le port de Presbourg. La ville de Neudstadt était le point de réunion des divisions de l'armée d'Italie; mais avant de les appeler auprès de lui, Napoléon veut qu'elles aient été sous le prince Eugène ce qu'elles ont si glorieusement commencé. L'archiduc se trouvait toujours à Kormond; le 9 juin, le vice-roi eut ordre de se mettre en mouvement sur cette ville; l'archiduc l'évacua le 7 et se dirigea sur Raab qu'il atteignit le 13, après avoir été inquiété dans sa marche par les troupes d'Italie : il trouva à Raab son frère l'archiduc Palatin à la tête de l'insurrection hongroise. Le prince rangea son armée en bataille sur les hauteurs; ses forces réunies formaient quarante-cinq mille hommes. Il eut affaire le jour même avec le général Montheron, qui ne l'avait pas perdu de vue depuis son départ de Kormond. Le lendemain 14, Eugène présenta le combat, et prévint d'un jour les desseins de son adversaire. Le vice-roi saisit l'occasion de célébrer la journée de Marengo qui avait

reconquis la patrie italienne, et d'illustrer l'anniversaire de Friedland. Jamais bataille ne fut livrée par un général français sous de plus brillants auspices. L'action, très vive, dura quatre heures, et coûta aux Autrichiens plus de six mille hommes. Les archiducs se retirèrent sur Kormond, où le vice-roi les poursuivit inutilement; ils avaient passé le Danube. La victoire de Raab devient pour Napoléon le signal de la reprise des opérations qu'il a méditées depuis la bataille d'Essling; mais Raab reste encore aux Autrichiens, et le blocus de Presbourg n'est pas assuré. En conséquence, Napoléon presse la prise de Raab, investit depuis le 15 par le maréchal Lauriston. La tranchée s'ouvre le 19; le 21 le feu commence; le 22 la place capitule : elle avait deux mille hommes de garnison. Aussitôt que l'Empereur eut appris la reddition de cette forteresse, il ordonna au maréchal Davoust d'attaquer Presbourg et de sommer le commandant; cette sommation ayant été repoussée, le 27 notre artillerie lança des obus dans la ville. La sommation fut renouvelée et rejetée de nouveau; le feu continua jusqu'au milieu de la journée du 28. Alors l'archiduc Charles fit parvenir quelques plaintes à Napoléon sur ce bombardement, et Napoléon y eut égard : l'attaque cessa; mais le 29 le maréchal reçut l'ordre de faire enlever à tout prix les têtes de pont de Presbourg ou l'une des îles qui la flanquaient. Le général Gudivin, chargé de cette expédition, la dirigea avec habileté, et en confia l'exécution au colonel Decoux, qui fit quatre cents prisonniers.

Tout est prêt dans l'île de Lobau, qui, pendant quarante jours, devenue la place d'armes la plus formidable de l'Europe, a vu s'accomplir, grâce au génie de l'Empereur, et sous la direction du général Bertrand, des miracles de conception et d'audace pour le passage du Danube. Trois grands ponts parallèles portés sur des pilotis, destinés à servir de route à une armée de cent cinquante mille hommes, à une artillerie de cinq cents pièces de canon, n'attendent qu'un signal pour s'élever au-dessus des terribles eaux du Danube, et lier entre elles ces îles, à qui la piété guerrière de Napoléon a décerné les noms glorieux de Lannes, d'Espagne et de Saint-Hilaire, tués à Essling.

CHAPITRE III.

BATAILLE D'ENZERSDORF, DE WAGRAM. ARRESTICE DE ENAÏN.—EXPÉDITION DES ANGLAIS SUR L'ESCAUT.—ENLEVEMENT DE PAPE À ROME.—AFFAIRES D'ESPAGNE.—CAMPAGNE MARITIME DES ANGLAIS.

L'ARVÉE de l'archiduc Charles occupe Essling, Aspern, Enzersdorf et la rive droite du Danube, liés par des ouvrages bérissés d'une artillerie formidable.

Le 30 juin au soir le maréchal Masséna apporta, dans l'île de Lobau, l'ordre de rétablir l'ancien passage qui avait servi pour la bataille d'Essling. En cinq quarts d'heure le pont se termine, sous la protection de l'artillerie. Une brigade franchit le fleuve, et enlève deux bataillons autrichiens.

Le 1^{er} juillet, l'Empereur commande de s'emparer de l'île du Moulin. Le chef de bataillon Pelet, aide-de-camp de Masséna, se charge de cette expédition, réputée impossible; le 2, il prend six cents voltigeurs, et sous le feu le plus terrible, il opère sa descente, tue cent Autrichiens, repousse toutes les attaques, tandis que derrière lui, en deux heures, malgré tout l'effort de l'artillerie ennemie, s'élève un pont de soixante-dix toises: de nouvelles troupes s'y précipitent. L'île était prise, et fut armée de plusieurs batteries. Ces deux expéditions, de même que celle de Davoust, devant Presbourg après le bombardement, ont pour but d'attirer les regards de l'archiduc, et de le tromper sur le véritable point d'attaque.

Rien n'arrêtait plus l'exécution du plan que Napoléon avait mûri pour la bataille, pendant le repos de Schönbrunn et de Lobau. L'ordre est donné aux troupes qui occupent Komorn, Gratz, Lintz, de rallier la grande armée. Le 4, dans la nuit, tous ces corps étaient réunis sous l'étendard impérial. Ils forment cent cinquante mille hommes, avec une artillerie de quatre cents pièces. Le même jour, à

une heure après midi, l'Empereur ordonne d'engager l'action à huit heures du soir. On consacra la nuit du 4 au 3 au passage de toute l'armée. Le feu continu de cent neuf pièces de gros calibre, joint aux roulemens de la foudre et aux sillonnemens des éclairs, annonça et montra à l'archiduc la route que Napoléon s'était réservée. Mais cette fois la tempête fut maîtrisée, et Napoléon préluda, par la victoire des éléments, à celle qu'il allait remporter sur les Autrichiens. Enfin le soleil se lève dans tout son éclat, et l'armée radiieuse se range fièrement en bataille sur la rive gauche du fleuve. Les plaines de Marehfeld sont le théâtre où le sort de l'Autriche, et non celui de la coalition, va se décider. Napoléon avait employé toute cette terrible nuit à diriger lui-même, à pied, le passage de ses colonnes sur tous les ponts. Aux premiers rayons du jour il était à cheval, parlant à son armée. Les deux masses s'observèrent pendant quelque temps. À midi Napoléon se porta en avant; hientôt l'archiduc vit tous ses ouvrages tournés, et dut évacuer Enzersdorf, qui ne tarda pas à paraître en flammes. Les villages d'Essling et d'Aspern, qui avaient coûté tant de sang à l'une et à l'autre armée, ne devaient pas être les seuls témoins d'une lutte entre les deux empires; ils furent traversés par la bataille. L'archiduc a pris retraite sur Wagram et sur Stramersdorf; vers six heures, l'armée française est sur le Russbaeh; elle s'étend vers Breitenlée. Nous attaquons le centre de l'archiduc. Macdonald enfonce sa ligne, mais le prince accourt avec ses réserves: au milieu de la mêlée, il reçoit une blessure; les troupes autrichiennes partagent les

périls et l'impétuosité de leur chef. Les divisions de Maedonald et d'Oudinot sont ramenées en-deçà du Russbach; une terreur panique s'est emparée de ces braves soldats, que le nombre n'avait jamais effrayés : la nuit trompa peut-être leur courage. Enfin, ralliés autour de l'invincible garde, ils se reforment sous les regards de Napoléon, et volent reprendre leur position sur le Russbach. Bernadotte, qui devait enlever Wagram, ne fit qu'y paraître; ses Saxons furent chassés de ce village et se retirèrent sur Aderklaa, que, peu d'heures après, ils quittèrent sans ordre. Le Russbach vit terminer à onze heures du soir la journée d'Enzersdorf; une grande partie de l'armée ennemie n'avait pas encore été engagée. L'archiduc passa la nuit sur les hauteurs de Wagram.

C'est aussi Wagram qui frappe les yeux de Napoléon au réveil de son armée; mais, au moment où il va donner la bataille, les Autrichiens prennent l'offensive. Quatre mille toises règnent sur le front des deux armées : Napoléon les parcourt avec la rapidité de l'éclair, et en courant il désigne de la main à ses maréchaux les hauteurs de Russbach, de Neusiedel, de Baumersdorf, de Wagram; pantomime éloquent, terrible, que chaque chef comprend, à laquelle chaque soldat brûle d'obéir. Un vivat général répond à cet ordre muet de vaincre ou de mourir.

L'attaque commença à Aderklaa, poste important aux deux armées, poste que Bernadotte a abandonné, que l'archiduc a repris. Ce village rappelle aux combattans les scènes d'Aspern et d'Essling; il change plusieurs fois de maître en peu d'instans, et demeure en définitive à l'archiduc, qui y lance de nombreux renforts. Bernadotte est revenu à Aderklaa avec ses Saxons; ils fuient de nouveau, et Masséna les fait charger pour les ramener à l'ennemi. Cependant Napoléon a paru, et l'ordre se rétablit à la gauche, que le dernier choc a trébuché; Napoléon met pied à terre et monte dans la calèche de Masséna. La direction d'Aspern, occupée par Boudet avant le jour, est donnée à l'armée; le quatrième corps défile en tête. La droite de l'archiduc entre en ligne à dix heures; elle s'étend du Danube à Wagram; soixante pièces la précèdent : elle prend à revers l'armée française, menace l'île de Lobau et les ponts. Napoléon marche aussi; ce sont pièces d'artillerie, qui couvrent une demi-liene de terrain en avant de son armée, vomissent la mort et brisent les masses terribles dont rien ne semblait pouvoir arrêter le mouvement. Notre artillerie reste engagée entre les deux armées, mais elle est bientôt sentonno par Maedonald, par la garde à pied et à cheval. Napoléon se tenait au milieu du feu, à la gauche de la division Lamarque, qui souffrait beaucoup; eo

général court à lui, et au nom du salut de l'armée le conjure de se retirer. Tout-à-coup un aide-de-camp de Masséna arrive pour avertir l'Empereur que le corps de Kleinan est derrière son armée; que Boudet, repoussé dans l'île de Lobau, a perdu ses canons. Napoléon regardait la tour de Neusiedel, et ne répondait pas; enfin il aperçoit le feu de Davoust qui la dépasse. « *Allez*, dit-il à l'aide-camp, *courez dire à Masséna qu'il attaque, et que la bataille est gagnée.* » Maedonald, Oudinot, Davoust, reçoivent l'ordre de presser, de forcer leurs attaques. Il est près de midi; le clocher de Süssenbrunn est le centre de l'archiduc : là se précipite la tempête, à qui Napoléon vient de donner le signal. Rien ne lui résiste; déjà le fameux poste d'Aderklaa et celui de Breitenlee sont derrière nous. La terrible colonne de Maedonald, comme un coin de granit lancé par un volcan, se fait jour et perce le centre des Autrichiens. Maedonald se trouve avec quinze cents hommes seulement au-delà de la ligne ennemie, les autres sont restés dans la route sanglante qu'il a frayée; il s'arrête en avant de Süssenbrunn, et compte les braves qui l'ont snivi. Ces débris de huit bataillons ne forment plus qu'un bataillon sacré qui a vaincu à Wagram. Le général Lamarque eut quatre chevaux tués sous lui, et vit tomber ses six ordonnances; jamais la mort n'a moissonné de si près. Cependant l'heure de la victoire n'était pas encore arrivée; elle avait été préparée par les prodiges de valeur du corps de Davoust et de celui d'Oudinot, qui ont dispersés les troupes de Hohenzollern, après les avoir chassées des hauteurs de Russbach. Rosenberg a subi le même sort autour de Neusiedel; six généraux autrichiens furent mis hors de combat dans l'affreuse mêlée qui précéda la prise de la tour de Neusiedel. Cette tour avait eédé enfin à l'opiniâtreté de Davoust; le brave général Gudin y fut blessé quatre fois, à côté du maréchal. De même, à l'extrémité de la ligne, Masséna a poursuivi, sans s'étonner un seul moment, sa marche de flanc, malgré le feu d'une artillerie formidable et les assauts de la cavalerie ennemie. Déjà le maréchal avait repris Essling et avançait sur Aspern, lorsque le canon du centre l'avertit que c'était contre l'aile droite des Autrichiens qu'il devait lancer ses colonnes.

A une heure, la face de la bataille a changé; la grande armée a repris l'offensive. Davoust et Oudinot ont appuyé Maedonald, qui, après avoir encore enlevé le village de Gerasdorf, bivoua à Brunn, où la nuit vint interrompre le feu. L'aile droite achevait aussi son mouvement en combattant. Davoust s'établit à Wagram; Masséna à Léopoldau : là succomba le premier, peut-être, de nos généraux de cavalerie, Lasalle, dans une charge à fond pendant laquelle sa bouillante ardeur l'entraîna au milieu des carrés

« autrichiens; la balle d'un fantassin l'atteignit au front : sa mort fut vengée, et sa mémoire ne périra point. On dressa la tente de Napoléon entre les villages d'Aderklaa et Raschdorf, qui avaient coûté tant de sang aux deux armées. Leurs pertes furent à peu près égales; cinquante mille hommes environ restèrent sur le champ de bataille, ou entrèrent aux hôpitaux; trente pièces de canon, plusieurs drapeaux, vingt mille prisonniers, tombèrent entre nos mains. Les Français eurent à regretter les généraux Lasalle, Gauthier, Lacour, et sept colonels; le maréchal Bessières et vingt généraux avaient reçu des blessures. Napoléon embrassa Macdonald et le nomma maréchal, ainsi qu'Oudinot et Marmont; il prononça aussi la dissolution du neuvième corps que commandait Bernadotte. L'ennemi eut trois généraux tués et dix blessés; parmi ces derniers on comprit l'archiduc Charles, qui, pendant toute cette journée, n'avait manqué aucune occasion de payer de sa personne, et avait été atteint pour la seconde fois au fort de la mêlée, vers le milieu de la bataille. Il déploya, comme toujours, le courage du guerrier intrépide et les talents du grand capitaine; il n'avait point été obéi de son frère Jean, depuis l'arrivée de ce prince à Kormond. Le généralissime fit sa retraite en bon ordre.

Napoléon suivit ou plutôt chercha l'armée autrichienne; le soir, il porta son quartier-général à Wolkersdorf. Bernadotte s'y présenta, mais l'Empereur ne voulut point le recevoir; Napoléon et toute l'armée avaient contre lui d'anciens et de nouveaux griefs : Bernadotte s'était montré faible à Austerlitz; à Auerstaedt, il laissa Davoust se battre seul contre le roi de Prusse; après Essling, sa conduite donna lieu aussi à de justes reproches. Le 5 juillet au soir, il attaqua mollement Wagram; il abandonna le poste important d'Aderklaa, sous prétexte qu'il se voyait trop aventuré. Dans la matinée du 6, la déroute de ses Saxons avait été un scandale pour l'armée. Ce fut, assure-t-on, après la journée d'Essling, que Bernadotte osa dire à Napoléon que l'armée française n'était plus celle de 1796. L'Empereur lui répondit : « Mon armée est toujours la même; il n'y a de changé que quelques hommes que je ne reconnais plus. » Le 7 juillet, Bernadotte, qui, dès le début de la campagne, n'avait cessé d'écrire et de faire dire à Napoléon qu'il ne pouvait rien exécuter avec les Saxons, publia à son bivac de Léopoldau au ordre du jour dans lequel on lisait « que les Saxons, au nombre de sept à huit mille, avaient, à la bataille du 5, percé le centre de l'armée ennemie, malgré les efforts de quarante mille hommes et cinquante bouehes à feu; qu'ils avaient combattu jusqu'à minuit, et bivaqué au milieu des lignes autrichiennes; que le 6 ils avaient recommencé le

« combat. Au milieu des ravages de l'artillerie ennemie, disait encore l'ordre du jour, vos colonnes vivantes sont restées immobiles comme l'airain. Le grand Napoléon vous compte aussi parmi ses braves. » Cette pièce parut dans les journaux allemands. Bernadotte, après le refus qu'il avait éprouvé à Wolkersdorf, était parti mécontent pour Paris. Bientôt l'Empereur donna, à Sebrunbrunn, un ordre du jour dans lequel il témoignait son mécontentement au maréchal prince de Ponte-Corvo pour son ordre du jour, et le déclarait contraire à la vérité, à la politique et à l'honneur national...; ajoutant que, loin d'avoir été immobile comme l'airain, le corps du prince de Ponte-Corvo avait battu le premier en retraite... et que c'était au maréchal Macdonald et à ses troupes qu'était dû l'éloge que Bernadotte s'attribuait.... S. M. désire que ce témoignage de son mécontentement serve d'exemple, pour qu'aucun maréchal ne s'attribue la gloire qui appartient aux autres... »

Cependant Davoust et Marmont ont l'ordre de suivre l'ennemi sur Nicoloboug, et Masséna sur Znaim; Napoléon, avec la garde, le corps d'Oudinot et l'armée d'Italie, occupait l'intervalle de ces deux directions. Il visita le théâtre de son triomphe, et chargea spécialement les ducs de Frioul et de Bassano du soin de faire enlever les blessés des deux armées; on en transporta trente mille aux hôpitaux de Vienne. M. Bignon, appelé de sa légation de Carlsruhe à Vienne, avait, accompagné des auditeurs du Conseil d'État restés dans cette ville, pourvu aux premiers besoins en ordonnant de distribuer des vivres et des médicaments aux blessés, avant de les placer sur les voitures. L'hospitalité du champ de bataille fut constamment inséparable de la gloire militaire de Napoléon.

Masséna, dans sa marche, eut la ville de Korneubourg. Il apprit, des prisonniers et des habitants, qu'il était sur les traces de l'archiduc. Ce prince attendait les Français sur les hauteurs de Mallebern. Le 8 au soir, Masséna reçoit l'ordre de suivre en toute hâte la route de Znaim, et Davoust celle de Wülfersdorf. Napoléon veut prévenir la jonction des deux archiducs, qui peuvent opérer un mouvement combiné sur Vienne. Toujours habile et prévoyant, il ordonne, à Vienne, de porter l'armement à cent bouehes à feu, la garnison à six mille hommes, avec des vivres pour six mois; de rétablir le pont sur pilotis et d'élever des ouvrages pour le conserver. Passau, Lintz, Mœlk, Gottweig, Raab, seront mises également en état de défense. Le prince Eugène, renforcé des Saxons de Bernadotte et des Wurtembergeois, est chargé, avec une armée de cinquante mille hommes, de veiller sur l'archiduc Jean et sur

Vienne. Macdonald garde le théâtre de sa gloire, le pays entre la March et le Danube, le Marchfeld. Davoust fait enlever, le 9, la ville de Nicolsbourg par ses dragons. Après une affaire très vive, Masséna s'empare d'Hollabrunn. L'archiduc n'est qu'à deux lieues de cette ville, à Guntersdorf; il occupe la route de Znaim; il soutient sa retraite avec des forces supérieures; mais, dans la crainte d'être à la fois prévenu à Znaim par Marmont, poursuivi par Masséna, pris en flanc par Napoléon, il se porte vivement à Brenditz, d'où il peut dominer la poursuite des deux maréchaux, et il s'arrête jusqu'au 12.

En effet, Marmont ayant passé la Taja, s'avanceit sur Znaim, et, le 10, parut en face de Tesswitz. Très étonné de trouver devant Znaim toute l'armée autrichienne, ils s'établît Tesswitz, s'y vit bientôt attaqué, eut l'honneur d'y soutenir un combat très ehand, pendant lequel ce bourg, pris et repris plusieurs fois, tint par nous rester. Le soir, le général Bellegarde écrivit au maréchal que le prince de Liechtenstein se rendait auprès de l'empereur Napoléon pour demander une suspension d'armes. Tandis que Marmont se battait à Tesswitz, Masséna s'emparait de vive force de Guntersdorf, et l'Empereur se dirigeait sur Znaim; il arriva devant cette ville comme Masséna était déjà eugagé. Il mit bientôt en mouvement le corps de Marmont; il pressa la marche de Davoust et d'Oudinot, afin de réunir autour de lui, avant l'arrivée du prince de Liechtenstein, les moyens de recevoir avec plus d'avantage la demande dont le négociateur autrichien était chargé. On se battait dans les faubourgs de Znaim, quand, à sept heures du soir, au moment où Masséna ordonnait l'attaque de la ville et où l'action était le plus acharnée, arriva la nouvelle de la conclusion d'un armistice: les officiers des deux armées qui sont envoyés pour la faire connaître aux combattans, n'y parviennent qu'au péril de leur vie, et reviennent blessés rendre compte de leur mission. Napoléon, dans la nuit du 11 au 12, avait reçu le prince de Liechtenstein, qui lui était déjà connu par le traité de Presbourg, et il avait voulu soumettre l'importante question de l'armistice aux principaux personnages civils et militaires qui se trouvaient près de lui. Cette question fut agitée avec la plus grande liberté; la majorité se prononça pour la continuation des hostilités; mais Napoléon mit fin à la discussion en disant: « *Il y a eu assez de sang versé.* » Il y en eut bien davantage, pour n'avoir pas poussé cette guerre à outrance! Cet homme, que l'on s'est vainement efforcé de présenter comme insatiable de combats, était toujours désarmé par l'aspect du ohamp de bataille, où il restait victorieux. Là, pensif, assis sur d'immenses trophées, il guettait avec autant d'impatience l'arrivée d'un parlementaire, qu'il avait saisi le matin

l'occasion de la victoire. Ce n'était point ainsi qu'avaient agi Alexandre, César et Charlemagne. Aussi ne furent-ils pas arrêtés par les retours de la fortune. La modération dans le succès a tué Napoléon; une conduite contraire a fait triompher tous ses ennemis. Presbourg et Tilsit devaient ehanger le sort de l'Europe, et donner un Charlemagne au xix^e siècle. A Wagram, il était déjà trop tard. Le vieux Thugut paraît avoir pressenti cette destinée; car en 1805 il parla à son maître de préluder par un *lien de famille* à l'alliance de 1756, dont il conseillait le rétablissement. Probablement l'empereur François s'en souvint quand, après la bataille de Znaim, il écrivit à l'empereur Napoléon que *le plus beau temps des deux cours était celui où elles avaient été étroitement liées.*

L'armistice était d'un mois, avec quinze jours d'avertissement; il livrait à l'armée française plus du tiers du territoire autrichien, et plus de huit millions d'habitans. L'empereur François ne reconnut cette trêve que le 18 juillet. Il désavoua d'abord son frère, qui avait si vaillamment eombattu pour défendre la monarchie, qui la sauvait par la convention de Znaim et lui conservait sa dernière armée; en effet à quelques heures près, l'archiduc manqua d'être écrasé avec elle devant Znaim. L'armistice ne fut également pas reconnu, pendant toute sa durée, des insurgés tyroliens, avec lesquels Napoléon dut traiter par l'entremise du général Rusa, lorsque Lefebvre eut encore ecboué dans cette guerre implacable. Il en fut de même de toutes ees eoutrées de l'Allemagne où l'Autriche guerroyait, soit par ses partisans, soit par le duc de Brunswick et les ehefs déjà connus de l'Allemagne septentrionale. Le 9, le général Kienmayer battit Junot à Gefrees. Le roi de Westphalie conduisit pendant cette époque une eampaigne laborieuse, dont l'esprit de désertion parmi ses troupes fut le principal fléau. Le duc de Brunswick reentra dans ses États, revit sa capitale, sa patrie, eombattit avec gloire, et ne eéda le ehamp de bataille qu'avec l'espérance d'y reparaître bientôt à la tête d'une armée anglaise qu'il alla attendre à Heligoland. Plusieurs débarquemens de troupes britanniques avaient en lieu du 7 au 8 juillet, à Cuxhaven et sur les côtes. Heligoland servait de place d'armes à ees expéditions. Tout le pays d'Osabruck s'était soulevé. Le Hanovre partagea un moment ce mouvement insurrectionnel. Tout conspirait contre l'armistice de Znaim. La disgrâce du généralissime offrit la preuve la moins honorable des mauvaises dispositions et de la perfidie de la maison d'Autriche. Après avoir soutenu une lutte glorieuse pour ses armes, l'archiduc Charles tomba dans une euhébe de cabinet, et sueeomba à la même intrigue qui avait résolu cette guerre, intrigue qui, dans le

moment même, par la violation de la convention jurée à Znaim, mettait l'empire d'Autriche à deux doigts de sa perte. Tandis que Napoléon, avant de quitter son camp et de retourner à Schönbrunn, où il arriva le 14, donnait une dernière audience au prince de Lichtenstein, le chargé de ses vœux pour la paix et pour une prompte négociation, l'empereur François, livré, à Bude, à la haine de l'impératrice et du comte de Stadion contre la France et son souverain, ainsi qu'aux conseils de lord Bathurst et de sir Walpole, consacrait ce repos d'un mois à changer son système de guerre et à en transporter le théâtre dans la Hongrie. Napoléon dut alors adopter de nouvelles dispositions et se préparer à tout événement. Si, d'un côté, la convention était foulée aux pieds dans le Tyrol et en Allemagne, les négociations ouvertes à Altenbourg traînaient en longueur. Ce grand système de l'Autriche, celui de gagner du temps, s'étendait encore par les lenteurs habituelles de ses chancelleries. M. de Metternich, plénipotentiaire de l'empereur François, n'avait pas, pendant son ambassade à Paris, donné des gages rassurants pour la mission de paix. M. de Champagny, ministre des relations extérieures de France, traitait au nom de Napoléon. Le 12 août, on prolongea l'armistice; les conférences ne s'entamèrent que le 17.

L'Autriche avait un motif puissant pour temporiser, en contenant l'armée française par les opérations d'une négociation. L'Angleterre était partout : à Walcheren, sur les côtes de Hollande; à Cuxhaven, sur celles du Weser; elle inquiétait aussi celles de l'Elbe et de la Baltique; une de ses armées manœuvrait à Madrid. L'escadre anglo-sicilienne stationnait devant Naples. Les vaisseaux de la Grande-Bretagne avaient bombardé Gallipoli et tenaient la Calabre en échec. L'escadre de Collingwood avait quitté les parages de Toulon, et menaçait les îles Ioniennes qu'elle devait occuper. Mais le principal objet des attaques de l'Angleterre était l'Escaut, vers lequel elle dirigeait une grande expédition composée de soixante-quatorze bâtiments de guerre, dont trente-six frégates, et d'une foule de navires. Cette flotte portait cent mille hommes, parmi lesquels on comptait quarante-cinq mille soldats. Lord Chatam, ministre et grand-maître de l'artillerie, dont le nom seul était une hostilité héréditaire contre la France, commandait l'armée; sir Richard Strachan commandait la flotte. Jamais l'Angleterre n'avait lancé un manifeste plus fort contre la paix. Ce n'est pas la faute de l'Autriche si l'Angleterre, au lieu d'intervenir contre sa négociation avec une démonstration aussi formidable, ne la déploya pas pour la guerre en temps utile. Son ambassadeur Stahrenberg avait inutilement pressé à Londres, dans le mois de mai, le concours de ces forces imposantes,

qui appareillèrent le 29 juillet seulement, huit jours après que la nouvelle de l'armistice de Znaim, conclu le 13, fut connue du gouvernement anglais. L'expédition de l'Escaut était donc réduite à n'être qu'un désaveu donné à la négociation autrichienne, et l'Angleterre courait gratuitement le risque d'une lutte sans alliés. Mais le roi de Suède avait aussi poussé l'audace jusqu'à rester seul dans la lice contre Napoléon après le traité de Tilsitt, comme la Russie après celui de Presbourg. L'Angleterre, avec plus de raison que la Russie, dont une ou deux batailles perdues décidèrent la querelle, jugea pouvoir porter la guerre dans les parties occidentales du territoire français, pendant que Napoléon et ses armées se reposaient sur le Danube des terribles victoires qu'ils venaient de remporter. La possession de l'Escaut, devenue en quelque sorte pour la France un fleuve de famille par le canal de Saint-Quentin, importait plus à l'Angleterre que la défaite de Napoléon à Wagram. Anvers était un autre Plymouth qu'à tout prix il fallait enlever à son ennemi; car le système de ses hostilités découlait nécessairement de sa position géographique. L'Angleterre ne se battait point dans la vue de conquérir des concessions pour une paix future, à l'exemple des puissances continentales et de Napoléon lui-même; elle se battait afin de faire du mal à la France, sans lui laisser l'espoir des compensations. Elle ne convoitait de la Belgique qu'Anvers, pour la détruire, comme port militaire, comme atelier de construction, comme arsenal, comme citadelle. Elle se rappelait Toulon et cherchait à obtenir une revanche éclatante de sa défaite, et surtout du échagrin de n'avoir pu consumer la ruine totale de cette ville, autrefois sauvée de ses mains par le jeune commandant de l'artillerie républicaine. Elle voulait détruire Flessingue, s'emparer de l'île de Walcheren, des Bonches de l'Escaut, et brûler la flotte française dans le port d'Anvers; 20 millions sterling (300 millions de fr.) furent dépensés pour cette opération, pour ce coup de main, car tel est le nom resté à l'expédition. L'Angleterre n'avait rien négligé afin de réveiller en Hollande le souvenir des intérêts qui attachèrent si long-temps ses entrées à sa fortune. Napoléon réédifiait militairement Flessingue et Anvers, mais les fondations en étaient toutes commerciales; l'Angleterre, qui sentait cette vérité, s'efforçait d'en prévenir les conséquences. La Hollande offrait par elle-même, à cette époque, une singularité très-remarquable sous le règne d'un des frères de Napoléon, au milieu de la guerre que soutenait l'Empereur aux deux extrémités de l'Europe et dans les États limitrophes de cette nation; le roi Louis, qui dominait les conseils d'une politique plus qu'étrangère à la France, venait de licencier une partie de son armée,

de désarmer dans ses ports et de congédier ses marins : aussi le peuple hollandais en prit-il occasion de donner à son souverain une leçon de morale, en se montrant tout-à-coup aussi peu fidèle à ses sermens envers lui, que ce prince à ses engagements envers Napoléon ; ce fut alors que l'Empereur chargea son ministre de la guerre d'écrire au roi Louis *que le royaume de Hollande était beaucoup moins utile à la cause commune, que ne l'avait été l'ancienne république.*

La flotte ennemie s'empara facilement de Walcheren et de Middelbourg, malgré les efforts du brave général Osten, qui se vit contraint, avec quinze cents hommes, de se retirer devant dix-huit mille Anglais. Le général hollandais Bruce n'avait pas attendu l'approche de l'ennemi pour évacuer le fort de Batz qui défendait les deux branches de l'Escaut et les avenues d'Anvers. Trois jours après le débarquement, l'armée anglaise se trouvait à quatre lieues de cette ville, l'unique objet de l'expédition. Mais au lieu de marcher droit sur elle par le gué du canal de Berg-op-Zoom, Chatam alla mettre le siège devant Flessingue, dont la prise d'Anvers nécessitait la chute. Ainsi Anvers, qui ne pouvait résister à l'attaque d'une aussi forte armée, dut son salut à l'impéritie du général anglais. Anvers n'avait pour toute garnison que quelques dépôts de régimens. Le général Fauconnet, qui la commandait, fut puissamment aidé par le colonel Lair, à la tête des ouvriers militaires de la marine, et par le chef de bataillon du génie Bernard, depuis aide-de-camp de Napoléon. Les forts et les batteries furent armés ; l'escadre mouilla sous la forteresse : les marins devinrent des troupes de terre. Le sénateur Rampon arriva de Saint-Omer avec des gardes nationales. On était maintenant en état de défendre Anvers ; on voulut même sauver Flessingue, devant laquelle les sorties de la garnison, composée de six bataillons, retinrent quinze jours lord Chatam ; et les Anglais ne seraient point entrés dans cette place, si son gouverneur, le général Monnet, eût fait couper les digues. Il capitula le 15 août, avec quatre mille hommes qui furent conduits prisonniers en Angleterre. A la vérité, d'après l'enquête qui eut lieu, on décida qu'il n'y avait pas eu de siège, et que le général Monnet était coupable.

Le télégraphe avait annoncé à Paris le débarquement de l'armée anglaise, le 1^{er} août. Bernadotte offrit ses services, on plutôt il fut appelé par le duc d'Ortrante, son ancien ami de révolution, lequel enmulait alors les ministères de l'intérieur et de la police générale. Fouché triompha bientôt de la répugnance que Bernadotte témoignait à aller se mettre à la tête de l'armée d'Anvers, surtout après l'ordre du jour de Scheubrunn. On ne sait ce qui se passa entre ces deux personnages. Napoléon ve-

nait d'échapper deux fois aux proscriptions de ses ennemis, d'abord par la fortune d'Essling, et ensuite par la victoire de Wagram. Fouché voulait aussi attacher son nom à cette mémorable époque ; il leva l'éélite des gardes nationales des dix départemens du Nord, les mit en marche, proposa au conseil de nommer Bernadotte général en chef, et il publia cette circulaire où il osait dire : « Pronvons « à l'Europe que si le génie de Napoléon pent « donner de l'éclat à la France, sa présence n'est pas « nécessaire pour repousser l'ennemi... » Cette circulaire de Fouché ne devait pas être mieux accueilli de l'Empereur que l'ordre du jour de Bernadotte. Cependant Napoléon, dans sa lettre du 20 juillet au ministre de la guerre, récapitulait tout ses griefs contre le prince de Ponte-Corvo. Le conseil rejeta la proposition de Fouché : le roi de Hollande, en sa qualité de connétable de l'Empire, dut prendre la direction des troupes. Mais ce prince se trouva bientôt embarrassé de ses nouvelles fonctions. Il tremblait pour ses états, et demandait instamment un maréchal à qui il pût remettre le fardeau de la guerre : alors on appela Bernadotte à l'armée du Nord, et tout fut organisé pour la garantie de cette importante mission. Le maréchal Kellermann réunit une réserve à Wesel ; le maréchal Moncey une autre à Lille : le général Sainte-Suzanne conserva le commandement des côtes ; le ministre Dejean alla commander le génie à Anvers ; Moncey se mit en marche pour l'Escaut, et le maréchal Bessières, que l'Empereur destinait à remplacer Bernadotte, se rendit à Lille. Les sénateurs Collaud et Vaubois arrivèrent, l'un à Anvers et l'autre à Ostende, en qualité de gouverneurs. Il résultait de ces dispositions, ainsi que du choix des autres généraux envoyés de l'armée, comme Reille, Lamarque, etc., que Bernadotte, dont la nomination avait eu pour principal objet son éloignement de Paris, serait au moins autant surveillé qu'aidé par ceux qui étaient placés à la tête des troupes. Au surplus, Bernadotte ne partit de Paris que le 12 août, et n'entra que le 15 à Anvers ; où l'on était déjà complètement en mesure contre toute attaque. En effet, lord Chatam la jugea impossible, dans un conseil de guerre, sans chercher par aucun mouvement offensif à s'assurer si l'on ne pouvait tenter quelque chose d'heureux. D'ailleurs les maladies causaient chaque jour des pertes immenses à son armée. La retraite de la flotte anglaise fut décidée immédiatement après le conseil, et le fort de Batz évacué le 4 septembre. Lord Chatam laissa à Flessingue seize mille hommes que la fièvre dévora en grande partie. Le 24 le maréchal Bessières reuint à Bernadotte l'ordre par lequel il le remplaçait dans son commandement ; la nature des correspondances que le prince avait entretenues avec

Paris lui fit encore interdire le séjour de la capitale, et il eut ordre de rejoindre la grande armée. Le ministre reprocha au prince une proclamation dans laquelle il réduisait son armée à quinze mille hommes, tandis qu'elle en comptait soixante mille; erreur qui devenait funeste à accréditer dans le moment où l'expédition anglaise inquiétait la Hollande et la rive gauche de l'Escaut. Ainsi Bernadotte quitta l'armée de Belgique plus mécontent et plus suspect qu'il n'avait quitté celle d'Allemagne. L'armée anglaise sortit de Frasniguc le 26 décembre, après la démolition des forts. A cette époque, le défaut de résolution et d'habileté de la part du général ennemi, les ravages de la maladie et le dévouement des Français, les sauvèrent du péril le plus redoutable qui eût peut-être encore menacé la France. Privée qu'elle était de ses deux grandes armées régulières, occupées, l'une sur le Danube, l'autre sur le Tage, et au moment où la prolongation de l'armistice de Znaim pouvait passer aux yeux de l'Empereur pour le résultat d'une combinaison entre l'ennemi à qui il accordait généreusement la paix, et celui qui venait tout-à-coup eu troubler la négociation avec un armement aussi formidable; l'inquiétude et la victoire au dehors, l'inquiétude et le patriotisme au dedans, furent inséparables dans la pensée de Napoléon depuis l'ouverture des conférences d'Altenberg jusqu'à la signature de la paix. On conçoit qu'il s'effrayât dès lors de voir que le génie et la fortune ne suffisaient plus au maintien de sa puissance.

Cependant ce grand échec que venait d'éprouver l'orgueil britannique donna aussi à l'Empereur une nouvelle confiance dans sa destinée. Effectivement, en moins de soixante jours, lord Chatam et son armée avaient dû évacuer le pays, sans avoir croisé le fer que dans les petits combats du général Osten et dans les sorties de la garnison de Flessingue. La flotte anglaise abandonna aussi jusqu'à ses stations, et revit les ports britanniques. Mais l'expédition avait éprouvé des pertes bien plus considérables que si elle eût combattu sur terre et sur mer, car elle compta plus de trente mille morts ou malades. « Nous sommes « heureux, écrivait Napoléon à son ministre de la « guerre, de voir les Anglais s'entasser dans les « marais de la Zélande; qu'on les tienne seulement « en échec, et bientôt le mauvais air, les fièvres « particulières à cette contrée, auront détruit leur « armée. » Le déshonneur se joignait encore à la grandeur du désastre : l'Angleterre, en effet, n'a recueilli de ses immenses armemens que la honte d'une retraite devant des gardes nationales rassemblées à la hâte, que le regret humiliant de n'avoir produit aucune diversion, ni en faveur de l'Autriche, ni en faveur de l'Espagne; et enfin de ne citer pour

trophées que la démolition de l'arsenal et du chantier de Flessingue.

Bernadotte venait de perdre le commandement de l'armée du Nord; Fouché perdit aussi le portefeuille de l'intérieur. Napoléon devait faire justice des soupçons que lui avait inspirés, soit l'intelligence qui unissait le prince de Poute-Corvo et le duc d'Otrante, soit aussi la hardiesse de ce dernier à user de la puissance que lui donnaient ses deux ministères pour lever, organiser, armer et mettre en marche les gardes nationales de tout département. Il était naturel que ce pouvoir d'improviser une armée nationale et de la mettre sous les ordres d'un rival ancien et mécontent portât ombrage au chef de l'État. D'ailleurs Napoléon ne sera que trop justifié, en 1814 et en 1815, de sa sévérité envers celui qui, alors prince royal de Suède, dirigea encore, en qualité de généralissime des ennemis de la France, une armée du Nord sur le même théâtre : mais il ne le sera jamais de la témérité qu'il déploya envers le sénateur chargé d'une mission à Naples, et le ministre infidèle, correspondant de Metternich et de Wellington pendant les Cent jours.

On a vu, chapitre II de ce livre, que Josephin n'ayant pu obtenir de la consulte française le renvoi du pape, se réservait d'accomplir ses desseins par lui-même. En effet, vers la fin de juin, il fit demander au Saint-Père une réponse catégorique sur la proposition de l'Empereur. Pie VII, qui y avait déjà répondu par l'excommunication, refusa d'autres explications. Le 6 juillet, jour de la bataille de Wagram, le général Radet, commandant la gendarmerie, renouvela au pape, de la part du roi de Naples, la même demande, menaçant Sa Sainteté d'un enlèvement si elle persistait dans son refus. Pie VII répliqua que, dès le premier jour, sa résolution avait été signifiée à l'Empereur; il donna ordre de barricader son palais et s'y renferma noblement, attendant l'événement. Le général Radet osa pénétrer jusqu'à lui, en escaladant les murailles. Il était de la dignité et du caractère du pontife romain de bien constater la violation de sa demeure et de n'opposer ensuite aucune résistance. Pie VII monta avec Radet dans une calèche, et partit comme un criminel d'État sous l'escorte de la gendarmerie. Voilà par quels moyens Josephin, de sa seule autorité, tenta de terminer la lutte entre les deux pouvoirs qui seuls alors dominaient l'Europe. Le pape gagna à cette odieuse et impolitique violence la couronne du martyr; la tiare prisonnière n'en devint que plus sacrée : toutefois hors de Rome, elle devrait être moins menaçante et surtout moins dangereuse. Rome, l'insaisissable Rome, se rappelant sans doute les vicissitudes de son histoire, assista presque

sans émotion à l'enlèvement de son souverain. Elle se crut destinée, et avec raison, à redevenir la capitale de l'Italie entière sous un prince impérial de France; elle sacrifiait sans arrière-pensée, à cet avantage réel, le vain titre de métropole du monde chrétien, dont Paris, grâce à la victoire de Wagram, venait de recevoir l'investiture. Rome vit donc partir le pape, non pas seulement comme un monarque, mais même comme un gouvernement qu'elle ne reverrait plus. Cependant toute la Haute-Italie se trouva à genoux sur le passage du Saint-Père; il arriva ainsi à Grenoble, bénissant les populations. Il eut le triomphe de la sainteté et celui de la persécution. Les peuples, prosternés sur sa route, ne savaient pas qu'il ne fallait regarder cette auguste infortune que comme un sacrifice tout mondain, offert à la défense d'intérêts purement temporels, résultat de cette guerre peu religieuse, dont l'excommunication, fulminée le 10 juin contre Napoléon et ses gouvernans de Rome, avait été le manifeste si expressif.

La violence exercée sur le pape, dans son propre palais, asile que l'histoire est loin de nous montrer comme inviolable de la part des princes ecclésiastiques et même de la noblesse romaine, donne l'idée de la grandeur de Napoléon. Elle était alors portée si haut dans l'opinion, que le détronement, que l'enlèvement du souverain pontife, ne paraissait aux yeux des rois, lieutenans de l'empereur des Français, qu'une application naturelle de leurs attributions. On n'a plus de doute à présent sur l'auteur d'un pareil événement. On sait comment Napoléon exécutait les résolutions qu'il prenait; s'il avait pu concevoir le projet de faire sortir le pape de sa capitale, il n'en eût pas ébargé une brigade de gendarmerie; malgré le caractère d'iniquité d'une semblable détermination, il l'aurait revêtu de formes politiques; il aurait fait tout disposer sur la route du Saint-Père, dont la destination eût été connue des hauts fonctionnaires résidant en Italie: le coup d'État se fut voilé de la pompe impériale; de grands honneurs, pendant tout le voyage, eussent calmé et peut-être éclairé l'étonnement des peuples. Au lieu de cela, le pape alla jusqu'à Grenoble sans s'arrêter, et sans être arrêté par aucun hommage officiel, traversant comme un simple prisonnier l'État de Toscane, où régnait un seigneur de Napoléon, et le Piémont, que gouvernait son beau-frère. Ni la grande-duchesse Élisabeth, ni le prince Camille Borghèse, n'avaient reçu l'avis du passage de l'auguste captif: cette observation seule, que l'histoire réclamait, suffit pour répondre aux acclamations dont se vit alors assiégé celui qui, le 6 juillet, jour de l'enlèvement du pape, répondit aux foudres du Vatican par la foudre de Wagram: en effet, l'excommunication du 10 juin avait pu être regardée

comme un complément du Bulletin de Vienne sur la bataille d'Essling. La France s'étant soustraite à la puissance pontificale pendant tout le cours de sa révolution, le cabinet de Vienne rencontra dès le principe une alliée plus dévouée dans la cour de Rome. Cette alliance n'avait été interrompue ni par les traités du pape, ni par ceux de l'Autriche avec le gouvernement français, ni par le couronnement de Napoléon: le cardinal Albani suivit à Vienne, pendant plus de vingt ans, les intérêts publics ou cachés de cette alliance, et ne revint à Rome qu'après la chute de Napoléon.

Quelque irrité que se montra Napoléon dans son intérieur, au palais de Schönbrunn, quand il apprit le départ du pape, il sentit qu'il ne pouvait publiquement désavouer son beau-frère, ni charger la faible tête du dignitaire de la petite royauté napolitaine, d'un délit qui eût soulevé contre lui ses propres sujets, altéré l'influence française en Italie, et laissé sans appui à Rome le gouvernement provisoire et purement civil de la consulte. Napoléon trouva d'ailleurs une telle action si audacieuse, qu'il jugea avec raison que l'Europe ne l'attribuerait qu'à lui seul. Il prit sur lui, par son silence, l'enlèvement du pape, comme il avait fait, non pour l'enlèvement et le jugement, mais pour l'exécution du duc d'Enghien. Bientôt les ordres de Schönbrunn arrivèrent à Grenoble. Le 12 août, le pape fut mis en possession du palais épiscopal de Savone. Un service de la maison impériale y fut attaché, avec cent mille francs par mois, et le frère du prince de Neufchâteau, César Berthier, nommé maître du palais pontifical. Mais Pie VII n'accepta du palais que la chambre qu'il occupait; il refusa la dotation d'entretien qui lui était assignée; il refusa aussi la cathédrale de Savone, érigée en chapelle papale. Il attira les regards par le mépris des grandeurs dont un ennemi voulait honorer sa captivité. Il reprit sa vie monacale, et son modeste oratoire fit à Napoléon, maître de Vienne, la guerre des miracles. De là il combattit toutes les dispositions que prenait l'empereur relativement au clergé; de là il cueillait par ses décisions les anciens comme les nouveaux titulaires des sièges épiscopaux de la France. Cette inaltérable opposition mit Napoléon dans la nécessité de pourvoir à ces interdictions par le gouvernement des vicaires apostoliques, et de former auprès de lui une haute commission ecclésiastique. Cependant une propagande secrète, active, s'échappait de Savone, et filtrait au travers des pompes et des tropées du grand empire: elle trouva bientôt un asile dans une de ses métropoles, à Lyon, où la trahison introduisit les bulles et les vengeances du Saint-Siège. Ce crime fut connu plus tard, et moins puni que réprimé. Ainsi, en 1809, il ne manqua rien à la scène du moyen

âge : il y eut excommunication, violence, captivité, miracles, trahison.

La péninsule ibérique était le théâtre d'une autre lutte. Le 18 juin, le général Suchet défit complètement, au combat de Belchite, le général Blake, qu'il avait déjà battu, le 15, sous les murs de Saragosse. Le 28 juillet, Joseph, à qui Napoléon n'avait pas laissé son génie militaire, fit un malheureux essai de ses armes à Talavera de la Reyna, où le maréchal Victor attaqua sir Arthur Wellesley avec une trop faible armée, au lieu d'attendre, d'après les engagements pris, la coopération du maréchal Soult et la jonction des maréchaux Ney et Mortier. La bataille de Talavera ne fut pas à beaucoup près une répétition de celles d'Arapiles, que Marmont perdit ainsi parce qu'il ne voulut pas attendre l'armée du roi. Cependant Joseph a pour major-général et pour conseil le maréchal Jourdan; ce prince ne réfléchit pas que le droit ne lui appartient point de compromettre sa fortune militaire dans une guerre où des succès constants peuvent seuls soutenir sa fortune politique. Wellesley eut à regretter six mille hommes, le roi presque autant. La victoire resta incertaine, car les Français coucubèrent sur le champ de bataille. Toutefois, le 9 août, à l'arrivée de son courrier, Wellesley fut fait vicomte de Wellington de Talavera, bien qu'il fut contraint d'abandonner cinq mille blessés. A trois lieues de là, le 8 août, le maréchal Soult, avec les corps de Ney et de Mortier, avait franchi le Tage au-dessus du pont de l'Arzobispo. Le même jour, le maréchal Victor surprenait le passage du Tage au duc d'Albuquerque, et le 21, le général Sébastiani mettait en déroute à Almonacid l'armée de Veuegas. Le 19 novembre, le maréchal Mortier, à la tête de vingt-cinq mille hommes, détruisit à Ocana, près d'Aranjuez, l'armée des insurgés qui comptait cinquante mille combattans. L'occupation des défilés de la Sierra-Morena n'avait fait qu'ouvrir l'Andalousie aux Français : la victoire d'Ocana décida l'invasion de cette province. Le 25, à cinq lieues de Salamanque, le général Kellermann livra le beau combat d'Alba de Tormés, battu avec quelques régimens de cavalerie une nombreuse armée espagnole, et lui enleva son artillerie. Enfin, après cinq mois d'un siège mémorable, habilement conduit par le général Gouvion-Saint-Cyr, la forte place de Gironne capitula, et se rendit, le 10 décembre, au maréchal Augereau : on trouva dans la ville deux cents pièces de canon.

La victoire d'Ocana, qui pacifiait le midi de l'Espagne, amena cependant un faibeu résultat. Ce succès alors si important arrêta malheureusement Napoléon, qui, depuis les nouvelles de Talavera, avait résolu d'aller prendre lui-même la direction de la guerre. Déjà la garde impériale était en pleine

marche : une partie venait d'arriver à Bordeaux à la fin de décembre; la cavalerie était à Poitiers; l'infanterie et l'artillerie sur la Loire. Cent mille hommes se dirigeaient vers les Pyrénées. L'Empereur avait le projet de battre séparément l'armée anglaise cantonnée du côté de Badajoz, et l'armée espagnole réunie dans la Manche. Le nœud de ces opérations était l'occupation de Cadix et de Lisbonne. Indépendamment de l'influence que la présence du vainqueur de Wagram devait exercer sur ses ennemis de la Péninsule, elle eût été toute-puissante pour réduire au silence les rivalités qui s'élevaient parmi les chefs de ses armées : on sait combien ces divisions furent fatales. Le maréchal Soult remplaçait, comme major-général de l'armée, le maréchal Jourdan, qui avait instamment demandé et enfin obtenu de retourner en France. L'armée vit partir avec regret un de ses plus anciens et de ses plus illustres capitaines. Joseph n'avait pas sur les maréchaux cette autorité du génie à laquelle, sous les yeux de Napoléon, ils étaient habitués à sacrifier leur ambition et leurs jalousies.

Le 14 janvier 1810, après avoir parlé de l'exécution d'un adjudant-major du 18^e de dragons nommé *d'Argentan*, convaincu d'espionnage et d'intelligence avec le général Wellesley en Portugal, le *Moniteur* ajoutait : « A cette occasion, des bruits injurieux se sont répandus sur le compte du duc de Dalmatie. Nous sommes autorisés à déclarer que ces bruits sont contouvés et faux. S. M. n'a pas cessé d'avoir confiance dans la fidélité et les bons sentimens du duc de Dalmatie; elle lui en a donné une nouvelle preuve en le nommant major-général de son armée d'Espagne. »

Cette insertion imposa silence à une calomnie alors accréditée : on prétendit que le maréchal avait été au moment de se faire reconnaître roi de Portugal, sous le nom de *Nicolas I^{er}*; on disait même que la proclamation de cette royauté avait été faite à Lisbonne et à Oporto, et que la cérémonie du baise-main avait eu lieu. Cette fable se soutint pendant quelque temps parce qu'elle était absurde. Les hommes de bon sens savaient bien qu'Alexandre n'avait eu de successeur qu'après sa mort, et que Napoléon n'encourageait pas ses lieutenans à hériter, lui vivant, d'une une de ses conquêtes. Quoi qu'il en soit, une pareille anecdote, inventée par une malveillance aussi aveugle que passionnée, donne l'idée de l'esprit qui régnait à cette époque dans les armées françaises de la Péninsule, où jamais n'avait été plus nécessaire la présence de celui devant lequel devaient se taire toutes les ambitions et toutes les rivalités. Napoléon apparaissant en Espagne, couvert des lauriers de Wagram, eut peut-être fait de Joseph un roi, et des Espagnols une vé-

ritable nation. Le pavillon britannique avait été plus heureux dans les mers occidentales et sur les côtes de France, qu'aux bouches de l'Escaut et dans les mers de Naples. Les Anglais avaient fait capituler à la Martinique le capitaine-général Villaret-Joyeuse, le 14 février, et ils étaient restés maîtres de cette colonie. Le général Ferrand, avec une poignée de Français de l'expédition du général Leclerc, avait pu se maintenir pendant cinq ans à Saint-Domingue contre l'insurrection triomphante des noirs; mais assailli à la fois par les habitans espagnols devenus ennemis de la France, et par les Anglais, il dut se soumettre le 7 juillet à une convention en vertu de laquelle l'île Saint-Domingue vit tomber le dernier drapeau français. Nos établissemens du Sénégal subissaient également la loi britannique le 14 juillet. Ces exploits de la marine anglaise sont obscurs en comparaison de ses défaites partout où elle a trouvé de la résistance, soit aux bouches de l'Escaut, soit enfin aux rives du Bosphore et en Égypte.

Les véritables succès de l'Angleterre en 1809 sont purement maritimes. Ainsi, au combat du 12 avril

devant l'île d'Aix, de quatorze vaisseaux français, mouillés sous le feu des batteries, qu'une escadre anglaise armée de brûlots attaqua vivement, six furent réduits à s'échouer, six autres brûlés, et deux seulement parvinrent à remonter la Charente, sans que l'ennemi perdit un seul de ses bâtimens. Avec non moins de malheur, le contre-amiral Baudin, rencontré par les Anglais sur les côtes du département de l'Hérault où il escortait un convoi, se vit pareillement obligé de s'échouer et de mettre le feu à deux de ses vaisseaux. Le convoi alla se réfugier dans la baie de Roses. Au reste, malgré les efforts de Napoléon, et quoiqu'il ait touché au moment de s'assurer l'empire du monde par une grande expédition maritime, on peut dire que la marine française ne survécut pas à Louis XVI, qui en porta si haut la gloire dans les deux hémisphères. L'Angleterre avait achevé de se venger de ce prince et de la France royale à Quiberou. Ce n'était pas la première fois qu'elle aidait de son or et de ses armes les passions démagogiques, dont le triomphe momentané mit plusieurs fois en péril la liberté conquise par la révolution.

CHAPITRE III.

PAIX DE VIENNE. — ATTESTAT DU JEUNE STARS CONTRE LES JOUES DE NAPOLEÓN. — RETOUR DE NAPOLEÓN A PARIS. — DISSOLUTION DE SON MARIAGE.

L'EMPEREUR célébra le jour de sa fête, à Vienne, par des récompenses militaires. Il nomma Berthier prince de Wagram, Davoust prince d'Eckmühl, Masséna prince d'Essling; ce dernier titre et celui de duc de Rivoli, réunis sur la tête du héros de Zurich, prouvent surtout que Napoléon ne craignait pas d'attacher au nom de ses premiers lieutenans le souvenir des actions où leur influence personnelle avait le plus contribué au triomphe de ses armes. Les soldats n'eurent pas moins de part que leurs chefs à la munificence de l'Empereur. Il accorda des dotations aux amputés, pensionna les veuves des guerriers morts au champ d'honneur, adopta leurs enfans, et décréta en outre l'érection d'un obélisque avec cette inscription : *Napoléon au peuple français*. On reconnaît dans cette idée, ainsi que dans beaucoup d'autres, l'homme qui avait reçu la profonde empreinte de la révolution, qui ne pouvait s'empêcher de lui emprunter des institutions populaires, et souvent le seul langage capable d'ébranler les masses. Le monument qui associait la nation aux victoires de l'Empereur devait occuper le terre-plein du Pont-Neuf, où s'élève aujourd'hui la statue de Henri IV : il était dans la destinée de ce bel emplacement de ne pas échapper à la gloire nationale. Napoléon fonda encore le même jour l'Ordre des Trois-Toisons, ordre purement militaire, à l'instar de ceux de Marie-Thérèse et de Saint-Georges : on le nomma plaisamment *l'Ordre du Sépulcre*, en raison de la difficulté de remplir les conditions exigées des candidats, soit pour le nombre des combats auxquels il fallait avoir assisté, soit pour le nombre des blessures. La dénomination consacrée à

la nouvelle institution désignait la possession de la Toison de Bourgogne et les conquêtes de celles d'Autriche et d'Espagne. Une pareille création était également impolitique à l'égard de l'Europe au moment de la paix, et à l'égard de la France, où la Légion d'Honneur, qui reposait sur des principes d'égalité, suffisait à toutes les ambitions et à tous les services rendus au pays. Aussi l'ordre des Trois-Toisons fut-il bientôt abandonné comme trop contraire à l'esprit et aux intérêts du siècle : cette pensée avait échappé au vainqueur des Autrichiens : l'Empereur des Français la réprima.

Cependant les conférences d'Altenbourg ne se terminaient point. On négociait de part et d'autre, l'épée au côté. Le quartier-général autrichien parlait assez hautement de dénoncer l'armistice le 20 septembre, pour que Napoléon se crût forcé de s'occuper du plan d'une nouvelle campagne qui porterait le théâtre des hostilités en Bohême. La présence des Anglais devant Flessingue, et l'activité imprimée par eux à la lutte espagnole, continuaient d'exercer une influence très directe sur les dispositions du cabinet de Bude. A Altenbourg, le duc de Cadore articulait de dures prétentions, et le comte de Metternich, au lieu de les discuter, les éludait en émettant d'autres propositions d'une véritable perfidie, telle que celle de céder les deux Gallicies. Le retard et la mollesse des mouvemens du général russe Gallitzin pendant la guerre, et ses refus de coopération avec le prince Poniatowski, ne pouvaient permettre au négociateur français de s'appuyer sur l'alliance de la Russie, que la cession des deux Gallicies eut trop directement menacée. Les

plénipotentiaires d'Altenbourg restaient en présence sans rien finir, quand, le 8 septembre, le comte de Bubna arriva à Schoenbrunn, porteur d'une lettre par laquelle son souverain déclarait rejeter les conditions du duc de Cadore. Cette circonstance devenait grave, et amena des conférences entre le duc de Bassano et M. de Bubna : toutefois, comme la lettre de l'Empereur d'Autriche était menaçante, Napoléon, après y avoir répondu, avait pris la résolution de charger le maréchal Masséna de la conquête de la Bohême, avec une armée de quatre-vingt mille hommes. Il partit lui-même le 13 pour aller visiter les divers corps, et ce fut sur le champ de bataille d'Austerlitz qu'il donna ses ordres au maréchal Davoust. Il est vrai que le présent ne ressemblait pas au passé : Napoléon n'avait plus la même armée : celle qui se composait des débris de toutes les armées de la République, des vainqueurs du Rhin, du Danube, des Pyramides, des Alpes, de l'Italie, de l'Égypte, de Marengo, et de l'immortelle campagne que termina la bataille des trois empereurs. La cavalerie d'Austerlitz manquait aussi à Napoléon, qui perdit entre autres tout le corps des cuirassiers à Essling. Il sentait bien que sa position n'était plus la même; d'ailleurs la jeune armée, dont il avait obtenu des prodiges, n'était pas encore reposée de ses derniers succès; mais Napoléon savait mieux que son ennemi quelle puissance morale la victoire exerçait sur ses soldats, auxquels il savait si bien l'art de parler, et ils venaient de recevoir dans leurs rangs trente-six mille blessés sortis des hôpitaux, six mille prisonniers échangés, et des détachemens arrivés de France. De son côté l'archiduc avait bien reconnu aussi la différence de ses armées d'aujourd'hui avec ses vieilles bandes d'autrefois; néanmoins ses forces se trouvaient encore imposantes, et Napoléon ne pouvait pas maintenant commander impérieusement la paix comme à Presbourg. Dans les nouvelles idées qui motivèrent l'inspection solennelle de ses troupes au moment où la guerre semblait toujours imminente, on admettra sans peine la tentation et même le dessein de donner à l'Europe le spectacle du démembrement de la monarchie autrichienne, résultat peut-être infaillible de la conquête d'un de ses trois royaumes, de cette Bohême dont Masséna avait déjà fait explorer toutes les avenues; mais cette grande opération, à laquelle Napoléon, dans ses *Mémoires*, affirme qu'un archiduc n'eût pas resté étranger, était bien autrement facile après Austerlitz, où l'armée russe exterminée se voyait hors de la question, qu'après Wagram; puisque, demeurée intacte durant la campagne, elle aurait nécessairement, au premier indice d'un semblable projet de la part de Napoléon, révélé brusquement, à un allié qu'elle trompait, le secret de son inaction depuis le com-

mencement jusqu'à la fin de la guerre. Tel fut, sans aucun doute, indépendamment des justes craintes que devaient lui inspirer les obsessions de l'Autriche auprès du cabinet de Berlin, depuis l'ouverture des hostilités, tel fut le véritable et important motif qui fit supporter à Napoléon les dégoûts de la négociation d'Altenbourg. La Russie continuait d'offrir au cabinet autrichien la médiation armée, que, sans trop de ménagement pour la France, elle n'avait cessé de déployer pendant la campagne de Pologne, au lieu d'une coopération active contre la Maison d'Autriche. La Russie sauva l'Autriche après Wagram. Ce bienfait ne devait pas être perdu. La même position vis-à-vis de la France dicta la même conduite à l'Autriche deux ans plus tard, en faveur de la Russie.

Cependant la réponse de l'empereur Napoléon ne put pas avoir aplani les difficultés, malgré l'abandon des Bouches de l'Escaut par la flotte anglaise; cet événement, grave pour la politique autrichienne, loin de l'amener à des sentimens de conciliation, l'irrita davantage. Le comte de Stadion réclama avec hauteur de lord Bathurst, en dédommagement du départ de l'expédition britannique, l'exécution de l'engagement antérieur, que l'Angleterre avait contracté, c'est-à-dire une diversion armée dans le nord de l'Allemagne. C'était cette diversion sur laquelle le duc de Brunswick et le partisan Schill avaient inutilement compté, et dont le défaut causa la ruine de leurs entreprises. Ainsi, tandis que M. de Champagny et M. de Metternich traitaient de la paix à Altenbourg, la cour de Bude revendiquait de son allié de Londres les moyens de reprendre les hostilités. Plus constante, plus ferme encore dans ses refus aux propositions françaises, le 19 septembre, elle les déclarait de nouveau inadmissibles, attentatoires à l'existence de la monarchie; elle alla même jusqu'à dire qu'elle se voyait obligée de circonserire la durée des négociations. Ce n'était point là le langage de l'empereur François au bivac de Napoléon, après Austerlitz.

Mais pendant que les plénipotentiaires des deux cours faisaient à Altenbourg la grande guerre diplomatique, M. de Bassano et de Bubna manœuvraient à Schoenbrunn sur un terrain moins orageux. Le premier découvrit que la faiblesse présumée de notre armée était en dernier terme la raison secrète de la résistance du cabinet autrichien; en conséquence, il saisit l'occasion de laisser voir à M. de Bubna un état détaillé des forces françaises ainsi que de celles qui étaient en marche, et ne lui cacha point que l'expédition anglaise sur l'Escaut ayant tourné entièrement à la confusion du gouvernement britannique, l'empereur Napoléon se disposait à rouvrir la campagne et fermerait aussitôt tout accès

à des négociations. Une semblable déclaration frappa M. de Bubna, qui se retrancha dès ce moment dans la recherche des conditions finales de la paix. Cette négociation, d'abord incidentelle, devint alors la principale; elle amena bientôt la discussion et la fixation précise des bases du traité. M. de Bubna courut à Dotis rendre compte de l'état des choses à son souverain : ce prince ne tarda pas à demeurer convaincu que la nouvelle guerre dont il était menacé pouvait, peut-être en peu de jours, compromettre bien plus l'existence de sa couronne que le refus des propositions d'Altenbourg ne pouvait la garantir : passant donc subitement d'une résistance pleine de hauteur à une extrême facilité, il envoya à Seborsbrunn, avec le comte de Bubna, le prince de Lichtenstein, muni de pleins pouvoirs pour traiter. En vingt-quatre heures, le prince et le duc de Bassano eurent arrêté les clauses générales. Le ministre des relations extérieures, duc de Cadore, fut rappelé d'Altenbourg par une lettre du 27 septembre pour conclure la négociation définitive. Le prince Jean de Lichtenstein était plénipotentiaire, au lieu de M. de Metternich, dont les deux empereurs paraissaient également mécontents. La France demandait cent millions de contributions de guerre, l'Autriche n'en voulait donner que la moitié. Un événement inattendu mit fin à cette discussion, qui de part et d'autre n'était pas sans opiniâtreté.

On était au 13 octobre; les troupes défilèrent à Schönbrunn devant Napoléon : un étudiant, nommé Frédéric Stabs, âgé de dix-huit ans, fils d'un ministre protestant de Hambourg, s'avança tout d'un coup vers l'Empereur, placé entre le prince de Neufchâtel et le général Rapp, aide-de-camp de service, et lui adressa la parole en allemand. Napoléon accueillit ce jeune homme avec bonté, et le renvoya au général Rapp, qui parlait sa langue. Stabs, passant derrière la foule, se rapprocha encore de Napoléon. Rapp, en éloignant Stabs, sentit une arme cachée; il le fit saisir par un gendarme qui l'entraîna. On trouva sur ce jeune fanatique un grand couteau et un portrait. Amené en présence de Napoléon, il déclara qu'il était venu pour délivrer son pays de l'oppressur de l'Allemagne. Napoléon inclinait à le regarder comme malade ou comme fou. « Ni l'un ni l'autre ! » s'écria Stabs. Corvisart, ayant été consulté, lui tâta le pouls et répondit : « Monsieur se porte bien. — Je vous l'avais bien dit, » reprit Stabs avec une sorte de satisfaction. Napoléon, vivement frappé de l'assurance de ce malheureux, lui promit sa grâce s'il demandait pardon de son crime. Stabs affirma qu'il n'avait que le regret de n'avoir pu réussir. « Il parait qu'un crime n'est rien pour vous? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est ce portrait trouvé sur vous? — Celui de ma meilleure amie, de la fille

adoptive de mon vertueux père. — Quoi! votre cœur est ouvert à des sentimens si doux, et, en devenant un assassin, vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre les êtres que vous aimez? — J'ai cédé à une voix plus forte que celle de ma tendresse. — Mais en me frappant au milieu de mon armée, pouviez-vous échapper? — Je suis en effet étonné d'exister encore. — Celle que vous chérissez sera bien affligée. — Elle sera bien affligée de ce que je n'ai pas réussi; elle vous hait autant que je vous bais moi-même. — Si je vous faisais grâce.... — Je ne vous tuerais pas moins. » Stabs fut encore interrogé en prison et persista dans ses aveux. Il refusa toute nourriture depuis le jour de son arrestation jusqu'au 17, où il subit son arrêt; il dit qu'il avait assez de force pour aller à la mort. Arrivé au lieu de l'exécution, on lui annonça que la paix venait d'être signée, et il s'écria : « Vive la liberté! Vive l'Allemagne! » Ce furent ses dernières paroles. Jusqu'au moment fatal, Napoléon penchait pour le pardon, et peu s'en fallut que Stabs ne conservât la vie.

Cependant, le 11, de sérieuses difficultés s'élevaient entre les plénipotentiaires, et nos corps d'armée avaient reçu des ordres. Frappé de la responsabilité qui pesait sur sa tête, le prince de Lichtenstein se sacrifia. Il accorda quatre-vingt-cinq millions de contributions au lieu de cinquante, et le 14, dans la nuit, il signa, les larmes aux yeux, le traité de Vienne.

Par ce traité, conquis les armes à la main, l'Autriche dut abandonner : 1^o aux souverains de la Confédération rhénane les pays de Saltzbourg et de Berchtolsgraden, et la partie de la Haute-Autriche située au-delà d'une ligne partant du Danube, depuis Strass jusqu'au lac de l'Alter, frontière de Saltzbourg; 2^o à la France les pays de Gorietz, Montefalcone, Trieste, la Carniole, le cercle de Villach, une grande partie de la Croatie, Fiume, le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne, la rive droite de la Save, devenue limite entre les deux États; 3^o au roi de Saxe les enclaves de la Bohême situées dans son royaume, et, en sa qualité de grand-duc de Varsovie, la nouvelle Gallicie, l'arrondissement de Craeovie, etc.; 4^o à la Russie un territoire de quatre cent mille ames dans l'ancienne Gallicie, etc. Cette cession à la Russie du district de Tarnopol ne pouvait compenser pour elle la cession de la Gallicie occidentale au grand-duc de Varsovie, qu'elle dut regarder comme la base du rétablissement prochain du trône de Pologne, outre qu'une disposition formait une infraction au traité de Tilsit. C'était menacer ou au moins inquiéter la Russie, avec laquelle Napoléon ne se trouvait pas en état de solder le compte de la conduite militaire du prince Gallitzin en Pologne. Cette clause en faveur du grand-duc de Varsovie émanait néces-

sairement une secrète et vindicative intelligence entre Vienne et Pétersbourg. Napoléon, je crois l'avoir déjà dit, n'avait pas à beaucoup près, pour conduire une négociation, le génie qui, dans aucune époque de sa vie, ne lui manqua pour conduire une guerre. L'Autriche s'engageait aussi à reconnaître tous les changemens survenus et à survenir en Espagne, en Portugal et en Italie, et elle adhérait au système continental.... Voilà les principales clauses du traité de Vienne. Il était déclaré commun aux rois d'Espagne, de Hollande, de Naples, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie; au prince Primat; aux grands-ducs de Bade, de Berg, de Hesse-Darmstadt, de Wurtemberg, et à tous les princes de la confédération du Rhin. Telle se présentait à cette époque la clientèle de l'empire français! Peut-être une victoire, une seule victoire remportée en Bohême, eût-elle joint à cette nomenclature de souverains un roi de Bohême, un roi de Hongrie, un roi ou un duc d'Autriche. La soumission du cabinet de Bude à de semblables conditions, qui dépouillaient l'Autriche de toutes ses frontières défensives et offensives, prouvait suffisamment l'état de désespoir où l'avait réduite, non la bataille de Wagram, bataille moins bien gagnée par l'armée de Napoléon que celle d'Austerlitz, mais l'accroissement successif de nos forces au milieu des négociations. D'un autre côté, je le répète, on ne saurait douter que, dans le projet qu'il avait conçu de reconstruire la vieille Europe et de la doter de constitutions représentatives, Napoléon n'eût songé à la division de l'empire d'Autriche en trois États indépendans, dont chacun conserve encore à présent les formes, et invoque peut-être les souvenirs de son antique constitutionnalité. Mais le temps seul est le juge de ces deux grands procès sans cesse débattus dans l'histoire des peuples; le premier est le droit de la conquête sur leur indépendance, le second est le droit de leur indépendance sur la conquête.

Le 15, Napoléon partit pour Passau et pour Munich, où il devait attendre la ratification encore incertaine de l'empereur d'Autriche. Des signaux furent placés sur la route, afin d'informer promptement Napoléon de ce qui arriverait. Jamais aucune paix ne ressembla autant à la guerre. Avant son départ, l'Empereur avait remis le commandement au major-général, en lui donnant les ordres les

plus précis et les plus circonstanciés pour le cas de l'évacuation, qu'il régla de manière à préserver nos troupes de toute surprise. Par la lettre qui contenait ces dispositions, il enjoignait à Berthier de faire sauter les bastions de Vicence, et plus tard les fortifications de Brunn, Raab, Gratz, de démolir entièrement les travaux de Spitz, mais seulement après l'échange des ratifications, qui eut lieu le 19. Le 22, Napoléon en reçut la nouvelle à Munich, ainsi que la réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre qu'il lui avait écrite après la signature du traité : cette réponse respirait le sentiment d'une union à laquelle semblait attachée la prospérité des deux nations. La paix était dans la lettre de François, mais la guerre resta dans son cabinet. Napoléon quitta la capitale de la Bavière le 25, et le 26 il arriva à Fontainebleau.

Tandis que Napoléon revenait triomphant de Munich dans ses États, Frédéric-Guillaume, après trois ans d'absence, reprenait, le 20 novembre, à Berlin, le faible trône que le traité de Tilsitt lui avait laissé; il remontait sur ce trône sous la protection, non du souverain qui le lui avait rendu, mais de celui qui en avait obtenu la restitution. Frédéric trouva à Berlin un auxiliaire puissant dans une affiliation étroite avec les secrets ennemis de la France. Son conseil venait de lui faire pendant sa retraite à Memel, et à son insu peut-être, la campagne de 1809, par les armées du duc de Brunswick, du major Schill, et de concert avec l'Autriche et l'Angleterre. Ce n'étaient pas là d'heureux présages pour la conduite future du roi cavers Napoléon.

Vienne et Berlin sortant de captivité, Londres humiliée, Paris dans l'ivresse des fêtes de la victoire et de la paix, présentent un contraste que l'histoire s'empresse de saisir, tant l'incoustance de la fortune lui est connue. Les rois nouveaux de la vieille Europe, les grands vassaux de Napoléon sont tous accourus dans sa capitale; ils y sont appelés, non-seulement comme légataires du testament politique que la cour de Vienne a signé en leur faveur sous la dictée du conquérant qui domine le continent, depuis les frontières de la Russie et de la Turquie jusqu'aux derniers rivages de la Méditerranée européenne, mais encore pour être les témoins d'un grand acte de réconciliation que leur présence doit en quelque sorte sanctionner.

LIVRE DOUZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(1809-1810.)

MARIAGE DE L'EMPEREUR AVEC L'ARCHIDUCHESSÉ MARIE-LOUISE. — LE PRINCE RÉGENT APPELÉ A L'HÉRÉDITÉ DU GRAND-DUCHÉ DE FRANCFORT. — PAIX DE LA SUÈDE AVEC LA FRANCE. — ASSOCIATION DU ROI DES HOLLANDES — RÉUNION DE LA HOLLANDE A L'EMPIRE. — LE PRINCE DE PONT-CORVO APPELÉ A L'HÉRÉDITÉ DU TRÔNE DE SUÈDE. — EXPÉDITION DE SICILE. — RÉUNION DU VALAIS ET DES VILLES ANSÉATIQUES A LA FRANCE.

Rome venait d'être le théâtre d'une scène du moyen âge; Paris devint celui d'une véritable pompe de l'empire romain. Parmi les courtisans couronnés de Napoléon, la capitale distingue à peine cette troupe de petits souverains d'Allemagne, qui, fiers alors de faire partie de la Confédération rhénaire, victorieuse de l'Autriche, se sont hâtés d'offrir à son protecteur le vaseage de l'orgueil germanique. L'Europe entière est représentée par les plus brillantes ambassades, sauf l'Angleterre, dont l'absence balance à elle seule toute cette clientèle diplomatique : cette laeune est immense. Napoléon sent bien qu'elle laisse à découvert une partie de sa puissance; aussi se propose-t-il d'opposer à ce grave danger l'influence du blocus continental. Dans la foule de ces princes, de ces rois, se cache le vainqueur de Raab, le fils adoptif du maître du monde; il cherche à se dérober aux hommages qu'on lui adresse, et chargé d'une mission déchirante pour son cœur, mais non funeste à sa gloire, il se voit, après Napoléon, le personnage sur lequel se porteront tous les regards. Vice-roi de la belle Italie, que sa valeur vient d'arracher à l'invasion autrichienne, et dont la couronne lui est assurée si Napoléon meurt sans postérité; fils de l'impératrice Joséphine, Eugène a été appelé pour la disposer à briser le nœud nuptial auquel son époux a attaché tant d'éclat. Le prince doit contribuer à se dépouiller lui-même du magnifique héritage qu'il a su dé-

fendre par ses armes, et que lui garantit la continuation du bonheur de sa mère. Napoléon avait bien choisi son interprète; jamais l'héroïsme de la reconnaissance ne mérita plus d'être admiré : ce sentiment levait triompher de la nature elle-même, et, en sacrifiant deux couronnes, Joséphine et Eugène allaient donner au monde l'exemple du dévouement le plus rare. Depuis long-temps Joséphine redoutait ce grand changement dans sa destinée; inquiète du simple contrat civil qui l'avait unie au général Bonaparte en 1796; devenue impératrice, elle fit d'abord consentir l'Empereur à demander secrètement avec elle la bénédiction nuptiale au cardinal Fesch. La crainte d'un divorce, dont elle était constamment obsédée, avait aussi poussé Joséphine à employer tous les moyens pour obtenir de Napoléon qu'elle pût recevoir en même temps que lui la consécration du pape.

Le 13 décembre le prince Cambacérés, archichancelier de l'empire, et le comte Regnault, secrétaire de l'état civil de la Maison impériale, furent appelés par lettres closes dans le cabinet de l'Empereur, à neuf heures du soir; tous les princes et toutes les princesses de la famille de Napoléon, ainsi que le vice-roi et la vice-reine d'Italie, faisaient partie de cette réunion, excepté le roi d'Espagne et la grande-duchesse de Toscane. L'Empereur s'adressant au prince archichancelier, lui dit : « ... La politique de ma monarchie, l'intérêt et le

« besoin de mes peuples, qui ont constamment
 « guidé toutes mes actions, veulent qu'après moi
 « je laisse à des enfans, héritiers de mon amour
 « pour mes peuples, ce trône où la Providence m'a
 « placé. Cependant, depuis plusieurs années, j'ai
 « perdu l'espérance d'avoir des enfans de mon ma-
 « riage avec ma bien-aimée épouse l'impératrice
 « Joséphine; c'est ce qui me porte à sacrifier les
 « plus douces affections de mon cœur, à n'écouter
 « que le bien de l'État, et à vouloir la dissolution
 « de votre mariage. Parvenu à l'âge de quarante
 « ans, je puis concevoir l'espérance de vivre assez
 « pour élever dans mon esprit et dans ma pensée
 « les enfans qu'il plaira à la Providence de me don-
 « ner... Ma bien-aimée épouse a embelli quinze ans
 « de ma vie... elle a été couronnée de ma main...
 « je veux qu'elle conserve le rang et le titre d'im-
 « pératrice... » L'impératrice Joséphine prit ensuite
 la parole et dit : « Je me plais à donner à notre
 « auguste et cher époux la plus grande preuve d'at-
 « tachement et de dévouement qui ait jamais été
 « donnée sur la terre; je tiens tout de ses boutés :
 « c'est sa main qui m'a couronnée, et, du haut de
 « ce trône, je n'ai reçu que des témoignages d'affec-
 « tion et d'amour du peuple français. Je erois re-
 « connaître tous ces sentimens, en consentant à la
 « dissolution d'un mariage qui, désormais, est un
 « obstacle au bien de la France, qui la prive du
 « bonheur d'être un jour gouvernée par les descen-
 « dans d'un grand homme, évidemment suscité par
 « la Providence pour effacer les maux d'une terri-
 « ble révolution, et pour rétablir l'autel, le trône
 « et l'ordre social... » Cette dernière phrase, dans
 cette réponse toute politique, était sans doute la
 manifestation des principes sur lesquels l'Empereur
 voulait s'appuyer plus fortement que jamais, en
 contractant une alliance avec une ancienne maison
 régnante en Europe. L'obéissance d'une reine répudiée
 n'avait pas encore été mise à une aussi grande
 épreuve. Il fut donc acte à l'Empereur et à l'im-
 pératrice des déclarations qu'ils venaient de faire
 de leur consentement à la dissolution de leur ma-
 riage; on dressa un procès-verbal, que signèrent
 les membres de la famille impériale, l'archichancelier
 et le secrétaire de l'état civil. Aussitôt un projet
 de sénatus-consulte fut adressé à l'archichancelier,
 qui convoqua le Sénat le lendemain 16. La
 séance s'ouvrit par l'admission au serment du prince
 vice-roi, qui paraissait pour la première fois au Sénat,
 le jour où la dissolution du mariage de sa mère
 allait être décrétée; mais le sacrifice était com-
 mencé depuis le dernier voyage de Napoléon à Milan.
 Si l'épouse avait été cruelle en présence de sa
 mère, dans le cabinet de l'Empereur, elle ne le fut
 pas moins au Sénat; car, après que le comte Ro-

gnault eut développé les motifs du sénatus-consulte,
 le prince vice-roi dut aussi avoir le courage
 de prendre la parole, et dit : « Lorsque ma
 « mère fut couronnée devant toute la nation par
 « les mains de son auguste époux, elle contracta
 « l'obligation de sacrifier toutes ses affections aux
 « intérêts de la France; elle a rempli avec cou-
 « rage, noblesse et dignité, ce premier des de-
 « voirs; son ame a été souvent attendrie en voyant
 « en butte à de pénibles combats le cœur d'un
 « homme accoutumé à maîtriser la fortune et à
 « marcher d'un pas ferme à l'accomplissement de
 « ses grands desseins. Les larmes qu'a coûtées cette
 « résolution à l'Empereur suffisent à la gloire de
 « ma mère... »

Alors le Sénat nomma une commission chargée
 de l'examen du projet de sénatus-consulte; elle se
 retira pour délibérer. A quatre heures et demie, on
 reprit la séance au retour de la commission.
 Le comte de Laëpède rendit compte de la dé-
 libération, dont le résultat, comme on le pense
 bien, n'était pas contraire au projet. Son discours
 offrit ce passage remarquable : « Eu ne portant
 « même nos regards que sur les prédécesseurs de
 « Napoléon, nous voyons treize rois que leur devoir
 « de souverain a contraints à dissoudre les unions
 « qui les unissaient à leurs épouses; et, ce qui est
 « bien digne de remarque, parmi ces treize princes
 « nous devons compter quatre des monarques fran-
 « çais les plus admirés et les plus chéris, Charle-
 « magne, Philippe-Auguste, Louis XII et Henri IV. »
 On vota au scrutin sur l'adoption proposée. Le
 scrutin, dit le *Moniteur*, donne, en faveur du pro-
 jet, le nombre de voix exigé par l'art. 36 de l'acte
 des constitutions du 4 août 1802. Il résulte de cette
 rédaction la certitude que l'assentiment du Sénat
 ne fut pas unanime; sa minorité exprima réelle-
 ment le vœu national. La France, qui aimait José-
 phine, la France, pour qui Napoléon n'avait pas eu
 besoin d'aïeux, s'affligea au bruit de cette résolu-
 tion, qui brisait en quelque sorte son lien de fa-
 mille avec son héros et son empereur. Napoléon se
 rendit immédiatement à Trianon, où il s'occupa de
 son nouveau mariage. Trois princesses convenaient
 presque également : la princesse royale de Saxe,
 une grande-duchesse de Russie, et une archidu-
 chesse d'Autriche. On entama trois négociations;
 les deux dernières surtout étaient très délicates; il
 fallait sonder les intentions sans s'engager. Avec
 l'Autriche tout se passa à Paris dans les formes les
 plus confidentielles. Les pourparlers préliminaires
 eurent lieu entre le prince de Schwartzemberg,
 deux jours après le divorce, le 19 décembre, et le
 comte Alexandre de Laborde, à qui le duc de Cas-
 sano avait confié cette mission. Les ordres pour les

communications à la Russie étaient en route. Au mois de janvier 1810, M. de Metternich avait jeté un mot sur le sujet des intentions actuelles du cabinet des Tuileries, dans une conversation avec le comte de Narbonne. Mais déjà on s'était entendu à Paris avec l'ambassadeur d'Autriche, sans cependant s'être lié définitivement. On restait libre de désavouer l'intermédiaire sans importance qui avait porté les premières paroles, et l'on attendait les réponses de Pétersbourg : elles annonçaient que l'empereur Alexandre n'avait pas semblé hésiter pour donner sa sœur, mais que l'impératrice-mère demandait du temps, plusieurs mois pour se décider ; qu'elle objectait la trop grande jeunesse de sa fille et la différence de religion : c'était un refus mal coloré. Après la démarche qu'il avait faite, Napoléon se voyait forcé de prendre un parti ; il le prit sans aucun regret. Le gouvernement s'était effrayé, je ne sais pourquoi, de l'inconvénient d'admettre dans l'intérieur une chapelle grecque, avec ce que l'on appela les intrigues des papes ; l'empereur ne pouvait d'ailleurs se réduire à attendre peut-être inutilement le terme des délais ou des objections de l'impératrice-mère, sans s'exposer à perdre les dispositions favorables que montrait la cour de Vienne. Le projet de l'alliance avec la maison de Saxe n'avait pas tenu devant les facilités de l'Autriche ; la dignité impériale se trouvait plus satisfaite du consentement de Vienne que de celui de Dresde ; et, puisqu'il faut le dire, la princesse de Saxe n'était déjà plus d'assez bonne maison pour le mari de Joséphine de la Pagerie. Le soir même du jour où arriva la dépêche de Pétersbourg, le prince Eugène se vit encore dans la cruelle nécessité de conclure et de signer le dernier acte politique qui déshéritait sa mère, c'est-à-dire la convention du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise.

Cependant il avait fallu soumettre à l'officialité de Paris la validité du mariage religieux de l'impératrice Joséphine, pour en obtenir la rupture. Le 14 janvier il fut déclaré nul, en vertu de la disposition du concile de Trente : « Que tout mariage est nul du moment qu'il n'est point fait en présence d'un curé de l'une des deux parties contractantes, ou de son vicaire, assisté de deux témoins. » On ignore par quelle raison le cardinal Fesch avait négligé de se conformer à cette disposition, trop importante pour permettre de croire qu'il ne la connaît pas. Quoi qu'il en soit, Napoléon, parce qu'il ne l'avait point observée, fut condamné par l'officialité à une amende de 6 francs envers les pauvres.

Le 3 mars, le prince de Neuchâtel, chargé de demander la main de l'archiduchesse Marie-

Louise, arriva à Vienne. Le même jour, l'empereur déclara le titre de grand-duc de Francfort réversible sur la tête d'Eugène après la mort du prince Primat.

Ainsi, dès lors Napoléon réservait dans sa pensée la couronne d'Italie, et probablement de l'Italie entière, pour apanage au second fils qui naîtrait de son nouveau mariage. Il est certain que déjà, à cette époque, tel était le vœu de l'Italie, et même de cette Rome qui, depuis les vicloires du général Bonaparte, et surtout depuis son avènement à la couronne de fer, avait sécularisé sa politique, et aspirait hautement à voir occuper, non le trône de l'Église, mais le trône des Césars, par un autre que par le successeur de saint Pierre.

Cependant, le 11, le prince de Neuchâtel avait épousé solennellement, au nom de son souverain, la fille de l'empereur François. Le 15, cette princesse quitta Vienne, accompagnée de plus de trois cents personnes, parmi lesquelles on comptait plusieurs dignitaires de l'empire d'Autriche, douze dames du palais, douze chambellans, etc., sans y comprendre les militaires. Une vaste baraque, divisée en trois salons, l'un regardant l'Autriche, l'autre la France, et celui du milieu déclaré neutre, avait été construite avec une promptitude et une magnificence extraordinaires, entre Braunau et Altheim. Cette construction rappelait celle du radeau du Niémen, à Tilait, et ne devait pas laisser un souvenir plus heureux. La reine de Naples, entourée d'une suite nombreuse, avait été envoyée par Napoléon pour recevoir la princesse des mains de sa famille. Le 16, la remise se fit en présence des deux cours, avec une pompe dont Napoléon lui-même avait pris le soin de diriger le cérémonial. Tout ce que renfermait la corbeille était un véritable miracle de cette industrie parisienne qui, sous le nom de modes, continue l'empire d'une domination française dans l'univers entier. Le luxe de la cour autrichienne et du cortège militaire, la qualité des personnes qui les composaient, donnèrent alors la mesure de la haute importance que la Maison d'Autriche attachait à ce mariage.

Après la cérémonie, Marie-Louise partit pour Braunau, où elle fut tout à coup transformée en impératrice des Français ; elle y quitta ses vêtements de Vienne, et ne vit plus autour d'elle que la maison que Napoléon lui avait formée. La princesse trouva sur la route, à chaque coucher, une lettre de son époux. Le 29, elle se mit en route pour Compiègne, où résidait l'empereur, entouré des princes de la famille impériale et de la cour la plus brillante. Napoléon s'était aussi occupé d'un cérémonial pour l'entrevue, fixée par lui au lendemain. Mais, cette fois, l'étiquette céda à son impatience, et le législa-

teur passa par-dessus sa propre loi. Au lieu d'attendre le jour suivant et de se rencontrer avec l'impératrice dans la tente du milieu, où la princesse devait s'incliner pour se mettre à genoux, et l'Empereur la relever, l'embrasser et s'asseoir à côté d'elle, Napoléon sortit furtivement du palais, accompagné du roi de Naples, dans une simple calèche, sans livrées. Vêtu de la redingote grise de Wagram, il se plaça en embuscade, à cause de la pluie, sous le porche d'une petite église, au-delà de Soissons, dans le village de Courcelle; et l'Impératrice devait y relayer. Aussitôt qu'elle arriva, il monta brusquement dans la voiture, et le lendemain il fit servir le déjeuner près du lit de l'Impératrice. Ce fut ainsi que se passa l'entrevue de Compiègne, que l'on appela la surprise de Courcelle. Le 30, toute la cour se réunit à Saint-Cloud pour la célébration du mariage civil. Napoléon habita à Saint-Cloud le pavillon d'Italie, comme à Compiègne il avait habité l'Hôtel de la Chancellerie. Le 1^{er} avril, le mariage fut prononcé par l'archidiacre; le soir, on donna sur le théâtre de la cour *Iphigénie en Aulide*, devant l'Achille français, qui alors était le roi des rois.

Le 31, l'Empereur et l'Impératrice firent leur entrée solennelle dans la capitale, au milieu d'un concours immense de peuple. Ils reçurent la bénédiction nuptiale du grand-aumônier de France, le cardinal Fesch, qui, cette fois, n'oublia pas l'assistance du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse du château des Tuileries. On déploya dans cette occasion la plus grande magnificence. On avait disposé en chapelle une salle de la galerie du Louvre, avec des tribunes pour les rois, les autres souverains et les ambassadeurs. Les rois, reines, princes et princesses de la famille impériale, assistèrent l'Empereur et l'Impératrice à cette majestueuse et brillante solennité, qui eut aussi pour témoins les membres du sacré collège : quelques cardinaux seulement voulurent soutenir les droits du sacre pontifical, s'abstinrent de paraître, et furent éloignés. Tous les corps de l'État, toutes les dignités civiles et militaires, enfin tout ce que la cour de France et les cours étrangères pouvaient, indépendamment de la capitale, offrir de plus distingué, se trouvaient réunis, au nombre de huit mille personnes, dans la grande galerie. Pendant toute la journée, la cour et la ville furent dans l'ivresse d'une fête générale. Cependant le souvenir fatal de celle du mariage de l'archiduchesse Marie-Antoinette attristait involontairement la pensée; et, trois mois après, le 1^{er} juillet, l'incendie qui embrasa tout à coup la maison où le prince de Schwartzemberg donnait un bal à la fille de son souverain, renouvela cruellement ce souvenir.

L'Impératrice courut quelque danger, dont Napoléon la préserva. Une belle-sœur de l'ambassadeur périt, ainsi que quelques autres personnes. Le grand nombre reçut des blessures graves. Les témoins du mariage de Louis XVI avaient prédit une issue funeste à la nouvelle alliance avec la Maison d'Autriche : leur prophétie ne s'accomplit que trop bien. Cette alliance avait été contractée dans les remparts de Vienne détruits par Napoléon; quatre ans plus tard, elle sera dissoute à jamais dans les murs de Paris envahis par l'empereur Français.

Le jour même de la célébration du mariage civil de l'Empereur à Saint-Cloud, les princes d'Espagne donnèrent à Valencey une fête brillante, précédée d'un *Te Deum* solennel et suivie d'un banquet. Ferdinand porta un toast ainsi conçu : « *A nos augustes souverains le Grand Napoléon et Marie-Louise, son auguste épouse!* » Mais la fête fut un peu troublée par l'arrestation d'un baron de Kolli, Irlandais, qui se présenta au prince des Asturies avec deux lettres du roi d'Angleterre, en date du 31 janvier, contre-signées lord Wellesley, et relatives à l'enlèvement de Ferdinand. Celui-ci s'empressa de dénoncer cet agent au chef d'escadron Berthemy, gouverneur de Valencey, et lui dit : « Les Anglais ont fait bien du mal à la nation espagnole : sous mon nom, ils font encore couler le sang. Le ministère anglais, trompé lui-même par la fausse idée que je suis ici retenu de force, me fait proposer des moyens d'évasion. » Après cette noble et courageuse dénonciation, le baron de Kolli, envoyé au ministre de la police générale, partit sous bonne garde pour Paris, avec toutes les pièces de conviction. Ferdinand, dans le dessein de mieux prouver à l'Empereur combien il était étranger à cet événement, écrivit au commandant Berthemy : « J'ai voulu, monsieur, vous faire savoir moi-même que je suis informé de cette affaire, et manifester itérativement, dans cette occasion, mes sentiments de fidélité inviolable pour l'empereur Napoléon, et l'horreur que m'inspire ce projet infernal, dont je désire que les auteurs et les complices soient punis comme ils le méritent. » Deux jours avant, ce même prince avait aussi écrit au commandant Berthemy : « Mon premier désir est de devenir le fils adoptif de S. M. l'Empereur, notre auguste souverain. Je me crois digne de cette adoption, qui serait véritablement le bonheur de ma vie, par mon amour et mon attachement parfait pour la personne sacrée de S. M., comme par ma soumission et mon obéissance entières à ses intentions et à ses ordres.... » Il terminait sa lettre en demandant de quitter Valencey. De son côté, le baron de Kolli déclara au mi-

nistre qu'il avait deux cent mille francs et un crédit ouvert, et que quatre bâtimens de guerre étaient à sa disposition sur la côte de Quiberon.

Le 17 avril, l'Empereur et l'Impératrice partirent de Compiègne pour aller visiter le canal de Saint-Quentin, Cambrai, Anvers, Bruxelles. Le roi et la reine de Westphalie, et le prince vice-roi, accompagnaient Napoléon. A Anvers, l'empereur vit lancer le plus fort vaisseau que l'on eût construit sur les bords de l'Escaut; il était de quatre-vingts canons. Ce bâtiment reçut la bénédiction de M. l'archevêque de Malines, à la tête de son clergé. Le roi de Hollande vint rejoindre l'Empereur à Anvers. Napoléon parcourut les principales villes de la Belgique, de la Zélande, et de l'île de Walcheren. Ce voyage était une grande reconnaissance des Bouches de l'Escaut, sur lesquelles l'expédition britannique dans la dernière campagne avait fortement attiré l'attention de Napoléon, qui voulait en outre aller inspecter lui-même les pays cédés par le roi son frère, conformément à la convention du 16 mars, ratifiée le 31, et dont la remise venait d'être faite le 17 avril, jour de son départ de Compiègne. Cette cession comprenait le Brabant hollandais, la Zélande, l'île de Schoonen, une partie de la Gueldre, et limitait au cours du Vabal la France et la Hollande. Le voyage de l'Empereur devait encore produire d'autres fruits.

Des fêtes de toute nature célébrèrent dans chaque ville l'union de Napoléon et de Marie-Louise, et partout le cri de la paix se confondit avec les bénédictions des peuples. En visitant les côtes septentrionales de son empire et les derniers départemens réunis, Napoléon s'applaudit des nouvelles conquêtes du blocus continental. Le 6 janvier, la Suède y avait accédé, en recevant la restitution de la Poméranie pour prix de sa soumission. Désormais les traités n'auront plus d'autre base, les ruptures d'autres motifs, les alliances d'autre lien. L'année 1810 présente le système qui exclut les Anglais de l'Europe, comme une guerre à outrance faite à leur commerce. C'est aussi la seule que la France puisse entreprendre contre ses implacables ennemis, avec ses alliés peu fidèles du continent, avec les Hollandais, sujets du comte de son empire. Pour ces nations, l'alliance de Napoléon est une tyrannie véritable, mais nécessaire. Cette terrible raison d'État plane sur l'Europe entière à qui la force et le génie l'imposent comme une loi sans modification, comme un arrêt sans appel : aucune considération ne pourra y soustraire les plus puissans princes. C'est la peine de mort contre l'infracteur du cordon sanitaire autour d'un canton pestiféré. Le système continental dans toute sa rigueur devient la condition du trône pour ceux qui l'oc-

cupent; l'inexorable nécessité prescrivait ce despotisme à la volonté de Napoléon, afin de réduire la Grande-Bretagne à l'extrémité de la paix. Toujours occupé de ce dessein, Napoléon continua la tournée des côtes en revenant vers la capitale. Il visita Bruges, Gand, Lille, Calais, Dunkerque; il revit Boulogne et la tour de César. Le 27 mai il était à Dieppe, le 29 au Havre, le 30 à Rouen, et le 1^{er} de juin à Saint-Cloud. Partout il laissa des traces de sa sollicitude pour la prospérité des peuples. Son passage fut marqué, ici par de hautes dispositions administratives, là par des créations maritimes, par d'importantes concessions aux villes du Nord, et par de nobles récompenses à ceux qui avaient bien mérité de l'État dans toutes les carrières. En même temps il faisait partir les croix d'honneur pour ses braves du Portugal. Les fêtes du mariage furent consacrées dans les principales villes par l'union d'une foule de soldats qu'il dota. Déjà l'année 1810 avait été inaugurée par un décret qui ordonnait de placer sur le pont de la Concorde les statues décernées aux généraux Saint-Hilaire, Espagne, Lasalle, Lapisse, Cervoni, Colbert, Latour, morts au champ d'honneur. Peut-être le voyage impérial embrassa-t-il encore d'autres intérêts; peut-être, pendant le séjour d'Anvers, Napoléon découvrit-il la trace des inquiétudes que lui donna à Vienne le dictateur militaire du duc d'Otrante, lorsque ce ministre créa pour la défense du Brabant hollandais, une armée qui fut confiée à Bernadotte. On voit du moins qu'aussitôt le retour à Saint-Cloud, *le Moniteur* publia une lettre par laquelle Napoléon remerciait Fouché de ses services, et le nommait gouverneur-général de Rome; le duc de Rovigo le remplaçant à la police générale. Napoléon écrivit à Fouché : « ... Nous attendons que vous continuerez dans ce nouveau poste à nous donner des preuves de votre zèle pour notre service, et de votre attachement pour notre personne..... » Et Fouché répondit : « ... Je ne dois pas dissimuler que j'éprouve une peine très-vive en m'éloignant de « V. M. Je perds à la fois le bonheur et les lumières que je puisais chaque jour dans ses entretiens.... »

Le public, qui, à Paris surtout, est toujours plus ou moins dans le secret, goûta singulièrement la publication de cette correspondance. Dans tout autre pays, ou plutôt sous tout autre souverain, le renvoi d'un homme aussi considérable que le semblait alors le duc d'Otrante eût été une véritable révolution de cabinet; mais comme Napoléon composait à lui seul tout le gouvernement, il n'existait point de solidarité pour ses ministres. Ils n'avaient qu'une responsabilité individuelle vis-à-vis de lui; ils étaient, dans toute l'acception du mot, de sim-

ples secrétaires d'État. Aussi ce qu'on appelle influence ministérielle parut-il totalement inconnu sous le règne de Napoléon. L'éloignement de Fouché ne laissa d'autre trace dans l'action qui régissait l'Empire, que la conviction que nul n'était insombrable : déjà ou en avait eu la preuve, lors des événements de brumaire, quand le ministère des relations extérieures fut ôté au prince de Bénévent. A la vérité, la disgrâce de Fouché désigna un chef de plus aux mécontents. Cependant elle comprima beaucoup d'intrigues, et atteignit clairement celles dont Napoléon eut connaissance à Bayonne l'année précédente, celle que Bernadotte avait admise dans sa tente pendant la bataille de Wagram, et celles enfin, qui, l'ayant suivi du champ de bataille à Paris, l'avaient investi du commandement de l'armée du Nord.

Le traité du 16 mars faisait perdre au roi de Hollande plusieurs provinces maritimes. Napoléon avait appris sur les lieux à connaître les alliés secrets et nécessaires de l'Angleterre ; par une conséquence naturelle de cette découverte, il tenait son frère pour suspect. Aussi, loin de le rassurer sur l'existence future de son royaume, le voyage de l'Empereur avait pu inspirer des alarmes sérieuses au souverain des Bataves. Dans une position qui poussait les choses à l'extrême entre les deux colosses qui se disputaient le monde, sous la condition d'être ou de n'être pas, tout devenait légitime, même l'usurpation d'un État de famille, surtout quand il ne fut plus possible de douter que la Hollande n'avait d'autres intérêts que ceux de l'ennemi mortel du grand empire. Éclairé par cette conviction, Napoléon jugea qu'il était plus avantageux pour la Hollande d'être réunie à un pays de quarante millions d'habitans, que de garder une apparente indépendance, sous le joug inévitable du système continental. Cependant cette rigoureuse question pouvait être subordonnée à deux événements d'une haute importance, c'est-à-dire à la paix maritime, ou à un changement notable dans les principes du blocus et les résolutions du conseil britannique ; car le système continental, nécessité terrible pour Napoléon et pour ses alliés, leur avait été imposé comme la plus juste et la plus puissante représaille contre cette guerre d'extermination que le cabinet de Saint-James avait jurée à la France, comme le moyen de résistance le plus énergique à cette loi d'avauc générale qui pesait sur le commerce de toutes les nations ; en un mot, à ces ordres si tyranniques signifiés au monde, par l'Angleterre, le 11 novembre 1807, dans le décret suivant :

« Tous les ports de la France et de ses alliés, « tous les pays dont le pavillon anglais est exclu, « sont soumis aux mêmes interdictions maritimes

« et commerciales que s'ils étaient rigoureusement « bloqués par les forces navales britanniques. Tout « commerce d'objets susmentionnés est déclaré « illégal. Tout navire sortant de ces pays ou de- « vant s'y rendre, sera légitimement capturé. Les « bâtimens des puissances neutres et même alliées « de l'Angleterre sont assujettis non-seulement à la « visite des croiseurs anglais, mais encore à une « station obligée dans un des ports de l'Angleterre, « et à une imposition sur leur chargement, qui « sera réglée par la législation anglaise. » Telle était la loi britannique. La Hollande connaissait depuis long-temps cette insolente loi et ses violentes applications. En 1780, au mois d'avril, la cour de Londres, afin de punir les Provinces-Unies de leur adhésion à la neutralité armée, publiée sous les auspices de Catherine II, avait fait condamner par ses amirautes un grand nombre de navires hollandais, d'après ce principe qu'elle osa déclarer, que les ports français étant, en raison de leur position, naturellement bloqués par ceux d'Angleterre, il n'était pas permis de naviguer auprès d'eux !!!

Le royaume de Hollande se trouvait pour ainsi dire écorché entre les deux pavillons, et il ne pouvait commercer qu'avec celui qu'il était forcé de rejeter. Son souverain, plus attaché à ses devoirs de roi qu'à ses devoirs de prince français, n'avait pas balancé à préférer le bien-être de ses peuples à la politique de la France ; il s'était attaché, autant qu'il était en lui, à leur rendre moins onéreuse la servitude de la loi commune. Il avait reçu à cet égard beaucoup d'avis du gouvernement français ; et la réunion récente des départemens des Bouches du Rhin et des Bouches de l'Escaut annonçait assez énergiquement à Louis le sort qui attendait le reste de ses États s'il ne consentait pas à les enfermer dans le cercle tracé autour du littoral de l'Europe. Aucune considération ne permettait de relâcher ni d'interrompre la chaîne qui environnait l'Angleterre pour lui interdire l'approche du continent et rejeter à la fois ses marchandises et ses agens : un seul anneau de moins ouvrait la porte à la destruction du système entier.

Mais Louis se refusa un peu tard à croire qu'il n'était roi de Hollande que par la grace de la France, et à se réduire au rôle d'administrateur responsable d'une succursale de l'empire. D'ailleurs, uniquement frappé des besoins pressés du commerce, il ne comprit pas peut-être la grande question du sort futur des Hollandais, et il en déclina les conditions inévitables. Dans la position difficile où le mettaient ses principes et sa manière de voir, Louis n'avait plus pour lui d'autre moyen de conservation que de tenter auprès de l'Angleterre, au

nom des intérêts anciens des deux pays, le grand œuvre de la paix maritime, ou l'allègement au moins des ordres du conseil du 11 novembre 1807. Le peuple hollandais, qui calcule bien, consulta sur le choix entre son indépendance au prix de la fidélité au blocus continental, et sa réunion à la France, avait répondu que des relations avec quarante millions de compatriotes étaient préférables à l'état de nation sans commerce avec l'Angleterre. En conséquence, Napoléon autorisa son frère, à Paris, à charger ses ministres d'envoyer en leur nom au marquis de Wellesley un agent accrédité; ils confièrent cette mission à M. la Bouehère, riche négociant : on ne pouvait mieux choisir. Mais le ministre anglais refusa la négociation. Alors Napoléon mit à exécution le projet qu'il tenait en réserve : une armée de vingt mille hommes, sous le commandement du maréchal Oudinot, entra dans le royaume pour y faire observer le blocus continental. Ce fut le dernier avis que reçut le roi, il abdiqua le 5 juillet en faveur de son fils. Napoléon rejeta cette abdication, et, le 9 juillet, un décret impérial réunit la Hollande à l'empire. Napoléon commençait à se désintéresser des royautes de ses frères, qui avaient eu une place trop forte dans le système de sa grandeur, mais qui n'en conservaient aucune dans celui de sa politique. L'Espagne, comme la Hollande, faisait déjà partie des compensations pour la paix générale. Immédiatement après son abdication, le roi Louis quitta secrètement la Hollande et prit la route de Toplitz. Le 22 juillet, le *Moniteur* publia cette allocution de Napoléon au grand-duc de Berg, que le roi Louis avait désigné pour son successeur : « Venez, mon fils, je serai votre père : vous n'y perdrez rien. La conduite de votre père afflige mon cœur; sa maladresse seule peut l'expliquer. Quand vous serez grand, vous paierez sa dette et la vôtre. N'oubliez jamais, dans quelque position que vous placerez ma politique et l'intérêt de mon Empire, que vos premiers devoirs sont envers moi, vos seconds envers la France : tous vos autres devoirs, même ceux envers les peuples que je pourrais vous confier, ne viennent qu'après. » La publicité que reçut cette déclaration en disait plus que la déclaration elle-même. Elle rappelait l'article que le *Moniteur* avait inséré dans ses colonnes, au sujet d'une réponse de l'Impératrice à une députation du Corps-Législatif, pendant le séjour de l'Empereur à Bayonne. C'était en peu de mots accuser son frère Louis et justifier son abdication; c'était aussi donner un grand avantage à ses ennemis, que de proclamer une telle doctrine dans un journal officiel. Quant à la réunion de la Hollande, bien qu'elle présentât la forme d'une violence faite au souverain

et au pays, elle n'était, je le répète, ainsi que l'occupation du Portugal et les autres agrégations qui eurent lieu, à la fin de l'année, des provinces littorales de la mer du Nord et de la Baltique, qu'une compensation en réserve pour la paix générale. Napoléon venait de délimiter les frontières légitimes de la France par l'incorporation des Bouches de l'Escaut et des Bouches du Rhin. Cette préleuse conquête complétait dans le Nord son système maritime et son système défensif. Jamais on ne vit de temps politiques plus difficiles et plus durs; ou faisait la guerre à outrance. L'envahissement d'une partie du continent, l'usurpation d'un royaume de famille, étaient devenus les seuls instruments de la paix.

Pendant que ces choses se passaient en Hollande, un événement qui devait avoir pour l'Europe, et surtout pour la France, les conséquences les plus graves, attira faiblement d'abord, mais fixa bientôt après, les regards du corps social sur le petit royaume de Suède. Le roi Charles XIII, vieux et sans enfants, avait adopté le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustembourg, d'une branche cadette de sa maison et de celle de Danemark. Le 10 janvier, le nouveau prince-royal lui avait prêté serment de fidélité; mais, le 29 mai suivant, à une manœuvre de cavalerie, il était tombé de cheval et mort presque subitement. On répandit le bruit qu'il avait été empoisonné, et on accusa de ce crime le grand-maréchal du royaume, comte de Fersen, toujours attaché au roi Gustave. Le 21 juin, à la cérémonie des funérailles du prince, le comte de Fersen, qui, en sa qualité de chef de la maison du roi, précédait le convoi, se vit assailli par la populace à coup de pierres; malgré ses efforts pour se soustraire à ce danger, on le poursuivit, et il tomba massacré avec une affreuse barbarie. C'était ce même comte de Fersen, ancien colonel de Royal-Suédois au service de France, qui n'avait cessé, lors des premiers troubles de la révolution, de s'occuper des moyens de sauver le roi, la reine et leurs enfants, et qui avait fait faire la voiture dans laquelle la famille royale partit pour Verdun. Pendant la détention de Louis XVI et de Marie-Antoinette au Temple, il s'était courageusement exposé à mille périls pour les servir. Il était de la destinée du comte de Fersen de périr victime de la fureur populaire. L'accusation d'empoisonnement, que la malignité rendait commune à sa sœur, la comtesse Piper, fut loin d'être prouvée. Cependant la vieillesse du roi et l'intérêt de la Suède exigeaient impérieusement le choix d'un prince royal. La reconnaissance de trois officiers suédois envers un général français pourvut à cette nécessité de l'État. Dans la guerre de 1807, ces trois officiers, faits pri-

souliers à Stralsund, reçurent du général en chef Bernadotte le meilleur traitement. Il adoucit par des services particuliers leur longue captivité ; il obtint même pour eux en France la résidence de la ville qu'ils désiraient habiter jusqu'à leur échange. Son affection les avait suivis dans leur nouveau séjour, et quand il leur fut permis de revoir leur pays, ils allèrent remercier le maréchal de tous les actes de bienveillance dont ils gardaient le profond souvenir. À la mort du prince d'Augustembourg, ils se le rappelés plus vivement que jamais, et formèrent ensemble le projet de témoigner leur gratitude à Bernadotte d'une manière éclatante, en le faisant monter sur le trône de Suède. Ces militaires tirèrent habilement parti, auprès des membres des États, de l'influence que pouvait leur donner leur position sociale ; ils n'eurent pas de peine à démontrer que, dans ce siècle de guerre et de tumulte politique, le royaume, de toute part circonvenu par des alliés ou des voisins jaloux et puissans, avait besoin d'un prince guerrier qui sût commander le respect de sa couronne. Les libertés suédoises trouveraient d'ailleurs leur garantie dans le choix spontané d'un homme qui, sans droits et sans aïeux, appelé à l'honneur de siéger parmi les souverains, se regarderait comme invinciblement engagé envers la nation qui lui aurait confié sa destinée. Ces considérations réussirent ; elles balançaient déjà si fortement les opinions, partagées entre trois princes de race royale, que ces officiers furent investis des pouvoirs nécessaires pour aller à Paris offrir le sceptre de la Suède au prince de Ponte-Corvo, et demander l'agrément de l'empereur Napoléon. Les prétendants étaient le fils du dernier roi Gustave IV, bien innocent sans doute des torts de son père, un frère du prince d'Augustembourg lui-même, et le roi de Danemark : ce dernier choix eût sauvé la France en 1813, par la puissante diversion des armées de la Suède et du Danemark, ou il eût hâté la rupture de la Russie, à qui la Grande-Bretagne, justement alarmée de la réunion de ces deux couronnes sur la tête d'un prince ami de la France, aurait mis deux ans plus tôt les armes à la main. Dans ce dernier cas, des événemens d'une tout autre nature, avec des résultats bien différens, auraient occupé les annales des années 1812, 1813 et 1814 ; mais Bernadotte accepta les offres de la Suède.

Napoléon, dans sa pensée, destinait, dit-on, cette couronne au prince Eugène, à qui il croyait devoir un dédommagement pour celle d'Italie. On assura dans le temps que le prince, soit par la répugnance qu'il éprouvait à changer de religion, soit par attachement pour l'Italie, refusa cette proposition. Bernadotte ayant été choisi, Napoléon trouva dans ce

choix, si imprévu de tous deux, encore un gage de la faveur de la fortune, qui faisait monter un de ses maréchaux sur un trône du Nord, quand un autre occupait déjà un trône du Midi. Aussi pensa-t-il qu'il était de sa gloire d'approuver les États, et de donner au nouveau prince royal les moyens de paraître d'une manière convenable dans le rang qui l'attendait. Mais le consentement qu'il accorda à l'élection du prince de Ponte-Corvo, son ennemi depuis douze ans, fit plus d'honneur à sa générosité qu'à sa prudence ; car il ne pouvait croire que Bernadotte lui serait plus soumis que ne l'avait été le roi de Hollande. Il était à craindre qu'une fois sur le trône, n'ayant pu prétendre à être le rival de Napoléon comme homme de guerre, Bernadotte ne fût tenté de lutter avec lui comme souverain. La volonté unanime des États proclama, dans leur séance du 21 août, le maréchal prince de Ponte-Corvo, prince royal de Suède. Le roi Charles XIII l'adopta aussitôt pour fils. Le 1^{er} novembre, Bernadotte, qui avait embrassé la religion réformée, prêta serment en qualité d'héritier de la couronne de Suède. Le 15, le gouvernement suédois déclara son adhésion au système continental. On verra que les déclarations des cours du Nord, à l'exception du fidèle Danemark, n'étaient que les manifestes de la grande trêve qui couvrait les apprêts d'une guerre nouvelle.

L'affaire de la Hollande n'avait pas seule occupé les conseils de Napoléon pendant le séjour des rois de la famille impériale à Paris ; il fut question aussi, entre l'Empereur et Joachim, d'une expédition en Sicile que devait soutenir une forte escadre de Toulon. La Sicile était pour les Anglais une vice-royauté, une immense place d'armes, un vaste port militaire et commercial. De là ils menaçaient, tenaient en échec le blocus continental de la Méditerranée, et l'attaquaient par une contrebande active, où leur politique consentait à sacrifier la moitié de la valeur de leurs produits industriels. Pour combattre cette fraude, Napoléon rendit, le 17 août, un décret qui ordonnait le brûlement de toutes les marchandises anglaises dans la France et dans les États confédérés, et attacha à ses douanes des cours prévôtales dont les jugemens n'étaient pas susceptibles du recours en cassation. Par ces terribles moyens, l'importation devenait une opération à peu près impraticable. Cependant il était impossible de se passer d'objets de première nécessité, non manufacturés, tels que les productions naturelles aux colonies. Le dangereux système des licences pourvut aux besoins publics, non sans les plus grands abus ; et les produits des fabriques françaises furent livrés aux Anglais en échange des denrées brutes provenant des possessions des Deux-Indes.

Dans le mois d'avril, le roi Joachim avait écrit de Paris à son ministre de la guerre, le comte Daure, que l'intention de l'Empereur était de former une expédition pour s'emparer de la Sicile et la réunir au royaume de terre-ferme. En conséquence, ce ministre reçut ordre de faire préparer, dans les ports de Calabre les plus rapprochés de Reggio, les approvisionnements nécessaires à une armée de vingt-cinq mille hommes. De retour à Naples, Joachim imprima la plus grande activité aux deux services de terre et de mer; il alla lui-même près de Scylla, où campait une partie de l'armée, forte de quinze mille Français et de dix mille Napolitains. Le passage devait être protégé par une flottille. Malheureusement on avait mal armé cette flottille, et l'expédition, déjà trop onéreuse, eu égard aux ressources du royaume, se trouvait de plus beaucoup trop faible pour atteindre le but qu'on s'était proposé, sans le concours de la flotte française. L'armée anglaise, par sa situation, était pour ainsi dire invulnérable: elle se composait de vingt mille hommes, dont quinze mille Anglais, sous les ordres du général Stuart, militaire d'une haute réputation. Ce général avait concentré ses forces près de Messine. Toutes les places situées sur le littoral étaient bien armées et approvisionnées: de fortes batteries défendaient les côtes; en outre, indépendamment d'une flottille anglo-sicilienne, une escadre de plusieurs bâtimens de guerre anglais croisait dans le détroit. Il y avait donc bien peu de chances de succès en faveur de l'expédition napolitaine, tant qu'elle ne verrait arriver les dix vaisseaux de guerre français portant des troupes de débarquement, qui devaient partir de Toulon pour appuyer l'attaque de la Sicile. Cependant, au mois d'octobre, malgré la privation de ce secours indispensable, le roi de Naples donna l'ordre de mettre à la voile. La division Cavagnac, composée de régimens napolitains, passa le détroit, et débarqua dans la nuit à Scaletta. Au point du jour, se trouvant seule, elle se rembarqua et revint sans obstacle. Elle laissa en Sicile quelques compagnies qui, s'étant aventurées dans les montagnes, se virent couper la retraite. Cette tentative n'eut d'autres résultats pour le roi de Naples qu'une dépense de huit millions et une perte de douze cents hommes. Toutefois Napoléon avait atteint son but, qui n'était pas la réunion de la Sicile au royaume de son beau-frère, mais seulement d'attirer sur ce point toute l'attention des Anglais, afin de les empêcher d'envoyer de nouvelles forces en Portugal, qu'il faisait attaquer pour la troisième fois, dans le même temps, et aussi afin de les éloigner de Corfou, dont il voulait faciliter le ravitaillement.

Conformément aux intentions de l'Empereur, la campagne du Portugal s'était ouverte au mois de mai, au moment où commençaient les préparatifs de l'expédition de Sicile. Le prince d'Essling commandait l'armée; il arriva le 2 à Valladolid: il avait sous ses ordres le maréchal Ney, le duc d'Albrantès et le général Reynier; la cavalerie obéissait au général Monthlon. Masséna débûta par trois sièges importants: celui d'Astorga, qui, le 6 mai, se rendit au duc d'Albrantès; celui de Ciudad-Rodrigo, qui capitula le 10 juillet entre les mains du maréchal Ney, et enfin celui d'Almeida, qui se soumit aussi le 28 août: le magasin à poudre de cette dernière ville sauta avec une explosion si forte, que des affûts de 24 en batterie sur les remparts de la citadelle, furent lancés à plus de quinze cents toises. Les deux clefs du Portugal, sur la frontière de la province de Salamanque, tombées au pouvoir de l'armée du prince d'Essling, il s'avança sur Busaco le 15 septembre, marchant sur Lisbonne dont il avait l'ordre de s'emparer. Mais l'Empereur avait enjoint à Masséna de ne commencer ses opérations que quand il aurait réuni soixante mille hommes; or, à la bataille de Busaco, il n'en comptait que quarante-cinq mille. Au contraire, les forces dont lord Wellington pouvait disposer paraissaient immenses; les débats du parlement d'Angleterre les portaient à cent quatre-vingt-cinq mille hommes. Malgré cette énorme disproportion, le général anglais n'avait ni défendu ni secouru Ciudad-Rodrigo et Almeida. Il était naturel alors à un courage de la trempe de celui de Masséna de prendre conseil de cette circonspection, et de se précipiter sur la route de Lisbonne avec la confiance de ses anciens et de ses nouveaux succès. On doit regretter qu'il ait cédé si facilement à cet entraînement, au lieu de tourner l'ennemi, qui avait fait de Busaco une position formidable, il l'attaqua de front et fut battu, laissant sur le champ de bataille trois mille morts, et abandonnant à Colmbre autant de blessés. Cependant Wellington, pour couvrir Lisbonne, se retirait lentement devant les Français vers les lignes de Torrès-Vedras. La lenteur de cette retraite fut moins attribuée à l'attitude que la supériorité numérique de son armée devait lui donner devant celle du maréchal, qu'à une affreuse combinaison résultant des ordres de la régence de Lisbonne. Effrayée de la reddition si prompte des places fortes de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, la régence avait arrêté l'exécution d'un plan de dévastation générale de toute la fertile province de la Beyra, c'est-à-dire d'une étendue de pays de plus de huit cents lieues carrées, et d'en refouler toute la population sur Lisbonne et sur ses lignes. Cette mesure exécutée d'un gouvernement qui fait détruire la fortune de

ses sujets par leurs propres compatriotes, constitue un des crimes les plus atroces du pouvoir. De tels ordres, il faut le dire aussi à la honte des peuples, sont toujours rigoureusement accomplis. Les milices portugaises, qui figuraient pour quatre-vingt mille hommes dans l'armée de Wellington, peudaient et fusillaient impitoyablement ceux qui se refusaient à incendier leurs récoltes, leurs champs, leurs habitations. A Coïmbre, ville de vingt-cinq mille habitans, l'armée française n'avait trouvé que quelques vieillards, qui durent à leur faiblesse la permission de mourir au sein de leurs foyers. Elle avait laissé ses blessés dans les hôpitaux de cette ville; ils furent massacrés par des Portugais. Le drapeau anglais protégeait tous les genres de barbarie.

Le prince d'Essling voulut en vain poursuivre sa marche sur Lisbonne; il trouva dans les lignes de Torrès-Vedras, tracées par Wellington en avant de la capitale, une triple enceinte de défense inexpugnable pour une armée aussi faible que la sienne. Il aurait pu, sans doute, après une affaire brillante du général Clausel, se rendre maître de la première enceinte; mais il eût échoué contre les deux autres, que les Anglais avaient en le temps de hérissier de la plus formidable artillerie. Le but de cette troisième campagne une fois manqué, Masséna dut songer à la retraite. Elle fut protégée par le maréchal Ney, qui exécuta à Miranda d'admirables manœuvres. Le général en chef n'avait plus qu'un objet, celui de ravitailler Almeida et de prendre position. Cette place était investie par soixante-dix mille Anglo-Portugais; et, vers le 20 décembre, Masséna, qui avait paru avec trente-trois mille hommes devant Torrès-Vedras, n'en comptait plus que vingt-trois mille devant Almeida. Aussi, ne pouvant réussir à secourir cette ville, la nécessité le contraignit à chercher le moyen d'envoyer au général Brenner, qui y commandait, l'ordre d'en faire sauter les fortifications. Cet ordre reçut son accomplissement dans la nuit du 9 au 10 mai 1811. Sur dix-huit cents hommes qui composaient la garnison d'Almeida, la moitié rejoignit l'armée. Les armes de Masséna furent moins heureuses en Portugal que dans toutes les autres contrées de l'Europe, où il avait mérité le nom d'*invincible*.

Pendant le cours de cette campagne, la plus grave mésintelligence régna entre les maréchaux Ney et Masséna; elle éclata devant Busaco, et divisa même les autres généraux: elle compromit le sort de la campagne. L'histoire recueillie à regret cette particularité, d'où résultait la preuve d'un grand changement dans l'esprit de l'armée. Mais qui oserait prononcer entre Ney et Masséna? un seul homme sans doute, si, comme eux, il n'avait cessé de vivre.

Cependant le prince d'Essling peut encore s'enorgueillir d'avoir, avec moins de quarante mille hommes, tenu en échec, depuis le fatal combat de Busaco, c'est-à-dire depuis le 13 septembre jusqu'au 15 mai, cent vingt mille Anglo-Portugais. Les pertes, non de l'armée de Wellington, mais, ce qui lui importait beaucoup moins, de la malheureuse population de la province de la Beyra, refonlée par ses troupes et par ses ordres dans les lignes de Torrès-Vedras, se montrèrent, pendant l'hiver de 1810 à 1811, au nombre effrayant de quatre cent mille individus qui périrent de faim, de froid et de misère! destruction que n'aurait jamais pu causer la rage la plus meurtrière de vingt batailles. L'histoire d'aucune nation barbare, combattant pour la conservation de sa sauvage patrie, n'a laissé le souvenir d'un sacrifice humain aussi énorme que celui qui, pendant cinq mois, moissonna les habitans de la Beyra sous les yeux de l'étranger accouru à leur défense. De tels captifs, de telles victimes, étaient inconnus jusqu'alors. Le peuple de Lisbonne se souleva, mais la régence chargea encore les Anglais de le contenir, et elle dut passer elle-même sous le joug britannique.

En Espagne, la guerre fut heureuse pour la France, si une semblable guerre pouvait l'être. La victoire d'Ocana, remportée le 19 novembre précédent, avait ouvert l'Andalousie à nos armes. L'armée du roi, commandée par le maréchal Soult, prit le nom de sa conquête. Dans sa marche rapide et triomphante, elle occupa Baylen, sans croire effacer la honte de la capitulation du général Dupont; elle vit Jaën, l'antique Cordoue, Carmona. Le 7 janvier, le général Sébastiani dispersa l'armée espagnole sous les murs de Grenade, et le lendemain il entra dans cette place. Le 9, il était maître de Malaga. Le 1^{er} février, la résidence de la junte suprême, Séville, se rendit au maréchal Soult. La junte se réfugia à l'île de Léon, et ensuite à Cadix, noms à jamais tristement célèbres dans l'histoire des deux nations. Le maréchal Victor eut l'ordre d'assiéger ou plutôt de bloquer avec le premier corps les avenues de cette ville, défendue par plus de vingt mille hommes du côté de la terre, et sur mer par vingt-cinq vaisseaux de ligne, dont cinq anglais et vingt français et espagnols qu'avait commandés l'amiral Rossilly. Le 26 mai, une action brillante illustra le nom français dans la rade de Cadix: six cents prisonniers de la capitulation de Baylen, presque tous officiers, détenus sur les pontons, voient de loin flotter sur le rivage le drapeau tricolore; soudain ils s'emparent d'un mauvais navire sans agrès, traversent audacieusement les escadres anglaise et espagnole sous le feu des chaloupes canonnières et des batteries, et vont

aborder la plage, où l'armée du maréchal Victor les reçoit avec transport sous ses aigles.

Au nord de l'Espagne, la guerre était ralentie par les places fortes qui tenaient dans la Catalogne et dans le royaume de Valence. La prise d'Hostalrich avait entraîné celle de Gironne ; mais le château de la première de ces deux villes ne fut évacué que le 12 mai, et sa garnison périt dans sa fuite. Le combat de Vich, où le général Souham battit le général O'Donnel, avait eu lieu le 20 février. Le 14 mai, le maréchal Suchet ouvrait la tranchée devant la forte ville de Lérida ; dix-sept jours après, cette place capitula. Le 8 juin, Mequinenza tomba aussi au pouvoir des Français.

Mais tandis que le continent espagnol de l'Europe se débat sous l'invasion française, le 19 avril, le continent espagnol de l'Amérique, déjà trop vieux pour consentir à rester la province d'une métropole d'outre-mer, jette les bases de sa future indépendance en proclamant le gouvernement fédératif de Venezuela : exemple dont la séduction puissante, inspirée par la prospérité des États-Unis, doit gagner insensiblement tous les royaumes américains d'Espagne et de Portugal. Cette immense révolution, qui donne une nouvelle face au monde politique, est la plus grande époque du règne de Napoléon ; elle aura tous les périls qui font triompher les nations engagées avec ardeur et persévérance dans la lutte contre la domination étrangère. La gloire des armes sanctionnera, pendant une guerre opiniâtre de plusieurs années, le serment d'être libre, juré par le peuple américain contre ce même peuple espagnol dont il imite la généreuse résolution. Les Espagnols sont tout à coup, en Amérique, déclarés étrangers et ennemis, comme les Français le sont en Espagne. Il a fallu vingt ans à la liberté française pour traverser l'Océan, depuis dix ans elle cherchait une patrie ; elle ne trouvait plus de place en Europe, où désormais l'on ne pouvait faire que la guerre des trônes contre celui qu'un homme nouveau avait élevé en France. Ce n'était point toutefois pour la légitimité qu'on attaquait son empire, puisqu'on venait de laisser nommer Bernadotte prince royal de Suède ; la lutte reposait sur l'opposition des intérêts de la Grande-Bretagne et de la France. La liberté et la royauté n'étaient pour rien dans cette querelle : c'était la prépondérance de la France qui aimait

l'Europe docile aux conseils et aux volontés de l'Angleterre.

Ce grand motif préparait déjà dans le Nord une sourde tempête, au milieu de la paix. La Russie organisait ses immenses ressources militaires ; elle rappelait ses divisions de la Courlande, les portait sur la Dwina, et celles de l'armée du Danube sur le haut-Dniester ; elle rassemblait la majeure partie de ses forces sur les frontières de la Pologne, insensiblement elle ouvrait ses ports aux marchandises anglaises ; elle violait sans provocation, sans prétexte, les stipulations de Tilsitt. La Russie faisait plus encore : le 31 décembre elle prohibait les produits de notre industrie. L'exclusion donnée par elle au commerce français, la préférence d'Alexandre n'était plus douteuse. Des avis secrets prévirent Napoléon de ces mouvements et de ces dispositions. Il feignit de les ignorer, et ne changea rien à ses relations amicales avec l'empereur de Russie, qui envoya le général Czerniehoff *royager* à Paris.

Au mois de décembre 1810, le nom de la France, ainsi que sa fortune, s'étend, ou plutôt s'égare, depuis le détroit de Carybde jusqu'au détroit du Sund, soit par les réunions, soit par les vassalités des peuples ; et afin que toute trace républicaine disparaisse, le 15 décembre, le même jour qui voit décroître cent soixante mille hommes pour les armées de terre et de mer, les villes asiatiques et le Valais sont enclavés dans le grand empire. La France compte alors treute départements maritimes, et l'Angleterre n'a plus d'asile en Europe que la Sicile et le Portugal. L'esprit s'effraie justement, aujourd'hui, de cette puissance multiple de la volonté d'un seul homme, qui ordonnait en même temps aux navigateurs de la Baltique, aux pasteurs des Alpes-Juliennees et à cent soixante mille soldats, de prendre rang parmi les sujets et les instrumens de sa gloire et de ses desseins. Aussi la carte de cette partie du monde qui s'appelle France présente 24 degrés de longitude sur 7 de latitude, habités par 41 millions d'hommes, que divisent entre eux quatre idiomes et autant de religions : mais la domination directe de Napoléon et de sa famille comprend quatre-vingt-cinq millions cinq cent mille sujets ; réunis aux seize millions d'hommes placés sous sa domination indirecte, ils offrent la masse effrayante de plus de cent millions d'Européens qui lui obéissent.

CHAPITRE II.

(1811.)

ESPAGNE D'ESPAGNE. — RÉUNION DE L'OLDENBOURG A L'EMPIRE. — NAISSANCE DU ROI DE ROSE, LE 20 MARS. — AFFAIRES ECCLESIASTIQUES AVEC LA COCQ DE ROSE.

Las Cortès s'étaient assemblées à Cadix le 25 septembre 1810, composées de cent cinquante députés environ, au lieu de deux cent huit prescrits pour la représentation des trente-deux provinces. Elles contemplaient de là, comme d'un observatoire, les événements de la Péninsule, sans s'abandonner aveuglément aux influences britanniques. Leur attitude était purement politique; et, entourées par la guerre, dont la fortune devait inspirer leurs résolutions, elles travaillaient à poser les bases du grand acte qui avait pour objet d'établir les nouvelles libertés de l'Espagne. Les Cortès pouvaient encore compter sur des forces nombreuses, malgré les succès des Français. Indépendamment des troupes anglaises et de l'insurrection portugaise attachée aux drapeaux de Wellington, l'armée régulière et une foule de guérillas sous des chefs entreprenans combattaient la royauté de Joseph. Mina commandait dans la Navarre et dans l'Aragon; Porlier dans la Gallicie; l'Empeinado, et Medico, Duran, dans les montagnes de la Castille et de l'Aragon; Santo Childes dans le royaume de Léon; Sanebez, Julian, près de Salamanque; le baron d'Éroles et Rovirae dans les montagnes de la Catalogne et d'Aragon; Gastanoz et d'autres dans celles de Ronda et de Murcie.

Mais les Cortès, fatiguées de cette plaie désastreuse qu'une lutte implacable étendait sur l'Espagne, semblaient hâter de tous leurs vœux la victoire qui devait proclamer l'indépendance ou même la soumission de leur patrie. Cependant la régence de Cadix, probablement dans la pensée généreuse de se soustraire à la domination britannique, avait

député secrètement, au mois de mai 1810, à Palerme, auprès du duc d'Orléans, l'invitant au nom de la liberté, par une lettre très-pressante, à venir prendre le commandement général de la Catalogne. Le prince accepta la proposition. Toutefois, arrivé à Tarragone, le gouverneur espagnol de cette place lui déclara qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de lui remettre le commandement. Le prince n'eut pas de peine à juger par quelle influence agissait ce gouverneur, et il alla à Cadix, espérant y obtenir l'explication d'une conduite si étrange; mais il trouva la régence également contraire à la démarche qu'elle avait faite auprès de lui. L'envoyé britannique osa même requérir impérieusement de forcer le duc à s'embarquer pour Londres sur une frégate dépêchée à cet effet. Le prince refusa de souscrire à une pareille violation, et resta un mois à Cadix, dans le dessein d'attendre la convocation des Cortès et de réclamer leur autorité. Le gouvernement anglais les menaça de rappeler ses troupes d'Espagne, si le duc d'Orléans ne s'éloignait pas. Néanmoins ce prince se rendit dans l'île de Léon où elles tenaient leur session, mais la séance était secrète, et une députation vint déclarer au duc que les Cortès regardaient son départ comme nécessaire au salut de l'Espagne. Ainsi l'intrigue anglaise réussit complètement. Le duc d'Orléans dut retourner à Palerme sur la même frégate espagnole qui l'avait amené de Sicile; et le despotisme britannique affermit davantage son joug sur les destinées de la malheureuse Espagne.

L'année 1811 a commencé d'une manière brillante pour les armes françaises. Elle présente une lutte de

succès presque sans interruption entre le maréchal Soult et le général Suchet. Tortose supporta dix jours de tranchée ouverte; foudroyée le 29 décembre par quarante-trois bouehes à feu, elle se rendit le 2 janvier au général. Le 22 du même mois, Soult, après avoir battu les généraux Mendizabal et Ballesteros, forçait l'importante ville d'Olivenza à capituler; le 19 février, il cueillait de nouveaux lauriers sur la Geborra, où l'ennemi perdit plus de cinq mille hommes. Cette bataille ouvrit au maréchal, le 11 mars, les portes de Badajoz, capitale de l'Estramadure. Quelques semaines ont suffi à Soult et à ses vingt mille hommes pour détruire deux armées espagnoles, faire vingt-deux mille prisonniers, et prendre deux places fortes, Olivenza et Badajoz. Cependant, deux mois après, cette dernière ville est investie par le maréchal Beresford, à la tête de vingt-cinq mille hommes que couvrait en outre une armée espagnole. Soult réunit des forces pour secourir Badajoz : Beresford en lève le siège et se porte en avant de cette ville, sur les bords de l'Alboirra, avec les troupes anglaises, portugaises et espagnoles. Le combat fut opiniâtre autant que meurtrier; les alliés le célébrèrent comme un triomphe, quoiqu'ils eussent à regretter dix mille hommes et leurs positions. Le maréchal Soult put donner avec plus de raison le nom de victoire à une bataille qui l'avait conduit au but qu'il s'était proposé, e'est-à-dire de dégager Badajoz, et de faire entrer des secours dans la place. Toutefois ce succès ne fut pas assez décisif pour déterminer une députation des Cortés, arrivée à Séville, à aller remplir sa mission auprès du roi Joseph. Après avoir assuré la défense de Badajoz, le maréchal Soult revint à Séville. Mais, vers les premiers jours de juin, Wellington, ayant opéré sa jonction avec Beresford, reprit le siège de Badajoz, et ouvrit la tranchée. La ville soutint et repoussa deux assauts; elle devait encore être délivrée. Les maréchaux Soult et Marmont se réunirent à Mérida. L'armée combinée ennemie jugea prudent de ne pas les attendre; le 17 juin elle repassa la Gaudiana. Le maréchal Soult chercha vainement à l'engager; fidèle à ses habitudes de retraite, Wellington reprit du nouveau ses lignes, et entra en Portugal. Il en fut de même du blocus de Ciudad-Rodrigo : dans le mois de septembre, Wellington se vit contraint de l'abandonner devant le maréchal Marmont et le général Dorsenne. Après deux affaires malheureuses pour les ennemis, nous parvinmes à débloquer et à ravitailler Ciudad-Rodrigo. La prise de Murcie termina la campagne du maréchal Soult en 1811.

De son côté, le général Suchet continuait le cours des plus brillants faits d'armes. A la fin d'avril il marcha sur la forte ville de Tarragone; il l'investit

le 4 mai, l'attaque le 16 juin; et le 28, après cinq assauts, dont le premier a eu lieu le 21, son armée se précipite dans la place avec la fureur d'un triomphe éclatant et abêté. Cinq mille hommes sont passés au fil de l'épée, dix mille sont pris; Tarragone est livrée au pillage. Ce fut dans ses remparts sanglans que l'intrepide général Suchet trouva son bâton de maréchal. Le 29 octobre, la bataille de Sagonte ou de Murviedro, qu'il gagne complètement sur les généraux Blake et O'Donnel, lui donne le lendemain la ville de Sagonte, dont la position, fortifiée par la nature, par les Romains, par les Maures, et par des constructions récentes, le rend maître des routes de Valence, de Barcelone, de Saragosse, et assure son établissement dans l'est de la Péninsule. Le 26 novembre, attaché aux traces du général Blake, qui voulait lui fermer le chemin de Valence, il le force d'abandonner son camp retranché derrière le Guadalaviar, et le rejette dans la place. Un mois après, le 26 décembre, Suchet a franchi le Guadalaviar; et, au bout de quinze jours, la grande ville de Valence, jadis capitale d'un beau royaume, devenue le dépôt général de toutes les forces et de tous les approvisionnements des insurgés, se voit réduite à se rendre au nouveau maréchal, avec une garnison de dix-huit mille hommes, que commandaient dix généraux, neuf cents officiers et que défendaient quatre cents pièces de canon. Suchet avait ouvert la campagne de 1811 par la prise de Tortose le 2 janvier; il ouvrit celle de 1812 par la prise de Valence le 9 janvier. Le titre de duc d'Alhuféra conquis sur les remparts de Valence, le grade de maréchal gagné à Tarragone, payèrent dignement la plus belle année sans doute de sa vie militaire. L'armée qui lui était dévouée, puisqu'il exécuta avec elle de si grandes choses, trouva dans ces hautes distinctions données à un chef aimé et respecté du tout, une nouvelle récompense de ses nobles travaux.

Tel est le tableau de la guerre de la Péninsule pendant l'année 1811; cette guerre continua la gloire et prouva la supériorité de nos armes. Mais, par une fatalité attachée aux entreprises contre le droit le plus sacré des peuples, les Espagnols se retrempeaient au sein de leurs revers, et semblaient sortir victorieux des combats qu'ils avaient perdus. Le temps n'était pas éloigné où, n'ayant plus que Cadix et l'île de Léon, ils s'applaudiraient de ne pouvoir désormais être renfermés dans des murailles, et d'avoir pour forteresses, pour campements, pour champs de bataille, les montagnes, les forêts, les fleuves, les déserts de leur patrie. Toute la terre espagnole conspire, fermente, se lève, alors que Napoléon, maître de toutes ses villes, la croit désarmée, vaincue, asservie. Jamais le fanatisme de la nationalité n'avait agi plus puissamment sur

un peuple. Il se battait pour les rois qui l'avaient livré, pour les moines qui le tenaient abruti. C'est à cette stupide indépendance comme à une inquisition originelle, qu'il s'offrait chaque jour en sacrifice. Pour l'Espagne, la liberté était ce qu'elle est encore aujourd'hui, un sacrifice. L'Angleterre s'empara habilement de cet élément barbare. Saisie tout-à-coup d'une inspiration gigantesque, elle inventa la combinaison d'une gravitation terrible, qui placerait, pour l'étouffer, le colosse guerrier de la France entre ce peuple serf du Midi et ce peuple serf du Nord, qui, également défendu par la nature, également courbé sous un double fanatisme, lui présentait dans la Russie l'alliée naturelle de l'Espagne. La nécessité suggère cette vaste et profonde conception à la Grande-Bretagne: en effet, elle voit chaque jour le blocus continental triompher de son blocus maritime; elle se sent opprimée sous le poids de l'immense commerce qui entasse vainement dans ses ports les produits des Deux-Indes; elle est condamnée à redouter et à combattre cette merveilleuse industrie qui subit dans ses ateliers révoltés les arrêts de Napoléon. Deux ans encore de cette loi inflexible, et la Grande-Bretagne est aux pieds de sa rivale: il n'y a plus à balancer pour détonner ce malheur. Le Tage est armé, il faut armer la Newa; il faut que le géant qui tant de fois a vaincu les Russes et les Espagnols périsse sous leurs armes combinées. La politique de Londres va réunir contre l'ennemi commun deux nations que sépare toute la civilisation de l'Europe. Les Espagnols ont de vieux souvenirs: ils descendent de ceux qui eurent le spectacle de la chute des Carthaginois et des Romains; ils sont aussi les enfans de ces hommes du Nord qui chassèrent les catifes. Quant aux Russes, ils n'ont point d'aïeux, et tous leurs souvenirs sont récents ou barbares; mais ils ont vu la Suisse et l'Italie: ils commencent à se eroire Européens; ils peuvent devenir conquérans.

Cependant Napoléon, entouré de toutes les prospérités humaines, ne se repose point sur la foi de Tilsitt, ni sur les assurances simulées d'Erfurt. Des avis secrets signalent à son attention les rassemblemens militaires qui s'opèrent silencieusement dans le Nord. Tout le porte à ménager la Russie et à lui ôter le moindre prétexte d'un mécontentement, au moment où l'Espagne et l'Angleterre occupent nos armées. Encore un an de guerre, et la Péninsule est soumise, et l'orgueilleuse Tamise aura revu les fugitifs du Tage comme elle a revu ceux de l'Escaut. Napoléon sait aussi que son frère supporte avec peine les embarras de la conquête de son trône. « Qu'importe, dit-il en grand politique, que ce soit Joseph ou Ferdinand, pourvu que l'Angleterre disparaisse de la Péninsule..... » Ce sentiment le

domine exclusivement, et l'emporte sur toute autre considération, même sur celle qui peut justifier, au moins en apparence, les armemens du Nord. Ne voyant la Russie que dans le lointain, tandis que l'Angleterre est vis-à-vis de lui, il s'aperçoit qu'une laeue manque à l'interdit qu'il a jeté sur la Baltique, et, le 18 février, il prononce la réunion à l'empire du duché d'Oldembourg, dont le souverain est beau-frère de l'empereur Alexandre. Au lieu de s'irriter de cette impolitique violation, l'Angleterre se réjouit de l'imprudencce qui la fait commettre, et s'empare de ce nouveau grief pour s'introduire officiellement dans les conseils de Saint-Ivèresbourg.

En France, cependant, un événement auquel est attaché le sort de la nouvelle dynastie occupe Napoléon tout entier; bientôt il sera père, et l'ambitieuse espérance, qui enflamme et soutient toujours les hommes de sa trempe, lui promet un fils. Le 20 mars, le moment décisif arrive; mais la détivrance de Marie-Louise rencontre des obstacles imprévus, et tels que ses jours ainsi que ceux de son enfant sont également en péril: ils dépendent d'une opération pénible et douteuse. Le chirurgien Dubois vient consulter Napoléon. « Ne pensez qu'à la mère, répondit-il, et traites l'Impératrice comme une bourgeoise de la rue Saint-Denis. » Alors il se rend au lit de Marie-Louise, l'encourage. Après vingt-six minutes d'un travail douloureux, l'enfant est mis au monde par le secours des fers; mais pendant sept autres minutes, il ne donne aucun signe de vie. Enfin à force de force de soins l'enfant respire, il vit, il vivra. Transporté, hors de lui-même, l'Empereur se précipite à la porte du salon où la France et l'Europe semblent attendre leurs destinées; il l'ouvre, il s'écrie: *C'est un roi de Rome!* Cent et un coups de canon annoncèrent à la capitale la naissance de Napoléon II; l'ivresse fut générale. A l'Hôtel-de-Ville, M. Bellart et les membres du conseil qui proclameront en 1814 la déchéance de Napoléon, votèrent dix mille francs de rente au premier page qui vint leur apporter la nouvelle impatientement attendue. Ce fut la dernière fois qu'un même sentiment de bonheur unit la France et Napoléon. La nature sembla n'avoir produit qu'à regret cet enfant sur lequel se enfonciaient les vœux de deux grandes monarchies; il avait fallu le lui arracher: aussi en contemplant, après une anxiété si cruelle, le berceau qui venait de recevoir son fils, Napoléon dut s'applaudir de ce que sa fortune triomphait de la nature elle-même.

Le roi de Naples s'était rendu à Paris pour le baptême du roi de Rome; il eut avec Napoléon les explications les plus vives; les résultats en sont jusqu'à présent plus connus que les causes: elles étaient

graves. Joachim reprocha à Napoléon les obstacles qui avaient frappé, l'année précédente, son expédition en Sicile, devenue une échauffourée dérisoire et ruineuse; il l'attribua notamment à la non-coopération de l'escadre de Toulon, qui lui avait été annoncée, et sans laquelle cette entreprise ne pouvait réussir. Il se plaignit de n'être plus que l'instrument d'une puissance à laquelle il se trouvait forcé de sacrifier ses États. Joachim ne eache pas non plus à Napoléon l'inquiétude que devait causer à sa couronne celle que l'Empereur venait de mettre sur la tête de son fils. Le roi de Naples se voyait menacé par le roi de Rome : mais Napoléon, qui n'avait pas habitué les rois étrangers ni les rois de sa famille à de pareilles représentations, saisit cette occasion de faire pressentir à son beau-frère la nécessité de se démettre un jour du trône de Naples pour revenir au grand-duché de Berg. C'était de la part de l'Empereur une résolution déjà arrêtée, et qui s'étendait également aux trônes d'Espagne et de Westphalie, comme l'avait laissé soupçonner la réunion de la Hollande. L'exécution de cette grande mesure politique, subordonnée aux événemens, était ajournée à l'époque de la paix générale, où le sacrifice de ces royaumes conditionnelles apparaîtrait comme une concession à ce premier besoin de la France. Dès ce moment, le roi de Naples laissa éclater des dispositions hostiles contre Napoléon; son imprudence, sa légèreté naturelle, ne lui permirent pas de les dissimuler. Il quitta Paris à la fin de mai, avant la célébration du baptême du roi de Rome, auquel assistèrent les souverains de la famille impériale, et entre autres le roi d'Espagne. De retour à Naples, Joachim parla assez hautement de se déclarer contre l'Empereur.

Cependant l'Italie était le théâtre d'une autre guerre entre le Saint-Père et Napoléon. Cette guerre ne cessa de présenter un caractère singulier, qui sert à donner la preuve du déplacement des intérêts européens à cette époque. Napoléon et Pie VII avaient échangé leurs rôles. L'empereur militait pour son Église, le pape pour ses États. L'Empereur demandait vainement au pape l'institution canonique des évêques de France, que le Saint-Siège aurait dû provoquer, et le pape la refusait, parce qu'il avait perdu sa domination temporelle. Pie VII confondait la tiare avec la couronne, l'anneau du pêcheur avec le sceptre; le sacre de Napoléon était même un mauvais argument en faveur du pontife de Rome. La haute commission ecclésiastique, que l'Empereur avait été obligé de former auprès de lui, députa en avril au Saint-Père, et lui proposa d'établir des évêchés à Bar-le-Duc, à Rotterdam, à Hambourg, à Brême; d'instituer les évêques nommés; de retourner à Rome s'il voulait

prêter le serment prescrit par le Concordat, sinon de demeurer à Avignon, où il exercerait la souveraineté spirituelle; d'avoir à sa cour des résidents des puissances chrétiennes; enfin, de renoncer à la souveraineté temporelle de Rome. Le pape était aussi informé de la prochaine convocation d'un concile national. Pie VII, par sa note du 19 mai, accepta presque toutes ces propositions, et le concile s'assembla à Paris le 9 juin suivant. Il était composé de cent évêques, français, allemands et italiens; ce concile se reconnut compétent pour statuer sur l'institution des évêques. En vertu du Concordat, le pape devait ordonner cette institution; et, sur son refus, celle du métropolitain devenait suffisante: tel fut le décret rendu le 5 août par le concile. Le 20 septembre, un bref du pape, daté de Savone, confirma ce décret; toutefois, la terre l'emportera encore sur le ciel, la cour pontificale refusa ce qu'elle a solennellement promis, et jusqu'à la fin de 1819, cinq ans après la chute de Napoléon, et pendant les cinq premières années de la restauration, la France presque sans évêques, pourra croire que son roi n'est plus le *Fils aîné de l'Église*. Mais nous sommes en 1811: Napoléon, au faite de la gloire, règne sur la France; jaloux de rendre la majesté impériale digne de sa nation au dix-neuvième siècle, le père de l'arrière-petit-fils de Marie-Thérèse aura satisfait aux droits de sa couronne, aux vieilles libertés de l'Église gallicane, aux lois de son Concordat, et à cette étiquette spirituelle qui consacre les relations entre les trônes catholiques et la chaire de saint Pierre.

Le discours par lequel Napoléon ouvrit le Corps-Législatif, le 16 juin, exprima nettement sa pensée.

« Les affaires de la religion ont été trop souvent « mêlées et sacrifiées aux intérêts d'un État du troi- « sième ordre. Si la moitié de l'Europe s'est séparée « de l'Église de Rome, on peut l'attribuer spéciale- « ment à la contradiction qui n'a cessé d'exister entre « les vérités et les principes de la religion, qui sont « pour tout l'univers, et des prétentions et des inté- « rêts qui ne regardent qu'un très petit coin de « l'Italie. J'ai mis fin à ce scandale *pour toujours*. « J'ai réuni Rome à l'empire. J'ai accordé des palais « aux papes à Rome et à Paris. S'ils ont à cœur les « intérêts de la religion, ils viendront séjourner « souvent au centre des affaires de la chrétienté... »

Napoléon aborda moins franchement les secrets d'une nouvelle conjuration britannique; mais il laissa toutefois connaître qu'il les avait pénétrés : « ... Les Anglais mettent en jeu toutes les passions. « Tantôt ils supposent à la France tous les projets « qui peuvent alarmer les autres puissances..... « Tantôt ils font un appel à l'amour-propre des na-

« tions pour exciter leur jalousie.... C'est la guerre
 « sur toutes les parties du continent qui peut seule
 « assurer leur prospérité. Je ne veux rien qui ne
 « soit dans les traités que j'ai conclus... *Je me flatte*
 « *que la paix du continent ne sera point trou-*
 « *blée.* »

Puis, en parlant de la guerre d'Espagne :

« ... L'Angleterre, dit-il, s'est trouvée contrainte à
 « en changer la nature, et d'auxiliaire elle est de-
 « venue partie principale.... Cette lutte contre
 « Carthage, qui paraissait devoir se décider sur le
 « champ de bataille de l'Océan, ou au-delà des
 « mers, se sera donc désormais dans les plaines des
 « Espagnols! Lorsque l'Angleterre sera épuisée,
 « qu'elle aura enfin ressenti les maux qu'avec tant
 « de cruauté elle verse depuis vingt ans sur le con-
 « tinent, que la moitié de ses familles seront cou-
 « vertes du voile funèbre, un coup de tonnerre
 « mettra fin aux affaires de la Péninsule, aux des-
 « seins de ses armées, et vengera l'Europe de
 « l'Asie en terminant cette seconde guerre puni-
 « que. »

Le désordre éurgique de ces dernières paroles ex-
 primait la passion dont Napoléon était dominé, et
 avertissait en même temps l'Angleterre du péril qui
 la menaçait si elle ne parvenait pas à détruire son
 ennemi. Aussi se prépara-t-elle à terminer par un
 coup de tonnerre, non les affaires de la Péninsule,
 mais la lutte de son implacable haine; car elle sentit
 qu'il n'y avait plus pour elle de salut que dans la
 guerre.

Trois mois après, le 19 septembre, Napoléon est
 parti pour aller revoir ses nouvelles provinces de
 Hollande et examiner lui-même les immenses tra-
 vaux qu'il a ordonnés, à son dernier voyage, dans
 les places fortes, dans les ports, dans les chantiers.
 Le 4 octobre il est à Anvers, et peut admirer les
 miracles de ses créations. Sur la rive gauche de
 l'Escaut, où il n'existait ni y a deux ans qu'une
 redoute, s'élève une ville de deux mille toises de
 développement; vingt-et-un vaisseaux de guerre,
 dont huit à trois ponts, sont en construction; on a
 creusé un bassin, ayant vingt-six pieds d'eau, ca-
 pable de contenir quatre-vingt-dix vaisseaux de
 ligne. L'Escaut désormais praticable pour les plus
 gros bâtimens de toute espèce, depuis son embou-
 chure jusqu'à Anvers, présente une rade continue
 que défendent Flessingue et cinq autres petits forts
 ou forteresses. La Hollande semble un vaste port
 inexpugnable.

L'empereur visita Willenstadt, Helvoetsluys,
 Dordrecht, Gorcum, l'île de Gorée, fit son entrée
 solennelle à Amsterdam, inspecta les fortifications
 du Helder, la flottille du Texel, séjourna à Rotter-
 dam, à Delft, à Leyde, et revint le 11 novembre à

Saint-Cloud par Dusseklof et Cologne. Ce voyage
 de deux mois fut consacré à l'amélioration civile,
 politique, militaire et maritime de la Hollande.
 L'Empereur donna à ce beau pays le secret de sa
 force, et il lui eût laissé d'éternels souvenirs de son
 génie, si, deux ans après, il ne fut devenu le proie
 de l'invasion étrangère. Le grand travail de l'empire
 suivait et atteignait l'Empereur dans quelque lieu
 qu'il se trouvât. Les décrets relatifs aux provinces
 illyriennes sortirent du palais d'Amsterdam; une
 foule d'autres furent rendus à bord du *Charlemagne*,
 sur l'Escaut. Depuis le retour de l'Empereur, l'Uni-
 versité impériale reçut une organisation définitive
 et son régime intérieur. Mais on s'étonna de voir
 émaner de la même pensée trois décrets bien dispa-
 ratés entre eux : l'un supprimait la féodalité dans
 les nouveaux départemens des Bouches du Weser
 et des Bouches de l'Elbe; l'autre prorogeait l'amnistie
 accordée aux émigrés; le troisième, enfin, détermi-
 nait la grande loi organique des constitutions fran-
 çaises, celle de la liberté de la presse. La nature, les
 titres, et jusqu'au nombre des feuilles périodiques;
 les noms mêmes des villes où ces feuilles pourraient
 paraître, furent irrévocablement fixés et spécifiés.
 Une censure inquiétante, soupçonneuse, minu-
 tieuse, hostile, sous la responsabilité des autorités
 locales, sera l'argus de cette illusoire périodicité.
 Napoléon se montrait moins jaloux du domaine de
 la conscience que de celui de la pensée. Aurait-il
 été malgré tant de grandeur, et à l'insu de l'univers
 qui le contemplait, le juge craintif de sa toute-puis-
 sance, en soumettant son génie à la terreur devant
 la presse? Ce dernier décret cut le résultat qu'il
 devait avoir : il aliéna les hommes généreux dont
 l'opinion et les talens font la force des États; il pro-
 duisit une scission qui, au temps même du péril, ne
 disparut point : il y eut d'un côté l'armée et ceux
 qui tenaient au pouvoir, de l'autre la nation. Dès
 ce moment, celle-ci fut frappée d'engourdissement,
 parce que les organes de ses intérêts se trouvèrent
 condamnés au silence. L'invasion d'un million d'é-
 trangers, les conjurations des ennemis politiques de
 l'intérieur, n'auraient point détruit Napoléon; il
 dut sa perte à l'immobilité de la France, dont
 pourtant il était admiré et même aimé.

L'Espagne est conquise ou occupée, tout le con-
 tinent en paix ou soumis : on se demande avec
 inquiétude pourquoi le mois de décembre 1811 ap-
 pelle, comme celui de 1810, cent vingt mille conscrits
 sous les drapeaux. Napoléon seul le savait. Au sein
 de la paix, sous la foi des traités, sous l'habitude
 des relations les plus amicales, la Russie a fait
 descendre du Nord de nombreuses armées; la
 Lithuanie a vu arriver successivement les divi-
 sions les plus éloignées; la guerre des Turcs seule

retient encore en Moldavie l'armée de Koutsoff.

La France avait atteint la plénitude de la prospérité. Cette prospérité, dont ils recueillaient leur part, sembla avoir corrompu les chefs de l'armée. Ils se disaient rassasiés de gloire; ils l'étaient. Mais l'Angleterre ne voulait pas que cette gloire devint, par son

repos, une puissance solide et permanente; elle avait conçu le projet de l'épuiser sur les champs de bataille, au prix de tout le sang européen. L'année 1811 expira dans le malaise de cette haute fortune qui désormais ne peut que descendre, parce qu'elle ne peut plus monter.



LIVRE TREIZIÈME.

Sixième et dernière Coalition.

CHAPITRE PREMIER.

(1812.)

TRAITÉS DE LA FRANCE AVEC LA PRUSSE ET L'AUTRICHE. — TRAITÉS DE LA SUÈDE AVEC L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE. — COALITION DE L'ANGLETERRE, DE LA RUSSIE, DE LA SUÈDE, DE L'ESPAGNE, CONTRE LA FRANCE, L'AUTRICHE, LA PRUSSE, L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE. — NAPOLEON A BRÉSLE AVEC L'EMPEREUR D'AUTRICHE. — PAIX DE KUCHEBENT ENTRE LA TURQUIE ET LA RUSSIE. — ENTRÉE DE NAPOLEON EN POLOGNE.

Une guerre générale planait sur l'Europe. Les gages en étaient donnés, on peut le dire, avec profusion par les hautes parties qui rassemblaient les éléments de ce nouvel orage. La réunion à la France de la Hollande, des villes anstématiques, du Lawembourg, en un mot des Bouches du Rhin, de l'Escaut, du Weser, de l'Elbe, et du duché d'Oldembourg avait, en 1810 et 1811, commencé le blocus de la mer du Nord et de la Baltique. Ce blocus fut complété, le 26 janvier 1812, par l'occupation de Stralsund et de la Poméranie suédoise, dont le général Friant s'empara au nom de la France. Le même jour aussi, la Catalogne était divisée en quatre départemens français. L'attitude guerrière d'Alexandre datait du traité de Tilsitt, impatiemment supporté. Cependant, au retour de la conférence du Niémen, l'empereur de Russie avait dit à l'empereur des Français qu'il voulait être son second contre l'Angleterre. Quant à l'entrevue d'Erfurt, où Alexandre avait montré des dispositions si favorables, elle n'avait été pour ce prince qu'un voile spécieux jeté sur sa politique. Le système continental imposait une dure condition à la Russie, mais cette condition sans doute était maintenant juste à ses yeux, puisqu'elle l'avait acceptée. La Russie eut

d'autant plus de raison de signer le traité de Tilsitt, que sur son refus l'empereur Napoléon, au lieu de suivre contre elle dans ses déserts une lutte qu'elle ne pouvait soutenir, se serait probablement décidé à former avec les démembremens de la Pologne et de la Prusse ce grand État intermédiaire qui, protégé par une armée française permanente et gardienne de sa frontière, jusqu'au moment où l'armée nationale aurait acquis toute la force nécessaire, serait devenu pour toujours la sauvegarde de la civilisation et de la paix du continent : et plutôt à Dieu que Napoléon eût pris une résolution si haute et si sage à la fois ! Le cabinet russe prévit cette terrible conséquence d'un refus qui ne lui avait pas réussi après Austerlitz, et s'humilia sous la loi de Tilsitt. Il jugea habilement qu'il était question sur le radeau du Niémen, ou de faire partie de la patrie européenne, ou d'en être exilé à jamais, et de perdre en un moment l'héritage politique de Pierre et de Catherine. La foi punique présida au traité, la Russie y souscrivit, déterminée en secret à l'éluder d'abord, et à le rompre ensuite avec éclat. La France ne tarda point à pénétrer les dispositions de cette puissance. La conduite de la Russie, pendant la campagne de 1809, ne permit plus à Napo-

léon de douter qu'elle ne fût bien éloignée de vouloir contribuer à l'abaissement de l'Autriche, qui cependant venait de faire une guerre d'invasion à la France son alliée. En 1810, l'expression de la politique russe fut plus prononcée : le 19 décembre, elle avait brisé le nœud de Tilsitt par un ukase qui ouvrait ses ports à l'Angleterre et les fermait à la France. La réunion de ses armées sur les frontières de la Lithuanie, et la menace d'envahir le grand-duché de Varsovie, sous le prétexte d'indemniser le duc d'Oldembourg, signalèrent depuis l'énergie des nouveaux conseils qui dirigeaient la cour de Saint-Petersbourg. Dans le mois de février 1811, Napoléon avait cru devoir non seulement demander à la Russie des explications sur le prodigieux changement opéré dans son système à la fin de 1810, mais encore engager le roi de Saxe à concentrer sur la Vistule les troupes du duché de Conserovie pour les mettre à l'abri d'une attaque soudaine.

L'important ouvrage du colonel Boutourlin, aide-de-camp de l'empereur de Russie, renferme des aveux dont la source justifie suffisamment la confiance du lecteur. L'écrivain, en quelque sorte officiel, est venu de lui-même au secours des déclarations que fit à cette époque le cabinet impérial de France. Ces déclarations, relatives à l'attitude provocatrice de la Russie depuis 1810 jusqu'à la prise d'armes de 1812, avaient jusqu'alors été étouffées par les passions les plus contraires, par celles qui aveuglèrent également et les hommes qui s'applaudirent de la chute de Napoléon et ceux qui la lui reprochèrent. L'officier russe déclare « que l'empereur Alexandre ne pouvait méconnaître l'esprit des dispositions du traité de Tilsitt, mais que les circonstances malheureuses où se trouvait l'Europe lui prescrivaient d'éloigner à tout prix la guerre. Il s'agissait surtout de gagner le temps nécessaire pour se préparer à soutenir convenablement la lutte que l'on savait bien être dans le cas de se renouveler un jour. Dès lors l'empereur Alexandre s'appliqua à organiser soigneusement ses moyens de défense, et jugea nécessaire de rassembler la majeure partie de ses forces sur la frontière occidentale de son empire... Dès le lendemain de la signature du traité d'alliance avec la Prusse, c'est-à-dire le 15 février, Napoléon expédia le général Czernicheff à Petersbourg avec la proposition de travailler à faire disparaître les griefs des deux parties. Ces griefs étaient principalement, de la part de la Russie, la prise de possession du duché d'Oldembourg. Mais l'empereur Alexandre sentait trop bien que les griefs avoués ne portaient que sur des accessoires. On n'eût pas avancé grand'chose en obtenant le redressement des griefs sus-mentionnés, car la

« question principale, celle du pouvoir dictatorial de la France sur toutes les autres puissances, n'était susceptible d'être résolue que par la voie des armes. »

Dès l'année 1811, la Russie avait annoncé l'envoi à Paris de M. de Nesselrode; ce négociateur, chargé d'aplanir les différends, devait arriver en novembre; quatre mois après, on l'attendait encore. Napoléon, instruit enfin que la mission de M. de Nesselrode n'aurait pas lieu, fit effectivement appeler, comme on l'a vu plus haut, le colonel Czernicheff, aide-de-camp d'Alexandre, et lui communiqua le traité d'alliance offensive et défensive signé à Paris, le 12 février, avec la Prusse, trop heureuse d'échapper à sa ruine en se réunissant à Napoléon, qui aurait nécessairement commencé par elle la guerre qu'il se voyait obligé d'entreprendre contre la Russie et ses alliés. Napoléon accompagna cette confidence de toutes les explications conciliatrices qu'il pouvait offrir, et rendit Czernicheff porteur d'une lettre particulière adressée à l'empereur Alexandre. Czernicheff partit pour Saint-Petersbourg, le 25 février; deux jours après, Napoléon apprit que cet envoyé, abusant de son caractère et de sa position près du gouvernement français, avait acheté à prix d'or et emporté l'état effectif de nos armées. On courut après lui, il était déjà hors de tout atteinte. Le commis de la guerre, que Czernicheff avait corrompu, paya de sa tête la déloyauté de l'agent moscovite, à qui Napoléon lui-même avait, deux ans auparavant, reproché avec bonté la nature de ses relations et l'objet de ses recherches dans la capitale.

Dans le même moment, Napoléon, qui jugeait la guerre inévitable, se disposa à confier à la garde nationale le territoire de l'empire, pendant que nos armées s'éloigneraient; il a rattaché aussi l'Autriche à la cause de la France par un traité conclu à Paris, le 14 mars, entre le duc de Bassano et l'ambassadeur prince de Schwartzemberg; traité qui prévoyait le rétablissement du royaume de Pologne. En expédiant cet acte diplomatique à M. de Neipperg, ministre d'Autriche en Suède, M. de Schwartzemberg écrivait : « Que leur souverain avait épuisé vainement toutes les démarches tendant à la conservation de la paix sur le continent, auprès du cabinet de Petersbourg, et que, dans un état de choses où tout devait être dirigé vers un but commun, il l'engageait à employer tout son crédit auprès du gouvernement suédois pour le lier à la cause actuelle, en lui faisant espérer, de l'immense avantage qu'une pareille diversion apporterait aux mouvements des alliés dans le Nord, le recouvrement de la province de Finlande. Les nœuds d'amitié et de famille qui existent entre

« notre cour et celle de France, ajoutait l'ambassadeur, viennent d'être renforcés aujourd'hui par « un lien qui devait en être la suite naturelle, pour « établir d'une manière solennelle des relations de « confiance et d'intimité entre les deux empires. » Tels étaient au mois de mars 1812 les sentiments avoués et confidentiels de la cour d'Autriche pour la cour de France. Neuf mois plus tard, la fortune devait les transporter à cet ennemi contre lequel le cabinet de Vienne voulait armer la Suède et marcher lui-même. Les tentatives de ce cabinet et toutes celles de Napoléon échouèrent devant les mauvaises dispositions de Bernadotte, qui, oubliant la source de sa gloire et foulant aux pieds le souvenir de sa première patrie, s'engageait, le 24 mars, par un traité avec la Russie, à combattre contre nous. Le prix de cette défection était l'assurance donnée au prince royal qu'Alexandre l'aiderait à porter une guerre injuste dans le sein du Danemarck pour lui enlever la Norvège. Des trahisons présentes ou futures, des spoliations révoltantes et méditées de loin, voilà les commencemens de cette ligue qui a osé prendre le nom de *Sainte-Alliance*, et invoquer la liberté afin de mettre la religion et les peuples de son côté. Napoléon essaya aussi d'empêcher la Porte de conclure la paix avec la Russie, et chercha tous les moyens de décider le sultan, auquel la France et l'Autriche garantissaient l'intégrité de ses États, à entrer en campagne avec cent mille hommes : on verra plus tard comment le succès de cette démarche fut compromis, malgré la reprise des hostilités sur le Danube.

La conduite de Czernieheff, le long silence opposé à la lettre dont il était chargé, ne faisaient pas augurer heureusement des déterminations qu'adopterait Alexandre, ou plutôt présageaient une issue peu favorable pour les négociations; d'ailleurs, des avis indirects, mais positifs, annonçaient des intentions hostiles. D'un autre côté, tout démontrait qu'Alexandre était dans les mains de l'Angleterre; en conséquence, Napoléon crut devoir s'adresser à cette puissance. Par ses ordres, M. de Bassano écrivit au lord Castlereagh pour lui donner connaissance des dispositions pacifiques de la France. La lettre du ministre fut expédiée pour Londres le 17 avril. La France déclarait « reconner à toute « extension du côté des Pyrénées. Elle garantissait « l'intégrité de l'Espagne; la dynastie actuelle serait « déclarée indépendante, et l'Espagne serait « régie par une constitution nationale des Cortés. « La maison de Bragance régnerait en Portugal. « Le royaume de Naples resterait au roi Joachim, « et le royaume de Sicile serait garanti à la maison « actuellement régnante. Par suite de ces stipulations, l'Espagne, le Portugal et la Sicile, seraient

« évacués par les troupes françaises et anglaises de « terre et de mer. » Le 23 avril, lord Castlereagh répondit qu'il ne pouvait traiter que si la dynastie de Ferdinand était reconnue en Espagne.

Sur ces entrefaites arrive enfin M. le baron de Serdobin avec la réponse de Saint-Pétersbourg à la lettre que Napoléon avait remise à M. de Czernieheff. Le prince Kourakin se rend chez M. de Bassano, le 24 avril, et l'avertit que la Russie exige, avant tout, que les armées françaises évacuent la Prusse, et se retirent derrière le Rhin. Le 25, Napoléon, qui ne veut pas prendre à la lettre ces arrogances diplomatiques, donne l'ordre au comte de Narbonne, son aide-de-camp, de partir pour Saint-Pétersbourg. Le prétexte de sa mission est de communiquer au cabinet russe les pièces de la correspondance anglaise; mais le voyage du nouvel envoyé a pour but véritable de connaître la pensée dernière du Czar. Pen de jours après, le 30, les négociations suivies à Paris depuis dix-huit mois par le duc de Bassano avec le prince Kourakin échouent devant l'ultimatum dans lequel persiste cet ambassadeur, qui demande plusieurs fois ses passeports, et annonce le 11 mai qu'il se retire à la campagne en les attendant.

Cependant, au milieu des soins et des occupations de toute espèce où les inquiétudes de ces discussions orageuses avec la Russie et celles de la guerre terrible dont il était menacé entraînaient Napoléon, il donnait, le 29 janvier 1812, à son empire, un ministère du commerce et des manufactures, institution qui semblait être le gage d'un état de paix assuré. L'immense étendue des côtes de l'empire, et les efforts prodigieux résultant des encouragemens accordés à l'industrie, avaient nécessité cette création qui était en même temps une grande disposition auxiliaire destinée à resserrer l'interdit jeté sur tous les ports qui obéissaient à la France. Le blocus contre l'Angleterre était, comme je l'ai dit plusieurs fois, l'unique loi de la politique de l'empire français. La moindre infraction renversait tout le système d'attaque et de défense de Napoléon; elle empêchait l'œuvre de la paix générale, cette condition exclusive du salut de Napoléon et de son empire; enfin, cette infraction présageait infailliblement une rupture. Aussi la Russie avait rassemblé quatre cent mille hommes pour appuyer, sur ses frontières, l'ukase du 19 décembre 1810. L'imminence d'une nouvelle lutte, dont la longue et mystérieuse préparation avait quelque chose d'implacable, la continuation de celles d'Espagne et de Portugal, où l'Angleterre employait avec profusion ses trésors, ses armées et ses flottes, devaient nécessairement absorber toutes les forces militaires de la France, et appeler, soit aux bords du Tage,

soit aux bords du Nièmen, les troupes qui soute-
naient sur toutes les côtes de l'empire la guerre sé-
dentaire du blocus continental. Il fallait donc
pourvoir au remplacement de ces troupes, que les
circonstances pressantes où se trouvait Napoléon
rendaient aux mouvements de la guerre active. En
conséquence, le 10 mars, l'Empereur soumit à la
sanction du Sénat un projet de sénatus-consulte
qui divisait en trois bans la garde nationale : le
premier comprenait les hommes de vingt à vingt-
six ans, le second de vingt-six à quarante, le troi-
sième les hommes de quarante à soixante. Le
sénatus-consulte, voté à l'unanimité, mit à la dis-
position du gouvernement, sur les six cent mille
citoyens dont se composait le premier ban, cent
cohortes de mille hommes, pour être, en vertu des
constitutions de l'empire, chargées de la garde des
frontières, de celle des établissements maritimes,
des arsenaux et des places fortes. Des cent co-
hortes accordées, on n'en organisa que quatre-
vingt-huit. Elles furent levées sur les cent huit
départemens qui formaient nos trente-deux divi-
sions militaires, depuis Rome jusqu'à Hambourg.
Le partage du peuple français en trois bans n'était
pas sans grandeur, mais il prouvait aussi que Na-
poléon mesurait bien l'étendue des dangers de la
patrie. Ainsi toute l'armée active était ou allait être
en marche, et la plus forte partie avait déjà pour
point de réunion ce fleuve lointain qui bornait la
Pologne septentrionale, ce fleuve qui vit offrir et
accepter avec tant d'empressement la paix de Til-
sitt, contre laquelle la Russie entière venait encore
se s'armer.

Parmi les nombreuses adresses apportées alors
au pied du trône par les députations des collèges
électoraux, on remarque celle du département du
Cher.

« Sire, disait-elle, un de vos prédécesseurs,
« Charles VII, qu'on appelait le roi de Bourges, fut
« redevable de la conservation de sa couronne au
« détournement de ses sujets du Berry. De toutes les
« provinces soumises à sa puissance, celle du Berry
« fut presque la seule qui lui resta fidèle, et lui
« offrit corps et biens. Ce fut à l'aide de ses habi-
« tans qu'il parvint à reconquérir son royaume et à
« chasser les Anglais de la France. » Cette commu-
nication d'une des plus douloureuses époques de
notre histoire paraissait alors au moins intempe-
stive; elle frappa Napoléon, qui répondit : « Ni moi
« ni mes descendans ne seront jamais dans le cas
« d'éprouver votre patriotisme dans des circon-
« stances pareilles à celles de Charles VII. Des dis-
« sensions civiles faisaient à cette époque le mal-
« heur de la France. Divisée en plusieurs États,
« elle fut déchirée par des armées étrangères. De

« pareilles circonstances ne sauraient plus reve-
« nir. Nous sommes un seul peuple, nous avons
« une seule loi et un seul trône. Loin de recevoir la
« loi, nous la donnerons à cette nation qui, habile à
« profiter de nos divisions, a fait tant de mal aux
« générations qui nous ont précédés. » Quel faible
espace de temps sépare cette époque de celle où les
Anglais occupèrent Paris, où Napoléon abdiqua à
Fontainebleau, et où l'armée de la Loire fut licen-
ciée à Bourges!

Le 9 mai, l'Empereur partit pour Mayence avec
l'Impératrice, qui devait l'accompagner jusqu'à
Dresde, lieu de réunion indiqué à la famille impé-
riale d'Autriche; le 17, il était arrivé dans la capi-
tale de la Saxe. Le 20 mai, Napoléon, craignant que
M. de Narbonne n'eût pas été admis auprès de
l'empereur Alexandre, veut tenter une démarche
plus imposante et plus décisive par l'entremise de
son ambassadeur. En conséquence, il dit au duc de
Bassano : « Écrivez à Lauriston de se rendre de
« Pétersbourg à Wilna. Il dira que, pressé d'écar-
« ter cette querelle de gens de plume, je lui ai
« donné l'ordre de franchir les intermédiaires et
« de parvenir jusqu'à l'empereur, pour obtenir de
« sa bouche un mot d'explication qui puisse laisser
« la voie ouverte à notre accommodement; il ajou-
« tera que je suis persuadé que le prince Kourakin
« est allé au-delà de ses instructions, etc. » Au reçu
de cette lettre, Lauriston demanda au gouverne-
ment russe des passeports pour exécuter l'ordre
qu'il venait de recevoir.

Une cour de rois se réunit à Dresde autour de
Napoléon. L'empereur et l'impératrice d'Autriche,
de leur propre mouvement, avaient quitté Vienne
pour se trouver à Dresde sur le passage de leur
gendre, et sanctionner par toutes les démonstra-
tions de l'amitié l'intérêt qu'ils prenaient, en vertu
des liens de famille et d'un traité solennel, à la
guerre contre le Czar qui semblait devenir l'ennemi
commun du continent. Le roi de Prusse offrit le
prince royal pour aide-de-camp à Napoléon, qui,
n'écoutant qu'une délicatesse trop généreuse, le
refusa. Tous les monarques, de la Baltique au Rhin,
dont les contingens grossissent la grande armée, at-
testent par des vœux publics la part qu'ils ambi-
tionnent d'avoir dans les victoires de Napoléon. Les
princes confédérés sous ses aigles se livrent avec
enthousiasme à l'espoir de le voir triompher; le peu
de fierté qui leur reste ne consiste qu'à vouloir sou-
mettre à la même domination le seul souverain
continental qui soit encore indépendant.

Au moment où Napoléon recevait tant d'hom-
mages et tant de garanties, un traité secret pour
une paix définitive était signé à Bucharest entre les
Russes et les Ottomans. Ouvrage de l'Angleterre, la

paix subite de Bueharest eut lieu grace à l'emploi d'une pièce fausse que le cabinet de Loudres fit parvenir à la connaissance du grand-visir; c'était une prétendue lettre de Napoléon dans laquelle il proposait à Alexandre, pour moyen d'arrangement, le partage de l'empire turc. Joseph Fonton, des long-temps stipendié de l'Angleterre, consulta par Galib-Effendi, certifia la vérité du document. Le fait matériel de la présence du comte de Narbonne à Wilna aida encore à convaincre les stupides Ottomans. L'Empereur ne fut pas le seul trompé dans cette circonstance : le sultan le fut également; quand il apprit l'entrée de Napoléon en Russie, il refusa de ratifier le traité, et ne s'y détermina que par l'influence menaçante de l'Angleterre. Ce retard à la ratification retint l'armée russe en Moldavie, et lui permit de s'ébranler seulement au mois d'octobre. Elle ne rejoignit l'armée française, comme on le verra par la suite, que pendant la retraite, à ce fameux passage de la Bérésina, où elle éprouva une défaite décisive. Les États-Unis viennent de déclarer la guerre à l'Angleterre; mais qu'est-ce que cette faible et lointaine querelle auprès de l'importante diversion que Napoléon attendait de la Porte-Ottomane, auprès des graves inconvénients de l'alliance de la Suède avec la Russie?

Le comte de Narbonne est revenu de Wilna, sans autre réponse que l'*ultimatum* remis par le prince Kourakin; Napoléon sent que les négociations ne peuvent plus obtenir de succès, et se prépare aussitôt à quitter Dresde. Le 28 mai il signe les traités que les ministres ont envoyés de Paris; le 29 à trois heures du matin, il part pour l'armée et arrive à Glogau; le 30, il entre en Pologne; il reçoit à Posen la lettre de Bernadotte qui, déjà lié à la Russie par un traité, demande la Norvège et un subside pour se rallier à la cause française; cette proposition l'indigne. « Bernadotte, s'écrie-t-il, n'est que mon lieutenant; qu'il marche quand ses deux parties le lui ordonnent! S'il hésite qu'on ne me parle plus de cet homme... Je n'achèterai point un allié douteux aux dépens d'un allié fidèle. » De Posen, Napoléon se rend à Thorn, d'où il dirige les premiers mouvements de son armée vers les points de passage et d'attaque qu'il a lui-même choisis. Le 7 juin, il arrive à Dantzick, inspecte les ouvrages, parcourt la rive et visite la ville de

Weichselmund, devenue par ses ordres une place du second ordre. Parti de Dantzick le 11 au matin, il est le 12 à Königsberg, après avoir passé en revue les six belles divisions de Davoust sur la route. Appliqué tout entier aux détails de la plus vaste des administrations militaires, pendant que ses divers corps d'armée exécutent les marches prescrites, il reste dans cette ville jusqu'au 17. Le même jour, il s'arrête à Vchlau; le 18, à Insterburg; on y trouve les rives de la Pregel couvertes de vivres, et deux cent vingt mille hommes y débouchent à la fois par quatre chemins différens. Le 19, nous entrons à Gumbineu; c'est là que l'on apprend le refus des passeports réclamés par le général Lauriston pour pouvoir se rendre à Wilna. On lui a seulement permis l'envoi d'un exprès chargé de solliciter, de sa part, une audience d'Alexandre. Cette seconde demande n'a obtenu qu'une réponse négative. A cette nouvelle, Napoléon s'écrie : « Les vaincus prennent le ton des vainqueurs! Ils nous provoquent, et nous aurons sans doute à les en remercier.... » Acceptons comme une faveur l'occasion qui nous fait violence, et passons le Niémen. » Le 22, de son quartier impérial de Witkowski, l'Empereur adresse à ses armées la proclamation suivante :

« SOLDATS !

« La seconde guerre de la Pologne est commencée. La première s'est terminée à Friedland et à Tilsitt. La Russie a juré éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre, elle viole aujourd'hui ses sermens : elle ne veut donner aucune explication de cette étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. La Russie est entraînée par la fatalité; ses destins doivent s'accomplir. Nous eroit-elle donc dégénérés? Ne sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre; le choix ne saurait être douteux. Marchons donc en avant, passons le Niémen, portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armées françaises comme la première; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie, et mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE RUSSIE.

NAPOLÉON entre en campagne avec quatre cent mille hommes français et étrangers, partagés en dix corps d'armée. Sur ce nombre immense de soldats, deux cent mille passent avec lui le Niémen aux environs de Kowno, le 24 juin, presque sans opposition de la part des Russes, qui paraissent avoir ignoré ce grand mouvement, tant il y a eu de secret dans les desseins de Napoléon et de célérité dans sa marche. La journée du 25 nous apprend que, la veille, Macdonald a également franchi le Niémen à Tilsitt; désormais nous sommes maîtres du fleuve, que nos approvisionnements, retenus dans la Pregel, vont remonter sans obstacle. Quelques troupes détachées en avant ont occupé Kowno: l'Empereur, après avoir donné aux officiers du génie l'ordre de mettre cette place à l'abri d'un coup de main, fait avancer les cinq corps d'armée qu'il avait tenus en arrière sur la droite, rejoint les avant-postes du prince d'Eckmühl et la cavalerie aux ordres de Murat, en pleine marche sur Wilna, capitale de la Pologne russe, ville forte et influente, autour de laquelle l'empereur Alexandre, surpris au bal par la nouvelle du passage du Niémen, a voulu d'abord concentrer son armée. Tout annonce une bataille générale: Napoléon s'y prépare comme à une victoire infaillible; son attente est trompée: l'ennemi fait sauter le pont de la Willia, brûle ses magasins, et nous livre Wilna. La rapidité de nos progrès a déterminé cette retraite; elle se fait dans le plus grand désordre, et en abandonnant les corps éloignés au hasard des événements. En effet, les premières manœuvres de Napoléon ont réussi au point que les généraux Baggowouth, Wittgenstein,

Doctoroff, Dorokoff, Platoff, le chef des Cosaques, après s'être heurtés tour à tour contre nos bataillons sur toutes les avenues de Wilna, sont forcés de se jeter comme ils peuvent, dans des directions opposées: de même qu'eux, Bagration et son armée errent à l'aventure, séparés de Barclai de Tolly, qu'ils essaient en vain de rejoindre. Napoléon continue à diriger ses forces, soit contre les troupes qui viennent se réunir devant nous sur la Dwina, soit contre les colonnes en dehors de ce mouvement, particulièrement contre l'armée de Bagration qu'il espère détruire, soit contre ce qui reste d'ennemis sur nos derrières. Napoléon est à la poursuite de la grande bataille au cœur de la Russie. Cependant il s'arrête dix-sept jours à Wilna. Ce long repos au début d'une campagne aussi active n'est point dans les habitudes du vainqueur d'Italie; il étouffe également ses soldats et ses adversaires. L'histoire, jusqu'à présent, n'a point recueilli le secret de ce retard, qui empêchera Napoléon d'arriver quinze jours plus tôt à Moskou! Mais elle rend compte des soins multipliés qu'il prend lui-même pour qu'il soit pourvu à tous les besoins du service et de l'administration de l'armée, et à l'établissement d'une police militaire, afin de réprimer les désordres, cent fois plus dangereux que les défaites. Il s'occupe aussi à créer un gouvernement provisoire pour la Lithuanie, qui nous accueille en libérateurs, malgré le mal que lui cause le passage de tant de milliers d'hommes sur son territoire. Cependant, le 26 juin, la diète de Varsovie avait proclamé le rétablissement du royaume de Pologne, et donné le signal de la liberté à toute la nation.

Immédiatement après ce grand acte de patriotisme et d'audace qui fit tressaillir en Europe tous les cœurs généreux, les regards de l'assemblée s'étaient portés vers le conquérant dont on attendait la résurrection de la patrie de Sobieski et de Kosciusko. Une députation ayant à sa tête le sénateur Wihicki, apporte une adresse de la diète à Napoléon, et lui dit « que les Polonais n'avaient été soumis ni par la paix, ni par la guerre, mais par la trahison; qu'ils étaient donc libres de droit devant Dieu comme devant les hommes; qu'aujourd'hui pour vante l'être de fait, ce droit devenait un devoir;... mais que c'était à lui, qui dictait au siècle son histoire, en qui la force de la Providence résidait, à appuyer des efforts qu'il devait approuver; qu'ainsi ils venaient demander à Napoléon-le-Grand de prononcer ces seules paroles : *quo le royaume de Pologne existe, et qu'il existerait.* » Napoléon leur répondit entre autres choses : « Députés de la confédération de Pologne, j'ai entendu avec intérêt ce que vous m'avez dit. Polonais, je penserais et agirais comme vous; j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie. L'amour de son pays est le premier devoir de l'homme civilisé. Dans ma situation, j'ai beaucoup d'intérêts à concilier, beaucoup de devoirs à remplir. J'aime votre nation : pendant seize ans, j'ai vu vos soldats à mes côtés. J'applaudis à ce que vous avez fait; j'autorise les efforts que vous voulez faire. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour sconder vos résolutions. Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espérance de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits... Je vous ai tenu le même langage dès ma première entrée en Pologne; je dois y ajouter que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses domaines. » Cette réponse, que dictaient la loyauté, la plus saine politique et des circonstances impérieuses, désenchantant la Pologne sans l'empêcher de nous donner encore des preuves de dévouement, mécontenta la France qui s'était plu à prononcer d'avance la restauration du royaume dévoré par le coupable triumvirat du Nord : elle fit croire que Napoléon, en doutant de sa force, doutait de son succès, et commettait une grande faute. Peu avant cette réponse, le général Balachoff, aide-de-camp de l'empereur Alexandre et son ministre de la police, était venu à Wilna, comme parlementaire de la part de ce prince, qui proposait de rentrer dans le système continental, et de s'entendre sur tous les autres points en litige, sous la condition que l'armée française se retirerait derrière le Niémen. Napoléon demandait à traiter sur-le-champ à Wilna même; et tout porte à croire que les deux empereurs se seraient conciliés. M. Ba-

lachoff fut accusé depuis de n'avoir pas peu contribué à exciter l'irritation de son maître, en dénaturant les termes de la réponse de Napoléon à une proposition qui lui rappelait l'offensant *attumatus* du prince Kourakin; la guerre dut continuer.

Les armées des ducs de Tarente, de Reggio, d'Elchingen et du roi de Naples, se rangent l'une après l'autre sur les bords de la Dwina, qui protège les Russes dans leur camp retranché de Drissa, où l'empereur Alexandre, ayant Barclai de Tolly sous ses ordres, attend avec anxiété des nouvelles de ses autres généraux dispersés au loin, et surtout de Bagration, dont Napoléon, de son côté, a préparé la ruine. Mais le roi de Westphalie a perdu deux fois un temps précieux pour la poursuite de l'arrière-garde de ce général; et si Davoust, chargé de le détruire, a montré beaucoup d'audace et de fermeté devant lui, il n'est pas sorti, ou n'a pu sortir à propos de Minsk, pour l'écraser. Néanmoins Napoléon, convaincu de la possibilité de réparer encore le mal, transmet de nouvelles instructions à son lieutenant, ainsi qu'au roi Jérôme, et prescrit au prince de Schwartzemberg, qu'il a lancé aussi sur les traces de Bagration, de venir se placer entre la forêt de Bobruisk et les marais de Pinsk. Tel est l'emploi connu des dix-sept jours passés à Wilna, et qu'on a tant reproché au grand capitaine accoutumé à terrasser ses ennemis par des coups de tonnerre.

Alexandre, dans de fastueuses proclamations, ayant promis de combattre et de vaincre à Drissa, Napoléon marche de Bloukohoé à une bataille pour laquelle il a tout disposé. A son approche le Czar n'ose pas compter, pour nous résister, sur deux armées divisées l'une de l'autre, et ordonne d'évacuer ce fameux camp, le fruit d'une année de travaux considérables, tandis qu'il va se rendre à Saint-Petersbourg afin de presser la levée générale que réclame le salut de son empire. Ainsi la grande bataille échappe encore à Napoléon. L'abandon subit du camp de Drissa présente à ses armes une guerre toute nouvelle. D'après ses ordres, tous nos corps d'armée, partis du Niémen à des époques et par des routes différentes, arrivent le même jour, à la même heure, à Bechenkowlitchi, sur les rives de la Duna; mais il ne trouve plus que des traîneurs au-delà du fleuve. Devancé par Barclai de Tolly à Witepsk, il y court après avoir mis en mouvement le duc de Tarente qui s'avance sur Riga, et le duc de Reggio qui doit démolir d'abord le camp de Drissa, ensuite occuper Polotsk, devancer Wittgenstein à Sébége, et lui couper la retraite sur Saint-Petersbourg. En cet instant le bruit du canon semble annoncer une bataille avec Barclai de Tolly, résolu à nous dispu-

ter Witepsk. Mais ce n'était qu'une affaire d'avant-garde à Ostrowno, affaire sérieuse toutefois, et dans laquelle la brillante valeur de Murat et d'Engène, secondée par l'intrépidité de nos braves soldats, triompha de l'inébranlable constance des Russes. Une autre action, plus acharnée encore, eut lieu au-delà d'Ostrowno avec les corps de Palden et d'Ostermann. L'Empereur survint au moment nécessaire pour achever la seconde victoire, en chassant l'ennemi d'un bois dans lequel on n'avait pas osé s'engager, et qu'il paraissait vouloir tenir après sa retraite. A la pointe du jour nous n'étions plus qu'à deux lieues de Witepsk. Le 27 juillet, l'Empereur présent à l'avant-garde, fut témoin d'un troisième engagement avec dix mille hommes de cavalerie et d'infanterie russes. L'avantage de leur position, l'artillerie qu'ils démasquèrent, l'obligation où nous étions de passer devant eux, sur un seul petit pont, le ravin qui les défendait, rien ne put empêcher leur défaite. C'est là que deux cents voltigeurs parisiens, du 9^e de ligne, excitèrent l'admiration de toute l'armée par une héroïque et victorieuse résistance à une nuée de lanciers, au milieu d'une charge terrible dont nous n'avions pu supporter le choc. A ce spectacle, Napoléon s'écria : « *Ils méritent tous la croix !* » Touchés de ces paroles qu'on leur répéta de sa part, ces braves répondirent en mettant leurs bonnets sur leurs baionnettes, aux cris de *vive l'Empereur !*

Les deux armées, en présence, ne sont plus séparées que par le ruisseau de la Lutehissa. Barclai de Tolly a résolu de recevoir la bataille qu'il ne peut éviter sous peine de renoncer entièrement à sa réunion avec Bagration ; s'il persiste dans le dessein de combattre, il est accablé. Napoléon en a l'assurance ; aussi se prépare-t-il, avec une joie héroïque, à saisir l'occasion offerte ; mais tout change : un courrier de Bagration, sauvé de nos mains par miracle, fait reculer Barclai, et nous livre tout le pays entre la Duna et le Borysthène, avec Witepsk entièrement abandonné de ses habitants.

Napoléon accorde, autour de cette ville, un repos nécessaire à son armée, renforcée de tous les corps envoyés contre Bagration et ramenés par Davoust. Pendant ce temps, ses ordres font marcher au secours de Reynier, contraint de céder devant Tormasoff, dans le grand-duché, les armées que commande Schwartzemberg, le duc de Bellune et le duc de Castiglione, chargés de détruire le général russe, et d'assurer l'entière liberté de nos communications. Le général Saint-Cyr, à la tête des Bavares, ira soutenir le duc de Reggio, d'abord forcé à la retraite, ensuite victorieux avec une immense avantage, mais inhabile à profiter de ses succès sur Wittgenstein qui le fait reculer jusqu'à

Polotsk. Le duc de Reggio doit reprendre aussitôt l'offensive et poursuivre, jusqu'à leur ruine totale, les Russes qui lui sont opposés. Le duc de Tarente, maître de Dunabourg, qu'il a occupé sans coup férir, doit concourir à cette importante opération. La plus puissante activité signale la présence de Napoléon à Witepsk. Recevoir les dépêches, dicter les ordres, s'entretenir avec ses généraux, veiller sur les subsistances, sur le service des hôpitaux, sur les besoins de ses soldats, s'enquérir de leurs souffrances, leur distribuer des récompenses pour leurs exploits, administrer, gouverner avec autant de régularité qu'aux Tuileries, voilà l'emploi de ses jours ; ses nuits sont consacrées aux plus hautes méditations de la guerre, et aux moyens d'assurer le succès d'une campagne qui peut terminer enfin la lutte implacable de la Grande-Bretagne. Au lieu de se laisser effrayer par les nouveaux obstacles que lui suscitaient l'inconcevable paix de Buebarrest, la défection de Bernadotte, plus étonnant encore, la réunion des armées ennemies, la profonde exaltation du peuple moscovite auquel le Czar lui-même a mis le glaive et la torse à la main au nom du ciel, il se redouble de constance, même au milieu du refroidissement et des murmures du quartier-général.

Il veut la guerre afin de couvrir la paix ; et tandis que les Russes quittent les environs de Smolensk pour marcher droit sur Witepsk, son génie, enflammé par la grandeur des circonstances comme par l'importance du but, enfante l'admirable conception de se porter rapidement sur la rive gauche du Dniéper, où Davoust nous attend déjà, de surprendre Smolensk, de repasser le fleuve sur les ponts de cette ville, et de revenir attaquer en queue les corps qui l'ont quittée. En quarante-huit heures, cent quatre-vingt-cinq mille hommes ont exécuté ce mouvement avec une telle précision et un tel secret, que les deux généraux ennemis apprirent seulement par Smolensk le danger qu'ils couraient. Pendant les marches incertaines, désordonnées, de Bagration et de Barclai de Tolly, Smolensk, prise au dépourvu, n'aura personne pour fermer ses portes aux Français victorieux dans deux combats. Bagration, instruit le premier de cette grande manœuvre, retourne sur ses pas ; Barclai le suit bientôt. La ville allait tomber, le 16 août, devant l'impétuosité des troupes du maréchal Ney ; elle est secourue par l'arrivée dans ses murs des vingt mille hommes de Rajewski, que Bagration ne tarde pas à appuyer avec trente autres mille hommes. En voyant les deux généraux accourir à la tête de toutes leurs forces, Napoléon s'écria comme à Austerlitz : *Je les tiens !* Mais les ennemis n'avaient garde de s'exposer à une aussi terrible chance contre le premier homme de

guerre du siècle et une armée digne de lui, qui avaient soif et besoin de combattre. Au mouvement de Barclai de Tolly qui, craignant de perdre la route de Moscou, a envoyé Bagration s'en saisir, et reste en réserve sur les hauteurs de la rive droite, Napoléon juge qu'il faut renoncer à une bataille générale, et se résout à enlever Smolensk. L'action commence le 17, à deux heures après-midi, par l'attaque des faubourgs de Roslaw et de Mitislaw, confiée aux généraux Morand et Gudin. Sur la gauche du Dniéper, Ledru, placé sous les ordres du maréchal Ney, pénètre dans le faubourg de Krasnof, nous trouvons partout une opiniâtre et forte résistance. Vers notre droite, les Polonais, que conduit Poniatowski, enflammés à la vue de Smolensk, théâtre des exploits de leurs pères, et attachée pendant un siècle à la Lithuanie, enveloppent le faubourg Nicolskoï, où ils font un affreux carnage. Alors la cavalerie du général Bruyères, ayant chassé celle des Russes des abords du faubourg de Riezewska, occupe un plateau qui domine la ville; c'est de là que bicentôt une batterie de soixante pièces tire à mitraille sur les masses qui couvraient le bord opposé. Une vive fusillade se fait entendre. A cinq heures tous les faubourgs de la rive gauche sont emportés avec la plus rare intrépidité, sous les yeux de l'Empereur, qui voit l'ennemi acculé aux pieds des murs. Le corps tout entier de Baggowouth vient au secours de Doctoroff, réclut à la dernière extrémité. Le prince Eugène de Wurtemberg, avec une division de grenadiers, s'élance pour disputer à Davoust la porte Malakouska; d'un autre côté, le maréchal Ney, devenu maître d'une position hors de Smolensk, après un combat obstiné, va pénétrer par la brèche du bastion; un nouveau renfort s'oppose à son dessein, tandis que deux bataillons de la garde russe secondent ceux qui luttaient à la porte Nicolskoï contre les Polonais victorieux. A six heures du soir le canon bat les murailles de la ville; des obus déposent les Russes des ouvrages avancés; en même temps, les batteries, disposées par le général Sorhier, enfilent tous les chemins couverts, dont l'occupation devient dès lors impossible aux ennemis. L'assaut se prépare. Pour rendre décisif l'effet de cette terrible résolution, et enfermer la garnison dans un cercle de feu dont elle ne puisse sortir, nous avons resserré la place du côté du Dniéper, et nos pièces foudroient les passages des ponts. Smolensk, qui ne saurait nous échapper, va nous livrer les restes formidables de ses quarante mille défenseurs; mais Barclai les rappelle à la faveur de la nuit. Nous entrons dans Smolensk au milieu des flammes et des débris qu'elles achevaient de dévorer. Cette journée, où cent mille hommes furent engagés de part et d'au-

tre, attestait notre supériorité sur un ennemi protégé par des fortifications, par un grand fleuve, et par tous les avantages d'une position admirable; elle causa des pertes immenses aux Russes, et nous coûta aussi bien cher. Le récit d'une action aussi acharnée, qui ne donnait à Napoléon qu'une ville en cendres, produisit en France une impression douloureuse comme le bulletin de la bataille d'Eylau. Mais, en prenant possession de sa conquête, le soldat français, malgré le plus affreux spectacle offert à ses regards, marche lièrement au son d'une musique guerrière, et ne pense qu'à la gloire. Quelques-uns de ses chefs seuls commencent à faire des réflexions pénibles et mêlés de quelque découragement. Napoléon demeure inébranlable dans ses desseins, et non pas inaccessible à la pitié; ses secours et ses ordres sauvent tout ce qu'on peut sauver, hommes et choses, dans un tel désastre; il est à la fois la Providence des vaineux et des vainqueurs. Cependant il pousse en avant le prince d'Eckmühl, les divisions Gudin et Compans, la cavalerie du général Bruyères, et celle du roi de Naples, sur les traces de Barclai de Tolly; il commande encore au duc d'Abbrantès de se placer derrière l'ennemi, au-delà des défilés de Valoutina. Si cette manœuvre est exécutée, peut-être l'armée russe mettra bas les armes, ou du moins elle éprouvera l'un de ces défaites dont on ne se relève jamais!

Barclai de Tolly s'était d'abord retiré sur Saint-Petersbourg; ensuite il avait changé de marche, et opérait pour se réunir à Bagration, sur le chemin de Moscou. Napoléon, qui l'apprend, y envoie en toute hâte le maréchal Ney. Celui-ci trouve, de hauteur en hauteur, un ennemi qui résiste et recule tour à tour; à chaque pas le nombre augmente devant nous. Napoléon expédie des renforts à son lieutenant, et charge en même temps le général Gourgaud d'aller s'informer de l'état des choses. A minuit cet officier revient. Les renforts sont arrivés; le maréchal a livré un combat aussi terrible que glorieux; mais Junot, après avoir passé le Dniéper au point indiqué, n'a voulu obéir ni aux instances du roi de Naples, ni aux ordres de l'Empereur. Il a préservé de la ruine, par sa coupable inaction, l'armée de Barclai de Tolly, séparée de celle de Bagration, divisée elle-même en deux parties, embarrassée dans un étroit défilé, d'où elle ne peut sortir qu'homme à homme, et dont la prévoyance du génie avait d'avance fermé l'issue. Napoléon se rend, le 20 août, auprès du maréchal Ney. Amis ou ennemis, tout le monde s'accorde à penser que Barclai de Tolly était perdu sans l'inconcevable débâcle de Junot. A Rome, jadis, elle eût attiré la mort sur la tête de son auteur: Napoléon par-

donna. Sans doute il se souvint du sergent de la Côte-d'Or, son intrépide secrétaire au siège de Toulon, et des nombreux services de l'officier qui lui avait sauvé la vie en Égypte. Malgré le regret que devrait lui laisser le résultat imparfait de la victoire de Valoutina, il reprit toute sa sécurité pour distribuer de magnifiques récompenses à ses soldats, dans une cérémonie dont le théâtre était un champ couvert de sanglans débris, et où l'enthousiasme de la gloire, excité au plus haut degré par sa présence et par ses paroles, tantôt affectueuses et paternelles, tantôt guerrières et sublimes, effaçait à tous les yeux les images de la mort répandues de tous côtés.

A Smoleusk, la fuite du duc d'Abrantès et ses funestes conséquences; le miracle du salut de l'armée russe; la fatalité qui s'attache en son absence aux opérations les mieux conçues et les plus décisives; la bataille générale qui reculait toujours devant lui; la mollesse du prince de Schwartzemberg à soutenir le général Reynier victorieux, à Ghorodczna, de Tormazoff, déjà effrayé de l'arrivée du duc de Bellune avec son corps sur la Vistule; en Volhynie, l'insuccès inattendu des soixante mille hommes confiés au duc de Reggio, contre Wittgenstein beaucoup plus faible que nous; telles sont les idées qui poursuivent Napoléon à son retour de Valoutina. Des méditations profondes et voisines du dégoût s'emparent de lui et semblent devoir l'arrêter à Smoleusk. Mais tout à coup le général Gouviou-Saint-Cyr a réparé les fautes ou le malheur du duc de Reggio à Polotsk, et mérité le bâton de maréchal qu'il obtient; les nouvelles du roi de Naples, du prince d'Eckmühl, du général Grouchy, sont favorables; les Russes, consternés, se replient en toute hâte, abandonnant leurs blessés; l'armée française va marcher en avant, malgré les murmures de la faiblesse, du découragement, et les alarmes d'un certain nombre d'hommes qui, de feu dans les combats, sont de glace dans le conseil, et tremblent d'envisager d'avance des dangers ou des obstacles qu'ils affronteront tous avec le plus grand courage. D'après de nouveaux renseignements, Napoléon met en mouvement l'armée du prince Eugène, et part de Smoleusk; il a jugé qu'une bataille était devenue indispensable aux ennemis pour calmer et rassurer la Russie, aussi indignée que consternée de la prise de Smoleusk; cette bataille, Barclai de Tolly la veut, Napoléon la demande, et court la livrer sur la route de Moscou.

Le 29 août nous sommes à Wiasma; nous trouvons la population fugitive et la ville incendiée: nous en arrachons aux flammes une moitié, avec beaucoup d'approvisionnement. Là on apprend que Barclai de Tolly, craignant l'arrivée du feld-maré-

chal Kutusoff, son successeur, se dispose à tenter la fortune des armes entre Wiasma et Ghjath; mais Kutusoff, qui a pris le commandement, veut choisir une autre position, et prépare tout pour nous combattre dans celle du village de Borodino à deux petites marches de la ville de Ghjath, où Napoléon s'arrêta les trois premiers jours de septembre. Le 3, l'armée française, à deux heures, découvre toute l'armée des Russes en ordre de bataille sur une rangée de collines. La redoute importante de Schwardina, construite en avant sur un mamelon, défendue avec acharnement contre la division Compans par Bagration en personne, tombe devant nous, ainsi que toutes les pièces dont elle était armée: c'est le premier présage de notre triomphe. Pendant la nuit, nos troupes, successivement développées, achèvent d'occuper leurs rangs respectifs. Après quelques heures de repos sous sa tente, l'Empereur est à cheval aux premiers rayons du jour. Au milieu de la matinée, ses reconnaissances et ses dispositions sont interrompues par deux courriers; l'un, M. de Bausset, apporte, avec des lettres de l'Impératrice, le portrait du petit roi de Rome: Napoléon redevient père un moment. Le second courrier, le colonel Fabvier, lui apprend la perte de la bataille des Arapiles par le maréchal duc de Raguse, si fatale à nos armes. Ce crime militaire indigné Napoléon, mais ne le décourage pas; il y puise au contraire de nouvelles forces pour la victoire qui l'attend. Il achève sa dernière reconnaissance sous la mitraille de l'ennemi, en face de Borodino. La journée se termine par les derniers préparatifs. Le lendemain 7, Napoléon, sorti de sa tente, se montre à ses officiers et leur dit: « Voilà un beau soleil, c'est le soleil d'Austerlitz. » Cette comparaison était audacieuse au cœur de la Russie, dont l'armée avait été foudroyée à Austerlitz, sur un lac glacé qui se brisa sous nos boulets et sous ses bataillons. Cependant toute l'armée a pris les armes, et chaque compagnie entend la lecture de cette proclamation dont le caractère grave et l'énergie simplicité contrastent avec la brillante exaltation des proclamations d'Italie.

« SOLDATS !

« Voilà la bataille que vous avez tant désirée. Désormais la victoire dépend de vous: elle nous est nécessaire; elle nous donnera de l'abondance; de bons quartiers, et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smoleusk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée; que l'on dise de vous:

« Il était à cette grande bataille dans les plaines de
« Moskou! »

Bientôt parvenu en avant des talus de la redoute prise par le général Compans, Napoléon met pied à terre, et l'action s'engage. Sous le feu des deux batteries du général Sorbier, les divisions Compans et Desaix, que le prince d'Eckmühl a lancées, inarabent sur les positions de Bagration; Poniatowski attaque par la vieille route de Smolensk; Eugène agit sur la grande route de Moskou; tout réussit d'abord, mais Compans, Desaix et Rapp, blessés, le prince d'Eckmühl, renversé avec son cheval atteint d'une balle, ont compromis le premier succès: le maréchal Ney reçoit de l'Empereur, presque placé sur la ligne d'attaque, l'ordre de recommencer le combat. Cependant le vice-roi a enlevé Borodino. Le même triomphe couronne la valeur des maréchaux Ney et Davoust, réunis dans le but d'emporter les redoutes de Bagration, et, malgré l'opiniâtreté de ses tentatives pour les reprendre, elles restent en notre pouvoir. L'aile gauche des Russes n'a plus d'appui. Pendant le nouveau mouvement que Napoléon fait faire au prince d'Eckmühl, Bagration en péril appelle à son secours Kutusoff; mais assailli par le prince Eugène, maître de Borodino, Kutusoff n'a pu nous empêcher de forcer sa grande batterie du centre, vers laquelle il envoie incessamment des secours à la division Paskevitch; et ce n'est qu'avec des efforts inouïs qu'elle parvient à rentrer dans la redoute que le général Bonami, qui l'a prise, s'obstine à défendre jusqu'au dernier soupir. Alors Kutusoff porte ses masses sur sa gauche: Napoléon, qui l'a prévu, engage ses réserves et fait avancer une batterie de quatre-vingt canons. Les Russes se précipitent pour l'attaquer. Les carahiniens de Lepaultre et de Chouars, les cuirassiers de Saint-Germain, les hussards de Pajol et de Bruyères, s'élançant à leur tour et remportent une sanglante victoire. Enfin l'Empereur, un moment attiré par le *hourra* de huit régimens d'Ouvaroff et de quelques milliers de Cosaques de Platoff vers le prince Eugène, s'apprête, suivant sa coutume, à percer la ligne de l'ennemi, qui vient d'être renouvelée pour la troisième fois. Sur notre front tonne avec fureur une artillerie immense, à laquelle répond toute l'artillerie russe: huit cents pièces de canon vomissent la mort des deux côtés dans l'espace d'une demi-lieue. A droite, Poniatowski marche malgré tous les obstacles; à gauche, le prince Eugène dirige trois divisions sur les parapets de la grande redoute; au centre, l'Empereur s'avance jusqu'à la position de Semenowskié: long-temps impassible sous la mitraille des Russes, comme ceux-ci sous la nôtre, les soldats français vont droit à l'ennemi,

qui s'ébranle à son tour. On se joint, on charge à la baïonnette, au milieu d'une troisième mêlée plus affreuse encore que les autres. L'attaque et la résistance sont également acarnées; mais enfin, grâce aux efforts de Davoust et à l'héroïsme du maréchal Ney, notre cavalerie, conduite par Mural, peut se développer et décider l'action, en enfonçant le centre de Kutusoff. Pendant ce temps, Montbrun s'élançait à la tête des cuirassiers, il tombe mort; Auguste Caulaincourt lui succède, et pénètre par la gorge dans la grande redoute, que le prince Eugène envahit d'un autre côté. Un combat terrible se renouvelle sur ce point, il se termine par le massacre de tous les Russes: leur retraite, que presse la cavalerie de Grouchy, le brillant succès des Polonais de Poniatowski sur les troupes de Touthkoff et de Baggowouth, achevèrent notre triomphe; toutefois les débris de l'armée de Kutusoff s'arrêtent sur le ravin de Psarewo, et demeurent, on ne sait pourquoi, exposés au feu de nos batteries, qui causent d'effroyables ravages dans leurs rangs jusqu'à la fin du jour, et les forcent enfin à s'éloigner. Il dépendait de nous d'exterminer les Russes, mais il fallait faire donner la garde et entamer un corps encore intact qui pouvait sauver l'armée dans un péril ou assurer la victoire dans une autre action: une prudence si hautement justifiée par le reste de la campagne, empêcha Napoléon de porter un second coup à Kutusoff.

Cette bataille, trop peu décisive, nous coûta douze à treize mille hommes hors du combat, et neuf mille tués: il n'y eut presque pas de division qui ne déplorât la mort d'un ou de plusieurs de ses chefs. Nous perdîmes les généraux Plauzolle, Romeuf, Marion, Bonami, Compère, Iluart, Lanubère, Montbrun et Auguste Caulaincourt, tué comme lui dans la terrible redoute; un grand nombre d'officiers supérieurs furent blessés. Les Russes eurent à regretter environ cinquante mille hommes, parmi lesquels on comptait le prince Bagration, le général Koutaissoff et les deux Touthkoff. Les Français s'emparèrent de cinquante pièces de canon, et firent plusieurs milliers de prisonniers. Le maréchal Ney, digne de la plus magnifique récompense, reçut le titre de *prince de la Moskowa*; Davoust, et surtout le vice-roi, n'avaient pas moins mérité que lui peut-être, et ne se montrèrent point jaloux; Compans, Gérard, Morand, Caulaincourt, Montbrun, Poniatowski et ses Polonais, enfin les généraux d'artillerie Forestier, Sorbier, Larihoisière, etc., avaient aussi puissamment contribué au triomphe de nos armes.

Après sa retraite décidée, Kutusoff, poursuivi sur la route de Moskou, annonça par une vive résistance à Mojalak l'intention de nous livrer une

seconde bataille dans la belle position de Fili, à une demi-lieue en avant de Moscou; mais le 14 septembre, les troupes du feld-maréchal eurent le douleur de quitter encore cette position sans combattre, et de traverser en vaincus l'antique capitale de la Russie et le berceau de l'empire. On dit que des officiers et des soldats pleuraient de rage et de désespoir. L'abandon de Smolensk, qui passait pour une lâcheté et presque pour une trahison, avait répandu le deuil et l'indignation dans tous les cœurs russes: qu'on juge de l'effet de l'évacuation de Moscou, la ville sainte, par une armée que la veille encore on disait victorieuse, par le vainqueur des Turcs à Roudschouk, par le général qu'on avait appelé comme un libérateur, et qui, après avoir juré sur ses cheveux blancs de défendre à toute extrémité la vieille capitale des czars, la laissait à la merci de Napoléon! Mais, chose à peine croyable, à l'instant où sa défaite le forçait, pendant la nuit qui suivit la bataille, d'ordonner la retraite pour ne pas être coupé, le lendemain, de la route de Moscou, et acculé contre la Moskowa, Kutusoff ne craignait pas d'écrire aux deux généraux en chef qui relevaient de son commandement, que l'armée française avait été écrasée à Borodino; il fit proclamer à Moscou cette nouvelle, qui allait être démentie au moment même; il eut l'audace d'annoncer à son souverain une victoire complète. Deux bulletins venus du quartier-général, et publiés dans Saint-Petersbourg, portaient que les Français avaient été taillés en pièces à Mojaïsk, et la garde impériale détruite: qu'outre cent pièces de canon restées entre ses mains, Kutusoff avait fait mille prisonniers, parmi lesquels on comptait le prince vice-roi, le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen, et que l'ennemi était poursuivi par Platow, avec trente mille Cosaques qui avaient culbuté notre cavalerie dans l'action générale. Les plus brillantes récompenses devinrent le prix comme elles avaient été le motif de ces mensonges, qui déshonorent à jamais le nom de Kutusoff. Cependant son arrière-garde, serrée en queue par le roi de Naples, et menacée de flanc par le prince vice-roi, qui pouvait lui barrer le passage, courait le danger d'être prise ou tuée dans les rues de Moscou. Miloradowick, pour la sauver, proposa une suspension d'armes, et déclara qu'il mettrait le feu à la ville, si l'on voulait inquiéter sa retraite; une convention verbale lui donna la sécurité. Mais déjà Murat se dispose à enlever d'assaut le Kremlin, défendu par quelques milliers de misérables que Rostopchin avait excités. Des hauteurs du mont du Salut, qui domine Moscou, on voit cette grande cité, moitié orientale, moitié européenne, avec ses huit cents églises, ses mille clochers, ses coupoles

dorées que le soleil fait étinceler. A cet aspect, nos soldats, frappés d'étonnement et d'admiration, comme autrefois leurs compagnons devant la Thèbes aux cent portes, s'écrient en battant des mains, « Moskou! Moskou! » Ils répètent, en pénétrant dans la ville, la même acclamation et ce vers de l'hymne des Marseillais, qui n'était pas encore oublié entièrement :

Le jour de gloire est arrivé.

Les chefs partagent cet enthousiasme; Napoléon lui-même en est saisi un moment; une exclamation de bonheur lui échappe. A deux heures il s'arrête dans l'une des premières maisons du faubourg de Dorogomilow, le lendemain il descend au Kremlin: c'est là que, satisfait d'avoir exécuté, fier de posséder l'antique capitale de l'empire moscovite, il contemple avec quelque orgueil le trône et l'image de Pierre I^{er}. Ah! que les désastres de Charles XII étaient alors loin de la mémoire du vainqueur! Cependant, au faite de la gloire, il touchait à une effroyable catastrophe! Quoiqu'elle dût éclater avant vingt-quatre heures, aucun signe ne la laissait entrevoir. A la vérité Moscou avait vu partir ses habitants, désabusés des mensonges de Kutusoff seulement par le passage de l'armée fugitive de Kutusoff; mais une partie de la population était restée. Nous avons trouvé cinq cents palais ouverts, avec les domestiques aux portes tout prêts à nous recevoir. Les plus riches propriétaires avaient annoncé leur prochain retour, et recommandé par écrit leurs maisons aux officiers qui les occupaient. L'arsenal du Kremlin renfermait soixante mille fusils anglais, autrichiens et russes, et cent pièces de canon; hors de la ville, de vastes bâtiments contenaient quatre cent milliers de poudre, et plus d'un million pesant de salpêtre. Moscou, encore debout et intact, nous offrait des ressources immenses et d'admirables quartiers d'hiver. Napoléon dispose tout dans sa pensée pour mettre à profit sa conquête, rétablir l'ordre dans la ville, la discipline dans son armée, et coordonner tous les éléments du nouveau système qu'il a conçu. Quelles craintes peuvent l'atteindre? Kutusoff, battu, a trop bien senti la supériorité de l'armée française pour tenter de nous inquiéter au sein de Moscou! Si les autres généraux russes font leur jonction avec le feld-maréchal, nous comptons derrière nous deux cent soixante mille hommes échelonnés de manière à venir successivement accroître la grande armée. D'ailleurs, le caractère d'Alexandre, que Napoléon croit avoir bien pénétré, et ce fut son erreur depuis Tilsitt, lui donne l'espérance de la paix au prin-

temps. De leur côté, les soldats, qui avaient regardé Moscou comme le terme de leurs souffrances et le but de leurs travaux, remplis d'ailleurs d'une confiance sans bornes pour le grand capitaine qui semblait jus'qu'alors avoir toujours commandé à la fortune, se reposaient avec un plaisir mêlé d'orgueil, entourés des magnificences de la ville des czars. Autour de nous tout respirait l'espoir, le calme et la sécurité.

Mais le gouverneur même de Moscou, Rostopchin, émule et peut-être agent de cette politique britannique à qui nul crime ne coûte pour la ruine de ses ennemis, après avoir fait construire par l'Anglais Smidt un ballon incendiaire destiné à dévorer Napoléon au milieu de son armée, n'ayant pas réussi dans une si cruelle tentative, s'était vengé de ce non-succès en chargeant son digne complice de fabriquer des fusées, des étoups souffrés et goudronnées. Au signal de Rostopchin, soudain un affreux incendie éclata : une multitude de forçats, qu'il ose appeler de vrais enfans de la Russie, et dont il a ouvert les cachots, se répandent, ivres de vin et d'une joie féroce, de tous les côtés, avec des torches et les autres instrumens de destruction qu'on leur a distribués; ils portent le ravage et la flamme de maison en maison, de palais en palais. Cependant les efforts de la garde et du duc de Trévise ont sauvé un quartier qui renfermait l'hôpital des Enfans-Trouvés. Mais toutes les pompes ont disparu par les soins de Rostopchin; nous ne pouvons lutter contre le fléau. Le 16, Moscou tout entier présente l'image d'une vaste fournaise; au-dessus de cette ville roule un océan de feu qui, comme la bouche d'un volcan, vomit des tourbillons de fumée et d'énormes débris avec un bruit horrible. Les flammes s'élancent, elles mugissent, elles courent dans tous les sens, et des milliers d'incendies partiels accroissent sans cesse l'incendie général, auquel le souffle des vents opposés communique les mouvemens contraires et les fureurs d'un ouragan. Quel spectacle pour Napoléon ! avec quelle douleur il sent alors l'impuissance de son génie, de sa volonté, de ses ressources et de ses soldats contre un tel désastre ! Accoutumé à tout regarder sans s'étonner de rien, il conçoit d'autant moins cette détermination sans exemple que jamais semblable barbarie ne fut entrée dans sa pensée, même quand il eût fallu acheter au prix de la ruine de Moscou l'empire du monde ! « Quoi ! brûler leur capitale ! » eux-mêmes ! Quelle effroyable horreur ! » s'écrie-t-il. L'armée qui s'est épuisée en efforts inutiles pour sauver sa conquête, tombe dans la stupeur. Au milieu de cette tempête, les exécrables instrumens du gouverneur sont saisis en flagrant délit ; Napoléon les interroge lui-même : ils avouent hau-

tement leur crime, et sont fiers d'avoir obéi aux ordres de Rostopchin; jugés par une commission militaire et fusillés sur l'heure, leurs cadavres disparaissent dans le gouffre des flammes qu'ils ont allumés.

Rostopchin n'est plus : mais pendant le long séjour qu'il fit à Paris, depuis la chute de Napoléon, il osait publiquement prétendre à la gloire comme ayant pris une des plus grandes résolutions qu'ait pu enfanter l'amour de la patrie. Vainement ou a voulu lui chercher un complice, tant l'énormité d'un pareil crime paraissait trop forte pour peser tout entière sur un seul homme, sur un sujet. Mais par quelle politique, au nom de quelle morale et de quelle autorité légitime son maître aurait-il pu, aux yeux de sa nation, de ses boyards surtout, colorer une telle action ? Quoi ! ce monarque serait venu lui-même dans la vieille capitale de l'Empire enflammer toutes les ames d'un généreux enthousiasme ! il aurait demandé, obtenu des habitans toutes les preuves, tous les sacrifices d'un dévouement sans bornes, et dans l'instant où il invoquait au nom du Ciel les secours de Moscou, il aurait eu d'avance devant les yeux l'image de la ville sainte condamnée à l'incendie par lui-même ! Rostopchin seul est coupable, quand même il n'eût fait qu'obéir. Moscou peuplée assurait probablement le triomphe de Napoléon. Mais Moscou déserte n'était pour lui qu'une station malheureuse de la victoire, et peut-être plus perdue que Moscou en cendres. Aucune politique, aucun sentiment énergique de patriotisme, aucune nécessité, n'ont mis la torche dans les mains de l'incendiaire. Il n'y a qu'une sombre, qu'une aveugle fureur qui ait pu pousser le Seythe du XIX^e siècle à braver les malédictions de trois cent mille de ses compatriotes réduits au désespoir, et les cris de treute mille blessés menacés de brûler dans les hôpitaux, où ils attendaient les secours de la patrie pour laquelle leur sang venait de couler !!!

Tandis que l'incendie dévorait Moscou, le Kremlin, environné de hautes murailles, paraissait à l'abri de toute atteinte; mais les flammèches qui tombaient dans la cour de l'arsenal pendant la visite de l'Empereur, les brandons enflammés qui volaient de toutes parts, pouvaient causer l'explosion des caissons de la garnie : déjà deux fois le feu a été mis à la forteresse; on n'y respire que de la cendre et de la fumée; la nuit approche, le vent redouble avec violence, chaque instant ajoute à l'intensité du mal, et diminue les chances de salut. Assailli des instances et des supplications de ses principaux officiers, Napoléon consent avec peine à quitter ce fatal séjour, où la grandeur même du danger semblait le retenir par une espèce de puissance qui

n'agit que sur des hommes d'une trempe comme la sienne, et qui n'aiment à reculer devant aucun obstacle. Un chemin brûlant le conduisit au château impérial de Petrowskoïe, au milieu des cantonnements du prince Eugène. C'est là que se voyait privé de Moscou, qui ne peut plus servir à ses desseins, il conçoit et déclare, après deux jours de méditation, le projet de marcher sur Saint-Petersbourg en effectuant la retraite sur la Basse-Dwina, pour aller traverser les routes des provinces de Velikié-Louki et de la grande Novogorod, prendre Wittgenstein à dos, et donner la main aux armées du maréchal Saint-Cyr, des ducs de Tarente et de Bellune, qui s'avanceraient vers Pskow. Ce mouvement hardi, qu'Alexandre redouta au point d'évacuer sur Londres ses armoires avec ses trésors les plus précieux, et d'appeler de la Podolie l'armée de Tchitchagoff pour couvrir Saint-Petersbourg, décourage les plus entreprenants, excepté le vice-roi. C'est vers le midi, vers la Wolhynie, dit-on, qu'il faut tourner ses pas, éantonner sous un élimat plus doux, refaire notre armée, réunir tous nos moyens, et revenir ensuite au printemps attaquer les Russes au cœur de l'empire. Il fallait aussi décider l'Empereur à partir le jour même pour la Wolhynie. Napoléon a cédé, mais malheureusement il rentre au Kremlin le 18 septembre, Moscou, malgré sa destruction, pouvait encore faire vivre l'armée dans une certaine abondance : on avait sauvé plusieurs grands magasins particuliers; les caves, pour la plupart, étaient restées intactes; les nombreux jardins étaient remplis de légumes de l'arrière-saison. Napoléon appliqua tous ses soins à établir l'ordre dans l'usage de toutes ces ressources devenues d'un prix inestimable. D'ailleurs il a vu toute sa gloire, toute son espérance à attendre la paix à Moscou! Fatale illusion d'une âme héroïque, qui trompa son génie! L'incendie de Moscou disait assez qu'il n'y avait point de terrain en Russie pour la paix. Alexandre l'avait déclaré à Narbonne, à Lauriston, et à Napoléon par Kourakin et par Balabehoff. Napoléon ne se souvenait que de l'Alexandre de Tilsitt et d'Erfurt, qu'il n'avait point pénétré, et il espérait encore le retour de ces souvenirs, malgré le grand crime de Moscou! Un incident vint bientôt lui offrir une occasion de sonder les dispositions du Czar. La maison des Enfants-Trouvés, placée sous la protection spéciale de l'impératrice-mère, avait été préservée des flammes. Admis devant le *sauveur de tous ses enfants*, M. de Toutelmine, sous-directeur de l'établissement, demanda la permission d'adresser son rapport à l'impératrice, dans lequel il fut autorisé à glisser des ouvertures de paix. Une autre tentative plus directe fut faite aussi par Napoléon dans une lettre à l'empereur Alexandre, remise en-

tre les mains de M. de Jakowleff, qui partit le 24 septembre pour Saint-Petersbourg, en assurant qu'il parviendrait jusqu'au Czar. Dix jours après, toujours plus impatient de la paix, l'Empereur envoya au camp des Russes l'ambassadeur Lauriston, avec des propositions d'entrer en négociations, et d'y préluder par un armistice; le feld-maréchal Kutusoff, alléguant le défaut de pouvoirs, se contenta d'expédier à Saint-Petersbourg le prince Volkonsky, chargé de communiquer au ministère les offres de Napoléon. Kutusoff, le coryphée du parti anglais en Russie, était entièrement opposé à la paix, et l'empereur Alexandre, qui aurait penché à l'accepter, se trouvait placé sous l'influence, je dirai même sous la terreur de ce parti, et presque menacé du sort de son père. Voilà comment la politique trompa l'attente de Napoléon, qui, ne connaissant pas la position critique et dangereuse de son ancien ami, s'abusait sur ce qu'il pouvait se croire en droit d'espérer d'Alexandre livré à lui-même.

Cependant les Russes avaient continué leur retraite par la route de Bronnityz et de Kolomna, dans l'intention de nous donner le change sur leur destination véritable; et soudain, à la faveur de la nuit, ils tournèrent vers le sud, pour se rendre par Padole entre Kalouga et Moscou. Cette marche autour de la ville dont les flammes éclairaient l'armée, tendait à exciter au plus haut degré l'indignation et la rage des soldats russes, auxquels leurs officiers ne cessaient de répéter : « Non contents d'avoir brûlé Smolensk, l'antique boulevard de notre patrie, d'avoir incendié toutes les cités qui font partie de son antique héritage, les Français portent une main sacrilège sur la ville sainte. Les flammes qui dévorent l'ancienne capitale vous prouvent qu'ils veulent la destruction de notre nation, et le renversement de notre religion. » Napoléon ne tarde point à connaître le vrai mouvement de l'armée russe, et trace en conséquence des instructions au roi de Naples, à Poniatowski, au duc d'Istrie. Cependant les tentatives hardies de l'ennemi, à moitié chemin de Nojalsk à Moscou, dont bientôt une colonne de trois mille Russes a intercepté la route, attirent toute son attention : il les fait poursuivre avec vigueur pour les rejeter derrière l'Oka. Dans l'intervalle du départ de ses ordres à leur exécution, il apprend, par différents courriers qui se succèdent au quartier-général, les fatales lenteurs de Schwartzemberg devant Tornaxoff, et sa retraite à l'approche de l'armée de l'amiral Tchitchagoff; mais réduisant ce renfort à sa juste valeur, et comptant les soldats de l'amiral comme s'il les avait vus, il écrit au général autrichien pour l'engager à ne pas croire aux exagérations accoutumées

des Russes sur leurs forces, et à les attaquer sans retard; en même temps, par un surcroît de prudence, il demandoit à François II de nouveaux secours. Ses lettres excitent de même le zèle de la Prusse et de nos autres alliés du continent. En ce moment, les dépêches de l'Espagne dévoilent les funestes conséquences de la défaite du duc de Raguse: on reçoit aussi au quartier-général des nouvelles peu favorables des bords de la Dwina et de la Baltique. Les ordres de Napoléon partent avec la rapidité de l'éclair pour réparer ou prévenir le mal; il s'applique surtout à tracer des règles de conduite sûres et précises au duc de Bellune, qu'il retient à Smolensk afin de surveiller Minsk et Wilna. Sur l'armée de ce maréchal reposent maintenant les combinaisons de la haute prévoyance de Napoléon et le succès des opérations qu'il a méditées, et qui sauveront l'armée si son lieutenant exécute avec exactitude et fidélité les mesures qui lui seront confiées.

Napoléon se préparait depuis le 5 octobre à quitter Moscou, qui ne pouvait plus être une position militaire; c'est ce qu'attestent ses ordres réitérés sur l'artillerie, sur les remontes, sur les vivres et l'habillement, et la surveillance sévère qu'il exerçait sur toutes les parties du service. Il avait annoncé sa retraite au roi de Naples, aux ducs d'Abrantes et de Bellune, à son ministre des relations extérieures, le duc de Bassano, en leur prescrivant, jusque dans les moindres détails, tout ce qu'ils avaient à faire, soit pour seconder son mouvement, soit pour la sûreté de la route et des communications de Moscou et Smolensk, soit pour réunir sur les points les plus nécessaires les hommes, les armes dont il a besoin. Napoléon va ramener son armée dans le carré entre Smolensk, Mobilow, Minsk et Witepsk. Là, entouré de ses imposantes réserves et de ses deux ailes, appuyé sur un pays ami de la Pologne, sur six lignes de dépôts et de magasins de toute espèce d'approvisionnement qu'il a rassemblés avec des soins non moins importants que ceux du commandement, il pourra menacer au printemps la ville de Saint-Petersbourg, dont sa nouvelle situation l'aura rapproché de cinquante lieues. Chaque jour s'exécutaient ses nombreuses dispositions pour l'évacuation. Les hôpitaux et les blessés, à l'égard desquels Napoléon avait pris toutes les précautions d'un chef habile qui veille au salut des soldats qu'il aime et qu'il apprécie, étaient sur le chemin de Smolensk.

Retenu par tant de travaux, et plus encore par l'attente des réponses de Saint-Petersbourg, qui ne vinrent point, qui ne devaient pas venir, il a vu la première neige tomber le 13, et il se hâte de mettre ses différens corps en marche. Avant leur départ,

Napoléon, qui avait depuis long-temps interdit les parlementages entre les avant-postes et prévu les inconvéniens du relâchement qui pouvait résulter des communications presque amicales de nos généraux avec ceux de l'ennemi, recommandant au héros des Cosaques, à Murat, de se bien garder, et de tenir à Winkowo autant qu'il sera possible, ou de se replier sur la belle position de Worenowo: en même temps, le vice-roi, destiné à déguiser notre direction sur Kalouga, faisait faire avec succès à la division Delzons un mouvement en sens contraire sur Demilow. Tous les maréchaux ont reçu leur destination: le duc de Trévise et la jeune garde conserveront Moscou et le Kremlin jusqu'au moment marqué. Il existait entre nous et les Russes une espèce de suspension d'armes, pendant laquelle le perfide et rusé Kutousoff, ainsi que ses généraux, n'avaient négligé aucun moyen de tromper le roi de Naples par la continuelle manifestation de leurs vœux pour la paix. Le 18 octobre, tandis que Napoléon passait la revue du corps d'armée du duc d'Élchingen, qui allait sortir de Moscou, on apprend les nouvelles suivantes: L'armée russe, quittant son camp, est venue prendre position sur la Nara. A minuit, Beningsen, l'un des conspirateurs qui ont contribué à la fin tragique de Paul I^{er}, secondé par les généraux Baggawouth, Ostermann, Doctoroff, Orloff, Denisoff et Muller, a passé le fleuve, assailli nos troupes, surpris et tourné la division Sébastiani, appuyée sur un bois qui n'était pas même gardé. Le roi de Naples, voyant que l'infanterie de l'ennemi était de force entièrement notre gauche, où le général Muller venait de pénétrer, avait sur-le-champ porté des secours au lieu du péril. Pendant ce temps Kutousoff s'était avancé avec le reste de ses soldats: alors des prodiges de valeur de Murat, et la vive résistance de Poniatowski sur notre droite aux généraux Ostermann et Baggawouth, avaient fait échouer le mouvement de Beningsen et l'attaque de Kutousoff. Ce combat d'une avant-garde contre une armée était glorieux sans doute; mais quoique les Russes eussent perdu peut-être plus d'hommes que nous, et en outre les généraux Baggawouth et Muller, il nous coûtait trop cher dans un moment où nous avions besoin d'économiser nos forces. La surprise de Winkowo causa un excessif mécontentement à l'Empereur. Murat s'est laissé tromper par les Russes et par sa propre vanité. Il n'a voulu prendre aucune des précautions qui lui avaient été prescrites. Il s'était cru l'idole des hordes de l'Asie!

Napoléon sort de Moscou le lendemain avec la vieille garde et le premier et le troisième corps; c'est le 20 octobre. Le même jour Mallet le détrônait à Paris! A la tête d'une armée de cent mille

combattans observés de toutes parts au milieu d'un pays où le dernier paysan est un ennemi passionné et un espion volontaire, Napoléon va dérober un mouvement immense à Kutousoff. Après avoir suivi d'abord la vieille route de Kalouga, Napoléon passe tout-à-coup à droite et gagne rapidement la nouvelle route. Abusé par un rideau de troupes qu'on a laissées vis-à-vis de lui en arrière du défilé de Worouowo, l'ennemi n'a point aperçu la contre-marche du roi de Naples et de Poniatowski; tranquille dans son camp de Taroutino que nous avons tourné, il nous attend sur son passage, quand, le 25, nous sommes parvenus à Borowsk et bientôt à Malo-Jaroslavetz, d'où l'armée n'a plus qu'une marche à faire pour le devancer à Kalouga. A Borowsk, on apprend que le duc de Trévise a quitté Moskou le 23, à deux heures du matin, après avoir fait sauter le Kremlin; le maréchal, à la tête de la jeune garde, emmène avec lui quatre cents blessés que la sollicitude de l'Empereur lui avait vivement recommandés. Le général Wintzingerode et son aide-de-camp Narischin, qui s'étaient laissés emporter par leur ardeur de pénétrer dans la ville, suivent nos colonnes comme prisonniers. Les Cosaques et les paysans envahirent Moskou aussitôt après notre départ, et se précipitèrent sur leur proie. L'humanité française avait sauvé, nourri et soigné comme nos propres soldats plusieurs mille blessés russes que la fourberie de Kutousoff, continuée presque jusqu'au dernier moment de sa sortie de Moskou, et la froide cruauté de Rostopchine, livraient au plus affreux supplice; voici quelle fut la récompense de cette générosité : sur six cent cinquante malades ou blessés français que leur faiblesse avait empêchés d'accompagner l'armée, une partie fut jetée par l'ennemi sur des chariots, et traînée vers Twer; mais ils périrent tous de froid et de misère, ou tombèrent sous le couteau des paysans de leur escorte; l'autre partie resta dans les hôpitaux sans vivres ni médicamens! Depuis plus de vingt ans que nous faisons la guerre, nos ennemis se mettent au-dessus de toutes les lois de l'humanité, de toutes les conventions sociales, de tous les engagemens les plus sacrés. Le gouvernement anglais, l'inventeur des pontons comme prisons de guerre, incessamment acharné à la ruine de la France, semble avoir soufflé son affreux génie en Espagne, en Portugal, en Italie, en Allemagne, et jusque dans les déserts de la Russie!

Le stratagème, ou plutôt l'habile manœuvre de Napoléon, a réussi; encore un moment, et un succès complet couronne ses espérances: ce succès paraît assuré si le prince Eugène, ou plutôt le général Delzons, fait occuper Malo-Jaroslavetz par une division tout entière, ainsi que l'a formellement or-

donné l'Empereur, instruit de la marche d'un corps ennemi sur ce point. Malheureusement son ordre ne fut pas exécuté, comme il arriva tant de fois dans cette campagne. Kutousoff, ayant enfin pénétré le mouvement de l'armée française, avait levé son camp de Taroutino dans la nuit du 23 au 24, pour tâcher de nous devancer à Malo-Jaroslavetz, et soutenir Doctoroff, qu'il y avait envoyé avec la mission des'en emparer. Deux bataillons français seulement gardaient cette ville: assaillis du côté de Tzinkiewka par des forces supérieures, ils furent obligés de plier; mais la treizième division accourut, et Delzons répara noblement sa faute en reprenant la position. La lutte s'y soutenait avec des chances variées, lorsque l'armée de Kutousoff se montra successivement et se déploya autour de nous. Au premier bruit du canon, Napoléon s'était élancé au galop, rencontré par un courrier du vice-roi, l'expédition à Eugène l'ordre de tenir à tout prix, et lui annonça des secours; en même temps il presse lui-même la marche des colonnes de Davoust, et vole au théâtre du combat. Arrivé vers midi, Napoléon voit une bataille terrible dont il connaît déjà les principales circonstances. Engagées l'une après l'autre, suivant les besoins de l'action, mais à de trop longs intervalles peut-être, les troupes françaises ont renoncé à la défensive pour aborder l'ennemi avec une rare intrépidité. Plus le nombre a augmenté devant elles, plus elles ont redoublé d'énergie. Dans une de leurs victorieuses attaques, l'héroïque Delzons étant tombé mort, le général Guillemot l'a remplacé. Ses premiers efforts étaient heureux; mais les Russes, d'abord ébranlés par lui et par la perte de Doctoroff, ont reçu dans leurs rangs de nouvelles troupes: il a donc fallu faire avancer la quizième division pour soutenir les deux autres. Lancée avec vigueur, la deuxième demi-brigade de cette division vient de rentrer en possession de la ville et de couronner les hauteurs. Attaquée par de fortes colonnes, et pris de flanc par la droite de l'ennemi, dont l'artillerie plonge sur eux, ces braves, malgré une admirable fermeté, doivent à leur tour céder au nombre et à l'avantage de la situation. Aussitôt Eugène ordonne au colonel Péraldi, commandant le deuxième régiment de la garde royale, de passer le pont. Cet officier, auquel se rallient les restes de la seconde brigade de la quizième division qui a tant souffert, attaque rapidement l'ennemi, et l'oblige à reculer. Appuyé par les renforts que le vice-roi lui envoie à propos, Péraldi redouble d'audace, et culbute l'aile droite des Russes. Un ravin profond et escarpé arrête ce colonel; une batterie tout à coup démasquée lui cause des pertes considérables: les Russes qu'il a battus se raniment à

l'aspect de son danger; ils avançaient avec de nouveaux auxiliaires, et le rejettent en arrière. Péraldi revient à la charge, les met en désordre, et les repousse jusqu'au ravin. Pendant ces efforts si bien dirigés, le vice-roi porte aussi l'attention la plus sérieuse sur les alternatives du combat à Malo-Jarslavetz, que les deux partis se disputent avec un acharnement sans exemple. La ville, incendiée par les obus de Kutusoff, a été prise et reprise jusqu'à sept fois : nous en restons les maîtres. Témoin de l'action, et prêt à marcher partout où sa présence sera nécessaire, l'Empereur donne ses ordres et veille sur tout le monde, en laissant l'honneur de la journée au prince; il loue les belles dispositions autant que la brillante valeur de son fils adoptif, et la constance des jeunes soldats d'Italie, les élèves et déjà les rivaux de leurs vieux compagnons de guerre. Dès son arrivée, il a fait soutenir Eugène par deux fortes batteries placées sur la droite et sur la gauche; en même temps, deux ponts à cheval, établis grâce à sa prévoyance au-dessus du pont de l'Ougea, ont facilité les communications, ainsi que l'envoi des secours au moment opportun, précautions sans lesquelles nos troupes n'auraient jamais pu sortir victorieuses d'une lutte aussi inégale. Le jour touche à sa fin; lorsque les divisions du prince d'Eckmühl et leurs mouvemens, que Napoléon indique et surveille lui-même, terminent l'affaire. Battu avec soixante-dix mille hommes qui n'ont eu en face que seize mille combattans ramassés dans un ravin, dominés par une ville bâtie sur une pente rapide et escarpée, Kutusoff rappelle ses troupes harassées, et recule sa ligne en gardant la route de Kalouga.

Le feld-maréchal voudra-t-il tenter de nouveau le sort des armes? Va-t-il, au contraire, opérer sa retraite? Le premier avis ne trouve que des partisans autour de l'Empereur, et presque tous conseillent d'éviter absolument aueun autre engagement général. Napoléon, avec son coup d'œil sûr et rapide, se décide pour la seconde opinion, malgré tous les rapports dont on l'assiége. L'aspect du champ de bataille, où les Russes ont laissé tant de morts et de débris, le confirme dans son sentiment. Cependant Murat, Davoust, le comte de Lobau et une foule d'autres, persistent dans l'idée contraire. Suivant eux, Kutusoff se prépare à une bataille; et tous, comme de concert, s'appliquent à multiplier les argumens pour qu'on ne coure pas même les chances de succès : « reculer devant Kutusoff! » s'était écrié Napoléon au premier mot de retraite prononcé par ses généraux : « reculer devant l'ennemi quand on vient de le battre, au moment peut-être où il n'attend qu'un signe pour reculer lui-même! » Cette pensée était prophétique; Na-

poléon en est fortement préoccupé; il s'y attache pendant la journée du 25, consacrée à des reconnaissances; le 26 au matin, il apprend le départ des Russes. Ce sont eux qui fuient; l'honneur est satisfait. L'Empereur cède alors à l'avis unanime de ses lieutenans, de revenir sur Mojaïsk et Wiasma, afin de reprendre la route de Smoleusk; fautive influence des conseils timides! elle perdra la grande armée. Si Napoléon n'eût écouté que son inspiration, ou il aurait surpris et écrasé les Russes, ou, s'ils eussent pu éviter notre attaque, ils se seraient retirés derrière l'Oka, comme ils en avaient l'ordre, en abandonnant aux Français une contrée riche et un chemin sûr, quelque direction qu'ils prissent pour retourner en Pologne. Cette conséquence résulte de l'aveu de nos adversaires eux-mêmes (1); aussi regardent-ils la retraite de Kutusoff comme une faute grave qui pouvait le perdre. Elle ne le perdit point, parce que Napoléon laissant fléchir une seconde fois encore sa volonté par d'importunes remontrances, ne trancha pas le noeud gordien avec son épée, ainsi qu'il l'avait fait en Italie, en Égypte, pendant la campagne d'Austerlitz et à l'île de Lobau. On vit alors un singulier spectacle, les deux armées ennemies se tourner le dos, et l'arène où elles venaient de se heurter dans une action décisive, rester vide et libre entre elles! Napoléon a seul jugé et senti les périls de cette guerre inconnue, et les moyens de s'y soustraire; mais, soit qu'il n'eût plus ce caractère qui, dans la campagne d'Italie, lui avait fait dire que la guerre était une affaire de tact, et qu'il ne suivrait plus que ses idées, soit que son génie lui-même ait reculé devant la responsabilité d'un demi-million d'hommes entraînés par lui aux extrémités de l'Europe, il soumit malheureusement son pouvoir et sa conscience elle-même aux opinions de ses courtisans.

Tandis que Kutusoff, sans cesse retenu par la circonspection, malgré les instances et les menaces du fougueux commissaire anglais Wilson, et presque toujours trompé sur nos mouvemens, malgré les quarante mille Cosaques qui éclairaient sa marche et la nôtre, nous eheche vers Mojaïsk, nous suivons la route de Smoleusk, non loin de Borodino : ce nom réveille de glorieux souvenirs qui ne peuvent balayer les sombres impressions de l'aspect du champ de bataille. Napoléon passe et s'arrête au grand hôpital de Kolotsoï. Là, voyant avec douleur que ses ordres de Moscou pour l'évacuation des blessés n'ont pas reçu toute leur exécution, il fait plaier devant lui dans les voitures qui défilent, et dans les siennes propres, tous ceux dont le transport est praticable, et les

(1) M. de Boutevillain.

recommande aux officiers de santé de sa maison ; on confie les autres à la reconnaissance des officiers russes qui étaient encore à l'hôpital, et que nos chirurgiens avaient pansés après la bataille : il court ensuite à Gjath , et entre le 31 à Wiasma , point qu'il brûle d'occuper ; il y reste pour attendre ses troupes, dont il presse la marche trop lente à son gré. Dans l'intervalle, les hordes de Platoff ont tenté d'entamer le corps du prince d'Eckmühl près de l'abbaye de Kolotskoï, en même temps que le colonel Kaizaroff, avec une brigade de Cosaques, attaquait les équipages du vice-roi. Toutes ces insultes ont été vigoureusement repoussées. Napoléon connaît ces nouvelles ; mais qu'il en trouve de différentes dans les lettres qui lui sont remises à Wiasma !

Nous nous dirigeons vers Smolensk, et le duc de Bellune, chargé de conserver ce poste important, l'a confié à la garde du général Charpentier, pour se porter au secours de Gouvion-Saint-Cyr sur la Dwina. Le nouveau maréchal, au lieu de pouvoir secondar les opérations du duc de Farente du côté de Riga, n'a fait que se maintenir habilement devant Wittgenstein ; et quand ce général s'est avancé avec vingt-cinq mille hommes de renforts, nous avons évacué Polotsk en donnant, malgré la présence d'une nombreuse armée, toutes les preuves d'audace, de courage et de discipline. Mais du moins un brillant succès, résultat des combinaisons du maréchal, exécutées avec résolution par le général bavarois de Wrèle contre le général russe Steigel à la tête du corps de Finlande, nous a mis dans une assez belle attitude. La détermination nécessaire du duc de Bellune doit élarger la face des événemens, amener la défaite de Wittgenstein, et nous rendre maîtres du cours de la Dwina : il faut attaquer l'ennemi sans retard ; tels sont les ordres précis et réitérés de Napoléon. Les choses vont plus mal sur le Bug : au mépris des instructions les plus formelles, Schwartzemberg, reculant à l'approche de l'amiral Tchitchagoff qu'il pouvait détruire, a abandonné la Volhynie, et s'est laissé couper de Minsk, de la Bérésina et de la grande armée française. Cette inexplicable conduite militaire méconterte l'Empereur au dernier point ; mais le prince annonce un mouvement vers la route du Nord, qu'il a si imprudemment quittée : il va être renforcé de la division Durut, partie de Varsovie ; avec une résolution énergique et une grande diligence, il peut sauver Minsk et nos magasins menacés par l'amiral russe, qui a déjà envoyé de la cavalerie à Prujani et à Slonim. Toutefois on a tardé beaucoup, et l'Empereur se méfie justement de la lenteur autrichienne, qui n'était déjà peut-être que de la perfidie. Il se confie davantage dans les efforts

du duc de Bellune et dans la marche de l'armée sur Smolensk ; cependant il reste toujours en proie à de profondes inquiétudes, qui ne l'empêchent pas d'expédier des ordres pour les approvisionnement et pour la conduite des généraux à Smolensk et à Wilna. La correspondance d'Allemagne et celle de Paris trouvent aussi leur place parmi les travaux de Napoléon à Wiasma.

Kutusoff, convaincu enfin de notre retraite sur Smolensk, veut nous devancer dans cette ville avec toutes ses forces ; il faut le prévenir. Le 2 novembre, notre avant-garde n'est plus qu'à une journée de Wiasma ; les autres corps approchent de cette ville : Napoléon y laisse le duc d'Elebingen qui doit retenir dans le service d'arrière-garde le prince d'Eckmühl, dont la marche est trop lente pour une circonstance si pressante. Ney, après avoir pris toutes les précautions nécessaires à la facilité des communications entre la droite et la gauche de sa ligne, occupait des positions avantageuses sur le flanc de Wiasma. Tout à coup le vicieroi se voit attaqué par Miloradowitch, entre cette ville et Federrowskoï. Arrêter ses colonnes, s'emparer des hauteurs qui prenaient à revers la gauche des Russes, se porter contre eux sur la grande route, furent les premières résolutions du vice-roi. En même temps le prince d'Eckmühl, à la tête du quatrième corps, faisait avancer la division Compans pour frayer le passage : ce premier choc renversa les Russes, et les poussa en arrière des bois où leur gauche s'appuyait. Alors les corps français se déploient en bataille ; une action terrible s'engage. Cependant, malgré toute sa force de résistance, malgré les charges multipliées de sa cavalerie, qui essaya de tourner nos deux ailes, Miloradowitch ne put obtenir le succès sur lequel il avait compté pour prix de la marche habile et rapide qui l'avait amené devant nous. Vivement pressé vers Wiasma par une attaque de Baescoff, combinée avec celle de Miloradowitch, non-seulement Ney soutint ce furieux effort, mais encore il put envoyer aux deux généraux français témoins de sa lutte opiniâtre, un régiment qui, traversant Wiasma au galop, courut se jeter derrière les divisions russes : l'ennemi enfoncé après cinq heures de combat le plus sanglant, vit son aile droite rejetée au-delà d'Ulitzza ; son aile gauche, coupée de cette rivière, nous abandonna le champ de bataille jonché de cinq ou six mille de ses morts, et aussi d'un grand nombre de nos nôtres. La principale armée russe, placée entre Suleïki et Kraasnoï, entendait le bruit du canon de Miloradowitch ; mais Kutusoff, craignant toujours de réduire les Français au désespoir, et frappé du souvenir encore récent de sa défaite à Malo-Jaroslavetz, n'osa pas venir au secours des siens. Les

seules troupes de Davoust et du vice-roi avaient passé sur le corps des vingt-cinq mille hommes de Miloradowitch ; l'armée française continua sa marche sans autre obstacle que l'importance des Cosaques toujours voltigeant autour de notre arrière-garde, et toujours repoussés par Ney qui la commandait.

Dans trois jours nous serons à Smolensk ; des désastres nous y attendent, des désastres nous y poussent. La neige tombe en abondance ; un vent impétueux souffle et couvre l'horizon d'un brouillard épais et sombre. Presque tous les chevaux meurent, la cavalerie est à pied, l'artillerie n'a plus d'attelages. Parmi les hommes, les uns engourdis et glacés cèdent au sommeil qui donne la mort, les autres sont désarmés par la faim qui leur ôte la force d'agir, et par la rigueur intolérable du froid qui gèle leurs mains ; ceux qui peuvent encore se servir de leurs fusils ont à dissiper des nuées de Cosaques pendant le jour, et ne trouvent aucun repos, même pendant la nuit. Déjà, depuis Wiasma, mais bien plus encore depuis le départ de Bérédinkino, le désordre s'est mis au sein de l'armée : des bandes d'hommes de tous les corps suivent la route comme un troupeau sans défense, ou se répandent dans toutes les directions pour chercher du pain et un abri. Les malheureux, surpris de tous côtés par les Cosaques et par cette population d'esclaves que Napoléon n'a pas voulu soulever contre ses maîtres, et qu'on a déchainée contre lui comme une troupe de tigres, périssent à coups de lances, de piques et de haches, ou restent exposés nus sur la neige, pour attendre lentement la mort au gré des cannibales qui les abandonnent ainsi avec une joie féroce. Au milieu de cette désorganisation, un nombre immense de soldats et d'officiers, et tous les vieux compagnons de guerre de l'Empereur, conservaient un calme, une constance et une force de volonté, en même temps qu'une vigueur d'action, qui rendaient notre débris d'armée imposant et terrible aux yeux de Kutusoff. L'attitude de Napoléon était celle d'une grande âme aux prises avec l'adversité : les souffrances de l'armée, son héroïsme, le soin de son salut, la prévoyance des projets de l'ennemi, les résolutions qu'il tient en réserve pour le vaincre, la France inquiète, l'Europe qui peut lui échapper, occupent sa vaste pensée sans troubler son génie ; et cependant que de nouveaux sujets d'alarme, de douleur et même d'indignation, si tous les mouvements violents n'étaient pas des faiblesses au-dessous de son caractère, et surtout de funestes exemples, dans un moment où il est en spectacle à tant de courages qui ont besoin du sien.

L'arrière-garde du duc d'Elchingen, attaquée

près de Dorogoboujo, en queue et en flanc, par Platoff et Miloradowitch, comme à Wiasma, a vaincu deux fois, mais en évacuant successivement sa position de Gorki et la ville de Dorogobonje. Le vice-roi, dirigé vers Witepsk par Dukhowszina, s'est vu soumis aux plus rudes épreuves sur des chemins que la neige et les verges ont gâtés et où la descente et la montée présentaient des dangers pareils : il a néanmoins chassé les Cosaques de Platoff, qui le harcèlent sans cesse. La perte de douze cents chevaux retarda sa marche, et cette lenteur inévitable permet à Platoff de nous devancer à Dukhowszina ; nous allions y éprouver une véritable calamité. Le vice-roi avait ordonné de jeter un pont sur le Woop ; l'accroissement des eaux a empêché de le construire. La rivière, fangueuse et encaissée entre deux rives escarpées, présente un obstacle presque insurmontable ; tout en résistant aux Cosaques de Platoff, le vice-roi la fait passer à gué par sa garde. Cependant on a formé une rampe sur laquelle commencent à défilier l'artillerie et les bagages ; la rampe est funèbre, et nos canons s'engloutissent dans de profondes ornières. La nuit arrive ; il faut s'arrêter d'un côté du Woop, tandis que la garde avec deux régimens et une partie de l'artillerie, reste séparée sur le bord opposé. Nous ne pouvons franchir le Woop que le 10 novembre, en abandonnant soixante pièces de canon enclouées et sansattelages, ainsi qu'une quantité de bagages. L'ennemi nous attend au milieu de la route ; on le repousse, quoiqu'il aie à ses ordres des milliers de Cosaques et du canon ; nous lui succédons dans Dnkhowzina : enfin le prince, sous la protection de la division Broussier et de la cavalerie bavaroise, arrive, avec un débris informe et composé des plus braves soldats du monde, à Smolensk. Toute l'armée s'y trouve réunie, excepté l'arrière-garde qui s'avance en opposant une résistance héroïque aux Russes. Sur ces entrefaites, le général Augereau a capitulé, dans le village de Liachowa, avec quinze cents hommes, devant des forces supérieures ; une imprudence, que Napoléon avait prévue et cherché à prévenir par les recommandations les plus sévères au général Baraguay-d'Hilliers, est cause de ce malheur ; d'un autre côté, le général Orloff a surpris un convoi de vivres entre Mobilow et Smolensk. Ce n'est encore là qu'une partie des sujets d'anxiété pour Napoléon : une conspiration vient d'éclater à Paris ; formée dans la tête d'un seul homme, le général Mallet, elle a été promptement étouffée ; mais elle a obtenu un moment de succès, et Napoléon sent alors quel vide son absence laisse en France. Cette affaire, qui lui révèle toute la fragilité de son ouvrage, lui fait une impression profonde ; cependant il est contraint de la renfermer dans le secret de son

cœur, mortellement ulcéré, afin de pouvoir conserver la force dont il a besoin pour faire face aux calamités qui entourent son armée.

Le duc de Bellune, réuni au maréchal Saint-Cyr, loin d'agir vigoureusement et promptement contre Wittgenstein, s'est retiré sur Senno : pressé par les lettres, par les ordres de Napoléon, qui a tout prévu, tout expliqué, il doit se concerter avec le duc de Reggio, rétabli de ses blessures, et de cette harmonie peuvent résulter de grandes choses : mais s'accompliront-elles ? Ah ! s'il était permis à Napoléon de se placer à la tête des forces imposantes qu'il a rassemblées derrière lui, pour assurer son triomphe dans toutes les circonstances possibles, comme il aurait bientôt mis à couvert ses lignes de magasins et détruit Wittgenstein, Stenheil, Tormasoff, Tchitchagoff ! Au lieu de cela, le duc de Bellune n'a pas encore atteint Wittgenstein ; et Schwartzemberg, après avoir laissé l'amiral russe tranquille devant lui pendant dix-sept jours, a donné à cet amiral le temps d'aller enfin exécuter la mission qu'il avait reçue de prendre position sur les bords de la Bérésina, et de nous fermer la route. A la vérité, les Autrichiens et Reynier suivent Tchitchagoff, mais déjà il occupe Slonim. Nos magasins de Minsk sont menacés comme ceux de Witepsk. Ce n'est pas tout : Smolensk, où nous attendions tous les secours préparés de si loin, grâce à la haute prévoyance de Napoléon, était devenue le théâtre des plus effroyables désordres dans la distribution des vivres, enlevés par une multitude affamée que les troupes encore rassemblées sous le drapeau n'avaient pu contenir. Enfin, pour comble de malheur, après quatre jours d'un repos mêlé de scènes cruelles, il fallut quitter Smolensk. Si les lieutenants de Napoléon eussent agi derrière lui avec ensemble et avec l'audace française, il aurait trouvé le corps du duc de Bellune à Smolensk, tandis qu'une administration vigilante et fidèle y aurait mis l'armée dans l'abondance de toutes choses, et par les magasins de la ville et par l'arrivée successif des provisions rassemblées à Minsk et sur les autres points. Cependant le caractère des Français a un penchant si naturel à revenir promptement à l'ordre après l'avoir enfreint, qu'il sortit de Smolensk cinquante mille hommes en armes : c'est avec cette élite des courages, formée d'elle-même, que Napoléon espère encore triompher de tous les fléaux conjurés pour notre ruine. Il montra depuis ce qu'il aurait su faire de cinquante mille Français contre cinq cent mille étrangers, s'il n'avait pas été trahi par les siens ; mais jusqu'à présent il n'est trahi que par la fortune, qui lui oppose la guerre des éléments.

Précédés à Krasnoë et à Lyadi par une masse de

soixante mille hommes désorganisés, les Français partent successivement de Smolensk pour gagner les ponts d'Orcha. Les Russes sont préparés à nous attaquer sur les routes de Roslaw et de Mitislaw, Miloradowitch nous a dépassés : souvent puni de sa témérité, il hésite cette fois à s'opposer au passage de l'armée ; mais, ce qui rend le péril pressant, Kutusoff lui-même marche vers Krasnoë, dont nous avons chassé le général Ojarowski. Le feld-maréchal approche : toutefois le vice-roi, le prince d'Eckmühl, le duc d'Elchingen, étant en arrière, l'Empereur veut les attendre. Soudain vingt-quatre mille Russes, aux ordres de Rajewski et de Miloradowitch, ferment le chemin aux Français à la sortie de Duhrowinka ! Fiers de l'avantage du nombre, et s'adressant d'abord à une colonne de quinze cents hommes sous le commandement de Guillemot, et séparés du vice-roi, l'ennemi ose sommer le général de mettre bas les armes. On répond à cette proposition par une indignation unanime, et mieux encore par la résistance héroïque d'une poignée de soldats en désordre, dont leur chef a fait tout à coup un corps régulier, sous le feu violent des Russes. Vainement les sommations de se rendre se multiplient ; ces braves continuent à défier tous les périls : ne pouvant plus tenir, ils fondent sur les masses ennemies ; la moitié d'entre eux y périt ; le reste rejoint le vice-roi. Guillemot le trouve aux prises avec Miloradowitch qui occupe la route devant nous : c'est là que quatre mille hommes, harassés, manquant de tout, n'ayant plus que quelques canons, mais soutenus par les habiles dispositions, encouragés par les généreux exemples du prince et la brillante valeur de tous leurs chefs, ont affronté à plusieurs reprises un corps considérable que protégeaient un bois et des hauteurs hérissées d'une nombreuse artillerie : c'est là que trois cents hommes ont osé aborder et atteindre ces hauteurs où deux masses de cavalerie les ont assaillis avec fureur. Toute l'impétuosité, toute la constance des Français n'ont pu forcer le passage ; il faudra périr ou se rendre. La nuit survient. Le vice-roi ne s'abandonne pas au découragement. Un habile stratagème que les ténèbres favorisent, trompe les Russes, tourne leurs positions, et réunit le vice-roi avec le quatrième corps et la jeune garde placés par Napoléon dans Krasnoë. Miloradowitch, toujours infatigable, et brulant de la même ardeur, quoique toujours malheureux dans ses attaques, veut se tourner sur le prince d'Eckmühl et sur le duc d'Elchingen.

Kutusoff est arrivé à la tête de la grande armée russe : il a médité notre destruction. Ses ordres sont donnés. Déjà ses généraux marchent sur nous dans diverses directions. Le 13, Napoléon les pré-

vient à Chirkowa et Maliewo, où il culbute le corps d'Ojarowski et arrête le feld-maréchal pendant vingt-quatre heures. Les mouvements de l'ennemi vont recommencer. Napoléon apprend que Benningsen, Strogonoff, Gallitzin et Miloradowitch, avec plus de cinquante mille hommes, que Kutusoff viendra secourir, veulent lui fermer le chemin et attaquer ses quatorze mille soldats réduits à un état si déplorable. Il peut, il devrait peut-être, pour éviter de courir à sa perte, se retirer sur Orcha et Borisow, donner la main à l'armée de Bellune, et ensuite à ses autres réserves : la route lui est encore ouverte ; mais inquiet du sort de ses deux lieutenans, le prince d'Eckmühl et le duc d'Elebingen, il a résolu, pour les sauver, d'attirer vers lui tous les efforts de la grande armée russe. Le 17, avant le jour, il rentre dans la Russie, et, à la tête des débris de sa vieille garde, il s'avance au centre de quatre-vingt mille hommes. Là, gravissant à pied les escarpemens glissans des hauteurs de l'ennemi, armé d'un bâton pour se soutenir, foudroyé de trois côtés par une artillerie formidable, il dirige en personne les charges les plus violentes contre les Russes. A la droite et sous les ordres du maréchal Mortier, les restes de la jeune garde que commandait le général Roguet, quelques cents ébavés de Latour-Maubourg, une faible artillerie renforcée par celle de l'invincible Drouot, prêtait dignement leur appui à tant de constance. Pendant ce temps, Claparède avec une poignée d'hommes défendait Krasnoé contre les tentatives multipliées du corps du général Rosen. Le nom, le génie, et la présence de Napoléon purent seuls empêcher la ruine inévitable de notre débris d'armée. Les Russes, terrassés d'admiration, ou frappés de terreur, reculèrent. Toutes les combinaisons de Kutusoff pour nous envelopper furent dérangées : il suspendit les ordres donnés à Tormasoff, et rappela au centre les principales troupes de Miloradowitch, comme s'il avait besoin de rassembler toutes ses forces contre le petit nombre de braves qui restent au drapeau français. Le prince d'Eckmühl profita du départ de Miloradowitch, et, se frayant un passage, vint rejoindre le quartier-général. Restait le duc d'Elebingen, qui avait quitté Smolensk un jour trop tard, par l'obstination de Davoust, et que Kutusoff espérait écraser au sortir de cette ville. Les plus graves considérations empêchèrent Napoléon de risquer une bataille générale, dont le succès même eût été un désastre.

Cependant toute l'armée de Kutusoff se trouve réunie ; elle nous environne : nous n'avons plus qu'une seule issue. Napoléon, obligé de sacrifier ses généreux sentimens au salut de son armée, partit avec sa vieille garde pour occuper Orcha menacé

par les ennemis ; le corps de Barasdin suivit aussitôt ce mouvement. Mortier et le prince d'Eckmühl étaient chargés de tenir dans Krasnoé jusqu'à la nuit ; ils remplirent cette mission périlleuse avec une admirable constance : c'est alors qu'on vit, au commandement du maréchal Mortier, le général Laborde et trois mille jeunes soldats se retirer au pas ordinaire devant cinquante mille hommes et sous une grêle de balles et de mitraille. Ils sont sauvés, mais le danger du duc d'Elebingen s'augmente ; le voilà seul en présence de Kutusoff, et sans aucun espoir de secours !

Le 18, l'avant-garde de Ney, touchant à Krasnoé, arrive à portée de mitraille d'une batterie de quarante pièces, qui croise sur la route à travers un épais brouillard, et domine le dernier ravin que nous allions franchir. Les généraux Dufour, Ricard, Barbanègre, le colonel Pelet, entraînent le 15^e léger, le 33^e et le 40^e, qui s'élancent sur les batteries, renversent jusqu'à trois fois la première ligne de Miloradowitch ; mais attaqués de front par les meilleures troupes de ce général, chargés en queue par la division Paskewitch, à droite par les hulans de la garde, à gauche par les grenadiers de Pawlosk, et accablés sous la mitraille, le plus grand nombre périt aux cris de *vive l'Empereur ! vive la France !* Aussitôt, rassemblant leurs débris, Ney succède à ces braves. Il détache quatre cents Illyriens sur le flanc gauche des ennemis, et lui-même avec trois mille hommes monte à l'assaut des hauteurs que couronnent une armée et une artillerie immense ; les généraux Ledru, Razoul et Marchand, suivent ses pas. La première ligne des Russes est de nouveau culbutée, la seconde ne doit pas nous arrêter davantage. Tout à coup une grêle de balles et de boulets détruit presque tous nos soldats et leurs officiers ; le reste recule en désordre. Ney les reforme avec calme derrière le ravin, leur unique abri, et ose encore affronter les deux cents bouches à feu des Russes. C'est au plus fort de cette terrible action, qu'un major, envoyé par Miloradowitch, vient sommer le maréchal de se rendre. Cette sommation est interrompue par une effroyable décharge de l'artillerie russe ; Ney répond comme le prince Eugène l'avait fait, et retient le parlementaire, qu'il sauve encore de l'indignation des Français. Mais il apprend de ce parlementaire que Napoléon est parti de Krasnoé ; d'un autre côté, il voit tomber tout le monde autour de lui sous le caillon des Russes qu'il ne peut plus même aborder. L'extrémité du péril et le courage suggèrent au colonel Pelet, l'un des officiers qui ont été blessés dans les combats de la journée, la pensée de conseiller au maréchal de retourner vers Smolensk, et de chercher à gagner Doubrowna par la rive droite du

Dniéper. L'Empereur avait deviné ce mouvement : en conséquence, avant de quitter Doubrowna, il a prescrit à Davoust, qui commandait l'arrière-garde, de rester le plus long-temps possible dans cette ville. Davoust n'attendit point assez; et, non moins funeste ici par sa précipitation que par sa lenteur à Smolensk, il faillit pour la seconde fois causer la perte de Ney. En effet, quand celui-ci, un moment après le départ de Davoust, se présente devant Doubrowna, il voit le pont détruit. Nul autre parti désormais que de tenter le passage du fleuve; nous le franchîmes à travers de cruelles épreuves, moins grandes pourtant que celles du Woop, mais en abandonnant aussi notre artillerie et nos bagages. Non loin de là, une route frayée conduisit le maréchal au village de Gusinoë, où ses soldats trouvèrent un asile et des subsistances. Enfin Ney et ses intrépides guerriers, réduits à quinze cents hommes, la plupart mutilés, s'approchent d'Orcha, après avoir fait vingt lieues en deux jours, au milieu des Cosaques qui les tenaient assiégés. Sur la nouvelle de l'approche de leur compagnon d'armes, Eugène et Mortier s'étaient disputé la gloire de voler au secours de cette héroïque colonne : la joie de Napoléon, lorsqu'il apprit l'apparition de Ney, éclata par des mouvements du cœur et par des paroles qui retentiront dans la postérité.

A Lyadi et à Doubrowna, que Napoléon était parvenu à occuper avant l'ennemi, le ciel s'adoucit, notre position devint meilleure, les vivres arrivèrent; nous trouvâmes des abris dans un pays habités. Orcha nous offrit des magasins assez abondans, un équipage de pont de soixante bateaux avec tous ses agrès, et trente-six canons attelés, dont nous avions tant besoin. La garnison de cette ville, ainsi que la cavalerie polonaise, qui avait été cantonnée aux environs, se réunirent à nous. Les trainards s'étaient ralliés et avaient pris place dans les rangs. Cependant quelle faible armée nous reste, et que de sujets d'inquiétude renferme l'âme de Napoléon! Kutusoff et la grande armée russe ont cessé de le harceler; mais combien d'autres dangers l'attendent! et comment la seule pensée de leur gratitude et de ses moyens de vaincre tant d'obstacles n'a-t-elle pas ébranlé son courage! Wittgenstein a surpris Witepsk. Tchitchagoff est entré à Minsk; nos hôpitaux, des subsistances suffisantes pour cent mille hommes pendant six mois, d'immenses approvisionnement de munitions et d'artillerie, sont tombés en son pouvoir : fatal résultat que Napoléon avait cherché à prévenir par des ordres et des mesures dont l'exécution est à la fois un crime et un désastre! Schwartzemberg, victorieux de Sacken, l'un des généraux de l'amiral russe, pouvait empêcher la chute de Minsk et opé-

rer en notre faveur la plus importante des diversions; il aimait mieux désobéir à Napoléon, et se diriger sur Kohrin. Cette conduite serait inexplicable, si elle ne cachait pas une nouvelle iniquité de la politique autrichienne. « Minsk est pris; il faut le reprendre! » s'était écrié Napoléon, et le 19 novembre il avait expédié de Doubrowna l'ordre au duc de Bellune de contenir Wittgenstein, au duc de Reggio de se porter en toute diligence, avec son deuxième corps, les cuirassiers du général Libérier et cent pièces de canon, sur Borisow et de là sur Minsk. Napoléon annonçait à ses deux lieutenans qu'il allait lui-même suivre cette direction, afin d'occuper ensuite la ligne de la Bérésina. Mais un nouveau malheur est survenu : pendant la marche du duc de Reggio, Ojarowski, détaché par Kutusoff, s'est emparé de Borisow et de notre seul pont sur la Bérésina. Le gouverneur de Minsk, retiré à Borisow, y était demeuré pendant cinq jours sans prendre aucune mesure, et n'en avait pris encore que de dangereuses ou d'incomplètes en face même de l'ennemi. Dombrowski, arrivé à miuit de son propre mouvement, avait fait des dispositions dignes d'un vieux soldat de l'armée d'Italie; peu s'en était fallu que la victoire ne restât au courage de nos troupes et à son habileté; mais sur le soir, dix mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie, aux ordres des généraux Lambert et Langeron, émigrés français, avaient enfin triomphé de sa faible division, épuisée par dix heures du combat le plus acharné. Le 22, Napoléon apprend cette triste nouvelle sur la route de Kokonaw à Tolocain; le duc de Reggio, qui l'annonce avec douleur, se rapproche de la Bérésina, après avoir culbuté et repoussé au-delà de Borisow la division Lambert et commandée par le général Palhen; Tchitchagoff, qui l'avait jetée en avant, n'a trouvé de salut pour lui qu'en faisant brûler une partie du pont et établir des batteries sur la rive escarpée du fleuve. De son côté, le duc de Bellune vient de remporter sur Wittgenstein un brillant avantage à Smoliany; heureux s'il eût accompli plus tôt ce que l'Empereur lui avait plusieurs fois prescrit! Instruit du mouvement de Kutusoff vers Scanno, ce maréchal a commencé sa retraite et arrive à Ratulicz, où il prendra l'arrière-garde. Aiusi, la mollesse ou la perfidie du prince de Schwartzemberg, le défaut de concert entre les ducs de Bellune et de Reggio, la lenteur, les revers, la blessure de ce dernier maréchal qui s'est laissé prévenir et battre à Polotsk; la marche trop méthodique de Saint-Cyr, qui s'est contenté de substituer après sa première victoire une habile et glorieuse défense à une offensive hardie; le manque d'une surveillance sévère de la part du duc de Bellune sur les points confiés à sa garde, et opé-

ses détails perpétuels qui ont fait perdre le moment d'agir avec vigueur et laissé amasser des forces qu'il n'a plus osé aborder; enfin, une espèce de fatalité attachée à l'exécution des ordres les plus importants de Napoléon pendant cette campagne, ont amené le plus funeste résultat: en face d'un grand fleuve qu'il faut franchir, les Français se trouvent resserrés entre Kutusoff, Wittgenstein et Tchitchagoff, à la tête de cent quarante mille combattans qui occupent tous les passages! Aurons-nous un Charles XII dans notre histoire? Quelques chefs le croient; et, dominés par des idées de différente nature, ils s'accoutument presque à la pensée que l'Empereur peut se racheter avec une capitulation! Plus formes, parce qu'ils délibèrent moins, plus confians et meilleurs juges, nos soldats se reposent sur le génie et la fortune de Napoléon.

Un succès presque aussi déplorable qu'un défaut vient de nous fermer la Bérésina. Le duc de Reggio a reçu la mission de reconnaître au-dessus et au-dessous de Borisow des positions favorables pour la jetée d'un pont. Sur ces entrefaites, le général Corbincou, séparé du duc de Reggio au combat de Polotsk, et réuni avec le maréchal au moment où il s'y attendait le moins, indique un gué qu'il veut de passer, vis-à-vis de Stoudzianka, près de Weselovo. Napoléon donne aussitôt ses ordres aux généraux Chasseloup et Éblé, qui partent avec les pontonniers, les sapeurs et les caissons d'outils que lui-même avait voulu voir mettre en réserve à Orcha. Eu même temps, il prescrit au duc de Bellune de marcher audacieusement et sans retard sur Wittgenstein et de le battre. Le maréchal doit empêcher à tout prix le général russe de se porter sur le duc de Reggio et de nous devancer à la Bérésina, car la jonction de Wittgenstein et de Tchitchagoff, sur le bord de cette rivière, si elle s'effectuait, nous mettrait dans le plus grand danger. Le duc de Bellune comprendra-t-il que le salut de l'armée repose sur lui, et rachètera-t-il ses nombreuses fautes par un important service? Conformément à ses instructions, le duc de Reggio a fait toutes les démonstrations possibles pour tromper l'ennemi vers le point de Stoudzianka, où ont lieu tous nos préparatifs de passage de la Bérésina que le maréchal espère franchir le 24. Cette attente est déçue; à minuit, un courrier vient annoncer, au contraire, que nous sommes encore à Borisow, que l'ennemi s'est renforcé sur les bords de la rivière: le duc de Reggio demande des secours. Mortier part avant le jour, et l'Empereur répète au duc de Bellune l'ordre de couper la route de Lepel par Baran, afin que l'ennemi ne puisse surprendre Oudinot dans une situation qui devient de plus en plus critique. Mais une inconcevable légèreté, ou une opiniâtreté plus

étonnante encore, veut que le duc de Bellune fasse toujours le contraire de ce qu'il doit. C'est ainsi qu'au lieu de couvrir notre retraite par Baran, il veut rejoindre à Lochniza le quartier impérial, au risque de rencontrer Wittgenstein sur la Bérésina, et précisément au gué de Stoudzianka. Heureusement le général russe ne se pressait pas de se réunir à l'amiral; nous avions d'ailleurs trop de marches d'avance sur Kutusoff; mais Tchitchagoff se trouvait devant nous avec ses troupes. Si la Bérésina eût été glacée, nous la passions sans obstacle, et l'amiral russe, encore seul, aurait éprouvé des revers; certes il n'eût pas résisté aux vainqueurs de Miloradowitch et de Kutusoff lui-même à la tête de son armée. Un dégel de deux jours a rompu les glaces: on se voit dans la nécessité de jeter des ponts sur une large rivière qui charrie et menace de renverser tous les ouvrages à mesure qu'on essaiera de les affermir. Les travaux ont été rapidement entrepris, mais il a fallu les recommencer. Napoléon va lui-même inspecter et exhorter les ouvriers; ses regards et ses encouragemens redoublent leur ardeur. Tchitchagoff, trompé par ces démonstrations habilement conçues, et en outre préoccupé de quelques mouvemens tardifs de Schwartzemberg, qui ne peut plus influer maintenant sur le sort de la campagne si près d'être déçue, a pris le change sur nos véritables dispositions; et, descendant la Bérésina au moment où nous la remonçons, il a emmené avec lui ses forces très loin, au-dessous de Stoudzianka. L'Empereur a vu avec une indicible joie les dernières files des colonnes ennemies s'éloigner et disparaître. Il faut profiter de cette faveur inespérée de la fortune. Le 26 au matin, un escadron de la brigade Corbincou, auquel le premier officier d'ordonnance de l'Empereur, le colonel Gourgand, avait montré le chemin, traverse la rivière à la nage, chaque cavalier portant un fantassin en croupe: eu attendant l'achèvement des ponts, la division Dombrowski passe sur trois radeaux. La rive gauche est à nous; les Cosaques s'enfuient, chassés par nos troupes et par l'aspect des batteries établies sur les hauteurs de Stoudzianka. A une heure de l'après-midi, le corps du duc de Reggio défille sur le pont supérieur avec deux pièces de canon seulement, et occupe le débouché des bois qui mènent à Borisow. Un peu moins de rapidité dans ce mouvement, il n'était plus temps; le général Tschaplitz, ramené en toute hâte par les avis de ses Cosaques, nous prévenait. A quatre heures du soir, le génie livre le deuxième pont aux voitures. L'artillerie du duc de Reggio se hâte de rejoindre ce maréchal aux prises avec l'ennemi, qu'il pousse sur Borisow. Deux cent cinquante bouches à feu et leurs caissons roulent sur

le pont, les chevalets s'enfoncent sous le poids d'une charge si énorme : la présence de l'Empereur, et les prodiges qu'elle inspire à nos pontonniers, à nos marins, à nos sapeurs, plongés dans l'eau glacée jusqu'aux épaules, triomphent de tous les obstacles. La garde franchit la rivière en son tour ; le duc d'Elchingen lui succède à Stoudzianeka. Le jour disparaît ; Napoléon veille toute la nuit. Le duc de Reggio a battu Tschaplitz, mais les Russes se renforcent dans leur position ; Ney va soutenir notre avant-garde, Mortier le suivra. Le vice-roi et le prince d'Eckmühl sont rappelés de la ville d'Orcha ; le duc de Bellune, arrivé à Borisow, reçoit l'ordre de former l'arrière-garde à Stoudzianeka pour faire face à Wittgenstein, qui peut paraître d'un moment à l'autre. L'Empereur a les yeux fixés sur le point important de Borisow, et charge un officier d'ordonnance d'observer tous les mouvemens de l'ennemi au-delà du pont. Le 27, Napoléon voit avec peine que la foule des traineurs n'ait pas profité de la nuit pour s'écouler, et qu'elle encombre encore les ponts ; rien n'a pu arracher des bivaques ces malheureux en proie à tous les besoins, et qui n'ont pas conservé leurs forces morales et physiques comme les soldats unis ensemble sous les armes, et soutenus les uns par les autres. Le vice-roi a rejoint. Napoléon passe au milieu de sa vieille garde et se porte aux avant-postes du duc de Reggio. Aucune nouvelle des ennemis pendant la journée : Napoléon veut qu'au plus tard dans la matinée du lendemain, s'effectue le passage de l'armée entière. Eogée et le prince d'Eckmühl doivent franchir la rivière tour-à-tour ; le duc de Bellune fermera la marche, et achèvera de mettre la Bérésina entre les Français et Wittgenstein. Quant aux traineurs, dont la misère excite la pitié de l'Empereur, et qu'il veut sauver à la fois de leur désespoir et des cruautés des Cosaques, il prend lui-même toutes les précautions possibles afin de les évacuer sur Zembin.

La nuit s'écoule dans de grandes inquiétudes sur le sort de la division Parthouneaux, laissée à Borisow par le duc de Bellune pour garder le chemin de Stoudzianeka ; le jour les augmente. De bien plus graves sujets d'alarme surriennent : Wittgenstein déhousse sur Borisow : ce général a opéré sa jonction avec l'avant-garde de Kutusoff aux portes de cette ville, et Tchitchagoff est le maître de rétablir le pont de Borisow pour communiquer avec Wittgenstein et le feld-maréchal : telles sont les conséquences de la désobéissance de Victor aux ordres de Napoléon. Sans les ressources du génie de l'Empereur, sans sa constance, sans la célérité des travaux qu'il a fait exécuter sous ses yeux pour nous créer une issue, l'armée tout entière reste-

rait exposée à un désastre peut-être sans remède. Sa situation est encore d'un péril extrême ; Napoléon en mesure toute l'étendue, mais avec la résolution et la conscience d'en triompher.

Le vice-roi et le prince d'Eckmühl suivent la route de Zembin, sur laquelle ils trouveront le général bavarois de Wrède. Ils sont chargés spécialement d'entraîner tous ceux qu'ils pourront déterminer à quitter les bords de la Bérésina : car, au milieu des choses terribles qu'il attend, Napoléon, toujours occupé de la sûreté de ces malheureux, ne cesse de les presser de s'éloigner par ses officiers. Au point du jour l'eunemi engage deux batailles sur les deux rives de la Bérésina. Tchitchagoff vient d'attaquer Reggio ; l'Empereur vole à ce dernier, qu'on emporte blessé, et lui donne pour successeur le maréchal Ney, qui appuie en arrière le duc de Trévise. De l'autre côté de la rivière, le duc de Bellune est aux prises avec Wittgenstein. Bientôt un affreux désordre se répand sur le pont ; la foule de nos combattans s'y précipite avec fureur ; les chevalets fléchissent ; il faut réparer le pont et rouvrir le passage aux ordres que Napoléon transmet pour soutenir les deux lottes sanglantes auxquelles il préside avec le calme, la présence d'esprit et la fermeté, mais non la sérénité qu'on lui avait vue sur le Santon d'Austerlitz, à la bataille des trois empereurs.

Le duc de Reggio, jusqu'au moment de sa blessure, avait repoussé avec vigueur les efforts multipliés de Tchitchagoff pour l'acculer sur la Bérésina ; le maréchal Ney a changé la défensive en une brillante offensive : l'action n'en est devenue que plus longue et plus acharnée. Enfin l'ennemi ayant fait avancer ses réserves, le cinquième et le troisième corps, que l'Empereur lui-même avait placés derrière le duc de Reggio, ont pris part au combat. Alors les cuirassiers du général Doumere, lancés sur les Russes à l'instant où la légion de la Vistule marchait contre leur centre à travers un bois, ont enfoncé jusqu'à six carrés d'infanterie. Vers dix heures du soir, convaincu de l'inutilité de ses attaques et de sa résistance, l'ennemi nous a cédé la victoire et un grand nombre de prisonniers. Cependant, après avoir donné la première impulsion à cette affaire et assuré le succès de ses armes, l'Empereur renonce à son quartier-général où, à la tête de sa garde, entre les deux rives, il pouvait diriger les deux batailles. Il avait eu hâte de se rapprocher de Victor, aussi engagé avec l'ennemi. Ce maréchal, dans la position élevée de Stoudzianeka, ayant sa gauche au fleuve et protégée d'un ravin, sa droite appuyée d'une batterie de l'empereur, qui de la rive opposée plonge sur l'ennemi, lutte courageusement avec six mille soldats contre les

trente mille hommes de Wittgenstein résolu à le culbuter dans la rivière. Menacé d'être forcé ou enveloppé à Stoudziancka, Victor se concentre plus près de notre passage pour en défendre l'accès ; mais une batterie des Russes, avancée sur le bord de la rivière, et dont les boulets et les obus écrasent à la fois la division qui combat et la multitude inerte et confuse entassée à l'entrée des ponts, amène une scène de désolation que la plume se refuse à décrire. Le maréchal n'a point tardé à contraindre Wittgenstein de reculer sa batterie ; toutefois elle n'en a pas moins causé un désastre irréparable parmi une foule d'infortunés qui, au lieu de céder à l'épouvante, auraient affronté le fer et le feu de l'ennemi, et résisté à la rigueur de la saison, s'ils eussent pu conserver leurs rangs et leurs armes, comme les intrépides soldats dont ils recevaient à l'instant même l'exemple de tous les genres de courage. Vers le milieu du jour, les Russes, enhardis par la supériorité du nombre, veulent tenter de déborder la faible division ; en ce moment l'armée de Moldavie se portait avec le plus de violence contre Napoléon sur la rive gauche de la Bérésina ; mais voyant le péril de Victor sur la rive droite, il lui envoie la division Daendels, et le succès est décidé. Dans le cours et au plus fort de l'action, Fournier, Latour-Maubourg, à la tête de la cavalerie, avaient percé le centre de la ligne ennemie, et leurs charges sauvèrent peut-être le duc de Bellune ; c'est sous leurs ordres que le 7^e régiment de cuirassiers, commandé par le colonel Dubois, s'était précipité sur un carré de sept mille Russes, et leur avait fait mettre bas les armes. Comme devant Tchitchagoff, nos officiers, nos généraux tombèrent, frappés au milieu de la mêlée : sur la rive gauche, Dombrowski, Albert, Claparède, Losikowski ; sur la rive droite, Fournier, Girard, Damas, Legraud, Zayonsbeck, se trouvaient au nombre des blessés. Le duc de Bellune couronna la belle conduite de l'armée dans cette affaire par une action qui en était digne : rappelé le soir de la position de Stoudziancka, il eut la constance d'y demeurer toute la nuit, pour donner aux malheureux restés sur le rivage les moyens d'échapper à la vengeance des ennemis. Le lendemain, au peu avant le jour, il évacua la position, emmenant avec lui ses blessés, ses bagages, son artillerie, et tous ceux des traineurs qui eurent on le pouvoir ou la volonté de le suivre ; mais il fallut s'ouvrir un chemin de vive force à travers les autres : ce n'est qu'à huit heures du matin que le général Eblé brola les ponts qu'il avait construits, et mit cette barrière entre les Russes et les Français. Dans le passage de la Bérésina, en face de trois armées qui avaient juré de le fermer ; dans les deux batailles livrées avec

des chances si inégales du côté des Français, quo leur affaiblissement prodigieux et leur situation presque désespérée semblaient condamner à une ruine entière, tout était un sujet de triomphe ; cependant, sauf un bataillon échappé par hasard, la division Parthouneux, égarée dans sa route pendant la nuit, avait succombé devant Wittgenstein. Ce revers, encore dû à l'inexécution de ses ordres, affecta Napoléon ; il le pardonna néanmoins à Victor, ainsi que tant d'autres fautes si noblement expiées. Quant à lui, ses ennemis ont admiré ses efforts, sa constance : ils ont même été assez justes pour reconnaître qu'on ne devait pas lui imputer les pertes qui accompagnèrent une opération où les plus grands capitaines auraient échoué comme lui devant les éléments.

De quatre-vingt mille hommes qu'il avait sur les bords de la Bérésina, il en ramène soixante mille qu'il dirige vers Zembin, où le vice-roi l'avait précédé, ensuite vers Kamen : Tchitchagoff aurait pu nous y devancer ; nous n'avons affaire qu'à des Cosaques, qui se signalent toujours par leur prompt fuite à l'aspect de quelques soldats français. Malodezeno et Smorgoni offrent à l'armée des ressources dont sa détresse lui rendait le besoin bien pressant. On approche de la Wilna, où déjà le corps bavarois du général de Wrède est venu s'emparer de la position prescrite. Napoléon voudrait retenir un peu l'armée derrière la ligne que forme cette rivière : il transmet en conséquence ses ordres au vice-roi, et consacre deux jours à prendre les autres dispositions nécessaires. En même temps, afin de dégager l'armée de tout ce qui lui est inutile, les Polonais partent pour Olita, les cavaliers démontés pour Merex, les bagages et les blessés pour Wilna. L'Empereur appelle à lui une partie des immenses provisions rassemblées sur ce point par les soins du duc de Bassano. A Malodezeno, on reçoit quatorze estafettes de Paris ; on envoie pour réponse le terrible bulletin du 5 décembre ; il apprendra la ruine de l'expédition, d'abord à la France sur qui l'Empereur ose encore compter, et ensuite à l'Europe qu'il croit encore pouvoir contenir. Depuis vingt-et-un jours, tout le monde ignorait le sort de la grande armée.

Cependant Heudelet approche du Niémen avec dix mille hommes. Lison sort de Wilna avec un même nombre de soldats ; mais ils ne semblent venir que pour prendre leur part des malheurs de l'armée, s'il convient désormais de donner ce nom à un débris confus d'hommes accablés par la faim, par le froid, par un froid d'une rigueur excessive même en Russie. Nul moyen de lutter contre ce fléau. L'Europe est derrière nous et peut fermer la

route; la France va éprouver une commotion profonde; à la nouvelle de nos désastres: il faut les réparer promptement pour ne pas laisser aux Russes le temps de s'avancer jusqu'au Rhin, en se grossissant peut-être des forces de nos alliés devenus tout à coup nos ennemis; il faut aller chercher d'autres soldats, et c'est à Paris qu'on doit les demander et les obtenir. La nation, toujours généreuse, toujours pleine d'enthousiasme pour la gloire, et soutenue du sentiment de ses ressources, ne refusera rien à Napoléon présent, et se montrant supérieur aux grandes adversités. Il part de Smorgoni le 3 décembre, après avoir confié son projet à ses lieutenants: le commandement de l'armée est remis au roi de Naples. Cette haute résolution n'a pas manqué de censeurs, quoiqu'elle ait été dictée par le premier des devoirs d'un prince. Personne n'a exprimé la vérité à cet égard avec plus de franchise et de justice que le colonel Boutourlin, aide-de-camp de l'empereur de Russie. « Napoléon, » dit-il, « n'était pas seulement le chef de l'armée » « qu'il quittait; mais puisque les destinées de la » France entière reposaient sur sa tête, il est » « clair que dans cette circonstance il était moins » « impérieux d'assister à l'agonie de son armée, que » « de veiller à la sûreté du grand empire qu'il gou- » « vernait. » Napoléon se justifie encore mieux par quelques-unes de ces paroles que la raison rend irrésistibles: « Je suis plus fort, dit-il alors, en par- » « lant du haut de mon trône, aux Tuileries, qu'à » « la tête d'une armée que le froid a détruite. » Du reste, si l'Empereur n'a pas la puissance de défendre ses soldats contre le climat et la saison, il ne néglige aucun des moyens de réorganiser l'armée. Rassuré par les états d'approvisionnement que le duc de Bassano vient de lui envoyer, par les renforts qui arrivent successivement, par les armées du duc de Tarente et du prince de Schwartzberg, qui sont encore imposantes, il a résolu de rallier l'armée à Wilna et de faire du Niémen une barrière que les ennemis ne pourront franchir. Ses ordres au prince Berthier, datés de Bielitz le 3 décembre, attestent sa profonde sollicitude, sa vigilance inquiète, ainsi que l'étendue de sa prévoyance; et quand on considère ce qui restait de ressources sur les lieux, en hommes et en choses, si l'hiver n'avait pas dérangé tous les calculs et renversé toutes les mesures; quand on ajoute à ces ressources toutes celles que le génie de Napoléon enfanta depuis son retour à Paris jusqu'à l'ouverture de la campagne, on ne saurait douter que cet immortel capitaine ne dut se trouver prêt beaucoup plus tôt que ses adversaires, ressaisir la victoire, et dieter encore la paix avant que la ligue du continent ne pût éclater contre lui. Mais la nuit

même de son départ, un froid de 28 degrés vient combler tant de désastres.

Napoléon, accompagné du grand-écuyer Caulaincourt, de Duroc, du comte de Lobau, faisait la plus grande diligence. Il faillit être pris ou tué par un pusk de Cosaques aux ordres du partisan Sessalwin, que l'inconcevable négligence du général Loison avait laissé entrer à Oehsmiana, petite ville où l'Empereur devait nécessairement passer. Son étoile le sauva; mais Loison reçut un accueil sévère et mérité. Arrivé à Wilna, avec le duc de Bassano, qu'il avait trouvé à Miedniki, l'état de ses magasins qui renfermaient des munitions de toute espèce pour cent mille hommes pendant quarante jours, lui causa la plus vive satisfaction. Il donna de nouveau l'ordre à Berthier et à Murat de recueillir et reformer un peu l'armée à Wilna. L'Empereur se rendit de cette ville à Varsovie, de Varsovie à Dresde, où il courut risque d'être arrêté par suite des menées des agents anglais résidant à Vienne, et sous les yeux de ce vénérable roi de Saxe, dont l'honorable fidélité venait d'accueillir avec tant de loyauté et de confiance le bienfaiteur de sa maison, le prince à qui il devait sa couronne. Le 15, Napoléon expédia de Dresde des courriers à son armée, à son beau-père, au roi de Prusse, et prend la route de Leipzig et de Mayence; le 19, après quatorze jours du voyage le plus rapide et le plus secret, il embrassait, dans la nuit, sa femme et son fils aux Tuileries. Son absence fut appréciée par l'armée malheureuse qui, tout en désespérant de son propre salut, ne désespérait ni de Napoléon, ni de la France. Quant à la France, elle se crut sauvée en voyant Napoléon au milieu d'elle.

Pendant qu'il ressaisit les rênes de l'Empire, la rigueur de la saison semblait augmenter encore, chaque jour, dans la Lithuanie, et dès lors il n'est plus de termes qui expriment la souffrance et la profonde désorganisation du reste d'armées qu'on pouvait appeler les ruines de la grande armée. Quel spectacle pour les soldats et les autres Français encore établis à Wilna, où ils les attendaient, que celui des quarante mille hommes qui inondèrent subitement cette ville effrayée de leur aspect, de leur dénuement, de leur misère, de leur aridité à se jeter sur les aliments si long-temps désirés! Il y eut là, comme à Smoleusk, des désordres déplorables dans la distribution des vivres; les magasins, les hôpitaux, furent également envahis. Enfin, quelque régularité s'établit à la voix des chefs: tous ces malheureux soldats, encore en armes, et la foule qui les accompagnait, commençaient à jouir du bonheur de prendre leur nourriture en paix sans avoir à redouter les Cosaques, et de se reposer à l'abri d'un hiver affreux. Tout-à-coup parait l'a-

vant-garde de Kutousoff que suivent Wittgenstein et Tchitchagoff! Loison, de Wrède, réduits, l'un à deux mille hommes par les combats, l'autre à trois mille par le froid seul, retardaient avec autant de courage que de succès l'approche de l'ennemi. Si le roi de Naples, conservant sa constance et son ancienne activité, eût donné des ordres, la garnison de la ville et la garde impériale pouvaient défendre Wilna pendant plusieurs jours, quoiqu'on n'y eût pas achevé les travaux tant de fois recommandés par l'Empereur. Murat ne fit rien qui fut digne d'un soldat, d'un roi, d'un lieutenant de Napoléon. Ney, toujours le héros de la retraite depuis Smolensk, mais entouré d'une poignée de braves seulement, ne céda qu'en combattant sans cesse avec les Cosaques de Platoff, la ville et les magasins que nous n'avions aucun moyen d'évacuer. Une foule de Français, que rien n'avait pu arracher des asiles ouverts à leur détresse, succombèrent sous la barbarie des Cosaques et des juifs, plus cruels encore. Ces derniers jetaient par les fenêtres leurs hôtes infortunés, pour qu'ils périssent de froid ou fussent égorgés! Telles sont les représailles de l'ennemi contre l'humanité du grand capitaine qui avait sauvé un quart de Moscou, et plusieurs milliers de blessés russes abandonnés aux flammes, dans les hôpitaux de cette ville! Au sortir de Wilna, le défilé de Ponary, qu'un simple officier d'état-major pouvait faire éviter, devenu presque impraticable à cause du verglas, vit de nouvelles pertes, de nouveaux désastres, mais aussi des traits de courage qui contiennent long-temps l'avant-garde russe. Dans cette extrémité, le maréchal Ney fit distribuer à la Garde le trésor de l'Empereur. Ce dépôt, confié à l'honneur militaire, fut si fidèlement rapporté à la caisse de l'armée, par chacun des dépositaires, à leur retour en France, qu'il ne manqua pas une pièce d'or. A Kowno, les mêmes désordres, les mêmes revers et quelques prodiges de valeur, encore plus admirables qu'à Wilna. Ici il n'existe plus aucune ombre de la grande armée, tout a disparu! Murat lui-même, l'intrépide Murat, oubliant sa gloire passée, a pour ainsi dire déserté comme un soldat infidèle à son drapeau; Ney seul, avec ses aides-de-camp, entre dans la ville, elle contenait une garnison de trois cents Allemands, et quatre cents hommes aux ordres du général Marehand : il en prend le commandement. Les Russes attaquent par la porte de Wilna; Ney y court; ses pièces sont enclouées, ses artilleurs en fuite. Il appelle les Allemands; la mort de leur chef blessé, qui se brûle la cervelle, les met aussi en déroute. Il veut en vain les rallier; alors ramassant leurs fusils, secondé de quelques officiers seulement, il ose affronter l'ennemi. Gérard accourt

avec trente hommes, et fait avancer deux pièces d'artillerie légère; à l'aide de ce faible secours, Ney, redevenu grenadier, résiste aux Russes; et tandis que Marehand vole, accompagné de son bataillon de recrues polonaises, au pont de Kowno pour reprendre le passage dont l'ennemi s'est emparé, lui, à la tête d'une poignée de combattans, se maintient jusqu'à la nuit à la porte de Wilna, traverse Kowno et le Niémeu, et atteint la rive amie. Marehand, de son côté, repoussé vers la route de Wilkowiky, inondée de Cosaques, se jette sur la droite dans les forêts prussiennes. Murat, parvenu à Gumbienc, dirige les restes des corps sur les différentes villes qui bordent la Vistule; mais le passage subit de l'atmosphère à une température plus douce, éprouvant tout-à-coup les soldats, causa la mort des hommes les plus robustes qui avaient soutenu les rigueurs d'un climat de fer.

Cependant une suspension d'armes a été conclue secrètement, à Taurogen, entre le général russe Diebitch, et le général prussien Yorck, placé sous les ordres de Maedonald. Ce dernier, abandonné furtivement dans Tilsitt, le 31 décembre, se voit réduit à neuf mille hommes, et hors d'état de continuer les succès qu'il avait jusqu'alors obtenus sur les Russes. Il poursuit sa retraite sur Kœnisberg, Lahiau et Teute, où il se trouve enfin aux prises avec Wittgenstein. Cette défection si inattendue, quoique tramée de loiu, si contraire à tous les principes de l'honneur, livrait aux ennemis la rive droite de la Vistule. Aussi le roi de Naples fut-il obligé de transporter son quartier-général de Kœnisberg à Varsovie, et ensuite à Posen; il était maintenant impossible que l'armée attendît sur les bords du Niémeu, et même sur ceux de la Vistule, les renforts qui lui arrivaient de l'intérieur. D'ailleurs, une autre perfidie se préparait : le prince de Schwartzemberg, qui, docile aux instructions de la cour de Vienne, modifiées par le ministre anglais Walpole, avait si mal servi Napoléon victorieux, ne devait pas rester fidèle à Napoléon trahi par la fortune.

Les Russes, libres désormais de tous leurs mouvements, ne s'étaient point hâtés de profiter de leurs avantages; alors Murat, ranimé par leurs lenteurs et par la présence de Maedonald, dont la jonction avec Heudelet et Cavagnac avait doublé les forces, parut vouloir reprendre l'offensive; mais le lendemain, par la plus cruelle déobéissance aux ordres de Napoléon, il abandonna l'armée à elle-même, le 16 janvier 1815.

L'armée ne pouvait rester sans chef; dès le 17, le vice-roi en a pris la conduite. Ce prince, qui pendant toute la campagne avait montré autant de sang-froid que d'héroïsme, déploya une habileté

qui manquait à Murat; il arrêta le mouvement rétrograde, rétablit la discipline, réunit les troupes et leur donna le temps de se reposer et de se refaire. Les Russes, non moins accablés que nous, secondèrent les désirs et les dispositions du prince. Cependant, un armistice, conclu avec l'ennemi par Schwartzemberg, laissait le corps de Reynier exposé seul aux coups des Russes, et vint jeter de nouvelles difficultés dans notre position qui commençait à s'améliorer; elles s'augmentèrent par le départ du feld-maréchal pour la Gallicie, conformément aux instructions de sa cour. Pour comble de malheur, la cavalerie saxonne avait été entraînée dans le mouvement des Autrichiens par la Bohême. Quoique dénué de toute cavalerie, Eugène n'en fit pas moins sa retraite avec ordre sur l'Elbe; il passa un mois à Posen, où il réorganisa sa faible armée, et se mit en marche pour la Prusse: le 21 février, il

occupait Berlin, après avoir brûlé les ponts de Crossen et de Franefort-sur-l'Oder.

Ainsi se termina l'expédition de Russie, qui a fourni à l'histoire de la guerre ses pages les plus funèbres. Il me reste à décrire des infortunes non moins funestes à la France, mais plus solennelles pour son héros; car l'Europe n'est plus secrètement conjurée contre le distributeur d'une partie de ses trônes, contre le prince que l'héritier de l'antique maison d'Hapsbourg a choisi pour gendre. L'Europe tout entière est hautement déclarée contre le grand homme qui en quinze années a élevé sa patrie au-dessus de tous les États de l'univers. Mais quelle que soit l'immensité des périls qui vont assiéger Napoléon, il est plus facile de les peindre que de retracer l'imperturbable constance qu'il sut leur opposer, jusqu'au dernier moment de sa vie à jamais glorieuse pour la France.



LIVRE QUATORZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(1815.)

NOUVEAUX PRÉPARATIFS DE NAPOLÉON. — CONCORDAT DE FONTAINEBLEAU. — AFFAIRES DE PRUSSE. — AFFAIRES D'AUTRICHE. — MARIE-LOUIS, RÉGENTE. — NAPOLÉON PART POUR BATAINE.

Du retour aux Tuileries, Napoléon, après avoir consacré quelques heures aux tendres affections de sa famille, se montre à ses courtisans, à ses ministres, aux différens corps de l'État, avec le calme d'une âme ferme et au-dessus des coups de la fortune. Tous les cœurs étaient encore remplis de la funeste impression du bulletin de Malodeozeno (le 29^e), aussi vrai, mais autrement terrible que ceux des batailles d'Eylau et d'Essling, dont Friedland et Wagram étaient venus effacer les fatals souvenirs. Napoléon lit cette impression sur tous les visages, et ne cherche pas à l'affaiblir par ses discours; il avoue sans ménagemens la grandeur du désastre de l'armée française, et offre l'exemple de la constance inébranlable qui surmonte une douleur profonde. Avant cette première audience, il avait déjà arrêté, avec son ministre de la guerre, les moyens de recruter une armée et un matériel; ensuite il appela ses autres ministres à un examen approfondi de l'état intérieur du pays. Parmi les sujets qu'il mit en discussion, aucun ne parut alors prendre autant d'empire sur son esprit que la conspiration du général Malet; il en était encore stupéfait et indigné. Mais ce qui le blessa peut-être plus vivement que l'entreprise elle-même, ce fut la faiblesse du préfet de la Seine. Il ne pouvait concevoir, disait-il, que le premier magistrat civil de

la capitale se fût fait subitement et sans opposition l'agent d'une révolution, plutôt que d'aller se ranger près du fils et de la femme de son souverain à qui il avait prêté serment. Le lendemain, il répondit à la harangue du Sénat: «... Des soldats timides et lâches perdent l'indépendance des nations, mais des magistrats pusillanimes détruisent l'em-pire des lois, les droits du trône et l'ordre social lui-même. La plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt au champ d'honneur, si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souverain, le trône et les lois, n'était pas plus belle encore.» Après le Sénat, il reçut le Conseil-d'État, et, toujours occupé de la conduite du préfet de la Seine, il termina sa réponse par ces mots remarquables: «... Le Conseil-d'État d'un grand empire doit joindre à ces principes un courage à toute épreuve, et, à l'exemple des présidens Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le souverain, le trône et les lois.» Napoléon avait ordonné une enquête sur la conduite du préfet de la Seine. Ce magistrat fut condamné par ses pairs, les membres du conseil, et destitué par un décret. Si la probité, l'honneur et les bons services avaient pu obtenir le pardon d'une aussi grande faute, M. Frochet aurait échappé à sa juste punition; mais la politique ordonnait un exemple. « La révolution n'est pas

« morte, dit l'Empereur à cette occasion; ma dynastie n'a pas pris racine parmi les membres de mon Conseil. » Si Napoléon eût voulu étendre l'enquête à son Sénat, une partie de ce corps, où la conjuration Malet avait des ramifications, se serait trouvée compromise. Malgré le chagrin cuisant qu'il ressentit de ces funestes découvertes, il garda le silence; et, sans perdre de vue ses ennemis secrets, il leur fit sentir, par des paroles publiques dont eux seuls pouvaient bien comprendre le véritable sens, que leur conduite en son absence n'avait plus de mystère pour lui. Trop environné de difficultés de toute espèce, trop éclairé en politique pour éclater autrement, et pour montrer à l'Europe des symptômes de division autour de son trône, il remit à d'autres temps le soin de remédier au mal. Il laissa ainsi dans le premier corps de la nation des germes de perfidie qui se développèrent quelques mois plus tard, lorsque la dynastie impériale fut proscrite par son Sénat, et le lendemain par une partie des conseillers d'État, les jeunes même du comte Frochot, qui du moins n'était pas coupable de parjure. Quoi qu'il en soit, la conspiration Malet réveille dans le cœur de Napoléon toutes ses méfiances contre la révolution; il veut lui opposer d'autres barrières, et renforcer encore le dogme de l'hérédité par de nouveaux engagements. Sur la demande expresse du Sénat, toujours pressé de prévenir ou de consacrer la volonté de l'Empereur, le roi de Rome sera couronné, ainsi que l'Impératrice; un serment solennel unira la France à l'héritier du trône: trop faible garantie qui ne saurait défendre contre la coalition de l'Europe un empire que Napoléon lui-même n'aurait pu sauver!

Une activité prodigieuse signale le retour de l'Empereur: la France y reconnaît les créations miraculeuses de l'époque consulaire; il semble même que, retrempé par les revers, Napoléon déploie encore plus de ressources et d'énergie. Les conseils se multiplient chaque jour, et il les préside tous. Dans le militaire, dans l'administration, dans la politique, des dispositions civiles, des mouvements de troupes, des décrets, des sénatus-consultes, des traités même, tels que le Concordat de Fontainebleau, remplissent la journée, sans le fatiguer jamais: la nuit, quand tous les membres de son gouvernement cèdent au besoin du repos, lui seul veille encore et délibère avec son génie sur le salut de la France. A peine dérobe-t-il à cette grande pensée quelques moments pour attacher ses regards paternels sur ce fils, héritier de tant de gloire et dépositaire de tant d'espérances.

Cependant des courriers apportaient de jour en jour à Napoléon des nouvelles du Nord. Du côté de

l'Espagne, le vainqueur de Salamanque, après avoir triomphé dans Madrid, s'était laissé arrêter avec toute son armée par le général Dubretou, qui, pendant trente jours, défendit à la tête de quinze cents hommes le château de Burgos: le roi Joseph avait repris l'offensive, occupé de nouveau la capitale, et forcé Wellington à rentrer en Portugal. Burgos, Valladolid, Madrid, le royaume de Valence, l'Aragon et la Catalogne, étaient entre nos mains; deux cent soixante-dix mille soldats gardaient encore notre conquête. Ils ne doivent pas quitter la Péninsule: Napoléon tire du moins de leurs rangs cent cinquante cadres de bataillon, composés de vieux officiers et sous-officiers, pour conduire aux combats les jeunes conscrits de 1815, qu'il avait fait appeler au moment de s'enfoncer dans les plaines de Moson. Cette nouvelle levée, les quatre-vingts cohortes de gardes nationales organisées avant son départ pour la Russie, quarante mille artilleurs de la marine qui peuvent entrer dans les cadres de l'armée de terre, les troupes tirées d'Italie, vont former une armée de trois cent mille hommes sur l'Elbe, sur le Rhin et le Mein: une autre armée, de la même force, contiendra l'Espagne, tandis qu'Engène, avec cinquante mille Français et Italiens, conservera l'Italie. Ces dispositions seules pronvent énergiquement que l'Espagne a porté un coup mortel à l'empire de Napoléon. En effet, si ses légions du midi se réunissaient à celles du nord, Napoléon, à la tête de six cent mille Français, ferait plus que de dieter la paix aux puissances coalisées contre lui; toutes ses alliances lui resteraient, prêtes encore à le servir, et l'Autriche, fière d'avoir défendu les barrières de la civilisation, aurait eu, pour la première fois, le droit légitime de réclamer une part dans les fruits et les honneurs de la victoire.

Mais en apprenant la défection de la Prusse et ses résultats, Napoléon vit que ce qui suffisait hier ne suffit plus aujourd'hui, et demanda sans hésiter au Sénat, ou plutôt à la nation, cent mille hommes sur les cohortes, cent mille hommes sur les conscriptions des quatre dernières années, et cent cinquante mille hommes sur la conscription de 1814. Tout fut décrété par le Sénat. Les citoyens, les corps judiciaires, les compagnies, les villes, les campagnes, rivalisèrent de zèle dans une si grande circonstance; l'amour de la patrie, le sentiment de l'honneur national, le juste orgueil de vingt années de gloire, l'attachement pour Napoléon, caractérisèrent le conduito des Français. Ils firent avec leur élan ordinaire de généreux sacrifices; mais il y manqua le ferment de la liberté, qui les inspire, qui les renouvelle, pour conserver les empires: il manqua aussi le concours physique et moral de la

masse de la nation, qui naguère soulevée tout entière par ses représentans, n'avait pas moins contribué que ses douze cent mille soldats au triomphe de la république. En effet, c'est la nation sous les armes que les rois avaient surtout désespéré de vaincre; c'est devant elle qu'ils s'étaient abaissés; c'est à elle qu'ils avaient demandé la paix et son alliance. Le génie d'un homme, quel qu'il fût, péserait toujours moins que la France dans la balance des destinées. Peut-être Napoléon ne crut-il pas nécessaire de se servir de la force populaire; peut-être même craignit-il l'emploi d'un si redoutable instrument; cette faute, provenue d'une erreur de jugement, était décisive contre lui; car en face de la plus fortement enchaînée des conditions que l'Angleterre ait jamais formées sur le continent, il ne pouvait se sauver qu'avec la nation et par la nation. Peut-être encore l'esprit qui paraissait animer les peuples soumis à son pouvoir aidait-il à le tromper: enfans adoptifs du grand empire, uniquement gardés alors par nos lois civiles et par leurs sermens, ils sollicitaient l'honneur de s'associer à nos périls. Des gages spontanés du patriotisme de ces États étrangers jettent une vive lumière sur le besoin que les vastes incorporations de la France avaient de la conservation de Napoléon. Et comment ce besoin n'aurait-il pas été profondément senti? comment n'aurait-il pas inspiré des dévouemens sans bornes? Ces peuples pouvaient-ils ignorer qu'avec Napoléon tombaient tous les bienfaits répandus sur eux par leur union à la France? Ne comprenaient-ils pas que bientôt, remis sous un joug de fer, ils perdraient tous les avantages de la loi française qui leur donnait l'égalité? Aussi ce fut leur raison, leur intérêt et leurs sentimens, qui les entraînaient au-devant des demandes de l'Empereur: ils se rallièrent autour de lui comme autour de leur libérateur et de leur appui. Ce temps offre un singulier spectacle: pendant que des princes, qui étaient accourus solliciter dans la tente de Napoléon la gloire de concourir avec lui à la dernière conquête du continent européen, trahissaient nos drapeaux, il se voyait recherché, malgré ses revers, par la fidélité des nations qui devaient en vainde se unir à la contagion de sa malheureuse fortune, et d'aggraver ainsi le poids des malheurs dont elles étaient menacées si son empire venait à s'écrouler.

Occupé des plus vastes préparatifs de guerre, Napoléon ne négligeait pas la puissante ressource des négociations; mais nous n'étions plus au temps où, presque aussi redoutées avant le combat qu'après la victoire, nos armes retenaient nos alliés dans le devoir, ou ramenaient nos ennemis promptement punis de leur imprudent déloyauté. A la nouvelle

de notre désastre, l'Autriche a failli éclipser contre Napoléon; son retour aux Tuileries l'engage à temporiser: elle envoie à Paris le comte de Bubna avec une mission toute pacifique en apparence, et très hostile en réalité, sur laquelle l'opinion publique ne s'abuse pas un moment. Napoléon ne se laisse pas tromper non plus par les protestations de l'envoyé de son beau-père; mais il espère qu'une grande démonstration de confiance, et surtout une grande victoire au centre de l'Allemagne, retiendront dans l'alliance la maison d'Autriche. Cette puissance devient la médiatrice de la paix; déjà déclarée au foud du cœur de nous, elle ne tardera pas à profiter des événemens pour dénouer son rôle d'amie et d'alliée. Napoléon dut le prévoir en apprenant la défection des Prussiens; et, de plus, la conduite du prince de Schwartzemberg, à l'époque où le contingent autrichien, fort de trente mille hommes, sans y comprendre la division Reynier, laissa l'armée russe du Danube entrer dans Minsk, avait pu dès lors le préparer au changement de politique de la cour de Vienne.

Entre les négociations qui appelaient toute l'attention de Napoléon, à l'instant où, près de recommencer la lutte avec ses ennemis, il devait chercher à éteindre tout germe de division intérieure en France, en Italie, et dans tous les pays annexés à l'Empire, il faut mettre au premier rang le Concordat de 1815. Le fond de tous les différends entre Napoléon et le souverain pontife n'était pas l'expédition des bulles en trois ou en six mois pour les évêques nouvellement nommés; c'était la séparation à jamais du temporel et du spirituel dans la royauté pontificale. L'élevation extraordinaire de l'autorité religieuse du pape, sa prédomination sur les diverses comunions de l'Europe, formaient la compensation de ce sacrifice, et le moyen de rendre cette dernière combinaison directement utile au plan que Napoléon avait conçu de recréer la vieille Europe, était l'établissement du Saint-Siège dans le palais métropolitain de la ville de Paris, qui fut ainsi devenue la capitale du monde chrétien.

Le projet de l'enlèvement de Pie VII à Savone, par les Anglais, avait déterminé sa translation à Fontainebleau; S. S. y tenait avec tous les honneurs de la majesté souveraine, sa cour, composée d'une foule de prélats italiens et français. Cette ville aussi avait vu renouer les négociations: elles reprirent dans le courant de janvier une force nouvelle, et semblaient toucher à une conclusion prochaine. Le 19 de ce mois, Napoléon quitta brusquement une partie de chasse à Grosbois, pour se diriger sur Fontainebleau; son arrivée émut singulièrement le souverain pontife. Aux premières paroles, tout le passé est mis en oubli, comme entre des personnes

qui ont une affection mutuelle. Le lendemain, le pape rend à Napoléon sa visite; et un seul entretien, rempli d'égards réciproques et de témoignages de bienveillance, ouvre et fixe la négociation. Ne pouvant obtenir Rome, et ne voulant pas accepter la résidence de Paris, Pie VII opte pour celle d'Avignon; il donnera ses bulles aux nouveaux évêques, ou, à son défaut, ce sera le métropolitain, six mois après que leur nomination aura été notifiée au Saint-Siège. Napoléon dicta lui-même le Concordat, improvisé dans cette première conférence, et bientôt il passa à l'examen des conseils des deux hautes parties contractantes, pour y recevoir la forme d'une loi et d'un traité. Le 25 janvier, le pape lui-même, après quatre jours employés à la rédaction du Concordat, l'apporta avec une sorte de solennité dans le salon de l'Impératrice, où les deux cours étaient réunies, et le traité fut signé par les deux souverains. Le 27, l'Empereur revint à Paris. Le 13 février, eut lieu la publication du Concordat comme loi de l'État. Avant son départ de Fontainebleau, Napoléon combla de grâces et de distinctions de toute nature les membres de la cour pontificale : il alla même au-devant des désirs du pape, en rappelant d'exil les quatorze cardinaux qui avaient refusé d'assister au mariage de Marie-Louise. Mais initiés, pendant leur dispersion, dans les secrets de la conspiration européenne, et fidèles à toutes les doctrines usurpatrices de la cour de Rome, le premier usage qu'ils firent de leur liberté fut de la tourner contre Napoléon, en assiégeant de terreurs et de remords l'âme timorée du Saint-Père. Le 25 mars, au mépris des sermens les plus solennels, ils obtinrent du vénérable vieillard, ou plutôt ils lui arrachèrent un véritable parjure. Ainsi, les intérêts temporels l'emportèrent sur l'intérêt de la religion, appelée par Napoléon à la conquête de l'Europe entière; et le plus vertueux des pontifes, qui, livré à ses seules inspirations, aurait donné tout son sang pour étendre l'empire de l'Évangile sur toute la terre, préféra la possession de Rome à l'espérance de l'universalité de la foi catholique. A la lecture du bref par lequel le pape lui exposait les motifs et le vœu de sa rétractation, Napoléon, qui avait oublié avec tant de générosité toutes les perfidies, toutes les trames du Saint-Siège pendant les guerres de la république en Italie et à l'époque de la campagne de Wagram, éprouva la plus juste comme la plus vive indignation. Aussi, le jour même de la réception de ce bref, le 25 mars, il y répondit par un décret qui substituait le métropolitain au souverain pontife, et prescrivait l'obéissance au Concordat dans toute l'Europe.

Cette grande négociation, échouée presque aussitôt que terminée, n'était pas d'un heureux augure

pour la bonne foi des autres puissances de l'Europe. Effectivement une conjuration nouvelle les liait déjà toutes contre Napoléon, et non seulement elles se préparaient à violer vis-à-vis de lui tous les usages de la civilisation, mais elles avaient déjà enfreint les pactes les plus sacrés, en donnant, comme l'Autriche et la Prusse, l'exemple à peu près inconnu de la trahison et la défection sous les armes, au milieu d'une guerre dont leur ambitieuse adulation avait réclamé le partage. En Prusse, il existait deux gouvernemens différens : le premier, représenté par le roi, paraissait servir loyalement l'alliance armée, contractée avec la France contre la Russie en mars 1812; le second, organe caché du *Zugendbund* prussien, était l'âme de la ligue germanique contre Napoléon. Il avait puissamment aidé, pendant la dernière guerre d'Autriche, les opérations du duc de Brunswick, du major Schill, et des autres chefs d'insurrection, qui, de concert avec l'Angleterre, cherchèrent alors à détruire dans le nord de l'Allemagne la suprématie française : en un mot, la lutte des cabinets pour renverser Napoléon était commencée; et ces cabinets, si impopulaires de leur nature, allaient prendre les couleurs et le langage du patriotisme le plus pur, dans le dessein d'établir plus fortement que jamais la servitude publique par un grand mouvement national soulevé contre la domination de la France!

Cependant, à son passage de Wilna à Paris, le duc de Bassano avait reçu à Berlin, du chancelier baron de Hardenberg, et du roi lui-même, les protestations les plus vives sur la fidélité de la Prusse à l'alliance; elles étaient journellement renouvelées au comte de Saint-Marsan, ministre de France. Indépendamment de ces assurances, l'annonce du remplacement du général York, l'ordre de son arrestation et de sa mise en jugement, insérée dans la *Gazette de Berlin*, le désaveu de la conduite de cet officier et l'expression de l'indignation du roi, apportés aux Tuileries par le prince de Hatzfeld, le même à qui Napoléon avait fait grâce de la vie en 1807, semblaient devoir inspirer la confiance. Pour l'accroître encore, Frédéric avait chargé son envoyé extraordinaire de déclarer à l'Empereur qu'il était prêt à lever cinquante ou soixante mille hommes au service de la France, si on lui donnait de l'argent. Ce prince le pouvait d'autant plus facilement qu'au lieu des quarante-deux mille hommes auxquels l'avait réduit le traité de Tilsitt, il en comptait déjà quatre-vingt-quatre mille sous les armes, et trois semaines après il y en eut deux cent mille. Le prince de Hatzfeld fut encore chargé de laisser entrevoir au gouvernement français le désir d'une alliance de famille par le mariage d'une nièce de l'Empereur avec le prince royal de Prusse! Rien n'était négligé pour endormir

la prudence de Napoléon. M. de Hardenberg avait fait de cette insinuation l'objet d'une note particulière au comte de Saint-Marsan. Notre ambassadeur, ainsi que le maréchal Angereau qui commandait à Berlin le 2^e corps, frappés également de la plus affreuse crédulité, écrivaient dans le même moment au prince de Neuchâtel, que le roi et son ministre n'étaient pour rien dans la capitulation de ses généraux; qu'il faudrait montrer au roi plus de confiance.... C'est ainsi que Napoléon était servi par son ambassadeur et par le maréchal! Mais tout à coup un événement bien imprévu annonça le changement de système du gouvernement prussien. Le 22 janvier, on apprit à Berlin que Frédéric venait de partir pour Breslau. On prétendait que ce monarque avait craint d'être enlevé dans sa capitale, tandis qu'à Breslau, ville ouverte, il aurait plus d'indépendance pour maintenir au moins sa neutralité. Ce départ si brusque au milieu d'un corps de l'armée française, put être interprété aussi comme une défection devant l'ennemi. En réponse à l'insertion de la *Gazette de Berlin*, le 27, le général Yorck avait publié à Königsberg une déclaration où il disait que l'ordre de son arrestation lui avait été connu d'après un article inséré dans quelques exemplaires de la *Gazette*; mais que ni le général Kleist ni lui n'ayant été autrement informés de cette mesure, il conservait l'exercice du commandement et des autres fonctions déterminées par l'ordre du cabinet du 20 décembre 1812. Ces paroles expliquent assez clairement ce qu'était en vertu des instructions de son gouvernement, transmises par M. de Hardenberg, que le général Yorck avait signé, le 30 décembre, la convention du Taurogen, dont la négociation avec le général Wittgenstein remontait au 15 du même mois. Le général Yorck avait bien eu le temps de rendre compte de cette circonstance, de demander des ordres et d'en recevoir. Le départ du roi pour Breslau fut également l'ouvrage de son cabinet, que devait gêner à Berlin, non l'observation du maréchal Angereau, mais la présence du corps d'armée français qu'il commandait.

Le comte de Saint-Marsan, aussi peu clairvoyant que le maréchal, avait suivi Frédéric à Breslau, et l'alliance y subsista encore en apparence. Ce fut au nom de cette alliance et de la neutralité de la Silésie que parurent dans cette ville, les 5, 9 et 10 février, les édits royaux qui appelaient aux armes toute la population virile de la Prusse. On ne pouvait recourir d'une manière plus palpable pour les ennemis de la France. Le 12, une proclamation du général Yorck fut publiée à Königsberg : « Les représentants de la nation assemblés, disait-il, ont décrété, outre l'armement général, l'organisation d'un corps de cavalerie pour renforcer l'armée. Citoyens

« de la Prusse, réunissons nos efforts pour montrer « à l'Europe ce que peut produire l'amour pour le « roi et pour l'indépendance de la patrie. » Le 15 février, le baron de Hardenberg disait à M. de Saint-Marsan, « que tout ce qui se passait était un effet « de la nécessité de sauver un coin de terre pour « servir d'asile au roi, et que le système n'avait « point varié! » Le ministre, le même jour, après avoir juré que son maître était resté invariable dans sa politique, et qu'aucunes ouvertures directes ni indirectes n'avaient eu lieu vis-à-vis de la Russie, communiquait, comme une idée du roi, à l'ambassadeur français, le projet d'une intervention de la Prusse entre les puissances belligérantes pour obtenir une trêve, d'après laquelle l'armée russe se retirerait derrière la Vistule, et l'armée française derrière l'Elbe, en remettant les grandes forteresses de l'Oder et la place de Dantzick aux troupes prussiennes. Une telle proposition voilait assez maladroitement un plan déjà convenu, une démarche concertée avec les alliés. M. de Saint-Marsan continuait à Breslau son système de confiance; il ignorait les communications journalières de cette cour avec le quartier impérial russe. Le 17 février, il se chargeait encore d'adresser à Paris de nouvelles protestations de Frédéric sur sa persévérance dans ses engagements envers la France, et sur sa résolution de fournir à l'empereur Napoléon le contingent promis de trente mille hommes; et le 1^{er} mars, ce prince signait avec la Russie le traité d'alliance dont la négociation avait nécessité seule son départ de Berlin. Bientôt une ordonnance, émanée de Frédéric lui-même, proclame l'innocence du général Yorck, le confirme dans son commandement, en mettant sous ses ordres, comme une preuve de satisfaction et de la confiance illimitée du roi, les troupes du général Bollow, dont la trahison vient de livrer le Bas-Oder aux Russes. Enfin, le 15 mars, l'empereur Alexandre arrive à Breslau, et dit au roi de Prusse : « Je jure de « ne déposer les armes que quand l'Allemagne sera « délivrée du joug des Français. »

Dès lors sont déchirés aux yeux de l'Europe tous les voiles de la défection prussienne. Le 17 mars, à Paris, le baron de Krusemarck transmet au duc de Bassano la déclaration de guerre de la Prusse, et demande ses passe-ports. A cette nouvelle, Napoléon se repentit amèrement de sa générosité à Tilsitt envers une maison toujours dominée par l'intérêt du moment, et si mobile dans sa politique. Mais l'infidélité de la Prusse n'était que le prélude d'une convention qui fut signée, le 19 mars, à Breslau, par le comte de Nesselrode et le baron de Hardenberg et le général Sebarnhorst; elle stipulait que tous les princes allemands seraient appelés à concourir sans délai à l'affranchissement de leur patrie, *faut-il que ils se*

raient privés de leurs États. L'indépendance des rois ne pouvait être attaquée d'une manière plus despotique, ni les liens sacrés des traités brisés avec plus de violence. Le vénérable roi de Saxe s'indigna de cette tyrannie, qui était une atteinte aux droits des couronnes, eu même temps qu'un fatal exemple de rébellion donné aux peuples par des rois eux-mêmes : aussi, dès le 25 février, ce malheureux prince, ne voulant pas trahir sa foi engagée à Napoléon, mais menacé de la perte de son trône par les proclamations d'un général russe, et craignant d'ailleurs de tomber, dans son propre palais, aux mains du partisan Brindel, était allé chercher un asile à Planen, de là à Rostisbonne; et enfin, attiré à Prague par sa confiance dans la médiation autrichienne en faveur de la France, il y resta jusqu'à ce que la victoire de Lutzen lui eût rouvert les portes de sa capitale. D'autres articles du traité de Breslau portaient qu'un conseil central d'administration russe et prussienne gouvernerait les provinces conquises au profit des alliés; une armée de ligne, ainsi qu'une levée en masse, devaient en outre être organisées dans tous les États de la Confédération du Rhin. C'est alors que le maréchal Kutusoff s'empressa de déclarer, à Kalish, la dissolution de la Confédération du Rhin, et appela tous les Allemands à une véritable insurrection : « Que chacun, disait-il, prince, noble » ou d'un bas étage seconde de son bien et de son » saug, de son corps et de sa vie, de cœur et d'esprit, » les projets d'Alexandre et de Frédéric. » Il menaçait ensuite de la puissance des armes prises et justement, les princes jurèrent à la cause de l'Allemagne. Cette proclamation du général Kutusoff, comme toutes celles qui furent alors répandues en Allemagne par Blücher, Wittgenstein, le cosaque Platoff, etc., rappelle les manifestes et souvent le témoignage de la Convention contre les rois; on y empruntait jusqu'aux mots sacramentels : *la liberté, l'égalité ou la mort.*

A la nouvelle de la désertion de la Prusse, Napoléon avait eu raison de dire : « *J'aime mieux un ennemi déclaré, qu'un ami toujours prêt à m'abandonner.* » Ceci pouvait s'appliquer aussi à l'Autriche; car la convention de Kalish, du 29 mars, entre M. de Nesselrode et M. de Lebzelter, légalisa officiellement l'accord existant entre les cours de Vienne et de Pétersbourg. Cette convention était relative à l'armistice déjà conclu entre le prince de Schwartzemberg et M. d'Ausiedt à Varsovie, et stipulait une nouvelle suspension d'armes quand la retraite des Autrichiens serait à peu près consommée. La dénonciation de l'armistice actuel serait motivée par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les alliés de laisser dans leurs flancs et à leur dos un foyer de mouvements et d'insurrection, tel que

l'offre l'armée polonoise sous le prince Poniatowski. La présente transaction restera à jamais secrète entre les deux cours impériales, et ne pourra de part et d'autre être communiquée qu'à S. M. le roi de Prusse uniquement. Tel fut le premier lien diplomatique qui associa les cabinets de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin dans la conjuration ourdie par l'Angleterre pour la ruine de Napoléon et la destruction de l'empire français. Tout ce qui suivit ce gage secret de la ligue des rois, convention de Dresde, congrès de Châtillon, ne fut que déception de la part de l'Autriche. Son parti était pris à Wilna, quand elle y envoya M. de Lebzelter, et à Paris quand elle y envoya M. de Bubna et le prince de Schwartzemberg; à Vienne, quand elle y reçut, après le départ de sir Horace Walpole, M. de Stackelberg pour la Russie, et M. de Humboldt pour la Prusse. La preuve de cette assertion va ressortir de tous les faits suivants.

Cette puissance, qui pensait que Napoléon était encore engagé dans les glaces de la Russie, où l'on espérait le voir euseveli avec son armée, avait pris une attitude menaçante, tenait un autre langage depuis le retour à Paris, et ne cessait de multiplier les protestations d'amitié. On disait à Paris au duc de Bassano, et à Vienne au comte Otto : « L'Autriche » désire plus la paix pour elle et pour l'Europe que » pour la France. Ce n'est pas l'empereur Napoléon » qui en a le plus besoin; lui seul est intact, malgré » ses pertes; lui seul est en mesure de dicter la paix : » il dépend de lui de rester un an sur la Vistule. » Jamais les Russes ne franchiront cette barrière. » M. de Lebzelter parlait tout différemment à Wilna. Cependant l'Autriche manifestait l'intention de montrer un esprit de conciliation désintéressé, et demandait en conséquence la confiance de Napoléon. Bientôt, comme si les choses eussent été d'accord entre le beau-père et le gendre, elle déclara sa négociation ouverte avec l'empereur Alexandre, et couvrit ainsi d'une bonne apparence les intrigues qu'elle formait contre la France. Mais elle tirait, de la position nouvelle qu'elle semblait avoir prise de notre avis, la conséquence de ne pas augmenter son contingent, pour ne pas effaroucher nos ennemis qui s'adressaient à elle.

Quelques jours après, M. de Metternich allait encore plus loin : « Tout ce que l'on demande à la » France, disait-il, c'est de faire les plus grands préparatifs pour une nouvelle campagne. » Et afin d'assurer le maintien de l'alliance par la coopération ostensible de la guerre, il annonçait la mobilisation de soixante-dix mille hommes dans la Galicie et la création de quarante-cinq millions de florins de billets de banque. Le cabinet de Vienne s'engageait à n'agir que comme il contiendrait à l'empereur Napo-

tion, et à ne pas faire un pas à son insu. Sans doute rien n'était plus perfide que d'exciter la France à une guerre que l'Autriche ne devait pas soutenir, et de négocier en secret à Wilna, à Vienne, à Breslau, tout en réclamant les droits de l'alliance. « Elle devait être éternelle, comme les motifs qui l'avaient fait naître; c'était l'Autriche qui l'avait recherchée: elle avait bien réfléchi avant. Si le cabinet avait à la refaire, il ne voudrait pas la minuter autrement qu'elle n'est. » M. de Metternich ne s'arrêta pas là; et, comme s'il avait pu tout à coup se persuader que la France eût totalement oublié le séjour et la prépondérance de sir Horace Walpole à Vienne pendant la campagne de Russie, il annonça « qu'il n'aurait avec l'Angleterre des relations directes, que quand il y serait autorisé par la France, et qu'en conséquence il désignait au cabinet des Tuileries le baron de Wessenberg comme choisi pour la mission de Londres. »

La confiance de M. de Metternich fut entière au sujet de l'Angleterre. « Outre les sept millions sterling qu'elle donne à la Russie, disait-il encore, elle nous offre dix millions pour changer de système. Nous avons repoussé son offre avec mépris, quoique nos finances soient dans le plus grand délabrement. Nos douanes sont à présent notre principal revenu. Nous sommes sûrs de perdre cette branche lucrative de nos finances, si vous renoncez à votre système d'exclusion des denrées coloniales... » Il était impossible de pousser plus loin les précautions de la trahison, que de paraitre ainsi se rattacher par un intérêt spécial au blocus continental dont la destruction était le cri de ralliement de la Russie, de la Suède, de la Prusse, de l'Angleterre, et de la conjuration germanique.

Telle était l'attitude officielle de l'Autriche vis-à-vis de la France, lorsque l'arrivée du prince de Schwartzemberg à Paris fut annoncée pour la fin de février. En sa qualité d'ambassadeur et de commandant du contingent autrichien, il devait suivre la marche des négociations et prendre les ordres de l'empereur Napoléon pour la campagne prochaine. Mais l'armistice de Varsovie, la convention de Poschercow et celle de Kalish, et le traité de Breslau, seront pour Napoléon complètement identiques avec l'intervention proposée par la Prusse et la médiation actuelle de l'Autriche. Cet armistice du prince de Schwartzemberg venait de découvrir, sans coup férir, le flanc droit de l'armée française, comme la convention du général York avait livré le flanc gauche à la Russie. A l'imitation aussi de l'appel fait au nom de l'alliance française, à Breslau, à tous les Prussiens en âge de prendre les armes, et avec la même perfidie d'intention, l'Autriche avait ordonné l'insurrection nationale par la levée de sa

landwehr. Enfin, l'Autriche avait articulé les grands mots d'*intervention* et ensuite de *médiation*. C'était par l'intermédiaire du cabinet de Vienne que les paroles de paix seraient écoutées de la Russie. Cette couteur était donnée à la mission autrichienne de Wilna; et ainsi avait été convenue à Kalish, entre M. de Nesselrode et M. de Leheltern, l'évacuation de la Pologne par le contingent autrichien et par la cavalerie saxonne, et enfin, de toute nécessité, par le corps de Poniatowski; en un mot par plus de cinquante mille hommes qui eussent défendu la Vistule!

Dans l'attente où la cour de France était de l'arrivée du prince de Schwartzemberg, il parut au cabinet que l'ambassadeur Otto s'était laissé trop entraîner aux assurances de M. de Metternich. On n'avait pas le temps d'attendre qu'il fut détrompé: on fit aussitôt partir pour lui succéder le comte de Narbonne, aide-de-camp de l'Empereur pendant la campagne de Russie. Il était à Vienne le 17 mars, douze jours avant le départ du prince de Schwartzemberg, qui, annoncé dès le 14 février, ne quitta Vienne que le 29 mars. Ce prince était encore en route, et Napoléon savait déjà des nouvelles du comte de Narbonne. Dans les premiers jours de son arrivée à Vienne, ce ministre avait découvert, avec une sagacité merveilleuse, les secrets de la politique autrichienne et les engagements qui, peu de mois après, furent proclamés sous le nom de *quadruple alliance*. L'Autriche avait fait du chemin depuis la convention de Kalish. M. de Metternich, dévoilé, prit alors avec M. de Narbonne le langage de médiateur armé, caractère que la France était bien loin de lui accorder: il exigeait le sacrifice des départemens asiatiques; il déclarait que l'Autriche ne se traitait ni pour les Polonais, ni même pour conserver à Napoléon le titre de *protecteur de la Confédération du Rhin*.

L'Angleterre était satisfaite; elle allait recueillir enfin les fruits de la rupture du traité d'Amiens, et sortir encore invulnérable des derniers champs de bataille où devaient être sacrifiés la France et Napoléon; car, depuis cette époque, elle avait conçu l'idée d'étouffer le vainqueur sous le poids des trophées qu'il coûtait à l'Europe. La politique anglaise avait prononcé deux arrêts: refuser toujours la paix à la France, et armer toujours l'Europe contre la France. Napoléon n'ignorait pas cette inexorable fatalité attachée à sa grandeur; aussi avait-il apprécié la valeur de la mission du baron de Wessenberg, et, bien que la cour de Vienne fut déjà agréée à la conspiration britannique, il connaissait mieux qu'elle l'inflexibilité dont le cabinet de Londres, déjà à la tête des trois grandes puissances du Nord, saurait entourer la négociation que l'Autriche croyait pouvoir exploiter à son profit. En effet, loin de vouloir prêter l'oreille à

des propositions d'accommodement, l'Angleterre achetait, un million sterling de subsides et avec la promesse de la Guadeloupe et de la Norvège, la coopération de Bernadotte qui devait commander trente mille Suédois, les vingt-cinq mille hommes du corps prussien de Bulow, et un corps russe. A ce prix, Bernadotte, enfant de la France, Bernadotte, que notre gloire a fait roi, portera les armes contre la patrie qui l'a élevé, contre le héros qui lui a permis d'occuper un trône et qui lui a pardonné des conspirations tramées pour sa ruine.

Mais l'horizon politiques s'obscurcissait chaque jour davantage. L'Autriche, d'un côté, découvrait par degré ses pensées et ses prétentions, et tout annonçait pour la France la nécessité de renouer l'alliance par des victoires; d'un autre côté, la saison des combats venait de s'ouvrir, et les armées en marche entre le Rhin et l'Elbe donnaient à Napoléon le signal du départ. Le temps lui manque pour remplir le vœu du Sénat : le roi de Rome et l'Impératrice ne seront pas couronnés. Napoléon a reculé devant le luxe intempestif qui aurait distraité une partie de son trésor dévoué tout entier aux besoins de la guerre. Cependant il pense encore à la conspiration de Malet, et voulant laisser, pendant son absence, une garantie à l'empire, il décréta solennellement, le 30 mars, la régence à Marie-Louise, à la petite-fille de Marie-Thérèse : souvenir héroïque, que rappelle à l'Impératrice la harangue du Sénat, et que tous deux ils doivent bientôt oublier! Napoléon a congédié M. de Buhna, ce négociateur est parti pour Vienne avec des déclarations précises en échange de mensongères protestations ; car on a parlé à M. de Buhna de l'indépendance du royaume d'Italie, de celle de la Toscane, de celle des États romains, de celle de la Hollande au-delà du Rhin, et enfin de celle des villes anstéatiques, si l'on veut faire la paix générale. Ainsi, la France impériale ne serait plus que la France de la république, telle que le premier Consul

l'avait trouvée. Ultimatum généreux, où le désintéressement de tant de gloire prouve éloquentement à quels sacrifices le héros de la France, prêt au combat, pouvait descendre pour le salut et l'honneur de sa patrie! Napoléon a rendu M. de Buhna porteur d'une lettre qui ajoute une garantie à ses intentions pacifiques.

Enfin, le 15 avril, arriva le prince de Schwartzemberg ; il avait mis seize jours à venir de Vienne à Paris. L'Empereur partait le 15 : il reçut l'ambassadeur le 14 ; mais comme il avait tout dit à l'empereur d'Autriche dans sa lettre et à M. de Buhna, le nouvel envoyé ne fut pour lui que le commandant du contingent, et il lui adressa ces paroles :

« Je pars. Probablement du 22 au 25 avril j'ordonnerai à votre lieutenant, le général Frimont, de dénoncer l'armistice que vous avez fait. Je serai de ma personne, dans les premiers jours de mai, sur la droite de l'Elbe avec trois cent mille hommes. L'Autriche pourrait porter à cent cinquante mille hommes votre armée de Cracovie, en même temps qu'elle rassemblerait trente à quarante mille hommes en Bohême; et le jour que j'arriverais sur l'Elbe, nous déboucherions tous à la fois contre les Russes. C'est ainsi que nous parviendrons à pacifier l'Europe. » Le prince de Schwartzemberg répondit « que si les instructions du major-général étaient envoyées au général Frimont, il ne doutait point qu'on n'y obéît aussitôt. » Cette réponse était celle que voulait Napoléon, pour faire croire à l'Europe, à la France surtout, que l'alliance ne courait point de danger. Schwartzemberg paraissait trop tard, et c'était à dessein. Grâce aux lenteurs combinées de l'Autriche, Napoléon venait de rentrer lui-même sous le joug de la fortune militaire, et sa volonté restait enchaînée jusqu'après le combat. Le 15, à une heure du matin, Napoléon voyageait sur la route de Mayence, où il arriva le 16, à minuit.

CHAPITRE II.

DÉPART DE RATISBONNE. — SUITE DES AFFAIRES D'AUTRICHE. — COMBAT DE WEISSENFELS. — BATAILLE DE ECTEY.

PENDANT les huit jours que Napoléon passe à Mayence, il parvient à organiser tous les corps de la nouvelle armée que la France venait d'improviser, et à compléter le système défensif de cette grande place d'armes sur la rive droite du Rhin. Il y reçoit une lettre importante du roi de Saxe. Ce prince, à qui il avait offert un asile, l'informait que, dans l'intention de servir la médiation autrichienne, à laquelle l'intérêt de son alliance avec la France l'a fait accéder, il avait quitté Ratisbonne pour s'établir à Prague. Napoléon pénétra facilement le motif de la préférence accordée par le vieux monarque à une capitale de la maison d'Autriche; et il jugea que le temps était arrivé de donner à la Saxe le spectacle d'une victoire française. Le 25, l'Empereur se trouvait à Erfurt, à Erfurt où quatre ans auparavant il était le roi des rois. Le même jour son quartier-général est à Auerstaedt, théâtre d'une autre gloire. Le prince de la Moskowa marchait sur Naumbourg, le comte Bertrand sur Iéna, le duc de Reggio sur Saalfeld, le duc de Raguse se trouvait à Weissenée, et le viceroi s'avancait sur Hall et sur Mersbourg; la garde impériale était à Weimar. En parcourant une route jalonnée par tant de souvenirs glorieux, Napoléon reçut les acclamations de la jeune armée qu'il ne connaissait pas encore. Il s'arrêta pour assister lui-même à la distribution des premières armes qu'elle eût portées; et passant lentement à travers leurs longues colonnes, il parlait à ses nouveaux soldats et les encourageait. Bientôt tous l'eurent vu; tous étaient certains de vaincre avec lui, et lui, de vaincre avec eux.

Cependant l'ambassadeur d'Autriche, dans de

fréquentes conférences à Paris avec le duc de Bassano, avait hautement le système de la médiation armée. Cette déclaration, à laquelle il était difficile de s'attendre, avait été provoquée par le zèle imprudent du comte de Narbonne à demander des explications catégoriques sur la question de savoir si le corps auxiliaire restait toujours à la disposition de Napoléon. M. de Metternich, forcé dans ses retranchemens, avait répondu que *les stipulations du 14 mars 1812, relatives à un corps auxiliaire, cessaient d'être applicables à la circonstance actuelle; mais que cette déclaration ne préjugeait en rien les bases de l'alliance.* Ainsi Napoléon est à la fois trompé par la duplicité de cette réponse, et il voit s'évanouir tout l'effet de la sage circonspection qu'il a prescrite à son cabinet pour empêcher l'Autriche de lever le masque. Dès lors le prince de Schwartzemberg garda de jour en jour moins de ménagemens, il alla même jusqu'à dire au duc de Bassano, qui cherchait à trouver dans le lien de famille la raison nécessaire de l'indissolubilité de l'alliance: « *La politique a fait le mariage, la politique pourrait le défaire.* » Le duc de Bassano ne transmit point à l'Empereur les paroles du prince de Schwartzemberg; mais, voulant encore paraître ignorer la réponse de M. de Metternich à M. de Narbonne, Napoléon ordonna, d'Erfurt, au général Frimont de dénoncer l'armistice, et fit écrire à son ambassadeur qu'il comptait sur le contingent, et qu'il agréait Prague pour un congrès: « Je veux la paix, disait-il, mais non une paix offerte comme une capitulation. Je la veux sur des bases que je comprends, et qui ménagent les intérêts permanens de la

« France. » Le 29, Napoléon quitta Erfurt à la tête de quatre-vingt mille hommes; le vice-roi manœuvrait avec quarante mille pour opérer sa jonction. Ainsi, dès le lendemain, nous allions déployer cent vingt mille combattans devant les alliés, qui croyaient encore n'avoir plus à détruire que les débris échappés de la Russie.

L'Empereur avait ordonné la réunion du corps du maréchal Ney à Weissenfels. L'avant-garde, sous les ordres du général Souham, se trouve tout à coup en face de sept mille chevaux du général Landskoi, que soutiennent douze pièces de canon. A défaut de cavalerie, nos conscrits armés de la veille se forment en carrés, protégés aussi par douze pièces d'artillerie, repoussent vigoureusement les charges multipliées des Russes, et ouvrent à Napoléon les portes de Weissenfels. A la suite de cette brillante affaire, l'ennemi évacua toute la rive gauche de la Saale. Le même jour, le mouvement général s'exécutait sur toute la ligne française. Le duc de Tarente emportait Mersebourg de vive force, et en chassait les Prussiens d'York qui avaient déserté ses rangs sur le Niémen. Le général Bertrand entra à Bernbourg et se rendait maître du pont d'Iéna. Le duc de Raguse occupait Kosen, le duc de Reggio Saalfeld. La direction était sur Leipsick par Lutzen. Le maréchal Ney devait s'y porter de Weissenfels, et le vice-roi, de Mersebourg.

Le corps du prince de la Moskowa se rennit en marche, et le 1^{er} mai la division Souham, déjà aguerrie par le succès du 29, soutenue cette fois par la cavalerie du comte de Valmy, et suivie des divisions Gérard et Marchand, força les défilés de Poserna, que défendaient quinze mille chevaux, une forte artillerie et une division d'infanterie sous les ordres du général en chef Wittgenstein. L'ennemi appela vainement deux nouvelles divisions de cavalerie et une batterie de 20 pièces. Une batterie de douze de la garde impériale, dirigée par le général Drouot, fit reployer les Russes, et le corps du maréchal Ney continua son mouvement, le général Souham sur Lutzen, le général Gérard sur Pégau. Mais le succès eût été des armes à Napoléon; au commencement de l'action, un coup de canon tua le duc d'Istrie qu'il avait envoyé reconnaître l'ennemi : il fut profondément affecté de la mort de ce vieux témoin de ses exploits d'Italie et d'Égypte. Réduit, faute de cavalerie, à ne point poursuivre l'armée ennemie, et par conséquent à ignorer sa direction, Napoléon marchait en quelque sorte à l'aventure, et dans la nuit il occupa avec la vieille et la jeune garde la petite ville de Lutzen, célèbre depuis deux siècles par la victoire et la mort de Gustave-Adolphe. Ce souvenir héroïque ne pouvait échapper à Napoléon : la jeune garde bivouqua non loin de la

ville, sur la route de Leipsick, autour du monument élevé à la mémoire de l'a vainqueur des impériaux. Ce fut là que le vice-roi revit l'Empereur. Ce rendez-vous auprès de la tombe d'un grand homme de guerre était éloquent : les adieux de Napoléon et d'Eugène dataient de Smirgony! Napoléon coucha à Lutzen au milieu de ce qui restait de sa vieille garde de Moskou!

La gauche de l'armée française s'appuyait à l'Elster et à l'armée du vice-roi, dont le quartier-général était à Mersebourg. Le centre obéissait au prince de la Moskowa, qui s'était établi dans les villages de Caya, de Gros-Görschen, de Klein-Görschen et de Rahna. La droite était sous les ordres du duc de Raguse, aux défilés de Poserna. Le général Bertrand se dirigeait de Nossen sur cette position. Le duc de Reggio marchait de Naumbourg sur Weissenfels, et le général Lauriston occupait Gunthersdorff à l'extrême gauche. Le gros de l'armée française se tenait entre le Flossgraben et la Luppe, en avant de la route de Weissenfels à Leipsick. L'avant-garde du prince de la Moskowa était à Gros-Görschen, sur le chemin de Lutzen à Pégau, par où l'ennemi avait débouché à l'insu de l'armée impériale. Le maréchal ne se doutait pas que les alliés fussent aussi près de lui. L'Empereur et nos troupes croyaient aller prendre les quartiers à Leipsick.

Dans la même nuit, l'ennemi, bien instruit de la marche confiante des Français, avait fait ses dispositions. Le comte de Wittgenstein avait ordonné le mouvement des deux armées russe et prussienne sur la rive gauche de l'Elster. Elles formaient ensemble une masse de cent cinq mille combattans, soixante mille Russes et quarante-cinq mille Prussiens, et d'un cinquième plus forte que l'armée française. Elles débouchèrent de Rotha et de Zwickau, et franchirent l'Elster à Pégau et à Zeitz. Le général York conduisait l'aile droite, le général Blücher le centre, et le comte de Wittgenstein, successeur du vieux Koutousoff-Smolenski, mort à Buntzlau, en Lusace, s'était réservé le commandement de l'aile gauche, avec l'intention d'attaquer la droite de Napoléon dans sa marche sur Leipsick, et de le renfermer entre l'Elster, la Saale et la Luppe. A onze heures du matin, l'armée alliée était en bataille, la droite à Werben, la gauche à Domsen. Elle avait couché à trois lieues de la nôtre.

Napoléon, cependant, n'avait d'autre but que de livrer la grande bataille qui devait lui ouvrir les portes de Dresde et le rapprocher de la Bohême, en transportant en Silesie le théâtre de la guerre. Le général Lauriston exécutait l'ordre du vice-roi de se porter sur Leipsick, et de s'y établir. Le vice-roi était en marche, et le maréchal Macdonald le suivait avec le 11^e corps. L'Empereur quitta Lutzen

à neuf heures, accompagné du maréchal Ney qui était venu recevoir ses ordres. Dans la route on aperçoit la fusillade de l'avant-garde du général Lauriston autour des premières maisons de Lindenau. Au moment où l'Empereur, qui a mis pied à terre pour consulter ses cartes, fixe son attention sur ce point, une épouvantable canonnade se fait entendre du côté de la position où les troupes du prince de la Moskowa ont passé la nuit. Le maréchal part; bientôt des aides-de-camp accourent pour apprendre à Napoléon que toute l'armée alliée nous attaque. Aussitôt le grand capitaine, changeant ses dispositions, accepte le champ de bataille de l'ennemi; il charge le vice-roi de diriger sur le feu le duc de Tarente. *Il faut trois heures pour ce mouvement; le sort de la bataille en dépend.* Il prescrit au duc de Raguse de tenir la droite, et de marcher à travers champs à l'ennemi; le général Bertrand, plus en arrière, doit le secourir. Bientôt toutes les troupes en colonnes sur la route de Leipsick, entre Markrandstedt et Lutzen, s'arrêtent, se forment en ligne, et, par une rapide conversion à droite, s'élançant dans la plaine au secours du maréchal Ney. La vieille garde avait déjà rétrogradé de sa marche sur Leipsick, et le duc de Trévise, à la tête de la jeune, s'avanceit pour soutenir le maréchal. Celui-ci reçoit l'ordre rigoureux de résister seul à l'armée ennemie pendant les trois heures nécessaires à l'accomplissement du mouvement général. Drouot est déjà sur le champ de bataille; il précède Napoléon qui se porte vivement au feu, à la tête de la cavalerie de sa garde. Toute l'artillerie de la garde et de la ligne se tient prête à marcher. *« C'est une bataille d'Égypte, dit Napoléon; nous n'avons pas de cavalerie, mais une infanterie française avec de l'artillerie doit se suffire. »*

Les Russes avaient déclaré à Dresde que leur guerre était finie; ce qui voulait dire que c'était aux Prussiens à prendre le fardeau de leur nouvelle alliance. Averti par ces paroles de ce qu'on attendait de lui, Blücher, en première ligne, avait commencé l'attaque sur les villages qu'occupait le prince de la Moskowa, et qui avaient devenu le centre de l'action. Une résistance inattendue l'avait forcé de déployer toutes ses forces, et d'appeler le corps du général York: enfin Wittgenstein, se trouvant à son tour surpris par une grande bataille, et par une grande armée, dut faire marcher sa réserve. Ainsi les conscripts du maréchal Ney ont mérité que cent mille hommes s'échraient contre eux. Vainement l'ennemi cherche, suivant son premier projet, à déborder à la fois la gauche de l'armée française et la droite, où le duc de Raguse venait d'entrer en ligne, et à gagner la route de Weissen-

fels: il est arrêté dans le village de Starsledel par la division de marine du général Compans. Ces intrépides marins voient échouer contre leurs carrés sept charges successives de vingt-cinq mille hommes de cavalerie. Cependant le grand effort de l'ennemi a lieu sur le centre: quatre des cinq divisions du maréchal Ney soutiennent à elles seules tout le choc des Prussiens; ils ont enlevé le village de Kaya après un combat des plus acharnés. Nos conscripts en désordre, mais non pas en fuite, cherchaient à se rallier dans la plaine; l'Empereur arrive: sa présence les ranime, et il ordonne au comte de Lobau de conduire la division Richard du 5^e corps à l'attaque de Kaya, sous la protection de la garde que l'Empereur a ordonné de disposer en échelons entre ce village et Lutzen. La position est reprise sous les yeux de Napoléon, qui, faisant reléver les troupes fatiguées, pressant l'arrivée des renforts, reformant lui-même nos rangs ébranlés, conservant toujours au besoin des lignes intactes, prévoit, commande, répare, et conduit tout au sein de la plus affreuse mêlée.

Cette lutte sanglante durait depuis plus de deux heures, lorsqu'on commença enfin à apercevoir la poussière et les premiers feux du général Bertrand qui entraient en ligne à la droite du duc de Raguse. Dans le même moment, sur la gauche, le prince vice-roi opérait la plus importante diversion, et le duc de Tarente, attaquant les réserves de Wittgenstein, menaçait sa droite. Ce double mouvement inattendu, qui mettait soudainement en sa présence des troupes que l'ennemi croyait avoir coupés du champ de bataille, ne lui laissa plus entrevoir de salut que dans une charge désespérée sur le centre de l'armée française, et pour la seconde fois il emporta le village de Kaya. Notre centre fléchit, dit le Bulletin; mais cette valeureuse jeunesse, se ralliant tout à coup à la voix de Napoléon, s'ébranle de nouveau en criant: *Vive l'Empereur!* Napoléon voyait tomber à ses côtés une foule d'officiers et de soldats. Ja mais il ne s'exposa plus volontairement et davantage à la nécessité de gagner cette première bataille, soit pour étouffer encore l'Europe, soit pour rassurer la France. Au milieu de l'épouvantable tempête qui éclatait autour de lui, il jugea que le moment qui décide de la victoire ou de la défaite était arrivé. A l'instant, le comte de Lobau reçut l'ordre de se porter, avec seize bataillons de la jeune garde, sur Kaya, de donner tête baissée, et de faire main basse sur tout ce qui s'y trouverait: en même temps quatre-vingts pièces de l'artillerie de la garde partirent au galop, et, couvrant le plateau qui dominait le village, protégèrent par un feu terrible l'intervalle du front qu'allaient occuper les corps de Raguse et de Ber-

trand. Mais les seize bataillons du comte de Lobau, dont le premier choc avait forcé les Prussiens, ne purent résister à de nouvelles troupes et à toute la garde prussienne; ils durent évacuer le village où l'ennemi retraits pour la troisième fois. Les Français s'arrêtèrent à cinquante pas; et, s'étant reformés froidement à la voix du duc de Trévise et du comte de Lobau, ils se précipitèrent avec une intrépidité sans égale dans Kaya, où ils combattirent corps à corps à l'arme blanche contre les vieux soldats des réserves prussiennes. Derrière eux sont les bataillons sacrés, la vieille garde, que commande Roguet. Il faut vaincre devant de pareils témoins! Dans le même instant, la détonation de soixante pièces de canon sur la gauche annonce l'attaque de Macdonald, Yorck et Wurtemberg sont chassés d'Eisdorf et de Kitzau, malgré la garde russe envoyée à leur secours. Le vice-roi a culbuté la droite des alliés; les vétérans prussiens ont péri à Kaya: c'était leur centre. Leur gauche a été renversée par les divisions Bonnet, Morand et Compans. La bataille est gagnée sur tous les points. Les alliés sont rejetés sur leurs positions du matin. Vingt-cinq mille morts couvrent le champ de bataille, qu'éclairait toute la nuit l'incendie de quatre villages; c'est à la lueur de ces flammes dévorantes que Napoléon fait expédier les nouvelles de sa victoire. Des courriers sont partis pour Paris et pour Copenhague, pour Rome et pour Constantinople. Les souverains confédérés furent défaits à Lutzen avec deux armées de vieux soldats, vingt-cinq mille hommes de la première cavalerie de l'Europe, et une immense artillerie, contre quelques divisions de conscrits armés de la veille. Avec ses cinq divisions et quelques centaines de chevaux badois et hessois, le maréchal Ney avait résisté pendant trois heures à tous les efforts des armées combinées. De son côté, le vice-roi avait puissamment contribué à la

victoire, soit en culbutant l'aile droite d'Yorck, soit en coupant à l'ennemi toute retraite sur Zwenkau. Le défaut de cavalerie empêcha de poursuivre les vaincus; et comme une grande partie de celle de l'ennemi était intacte, l'Empereur ordonna à l'armée de se former et de passer la nuit en carrés par division. Il fit plus, il voulut visiter les avant-postes pour s'assurer de la manière dont l'armée se gardait. Grâce à cette prévoyance, la jeune garde, surprise, sur les neuf heures du soir, par une irruption subite de la cavalerie des alliés, la repoussa, et lui fit éprouver une perte considérable; toutefois on ne prit que les blessés, qui ne purent suivre la retraite de leur armée.

Napoléon n'attachait qu'une grande influence morale et politique à cette victoire sans prisonniers et sans poursuite; mais elle était d'autant plus honorable, qu'ayant été assailli en marche par tout une armée animée de l'espoir de détruire la sienne, en la coupant de son aile gauche et des corps échelonnés derrière elle depuis Mayence, il n'avait pu engager que le tiers de ses forces, et enfin qu'il avait triomphé avec des jeunes gens qui maniaient des armes pour la première fois.

Cependant, malgré le sentiment de supériorité qui résultait pour lui de cette vérité, Napoléon, toujours préoccupé du changement subit que l'imprudence du comte de Narbonne avait produit dans le langage de l'Autriche à l'égard du traité de 1812, ne quitta pas Pégau sans faire connaître toute sa pensée à cet ambassadeur. Il conçut en même temps, au lieu de s'endormir sur l'incroyable succès de Lutzen, la pensée d'une démarche que peu de jours après il fit faire à Dresde auprès de l'Empereur Alexandre. Napoléon était toujours disposé à la paix après le triomphe; mais c'était la première fois qu'il appelait la paix au secours de la victoire.

CHAPITRE III.

NAPOLÉON A DRESDE. — DÉPART DU PRINCE EUGÈNE POUR L'ITALIE. — ARRIVÉE DE N. DE GUYNA A DRESDE. — POSITION DES DEUX ARMÉES. — DÉPART DE DRESDE. — BATAILLE DE BAUTZEN ET DE WURSCHEM. — COMBAT DE REICHERSDACH.

Le comte de Wittgenstein avait résolu de gagner les bords de l'Elbe, où il voulait attendre la seconde armée russe que le général Barclai de Tolly amenait de Pologne. Les Prussiens se retirèrent par Borna et Colditz sur Messin. Le prince vice-roi, qui précédait l'Empereur, la garde et les corps de Macdonald et de Marmont, marcha sur Borna, où il passa la nuit du 4 au 5 mai. Les Russes opérèrent leur retraite par Altenberg et Wilsdruf vers Dresde, ayant à leur tête les deux souverains alliés. Le général Bertrand les suivit par Chemnitz et Freyberg. Le général Lauriston poussait devant lui, sur la route de Leipsick à Dresde, les Prussiens de Kleist, que le jour de la bataille il avait chassés de Leipsick. Le maréchal Ney avait sa direction vers l'extrême gauche, sur Wittenberg et Torgau : c'est la route de Berlin. Le maréchal Victor et le général Sébastiani devaient se réunir au maréchal Ney, dont les forces seraient complétées à trente mille hommes ; les opérations de cette armée allaient se combiner avec celles du maréchal Davoust, qui, averti le 7 du mouvement sur Berlin, était chargé de s'emparer de Hambourg à tout prix.

Ainsi, Napoléon s'avancit sur Dresde et menaçait Berlin. Cette dernière expédition, qui est sa pensée dominante depuis la victoire de Lützen, ne fermait non-seulement le secret de la prochaine bataille, mais, si elle réussit, elle déplacera nécessairement le théâtre de la guerre pour le porter sur la Vistule.

Après plusieurs avantages que le vice-roi remporta, les 5, 6 et 7 mai, sur le général Miloradowitch, qui, à la tête de vingt-cinq mille hommes

de troupes fraîches, couvrait la retraite des Russes, le général Bertrand eut l'ordre d'entrer à Dresde. Les souverains alliés s'y étaient fait précéder, le 4, par le bruit d'un succès complet, dont les habitants partagèrent l'ivresse ; mais l'arrivée successive de nombreux convois de blessés russes et prussiens commença à dissiper l'illusion, que le retour d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, et plus encore l'incendie de tous les ponts de la ville à l'approche de notre avant-garde, ne tardèrent pas à détruire entièrement. Tout à coup le général Grundler prend possession de la ville vieille. Miloradowitch tenait à la ville neuve avec une forte artillerie : bientôt survient le vice-roi ; Napoléon le suit, et, au lieu d'entrer à Dresde, il se porte avec Eugène au village de Prietznitz, où il ordonne que l'on jette un pont vis-à-vis d'Ubigau. Arrivé à Dresde, il fait de sévères reproches à la députation nombreuse qui l'attend aux portes de la ville, et pardonne aux habitants, en faveur de leur monarque. De justes griefs cependant s'élevaient contre ce prince, retiré à Prague par les conseils et sous l'influence de l'Autriche, avec laquelle, à la vérité, il n'avait encore contracté que des engagements conditionnels, résultant en partie, soit de ceux qui, par l'armistice de Varsovie, avaient entraîné le départ de la cavalerie saxonne et des troupes du grand-duché, soit de l'assurance que le cabinet de Vienne lui avait donnée de la partialité qu'il conservait pour la France et ses alliés ; mais la fermeté du langage de Napoléon, suffisamment éclairé sur la conduite de l'Autriche, et la droiture si honorable du souverain de la Saxe, ramènèrent bientôt les choses à leur

état naturel. Une députation courut à Prague supplier le roi de revenir à Dresde.

Le 12 mai, Frédéric-Auguste rentra dans sa capitale. Ce prince s'est fait précéder par l'ordre d'ouvrir à l'armée française les portes de Torgau et de Königsstein. Thielman, qui y commande, déjà parjure, à présent rebelle à son roi, va chercher un asile au camp d'Alexandre. L'Empereur est allé au devant du roi de Saxe à trois quarts de lieue de Dresde. Il reçoit ce monarque au milieu de la garde impériale, qu'il avait retenue pour imprimer plus de solennité à un retour si important dans ces circonstances. Frédéric-Auguste, réuni aux alliés, aurait pu entraîner la défection de l'Allemagne, tourner contre nous son peuple et son armée; rattaché à notre cause, il maintenait par son exemple toute la Confédération, rassurait par sa présence la Pologne envahie, mais non pas affranchie du serment d'obéissance qu'elle lui avait prêté, et nous donnait encore des forteresses, des positions et des auxiliaires. Napoléon voyait en outre dans ce retour la preuve que le cabinet autrichien n'avait pas pris jusqu'alors de parti décisif, puisqu'il laissait sortir de Prague le roi de Saxe, pour venir se mettre à Dresde entre ses mains, lui et son royaume : ainsi donc, malgré son attitude menaçante de médiateur armé, ce cabinet se condamnait encore à un système de réserve. Pour fortifier davantage cette disposition d'un ennemi caché, Napoléon se hâta d'envoyer en Italie le prince vice-roi, qui avait fait prendre une si haute idée de lui aux coalisés dans l'expédition de Moscou et dans les deux retraites de cette campagne. Le motif de ces résolutions de l'Empereur était la nécessité bien sentie d'appuyer par des démonstrations vigoureuses, soit le déploiement des grands moyens qu'il avait préparés depuis les remparts de Hambourg jusqu'aux rives du Pô, soit ses négociations avec la maison d'Autriche, de plus en plus chancelante dans sa fidélité à notre alliance. En effet, il était résulté des confidences du roi de Saxe à Napoléon, et des lettres saisies à Dresde, une nouvelle certitude de la secrète union qui liait étroitement M. de Metternich au comte de Nesselrode, par l'intermédiaire de M. de Stakelberg, et l'Autriche à la ligue du Nord contre la France. On devait à la police de l'armée des preuves bien autrement positives des sentimens plus qu'équivoques, pour ne pas dire hostiles, du cabinet de Vienne; mais, non moins influente au dehors que le retour miraculeux de Napoléon à Paris, après les revers de Russie, la victoire imprévue de Lutzen était venue modifier pour le moment la politique autrichienne. Rassuré, disait-on à Vienne, par le succès que l'on se plaisait à regarder comme un gage de paix, on s'est hâté de dépêcher

M. de Bubna à Dresde et M. de Stadion auprès des alliés. Dans la lettre dont M. de Bubna est porteur, l'empereur d'Autriche écrit à son gendre : « Le médiateur est l'ami de Votre Majesté... Il s'agit « d'asseoir sur les bases inébranlables la dynastie « que vous avez fondée et dont l'existence s'est cou- « fondue avec la mienne. » Malgré ces belles protestations, l'Autriche ne craignait pas de révéler ses prétentions sur l'Illyrie et sur la Pologne, et même sur la Bavière. Napoléon vainqueur ne saurait accepter des conditions que plusieurs défaites de son armée auraient à peine motivées; et, en même temps pressé par les événemens, qui ne lui permettent pas de suivre les ouvertures diplomatiques de l'ambassadeur, il adhère à la proposition d'un congrès, où seront appelés les plénipotentiaires de toutes les puissances, même *ceux des insurgés espagnols!* » Mais, ajoute-t-il à son beau-père, comme tous les Français généreux, je « préférerais mourir les armes à la main, à me « soumettre, si l'on voulait me dicter des condi- « tions. » Après avoir congédié M. de Bubna, qu'il a chargé de sa réponse, Napoléon part pour son avant-garde. Toutefois, dans la route, ne voulant pas laisser planer sur sa tête le reproche d'avoir fait couler de nouveau le sang humain avant d'avoir employé tous les moyens de conjurer ce malheur, et, de plus, désirant ardemment échapper à l'odieuse médiation de l'Autriche, l'Empereur prescrivit au prince major-général d'envoyer demander aux avant-postes si on consentait à recevoir le duc de Vicence, pour traiter d'un armistice. Depuis Campo-Formio, sa constante habitude avait été d'offrir la paix après la victoire; on ne saurait refuser l'éloge dû à cette sage politique ou à cette modération si rare dans la vie des princes favorisés par le sort des armes. Ici de graves considérations imposaient à Napoléon, comme une nécessité, une démarche que les exemples de sa conduite passée couvraient d'un voile honorable. Ne pouvait douter que l'empereur Alexandre ne s'empressât de saisir l'occasion de se venger avec éclat de la diversion des Autrichiens pendant la campagne de Russie, il avait senti que le moment présent était le seul qui permettait de s'adresser directement à ce prince : en effet, après la bataille, et quel qu'en fût le résultat, il serait impossible d'arriver à lui autrement que par l'intermédiaire de l'Autriche. Ce fut dans ce sentiment que, du champ de bataille de Lutzen, il avait écrit si énergiquement à M. de Narbonne, à Vienne : *Une mission au quartier-général russe couperait le monde en deux.* L'admission de son plénipotentiaire au camp russe était donc pour Napoléon l'unique moyen d'échapper à la médiation armée de l'Autriche, et à une rupture avec

cette puissance. Mais Napoléon voulait obtenir deux choses bien difficiles : dénoncer la ligue du Nord et garder ses alliés. Il prévoyait le fatal isolement où le précipiterait tout à coup le système de défection dont le cabinet de Vienne tenait tous les éléments, aussitôt que l'Autriche se trouverait assez forte pour parler militairement aussi haut que la Russie et la Prusse. Ces considérations pressantes justifiaient assez l'impatience que Napoléon montra toute cette journée, soit à Dresde, soit le lendemain à son quartier-général de Harta, où il attendit vainement la réponse à son parlementaire. Le silence de l'empereur Alexandre lui prouvait suffisamment l'influence du comte de Stadion, dont l'envoi était déjà une hostilité personnelle, et il mesura toute l'étendue des périls de sa position.

Les huit jours que Napoléon a passés à Dresde ont été employés à la confection des travaux relatifs à la défense de cette ville, à la réunion des corps en marche et à l'incorporation des nouvelles levées. Il reçut à Dresde dix mille hommes de cavalerie, huit mille hommes de la garde et la cavalerie que le roi avait ramenée de Prague. Notre armée se trouva portée à cent cinquante mille hommes : celle des alliés, accrue des corps de Kleist et de Barelai, en compte cent soixante mille. « Si nous étions d'un mois plus vieux, dit-il à Harta, je ne demanderais jamais une plus belle occasion de finir les affaires du monde les armes à la main ; car j'aurais de la cavalerie. Si j'en avais, je ne leur proposerais pas d'armistice ; ils sont loin de s'attendre à ce qui va leur tomber sur le corps. » Napoléon voulait parler de la marche rétrograde prescrite au maréchal Ney de Luckau sur Bautzen.

Notre armée cependant, dont la poursuite a été retardée quatre jours par la destruction des ponts de Dresde, continuait son mouvement, et se portait au devant de l'armée ennemie ralliée tout autour de Bautzen, où le duc de Tarente n'avait pu pénétrer. Parti de Harta le 19 mai dans la matinée, Napoléon s'était arrêté au village de Bischofswerda, brûlé par les alliés ; il fit distribuer des secours aux incendiés. Il se rendit ensuite aux avant-postes, d'où il ne revint que fort tard à son quartier-général de Kleinfortgen. Il a reconnu, des hauteurs qui dominent la Sprée, les deux positions des ennemis : leur gauche s'appuie sur Bautzen, petite ville qu'ils ont crénelée ; elle soutenait leur centre ; leur droite s'est formée entre Pliskowitz et Kreckwitz, sur des mamelons fortifiés, qui, en 1758, servirent de refuge à Frédéric-le-Grand battu par le maréchal Daun. Une forte arrière-garde occupe le couvent de Marienstern. Le front des coalisés, protégé par la Sprée, s'étend sur une lieue et demi de terrain.

A trois mille toises en arrière, au village d'Hochkirch, s'ouvre l'enceinte d'un vaste camp retranché, présentant, autour des trois villages, une masse de défense que les travaux liés entre eux par des ravins et des marécages rendent formidable.

L'apparition subite, à Hoyerswerda, du corps de Lauriston, qui couvrait la marche du prince de la Moskowa, dans le dessein de tourner la position de l'ennemi, avait surpris le généralissime comte de Wittgenstein ; mais, estimant que ce corps ne comptait guère plus de vingt-cinq mille hommes, il se contenta de faire avancer à sa rencontre le général Barclai de Tolly avec dix-huit mille Russes, et le général Yorck avec douze mille Prussiens. Les Russes prirent position à Kliz, et les Prussiens à Weissig ; ce village devint le théâtre d'un combat assez important.

Le comte Bertrand avait reçu l'ordre d'envoyer à Königswartha la division italienne du général Péri, pour maintenir la communication avec les corps qui se portaient de Luckau et de Dobbrinck sur Hoyerswerda. Mais cette division, ayant négligé de s'éclairer, s'était vue assaillie par le général Yorck, culbutée et dispersée, avec perte de deux mille hommes et de son artillerie. Le maréchal duc de Dalmatie s'y transporta, et rétablit les affaires. Le comte de Valmy, accouru rapidement avec sa cavalerie au secours de la division italienne, l'avait ralliée ; il prit le village de Königswartha, pendant que le général Lauriston attaquait Weissig. Après une lutte opiniâtre, le village de Weissig fut emporté à la nuit, et le corps d'Yorck rejeté sur la droite de la Sprée. Cette action eut pour résultat l'occupation de la position de Weissig, où Lauriston coucha, et l'arrivée du prince de la Moskowa à Makersdorf. Le général Reynier soutenait le maréchal Ney, à une lieue en arrière, et le contre-mouvement opéré par le prince de la Moskowa avait réalisé les craintes du comte de Wittgenstein. En effet, la droite des ennemis se trouvait débordée par trois corps de l'aile gauche de notre armée, tant sur Preiitz et Klein-Bautzen que du côté de Baruth et de Wurschen ; mais il résulte de cette grande manœuvre, que, le 19, soixante-dix mille hommes manquent à l'armée française, qui, le lendemain, doit donner la bataille de Bautzen. Napoléon n'aura en ligne que les 4^e, 8^e, 11^e et 12^e corps.

Dans la soirée du 19, l'Empereur apprend qu'on a refusé verbalement de recevoir le duc de Vicence. Il ne reste donc plus qu'à combattre. Napoléon prend ses dispositions définitives pour la journée du lendemain, et avec d'autant plus de confiance, que la canonnade qu'il a entendue sur la gauche, du côté de Weissig, lui annonce que ses ordres

sont exécutés. Le 20 mai, à huit heures du matin, il se place sur une hauteur, en arrière de Bautzen, et ordonne aux quatre corps d'armée de franchir la Sprée, par différentes directions. Le duc de Reggio, qui commande la droite, marchera sur les hauteurs de Doherschau, où s'appuie la gauche de l'ennemi ; il passera la Sprée à Gralschutz ; le duc de Tarente, chargé de l'attaque de Bautzen, passera la rivière sur le pont de pierre ; le duc de Raguse jettera un pont de chevaux près de Seydau, et fera son mouvement au-dessous de la ville, malgré le feu des Prussiens. En seconde ligne s'avancent les réserves de la garde, le duc de Trévis à leur tête ; à notre gauche, le général Bertrand menace l'aile droite des alliés, que conduit le maréchal Blücher ; il exécutera son passage à Niedergurick ou à Ninschutz, positions qu'il a ordre d'enlever. Le duc de Dalmatie dirige et accorde toutes ces opérations sous les yeux de Napoléon, tandis que le prince de la Moskowa, avec les généraux Reynier et Lauriston, doit forcer le passage de la Sprée à Klix, occupé par Barelai, et se porter d'abord vers Wurseheu, le grand quartier-général des alliés, et de là sur Hochkireh. A midi les Français sont de l'autre côté de la Sprée. Le général russe Miloradowitch est chassé de Priswitz par le duc de Tarente ; Bautzen est enlevée, à l'escalade, par les marins de Compans. Le duc de Reggio a culbuté Gortschakow, et gagné les montagnes ; la cavalerie ennemie est canonnée jusqu'au défilé de Niedguritz, dont Bertrand s'est emparé après avoir emporté la position de Ninschutz. Cependant le général Kleist, pressé par le duc de Raguse, entretenait un feu terrible le long de la Sprée, sur les hauteurs de Nider-Kayna, où il avait pour lui tout l'avantage du terrain. La nécessité de conserver ce point central décide le maréchal Blücher, qui voit le combat des collines de Kreckwitz, à envoyer au général Kleist un renfort de trois mille hommes d'infanterie, et à garcir les défilés de Niedguritz d'une artillerie nombreuse afin d'empêcher les Français de déboucher. Le général Kleist se maintient jusqu'à la nuit entre le corps du prince de la Moskowa et le gros de l'armée française ; mais, pris en flanc à sa gauche par la division Bonnet, qui avait défilé de Bautzen, le général prussien opère sa retraite, et abandonne la position de Nider-Kayna, au général Bonnet, qu'il a eu en tête depuis la première attaque. A sept heures du soir, l'ennemi était rejeté sur sa seconde ligne, et l'armée française, maîtresse des hauteurs qu'avait occupées l'armée combinée, venait de rendre inutile une partie des travaux élevés par les ennemis. Blücher seul s'était maintenu à Kreckwitz, où il se croyait inexpugnable. Ainsi fut gagnée la bataille de Bautzen. Au même mo-

ment, le maréchal Ney arrivait devant Klix avec les 3^e et 5^e corps. Ce point du passage de la Sprée est le seul, avec celui de Kreckwitz, qui reste à reconquérir pour la journée du lendemain.

Non moins prévoyant qu'à Lutzn, Napoléon fait bivouaquer en carrés les troupes des ducs de Reggio, de Tarente, de Raguso et de Dalmatie, la garde impériale et la cavalerie du général Latour-Maubourg, et leur accorde quelque repos qu'il ne partage pas : toute la nuit se passe à donner des ordres. Le 21 au matin, le duc de Reggio se trouve aux prises avec les alliés, qui, pour n'être pas coupés de la route de Lobau et débordés à Hochkireh, ont porté tous leurs renforts de ce côté. Napoléon avait parcouru la veille la position ; il la reconnut encore avec soin, et résolut définitivement de frapper le coup décisif sur la droite des ennemis ; c'était l'opération destinée au prince de la Moskowa. Mais ce mouvement ne pouvant être exécuté avant midi, Napoléon fit annoncer sur toute la ligne, que l'attaque générale aurait lieu à une heure, et que la bataille serait gagnée à trois. En attendant, les ducs de Reggio et de Tarente reçurent l'ordre d'entretenir l'action contre le corps de Miloradowitch, formant l'aile gauche. Cette disposition de l'Empereur avait pour but de masquer sa véritable attaque. D'un autre côté, le prince de la Moskowa se disposait à forcer le passage à Klix, pour manœuvrer derrière l'ennemi par Klein et Wursehen, en raison de l'ordre du matin, tandis que Napoléon se réservait de tenir en échec le centre et la gauche des alliés, où commandaient Blücher et Miloradowitch.

Alexandre a pris le change sur le dessein de Napoléon. Il croit que les Français ont le projet d'opérer à sa gauche pour lui fermer la retraite sur Lobau ; Napoléon, au contraire, veut faire tourner sa droite par le maréchal Ney. Tout favorise cette erreur. Dès cinq heures du matin, le duc de Reggio, à notre extrême droite, attaque vivement les positions que Miloradowitch doit défendre à tout prix, en avant du camp d'Hochkireh. Aussitôt le général russe précipite toutes ses troupes sur le 12^e corps, avec une telle impétuosité, que le duc de Reggio est rejeté au-delà de Binowitz, en arrière de son point de départ. Le duc de Tarente, craignant que la division Gérard, qui lie les 11^e et 12^e corps, ne soit compromise par la retraite du 12^e, lui envoie l'ordre de se retirer. Mais Gérard a vu le péril de notre droite ; il demande, au contraire, une brigade de plus au duc de Tarente, l'obtient, et tente avec tant d'audace et d'habileté une attaque commencée sous ses yeux par le brave colonel Lahodoyère, commandant le 112^e régiment, que deux heures après, la division Gérard avait repris les positions du 12^e corps. Pendant que ce succès impor-

tant, soutenu par le 11^e corps du côté de Babitz, rétablissait l'offensive contre la gauche de l'armée alliée, et l'empêchait de se dégarnir pour aller au secours de sa droite, le prince de la Moskowa forçait les Russes de Barclai au village de Klix, passait la Sprée, chassait l'ennemi de Molsewitz, tandis que Lariston le renversait des hauteurs de Gottameld, et, poursuivant Barclai à Glein, lui enlevait encore cette quatrième position. Ce fut sur le mamelon de Glein que le maréchal reçut, à dix heures, un billet en crayon, par lequel l'Empereur lui prescrivait de se porter, à onze heures, sur Preititz. Ce billet expliquait l'ordre du 18^e de se diriger sur Dresha, pour marcher sur Hochkirch; mais le maréchal voulut attendre le 7^e corps. Cependant, dans l'intervalle, il ordonna à Souham d'entrer à Preititz : il était trop tard. Barclai avait rétrogradé en bon ordre sur Baruth et Raehel. Kleist était arrivé à son secours. Souham se trouva entre deux feux; sa division se débâta et perdit beaucoup de monde. Enfin Reynier parut, vers une heure, à Klix, avec le 7^e corps, et dans le même moment Lauriston, avec le 5^e, marchait de Gottameld sur Baruth. Alors le maréchal força Preititz avec trois divisions; mais, tout à coup pris en flanc par l'artillerie que Blücher faisait descendre de Klein-Bautzen, égaré par l'ardent combat, Ney oubliâ la direction d'Hochkirch, et au lieu d'avancer à gauche, gravit sur la droite les hauteurs qui dominent Klein-Bautzen. Ainsi fut manquée cette grande manœuvre, qui devait couper la retraite aux alliés.

Cependant Napoléon, s'apercevant que le prince de la Moskowa faisait peu de progrès, combina, pour y suppléer, de nouveaux efforts sur le centre de Blücher, dégarni du corps de Kleist. Il était une heure. Le duc de Dalmatie se développa. La garde et la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, pouvaient se porter sur la gauche et sur la droite, selon les vicissitudes de la journée. Le maréchal, à la tête du 4^e corps, attaque vivement les Prussiens de Ziethen, leur enlève Döberschützel et Pliskowitz et foudroie Kreckwitz. Placé tout à coup entre le mouvement du prince de la Moskowa et celui du duc de Dalmatie, le comte de Wittgenstein vit bien que, pour avoir raison du maréchal Ney, il n'avait d'autre ressource que d'arrêter le maréchal Soult. Mais, de son côté, Napoléon sentit que le moment de gagner la bataille était arrivé, et il se mit à la tête de la garde. La cavalerie du général Latour-Maubourg, et une réserve d'artillerie marchaient sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi, devant le centre de l'armée russe; enfin le mamelon de Kreckwitz, dont les alliés faisaient leur point d'appui, et où le maréchal Blücher croyait pouvoir braver tous les efforts,

fut emporté par la division Morand et par la division wurtembergeoise, malgré la résistance des gardes prussiennes que Blücher rappela de Preititz. Le général Devaux établit sur ces hauteurs une batterie de la garde. Les généraux d'artillerie Dulouloy et Drouot se portèrent en avant avec soixante pièces de réserve, tandis que la jeune garde, aux ordres du duc de Trévise, si aguerrie par le combat terrible de Kaya, se précipitait sur Litten et en chassait le général Yorck. Débordé sur sa gauche, attaqué de front, pris à revers par les trois maréchaux, Blücher s'est retiré sur Borschwitz, où Bertrand le suit avec le 4^e corps. Dans le même moment, le maréchal Marmont s'emparait des retranchemens de Buschitz, que les Russes ne peuvent plus garder depuis la perte de Kreckwitz. Le général en chef Wittgenstein ayant été obligé de dégarnir sa droite, afin de parer à la nouvelle attaque que dirigeait l'Empereur en personne, le prince de la Moskowa avait profité de ce mouvement pour marcher en avant. Il avait repris Preititz : maître du village de Prussig, il avait débordé les alliés, et s'avancé sur Wurschen. Le comte de Wittgenstein, voyant sa droite tournée, fut convaincu qu'il ne pouvait plus tenir, et ordonna la retraite. Le général Barclai de Tolly se retira par Grœdlitz sur Weissenberg, ainsi que l'aile droite, toute composée de Prussiens, et l'aile gauche, ou l'armée russe, sur Hochkirch et Lobau.

Trente mille hommes payèrent de leur sang la défense et l'attaque des retranchemens, désormais inutiles, de Bautzen et d'Hochkirch : douze mille du côté des Français, dix-huit mille du côté des alliés. Mais si Ney, comme dans la retraite de Moskou, eût donné tête baissée à Preititz, toute l'armée prussienne, avec son matériel, et une partie de l'armée russe, celle de Barclai, tombaient au pouvoir du vainqueur.

Ainsi s'accomplit la prophétie annoncée le matin par Napoléon à son armée. La bataille s'engagea à une heure après midi, et, selon sa prédiction, elle fut gagnée à trois heures; mais nous manquons, comme à Lutzn, d'une cavalerie assez nombreuse pour tirer des fruits de notre victoire. Cependant un parlementaire se présente au quartier impérial, porteur d'une lettre pour le duc de Vicence. Cette lettre est de la veille. Elle est accompagnée d'un billet du jour même. La lettre qui, disait le billet, n'avait pas été expédiée la veille à cause de la bataille déjà engagée, c'était la réponse de M. de Nesselrode à la démarche du 18; il déclarait que l'empereur de Russie ne pouvait recevoir des propositions que par l'intermédiaire du médiateur. Ainsi le vaincu, le troisième jour de sa défaite, imposait à Napoléon le joug autrichien! Il ne reste donc à l'Empereur

quo la ressource de vaincre. Et plutôt à Dieu qu'il n'eût cherché d'autre intermédiaire que son armée! Tout à coup une pensée, semblable à ces inspirations sublimes que donnaient jadis à Napoléon ses grandes actions d'Italie, d'Égypte et d'Allemagne, a couronné la journée de Bautzen. Profondément ému des preuves de dévouement de sa jeune armée, frappé d'admiration pour cette guerre de héros qu'avaient faite sous ses yeux des conserits à peine sortis de leurs dépôts ou du village de leurs pères, il décréta qu'un monument serait érigé sur le Mont-Cenis, et consacrerait à jamais sa reconnaissance envers ses peuples de France et d'Italie.

Le 22 mai, à quatre heures du matin, l'armée s'avance vers la Silésie par trois chemins différens. A l'aile gauche, le maréchal Victor et le général Sébastiani se dirigent sur Glogau, qu'ils vont débloquent. Les maréchaux Macdonald, Marmont et le général Bertrand forment l'aile droite, et suivent Wittgenstein sur la route de Schweidnitz. Le maréchal Ney, au centre, s'avance sur celle de Breslau; il a devant lui Bücher et Barelai. La garde impériale le suit. L'Empereur se mit lui-même à la poursuite des alliés avec la cavalerie de la garde, celle du général Latour-Maubourg et une partie de son infanterie: il marcha toute la journée, à la tête de l'avant-garde; on arriva sans obstacles à Weissenberg. Plus loin, l'infanterie saxonne du général Rejnier dut aborder les hauteurs en arrière de Reiehembach, où le général Miloradowitch, commandant l'arrière-garde ennemie, s'était arrêté pour protéger la retraite des souverains, qui avaient couché à Lowemberg. L'attaque, d'abord repoussée par l'ennemi, quoique combinée des deux côtés, réussit enfin, grâce aux efforts de la cavalerie sous les ordres des généraux Leffvre-Desnonettes et Colbert, et aux cuirassiers de Latour-Maubourg; malheureusement elle coûta la vie au général de division comte Bruyères, l'un des officiers les plus distingués de l'armée et l'un des vétérans d'Italie. Dans le même instant, et au milieu du feu le plus vif, un chasseur de l'escorte est tué à quelques pas; Napoléon, qui le voit tomber presque sous les pieds de son cheval, dit au duc de Frioul: « Duroc, la fortune nous en veut aujourd'hui. » La fortune allait frapper un autre coup.

Au lieu de s'arrêter à Reiehembach avec le quartier-général, Napoléon, apprenant que l'ennemi tenait encore du côté de Makersdorf, rejoint son avant-garde, et ordonne un mouvement sur la ville de Gortitz, où il espérait passer la nuit. Tout à coup, comme il descendait rapidement le chemin creux du village, pour se porter sur une hauteur voisine, un boulet perdu ricoche contre un arbre,

tue roide le général du génie Kirgener, et ouvre le bas-ventre au grand-maréchal Duroc. L'Empereur était lané en plein galop et gravissait la hauteur, quand un aide-de-camp d'Oudinot annonça la mort du duc de Frioul. « Ce n'est pas possible! dit Napoléon, ja lui parlais tout à l'heure. » En ce moment le colonel Gourgaud, premier officier d'ordonnance, vint rendre compte à l'Empereur du mouvement que le prince de la Moskowa avait dû exécuter sur Gortitz, ajoutant que l'ennemi ne présentait plus qu'une faible arrière-garde. Mais, sans lui répondre, Napoléon revint sur ses pas, et, suivi des ducs de Dalmatie et de Vienne, alla voir le grand-maréchal, près duquel étaient réunis les docteurs Larrey et Yvau, et quelques officiers de santé.

Le Bulletin rapporta en ces termes cette triste entrevue: « Il le trouva avec toute sa connaissance, et montra le plus grand sang-froid. Le duc serra la main de l'Empereur, qu'il porta sur ses lèvres. « Toute ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre service, et je ne la regrette que pour l'utilité dont elle pourrait vous être encore. — Duroc, lui dit l'Empereur, il est une autre vie; c'est là que vous irez m'attendre et que nous nous retrouverons un jour. — Oui, Sire; mais ce sera dans trente ans, « lorsque vous aurez triomphé de vos ennemis, et « réalisé toutes les espérances de notre patrie. J'ai vécu en honnête homme, je ne me reproche rien. « Je laisse une fille, Votre Majesté lui servira de « père. » L'Empereur serrant de la main droite le grand-maréchal, reste un quart d'heure, la tête appuyée sur la main gauche, dans le plus profond silence. Le grand-maréchal rompit le premier ce silence: « Ah! Sire, allez-vous-en; ce spectacle vous « peine. » L'Empereur, s'appuyant sur le duc de Dalmatie et sur le grand-écuyer, se retira sans pouvoir dire au duc de Frioul autre chose que ces mots: « Adieu donc, mon ami! » Napoléon ne quittait le lit du mourant que pour veiller sur l'armée, distribuer des récompenses aux braves, et travailler avec son ministre des relations extérieures; il n'en était pas moins pénétré de la plus vive douleur. Cette douleur était juste; en effet, il perdait dans Duroc non-seulement un compagnon d'armes, mais encore un de ces amis sûrs et dévoués auxquels on peut tout confier, et qui ont conquis le droit de dire la vérité tout entière. Convaincu de l'étendue de cette perte, et afin d'éterniser le souvenir de leur amitié, il ordonna que le corps du grand-maréchal fut transporté à Paris dans l'église des Invalides, pour y recevoir les honneurs funèbres. Il voulut aussi acheter de ses deniers la maison où Duroc était mort, et la donner au pasteur du village, à condition de placer et de conserver à l'endroit où

avait été le lit du grand-maréchal une pierre avec cette inscription :

ICI LE GÉNÉRAL DEBOE,
DUC DE FRIOL,
GRAND-MARÉCHAL DU PALAIS DE L'EMPEREUR NAPOLÉON,
FRAPPÉ D'UN BOULET,
A EXPIRÉ DANS LES BRAS DE SON EMPEREUR ET DE SON ARI.

Banni du monde entier sur la roche de Sainte-Hélène, Napoléon mourant fut fidèle aux souvenirs de Makersdorf, et conserva par sa dernière volonté le dernier vœu du duc de Frioul pour sa fille.

Cependant la vivacité de la poursuite de Napoléon et toutes les conséquences d'une pénible retraite fatiguaient les alliés : ébranlés par trois victoires que d'autres peuvent suivre encore, ils échangent de langage et renoncent à l'orgueil de leurs refus récents; le lendemain de leur défaite, ils réclament la faveur d'un armistice. Le comte de Stadion, constant dans sa haine pour Napoléon et occupé à consommer une nouvelle trahison contre lui, s'empresse d'adresser au prince de Neufchâtel les paroles trompeuses des puissances conjurées; l'Empereur accepte leur demande, sans penser qu'une proposition faite par un homme aussi acharné à sa perte et à celle de la France ne pouvait cacher que la plus perfide et la plus fatale déception. Mais, malgré toutes ces communications dignes d'un inflexible refus, l'armée ennemie s'étudie, à défaut de périls réels, à semer des résistances journalières sur tous les pas de la nôtre, tant elle redoutait cette quatrième bataille, qu'il était si politique, au moins de lui livrer. Il fallut, le 25, disputer encore le passage de la Neiss, le 24 celui de la Queiss, le 23 celui du Bober, le 27 celui de la Katzbach, qui doit nous recevoir. Le génie de Napoléon a-t-il pâli comme son étoile? Le 28 à Colditz, tant il craint que le fatal armistice ne lui échappe, il fait écrire par le duc de Vicence au comte de Nesselrode, qu'il est toujours chargé de la même proposition. Cependant deux jours après, à Goldberg, il ne peut plus avoir de doute sur la politique de ses ennemis; car, au lieu de repasser l'Oder et de gagner Breslau, ils lui abandonnent leurs communications par ce fleuve et la Pologne pour aller s'appuyer sur la Bohême. L'esprit de M. de Stadion marche avec les alliés.

Enfin en dix jours la Saxe avait été délivrée par Napoléon; en huit jours la Haute-Silésie était au pouvoir des Français! Breslau va tomber. L'armée ennemie est aculée au fond de la Basse-Silésie, où Napoléon s'apprête à porter le théâtre de la guerre; une seule bataille peut-être doit refouler sur elle-même l'invasion du Nord, et fermer aux alliés de retour de

la patrie. On attend la chute de Hambourg; cet important événement ouvrira une autre route sur Berlin à une autre armée française. Encore deux jours, l'Elbe et l'Oder sont conquis, les chemins sont libres pour marcher sur Custrin, sur Varsovie, sur Dantzick. Dans cette dernière ville, trente mille Français et alliés vont devoir leur délivrance à nos succès. Aussi M. de Nesselrode ne retarde-t-il pas sa réponse comme à Harta. Quand tous ces grands résultats nous attendent, le 28, le duc de Vicence reçoit une lettre des plénipotentiaires russe et prussien, avec la copie des pleins pouvoirs du commandant en chef des armées combinées : la teneur de ces pouvoirs exprimait clairement que la médiation autrichienne, à laquelle Napoléon voulait se soustraire, était la condition *sine qua non* de toute espèce d'arrangement. De plus, l'empereur Alexandre n'envoyait l'armistice que comme un objet purement militaire; et par là on éludait l'admission du duc de Vicence auprès de ce prince. Ainsi la campagne militaire se trouvait suspendue; mais la campagne politique était près de s'ouvrir, et dans cette autre guerre Napoléon allait rencontrer un ennemi actif, adroit, passionné, qui lui disputerait corps à corps le champ de la négociation, et d'autant plus inflexible qu'il serait sous l'influence autrichienne. Le comte de Stadion, le commissaire impérial de la médiation autrichienne, au quartier-général des alliés, devenu le général en chef de leur retraite, les avait attirés vers la Bohême, où de grandes intelligences militaires leur étaient préparées. La garde impériale avait suivi le mouvement des alliés. Napoléon, parti le 29 pour Rosning, établissait le lendemain son quartier-général à Neumark. Le duc de Bassano était resté à Liegnitz, afin de tracer les instructions au duc de Vicence. Le comte de Bubna, qui était retourné à Vienne, devait y faire connaître le résultat de sa mission à Dresde. Les propositions dont il était porteur concernaient l'ouverture d'un congrès pour la paix, soit générale, soit continentale, la conclusion d'un armistice, et enfin la nomination des plénipotentiaires chargés de régler entre la France et l'Autriche le sort de l'alliance et l'acceptation de la médiation. Le 30, le comte de Bubna arriva à Liegnitz, où il eut une conférence avec le duc de Bassano; le lendemain il repartit pour Vienne, après avoir donné l'assurance qu'il serait bientôt de retour avec les pouvoirs nécessaires qu'on lui avait déjà demandés à Dresde, et dont il aurait été muni dès ce moment, si sa cour eût voulu remplir avec honneur la généreuse mission d'un médiateur désintéressé.

LIVRE QUINZIÈME.

Seconde campagne de Saxe.

CHAPITRE PREMIER.

ARMISTICE DE PLESWITZ. — PRISE DE HAMBOURG. — BLOQUE DE NAPOLEON A DRESDE. — CONVENTION DE DRESDE AVEC L'AUTRICHE. — RETRAITE DE L'ESPAGNE. — BATAILLE DE VITTORIA.

Les conférences relativement à l'armistice s'ouvrirent, le 30 mai, à l'abbaye de Waldstait, entre le duc de Vienne pour la France, le comte de Schouvaloff pour la Russie, et M. de Kleist pour la Prusse; elles continuèrent à Gebersdorf le 31 et le 1^{er} juin, et furent transportées à Pleswitz. Les prétentions des alliés et les résistances de Napoléon qui voulut, selon son usage, dominer cette négociation, la rendirent tellement orageuse, qu'elle put lui faire pressentir les difficultés que le congrès lui présenterait. Car ce ne fut qu'après une véritable bataille de six jours, que le 3 juin l'armistice fut signé. Un avantage bien réel pour Napoléon et sur lequel il établirait, en cas de rupture à Prague, une grande combinaison militaire, c'était la prise de Hambourg ou, contra, le 31 mai, le général Vandamme; mais l'ennemi l'avait prévu, et la neutralisation de Breslau, possession alors bien plus importante que celle de Hambourg, avait été la compensation de l'occupation de cette ville. Cette condition, à elle seule, devait faire rejeter la trêve. Cependant, le 29, le Danemark avait renoué son alliance avec la France, et l'armée danoise, commandée par le comte de Schulenburg, était depuis lors sous les ordres du maréchal prince d'Eckmühl. C'était une conquête pour Napoléon. Il n'a plus d'autres alliés dans le Nord que le Danemark et la Pologne. La Pologne, que l'Autriche a livrée aux Russes, reste repré-

sentée auprès de la France par cette petite armée que l'illustre Poniatowski vient de soustraire au vasselage de la défection autrichienne. Après avoir dû traverser désarmés les provinces de l'empereur d'Autriche, les Polonais ont repris leurs armes en mettant le pied dans la Lusace: ils n'ont plus d'autre patrie que le drapeau français. Aussi Napoléon a décrété le 1^{er} juin, à Neumarck, qu'ils sont tous à la solde de la France.

Le lendemain de la signature de la convention d'armistice, Napoléon a quitté son quartier-général de Neumarck; le 10, il occupa à Dresde le palais Marcoloni, situé dans un faubourg; le même jour, arrive le baron Kaas, ministre de l'intérieur de Danemark, qui fait à l'Empereur d'intéressantes révélations. A Altona les alliés n'ont épargné ni promesses ni menaces pour détourner cet ambassadeur d'aller remplir sa mission; ils avaient même été jusqu'à lui offrir d'annuler la cession de la Norvège à la Suède; mais sur son refus, et pour se venger de l'attachement du Danemark envers la France, le lendemain de la prise de Hambourg, l'apparition de la flotte anglaise était venue dans la rade de Copenhague réveiller un affreux souvenir. Un capitaine de vaisseau n'avait pas craint de sommer le roi de souscrire sous quarante-huit heures le traité de la cession spoliatrice qu'une politique sans pudeur avait osé lui imposer, de re-

mettre en dépôt la province de Drontheim et de donner vingt-cinq mille hommes à la ligue du Nord. Le roi avait repoussé avec fierté cette injurieuse sommation, et le prince royal de Danemarck, déguisé en matelot, était parvenu à débarquer en Norvège, où il appelait les habitans à la défense nationale. Par le traité que M. de Kaas est venu stipuler à Dresde, son souverain met douze mille hommes à la disposition de Napoléon, et ils pourront être portés jusqu'à la Vistule. Les instructions données au maréchal Davoust développent l'intérêt de cette destination. L'empereur lui prescrivit, si la guerre recommence, d'être devant Hambourg avec quarante mille hommes. Quatre-vingt mille hommes marcheront sur Berlin. L'armée du Nord destinée à Bernadotte sera battue. On se portera de concert sur la Vistule. Dantzig sera débloquée!

L'Empereur reçut aussi M. de Bubna; au lieu d'apporter les réponses aux demandes qu'avait faites le duc de Bassano à Dresde, et qu'il avait renouvelées à Liegnitz, et envoyé se contenter de notifier au cabinet de France l'acceptation de la médiation autrichienne par les alliés, et d'annoncer la prochaine arrivée de M. de Metternich pour la même négociation. Cependant il a été autorisé à dire que la mission du baron de Weissenberg à Londres s'échoua, et que le cabinet britannique trouve à présent trop favorables encore à la France les bases de Lunéville! Cette confiance faite par le gouvernement autrichien portait avec elle son commentaire.

La ville de Prague avait été adoptée pour le congrès; l'empereur d'Autriche ne tarda point à se rendre, avec sa chancellerie et ses ministres, au château de Gittschin, voisin de la capitale de la Bohême. Les souverains alliés s'étaient établis non loin de là, à Trachemberg, sur les bords de l'Oder. Un autre personnage parut aussi à Dresde le même jour que M. de Bubna, ce fut le duc d'Otrante, cet homme qui n'était pas le moins dangereux des amis de Napoléon, et qu'il ne fallait pas laisser à Paris en de telles circonstances; aussi l'envoyait-on remplacer le comte Bertrand au gouvernement général d'Illyrie; mais Fouché prit le temps de voir venir Metternich à Dresde. Cependant le mois de juin s'écoulait sans que le congrès pût s'ouvrir, et les délais d'un armistice de quarante jours se consumaient sous les lenteurs du cabinet autrichien. D'après le silence de M. de Bubna sur la question de l'alliance qui touchait particulièrement Napoléon, le duc de Bassano avait écrit à M. de Metternich qu'il avait tous les pouvoirs nécessaires pour traiter et de la médiation et de l'alliance. Le 29, M. de Metternich annonça qu'il était autorisé à signer une convention pour la médiation, et à convenir de certaines réserves pour l'alliance. Ce jour même, le duc de Bassano répondit: « L'Empereur, qui ne veut

pas rendre son alliance onéreuse à ses amis, ne fait aucune difficulté d'y renoncer. » Il n'y avait donc plus à traiter que de la médiation, d'après le généreux désintéressement de Napoléon. Aussi, le 27, M. de Metternich, débarrassé du fardeau de l'alliance, accourut à Dresde. Le lendemain, ce ministre fut admis à remettre à l'empereur Napoléon une lettre de son souverain; cette audience devint une longue conférence consacrée à l'exposition des prétentions de l'Autriche: elle demandait la moitié de l'Italie, l'Illyrie, le retour du pape à Rome, la Pologne saxonne, l'abandon de la Hollande, celui de l'Espagne, la renonciation au protectorat de la Confédération du Rhin et à la médiation helvétique: « C'est le partage de l'empire français que vous voulez, » dit Napoléon. Impatient alors de tous ses griefs contre la maison d'Autriche, depuis la négociation du prince de Schwartzemberg à Minsk, il les récapitula avec chaleur; puis, arrivant aux engagements secrets conclus par cette puissance avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, hors d'état de conserver cette réserve que leur supériorité impose aux souverains: « Dites-moi, Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle promis pour me faire la guerre? » Le silence de M. de Metternich prouva à Napoléon que cette apostrophe lui portait un coup mortel. Cependant elle ne termina point la conférence, et en congédiant le ministre autrichien: « la cession de l'Illyrie, lui dit-il, n'est pas mon dernier mot. » Ce fut sous ces auspices que les deux ministres signèrent, le 30 juin, la convention relative à la médiation autrichienne. M. de Metternich repartit pour Gittschin, avec la satisfaction d'avoir servi l'intérêt de sa cour, et avec le ressentiment de son injure. La convention signée ne ressemblait guère à celle que Napoléon avait proposée dans le but d'une paix générale; il y avait compris l'Angleterre, les États-Unis, le roi d'Espagne, la régence de Cadix et toutes les autres puissances des deux masses belligérantes. C'était la paix du monde sur les bases déjà publiées dans le *Moniteur* du 24 mai, qu'il voulait soumettre à la médiation de l'Autriche. Jamais, sans doute, arbitrage plus honorable n'avait été coulé à aucune couronne; toutefois le cabinet autrichien s'obstina à retrancher de cette proposition tout ce qu'elle contenait de généreux; il n'y restait que ce dont il avait besoin pour assurer le succès de ses projets hostiles contre la France. Aux termes de la convention du 30 juin, les plénipotentiaires devaient se réunir à Prague le 5 juillet; en conséquence, l'armistice serait prorogé jusqu'au 10 août, et le cabinet de Vienne s'était réservé de faire agréer cet engagement par la Russie et la Prusse. Il ne se hâta point de remplir sa promesse, et ce fut le 12 juillet seulement que M. de Metternich informa

le duc de Bassano de l'assentiment des cours de Pétersbourg et de Berlin ; mais l'acte résultant de cet assentiment ne fut signé que le 26 juillet à Neumark par les commissaires français et alliés. Ainsi Napoléon, même sous la garantie de la médiation de l'Autriche, venait d'éprouver de la part des alliés une opposition de vingt-six jours pour l'exécution de l'article le plus important du traité.

A Prague, le même système avait accueilli la négociation française. M. de Narbonne, nommé plénipotentiaire avec le duc de Vicence, l'y avait précédé et n'avait pu voir les plénipotentiaires des alliés. M. de Vicence y arriva le 26 juillet. M. de Humboldt était le représentant de la Prusse, et M. d'Anstett, né Français, et par cela seul incapable, aux termes de l'article 20 du décret du 26 août 1811, de servir comme plénipotentiaire dans un traité où devaient être débattus les intérêts de la France, se trouvait le négociateur de la Russie. Toutes ces circonstances, unies au choix de M. d'Anstett, qui avait quelque chose d'inconvenant et d'hostile, ne pouvaient que beaucoup déplaire à Napoléon ; mais il dut regretter bien plus vivement encore de s'être engagé dans la carrière des négociations avec des puissances malveillantes et sans foi, quand il apprit que, non content de s'être liée par des engagements, à Reichembaeh, envers l'Angleterre et les alliés, l'Autriche, le 9 juillet, en avait encore contracté d'autres à Trachemberg, quartier-général de l'empereur Alexandre : l'Angleterre y avait fait la loi à l'Autriche en l'effrayant de son oligarchie, comme elle avait décidé Alexandre en l'effrayant de ses boyards, et Frédéric-Guillaume de son peuple. Les subsides achevèrent ce que les menaces avaient commencé. Napoléon fut instruit de ce nouveau pacte qui enchaînait tout à coup au serment de sa destruction la Prusse, la Suède, la Russie, et l'Autriche enfin, dix jours après qu'il l'avait reconnue médiatrice. Il sentit alors, plus que jamais, qu'il devait aussi se préparer à la guerre, sous le voile d'un congrès, et que, ne pouvant augmenter son armée, il lui fallait chercher plutôt dans son génie militaire que dans sa politique ou dans l'effectif de ses troupes, les moyens de lutter contre les deux cent mille hommes de l'Autriche, les réserves russes et prussiennes, et l'armée suédoise, qui allaient doubler les forces dont il venait de triompher. En considérant la défection de Bernadotte, en se rappelant la conduite du roi de Naples pendant la retraite de Russie, peut-être Napoléon aurait-il dû se délier de ce prince, qui, quoique sous le poids d'un accord secret avec l'Autriche, offrait alors son épée à son beau-frère. Napoléon, qui le savait si brave, ne le croyait peut-être en ce moment pas moins fidèle, et le vit avec plaisir arriver

pour prendre comme Français sa part de péril et de gloire dans nos derniers combats.

Pendant l'armistice et les longues délibérations qui en remplissent le cours, l'Empereur ne cesse pas un instant de suivre les relations du dehors, les affaires du dedans, et règle avec une infatigable activité tout ce qui concerne l'armée : à en juger par les détails et l'ensemble de ce qu'il fait sous ce rapport, il semble que ce soit un grand ministre de la guerre consacrant toutes ses facultés à cette seule partie du gouvernement ; convois d'artillerie, troupes en marche, officiers en mission, police des cantonnemens, travaux du génie, situation des arsenaux, constructions de nouvelles places, armemens, équipement des soldats, direction des renforts sur les divers corps qui les attendent, arrivées des munitions, transport des approvisionnements, rien n'échappe à ses regards, à sa vigilance, à son action. Par lui, l'ordre règne au milieu de tant d'éléments de confusion ; par lui, la Saxe est préservée des fléaux qui accompagnent ordinairement la présence des armées. En même temps les trésors qu'il a tirés de ses caves du pavillon Marsan acquittent toutes les dépenses et alignent la solde. Ce sont les alliés vaincus à Austerlitz, à Iéna, à Wagram, qui ont fourni eux-mêmes la précieuse réserve que Napoléon emploie aujourd'hui contre eux. Dresde, protégée par les nombreux ouvrages qui s'élèvent, et assise du quartier-général, où abonde une foule de militaires de tous rangs, offre tout à la fois l'aspect sévère d'un camp et le mouvement d'une brillante capitale où les préparatifs même de la guerre communiquent une nouvelle activité à toute la population. Au milieu d'elle, calme et agité, méditant, ordonnant et faisant exécuter, Napoléon veille en même temps sur l'Allemagne et sur la France, comme sur l'Italie et sur l'Espagne : les nouvelles de ce dernier pays sont d'une nature fâcheuse.

Enhardi par nos revers, et sans doute aussi par le défaut d'une direction forte, qui ne se laissait que trop apercevoir sous un prince incapable du rôle politique et militaire qui lui était imposé, Wellington a repris l'offensive le 28 mai, à la tête de soixante-dix mille hommes ; et sa marche a décidé Joseph au parti nécessaire d'évacuer Madrid. L'armée française était parvenue à mettre l'Ebre entre elle et Wellington ; mais lorsqu'on apprit que l'ennemi avait passé ce fleuve, l'alarme se répandit au quartier-général du roi : un conseil de guerre fut tenu ; le maréchal Jourdan proposait de descendre l'Ebre et de se retirer sur Saragosse pour y rallier l'armée de Clausel et communiquer ainsi avec Saint-Sébastien, Bilbao, Pampelune, et avec le corps du général Foy. C'était sur les hauteurs inexpugnables de Salinas et de Mont-Dragou que l'on pourrait arrêter

Wellington; et par les mouvemens simultanés de la retraite du maréchal Suchet, qui venait de sauver Tarragone et de forcer lord Murray à se rembarquer après un échec complet, la barrière des Pyrénées serait nécessairement fermée à l'invasion étrangère. Le conseil se rangea à l'avis du maréchal Jourdan; au contraire, Joseph, saisi mal à propos d'un rêve de gloire, voulut combattre, et l'ordre de la bataille fut donné pour le lendemain, 21 juin, par ordonnance royale. La bravoure française soutint jusqu'au dernier moment sa haute renommée; nos soldats ne cédèrent qu'à l'immense supériorité du nombre des ennemis : le combat de Vittoria fut glorieux pour nos armes, et la perte presque égale des deux côtés. Mais l'imprévoyance et l'inhabileté du chef, qui ne savait ni commander ni obliger le commandement, l'absence de toute précaution pour assurer la retraite, l'amoncellement des immenses bagages de cette royauté fugitive, changèrent un revers, facile à réparer peut-être, en un désastre qui nous enlevait l'Espagne sans retour. Cent cinquante pièces de canon, quatre cents caissons, tout le matériel de l'armée, ainsi que tous les bagages des courtisans et des officiers, furent la proie de l'ennemi. L'armée éparse se précipita confusément sur la route de Tolosa, où l'illustre général Foy arrêta les vainqueurs, à la tête de seize mille hommes. A la nouvelle de ce fatal événement, qui plaçait tout-à-coup la France entre deux invasions et qui allait donner à la coalition un crédit tout puissant sur le médiateur et les confédérés du Rhin, Napoléon ordonne au maréchal Soult de voler défendre les barrières méridionales de la patrie. « Je vous ai nommé, dit-il, l'ordre dicté par l'Empereur, mon lieutenant-général commandant mes armées en Espagne et sur les Pyrénées.... Vous prendrez toutes les mesures pour rétablir mes affaires en Espagne, et pour conserver Pampelune, Saint-Sébastien et Pancorbo, et toutes celles que les circonstances demanderont... » Le 12 juillet, le maréchal était à Bayonne; il organisa l'armée et la divisa en trois corps : le général Reille eut la droite; le général Drouot d'Erion, le centre; le général Glauzel, Paille gauche; cette armée s'élevait à soixante mille hommes. L'armée anglaise était stationnée à Irun; elle occupait la Basse-Navarre, où elle couvrait les sièges de Pampelune et de Saint-Sébastien; mais lorsqu'il apprit l'arrivée du duc de Dalmatie, dont il connaissait l'habileté, Wellington reprit son système de circonspection accoutumé.

En Italie, la présence du vice-roi, qui forme trois corps d'armée sur l'Adige, le dévouement des Italiens, profondément convaincus que leur destinée repose tout entier sur les succès de Napoléon, inspirent de la sécurité. A Munich, un roi loyal et

fidèle va porter son armée à quarante mille hommes. Une confiance intime règne entre Napoléon et le roi de Wurtemberg, qui découvre à son grand allié les intrigues et les trames de l'Autriche. Ces révélations et les nouvelles de Prague avertissent l'Empereur de peu compter sur les négociations, et de se préparer à la guerre. Ainsi donc, bientôt s'ouvrira une seconde campagne. En attendant l'organisation et la disposition définitives des corps d'armée, le vice-roi, plus éloigné, reçoit l'ordre de se tenir prêt. Sa direction est la route de Vienne; il sera secondé par l'armée bavaroise, le 9^e corps du duc de Castiglione et la cavalerie du général Milbrand. En Espagne, le maréchal Suchet doit hâter sa retraite vers les Pyrénées, et laisser quelques garnisons sur la route de Barceloue. Quant au maréchal Soult, il est chargé de commencer de vigoureuses opérations pour arrêter Wellington. Elles seront appuyées par trente mille hommes, que l'Empereur a demandés aux départemens du Midi. Les garnisons assiégées reçoivent l'avis de la reprise des hostilités; on leur fait espérer des secours. Napoléon visite en cinq jours les places de l'Elbe, ensuite il va reconnaître dans la Basse-Lusace les positions importantes de Luekau et de Luben. A peine revenu à Dresde, instruit du départ de l'Impératrice qu'il a appelée à Mayence, le 25 il s'est mis en route pour cette ville. Le 5 août, il doit être de retour à Dresde, afin d'y suivre de plus près la négociation de Prague, et de donner plus tôt ses derniers ordres pour une campagne que sa pénétration et la joie de ses ennemis, à la nouvelle du désastre de Vittoria, lui font regarder comme inévitable.

L'on a avancé, et je crois avec raison, que si, au lieu de porter ses armes au sein de l'Allemagne, Napoléon avait attendu l'ennemi sur les barrières du Rhin, il eût conservé sous la protection d'une guerre toute nationale l'intégrité de l'Empire dans les limites que lui avait tracées, si j'ose le dire, la politique naturelle : fort de ses trois victoires, ne pouvait-il pas également profiter de l'armistice pour reployer sur le Rhin et l'armée qui venait de les remporter et les trente mille hommes du maréchal prince d'Eckmühl, et toutes les garnisons des différentes places de l'Allemagne? Après avoir déployé toutes les ressources de son génie dans la création d'une nouvelle armée, il avait assez fait pour sa gloire militaire personnelle en allant battre les alliés, avec des recrues, à deux cents lieues de sa capitale. Cet armistice, qui, signé dans le cours de sa carrière victorieuse, donnait à la coalition le temps de nouer toutes ses trames et d'agglomérer ses forces, devenait alors un immense bienfait de la fortune; car Napoléon avait en tort de croire à la possibilité de la paix, comme à la puissance des souve-

nirs de Tilsitt et d'Erfurt, comme à la partialité de François II pour son gendre. Il était condamné par l'Europe, et il ne pouvait plus résister à l'Europe qu'en se mettant sur le terrain de la patrie, à la tête et au milieu de la nation. Une pareille retraite protégeait mieux la négociation de Prague que les bivacs de la Saxe et de la Lusace; elle protégeait au moins la patrie. L'Europe, déjà vaincue trois fois dans les

plaines de la Saxe, se fut arrêtée avec respect devant les remparts de la France, et aurait accepté le généreux *ultimatum* qui la rendait à son indépendance : toutes les haines, toutes les vengeances, toutes les ambitions étrangères expiraient à l'aspect du colosse de la France armée sur ses frontières, et offrant en sacrifice au repos du monde les fruits de vingt années de gloire et de conquêtes.



CHAPITRE II.

CONGRÈS DE PRAGUE. — DÉCLARATION DE GUERRE DE L'AUTRICHE À LA FRANCE.

La convention du 30 juin avait prolongé l'armistice au 10 août, et fixé la réunion des plénipotentiaires au 5 juillet. Le 3, M. de Metternich proposa qu'elle n'eût lieu que le 8, et le 8 il la fit ajourner au 12. Ainsi, sur les trente-cinq jours convenus, le ministre du médiateur en avait arbitrairement retranché sept. Le 9, M. de Narbonne était allé se mettre à la disposition de l'empereur d'Autriche, établi au château de Brandeitz; on lui avait répondu qu'il était bien placé à Prague. Évincé comme ambassadeur par M. de Metternich, il se présenta comme plénipotentiaire; mais jusqu'au 29, il ne put parvenir à voir ceux des alliés : vingt-quatre jours avaient été perdus; il n'en restait plus que deux pour traiter de la paix du monde. Telle fut la première époque du prétendu congrès de Prague qui, ouvert sous les auspices de M. de Stadion et sous la direction de M. de Metternich, s'annonça dès le principe comme une chambre ardente où Napoléon allait être condamné sans appel. La seconde époque de cette détestable machination, couverte d'un nom sacré, commença le 29 juillet par l'intervention officielle du médiateur. Les plénipotentiaires français demandèrent que les pouvoirs fussent échangés en commun. Désespérant alors d'empêcher, comme il le souhaitait, l'ouverture du congrès, M. de Metternich repoussa la forme convenue des conférences, et proposa, suivant une fausse application de la marche adoptée au congrès de Teschen, où il y avait deux médiateurs, le mode des transactions par écrit. Cependant la véritable intention de Napoléon était de décliner la fatale médiation de son ennemi caché, et, malgré le peu de succès qu'avait

eu la démarche de Dresde après Lutzen, de chercher de nouveau à conclure sans intermédiaire, avec Alexandre, une paix glorieuse pour ce prince, et conséquemment de faire payer à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi dans la campagne de 1812 et dans le moment présent, où elle jouait un rôle encore plus odieux. Mais ses plénipotentiaires n'étant pas parvenus à échanger une parole avec celui de Russie ni avec celui de Prusse, pressé d'ailleurs par le terme si prochain de l'armistice, Napoléon fut obligé de tenter du côté du médiateur l'œuvre de la paix. Aussi, pendant ces orageuses discussions, une négociation secrète, sortie de l'arsenal politique de Napoléon, traversait le champ de bataille du congrès, et arrivait au château impérial de Brandeitz, dans la portefeuille de M. de Metternich. C'est à son beau-père que s'adresse directement Napoléon : une lettre confidentielle, du 9 août, charge seul le duc de Vicence de cette démarche; elle a pour objet « de savoir de quelle manière l'Autriche entend que la paix peut se faire, et si l'empereur Napoléon adhérait à ses propositions, l'Autriche ferait cause commune avec la France, ou si elle resterait neutre. » Le 7, l'Autriche avait donné son mot; elle demandait « la dissolution du grand-duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse; le rétablissement des villes anseatiques dans leur indépendance; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe; la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste. Il était question aussi de l'indépendance de la Hollande et de l'Espagne, mais comme devant être

traitée à la paix générale. Prago est à vingt-cinq lieues de Dresde; cette note parvient à Napoléon le 8 au soir: il ne pense pas que le 10 soit un terme tellement fatal pour la pacification du monde, qu'il ne puisse consacrer la journée du 9 à l'examen des propositions de l'Autriche. « Il répond qu'il admet la dissolution du duché de Varsovie, mais que Dantzick sera ville libre, et que son allié le roi de Saxe sera indemnisé. Il cède à l'Autriche les provinces illyriennes, même le port de Fiume, mais non celui de Trieste. La confédération s'étendra jusqu'à l'Oder; le territoire danois sera garanti. » Les courriers de Napoléon et de M. de Buhna doivent être à Brandeitz dans la nuit du 10 au 11. Tout-à-coup on apprend à Dresde que le congrès est dissous! Le 11, dans la matinée, M. de Metternich l'a déclaré aux plénipotentiaires français. L'existence politique actuelle de l'Europe n'aura dépendu peut-être que du courrier de Napoléon, qui ne sera entré à Prago qu'après minuit, dans la nuit du 10 au 11 août 1813!

Le 13, M. de Narbonne arriva à Dresde, porteur de la déclaration de guerre de l'Autriche. Elle était faite d'avance, comme d'avance aussi les logemens avaient été préparés à Prago pour les trois souverains alliés. Cependant, au milieu du triomphe de la trahison étrangère, le duc de Vicence continuait sa mission auprès de M. de Metternich. A présent qu'il n'est plus médiateur, pourra-t-il marcher plus librement? L'armistice n'est pas rompu; il y a encore six jours de délai à courir jusqu'à la reprise des hostilités. Le 11, M. de Metternich insiste pour l'abandon de l'Illyrie, sans excepter Trieste, et contre toute disposition contraire aux vues des puissances, qui s'accordent pour recréer la Prusse. L'empereur d'Autriche se charge de communiquer les propositions de la France à l'empereur Alexandre, lequel est attendu à Brandeitz. Le 13, l'empereur Napoléon cède tout ce qui est en contestation. Il accède aux demandes du cabinet de Vienne: il charge M. de Buhna, qui est toujours près de lui à Dresde, d'en aller porter l'assurance à son maître, et il donne à M. de Vicence tout pouvoir pour conclure et signer la paix à ce prix. Le 14, M. de Metternich rend compte à son souverain du consen-

tement de l'empereur Napoléon aux conditions exigées. Le 15, il diffère de s'expliquer avec M. de Vicence, parce que l'empereur Alexandre n'est point encore à Brandeitz. Enfin, le 16, arrive ce souverain, qui, dès la première entrevue, rejette les propositions de Napoléon, et décide l'empereur François à courir les chances que lui promet la guerre. Napoléon reçoit cette réponse, et déclare, en montant à cheval, qu'il va se battre pour la paix. « Rien n'empêche, dit-il, de négocier en se battant. » Dites à M. de Metternich que je propose d'ouvrir « dès aujourd'hui un congrès dans une ville frontière qu'on neutralisera. » On est au 18, le duc de Bassano s'empresse d'adresser une note à M. de Metternich, en conformité de ce dernier ordre de Napoléon. Le 21, le ministre en accuse réception, et déclare que la proposition de la France va être portée par les cours de Russie, de Prusse et d'Autriche, à la connaissance des autres cours alliés. On verra que cette réponse est devenue une espèce de mot d'ordre diplomatique. Le sang de quatre cent mille hommes va couler en attendant le résultat de cette officieuse communication! Ainsi, l'armistice, d'abord refusé par la Russie et demandé depuis par M. de Stadion, n'a été conclu que pour donner le temps à l'Autriche de compléter ses armemens, et le congrès n'a été admis que pour aider cette puissance à dénouer des engagements qu'elle n'avait pas le courage de rompre ouvertement.

Telle fut l'issue de ce complot diplomatique, où la haine la plus déclarée et l'intention la plus évidente d'une guerre implacable se cachaient sous un vain déguisement d'amour de la paix. Quatre jours avant la fin de ce congrès, on n'avait pas même établi la forme des négociations. Tout ce qui n'était pas Français ne parlait qu'avec une féroce impatience du terme de ce congrès. Ce terme était si fatal, qu'il ne pouvait être retardé d'une heure! La civilisation du dix-neuvième siècle le voulait ainsi pour le bonheur du monde. Depuis ce temps, le monde politique est blessé à mort. Les rois anciens et les rois nouveaux sont tous rentrés dans leur indépendance; mais les peuples, qui ne sont ni anciens ni nouveaux, les peuples, qui sont éternels, sont aussi rentrés dans l'empire de leur raison.

CHAPITRE III.

PRÉLIMINAIRES DE LA CAMPAGNE. — NAPOLÉON EN BOHÈME. — IL REVIENT SUR ZLUCHER. — BATAILLE DE DRESDE. — BATAILLES DE KULN, DE GROSSBERG, DE DENNEWITZ, DE LA KATZBACH. — TRAITÉ DE LA TRIPLE ALLIANCE A TOEPLITZ.

NAPOLÉON avait trois pensées dominantes pour la seconde campagne : l'occupation de Berlin par les armées combinées des maréchaux Davoust et Oudinot, celle de Breslau par l'armée de Lusace, aux ordres du maréchal Ney, et enfin celle de Prague par la grande armée, qu'il commandait. Le 10 août, l'armistice avait été dénoncé ; le même jour, l'Autriche, disait son manifeste, *réunie de principes aux puissances avant même que les traités eussent consacré leur union*, voyait déjà son armée en ligne avec ses nouveaux alliés. Barclai de Tolly avait, pendant les derniers jours du congrès, fait faire plusieurs marches en Bohême aux quatre-vingt mille hommes qu'il amenait de Pologne. Moreau, le général républicain Moreau, armé jadis contre la tyrannie consulaire, venait de rompre le ban de son exil, et parjure à la fois à la loi qui l'avait banni, à la patrie à qui il avait dû tant de gloire, mais docile à l'appel de Bernadotte, était arrivé à temps au quartier-général de l'empereur Alexandre, pour s'associer à la haine des rois contre la France et contre Napoléon. Cependant les hostilités ne devaient commencer que le 17, six jours après la dénonciation de l'armistice ; mais le 12, le maréchal Blücher, connu depuis sa retraite d'Iéna sur Lubeck pour être peu scrupuleux en fait de bonne foi, fit marcher ses troupes sur le terrain de la neutralité. Il était entré dans Breslau, et ensuite à Jauer. Le maréchal Ney, placé à Leignitz, attendait religieusement le dernier jour de la dénonciation, se trouva surpris par Blücher, et, après cinq jours de résistance, fut forcé d'abandonner Goldberg, Liegnitz, Haynau et Buutzlau. Ainsi la cam-

pagne s'ouvrit, du côté des alliés, par une violation des droits de la guerre. Des commissaires de l'armistice, le baron de Krusemarck et le comte de Schouwaloff, manifestèrent hautement leur indignation.

Les ennemis ont cinq cent mille hommes sous le drapeau, divisés en trois armées : celle de Bohême, dite la grande armée, sous le prince de Schwarzenberg ; l'armée de Silésie sous le maréchal Blücher ; et l'armée du Nord sous le prince royal de Suède. Napoléon a trois cent mille hommes, y compris la garde, formant onze corps d'armée qui obéissent à Vandamme, Victor, Bertrand, Ney, Lauriston, Marmont, Reynier, Poniatowski, MacDonald, Oudinot, Saint-Cyr. La cavalerie, sous les ordres du roi de Naples, est commandée par Latour-Maubourg, Sébastiani, Arrighi, Kellermann ; Mortier conduit l'infanterie de la garde, Nonsouty la cavalerie. Ilurs de ligne, Davoust compte vingt mille hommes sous Hambourg, Augereau vingt-quatre mille en Bavière ; le prince Eugène organise en Italie trois corps d'armée qui seront portés à cinquante mille hommes. Les alliés ont aussi hors de ligne près de cent mille hommes, dont une partie compose le corps de l'Elbe inférieure sous le général Walmoden, et l'autre est en marche de la Pologne avec le général Beningsen. L'Autriche a une forte armée sous le général Hiller, en Italie ; elle a mis activement dans la balance cent trente mille combattans. Si elle était restée neutre, la coalition n'aurait eu que soixante à soixante-dix mille hommes de plus que la France, et Napoléon à la tête de ses braves eût égalisé au moins cette différence.

L'Empereur, parti de Dresde le 15 août, avance avec sa garde sur Bautzen. Le 18, à Gortitz, il est rejoint par le duc de Vicence, à qui M. de Metternich a renouvelé l'*ultimatum* de la guerre au nom de François et d'Alexandre. Le dessein de Napoléon est de menacer les communications entre l'armée de Blücher, celle de Barelai et celle de Schwartzemberg. Le 19, Napoléon touche à Zittan, occupée par le corps de Poniatowski, et entre avec lui à Gabel. Il espère pouvoir couper le reste de la Bohême aux colonnes de Barclai et de Wittgenstein. Mais il apprend qu'il n'a en face qu'une division autrichienne, commandée par le négociateur Bubna, et que depuis deux jours Barclai et Wittgenstein sont en ligne avec Schwartzemberg. Toutefois, connaissant la lenteur autrichienne, il pense qu'il a le temps, avant de prévenir l'ennemi à Dresde, de courir en Silésie, et de repousser les cent mille hommes de Blücher au-delà des positions que le maréchal Ney a été contraint de leur abandonner. Arrivé, le 21, à Lowenberg avec vingt-cinq mille hommes, il fait jeter des ponts sur le Bober : Maison, à la tête du 3^e corps, attaque vivement York en avant de Lowenberg ; en même temps Ney et Marmont chassent Sacken de Buntzlau, tandis que Macdonald et Lanrison menacent le centre de Blücher. A la manière dont s'exécutent ces mouvements, Blücher a deviné que Napoléon est là, et il ne cherche plus à disputer le terrain : cependant une retraite trop précipitée pourrait compromettre sa gauche ; en conséquence, il se concentre derrière la petite rivière de Haynau. Mais l'armée française continue son attaque avec vigueur, et il doit se réfugier derrière le Katabach. A la fin de cette journée a lieu la première défection dans nos rangs ; un régiment de hussards westphaliens passe en entier à l'ennemi, malgré nos succès. Enfin, le 25 août, se termine la poursuite de Blücher par Napoléon. Défait de nouveau à Goldberg, le général prussien se retire en toute hâte sur Jauer, où le 24 il réunit son armée. Pendant les trois jours qui ont vu Napoléon à la tête de son armée de Lusace, le terrain de la neutralité usurpé par Blücher a été reconquis presque en entier, et cette armée a repris les positions qu'elle avait le 12.

Napoléon avait bien calculé ; il a eu le temps de battre et de repousser Blücher : il aura celui d'arriver à Dresde avant Schwartzemberg. Peut-être laisse-t-il avec regret à ses lieutenans cette valcureuse armée de Lusace, où il a pendant trois jours fixé la victoire. Mais avant de quitter Lowenberg, le 25, il donne pour instruction au maréchal Macdonald, qui remplace le maréchal Ney au commandement, de concentrer toutes ses troupes, d'éviter la bataille, de se reployer sur la Queiss, et même sur

le camp de Dresde, s'il avait affaire à des forces trop supérieures. C'est avec cinquante mille hommes seulement que l'Empereur a opéré le 22 ; car ce même jour il avait fait rétrograder sur Gortitz sa garde, le corps de Marmont et la cavalerie de Latour-Maubourg. Le 23, dans sa route, il envoie au maréchal Ney l'ordre de le suivre avec son corps ; mais l'ordre est mal transmis, et le maréchal rejoint seul l'Empereur : cette grave et irréparable erreur complétée à Macdonald quatre-vingt mille combattans. Le commandement du 5^e corps, celui de Ney, fut donné au général Souham. Napoléon avançait sur Dresde à toute course ; il venait d'apprendre que les alliés avaient franchi les montagnes de l'Erggebirge. Il rallie en passant les corps de Victor et de Vandamme. Le 24, le maréchal Saint-Cyr, après une légère canonnade, quitte sagement le camp de Pirna devant la grande armée de Bohême, et se retire à Dresde, qui a été mise à l'abri d'un coup de main. Le lendemain, le prince de Schwartzemberg campait devant Dresde, avec deux cent mille hommes ; mais il remit l'attaque au 26, pour attendre l'arrivée du corps de Klenau. Moreau, qui connaissait le prix du temps et qui surtout appréciait l'absence de Napoléon, voulait que l'attaque eût lieu au moment même, et alors la ville serait nécessairement emportée. Napoléon savait que le 9 juillet, aux conférences de Trachenberg, les Autrichiens, les Russes et les Prussiens s'étaient donné rendez-vous à Dresde, dans le camp de l'ennemi. Il avait formé son plan en conséquence. Les instructions tracées au maréchal Berthier le jour du départ de Dresde, et laissées en double au duc de Bassano, en font foi. Napoléon avait conçu deux projets pour deux hypothèses différentes : dans l'une, marcher de Gabel sur Prague, et envahir la Bohême ; dans l'autre, franchir l'Elbe à Koenigstein ou à Lilienstein. La démonstration qu'il venait de faire par la Silésie, sur la Bohême, avait eu aussi pour but d'inspirer aux alliés l'espoir d'arriver avant lui à Dresde, et lorsque ces mêmes alliés s'avanceraient dans la plaine, Napoléon devait, en passant les ponts de l'Elbe à Koenigstein, revenir se placer sur les derrières de l'armée ennemie, en la coupant des montagnes de la Bohême, et la forcer de recevoir la bataille au moment où elle comptait attaquer Dresde. Mais il fallait, pour l'exécution de cette belle opération, que Dresde pût tenir jusqu'au 28 ; et sur cette question une réponse négative, apportée la nuit par le général Gourgaud à l'Empereur, le détermina à renoncer à son dessein. Le général Vandamme avait été chargé de débloquer Pirna : l'Empereur lui expédia le général Haxo, pour lui prescrire de s'emparer des débâcles de Péterswalde, sur la Bohême. « C'est à lui, dit Napoléon, à ramasser l'épée des vaincus. » Alors, met-

tant encore à profit la circonspection antrichienno, il entre à Dresde le 26, vers dix heures du matin. Dans la matinée, tous les corps en route ont rejoint l'Empereur, qui les reçoit à l'entrée du pont et leur donne les ordres de direction. Il était temps : en effet, à quatre heures après midi, le prince du Schwartzemberg s'est décidé enfin à ne plus attendre le corps de Klenau, et commanda l'assaut. Les alliés, formés en six colonnes précédées chacune de cinquante bouches à feu, s'avancent sur les ouvrages. En peu de momens la canonnade devient terrible. L'artillerie de la redoute de la porte du Freyberg est démontée par celle de l'ennemi; il emporte également la redoute du centre. Nos troupes, qui occupent le parc, se replient sur les faubourgs. Les alliés débouchent entre Striesen et l'Elbe, et portent le combat jusqu'au pied des palissades. Les boulets, les obus balayaient les rues de la ville. Les réserves de Saint-Cyr sont engagées. Napoléon jauge le moment de l'offensive arrivé pour lui. Son centre est couvert par les retranchemens de Dresde. Il ordonne d'assaillir les deux flancs de l'ennemi, il lance tout sur les deux ailes. La jeune garde a l'honneur de la première attaque. Le maréchal Ney débouche par la porte du Planen, sur la gauche des alliés; le maréchal Mortier sur la droite, par la porte de Pirna. Le roi de Naples, avec la cavalerie de la garde et celle de Latour-Maubourg, repousse l'ennemi sur la route du Wilsdorf. Bientôt la victoire, que Schwartzemberg croyait certaine, se change en une défaite sanglante, et les Français ont repris toutes leurs positions. Cinq généraux de la garde ont été blessés. Nous avons perdu trois mille hommes, l'ennemi six mille, dont deux mille prisonniers. On consacre la nuit, de part et d'autre, aux dispositions de la grande bataille du lendemain. Napoléon est en état de donner. Les corps de Victor et de Marmont, et trois corps de cavalerie commandés par Kellermann, sont arrivés le soir, et ajoutent quarante mille hommes aux soixante mille qui viennent de sauver Dresde. Aussi, dès la pointe du jour, Napoléon, sur de ses hantes combinaisons, présente la bataille, et Schwartzemberg l'accepte, plein de confiance dans la supériorité de ses forces. Il a en ligne cent quatre-vingt mille combattans. La pluie, qui toute la nuit est tombée par torrens, dure toujours; elle rendra inutiles les armes à feu de l'infanterie : la baïonnette, le sabre et le canon décideront cette grande lutte. Cependant l'absence du corps de Klenau forme un vide dans la ligne ennemie; son aile gauche est sans appui. Cette lacune n'échappe pas à Napoléon. Le roi de Naples commande notre aile droite, le maréchal Ney la gauche, l'Empereur le centre. A sept heures la canonnade commence sur tous les fronts. Notre aile droite fait

des progrès rapides : le roi de Naples et le maréchal Victor attaquent avec furie le corps de Giulay, lo renversent, prennent ou détruisent cinq régimens et l'avant-garde de Klenau; la division de cavalerie de Metako avec son général met bas les armes : ce qui échappe se perd dans le défilé de Terrandt. Le centre des alliés est coupé de leur gauche qui éprouve une défaite totale : dix mille prisonniers sont conduits à Dresde. Sur leur droite, le maréchal Ney avait affaire aux Russes. Wittgenstein, malgré la plus opiniâtre résistance, a été rejeté avec une perte considérable jusqu'à Grossdorbritz; au centre Napoléon faisait soutenir le feu avec une violence égale depuis le matin. Marmont et Saint-Cyr, adossés aux retranchemens, repoussent les charges multipliées des Prussiens et des Autrichiens. Saint-Cyr a repris le grand parc, et a chassé Kleist de Strehlen. Les hauteurs de Rocknitz où se tiennent les souverains alliés sont couvertes de masses énormes, qu'il est impossible d'attaquer autrement qu'avec l'artillerie. C'est celle de la garde qui est chargée de les disperser; et bientôt on peut juger qu'elle y a porté de grands ravages. Un désordre étrange agite tout à coup le groupe des souverains. Un boulet de la garde a emporté les deux jambes au général Morcan, qui s'entretenait avec Alexandre. Ainsi furent vengés la France, l'armée et Napoléon. La conspiration de Moreau avait fait proscrire sa vie; sa mort a fait proscrire jusqu'à sa mémoire. La nuit est venue : Schwartzemberg, voyant que les deux grandes communications sur la Bohême sont occupées, l'une à Pirna par Vandamme, l'autre à Freyberg par le roi de Naples, ordonne la retraite en trois colonnes sur Tœplitz. Il laisse sous les murs de Dresde trente mille morts et douze mille prisonniers.

Après cette grande bataille dont le résultat était en Bohême, les trophées ne manquèrent point dans la poursuite comme après les journées de Lutzen et de Wirschen. Plus de deux cents pièces ou caissons, mille fourgons, une foule de trainards furent pris par le maréchal Marmont et par le roi de Naples, sur la route de Dippoldswalde et sur celle de Freyberg. Les directions sont données. Le roi de Naples doit pousser Klenau sur Marienberg; Marmont, Colloredo et Chasteller sur Attemberg; Saint-Cyr, Kleist et Barelai sur Dohna; Vandamme, Ostermann et le prince de Wurtemberg sur Tœplitz; Mortier se porte sur Pirna; Napoléon le suit. « *Marmont, Saint-Cyr, Vandamme*, dit l'Empereur, *doivent recueillir la dernière rançon de l'ennemi.* » En effet, à Tœplitz est entassé tout le matériel qui n'a pu accompagner les alliés devant Dresde; Vandamme a marché avec tant de rapidité et de succès, que ce jour même, 28, il était maître

de Ghiesbrel, qu'il avait franchi le défilé de Peterswalde, et qu'il était établi le soir à Nollendorf, après avoir enlevé deux mille prisonniers aux Russes. Le bruit de sa marche a chassé de Tœplitz le corps diplomatique et tout un état-major. Les premiers avantages de Vandamme à Pirna contre Ostermann avaient décidé la retraite de Schwartzemberg. C'en est fait de la grande armée de Bohême, pressée qu'elle doit être entre les maréchaux et Vandamme, maître de Tœplitz. Napoléon est arrivé à Pirna avec sa garde; il s'y arrête et y déjeûne. Tout à coup il est saisi par des vomissemens violens, que l'on attribue à un refroidissement causé par la pluie constante de la veille. On le met en voiture, et il est transporté à Dresde.

Cette fatalité n'est pas la seule. De retour à Dresde, Napoléon apprend que le 26, jour de la délivrance glorieuse de cette ville, Oudinot était en retraite devant Bernadotte, et Maedonald en mouvement pour attaquer Blücher. Hélas! il va résulter des opérations d'Oudinot, de Maedonald, de Vandamme et de Ney, la preuve que Napoléon ne peut être remplacé pour la victoire par aucun de ses lieutenans.

Cependant rien n'était changé aux ordres donnés aux maréchaux et à Vandamme; ces ordres sont renouvelés le 29 à Dresde, et le 30 Mortier a pour mission de soutenir Vandamme avec trois divisions de la jeune garde; aussi Vandamme néglige de laisser au moins un détachement sur les hauteurs de Peterswalde, comme le premier ordre le lui prescrivait. Mais le 30, dans la journée, Napoléon, instruit du désastre de Maedonald sur la Katzbaeh, a envoyé contre-ordre aux maréchaux, à Vandamme. Les maréchaux le reçoivent et arrêtent leur mouvement. Vandamme ne le reçoit point, et il continue le sien. Ce jour même il est descendu sur Kulm avec dix bataillons; mais entre Kulm et Tœplitz il se trouve arrêté par Ostermann à la tête de douze mille grenadiers russes. Vandamme appelle vainement à lui tout ce qu'il a laissé du 1^{er} corps à Nollendorf; son attaque est repoussée par Ostermann, qui semble résolu à défendre Tœplitz comme le palladium de l'armée de Bohême. La ténacité d'Ostermann, au lieu d'éclairer Vandamme, lui prouve au contraire toute l'importance de Tœplitz; il a d'ailleurs dix-huit mille hommes contre douze mille, et de plus il se croit suivi d'un côté par Mortier avec la jeune garde, de l'autre, appuyé par Saint-Cyr et Marmont, et il prend position à Kulm, où il passe la nuit, malgré l'avis de ses généraux. Pendant cette nuit, l'armée alliée, n'étant plus poursuivie par nos maréchaux, avait afflué sur Tœplitz par toutes les routes. Au point du jour, le 31, Vandamme a la certitude que ce n'est plus le corps

d'Ostermann seul, mais l'armée entière de Schwartzemberg qui est devant lui; il a le temps encore de se retirer sur Nollendorf, et même sur Peterswalde; c'est l'avis des généraux. Mais, le 26, le général Haxo lui a dit de la part de l'Empereur qu'il trouverait dans la vallée de Tœplitz son bâton de maréchal; d'ailleurs il ne peut douter que les maréchaux ne soient à la suite de l'armée alliée, ils vont déboucher sur lui au premier moment, et Napoléon lui-même marche après Mortier avec l'invincible garde. Vandamme se dévoue; il ne compte ni ses soldats, ni ses ennemis; il est sur le terrain. Là, tout à coup débordé à droite par les Russes, à gauche par les Autrichiens, assailli par dix mille hommes de cavalerie, il voit sa gauche forcée de se replier sur Arbeseau; toutefois sa droite et son centre, appuyés sur Kulm, soutiennent le combat avec d'autant plus de vigueur, qu'une forte colonne débouche de Nollendorf. C'est Saint-Cyr, ou Mortier, peut-être Napoléon lui-même; et pendant plusieurs heures les dix-huit mille braves de Vandamme reçoivent et repoussent le choc de soixante-dix mille Russes et Autrichiens. Mais enfin la colonne se découvre, elle approche, et Vandamme a reconnu le corps de Kleist en retraite devant Saint-Cyr. Il n'est plus possible de se maintenir à Kulm; il faut s'ouvrir une route sanglante; les héros de Kulm l'ont juré. Corbineau est à leur tête: formés en colonne serrée, ils se précipitent à l'arme blanche sur les Prussiens, les culbutent, les enfoncent, les traversent, enlèvent toute leur artillerie et gravissent les hauteurs avec cet élan qu'ils ramassent en fuyant. Dans cette affreuse bagarre, chargés avec fureur par les Russes et les Autrichiens, ils ont dû abandonner les canons de Kleist. Vandamme, Haxo, Guyot, et sept mille hommes tombent au pouvoir de l'ennemi; trois mille restent sur le champ de bataille. Corbineau parvient avec les généraux Dumonceau et Philippon à ramener huit mille hommes, qui, à deux lieues de là seulement, atteignent les troupes de Saint-Cyr. Il part pour Dresde, et le sabre prussien dont il est encore armé apprend à Napoléon le désastre de Vandamme.

Ce fut sous ces auspices funestes pour la France, que le 2 décembre les trois souverains se réunirent à Tœplitz, où lord Aberdeen reçut leurs sermens. Le 9, on signa en sa présence le traité qui proclama l'accession de l'Autriche à la ligue du Nord, et révéla à l'Europe les mystères de Reichensbach et de Traehenberg, en expliquant ceux de Stonica, de Wilna et de Kalish. Ce traité rendait à l'Autriche le *status quo* de 1805, à la Prusse celui de 1805! L'empereur d'Autriche donnait lui-même rendez-vous dans le camp de l'ennemi commun.

Napoléon avait écrit le 21 août de Lowenberg, où

il voulait venger son armée de Lusace avant de voler au secours de Dresde : « *aujourd'hui Oudinot entre à Berlin.* » En effet, tandis que le maréchal Davoust occupait Schwerin, menaçant Rostock et Wismar, le duc de Reggio quittait le 17 la position de Dahme, et le 18 il s'établissait à Baruth : malheureusement il demeura dans l'inaction le 19 et le 20, abandonna le jour suivant la route de Torgau à Berlin, et il fit un mouvement sur Witttemberg. Le 22, se voyant en face de Bernadotte, le duc de Reggio attaqua son armée forte de cent mille hommes, et emporta les défilés de Wittstock et d'Innsdorf. Mais le lendemain, le maréchal avait donné à ses troupes une direction tellement divergente, qu'il se trouvait inférieur à son adversaire sur tous les points, tandis qu'en portant la masse de ses forces sur l'extrême gauche du prince royal, il devait battre les Prussiens qui la formaient, et contenir le centre et la droite de l'ennemi avec le septième corps commandé par le général Reynier. De cette manière seulement il aurait pu arriver à Berlin. Au lieu de suivre la marche si impérieusement tracée par Napoléon, et combinée avec celle du prince d'Eckmühl, Oudinot avait dirigé le septième corps sur Gross-Beeren, le douzième sur Abrensdorf, et le quatrième sur Blakenfeld, où le général Bertrand se battit toute la journée contre Tauenzien. Instruit de ces directions, le prince royal avait porté tous ses efforts sur le centre à Gross-Beeren, jugeant bien que le succès de son attaque entraînerait nécessairement la défaite de nos deux ailes. L'événement justifia cette prévision. Long-temps le général Reynier, assailli par Bulow avec la plus grande impétuosité, déploya une vigueur égale à celle des ennemis. L'artillerie ne décidant pas la question, et la pluie ayant rendu les fusils presque inutiles, on en vint à la baïonnette, l'arme favorite de nos soldats ; mais, écrasé sous le nombre, le général français se vit forcé d'abandonner Gross-Beeren, et de se retirer sur Gottow. Le général Guilleminot avait déjà dépassé Abrensdorf avec le douzième corps, quand la vivacité du feu l'appela à Gross-Beeren ; il reprit le village et arrêta l'ennemi. Après la défaite du septième corps, les deux ailes se reployèrent sur Trebbin. Treize pièces de canon et quinze cents prisonniers, presque tous Saxons, qui le lendemain passèrent à la solde de la Prusse, servirent de trophées au prince royal.

Cependant les portes essayées à Gross-Beeren n'étaient pas irréparables, et l'attaque de Berlin se représenta à l'esprit de Napoléon comme un projet que l'on pouvait reprendre, d'autant mieux que le prince d'Eckmühl se trouvait encore à même de le seconder. En effet, le 28, cinq jours après sa défaite, le duc de Reggio s'était arrêté à Juterbogt, à

dix lieues seulement du champ de bataille. La veille, à Lubnitz, le général Girard, sorti de Magdebourg avec six mille hommes, s'était vu attaqué par le général Hirschfeld, qui retournait au blocus de cette ville, et par la cavalerie de Czernischeff. Il avait été blessé dans cette action, avait perdu mille hommes et six pièces de canon, et était parvenu à rentrer à Magdebourg. L'Empereur, à la nouvelle de l'échec de Gross-Beeren, chargea le maréchal Ney de le réparer, et lui donna le commandement du maréchal Oudinot, avec l'ordre de se porter en avant et de replacer, par un mouvement de flanc, l'armée sur la route de Dresde à Berlin. Il lui promit de le faire soutenir par la cavalerie du roi de Naples, et peut-être de venir lui-même décider la question de Berlin avec Bernadotte. Mais, d'après les nouvelles qu'il reçut le 30 du maréchal MacDonald, Napoléon jugea sa présence plus nécessaire sur le Bober que sur l'Elbe.

Le 5 septembre, Ney commença son opération, chassa les Prussiens de leurs positions, et se remit en marche le lendemain. Il ne songeait pas à s'engager ce jour-là ; il voulait seulement doubler l'aile gauche de l'armée combinée par-devant Juterbogt, gagner Dahme rapidement, et se diriger sur Berlin. Dans sa route, le général Bertrand rencontra, au village de Dennewitz, le corps prussien de Tauenzien, et déjà il avait forcé son aile gauche à reculer, quand Bulow déboucha tout-à-coup à la tête de quarante mille hommes. Bertrand avec le quatrième corps dut soutenir ce combat inégal : il dura depuis quatre heures, lorsque l'arrivée du septième corps, attendu depuis long-temps par le maréchal, ébranla l'ennemi. Bientôt une fausse charge de cavalerie ayant mis notre infanterie à découvert, le maréchal, repoussé à son tour des deux villages qu'il occupait, fit avancer le douzième corps, qui ne parut qu'à midi, tandis qu'ainsi que le septième il devait être en ligne à huit heures !

Ney ne fut ni ohéi, ni secondé. Cependant de part et d'autre on redoubla d'audace et de constance ; et le maréchal avait fait fléchir le centre de l'ennemi, lorsque Bernadotte vint décider l'action avec soixante-dix bataillons, quatorze mille chevaux et cent cinquante pièces de canon. Dans cette situation critique, hors d'état de lutter contre des masses aussi importantes, le maréchal dut ordonner la retraite ; elle s'opéra en bon ordre sur Rohrhuk, où il voulait prendre position, se défendre jusqu'à la nuit, et masquer sur Torgau ; mais l'armée française malheureuse était blessée à mort. La trahison acheva ce que la supériorité des forces n'avait pu faire ; le septième corps perdit tout-à-coup deux divisions saxonnes qui passèrent à l'ennemi. Cette défection laissa un vide immense dans

la ligne; et, malgré les efforts du duc de Padoue, ce vide fut rempli par les alliés. Sa cavalerie se vit rejetée sur l'infanterie, et le désordre se mit dans nos rangs. En vain, avec cette intrépidité que rien n'a jamais abattue, Ney voudrait, à la tête des débris de la division Morand, sauver au moins l'honneur de ses troupes : deux divisions de cavalerie sont sourdes à sa voix, et s'éloignent du combat. Alors la déroute est complète : brisée en deux, l'armée se précipite dans deux directions différentes. Oudinot s'est jeté sur la route de Sekweidnitz avec le septième et le douzième corps, et Ney arrive à Dahme avec le quatrième. Notre perte fut de dix mille hommes et de vingt-cinq pièces de canon; celle de l'ennemi fut de sept mille; mais Bernadotte avait recruté sur le champ de bataille deux divisions saxonnes, celle de Lecoq et celle de Sahrer, et le maréchal Ney se souvint avec son armée que Bernadotte commandait les Saxons à Wagram! Le 8 septembre, l'armée du maréchal avait repassé l'Elbe. Elle s'était réunie sous les murs de Torgau. Ney établit son quartier-général à Talemberg, et le prince royal à Juterbogt.

Napoléon ignorait que, dans un conseil militaire où furent réunis à Prague les souverains, Bernadotte, Moreau et les principaux chefs, il avait été décidé que Bernadotte et Blücher *évitassent toujours la bataille contre Napoléon, et devaient toujours la livrer à ses lieutenans.* S'il avait connu cette étrange disposition de la peur qu'il inspirait, il eût simplifié l'action de ses armées; mais n'imaginant pas qu'une telle décision pût être proposée à des hommes de guerre, et acceptée par eux, l'Empereur a promis au maréchal Ney de le rejoindre, et certainement l'on croira sans peine qu'il attachait un intérêt bien vif à aller punir lui-même Bernadotte de toutes ses déloyautés, comme le canon de la garde avait fait justice de Moreau. Tout-à-coup, le 30 août, le lendemain du départ de Ney pour l'armée de Berlin, il apprend que Macdonald a essuyé sur la Katzbach une déroute complète. Cependant ce maréchal avait pour instruction de se borner rigoureusement à contenir Blücher; d'ailleurs, plusieurs jours d'une pluie continuelle ayant rendu les chemins impraticables, fait déborder les rivières et mis les armes à peu près hors d'état de servir, un double motif de prudence lui conseillait de suivre les ennemis, plutôt que de les poursuivre, et de les attendre dans une position qu'il aurait choisie. Mais, le 26 août, malgré les représentations de ses généraux, il avait ordonné le mouvement d'attaque. Blücher, débarrassé de Napoléon, de la garde impériale et de quatre autres corps, reprenait aussi, et avec plus de raison, l'offensive. Il se disposait à passer la Katzbach. Les deux armées

donnèrent l'une contre l'autre, sans le savoir, au milieu d'un épais brouillard qui masquait leur marche respective. Lauriston attaqua Langeron, pendant que Macdonald s'avavançait avec le centre sur Jauer, et que Souham à l'extrême gauche se dirigeait sur Liegnitz, à deux lieues du maréchal. De son côté, Blücher s'arrêta et plaça ses troupes aussitôt qu'il vit le onzième corps se développer entre Wemberg et Kleintentz. Macdonald avait prescrit au général Souham de déboucher par la route de Liegnitz sur Jauer, au lieu de se porter en ligne avec lui pour appuyer sa gauche; mais Souham, en habile général, au bruit de la canonnade de Lauriston, se rabattit par Kroistich sur la direction tracée pour la cavalerie : ces deux corps se croisèrent dans le défilé long et étroit de ce village. Il s'ensuivit un encombrement épouvantable. Livrée à ses propres forces, la gauche de Macdonald se vit tournée par la cavalerie ennemie. Elle fut refoulée dans les ravins des deux rivières, et le centre rejeté dans le défilé du village, et le parc et les bagages du onzième corps restèrent au pouvoir des Prussiens. Acculé à la Katzbach et à la Wuthende-Neiss par les généraux Sacken et York, Macdonald s'opiniâtra à soutenir un combat trop inégal; toutes ses tentatives pour opérer une diversion avantageuse sont inutiles, et causent des pertes considérables à son armée. Dans la nuit, il put enfin se retirer sur Buntalau; mais Lauriston, réduit à lutter toute la journée contre les cinquante mille hommes de Langeron, attaqué par des forces trop supérieures près de Goldberg, n'est parvenu à rentrer dans cette ville qu'en laissant sur le champ de bataille dix-huit pièces de canon. D'un autre côté, la division Puthod, abandonnée seule dans les montagnes, à l'extrême droite, a succombé sous le nombre, malgré une résistance héroïque; et les flots du Bober ont enseveli tout ce qui n'a pu se sauver à la nage. L'audace inopportune de Macdonald coûte à la France cent pièces de canon et vingt-cinq mille hommes dont quinze mille prisonniers. Son opération fut d'autant plus blâmable, que l'armée de Silésie ayant pour mission de se borner à isoler entièrement Blücher de la Bohême, et de le rejeter, si cela se pouvait, sur l'Oder, c'était la droite et non la gauche de l'ennemi qu'il fallait assaillir. Mais du moment où Macdonald s'était trouvé surpris en flagrant délit, dans sa fausse marche sur Jauer, il aurait dû se replier et défendre son front de bataille avec les rivières, au lieu de les avoir derrière lui. La Katzbach donna son nom à la bataille; et la bataille le titre de prince à Blücher. Rien que ce général eût combattu ces deux journées avec la supériorité de deux contre un, sa perte fut à peu près égale à celle de l'armée française.

Mais celle-ci était irréparable. Macdonald continua sa retraite sur Gortlitz, et de Gortlitz sur la fameuse position d'Hochkirch.

Il ne pouvait plus être question d'aller soutenir le maréchal Ney : il fallait sauver Macdonald et l'armée de Lusace. Napoléon part de Dresde le 3 septembre, avec sa garde, le corps de Marmont et la cavalerie de Latour-Maubourg, pour arrêter Macdonald dans sa retraite et ressaisir l'offensive contre Blücher. Celui-ci, à la première rencontre qui eut lieu près de Bautzen, reconnut à l'attaque du roi de Naples que l'armée de Macdonald venait d'être renforcée. Fidèle à la décision honteuse de Prague, loin de s'exposer à compromettre ses succès, Blücher se dirigea sur Gortlitz et sur Lobau. Le 6, dans l'espoir de l'attirer à une bataille, Napoléon fit un mouvement sur Reichembach. Mais Blücher, qui le devina, se porta derrière la Neiss et la Queiss. Napoléon jugea alors que ce général n'avait d'autre intention que de le tenir éloigné de Dresde, afin de favoriser sur le Haut-Elbe les entreprises de la grande armée de Bohême; il se vit donc réduit à reprendre en toute hâte la route de la capitale de la Saxe, désespéré de n'avoir pu joindre Blücher, et prescrivant de nouveau à Macdonald d'imiter la conduite des Prussiens, ce de rien hasarder, et de se retirer devant des forces supérieures. Il était temps de revenir à Dresde. Le 5 septembre, Wittgenstein avait remplacé Saint-Cyr à Peterswalde, et le 7 à Pirna; mais après avoir dépassé cette ville, le général russe fut contraint de rétrograder, ainsi que le général Klensu, par un mouvement de Napoléon sur Liebstadt, qui nous mit en possession des positions de Geyersberg, de Hollendorf, d'Altenberg et de Borna. Le 11, l'Empereur était de retour à Dresde; le 14, le prince de Schwartzemberg délogea les Français de Hollendorf: le 16, ils y rentrèrent; le 17, Napoléon ordonna l'attaque sur Kulm, et s'empara, pour la seconde fois, des villages qui avaient vu la perte de Vandamme; cependant l'ennemi parvint de nouveau à s'en rendre maître, et revint occuper encore Peterswalde.

Blücher ayant jugé bientôt que Napoléon avait quitté l'armée de Macdonald, s'était reporté en avant. De son côté, le maréchal français, prenant trop à la lettre les derniers ordres de l'Empereur, avait reculé sans brûler une amorce de Hochkirch jusqu'à Bischoffswerda à une petite journée de Dresde; il avait facilité ainsi, au lieu de la retarder, comme il le pouvait en défendant au moins le passage de la Neiss et celui de la Sprée, la jonction des trois armées alliées. Bubna, débarrassé de l'observation de Gabel, grâce au départ du corps de Poniatowski que Napoléon a rappelé, touchait par sa droite à Blücher, et par sa gauche à Schwartzem-

berg. Mais Blücher, inquiet de la marche du roi de Naples sur Grossenhayn, a porté le corps de Sacken à Kameutz, et Macdonald se vit contraint de quitter Bischoffswerda et de se retirer sur Hartau; le roi de Naples eut affaire à Tauenzien et prit Mühlberg; le lendemain cette ville retomba au pouvoir de l'ennemi. Le 21, Napoléon voulut tenter encore de livrer bataille à Blücher; le 22, il chassa son avant-garde de Hartau; le 23, il la poursuivit jusqu'à Goedau, mais il trouva Blücher placé à Bautzen dans une position tellement avantageuse, qu'il ne crut pas devoir l'attaquer, notre gauche étant débordée par le corps de Sacken, qui de Komeutz rejoignait l'armée de Silésie. Cette fatalité enleva pour la troisième fois à Napoléon l'espérance d'attirer Blücher à une action décisive; il fit prendre position à Macdonald, à Weissig, à dix lieues de Dresde, où il rentra le 24. Blücher suivit ce mouvement rétrograde. Bernadotte, plus prudent, conservait toujours son quartier-général de Juterbogt, et se contenta de s'assurer pour le passage de l'Elbe, de deux points fortifiés, Rosslau et Acken; bientôt il poussait son avant-garde jusqu'à Dessau, et faisait investir Wittemberg par Bulow: en même temps Tauenzien s'étendait sur la gauche pour communiquer avec Blücher. Le 24, la tranchée fut ouverte devant Wittemberg, qui perdit ses faubourgs. Le bombardement commencé le 25, continua le 26; la ville était en feu. Bulow ouvrit la seconde parallèle; mais, le même jour, le maréchal Ney reprit l'offensive, obligea les Suédois à quitter Dessau, et, trop faible pour attaquer leur tête de pont à Rosslau, il établit son quartier-général à Oranienbaum. Cette journée du 26 septembre était signalée par un événement bien important: les cinquante mille hommes que Beningsen amenait à marches forcées de la Pologne à travers la Silésie passèrent l'Elbe à Lietmeritz. La présence de Beningsen va faire donner le signal de la destruction de Napoléon sur toute la ligne des coalisés.

Assiégé de toutes parts, Napoléon s'obstinait à garder Dresde comme un immense arsenal, comme la forteresse d'où, suivi de son invincible garde, il pourrait encore s'élancer au secours de ses armées, et y porter la victoire avec lui; mais les alliés avaient résolu de le forcer dans cette position ou de l'arracher. En conséquence, les armées de Schwartzemberg et de Beningsen se combinèrent pour agir sur notre flanc droit, et celles de Blücher et de Bernadotte pour agir contre notre gauche. Afin de résister à un orage si redoutable, Napoléon appela à lui les vingt mille hommes organisés par Augereau à Wurtzbourg, et dès lors la Bavière resta abandonnée à elle-même. Dès la rupture de Prague, le roi Maximilien avait loyalement écrit à Napoléon

qu'il espérait pouvoir continuer l'alliance jusqu'à la fin de novembre. Mais, le 8 octobre, le traité de Ried fit passer aussi cet ancien ami de la France sous le joug de la défection autrichienne. Bientôt il ne reste à Napoléon que la fidélité du roi de Saxe. L'Empereur est l'hôte du roi dans sa capitale; le roi sera l'hôte de l'Empereur dans son camp, devenu leur seul asile. En effet, le 4 octobre, toute l'armée de Blücher avait effectué le passage de l'Elbe, à l'exception du corps du général Thümen, qui continuait le siège de Witttemberg. De son côté, le prince royal de Suède franchissait le fleuve à Rosslau et à Aeken. Le maréchal Ney dut évacuer Dessau et se retirer sur Delitzsch, où, le 5, il fut rejoint par le général Bertrand. Le 6, Bernadotte entra à Dessau, et Blücher à Duben. Le mouvement était général. Le 5, le prince de Schwartzemberg s'était porté à Marienberg, et Beningsen l'avait remplacé à Toplitz.

Cependant, avant de partir de Dresde, Napoléon conçoit encore le projet de surprendre Blücher et d'empêcher sa jonction avec Bernadotte. Le 7, à six heures du matin, il a quitté Dresde; il y laisse malheureusement deux de ses meilleurs généraux, le maréchal Saint-Cyr et le comte de Lobau, ainsi que trente mille hommes qu'il ne reverra plus. Le 9, d'Eilembourg, Napoléon marche en tête de cent vingt-cinq mille hommes sur Duben, où est Blücher; mais celui-ci, par une manœuvre hardie, lui échappe: il passe la Mulda, et se réunit à Zœrbig avec le prince royal de Suède. Tous deux, malgré leur immense supériorité, se sont repliés sur la Saale; ils craignent d'engager le fer avec le redoutable Napoléon jusqu'à la coopération de la grande armée de Böhème. Le 11, Napoléon poursuit son mouvement. Witttemberg est débloquée par le général Reynier; Dessau est forcée par le maréchal Ney. Nauenzien et Thümen sont rejetés avec perte de l'autre côté de l'Elbe: ils détruisent le pont de Rosslau, et se retirent par Zerbst sur Potsdam et Berlin. Bernadotte défend à Coethen les approches de cette capitale. Désespéré de ne pouvoir atteindre

ni Blücher ni Bernadotte, Napoléon fut aisé de l'idée de transporter la guerre entre l'Elbe et l'Oder. Ses maréchaux en furent effrayés. Cependant il y persistait, quand, le 14 octobre, il reçut la déclaration de guerre de la Bavière. Cet audacieux dessein devenait inexécutable. Dans peu le roi de Wurtemberg, le plus actif et le plus dévoué de ses alliés, va céder aussi, malgré lui, à l'obsession menaçante du cabinet de Vienne. Entraîné par le même tourbillon, le grand-duc de Bade suivra bientôt l'exemple de ses voisins. Napoléon, en pleine marche militaire, voit soudainement les tentes qui couvrent son terrain stratégique coupées par de grands intervalles: mais le coup le plus funeste vient de lui être porté par l'armée bavaroise, dont la jonction avec le corps de Reuss découvre la frontière française depuis Hünigues jusqu'à Mayence. Napoléon n'a plus d'autre ressource, pour ne pas perdre toute communication avec la France, que de gagner rapidement Leipsick, où les armées combinées pourraient le prévenir. D'ailleurs, la grande armée autrichienne avait débouché de la Böhème; et, le 15, le roi de Naples, vivement attaqué vers le village de Wacbau, n'a écouté que sa valeur, et a payé un imprudent succès par un revers. Napoléon, arrivant le soir à Leipsick, vit dans le lointain les feux du combat inégal que soutenait son beau-frère. Le roi de Saxe a suivi la marche de Napoléon; il arrive dans la dernière ville qui lui reste. Seul de tous les alliés de la France, ce Nestor des rois a rejeté les instances, a dédaigné les menaces de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, qui ont envahi tous ses États. Les alliés n'ont pas cessé d'avancer; ils sont avec trois cent cinquante mille hommes en présence de Napoléon, qui n'en compte que cent cinquante-cinq mille, et n'a que vingt-deux mille hommes de cavalerie à opposer à un nombre plus que double de cette arme si importante dans de vastes plaines comme celles de Leipsick. C'est avec ces forces que Napoléon va disputer encore, non plus l'empire du monde, mais la victoire d'où dépend le salut de sa patrie.

CHAPITRE IV.

BATAILLES DE WACHAU, DE LEIPSIK ET DE HANAU.— L'ARMÉE REVIENT A MAYENCE.

La journée du 15 octobre fut consacrée par les deux armées aux préparatifs pour la bataille du lendemain : elle était inévitable; les vedettes ne se trouvaient plus qu'à une portée de fusil. Napoléon et Schwartzemberg ne changent rien le jour suivant aux dispositions de la veille; ils ont la même ardeur d'en venir aux mains, quoiqu'il manque aux Français le 7^e corps, qui est en marche d'Eilenbourg sur Taucha; et aux alliés, l'armée de Bernadotte, celle de Beningsen et celle de Colloredo, qui n'étaient pas encore arrivées sur le champ de bataille. A neuf heures précises, au signal de trois coups de canon tirés à intervalles, trois fortes colonnes des armées de Wittgenstein et de Kleist, débouchent couvertes par deux cents pièces d'artillerie. La bataille de Wschau commence; une canonnade effroyable l'annonce sur les deux lignes. Tous les efforts des alliés se dirigent sur Wachau et Liebertwolkwitz; ces deux villages, six fois attaqués, résistent six fois, défendus qu'ils sont par Victor et par Lauriston, et par la cavalerie de Latour-Maubourg, de Sébastiani, de Milhaud. A onze heures, Macdonald a enlevé une batterie; à midi, le deuxième corps repoussait la sixième attaque. Napoléon juge le moment favorable de forcer le centre ennemi par un mouvement décisif pour la journée; il fait avancer sa réserve en ligne. Oudinot, Mortier, Victor, combinent leurs manœuvres, et rivalisent de bravoure et de succès. Drouot protège avec soixante bouches à feu de la garde la marche de Victor. Le prince de Wurtemberg ne peut résister; ses troupes sont culbutées et vivement poursuivies. Le centre ennemi allait être enfoncé, quand les grenadiers de Rajewski opposent à l'impétuosité française une barrière impénétrable, et permettent au prince de Wurtemberg de scier

derrière leurs rangs. Le combat est aussi acharné sur les deux ailes : Macdonald et Lauriston ont repoussé Kienau; Schwartzemberg envoie aussi sa réserve appuyer son centre. Mais Napoléon, que fatigue une canonnade meurtrière sans résultat, lance la cavalerie par grandes masses afin de déterminer notre triomphe. Kellermann a débouché par la droite de Wachau avec les Polonais et les dragons de la garde; par la gauche s'élanche le roi de Naples, avec la cavalerie de Latour-Maubourg; le duc de Bellune revient à la charge sur les grenadiers de Rajewski et les colonnes du prince de Wurtemberg. Kellermann, après avoir culbuté les cuirassiers russes, se voit ramené sur les hauteurs de Wachau par la réserve autrichienne de Nostitz. De son côté, le roi de Naples a dispersé la cavalerie qui couvrait Gossa, entamé les grenadiers russes, renversé le corps du prince de Wurtemberg, emporté le corps de vingt-six pièces; le duc de Bellune s'est rendu maître de la bergerie d'Auenheim; mais, au moment d'achever la victoire, les généraux Maison et Latour-Maubourg sont tombés blessés, et surprise tout-à-coup, dans le désordre qui suit une charge à fond, par les Cosaques de la garde russe, que l'empereur Alexandre a le temps de lui opposer, notre cavalerie recule à son tour, en perdant vingt-quatre bouches à feu dont elle venait de s'emparer avec une rare audace. Cependant Troubeskoï parvient à rallier les grenadiers de Rajewski, et les réserves de la cavalerie autrichienne entrent en ligne : leur apparition sur le champ de bataille fait rétrograder vers leur première position les colonnes d'attaque du deuxième corps. Alors Napoléon met en mouvement les deuxième et cinquième corps de cavalerie; une artillerie formidable les soutient : ils enfoncent

le corps de Gorzakof, et enlèvent le village central de Gossa. Mais la division prussienne de Pirsch les arrête et rentre dans le village; elle est appuyée sur deux régimens de la garde russe et par quatre-vingts bouehes à feu. Telle fut la dernière attaque que Napoléon dirigea à la journée de Wachau sur le centre des ennemis. A la droite, le prince Poniatowski vint de mériter le bâton de maréchal, en défendant avec succès le passage de la Pleiss contre les Autrichiens, malgré la supériorité de leur nombre et la fureur de leurs efforts; cependant, sur le soir, le général Meerweldt était parvenu à la traverser à un gué près de Dolitz. Notre droite se trouvait forcée; la grande combinaison de Schwartzemberg pour percer la ligne qui couvrait notre camp et nos parez et prendre toutes nos positions à dos, allait réussir, quand l'Empereur, que l'on croyait occupé tout entier du mouvement sur Gossa, envoya le général Curial avec une division de la vieille garde. Dolitz fut repris, le corps de Meerweldt fut eulbuté dans la rivière, et lui-même tomba entre nos mains. Ainsi Napoléon remporta la victoire au lieu même où le feld-maréchal autrichien espérait que les Français rencontreraient leur défaite assurée.

Sur la rive gauche de l'Elster, le général Bertrand, chargé de la défense de Lindenau, a été vivement assailli par le général Giulay, et contraint, après sept heures de combat, à se retirer derrière la Luppe. Tout était perdu si le général autrichien eût fait sauter le pont de Lindenau, qu'il occupait depuis notre retraite; mais Giulay n'a point eu cette prudence, et Bertrand, ayant repris l'offensive avec audace, est parvenu à rejeter l'ennemi dans ses positions, et à nous rouvrir la route d'Erfurt, qui est celle de France.

Au nord de Leipsiek, nos armes ont autant de gloire peut-être et moins de bonheur. Privé des deux divisions Souham qu'il a envoyées du côté de Wachau et qui n'ont pu le rejoindre quand il les rappelait, séparé du corps de Reynier vainement attendu, ayant encore en arrière la division Delmas, le prince de la Moskowa a dû soutenir avec le duc de Raguse les efforts de Langeron, d'York et de Saeken, c'est-à-dire avec dix-huit mille hommes le choc des soixante-cinq mille que commande Blücher. Ney a déployé pendant toute la journée une telle vigueur, qu'il a lassé la constance des ennemis, contre lesquels tous luttions dans la proportion d'un contre quatre. Mais enfin nous avons à regretter la position de Mœckern, douze pièces de canon et surtout deux mille hommes, perte irréparable, que ne compensent point les dix mille qui manquent à Blücher. A six heures le maréchal Ney fit passer la Partha à Schönfeld au sixième corps et à la division Delmas.

Le duc de Padoue et le général Dombrowski se replièrent sur le faubourg de Hall, à Pfaffendorf.

La nuit approche; il n'est plus temps de songer à combattre en ce moment: après une action si longue et si terrible, qui a vu trois batailles en un jour, chaeun se retire, et les feux du bivac remplacent les clartés meurtrières de l'artillerie. L'armée française a sa droite à Marklèberg, tout son centre à Wachau, sa gauche à la redoute suédoise. Les tentes de Napoléon ont été dressées en avant de Prostheyda, près de la route de Rochlitz; c'est là qu'on lui amène le général Meerweldt, auquel il fait rendre son épée; et, après une longue conférence, ce général est conduit aux avant-postes alliés. L'ancien négociateur du traité de Campo-Formio pour l'Autriche, avec le vainqueur de l'Italie dont la brillante étoile remplissait l'horizon, est devenu le négociateur de l'empereur Napoléon dont la fortune touche à son déclin. Napoléon envoie le comte de Meerweldt porter des offres conciliatrices à François II. « Ce n'est pas trop, lui dit-il, de l'Autriche, de la France et même de la Prusse, pour arrêter sur la Vistule le débordement d'un peuple à demi nomade, essentiellement conquérant, et dont l'immense empire s'étend depuis nous jusqu'à la Chine. » Mais Napoléon s'aveugle s'il croit que son beau-père se souviendra d'avoir recouvré deux fois sa couronne; Alexandre d'avoir obtenu le sauf-conduit d'Austerlitz et la paix de Tilsit; Frédéric-Guillaume d'être remonté sur son trône; le républicain Bernadotte d'avoir peut-être été gracié comme général, pardonné plusieurs fois comme maréchal, enfin, autorisé et aidé puissamment à prendre place parmi les rois. La quadruple alliance n'admet ni le pardon des injures, ni le pardon des bienfaits.

La journée du 17, pendant laquelle on attendit vainement une réponse de M. de Meerweldt, ne fut pas une journée de repos pour nos soldats; ils la passèrent sous les armes, occupés à se préparer, et battus par une pluie continue. L'Empereur, comme cédant à une espèce de pressentiment, se hâta d'envoyer les insignes de maréchal de l'empire au prince Poniatowski, et resta dans sa tente à dresser le plan de la bataille du lendemain. Le 17 au soir, le blocus de l'armée française est eousumé: le corps de Colloredo est entré en ligne, ainsi que celui de Beningsen; l'un s'établit à Græbern, l'autre à Naunhof; le prince royal de Suède remplit le dernier vide en occupant Breitenfeld. Instruit de ces circonstances, Napoléon sent la nécessité de rétrécir encore son ordre de bataille, et, en se rapprochant de Leipsiek, de se lier plus fortement avec sa gauche. A une heure du matin, il quitte son bivac, et fait exécuter un changement de front, la gauche en arrière, le village de Connewitz servant de pivot.

Pendant ce mouvement, il va donner ses instructions, à Reudnitz, au maréchal Ney; de là il se porte à Lindenau, où il ordonne au général Bertrand de marcher sur Lutzen et de se rendre maître des défilés de la Saale à Weissenfels. A midi, ce général avait rempli cette mission salutaire. En revenant, Napoléon visite les ponts de Lindenau, commande qu'on pratique dans les marais voisins quelques nouveaux passages qui puissent faciliter la traversée de ce long défilé, envoie le maréchal Mortier, avec deux divisions de la garde, relever le corps de Bertrand, et à huit heures du matin on le revoit sur la hauteur du Thomburg, où est la garde en réserve.

A la même heure s'ébranlent sur trois points différents les trois armées ennemies. La grande armée de Bohême, sous Schwartzemberg, s'avanceit sur trois épaisses colonnes: celle de droite, commandée par Beningsen, celle du centre par Barclai de Tolly, celle de gauche par le prince de Hesse-Hombourg; la première se dirigea sur Holzhausen, la seconde sur Wachau, la troisième sur Dolitz et Dösen. Le prince royal de Suède avait quitté Breitenfeld, manœuvrait pour tourner la droite du maréchal Ney, et nous aborda par la route de Taucha à Leipsick. Blücher, sur la rive droite de la Partha, se disposait à franchir cette rivière. Le prince de Hesse-Hombourg commença l'action: après une attaque vive et opiniâtre, il emporta les villages de Dolitz et Dösen, reçut une blessure, et fut remplacé par le général Bianehi. Le centre ennemi s'empara aussi de la bergerie de Meysdorf, et de la tuilerie en avant de Wachau. La droite traversa sur trois colonnes le ruisseau de Liebertwolkwitz. A dix heures, les deux armées étaient en présence, et la canonnade s'engagea sur tous les points. Les détachemens français, postés en avant pour arrêter la marche des alliés, étaient rejetés sur le gros de l'armée. Macdonald, menacé d'être pris à revers sur sa gauche par Beningsen, déjà maître de Baalsdorf, se retira sur Stœtteritz, et s'étendit jusqu'à Probstheyda, qui devint l'angle saillant de la ligne de défense. Là aussi se porta l'effort de l'ennemi. A la droite le maréchal Poniatowski était vivement pressé à Connewitz. Cependant Oudinot, avec deux divisions de la garde, repoussait sur Dolitz le général Bianehi, qui fut secouru à temps par Colloredo. Oudinot dut ralentir son mouvement offensif. Poniatowski, ayant en tête des forces trop supérieures, se replia sur sa première position de Connewitz; il la conserva toute la journée, malgré l'acharnement des Autrichiens, qu'il empêcha de déboucher de Lassnig. Au centre, la grande attaque eut lieu à deux heures. Probstheyda, où se défendaient le duc de Bellune et Lauriston, fut assailli si vigoureusement par le prince Auguste de

Prusse, qu'ils perdirent deux fois le village; mais l'occupation de ce poste était si importante, que Napoléon lui-même ordonna une dernière tentative, et en chassa définitivement les Prussiens. Stœtteritz, où s'était replié Macdonald, résista aux troupes de Zieten et de Beningsen, et fut incendié par leur artillerie. A cinq heures, Napoléon, pressé de finir cette terrible attaque du centre, fit établir ses réserves d'artillerie sur le plateau de Probstheyda, et refoula l'ennemi dans le vallon. Schwartzemberg, repoussé sans cesse, garnit d'une artillerie également formidable le plateau opposé. Deux fois Victor et Lauriston ont tenté de sortir de Probstheyda. Vial et Rochambeau sont tués à la tête de leurs divisions. De part et d'autre, les armées immobiles tombaient foudroyées par une mort inévitable à la peur comme au courage. Ce stupide dévouement à la discipline militaire, contre laquelle l'honneur défend un dernier soldat le moindre murmure, doit paraître, sans contredit, la preuve la plus complète du degré d'asservissement que la tyrannie des institutions peut imposer aux facultés physiques et morales de la multitude. Cette grande destruction sur place, sans gloire et sans passion, moissonna les deux camps jusqu'à la nuit, qui enfin lui enleva la clarté nécessaire à la continuation du carnage.

La bataille n'était pas moins meurtrière sur les rives de la Partha, où le prince de la Moskowa avait à combattre le prince royal de Suède et le maréchal Blücher. Menacé d'être tourné par le premier à Mockau, où Langeron a forcé le passage de la rivière, et à Taucha, le maréchal Ney, par un changement de front rapidement conçu et habilement exécuté, a fermé la ligne circulaire que l'armée française formait autour de Leipsick. Alors une troupe de cavalerie et d'infanterie saxonne, avant-garde du corps du général Reynier, aux approches de la cavalerie russe, qui débouchait de Taucha, au lieu de la combattre, courut à sa rencontre, et occupa à sa tête le poste d'avant-garde qu'elle venait d'abandonner dans nos rangs. Ce n'était là que le prélude d'une trahison en masse; car au moment où l'ennemi parut devant Paunsdorf, le reste des troupes saxonnes, composant deux brigades, avec quarante pièces d'artillerie, l'une sous les ordres du général de Ryssel, l'autre sous ceux du colonel de Brause, et la cavalerie wurtembergeoise commandée par le général Normann, passèrent à l'ennemi, malgré les efforts de leur digne chef, le général Zeschau, qui, fidèle à son prince et à l'honneur, demeura parmi nous, n'ayant plus que cinq cents hommes de sa nation. Pour comble d'horreur, à peine ces infâmes déserteurs furent-ils arrivés à distance, qu'ils dirigèrent le feu de leur artillerie sur la division Dorutte, dont ils faisaient partie! Cet

attentat militaire, le plus odieux qu'offrent les annales de la guerre, avait son asile naturel sous les drapeaux de l'ex-maréchal français, qui venait, comme prince royal de Suède, porter les derniers coups à sa patrie. L'ennemi lui-même en cacha point l'indignation que lui inspirait une telle perfidie. La conduite de l'armée saxonne a pu flétrir, mais non squiller la vieillesse de son vénérable monarque. La défection de ces indignes soldats avait laissé un grand vide dans la ligne française ; réduit à quatre mille hommes, le général Reynier était hors d'état de conserver Paunsdorf.

Dans le même moment, un autre Français, le comte de Langeron, attaquait avec les Russes le village de Schœnfeld, un des faubourgs de Leipsick ; deux fois il s'en empara, deux fois il en fut chassé par le sixième corps, qui, faute de munitions, dut enfin céder. Mais le maréchal Ney ayant fait relever le sixième corps par le troisième, Schœnfeld tomba de nouveau en notre pouvoir. Langeron engagea alors tout son corps d'armée, et, après des prodiges de valeur, le troisième corps, écrasé par cette masse d'assaillans, se vit aussi obligé d'abandonner ce village. Dix mille hommes de part et d'autre payèrent de leur sang l'affaire de Schœnfeld. Le maréchal Ney se replia sur Reudnitz, où Langeron le suivit de près.

La division Durutte, restée seule contre l'armée suédoise et le corps de Wintzingerode, renforcée bientôt de la division Delmas, était parvenue à déposter les Suédois du village de Kohlgarten ; mais, assailli par trente mille hommes, elle ne put résister plus long-temps, et l'ennemi poursuivait sa marche sur Leipsick. Les Suédois touchaient déjà aux premières maisons de Wolmanskorf. Le vieux Delmas, qui, après quinze jours de disgrâce, a repris ses armes, se précipite sur eux avec sa division et la cavalerie badoise de Beurmau, et parvient à les repousser ; mais, entouré tout-à-coup par les Russes de Wintzingerode, ses troupes doivent céder, et lui, il marque de son sang républicain cette généreuse défense contre son ancien frère d'armes Bernadotte. Averti de ce péril si pressant, Napoléon s'y porte de sa personne, avec une division de sa garde à pied et ses grenadiers à cheval, et rejette l'ennemi jusque sur la position de Schœnfeld. Encouragé par ce succès important, l'Empereur ordonne à Nansouty de prendre Bernadotte en flanc, pour l'empêcher de se réunir à Beningsen. Mais à peine la cavalerie légère eût-elle débouché par Metchau, que Bubna, Bulow et le prince de Hesse-Hombourg, l'assaillirent, tandis qu'elle était arrêtée en face par deux divisions suédoises que soutenaient l'artillerie saxonne et une batterie à la congrève au service du prince de Suède. Ce furent encore les masses qui

firent béchir les Français. Le général Friederich et le chef d'état-major du sixième corps furent tués. Bulow resta maître des villages de Stuntz et de Sellerhanssen. Ney, avec quarante mille hommes, avait résisté toute la journée à cent cinquante mille alliés ; et il fut trahi par les Saxons !

Blücher, de son côté, avait fait attaquer le faubourg de Rosenthal, que les Polonais de Dombrowski et la cavalerie du duc de Padoue défendirent vigoureusement. Le soir, il détacha vers Hall le corps d'York, il voulait prévenir sur la rive gauche de la Saale la retraite des Français, que parut lui indiquer la marche d'un train considérable d'équipages dans la direction de Weissenfels.

La nuit seule sépara les combattans et mit fin au carnage. Ainsi se termina la fameuse bataille du 18 octobre. Les alliés ont opposé trois cent mille soldats aux cent trente mille hommes de Napoléon. L'élite de notre armée a été moissonnée dans les champs de Leipsick ; soixante mille hommes manquent aussi à l'ennemi, et il balancerait à venir nous attaquer dans les remparts de Leipsick ; si nous avions des munitions pour nous y défendre. Mais, depuis cinq jours, l'armée avait consommé deux cent cinquante mille coups de canon ; il ne restait plus que dix mille cartouches dans les caissons, c'est-à-dire à peine pour soutenir le feu pendant deux heures. Les réserves les plus voisines se trouvaient à Erfurt et à Magdebourg ; il fallait donc nécessairement quitter Leipsick, et la retraite fut décidée. Dès le soir, les parcs et les équipages filèrent par Lindenau sur Lutzen, qui avait vu la première victoire de Napoléon dans cette campagne ; la cavalerie, la garde, une partie de l'infanterie, suivirent dans la nuit. La marche était difficile par le défilé de deux lieues qui sépare Leipsick de Lindenau, et que coupent plusieurs rivières sur lesquelles aucun pont n'avait été jeté, malgré les ordres de Napoléon.

A la nouvelle inespérée de notre retraite, les alliés tressaillèrent de joie et laissent toutes leurs masses contre Leipsick. L'Empereur veut épargner à cette malheureuse ville les horreurs qui la menacent ; il apprend, le 19 au matin, qu'Alexandre et Frédéric-Guillaume viennent de paraître à leur armée. Par son ordre, une députation de la ville, des officiers du roi de Saxe, des parlementaires français, sont allés intercéder pour Leipsick. Ces demandes de l'humanité sont rejetées avec un froid orgueil par des vainqueurs qui n'ont pas contribué à la victoire. Que Leipsick périsse, même sans nécessité ! Telle est la réponse des souverains alliés. Blücher y joint un outrage à notre armée ; il ose la sommer de mettre bas les armes ! Napoléon, Français par le cœur, et aussi généreux dans les revers que

dans la prospérité, sera plus humain envers une ville allemande que les sauveurs de l'Allemagne. On lui donne le conseil rigoureux, mais utile et décisif, de brûler les faubourgs de Leipsick, et de tenir jusqu'au dernier moment dans cette ville. On lui démontre tous les avantages d'une résistance prolongée qui assurera au moins la retraite de notre armée. Mais Napoléon préfère le péril de succomber, s'il le faut, dans cette ville fidèle, au crime d'imiter la conduite de Rostopchin à Moscou. Il veut à tout prix conserver Leipsick au vieux monarque, qui aussi a préféré l'honneur au salut de ses États, et il ordonne la défense des faubourgs. Bientôt l'Empereur monte à cheval, et va porter des consolations au roi de Saxe. Dans une longue entrevue, il le délève de ses engagements, et le presse de la manière la plus vive, au nom de ses plus chers intérêts, de traiter avec les alliés, qui respecteront sans doute en lui la vieillesse, la vertu et le rang suprême. Le roi ne lui répond que par le chagrin profond qu'il ressent encore de la trahison de ses troupes à Paunsdorf. On ne peut relire sans émotion cette scène des derniers adieux entre Napoléon et son vieil ami, comme il l'appelait. Rien de plus beau, de plus touchant, que les paroles du vénérable monarque qui ne s'occupe que des périls de l'hôte illustre dont il a reçu sa couronne; rien de plus grand que Napoléon, qui, à l'approche de Bernadotte, de Beningsen et de Schwartzemberg, entrés par trois côtés dans Leipsick, ne cède, pour se retirer, qu'aux prières et aux larmes de toute la famille royale. Elle tremble de le voir égorger sous ses yeux, au milieu du palais même : telle était l'idée que la cour de Dresde se formait de l'humanité des alliés !

Napoléon veut sortir de la vieille ville par la porte de Rendstadt, mais elle est déjà encombrée : obligé de revenir sur ses pas, il va chercher la porte opposée (celle de Saint-Pierre), et longe le boulevard de l'ouest pour gagner le faubourg par lequel l'armée s'écoule. Dans le trajet, il a pu connaître lui-même le véritable état des choses, et il pousse encore l'attention jusqu'à envoyer le duc de Bassano rassurer le roi de Saxe. L'arrière-garde du duc de Raguse tient toujours en avant du faubourg de Hall, que Blücher a vainement tenté de forcer. Reynier occupe le faubourg de Rosenthal; dans ceux de Taucha et de Grimma, le maréchal Ney lutte avec une constance sans égale contre les corps russes de Woronzow, les Prussiens de Bulow et l'armée suédoise; Poniatowski et Lauriston défendent de même les faubourgs du midi. Derrière nous, les boulevards circulaires de la vieille ville sont intacts et peuvent se soutenir long-temps. Deux heures encore d'une pareille résistance, l'arrière-garde est

salvée et se réunit avec tout notre matériel à l'armée, que Napoléon a déjà mise hors d'atteinte; car l'Empereur, sous les yeux duquel a été miné le premier pont, a donné l'ordre au commandant du génie de le faire sauter à la première approche de l'ennemi.

Parvenu enfin à travers tous les obstacles au dernier pont, celui du moulin de Lindenau, l'Empereur descend de cheval, place lui-même sur la route des officiers d'état-major, pour indiquer aux hommes isolés le lieu de la réunion de chaque corps, et s'occupe ensuite de dicter des instructions au duc de Tareute qu'il charge du commandement en chef de toute l'arrière-garde. Accablé par les fatigues de la veille et par les émotions de la journée, Napoléon s'est endormi profondément au bruit du canon qui tonnait de toutes parts, quand tout-à-coup une explosion plus forte se fait entendre; aussitôt le roi de Naples, le duc de Castiglione entrent chez l'Empereur et lui annoncent que le grand pont de l'Elster a sauté. Ainsi, près de vingt mille hommes, séparés à jamais peut-être de lui, sont livrés au plus affreux désespoir : ceux-ci jurent de mourir plutôt que de se rendre; ceux-là posent les armes; d'autres, jugeant aussi toute résistance inutile, se précipitent dans la Pleiss et l'Elster; mais pour la plupart les eaux bourbeuses de ces rivières deviennent un gouffre où ils restent engloutis. Le maréchal Maedonald passe à la nage, le général Dumoutier se noie. Depuis le matin, Poniatowski arrête les efforts des alliés par des prodiges de courage; en apprenant que tout espoir lui était ravi, il dit à ses officiers : « C'est ici qu'il faut succomber avec honneur. » A ces mots il s'élance suivi de quelques cavaliers au milieu des ennemis : atteint de plusieurs blessures, entouré de tous côtés, ne pouvant plus se faire jour, il traverse la Pleiss, s'avance vers les bords de l'Elster déjà garnis de tirailleurs russes, pousse son cheval dans les flots, et y rencontre la mort.

Racontons la cause de cet horrible désastre. Les alliés s'étaient enfin rendus maîtres des faubourgs; l'arrière-garde française se trouvait refoulée sur les boulevards, lorsque la défection d'un bataillon badois, en abandonnant la porte Saint-Pierre, ouvrit à l'ennemi l'entrée de la ville, où il se précipita. Alors nos trois corps d'armée qui la défendaient s'efforcent de gagner la grande route en combattant toujours. Leur valeur héroïque eût assuré leur retraite, si l'officier du génie chargé de la destruction du pont après le passage, n'eût pas confié cette importante commission à un simple caporal de sapeurs. Cependant le feu des Badois et des Saxons du haut des murs de la vieille ville, d'où ces infâmes déserteurs tiraient sur nos soldats, et surtout

les tirailleurs de Langeron répandus sur la rive de la Pleiss, ont produit un grand désordre autour du pont. Le sapeur, armé de la mèche fatale, croit que l'ennemi arrive en masse ; il exécute sa consigne et détruit l'unique voie de salut pour nos braves soldats, dont la valeur contient encore le gros des alliés. Dès-lors cette héroïque arrière-garde, deux cents pièces de canon et un matériel immense sont enlevés à Napoléon. L'état-major-général et l'arme du génie ne se laveront jamais du reproche d'un aussi coupable oubli de leurs devoirs ; le commandant de cette arme avoue lui-même que du 3 au 19 on aurait eu le temps de jeter cinquante ponts sur les deux rivières : à Wagram, il n'avait fallu que deux heures de nuit pour en jeter six en face des Autrichiens. Après cet aveu et ces précédents, que le commandant du génie détourne comme il le pourra la terrible responsabilité d'un désastre qui pèse presque tout entier sur sa tête ! A la vérité les ennemis perdirent plus de quatre-vingt mille hommes ; mais cette perte énorme ne compensait pas la désorganisation de notre armée, l'abaissement de notre fortune et la ruine de notre influence en Europe. Les journées de Leipsick nous coûtèrent une trentaine de mille hommes, dont vingt mille morts. Vingt-deux mille blessés restèrent dans les hôpitaux de Leipsick ; dix-sept de nos généraux furent pris. Le roi de Saxe aussi fut fait prisonnier. On le déclara traître aux alliés pour n'avoir pas trahi son allié ; il fut emmené en Prusse.

Napoléon était en arrière du dernier pont de Lindenau, au moment de la destruction du pont de l'Elster ; il devait à sa position de renfermer dans son ame le chagrin profond qui la dévorait : il fit former sa garde en bataille et placer ses batteries ; il se trouva ainsi chargé de protéger jusqu'à la Saale les débris de l'armée, qui, supérieure à la funeste impression d'un si cruel revers et aux défections successives des troupes de la Confédération, ne cessa de combattre de Leipsick jusqu'à Erfurt, c'est-à-dire du 20 au 23, et contre des forces quadruples des siennes. L'ennemi la vit toujours la même, toujours digne de sa renommée, à Markranstadt, à Freybourg, à Naumbourg, et surtout à Kosen. Le 22, l'Empereur est à Ollendorf, où, débarrassé par la désertion de tous les étrangers qui servaient encore dans ses rangs, il se livrait à la sécurité d'un repos de famille. Mais un général autrichien, le comte de Mier, s'est glissé la nuit dans son camp, et encore tout couvert de la poussière des trois journées de Leipsick, le prévint Murat, ou plutôt le roi de Naples, a reçu cet émissaire à son bivouac. Cette circonstance explique l'ardeur de la poursuite du corps de Giulay, auquel appartient le comte de Mier. Ce général a garanti son royaume à Murat de la part de

l'Angleterre et de l'Autriche. Deux jours après, Napoléon et Murat se sont fait des adieux éternels.

Napoléon ne donne à Erfurth que deux jours de repos à ses généreux soldats. Menacé par Blücher du côté d'Eisenach, on dut quitter Erfurt le 25 et se porter à Gotha ; le 26, on s'engage avec assez de sécurité dans la forêt de Thuringe ; le 28, nous sommes à Schluechtern, et nous avons passé Fulde. Là semblait s'arrêter l'acharnement de l'ennemi ; il n'a mis à notre poursuite que des hordes de Cosaques qui massacraient avec barbarie nos traînards et nos malades. Nous espérions gagner désormais sans coup férir les remparts de Mayence ; mais un obstacle aussi grand qu'imprévu nous attendait aux bords de la Kintzig, et contraignit la valeur française à marquer par une victoire ses derniers pas sur la terre germanique.

La nouvelle armée austro-bavaroise, qui avait fait sa jonction à Braunau le 19 octobre, s'était mise en mouvement sous les ordres du général de Wrède, et portée à marches forcées sur les derrières de nos troupes, enfin de leur fermer même la route de la France. Le 24, au bruit de la victoire de Leipsick, elle se présenta devant Wurtzbourg ; là, elle se vit arrêtée par douze cents Français ; le général Tharreau, leur commandant, rejeta fièrement en leur nom toutes les sommations d'une armée de cinquante mille hommes. De Wrède eut la barbarie de faire jouer cent pièces de canon contre une ville amie, et la honte de laisser une brigade devant la citadelle où s'étaient renfermés Tharreau et ses douze cents braves.

Le 20, de Wrède occupait Hanau avec le gros de son armée. Napoléon, instruit de cette circonstance, partit de Schluechtern, et renversa les brigades autrichiennes et bavauroises qui inquiétaient son passage. Certain qu'une bataille devait encore ouvrir à son armée les portes de la vieille France, il fit diriger sur Coblenz tous les bagages, sous la protection de la cavalerie des généraux Milhaud et Lefebvre-Desnoettes. En effet, le 30, quarante-cinq mille hommes l'attendaient sur la Kintzig, en avant de Hanau, couverts par une artillerie formidable. Au débouché de la forêt qui sépare les deux armées, Napoléon, faute d'artillerie, est obligé de suspendre l'attaque et de se borner à la fusillade de ses tirailleurs. A trois heures, le général Drouot parut avec cinquante pièces de la garde, et fait taire le feu de l'ennemi. Mais une charge générale de la cavalerie austro-bavaroise, profitant du moment où le général Nansouty étend la sienne sur la droite, entoure de si près l'artillerie française, que les canonniers doivent défendre leurs pièces à l'arme blanche. Alors la cavalerie de la garde et les cuirassiers dégagèrent

l'artillerie, et culbutant par une charge à fond l'infanterie ainsi que la cavalerie des ennemis, dispersèrent entièrement leur gauche. Cependant le général de Wrède, pour favoriser sa retraite, engagea sa droite dans une attaque vigoureuse, qui, bientôt arrêtée par une autre partie de la garde, n'eut pas plus de succès que la première; et l'armée austro-bavaroise, repoussée en désordre au-delà de la Kintzig, ne put se rallier que la nuit sous le canon de Hanau, après avoir eu six à sept mille hommes tués, blessés et prisonniers. Ainsi se termina cette bataille que la trahison avait préparée à Ried et à Braunau.

Le lendemain, le maréchal Marmont entra dans Hanau : il poursuivit l'ennemi, tomba sur son aile droite, l'enfonça et l'acheva sur le Mein. Cette entreprise réussit comme Napoléon l'avait ordonné. Le maréchal Mortier, resté le 30 à Gelnhausen, put faire sa jonction avec le gros de l'armée. Marmont se reploya au-delà de la Kintzig. Le quatrième corps, commandé par le général Bertrand, demeura devant Hanau et occupa le débouché de Lamboi. Le général de Wrède revint sur le maréchal Marmont, et voulut reprendre Hanau; mais, après avoir forcé la porte de Nuremberg, une blessure le mit hors de combat, et il ne put empêcher ses colonnes d'être rejetées de l'autre côté de la ville. L'attaque qu'il avait dirigée sur le pont de Lamboi, défendu par le général Guillemot, n'eut pas non plus une heureuse issue; malgré l'infériorité de ses troupes et celle de son artillerie qui n'était que de douze pièces contre trente, ce général garda sa position. Déharrassé de toute inquiétude, le quatrième corps évacua Hanau pour prendre la route de Francfort. La division bavaroise, qui se trouvait

dans cette ville, l'abandonna devant Napoléon. Le 31 octobre, toute l'armée y arriva successivement; et, le 2 novembre, Mayence reçut pour la dernière fois dans ses murs l'empereur Napoléon et son armée.

Le général Bertrand resta seul en dehors de la barrière du Rhin, et se fortifia à Hochheim. Le 9 il dut céder cette place à des forces trop supérieures, et se renferma dans la fameuse tête de pont de Cassel.

Ce fut le dernier combat de la campagne. Les armées combinées prirent des cantonnemens sur la rive droite du Rhin; Blücher s'établit entre Coblenz et le Mein, Schwartzemberg entre le Mein et le Necker, de Wrède sur la rive gauche de ce fleuve; Beningsen bloquait Magdebourg; Klenau retenait le maréchal Saint-Cyr dans Dresde; le 28 octobre, Saint-Priest et ses Russes occupèrent Cassel, capitale du royaume de Westphalie, rayé du nombre des États par les alliés, qui avaient sanctionné son érection et traité de puissance à puissance avec Jérôme; leurs troupes envahirent également le duché de Berg tout entier, ainsi que le Hanovre; Wintzingerode s'étendit dans l'Oldenburg et l'Ost-Frise, tandis que Bulow marchait pour soulever la Hollande. Les princes coalisés, réduits désormais à adopter les principes, à parler le langage, à employer les moyens de la révolution, siégeaient avec leur état-major militaire et politique à Francfort; et c'est de là que, pour consommer la ruine de Napoléon, ils allaient, presque dans les mêmes termes que la convention nationale de France, prêcher aux peuples de l'Europe l'insurrection, comme le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

CHAPITRE IV.

AFFAIRES D'ESPAGNE ET D'ITALIE, JUSQU'À LA FIN DE 1815. — NAPOLEON À PARIS. — PROPOSITIONS DE FRANCFORT.
— SÉANCES DU SÉNAT ET DU CORPS-LÉGISLATIF.

AVANT et depuis la rupture du congrès de Prague, nos armées, excitées dans les deux péninsules par Napoléon, qui sentait profondément les périls de la France, répondaient avec la même constance, mais avec des fortunes diverses, aux appels du génie infatigable de ce grand capitaine. De glorieux faits d'armes, perdus dans les escarpemens des montagnes et étouffés par les désastres de la grande armée, signalèrent les derniers efforts de l'armée d'Espagne sous le maréchal Soult. Les généraux Foy, Clausel, Abbé, Reille, Rey, Conroux, Drouot, etc., attachèrent leurs noms à cette campagne malheureuse, où la valeur française soutint le dernier vol de l'aigle impérial sur le sommet des Pyrénées. A la fin de 1815, il ne reste plus à la France en Espagne que le petit port de Santona, qui, presque sans défense, partagera avec Hambourg, à l'autre extrémité de l'Europe, l'honneur de garder le drapeau tricolore jusqu'au traité de Fontainebleau.

Le prince Eugène, arrivé le 18 mai à Milan, après s'être illustré par la belle retraite de Posen, comptait vers le milieu de juillet, sous ses drapeaux, plus de cinquante mille hommes. Dans le mois d'août il occupait sur la ligne de la Sive, Wippach, Alpen, Tarsis, Villach, Laybach et Trieste; des succès variés lui enlevèrent et lui rendirent des diverses positions, qu'il aurait fini par conserver, malgré le soulèvement de l'Illyrie et la désertion de tous les soldats des contrées réunies à la France. Mais le traité de Ried entre l'Autriche et la Bavière étant venu donner tout-à-coup à la guerre d'Italie un caractère plus dangereux, en ouvrant aux troupes autrichiennes les défilés du Tyrol, le vice-roi a

eu devoir resserrer sa ligne. Ce prince se trouvait, comme son père adoptif, les armes à la main contre son beau-père; comme Napoléon, il fut aussi trahi dans son camp, et marcha entre la défection du roi de Bavière et la perfide amitié du roi de Naples. Si Joachim, que Napoléon et le vice-roi appellent au secours de l'Italie, reste fidèle, la route de Vienne revra Eugène et Murat, et Napoléon devra son salut à ceux à qui il a confié les insignes royaux de l'Italie pour les défendre contre les ennemis de la France: tous deux sont ses élèves, ses compagnons d'armes; il appelle l'un son fils, et l'autre son frère.

La tâche d'Eugène est cruelle: condamné à redescendre les premiers degrés de la gloire militaire de Napoléon, à franchir les pentes et non plus les sommets des Alpes juliennes, sa retraite est une lutte perpétuelle. Le 31 octobre, il prend Bassano aux Autrichiens; le 3 novembre, après avoir secouru Palma-Nova et organisé la défense de Venise, il se replie sur l'Adige, et porte son quartier-général à Vérone. Le 13, il bat à Caldiero le général Bellegarde; le 27, un revers enlève aux Français Ferrare et Rovigo; les Autrichiens s'opiniâtèrent à occuper ces deux territoires, parce qu'ils savent que Joachim, qui a fait dresser ses tentes derrière celles du vice-roi, attend des nouvelles du prince Cariati, son négociateur auprès du cabinet de Vienne. Le prince est resté à Naples avec l'Autrichien Neipperg et un envoyé de l'Anglais Bentinck. Les proclamations couvrent l'Italie, de Ravenne, le général Nugent promet aux Italiens le honneur dont ils jouissent à présent sous la maison d'Autri-

che; Joachim leur annonce hautement leur indépendance. Cependant le vice-roi fait construire un pont à Borgo-Forte et armer le fort de Plaisance pour défendre le passage du Pô contre nos alliés de Naples. L'attitude équivoque ou plutôt menaçante du roi Joachim était l'objet constant de la correspondance de l'Empereur avec le vice-roi : « *Faites-lui toutes les préférences possibles*, écrivait Napoléon à Eugène, le 5 décembre, *pour en tirer le meilleur parti.* » En attendant, et d'après les ordres de l'Empereur, les villes, les arsenaux, les magasins des provinces françaises et italiennes sont ouvertes aux Napolitains. Joachim a demandé des armes à l'Empereur; il les reçoit pour les tourner bientôt contre la France. Zara a succombé à un siège et à un bombardement par la défection des Croates. Venise, que les Autrichiens bloquent étroitement, repousse leurs attaques avec vigueur. Le 19 décembre, ils ont été battus à Cartaguaro. Dans les derniers jours de ce mois se consommait la trahison de Joachim : ses troupes arrivaient à Rimini et à Imola; elles étaient entrées comme amies à Ancône, et le 30 elles entraient de même à Bologne. Ce fut alors que le vice-roi, ayant reçu des renforts d'Espagne et d'Alexandrie, prit de nouvelles dispositions militaires.

Immédiatement après la victoire de Hanau, Napoléon, revenu à Mayence, consacre six jours dans cette ville à la réorganisation de son armée. Le duc de Tarente défendra le Rhin à Cologne, Marmont à Mayence, le duc de Bellune à Strasbourg; le duc de Valmy va à Metz commander les réserves; le général Bertrand, qui a livré le dernier combat sur la Kintzig, est placé en première ligne dans la tête de pont de Cassel, cet inexpugnable boulevard de Mayence. Tout le reste de l'armée a repassé cette limite que la nature et la république avaient donnée à la France. Mais, ainsi qu'à Turgau, le typhus des hôpitaux militaires moissonne sous leurs abris les braves que le champ de bataille a respectés : cette terre, encore française, semble n'avoir plus que des tombes pour ses défenseurs.

Le 9 novembre, Napoléon était de retour à Saint-Cloud. Le même jour un événement singulier se passait à Francfort. La campagne s'était ouverte par l'enlèvement du secrétaire de la légation française à Weymar; elle venait de se terminer par celui de M. de Saint-Aignan, ministre de Napoléon près des cours ducales de Saxe. Dans sa route, ayant réclamé contre cette violation, M. de Saint-Aignan fut appelé par M. de Metternich à Francfort, où étaient réunis les ministres des cabinets belligérans. « Il s'agit, lui dit M. de Metternich, de la réponse aux propositions dont le général de Meerfeld a été chargé. Personne n'en rent à la dynastie de

l'empereur Napoléon. L'Angleterre, reprend lord Aberdeen, est disposée à rendre à pleines mains. Les choses s'arrangeront bien vite, ajoute le comte de Nesselrode, si le duc de Vicence, votre beau-frère, est chargé de la négociation. » Le prince de Schwartzemberg renchérit encore sur le dire des trois ministres. Enfin, M. de Saint-Aignan écrit, sous la dictée de M. de Metternich, les propositions qu'il doit transmettre à Napoléon. « Il s'agit d'une « paix générale. La France sera renfermée entre le « Rhin, les Alpes et les Pyrénées. L'Angleterre re- « connaîtra la liberté du commerce et de la navi- « gation à la France. Après l'acceptation de ces ba- « ses, une ville sera neutralisée sur la rive droite « du Rhin pour la négociation. » M. de Saint-Aignan arrive à Saint-Cloud et remplit sa mission. Napoléon propose Blancm pour le congrès, et nomme pour plénipotentiaire le duc de Vicence à qui il donne le portefeuille des affaires étrangères; mais, dans l'intervalle de la correspondance du cabinet de France avec celui d'Autriche, parut le 1^{er} décembre, la trop fameuse déclaration de Francfort, qui, par un arrêt européen de la coalition, sépara tout-à-coup la cause de Napoléon de celle de la nation française, au moment où on négociait avec lui la paix du monde ! Le lendemain, M. de Vicence écrivait à M. de Metternich que l'Empereur adhérait aux bases proposées. Ce n'était point le manifeste de Francfort qui était une improvisation de la politique des alliés, mais bien les propositions faites à M. de Saint-Aignan.

Dès le principe, l'Autriche avait senti qu'il lui fallait du temps pour armer sa médiation, et elle y employa les deux mois de la négociation de Pleswitz et du prétendu congrès de Prague. Il en était de même à l'égard de la coalition; elle avait décidé la destruction de Napoléon et de l'empire français; toutefois il lui fallait aussi du temps afin de se faire ouvrir toutes les portes de la France, et elle en avait trouvé le moyen dans la fallacieuse négociation de Francfort, pour laquelle Napoléon s'est montré disposé aux plus grands sacrifices. Déjà, après Leipzig, l'Autriche avait cherché à séduire cette neutralité, admirable privilège que l'Europe depuis plusieurs siècles reconnaissait à la Suisse; le 18 octobre, la Suisse l'avait de nouveau réclamée, et Napoléon s'était empressé d'y adhérer. Mais le cours du Rhin, depuis Bâle jusqu'à la mer, ne suffisait pas à l'invasion européenne; les alliés décidèrent secrètement à Francfort que la neutralité helvétique serait traitée comme une protection du sol français, et l'oligarchie bernoise, qui gardait la frontière allemande, convint de prêter la main à la violation du territoire helvétique par le prince de Schwartzbourg, qui de Francfort était allé lui-

même négocier cette trahison. Ainsi rien ne pourra plus arrêter l'envahissement de la France : le Rhin est livré aux coalisés à Bâle, à Rheinfelden, à Sehauffouse, et la route de Genève est devant eux. On charge Schwartzemberg du premier mouvement, Bubna du second; Blücher attend la nouvelle de leur marche pour passer le Rhin à Manheim; Bernadotte attend aussi en Hollande, pour entrer en Belgique, que Blücher ait mis le pied dans la vieille France. Cependant, qu'ont-ils à craindre, ces généraux à la tête de leurs masses victorieuses? Ils n'ont laissé derrière eux que des captifs à Hambourg, à Dantzick et dans quelques places du Nord. Dès le 11 novembre, le maréchal Saint-Cyr avait capitulé à Dresde pour ses trente-deux mille hommes avec les généraux Tolstoi et Klenau. Mais le dernier ambassadeur d'Autriche à Paris, le généralissime Schwartzemberg, a refusé de ratifier la capitulation; et lorsqu'ils s'avançaient vers la France, Saint-Cyr et son armée ont été investis, désarmés, conduits prisonniers en Autriche! Ce fut ainsi que Schwartzemberg précluda à la violation de la neutralité helvétique. Le 21 novembre, Stettin, après huit mois de blocus, ouvre ses portes; le 24, Amsterdam reçoit le général Bulow, proclame l'indépendance de la Hollande et le rappel de la maison d'Orange; le 2 décembre, Utrecht se rend; le 4, les Suédois sont dans Lubeck; le 10, l'ennemi occupe Breda et Wilhemstadt; enfin, le 13, pour qu'il ne restât plus en Europe un seul allié à Napoléon, le fidèle roi de Danemark signe malgré lui un armistice avec les Russes. Cependant la forte ville de Torgau, où vingt-sept mille hommes ont été entassés dans les maisons d'une population de quatre mille cinq cents habitants, a subi tous les maux de l'humanité, toutes les horreurs de la guerre : en proie à une contagion qui dévore quatre cents hommes par vingt-quatre heures, bombardée nuit et jour, livrée à la famine, au désespoir, elle n'a plus d'autre asile pour ses morts que les glaces de l'Elbe. Son cimetière est occupé par l'ennemi. Son gouverneur, Narbonne, le négociateur de Prague, a péri victime du typhus. Le général Dutailly, qui le remplace, aura jusqu'au dernier moment la force de tenir fermées à l'ennemi les portes de cette malheureuse place.

Cependant, le 11 décembre, au milieu des désastres de ses troupes d'outre-Rhin, et des trames machiavéliques de la coalition, Napoléon, par le traité de Valençay, donne un gage solennel à la paix dont il a reconnu les bases posées par les alliés eux-mêmes, et rend l'Espagne à Ferdinand.

Le duc de Bassano avait encore attendu une autre négociation avec le pape; il la continua, quoiqu'il ne fut plus ministre des relations extérieures :

l'évêque de Plaisance, qui en était le plénipotentiaire, la fit connaître par des lettres qu'il publia dans les journaux. Ainsi Napoléon, en traitant avec Ferdinand et avec le pape, était allé de lui-même au-devant de ces bases de Francfort, qu'on lui refusait depuis qu'il les avait acceptées.

Cependant, le 15 novembre, un sénatus-consulte avait appelé trois cent mille hommes sous les armes; un autre avait fixé au 15 décembre l'ouverture du Corps-Législatif. Le 17 de ce mois, un décret impérial mobilisait cent quatre-vingt mille gardes nationaux, pour renforcer les garnisons de l'intérieur. Napoléon a besoin de toutes les ressources de la France et de toutes celles de son génie, au moment où il doit faire face aux périls sans nombre qui l'environnent : pour trouver des secours et du dévouement dans de si graves circonstances, il avait convoqué le Sénat, le Corps-Législatif et le Conseil-d'État. Il ouvrit en ces termes cette séance solennelle, dont les suites furent si fatales à lui-même et à la France :

« SÉNATEURS, CONSEILLERS-D'ÉTAT, DÉPUTÉS
« DES DÉPARTEMENTS AU CORPS-LÉGISLATIF,

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes
« françaises dans cette campagne : des déflections
« sans exemple ont rendu ces victoires inutiles. La
« France même serait en danger sans l'énergie et
« l'union des Français.... Je n'ai jamais été séduit
« par la prospérité : l'adversité me trouvera au-
« dessus de ces atteintes; j'ai plusieurs fois donné
« la paix aux nations lorsqu'elles avaient tout perdu.
« D'une part de mes conquêtes j'ai élevé des trônes
« pour des rois qui m'ont abandonné; j'ai conçu
« de grands desseins pour la prospérité et le bon-
« heur du monde... Monarque et père, je sens que
« la paix ajoute à la sécurité des trônes et à celle
« des familles. Des négociations ont été entamées
« avec les puissances coalisées : j'ai adhéré aux ba-
« ses préliminaires qu'elles m'ont présentées; rien
« ne s'oppose de ma part au rétablissement de la
« paix... » Les pièces de la négociation furent com-
« muniées au Sénat et au Corps-Législatif, qui
« nommèrent chacun une commission pour leur exa-
« men. Le 30, la commission du Sénat présenta son
« adresse à l'Empereur; le Sénat approuvait tous les
« sacrifices demandés à la France dans le but de la
« paix.... « C'est le vœu de la France, dit la députa-
« tion; c'est le besoin de l'humanité. Si l'ennemi
« persiste dans ses refus, eh bien! nous combat-
« trons pour la patrie entre les tombeaux de nos
« pères et les berceaux de nos enfants. »

Le sénat de Rome ne s'exprimait pas autrement quand Annibal campait à ses portes; mais si les

temps étaient les mêmes, les hommes étaient différens.

Napoléon répondit : « Ma vie n'a qu'un but, le bonheur des Français. Cependant, le Béarn, l'Alsace, la Frauche-Comté, le Brabant, sont entamés : les cris de cette partie de ma famille me déchirent l'âme : j'appelle des Français au secours des Français ; j'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, et d'autres départemens, au secours de leurs frères. Les abandonnerons-nous dans leur malheur ? *Paix et délinance de notre territoire !* doit être un cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira ou signera la paix sur les bords qu'il a lui-même proposés. *Il n'est plus question de recourir les conquêtes que nous avons faites.* » C'était parler en grand homme et en grand citoyen. Le rapport de la commission au Sénat était également digne de la nation, du Sénat et de Napoléon. Il se terminait ainsi : « Le moment est décisif. Les étrangers tiennent un langage pacifique ; mais quelques-unes de nos frontières sont envahies et la guerre est à nos portes. Trente-six millions d'hommes ne peuvent trahir leur gloire et leur destinée... Rallions-nous autour de ce diadème, où l'éclat de cinquante victoires brille au travers d'un nuage passager. *La fortuna ne manque pas long-temps aux nations qui ne se manquent pas à elles-mêmes.* » Le sénat de Rome, celui de Sparte, celui de 93, auraient fait triompher cette maxime généreuse, ou ils auraient péri pour elle. Mais, peu de mois après, le grand principe que proclamait le Sénat de 1813 fut perdu pour la France et pour lui, et il y survécut tout entier.

L'attitude du Corps-Législatif eut moins de noblesse : au lieu d'accourir au secours de la patrie et de son souverain, il instruisit le procès de l'empire avec la liberté ; sa commission sembla n'être que l'organe du parti de l'étranger, au lieu de l'être des départemens de la France. «... On ne veut pas nous humilier, dit l'orateur de la commission, on veut seulement nous renfermer dans nos limites et réprimer l'élan d'une activité ambitieuse, si fatale depuis vingt ans à tous les peuples de l'Europe. De telles propositions nous paraissent honorables pour la nation, puisqu'elles prouvent que l'étranger nous craint et nous respecte. Ce n'est pas lui qui assigne des bornes à notre puissance ; c'est le monde effrayé qui invoque le droit commun des nations. Les Pyrénées, le Rhin et les Alpes renferment un vaste territoire dont plusieurs provinces ne relevent pas de l'empire des lia, et cependant la couronne royale de France était brillante de gloire et de majesté entre tous les dia-

« dèmes. — Orateur, s'écrie le duc de Massa, président, ce que vous dites est inconstitutionnel. — Il n'y a d'inconstitutionnel que votre présence ! » répliqua l'orateur ; et il continua par le tableau du despotisme sous lequel gémissaient les peuples du Rhin, du Brabant et de la Hollande.

Ainsi l'Europe assiégeante et la France assiégée apprirent en même temps que le Corps-Législatif se constituait l'opposition. Une adresse à l'Empereur fut votée à la majorité de deux cent vingt-trois voix contre trente-et-une : cette adresse était, comme le rapport, une véritable émanation de la déclaration de Francfort ; elle séparait aussi de Napoléon le peuple français ; elle exprimait violemment le vœu d'un redressement des griefs imputés au gouvernement impérial ; elle demandait à l'Empereur des garanties contre lui-même, des garanties politiques, pour engager la nation, pour rendre la guerre nationale.

Il s'agissait bien alors de théories ; il s'agissait d'être ou de ne pas être. Le devoir actuel, le devoir pressant, le devoir vraiment constitutionnel du Corps-Législatif était de s'unir, *stans tenante*, à Napoléon pour sauver la patrie. Ce devoir était de prendre l'initiative légale du salut public, et de garder en réserve ces remontrances comme des droits qui devaient survivre aux malheurs de la France pour les empêcher de se renouveler jamais. Si le Corps-Législatif, redevenu dès lors un grand pouvoir, adoptait la résolution de proclamer lui-même la guerre nationale, il se constituait, par cette seule déclaration, le dictateur politique de la nation en danger, dont Napoléon eût été le dictateur armé : alors toute la France, se levant à la voix de ses représentans, aurait rejeté au-delà du Rhin les alliés, trop heureux d'accepter les conditions de Francfort, qu'à présent ils refusaient. Des passions honorables, mais peu éclairées, aveuglèrent les uns, des haines particulières entraînent les autres. Une trahison commencée fit habilement fermenter ces mauvais germes, qui se développèrent avec une incroyable activité. Napoléon sentit profondément les conséquences d'une division si contraire aux intérêts du pays et à toute saine politique ; ne sachant quel remède apporter au mal, il ordonna de saisir l'épreuve du rapport et celle de l'adresse chez l'imprimeur, et de briser les planches de la composition ; en outre, les portes du palais du Corps-Législatif furent fermées et la législature ajournée. Peut-être la loi de la nécessité, qui gouverne encore plus les princes et les empires que les particuliers, exigeait-elle cette illégale et violente détermination ; mais c'était le cas de la justifier par un appel direct et généreux à la nation, et de s'adresser à elle avec l'audace et la confiance d'un grand homme

sous lequel elle avait accompli tant de prodiges. Au lieu de cela, Napoléon conçut la malheureuse idée de donner aux députés une audience de congé, et il laissa éclater à peu près en ces mots son vif mécontentement :

« J'ai supprimé votre adresse ; elle était incendiaire. Les onze douzièmes du Corps-Législatif sont composés de bons citoyens ; je les connais, je saurai avoir des égards pour eux ; mais un autre douzième renferme des factieux, des gens dévoués à l'Angleterre : votre commission et son rapporteur, M. Lainé, sont de ce nombre ; il correspond avec le prince régent par l'intermédiaire de Desèze ; je le sais, j'en ai la preuve ; les quatre autres sont des factieux... S'il y a quelques abus, est-ce le moment de venir faire des remontrances, quand deux cent mille Cosaques franchissent nos frontières ? Est-ce le moment de venir disputer sur les libertés et les sûretés individuelles, quand il s'agit de sauver la liberté politique et l'indépendance nationale ? Il faut résister à l'ennemi ; il faut suivre l'exemple de l'Alsace, des Vosges et de la Franche-Comté, qui veulent marcher contre lui et s'adressent à moi pour avoir des armes... Vous cherchez dans votre adresse à séparer le souverain de la nation..... C'est moi qui représente ici le peuple, car il m'a donné quatre mil-

« lions de suffrages ; si je voulais vous croire, je céderais à l'ennemi plus qu'il ne me demande... Vous aurez la paix dans trois mois, ou je périrai..... Votre adresse était indigne de moi et du Corps-Législatif. » Il aurait bien mieux valu se contenter d'avoir dissous la Chambre des Députés que de lui adresser une pareille réprimande. Sans le rapport de l'attitude à garder vis-à-vis des ennemis, Napoléon parlait comme la vérité elle-même ; cependant beaucoup de choses qu'il n'aurait pas dû dire lui échappèrent dans l'entraînement de l'improvisation. A la place de l'Empereur, César, habitué à l'art de manier les esprits dans le Sénat et devant le peuple comme au camp, aurait conquis et entraîné le Corps-Législatif. Napoléon, quoique doué d'une haute éloquence, ne savait pas gouverner ses paroles dans toutes les circonstances, et pour n'avoir pas possédé ce talent, il a peut-être perdu l'empire. Après ce funeste entretien avec le Corps-Législatif, il soutint sa résolution par des raisons d'État irrésistibles, mais cette résolution n'en était pas moins une grande faute que tout commandait d'éviter, même au risque d'une révolution. Il fallait enfin sauver la France par la France, dut-on périr soi-même au milieu de la tourmente qui l'aurait arrachée des mains de l'étranger. Il n'était plus au pouvoir d'un homme et d'une armée d'obtenir ce prix des plus héroïques efforts.

LIVRE SEIZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

SUITE DE LA NÉGOCIATION DE FRANCFORT.— DÉFECTION DU ROI DE NAPLES.— CAMPAGNE DE FRANCE.
— CONGRÈS DE CRATILLON.

L'ANNA 1814 commence pour Napoléon sous de sinistres auspices : sur les bords de la Baltique, les vingt mille braves, reste de la garnison de Dantzick, sont, au mépris de la capitulation, envoyés dans les déserts de la Russie par l'ordre d'Alexandre, au nom duquel le prince de Wurtemberg les a déclarés libres de retourner en France; Genève, qu'un lâche magistrat vient d'abandonner, a ouvert ses portes que l'on pouvait défendre long-temps contre Bubna; Lyon, confié au maréchal Augereau déjà indigne de lui-même, Lyon, qui doit sauver le Midi de la France, si le duc de Castiglione se souvient de ce qu'il a fait autrefois et des dernières instructions de Napoléon, menace de tomber aux mains de l'ennemi. Serons-nous plus heureux dans les négociations? La tournure qu'elles prennent ne promet pas une réponse favorable à cette demande.

Le duc de Vicence, muni des pleins pouvoirs de l'Empereur, n'avait pu être admis auprès de M. de Metternich. Le 18 janvier, il attendait encore ses passe-ports aux avant-postes français. Napoléon avait lu clairement dans les propositions des alliés, lorsqu'il disait à ses plénipotentiaires qu'elles n'étaient qu'un masque. Et sans doute, après les démarches officielles qu'il avait fait résulter de la note confidentielle de M. de Saint-Aignan, il n'était point permis d'accuser l'Empereur de ne pas vouloir mel-

tre un terme à la guerre, quand, d'ailleurs, il ne comptait plus qu'une petite armée de cinquante mille hommes pour défendre la France assiégée par un million de soldats. La paix n'était pas seulement un devoir pour lui; elle était une nécessité, une loi de la fortune, et d'une fortune propice, si la conduite des alliés s'accordait avec leurs déclarations.

Ce même mois de janvier devait encore être fatal à l'bonheur du diadème. Un souverain à qui la France donnait depuis vingt ans le titre de *son premier soldat*, que Bonaparte, en reconnaissance de cette valeur devenue historique pour la nation, avait uni à sa famille et doté d'une des plus belles couronnes de l'Europe, le roi Joachim oublié tout à coup qu'il n'est rien sans la France et sans Napoléon. Il imite Bernadotte, dont toutefois la condition politique est bien différente, et il court se placer à la suite des intérêts et des défections des anciennes dynasties. Le 6 de ce mois, il a signé un armistice avec l'Angleterre; le 11, un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Autriche; en vertu de ce traité, trente mille Napolitains doivent marcher contre la France. Ces étranges conventions, conseillées par les passions privées, par les haines implacables des obscurs amis de Murat, entraînent la perte de l'Italie, et vont devenir une des principales causes de la chute de l'empire français. Elles

ferment au vice-roi la route de Vienne, qu'une bataille combinée avec le roi de Naples lui aurait infailliblement ouverte.

La France semble marquée de la même fatalité au dedans qu'au dehors, au commencement de cette année. Dans le courant de janvier, le fort Louis, Montbelliard, Haguenau, le Fort-l'Écluse, Saint-Claude, Cologne, Trèves, Vesoul, Épinal, Forbach, Bourg-en-Bresse, Naney, le Fort de Joux, Langres, Dijon, Toul, Chambéry, Châlons-sur-Saône, Bar-sur-Aube, sont occupés par l'ennemi. Avant la fin de janvier, la France est saisie au nord, à l'est, au sud; elle n'a plus de frontière où elle a un voisin : la mer, sous le joug de la marine britannique, complète le blocus continental qui nous enveloppe de toutes parts. Cependant Napoléon, oubliant la résistance politique qu'il vient d'éprouver dans le Corps-Législatif, a appelé aux armes toute la population virile des Vosges, de la Haute-Saône, de l'Isère, de la Drôme, du Jura, du Doubs, du Mont-Blanc, de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de l'Aube, du Haut et du Bas-Rhin. On donne aux levés en masse de ces départements des officiers et des généraux qui y sont nés; le général Berckheim a sous ses ordres toutes celles de l'Alsace. Dès le 8 janvier, un décret a mis en activité les trente mille hommes de la garde nationale de Paris; l'Empereur les commande en chef, et prend le maréchal Monecy pour major-général. Cette armée est l'armée de la capitale; c'est elle qui, en 1789, a fait la révolution; mais jamais elle n'aura vu un plus grand péril. Les invalides de Fleurus, de Jemmapes, d'Arcole, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Essling, de Wagram, de Friedland, et quelques-uns de Moskou, demandent à partager les travaux de la défense nationale; plusieurs centaines de ces vétérans généreux vont grossir les bataillons de l'armée active : « Le moment est venu, disait le « *Monteur*, où, de tous les points de ce vaste empire, les Français qui veulent délivrer promptement le territoire de la patrie et conserver l'honneur national que nous tenons de nos pères, « doivent prendre les armes et marcher vers les « camps, rendez-vous des braves et des vrais Français. » En effet, malgré les discours perfides des conspirateurs de Paris, c'était bien pour la France, et non pour Napoléon, que la nation était appelée aux armes.

La destinée de Napoléon dépend de la guerre et du congrès qui en suivra toutes les phases; heureux, il dictera encore la loi, et renverra les étrangers de France pour n'y plus revenir; malheureux, il perdra sa couronne, avec la douleur de voir le territoire sacré au pouvoir des alliés. Pour soutenir la guerre, il invoque son génie dont il a la confiance d'obtenir de nouveaux prodiges; mais en même

temps la prudence lui conseille de ne rien négliger dans les négociations, de même que sa dignité lui prescrit de prendre une attitude convenable par une déclaration franche de ses résolutions : il fait donc écrire au duc de Vicence : « ... La chose sur laquelle Sa Majesté est revenue le plus souvent, « c'est la nécessité que la France conserve ses limites naturelles... Le système de ramener la France à ses anciennes frontières est insaisissable « du rétablissement des Bourbons... Sa Majesté ne voit que trois partis : ou combattre et vaincre, ou combattre et mourir glorieusement; ou enfin, si « la nation ne la soutient pas, abdiquer... » Napoléon avait tout prévu, et ne pouvait plus être surpris par aucune chance du sort.

Le 25 janvier, après avoir confié le roi de Rome et sa mère à la fidélité de la garde nationale, l'Empereur signe les lettres patentes qui confèrent la régence à l'Impératrice; le 24, par une confiance que rien ne justifie, il abandonne la capitale de la France à son frère Joseph, qui s'était laissé ravir Madrid et l'Espagne; dans la nuit, il embrasse sa femme et son fils pour la dernière fois, et part, le 25 au matin, en jurant de vaincre et de sauver la patrie. Quoique toute l'Europe soit armée contre lui, il tiendra ce serment s'il n'est pas trahi par des compagnons d'armes. Le 26, le quartier-général se trouve à Châlons-sur-Marne; les avant-postes sont à Vitry. Napoléon vient d'entrer en campagne. Nos troupes vont manœuvrer dans ces plaines de Valmy où, vingt ans auparavant, les Français ont remporté leur première victoire contre les Prussiens, sous le vieux Kellermann qui les conduit encore. Napoléon passe toute la soirée à recueillir des nouvelles, et voici ce qu'il apprend : la grande armée autrichienne, descendant des Vosges, a dirigé sa plus forte colonne sur Troyes; un corps de la vieille garde, commandé par le duc de Trévise, a défendu le terrain pied à pied, et livré de glorieux combats à Colombey-les-Deux-Églises et à Bar-sur-Aube; mais la ville de Troyes n'en court pas moins un danger imminent. Le duc de Raguse est derrière la Meuse entre Solut-Michel et Vitry; le duc de Bel-luue, qui semble destiné partout à commettre des fautes presque aussi fatales que des trahisons, a abandonné les défilés des montagnes, et s'est replié, ainsi que le prince de la Moskowa, sur Vitry-le-Français. Toute l'armée française, moins le duc de Tarente, que le duc de Valmy doit attendre à Châlons, se trouve réunie sous la main de l'Empereur; instruit que le duc de Trévise se retire de Troyes, il lui donne avis de sa marche, et vole, dès le 27, attaquer un corps de Blücher à Saint-Dizier, le chasse de cette ville avec vigueur, et coupe en deux l'armée de Silésie. La présence de Napoléon jette la

terreur parmi les ennemis, elle ranime le courage des habitants et nous amène une foule de nouveaux défenseurs; on détèrre ses armes, on se précipite sur l'ennemi; on lui fait de nombreux prisonniers; l'enthousiasme est universel. Napoléon a résolu d'empêcher la jonction de Blücher avec Schwartzemberg, et se dirige vers Troyes par Brienne, où la rupture du pont de Lesmont-sur-Aube avait retenu ce général. Napoléon s'en réjouit; il voudrait qu'une grande bataille, livrée pour le salut de la France, immortalisât ce bourg de Brienne, son second bercéau, cette école militaire que, trente ans après en être sorti, il est réduit à conquérir sur des Russes et des Prussiens. Tandis que le duc de Trévise va revenir à Troyes, par les ordres de Napoléon, l'armée arrive, à travers une forêt impraticable pour d'autres soldats que des Français, sous Brienne. Nos attaques sur les terrasses du parc et à l'entrée de la ville basse sont si vives, que Blücher pense être pris. Un prisonnier aussi important eût valu le gain d'une bataille. Blücher est à la fois le génie militaire de la Prusse et le héros du Tugendbund, qui s'était levé à sa voix. Le bourg défendu par les Russes, le château par les Prussiens, ont vu le combat le plus acharné, qu'une perte égale rend funeste aux deux armées. Il semble que Brienne soit pour elles un de ces lieux sacrés dont la possession assure la victoire aux anciens Grecs. La nuit, après douze heures d'une lutte opiniâtre, ne sépara pas les combattans; elle pensa être fatale aussi à Napoléon, qui vers dix heures du soir, regagnait son quartier général de Mézières, à une demi-lieue de Brienne: un hurra de Cosaques se jeta au milieu de sa colonne, et l'un d'eux allaient le frapper de sa lance, quand, d'un coup de pistolet, Gourgault l'abattit à ses pieds. Cette journée fut malheureuse. L'Empereur n'avait avec lui qu'une partie de sa garde et de son armée; le gros de ses forces marchait dans une autre direction pour couper la route de Troyes à Blücher, qui s'est replié silencieusement vers Bar-sur-Aube. Le 30, à la pointe du jour, Napoléon va occuper Brienne, et s'établit au château. Bientôt il apprend que Blücher a fait sa jonction avec Schwartzemberg, et que cent mille hommes nous attendent dans les plaines de l'Aube. Le 1^{er} février, il accepte le combat avec cinquante mille hommes, presque tous enrôlés des nouvelles levées; il a en tête les vieilles bandes de toutes les nations, qui se sont aguerries par ses exemples et sous son drapeau; l'élite de l'armée de Silésie, celle de l'armée autrichienne, de la garde impériale russe. Napoléon est au centre de son armée, au village de la Rothière, et sentient avec la plus grande vigueur tout l'effort de l'ennemi, qui a dirigé sur ce point son attaque principale. Mais vainement les

généraux Duhesme et Gérard déploient une intrépidité héroïque, l'un à la Rothière, l'autre à Dienville, la supériorité numérique des alliés rend inutiles les miracles de la valeur française. Toutefois l'audace leur a manqué pour nous ravir le champ de bataille. Dans la nuit, Napoléon ordonne la retraite sur Troyes, et trompe habilement Blücher, qui espère nous détruire. Le lendemain, l'armée française pousse son mouvement sur la rive gauche de l'Aube, après avoir coupé encore une fois le pont de Lesmont, qui a été rétabli le 31 janvier; mais Marmont, chargé de protéger notre marche, est resté sur la rive droite, et n'a plus d'autre ressource que celle de franchir la Loire à Rosnay. Assailli par les vingt-cinq mille Bavaarois du général de Wrède, Marmont se souvient de Hanau: l'épée à la main, il passe sur le corps de ces infidèles alliés, et le même jour il arrive à Arcis.

Le 1^{er} février, Bruxelles avait été évacuée. Ne pouvant plus sauver la Belgique envahie par Bernadotte, Maison était réduit à défendre pied à pied la frontière de la Flandre. Eugène, que l'agression de Joachim a forcé, le 4, de se replier de l'Adige sur le Mincio, y attendait les Autrichiens. Murat avait dit au général Giffenga, aide-de-camp d'Eugène: « ... Aujourd'hui, je dois ma couronne à l'Autriche, et à l'Autriche seule: elle pouvait la rendre à la reine Caroline; elle a mieux aimé me la conserver. En conséquence, je la servirai fidèlement et chaudement, comme j'ai servi l'Empereur... » Joachim était trompé sur tout, même sur sa nouvelle fidélité.

Cependant Napoléon apprend, le 3 février, à Piney, entre Brienne et Troyes, que le lendemain le congrès doit s'ouvrir; toute l'Europe diplomatique et toute l'Europe militaire sont réunies contre lui. Si la position avait été changée de Prague à Francfort, elle l'est bien davantage de Francfort à Châtillon; de plus, l'Angleterre est représentée à ce congrès par quatre plénipotentiaires. Cela seul indique au duc de Vicence que l'Angleterre réclame la prépondérance pour traiter et que c'est à elle qu'il doit s'adresser. Mais il n'en fut pas ainsi; les habitudes de Prague prévalurent! Comme il n'est déjà plus question à Châtillon des bases de Francfort, le duc de Vicence demande d'autres pouvoirs; Napoléon résiste long-temps aux exigences de sa situation, aux souvenirs et aux instances de ceux qui l'entourent; enfin il donne *carte blanche* à son plénipotentiaire « pour conduire la négociation à une heureuse issue, sauver la capitale et éviter une bataille où sont les dernières espérances de la nation. »

Ainsi le duc de Vicence n'a plus *les mains liées*, et par cette *carte blanche* il lui est bien déclaré

que le salut de la France dépend d'une paix ou d'un armistice à faire dans quatre jours. Et en effet les souverains alliés venaient d'arrêter définitivement à Brienne la marche sur Paris, par les deux rives de la Seine. Macdonald, repoussé du pays de Liège, était déjà à Meux, où il retenait les fuyards; il avait dû, le 3, évacuer Châlons devant le général Yorck. Blücher s'était séparé de ses alliés pour agir isolément sur la Marne. Dans le but de l'atteindre, Napoléon, après avoir, le 3 et le 4, marqué son mouvement de retraite par de brillantes affaires d'avant-garde, et avoir forcé l'ennemi de se replier sur Bar-sur-Aube, était parti de Troyes. Cependant la tristesse se répandait dans les rangs de nos soldats, qui n'avaient pas l'habitude de reculer devant l'ennemi. « Où nous arrêterons-nous! » disaient-ils en sortant de Troyes: ils ne savaient pas qu'ils marchaient au secours de Paris.

Le 7, Nogent est mis à l'abri d'un coup de main par la rupture du pont et de prompts dispositions. Mais les courriers de Paris et les aides-de-camp du duc de Tarente viennent annoncer la nouvelle de la marche de Blücher sur la capitale, par la grande route de Châlons. Le salut ou la perte de la France dépend maintenant du congrès de Châtillon; Napoléon a donné à son plénipotentiaire la mesure du péril public, en mettant entre ses mains le sort de l'État: il a été six heures à s'y décider. Il reçoit à Nogent, sous la date du 8, une lettre par laquelle M. de Vicence lui accuse réception de la *carte blanche* expédiée la veille de la ville de Troyes; ce ministre se plaint de n'être pas éclairé touchant le danger dont parle l'Empereur, et il demande des instructions positives sur les sacrifices qu'il faut consentir. Ces instructions étaient toutes dans la *carte blanche*. D'ailleurs lord Castlereagh, ayant fait déclarer à la première conférence qu'il n'y aurait point de discussion sur le code maritime, s'était proclamé, par cela seul, l'autocrate du congrès. C'était donc avec le chef du cabinet de Londres qu'il fallait entendre. M. de Metternich se tenait à Chambray auprès de son souverain. Cependant, après les protestations de la plus haute raison et du courage le plus inflexible, après les révoltes d'un cœur généreux et livré aux plus cruelles angoisses, déterminé enfin par le seul intérêt de la patrie, dont il crut entendre la voix, Napoléon se décide à abandonner la Belgique et la rive gauche du Rhin, l'Italie, le Piémont, l'Allemagne, Gènes, etc. Il doit signer cette dépêche le 9, à sept heures du matin; mais à cinq heures, il a reçu un rapport sur les mouvements des armées russe et prussienne. A la lecture de ce rapport, une illumination de génie s'est emparée de lui; le duc de Bassano l'en trouve entièrement préoccupé. « Ah! c'est vous..... » dit l'Empereur

qui lui voit dans les mains la dépêche pour Châtillon. « Il s'agit d'autres choses, ajoute-t-il; je sais « dans ce moment à battre Blücher de l'ail; il « marche par Montmirail. Je pars; je le battraï « demain, je le battraï après-demain: si je réüssis, « l'état des affaires va changer, et nous verrons; en « attendant, laissez Caulaincourt avec les pouvoirs « qu'il a. » C'était le jour où Razumowski suspendait le congrès après en avoir violé les formes.

Napoléon a donné ses ordres. Bourmont est chargé de défendre à Nogent le passage de la Seine; Oudinot garde le pont de Bray. Le soir, Napoléon arrive à Sézanne par la traverse; il a fait donze grandes lieues avec son armée. Il n'est plus qu'à quatre lieues de Blücher, qui court sur Meux avec sécurité après Macdonald. Le 10, au matin, l'Empereur marche de nouveau: Marmont a rétrogradé avec l'avant-garde à cause des mauvais chemins; Napoléon se met en route. Marmont force les défilés de Saint-Gond, et enlève à l'ennemi le village de Baye. Dans l'après-midi, Napoléon débouche à Champ-Aubert, engage aussitôt ses troupes, bouleverse les colonnes russes du général Alsmief, qui ont défendu Brienne, et brise l'armée de Blücher. Nansouty en suit une partie sur Montmirail; Marmont poursuit l'autre sur Châlons. Napoléon s'arrête à Champ-Aubert, et fait dîner avec lui les généraux prisonniers. En informant le duc de Vicence de ce succès, il se contente de lui recommander de prendre une attitude plus fière au congrès. Marmont tenait Blücher en échec, entre Châlons et Champ-Aubert. Le lendemain 11, Napoléon accourt sur les traces de Saeken, qui marche vers La Ferté, et d'Yorck, qui est déjà à la vue de Meux; mais à la nouvelle de la défaite de Champ-Aubert, ils ont rebroussé chemin et viennent au-devant de la bataille que Napoléon leur apporte; une attaque générale la décide bientôt en faveur des Français. Ney et Mortier ont emporté avec la plus grande valeur la ferme des Grenaux, où l'ennemi a concentré ses forces; il fuit vers Château-Thierry en pleine déroute, dans l'espoir de rejoindre Blücher sur la Marne. Mais le 12, poursuivi jusqu'à cette ville, les Russes et les Prussiens, qui n'ont pas eu le temps d'en couper le pont, y sont entrés pêle-mêle avec la cavalerie française. Mortier refoule sur la route de Soissons tous ces fuyards d'Yorck et de Saeken. Les habitants de Château-Thierry ramassent les fusils des vaincus et se forment en partisans.

Cependant Marmont n'a pu contenir plus longtemps Blücher, renforcé de deux corps russes et prussien arrivés de Mayence: il a même dû évacuer Champ-Aubert: enfin il se voit poussé jusqu'à Montmirail; tout à coup il fait volte-face et prend position dans la plaine de Vaux-Champs; il se re-

trouve encore à l'avant-garde, ayant derrière lui Napoléon avec son armée en bataille. Il est huit heures du matin : Blücher, étonné, voudrait refuser la bataille ; mais, attaqué soudain par notre cavalerie qui se précipite sur les carrés prussiens, elle enfonce et les disperse, la retraite qu'il ordonne n'est plus qu'une fuite. Lui-même, le soir, enveloppé avec son état-major, il ne peut se dégager que le sabre à la main, et à la faveur de l'obscurité. Marmont continue la poursuite toute la nuit. Napoléon retourne coucher à Montmirail ; il envoie huit mille prisonniers russes et prussiens porter à Paris les bulletins de cette glorieuse semaine. Il peut se rappeler la fameuse campagne de cinq jours qui marqua ses premiers succès en Italie ; d'autres vont encore illustrer ses derniers combats en France.

Les deux routes de Châlons sont balayées par les troupes françaises dix fois victorieuses ; maintenant Napoléon est appelé sur les routes de la Seine, où s'avance Schwartzemberg, tandis que Mortier et Marmont restent gardiens des avenues de Châlons. Le 13, l'Empereur marche sur Meaux avec sa garde et le corps de Macdonald ; il prévient Victor et Oudinot que le lendemain il débouche derrière eux par Guignes. Le 16, c'est à leur canon que l'Empereur se rallie, ils se battaient dans la plaine de Guignes : sa présence arrête l'ennemi, qui était bien éloigné de le croire si près de lui. Schwartzemberg, avec ses cent cinquante mille hommes, avait à la fin forcé les ponts de Nogent, de Bray, de Montereau, et s'avancait plein de sécurité sur Nangis, dans l'espoir d'arriver à Paris avant Blücher ; l'émulation de ces deux généraux est prématurée. Le 17, Napoléon attaque Schwartzemberg devant Nangis ; les dragons venus d'Espagne avec le général Treillard contribuent au succès de cette journée. Schwartzemberg, vaincu comme Blücher, éprouve la déroute la plus complète ; Oudinot et Kellermann poursuivent les Russes jusqu'à Nogent ; Macdonald, les Autrichiens sur Bray ; et Gérard, les Bavares, qu'il écrase à Donne-Marie et à Ville-neuve. Victor a l'ordre de s'emparer le soir même du pont de Montereau ; et Napoléon va coucher au château de Nangis, dans la confiance que Montereau est occupé par ses troupes ; il espère alors forcer Schwartzemberg à une bataille rangée.

Le 17, dans la soirée, un officier autrichien se présente aux avant-postes ; il vient demander une suspension d'hostilités. Napoléon saisit cette occasion d'échapper aux lenteurs et aux perfidies d'un congrès, et écrit directement à son beau-père, en lui envoyant une lettre de Marie-Louise. Il témoigne le plus vif désir d'entrer en arrangement avec l'Autriche ; mais, après ses huit jours de victoire, il compte traiter sur de meilleures bases que celles

de Châtillon, par lesquelles on lui dictait les plus dures conditions. En même temps, et sous l'inspiration du retour de la fortune à ses drapeaux, il s'empresse de mander au duc de Vicence : « Je vous « ai donné carte blanche pour sauver Paris et éviter « une bataille qui était la dernière espérance de la « nation : la bataille a eu lieu ; la Providence a béni « nos armes ; j'ai fait trente à quarante mille prison- « niers ; j'ai pris deux cents pièces de canon, un « grand nombre de généraux, et détruit plusieurs « armées, presque sans coup férir ; j'ai entamé hier « l'armée du prince de Schwartzemberg, que j'es- « père détruire avant qu'elle ait repassé nos fron- « tières. Votre attitude doit être la même ; vous de- « vez tout faire pour la paix ; mais mon intention « est que vous ne signiez rien sans mon ordre, « parce que moi seul je connais ma position.... Je « veux la paix ; mais ce n'en serait pas une qui im- « poserait à la France des conditions plus humiliantes que celles de Francfort.... Je suis prêt à « cesser les hostilités, et à laisser les ennemis ren- « trer tranquilles chez eux, s'ils signent les prélimi- « naires basés sur les propositions de Francfort... » Napoléon a reconnu toute la force de la carte blanche, puisqu'il la révoque : dès ce moment seulement, elle n'existe plus pour lui ; mais elle existe encore pour son plénipotentiaire jusqu'au 21, jour où cette lettre lui parvient. Il fallait le courage d'obéir à Châtillon aux ordres de Troyes ; il fallait désintéresser l'Angleterre aussitôt la réception de ces pouvoirs illimités. Si, le 7, le 8 ou le 9, M. de Vicence avait déclaré à lord Castlereagh qu'il abandonnait, pour la paix, Anvers, la Belgique, le Rhin, la paix était faite, malgré Razumowski et Stadion. Le 8 mars, et il n'est plus temps, M. de Metternich le dit clairement, il écrit à M. de Vicence, de Chaumont : « Je ne doute pas que vous êtes joo- « nellement dans le cas de vous convaincre que « l'Angleterre va rondement en besogne ; le minis- « tre actuel est assez fort pour pouvoir vouloir la « paix... Pour arriver à cette paix, il faut égale- « ment en vouloir les moyens, et ne pas oublier que « l'Angleterre dispose seule de toutes les compensa- « tions possibles... » A Prague, M. de Metternich était l'intermédiaire nécessaire de la négociation, aussi eut-on la guerre ; à Châtillon, c'était lord Castlereagh : il n'eût pas osé refuser une paix achetée par les sacrifices spécifiés plus haut, sans s'exposer à payer ce refus de sa tête, si les chances de la guerre venaient à changer, comme elles changèrent réellement depuis le 10 jusqu'au 19 février.

Pendant que ces choses se passaient à Nangis, le congrès s'était rouvert le 17, et les plénipotentiaires alliés présentaient leur projet de traité préliminaire. L'empereur Napoléon devait renoncer aux acquisi-

tions faites par la France depuis 1792, ainsi qu'aux titres dérivans de son influence sur les pays placés hors des anciennes limites de la France; l'indépendance de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse, était déclarée; la Hollande rentrait sous la souveraineté de la maison d'Orange, et l'Espagne sous celle de Ferdinand VII, etc. C'était bien le cas sans doute d'accepter ce traité préliminaire, et de faire usage de la carte blanche; il portait d'ailleurs que quatre jours étaient donnés pour l'échange des ratifications. On ne sait quel motif engagea M. de Vicence à intervenir pour la couronne d'Italie, pour le prince Eugène, le prince Jérôme et le roi de Saxe, et à ne pas répondre sur-le-champ. Quatre ou cinq jours plus tard, il n'était plus libre; il recevait les lettres de Nangis, du 17 et du lendemain, par lesquelles l'Empereur révoquait les pouvoirs sans limites.

Le 17 février doit marquer dans nos fastes comme un jour fatal. Le maréchal Victor n'a pas exécuté l'ordre si précis et si important de prendre Montereau; cette ville est encore occupée par les Wurtembergeois, qui couvrent la retraite sur Sens du corps autrichien de Bianchi. Le 18, le maréchal se présente devant Montereau, et veut forcer cette position. Le général Chateau, son gendre, qui avait emporté avec tant de valeur les hauteurs de Brienne, y est mortellement blessé d'un coup de feu. L'action devient générale, l'Empereur s'empare du commandement et la victoire reste aux Français. Dans cette affaire, se souvenant de son ancien métier, Napoléon pointe lui-même des pièces d'artillerie, s'expose gaiement aux coups de l'ennemi, et répond aux alarmes ainsi qu'aux murmures des soldats : « Allez, mes amis, ne craignez rien; le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu. » Gérard qui a puissamment contribué au succès, reçoit le commandement du corps du maréchal Victor, à qui l'Empereur permet de se retirer chez lui; mais touché par les larmes d'un ancien compagnon d'armes, et surtout par la perte du général Chateau, Napoléon tend la main à Victor, et l'envoie commander deux divisions de sa garde.

Le 19, l'armée a l'ordre de pousser l'ennemi sur Troyes et de nettoyer le rive droite de la Seine. Les Autrichiens, les Russes, les souverains alliés sont en pleine fuite. Paris reçoit les drapeaux des journées de Nangis et de Montereau. Le 20, l'Empereur se trouve à Bray, où Alexandre a couché la veille; le soir, il entre à Nogent, que Bourmont a si vaillamment défendu le 10, le 11 et le 12, contre toute l'armée de Schwartzemberg, et où il a gagné le grade de lieutenant-général. Le 22, Napoléon poursuit sa marche; la retraite des alliés se change en déroute; cent mille hommes se précipitent vers nos frontières

devant les quarante mille braves de Napoléon, qui n'a pu décider Schwartzemberg à une bataille rangée. Les équipages des alliés refluent jusque sur les Vosges et les bords du Rhin. On arrive le 22 à Méry-sur-Seine; de l'autre côté un corps ennemi en force le passage, et l'on apprend avec la plus grande surprise que ce corps est celui de Sacken, appartenant à cette armée de Blücher, qui partout se reproduit, et semble renaitre de ses ruines. Une action vigoureuse s'engage avec les Russes dans les rues de cette petite ville; ils en sont ébassés; ils se retirent à la hâte de l'autre côté de l'Aube. Cependant les flammes dévorent Méry, et le quartier-général impérial se transporte au hameau de Châtres, où Napoléon passe la nuit du 22 au 23 dans la boutique d'un charbon. Le matin se présente le prince de Wentzel de Liechtenstein, aide-de-camp de Schwartzemberg, et porteur d'une réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre du 17 de l'empereur des Français. Une conversation secrète prolongea l'audience que Napoléon accorda au prince. On assure qu'interrogé par ce souverain touchant l'influence que trois membres de la famille des Bourbons, arrivés en France, semblaient avoir prise sur les intentions des alliés, le prince de Liechtenstein avait répondu que « l'Autriche ne se prêterait à rien de semblable; qu'on n'en voulait ni à l'existence de Napoléon ni à sa dynastie, et que sa mission était une preuve sans réplique qu'on ne voulait faire que la paix. » Alors Napoléon dit au prince qu'il serait le soir même à Troyes, d'où il enverrait aux avant-postes ennemis un général pour y traiter d'un armistice. Immédiatement après le départ de l'aide-de-camp autrichien, le baron de Saint-Aignan, beau-frère du duc de Vicence, revenait de Paris, d'une mission, et il était admis chez l'Empereur, qu'il trouva entièrement rassuré sur la position des affaires. Deux ministres que n'avait éblouis aucune des victoires, bien que miraculeuses, qui venaient d'illustrer le mois de février, avaient fait promettre à M. de Saint-Aignan de présenter à l'Empereur le tableau véritable de l'opinion, de la situation de la capitale, et des dangers de toute espèce qui le menaçaient. Les avis dont il s'était échargé étaient sévères; il les porta à Napoléon avec autant de courage que de fidélité, et le pressa instamment de répondre aux vœux unanimes que l'on formait à Paris pour la paix, quelles que fussent les concessions auxquelles il fallut descendre. Napoléon, tout rempli de ses succès et des dernières paroles du prince de Liechtenstein, repoussa les représentations de M. de Saint-Aignan; mais la loyauté de ce plénipotentiaire de la pensée publique ne fut point ébranlée : « Sire, dit-il en terminant, la paix sera assez bonne si elle est assez prompte.

« — Elle arrivera assez tôt, répliqua vivement Napoléon, si elle est bonteuze ! » Ces mots se répandent, et l'armée reprend la route de Troyes, aussi tristement qu'elle avait repris de cette ville, le 3 du même mois, le chemin de la capitale.

Les conseils qui arrivaient de Paris avaient sans doute de la sagesse; les circonstances leur prêtaient beaucoup de force : toutefois si les ministres, celui de la guerre surtout, si le général qui commandait la grande ville, si Joseph, et les autres membres du gouvernement, eussent rempli la moitié de leurs devoirs, Napoléon n'aurait pas eu besoin d'entendre de pareils avis, parce qu'il ne se serait jamais vu réduit à une extrémité semblable. En effet, même dans la position où il se trouvait, son génie, qui venait de lui ramener la fortune par de si incroyables succès sur les forces combinées de l'Europe, pouvait encore le sauver.

Le 23, dans l'après-midi, nous paraissions devant Troyes; les portes en sont fermées et barricadées. L'ennemi semble vouloir la défendre ou plutôt la détruire avant d'évacuer. Le combat s'est engagé; mais à la nuit l'ennemi fait demander une trêve pour remettre les portes à la pointe du jour : Napoléon préfère le salut de la ville à un nouveau triomphe.

L'Empereur rentre à Troyes le 24. Fatigués de dix-huit jours de domination étrangère, les habitants laissent éclater des accusations de trahison et de connivence avec l'ancienne dynastie. Deux émigrés sont dénoncés pour avoir porté publiquement la croix de Saint-Louis et la cocarde blanche pendant le séjour des alliés; l'un d'eux est arrêté et fusillé. Napoléon a appris que les proclamations d'Hartwell circulent dans Paris, et que des lettres émanées de Louis XVIII sont mystérieusement parvenues aux principaux personnages de l'empire. Il sait que le duc de Berri est à Jersey, le duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz avec l'armée anglaise, et le comte d'Artois en Franche-Comté. Aussi, à son entrée à Troyes, il a rendu un décret qui prononce la peine des traitres contre tous ceux qui auraient arboré les insignes de l'ancienne monarchie. Cependant dans cette même ville de Troyes, l'empereur Alexandre avait déclaré à M. de Vitrolles que les alliés n'épousaient pas la cause de la maison de Bourbon, que ce négociateur officieux venait plaider auprès de lui; les autres souverains tenaient le même langage. A Châtillon, on avait également affirmé au plénipotentiaire français que le comte d'Artois était arrivé à Vesoul, sans en prévenir les puissances, sans leur assentiment, et qu'il allait repartir.

Dans l'espoir de tirer un grand parti de sa nouvelle situation, Napoléon s'occupe de la suspension

d'armes. Les alliés se sont retirés sur Bar-sur-Aube, d'où le prince de Schwartzemberg fait proposer Lusigny pour la négociation. Le point le plus difficile à décider était la ligne d'armistice. Napoléon demanda qu'elle s'étendit depuis Anvers jusqu'à Lyon; cette demande étonna les alliés. En attendant leur réponse, Napoléon se livrait aux espérances que devait lui donner l'espèce d'empressement que la coalition avait montré pour une trêve, lorsque, dans la nuit du 26 au 27, il découvre l'énigme de cette attaque de Méry, suivie si rapidement d'une retraite de la part des Russes. Ceux-ci étaient la nouvelle avant-garde d'une autre armée de cent mille hommes, récemment formée par Blücher des différents corps descendus de la Belgique. Cet infatigable général, présent à l'échauffourée du pont de Méry, où il venait de recevoir une blessure, avait voulu, pour la seconde fois, rallier le prince de Schwartzemberg; mais la déroute de ce dernier, après Nangis et Montereau, ayant détruit cette combinaison, le général prussien l'avait remplacée en reprenant un projet plus hardi et plus brillant, celui d'arriver seul à Paris par les deux rives de la Marne. En effet, devant lui Marmont s'était vu forcé d'évacuer Sézanne le 24; Mortier se retirait également de Soissons, et ces deux maréchaux se reemployaient sur la Ferté-sous-Jouarre. Loin de se laisser abattre par un événement aussi inattendu, Napoléon se retrouva au contraire dans son élément naturel, les grandes difficultés. La plus pressante à surmonter est sans doute celle de masquer son départ et celui de son armée pour courir après Blücher, sans que Schwartzemberg puisse dans ce mouvement de retraite en avoir le moindre soupçon. Oudinot et Macdonald doivent contenir les Autrichiens; l'un se bat déjà à Bar-sur-Aube; l'autre, avec Gérard, fait faire sur toute la ligne ces acclamations qui annoncent la présence de Napoléon. Cette ruse réussit. A midi l'Empereur était à Arcis : pour la première fois il se trouve mener de front deux négociations et deux opérations militaires.

Arrivé à Sézanne, il apprend la marche sur Meaux de Mortier et de Marmont, qui n'ont pu rester à la Ferté-sous-Jouarre. Il faut sauver Meaux; c'est un fanbourg de la capitale. De Sézanne, Napoléon se porte à la Ferté-Gaucher. Là, il reçoit de fâcheuses nouvelles : le généralissime Schwartzemberg a déconvert que Macdonald et Oudinot sont seuls devant lui, et en conséquence il a repris vigoureusement l'offensive à Bar-sur-Aube; Wittgenstein et Schwartzemberg, blessés dans l'action, ont refoulé sur Troyes, par la masse de leurs troupes, les faibles corps français placés en face d'eux; Macdonald, qui devait fournir la garde au congrès de Châtillon, a dû éga-

lement suivre le mouvement rétrograde sur Troyes ; et enfin Augereau, qui a reçu à Lyon l'ordre le plus pressant de rallier en Franche-Comté, va avoir à combattre, outre le corps de Bubna, ceux de Bianchi et de Hesse-Hombourg, que Schwartzemberg, embarrassé du nombre de ses troupes, vient de diriger sur Lyon.

Cependant Napoléon ne perd pas de vue son ennemi principal. Le 2 mars, pendant qu'on rétablit le pont de la Ferté-sous-Jouarre, détruit par Blücher, il s'arrête dans cette ville pour envoyer au duc de Vicence, avec une lettre autographe, le *contre-projet* que ce ministre lui a demandé, en réponse au projet de traité préliminaire des alliés. La veille, le traité de la quadruple alliance avait été signé à Chaumont. Il garantissait les bases auxquelles venait de répondre le contre-projet, et renfermait deux clauses bien menaçantes pour la France. Par l'une, chacune des quatre grandes puissances s'engageait à tenir constamment en campagne une armée de cent cinquante mille hommes, et la Grande-Bretagne donnait un subside annuel de 120 millions ; par l'autre, aucune négociation séparée n'aurait lieu avec l'ennemi. Ce nouveau pacte est un arrêt de mort contre Napoléon et la France. Il ne reste qu'à combattre. Blücher a pris la rive gauche de la Marne, et s'avance sur Soissons. Tout est sauvé si Napoléon arrive à Soissons avant Blücher, engagé dans des chemins de traverse impraticables. Pas un moment de perdu du côté des Français : des courriers sont expédiés à Paris, à Châtillon, à Meaux ; Mortier et Marmont ont l'ordre de ressaisir l'offensive. Le pont de la Ferté rétabli dans la nuit du 2 au 3, l'empereur a passé la Marne : il se précipite sur Château-Thierry et sur la route de Soissons ; il est en pleine manœuvre sur les flancs de l'ennemi, auquel nous avons coupé le chemin de Reims. Tout se dirige vers Soissons, la clef de la barrière de la Marne. Marmont et Mortier s'y portent par deux routes différentes : ce dernier maréchal est tranquille sur le sort de Soissons, défendue par une garnison et par des fortifications nouvellement réparées. Cerné de toutes parts, Blücher ne saurait éviter sa ruine, puisque nous occupons Soissons. Blücher ne l'ignore pas ; aussi se propose-t-il d'emporter la ville de vive force et de s'y renfermer : il se présente et les ponts s'abaissent devant lui !..... Bulow et Wintzingerode, arrivés aussi de la Belgique, de l'armée de Bernadotte, avaient, le 2 mars, menacé Soissons, intimidé le commandant, qui ouvrit ses portes ! Le 4 au matin, Napoléon apprend à Fismes l'entrée des Prussiens dans Soissons ! Le général qui avait livré la place se nommait Moreau : « Ah ! s'écrie Napoléon, ce nom m'a toujours été fatal. »

Soissons perdue, la Marne franchie par les alliés, il faut surprendre le passage de l'Aisne. Le 5 mars, l'Empereur court à Béry-au-Bac qu'enlève le général Nansouty ; ainsi le chemin de Reims à Laon nous appartient. Le 6, il marche à Laon, et trouve sur les hauteurs de Craonne une armée russe en position ; il remet la bataille au jour suivant. Le soir, des nouvelles de Strasbourg lui apprennent le mouvement presque général de la population des Vosges contre les Autrichiens en retraite, et le concert d'attaque qui semble lier par les opérations offensives les garnisons du Rhin, celles de la Lorraine et celles de l'Alsace. Mais le 7, il faut emporter Craonne ; Ney et Victor à la tête de l'infanterie, Grouchy et Nansouty à la tête de la cavalerie, s'élancent sur le plateau avec leur impétuosité ordinaire ; les trois derniers sont blessés. Belliard prend le commandement en chef de la cavalerie, soutient par Drouot et son artillerie. Nous sommes maîtres de Craonne, après avoir éprouvé la plus vigoureuse résistance. Nous suivons les ennemis jusqu'à l'embranchement de la route de Laon à Soissons ; ils tiennent quelques heures à l'auberge de l'Ango-Gardien, afin de donner le temps à Blücher d'évacuer Soissons et de se rallier. La journée fut fort sanglante, et notre difficile victoire eut un caractère de tristesse qui se manifesta dans toute l'armée. Napoléon avait encore le front tout chargé de soucis, quand il parvint à Bray ; ce succès sans troupes lui inspirait de profondes réflexions. Ce qui entoure l'Empereur, hommes de guerre, hommes d'État, à les yeux fixés du côté de Châtillon.

M. de Rumigny, attaché au cabinet, en arrive ; il est porteur des nouvelles du duc de Vicence : elles ont un aspect grave ; les propositions de Lusigny sont qualifiées à Châtillon d'infractions aux bases de la négociation ; on ne veut point admettre de discussion ; on persiste à exiger que le duc de Vicence souscrive à la condition *des anciennes limites de la France*, ou remette un *contre-projet* ; sans cela on menace de se séparer. La dépêche du plénipotentiaire est très-pressante. M. de Rumigny emporte, le 8, une longue réponse à cette lettre du duc de Vicence, et cette réponse donne encore une carte blanche, *sans ratification* !

Napoléon a rejoint la tête de ses colonnes ; elles sont en pleine marche sur Laon : on fait occuper Soissons qui n'est plus une barrière, et à deux lieues de Laon nous voyons arrêtés par l'ennemi, maître d'un défilé au milieu des marais ; il est trop tard pour forcer ce passage. Napoléon rétrograde jusqu'à Chavignon, où Flahaut vient lui révéler la rupture des conférences de Lusigny. Le mouvement de Blücher a rétabli les affaires des alliés, en attirant Napoléon sur ses traces ; ils n'ont

plus besoin d'un armistice. Cependant, dans la nuit du 8 au 9, un fait d'armes à la fois heurteux et hardi ouvre le défilé au maréchal Ney. Gourgaud, premier officier d'ordonnance de l'Empereur, a surpris les grand-gardes des alliés. L'armée se trouve au pied des hauteurs de Laon. Le 9, Marmont, Ney et Mortier font leurs dispositions pour aborder, le lendemain, à la pointe du jour, cette forte position : elle est défendue par l'armée de Blücher, grosse de cette avant-garde qui a pris Soissons sans coup férir : cette armée est deux fois plus nombreuse que la nôtre. Laon est le centre presque inexpugnable des opérations du général prussien. Mais dans la nuit qui précède l'attaque, Marmont, à son tour, se laisse surprendre, et son corps est dispersé. Fatale représaille du beau fait d'armes de Gourgaud ! Ainsi se perd tout à coup, pour la seconde fois, et d'une manière irréparable, le fruit d'une marche pénible et savante. La disgrâce de Soissons allait être réparée ; l'audace de Gourgaud avait conduit l'armée sous les remparts de Laon ! Une grande bataille était près de se donner pour sauver la capitale. Napoléon montait à cheval à quatre heures du matin, pour engager l'action, quand il apprit le désastre de son lieutenant : il dut alors se retirer sur Soissons, dont il confia la garde à Mortier. Ce fut de cette ville qu'il écrivit au prince vice-roi, le 12 : « Je reçois votre lettre et le projet de traité que le roi de Naples vous a envoyé : vous sentez que cette idée est une folie ; cependant, « envoyez un agent auprès de ce traître extraordinaire, et faites un traité avec lui en mon nom... » Que ce traité reste secret jusqu'à ce qu'on ait « chassé les Autrichiens du pays, et que vingt-quatre heures après sa signature, le roi se déclare et « tombe sur les Autrichiens. Vous pouvez tout faire « en ce sens. Rien ne doit être épargné, dans la « situation actuelle, pour ajouter à nos efforts les « efforts des Napolitains. » Ainsi Napoléon connaît mieux que personne le péril de sa position, et le besoin qu'il a de conclure la paix à tout prix.

Le 13, l'Empereur s'empare à force ouverte de Reims, dont Corhineau avait été repoussé par un corps russe aux ordres de l'éminé Saint-Priest. Une scène, qui rappelle celle de Victor à Monterau, a lieu le lendemain pour Marmont : ce maréchal vient rendre compte du désastre qu'il a essuyé à Laon. Napoléon lui adresse des reproches fondroyans, lui pardonne, et retient à dîner celui qu'il nomme *l'un de ses enfans* ! Dans la même journée, il reçoit six mille hommes que lui amène le fidèle Janssens, général hollandais, commandant dans les Ardennes. L'Empereur n'avait pas négligé de l'informer de sa marche sur l'Aisne. Ce brave arrivait à Reims par la route de Bethel : un renfort

de six mille hommes est un corps d'armée pour Napoléon, qui combat avec trente-cinq mille hommes les forces de tout le Nord de l'Europe. Ney s'avance sur Châlons.

Pendant les trois jours de repos que l'armée prend à Reims, deux événements de la plus haute gravité se passent dans le midi de la France : le 12, le duc d'Angoulême entrainé à Bordeaux avec l'armée anglo-espagnole ; le 13, Ferdinand VII reparaissait en Espagne sous la protection du maréchal Suchet. Augereau, à qui Napoléon a donné de Troyes l'ordre de se porter à toute course, avec ses vingt mille hommes, sur Vesoul, afin d'y écraser la retraite de Schwartzemberg, avait déobéi. Ainsi l'armée de Lyon n'est plus cette précieuse réserve qui, conduite par un vieux capitaine, doit réunir sous son aigle les belliqueux enfans du Jura et des Vosges, de la Bourgogne, de la Champagne ; Augereau, le soldat Augereau, n'a pas voulu de cette gloire qui suivait la France ; son armée et lui vont esser de compter dans la défense nationale. Le 21 mars, Lyon ne sera plus à Napoléon, la même semaine aura vu tomber Lyon et Bordeaux : l'une par la défection d'un maréchal, l'autre par l'arrivée d'un prince de la maison de Bourbon.

Jamais la guerre ne s'est présentée sous un aspect plus menaçant et plus multiplié. Le cri de la coalition est Paris ! Napoléon a été deux fois à Vienne, à Berlin ; il a été à Moscou ; François, Frédéric-Guillaume, Alexandre, ont juré d'aller à Paris ; ils y sont attendus : M. de Vitrolles leur en a porté le vœu. Schwartzemberg a sonné le tocsin de l'irruption sur Paris. Oudinot et Maedonald ont évacué Troyes le 4 mars devant cette grande révolte de la peur. Schwartzemberg se dirige sur Nogent ; il n'a plus en face Napoléon et sa troupe sacrée.

Le 16 au soir, Napoléon avait choisi entre Schwartzemberg et Blücher ; c'est au généralissime qu'il veut livrer bataille. Le 17, on marche sur l'Aube par Épernay ; le 18, Napoléon entre à Fère-Champenoise, où M. de Rumigny paraît encore, venant de Châtillon. A la séance du 13, les plénipotentiaires alliés ont renfermé le duc de Vienne dans un cercle de vingt-quatre heures pour donner son contre-projet. D'après cette résolution, leur projet est à peu de chose près leur ultimatum. Le duc de Vienne demande un nouveau délai ; il l'obtient, et, le 15, jour de la séance décisive, il présente un contre-projet où il ne parle nullement des concessions spécialisées par l'Empereur lui-même le 2 mars ; mais il réclame le grand-duché de Varsovie pour le roi de Saxe, et les souverainetés dont ils sont titulaires pour la princesse Elisa, pour le grand-duc de Berg, pour le prince de Neufchâtel, et enfin pour M. de Talleyrand. Quand le sort de la France est

entre ses mains, quand le salut de la patrie devrait être sa seule pensée, ce plénipotentiaire a l'attention de s'occuper même aussi des petits princes allemands, tandis que dans la dépêche du 8, dont M. de Rumigny a été porteur, l'Empereur dit formellement à leur sujet : « *Il laissera les alliés faire à leur gré.* »

La correspondance et le protocole des séances de Châtillon prouvent que la paix aurait été faite le 13, le 14, le 15, le 16, le 17, si le duc de Vicence eût accédé aux sacrifices que dans son intime conviction l'Empereur ne pouvait éviter. La gloire d'une résolution généreuse autant qu'habile lui restait tout entière, et sans aucun péril, puisqu'il avait pour appui les ordres du cabinet et la voix de la France.

Le 18, les alliés annoncent à nos plénipotentiaires que les négociations sont terminées par le fait de la France. Cette fatale nouvelle arrive au hameau de Châtres au moment où Napoléon écrivait à Caulaincourt : « *Il est bien temps de parvenir à savoir quels sont les sacrifices que la France ne peut éviter de faire pour obtenir la paix.* » Le 19, les alliés rappel-

lent avec dérision au duc de Vicence que, six semaines auparavant, il a offert pour un armistice ce qu'il refuse aujourd'hui pour la paix. Cependant, le même jour, le duc de Vicence leur déclare « *qu'il ne peut encore regarder sa mission comme terminée, qu'il doit attendre les ordres de sa cour....* » Ce sont les dépêches de Reims du 17. Il quitte le 21 au matin Châtillon, où restent encore les plénipotentiaires des alliés. Tout nous vient funeste : les dépêches de l'Empereur avaient été confiées à l'auditeur Froehot ; l'ennemi le retarde dans sa route ; il n'a pu rejoindre le duc de Vicence que le 21, et il le rencontre à quelques lieues de Châtillon ! Frappé de la teneur de ces dépêches du 17, Caulaincourt s'arrête à Joigny, d'où il écrit à M. de Metternich « *que le courrier qu'il vient de recevoir a augmenté ses regrets. Ce qu'il m'a apporté, dit-il, ne me laisse pas de doute sur la possibilité qu'on aurait eue à s'entendre, même à Châtillon.* » C'était peut-être le cas d'y retourner ; les plénipotentiaires des alliés avaient seuls titre pour recevoir cette confidence.

CHAPITRE II.

SUITE DE LA CAMPAGNE DE FRANCE.— CAPITULATION DE PARIS.

Cependant Napoléon apprend à Châtres que la déroute du corps de Saint-Priest à Reims, et sa propre marche sur Épernay, ont changé ce retraite vers Troyes le mouvement général des alliés sur Paris. Une terreur panique a saisi le conseil des rois : cette terreur était si grande, qu'Alexandre disait lui-même que la moitié de sa tête en grisonnerait. Macdonald et Oudinot, qui avaient dû rétrograder de Provins, ont rejoint l'Empereur à Plancy; ils croyaient poursuivre Wittgenstein, et Napoléon croyait manœuvrer sur les flancs de l'ennemi contre un corps isolé. Peu de jours après, une erreur tout à fait contraire devait lui être bien fatale !

Le 20, l'Empereur veut traverser Arcis pour remonter jusqu'à Bar-sur-Aube; mais les reconnaissances qu'il a envoyées sur Troyes ont rencontré l'ennemi. Une affaire sérieuse s'engage avec l'avant-garde. Napoléon s'y porte à la tête de trente mille hommes, afin de balayer sa route. Une armée immense se développe devant lui; c'est celle de Schwartzemberg!..... Fatigué des combats partiels dans lesquels Napoléon multipliait successivement la victoire contre les corps de la grande armée alliée, ce généralissime s'était enfin déterminé à mettre un terme à tant de défaites, et, du moment où la princesse royale de Suède serait en ligne, à faire simultanément un mouvement général sur Paris. Mais, sollicité de nouveau, l'Empereur Alexandre avait décidé de marcher sans attendre Bernadotte. C'était cette tempête inattendue que Napoléon voyait fondre sur lui à Arcis, le 20 mars, jour anniversaire de tant de fortunes diverses dans sa vie.

Napoléon n'a jamais su reculer tant qu'il a pu combattre, et bientôt la bataille l'environne. Cette journée, il ne se regarde que comme le premier soldat de la France à qui sa vie appartient tout entière : il l'offre mille fois au fer, au feu de l'ennemi; souvent il est obligé de se servir de son épée pour se dégager des masses qui l'entourent. Un obus tombe à ses pieds; il y pousse son cheval : la pièce éclate... un nuage de poudre le dérobe tout à coup à ses soldats; mais ni lui ni son cheval ne sont atteints, et il va, inutilement encore, chercher la mort au milieu de ses batteries. Tant qu'il a l'épée à la main, Arcis est inexpugnable pour l'armée de cent cinquante mille hommes qui l'assiège. La nuit vient : elle ne suspend pas les périls du jour. L'incendie des faubourgs et le feu continu des deux armées éclairent la défense des Français et les travaux des assiégeans, dont cette terrible clarté dirige les attaques. Un seul pont reste encore à Napoléon pour se soustraire, lui et ses soldats, à une perte inévitable : il ordonne d'en jeter un second, et le 21 au matin nous évacuons Arcis. Cependant le combat ne se ralentit pas; et notre brillante retraite devant des masses si supérieures devient un beau fait d'armes à ajouter à tant d'autres. L'ennemi pourrait anéantir l'armée française; mais il craint encore, tant elle est menaçante, même en reculant, Napoléon se replie dans le plus grand ordre sur Vitry-le-Français. Les routes de la capitale appartiennent à l'ennemi !

Napoléon passe à Sommepeuis la nuit du 21 au 22; le 23, son quartier-général est à Saint-Dizier, où le rejoint le duc de Vicence, à neuf heures du soir.

Ce ministre écrit à M. de Metternich, sous la dictée de Napoléon : « Arrivé cette nuit seulement près de l'Empereur, Sa Majesté m'a sur-le-champ donné ses derniers ordres pour la conclusion de la paix ; elle m'a remis en même temps tous les pouvoirs nécessaires pour la négocier et la signer. » Cette lettre était terminée, lorsqu'au moment où Napoléon montait à cheval pour se porter sur Doulevent, on lui amena le haron de Weissenberg, ambassadeur autrichien à Londres, qui revenait d'Angleterre ; il voulut l'entendre avant le départ de la dépêche de M. de Vienne, que l'on confia au colonel Galbois, de l'état-major du prince de Neufchâtel. Napoléon prescrivit à M. de Weissenberg de le suivre à Doulevent, où il le chargea d'une communication verbale pour l'empereur d'Autriche, relative à la conclusion de la paix ; mais cette mission ne pouvait être remplie. Par suite d'un mouvement du général Piré à Chaumont et sur la route de Langres, l'empereur d'Autriche s'était vu séparé de l'empereur Alexandre, et forcé d'aller se réfugier à Dijon, accompagné d'un seul officier. Si ce prince avait été pris dans cette échauffourée, sa rançon eût été mise sans doute au prix de la paix, et Doulevent eût jugé le procès de Châtillon, de Francfort et de Prague.

Napoléon trouva à Doulevent un avis secret de l'honorable comte Lavallette, directeur-général des postes ; cet avis portait : « Il n'y a pas un moment à perdre si on veut sauver la capitale. » Napoléon savait bien que politiquement Paris c'était la France ; mais, entouré par la grande armée alliée, comment pouvait-il se faire jour afin de la prévenir à Paris ? Le 26, une forte canonnade le rappelle à Saint-Dizier. Attaqué par des forces supérieures, son arrière-garde a évacué cette ville. Milhaud et Sébastini, accourus avec leur cavalerie, repoussent l'ennemi au gué de Valcourt sur la Marne. Chassé de Saint-Dizier, où rentre l'Empereur, l'ennemi fuit dans le plus grand désordre sur les routes de Bar-sur-Ornain et de Vitry. Le 27 au soir, auprès de cette dernière ville, Napoléon apprend que ce n'est point Schwartzemberg qui le poursuit, mais un des lieutenants de Blücher, Wintzingerode, que l'on a détaché pour masquer le mouvement général des alliés sur Paris. Là, il apprend encore que Blücher a opéré eulin sa jonction avec Schwartzemberg, le 23, dans les plaines de Châlons, après son départ d'Arcis ; et le même jour, une proclamation des alliés, dictée par les émissaires du comité de Paris, annonçait à la France la rupture des négociations et la marche de Schwartzemberg et de Blücher sur la capitale ! « Les alliés, » dit le général Wilson, témoin oculaire, « se trouvaient dans un cercle vicieux, d'où il leur était impossible de

« se tirer, si la défection ne fut venue à leur secours... Le mouvement sur Saint-Dizier, qui de-
« vait assurer l'empire à Napoléon, lui fit perdre sa
« couronne. » Cependant il ne désespère pas du salut de Paris ; il compte y paraître encore assez tôt pour faire payer cher aux alliés l'erreur qui l'abusait depuis son départ d'Arcis. Il a conjoint à Marmont et à Mortier de se reposer à la hâte sur Paris, d'en arrêter tous les convois, d'en réunir autour d'eux tous les renforts. Ces deux maréchaux présenteront alors à l'ennemi, devant les barricades des faubourgs, une force intacte qui doit enlever et appeler autour d'elle la population de la capitale. Que fera Schwartzemberg, quand il trouvera sous les murs de Paris la menace d'une bataille d'extermination, dans laquelle un demi-million de Français combattront pour leurs foyers, et quand il sentira peser sur ses derrières Napoléon, arrivant à vol d'aigle à la tête de ses trente mille braves, et soutenu par l'insurrection des habitants des Vosges, du Jura, de l'Aube, de la Côte-d'Or, etc. ? Si Napoléon pouvait craindre qu'il fût trop tard pour préserver Paris, il exécuterait son premier projet, il irait rallier les garnisons de la Lorraine, de l'Alsace ; il convoquerait à son ban la généreuse levée en masse des peuples les plus guerriers de la terre natale. D'ailleurs son frère Joseph a l'ordre de résister jusqu'à l'extrémité, de barricader les rues de Paris, de créneler les maisons, de couper les ponts extérieurs, d'enlever les hâteaux. Clarke a fait transporter de Cherbourg et du Havre quatre-vingts pièces de gros calibre ; elles devaient être en batterie. Le comité de défense a entouré Paris de redoutes ; vingt mille hommes d'infanterie, établis dans les dépôts voisins, sont prêts à entrer en ligne avec les autres forces de la capitale. Outre la terreur qu'inspire une aussi grande cité et le dévouement chaque jour renouvelé de sa garde nationale, Paris peut tenir assez long-temps pour que l'arrivée de Napoléon la délivre à l'instant ; mais malheureusement il faut compter sur l'impétuosité de Joseph et sur la fidélité de Clarke !

Le 28, au point du jour, Napoléon part de Saint-Dizier à tire d'aile pour la capitale : il eroit d'autant plus devancer l'ennemi à Montmartre, que, d'après le rapport de ses courtiers, la route de Troyes se trouve libre. Ainsi, la Seine est le Rubicon des deux partis. L'Empereur, qui s'apprete à suivre la rive gauche, envoie à franc étrier le général Dejean annoncer son retour aux Parisiens ; il fait dans cette journée quinze grandes lieues avec sa garde, et entre à Troyes. De cette ville il expédie, avec une pareille mission, Girardin, premier aide-de-camp du major-général. Nous sommes au 29 : dans le même moment, un conseil avait lieu aux Tuileries, et, malgré l'opposition de M. de Talleyrand qui

veut la régence et s'oppose chaudement à ce que Marie-Louise et son fils s'éloignent, cette princesse et le roi de Rome partent pour Blois, escortés par deux mille cinq cents hommes de ligne que réclame la défense de Paris. Les grands dignitaires, les ministres, même celui de la guerre, et le roi Joseph, à qui l'Empereur a confié sa capitale, tous se présentent sur les pas de la régente qu'ils viennent de faire abdiquer par son départ. Talleyrand retarde assez le sien pour que la barrière lui soit refusée. Il demeure à Paris afin de juger les événements. Le comité se rallie autour de lui : la crainte, l'intérêt, l'ambition, tout, excepté le patriotisme, appelle la foule dans son hôtel, devenu tout-à-coup le centre d'un gouvernement inconnu, qui aujourd'hui agit et délibère mystérieusement, et demain rendra des oracles !

Le 30, après quelques heures de repos, Napoléon poursuit sa route. Qu'a-t-il besoin d'arriver avec une armée ? Lui seul est l'armée qui peut sauver Paris. A quelques lieues de Troyes, il se jette dans une carriole de poste. A chaque relais, il demande où sont l'impératrice et le roi de Rome. On lui dit que sa femme et son fils ont quitté Paris, qu'on se bat aux portes... Il vole... A dix heures du soir, cinq lieues seulement le séparent de Paris.... Dans une heure, il se verra à la tête des braves qui disputent la capitale aux coalisés... IL EST TROP TARD DE DEUX HEURES... PARIS VIENT DE CAPITULER !

Napoléon se trouvait à pied sur la route, au relais de Fromenteau, quand il reçut cette fatale nouvelle du général Belliard, que Paris a vu figurer parmi ses plus illustres défenseurs. Les courriers envoyés à Paris, ainsi qu'à Mortier et Marmont, avaient été pris ; ces maréchaux, croyant que l'Empereur, après la bataille d'Arcis, se repliait sur eux, étaient venus au-devant de lui jusqu'à Fère-Champenoise, où, le 25, attaqués par la grande armée alliée, et par un effroyable ouragan qui battit le front de leurs troupes, ils résistèrent pendant plusieurs heures et furent obligés de céder au nombre. Les généraux Paëthol et Amey escortaient un convoi avec leurs divisions ; ils avaient en tout six mille soldats, dont les deux tiers, encore en habits de paysans, étaient des recrues des départements de l'ouest. Rencontrés par toute l'armée alliée, ils se disposèrent à vendre chèrement leur vie ; les gardes russe, prussienne, autrichienne se brisèrent contre ces bataillons rustiques ; la mêlée devint affreuse. Des hommes de toutes les nations assaillirent cette poignée de Vendéens qui, la veille du retour des Bourbons, jurèrent de mourir pour Napoléon, refusèrent quartier, et périrent presque tous. Les généraux Paëthol, Amey, Jamin, Delort, Thévenot et Bouté, seuls encore debout au milieu de leurs carrés renversés à

leurs pieds, tombèrent aux mains de l'ennemi. Ce combat héroïque, dont la fortune rendit l'issue si déplorable pour nous, avait fait éclater un tel acharnement, que les alliés, ne pouvant se reconnaître à cause de la variété des uniformes, se chargèrent entre eux. Le généralissime ordonna en conséquence à toute l'armée d'invasion de porter une écharpe blanche au bras gauche : cet ordre, deux jours après, reçut des conjurés de Paris une perfide interprétation : ils dirent que les ennemis avaient arboré les couleurs de la maison de Bourbon.

L'armée avait honoré sa retraite sur Paris par de beaux combats à Sézanne, à Chailly, à la Ferté-Gaucher, à Trilport, à Meux, à Ville-Paris. Séparés l'un de l'autre à Nangis, Mortier avait marché par Guignes, et Marmont par Melun. Réunis à Briec-Comte-Robert, ils étaient arrivés ensemble à Charenton, où ils disposèrent leurs troupes pour la bataille du lendemain, 30 mars : cette bataille fut celle de Paris. Le 29, les alliés avaient afflué sur Paris par toutes les avenues du nord et de l'est. Cependant, dans cette terrible extrémité, les maréchaux parvinrent à réunir à leurs glorieux débris quelques milliers d'hommes des dépôts, dix mille citoyens de la garde nationale parisienne et plusieurs compagnies d'artillerie spontanément formées par les généreux élèves de l'École Polytechnique. A la tête d'environ trente mille hommes, Mortier et Marmont engagèrent le combat à cinq heures du matin. Jamais les Français n'avaient déployé une plus brillante valeur : les villages de Pantin et de Romainville, pris et repris plusieurs fois, étaient demeurés à nos troupes. L'ennemi laissa douze mille tués sous les murs de Paris : la perte des nôtres fut moins considérable quoiqu'ils ne se battissent que pour mourir à la vue de sept à huit cent mille habitants qui ne surent ni soutenir les vivans ni remplacer les morts. Le roi Joseph ni le général Clarke, ministre de la guerre, n'avaient organisé la défense matérielle de la capitale, malgré les moyens suffisans proposés par le comité. Le ministre avait refusé à vingt mille braves vingt mille fusils renfermés dans l'arsenal. A midi, la grande ville et la petite armée se trouvèrent enveloppées par l'inondation étrangère, à Montmartre, à Charonne, à Vincennes. Alors le roi Joseph, qui, en se demandant : « Que ferait mon frère à ma place ? » devait rester à son poste jusqu'au dernier soupir, ordonna aux maréchaux de capituler, et se mit en route pour la Loire. Clarke, celui des ministres dont la présence à Paris était le premier devoir ; Clarke, qui répondait surtout de Paris à l'Empereur, se hâta de suivre le prince fugitif qui n'avait pas senti bouillonner dans ses veines le sang de Napoléon.

Cependant, tandis que Marmont négociait un armistice, l'ennemi faisait des progrès par le seul déploiement de ses masses : il occupait Mont-Louis, Belleville, Ménilmontant, la butte Chammont, la Villette, et Blücher menaçait de forcer la barrière de Saint-Denis, quand des deux côtés on suspendit les hostilités. Toutefois Mortier avait devant lui Kleist, York, Woronzow et l'émigré Langeron. Le maréchal et Belliard, son chef d'état-major, ignoraient le départ du roi Joseph. Ils continuèrent, malgré leur faiblesse, d'imposer aux ennemis qui flottaient indécis au pied des hauteurs de Montmartre, lorsque l'aide-de-camp Dejean, expédié de Doulenecourt par Napoléon, arriva et prescrivit au maréchal de donner avis au prince de Schwartzemberg des ouvertures de paix faites à l'empereur d'Autriche. Le maréchal s'empressa d'obéir; mais le prince répliqua par la déclaration des alliés, après la rupture de Châtillon. Dans l'intervalle de cette communication, Mortier, n'étant pas informé par Marmont de l'ordre de capituler, tenait ferme, et répondit à la sommation d'un aide-de-camp de l'empereur Alexandre : « Les alliés pour être au pied de Montmartre ne sont point dans Paris; mes soldats et moi, nous périrons plutôt sous ses ruines que d'accepter une honteuse capitulation : au reste, quand je ne pourrai plus défendre Paris, je sais où et comment effectuer ma retraite devant vous, et malgré vous. » Cependant Marinot venait de conclure la suspension d'armes, et Mortier, en ayant enfin reçu l'avis, se réunit à son collègue pour traiter. L'armistice ne donnait d'autre ligne aux maréchaux que l'enceinte de Paris. Ainsi l'on devait remettre Montmartre aux alliés. L'émigré Langeron eut connaissance de ce traité; mais, impatient de se signaler contre la capitale de son ancienne patrie, il ne voulut pas attendre l'évacuation de Montmartre : il l'attaqua de vive force, et, malgré la suspension d'armes, on se battit encore depuis Montmartre jusqu'à Neuilly. La capitulation fut vivement discutée à la Villette par les maréchaux : on convint que l'armée se retirerait avec

son matériel et aurait toute la nuit pour sortir de Paris; cette convention était verbale. Le conseil chargea Marmont de la rédiger et de la signer au nom de son collègue : les troupes des deux maréchaux se dirigèrent sur Fontainebleau par les barrières du Maine et d'Orléans. Mortier avait évacué Paris le premier; il occupait Villejuif, au moment où le général Belliard faisait à Napoléon le récit de la prise de Paris. Napoléon l'avait écouté dans le plus grand silence : « Eh bien ! dit-il, allons à Paris; partons. — Mais, Sire, il n'y a plus de troupes à Paris, lui répondit Belliard. — N'importe, reprit l'Empereur, j'y trouverai la garde nationale; mon armée m'y rejoindra demain ou après, et j'y rétablirai les affaires. Suivez-moi avec toute votre cavalerie. — Votre Majesté s'expose, répondit Belliard, à être prise et à faire saccager la capitale; elle est entourée par cent trente mille hommes. Je n'en suis sorti que par une convention, je ne puis y rentrer, ni moi ni mes troupes. » Après ces mots, Napoléon s'achemina vers la maison de poste, ordonna de prendre position, et se résolut à envoyer le duc de Vicence pour traiter. Parvenu, non sans peine, à Bondy, quartier-général de l'empereur Alexandre, le duc de Vicence rendit compte des ordres dont il était chargé. Alexandre remit sa réponse après l'entrée à Paris, qui allait avoir lieu. Le duc de Vicence revint attendre dans cette ville l'audience du czar, et Napoléon se décida à attendre à Fontainebleau le résultat de cette dernière négociation.

Cinquante mille hommes lui restent; ils arrivent de la Champagne par Sens, de Paris par Essonne. Ces débris de l'honneur militaire de la France vont se reconnaître en se serrant autour du grand capitaine pour lequel ils sont toujours prêts à combattre et à mourir. Les soldats de Marmont, de Mortier, qui viennent d'illustrer encore une fois nos aigles, doivent protéger contre la ville ennemie, contre la capitale, le quartier-général de l'Empereur. Il donne à son ancien aide-de-camp, à Marmont, le poste de confiance qui couvre le camp de Fontainebleau.

CHAPITRE III.

LES ALLIÉS À PARIS. — NAPOLÉON À FONTAINEBLEAU. — SON ABDICATION. — LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU. — DÉPART POUR L'ÎLE D'ELBE.

Le 31 mars à midi, Alexandre et Frédéric-Guillaume, ainsi que le généralissime Schwartzemberg, firent leur entrée dans Paris. Après vingt-deux années de guerre, ils occupent à leur tour en triomphateurs la capitale de leur ennemi. Les Parisiens cherchent vainement à la tête de ce cortège le père de l'impératrice, l'aïeul du roi de Rome. François II avait été retenu en Bourgogne par la marche de Napoléon sur Fontainebleau. Le hasard servit heureusement d'abord l'empereur d'Autriche, en le tenant éloigné des événemens qui livraient à ses alliés la capitale de son gendre. Cette sorte de bonne fortune fut partagée aussi de plein gré par lord Castlereagh, M. de Metternich, afin de profiter, sans en être responsable, du mal que l'on ferait à la France, prolongea l'absence de son maître et la sienne le temps qui lui parut nécessaire au premier établissement de la conquête; car la coalition voulait imprimer le caractère de conquête à son entrée à Paris, et cependant elle n'avait osé aborder la pensée de ce triomphe, malgré une armée de cinq cent mille soldats, avant l'arrivée de M. de Vitrolles au quartier-général d'Alexandre. Blücher seul l'avait tenté deux fois, et deux fois il avait été battu par Napoléon.

Si les alliés ne se trouvèrent pas sans surprise les armes à la main dans la capitale du grand empire, celle-ci se sentit frappée à leur aspect d'une morne stupeur; ce moment détruisit tout-à-coup le juste orgueil de vingt-cinq années de gloire. Les Parisiens furent, et ils devaient l'être, plus étonnés, plus à plaindre que les habitans de Vienne, de Berlin, de Moskou, qui n'avaient pas eu de pareils son-

venirs à abdiquer devant le même malheur; aussi les alliés parurent-ils inquiets du silence qui régna sur leur passage. Ce silence ne fut interrompu qu'au boulevard Italien par des cris rares et violens en faveur de la maison de Bourbon. Le bracelet blanc, que Schwartzemberg avait ordonné à l'armée alliée de s'attacher autour du bras, parut un signal impérieux que donnait le vainqueur de se rallier à la famille royale. La population, élevée dans la haine de ces conqueurs, ne vit en elles que la loi de l'étranger, et demeura muette à l'apparition de cette nouvelle servitude de la guerre. Les royalistes, au contraire, encouragés par ce qu'ils regardèrent comme un appel à leur opinion, sortirent tout-à-coup de l'obscurité dont leur conspiration s'enveloppait depuis six mois, et lancèrent dans les groupes des oisifs du boulevard des Italiens quelques femmes bardées qui attachèrent des cocardes blanches aux chapeaux des hommes; ils pavosèrent aussi quelques fenêtres avec des mouchoirs, et firent entendre des balcons de plusieurs maisons les cris de *vivent les Bourbons! vivent nos libérateurs!* Ce mot de *libérateurs* devint à l'instant le sobriquet des alliés, et l'on chantait bientôt: *Nos amis les ennemis.* D'autres royalistes plus audacieux, environ au nombre de vingt personnes armées, vinrent, sur le boulevard de la Madeleine, au-devant des souverains, en habits bourgeois, portant des cocardes blanches et le drapeau des fleurs de lis. Les vieux habitans se rappelèrent les commencemens de la révolution; en effet, c'en était une que l'on essayait. Des dames se précipitèrent, au péril de leur vie, au milieu des chevaux, pour approcher l'empereur Alexandre;

elles lui demandèrent à grands cris le rétablissement de la famille royale. Plusieurs d'entre elles étaient dames du palais de Marie-Louise, et ne s'en distinguèrent pas moins par la vivacité de leurs instances; mais Alexandre, encore plus frappé du calme et de l'aspect de la ville depuis la barrière de Bondy jusqu'à ce boulevard, était resté impassible à la vue de cette scène bizarre, et avait froidement continué sa route jusqu'aux Champs-Élysées. Il y fit défilér pendant trois heures les armées de la coalition, et se rendit ensuite, à pied, vers cinq heures, chez le prince de Bénévent, où il avait établi son quartier-général. Par un sentiment délicat de ménagement pour l'empereur Napoléon, ce prince avait formellement refusé d'occuper soit le palais des Tuileries, soit celui de l'Élysée, dans lequel il ne s'installa qu'après le traité du 11 avril.

Mais pendant qu'Alexandre goûtait les premiers fruits de la victoire devant ses soldats, un secret entretien avait lieu entre M. de Nesselrode et le prince de Bénévent; ils y préparaient l'objet que l'on allait discuter le soir dans le conseil des souverains, c'est-à-dire la question du gouvernement à établir en France. De son côté, le prince de Schwartzemberg n'avait pas tenu la conduite d'un ennemi généreux; oubliant son titre de dernier ambassadeur d'Autriche auprès de Napoléon, auquel il devait son grade de feld-maréchal, il s'était souvenu seulement des engagements qu'au mépris du serment militaire et de la foi des traités, il avait contractés avec la Russie, à Minsk, en 1812. En sa qualité de généralissime, qui, pendant l'absence de son maître, le rendait l'égal des deux autres souverains, il s'était hâté de déclarer que l'existence de Napoléon en France était incompatible avec le repos de l'Europe, et que, Napoléon vivant, on devait se fixer au retour de l'ancienne dynastie. Cette manifestation inattendue des intentions de l'Autriche précéda l'ouverture du conseil. On ne remarquait pas dans Alexandre le même empressement à détrôner Napoléon que dans le représentant de François II; il dit qu'il y avait trois partis à adopter : *Faire la paix avec Napoléon, en prenant contre lui toutes les sûretés; établir la régence; rappeler la maison de Bourbon.* M. de Talleyrand vota hautement en faveur du dernier parti, ajoutant « qu'il se portait fort pour le Sénat, lequel entraînerait Paris, qui entraînerait la France. » Cependant Alexandre ne paraissait pas persuadé, et alors on proposa d'admettre à la délibération deux membres du comité que M. de Talleyrand avait formé autour de lui. Le conseil se trouva ainsi composé des deux souverains, du généralissime, du prince de Bénévent, du duc de Dalberg, de l'archevêque de Malines et du baron Louis. Alexandre proclama que ses alliés et lui ne connaissaient que deux

ennemis, l'empereur Napoléon, et tout ennemi de la liberté des Français. Il demanda ensuite les opinions des nouveaux venus; l'un d'eux affirma que toute la France était royaliste, et que d'ailleurs l'exemple de Paris deviendrait décisif. L'empereur Alexandre prit alors l'avis du roi de Prusse et du généralissime; et, d'accord avec eux, ce prince déclara qu'il ne traiterait plus avec l'empereur Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille. Les votans français obtinrent facilement la permission de publier cette déclaration, dont les imprimeurs Michaud, présents, par hasard ou à dessein, dans une salle voisine, couvrirent deux heures après les murailles de Paris. « Il y a, écrivit en 1816 un publiciste devenu célèbre, et qui était de ce conseil, il y a un point décisif dans les affaires, et il était là.... On ne peut trop le dire, la restauration est sortie de ce conseil. » Voilà comme la nation fut consultée, représentée et interprétée.

Il fallait assurer le dénouement de cette comédie politique, que ses propres auteurs ont nommée depuis la journée des dupes. « A la fin du conseil, dit l'historien de la restauration, nous mêmes tous nous soûs à empêcher l'effet des représentations que les négociateurs, au nom de Napoléon, pourraient chercher à produire. Si nous ne pûmes les empêcher d'arriver, on parvint du moins à abrégier leur séjour et à en atténuer l'effet. Dès que nous fûmes sortis du conseil, nous travaillâmes à nous assurer d'un des généraux les plus influens. » Mais quand même ces précautions n'eussent pas eu le succès qu'elles ont obtenu, les trois personnages qui conduisaient l'affaire de la royauté depuis la fin de 1815, se trouvaient garantis par les alliés. « MM. de Talleyrand et de Dalberg, dit le même auteur, avaient fixé leur attention d'une manière plus positive. On avait poussé l'attention jusqu'à pouvoir à notre avenir, s'il eût été connu par l'issue des évènements.

Cependant on sentait la nécessité de dire quelque chose à la nation dans la déclaration dont le comité venait de fournir l'improvisation à l'empereur Alexandre; voilà pourquoi cette pièce portait aussi : « Les souverains alliés reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera; ils irritent, en conséquence, le Sénat à désigner un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration et préparer la constitution qui conviendra au peuple français ! » Il y avait encore une autre mission à confier au Sénat, c'était de consulter le peuple français sur la dynastie qui lui convenait, et d'ouvrir à cet effet des registres dans tous les chefs-lieux, suivant le mode mis en usage pour l'avènement de Napoléon au consulat à vie et à l'Empire; cet acte de justice

et de franchise eût été une noble démonstration de la sincérité des principes de la déclaration de Francfort, de celle de Châtillon ; enfin de la dernière déclaration de Paris, où les alliés redisaient encore qu'ils voulaient que la France fût libre, forte, grande, heureuse ! Mais l'opinion publique, qui, le jour même de l'occupation de la capitale, n'avait certainement pas eu le temps de se reconnaître, venait d'être surprise dans une embuscade française et étrangère. Prisonnière sans cartel, elle n'était même pas admise à capitulation : on lui avait seulement donné d'office un interprète, comme les tribunaux donnent un défenseur à un accusé sans espoir, et cet interprète était le Sénat. Ce corps avait fait depuis vingt ans ses preuves de complaisance et de docilité. Imperturbable instrument des volontés de Napoléon, et acclamé de ses bienfaits, il n'avait pas appris, dans la longue habitude de rendre des services et d'en recevoir le prix, la générosité qui resserre les liens de la fidélité aux sermens envers le prince abandonné de la fortune. Convoqué par M. de Talleyrand, et sous la présidence de ce ministre, en qualité de vice-grand-électeur de l'empire, le Sénat fournit d'urgence à cette convocation une minorité cloisiste, laquelle, en raison d'une délibération convenue, nomma un gouvernement provisoire, composé de MM. de Talleyrand, de Bennonville, de Jaucourt, de Dalberg et de l'abbé de Montesquiou. Les constituans se trouvèrent en majorité dans le gouvernement provisoire, circonstance qui leur inspira le faux espoir auquel ils se laissèrent entraîner ; car on doit croire, à leur honneur, qu'ils révérent alors la France de 1790. Soit poussé par de hautes instigations, soit excité par les souvenirs amers d'une ambition déçue, M. Bellart prit sur lui, comme président du conseil général du département de la Seine, de proclamer que la capitale demandait le rétablissement de la famille royale ; et en effet il pouvait bien déclarer pour Paris, avec le conseil général, ce que trois Français avaient déclaré en présence des chefs de la coalition pour toute la France. Mais tel n'était pas encore le vœu connu des souverains alliés ; ils n'avaient spécifié que la déchéance de Napoléon et l'œuvre d'une constitution qui conviendrait à la France. Le procès de Napoléon était perdu, celui de la maison de Bourbon n'était pas gagné.

Dans la soirée du 31, le duc de Vicence, d'après les espérances données la veille à Bondy, obtenait l'audience de l'empereur Alexandre et remplissait sa mission. Mais le prince de Schwartzemberg, transformé par lui-même en ministre de la contre-révolution, avait fait signifier au plénipotentiaire de Napoléon qu'il n'était toléré à Paris que comme parlementaire. On alla même jusqu'à

lui demander sa parole d'honneur qu'il n'agirait en aucune manière, soit auprès des autorités, soit auprès des individus. Pour mieux trancher la question, on inséra dans le *Moniteur* du 2 avril la note suivante : « Le duc de Vicence s'étant présenté auprès des souverains alliés, n'a pu parvenir à s'en faire entendre. Ses propositions n'étaient pas celles que les puissances avaient le droit d'attendre, surtout d'après la manifestation éclatante des habitans de Paris et de toute la France. » Le même jour, à neuf heures du soir, le Sénat, qui avait le mot d'ordre des alliés, « déclara Napoléon déchu du trône, le droit d'hérédité aboli dans sa famille, le peuple et l'armée déliés envers lui « serment de fidélité. » Le lendemain, une assez forte minorité du Corps-Législatif adhéra au sénatus-consulte. La Cour de cassation envoya également son adhésion ; il en fut de même de la part de la Cour des comptes et de la Cour impériale. Des milliers d'exemplaires du sénatus-consulte furent expédiés dans les départemens, aux armées françaises, aux armées ennemies et à tous les corps constitués, pour être simultanément publiés. Le premier secrétaire de Bonaparte, jadis son compagnon de l'école de Brienne, Bourrienne, le jour de l'entrée des alliés, avait pris la direction des postes, que le comte Lavalette, ancien aide-de-camp et l'ami de Napoléon, avait dû quitter le matin pour sa propre sûreté ; la poste était devenue ainsi un puissant agent de la trahison domestique et de l'occupation étrangère. Toutefois, il répugnait à la morale politique de cette époque de constituer un pays uniquement sur la désertion. Les souverains alliés, les princes de la maison de Bourbon, ce gouvernement provisoire lui-même, bien qu'éphémère, ne pouvaient regarder ces apostasies, les unes comme une garantie suffisante de leur triomphe, les autres comme un gage certain d'une fidélité si subite, le dernier enfin comme une sanction de ses actes.

En effet, il est de l'essence des choses, et surtout des choses politiques, que le moindre obstacle suffise pour les arrêter dans leur marche précipitée. Prévenu par le comité de défection, qui, suivant sa tactique, occupait toutes les avenues des souverains alliés, le duc de Vicence venait, à la vérité, de se voir enlever à l'improviste la cause personnelle de Napoléon ; mais il lui restait à soutenir celle de la régence et celle de la dynastie impériale. Alexandre l'avait entendu, l'avait même écouté favorablement ; le plénipotentiaire avait obtenu au moins une promesse de protection pour les derniers intérêts qu'il était chargé de défendre. Il avait balancé pendant deux heures toute la coalition anti-napoléonienne, soit française, soit étrangère ; il avait su regagner tout le terrain conquis par la trahison :

en un mot, il était parvenu à remettre en doute la question de l'ancienne dynastie, que le prince de Bénévent et son parti croyaient avoir décidée. Mais, avant de se prononcer définitivement sur une affaire aussi grave et aussi compliquée dans ses chances, l'empereur Alexandre voulut réunir le jour même, 3 avril, les principales notabilités de Paris, et présider au grand conseil de famille, où seraient portés et discutés les intérêts de la France, tant par rapport à elle que par rapport à l'Europe. « Il faut décider, dit l'empereur dans cette réunion, « quel est le gouvernement qui convient à la France « pour remplir ces deux objets. » La discussion, entamée dans l'esprit de modération dont Alexandre venait de donner l'exemple, fut suivie en toute liberté, et la balance des opinions des étrangers penchait évidemment pour la régence. Mais le général Dessoles, nommé la veille au commandement de la garde nationale, prit la parole, et plaidait avec chaleur la cause de ceux qui, comme lui, s'étaient aventurés dans l'œuvre de la restauration, fit reprendre à la déclaration du 31 mars tout son empire. Ainsi le procès fut jugé de nouveau contre Napoléon. Remonté dans ses appartements, l'empereur Alexandre reçut le duc de Viennne, et lui déclara que *Napoléon devait abdiquer. Le duc partit pour Fontainebleau.*

Pendant que ces choses se passaient à Paris, l'impératrice-régente, établie à Blois avec le gouvernement, faisait publier cette proclamation, dans laquelle elle plaçait les droits de son fils et sa personne sous la sauve-garde des Français :

« FRANÇAIS!

« Les événements de la guerre ont mis la capitale « au pouvoir de l'étranger. L'Empereur, accouru « pour la défendre, est à la tête de ses armées si « souvent victorieuses : elles sont en présence de « l'ennemi, sous les murs de Paris. C'est de la rési- « dence que j'ai choisie, et des ministres de l'Em- « pereur, qu'émanent les seuls ordres que vous « puissiez reconnaître. Toute ville au pouvoir de « l'ennemi cesse d'être libre, toute direction qui en « émane est le langage de l'étranger, ou celui qu'il « convient à ses vues hostiles de propager. Vous serez « fidèles à vos sermens; vous écouterez la voix d'une « princesse qui fut remise à votre foi, qui fait « sa gloire d'être associée aux destinés du souve- « rain que vous avez choisi. Mon fils était moins « sûr de vos cœurs au temps de vos prospérités; « ses droits et sa personne sont sous votre sauve- « garde. »

Le lendemain de cette proclamation, qui resta inconnue à Paris, où elle ne fut culportée que secrè-

tement, le comte de Schouwaloff et le baron Saint-Aignan vinrent à Blois, l'un au nom de l'empereur de Russie, l'autre au nom du gouvernement provisoire, déclarer à l'impératrice, dont le projet était de se rendre à Orléans et à Fontainebleau, qu'elle devait partir pour Rambouillet, avec son fils. Cette princesse écrivit à son père et à son époux pour se plaindre de la violence exercée contre elle. Arrivé le 10 à Paris, M. de Metternich s'empara de la lettre adressée à l'empereur d'Autriche; M. de Bausset porta l'autre à Fontainebleau : « *J'abdique et ne cède rien,* » lui dit Napoléon après avoir blâmé le départ de Marie-Louise pour Blois.

Où a vu que dans la soirée du 31 mars, qui avait suivi le conseil des alliés, les membres du comité de défection s'occupèrent de s'assurer d'un des généraux les plus influens. En effet, le 2 avril, des pourparlers avaient lieu entre Marmont et Schwartzemberg d'après la négociation entamée par le gouvernement provisoire avec ce maréchal. Ainsi on ne négligeait aucune précaution contre l'ennemi commun, et afin qu'il n'y eut rien d'intact autour de Napoléon, la trahison s'introduisait jusque dans ce qu'il appelait sa *famille militaire*. Le généralissimo avait été s'établir au château de Chevilly, voisin d'Essonne. Le lendemain, le maréchal Marmont reçut, à son quartier-général d'Essonne, une lettre par laquelle le prince de Schwartzemberg, en lui envoyant les papiers publics, ainsi qu'une invitation du gouvernement provisoire de se ranger sous les drapeaux de la bonne cause française, l'engageait à écouter ses propositions. Le maréchal se hâta de répondre : « que l'armée était déliée par « le Sénat de son serment de fidélité, il était prêt à « quitter, avec ses troupes, l'armée de l'empereur « Napoléon aux conditions suivantes : Que le prince « de Schwartzemberg garantirait à toutes les trou- « pes françaises qui quitteraient les drapeaux de « Napoléon Bonaparte, de pouvoir se retirer libre- « ment en Normandie, avec armes et bagages; et « que si, par suite de ce mouvement, les événemens « de la guerre faisaient tomber entre les mains des « puissances alliées la personne du Napoléon Bona- « parte, sa vie et sa liberté lui seraient garanties « dans un espace de terrain et dans un pays circon- « scrît, au choix des puissances alliées et du gou- « vernement français. » Le 4 avril, le prince de Schwartzemberg envoya au maréchal la garantie demandée. Ainsi l'aide-de-camp Marmont savait que son mouvement livrait son général aux ennemis les plus acharnés, et il avait la générosité de mesurer la terre où son Empereur resterait captif!..... Un espace de terrain!.... Marmont aurait-il deviné Sainte-Hélène?

Dès le 1^{er} avril, le lendemain de son arrivée à

Fontainebleau, l'Empereur n'avait pas perdu un seul moment pour la réorganisation de l'armée, et le jour suivant il avait mis en discussion un plan de campagne. La question était, ou de manœuvrer autour de la capitale, ou de se retirer sur la Loire. Le premier avis avait prévalu, et par suite des dispositions que Napoléon prit alors, il désigna pour son quartier-général Moutlignou, au lieu de Ponthierry. Le 3, après avoir passé sa garde en revue, il lui avait dit :

« SOLDATS !

« L'ennemi nous a dérobé trois marches et s'est rendu maître de Paris ; il faut l'en chasser. Dignes Français, des émigrés, auxquels nous avons pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints à nos ennemis. Les lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons de vaincre ou de mourir, et de faire respecter cette cocarde tricolore qui, depuis vingt ans, nous trouve dans le chemin de la gloire et de l'honneur. »

Ce serment avait été prononcé par la garde avec enthousiasme : toute la soirée, les soldats dansèrent des farandoles aux cris de *rice l'Empereur ! allons à Paris !* Napoléon se vit même obligé de contenir l'effervescence guerrière qui s'était emparée de ses troupes. Cependant, dans cette même journée, remplie d'événements, de circonstances, d'actes de toute nature, l'annonce de la déchéance proclamée par le Sénat, celle de l'abdication demandée par les alliés, tous les journaux, tous les pamphlets de la capitale, étaient partout colportés, grâce aux émissaires du gouvernement provisoire et aux amis des hôtes du palais de Fontainebleau. C'était par Essonne, et avec raison, que toutes ces nouvelles pénétraient dans l'intérieur de Napoléon et sous les tentes de sa fidèle armée. Mais si la déchéance était débattue dans le palais, au camp elle était hautement rejetée. Les acclamations de la garde prouvaient suffisamment l'esprit du soldat. Quant aux chefs de l'armée, aux maréchaux, il s'en trouvait qui paraissaient regarder la question de l'abdication comme un asile au moins pour la patrie, et ils se disposaient à l'aborder avec l'Empereur à la première occasion.

Le duc de Vicence arriva à Fontainebleau dans la nuit, et rendit compte à Napoléon de la décision fatale dont il était porteur. Napoléon se détermina alors à adjoindre au duc de Vicence deux plénipotentiaires qui, par leur influence personnelle, donneraient des représentans aux intérêts de la France, à ceux de l'armée, et du poids aux vœux que cette armée, encore menaçante pour les alliés, fornait si

bautement en sa faveur ! Le lendemain matin, Napoléon désigna les maréchaux Ney et Marmont. L'acte d'abdication fut discuté, rédigé et signé en ces termes :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France, même la vie, pour le bien de sa patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'impératrice et du maintien des lois de l'empire.
« Fait à notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814.

« NAPOLEON. »

Le duc de Bassano écrivit à M. de Metternich pour l'informer de l'abdication et de la condition que Napoléon y avait mise. Cette dépêche fut portée à M. de Metternich à Villeneuve-l'Archevêque, à quelques lieues de Sens. Ce ministre n'avait garde de se hâter de se rendre à Paris ; l'Autriche voulait achever son ouvrage ; c'était elle qui, de Prague, avait amené les alliés à Paris. Le système de son vieux cabinet pour l'abaissement de la France devait prévaloir sur tous les liens du sang. Depuis un an Schwartzemberg n'avait rien laissé de douteux à cet égard, par ces paroles au duc de Bassano : « *La politique a fait le mariage ; la politique peut le dissoudre.* » Le moment était venu.

Tandis qu'on expédiait les pouvoirs des négociateurs, on annonça à l'Empereur que le maréchal Macdonald venait d'arriver à Saint-Dizier avec son corps d'armée. Entré par la destinée, Napoléon se sentit encore plus frappé de l'importance du commandement d'Essonne, où était le maréchal Marmont. « *C'est là, dit Napoléon, que s'adrcassent toutes les intrigues, toutes les trahisons de l'aria. Il faut que j'aie à ce poste un homme comme Marmont, mon enfant, élevé dans ma tente !* » Et Macdonald fut nommé plénipotentiaire. Cependant le prince de la Moskowa, les ducs de Vicence et de Tarente, reçurent l'ordre formel de dire au duc de Raguse, en passant à Essonne, que Napoléon l'avait aussi choisi ; mais que, ne pouvant refuser à sa fidélité, garantie par tant de bienfaits d'un côté et par tant de services de l'autre, ce dernier témoignage de sa confiance et de son affection, il le laissait maître de se joindre à ses collègues dans le cas où il ne croirait pas être plus utile à l'Empereur à Essonne qu'à Paris. Malgré l'imminence de ses périls et la sagacité de son esprit, il n'avait pas été donné à Napoléon de tout prévoir.

Porteurs de l'abdication, les trois plénipotentiaires prennent la route de Paris. La veille, on avait

ordonné aux troupes de se mettre en mouvement : la garde impériale s'était ébranlée pour occuper Montlignon, où Napoléon avait résolu d'établir son quartier-général. Arrivés à Essonne, les plénipotentiaires descendent chez le duc de Raguse, et lui font connaître les ordres de l'Empereur. Ils devaient attendre, pour aller plus avant, l'autorisation du général ennemi; le maréchal les retint à dîner. Bientôt il confia à Ney et à Macdonald, qu'il a traité avec Schwartzemberg; il voulait parler de la convention d'Essonne, ratifiée le matin même à Chevilly. Un moment après, le duc de Vicence reçoit cette confidence du maréchal Macdonald. Alors la conversation devient générale; elle est des plus vives de la part des plénipotentiaires de Fontainebleau : celui d'Essonne paraît céder à la puissance des sentiments qui combattent sa conduite; il leur affirme que rien n'est signé, et qu'il les suivra à Paris. Les plénipotentiaires, dans la persuasion que cette affaire repose sur Marmont, lui proposent ou d'aller à Fontainebleau tout avouer à l'Empereur, ou de les accompagner à Chevilly et de tout dénouer avec Schwartzemberg; Marmont se décide pour le dernier parti. Avant de monter en voiture, il déclare, en présence de ses collègues, aux généraux Souham et Bordesoult, ses principaux divisionnaires, que l'arrangement convenu avec le généralissime doit être regardé comme nul, qu'il ne tardera pas à revenir, et il leur ordonne de garder leurs positions; il ajoute qu'il ne sépare point sa cause de celle de l'armée. Arrivés au château de Chevilly, le prince de la Moskowa, les ducs de Vicence et de Tarente, entrèrent chez le prince de Schwartzemberg, qui seul pouvait transmettre aux nouveaux plénipotentiaires l'autorisation nécessaire pour pénétrer jusqu'à Paris et remplir leur mission. Le duc de Raguse demeura dans la voiture, « préférant, dit-il, ne voir le généralissime qu'après leur visite. » Le maréchal Macdonald, ayant appris que le prince royal de Wurtemberg était malade dans le château, monta à son appartement. Le prince lui parla de la convention de Chevilly comme d'une affaire totalement terminée, et dont rien ne devait arrêter l'exécution. Macdonald quitta le prince et courut à la voiture, où il avait laissé Marmont; mais il ne l'y trouva plus : Marmont était chez le généralissime autrichien. Macdonald raconta alors au duc de Vicence ce qu'il tenait du prince de Wurtemberg. Un moment après, Marmont les rejoignit dans le salon, où il fut suivi presque immédiatement par le généralissime. Le duc de Raguse essaya de vifs reproches, balbutia, alléguant l'embarras de s'expliquer devant tant de personnes, et assura qu'il avait rempli sa promesse; Schwartzemberg ne démentit aucune des paroles de Marmont. Enfin, l'autorisation de se rendre à

Paris étant venue, les plénipotentiaires se mirent en route. Le maréchal Marmont partit avec eux « pour répéter, leur dit-il, la même déclaration à l'empereur Alexandre, la négociation avec le prince de Schwartzemberg étant connue de S. M. I. » A une heure du matin, ils furent admis en présence de l'Empereur, qui les reçut avec bienveillance. Ils reproduisirent dans toute leur force les premiers argumens du duc de Vicence, relatifs à la déclaration du 31 mars. « La régence, dirent-ils, n'avait « point eu de défenseurs : elle avait été jugée et « condamnée par défaut. » Loiu de rejeter leurs raisonnemens, l'Empereur écouta avec intérêt la lecture que lui fit le duc de Vicence de quelques articles rédigés d'avance à Fontainebleau, et les discuta, même sans y faire beaucoup d'objections. Il était deux heures du matin : l'Empereur congédia les plénipotentiaires, et les ajourna à midi. Ils s'éloignèrent, rassurés par l'impression qu'ils venaient de produire, par les dispositions qu'on leur avait montrées, et par la renonciation de Marmont aux engagements de Chevilly.

Ils s'étaient réunis à onze heures et demie chez le maréchal Ney, attendant l'instant où ils devaient revoir l'empereur Alexandre. Marmont arriva, et bientôt on l'avertit que son premier aide-de-camp, le colonel Fabvier, le demandait. Il sortit, et rentra cinq minutes après, pâle comme la mort : « Souham et Bordesoult, dit-il, ont enlevé mon « corps d'armée. Fabvier est venu en toute hâte... » Et l'on appela Fabvier, qui rendit compte de l'événement. Marmont dit qu'il allait ramener ses troupes, chose impossible, puisqu'elles se trouvaient, depuis la pointe du jour, dans les lignes des ennemis : elles étaient parties avec ardeur, dans l'espoir qu'on les menait au combat! Bien qu'aucune illusion n'abusât les plénipotentiaires sur cette irréparable aventure, ils engagèrent le maréchal à faire tout ce qu'il croirait devoir tenter pour tenir la parole qu'il leur avait donnée à Essonne, renouvelée à Chevilly et à Paris. Midi était déjà sonné; ils n'avaient pas un moment à perdre pour paraître chez l'empereur Alexandre : ils dissimulèrent autant que possible leur dévorante anxiété; car tous leurs efforts seraient vains si Alexandre apprenait cette défection. Ce prince les accueillit aussi bien que la nuit précédente, et la conversation avait repris un cours favorable, quand un officier se présenta et parla en russe à l'empereur : « *Now sommen perwa*, dit tout bas le duc de Vicence au maréchal Macdonald, *l'Empereur sait que le corps de Marmont a passé.* » Alexandre sortit un moment, puis il rentra. Mais la discussion des articles, presque approuvée dans la conférence de la nuit, ayant recommencé, donna lieu de la part de ce

souverain à une foule d'objections : la défection du premier corps avait tout changé. La suite de l'entrée fut remise à cinq heures; on parla avec chaleur de l'armée et de ses sentimens : « Messieurs, dit l'Empereur avec vivacité, vous faites sonner bien haut la volonté de l'armée, et vous n'ignorez pas que le corps du duc de Raguse a passé de notre côté; d'autres sont encore dans les mêmes dispositions : on est las de la guerre. Nous ne voulons que le bonheur de la France : peu nous importe son gouvernement, s'il la rend heureuse. Nous ne voulons aujourd'hui que ce que le vœu national a déjà proclamé. Il repousse la régence, comme il a repoussé l'empereur Napoléon. Je vous déclare donc que nous ne pouvons admettre que son abdication absolue; à cette condition seule, vous pouvez regarder la paix comme faite. Nous nous engageons à faire assurer à l'empereur Napoléon une existence indépendante et convenable sous tous les rapports. » Les plénipotentiaires se récrièrent en vain contre cette étrange détermination, si différente des espérances qui leur avaient été données. Ils combattirent vivement la conséquence que l'Empereur tirait de la défection du sixième corps, et affirmèrent qu'elle ne serait suivie d'aucune autre. Efforts inutiles ! L'arrêt européen venait d'être prononcé par Alexandre, en l'absence de François II, mais de concert avec le gouvernement provisoire. Les plénipotentiaires durent se résigner à retourner à Fontainebleau pour porter à l'empereur Napoléon la nouvelle décision du vainqueur.

Le duc de Vicence ayant eu des audiences particulières de l'Empereur de Russie, dans une de ces audiences, le 3 avril, il avait été question de choisir le lieu de retraite qui serait assigné à Napoléon. Alexandre avait désigné l'île d'Elbe au lieu de Corfou et de la Corse dont on avait parlé. Le 5 avril, on lisait dans *le Moniteur* : « S. M. l'empereur de Russie, dès qu'elle a su le changement opéré dans le gouvernement français par le Sénat, et l'établissement du gouvernement provisoire, a fait proposer, au nom des puissances alliées, à Napoléon Bonaparte, de se choisir un lieu et un établissement de retraite pour lui et sa famille. M. le duc de Vicence a été chargé de lui remettre cette proposition. » Ainsi cette détermination sur l'abdication absolue datait du 2 avril. Napoléon devait en avoir eu connaissance, et sans doute elle lui revint à l'esprit le 4, après le départ de ses négociateurs. La renonciation qu'il avait signée en faveur de son fils lui parut alors, non plus un sacrifice qu'il faisait généreusement à la France, mais une démarche que sa haute raison frappait de nullité. « On s'est voulu, dit-il, me faire abdiquer en fa-

« venir du roi de Rome, je l'ai fait; cependant ce n'est pas l'intérêt de la France. Mon fils est un enfant, ma femme n'entend rien aux affaires. Vous auriez donc une régence autrichienne pendant douze ou quinze ans, et vous verriez M. de Schwartzberg, vice-empereur des Français : cela ne peut vous convenir. D'ailleurs il faut raisonner : quand même cela entrerait dans les vues de l'Autriche, croit-on que les autres puissances consentent jamais à ce que mon fils règne tant que je vivrai ! Non, certainement. Elles auraient trop peur que j'arrabasse le timon des affaires des mains de ma femme; aussi je n'attends rien de bon de la démarche des maréchaux. »

Napoléon disait à Fontainebleau ce que le prince de Bénévent disait à Paris, et ce que venait de répéter en d'autres termes Alexandre aux plénipotentiaires. Napoléon jugeait mieux que personne toute sa position, et il en était d'autant plus porté à tenter encore le sort des armes, comme la seule ressource qui restait à une condition aussi désespérée. On assure qu'il avait dit au duc de Vicence : « Pen-
« dant que vous négociez à Paris, je leur tomberai
« dessus avec mes braves. Je pars demain. » Mais avant de prendre la route d'Essonne avec le gros de l'armée, car on a vu que la garde était déjà en mouvement sur Montlignon, l'Empereur envoya son premier officier d'ordonnance, Goungand, à Essonne, pour inviter à dîner les maréchaux Marmont et Mortier, et le général Souham, le plus ancien divisionnaire de l'armée. Il voulait s'entretenir avec eux des opérations qu'il projetait. Le colonel Gourgaud ne trouva ni le maréchal Marmont, alors parti pour Paris avec les plénipotentiaires, ni le général Souham, qui pourtant était à Essonne; mais il lui laissa l'ordre de se rendre à Fontainebleau. L'Empereur l'attendit inutilement, et dans la nuit du 4 au 5 il lui expédia un autre officier. Celui-ci ne trouva à Essonne ni Souham ni le corps d'armée, et revint en toute hâte apporter à Napoléon cette fatale nouvelle. Ainsi Fontainebleau resta à découvert ! L'honneur de l'armée n'était plus intact, et tout espoir était perdu, jusqu'à celui qui n'avait jamais manqué, l'espoir dans les armes. Napoléon doute encore de la défection de Marmont. Il refuse de croire que son élève, son ami, son enfant, ce « lui, disait-il, qui a mangé mon pain sous ma tente, » l'ait trahi, abandonné au dernier jour. « L'ingrat, s'écria-t-il, il sera plus malheureux que moi ! » Cependant il ordonne au général Belliard de faire couvrir Fontainebleau par quelques escadrons. Mais le maréchal Mortier, voisin d'Essonne, avait pourvu à cette pressante nécessité, du moment où il avait appris le départ du corps de Marmont. Ce malheur, tout nouveau pour Napoléon, le

touchait de trop près, et son ame se sentait depuis plusieurs jours oppressée sous le poids de trop de chagrins, pour qu'il ne cédât pas enfin à l'impérieux besoin de lui donner un confident digne de sa douleur. Ce confident ne pouvait être que l'armée de Fontainebleau. Voici comme il lui parle dans l'ordre du jour du 5 avril :

« L'Empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui témoigne, et principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non dans le peuple de sa capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général, son honneur et sa religion. Le duc de Raguse n'a point inspiré ces sentimens à ses compagnons d'armes : il est passé aux alliés. L'Empereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche : il ne peut accepter ni la vie ni la liberté de la merci d'un suzerain.

« Le Sénat s'est permis de disposer du gouvernement français. Il a oublié qu'il doit à l'Empereur le pouvoir dont il abuse maintenant ; que c'est lui qui a sauvé une partie de ses membres de l'orage de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre la haine de la nation. Le Sénat se fonde sur les articles de la constitution pour la renverser. Il ne rougit pas de faire des reproches à l'Empereur, sans remarquer que, comme le premier corps de l'État, il a pris part à tous les événemens. Il a été si loin, qu'il a osé accuser l'Empereur d'avoir échangé des aetes dans la publication. Le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin de tels artifices... Aussi long-temps que la fortune s'est montrée fidèle à leur souverain, ces hommes sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été entendue sur les abus du pouvoir. Si l'Empereur avait méprisé les hommes, comme on le lui a reproché, alors le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des raisons qui motivaient son mépris. Il tenait sa dignité de Dieu et de la nation : eux seuls pouvaient l'en priver. Il l'a toujours considérée comme un fardeau, et, lorsqu'il l'accepta, c'était dans la conviction que lui seul était à même de la porter dignement. Aujourd'hui que la fortune s'est défilée contre lui, la volonté de la nation seule pouvait le persuader de rester plus long-temps sur le trône. S'il se doit considérer comme le seul obstacle à la paix, il fait ce dernier sacrifice à la France. Il a en conséquence envoyé le prince de la Moskowa, les ducs de Vicence et de Tarante à Paris pour entamer les négociations. L'armée peut être certaine que son honneur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la France. »

Pendant que Napoléon confiait ainsi à son armée, avec une modération digne des plus grands caractères,

les douloureux secrets de sa fortune actuelle, une portion de cette armée, soustraite le matin à son drapeau, sous l'espoir qu'elle allait se battre pour lui, répondait à Versailles aux nobles sentimens qu'il lui témoignait à Fontainebleau. Voici qu'elle avait été la destinée du corps de Marmont : depuis deux jours, dans l'armée de Napoléon, on ne parlait que d'une attaque sur Paris ; le mouvement opéré la veille par la garde avait de nouveau confirmé ce bruit. Placé au premier poste, le corps de Marmont attendait avec impatience le signal de s'ébranler à son tour. Le 5, à la pointe du jour, le général Souham met le corps en mouvement ; et à peine avait-il franchi le rayon de cantonnement, il se voit entouré par des régimens de cavalerie étrangère qui précèdent, qui flanquent et qui ferment sa marche au travers de toutes les troupes ennemies en armes sur sa route. A l'aspect des cavaliers bavarois, qui l'aborderent au sortir du territoire d'Essonne, les officiers et les soldats, partis avec joie, parce qu'ils croyaient aller attaquer le flanc droit de l'ennemi, reconnoissent qu'on les avait livrés. Alors des murmures sinistres pareurent les rangs, et de menaçans éclats revêtirent aux généraux Souham et Bordesoult l'énergie des sentimens qui soulevaient contre eux tous les esprits. Néanmoins le corps du maréchal Marmont, traité comme un vil prisonnier, dut défilier ainsi sous les fourches caudines de la trahison, et, quoique plein d'une vigoureuse indignation, promener l'infamie d'un déserteur à la vue des soldats de toutes les nations, qu'il avait eus aller combattre. Enfin, à Versailles, où ces braves furent débarrassés de leurs gardiens, l'explosion éclata, et ils se soulevèrent spontanément contre les chefs qui les avaient arrachés au commandement de Napoléon. Ces généraux n'eurent que le temps de se soustraire à la fureur commune, au milieu des coups de fusil. Les soldats se rassemblèrent vers l'Orangerie avec le dessein de retourner à Napoléon, et de venger son injure et leur honneur ; ils voulaient reprendre le chemin d'Essonne, et passer en plein jour sur le ventre des étrangers, auxquels on les avait lâchement livrés pendant la nuit.

On a vu plus haut toutes les protestations et toutes les infidélités de Marmont ; on a vu qu'il avait juré de ne pas se séparer du reste de l'armée, et promis de ramener lui-même à Essonne le sixième corps, qu'il feignait de eroire enlevé par les généraux sous ses ordres, qui n'avaient fait que lui obéir ; mais, outre l'impossibilité de tenir cette promesse, il pensait si peu à l'exécuter, qu'au lieu d'aller risquer lui-même de revoir ses troupes déjà rendues à Versailles, et condamnées à ne pouvoir plus rejoindre Napoléon, il leur adressa au contraire

une proclamation où on lisait : « Vous êtes les soldats de la patrie ; ainsi c'est l'opinion publique que vous devez suivre, et c'est elle qui m'a ordonné de vous arracher à des dangers désormais inutiles, pour conserver votre sang que vous saurez répandre encore lorsque la voix de la patrie et l'intérêt public réclameront vos efforts. De bons cantonnemens et mes soins paternels vous feront oublier bientôt, j'espère, jusqu'aux fatigues que vous avez éprouvées. »

Le même jour, à trois heures après midi, le général qui commandait à Corbeil la division de réserve disait dans sa proclamation : «..... La nuit dernière des corps entiers ont quitté leurs positions. J'avais l'ordre d'occuper Corbeil : aucun ordre contraire ne m'a été donné ; je suis donc resté fidèle avec vous à mon poste. Les braves ne désertent jamais ; ils doivent mourir à leur poste..... » On inséra cette pièce après celle de Marmont, dans le *Moniteur* du 7 avril. Le rapprochement n'était pas heureux pour la proclamation du maréchal. A la lecture de celle-ci, ses officiers arrachèrent leurs épaulettes, brisèrent leurs épées ; les soldats jetèrent leurs armes, et, se trouvant sans chef pour retourner à Essonne, ils durent subir la loi de la nécessité, et se laissèrent conduire à Mantes.

Je ne saurais comprendre pourquoi, au premier aveu de Marmont de sa convention avec Schwartzemberg, l'un des plénipotentiaires ne partit pas sur-le-champ, ou comment on n'expédia pas au moins un secrétaire pour en instruire l'Empereur à Fontainebleau. On ne pouvait douter cependant que, si cette convention avait lieu, la négociation ne fut perdue, comme cela arriva en effet. Je dirai plus : un ancien serment et des devoirs plus sacrés que jamais, obligeaient chacun de ces plénipotentiaires à la déclaration d'une vérité si importante pour l'Empereur ; tout leur prescrivait de s'arrêter à Essonne et de demander de nouveaux ordres.

Ainsi, par le départ du 6^e corps, Fontainebleau n'est plus une position militaire et Napoléon se trouve à la discrétion des alliés. Il lui reste à peine quarante mille hommes pour livrer la bataille du désespoir, si redoutée encore des souverains et du gouvernement provisoire. Le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna, de Tilsit, de Wagram, devra subir toute la condition d'un triomphe des temps barbares, et prononcer la déchéance de son fils ! Tel est le résultat du crime de Marmont, à qui est dû l'ultimatum d'Alexandre dans la soirée du 6 avril ! Congédiés d'une manière aussi rigoureuse par l'empereur Alexandre, les plénipotentiaires français arrivèrent le soir à Fontainebleau. Après le compte rendu de leur mission, ils se retirèrent, et l'Empereur, dans

le dessein de sonder les dispositions de ses maréchaux sur les projets militaires qu'il pouvait avoir conçus, fit appeler le prince de la Moskowa. Ce qui se passa dans cette entrevue a échappé à l'investigation historique.

Le 6 avril vit sortir du gouvernement provisoire, décréter par le Sénat après quelques changemens, imprimer, proclamer et insérer au *Bulletin des lois*, la nouvelle constitution française. Cet acte s'appelaient librement ou trône Louis - Stanislas - Xavier de France, et après lui les membres de sa famille. Mais la constitution devoit être soumise à l'acceptation du peuple Français, et Louis ne devoit être proclamé Roi des Français, qu' aussitôt qu'il auroit accepté la constitution et juré de l'observer et de la faire observer. Cette disposition, à elle seule, établissait le contrat entre la nation et le Roi ; c'était précisément ce qui devoit faire rejeter par les conseils du Roi l'acte du Sénat. L'albé de Montesquieu engageait alors le Roi à faire une simple déclaration. On ne parlerait au public ni du Sénat ni de la constitution, et il ne seroit redevable qu'à S. M. de ce que le Sénat prétend lui donner à un prix si dégoûtant. Mais de son côté le Sénat, par sa maladresse à stipuler ses intérêts privés qu'il falloit régler dans un traité secret et particulier, pour ne montrer au public que la constance à soutenir les intérêts généraux, perdit une admirable occasion de mettre à jamais les droits de la France à couvert, et de donner ce qui se réduisait à recevoir. A la vérité ce corps étoit dominé par une minorité dévouée à M. de Talleyrand, alors vice-grand-électeur, et au gouvernement provisoire, où il ne siégeait pas un homme d'un grand caractère et capable de conduire dignement la négociation entamée avec le prince auquel on pouvoit rendre la couronne à des conditions également honorables et utiles pour la nation et pour la royauté. Les alliés eux-mêmes, et surtout Alexandre qu'une raison habile rejetait alors du côté des principes libéraux comme le seul moyen de faire prendre le change à l'enthousiasme militaire de la France, auroient vu avec plaisir le prince enchaîné par un traité qui, en le défendant contre les préjugés et l'entraînement de ses anciens amis, tous opposés aux besoins de l'époque, auroit encore délivré l'Europe de la crainte d'une révolution nouvelle.

Le 7 avril, Napoléon se leva plus guerrier que de coutume ; il en avait fini avec la politique. Déjà familiarisé à l'idée d'être un souverain sans empire, il ne pouvoit encore supporter l'idée d'être un général sans armée. Il ordonna la revue du deuxième et du septième corps. Le maréchal Oudinot reçut cet ordre avec une surprise qui frappa Napoléon : ce n'était pas la première fois qu'il avait remarqué

plus que de la lassitude de la part des chefs de l'armée. La revue eut lieu, et les vives acclamations des soldats prouvèrent à l'Empereur la fidélité de leurs sentimens qui recevaient alors de son infortune une expression plus énergique. Les chefs de l'armée étaient devenus des hommes de palais; les soldats étaient demeurés les hommes de la tente : ceux-ci restaient toujours dévoués au grand capitaine qui venait de les illustrer dans la postérité la plus reculée, par la plus belle campagne de sa vie; ceux-là savaient que l'Empereur avait abdiqué. On prétend que Napoléon, vivement ému de l'enthousiasme des troupes, qui effectivement n'étaient plus les siennes, dit au duc de Reggio : « *Maréchal, puis-je compter sur votre corps d'armée ?* — Non, Sire; Votre Majesté a abdiqué. — Oui, mais sous condition. — *Il est vrai, Sire, mais le soldat ne connaît pas les restrictions.* — *Eh bien ! maréchal, attendons les nouvelles de Paris.* »

Après la revue, l'Empereur fut reconduit dans ses appartemens par les maréchaux Berthier, Ney, LeFebvre, Oudinot, Macdonald, par les ducs de Bassano et de Vicence, et le général Bertrand, grand-maréchal du palais. Napoléon engagea tout-à-coup avec une entière liberté d'esprit la conversation sur les affaires, faiblement sur sa position personnelle, mais fortement sur celle de la France et de l'armée, et traita la haute question de ces grands intérêts, comme s'il n'eût été qu'un citoyen et un militaire. Le développement qu'il donna à ses idées le ramena naturellement à celles d'une juste défense, et il se complut à mettre en balance les chances de la guerre avec l'ignominie d'une paix qu'il disait mortelle pour la France. Il savait bien que quatre armées resserraient chaque jour davantage le camp de Fontainebleau; qu'une armée russe se trouvait entre Essonne et Paris, une autre entre Montcreau et Melun; que des corps nombreux étaient en marche par les routes de Chartres et d'Orléans, tandis que d'autres troupes accouraient par celles de la Bourgogne et de la Champagne, et tenaient le pays entre l'Yonne et la Loire.

« Mais d'un autre côté, disait-il, les alliés seront forcés de se battre, ayant Paris à dos. L'immense population de la capitale entendra notre canon. La garde nationale, le peuple des faubourgs, en partie composés de vétérans de la vieille gloire républicaine et de celle de l'empire, voudront partager les périls de l'armée et feront trembler l'ennemi. » Aucun des avantages d'une telle position n'échappe à Napoléon; il compte aussi sur l'armée du maréchal Soult sous Toulouse; sur celle du maréchal Suchet qui est à Narbonne et qui doit se réunir à celle de Soult; sur celle du maréchal Augereau dans les Cévennes; sur celle encore du prince Eugène, et sur celle du général Maison dans la Flandre; enfin

sur les nombreuses garnisons de nos places frontières. Pourquoi, forçant les lignes ennemies, comme il l'a fait tant de fois avec les braves éprouvés qui lui restent, n'irait-il pas chercher les armées du Midi... quand il reste à combattre derrière la Loire? Napoléon est d'avis qu'il faut y marcher sans délai.

On oppose à ce projet de l'Empereur les forces immenses qui occupent toutes les avenues de Fontainebleau, les distances qui séparent de l'armée les armées du Midi, le blocus qui interrompt toutes les communications et jusqu'au passage des courriers. « Une route fermée pour des courriers, répond Napoléon, s'ouvre bientôt devant cinquante mille hommes. » Alors on lui parle des maux de la France menacée tout-à-coup des horreurs d'une guerre civile dont il serait l'auteur et l'objet. Ce mot de guerre civile a sur lui la puissance d'un talisman, et sa résolution, qu'il a nourrie sans doute pendant la veille d'une longue nuit, s'évanouit à l'instant. Le citoyen l'emporte; mais le guerrier devait reparaitre. « Eh bien ! dit-il avec force, puis-je qu'il me faut renoncer à défendre plus long-temps la France, l'Italie n'est-elle pas une traite digne de moi? Veut-on m'y suivre encore une fois? Marchons vers les Alpes! » Ce cri aurait entraîné l'armée, encore toute bouillante de courage et pleine d'enthousiasme; il frappa vainement sur les cœurs émoussés des grands dignitaires affamés de repos. Napoléon termina ce qu'on appela alors *la confiance des maréchaux*; par leur déclarer qu'il se décidait à signer l'abdication absolue. Toutefois, il ajouta que cette détermination ne devait nullement contrarier les opérations militaires qu'il pouvait avoir projetées, ce qui n'est pas probable. Les conférences avec ses plénipotentiaires furent reprises trois fois pendant cette journée; Napoléon y discuta vivement la forme de l'abdication absolue, et enfin l'acte en fut ainsi rédigé :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux couronnes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France.

« Fontainebleau, le 11 avril 1814. »

Les plénipotentiaires, partis pour Paris, arrivèrent chez l'empereur Alexandre à deux heures du matin. « Apportez-vous l'abdication ? » leur dit le prince en les voyant entrer. Le duc de Vicence lui fit la lecture de l'acte; l'empereur en exigea à l'in-

stant une copie, afin de rassurer dans la même nuit le gouvernement provisoire, dont le fantôme de Napoléon armé troublait encore le sommeil.

Indépendamment de la négociation relative à l'abdication absolue, au choix d'une principauté pour Napoléon, et aux arrangements relatifs à la famille impériale, les plénipotentiaires français devaient en outre traiter d'un armistice, afin de mettre un terme aux agitations de l'armée et aux inquiétudes de la France envahie.

La publicité que l'on s'empressa de donner à cet armistice manqua son effet par rapport au soldat, qui persista noblement jusqu'à la fin à ne pas se croire étranger au sort de son général. Le soldat n'avait rien entendu à la débâcle, ni à l'abolition de son serment de fidélité; il ne comprenait pas davantage l'intérêt d'un armistice, quand il n'attendait encore qu'un signe de Napoléon pour recommencer la guerre: mais on pensait autrement dans les rangs les plus élevés de l'armée. Les principaux lieutenants de l'Empereur désertaient sous drapeau comme sous palais; et Fontainebleau, jadis peuplé d'une cour de princes et de rois heureux de trouver place au milieu de la foule des compagnons d'armes de l'Empereur, devenait d'heure en heure un désert. Berthier lui-même avait offert l'un des premiers l'exemple d'un si lâche abandon; la veille il avait pris la route de Paris, où il s'était fait précéder par l'acte de son adhésion au gouvernement provisoire. « *Il ne viendra point,* » dit froidement Napoléon en le voyant partir. Cependant il y avait des héros à côté des ingrats qui se montraient si impatient de s'éloigner d'un grand homme aux prises avec l'adversité.

J'ai dit que, dans une conversation entre le duc de Vicence et l'empereur Alexandre, ce souverain, en parlant du séjour futur de Napoléon, avait insisté pour l'île d'Elbe. Les plénipotentiaires se prévalurent adroitement de cette première ouverture comme d'un engagement, pour obtenir que l'île d'Elbe fut accordée à Napoléon comme souveraineté indépendante. Heureusement cet engagement avait précédé la défection de Marmont; car déjà les alliés, éveillés par les agens de la restauration sur les dangers d'un tel voisinage pour la France, ne voulaient plus donner l'île d'Elbe: en effet cette île était un port sur la France.

Cependant, tandis que Napoléon trahi, mais non pas vaincu, traitait encore en souverain, le maréchal Soult, après la bataille d'Orthez, livrée le 27 février, et suivie de la glorieuse retraite de sa petite armée, en présence des forces considérables des Anglais, était arrivé le 24 mars dans la ville de Toulouse, et, en quinze jours, avait fait un vaste camp retranché de la capitale du Languedoc. Quinze

jours aussi avaient paru nécessaires à Wellington pour oser attaquer les trente mille Français de Soult avec ses quatre-vingt mille vieux soldats. Le 10 avril, à six heures du matin, l'action s'était engagée autour de l'immense enceinte fortifiée par le maréchal sous les yeux de son ennemi. Wellington fut d'abord repoussé sur tous les points. De leur côté, les Espagnols et les Portugais, culbutés et forcés à prendre la fuite, ne parvinrent qu'avec peine à se rallier sous la protection de la cavalerie anglaise. Beresford, que Wellington avait rappelé de Bordeaux, ayant reçu l'ordre de s'emparer des retranchemens du Calvinet, jugea, après la déroute des Espagnols, plus prudent de tourner la position que de l'assaillir de front. Le duc de Dalmatie avait fait les plus habiles dispositions pour empêcher le général Beresford d'accomplir son projet, et même pour le séparer du reste de l'armée anglo-espagnole. Malheureusement les manœuvres que le maréchal ordonna furent mal exécutées: le trouble et la confusion se mirent dans nos rangs, et laissèrent à l'ennemi le loisir d'attaquer le premier. Les Français se virent obligés de plier. Bientôt le combat se ranima avec une nouvelle fureur; nos soldats s'efforcèrent de reprendre l'avantage; mais quo pouvaient l'audace et le courage le plus intrépide contre cette masse d'assaillans? Il fallut céder au nombre, et les Anglais se rendirent maîtres du Calvinet. La nuit seule avait terminé la bataille, où une seule redoute, un seul canon, tombèrent au pouvoir des Anglais, où un seul moment d'hésitation causé par la mort d'un général qui s'éleva avec sa colonne, empêcha les Français d'être victorieux. Le maréchal perdit trois mille six cents hommes tués ou blessés, Wellington dix-huit mille. Le lendemain, trompant encore la vigilance de Wellington, à qui la nécessité le força d'abandonner Toulouse, Soult s'est remis en marche par le département de l'Aube, pour conduire à Napoléon une de ses plus braves armées. Il ne sait pas que la bataille de Toulouse a été dérobée à un armistice; le 12, il l'apprend dans sa route par Wellington, qui lui envoie la copie de la convention convenue à Paris pour la suspension d'armes. Ainsi l'héroïque résistance de notre armée n'a été qu'un sacrifice inutile à la France!

Pendant la négociation de Paris, Napoléon, toujours poursuivi par le chagrin d'avoir donné sa dernière abdication, fit écrire et écrivit lui-même au duc de Vicence pour la lui demander. Ce ministre répondit que l'acte d'abdication étant la base de la négociation, il ne pouvait se rendre responsable des graves inconvéniens qui résulteraient, pour les intérêts de Sa Majesté, du parti de manquer aux engagements qu'elle avait pris. « *A quoi bon ce traité,*

« disait l'Empereur, puisqu'on ne veut pas régler « avec moi ce qui concerne les intérêts de la France? « Du moment qu'il ne s'agit plus que de ma per- « sonne, il n'y a plus de traité à faire. Je suis vaincu : « je cède au sort des armes. Seulement je demande « à n'être pas prisonnier de guerre, et pour me l'ac- « corder un simple cartel stoit soifire; d'ailleurs il « ne faut pas une grande place pour enterrer un « soldat. »

Dans le moment où l'on publiait à Paris l'acte d'abdication absolue et l'adhésion de l'armée à la restauration, on annonçait aussi l'arrivée de Moxsira, frère du roi. Le lendemain, ce prince devait faire son entrée solennelle. Napoléon n'ignorait aucune de ces circonstances, ni aucun de ses nouveaux périls : mais, inflexible dans sa volonté comme au temps de ses prospérités, n'ayant plus qu'elle pour appui, ne reconnaissant plus qu'elle pour destinée, il persista toute la journée du 12 avril à ne point ratifier le traité signé la veille à Paris avec toutes les puissances. L'abdication avait été remise au gouvernement provisoire en échange de son acceptation du traité. Rien ne semblait presser Napoléon de se décider; intérieurement dominé par un autre sentiment, il paraissait également indifférent au refus et à l'acceptation des ratifications. Dans cette même journée il avait disecot froidement, et pendant plusieurs heures, avec le duc de Bassano la question du suicide, et quoi qu'il eût fini par la résoudre négativement, l'impression avait paru tellement forte, qu'on s'étudia à écarter tous les moyens qui auraient pu favoriser une tentative funeste.

Napoléon se trouvait dans eette disposition morale, quand les ducs de Tarente et de Vicence arrivèrent à Fontainebleau et lui remirent le traité. Un plénipotentiaire russe y vint aussi pour l'échange des ratifications. La secrétairerie d'État travaillait aux expéditions; elle y employa toute la nuit. Le plénipotentiaire russe se présenta avec de nouvelles difficultés qui blessaient l'honneur de Napoléon. Les prétentions qu'il mit en avant pour avoir un ordre de l'Empereur relatif à la remise des places fortes aux alliés indignèrent Napoléon, et des discussions assez vives eurent lieu chez le prince de Neufhâtel. L'Empereur refusa la demande incidencelle de l'ennemi; puisqu'on n'avait pas voulu traiter avec lui pour la France, il était au moins étrange de vouloir lui faire donner l'ordre d'en livrer les fortresses. Napoléon passa une partie de la soirée avec le duc de Vicence, et se retira à onze heures.

On ignora alors, mais on a su depuis, que Napoléon avait constamment porté sur lui, pendant la retraite de Moscou, un poison inventé par Cabanis pour soustraire ses amis aux supplices de la terreur. Devenu prisonnier d'Alexandre, il se souvint

de ce poison; la vigueur seule de sa constitution la fit triompher après une longue agonie. « *La mort ne veut pas de moi,* » dit-il alors. Cependant la crise avait été si violente, qu'il lui fut impossible de se lever avant onze heures pour expédier le maréchal Macdonald. Son visage était renversé, ses yeux enfoncés dans leurs orbites, son teint livide, ses membres brisés. Enfin, son ame reprit tout-à-coup toute sa supériorité sur ses infortunes. Vainement il a cherché à mourir; l'événement vient de tromper sa dernière volonté : n'en ayant plus à remplir vis-à-vis de lui-même ni à opposer à la destinée, il signa les ratifications, et congédia ensuite le maréchal Macdonald, après lui avoir offert un sabre pour reconnaître sa fidélité : *Je regrette,* lui dit-il, *de « n'avoir plus à vous donner d'autres témoignages « de mon estime.* » En effet, pendant toute la négociation, Napoléon se plaisait à nommer le maréchal un homme d'honneur.

Par le traité signé le 11 à Paris et le 13 à Fontainebleau, l'empereur Napoléon, l'Impératrice et tous les membres de la famille impériale, conservent leurs titres et leurs qualités. L'le d'Elbe lui est accordée en toute souveraineté, avec deux millions de revenu, dont un reversible à l'Impératrice, et à la charge de la France. On donne en toute propriété à l'Impératrice les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla; ces duchés passeront à son fils, qui en prendra le titre. Le traité affecte en outre deux millions cinq cent mille francs de revenu, comme propriété et transmissibles à leurs héritiers, aux membres de la famille impériale, indépendamment de leur fortune particulière; il assigne un million pour le traitement de l'impératrice Joséphine, et un établissement convenable est assuré hors de la France au prince vice-roi. Sur les fonds que l'Empereur abandonne à la couronne, un capital de deux millions est réservé pour des gratifications aux généraux de sa garde, à ses aides-de-camp, à sa maison. L'article 13 porte « que les obligations du « Monte-Napoleone de Milan, envers tous les créanciers de Napoléon, soit français, soit étrangers, « seront exactement remplies. » (*C'était la seule condition que Napoléon avait mise à l'abdication du trône d'Italie; elle n'a pas été remplie.*) L'article 17 porte : « S. M. l'empereur Napoléon pourra « emmener avec lui et conserver pour sa garde « quatre cents hommes de bonne volonté.... »

La publication de l'armistice et de l'ordre d'adhésion au gouvernement provisoire arrêta tout-à-coup dans le Nord les succès miraculeux du général Maison, qui, avec ses douze mille hommes, tenant tête à soixante mille hommes de l'armée de son ancien général, le prince royal de Suède, était rappelé en libérateur par les peuples de la Bel-

gique. Le maréchal Soult, tant en son nom qu'au nom du maréchal Suchet, dut aussi conclure un armistice avec lord Wellington. Le général Decaen l'avait signé pour son armée de la Gironde avec lord Dalhousie, et le maréchal Angereau, ayant conclu le sien avec le prince de Hesse-Hombourg, adressa à son armée une allocution dans laquelle il osait dire que *Napoléon n'aurait pas su mourir en soldat*, lui qui, par sa désobéissance aux ordres du 16 mars, avait livré Lyon le 21 aux Autrichiens!

L'abdication et l'armistice passèrent les Alpes, et vinrent avertir le vice-roi qu'il n'y avait plus pour lui ni drapeau français ni drapeau italien. L'évacuation de l'Italie fut convenue entre ce prince et le maréchal de Bellegarde, par des commissaires. Les adieux de l'armée française à la belle Italie durent retentir jusqu'au cœur de Napoléon. Il ne lui restait donc plus que l'écho d'une grandeur déjà tout ensevelie. Napoléon survivant à l'empire français et à lui-même n'est plus qu'un bailli à qui ses juges, avec dédain, ont abandonné un vain titre... Le 13, l'empereur d'Autriche revint pour s'entendre féliciter par le Sénat d'avoir détrôné son genre; le 16, il eulève à Napoléon son fils et sa femme : l'un et l'autre partirent pour Vienne par les ordres de François II; les mémoires sont restés silencieus jusqu'à présent sur la résistance que Marie-Louise pouvait opposer aux violences d'un père. Une autre princesse, moins élevée dans la hiérarchie des souverains, la fille du roi de Wurtemberg, qui avait lui-même sollicité pour elle et malgré elle la main de Jérôme sous la toute-puissante influence du traité de Tilsitt, sut résister avec courage et respect à une volonté tout aussi impérieuse, tout aussi sacrée, et remplir ses devoirs d'épouse et de mère.

Le 19 avril, veille du jour où Napoléon devait quitter Fontainebleau, le général Montholon arriva de Monlins. Admis dans le cabinet de l'Empereur, ce général lui proposa de se rendre soit à Roanne, soit à Moulins, où il serait reçu par un corps de dix mille hommes. Il assura qu'en prenant la route des montagnes, Napoléon pourrait rallier les corps d'armée des maréchaux Soult, Angereau, Suchet, et se trouver à la tête de cent mille hommes. « Il n'est plus temps, lui dit Napoléon, j'ai abdiqué, tout est fini; je ne veux point avoir à me reprocher la guerre civile; mais je n'oublierai jamais ce que vous êtes venu me proposer : jamais, entendez-vous, jamais ! » La réponse était généreuse de la part d'un prince si indignement outragé dans les liens les plus sacrés de la nature, et qui avait jugé d'un coup d'œil les moyens qu'on lui présentait, et la certitude de la réunion des armées qu'il pouvait aller chercher.

Enfin, le 20 avril, Napoléon va se séparer de sa fidèle armée, de sa garde !... Sa garde ! elle est rangée dans les cours du palais pour recevoir ses adieux. Ses vieux soldats, noircis par tous les climats, cicatrisés par la guerre, bêtés par la douleur, ne lèvent point les yeux vers l'astre qui les guidait à la victoire; cet astre est à son déclin : ils suivent sa triste fortune; ils tiennent leurs regards baissés; ils le fixent sur la terre que leur général va quitter... En traversant les rangs de ses braves, Napoléon revoit toute sa gloire : il reconnaît tous ses exploits. Cette phalange immortelle compte toujours quelques grenadiers d'Areole, d'Aboukir, de Marengo; les autres datent d'Austerlitz, d'Éna, de Friedland, de Madrid, de Wagram, de Moscou, même de Lutzen, de Bautzen, de Wurschen, de Dresde, de Hanau..... Tout à l'heure encore ils se sont vu décimer au sein de la France dans vingt combats où ils ont toujours vaincu..... En contemplant ces témoins, ces acteurs de tant de travaux fameux déjà si loin de lui, il était permis à Napoléon de céder à une impression que les plus inébranlables caractères auraient eu peine à surmonter; mais, puisant des forces nouvelles dans la grandeur même des sacrifices qu'il venait de consacrer par la signature du traité, après avoir embrassé ses amis, il avait descendu les degrés du palais avec autant d'assurance que s'il eût monté les marches du trône; puis, jetant un regard tant à la fois calme et attendri sur ses vieux guerriers, il leur dit d'une voix ferme comme son ame :

« Je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans que nous sommes ensemble, je suis content de vous.
 « Je vous ai toujours trouvés au chemin de la gloire.
 « Toutes les puissances de l'Europe se sont armées contre moi, quelques-uns de mes généraux ont trahi leur devoir et la France, elle-même a voulu d'autres destinées. Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile, mais la France eût été malheureuse. Soyez fidèles à votre nouveau roi, soyez soumis à vos nouveaux chefs, et n'abandonnez point notre chère patrie. Ne plaignez pas mon sort : je serai heureux lorsque je saurai que vous l'êtes vous-mêmes. J'aurais pu mourir; si j'ai consenti à survivre, c'est pour servir encore à votre gloire : j'écrirai les grandes choses que nous avons faites.
 « Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasse votre général : venez, général Petit, que je vous presse sur mon cœur ! Qu'on m'apporte l'aigle, que je l'embrasse aussi ! Ah ! chère aigle, puisse le baiser que je te donne retentir dans la postérité !
 « Adieu, mes enfans; mes vœux vous accompagnent toujours; gardez mon souvenir ! »

Cette scène mémorable est quelque chose de déchirant par l'émotion qui, pour la première fois, attendrit devant ses compagnons d'armes le visage de Napoléon. Il pleurait; ils pleurèrent aussi : cette douleur commune des premiers soldats et du premier capitaine de l'Europe fut sublime.

Napoléon monta en voiture avec le général Bertrand ; une faible escorte le suivit. Le même jour où Napoléon quittait Fontainebleau en exilé, Louis XVIII faisait comme roi de France une entrée solennelle dans la ville de Londres. Félicité à son arrivée au palais par le prince régent, le roi avait répondu à ce prince : «... C'est au conseil de V. A. R., « à ce glorieux pays et à la confiance de ses habitants que j'attribuerai toujours, après la divine « Providence, le rétablissement de notre maison sur « le trône de ses ancêtres..... » Et, en effet, c'était bien la Grande-Bretagne qui rendait la France à Louis XVIII ; la fortune qui proscrivait Napoléon, se plaisait à sonrir à l'histoire cet étrange rapprochement ou cet étrange contraste, le 20 avril 1814. Rien ne manquait plus à la catastrophe qui précipitait du trône le capitaine du siècle, investi de tous les titres dont peut être décorée une fortune humaine; celui que l'armée avait appelé son héros, la France son libérateur, le Sénat *Napoléon-le-Grand*; celui qui était pour l'Europe l'homme de la destinée, le distributeur des couronnes et le souverain des rois; en qui le clergé français célébrait l'*enroyé du Très-Haut*, et que le pape avait nommé tant de fois l'*Oint du Seigneur*.

Partout sur son passage, Napoléon fut accueilli aux cris de *citer l'Empereur!* Nulle part les témoignages d'amour et de regrets n'éclatèrent plus vivement qu'à Lyon; mais le maréchal Augereau eut l'audace et la bassesse d'insulter au malheur d'un grand homme qu'il avait trahi, et de couronner par cette infamie le crime d'une défection qui méritait la mort. Le reste du voyage ne fut pas exempt de dangers; ils augmentèrent à mesure qu'on avançait vers les provinces méridionales. Napoléon n'entra pas dans Avignon, où douze mille forcenés manifestaient des intentions féroces. A Orgon, la fureur était encore plus violente contre lui; des misérables, rassemblés pour fêter les généraux autrichiens, voulurent le massacrer. Il courut d'autres risques très graves, et peut-être le vainqueur généreux qui avait rendu des trônes aux rois vaincus, et relevé des empires abattus à ses pieds, fut-il réduit à se mettre sous la protection de l'étranger,

pour ne pas tomber victime de brigands apostés par des conspirateurs bien plus coupables et bien plus odieux que leurs barbares instrumens. Le voile à moitié déchiré sur la mission confiée à Maubreuil; d'autres découvertes que l'histoire a déjà enregistrées pour l'avenir; la même direction donnée aux fanatiques qui depuis ont assassiné le général Ramel ainsi que le maréchal Brune, et ensanglanté les départemens de l'Hérault et du Gard, placent sous le poids d'une terrible responsabilité les auteurs du complot contre les jours du prince avec lequel les princes de l'Europe, soit respect ou crainte, venaient encore de traiter de souverain à souverain. Napoléon échappa aux émeutes semées sous ses pas, et s'embarqua enfin au port de Saint-Rapheau : quatorze ans auparavant, cette même contrée l'avait vu arriver d'Égypte pour aller prendre les rênes d'un empire. Une frégate anglaise se chargea de transporter le maître du continent dans l'étroite domination que la fortune lui laissait.

Le 3 mai, à six heures du soir, l'Empereur entra à Porto-Ferraio; il y fut reçu par le général Dubesme, commandant français : « Général, lui dit-« il, j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de ma patrie, « et je me suis réservé la propriété et la souverai-« neté de l'île d'Elbe. Faites connaître aux habitans « le choix que j'ai fait de leur île pour mon séjour. « Dites-leur qu'ils seront toujours pour moi l'objet « de mon intérêt le plus vif. » Le maire de Porto-Ferraio remit à Napoléon les clefs de la ville; la mairie devint le palais; un *Te Deum*, où assista l'Empereur, fut chanté dans la cathédrale : ainsi se termina l'inauguration de cette souveraineté si restreinte. L'exercice de son gouvernement ne fut pour Napoléon qu'une administration de famille pendant les dix mois qu'il régna sur les Elbois. Il étendit le travail des mines, fit des plantations, des constructions, répandit des bienfaits. Sa mère, sa sœur, la princesse Pauline Borghèse, quittèrent leurs palais de Rome, leurs jardins enchantés, pour venir adoucir, sur les rochers de l'île d'Elbe, l'exil d'un fils et d'un frère constamment chéri d'elles; tendres soins, dévouement touchant, où l'histoire se repose de son austère devoir.

Toutefois l'île qui renferme Napoléon n'est pour lui qu'un observatoire d'où il voit, d'où il croit entendre la France. Il errait sur ses sommets comme un aigle égaré qui plonge ses regards perçans à travers l'immensité, et pour y chercher sa route vers l'air paternelle.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

DÉBARQUEMENT DE NAPOLEON AU GOLFE JUAN. — SON ARRIVÉE A GRENOBLE, A LYON, A FONTAINEBLEAU. —
DÉCLARATION DE VIENNE. — DÉPART DE LA FAMILLE ROYALE.

NAPOLEON n'était tombé tout entier pour personne, encore moins pour lui-même. La France et lui s'occupaient de leur commun voisinage, mais silencieusement, car aucune communication, aucune intelligence n'avait établi entre eux la moindre relation directe. Les voyageurs étrangers faisaient seuls cette contrebande d'un intérêt si naturel, et leurs rapports étaient reçus avec une égale avidité par les Français de la grande patrie et par ceux de l'île d'Elbe. Il suffisait à Napoléon de la supériorité de son jugement pour apprécier la vérité dans les récits qui lui parvenaient, et pour estimer la position de la France vis-à-vis de son gouvernement : elle avait été blessée dans tous ses souvenirs, menacée dans ses droits, troublée dans ses jouissances, ébréchée dans ses institutions les plus chères ; chez elle, c'était elle qui était devenue étrangère : les généraux, les administrateurs, éconduits, l'avaient laissé bientôt sans protecteurs et sans guides, sous des princes tout nouveaux pour elle, entourés de vieux généraux inconnus, d'une vieille noblesse pleine de jaillance, et d'un clergé persécuteur. L'armée, humiliée par d'insolents mépris, avait vu décimer le corps de ses officiers par un ministre, et ce ministre était l'accusé de Baylen ! Trois mille vétérans, inutilés dans les guerres de la république et de l'empire, allaient, en mentiant, porter à leurs villages les nouvelles du changement de système ;

chassés de l'hôtel des Invalides, ils avaient été tous remplacés par des Vendéens et des Chouans !

Dès le dernier mois de 1814, Napoléon dut se sentir entraîné vers la France par le mécontentement qu'elle éprouvait. Cependant ce ne fut pas de la nation qu'il reçut l'inspiration de rompre son exil et de concevoir l'audacieux projet d'ajouter à l'histoire de la conquête de l'Europe celle de la conquête de la France. Si des officiers, dont plusieurs de l'ancienne garde, avaient formé une conspiration afin de changer l'état des choses, cette conspiration, dans laquelle trempait Fouché, n'avait pas la restauration de Napoléon pour objet. L'idée de revenir en France, qui tout-à-coup prit sur Napoléon la force d'une résolution, lui vint d'abord de Paris par la seule lecture du *Moniteur*, qui l'avertit que le moment de son retour était arrivé, comme la lecture des gazettes de Francfort, à Alexandrie, lui avait donné autrefois le signal de son départ d'Égypte. Des lettres de Vienne, ainsi que de son beau-frère Joachim, à qui il avait pardonné, et qui avait des yeux auprès du congrès, le fortifièrent dans sa pensée, en lui annonçant le dessein proposé aux alliés par les ministres français, de le surprendre à l'île d'Elbe et de le transporter à Sainte-Hélène. Il fit alors des dispositions pour mettre Porto-Ferrajo en état de défense. Pendant qu'on s'en occupait, deux nobles Anglais, indignés d'un projet

de trahison dont la honte retombait sur leur nation, quittèrent Vienne et vinrent donner à Napoléon des détails qui lui dévoilèrent l'imminence de son péril. Quelques personnes crurent que c'était un piège britannique, pour faire encore de Napoléon l'ennemi commun, en le forçant de se montrer dans une attitude menaçante. D'ailleurs, outre les lumières qu'il avait acquises de l'étranger, Napoléon savait aussi que le gouvernement royal de France ne voulait plus exécuter le traité de Fontainebleau, ce qui remettait en jeu la révolution et l'empire. Quant au complot ourdi contre lui par les membres du congrès, il était absolument ignoré à Paris, où les partisans de Napoléon, tombés par terre sous le poids de la disgrâce européenne, n'avaient plus aucuns moyens de connaître ce qui se passait au dehors. Ceux d'entre eux que l'on a proscrits comme les conspirateurs de son retour, en raison de la confiance dont ils avaient été honorés pendant son règne, n'avaient pas fait la moindre tentative pour se rappeler à son souvenir. Cependant rien n'était plus facile; car, Napoléon le dit lui-même : « Dans l'espace de neuf mois, plus de cent officiers français ou italiens arrivèrent successivement à l'île d'Elbe avec leurs uniformes et leurs épées, ayant des passeports en règle. Mais, ainsi que je l'ai déjà dit, on conspirait en France pour un autre que Napoléon. Il n'y eut dans le secret de l'île d'Elbe que le roi Joachim, à qui Napoléon prescrivait d'attendre ses ordres pour agir, et un auditeur au conseil d'État, Fleury de Chaboulon, qui vint de lui-même rendre compte à Napoléon de l'état des choses en France.

Des munitions de guerre avaient été achetées à Naples, des armes à Alger, des transports à Gènes. Tout se trouva bientôt prêt pour le départ; une troupe de mille hommes, dont six cents de la garde, deux cents chasseurs corses, deux cents fantassins et cent cheveau-légers polonais, reçut tout-à-coup l'ordre d'embarquement par un coup de canon, le 26 février, à huit heures du soir; Napoléon choisit ce jour où le commandant de la station anglaise était parti pour Livourne; et, afin d'éloigner tout soupçon, il donnait lui-même une fête dont sa mère et sa sœur Pauline faisaient les honneurs. Il s'y débroua. « *Le sort en est jeté,* » dit-il en mettant le pied sur le brick *l'Inconstant*. Ce bâtiment, armé de vingt-six pièces de canon, portait quatre cents grenadiers, six autres petits bâtiments légers composaient la flottille impériale. Bientôt on perdit l'île de vue. Excepté les généraux Bertrand et Drouot, personne ne savait où l'on allait. Cependant l'opinion commune sur la flottille était que Napoléon débarquerait en Italie; on s'en inquiétait peu; il était là. « *Grenadiers,* dit-il après une heure de

route, *nous allons en France. Nous allons à Paris.* » Le cri de *vive la France! vive Napoléon!* s'éleva dans les airs; et une joie patriotique reparut sur le front des vieux guerriers de Fontainebleau.

Ainsi la Méditerranée allait rapporter encore en France, pour détrôner la famille royale, celui que vingt ans plus tôt elle avait ramené d'Égypte pour renverser le Directoire. Cependant le vent devint contraire après qu'on eut doublé le cap Saint-Audré. A la pointe du jour, on n'avait fait que six lieues, et la mer était gardée par les croisières anglaise et française. Les marins conseillaient de retourner à Porto-Ferrajo; mais, comme au retour d'Égypte, Napoléon voulait arriver en France, et l'on suivit la direction indiquée: son projet, si l'ennemi l'attaquait, était, ou de s'emparer de la croisière ou d'aller en Corse. Dans le premier cas, il fallait peut-être se battre, et, pour mieux se préparer à cette nécessité, il commanda de jeter à la mer tous les effets embarqués, sacrifice que chacun fit avec plaisir. Le soir, on découvrit deux frégates; et un bâtiment de guerre français, qu'on reconnut pour être le *Zéphir*, vint droit sur la flottille. Napoléon préféra passer incognito avec sa fortune, et ordonna à sa garde de se coucher sur le pont. Une heure après, les deux bricks étaient bord à bord, et le *Zéphir* ayant demandé à *l'Inconstant* des nouvelles de l'Empereur, Napoléon lui-même répondit qu'il se portait bien. Le 28, on reconnut un vaisseau de 74, qui n'aperçut point le bateau de César. Cette journée fut employée à copier trois proclamations, deux au nom de l'Empereur, l'une aux Français, l'autre à l'armée, et la troisième à l'armée, au nom de sa garde. Les ponts se couvrirent de copistes: ce singulier bureau d'état-major écrivant sous la dictée de Napoléon, en vue des croisières ennemies, au milieu de la mer, sur un bâtiment sans défense, des proclamations qui invitaient trente mille hommes à arborer la bannière d'un bataillon, est un fait curieux dans cette période si romantique de la vie de Bonaparte. Enfin, le 1^{er} mars, mois favori de l'Empereur dans ses prospérités, il revit la terre française, et débarqua au golfe Juan. Les habitants ne lui voulaient pas, comme les Calaisiens à Louis XVIII, une plaque de bronze portant l'impreinte du pied qu'il avait posé sur le sol après vingt-cinq ans d'absence; mais il reçut un bon accueil des paysans que réveilla le bruit du débarquement. Le bivac fut établi dans une plantation d'oliviers. « *Beau présage,* s'écria Napoléon, *puisse-t-il se réaliser!* » Parmi les habitants qui arrivèrent, l'un d'eux avait servi; il reconnut Napoléon, et ne voulut plus le quitter. « *Eh bien! Bertrand,* dit l'Empereur au grand-marchal, *voilà du renfort...* »

Déjà un capitaine de la garde et vingt-cinq hom-

mes étaient partis pour Antibes, avec ordre de s'y présenter comme déserteurs et de séduire la garnison. Mais Napoléon avait mal choisi ses négociateurs; ils entrèrent dans la ville aux cris de *vive l'Empereur!* et furent dans l'instant désarmés et arrêtés. N'ayant point de nouvelles de ce détachement, Napoléon envoya à Antibes un officier civil chargé d'instructions pour le commandant: cet officier trouva les portes fermées, et ne put communiquer avec personne. A onze heures du soir, la petite troupe que Napoléon appelait la *députation de la garde* se mit en mouvement; les Polonais, à pied, portaient sur le dos l'équipement des chevaux qu'ils allaient avoir, à mesure que l'on en achèterait sur la route. Après vingt lieues d'une marche continue, Napoléon arriva au village de Cérnon, le 2 au soir; le 3, il coucha à Barême; le 4, à Digne; le 5, à Gap: il ne conserva dans cette ville, pour se garder, que dix hommes à cheval et quarante grenadiers. Ce fut à Gap qu'il fit imprimer les proclamations qu'il avait dictées à bord le 28 février, faute de n'avoir pu déchiffrer lui-même celles qu'il avait écrites à Porto-Ferrajo la veille du départ. Ces proclamations se répandirent en France avec la plus grande profusion, et produisirent sur la masse de la population un effet d'autant plus magique qu'il était inattendu. Elles offraient une disparate singulière avec tout ce qui se faisait alors; aussi obtinrent-elles soudain le triomphe d'une ancienne habitude sur une nouveauté à laquelle on est mal disposé: elles portaient le cachet de cette éloquence de conquérans qui tant de fois avait remué les âmes des Français en leur prédisant de si prodigieuses choses, ou en les remerciant de les avoir accomplies: tout le monde y fut pris, les uns par l'étonnement, les autres, et c'était la foule, par l'admiration. C'était sans doute une étrange merveille jetée tout-à-coup au milieu de la monarchie des Bourbons, que Napoléon reentrant en France à la tête de onze cents hommes! Le titre de ses proclamations était le titre impérial de son règne: NAPOLEON PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE, EMPEREUR DES FRANÇAIS. Il avait apparemment oublié son abdication, ou plutôt il se croyait dégagé d'un traité que les alliés se proposaient de rompre par la force et contre toute espèce de droit. Quelle que fût la pensée de Napoléon, il n'avait pas perdu son talent de parler aux hommes le langage du géoïc et de la gloire.

PROCLAMATION A L'ARMÉE.

Golfé Juan, 1^{er} mars.

« SOLDATS!

« Nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes
« sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur

« pays, leur prince, leur bienfaiteur. Dans mon
« exil, j'ai entendu votre voix. Je suis arrivé à tra-
« vers tous les obstacles et tous les périls..... Nous
« devons oublier que nous avons été les mattres des
« nations; mais nous ne devons pas souffrir qu'au-
« cune se mêle de nos affaires. Qui prétendrait être
« le mattre chez nous?.... Reprenez ces aigles que
« vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Léna, à Montmi-
« rail!..... Les vétérans de l'armée de Sambre-et-
« Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de
« la grande armée, sont humiliés..... Venes vous
« ranger sous les drapeaux de votre chef...; la vic-
« toire marchera au pas de charge. L'aigle, avec les
« couleurs nationales, volera de clocher en clocher
« jusqu'aux tours de Notre-Dame..... Dans votre
« vieillesse, entourés et considérés de vos conci-
« toyens, ils vous entendront avec respect raconter
« vos hauts faits. Vous pourrez dire avec orgueil :
« Et moi aussi je faisais partie de cette grande ar-
« mée qui est entrée deux fois dans les murs de
« Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Ma-
« drid, de Moscou, qui a délivré Paris de la souil-
« lure que la trahison et la présence de l'ennemi y
« ont empreinte.... »

PROCLAMATION AUX FRANÇAIS.

« FRANÇAIS!

« La défection du duc de Castiglione livra Lyon
« sans défense à nos ennemis. L'armée dont je lui
« avais confié le commandement était, par le nom-
« bre de ses bataillons, la bravoure et le patriotisme
« des troupes qui les composaient, en état de battre
« le corps d'armée autrichien qui lui était opposé,
« et d'arriver sur les derrières du flanc gauche de
« l'armée ennemie qui menaçait Paris.

« Les victoires de Champ-Aubert, de Montmirail,
« de Château-Thierry, de Vaux-Champs, de Cor-
« mans, de Montcreau, de Craonne, de Reims, d'Ar-
« cis-sur-Aube et de Saut-Dizier; l'insurrection des
« braves paysans de la Lorraine et de la Champagne,
« de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la Bour-
« gogne, et la position que j'avais prise sur les der-
« rière de l'armée ennemie, en la séparant de ses
« magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois
« et de tous ses équipages, l'avaient piseée dans une
« situation désespérée. Les Français ne furent ja-
« mais sur le point d'être plus puissans, et l'élite de
« l'armée alliée était perdue sans ressource: elle
« eût trouvé son tombeau dans ces vastes contrées
« qu'elle avait si impitoyablement saecagées, lors-
« que la trahison du duc de Raguse livra la capi-
« tale et désorganisa l'armée. La conduite inatten-
« due de ces deux généraux, qui trahirent à la fois

« leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, chan-
 gea le destin de la guerre. La situation de l'en-
 nemi était telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut
 lieu devant Paris, il était sans munitions, par la
 « séparation de ses paires de réserve.

« Dans ces nouvelles et grandes circonstances,
 « mon cœur fut déchiré, mais mon âme resta iné-
 « branlable, etc.... »

Le 6, Napoléon partit de Gap pour Grenoble. A
 Saint-Bonnet, on allait sonner le tocsin afin de faire
 lever les villages en sa faveur : « Non, dit-il aux ha-
 « bitans, vos sentimens me garantissent ceux de mes
 « soldats. Plus j'en rencontrerai, plus j'en aurai.
 « Restez donc tranquilles chez vous. » A Sisteron, le
 maire voulut insurger sa commune contre Napolé-
 on ; mais le général Cambroune, arrivé seul en
 avant de ses grenadiers, dont il venait préparer le
 logement, intimidé tellement ce magistrat, qu'il
 s'exécuta sur la crainte que ses administrés ne fus-
 sent pas bien payés. « Eh bien ! payez-vous », dit
 Cambroune en jetant sa bourse. Les habitans four-
 nirent des vivres en abondance, et offrirent un dra-
 peau tricolore au bataillon de l'île d'Elbe. En sor-
 tant de la mairie, le général Cambroune se trouva
 arrêté, avec ses quarante grenadiers, par une col-
 onne envoyée de Grenoble. Il chercha à parler
 : on ne l'écouta pas. Napoléon, instruit de ce
 contre-temps, s'avança vers la troupe, et fut bien-
 tôt rejoint par sa garde, accourue au danger, mal-
 gré la fatigue qui l'accablait : « Avec vous, mes
 « braves, leur dit Napoléon, je ne craindrais pas dix
 « mille hommes. » Cependant le bataillon de Gre-
 noble, ayant rétrogradé, avait pris position. Napolé-
 on alla le reconnaître, et se fit précéder d'un offi-
 cier, qu'on ne voulut pas entendre : « *On m'a trompé,*
 dit Napoléon au général Bertrand ; *n'importe, en*
avant ! » Il mit pied à terre, et découvrant sa poi-
 trine : « S'il en est un parmi vous, dit-il aux soldats
 « de Grenoble, s'il en est un seul qui veuille tuer
 « son général, son Empereur, il le peut ; le voici ! »
 Les soldats répondirent par acclamation : *vive*
l'Empereur ! et demandèrent à marcher sur Gre-
 noble avec lui. Ce moment fut décisif pour Napoléon.
 L'un seul coup de fusil enlevait à la postérité le plus
 étonnant épisode de l'histoire de France, et la moindre
 résistance de la part de ce bataillon eût produit
 celle de toute la division qui couvrait Grenoble. Le
 colonel de Labédoyère n'aurait pas pu amener à
 Napoléon le 7^e de ligne. Ce puissant renfort décida
 ce prince à entrer le soir à Grenoble, où le général
 Mareband avait pris des mesures de défense. Les
 portes de la ville étaient fermées : la garnison se
 déployait sur les remparts ; elle se composait du
 5^e régiment du génie, du 6^e de ligne dont un ba-
 taillon était rangé depuis le matin sous le drapeau

impérial ; du 4^e de hussards, et du 4^e d'artillerie,
 où Napoléon avait été capitaine. Du haut des rem-
 parts, où s'était portée la population de la ville, la
 garnison, frappée d'étonnement, voyait s'avancer
 Napoléon avec sa troupe, l'arme renversée, et mar-
 chant, ivre de joie, aux cris de *vive Grenoble ! vive*
la France ! vive l'Empereur ! L'enthousiasme est
 électrique chez tous les hommes, dans les circon-
 stances qui surprennent tout-à-coup leur imagina-
 tion. Les remparts de Grenoble retentirent soudain
 des mêmes acclamations, et soudain les portes de
 la ville furent brisées par les habitans. « Tiens,
 « dirent-ils à Napoléon, au défaut des clefs de ta
 « bonne ville, en voici les portes. — *Tout est décidé*
 « *maintenant, dit Napoléon à ses officiers ; tout est*
 « *décidé ; nous allons à Paris.* » Le lendemain,
 8 mars, il fut reconnu et complimenté solennelle-
 ment comme Empereur par toutes les autorités ei-
 viles, judiciaires, militaires et ecclésiastiques. Il
 leur parla ainsi : « J'ai su que la France était mal-
 « heureuse. J'ai entendu ses gémissemens et ses re-
 « proches. Mes droits ne sont autres que les droits
 « du peuple... Je viens les reprendre, non pour ré-
 « gner, le trône n'est rien pour moi ; non pour me
 « venger, je veux oublier tout ce qui a été dit, fait
 « et écrit depuis la capitulation de Paris. J'ai trop
 « aimé la guerre ; je ne la ferai plus... Nous devons
 « oublier que nous avons été les maîtres du monde...
 « Je veux régner pour rendre notre belle France
 « libre, heureuse et indépendante... Je veux être
 « moins son souverain que le premier et le meil-
 « leur de ses citoyens. » Napoléon redevint subite-
 ment l'homme des soldats et du peuple, dont son
 retour merveilleux avait saisi, exalté toutes les fa-
 cultés. Aussi, à la revue qu'il passa de la garnison
 de Grenoble, l'enthousiasme public monta jusqu'au
 délire, surtout après ces paroles qu'il adressa au
 4^e d'artillerie : « C'est parmi vous que j'ai fait mes
 « premières armes ; je vous aime tous comme d'an-
 « ciens camarades. Je vous ai suivis sur le champ
 « de bataille, et j'ai toujours été content de vous :
 « mais j'espère que nous n'aurons pas besoin de vos
 « canons. Il faut à la France de la modération et
 « du repos. L'armée jouira, dans le sein de la paix,
 « du bien que je lui ai déjà fait et que je lui ferai
 « encore. Les soldats ont retrouvé en moi leur père ;
 « ils peuvent compter sur les récompenses qu'ils ont
 « méritées... »

Après la revue, la garnison se mit en marche sur
 Lyon, au nombre de six mille hommes. Le soir,
 Napoléon écrivit à l'Impératrice et au roi Joseph.
 Les courriers ne manquèrent pas de dire sur leur
 passage, et le peuple de répéter, qu'ils portaient
 l'ordre à l'Impératrice de venir avec le Roi de Rome
 rejoindre l'Empereur. Cependant Napoléon ne se

contenta pas à Grenoble de prendre possession de l'opinion : il reprit aussi celle du pouvoir impérial, en décrétant qu'à dater du 13 mars les actes publiés seraient faits et la justice rendue en son nom. L'organisation des gardes nationales dans les cinq départemens qu'il venait de traverser ne fut point oubliée.

Il y avait sept jours que cette révolution d'une espèce si merveilleuse, et tentée par un seul homme, continuait son cours, lorsque *le Moniteur* apprit à la France l'arrivée de Napoléon, par une ordonnance royale qui le mettait hors la loi, et par une proclamation qui convoquait sur-le-champ les deux Chambres. Le lendemain, ce même journal publia que Napoléon, abandonné des siens, poursuivi par la population et les garnisons, errait dans les montagnes, et ne pouvait échapper à la haine commune. Mais on connaissait *le Moniteur*; ainsi les nouvelles de cette feuille officielle n'obtinrent pas un grand crédit. Toutefois il y eut deux opinions : l'une, celle de la masse, qui croyait au succès de Napoléon; l'autre, celle de la cour, qui méprisait un si faible ennemi, comme vingt-cinq ans auparavant elle avait méprisé la révolution. Cependant on ne put cacher long-temps l'entrée à Grenoble, ni la marche sur Lyon : en conséquence, Mossiata, le duc d'Orléans et le maréchal Macdonald, partirent en toute hâte pour cette ville... Mgr. le duc d'Angoulême, le maréchal Masséna, les généraux Marchat et Duvernet, devaient fermer la retraite à Napoléon; sur ses flancs se trouvait le général Lecourbe. Le maréchal Oudinot s'avancait à la tête de ses invincibles grenadiers : tout le Midi était levé. Enfin, le 11 mars, on annonça à Paris que Bonaparte avait été complètement battu du côté de Bourgoing. Cependant il avait occupé Bourgoing, le 9, sans coup férir, et le 10, à sept heures du soir, il était entré à Lyon, à la tête de l'armée envoyée pour le combattre. Descendu à l'archevêché, que venait de quitter Mossiata, il n'avait pas voulu d'autre garde que la garde nationale à pied; celle à cheval s'étant présentée : « Nos institutions, lui dit-il, ne reconnaissent pas de gardes nationales à cheval; d'ailleurs, vous vous êtes si mal conduits avec le comte d'Artois, que je ne veux point de vous. » En effet, de tous les nobles dont cette garde était presque entièrement composée, un seul avait suivi le prince jusqu'à ce que sa personne fut hors de danger. Napoléon le fit appeler : « Jo n'ai jamais laissé, lui dit-il, une belle action sans récompense : je vous donne la croix de la Légion-d'Honneur »

Pendant que Napoléon recevait à Lyon, de toutes les divisions militaires de l'Est, les assurances les plus positives de leur retour à son drapeau, le roi

recevait chaque jour des autres points de la France une foule d'adresses qui lui portaient au nom des généraux et des troupes, le vœu de mourir pour le défendre. Ces adresses, en partie, sans doute, étaient forcées par la position des signataires, telles que celles des ministres.

Dans le mois de décembre, le maréchal Soult avait proposé d'élever un monument aux victimes de Quiberon; cette proposition ayant été acceptée, il fut placé à la tête de l'association qui se forma pour en faire les frais. Deux jours après, il avait remplacé au ministère de la guerre le général Dupont. Le 8 mars, Soult publia un violent ordre du jour contre celui qu'il appelait un *aventurier*, et dont bientôt il devint le major-général! Probablement le roi ne vit-il point dans cette injure, au moins inutile, un gage suffisant de la fidélité du maréchal; car le 11 mars, *le Moniteur* annonça la nomination au ministère de la guerre du duc de Feltré, qui, en 1815 et en 1814, et dans le même poste, avait si bien servi les intérêts de la famille royale contre l'Empereur. Toutefois Napoléon, qui le connaissait à fond, ne dut pas être alarmé du choix d'un homme tout-à-fait incapable de prendre une décision forte dans une grande circonstance. Soult eût été plus redoutable, si quelqu'un pouvait l'être devant Napoléon déjà maître du Midi, et environné d'un enthousiasme qui d'heure en heure devenait contagieux pour la France.

En écrivait de Lyon à son frère Joseph, Napoléon l'avait chargé de faire déclarer à la Russie et à l'Autriche, ainsi qu'aux autres puissances, qu'il voulait tenir loyalement le traité de Paris. Les paroles qu'il dit alors aux autorités retentirent dans toute la France : « ... J'ai été entraîné par la force des événemens dans une fausse route; mais, instruit par l'expérience, j'ai abjuré cet amour de la gloire, si naturel aux Français, qui a vu pour la France et pour moi tant de funestes résultats... Je me suis trompé en croyant que le siècle était venu de rendre la France le chef-lieu d'un grand empire. » Cette abjuration de l'esprit de conquête était sincère de la part de Napoléon prêt à jurer le traité de Paris. Ce fut aussi à Lyon que, naturellement entraîné à ce parti par le triomphe politique et militaire qui l'avait porté du golfe Juan, à travers la ville forte de Grenoble, dans la seconde ville de France, au milieu d'une population dont à chaque moment l'exaltation l'enivrait lui-même, Napoléon reprit la souveraineté et dicta plusieurs décrets d'une haute importance, mais non pas tous marqués du même caractère d'à-propos. Le premier prononçait la dissolution des deux Chambres, et ordonnait la réunion, à Paris, en assemblée extraordinaire du *Champ-de-Mai*, des collèges électoraux de Fem-

pire, soit pour corriger nos institutions, soit pour assister au couronnement de l'impératrice et du Roi de Rome. Le second décret rétablissait contre les émigrés non rayés, rentrés en France depuis le 1^{er} janvier 1814, la législation des assemblées nationales, et il frappait leurs biens du séquestre. Le troisième se rattachait, au premier ardiel, au système de la révolution, en abolissant la noblesse et les droits féodaux. Napoléon aurait dû s'en tenir là, et ne pas se réserver encore les moyens de pépétuer en faveur des héritiers des grandes notabilités de la France, dans tous les genres d'illustrations, des privilèges qui blessaient la passion des Français pour l'égalité. Le quatrième décret congédiait tous généraux et officiers de terre et de mer introduits dans nos armées depuis le 1^{er} avril 1814, et qui, émigrés ou non, avaient quitté le service à la première coalition contre la France. Ce décret était éminemment populaire pour l'armée, qui n'obéissait qu'avec une répugnance invincible à des officiers qu'elle n'avait jamais vus. Le cinquième décret rappelait à leurs fonctions tous les magistrats éliminés, parce que tous les membres de l'ordre judiciaire sont inamovibles par nos constitutions. Un sixième décret ordonnait le séquestre sur les biens des émigrés, pour tous les établissements publics à qui ils avaient été repris, et annulait ainsi une mesure dont s'étaient vivement alarmés les acquéreurs de biens nationaux. Ce décret était juste : il rétablissait des propriétés nationales, qui sont aussi sacrées que les propriétés particulières. Enfin, un autre décret licenciat la maison du roi et les Suisses. La première disposition n'a pas besoin de commentaire; la seconde, encore moins : elle délivrait la France de cet impôt à la fois inutile, honteux et ruineux, qui s'appelle le service étranger, et que la politique française devait rejeter, surtout depuis que la Suisse a ouvert deux fois ses portes à l'Europe pour envahir avec elle le territoire de son ancienne protectrice.

Le général Bertrand et le duc de Bassano refusèrent avec raison d'apposer leurs signatures à ces décrets. « Je ne signerai point, disait Bertrand à Lyon; ce n'est pas ce que l'Empereur nous a promis. » Et, en effet, Napoléon venait de dire aux magistrats de Grenoble : « Je veux être moins le souverain de la France, que son premier et son meilleur citoyen. »

On lit dans ses *Mémoires*, tom. II, page 276 : « ... Il résolut de rentrer en France, non avec l'ambition de conquérir son trône, mais pour se placer entre les factions. Il avait toujours pensé que la France ne voulait que l'égalité, et il la lui avait donnée tout entière. Les événements venaient de lui apprendre qu'elle voulait aussi la liberté; et il avait résolu de rendre le peuple français le plus

« libre de tous les peuples de la terre. » C'était à Lyon, à Paris surtout, que Napoléon aurait dû tenir ce langage en l'appuyant d'une nouvelle constitution qui eût été le gage et la preuve de sa sincérité. Il est impossible de trouver le germe de ces généreuses intentions dans les actes qui précédèrent et qui suivirent son retour à Paris.

Le gouvernement royal avait envoyé le maréchal Ney se mettre à la tête d'une armée à Lons-le-Saunier. Napoléon chargea le général Bertrand de lui écrire l'état des choses, en le rendant responsable de la guerre civile, s'il ne faisait pas sa soumission. « Flatte-le, disait l'Empereur, mais ne le caresses pas trop : il croiroit que je le crains, et se feroit prier. » Cependant, grâce à la renommée, la révolution était déjà faite dans l'armée du maréchal : elle n'avait qu'un cri, celui de marcher à Lyon, non pour combattre Napoléon, mais pour le suivre. La défection s'était mise dans plusieurs de ses régiments; et, entraîné par son armée hors du parti du Roi qu'il ne pouvait plus défendre, le malheureux maréchal adressa, le 13 mars, à ses soldats, l'ordre du jour suivant :

« La cause des Bourbons est à jamais perdue. La « dynastie que la nation française a adoptée va re- « monter sur le trône... Soldats! les temps ne sont « plus où l'on gouvernait les peuples en étouffant « tous leurs droits. La liberté triomphe enfin, et Na- « poléon, notre auguste Empereur, va l'affermir à « jamais.... » Tel était l'esprit de l'armée; le maréchal n'en était que l'organe.

Rassuré par la déclaration de cette armée, Napoléon alla au-devant d'elle à Auxerre, où, le 18, il embrassa le maréchal. Là, malgré l'ordonnance qui enjoignait de lui courir sus, et les projets sinistres qu'on lui annonçait contre sa personne, Napoléon se mêla au milieu de la foule avec l'abandon de la plus entière confiance. Il comptait sur l'amour du peuple et des troupes, il ne se trompait pas. L'armée, déjà forte de quatre divisions, s'embarqua sous les yeux de l'Empereur, avec ordre d'être à une heure du matin dans Fontainebleau. Le 19 au soir, il était arrivé lui-même à Moret, où il s'arrêta pour attendre le retour des grands gardes qui avaient dû fouiller la forêt, car on supposait que l'armée du duc de Berri occupait les hauteurs d'Essonne. Essonne avait été fatal à Napoléon; il ne pouvait l'oublier en revenant à Fontainebleau : il entra dans cette résidence à quatre heures du matin, et revêt sans émotion apparente ce théâtre de son abdication, qu'il ne regardait plus que comme une aventure rayée de sa vie. En effet, le départ du Roi, qui monta en voiture à minuit, lui ouvrait Paris; et, au lieu d'être gardé à Fontainebleau, ainsi qu'en 1814, au milieu de trente mille Fran-

çais, par deux cent mille étrangers, il marchait vers la capitale, accompagné du peuple et de l'armée. Jamais faveur de la fortune ne dut avoir tant de prix pour Napoléon ; elle pouvait effacer à ses yeux l'adversité dont elle était sortie ; mais ce grand souvenir rendit nécessairement plus douloureuse la lente agonie de Sainte-Hélène. En regard de ce brillant retour de prospérité qui faisait saluer encore du nom d'Empereur le captif de Fontainebleau, le fugitif de l'île d'Elbe ; pendant cette même nuit, une scène à laquelle l'infortune et la puissance donnèrent aussi un imposant caractère, s'était accomplie à Paris. Après vingt-cinq ans d'absence et dix mois de règne, Louis XVIII, vieux et infirme, reprenait la route de l'exil, appuyé sur les anciens compagnons qui l'y avaient déjà suivi ; et, avant de quitter, pour la dernière fois peut-être, le palais de ses pères, témoin de tant d'événemens, il n'avait reçu que des adieux timides et privés : il avait pu entendre les acclamations de la France proclamant Napoléon ; il avait vu revenir tout seuls de l'armée qui devait arrêter le conquérant, son propre frère

et les princes de sang, réduits comme lui à aller avec quelques serviteurs chercher encore un asile dans une hospitalité étrangère. Le 20 mars 1815 est un des grands tableaux de l'histoire.

Cependant le congrès de Vienne publiait, le 13 mars, une déclaration qui renouvelait l'ordonnance royale du 6. Ce manifeste, cet arrêt commun de toutes les puissances, devint pour elle un nouveau lien. La nécessité réunit tout-à-coup ceux que l'intérêt avait déjà divisés. L'entreprise trop prématurée de Napoléon resserra le faisceau des cabinets, qui allait, dit-on, se briser. On parlait d'une convention secrète qui unissait l'Angleterre, l'Autriche et la France avec toutes les vastes dépendances de leurs alliés et des trônes de famille, contre la Russie et la Prusse. L'apparition subite de l'ennemi commun, la peur de son génie, de sa popularité, l'effrayant succès d'une marche triomphale d'Antibes à Paris, l'espoir attaché à son retour par la France et l'armée, rapprochèrent soudain les politiques de Vienne, effrayés du murmure des ames que l'on s'était partagées au nom de l'indépendance des nations.

CHAPITRE II.

ARRIVÉE DE NAPOLEON A PARIS.— ACTE ADDITIONNEL.— CHAMP-DE-MAI.

Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon entra à Paris, par la barrière de Fontainebleau, avec les troupes qui avaient été placées pour le conduire à Villejuif, et sans se faire annoncer, comme il avait fait en revenant de Marengo, d'Austerlitz, de Tilsit, de Madrid, de Vicence,.... de Moskou. Une foule nombreuse l'attendait dans la cour du Carrousel et sur le quai ; mais il passa par la porte du pavillon de Flore, et il fut porté jusqu'à ses appartemens particuliers sur les bras de la multitude. Il se vit tout-à-coup entouré d'une partie de ses anciens ministres, des maréchaux, des officiers et des dames du palais ; il se retrouvait en famille. Les acclamations extérieures se prolongèrent longtemps. Paris, qui s'était réveillé capitale du royaume, s'endormit capitale d'un empire.

Napoléon dit, dans ses *Mémoires*, que la nuit même de son arrivée à Paris, il délirait si, avec trente-cinq ou trente-six mille hommes qu'il pouvait réunir dans le Nord, il commencerait les hostilités le 1^{er} avril, en marchant sur Bruxelles et ralliant sous ses drapeaux cette armée belge qui n'attendait que son signal pour lui servir d'avant-garde. Wellington était à Vicence, Blücher à Berlin. Dans les premiers jours d'avril, l'Empereur serait entré à Bruxelles avec son armée. Les forces anglaises et prussiennes étaient faibles, sans chefs et sans places fortes, disséminées sur les bords du Rhin. Mais il sacrifia au vœu général de la France, c'est-à-dire à un sentiment fondé sur la plus grave erreur, une inspiration qui seule eût assuré le succès de la téméraire entreprise qu'il venait d'exécuter. La déclaration du congrès de Vicence ne permettait

ni à la France ni à Napoléon la moindre incertitude à cet égard : elle disait « qu'il ne pouvait y avoir ni paix ni trêve avec Napoléon : qu'en détruisant le seul titre légal auquel l'exécution du traité de Fontainebleau se trouvait attachée, il s'était placé hors des relations civiles et sociales, qu'il s'était livré à la vindicte publique, etc... » Il fallait donc que Napoléon surprît la coalition, comme il avait surpris la monarchie. Rien ne l'empêchait de s'emparer de la Belgique, d'où le général Maison avait emporté d'énergiques souvenirs de l'attachement des troupes et des habitans pour la France. De plus une vieille animosité aigrissait les Belges, d'abord contre l'Angleterre dont la Hollande était presque un ancien territoire, et dont la politique avait déjà séquestré pour les détruire, Flessingue et Anvers ; ensuite contre la Prusse, par une antipathie de voisinage et de nation. Il n'y avait pas d'espoir de désarmer ces puissances implacables par l'exécution la plus religieuse du traité de Paris. Il fallait qu'elles fussent chassées par les efforts réunis de la France, de la Belgique et des frontières rhénanes, des camps qu'une surveillance menaçante contre la France avait tracés dans les anciens électors ecclésiastiques. Une telle invasion, commandée par Napoléon pendant l'absence de leurs généraux en chef et l'éloignement des Russes et des Autrichiens, établissait, au moins pour le moment, l'occupation de la France, et entraînait la foule de ceux qui, répugnant à se rallier au danger, s'empressent de se rallier au succès. Napoléon se trompa en différant ; il agit contre l'opinion du plus grand nombre ; il donna du temps à ses ennemis du dedans et du dehors. Il renit au mois

de mai la décision d'un plan de campagne dont le choix était tout fait s'il l'eût conçu à Bruxelles, où il devenait purement et redoutablement défensif, derrière la barrière du Rhin. Et qui sait si la conquête de la Belgique par Napoléon n'aurait pas servi les ressentiments de la cour de Vienne contre l'ascendant que le roi de Prusse, son ancien ennemi, s'attribuait au sein de sa capitale, en sa qualité d'allié du nouveau dominateur de l'Europe ?

Dans la nuit du 20 au 21, arrivèrent les grenadiers de l'île d'Elbe. Les généraux Bertrand, Drouot, Cambronne, représentaient aux Tuileries les trophées d'un triomphe qui n'avait pas coûté une seule goutte de sang, qui avait duré vingt jours et dont Paris était le repos... et le terme! Ce triomphe était tout populaire : aussi Napoléon, entouré de son ancienne cour, et surtout des hommes qui n'avaient presque pas quitté le palais depuis son départ, disait hautement : « *Ce sont les gens désintéressés qui m'ont amené à Paris; ce sont les sous-lieutenans et les soldats qui ont tout fait : c'est au peuple et à l'armée que je dois tout.* »

Le 21, l'Empereur passa en revue toute l'armée de Paris que commandait le duc de Berry.

« Soldats ! dit-il, je suis venu avec six cents hommes en France, parce que je comptais sur l'amour du peuple et sur le souvenir des vieux soldats. Je n'ai pas été trompé dans mon attente. Soldats ! je vous en remercie. La gloire de ce que nous venons de faire est toute au peuple et à vous. La mienne se réduit à vous avoir connus et appréciés... »

Au moment où le général Cambronne et les officiers du bataillon de l'île d'Elbe parurent avec les anciennes aigles de la garde, il reprit la parole et dit :

« Soldats ! voilà les officiers du bataillon qui m'ont accompagné dans mon malheur : ils sont tous mes amis ; ils étaient chers à mon cœur. Toutes les fois que je les voyais, ils me représentaient les différents régimens de l'armée. Dans ces six cents braves, il y a des hommes de tous les régimens ; tous me rappelaient ces grandes journées dont le souvenir m'est si cher : car tous sont couverts d'honorables cicatrices reçues à ces batailles mémorables. En les aimant, c'est vous tous, soldats de l'armée française, que j'aime. Ils vous rappellent ces aigles ; qu'elles vous servent de ralliement : en les donnant à la garde, je les donne à toute l'armée. La trahison et des circonstances malheureuses les avaient couvertes d'un voile funèbre ; mais, grâce au peuple français et à vous, elles reparaisent resplendissantes de toute leur gloire. Jurez qu'elles se trouveront toujours et partout où l'intérêt de la patrie les appellera ;

« que les traitres et ceux qui voudraient envahir notre territoire n'en puissent jamais soutenir les regards ! »

Le roi et sa famille avaient quitté Lille pour se rendre à Gand. Le duc de Bourbon, après avoir inutilement cherché à soulever la Vendée, était parti le premier ; le 22, à deux heures du matin, il s'était embarqué au pont de Cé, sur la Loire. Il ne restait plus en France que le duc et la duchesse d'Angoulême. La princesse se trouvait à Bordeaux, et le prince à Toulouse. MADAME, animée d'un courage viril, essaya de défendre la première de ces cités, et fut réduite enfin à se retirer sur un vaisseau anglais. De son côté, le duc d'Angoulême voulait entraîner le Midi, à la tête de douze mille hommes de ligne ou de gardes nationales. La guerre civile régnait en Provence et en Languedoc. Le prince avait demandé des secours aux Sardes et aux Suisses. Il marchait avec deux corps d'armée : l'un sous ses ordres, l'autre sous ceux du général Ernouf. Après son entrée à Valence, le prince occupa Sisteron, Gap, et se disposait à se porter sur Grenoble et sur Lyon. Mais c'était le 3 mars, et non le 3 avril, qu'il eût fallu être en armes sur la route de Grenoble. Bientôt le prince se vit, par les mouvemens rapides des troupes impériales, renfermé entre la Drôme, le Rhône, la Durance et les montagnes. Il pouvait se sauver seul ; il préféra justifier la fidélité du petit nombre de braves qui l'avaient suivi, et capituler. A son lever, l'Empereur reçut du duc de Bassano la dépêche télégraphique qui transmettait cette importante nouvelle, et décida que la capitulation serait exécutée : cette loyale conduite ne devait pas être imitée par ses ennemis. Dans l'après-midi, quelques oppositions se manifestèrent autour de Napoléon. Sa mise hors la loi semblait lui commander de ne pas se dessaisir d'un otage aussi précieux. Le soir, le duc de Bassano lui remit une seconde dépêche télégraphique annonçant que, d'après le refus de la ratification par le général Grouchy, la capitulation n'existait plus. Napoléon demanda à son ministre si l'ordre d'accorder la capitulation était parti : le duc répondit affirmativement. Napoléon voulut savoir encore si, avant d'expédier cet ordre, le ministre avait reçu la seconde dépêche : la réponse fut également affirmative. Napoléon approuva son ministre, et fit écrire au général Grouchy :

« L'ordonnance du roi en date du 6 mars, et la déclaration signée le 15 à Vienne par ses ministres, pourraient m'autoriser à traiter le duc d'Angoulême comme cette ordonnance et cette déclaration voulaient qu'on me traitât moi et ma famille. Mais, constant dans les dispositions qui m'avaient porté à ordonner que les membres de

« la famille des Bourbons pussent sortir librement de la France, mon intention est que vous donniez des ordres pour que le duc d'Angoulême soit conduit à Cette, où il sera embarqué, et que vous veilliez à sa sûreté et à écarter de sa personne tout mauvais traitement. » Cet ordre reçut son exécution le 9 avril : le prince mit à la voile le 16 pour l'Espagne. Le lendemain, le général Grouchy fut nommé maréchal de l'empire. Par sa marche rapide, Grouchy a détruit la guerre civile dans le Midi, comme le général Lamarque dans l'Ouest; et bientôt il aura l'immense honneur d'être chargé du salut de l'armée, grâce à cette fatale dignité de maréchal qu'il a gagnée sur tant de champs de bataille, et qu'il doit perdre quand Napoléon perdra l'empire.

Enfin, la France tout entière voit flotter le drapeau impérial : chaque jour apporte à Napoléon la nouvelle des progrès que sa cause a faits parmi les habitants et les chefs de l'armée. Les adresses des corps, les proclamations des généraux se succèdent sans interruption ; mais Napoléon dut s'indigner en lisant celle du maréchal Augereau, gouverneur de la 14^e division. « Soldats ! disait-il, vous l'avez entendu : le cri de vos frères d'armes a retenti jusqu'à nous : il a fait tressaillir nos cœurs. L'Empereur est dans sa capitale. Ce nom, si long-temps le gage de la victoire, a suffi pour dissiper devant moi toutes les armées ennemies. Un moment la fortune lui fut infidèle. Séduit par la plus noble illusion (le bonheur de la patrie), il crut devoir faire à la France le sacrifice de sa gloire et de sa couronne. *Egarés nous-mêmes par tant de magnanimité*, nous fîmes alors serment de défendre d'autres droits que les siens. Ses droits sont impérissables ! il les réclame aujourd'hui : jamais ils ne furent plus sacrés pour nous. Soldats ! dans son absence vos regards cherchaient en vain sur vos drapeaux blancs quelques souvenirs honorables. Jetez les yeux sur l'Empereur : à ses côtés brillent d'un nouvel éclat ses aigles immortelles ; rallions-nous sous leurs ailes. Oui, elles seules conduisent à l'honneur et à la victoire. Arborons donc les couleurs de la nation.

« Caen, 22 mars. »

Unze mois avant, le maréchal Augereau avait dit à ses troupes : « ... Jurons fidélité à Louis XVIII, et arborons ces couleurs vraiment françaises. » Il leur avait dit aussi que Napoléon n'aurait pas eu mourir en soldat ; et il osait se ranger avec elles sous ses aigles, après avoir été flétri à leurs yeux par les proclamations vengeresses du golfe Juan.

Le 26 mars, Napoléon reçut en audience solennelle les adresses des cours judiciaires, de ses ministres et de son Conseil d'État ; elles étaient toutes

patriotiques et annonçaient assez à Napoléon qu'une grande révolution s'était opérée, pendant l'espace qu'ils nommaient *l'inter-règne*, dans les esprits de ses anciens serviteurs. Le Conseil d'État surtout s'exprimait avec la plus noble indépendance ; voici le début de son éloquente adresse :

« Le Conseil d'État, en reprenant ses fonctions, croit devoir faire connaître les principes qui sont la règle de ses opinions et de sa conduite. La souveraineté réside dans le peuple ; il est la seule source légitime du pouvoir... » Après avoir ainsi proclamé le dogme fondamental de la démocratie, dogme que Napoléon avait reconnu lui-même en soumettant sa nomination à l'approbation du peuple ; après avoir parcouru les phases de la révolution du consulat, de l'empire, le Conseil d'État démontrait que l'abdication de Napoléon, non consacrée par le vœu de la nation, ne pouvait détruire le contrat formé entre elle et l'Empereur, et que Napoléon n'était pas libre de sacrifier les droits de son fils. Passant ensuite à l'établissement du gouvernement royal, il dit que la constitution, décrétée par le Sénat et non acceptée par le Roi, n'avait pas été soumise à l'acceptation du peuple ; que le Roi accorda volontairement, et par le libre exercice de son autorité royale, une Charte constitutionnelle appelée *Ordonnance de réformation* ; que cette Charte n'eut d'autre sanction que sa lecture en présence d'une nouvelle Chambre de députés qui ne l'accepta point, n'avait aucun caractère pour la recevoir, et dont les deux cinquièmes n'avaient plus le caractère de représentation ; que la présence des armées ennemies avait imprimé un caractère de violence à la publication de ces actes... « L'Empereur, ajoutait le Conseil d'État, est appelé à garantir de nouveau par des institutions (et il en a pris l'engagement dans ses proclamations à la nation et à l'armée) tous les principes libéraux, la liberté individuelle et l'égalité des droits, la liberté de la presse et l'abolition de la censure, la liberté des cultes, le vote des contributions et des lois par les représentants de la nation légalement élus, le maintien des propriétés nationales de toute origine, l'indépendance et l'immovibilité des tribunaux, la responsabilité des ministres et de tous les agens du pouvoir ; pour mieux consacrer les droits et les obligations du peuple et du monarque, les institutions nationales doivent être revues dans une grande assemblée des représentants, déjà annoncée par l'Empereur... »

Sans doute cette adresse, résultat d'une discussion approfondie, ne semblait plus émaner de l'ancien Conseil d'État de l'empire ; mais ce corps était le seul qui eût conservé la liberté des opinions sur les matières politiques ; et, bien qu'à cette époque sa

composition n'eût pas éprouvé de changement, il renfermait parmi ses membres beaucoup d'hommes qui saisissaient avec joie une grande occasion de rentrer dans un ordre constitutionnel. L'Empereur répondit :

« Les princes sont les premiers citoyens de l'État : leur autorité est plus ou moins étendue, selon l'intérêt des nations qu'ils gouvernent. La souveraineté elle-même n'est héréditaire que parce que l'intérêt des peuples l'exige. Hors de ces principes, je ne connais pas de légitimité. J'ai renoncé aux idées du grand Empire dont, depuis quinze ans, je n'avais encore que posé les bases. Désormais le bonheur et la consolidation de l'Empire français seront l'objet de toutes mes pensées... » C'était parler en monarque, et non en réformateur, comme le demandait le Conseil. On désirait une autre Constitution : Napoléon préparait un Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire !

L'Ouest, que l'on n'avait pu soulever, le Midi, soumis si rapidement, rendaient à l'heureux Napoléon la France disposée à rentrer avec enthousiasme, encore au nom de la liberté et de l'indépendance nationale, dans la carrière des armes : mais, pour se donner tout entière, elle attendait le manifeste de sa régénération politique de la même bouche qui au golfe Juan avait proclamé sa délivrance ; elle l'attendait de celui qui venait de la mettre en péril, et qu'elle voulait sauver comme elle-même. Par une fatalité, ou plutôt par un aveuglement inconcevable, au lieu de la proclamation solennelle des garanties complètes qui étaient dues à la nation, Napoléon s'obstina à publier, malgré les plus notables oppositions, malgré les vives résistances de ses anciens serviteurs et de ses plus fidèles ministres, l'ACTE ADDITIONNEL AUX CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE. Cette promulgation frappa de stupeur la capitale le 22 avril, et apprit à la France que le retour de l'île d'Elbe lui ramenait Napoléon tout entier, et non un empereur converti à la liberté par ces méditations profondes qui inspirent de grandes résolutions à un grand caractère. Le soulèvement général de l'opinion, si cruellement abusée par un acte supplémentaire qui supposait le maintien des institutions du pouvoir absolu, fut mortel pour Napoléon. Les véritables amis de la liberté légale avaient salué avec transport le dictateur de la patrie en danger ; ils jugèrent qu'ils étaient trompés, ils se retirèrent malheureux et mécontents. Dès ce jour il n'y eut plus à opposer à la crise terrible dont l'Europe menaçait la France, qu'une armée tout impériale et une nation toute silencieuse.

Cependant, le 25 mars, les quatre grandes puissances avaient pris, dans un traité, l'engagement

de ne déposer les armes qu'après avoir forcé Bonaparte à se désister de ses projets, et l'avoir mis hors d'état de troubler à l'avenir la paix de l'Europe. De son côté, le 29 du même mois, Napoléon avait, sur le rapport du duc d'Ortrante, renvoyé l'examen de la déclaration de Vienne à une commission composée des présidents de son Conseil d'État : il en était résulté une réfutation, qui, par l'énergie du style, le rapprochement des faits, la vigueur des raisonnemens et les principes qu'elle contenait, ne laissa pas long-temps méconnaître son auteur : Napoléon répondait lui-même à l'Europe. Cette pièce, d'une très-haute importance, restera comme une des plus habiles et éloquentes qui soient sorties de la plume d'un homme d'État, et comme un des documens les plus curieux de l'histoire de Napoléon ; elle contrasta singulièrement avec le manifeste furibond que le congrès lança de nouveau le 12 mai contre l'ennemi commun. Malgré l'échange de ces hostilités écrites, Napoléon crut pouvoir reprendre des relations, soit avec la Russie, soit avec l'Autriche. Un traité secret entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, pour défendre la Saxe du démembrement dont la Russie et la Prusse la menaçaient, avait été oublié dans le cabinet du ministre des affaires étrangères au départ de la cour. A l'arrivée de Napoléon à Paris, les ministres d'Autriche et de Russie étaient encore dans la capitale. Napoléon pensa que la communication de ce traité secret au ministre de Russie détacherait cette puissance des intérêts de la maison de Bourbon, et jetterait la discorde dans le congrès de Vienne. En conséquence, on montra ce traité à M. de Boudiskim : d'autres démarches furent faites auprès de l'empereur Alexandre, et quelques ouvertures au cabinet de Londres. Après ces tentatives préliminaires dont aucune n'atteignit son but, Napoléon avait pensé devoir répondre aussi par une déclaration à celle du congrès de Vienne ; et, le 4 avril, il écrivit aux princes de l'Europe. Sa lettre était ainsi conçue :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Vous aurez appris dans le cours du mois dernier mon retour sur les côtes de France, mon entrée à Paris et le départ de la famille des Bourbons. La véritable nature de ces événemens doit être maintenant connue de Votre Majesté ; ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ouvrage et la volonté unanime d'une grande nation qui connaît ses devoirs et ses droits. L'attente qui m'avait décidé au plus grand des sacrifices avait été trompée. Je suis venu, et du point où j'ai touché le rivage, l'amour de mes peuples m'a porté jusqu'au sein de ma capitale. Le premier besoin

« de mon cœur est de payer tant d'affection par une honorable tranquillité. Le rétablissement du trône impérial étant nécessaire au bonheur des Français, ma plus douce pensée est de le rendre en même temps utile à l'affermissement du repos de l'Europe. Assez de gloire a illustré tour à tour les drapeaux des diverses nations. Les vicissitudes du sort ont assez fait succéder de grands revers à de grands succès. Une plus belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, et je suis le premier à y descendre. Après avoir présenté au monde le spectacle de grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre rivalité que celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de la félicité des peuples. La France se plaît à proclamer par franchise ce noble but de tous ses vœux. Jalouse de son indépendance, le principe invariable de sa politique sera le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations. Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments personnels de Votre Majesté, le calme général est assuré pour long-temps, et la justice, assise aux confins des États, suffit seule pour en garder les frontières. »

Cette lettre de Napoléon, jurant à la face du monde le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations, contrariait trop fortement les plans formés contre cette indépendance par les généreux alliés, alors occupés du projet de se partager l'Europe comme une proie. Aussi ne fut-elle point accueillie des cabinets étrangers, qui, se craignant mutuellement, avaient fermé toutes les avenues à des communications avec le gouvernement français. Malgré ce rigoureux interdit, Napoléon, à qui la confiance souriait comme une expression de sa volonté, renouvela ses démarches auprès de la cour de Vienne; il fit même sonder le prince de Talleyrand, son ancien ministre, alors plénipotentiaire du roi de France au congrès : cette lettre, ces démarches, datées de Bruxelles, ne furent pas restées sans réponse.

Persuadé que le glaive devait mettre un poids immense dans la balance de ses destinées, et qu'une victoire éclatante pouvait seule faire de sa nouvelle adoption par les Français un titre tout-puissant aux yeux de l'Europe, Napoléon ne négligeait aucun moyen pour assurer le succès de sa cause. Éclairé par l'expérience, il s'attachait à acquérir de la popularité, levier d'une force incalculable dans des positions semblables à la sienne. C'est ainsi qu'il parcourut seul les rangs de la garde nationale, malgré les craintes qu'on avait cherché à lui inspirer, et cette confiance excita un enthousiasme universel : en même temps il cimentait habilement l'alliance des citoyens avec la garde impériale, par un

banquet de quinze cents couverts que ses vieux soldats donnèrent au Champ-de-Mars à la garde nationale. Cependant sept armées se formaient sous les noms d'armée du Nord, de la Moselle, du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées; l'armée de réserve se réunissait à Paris et à Laon. Cent cinquante batteries étaient dressées; on allait placer trois cents bouches à feu sur les hauteurs de Paris; les corps francs et les partisans s'organisaient; la levée en masse des sept départements frontières du Nord et de l'Est se préparait. Toutes les villes étaient fortifiées jusque dans le centre de la France; tous les défilés gardés, tous les passages retranchés; les redoutes, les ouvrages de campagne, s'élevaient partout où il y avait un obstacle à défendre, une issue à fermer, une route à protéger. La France était disposée, comme une citadelle, à soutenir l'assaut de l'Europe.

Napoléon possédait au plus haut degré la magie militaire sur le soldat français; il avait rendu aux régimens ces beaux surnoms d'*invincible*, de *terrible*, d'*incomparable*, d'*un contre dix*. Aussi, de quatre-vingt mille hommes, l'armée se trouva portée à deux cent mille. Dix mille soldats d'élite entrèrent dans les rangs de la vieille garde; les braves marius immortalisés à Lutèce et à Bautzen composèrent un corps de dix-huit mille hommes. La grosse cavalerie fut remontée par dix mille chevaux de la gendarmerie; trente mille officiers, sous-officiers et soldats en réforme ou en retraite s'offrirent pour les garnisons des places fortes. Enfin la garde nationale de France, réorganisée en trois cent trente bataillons, présentait une masse de deux millions deux cent cinquante mille hommes; et quinze cents compagnies de chasseurs et de grenadiers de cette garde, formant cent quatre-vingt mille hommes, furent mis à la disposition du ministre de la guerre. Cependant les ouvriers de Paris fabriquèrent quinze cents fusils, et ensuite trois mille par jour : on eut bientôt pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'habillement des troupes : au 1^{er} juin, quarante-six mille chevaux étaient en ligne ou dans les dépôts; l'artillerie en comptait en outre dix-huit mille; la trésorerie payait comptant toutes ces fournitures; la solde des troupes était alignée sans que le paiement des rentes et des pensions ni aucun service public n'éprouvasse de retard; le génie et l'infatigable activité de Napoléon enfantait toutes ces ressources comme par enchantement; à la vérité l'élan national le secondait partout.

Si Napoléon n'avait voulu être que le dictateur de la France en péril, la liberté serait sortie triomphante de toutes ses ruines; je n'en veux pour preuve que ce qui se passait dans l'Est de la France, dans les

provinces de montagnes, dont la nature sauvage est en rapport avec les sentimens austères du patriotisme : leurs habitans firent éclater de nouveau l'enthousiasme et les efforts qui les avaient illustrés pour la cause de la liberté. Il y eut dans les Thermopyles des Voages et du Jura beaucoup d'exemples de dévouemens antiques : en Alsace, en Franche-Comté, beaucoup de femmes, beaucoup de mères dignes de Rome et de Sparte, excitaient leurs maris et leurs enfans à prendre les armes. Napoléon avait au fond du cœur la persuasion de la nécessité de son alliance intime avec la nation ; et il ne fallait peut-être qu'une conviction forte et une voix courageuse pour le déterminer à suivre son impulsion secrète. Mais, environné de conseils timides, n'ayant autour de lui aucun homme vraiment populaire, nourrissant d'ailleurs d'anciennes et profondes préventions contre la force entrante des masses, il n'osa point adopter le parti que sa raison jugeait indispensable comme le seul moyen de salut. Il eut peur du peuple, il s'inquiéta pour sa couronne impériale, quand, le 12 mai, il entendit le langage austère des fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau ; et leurs acclamations à son passage dans leurs rangs ne dissipèrent pas ses craintes : voilà comment une armée qu'il aurait pu composer au sein de la capitale avec les robustes enfans du travail, presque tous éprouvés dans les immortelles campagnes de la république, ne devint entre ses mains qu'un secours faible et borné.

L'agitation des clubs qu'il avait fait rouvrir à Paris, et que Fouché, tout en faisant semblant de les protéger, craignait comme un apostat tremble au souvenir de la religion qu'il a quittée, vint fortifier encore cette disposition de l'Empereur, qui ent des conséquences funestes. En effet, les fédérations bretonne, normannoise, lyonnaise, angevine, alsacienne, se formèrent vainement sous les plus rigoureux sermens, au bruit des chants populaires ; elles ne trouvèrent pas leurs places dans le grand système de la défense générale, dont la nation ainsi fédérée eût été l'arme invincible. Inquiet de l'aspect, de l'ardeur de ces fédérations, auxquelles ressemblaient toutes les autres insurrections volontaires des campagnes, Napoléon parut également redouter, en les acceptant, de voir renaitre cette force morale qui, après avoir fait lever tout un peuple sous le drapeau d'un chef pour défendre son indépendance contre l'étranger, le tient encore debout après la victoire, pour défendre aussi contre ce même chef les libertés de la patrie. Il jugea les fédérés ; et, ne voulant pas en faire des citoyens, il en fit des mécontents. Sans doute Napoléon était bien grand à la tête de la glorieuse armée qui vint ressusciter sous ses aigles ; mais la France

entière se levant contre l'Europe entière sous un pareil dictateur, était plus grande encore. Napoléon et l'armée pouvaient succomber dans la lutte avec l'Europe ; Napoléon et la France étaient invincibles.

Le 16 avril, cent coups de canon annoncèrent à la capitale que le drapeau tricolore flottait à Marseille, Antibes et Draguignan. Le maréchal Masséna, gouverneur de cette division militaire, avait eu son gouvernement envahi le premier par Napoléon, et ce fut le dernier qui reconnut l'autorité de l'Empereur. Le 12 avril, le maréchal rendait compte des retards que la présence du duc d'Angoulême avait apportés à la soumission de Toulon et de Marseille. Toulon, que le prince voulait mettre en dépôt entre les mains des Anglais, n'avait arboré que le 11 les couleurs nationales. Pour contrepois à cette heureuse nouvelle, on apprit par des lettres interceptées, que le duc de Wellington avait quitté Vienne le 25 mars ; que le roi de Prusse retournait le 30 à Berlin, que les empereurs d'Autriche et de Russie partaient le 1^{er} avril pour le quartier-général de Francfort. Tandis que tout se préparait à la guerre au-delà du Rhin et en France, l'Italie aussi était devenue le théâtre d'un grand événement, qui, en dérangeant les vues de Napoléon, donna tout-à-coup à la coalition un avantage inespéré. Joachim Murat, qui avait trahi Napoléon en 1814, qui, en récompense de cette trahison, avait conservé sa couronne, qui était au moment d'être reconnu par l'Angleterre elle-même, comme l'avait été Bernadotte ; Joachim, cédant à une sorte de remords de vanité, venait de se décider à affronter seul l'Europe en armes, et à lever l'étendard de l'invasion contre l'Autriche, quoique Napoléon n'eût cessé de lui prescrire de ne pas agir avant d'avoir reçu ses ordres. Au lieu d'attendre le signal de Napoléon pour marcher, et ne pas tromper une seconde fois sa confiance par une tentative qui les perdait tous deux, Murat court attaquer les Autrichiens à la tête de cinquante mille Napolitains, et entre dans Florence le 6 avril. Les Autrichiens, surpris, sont obligés de se replier depuis Césène jusqu'aux rives du Pô ; mais les généraux Bianchi et Neipperg combinent leurs mouvemens, prennent à leur tour l'offensive, et bientôt devant eux les bandes napolitaines, et, le 2 et le 3 mai, leur font essuyer une déroute complète, dans la Marche d'Ancone, à Tolentino et à Macerata.

Cependant Napoléon, ayant appris la téméraire levée de boucliers de son beau-frère, lui avait envoyé un officier-général très-habile pour régler les opérations de son armée ; mais il n'était déjà plus temps quand le général Belliard arriva. Un mois avait suffi pour détruire l'armée de Joachim et pour le

détrôner. Vainement sa bouillante valeur, encore excitée par son propre désespoir, l'avait vingt fois précipité seul au milieu des rangs ennemis pour y chercher la mort. Hélas ! il était invulnérable, et il put s'écrier aussi : *La mort ne veut pas de moi !* Je n'ai pu mourir, Madame ! » dit-il à la reine, en revenant à Naples le 18 : son trône avait disparu. Le 19, il nomma des plénipotentiaires pour traiter avec le vainqueur, afin de faire cesser la trop inutile effusion de sang. Il combla de largesses ceux qui lui avaient été attachés. Le 20, il s'embarqua à Miliscota pour l'île d'Ischia, et voulut entrer à Gaète ; il avait en le projet de s'enfermer dans cette ville, mais elle était gardée par des vaisseaux anglais. Le 21, il se jeta dans un bâtiment de commerce, qui fit voile pour la Provence, où il débarqua le 28, sur la même plage qui avait reçu le souverain de l'île d'Elbe. La reine Caroline, restée seule, se montra la digne sœur de Napoléon : elle déploya un courage égal à une adversité qu'elle avait vainement prédite. Cette princesse, qui méritait un meilleur sort, stipula avec les Anglais son départ de Naples et le transport de toute sa famille, sur un vaisseau britannique, dans le port de Trieste.

Ce funeste épisode de la catastrophe qui attendait Napoléon lui enleva l'appui de l'Italie, dont l'immobilité silencieuse, soutenue par l'attitude menaçante du monarque le plus guerrier de l'Europe après lui, formait une alliance secrète avec sa fortune. Les auspices furent malheureux. La présomptueuse ineptie des conseillers de l'infortuné Joachim abusa de la faiblesse du caractère de ce prince, causa sa perte, celle de l'Italie ; et, bien que l'Autriche fût éloignée du champ de bataille où la destinée de Napoléon allait être décidée, l'invasion de Murat contribua puissamment à sa ruine.

Aussitôt débarqué, Joachim envoya un courrier au duc d'Otrante, qu'il chargea d'informer Napoléon de son arrivée, et de lui offrir son bras. Pour toute réponse, Napoléon demanda à son ministre quel traité de paix avait été conclu entre la France et Naples depuis 1814. Napoléon, qui eût encore pardonné à Murat s'il s'était présenté lui-même, se méfia de l'intermédiaire, avec d'autant plus de raison, qu'il venait de surprendre Fouché dans une intrigue avec M. de Metternich.

Napoléon se serait vengé noblement de 1814 en faisant combattre Murat avec lui, pour l'aider à reconquérir sur l'étranger le trône de France ; mais ni l'un ni l'autre ne devaient mourir sous les aigles françaises. Depuis le moment où Joachim malheureux a remis le pied sur le sol de la France, son nom est devenu sacré pour elle ; et notre histoire, à laquelle il appartient par tant de hauts faits, conserve à jamais le droit d'appeler à la postérité du jugement

qui viola envers ce prince le caractère inviolable de la royauté, comme il est de son devoir d'ajouter que Murat succomba en héros.

Cependant un nouveau manifeste, publié à Vienne le 12 mai, manifeste de l'autocratie future des rois sur les libertés européennes, annonce l'orage qui approche de la France. Les alliés avaient déjà pourvu à tous les moyens d'attaque ; leurs grands et petits vassaux étaient avertis ; ils faisaient la presse de l'Europe. Depuis les Espagnols et les Tartares, déjà dressés à l'invasion par Wellington et Alexandre, jusqu'aux Napolitains dressés à la retraite par Neipperg et qui figurèrent, pour mémoire, sur l'état-général des armées coalisées, tout se trouvait sous les armes : le rendez-vous était encore Paris ! et le mot d'ordre, *Mort à Napoléon !*

Napoléon ouvrit, le 1^{er} juin, le Champ-de-Mai : cette fête politique et religieuse rappelait aux citoyens le serment de la première fédération ! Ce rapprochement n'échappa à personne : l'amour de la liberté vivait dans tous les cœurs, mais il n'éclata pas avec des transports fréquents et spontanés, comme en 1790, à cette époque de jeunesse et d'enthousiasme, où toutes les imaginations, enflammées d'espérances par les magnifiques promesses du présent, s'élançaient vers l'avenir prochain d'un bonheur inconnu jusqu'alors aux nations. Napoléon, son génie, sa gloire, sa présence, et les merveilles qu'on en attendait, ne pouvait manquer d'exercer encore un ascendant magique sur les Français. Du haut de son trône, élevé devant la façade de l'École-Militaire, l'Empereur en réponse à l'orateur des corps électoraux, fit entendre un discours qui était une reconnaissance éclatante de la souveraineté nationale, et dans lequel on remarqua les passages suivants :

« Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peuple ; dans la prospérité, dans l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans l'exil, la France a été l'objet unique et constant de mes pensées et de mes actions. Comme le roi d'Athènes, je me suis sacrifié pour mon peuple, dans l'espoir de voir se réaliser la promesse donnée de conserver à la France son intégrité nationale, ses honneurs et ses droits... Les vœux de la nation m'ont ramené sur ce trône qui m'est si cher, parce qu'il est le palladium de l'indépendance, de l'honneur et des droits du peuple..... Lorsque nous aurons repoussé une injuste agression, une loi solennelle réunira les différentes dispositions de nos constitutions aujourd'hui épar-

« ses... »

Après ce discours, prononcé d'une voix ferme, aux applaudissements unanimes des spectateurs, l'orateur des corps électoraux proclama le résultat

général des scrutins ouverts dans toute la France pour l'acceptation de l'Acte constitutionnel. Alors Napoléon, descendant des degrés de son trône, se rendit à un autel immense que l'on avait construit au milieu du Champ-de-Mars, et là, de même que Louis XVI en 1790, il prêta sur l'Évangile son serment de fidélité à la nouvelle constitution. Ainsi soumis à un engagement sacré, l'Empereur reçut à son tour le serment du peuple par la députation électorale; celui des armées, par les ministres de la guerre et de la marine; celui des gardes nationales, par le ministre de l'intérieur; et enfin il distribua lui-même des aigles à la garde nationale de Paris et à la garde impériale. « *Jurez de les défendre*, » leur dit-il; elles répondirent : « *Nous le jurons*. » Le cri de vive l'Empereur! retentit tout-à-coup dans l'assemblée et dans le Champ-de-Mars, et fut au loin répété par la foule. Les troupes défilèrent devant Napoléon. Les habitans de Paris ne pouvaient se rassasier de voir ces bataillons sacrés de la vieille et de la jeune garde, où la croix d'honneur désignait à la reconnaissance publique des rangs entiers de soldats. On se pressait autour d'eux; on les saluait, on les admirait. Ces derniers gardes de Napoléon emportaient avec eux tous les souvenirs de la gloire militaire, de la liberté et de l'empire. Leur attitude, toujours héroïque, était pourtant silencieuse : ils avaient l'air de savoir tous qu'ils marchaient à un sacrifice qui ne devait ni sauver l'empire, ni conquérir la liberté. Les citoyens, partagés entre ces deux opinions, se séparaient en se disant : « *Nous ne les reverrons plus*. » Mais il existait au fond des cœurs des dispositions qui détruisaient une partie de l'impression que l'Empereur attendait du jour de sa nouvelle alliance avec le peuple. Un grand nombre de personnes avaient pensé que Napoléon proclamerait son fils au Champ-de-Mai et déclarerait vouloir se retirer en signant la paix, afin d'épargner la guerre à la France. Il reçut des lettres où l'on agitant cette question avec force, et en l'engageant vivement à s'immoler de nouveau pour le pays. Cette opinion inquiéta beaucoup dans le moment, et lui laissa de tristes pressentimens, en lui prouvant que la France, quoique toujours capable de généreux efforts pour se soustraire avec lui à l'orage qui grondait de toutes parts, était surtout avide de repos. Une autre opinion non moins importune se présentait sans cesse à son esprit : l'Acte additionnel s'était élevé comme un ennemi entre la France et lui. Les témoins de la cérémonie du Champ-de-Mai, les électeurs surtout, avaient eu à leur tour que Napoléon profiterait de l'occasion pour rendre cette fête des citoyens et des soldats plus patriotique encore, en donnant des garanties réparatrices du passé

et protectrices de l'avenir. Napoléon fut averti de cette pensée des électeurs, et il conçut l'idée de traiter l'importante affaire du rétablissement de nos libertés dans une grande fête de famille, dont il ordonna la pompe pour le 4, au sein même de son palais. Il voulait aussi remettre de sa main aux électeurs les aigles de leurs départemens, et celles des régimens aux députations de l'armée; et en conséquence, dix mille personnes furent réunies dans les vastes galeries du Louvre, dont un côté était occupé par les députations de l'armée, et l'autre par les représentans et les électeurs de l'empire. Si Napoléon eût entendu le vœu de tant de citoyens et de soldats, il aurait conçu dès-lors tous ses périls; il aurait su qu'il n'eût pas été absous de sa diétature impériale par la victoire elle-même.

L'Empereur, le 7 juin, à l'ouverture des Chambres, prononça un discours remarquable par ce début, qui contenait une abjuration des maximes du pouvoir absolu, bien étonnant dans la bouche d'un souverain accoutumé à voir tout céder à sa seule volonté.

« Depuis trois mois, les circonstances et la confiance du peuple m'ont revêtu d'un pouvoir illimité. Aujourd'hui s'accomplit le désir le plus pressant de mon cœur. JE VIENS COMMENCER LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE : les hommes sont trop impuissans pour assurer l'avenir; les institutions seules fixent les destinées des nations. »

Quelques jours après, la Chambre des Pairs et la Chambre des Représentans ayant été admises à apporter leurs adresses au pied du trône :

« Sire, dit la première, vous avez manifesté des principes qui sont ceux de la nation... Oui, tout pouvoir vient du peuple. La monarchie constitutionnelle est nécessaire au peuple français, comme garantie de sa liberté et de son indépendance... Si la fortune trahissait vos efforts, des revers, Sire, n'affaibliraient pas notre persévérance et redoubleraient notre attachement pour vous..... » Ces paroles furent prononcées solennellement le 11 juin. La Chambre des Représentans s'exprima ainsi par l'ordonnance de son président :

« Attaquer le monarque de son choix, c'est attaquer l'indépendance de la nation : elle est armée tout entière pour défendre cette indépendance et repousser sans exception toute famille et tout prince qu'on oserait vouloir lui imposer. Aucun projet ambitieux n'entre dans la pensée du peuple français; la volonté même du prince victorieux serait impuissante pour entraîner la nation hors des limites de sa propre défense..... Si tous ces efforts devenaient inutiles, que les malheurs de la guerre retombent sur ceux qui l'ont provoquée. »

L'Empereur répondit à ces deux adresses avec une haute dignité et une fière indépendance.

Il dit aux Pairs :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés est sérieuse. L'entraînement de la prospérité n'est pas le danger qui nous menace aujourd'hui. C'est sous les fourches caudines que les étrangers veulent nous faire passer. C'est dans les temps difficiles que les grandes nations, comme les grands hommes, déploient toute l'énergie de leur caractère, et deviennent un objet d'admiration pour la postérité... »

Il dit aux Représentants :

« La Constitution est notre point de ralliement ; elle doit être notre étoile polaire dans ces moments d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on doit avoir dans ses dispositions, serait un malheur pour l'État. Nous nous trouverions au milieu des écueils, sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes engagés est forcée. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de tous côtés par les barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de discussions abstraites, au moment où le bélier brisait les portes de la ville. Dans toutes les affaires, ma marche sera toujours droite et ferme. Aidez-moi à sauver la patrie. Premier représentant du peuple, j'ai contracté l'obligation, que je renouvelle, d'employer dans des temps plus tranquilles toutes les prérogatives de la couronne, et le peu d'expérience que j'ai acquise, à vous seconder dans l'amélioration de nos constitutions. »

Pendant que Napoléon promettait ainsi la liberté au peuple français, et donnait à ses représentants des avis prophétiques sur le sort qui attendait la patrie si l'on ne s'unissait pas fortement pour la sauver, les quatre grandes puissances de la coalition, prêtes à marcher, disaient-elles, au secours de la liberté en péril et de la légitimité abattue, se partageaient l'Europe et dépouillaient la France, au mépris des droits les plus sacrés des nations et en fontant aux pieds les engagements les plus solennels. Le 9 juin, la traite des blancs, ou, si on l'aime mieux, l'adjudication des âmes, était stipulée dans un traité définitif par tous les princes de la chrétienté. La Russie prenait le grand-duché de Varsovie ; la Prusse, pour se consoler du traité de Tilsitt, s'adjugeait la moitié du royaume de Saxe, une partie de la Pologne, de la Westphalie, de la Francoinie, et une longueur de soixante-dix lieues de la France républicaine sur la rive gauche du Rhin. L'Autriche reprenait tout ce qu'elle avait perdu à Campo-Formio en 1797, ainsi que tout ce qu'elle

avait abandonné par les traités de Lunéville, de Presbourg et de Vienne. Il n'y a que la Belgique qu'elle ne recouvre pas, parce que la promotion qui a fait un roi du stathouder de Hollande donne à ce prince, par ordre de l'Angleterre, la Belgique, le pays de Liège et le duché de Luxembourg : c'est un présent de cinq millions d'âmes que la maison d'Orange reçoit de lord Castlereagh. L'électeur de Hanovre prend le titre de roi par le même droit, et ajoute à son petit royaume quelques villes enthousiques qui complètent un million deux cent mille sujets allemands pour la Grande-Bretagne. Le roi de Sardaigne, qui a vécu si long-temps dans les montagnes de son île comme l'anachorète de la royauté, réclame et obtient, malgré les assurances proclamées par lord Bentinck à Gênes, la réunion de cet ancien État à son royaume continental, dont il est absent depuis quinze ans. Ces nations, converties en dons de joyeux avènement, n'apprennent leur changement de condition que par les journaux et par les édits qui les incorporent. Les Belges, les Italiens, les Polonais, les Saxons, les Génois, se réveillent Hollandais, Autrichiens, Russes, Prussiens et Piémontais. Ainsi ces peuples que Napoléon vient de reconnaître libres et indépendans, tout-à-coup morcelés sous des drapeaux étrangers, sont forcés, par leurs prétendus libérateurs, de faire cause commune contre lui et contre leurs propres patries.

Pendant l'Europe est en marche. Peut-être Napoléon avait-il conservé jusqu'au mois de mai l'espoir de la paix. Toutefois, s'il put adopter ou plutôt ne pas rejeter cette illusion, du moins dans ce court espace de temps, il avait trouvé le secret de relever l'empire, de rallier la France, de mettre sur pied quatre cent mille soldats, au lieu de quatre-vingt mille, etc., etc. Moins de trois mois avaient suffi à l'enfantement de ces prodiges qui signaleront à jamais à l'étonnement de la postérité ce règne de cent jours. La vie d'aucun des grands hommes de l'antiquité et des temps modernes, l'histoire d'aucun peuple n'offre de terme de comparaison avec cet ensemble de créations, plus surprenantes encore que le miracle de la conquête de la France en vingt jours, par le souverain de l'île d'Elbe, à la tête de mille soldats.

Napoléon n'avait plus qu'un devoir à remplir envers la nation, c'était de maintenir son indépendance menacée. Deux plans de campagne se présentaient à son esprit : l'un était, de laisser les alliés prendre tout l'odieux de l'agression et s'engager dans nos places, fortes pénétrer sous Paris et sous Lyon, et, là, de commencer sur ces deux bases une guerre vive et défensive. Les alliés, d'après l'époque fixée par eux pour le commencement des hostilités, ne pouvaient être arrivés que le 1^{er} août dans le rayon

de ces deux grandes villes, dont ils auraient trouvé le système de défense complet. Le camp retranché de Paris étant gardé par cent mille hommes, Napoléon eût manœuvré, sous la protection de ce camp, à la tête d'une armée de cent quarante mille soldats, sur les deux rives de la Seine et de la Marne; et quand il récapitulait toutes les victoires que ses quarante mille braves avaient remportées, l'année précédente, sur des armées de cent et de cent cinquante mille combattants, il ne doutait pas de vaincre, avec des forces six fois plus grandes que celles dont il disposait en 1814, les quatre cent cinquante mille étrangers contre lesquels il devait lutter en 1815. Paris, défendu par Napoléon, par deux armées, par ses habitants, par les sept lieues de lignes fortifiées de son enceinte, pouvait résister à un million d'assaillans. L'Empereur appliqua le même calcul à la ville de Lyon, qui, également appuyée par ses deux fleuves, protégée par une armée de vingt-cinq mille hommes et par une population des long-temps aguerrie à un siège, eût encore compté sur les talens du maréchal Suchet ayant soixante mille hommes sous ses ordres : car, cette fois, ce n'était plus à Augereau, malgré sa proclamation de Caen, que Napoléon avait confié le salut de la France du côté du Midi. Ce plan, suivant lequel l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, fût devenu trop faible contre Paris et contre Lyon, méritait sans doute la préférence, après le projet que Napoléon avait voulu exécuter dès les premiers jours de son arrivée; projet qui consistait, comme je l'ai dit, à surprendre les soldats de la coalition, non dans leurs bivacs, mais dans leurs cantonnemens du Rhin et de la Belgique. La résolution d'une attaque imprévue et soudaine rejetée, Napoléon regardait le parti de rester sur la défensive comme le meilleur : mais tous les hommes appelés à avoir une opinion lui représentèrent qu'aussitôt que quelques départemens seraient évahés, le découragement se mettrait partout, et que la Chambre des Représentans donnerait elle-même le signal de la défection. La considération de ce danger trop certain, ainsi que l'événement l'a prouvé, devait paraître bien plus décisive dans la supposition d'une défaite de l'Empereur en dehors de la frontière; au contraire, on n'aurait eu rien à craindre en suivant un système où le Corps-Législatif eût été presque constamment sous les yeux de Napoléon, et environné d'une armée urbaine de cent mille hommes, qui, ralliés à lui par l'intérêt de la

défense commune, et n'ayant qu'une pensée, celle de concourir au salut de Paris et de la France, n'auraient permis à personne de se séparer du grand capitaine sur qui seul reposait toute espérance. Napoléon céda, comme en Russie, lors de la retraite de Kutusoff; comme à Düben, en Saxe, où ses lieutenans l'empêchèrent d'exécuter une de ces résolutions qui sauvent les empires, et se repentit de même de n'avoir pas écouté la seule impulsion de son génie.

Contrarié dans ses idées, l'Empereur adopta alors la proposition de prévenir les alliés, qui ne pouvaient être prêts que le 15 juillet, et d'ouvrir la campagne le 15 juin. Il n'avait affaire qu'à l'armée anglo-hollandaise et à l'armée prusso-saxonne, dans un pays ami, en Belgique, dont l'armée recruterait la sienne, si l'ennemi était vaincu. Il se portait alors sur l'Alsace, ralliait à son aigle victorieuse le corps de Rapp, et il allait fermer les Vosges aux armées russe et autrichienne. Ce projet l'emporta, malgré la conviction de Napoléon qu'il était plus fort sous Paris avec cent quarante mille hommes contre quatre cent cinquante mille, qu'en Belgique contre deux cent vingt mille. Pour comble de malheurs, la Vendée, après avoir arboré les couleurs nationales en présence même du duc de Bourbon, s'insurgea, et il fallut détacher vingt mille hommes de l'armée de Flandre, sous les ordres du général Lamarque, qui eut la mission de réduire les Vendéens, armés et soldés par l'Angleterre. Ce fut un épisode bien funeste que cette guerre de la Vendée : les vingt mille hommes qu'elle employa eussent, avec les dix mille du comte Lobau, arrêté les Prussiens à la bataille de Waterloo, ou plutôt cette bataille n'aurait pas été livrée, et la journée de Ligny aurait eu pour résultat la prise de Bruxelles, et par suite la conquête de la Belgique. Mais, malgré une diversion si fatale, il faut marcher où nous appellent les vieilles et patriotiques amitiés de la Belgique et des quatre départemens du Rhin, qui tendent les bras à leurs frères de la France.

Le plan de campagne arrêté, et l'ouverture des hostilités fixée au 15 juin, la garde impériale partit, le 8, de Paris, à marches forcées, pour Avesnes; tous les autres corps de l'armée étaient également en mouvement vers Maubeuge et Philippville. Dans la nuit du 11 au 12, Napoléon quitta la capitale, chargé de la responsabilité de tous les périls, et de celle, plus forte encore, de toutes les trahisons.

CHAPITRE III.

BATAILLES DE LIGNY ET DE WATERLOO. — RETOUR DE NAPOLEON A PARIS.

Wellington avait son quartier-général à Bruxelles; son armée, qui présentait une masse de cent quatre mille deux cents combattans, sans compter six mille hommes débarqués récemment à Ostende, campait autour de Gand, de Nivelles, de Genappe, de Soignies, de Grammont et d'Ath. Blücher, à la tête de cent vingt mille hommes, se tenait à Namur; ses cantonnemens, appuyés à la gauche des Anglais, occupaient les environs de Ham, de Ciney, de Charleroy et de Fleurus, rendez-vous général de ses troupes. Un bataillon, détaché à Frasmes par la brigade placée à Genappe, formait le seul point de liaison entre les deux armées. Trop faible pour les affronter à la fois, Napoléon dut adopter le parti de les battre séparément, et chacune à leur tour. Il avait calculé, d'après la position de Wellington et celle de Blücher, qu'il leur fallait au moins deux jours pour faire leur jonction et agir sur le même champ de bataille, et dès-lors la possibilité d'un double triomphe lui avait apparu d'autant plus démontrée, que les alliés, à qui ses manœuvres avaient échappé, allaient être surpris par une attaque dont le résultat serait de leur enlever tout moyen de se rejoindre. Restait à choisir entre deux opérations offensives: assaillir de front les Anglais pouvait être dangereux, et en outre n'aboutir, même avec le succès, qu'à amener la réunion des ennemis. Wellington, qui craignait de recevoir les premiers efforts de la furie française, ne jugea pas bien Napoléon. Celui-ci, au contraire, résolut d'attaquer la tête des eulottes de l'armée prussienne, de percer leur ligne à Charleroy, et d'ouvrir entre elles tout l'espace de Namur à Bruxelles. Napoléon s'était déterminé par de puissantes raisons. « En effet, disait-il, si nous

dérobons à l'ennemi les mouvemens de deux corps qui doivent, de Lille et de Valenciennes, se rendre à Maubeuge, Blücher ne sera prévenu de notre approche que par l'enlèvement de Charleroy; conséquemment, nul moyen pour lui non-seulement de dépasser Namur, mais même d'y réunir le 16 plus que huit divisions. De son côté Wellington, averti seulement la veille au soir du passage de la Sambre, ne pourra avoir ses troupes rassemblées que le 16 sur la fin du jour; encore sa cavalerie n'arrivera-t-elle que la nuit suivante: ces impérieuses circonstances livrent seul à nos coups Blücher, séparé d'une partie de ses forces. »

Napoléon avait bien exécuté ce qu'il avait bien conçu: l'armée, forte de cent vingt-deux mille quatre cent quatre hommes, et pourvue de trois cent cinquante bouches à feu, se trouvait réunie le 14, à l'insu des Prussiens, et apprenait la présence de l'Empereur par la proclamation suivante :

« SOLDATS !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et
 « de Friedland, qui décida deux fois du destin de
 « l'Europe. Alors, comme après Austerlitz, comme
 « après Wagram, nous fûmes trop généreux. Nous
 « crûmes aux protestations et aux sermens des prin-
 « ces que nous laissâmes sur le trône. Aujourd'hui
 « cependant, coalisés entre eux, ils en veulent à
 « l'indépendance et aux droits les plus sacrés de la
 « France. Ils ont commencé la plus injuste des
 « agressions : marchons donc à leur rencontre! Eux
 « et nous ne sommes-nous plus les mêmes hommes?
 « Soldats ! à l'éna contre ces mêmes Prussiens, au-

« jourd'hui si arrogans, vous étiez un contre deux, » et à Montmirail un contre trois. Que ceux d'entre vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fassent le récit de leurs pontons et des maux affreux qu'ils ont soufferts! Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les soldats de la confédération du Rhin, gémissent d'être obligés de prêter leurs bras à la cause des princes ennemis de la justice et des droits de tous les peuples. Ils savent que cette coalition est insatiable; après avoir dévoré deux millions de Polonais, douze millions d'Italiens, un million de Saxons, six millions de Belges, elle devra dévorer les États du deuxième ordre de l'Allemagne. Les insensés! un moment de prospérité les aveugle; l'oppression et l'humiliation du peuple français sont hors de leur pouvoir. S'ils entrent en France, ils y trouveront leur tombeau. Soldats! nous avons des marches forcées à faire, des batailles à livrer, des périls à courir; mais, avec de la constance, la victoire sera à nous. Les droits, l'honneur et le bonheur de la patrie seront reconquis; pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de vaincre ou de périr. »

Tout avait réussi au gré de notre attente : le 14 au soir une sécurité parfaite régnait à Bruxelles, à Charleroy et à Namur. Blücher allait être surpris; mais le général Bourmont, commandant la troisième division du 4^e corps, et employé sur les vives instances du général Gérard qui dirigeait ce corps, et sous la garantie de l'infortuné La Bédoyère, déserta avec le colonel du génie Clouet et le chef d'escadron Villoutrey, écuyer de l'Empereur, et passa à l'ennemi. Blücher profita des renseignements importans qu'il reçut de Bourmont, pour se rapprocher de l'armée anglaise. Napoléon de son côté, prévoyant les changemens que devait produire une révélation aussi funeste, et connaissant le caractère entreprenant de Blücher, prit de nouvelles dispositions d'après celles qu'il attendait de son adversaire : le 15, à la pointe du jour, l'armée française se prépara à passer la Sambre sur trois ponts, avant midi. L'avant-garde du 2^e corps, formée par la division du prince Jérôme, eulbuta les Prussiens près de Thuin. Vers dix heures et demie du matin, l'Empereur, à la tête de sa garde et précédé de la cavalerie du général Pajol et des sapeurs des marins de la garde, entra à Charleroy, abandonné par les Prussiens en retraite sur Gilly. La Sambre était franchie, toutes les corps réunis. Le maréchal Ney arriva de Paris. L'Empereur lui donna le commandement de l'aile gauche, forte de trente-huit mille hommes avec quatre-vingt-seize pièces de canon. Elle était composée des 1^{er} et 2^e corps, l'un sous le général Reille, et de deux corps de cavalerie, qui le lendemain furent remplacés par les cuirassiers du

comte de Valmy. Le maréchal eut ordre de se rendre maître des Quatre-Bras, à cinq lieues environ en avant de Charleroy. Fénétrant les mouvemens stratégiques de Wellington et de Blücher, Napoléon avait senti l'extrême importance du poste des Quatre-Bras, point de jonction naturel et nécessaire de l'armée anglaise avec l'armée prussienne établie à Fleurus, à Bry, à Saint-Amand, à Ligny et à Sombref. En effet, l'occupation des Quatre-Bras par des forces aussi imposantes réparait tout-à-coup le mal que la trahison avait pu causer, consommait irrévocablement la séparation des armées ennemies et assurait la possession de Sombref, dont le maréchal Grouchy était chargé de s'emparer avec le 3^e corps. Ce dernier village, à trois lieues des Quatre-Bras, n'avait de point intermédiaire que celui de Bry. Le maréchal Ney devait donc déboucher sur la route de Bruxelles, et le maréchal Grouchy sur celle de Fleurus. Napoléon compte qu'à la nuit l'avant-garde du maréchal Ney aura occupé les Quatre-Bras, et que le lendemain 16, Blücher sera débordé par les deux maréchaux, tandis qu'il le pressera de front avec les autres corps.

Après ces dispositions, l'Empereur se porta sur Gilly. Le pont de Châtellet venait d'être culévé par la tête de colonne du 4^e corps, qui menaçait le flanc des Prussiens de Pirch, que le 3^e attaqua de face. Aussi ce général abandonna Gilly, et laissa pour protéger sa retraite deux bataillons formés en carrés. Retardé par leur résistance, l'Empereur ordonna au général Letort de donner tête baissée sur ces carrés avec les quatre escadrons de la garde et un du 13^e de dragons. Les deux bataillons prussiens, bientôt enfoncés, perdirent beaucoup d'hommes et cinq pièces de canon. Mais Letort y périt, et l'armée eut à regretter un de ses plus braves généraux. Pirch se reploya sur Fleurus. A la gauche, le maréchal Ney exécutait aussi son mouvement avec le 2^e corps, dont la division Gérard était détachée sur la droite. Il poussait l'ennemi de Gosselies et forçait le prince de Weynar, après lui avoir pris huit cents hommes et deux pièces de canon, à lui abandonner le village de Frasmes, à une lieue des Quatre-Bras, où le prince passa la nuit avec quatre bataillons. Si, au lieu de s'arrêter à Gosselies et de n'occuper Frasmes que par un détachement, le 2^e corps se fut établi tout entier dans ce dernier village, le 1^{er}, qui le suivait, n'eût pas été refoulé derrière Jumet; il eût pris possession de Gosselies et se serait trouvé en ligne. Alors la moindre démonstration sur les Quatre-Bras, pendant les deux heures de jour qui restaient, assurait au maréchal ce poste important.

Le soir, Blücher n'avait pu réunir son armée; cette opération eut lieu pendant la nuit. Quant à l'armée

anglaise, elle demeurait tranquille dans ses cantonnemens. Deux avis de notre attaque victorieuse ébranlèrent à peine Wellington. Enfin, surpris en lui par un troisième courrier de Blücher qui voulait risquer le lendemain une bataille, le général anglais mit son armée en mouvement le 16 au matin, avec ordre de se rassembler aux Quatre-Bras. Napoléon l'avait prévu, en prescrivant la veille l'occupation de ce poste, véritable clef de la position de Blücher.

Dans le même moment peut-être, l'Empereur, à qui un officier de lanciers avait donné avis que l'ennemi présentait des masses du côté des Quatre-Bras, envoyait le général Flabaut dire au maréchal Ney de s'avancer avec toute l'aile gauche, et de dissiper tout ce qui venait de Bruxelles, pendant que lui marcherait sur Fleurus, et que le maréchal Grouchy ferait son mouvement sur Sombref. A une heure, en débouchant de Fleurus, on aperçut les Prussiens en avant de Ligny, sauf les trente mille hommes de Bulow, qui étaient en route de Liège pour rejoindre Blücher. Napoléon fut satisfait de trouver l'ennemi dans un ordre de bataille oblique; il ne doutait pas que l'aile droite prussienne, qu'il croyait débordée, depuis le matin au moins, par le maréchal Ney, aux Quatre-Bras, ne touchât au moment d'être enveloppée, et il fit prendre position. Ainsi l'impétueux Blücher venait de lui-même chercher la bataille que Napoléon et son armée brûlaient de lui livrer. Appuyée sur Bry, sur Saint-Amand, sur Ligny, l'armée prussienne présente un front formidable. Elle compte quatre-vingt-seize mille combattans et deux cent quatre-vingt-huit pièces de canon. Napoléon n'a en ligne que soixante-sept mille hommes, avec deux cent quatre pièces d'artillerie. Cependant, malgré cette infériorité numérique et l'avantage de la position de son ennemi, l'Empereur, fort du sentiment unanime qui transporte son armée, ordonne l'attaque. Elle commence à trois heures et demie. Vandamme fait enlever Saint-Amand par une division, malgré la plus vive résistance. Cette division est bientôt forcée de se retirer devant des forces supérieures, bientôt aussi elle revient secourue par une autre division, et pendant ce temps, le général Girard, détaché du 2^e corps, arrête vaillamment toute une colonne prussienne. Vandamme est entré dans Saint-Amand; mais ce beau succès a coûté la vie au général Girard, l'un des héros de Lutten.

Au centre de la ligne ennemie, Ligny était devenu le théâtre d'une action acharnée et glorieuse pour nos armes. Vers deux heures et demie, Napoléon, toujours persuadé que le maréchal Ney occupait les Quatre-Bras, lui avait envoyé un troisième ordre d'attaquer tout ce qui était devant lui et de rabattre

sur le maréchal Grouchy, afin de concourir à envelopper le corps prussien réuni entre Bry et Sombref. Une heure après, comme l'action commençait, Napoléon expédia au maréchal un quatrième ordre, ainsi conçu : « Vous devez manœuvrer sur-le-champ, de manière à envelopper la droite de l'ennemi, et à tomber à bras raccourcis sur ses derrières. Cette armée est perdue, si vous agissez vigoureusement. » Le sort de la France est dans vos mains. Ainsi » n'hésitez pas un instant pour faire le mouvement » que l'Empereur vous ordonne, et dirigez-vous sur » les hauteurs de Bry et Saint-Amand pour concourir » à une victoire peut-être décisive. L'ennemi est pris » en flagrant délit au moment où il cherche à se » réunir aux Anglais. » Cet ordre fut remis au maréchal à six heures du soir par le colonel Forbin-Janson. Après le départ de cet officier, Napoléon dit au général Gérard, partant pour emporter Ligny : « Il » se peut que dans trois heures le sort de la guerre » soit décidé. Si Ney exécute bien les ordres, il ne » s'échappera pas un canon de l'armée prussienne : » elle est prise en flagrant délit. » Mais la plus désastreuse fatalité devait rendre bien incomplet le résultat des combinaisons que le génie de Napoléon avait méditées dès la réunion de son armée à Philippeville.

Dans sa route, le colonel Forbin-Janson rencontra le comte d'Erlon, qui, retardé dans sa marche, ainsi que l'avait été le maréchal Grouchy, se rendait enfin aux Quatre-Bras à la tête du 1^{er} corps; il lui donna communication de l'ordre relatif à l'aile gauche. Le général s'était empressé de s'y conformer, et déjà la division Durutte, qu'il avait en tête, était arrivé à la hauteur de Villers-Peruin; c'était dans le moment où Blücher renouvelait ses attaques contre Saint-Amand, défendu par Vandamme. Sur sa gauche, à Ligny, la bataille, conduite par le comte Gérard, était devenue terrible. Ce village fut pris et repris jusqu'à quatre fois, toujours avec la même valeur et la même opiniâtreté des deux parts. Le combat se prolongeait par le nombre des troupes ennemies, et présentait une effroyable scène de carnage. Toutefois la résistance des Prussiens commençait à mollir, et l'intrépide Gérard était près d'enlever Ligny, quand l'apparition d'un corps signalé sur les derrières ralentit son attaque. La garde impériale, qui se portait à son secours, suspendit sa marche pour aller au-devant de la colonne inconnue. C'était le corps de d'Erlon. Cet incident fit perdre trois heures bien précieuses. Cependant l'Empereur attendait l'attaque de d'Erlon sur Bry; l'arrivée imprévue de ce général réalisait en partie l'espérance qu'il avait attachée au mouvement de l'aile gauche sur ce point. Malheureusement d'Erlon reçut et crut devoir exécuter l'ordre du maréchal

Ney de se réunir à lui ; il se reloya sur Frasmes, laissant aux prises la division Durutte. Ainsi le corps de d'Erlon ne servit ni à Napoléon ni au maréchal, car il était trop tard pour qu'il pût avec utilité rallier l'aile gauche.

En effet, il était sept heures quand Napoléon apprit qu'il devait renoncer à envelopper l'aile droite de Blücher. Alors il résolut d'enlever la victoire en perçant la ligne de l'ennemi, qu'il avait forcé par l'attaque de Saint-Amand à dégaroir son centre. De son côté, Blücher, trompé par le mouvement rétrograde de la garde et des cuirassiers de Milbaud pour marcher à la rencontre de la colonne incon nue, avait cru à notre retraite, et il avait repris avec une violence nouvelle l'attaque sur Saint-Amand, dans le but de rapprocher sa droite vers Christian, où il comptait s'appuyer aux Anglais. Mais la brigade de dragons que le maréchal Ney avait laissée à Villers-Peruin, se porta vivement avec la division Durutte au-devant de l'attaque de Blücher, qui se vit également arrêté par la division Gérard et par le 3^e corps. Le général prussien se trouva tout-à-coup dans la même position que Napoléon, obligé de renoncer à l'appui de Wellington et à la jonction des trente mille hommes de Bulow, comme Napoléon devait renoncer à la coopération du maréchal Ney, occupé devant les Quatre-Bras à contenir l'armée anglaise. Blücher se borna donc à s'établir au petit Saint-Amand et parut s'arrêter. Cependant il conservait encore une partie de Ligny; ce village eût été emporté depuis deux heures par le comte Gérard, qui acquit tant de gloire dans cette bataille, si la méprise dont fut cause le corps du général d'Erlon ne lui eût enlevé l'appui de la garde impériale. Mais Napoléon jugea que l'instant d'enlever la victoire était venu. Gérard avait déjà engagé les divisions Vichery et Hulot, ainsi qu'une partie de la division Pêcheux : l'Empereur fit entrer en ligne le reste de cette division. Ce mouvement, appuyé d'une charge vigoureuse de la cavalerie, ébranla soudain les Prussiens. Saisissant tout-à-coup ce mouvement d'indécision de l'ennemi, l'Empereur lança les grenadiers à pied de la garde en colonne serrée par la grande rue de Ligny, pendant que les grenadiers à cheval, tournant le village, prenaient en flanc la réserve prussienne placée en arrière. La vigueur et l'ensemble de ces deux attaques portèrent le désordre dans les rangs de Blücher. Une horrible déroute précipita ses troupes des hauteurs de Ligny, qu'elles couvrirent de leurs débris, et qui furent tout-à-coup couronnées par nos soldats. Cruellement dé trompé de son rêve de victoire, Blücher s'avança avec impétuosité au-devant de notre cavalerie à la tête de six escadrons, qui furent rompus par les cuirassiers de Mil-

haud. Lui-même eut son cheval tué, et il tomba au milieu de nos rangs; mais il dut son salut à la nuit qui survint, et l'obscurité favorisa également sa retraite. Il laissa sur le champ de bataille une vingtaine de mille hommes, quarante canons et huit drapeaux : nous eûmes à regretter six mille deux cents hommes, sur lesquels la division Gérard à elle seule en perdit mille neuf cents. Notre triomphe était brillant sans doute, mais si les ordres de Napoléon eussent été exécutés par l'aile gauche, c'en était fait de Blücher, et Wellington se fut bien gardé d'oser risquer à lui seul le sort d'une bataille contre Napoléon victorieux.

Dans la matinée, Wellington s'était rendu au moulin de Bussy pour se concerter avec Blücher. Il lui proposa de le soutenir ; mais le général prussien était impatient d'en venir aux usains; d'ailleurs l'armée anglaise ne pouvait être arrivée que dans la soirée : en attendant il courait le risque d'être écrasé par l'armée de Napoléon. Ils s'arrêtèrent alors au projet de faire marcher l'armée anglaise, dès qu'elle serait réunie, par la chaussée des Quatre-Bras à Sombref. On ne saurait comprendre comment Blücher et Wellington, le 16 au matin, purent croire que dans l'intervalle de leurs dispositions le poste des Quatre-Bras ne serait point enlevé par l'aile gauche de notre armée ; car vers les neuf heures, quand, avant de déboucher sur Fleurus, l'Empereur envoya au maréchal son premier ordre, il n'y avait encore depuis la veille aux Quatre-Bras que la brigade du prince de Weymar, et ce ne fut qu'à la réception de celui dont le général Flahaut était porteur, c'est-à-dire vers deux heures, que la brigade de Bylandt vint renforcer celle du prince Bernard, et compléter les huit mille hommes de la division Perponcher, contre lesquels le maréchal Ney avait en ligne seize mille hommes du deuxième corps et les cuirassiers du comte de Valmy. Le motif qui empêcha ce vaillant capitaine d'exécuter le mouvement si impérieusement prescrit plusieurs fois par Napoléon, dut être de la plus grande gravité; mais jusqu'à présent il est resté inconnu. Quoi qu'il en soit, la brigade de Weymar s'était placée dans le bois de Bossu, en avant du poste des Quatre-Bras, qui va nous devenir si fatal, et la brigade de Bylandt était en arrière de la ferme de Germioncourt, lorsque vers une heure le maréchal Ney engagea l'action. Le général Baebelu renversa Bylandt, et prit Germioncourt. Le général Foy s'empara de Pernimont, et entre eux le général Piré avec la cavalerie complétait la ligne de cette attaque victorieuse. Ils allaient enfin se rendre maîtres des Quatre-Bras, quand tout-à-coup la division anglaise de Picton, forte de dix mille hommes environ, déboucha de Genappes. La supériorité du nombre appar-

tenait encore au maréchal ; mais une demi-heure après, le duc de Brunswick parut suivi de quatorze mille hommes, et successivement jusqu'à cinq heures les divisions Alten et Cooke portèrent à quarante-six mille combattans les défenseurs de ce poste des Quatre-Bras, qui, pendant quinze heures, avait été gardé par moins de quatre mille hommes. Ce fut alors que le maréchal, se sentant trop faible avec vingt-et-un mille hommes pour soutenir un pareil choc, envoya au général d'Erlon, par le général Delcambre, chef d'état-major du premier corps, l'ordre impératif, et sous sa responsabilité personnelle, de se porter vers lui en toute hâte avec son corps, dont la division Durutte était déjà engagée. Il n'était plus temps d'espérer ce secours ; mais il fallait à tout prix résister à l'armée anglaise que Wellington, arrivé de la bataille de Ligny, conduisait en personne.

Le maréchal Ney vit tout le péril, et se retrouva dans son élément. Les charges de sa cavalerie, le feu continu de ses batteries, la mort du duc de Brunswick, tombant dans la mêlée, le général Picton blessé au milieu de sa division enfoncée, plusieurs régimens écossais détruits, tout promettait à l'Aigle français d'enlever encore le palladium de la bataille, et de conquérir enfin le village des Quatre-Bras. Mais Wellington jette soudain en avant de nouvelles troupes, dont la masse chassa nos braves du bois de Bossu, de Perninont et de Germoneourt. Ce fut au plus fort de cette terrible mêlée que Forbin-Janson apporta l'ordre si impérieux du mouvement sur Bry et Saint-Amand. Napoléon, au milieu de sa victoire, était loin de penser que Ney défendait avec vingt mille hommes contre près de cinquante mille les pénates de l'armée qu'il allait vaincre à Ligny. Cependant, rempli du sentiment de ce grand devoir, le maréchal déployait une constance égale à son ardeur ; il parvint jusqu'à la nuit à contenir par une défense héroïque les terribles assauts de l'armée anglaise. Wellington perdit cinq mille hommes, Ney quatre mille : la journée du 16 nous coûta dix mille hommes sur les deux champs de bataille. Le corps de Bulow allait réparer les pertes de l'ennemi ; rien ne pouvait réparer les nôtres qu'une victoire décisive. Le matin le maréchal Ney avait pu détruire l'aile droite de Blücher ; le soir il sauva l'armée française. Le comte d'Erlon arriva après cette lutte mémorable. Il avait erré toute la journée entre nos deux armées sans brûler une amorce ; il avait bien fait d'obéir à l'ordre de l'Empereur, qui le dégagait de toute obéissance à l'ordre du maréchal ; mais Napoléon n'était plus compris ni obéi. La suite le prouva. Après la bataille de Ligny, l'armée prussienne, à moitié détruite et dispersée, fit sa retraite dans le plus

grand désordre : les premier et deuxième corps sur Mont-Saint-Guibert, et le troisième sur Gembloux, où il fut rejoint pendant la nuit par les trente mille hommes de Bulow. La précipitation et la fuite des ennemis, et surtout l'obscurité, nous empêchèrent de les poursuivre. De son côté, Wellington passa la nuit aux Quatre-Bras ; mais instruit de la défaite de Blücher, il ordonna la retraite sur Bruxelles. L'Empereur l'avait prévu : il expédia le général Flahaut au maréchal Ney, avec l'ordre de suivre les Anglais, et d'occuper enfin la position des Quatre-Bras, où il devait attendre les forces que Napoléon se préparait à envoyer sur la route de Bruxelles. Le maréchal, trompé sur les dispositions du général anglais, balançait encore à marcher aux Quatre-Bras, quand un second ordre termina son indécision. L'Empereur avait jugé que si Wellington se retirait, il ne laisserait qu'une arrière-garde aux Quatre-Bras, et que dans le cas contraire il serait forcé de se reployer devant l'attaque combinée du maréchal et des troupes qui allaient déboucher par la route de Namur. En effet, après avoir détaché l'aile droite, forte de cinquante mille hommes, sous les ordres du maréchal Grouchy pour ne laisser aucun relâche à Blücher, Napoléon se porta lui-même avec soixante-cinq mille hommes, à dix heures du matin, sur Marbais où il prit position. De ce village il expédia au maréchal Ney au troisième ordre d'attaquer les Quatre-Bras. Un combat de tirailleurs et la marche de Napoléon mirent décidément Wellington en retraite, à une heure. A deux heures le sixième corps entraux Quatre-Bras. Le maréchal y arriva avec le deuxième et le premier corps, et suivit le général anglais, qui parut vouloir opposer une certaine résistance en avant de la forêt de Soignes. Continuant son mouvement rétrograde, Wellington s'arrêta à Waterloo, où il établit son quartier-général. L'Empereur marchait derrière le maréchal ; son armée était forte de soixante-sept mille hommes et de deux cent cinquante pièces de canon, tandis que le maréchal Grouchy, dirigé par les routes de Mont-Saint-Guibert et de Gembloux, avait reçu l'ordre d'arriver avec les Prussiens à Wavre, distant de Ligny d'environ sept lieues : c'était là que Blücher devait mettre fin à sa retraite. Napoléon compte sur la prompte exécution du mouvement qu'il a prescrit au maréchal Grouchy. Mais le lieutenant de l'Empereur est mal informé de la marche de Blücher, et porte la plus grande partie de ses forces vers Gembloux, pendant que le général prussien, qui a gagné trois heures sur lui, est déjà à Wavre. Le maréchal n'a fait que deux lieues dans la journée, et remet au lendemain la poursuite de l'ennemi. Cependant ses ordres sont précis. Ils n'admettent aucun retard. Le maréchal doit ne pas

perdre de vue les Prussiens, et rendre impossible leur jonction avec l'armée de Wellington, en poursuivant Blücher. Qui pourrait empêcher le maréchal d'attaquer Wavre le 18 à dix heures du matin? Ce village n'est qu'à quatre lieues de Gembloux. Cette diversion est d'autant plus importante, que tout annonce pour le lendemain une grande bataille; Napoléon la désire, car il espère frapper un coup décisif avant que la coalition ait jeté tous ses soldats sur la France. Une victoire qui le conduirait à Bruxelles, sur les débris de l'armée anglaise, peut résoudre en sa faveur la question politique qui arme l'Europe contre lui : ce ne serait pas la première fois que l'épée du grand capitaine aurait tranché le nœud de la diplomatie.

La coopération de Grouchy est pour Napoléon le gage du triomphe; la seule crainte qu'il éprouve, c'est que Wellington n'ose l'attendre dans les plaines de Waterloo; et, la nuit, il visite les lignes des grand'gardes, pour s'assurer que l'ennemi ne lui abandonne pas le champ de bataille. Enfin l'aurore vint dissiper ses inquiétudes : toute l'armée anglaise est devant lui; les rayons du soleil ont éclairé tout-à-coup l'atmosphère, chargée depuis quelques jours de nuages orageux, et les Français ont pu saluer encore le soleil d'Austerlitz. A dix heures et demie, Napoléon parcourt les rangs des soldats dont l'enthousiasme belliqueux lui promet de vaincre ou de mourir. Ils tiendront leur serment. Quant à l'Empereur, il a fait ses dispositions pour percer le centre des Anglais, les pousser sur la chaussée, et, arrivant au débouché de la forêt, couper la retraite à la droite et à la gauche de leur ligne. Le succès de cette attaque doit rendre toute retraite impossible à Wellington, le séparer de l'armée prussienne, et lui faire expier cruellement la faute qu'il a commise par le choix du champ de bataille de Waterloo, en avant d'une forêt épaisse et d'une grande ville, après la défaite de Blücher.

La pluie, qui a tombé par torrents pendant toute la nuit, a rendu les chemins presque impraticables; la marche de nos soldats en est nécessairement ralentie : ils ont d'ailleurs à sécher leurs armes et à les mettre en état : le combat ne doit s'engager que vers une heure par trois attaques simultanées. Les troupes anglo-halaves, rangées en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forêt de Soignes, occupaient les hauteurs depuis le plateau qui domine le château de Hougomont jusqu'au penchant d'un autre plateau près des fermes de la Haie et de Papelotto. La position de Hougomont à la gauche des Anglais devenait pour eux de la plus grande importance, car c'était par là que les Prussiens devaient le rejoindre; Wellington y avait jeté les plus braves soldats; c'est sur ce point aussi que

Napoléon dirige la première attaque : Jérôme, qui en est chargé, enlève le bois de Hougomont; prise et reprise plusieurs fois par les Français et les Anglais, cette position reste enfin au pouvoir des premiers. Mais l'ennemi s'est maintenu dans le château, qu'il a crénelé avec soin, et qui renferme ses meilleures troupes : le général Reille reçoit l'ordre de mettre le feu à ce château avec une batterie d'obusiers.

A la droite, le comte d'Erlon, appuyé par une immense artillerie, se porte vers le village de Mont-Saint-Jean. Là éclate une épouvantable canonnade qui porte le ravage dans les rangs de l'infanterie anglaise et balait le plateau. Napoléon, après avoir parcouru toute la ligne, au milieu de l'enthousiasme et des acclamations de joie des troupes, se place sur une éminence près de la ferme de la Belle-Alliance, d'où il peut embrasser toutes les parties du champ de bataille, disposer de ses réserves, et s'élaner à leur tête partout où le danger appellera sa présence.

Napoléon allait faire attaquer le centre de l'armée anglaise par le maréchal Ney, quand il aperçoit un corps de troupes sur les hauteurs de Saint-Lambert : sont-ce les divisions que l'Empereur a envoyé demander à Grouchy pour le secourir dans la bataille contre Wellington? Une lettre interceptée lève bientôt tous les doutes, en nous apprenant que Bulow vient, avec ses trente mille hommes, occuper l'intervalle entre l'armée française et le corps de Grouchy. Mais si ce maréchal n'a pu arrêter Bulow, ou s'est laissé devancer par lui, sans doute il arrive sur ses derrières; il suit l'armée prussienne, qu'il occupera assez long-temps pour que Napoléon en finisse avec Wellington. En attendant, par la faute de Grouchy, l'ennemi a quatre-vingt-dix mille hommes à opposer aux soixante-une mille de Napoléon, qui est forcé de changer ses dispositions et de se priver d'une partie de sa réserve, afin d'empêcher l'attaque d'un nouvel ennemi le menaçait.

Domont et Suberwick, avec deux mille cinq cents hommes de cavalerie légère, doivent chercher à contenir l'avant-garde de Bulow et pousser des partis pour se mettre en communication avec le maréchal Grouchy, qu'un premier courrier a prévenu de l'arrivée de Bulow; en même temps un corps de sept mille hommes aux ordres du comte de Lobau va se ranger derrière la cavalerie du général Domont, pour garantir nos flancs si le mouvement de Bulow n'était pas arrêté par Grouchy. Ces dispositions prises, Napoléon ordonna au maréchal Ney d'enlever la ferme de la Haie-Sainte et le village de la Haie. Au bout d'une demi-heure, les batteries ennemies s'éloignent de la ligne, et sont remplacées par d'autres; les tirailleurs anglais se replioient à leur tour;

Wellington craint pour ses masses que foudroie notre artillerie, et leur cherche un abri derrière les crêtes des hauteurs. Nos troupes se portent en avant. Ney aborde la position avec son intrépidité ordinaire, et quatre-vingts pièces d'artillerie le secondent ; mais la cavalerie ennemie s'élançe sur l'infanterie française qu'elle parvient à ébranler, et qui recule après avoir perdu deux aigles et plusieurs de nos pièces culbutées dans un chemin creux. Milhaud accourt avec une brigade de cuirassiers ; ils couvrent de morts le champ de bataille. De son côté l'Empereur, qui avait vu l'ébranlement de notre infanterie à droite, s'y était porté au galop, et avait bientôt rétabli l'ordre. La canonnade continue avec fureur, et une nouvelle attaque nous rend maîtres de la Haie-Sainte. Le général anglais Fichu est tombé mort ; l'ennemi fuit en désordre, sabré par la cavalerie de l'infatigable Milhaud ; la bataille est gagnée si Grouchy se présente.

C'était alors que Bulow, débouchant de Saint-Lambert, se déployait devant le bois de la Parise. Trente mille Prussiens s'avançaient au secours de Wellington. « Nous avions ce matin quatre-vingt-dix chances contre une, dit l'Empereur au duc de Dalnatie, son major-général. L'arrivée de Bulow nous en fait perdre trente : mais nous en avons encore soixante contre quarante, si Grouchy répare l'horrible faute qu'il a commise hier de s'arrêter à Gembloux, et s'il envoie son détachement avec rapidité la victoire en sera plus décisive ; car le corps de Blücher sera entièrement perdu. » Cependant le comte de Lobau s'efforce d'arrêter le nouvel ennemi qui marche droit au centre de l'armée française. Mais comment, avec deux mille cinq cents chevaux et sept mille fantassins, empêcher d'avancer les trente mille hommes de troupes fraîches que commande Bulow ? Toutefois, Napoléon espère encore enfoncer le centre des Anglais, avant que les Prussiens puissent s'y opposer. Pendant que le maréchal Ney se soutient à la Haie-Sainte, suivant l'ordre de Napoléon, qui lui avait prescrit de ne faire aucun mouvement jusqu'à ce qu'on eût vu l'issue de l'attaque des Prussiens, Dürutte essaie d'enlever les fermes de la Haie et de Paplotte. Vers quatre heures et demie, Wellington renouvelle ses tentatives sur la Haie-Sainte : ses troupes sont ramenées par notre infanterie. Alors le maréchal, pénétré de la nécessité d'appuyer le succès et de s'emparer des hauteurs, toujours occupées par l'armée anglo-hollandaise, appelle une brigade de réserve, composée des cuirassiers de Milhaud ; ils s'ébranlent : bientôt le maréchal couronne le plateau avec ses troupes, dont les charges brillantes font un mal horrible aux ennemis. Cette manœuvre paraît décisive, tout le monde chante victoire autour de Na-

poléon : « *C'est trop tôt d'une heure, dit l'Empereur ; cependant il faut soutenir ce qui est fait.* » Voyant alors cette cavalerie exposée au feu meurtrier de la mitraille, aux nouvelles charges de l'ennemi, dont les lignes ne sont pas encore enfoncées, il ordonne au comte de Valmy de l'appuyer avec deux divisions de cuirassiers ; entraînée par ce mouvement et par un excès d'ardeur, la division du général Guyot les suit : c'était la réserve de la garde ; et Napoléon essaya en vain de la rappeler ! il était cinq heures du soir !

Le choc des trois mille cuirassiers de Kellermann et de la grosse cavalerie de la garde fut terrible ; Milhaud, qui avait été obligé de se replier devant les forces supérieures de Wellington, se rallie aux nouveaux corps qui viennent le secourir ; alors tous se précipitent à la fois sur ce plateau dont l'occupation doit décider du sort de la bataille. L'infanterie anglaise, assaillie avec la plus violente impétuosité, se forme en carrés qui vomissent la mitraille et la mort sur les escadrons français ; mais ceux-ci s'élançant successivement contre ces remparts de feu, dont plusieurs sont enfin renversés : au milieu de leurs débris une lutte s'engage entre la cavalerie française et celle de l'ennemi, qui vole au secours de son infanterie. Vingt fois les carrés enfoncés, brisés, se reforment ; vingt fois aussi les soldats de Kellermann et de Milhaud s'y jettent avec une fureur toujours croissante. Wellington voit s'éclaircir les rangs de son infanterie ; obligé lui-même de s'enfermer à chaque instant dans un carré, il ne doit son salut qu'à l'immobilité de ses soldats, qui meurent à leur poste. À l'aspect de ce carnage épouvantable, il verse des larmes : « Il faut encore, s'écrie-t-il, quelques heures pour tailler en pièces ces braves gens ; plutôt au ciel que la nuit ou les Prussiens arrivassent avant ! » Mais la main de fer de nos cuirassiers continue de décimer ses bataillons ; pendant deux heures ces héroïques soldats affrontent la mort ; ni l'artillerie, ni la balonnette, ne peuvent ralentir leurs attaques sans cesse renaissantes, et douze mille Anglais sont tombés sous nos coups.

Wellington est battu ! déjà la route de Bruxelles est encombrée de fuyards et de bagages ; des soldats de toutes armes se jettent à travers la forêt de Soignes ; les caissons, les voitures renversées annoncent le désordre d'une déroute, et le général anglais s'appête à donner le signal de la retraite : il a même fait rétrograder sur Auvers la batterie de dix-huit qui devait le joindre ; la nuit et l'armée prussienne, comme il l'a dit lui-même, paraissent seules pouvoir le sauver. C'est dans ce moment extrême que Blücher entre en ligne, à la tête de trente mille hommes, ouvrant la communication entre

Bulow et Wellington. En même temps deux brigades de cavalerie anglaise, fortes de six mille hommes, placées naguère en réserve sur la route, et rendues disponibles par l'arrivée des troupes prussiennes, viennent se présenter aussi devant nous.

Que faisait alors Grouchy ? parti à dix heures seulement de Gembloux, au lieu d'avoir quitté cette position à deux heures du matin, afin de se montrer à Wavre assez tôt pour arrêter Blücher, il était vers midi à moitié chemin de ce village. En vain la canonnade de Waterloo l'appelle sur le terrain où Napoléon l'attend avec tant d'impatience ; en vain Excelmans et Gérard le pressent de voler à son secours : il continue à marcher sur Wavre, où se trouvait seul le corps de Thielmann ; Blücher en était parti le matin à sept heures. Napoléon, abandonné à lui-même, privé de son aile droite, en présence de cent cinquante mille hommes qui vont fondre sur sa faible armée, épuisée déjà par huit heures de combat, juge de sang-froid sa position. Il lui faut faire face aux deux armées, et il ordonne un grand changement de front. Les bataillons de la garde se forment en deux colonnes sous les yeux de l'Empereur. Cependant trois bataillons d'infanterie de la seconde ligne viennent en bon ordre se mettre en retraite auprès de la garde ; Napoléon court au devant d'eux et les renvoie à leur poste. Mais leur mouvement rétrograde et la vue du corps de Blücher avaient fait reculer plusieurs régiments aux prises avec l'ennemi sur le plateau. A cet aspect, Napoléon sent la nécessité de soutenir sa cavalerie indécise ; il se porte avec les quatre premiers bataillons de la moyenne garde à la gauche de la Haie-Sainte, et prescrit au général Reille de réunir tout son corps sur son extrême gauche, et de le disposer en colonne d'attaque. A la Haie-Sainte, Napoléon rencontre une partie des troupes du maréchal Ney en retraite, et les fait ranimer par la nouvelle de l'approche de Grouchy : en même temps il remet au maréchal Ney les quatre bataillons dont on vient de parler et lui donne l'ordre de se porter en avant pour conserver le plateau. Tout s'arrête et on ressaisit la position. Un quart d'heure après, huit autres bataillons arrivent au bord du ravin qui séparait les deux armées, et sous les yeux de Napoléon se formait un bataillon en bataille, flanqué sur ses flancs par deux autres en colonne serrée. De son côté, le général Reille, ayant réuni tout son corps vers Hougomout, traverse le ravin, et aborde la position ennemie.

Cependant les quatre bataillons de la moyenne garde sont aux prises : Ney, à pied, l'épée à la main, Friant, Cambronne, repoussent tout ce qui se trouve devant eux et bravent le feu d'une ligne immense. L'ennemi cède à l'impétuosité de notre attaque ;

mais Wellington, entièrement rassuré par l'arrivée des Prussiens, fait avancer les bataillons dont il peut maintenant disposer, et le combat se rallume : la victoire va couronner les efforts des soldats français, lorsque Blücher, culbutant la faible division qui lui est opposée, parvient au village de la Haie. Wellington profite du trouble et de l'hésitation qu'il remarque dans le mouvement de notre armée, par suite de la marche de Blücher, et lance toute sa cavalerie, qui, n'osant pas essayer de les enfoncer, tourne les huit carrés de la garde pour atteindre l'extrême droite, et pénètre entre la Haie-Sainte et le corps du général Reille. Plus de ralliement possible : la division de cavalerie de réserve aurait pu le favoriser ; mais par un malheur qui tenait à la fatalité de cette journée, la division de réserve de la garde, composée de deux mille grenadiers à cheval et dragons, tous gens d'élite, s'était engagée sur le plateau sans l'ordre de l'Empereur. Il n'a plus de disponibles que les quatre escadrons de service autour de sa personne : il les fait charger, et, bientôt accablés par des masses énormes, ces braves sont culbutés, malgré des prodiges de valeur. En même temps, les quatre bataillons de la moyenne garde et les corps de cavalerie de la garde, qui tiennent tête depuis plusieurs heures à presque toute l'armée anglaise, ayant épuisé tous leurs efforts et brûlé toutes leurs munitions, voyant le feu de nos carrés derrière eux, reculent aussi, et la journée est perdue pour nous. Maîtresse du plateau, toute l'armée anglo-batave marche en avant et occupe cette position qui devait nous assurer la victoire. Alors le cri fatal de *sauve qui peut!* poussé par quelques traitres, et répété par des soldats en désordre, se fait entendre ; les lignes se rompent, les rangs se mêlent, la déroute de l'armée française commence. Enfin, les huit bataillons de la garde qui étaient au centre, où les soutenaient le magnanime Cambronne et le maréchal Ney, qui avait eu cinq chevaux tués sous lui, sont désorganisés à leur tour par la masse des fuyards, et tombent écrasés sous le nombre en se défendant jusqu'au dernier soupir. La cavalerie ennemie, multipliant ses charges contre les bataillons rompus et dispersés, redouble la confusion qu'augmente encore l'obscurité de la nuit, l'artillerie anglaise et celle des Prussiens balayaient le champ de bataille, où quelques carrés de la vieille garde sont encore debout.

Napoléon, qui a tout fait pour prévenir et arrêter ce désordre, se jette au milieu des fuyards, et s'efforce de les rallier derrière un régiment de la garde en réserve à la gauche de Planchenoit avec deux batteries : malheureusement les ténébreuses, qui empêchent de le voir, détruisent tout l'effet accoutumé de sa présence sur les troupes ; en même temps qu'un

tumulte effroyable s'oppose à ce qu'on entende sa voix. Ce fut alors que le prince Jérôme s'écria : *Ici doit mourir tout ce qui s'appelle Bonaparte !*

Entraîné dans la déroute, entouré d'ennemis, Napoléon se place, l'épée à la main, au milieu d'un carré, et veut périr avec les braves qui combattent encore; son dernier champ de bataille sera son tombeau ! Mais les généraux qui sont auprès de Napoléon l'arrachent à la mort qu'il demande et qu'il affronte comme un soldat. « *La mort ne veut pas de vous, lui disent ses grenadiers, retirez-vous !* » Enfin, il se décide à s'éloigner de ce théâtre de destruction sans combat, où sa perte ne serait qu'un malheur de plus pour la France et pour l'armée. Le feu des alliés se fait entendre déjà bien au-delà de l'espace que nos troupes doivent parcourir pour commencer la retraite. Plusieurs officiers et soldats, ne pouvant se servir de leurs armes contre les ennemis, les tournèrent contre eux. On dit même que quelques-uns s'aiderent à accomplir ce dernier sacrifice d'un héroïque désespoir. L'intrépide général Duhesme, blessé, tomba dans les mains des Prussiens qui l'égorgeèrent ! Les Belges ouvrirent de leur courageuse amitié ceux de nos braves qui respiraient encore; ils veillèrent toute la nuit sur le terrain où venait de s'éteindre la gloire des cinquante batailles rangées que les Français avaient gagnées avec Napoléon.

Arrivé à Genappe avec son état-major, l'Empereur essaie d'y réunir quelques troupes pour former l'arrière-garde et mettre un terme aux poursuites de l'ennemi : la nuit, la confusion d'une déroute générale, l'encombrement des hommes et des chevaux, tout s'oppose à la résolution de l'Empereur. Il quitte Genappe, s'arrête quelques heures à Philippeville, et entre, le 20, à Laon, où les gardes nationales d'un côté, les paysans de l'autre, pourvus de toutes sortes d'armes, l'accueillent aux cris de *vive l'Empereur !* et lui proposent le secours de leur

généreux dévouement. Satisfait du courage de ces braves gens, Napoléon les remercie et charge le maréchal Soult de rallier les corps de l'armée, diminuée de vingt-cinq mille hommes, dont huit mille prisonniers et dix-sept mille tués ou blessés; la perte de l'ennemi avait été égale à celle des Français. Jérôme ramène vingt-cinq mille hommes, avec cinquante pièces de canon; la garde impériale, sous les ordres de Morand et de Colbert, se réunit à eux sous les murs d'Avesnes. D'un autre côté, Rapp a reçu l'ordre de venir les rejoindre avec vingt-cinq mille hommes d'élite, et Grouchy, dont le corps d'armée, de trente mille hommes, est intact, opère sa retraite, après avoir battu Thielmann à Wavre, et menacé Bruxelles. Sous peu de jours, Napoléon pourra ouvrir Paris avec cent vingt mille hommes de vieilles troupes et trois cent cinquante bouches à feu.

Il veut rester à Laon et y défendre les approches de la capitale. Le conseil de ses généraux combat ce projet, et le détermine à quitter l'armée pour se rendre à Paris; mais il pressent le sort qui l'y attend : « *Je vais à Paris, dit-il, mais je suis persuadé que vous me faites faire une sottise; ma vraie place est ici; je pourrais y diriger ce qui se passera dans la capitale, et mes frères feraient le reste.* » Après avoir pris cette funeste résolution, Napoléon met la dernière main au bulletin de Waterloo. « *Mon intention, dit-il, est de ne rien dissimuler; il faut, comme après Moscou, révéler à la France la vérité tout entière. J'aurais pu rejeter sur d'autres une partie des malheurs de cette journée; mais le mal est fait : il ne faut plus en parler.* » Napoléon fut bien généreux. Il partit précédé du bulletin funèbre dans le dessein de donner à Paris quarante-huit heures aux préparatifs de sa défense, de rassembler tous les hommes des dépôts et des places, et de revenir à Laon ouvrir la capitale avec tout ce qui reste de la vieille et de la nouvelle armée.

CHAPITRE IV.

ABDICATION DE NAPOLEON. — SEANCES DES CHAMBRES. — NAPOLEON A LA MALMAISON. — SON DEPART POUR ROCHEFORT. — SON ENBARQUEMENT SUR LE BELLEROPHON. — SON ARRIVEE A SAINTE-HELENE.

Le lendemain 21 juin, Napoléon descend à l'Élysée, à quatre heures du matin; il revenait rempli de l'idée qu'une grande dictature lui était nécessaire pour sauver la patrie; il aurait pu s'emparer de l'autorité illimitée, mais il jugeait bien plus utile et plus national qu'elle lui fût déferée par les chambres. Si encore botté, et tout couvert de la poussière du champ de bataille, Napoléon avait suivi sa résolution d'aller droit aux chambres, de leur parler le langage d'une généreuse confiance et d'un grand homme qui sent ses forces, nul doute que sa demande, malgré la conspiration de Fouché, n'eût obtenu le succès qu'il en attendait; nul doute que, traqué par lui, le tableau rapide et vrai des ressources du pays et de tout ce qu'il avait préparé avec tant d'habileté depuis trois mois, n'eût fait partager à tous les esprits sa profonde conviction de la certitude du salut de la France sous son égide. Malheureusement l'excès de la fatigue avait affaibli ses forces physiques. Constamment à cheval depuis le 13, exposé à une affreuse intempérie, ayant donné trois batailles en trois jours et passé la nuit la plus oruelle après Waterloo, il était hors d'état de se présenter et de parler à une grande assemblée. Vaincu par la nécessité, il se mit au bain et se contenta de réunir ses ministres autour de lui. Là du moins son génie et les hautes pensées ne lui manquèrent pas. D'abord le découragement parut régner dans les cœurs, et se manifesta par des paroles peu dignes de ministres français; mais Carnot et Lucien proposèrent des mesures hardies et proportionnées à l'imminence du danger. Ce dernier voulut avec raison qu'on se passât du secours des Chambres, puisqu'on

ne pouvait se confier dans leurs bonnes dispositions. Napoléon espéra que la présence de l'ennemi sur le sol national rendrait aux députés le sentiment de leur devoir, et il comptait d'ailleurs sur l'attachement du peuple et de l'armée, éprouvé tant de fois et jamais démenti. Alors, avec une rare précision, une force d'expression admirable, et un accent qu'on ne saurait définir, il passa en revue tous les moyens de salut qui restaient à la France, produisit une révolution telle dans les esprits, que les plus timides embrassèrent le parti du courage. Le conseil tout entier, même les traitres cachés qu'il renfermait, se montra unanime dans l'adoption des grandes résolutions. Telles étaient les dispositions autour de l'Empereur. Pendant ce temps, la Chambre des Représentans, réunie sous la présidence de Lanjuinais, entendait sortir de la bouche de La Fayette les paroles suivantes, qui étaient une véritable levée de boucliers contre Napoléon :

« Lorsque pour la première fois depuis bien des années, j'élevé une voix que les vieux amis de la liberté reconnaîtront encore, je me sens appelé à vous parler des dangers de la patrie, que vous seuls maintenant avez le pouvoir de sauver... Voici le moment de nous rallier autour du vieux étendard tricolore, celui de 89, celui de la liberté, de l'égalité et de l'ordre public. C'est enfin le seul que nous avons à défendre contre les prétentions étrangères et contre les tentatives intérieures. Permettez à un vétéran de cette cause sacrée, qui fut toujours étranger à l'esprit de faction, de vous soumettre quelques résolutions préalables, dont vous apprécierez, j'espère, la nécessité.

« Art. 1^{er}. La Chambre des Représentans déclare que l'indépendance de la patrie est menacée.

« Art. 2. La Chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison : Quiconque se rendrait coupable de cette tentative, sera déclaré traître à la Patrie, et sur-le-champ jugé comme tel.

« L'armée de ligne et la garde nationale, qui ont combattu et combattent encore pour défendre la liberté, l'indépendance et le territoire de la France, ont bien mérité de la patrie.

« Les ministres de la guerre, des relations extérieures et de l'intérieur, sont invités à se rendre sur-le-champ au sein de l'assemblée, etc. »

« J'appuie la proposition de M. de La Fayette, dit un membre; car, dans quelques instans, la Chambre pourrait être dissoute. »

Les dispositions de l'assemblée, les manœuvres ténébreuses de Fouché qui avait séduit et trompé un assez grand nombre de députés, la crainte illusoire d'une dissolution prochaine à laquelle Napoléon ne pensait aucunement, firent triompher cette proposition dans la Chambre des Représentans; et, bientôt après, dans la Chambre des Pairs, Boissy-d'Anglas aussi se laissa entraîner par la même erreur que La Fayette. Les deux grands pouvoirs de la France ne comprirent pas qu'il était de leur devoir d'organiser contre l'Europe un 18 brumaire, dont Napoléon était le chef indispensable : au lieu de cette dictature, premier besoin de toute patrie en danger, il s'entend menacer de la peine des traîtres par ces mêmes Chambres qui, le 1^{er} de ce mois, lui ont solennellement décerné l'autorité suprême au Champ-de-Mai ! « J'avais bien pensé, dit-il, que j'aurais dû congédier ces gens-là avant mon départ. C'en est fait, ils vont perdre la France ! » Il sentit surtout qu'au lieu de l'abandonner avec si peu de prudence et tant d'indignité, les Représentans, soit par peur, soit par conviction, se rallieraient autour de lui, s'il était encore à la tête des soldats, qui meurent et ne proseraient jamais. Il se repentit vivement de n'avoir pas suivi son impulsion particulière à Laon. Pourtant tout ne lui paraît pas encore désespéré; et d'un autre côté, se rappelant ce que Regnault lui avait déclaré sur les mauvaises dispositions des Chambres, il dit en levant le conseil : « J'abdiquerai s'il le faut..... » Il aurait bien voulu retenir cette imprudente parole; mais elle avait été prononcée devant Fouché qui ne la laissa pas tomber. Cependant, par ses ordres, les ministres, assistés du prince Lucien, se rendent à la Chambre des Représentans, pour leur communiquer les résultats de la bataille de Waterloo, et leur demander de s'unir avec le chef de l'État, dans le noble but de concourir aux mesures de salut public

nécessités par le danger. Mais les esprits se trouvaient trop échauffés pour écouter les conseils de la raison, et Lucien avait en vain démontré que chercher à isoler la nation de l'Empereur, c'était aller au devant des vœux les plus ardents de l'ennemi; néanmoins les explications données par le duc de Vicence et par le prince d'Eckmühl, et les efforts des amis de Napoléon, avaient réussi à lui rallier la majorité. La Fayette, mal inspiré par de généreux sentimens, eut encore le fatal honneur de ranimer la discorde; M. Dupin ne soutint que trop vivement cette nouvelle hostilité, secondé par Manuel, qui, arrivé récemment à Paris, marchait à tâtons et sans expérience sur un théâtre semé d'embûches. La Chambre des Pairs avait montré plus de calme et de jugement; mais elle ne pouvait pas beaucoup influer sur les grandes décisions du moment, et toute la prépondérance publique appartenait à la Chambre élective, qui voulait évidemment l'abdication de Napoléon. Il fallut ou dissoudre les Représentans ou se démettre de la couronne, comme La Fayette le demandait, aux applaudissemens de ses collègues; le premier parti, malgré sa rigueur, était indispensable. Jamais il n'y eut de coup d'État prescrit par une nécessité plus impérieuse; la preuve en était dans l'adoption des propositions du général La Fayette, dirigées contre Napoléon, et aussi contre la population, qui ne douta plus que la dissolution de la Chambre des Représentans ne fut l'objet principal du retour de l'Empereur. Napoléon sent bien ce qu'il pourrait encore avec le peuple; mais tout est tiède ou froid autour de lui : il lit sur les fronts le découragement des âmes; aucun de ses ministres n'élève une voix généreuse. Dans les Chambres ses ennemis vont la tête levée, et redoublent d'audace à mesure que ses conseils et ses amis laissent voir leur manque de résolution ou l'absence du dévouement; on menace même d'exiger de l'Empereur ce qu'on venait de lui demander comme un sacrifice à la France. Il l'apprend. A cette nouvelle, il s'indigne de la violence qu'on veut lui faire; peut-être va-t-il prendre une détermination conforme à la puissance de son caractère et en appeler des Représentans, qui s'égarent, à la nation, que la raison, l'attachement, et surtout les périls de la patrie, rallieront à lui. Il résiste aux lâchetés si contagieuses en de pareilles circonstances, et brave l'orage, non pas dans son intérêt, qui le touche peu, mais pour le pays, dont la situation l'afflige, et qu'il voudrait délivrer des alliés : « Il ne s'agit pas de moi, disait-il à M. Constant; il s'agit de la France. On veut que j'abdique.... C'est autour de moi, autour de mon nom que se groupe l'armée : si j'abdique aujourd'hui, vous n'aurez plus d'armée dans deux jours..... Me repousser quand je

« débarquai à Cannes, je l'aurais conçu..... Si on
 « m'eût renversé il y a quinze jours, c'eût été du
 « courage... Mais je fais partie actuellement de ce
 « que l'étranger attaque. Je fais donc partie de ce
 « que la France doit défendre.... Ce n'est pas la li-
 « berté qui me dépose, c'est Waterloo, c'est la
 « peur..... » Comme il parlait, une foule tumultueuse affluait tout-à-coup dans l'avenue de Marigny, et criait avec enthousiasme : *être l'Empereur !* Les trames et la police de Fouché ne pouvaient empêcher ces témoignages ; elles n'auraient pas pu davantage arrêter la marche de Napoléon, s'il eût voulu se rendre au camp avec tout le peuple, et reprendre le commandement de l'armée. « Que me doivent ceux-ci ? » reprit Napoléon. Je les ai trouvés, je les ai laissés pauvres. L'instinct de la nation essaié les éclaire. La voix du pays parle par leur bouche ; et si je le veux, si je le permets, la Chambre rebelle, dans une heure, n'existera plus..... Mais la vie d'un homme ne vaut pas ce prix : je ne suis pas revenu de l'île d'Elbe pour que Paris fut inondé de sang. » Napoléon se trompait : il n'y aurait point de sang répandu dans Paris ; la garde nationale y eût continué son noble service, et les fédérés, dont la voix le provoquait à se faire le dictateur de la patrie en péril, auraient grossi les rangs de son armée de cinquante mille citoyens aguerris aux tumultes de la politique et aux dangers de la guerre.

Joseph et Lucien même, qui avaient jusqu'alors montré tant de fermeté, n'ont cessé d'insister pour déterminer leur frère à résigner la couronne, et sont parvenus à vaincre enfin sa résistance obstinée : il les appelle au conseil avec tous ses ministres, auxquels il expose froidement la nécessité de son abdication. Elle a déjà été rédigée par Lucien. Le duc de Bassano arrive, et annonce qu'il doit parler contre l'abdication ; Napoléon l'interrompt, et lui dit qu'il n'est plus question que de la forme. On la trouvait vicieuse en ce qu'elle réservait aux frères de Napoléon une part dans le gouvernement ; et ils durent entendre qu'ils n'y étaient pas appelés par la confiance nationale. Un nouveau travail se fit séance tenante, et Lucien écrivit sous la dictée de l'Empereur la déclaration suivante :

« AU PEUPLE FRANÇAIS.

« En commençant la guerre pour l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et le concours de toutes les autorités nationales. J'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en

« sacrifice à la haine des ennemis de la France.
 « Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu seulement qu'à une personne !
 « Ma vie politique est terminée, et je proclame moi-même, sous le titre de *Napoléon II, Empereur des Français*. Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser sans délai la régence par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante.
 « Au palais de l'Élysée, 22 juin 1813.

« NAPOLÉON. »

Cette déclaration fut remise aux ministres pour être communiquée aux deux chambres. Ainsi, Fouché ne tarda pas à jouir de son ouvrage. Cependant, dans l'intervalle de cette communication, celui des ministres d'État qui avait porté la parole à Napoléon pour abdiquer, et qui avait renouvelé cette proposition devant le conseil, vint lui dire que la Chambre des Représentans exigeait son abdication, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Une fois encore, le même homme, député pour le même objet, revint remplir cette mission si pénible. Enfin l'abdication n'arrivant pas assez tôt au gré de la Chambre impatiente, elle députa un officier supérieur de la garde nationale, avec l'ordre de presser auprès de l'Empereur l'envoi de l'acte, dont, pour des intérêts chers, et plus qu'incertains, quelques personnages se montraient si avides. « Ces bons gens, lui dit Napoléon, sont bien pressés. Dites-leur de se tranquilliser. » En effet, dans la Chambre des Représentans, sur la proposition de M. Duebasse, l'Empereur devait être engagé à abdiquer ; mais le général Solignac ayant généreusement représenté qu'il importait à l'honneur de la Chambre de ne pas proposer une chose qui semblait devoir être l'expression libre de la volonté du monarque, la séance fut suspendue jusqu'à l'arrivée du message. Un moment après, le ministre de la guerre vint déclarer qu'à la frontière du Nord l'armée montait encore à soixante mille hommes, et qu'on pouvait la renforcer de dix mille hommes d'infanterie, d'un corps de cavalerie et de deux cents pièces de canon. « Vous aurez, dit-il, une armée assez respectable pour appuyer nos négociations avec un ennemi qui a prouvé qu'il ne tenait pas toujours fidèlement ses promesses. »

A une heure, furent introduits les ministres de la police, de l'intérieur, des relations extérieures et de la guerre. Le président lut la déclaration de l'Empereur, dont ils étaient porteurs. Fouché proposa de nommer, séance tenante, une commission de cinq membres, chargée d'aller auprès des alliés

traiter des intérêts, des droits et de l'indépendance de la France. On observa que ce choix appartenait au pouvoir exécutif, qu'il était urgent d'établir. La chambre arrêta :

« 1^o Que son président et son bureau iraient exprimer à Napoléon, au nom de la nation, la reconnaissance et le respect avec lesquels elle acceptait le noble sacrifice qu'il venait de faire ;

« 2^o Qu'il serait nommé une commission provisoire de gouvernement, dont trois membres choisis dans la Chambre des Représentans, et deux dans la Chambre des Pairs ; et que les ministres continueraient leurs fonctions près de cette commission. »

La chambre vota ensuite l'acceptation de l'abdication de l'Empereur. Le ministre de la guerre demanda, et la Chambre sanctionna la proposition de déclarer traîtres à la patrie tous les militaires de tout grade qui ne se rendraient pas à leur poste.

« J'ai des motifs, dit le prince d'Eckmühl, pour réclamer cette mesure. Des émissaires cherchent à faire déserteur les gardes nationales qui sont dans les places. Prenons garde de ne pas renouveler la faute du gouvernement provisoire, et de laisser désorganiser l'armée. »

La Chambre des Pairs adopta les décisions de la Chambre des Représentans sur la députation à l'Empereur et la nomination de la commission exécutive. Un incident très grave marqua cette séance :

« Il faut s'exprimer franchement, dit La Bédoière, sur la forme de gouvernement que l'on prétend adopter. L'Empereur s'est expliqué ; son abdication est indivisible : elle est nulle si l'on ne reconnaît pas son fils. »

L'article 67 de l'acte additionnel, qui proscrivait la maison de Bourbon, fut aussi rappelé dans la Chambre des Pairs, comme il l'avait été dans l'autre Chambre. On résolut de passer à l'ordre du jour sur ces importantes questions, afin de les laisser entières pour la discussion : elle s'engagea le soir même. Cependant les députations des deux Chambres s'étaient rendues auprès de l'Empereur, qui leur avait répondu :

« Je vous remercie des sentimens que vous m'exprimez. Je désire que mon abdication puisse faire le bonheur de la France, mais je ne l'espère point. Elle laisse l'État sans chef, sans existence politique. Le temps perdu à renverser la monarchie aurait pu être employé à mettre la France en état d'écraser l'ennemi. Je recommande à la Chambre de renforcer promptement les armées. Qui veut la paix doit se préparer à la guerre. Ne mettez pas cette grande nation à la merci des étrangers. Craignez d'être déçus dans vos espérances ; c'est là qu'est le danger. Dans quelque position que je

me trouve, je serai toujours bien si la France est heureuse. Je recommande mon fils à la France ; j'espère qu'elle n'oubliera pas que je n'ai abdiqué que pour lui. Je l'ai fait aussi, ce grand sacrifice, pour le bien de la nation : ce n'est qu'avec ma dynastie qu'elle peut espérer d'être libre, heureuse et indépendante. »

Napoléon prononça cette réponse avec un accent si noble, si touchant, que tous les assistans furent profondément émus, et que Lanjuinais lui-même, qui se laissait entraîner au souffle de la politique de Fouché, ainsi qu'au torrent des idées du moment, ne put retenir ses larmes.

L'abdication de Napoléon mit les passions à l'aise, et les opinions aux prises dans la Chambre des Députés, sur laquelle Fouché exerçait, soit par ses créatures, soit par ceux qu'il trompait, une assez grande influence. Napoléon II et la régence avaient évidemment la majorité dans la Chambre, mais le parti d'Orléans y comptait aussi un bon nombre de défenseurs que le ministre soutenait presque ouvertement, puisqu'il ne craignait pas de dire aux hommes qui conservaient de l'attachement pour le gouvernement républicain : « Mon Dieu, la république, je l'aime tout autant que vous ; mais pour y arriver, il faut passer par l'hôtel d'Orléans. » Ce mot n'était encore qu'un nouveau trait de duplicité. Une intrigue qui remontait assez loin et assez haut s'agitait en faveur du prince de Suède, qui, en 1814, affectait sourdement le trône de Napoléon, après avoir rongé ses armes du sang des Français, et conduit les armées alliées au sein de sa patrie. L'assemblée composée de tels élémens couvait nécessairement des orages dans son sein : on les vit éclater à la séance du 25. Parmi les Représentans qui s'efforçaient de faire déclarer la vacance du trône, M. Mourgues s'empara de la proposition de M. Dupin et lui donna une extension nouvelle. Le ministre d'État Regnault, en la combattant avec toute la force du bon droit et les armes de la raison, commit la faute ou eut la faiblesse de recourir à l'un de ces moyens termes qui ne sont pour l'ordinaire que de coupables nichetés ou des palliatifs dangereux, et ne plaisent que trop souvent à la majorité d'une assemblée fatiguée d'une longue délibération. Il proposa, au lieu du conseil de régence, seule mesure légale et constitutionnelle dans la circonstance, une commission exécutive de cinq membres, qui aurait le choix et la direction des négociateurs à envoyer aux alliés : c'était prononcer de fait l'exhérédation de Napoléon II, et anéantir l'abdication de son père. La proposition de M. Regnault fut adoptée par la Chambre ; ensuite, le conseiller d'État Béranger, après avoir éloquemment établi les droits de Napoléon II, éleva une question importante, en demandant la

responsabilité du gouvernement provisoire. M. Dupin proposa de l'admettre à un serment. Le conseiller d'État Defermont repoussa cette proposition, en déclarant que la Chambre elle-même n'avait point caractère pour recevoir ce serment; et de là, reprenant l'argumentation de Béranger en faveur du droit constitutionnel de Napoléon II à la couronne, il s'exprima avec tant d'énergie, que l'assemblée se leva d'enthousiasme aux cris de *vive l'Empereur Napoléon II!* On demanda et on adopta l'insertion au procès-verbal de ce mouvement de la Chambre. Béranger représenta sa proposition sur la responsabilité des membres du gouvernement provisoire. « Qu'arriverait-il, dit-il, *si l'un d'eux, infidèle à ses devoirs, venait à perdre votre confiance?* » La Chambre garda le silence, mais le nom de Fouché était sur toutes les lèvres. Le conseiller d'État Boulay de la Meurthe reproduisit encore avec succès la grande question de l'hérédité au trône. « N'avez-vous pas une monarchie constitutionnelle? » L'empereur mort, l'Empereur vit. Napoléon I^{er} a déclaré son abdication; vous l'avez acceptée: par cela seul, par la force des choses, par une conséquence irrésistible, Napoléon II est empereur des Français. Vous ne pouvez pas même délibérer; nos lois fondamentales ont décidé la question.... L'abdication de l'Empereur est indivisible... Nous sommes entourés de beaucoup d'intrigants, de factieux qui voudraient faire déclarer le trône vacant... Je veux aller plus loin. Je veux mettre le doigt sur la plaie. Il existe une faction d'Orléans... Il est douteux que le duc d'Orléans veuille accepter la couronne; mais s'il l'acceptait, ce serait pour la rendre à Louis XVIII. — *Je puis l'assurer positivement*, dit un membre. — Je demande, continue Boulay de la Meurthe, que l'assemblée déclare et proclame qu'elle reconnaît Napoléon II pour empereur des Français. »

Cette proposition, qui agite l'assemblée, est vivement soutenue par le ministre d'État Regnault de Saint-Jean-d'Angely; il demande que tous les actes publics et privés soient rédigés au nom de Napoléon II, et qu'on le proclame dans cette séance. Plusieurs membres ont interrompu l'orateur, en substituant *la nation* à tout ce que le comte Regnault rapportait à Napoléon II. M. Dupin suit le même système, et le précise davantage: « ... Nous serions insensés, dit-il, d'abandonner ce que nous pouvons encore espérer d'un héros, pour l'attendre d'un enfant... Je demande si Napoléon II pourra faire ce que son père, par l'acte de son abdication, reconnaît n'avoir pu faire?... Qu'avons-nous à opposer aux ennemis? la nation! C'est au nom de la nation qu'on se battra, qu'on négociera; c'est d'elle qu'on doit attendre le choix du souverain.

« C'est elle qui précède tout gouvernement et qui lui survit... — Que ne proposez-vous la république? » dit un membre. Telle n'était pas la pensée de M. Dupin. Enfin, Manuel, après une improvisation très habile sur la question politique qui occupait la France, l'Europe et les Chambres, après avoir reproduit tous les argumens en faveur de la reconnaissance de Napoléon II, par suite de l'abdication de l'empereur, et révélé dans l'existence du parti républicain, du parti d'Orléans et du parti royaliste, les divisions qui menaçaient la France, conclut en ces termes: « Je répète que, par cela seul qu'on l'a mis en question, Napoléon II doit être reconnu.... Je demande que la Chambre passe à l'ordre du jour, motivé 1^o sur ce que Napoléon II était devenu empereur par le fait de l'abdication de Napoléon I^{er} et par la force des constitutions de l'empire; 2^o sur ce que les deux Chambres avaient voulu et entendu, en nommant une commission de gouvernement, assurer à la nation les garanties dont elle a besoin dans les circonstances extraordinaires où elle se trouve, pour conserver sa liberté et son repos. » Ceci se rapportait à l'incertitude que l'orateur avait signalée sur l'espèce de régence qui serait donnée au souverain mineur. Cette proposition passa à l'unanimité, et, pour la seconde fois, l'assemblée et les tribunes se levèrent au cri de *vive l'Empereur!* Ainsi Napoléon II venait encore d'être proclamé par la Chambre des Représentans.

Les diverses résolutions de la Chambre des Représentans furent portées à la Chambre des Pairs, où la séance du soir devint aussi très orageuse. Les amis de Napoléon ne pouvaient s'endormir sur la proposition de La Bédoyère, appuyée par M. de Ségur.

Le président ouvrit la séance et rapporta les dernières paroles de l'Empereur à la députation: *Je n'ai abdiqué que pour mon fils.* « L'Empereur a abdiqué, dit Lucien Bonaparte, *vive l'Empereur!* » Je demande que la Chambre, par un mouvement unanime et spontané, déclare qu'elle reconnaît Napoléon II comme empereur des Français. » Cette proposition, combattue par Boissy, fut violemment soutenue par La Bédoyère: « Je répète, dit-il, ce que j'ai dit ce matin. Napoléon a abdiqué pour son fils. Si les Chambres ne proclament point Napoléon II, l'abdication est nulle, de toute nullité. J'ai entendu des voix autour du souverain heureux; elles s'en éloignent aujourd'hui qu'il est dans le malheur. Il y a des gens qui ne veulent pas reconnaître Napoléon II, parce qu'ils veulent recevoir la loi de l'étranger, à qui ils donnent le nom d'ALLIÉ. L'abdication de Napoléon est indivisible. Si l'on ne veut pas reconnaître son fils, il doit tenir l'épée, environné des Français qui ont

« versé leur sang pour lui, et qui sont encore couverts de blessures. Il sera abandonné par de vils généraux qui déjà l'ont trahi. Mais si l'on déclare que tout Français qui quittera son drapeau sera couvert d'infamie, sa maison rasée, sa famille proscrite, alors plus de traitres, plus de ces manœuvres qui ont occasionné les dernières catastrophes, et dont peut-être quelques auteurs siègent ici. »

Au milieu du tumulte causé par cette violente improvisation, les cris à l'ordre! se font entendre. « Écoutez-moi! » reprend la Bédoyère. Le président se couvre et le calme se rétablit. La discussion est reprise.

« Qu'é risquons-nous en disant ce qui est? dit le comte de Ségur. Napoléon est mort politiquement, quand il pouvait encore défendre son trône: il ne faut pas que son sacrifice soit inutile. Son successeur est Napoléon II. Le gouvernement provisoire traitera en son nom. Je demande que le gouvernement provisoire prenne le titre de *régence*. » La proposition de Lucien, soutenue par le duc de Bassano, le prince Joseph, les comtes Roderer, Flahaut, Cornudet, est ajournée au lendemain, sur l'avis de Thibaudeau. On s'étonna beaucoup d'entendre le ministre Decrès s'écrier avec véhémence: « Est-ce le moment de s'occuper des personnes? La patrie avant tout. Je demande que la discussion soit fermée. »

Après cette discussion, la Chambre héréditaire, qui avait accueilli les résolutions de la Chambre élective, procéda à la nomination de deux membres du gouvernement. Le choix des Pairs se fixa sur le baron Quinette et le duc de Vicence; les Représentans donnèrent leurs suffrages au général Grenier, au comte Carnot et au duc d'Ortrante, qui obtint, dit-on, la présidence par une supercherie. Dès ce moment, tout était consommé; Fouché occupait la place de Napoléon!

Le gouvernement provisoire ainsi constitué confia au prince d'Essling le commandement en chef de la garde nationale de Paris. La déclaration de Napoléon portait: « Les ministres continueront leurs fonctions sous l'autorité de la commission. » Deux refusèrent de les exercer: le duc de Cambacérès et le duc de Bassano. Boulay de la Meurthe et Berlier les remplacèrent, l'un à la justice, l'autre à la secrétairerie d'État: M. Bignon remplaçait le duc de Vicence aux relations extérieures. Le ministre de la guerre se chargea de la défense de Paris; le maréchal Jourdan eut le commandement de l'armée du Rhin, M. de Pontécoulant, de La Fayette, Sébastiani, d'Argenson et Laforest, nommés plénipotentiaires, furent partis avec la mission d'aller porter aux alliés des paroles de paix.

Aussitôt après son installation, le gouvernement provisoire fut présenté à Napoléon: en y retrouvant deux de ses ministres et un de ses conseillers d'État, il dut se croire suffisamment garanti sous le rapport des égards et de sa sûreté personnelle. Le 27, MM. Andréossi et Boissy-d'Anglas, Valence, Flaugergues et La Besnardière, furent envoyés auprès de Wellington pour négocier un armistice.

Le gouvernement provisoire arrêta que tous ses actes seraient publiés au nom du peuple français. Cette étrange disposition amena la demande d'une explication de la part de la Chambre étonnée. Sommé de s'expliquer, le duc d'Ortrante dit que, puisque Napoléon II n'avait encore été reconnu par aucune puissance, on ne pouvait traiter en son nom, et qu'il avait fallu ôter aux ennemis tout prétexte à un refus de négocier. Ces paroles condamnaient évidemment ou détruisaient de fait la reconnaissance de Napoléon II, consacrée par l'adoption de l'amendement politique du représentant Manuel et par les suffrages de la Chambre des Pairs. Ainsi cette commission éphémère de gouvernement prouvait qu'elle ne reconnaissait pas le fils de Napoléon comme son successeur, tandis qu'elle n'était elle-même qu'un résultat de l'abdication faite en faveur de cet enfant, solennellement proclamé empereur. Cependant, le 28 juin, la législature déclara Paris en état de siège, appela l'armée du Nord pour défendre la capitale au dehors, la garde nationale et les tirailleurs pour la défendre au dedans. Il n'était point question des fédérés, quoiqu'on eût consacré l'acceptation de leur secours, en lisant à la tribune leurs généreuses propositions de se dévouer au salut commun. Les Chambres votèrent aussi des adresses patriotiques aux armées et au peuple français. Ce malheureux peuple, battu par tant d'orages, en butte à tant de chances diverses, avait reçu, dans le court espace de dix-huit mois, des proclamations de Napoléon, de la régence, des souverains étrangers, du gouvernement provisoire Talleyrand, du comte d'Artois, comme lieutenant-général du royaume; de son frère remonté sur le trône, de ce même prince, parlant de nouveau pour un exil dont le terme était incertain; puis de Napoléon, des Chambres, du gouvernement provisoire Fouché: il allait en recevoir encore des souverains alliés, et enfin de Louis XVIII, prêt à reprendre la couronne. Heureusement l'histoire offre peu d'exemples de ce jeu bizarre de la fortune, qui condamne une nation à flotter nécessairement entre des vœux, des intérêts et des devoirs, si opposés. La raison publique dut être long-temps ébranlée par le choc de ces singulières commotions; mais un grand peuple ne périt jamais corps et biens; il survit aux tempêtes par sa propre force.

Le 30 juin, le prince d'Eckmühl, ministre de la guerre, écrivait du quartier-général de la Vilette à lord Wellington : « Vos mouvements hostiles continuent, quoique, *suivant leurs déclarations*, les motifs de la guerre que nous font les souverains alliés n'existent plus, puisque l'empereur Napoléon a abdiqué. » Et il lui demandait, en attendant la décision du congrès, un armistice pareil à celui que le maréchal Suchet venait de conclure à Chambéry avec les généraux antriebiens, dont les instructions devaient être semblables à celles de Wellington. D'un autre côté, nos plénipotentiaires recevaient de nos alliés l'assurance de l'intention la plus prononcée de *n'imposer à la France aucune forme de gouvernement*.

Mais la commission provisoire, sans perdre de vue un moment l'hôte encore si redoutable de l'Élysée, ne paraissait occupée que des intérêts généraux, et ne s'apercevait pas de toutes les manœuvres de son président, dans un intérêt purement personnel. Fouché, qui seul sans doute était dans le secret de l'avenir, présidait lui-même avec une imperturbable duplicité aux soins de la guerre et aux soins de la pacification. Bien que déjà éclairé sur l'issue de la situation actuelle, il ne négligeait aucun moyen, soit par les communications, soit par les actes du gouvernement, soit enfin par des déclarations privées, d'entretenir à la fois la nation, l'armée, les Chambres, les alliés, et enfin le Roi dans une égale confiance. L'armée était organisée et rassemblée pour la défense de Paris. Le maréchal Grouchy avait ramené quarante mille hommes et cent cinquante pièces de canon, après avoir battu les Prussiens à Wavre. Il était parvenu à suspendre à Soissons la marche de l'ennemi, qui, maître de Compiègne, de Senlis, de Creil, était déjà plus près que lui de Paris : ce maréchal avait reçu le commandement de l'armée du Nord, appelée à la défense de la capitale. Le premier et le sixième corps se trouvaient sous les ordres du général Reille ; le troisième et le quatrième corps, ainsi que la cavalerie du général Exelmans, obéissaient au général Vandamme. Drouot, le compagnon de Napoléon à l'île d'Elbe, commandait la garde, et le plus grand homme de guerre après Napoléon, Masséna, était à la tête de la garde nationale parisienne. D'un autre côté, M. de Vitrolles, que Napoléon n'avait pas voulu faire juger, était plus que libre, et exerçait publiquement à Paris et au quartier-général des fonctions confidentielles. D'accusé il était devenu protecteur, depuis la funeste résolution de l'abdication. Mais tant que l'Empereur reste à l'Élysée, l'armée et même le peuple lui appartiennent par leurs sentimens unanimes ; et les fédérés brûlent du désir de prendre la revanche de 1814, en saisissant ces

mêmes armes que le duc de Feltre, actuellement à Gand, leur avait refusées. Fouché et ses adhérens, les uns engagés dans sa cause par l'intérêt, les autres trompés par sa politique, quelques-uns par des craintes fondées sur de généreux motifs, sentent le besoin d'éloigner promptement celui qui, même désarmé et presque captif, tient encore en échec, à Paris, ses amis et ses ennemis intérieurs, au dehors le roi et l'étranger ; car qui peut calculer les suites de l'apparition subite de Napoléon à la tête de quatre-vingt mille soldats, de la garde nationale et de la population, qui peut-être n'attend que lui pour se dévouer ! Aussi, immédiatement après l'abdication, la peur et la politique, sous le masque du zèle, avaient abordé, auprès de l'Empereur, la question de la pressante nécessité de son départ, et lui-même s'était hâté de déclarer qu'il devait s'éloigner de Paris, dans la crainte que les alliés pussent douter de sa bonne foi et calomnier son abdication. Il mettait son bonheur à exécuter sur-le-champ ses promesses, abandonnant à la conscience de ceux qui avaient accepté l'acte de son dévouement, le soin d'en remplir aussi les conditions. C'était ainsi qu'il avait agi pour la France, lors du traité d'Amiens, et pour lui lors du traité de Fontainebleau. A ces deux époques, qui forment comme le cadre du tableau de son règne, il laissa les parties contractantes en dehors des engagements stipulés. Jusqu'au dernier moment, Napoléon voulut rester fidèle à son grand sacrifice. Le 25 juin, il demanda deux frégates pour le transporter hors de France ; et aussitôt, se décidant à quitter le palais de l'Élysée, trop petit quelques jours auparavant pour contenir la foule empressée des ambitieux et des courtisans, et maintenant déserté par tous ces esclaves de la fortune, il résolut d'attendre la réponse du gouvernement provisoire à la Malmaison, devenue la première station de l'exil.

L'Empereur, descendu deux fois du trône que peut-être il pouvait conserver avec l'appui de la France, a revu l'habitation du premier Consul : il y est reçu par la princesse Hortense. Quelle véritable grandeur lui retrace ce charmant séjour, et quel bonheur la fille de Joséphine, aussi aimable que sa mère, et douée d'une force d'âme qu'on ne lui connaissait pas avant une si cruelle épreuve ! Les images du grand Frédéric, éparses dans les appartemens, les portraits de François II et d'Alexandre, les marbres, les tableaux, tout dans la Malmaison rappelle à Napoléon sa gloire militaire, tout l'entretien de l'armée qui a fait tant de prodiges avec lui. De quel lieu peut-il lui faire de plus touchans, de plus nobles adieux, que de la retraite où si souvent il a trouvé la pensée et le repos de ses victoires ? Aussi adressa-t-il à ses anciens compagnons

d'armes eût belle et dernière proclamation qui avait pour titre :

Napoléon aux braves soldats de l'armée devant Paris.

« SOLDATS !

« Quand je cède à la nécessité qui me force de
« m'éloigner de la brave armée française, j'emporte
« avec moi l'heureuse certitude qu'elle justifiera,
« par les services éminents que la patrie attend
« d'elle, les éloges que nos ennemis eux-mêmes ne
« peuvent pas lui refuser. Soldats ! je suivrai vos
« pas, quoique absent. Je connais tous les corps,
« et aucun d'eux ne remportera aucun avantage
« signalé, que je ne rende justice au courage qu'il
« aura déployé. Vous et moi, nous avons été calom-
« niés. Des hommes indignes d'apprécier vos tra-
« vaux ont vu dans les marques d'attachement que
« vous m'avez données un zèle dont j'étais le seul
« objet ; que vos succès futurs leur apprennent que
« c'était la patrie par-dessus tout que vous serviez
« en m'obéissant, et que si j'ai quelque part à votre
« affection, je le dois à mon ardent amour pour la
« France, notre mère commune. Soldats ! encore
« quelques efforts, et la coalition est dissoute. Na-
« poléon vous reconnaîtra aux coups que vous allez
« porter. Sauvez l'honneur, l'indépendance des
« Français. Soyez jusqu'à la fin tels que je vous ai
« connus depuis vingt ans, et vous serez invinci-
« bles. »

Ces généreux adieux ne parvinrent pas à l'armée, et ne furent pas même publiés dans *le Moniteur* ; ils effrayèrent trop Fouché, dont ils auraient sans doute déconcerté les trames et les projets. Au lieu d'une noble et dernière satisfaction, un nouvel outrage attendait Napoléon. Le lieutenant-général Becker, membre de la Chambre des Représentans, arriva à la Malmaison, envoyé par la commission du gouvernement, qui avait mis sous ses ordres la garde de Napoléon. « L'honneur de la France, disait le ministre de la guerre, commande de veiller à la conservation de la personne de l'Empereur, et au respect qui lui est dû. L'intérêt de la patrie exige qu'on empêche la malveillance de se servir de son nom pour exciter des troubles. »

Napoléon, qui reconnut aussitôt les précautions de la frayeur caeliée sous les apparences hypocrites du zèle, se contenta de répondre au général Becker : « Qu'on aurait dû l'informer officiellement de cette disposition, qu'il regardait comme une affaire de forme et non comme mesure de surveillance, à laquelle il lui semblait d'autant plus inutile de vouloir l'assujétir, qu'il n'avait pas l'intention d'enfreindre ses engagements. » Informé par le

général de la marche du gouvernement et des dispositions des deux Chambres : « Que l'on me donne, » dit-il, les frégates que j'ai demandées, et je pars » à l'instant pour Rochefort. Encore faut-il que je » puisse me rendre à ma destination sans risquer » de tomber entre les mains de mes ennemis. Il me » tarde de sortir de France, afin de me soustraire » aux desseins que l'ennemi a sur ma personne, et » d'échapper à une catastrophe dont l'odieux re- » tomberait sur la nation. » Napoléon était alors mieux inspiré qu'il ne le fut quinze jours après, quand il alla se précipiter dans le péril qu'il avait voulu éviter.

Si la commission de gouvernement avait mis à la disposition de Napoléon, au moment même de sa demande, les deux frégates qu'il réclamait pour se rendre aux États-Unis avec sa famille, la mer était libre, et l'Empereur eût échappé à la coalition. Mais la commission en agit autrement. Le 26, elle chargea le général Becker d'accompagner Napoléon jusqu'à l'île d'Aix, et de rester auprès de sa personne jusqu'à l'arrivée des passe-ports qu'elle avait réclamés de l'Angleterre pour le passage de ce prince en Amérique. Elle donnait en même temps l'ordre au ministre de la marine de faire armer deux frégates à Rochefort, en leur fixant les États-Unis pour destination. Par cette dernière mesure, elle donna l'éveil aux Anglais sur le point de l'embarquement, et remit volontairement entre leurs mains le sort de Napoléon. En effet, elle savait bien qu'elle ouvrirait une négociation incertaine dans son issue, qui pouvait traîner en longueur, finir même par un refus ; circonstance dans laquelle Napoléon, dont le départ ne devait avoir lieu avec sécurité que s'il était imprévu, se trouverait à la merci de ses plus cruels ennemis. Mais la sûreté du grand homme parut être un soin secondaire pour la commission.

Napoléon à la Malmaison excitait les alarmes des membres de la commission. Non contents de lui enlever chaque jour, sous de nouveaux prétextes, la plupart des officiers sur le dévouement desquels il pouvait compter, les cinq empereurs, comme il les appelait, écrivirent au ministre de la guerre, le 27 : « Il est indispensable que Napoléon se décide à par- » tir pour l'île d'Aix. S'il ne se résout pas, à la no- » lification de l'arrêté, vous le ferez surveiller à la » Malmaison, de manière à ce qu'il ne puisse s'en » évader. » Fouché, plus inquiet et plus pressant que les autres, manda au général Becker : « En at- » tendant on doit prendre toutes les précautions » pour la sûreté personnelle de Napoléon, et pour » qu'il ne quitte pas le séjour qui lui est momenta- » nément assigné. » Le même jour, le ministre de la guerre, encore plus odieux par son lâche achar-

nement contre l'idole aux pieds de laquelle on l'avait vu si humblement prosterné, préservait au général Becker, en lui renouvelant l'ordre du départ, de faire à Napoléon la notification de la décision de la commission des Cinq, et d'exercer la plus active surveillance pour qu'il ne pût sortir de la Malmaison, dans le cas où il ne se déciderait pas à partir pour l'île d'Alx. La gendarmerie et les troupes étaient mises à la disposition du général Becker pour garder toutes les avenues de la Malmaison. Ainsi Napoléon se voyait emprisonné, écroué par ses ministres et par ses généraux de la veille. Aussi, quand le général Becker eut communiqué ces nouveaux ordres à Napoléon, ce prince le chargea de déclarer au maréchal Davoust que : « les communications n'étant plus libres, il renonçait au voyage; qu'il ne trouvait pas de garantie suffisante pour sa personne. Qu d'ailleurs, en arrivant à cette première destination, il se considérait comme prisonnier, puisque son départ de l'île d'Alx devait dépendre des pass-ports, qui lui seraient sans doute refusés, pour se rendre en Amérique. D'après cela, ajouta Napoléon, je suis décidé à recevoir mon arrêt à la Malmaison, et, en attendant qu'il soit statué sur mon sort par le duc de Wellington, auquel le gouvernement peut annoncer ma résignation, je resterai à la Malmaison, persuadé que l'on n'entreprendra rien contre moi qui ne soit digne de la nation et de son gouvernement. » Le général Becker écrivit cette réponse sous la dictée de l'Empereur, qui avait bien jugé la démarche de Fouché auprès de Wellington.

Cependant l'ennemi faisait des progrès et menaçait les environs de la Malmaison; Blücher avait déjà des partis du côté de Saint-Germain. A cette nouvelle, les derniers défenseurs groupés autour de Napoléon, firent des reconnaissances, et le général Becker, suivant les ordres de son prisonnier, brûla le pont de Chatou, qui avait dû sauter, ainsi que celui du Pec; mais ce dernier allait être livré à l'ennemi par un Français, qui oserait demander et qui obtiendrait la récompense d'une telle action ! On transmit au général Becker, le 28, un nouvel ordre de se conformer aux instructions données au ministre de la marine. Le comte Merlin fut chargé de se joindre au général pour déterminer Napoléon à partir. M. Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, venait de recevoir la réponse du duc de Wellington..... « Pour ce qui regarde un passe-ports pour Napoléon Bonaparte pour passer aux États-Unis d'Amérique, je dois prévenir V. E. que je n'ai aucune autorité de mon gouvernement pour donner une réponse quelconque à cette demande..... » Le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe arrivèrent le soir à la Mal-

maison pour décider Napoléon; il leur promit de se mettre en route le lendemain.

Mais avant de monter en voiture, il entendit un coup de canon. Cette explosion devint électrique pour cette âme encore toute guerrière : « Qu'on me nomme général, dit-il vivement au comte Becker, « je commanderai l'armée; je vais en faire la demande, partez de suite.... Expliquez-leur que je ne veux pas ressaisir le pouvoir, que je veux éradiquer l'ennemi et le forcer à traiter d'une manière plus avantageuse avec le peuple français... qu'en suite je poursuivrai ma route... » Blücher, par la plus haute des imprudences, s'était séparé des Anglais, et nul doute que son armée n'eût été écrasée, si l'on avait laissé Napoléon profiter d'une position décisive qu'il avait saisie et jugée avec la rapidité de son coup d'œil militaire. Becker était français, il sentit l'importance de la dernière victoire que le grand capitaine voulait remporter pour le salut commun; et, malgré la rigueur du mandat qui l'attachait à la personne de Napoléon, il partit pour Paris. Sa confiance était un honorable témoignage rendu au caractère de l'Empereur, qu'il croyait avec raison aussi incapable de manquer à sa parole que d'user d'un tel subterfuge pour s'échapper. Des sentimens aussi élevés que ceux du héros, un si généreux sacrifice, ne pouvaient entrer dans l'âme de Fouché. « Est-ce qu'il se moque de nous ? dit-il après la lecture de la lettre de Napoléon; d'ailleurs, il sera sans doute parti, et il est à présent à haranguer les soldats. » Le général se rendit garant de la parole de Napoléon. Cependant, Carnot, trop éclairé pour ne pas comprendre l'à-propos et l'importance de la proposition de Napoléon, penchait à le replacer à la tête de l'armée; mais Fouché, d'autant plus obstiné à défendre l'avis contraire qu'il craignait de voir toutes ses traies coupées tout-à-coup par le succès de Napoléon, succès auquel il croyait plus que personne, parvint à déterminer ses collègues au refus, par des raisons dont quelques-unes ne manquaient pas d'évidence et de force, quoique au fond elles ne servissent qu'à colorer les manœuvres ténébreuses d'un lâche et d'un traître. Les membres de la commission répondirent à l'Empereur : « Que leur devoir envers la patrie et les engagements pris avec les puissances étrangères ne permettaient pas d'accepter son offre. » Carnot fut chargé de porter cette décision. Napoléon parut indigné et affligé d'une conduite aussi opposée au caractère français que nuisible aux intérêts de la France. « Eh bien ! puisque c'est ainsi, partons, partons ! » dit-il au général Becker, qui était de retour des Tuileries. Après cette exclamation, Napoléon chargea M. de Flahaut d'aller à Paris concerter son départ et son embarquement

avec les membres de la commission. Dans l'intervalle de l'absence de cet officier, oubliant les affreuses paroles du prince d'Eckmühl, qui avait osé proposer au conseil la menace de venir arrêter lui-même son empereur, Napoléon fit éclater aux yeux de l'amitié une douleur profonde du refus de la commission; ensuite livré à des mouvements généreux et passionnés, il paraissait vouloir reprendre son épée et courir se mettre à la tête de l'armée sous Paris. « Il faut en finir, disait-il; si vos cinq empereurs ne veulent pas de moi pour sauver la France, je ne passerai de leur consentement. Il me suffira de me montrer, et Paris et l'armée me recevront encore une fois en libérateur. » Mais le malheur de la France, qu'il pouvait accroître en cas de revers, arrêtait ses résolutions. »

Pendant les entretiens si graves qu'amenaient la position de Napoléon, position cruelle sans doute, mais non désespérée, si ce grand caractère n'eût pas trouvé, dans sa haute raison et dans son amour sincère du pays, des motifs puissans pour ne pas écouter les conseils de son audace naturelle, on apprit que les Prussiens se proposaient d'enlever l'Empereur, et que Blücher avait menacé de lui ôter la vie par le plus lâche des crimes, s'il parvenait à se saisir de sa personne. L'Empereur fit alors quelques dispositions pour se mettre à l'abri d'une surprise; mais elles étaient inutiles : ses anciens compagnons d'armes, les soldats, les officiers, les généraux, placés dans la direction de la Malmaison, veillaient sur lui, prêts à verser pour sa défense jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

La proximité de nos troupes du dernier asile de l'Empereur, la crainte que, touché des nouvelles preuves de leur dévouement, Napoléon ne résistât pas à l'envie de se battre à leur tête; que l'armée, toujours idolâtre de son ancien chef, ne vint le reconquérir et le forcer de la conduire à l'ennemi, ou enfin que Blücher ne parvint à réussir à exécuter son odieux projet, jetèrent la commission dans une perplexité dont l'éloignement de Napoléon pouvait seul la tirer. Le 29, à trois heures et demie du matin, elle envoya de nouveau le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe le presser de partir sur-le-champ; il promit de le faire dans la journée. A cinq heures moins un quart, Napoléon, tout troublé intérieurement des adieux de la princesse Hortense, qui avait montré le cœur de sa mère Joséphine dans des momens si cruels, ému des larmes du petit nombre des serviteurs fidèles dont l'avenir l'inquiétait bien plus que le sien, frappé au cœur par le douloureux sentiment d'une séparation éternelle avec la France, mais la contenance ferme, la voix calme, les traits serrens, comme un homme supérieur aux coups de la fortune, se jeta dans la

voiture de l'un de ses officiers, suivi des généraux Bertrand, Rovigo et Becker. La ville en lui avait proposé de se livrer lui-même aux étrangers, à l'empereur Alexandre, par exemple : « Ce dévouement serait beau, avait-il répondu; mais une nation de trente millions d'hommes qui le souffrirait serait à jamais déshonorée.

La commission, par un message du 30 juin, déclara aux deux Chambres les graves considérations qui lui avaient imposé le devoir sacré d'éloigner Napoléon de Paris. L'Empereur avait annoncé l'intention de ne pas s'arrêter dans son voyage, mais il voulait coucher à Rambouillet. Pendant la nuit, il envoya des courriers sur la route afin d'aller au devant des nouvelles de Paris; il pensait que, pressé par l'imminence du danger, éclairé par la nécessité, le gouvernement le rappellerait pour le salut commun. A la pointe du jour, il reçut un courrier, lut la dépêche, et dit au général Becker, en levant au ciel des regards contristés : « C'est fini ! c'en est fait de la France ! Partons. » A huit heures du matin, il quitta la résidence impériale, après avoir donné ordre au concierge de lui envoyer le mobilier de quelques appartemens. La demande qu'il avait aussi faite de la bibliothèque de Trianon, composée de deux mille deux cents volumes, à laquelle il voulait qu'on joignît l'*Iconographie* de Visconti et la *Description de l'Égypte*, l'un des monumens dont sa gloire et sa munificence avaient doté le pays, fut deux jours après la matière d'une communication du gouvernement. La Chambre des Représentans accueillit ce vœu, qui forme un singulier contraste avec la puissance de celui qui disposait naguère des destinées de cent cinquante millions d'hommes ! Dans sa route, Napoléon s'arrêta à la barrière de Tours, s'entretint avec le préfet, et partit ensuite pour Poitiers, d'où il expédia un courrier au préfet maritime de Rochefort.

Le même jour quinze généraux et le ministre de la guerre signaient au camp de la Villette une lettre adressée à la Chambre des Représentans : « Nous sommes en présence de nos ennemis. Nous jurons entre vos mains, à la face du monde, de défendre jusqu'au dernier soupir la cause de notre indépendance et de l'honneur national. On voudrait nous imposer les Bourbons... Dans nos succès on nous a vus grands et généreux ; dans nos revers, si l'on veut nous humilier, nous saurons mourir... » Au même moment, la Chambre des Représentans voit une adresse au peuple français dans le même sens. Elle avait aussi terminé le projet de constitution, qui pouvait encore rallier tous les esprits, en donnant à la patrie autant de défenseurs que de citoyens. A cette occasion, les cris de *vive Napoléon III!* avaient retenti dans l'enceinte législative, et mêlé le nom du jeune

prince à l'espoir de la liberté consacrée par le nouveau pacte social. De son côté, le général Lamarque venait de signer la pacification de la Vendée. Mais l'événement touchait à sa fin pour l'armée, pour les Représentans et les Pairs, pour Napoléon II et pour la commission du gouvernement. En effet, le président, qui agissait en dehors d'elle et la trahissait sans aucune pudeur, sans songer qu'il préparait lui-même sa propre perte, informa les Chambres, le 2 juillet, que l'on traitait d'un armistice au quartier-général du duc de Wellington.

Arrivé à Niort, Napoléon y trouva un triomphe populaire. C'était une perle de la fortune. Sa route était semée d'écueils pour son courage, outre ceux qui se cachaient dans les replis de son âme, ouverte à une profonde douleur, sans cesser de rêver encore de nouvelles espérances. Entrainé par les acclamations des habitans, et par l'enthousiasme de la garnison de Niort, dont la plus forte partie, officiers et soldats, vinrent se jeter à ses pieds, en le suppliant de se mettre à leur tête, et informé qu'il existait déjà à Rochefort de grandes difficultés pour la sortie des frégates, il ordonna au général Becker d'écrire au gouvernement afin de les lui signaler.

« Dites-lui aussi qu'il connaît mal l'esprit de la France; qu'il s'est trop pressé de m'éloigner; que s'il avait accepté ma proposition, les affaires auraient changé de face; que je pourrais encore, au nom de la nation, exercer une grande influence en appuyant les négociations par une armée à laquelle mon nom servirait de point de ralliement... » Au moment où le général Becker, chargé de transmettre ces mémorables paroles, achevait sa lettre, on apprit qu'une forte canonnade avait été entendue le 30; l'Empereur dicta et fit ajouter le *post-scriptum* suivant : « Nous espérons que l'ennemi nous donnera le temps de couvrir Paris, et de voir l'issue des négociations; si, dans cette situation, la croisière anglaise arrête le départ de l'Empereur, vous pouvez disposer de lui comme général, uniquement occupé du désir d'être utile à la patrie. » Il chargeait aussi le général Becker de demander au gouvernement d'autoriser le capitaine de la frégate à communiquer avec le commandant de la station anglaise pour sa sûreté personnelle et pour épargner à la France la douleur et la honte de le voir enlever à son dernier aïlle, pour être livré à la discrétion de ses ennemis. Le 3, Napoléon atteint Rochefort, où l'ennemi prévint à établi sa croisière, il attend la réponse à la lettre écrite de Niort, sous sa dictée, par le général Becker. Cette réponse arriva le 4. Le ministre de la guerre disait : « Les garnisons de Rochefort et de La Rochelle doivent sous préter main forte pour faire embarquer Napoléon. » La commission écrivait également : « Napoléon doit s'embarquer sans délai. Il aurait pu

partir le 29.... Employez la force.... Faites-le partir... Faites-le embarquer... Ses services ne peuvent être acceptés à cause de nos engagements avec les puissances... La commission roit des inconvéniens à ce que Napoléon communique avec l'escadre anglaise... Elle refuse la permission demandée... » Il faut donc tenter absolument le passage sur les frégates. Napoléon ordonne de mettre à la voile. Le vent se lève favorable pour échapper aux Anglais, et dans le cas où l'on ne pourrait se soustraire à leur vigilance, une des frégates leur livrera un combat dont la défaite serait glorieuse, et l'autre, celle qui portera Napoléon, obtiendra l'éternel honneur de le sauver. Chacun alors aurait fait son devoir, même la commission des cinq; mais le commandant, appelé par l'Empereur, lui présente les instructions qu'il a reçues; elles sont précises... « Le gouvernement a fait armer vos frégates pour faire porter Napoléon aux Etats-Unis. Il approuve tout ce qu'exigera le succès de votre mission, et vous ne ferez rien de trop pour sauter l'honneur du gouvernement, en exposant vos bâtimens et votre liberté. »

Cependant, comme cette phrase présente une sorte d'ambiguïté, et qu'au besoin le commandant des frégates peut l'interpréter dans un sens généreux, la commission ajoute : « IL VOUS EST RÉSERVÉ D'ACCOMPLIR VOTRE MISSION, SI LES BÂTIMENS DE L'ÉTAT PEUVENT COURIR QUELQUE DANGER. » Le danger n'est que trop manifeste pour Napoléon, puisque ses trois ministres qui siègent à la commission sont alarmés de celui que peuvent courir les frégates; ainsi, la seule ressource que la prévoyance de la commission avait préparée à Napoléon, en l'envoyant à Rochefort, en avertissant Wellington par la demande d'un sauf-conduit, et en désignant le point de départ dans l'ordre donné au général Becker de conduire à l'île d'Aix L'ENNEMI COMME, cette ressource consiste à se livrer lui-même aux mandataires des vainqueurs de Waterloo! Le refus du commandant des frégates d'obtempérer à la demande de Napoléon est d'autant mieux caractérisé, qu'un navire danois, commandé par M. Besson, officier français, a montré la route aux frégates, il est sorti du port sous les yeux de Napoléon; il échappe à la croisière, et il parcourt librement les mers!!!

Le jour où Napoléon ne peut même plus sortir de France sur un navire français, le 3 juillet, le palais de Saint-Cloud, où tant de fois il reçut la France et l'Europe, le palais de Saint-Claude, devenu le quartier-général de Blücher, voit signer, en vertu des pouvoirs donnés par le maréchal Davoust au baron Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, au général Guillemot, chef d'état-major de l'armée, au comte de Bondi, préfet de la Seine, la

convention qui remet Paris entre les mains des alliés et envoie l'armée au-delà de la Loire, pour y subir un arrêt de dissolution. Ces éphémérides sont tragiques. Elles ont aussi un lendemain bien étrange ; car c'est dans la séance du 4, que le représentant Garat donne lecture de la *déclaration des droits des Français et des principes fondamentaux de leur constitution*. Le 3 le *Moniteur* réunit encore deux actes bien différents dans ses colonnes passives. L'un est la déclaration de la Chambre des Représentans, signée de son président et de son bureau, par laquelle elle publie hautement ses sentimens et ses principes politiques, conformément à la nouvelle constitution :

« Les troupes des puissances alliées vont occuper la capitale.... La Chambre des Représentans n'en continuera pas moins de siéger au milieu des habitans de Paris, où la volonté expresse du peuple a appelé ses mandataires.... Elle déclare qu'elle se repose sur le respect des puissances alliées pour l'indépendance de la nation, si positivement exprimé dans leurs manifestes.... Que le gouvernement de la France, quel qu'en puisse être le chef, doit réunir les vœux de la nation légalement émis.... Ainsi, tout gouvernement qui n'aurait d'autres titres que des acclamations et la volonté d'un parti, ou qui serait imposé par la force, tout gouvernement qui n'adopterait pas les couleurs nationales, et ne garantirait point la liberté des citoyens, etc., etc., (les droits du peuple), n'aurait qu'une existence éphémère... Que si les bases énoncées dans cette déclaration pouvaient être méconnues ou violées, les Représentans du peuple... protestent d'avance à la face du monde entier contre la violence et l'usurpation... » L'autre acte était la proclamation de la commission du gouvernement, aussi adressée aux Français. « Dans les circonstances difficiles où les rênes de l'État nous ont été confiées, il n'était pas en notre pouvoir de maîtriser le cours des événemens et d'écartier tous les dangers; mais nous devons défendre les intérêts du peuple et de l'armée, également compromis dans la cause d'un prince abandonné par la fortune et la volonté nationale, etc. » La séance du même jour de la Chambre des Représentans fut consacrée à la discussion de la déclaration des Droits du peuple français. Elle passa à la majorité de trois cent vingt et un votans, sur trois cent soixante-trois!

Le 6, la garde nationale parisienne déclara, par l'organe de ses chefs de légion et de ses majors, qu'elle tiendrait à honneur de consacrer à jamais les couleurs nationales, qui ne pourraient être abandonnées sans danger. Immédiatement après, le *Moniteur* publia cette déclaration du Roi aux Français :

« J'apprends qu'une porte de mon royaume est

ouverte, et j'accours... Je n'ai pas permis qu'aucun prince de ma famille parût dans les rangs des étrangers... Mon gouvernement devait faire des fautes : peut-être en a-t-il fait... Il est des temps où les intentions les plus pures ne suffisent pas pour diriger, et quelquefois même elles égarent. Je promets, moi qui n'ai jamais promis en vain (l'Europe entière le sait), de pardonner, à l'égard des Français égarés, tout ce qui s'est passé depuis le jour où j'ai quitté Lille au milieu de tant de larmes, jusqu'au jour où je suis rentré dans Cambrai au milieu de tant d'acclamations. Cependant le sang de mes sujets a coulé par une trahison dont les annales du monde n'offrent pas d'exemple. Cette trahison a appelé l'étranger dans le cœur de la France : je dois donc, pour la dignité de mon trône, pour l'intérêt de mes peuples, pour le repos de l'Europe, exempter de pardon les instigateurs et les auteurs de cette trame horrible. Ils seront désignés à la vengeance des lois par les deux Chambres, que je me propose de convoquer incessamment.

« Cambrai, 28 juin.

« LOUIS.

« Plus bas :

« Le prince de TALLEYRAND. »

Dans une situation aussi cruelle, où la terre et la mer étaient également fermées à Napoléon par le gouvernement provisoire et par la coalition, ce prince a la générosité de résister aux vives et continuelles instances qu'il reçoit de l'armée victorieuse de Lamark dans la Vendée, et de celle que commande Clausel à Bordeaux. Le fléau de la guerre civile est la tête de Méduse qu'il oppose invinciblement à cette dernière et violente tentation de reparaitre encore à la tête des soldats français qui l'appellent; il congédie, les larmes aux yeux, les généraux, les officiers qui sont venus lui porter ces paroles de la gloire; son sacrifice doit être complet. Il repousse l'idée que le sang français ne coulerait pas pour la patrie, mais pour lui seul. Après la journée de Waterloo, où il a été désobéi et trahi, entouré de nouvelles embûches, presque menacé par un arrêt de mort s'il reste sur le sol français, il a le droit et le pouvoir d'en appeler une dernière fois aux armes; cependant, malgré cette certitude, et quoique rempli du sentiment de sa force, il ne veut pas risquer le sort du pays à ce grand jeu de la fortune qui ne promet qu'un triomphe toujours si voisin de la défaite. D'ailleurs, si l'événement venait à lui être contraire, où fuirait-il après cette dernière catastrophe, qui l'aurait couvert inutilement encore du sang de ses braves? En Corse? il le sait, cette patrie de son obscurité lui est ouverte. Le pourrait, au milieu de

ces mêmes montagnes de la Ronda, où la guerre le fit tressaillir, il y a quarante-six ans, dans le sein de sa mère, défer long-temps toutes les armées de l'Europe. Un sentiment sublime éteint tout-à-coup dans son ame cette séduction puissante de régner, de combattre et de mourir aux lieux qui l'ont vu naître. Il ne sera pas dit que *neul il aura trouvé le port dans le naufrage du peuple français!*

Napoléon résidait à Rochefort, non en fugitif, mais comme prince : reçu par la première autorité du département, accueilli par les acclamations du peuple, il habitait la préfecture, avec les mêmes honneurs qu'aux Tuileries. Toutefois il n'était guère accessible qu'au duc de Rovigo, son ancien ministre, et au général Bertrand, son grand-maréchal. Le 8, après d'assez mauvaises nouvelles, l'Empereur, suivi de Bertrand, de Rovigo, de Becker et de Gourgaud, quitte la France au milieu des témoignages de dévouement et de regrets des militaires et de la population, et monte un canot de dix rameurs, pour aller coucher à bord de *la Saal*. L'équipage de la frégate lui prodigue tous les honneurs dus à sa personne, à son rang, à sa gloire, à son malheur, qui le rendait plus auguste au lieu de le rabaisser. Le lendemain, il descend à l'île d'Aix ; il s'empresse d'inspecter la garnison, de visiter la place, aux cris redoublés de *tirez l'Empereur!* poussés sur son passage par les militaires et les habitants : cette revue est le dernier adieu qu'il fait à la France comme général ; ces acclamations, le dernier adieu qu'il reçoit comme souverain. Il retourne à bord ; mais une dépêche du ministre Decrès, en date du 6, accompagnée du dernier arrêté du gouvernement provisoire, informe le général Becker que si Napoléon *voulait aller à bord de la croisière anglaise, ou directement en Angleterre, il devait faire par écrit au préfet maritime la demande d'un parlementaire; il devait en être de même pour obtenir un atiso, si Napoléon se décidait à partir pour l'Amérique. Sous aucun motif Napoléon ne pouvait débarquer sur le territoire français, sous peine, pour le commandant du bâtiment, de haute trahison.* D'après ces nouvelles et impératives instructions, une péniche fut envoyée à l'île de Ré, pour connaître, par les signaux, le nombre des bâtimens anglais et la position de leurs stations. Ce rapport n'arriva que le 10, et ne contribua qu'à redoubler, dans Napoléon, le supplice de l'irrésolution. Il se décida seulement à faire partir sur-le-champ, en parlementaires, pour l'escadre anglaise, le duc de Rovigo et le comte de Las-Cases, les chargeant de s'informer si l'on avait reçu des saufs-conduits, et comment il serait accueilli en Angleterre s'il y allait demander l'hospitalité. A deux heures, les deux envoyés revinrent avec cette ré-

ponse : Que le commandant de la station anglaise prendrait les ordres de l'amiral, ce qui devait employer trois ou quatre jours. Cette circonstance força donc Napoléon de reprendre les tentatives entretenuës, afin de pouvoir se dérober sur un bâtiment léger aux regards de l'ennemi. Cependant *le Bellérophon*, où avaient abordé Rovigo et Las-Cases, les suivit et vint mouiller dans la rade des Basques; les stations des deux nations furent dès lors très rapprochées.

En conséquence, le 11, le général Lallemand partit sur une péniche à bord de la corvette *la Dayadère*, pour la rivière de Bordeaux. Les marins de Rochefort répodiaient du capitaine. Le 12 seulement, Napoléon apprit par les journaux que le gouvernement royal avait remplacé le gouvernement provisoire, et que les alliés étaient à Paris. Alors, pressé par l'impérieuse nécessité, Napoléon déclara sa volonté d'aller chercher un refuge sur la croisière anglaise. Il fit embarquer ses bagages sur *l'Espérance* et sur *la Sophie*, et retourna à l'île d'Aix, où il voulut attendre le retour du général Lallemand. Son affreuse anxiété fut bientôt portée au comble par l'arrivée de son frère, qui lui confirma toutes les nouvelles de Paris. Joseph lui donna le conseil de prendre à l'instant même un parti quelconque, avant que le nouveau ministère, à la tête duquel se trouvaient Talleyrand et Fouché, ne fit mettre un embargo sur les bâtimens de l'État, et ne lui eulévât tout moyen de salut. Dans le même moment Lallemand revint de sa mission; *la Dayadère* se mettait aux ordres de Napoléon. La rivière de Bordeaux n'était point surveillée : il y avait de plus en partance un bâtiment américain sur lequel on pouvait tromper la croisière. Mais, d'un autre côté, le drapeau blanc flottait déjà sur les forts de la route à parcourir par terre. Il fallait faire quatre lieues de la Trenublaye à Royan, pour éviter le passage de Maumusson ; tel fut le rapport du général Lallemand. Malgré le péril du trajet par terre, ce parti était encore le meilleur. Mais l'idée affreuse et révoltante de pouvoir être arrêté par une patrouille, traduit sur-le-champ devant une commission militaire ou un tribunal prévôtal, comme ayant remis le pied sur le continent français, au mépris des instructions récemment envoyées, souleva l'ame de Napoléon, et, après avoir reçu les adieux de son frère Joseph, qui, de Rochefort, mit à la voile pour l'Amérique, il se détermina à partir, dans la nuit du 13 au 14, sur un bâtiment neutre danois, avec Bertrand, Rovigo, Lallemand et Gourgaud. Un incident domestique fit changer tout-à-coup cette salutaire résolution. Mêmes difficultés avaient eu lieu le 13 au soir pour s'embarquer sur des chasse-marées.

On était au 14 : le temps pressait ; Napoléon dé-

eida enfin que Las-Cases et Lallemand se rendraient en parlementaires à la station anglaise, pour y chercher la réponse aux ouvertures faites le 10. Le capitaine Maitland, commandant le *Bellerophon*, leur dit : « qu'il attendait à chaque minute les ordres relatifs aux saufs-conduits; mais que si l'Empereur voulait, dès cet instant, s'embarquer pour l'Angleterre, il était autorisé à l'y conduire, et à le traiter avec tout le respect et les égards dus au rang qu'il avait occupé. » Le capitaine ajouta : « que, d'après son opinion privée (et plusieurs autres capitaines présents se joignirent à lui), on ne pouvait douter que Napoléon ne trouvât un accueil favorable en Angleterre; que dans ce pays le prince et les ministres n'exerçaient pas le pouvoir arbitraire du continent; que le peuple anglais avait une générosité de sentimens et une libéralité d'opinions supérieures à la souveraineté même. » Ces protestations, où Napoléon vit l'assurance d'une loyale hospitalité, décidèrent et durent décider celui qui avait eu la généreuse pensée de la demander. Mais elles cachaient un piège infâme. En effet, le capitaine qui osait prodiguer ces explications rassurantes avait reçu dès le 7 juillet, de la part de lord Keith, et par l'entremise de sir Henri Hotham, l'injonction de redoubler de vigilance pour intercepter Bonaparte. « S'il vient à être pris, écrivait l'amiral, il doit m'être amené dans cette baie (Plymouth), parce que j'ai des ordres pour disposer de sa personne. » Une autre lettre eu date du 8, écrite au capitaine, en renouvelant l'injonction de redoubler de vigilance afin de s'empêcher de l'Empereur, portait : « Si vous êtes assez heureux pour l'intercepter, vous devez le transférer, avec sa famille, sur le vaisseau que vous commandez, l'y tenir sous bonne et sûre garde, veiller en toute diligence au port le plus voisin d'Angleterre; interdire, à votre arrivée, toute communication avec la terre, et garder le plus profond secret sur toute l'affaire, jusqu'à ce que vous receviez des ordres ultérieurs de l'amiral. » Trop élevé au-dessus des lâches détours auxquels s'abaissait le ministre des volontés de lord Keith, avide de saisir sa proie, Napoléon, persuadé d'ailleurs par le conseil unanime de ses compagnons, qui ne pouvaient soupçonner une telle déloyauté, accepta l'hospitalité du *Bellerophon* avec une noble confiance. Ce sentiment éclata au plus haut degré dans ce qu'il fit écrire au capitaine Maitland par le grand-maréchal, et plus encore dans la lettre suivante, dont il chargea le général Gourgaud pour le prince régent d'Angleterre :

« ALTESSE ROYALE,

« En butte aux factions qui divisent mon pays, et

« à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois que je réclame de V. A. R. comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis.

« Roehfort, 13 juillet 1813.

« NAPOLEON. »

Malgré la convention faite avec le capitaine Maitland, que Gourgaud aurait toutes les facilités pour remplir son message, et remettre à Son Altesse Royale la lettre dont il était porteur, cet officier, expédié à Plymouth sur la corvette le *Slaney*, à bord de laquelle il fut toujours considéré comme parlementaire, reçut de l'amiral Keith la défense de débarquer, et ne put obtenir aucun moyen de communication avec le prince.

Le 13, Napoléon se rendit à bord de l'*Éperrier*; mais à l'instant d'y monter, il dit au général Becker ces belles paroles qui rappellent celles de Crassus à ses soldats : « Retirez-vous, généraux; je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un Français soit venu se livrer à mes ennemis. » Avant ce moment, Napoléon avait remis à cet officier une copie de sa lettre au prince régent, en ajoutant :

« Puisque je suis un obstacle à la paix de l'Europe, je ne puis lui donner une plus grande preuve de ma condescendance à ses désirs, qu'en me livrant à la puissance qui dirige la politique du continent.

« C'est à la postérité qu'appartient désormais le jugement de la conduite des souverains envers la France. En continuant la spoliation de notre patrie, ils seront condamnés par leurs propres 만ifestes; et les monumens historiques que ces grandes catastrophes transmettront aux générations à venir, fixeront l'opinion des siècles futurs sur la grandeur de mes entreprises.

« Que la paix de l'Europe devienne donc le prix de ma renonciation au trône de France! Que l'empereur Alexandre soutienne le caractère de grandeur et de magnanimité qui le distingue dans les circonstances mémorables de son règne; qu'il n'oublie pas que, dans la situation où se trouve l'Europe, le repos de la Russie dépend de la conservation de l'ancienne France. Enfin, que les souverains qui règlent maintenant le sort des nations remplissent leurs engagements, et mes vœux seront remplis. »

L'*Éperrier* eut bientôt transporté à bord du vaisseau-amiral de la station. En mettant le pied sur le

Bellerophon, Napoléon dit au capitaine : « Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. »

Vers les trois heures, l'amiral Hotbam arriva au mouillage sur le *Superbe*, de 74. Il rendit visite à Napoléon, et le pria de venir le lendemain visiter son vaisseau; Napoléon y déjeûna avec toute sa suite. Mais avant de descendre du *Bellerophon*, il s'arrêta sur le pont, où était rangée la garnison, et lui fit faire l'exercice. Le séjour sur le *Bellerophon* se prolongea neuf jours, en raison des calmes et des vents contraires. Napoléon y fut l'objet d'un respect aussi constant que l'admiration de l'équipage. Enfin, le 24, le vaisseau jeta l'ancre dans la rade de Torbay. Là revint Gourgaud, porteur de la fatale nouvelle du refus qu'il avait éprouvé. Il avait dû se dessaisir de la lettre au prince régent; cet augure était funeste. Napoléon n'eut pour distraction du chagrin qu'il ressentit que les acclamations publiques. Aussitôt que l'on eut appris sa présence à bord du *Bellerophon*, la mer se couvrit d'embarcations, et les cris d'enthousiasme qui s'élevèrent de ces bâtiments furent si unanimes, que le capitaine parut craindre l'enlèvement de son hôte, et ordonna de repousser ces canots à coups d'avirons. Deux jours après, il reçut l'ordre d'appareiller pour Plymouth. Là, seulement, le gouvernement britannique devait faire connaître sa décision sur la demande de Napoléon.

A Plymouth, l'affluence devint bien plus considérable qu'à Torbay. Les journaux avaient averti l'Angleterre de l'arrivée de Napoléon; la population sembla se porter tout entière à Plymouth pour voir, pour honorer le grand homme du siècle. Les routes étaient couvertes de voitures; la mer disparaissait sous les barques innombrables qui encombraient la rade; elles luttaient de rapidité et d'adresse pour approcher du *Bellerophon*. A l'heure où Napoléon paraissait sur le pont, toute cette foule le saluait, restait la tête découverte, et, agitant ses chapeaux, remplissait l'air d'acclamations. Napoléon contemplant avec émotion ce respect, cet intérêt universel du peuple britannique. Il voyait qu'en Angleterre aussi, il avait la popularité de la gloire, et que le malheur le mettait en paix avec ce grand pays. L'accueil triomphal qu'il recevait dans le premier port de la Grande-Bretagne devait être pour lui le présage assuré d'une généreuse hospitalité. Mais le peuple anglais ne fut pas consulté par son gouvernement, et bientôt le *Bellerophon* s'entoura de canots armés qui repoussèrent les spectateurs à coups de fusil. Quelques Anglais périrent dans les flots, par suite de la brutalité avec laquelle on exécutait l'ordre d'isoler le *Bellerophon*. Une pareille violence, exercée tout-à-coup contre

ceux qui venaient l'honorer, dut révéler à Napoléon le secret de sa captivité; d'ailleurs, il n'avait pas reçu dans la rade de Plymouth, à son arrivée, la visite de l'amiral Keith, comme il avait reçu au mouillage de Rochefort celle de l'amiral Hotham. Cependant les Anglais ignoraient l'arrêt porté par leur ministère; ils étaient encore abusés à Plymouth, comme Napoléon l'avait été à Torbay. Ils conservaient toujours l'espoir que le condamné de la fortune n'avait plus rien à craindre des hommes: ils se trompaient. Le 30 juillet, lord Keith se rendit à bord du *Bellerophon* avec le chevalier Banbury, sous-secrétaire d'État. Admis en présence de Napoléon, ils lui remirent une pièce ministérielle où on lisait :

« ... Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers notre pays, ni à nos alliés, que le général Bonaparte conserve le moyen de troubler de nouveau la paix du continent. L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence. Le climat est sain, et la situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pourrait faire ailleurs, eu les précautions indispensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne... »

A cette nouvelle, Napoléon opposa les plus énergiques réclamations. Dans le premier moment, il paraissait décidé à mourir au milieu des efforts de sa résistance, plutôt que d'obéir à un arrêt si cruel. « L'idée seule de Sainte-Hélène, disait-il, me fait horreur! Être relégué pour toute sa vie dans une île entre les tropiques à une distance immense du continent, privé de toute communication avec le monde, et de tout ce qu'il renferme de cher à mon cœur! C'est pis que la cage de Tamerlan! Autant aurait valu signer tout de suite mon arrêt de mort. » Mais on fut sourd à ces justes plaintes; la mesure était irrévocablement arrêtée: si Napoléon résistait, les satellites du ministère anglais avaient reçu l'ordre de porter les mains sur lui. L'illustre captif sentit qu'il ne devait pas se commettre à de pareils ennemis; et c'est alors que, du haut de sa raison, il adressa à lord Keith cette lettre qui n'a point d'égalé dans l'histoire des plus grandes victimes de l'inconstance de la fortune :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellerophon*. Je ne suis pas prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était

« agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour
 « venir me mettre sous la protection des lois d'An-
 « gleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellerophon*, je fus
 « sur le foyer du peuple britannique. Si le gouver-
 « nement, en donnant des ordres au capitaine du
 « *Bellerophon* de me recevoir ainsi que ma suite,
 « n'a voulu que me tendre une embûche, il a forfait
 « à l'honneur et flétri son pavillon. Si cet acte se
 « consommait, ce serait en vain que les Anglais
 « voudraient parler désormais de leur loyauté, de
 « leurs lois et de leur liberté. La foi britannique se
 « trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellerophon*.
 « J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi,
 « qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint
 « librement dans son infortune chercher un asile
 « sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pou-
 « vait-il lui donner de son estime et de sa confiance?
 « Mais comment répondit-on en Angleterre à une
 « telle magnanimité? On feignit de tendre une main
 « hospitalière à cet ennemi; et quand il se fut livré
 « de bonne foi, ou l'immola!

« NAPOLÉON.

« A bord du *Bellerophon*, à la mer. »

Ainsi Napoléon s'était tout-à-coup vu enlevé à l'Europe et à la bienveillance publique du peuple anglais par un arrêt clandestin. A cette époque, s'était formé, parmi les officiers de l'illustre proscrit, un projet qu'on pourrait bien appeler la conspiration du désespoir. La grande salle du vaisseau était tapissée d'armes suspendues : il y en avait à peu près pour cinquante personnes. Les braves qui avaient survécu à tant de batailles, et surmonté tant d'obstacles réputés insurmontables, s'élançant tous ensemble jusqu'au capitaine, et s'emparant des armes, auraient fait main basse sur les premiers qui eussent voulu leur résister, et se seraient rendus maîtres du vaisseau. Dans le cas où la victoire leur eût paru impossible à espérer, ils devaient mettre le feu aux poudres, et s'ensevelir avec l'Empereur dans le naufrage commun. Napoléon sembla d'abord adopter ce hardi complot, mais sa raison ne tarda point à le rejeter. « Les Anglais, dit-il, feront un « hurra sur moi; ils m'enlèveront malgré vous et « malgré moi, et j'aurai la douleur de vous voir tous « périr sans pouvoir vous défendre. Loin de moi et « affreux spectacle; il me pousserait jusqu'à mon « dernier soupir. »

Le 4 août l'on appareilla, et le *Bellerophon*, qui n'était point équipé pour une course lointaine, croisa vers l'est dans la Manche, jusqu'à ce que le *Northumberland*, destiné à l'expédition de Sainte-Hélène, fut prêt à recevoir le captif européen. Ce bâtiment était à Portsmouth.

Le 6, le *Bellerophon*, au lieu d'aller attendre le *Northumberland* dans l'excellente rade de Torbay, mouilla à côté dans la mauvaise baie de Starpoint, où parut bientôt le vaisseau de l'exil, escorté de deux frégates ébargées de troupes qui devaient former la garnison de Sainte-Hélène. Cette escadre était sous les ordres de l'amiral Cockburn. Un incident fort singulier avait déterminé le brusque départ de Plymouth. L'amiral Keith prétendit avoir été averti par le télégraphe qu'un officier public était parti de Londres, avec un ordre d'*habeas corpus*, pour réclamer la personne de Napoléon; cet homme se présenta effectivement dans la journée du 4 août. On l'aperçut de loin : lord Keith, afin de l'esquiver, se vit contraint d'abandonner son vaisseau, de gagner un autre bâtiment, et définitivement de mettre en mer, après avoir pris toutes les précautions pour défendre les approches du *Bellerophon*, et s'opposer à ce qu'aucun acte ne fut notifié au capitaine. Lord Keith tremblait que son prisonnier n'échappât à la proscription, en se trouvant tout-à-coup placé sous la protection des lois anglaises qu'il était venu implorer. C'est été un spectacle d'un intérêt bien extraordinaire pour la ville de Londres, de voir Napoléon conduit en prison par un shériff, et, rentré tout-à-coup sous l'empire de la loi commune, se soustraire ainsi à la sentence illégale et despotique que le congrès de Vienne, transplanté à Paris, venait d'improviser contre lui. On s'empressa d'autant plus d'enlever à Napoléon cet étrange moyen de salut, que rien n'aurait pu, ni à Torbay, ni à Plymouth, empêcher l'officier public de faire son devoir.

Les amiraux Keith et Cockburn se rendirent à bord du *Bellerophon*, et remirent à Napoléon un extrait de leurs instructions : « Napoléon et sa suite « doivent être désarmés. L'amiral Cockburn fera « la visite des meubles, et saisira les diamans, l'ar- « gent, les valeurs, afin de l'empêcher d'en faire « un instrument d'évasion. Ces sommes seront ad- « ministrées pour subvenir à ses besoins. » Le cas de mort était prévu. « Le général (c'est le nom affecté « à Napoléon) peut disposer de ses biens par testa- « ment. Le général sera mis en prison s'il essaie de « s'évader. Toutes ses lettres et celles de ses compa- « gnons seront lues par le gouverneur... » On per- « mettait aux généraux Bertrand, Montholon, Gour- « gaud et au chambellan Las-Cases de suivre la victime; les généraux Savary, duc de Rovigo, et Lallemand, tous deux condamnés à mort, étaient exclus du nombre de ses compagnons d'infortune. Jamais en Europe, depuis sa éviscération, jamais outrages plus odieux n'ont souillé la politique d'un gouvernement. La peur qu'inspirait Napoléon à ses ennemis les poursuivait jusque dans son exil, et la haine britannique ne croyait pas pouvoir prendre

trop de précautions pour se tranquilliser elle-même, et rassurer ses magnanimes alliés.

Le 2 août, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie avaient signé cette convention :

« Napoléon Bonaparte étant au pouvoir des souverains alliés, LL. MM. les rois, etc., et les empereurs, etc., ont agréé, en vertu des stipulations du traité du 25 mars 1815 sur les mesures les plus propres à rendre impossible toute entreprise de sa part contre le repos de l'Europe :

« Art. 1^{er}. Napoléon Bonaparte est considéré par les puissances qui ont signé le traité du 20 mars dernier, comme leur prisonnier.

« 2. Sa garde est spécialement confiée au gouvernement britannique. Le choix de la place et des mesures qui peuvent le mieux assurer l'objet de la présente stipulation est réservé à S. M. Britannique.

« 3. Les Cours impériales d'Autriche et de Russie, et la Cour royale de Prusse, nommeront des commissaires pour se rendre et habiter dans la place que le gouvernement de S. M. britannique aura assignée pour la résidence de Napoléon Bonaparte, et qui, sans être responsables de sa garde, s'assureront de sa présence.

« 4. S. M. Louis XVIII est invitée, au nom des quatre Cours ci-dessus mentionnées, d'envoyer pareillement un commissaire français au lieu de la détention de Napoléon Bonaparte.

« 5. S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande s'oblige à remplir les engagements qui lui sont assignés par la présente convention.

« 6. La présente convention sera ratifiée, etc. »

On doit remarquer à cet égard la promptitude avec laquelle la sentence fut exécutée. L'amiral Keith, accompagné du contre-amiral Cockburn, vint la signifier à Napoléon sur le *Bellerophon*, dans la rade de Starpoint, le 6 août. Le lendemain, à deux heures après midi, Napoléon dut quitter la troupeuse hospitalité du *Bellerophon*, pour la prison du *Northumberland*. Là le ton de ses gardiens ou de ses géoliers ébargés : ils affectaient de se couvrir devant lui et de nommer seulement général le souverain dont lord Castlereagh lui-même avait, l'année précédente, reconnu la qualité d'empereur dans la négociation de Châtillon.

Cette époque sera connue dans l'histoire sous le nom d'époque des violations. Les violations de la capitulation de Dresde, de celle de Dantzick et de la convention de Paris, étaient des présages assez certains de la violation d'un droit non moins sacré dans la personne de Napoléon, mais il ne put s'abaisser jusqu'à croire que son infortune et sa confiance ne

seraient pas respectées par le gouvernement d'un grand peuple; il se trompait, comme Alexandre ou César se seraient trompés en pareil cas. Le 10, l'escadre fit voile pour Madère; le 11, Napoléon, dans son cabinet, disait à Gourgaud : « J'aurais mieux fait de ne pas quitter l'Égypte, j'aurais pu m'y maintenir. L'Arabie attend un homme; avec les Français en réserve, les Arabes et les Égyptiens comme auxiliaires, je me serais rendu maître de l'Inde, et j'aurais dominé l'Orient. » Le 13, jour de sa fête, qui fut célébrée sur le vaisseau, Napoléon ne put s'empêcher de donner un souvenir aux époques précédentes de cette solennité annuelle, et de laisser échapper ces tristes paroles dans le sein de l'amitié : « Quelle différence avec ce que nous avons vu quand la France entière était dans l'allégresse ! »

Le 17 août, le *Northumberland* passa en vue du cap de la Hogue. C'est là que Napoléon salua pour la dernière fois la France, par ces mots dignes de lui : « Adieu, adieu, terre des braves ! adieu, chère France ! Quelques traitres de moins, et tu serais encore la grande nation et la maîtresse du monde. » C'était dans la profonde conviction de cette vérité, que ses implacables et lâches adversaires le déportèrent à Sainte-Hélène.

Le 24, on s'arrêta à Madère; le lendemain on fit voile pour Sainte-Hélène. Pendant une si longue navigation, Napoléon, toujours scruiciable à lui-même, ne se démentit pas un moment. Pour les siens il n'avait pas cessé d'être empereur; pour les Anglais, l'un des premiers capitaines, et l'un des plus grands hommes du monde. L'admiration inspirée à l'équipage par Napoléon était telle, que l'amiral Cockburn craignit de le voir devenir maître du vaisseau. Ce même officier, convaincu du vide que l'illustre captif laissait en Europe, et prévoyant le besoin que sa patrie pourrait en avoir plus tard, disait quelquefois : « Peut-être un jour une escadre anglaise ramènera Napoléon en Europe. » Ce mot avait de la portée; en effet, si Napoléon avait survécu deux années de plus à sa chute, la Grande-Bretagne l'aurait rappelé de Sainte-Hélène, et qui sait ce qu'elle eût alors demandé elle-même au vainqueur d'Iéna, de Friedland, et de Wagram ! Les vents furent favorables à la vengeance des rois : le 14 octobre, Napoléon aperçut le rocher qu'il allait habiter; le 15, l'escadre jeta l'ancre à midi, et l'on mit en panne. En regardant Sainte-Hélène de plus près, Napoléon ne put s'empêcher de dire à ses amis : « Ce n'est pas un beau séjour; j'aurais mieux fait de rester en Égypte, je serais aujourd'hui empereur de tout l'Orient. » Le 17, à sept heures et demie, cent et onze jours après son départ de Paris, l'Empereur descendit, avec le maréchal Bertrand et l'amiral anglais, sur cette terre, qui ne devait pas rendre sa proie.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Napoléon à Sainte-Hélène.

CHAPITRE PREMIER.

(1815—1821.)

ÉTABLISSEMENT DE NAPOLÉON À SAINTE-HÉLÈNE. — SA VIE. — LE GOUVERNEUR HUDSON-LOWE. — SA TYRANNIE ENVERS LE PRISONNIER.

Le généreux équipage du *Bellerophon* avait vu avec douleur Napoléon passer, au milieu des hommages du peuple britannique, sous les verroux du *Northumberland*. L'équipage de ce dernier vaisseau, non moins sensible à une infortune si anguste, ne le vit pas, sans frémir, toucher le sol qui devait le dévorer. Le silence, les larmes des officiers, des matelots, des troupes du bord, adieux muets et prophétiques, honorèrent les Anglais et la victime de leur affreux gouvernement. Sur le *Northumberland*, Napoléon venait de passer ses trois derniers mois d'Europe; un canot le jeta tout-à-coup en Afrique; il descendit dans une auberge. Le lendemain, accompagné de l'amiral Cockburn et du général Bertrand, il alla voir, à trois lieues de la ville, la maison de Longwood, qui lui était destinée. Au retour, il s'arrêta à une maison de campagne nommée les Briars (les ronces), et il désira s'établir le jour même dans un petit pavillon, dépendant de la maison de M. Balecombe, plutôt que de rester une autre nuit à l'auberge où, gardé à vue, il avait pu regretter la liberté du *Northumberland*. Le pavillon de Briars

ne formait qu'une pièce au rez-de-chaussée, surmontée d'un grenier; il n'était nullement préparé pour recevoir un tel hôte; mais l'air au moins y était libre, et quelques arbres l'ombrageaient.

Ce lieu, où Napoléon fit placer son lit de camp, devint tout à la fois la chambre à coucher, le salon, la salle à manger et le cabinet de travail. Las-Cases et son fils Emmanuel s'établirent dans le comble, au-dessus de Napoléon. Aux environs, et jusqu'à deux milles de distance, furent dispersés M. et M^e Bertrand; M. et M^e de Montholon, avec leurs enfans; le général Gourgaud, et les serviteurs de Napoléon. A l'entour et au plus près, sont les sentinelles, les corps-de-garde, les postes: il faut avoir affaire à chacun d'eux pour aborder Napoléon, pour lui porter ses vêtemens, son linge, ses alimens. Le ministère anglais a fait du pic de Sainte-Hélène un ponton commandé par sir George Cockburn. Cependant le captif ne paraît pas encore condamné à une mort lente et inévitable; il est seulement écroué à Sainte-Hélène, comme coupable du crime de haute confiance envers le prince régent d'Angleterre; on

ne le traite jusqu'ici que comme un grand prisonnier d'État. Il a d'ailleurs, pour compensation, les soins de la famille de l'honnête et sensible M. Balcombe, qui lui prodigue tous les égards compatibles avec la surveillance sévère, quoique mesurée, de l'amiral; mais quand les commissaires des princes chrétiens seront arrivés et réunis autour du goélier de la Sainte-Alliance, alors l'affreuse nature, qui a élevé les rocsarides de Sainte-Hélène au milieu des abîmes de la mer et des précipices, au sein d'une atmosphère pestilentielle, ne sera plus qu'un faible auxiliaire de l'exécrable tyrannie qui doit attacher l'immortalité du crime au nom de sir Hudson-Lowe. En attendant un supplice que n'a tracé aucun des historiens qui ont transmis de grandes infortunes, Napoléon, qu'on n'a jamais abordé, même sur le *Bellerophon*, que par l'intermédiaire de ses compagnons, voit tout-à-coup entrer brusquement dans sa chambre le capitaine du *Reepol*, qui retourne en Europe, et il lui remet la note suivante, que Las-Cases écrit sous sa dictée rapide :

Note. « L'Empereur désire, par le retour du prochain vaisseau, avoir des nouvelles de sa femme et de son fils, et savoir si celui-ci vit encore. Il profite de cette occasion pour réitérer et faire parvenir au gouvernement britannique les protestations qu'il a déjà faites contre les étranges mesures adoptées contre lui :

« 1^o Le gouvernement l'a déclaré prisonnier de guerre. L'Empereur n'est pas prisonnier de guerre : sa lettre écrite au prince régent, et communiquée au capitaine Maitland avant de se rendre à bord du *Bellerophon*, prouve assez au monde entier les dispositions et la confiance qui l'ont conduit librement sous le pavillon anglais.

« L'Empereur eût pu ne sortir de France que par des stipulations qui eussent prononcé sur ce qui était relatif à sa personne; mais il a dédaigné de mêler des intérêts personnels avec les grands intérêts dont il avait constamment l'esprit occupé. Il eût pu se mettre à la disposition de l'empereur Alexandre, qui avait été son ami, ou de l'empereur François, qui était son beau-père; mais, plein de confiance dans la nation anglaise, il n'a voulu d'autre protection que les lois; et, renouant aux affaires publiques, il n'a cherché d'autre pays que les lieux qui étaient gouvernés par des lois fixes, indépendantes des volontés particulières.

« 2^o Si l'Empereur eût été prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées sur un prisonnier de guerre sont bornés par le droit des gens, et finissent d'ailleurs avec la guerre même.

« 3^o Le gouvernement anglais considérant l'Empereur, même arbitrairement, comme prisonnier de guerre, son droit se trouvait alors borné par le droit

public; ou bien il pouvait, comme il n'y avait point de cartel entre les deux nations dans la guerre actuelle, adopter vis-à-vis de lui les principes des sauvages qui donnent la mort à leurs prisonniers. Ce droit eût été plus humain, plus conforme à la justice que celui de le porter sur cet affreux rocher : la mort qui lui eût été donnée à bord du *Bellerophon* eût été un bienfait en comparaison.

« Nous avons parcouru les contrées les plus infortunées de l'Europe; aucune ne saurait être comparée à cet aride rocher. Privé de tout ce qui peut rendre la vie supportable, il est propre à renouveler à chaque instant les augoisses de la mort. Les premiers principes de la morale chrétienne, et ce grand devoir imposé à l'homme de suivre sa destinee, quelle qu'elle soit, peuvent l'empêcher de mettre lui-même un terme à une si horrible existence : l'Empereur met de la gloire à demeurer au-dessus d'elle; mais si le gouvernement britannique devait persister dans ses violences envers lui, il regarde comme un bienfait qu'il lui fasse donner la mort. »

Le capitaine Desmont part avec cette note, qui aura le sort de la sublime protestation du *Bellerophon*. Napoléon n'en doute pas, et, n'espérant plus rien de la générosité du gouvernement anglais, il continue à se réfugier avec calme dans le souvenir de sa vie passée. En effet, le jour même de l'arrivée à Briars, le lendemain de son débarquement, il s'était occupé à dicter à Las-Cases la campagne d'Italie, à Bertrand celle d'Égypte. Fidèle à ses engagements, il aura le courage d'accomplir à Sainte-Hélène, autant que le lui permettront ses forces, la promesse de l'île d'Elbe : *j'écrirai les grandes choses que nous avons faites*. Les généraux Montholon et Gourgand furent appelés aussi alternativement pour écrire sous sa dictée. Ne pouvant plus tenir l'épée, chacun d'eux se voyait réduit, comme le héros, à tenir la plume, mais c'était servir encore la France et Napoléon, que de retracer la gloire des campagnes d'Italie et d'Égypte, la grandeur du consulat et celle de l'empire.

Quinze jours s'étaient à peine écoulés depuis le débarquement à Sainte-Hélène, que le climat avait déjà attaqué la santé de Napoléon. L'exercice du cheval lui était nécessaire : mais comme il ne put obtenir de l'amiral, qui faisait les fonctions de gouverneur *par intérim*, de n'être pas surveillé dans ses courtes promenades par un officier anglais, il renvoya ses chevaux. Malgré ses premières douleurs physiques et morales, que renouvelait chaque incident de ses longues journées, Napoléon disait à ses compagnons : « Notre situation peut même avoir des attrait. L'univers nous contemple; nous devenons les martyrs d'une cause immortelle. Des millions d'hommes nous pleurent. La patrie sou-

« pire et la gloire est en deuil. Nous luttons ici
 « contre l'oppression des dieux, et les vœux des na-
 « tions sont pour nous... Mes véritables souffrances
 « ne sont point ici. Si je ne considérais que moi,
 « peut-être aurais-je à me réjouir. Les malheurs
 « ont aussi leur bérosme et leur gloire. *L'adversité*
 « *manquait à ma carrière.* Si je fusse mort sur le
 « trône, dans les nuages de ma toute-puissance, je
 « serais demeuré un problème pour bien des gens.
 « Aujourd'hui, grace au malheur, on pourra me
 « juger à nu... »

Un autre jour il leur disait : « A quel infâme
 « traitement ils nous ont réservés ! Ce sont les an-
 « goisses de la mort ! A l'injustice, à la violence, ils
 « joignent l'outrage et les supplices prolongés. Si je
 « leur étais si nuisible, que ne se défaisaient-ils de
 « moi ? Quelques balles dans le cœur ou dans la tête
 « auraient suffi. Il y eût eu au moins quelque énergie
 « dans ce crime. Si ce n'était vous autres, vos femmes
 « surtout, je ne voudrais recevoir ici que la ration
 « d'un simple soldat. Comment les souverains de
 « l'Europe peuvent-ils laisser polluer en moi ce ca-
 « ractère sacré de la souveraineté ? Ne voient-ils pas
 « qu'ils se tuent de leurs propres mains à Sainte-
 « Hélène ? Je suis entré vainqueur dans leurs capi-
 « tales ; si j'y eusse apporté les mêmes sentiments, que
 « seraient-ils devenus ? Ils m'ont tous appelé leur
 « frère ; je l'étais devenu par le choix des peuples,
 « la sanction de la victoire, le caractère de la reli-
 « gion, les alliances de leur politique et de leur
 « sang... Faites vos plaintes, Messieurs, que l'Europe
 « les connaisse et s'en indigne ! Les miennes sont
 « au-dessous de ma dignité et de mon caractère.
 « J'ordonne on je me tais. »

Le 10 décembre, après un séjour d'environ deux
 mois dans le pavillon de Briars, Napoléon alla prendre
 possession de son dernier asile. Il existe dans
 l'île d'heureuses positions offrant de grands arbres,
 des jardins, et d'autres belles habitations, entre
 autres, *Plantation-House*. Des ordres barbares,
 venus de Londres, ne permirent pas à Napoléon de
 s'y établir ; on lui assigna *Longwood*, maison de
 campagne du sous-gouverneur, jadis construite pour
 servir de grange à la Compagnie des Indes, et assise
 sur un plateau élevé de deux mille pieds au-dessus
 du niveau de la mer, sans cesse battu par des vents
 impétueux, par des pluies violentes, qui durent plus
 de la moitié de l'année, et presque toujours couvert
 de nuages épais, d'où s'échappent parfois les rayons
 d'un soleil dévorant. Des rochers à pic, séparés par
 de profonds abîmes, des montagnes escarpées et
 arides, terminent l'horizon de ce théâtre d'une an-
 cienne convulsion de la nature. On éprouve à *Long-*
wood les plus étonnantes variations atmosphériques ;
 en moins d'une heure de temps on passe de la zone

glaciale à la zone torride ; là règnent toute l'année
 des dysenteries, des hépatites aiguës et chroniques,
 affections presque toujours mortelles, et souvent si
 promptes, si terribles, qu'un instant suffit pour porter
 le désordre dans l'économie animale, et détruire la
 puissance des remèdes les plus efficaces. La popula-
 tion n'offre point d'exemple de longévité ; même
 pour un indigène, le terme de quarante-cinq ans
 est le dernier période de la vie commune, vérité
 attestée par les registres de l'état civil. Voilà désor-
 mais la retraite du dominateur de l'Europe, et le
 cimetière où il doit laisser sa cendre ; aussi Napoléon
 disait : « *Ce pays est mortel. Partout où les fleurs*
sont étioilées, l'homme ne peut pas vivre. Ce calcul
n'a point échappé aux éléres de Pitt. Transformer
l'air en instrument de morture, disait encore Napo-
léon, cette idée n'était pas venue au plus farouche
de nos proconsuls ; elle ne pouvoit germer que sur
les bords de la Tamise. »

La maison de *Longwood* se compose de vingt pe-
 tites pièces, presque toutes construites en bois. Pen-
 dant neuf mois, l'humidité en moisit les cloisons, et
 pendant les trois autres, où le soleil des tropiques
 frappe d'aplomb cette demeure, on y respire l'odeur
 infecte du goudron dont elle est enduite. Napoléon
 habite une seule pièce tendue en nankin brun enca-
 dré dans du papier vert ; deux fenêtres de cette pièce
 s'ouvrent sur le camp du 54^e régiment, qui le garde ;
 elle a pour décoration quelques portraits du roi de
 Rome, des deux impératrices, le réveil-matin du
 grand Frédéric, et le lit de fer d'Austerlitz. Un canapé
 chargé de livres, quelques chaises, un guéridon sur
 lequel Napoléon mange seul quelquefois, une com-
 mode qui supporte un grand nécessaire et une ai-
 guière d'argent, complètent l'ameublement de la
 chambre à coucher. Un cabinet de bain est auprès ;
 plus loin un billard et une salle à manger obscure ;
 les officiers de Napoléon sont logés, partie sous le
 même toit que lui, partie dans les demeures voisines.
 Ses serviteurs, au nombre de onze, composent sa
 maison domestique ; un homme excellent, un habile
 médecin, le docteur O'Meara, descendu avec lui du
Northumberland, attaché d'office à l'illustre captif,
 s'est dévoué à lui comme un vieux Français, et
 s'applique à adoucir par ses soins et par son affec-
 tion les mesures tyranniques du gouvernement an-
 glais.

Outre le travail important de ses Mémoires, à la
 rédaction desquels Napoléon associait ses compa-
 gnons d'infortune, des conversations du plus haut
 intérêt avec eux étaient également un des plaisirs
 favoris de son esprit. C'était un penchant bien na-
 turel dans un homme qui avait occupé le monde
 pendant vingt années, que d'aimer à planer sur le
 passé pour y ressaisir la source, les moyens, les

jouissances de sa grandeur, et la justifier, comme s'il parlait à la postérité. Mais loin de se concentrer tout entier en lui-même, par suite de cet égoïsme si exclusif dont on accuse les rois, Napoléon aimait aussi quelquefois à jeter encore des regards d'aigle sur l'avenir de l'Europe et surtout de la France.

Il parlait un jour de sa chute avec une grande impartialité : « C'est sans raison surtout qu'on m'a reproché d'avoir employé des nobles et des émigrés... Ce ne sont point les nobles et les émigrés qui ont amené la restauration ; mais bien plutôt la restauration qui a ressuscité les nobles et les émigrés... Les vrais coupables sont les intrigués de toutes les couleurs et de toutes les doctrines. Fouché n'est point un noble ; Talleyrand n'est pas un émigré ; Angereau et Marmont n'étaient ni l'un ni l'autre... Le bon M. de Ségur, malgré son âge, m'a fait offrir de me suivre... Ce n'est rien de tout cela qui m'a renversé ; mais seulement des catastrophes imprévues, inouïes, des circonstances forcées, cinq cent mille hommes aux portes de la capitale, une révolution encore toute fraîche, une crise trop forte pour les têtes françaises, et surtout une dynastie pas assez ancienne. Je me serais relevé du pied des Pyrénées même, si seulement j'eusse été mon petit-fils ; et, ce que c'est pourtant que la magie du passé ! bien certainement j'étais l'élu des Français. Leur nouveau culte était leur ouvrage ; eh bien ! dès que les anciens ont reparu, voyez avec quelle facilité ils sont retournés aux idoles ! Et comment une autre politique, après tout, eût-elle pu empêcher ce qui m'a perdu ? J'ai été trahi par Marmont, que je pouvais dire mon fils, mon enfant, mon ouvrage ; lui auquel je confiais mes destinées en l'envoyant à Paris, au moment même où il consommait sa trahison et ma perte ! J'ai été trahi par Murat, que de soldat j'avais fait roi, qui était l'époux de ma sœur. J'ai été trahi par Berthier, véritable oison que j'avais fait une espèce d'aigle. J'ai été trahi dans le Sénat précisément par ceux du parti national qui me doivent tout... Si un Macdonald, un Valence, un Montesquiou m'eussent trahi !... mais ils m'ont été fidèles. Que si l'on m'objectait la bêtise de Murat, je répondrais par l'esprit de Marmont... »

« Saint-Jean-d'Acre enlevé, disait-il un autre jour, l'armée française volait à Damas et à Alep. Elle eût été en un clin-d'œil sur l'Euphrate : les chrétiens de la Syrie, les Druses, les chrétiens de l'Arménie se fussent joints à elle : les populations allaient être ébranlées... J'aurais atteint Constantinople et les Indes : j'eusse changé la face du monde. »

Une seule circonstance, peu importante au premier aspect, a interrompu ces grandes destinées ;

en effet, une connivence coupable, et achetée au poids de l'or, ayant fait sortir du Temple sir Sidney Smith qui passait pour avoir voulu incendier la flotte de Brest, et Phélippeaux, ancien camarade de Napoléon à l'école militaire, ces deux hommes parvinrent à enlever notre artillerie de siège, et à ravitailler Saint-Jean-d'Acre au moment où cette ville, battue en brèche par l'armée française, allait succomber. Qu'un homme vénal fût de moins au pouvoir, qu'un chef de bureau inaccessible à la corruption conservât son emploi, Napoléon donnait à l'Europe et à l'Asie le spectacle d'un Mahomet politique, et renouvelait l'empire de Sésostrius ou d'Alexandre.

En avril 1816, après la lecture des papiers publiés, où était vivement retracé l'état déplorable de plusieurs de nos provinces, Napoléon, toujours occupé du sort de la France et du monde, s'écria : « La contre-révolution, même en la laissant aller, doit inévitablement se noyer d'elle-même dans la révolution. Il suffit à présent de l'atmosphère des jeunes idées pour étouffer les vieux féodalistes ; car rien ne saurait désormais détruire ou effacer les grands principes de notre révolution. Ces grandes et belles vérités doivent demeurer à jamais, tant nous les avons entrelacées de lustre, de monuments, de prodiges : nous en avons lavé les premières souillures dans des flots de gloire ; elles seront désormais immortelles. Sorties de la tribune française, cimentées du sang des batailles, décorées des lauriers de la victoire, saluées des acclamations des peuples, sanctionnées par les traités, les alliances des souverains, devenus familières aux oreilles comme à la bouche des rois, elles ne sauraient plus rétrograder. Elles vivent dans la Grande-Bretagne ; elles éclairent l'Amérique ; elles sont nationalisées en France. Volté le trépied d'où jaillira la lumière du monde. Elles le régiront, elles seront la foi, la religion, la morale de tous les peuples ; et cette ère mémorable se rattachera, quoi qu'on en ait voulu dire, à une personne, parce que, après tout, j'ai fait briller le flambeau, consacré les principes, et qu'aujourd'hui la persécution achevée de m'en rendre le Messie. Ainsi, amis et ennemis, tous m'en diront le premier soldat, le grand représentant. »

La lecture des journaux lui inspirait toujours de brillantes et terribles improvisations, qui étaient autant de traits de lumière avec lesquels il semblait éclairer les ténèbres de l'avenir : « Que résultera-t-il de tout cela ? (en parlant de la France) quelques jours après) deux peuples sur un même sol, acharnés, irréconciliables, qui se chamailleront sans relâche et s'extermineront peut-être ! Bien-tôt la même fureur gagnera toute l'Europe. L'Eu-

« rope ne formera bientôt plus que deux partis en-
« nemis : on ne se divisera plus par peuple et par
« territoire, mais par couleur et par opinion; et
« qui peut dire les crises, la durée, les détails de
« tant d'orages? Car l'issue n'en saurait être dou-
« teuse : les lumières et le siècle ne rétrograderont
« pas! Quel malheur que ma chute! j'avais refermé
« l'outre des vents : les baïonnettes l'ont déchiré.
« Je pouvais marcher paisiblement à la régénéra-
« tion universelle! Elle ne s'exécutera désormais
« qu'à travers des tempêtes! »

Les prophéties contenues dans ces deux mor-
ceaux sont empreintes d'une sorte de repentir; il
avait raison quand il disait : *l'adversité manquait
à ma carrière*. De si nobles, de si sublimes aveux
ne seraient pas sortis des nuages de sa toute-puis-
sance; il les aurait gardés pour lui.

Ces idées sont celles qui l'ont le plus constam-
ment dominé sur la terre de l'exil; elles le poursui-
vaient comme des vérités qu'il semblait forcé de
révérer. Le pie de Sainte-Hélène était devenu pour
lui le trépied du destin; il y rendait des oracles sur
le monde dont on l'avait banni. Napoléon prédisant,
dans les fers de la Sainte-Éliane, le triomphe des
doctrines libérales, n'est pas le moins grand phé-
nomène de sa vie.

« ... Les mœurs publiques sont en hausse, et l'ou
« peut prédire qu'elles s'amélioreront graduelle-
« ment par tout le globe. La raison humaine, son
« développement, celui de nos facultés, voilà toute
« la clef sociale, tout le secret du législateur. Il n'y
« a que ceux qui veulent tromper les peuples et les
« gouverner à leur profit, qui peuvent vouloir les
« retenir dans l'ignorance..... Le premier devoir
« d'un prince est de vouloir ce que veut le peuple.
« Il faudra tôt ou tard que la régénération moderne
« s'accomplisse : c'est un vain que les vieilles aris-
« tocraties multiplieraient leurs efforts pour s'y ap-
« poser. C'est la roche de Sisyphe qu'elles tiennent
« élevée au-dessus de leurs têtes; quelques bras se
« laisseront, et au premier début tout éroulera. Le
« vieux système est à bout. Le premier souverain
« qui, au milieu de la première grande mêlée,
« embrassera de bonne foi la cause des peuples, se
« trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra
« tenter ce qu'il voudra. »

Ce qui suit n'est pas moins remarquable, parce
que la raison du grand politique de Sainte-Hélène
prévoit et annonce le ministère de M. Canning, sans
le nommer.

« Le ministère de Castlereagh passera, et celui
« qui lui succédera, héritier de tant de fautes, de-
« viendra grand s'il veut seulement ne pas les con-
« tinuer. Tout son génie peut se borner à laisser
« faire, à obéir aux vents qui soufflent. Au rebours

« de Castlereagh, il n'a qu'à se mettre à la tête des
« idées libérales, au lieu de se liquer avec le pou-
« voir absolu, et il recueillera les bénédictions uni-
« verselles, et tous les torts de l'Angleterre seront
« oubliés. »

Cet oracle extraordinaire était rendu à Sainte-
Hélène!... Peut-être a-t-il donné la mort à Castle-
reagh, et produit Canning.

En parlant ainsi sur les autres, Napoléon sentait
aussi que son propre règne était fini, et que, pour le
continuer, il cût dû se mettre à la tête de l'émanci-
pation des peuples. Une telle autorité est imposante
sur une pareille question. « Il fallait vaincre à Mos-
kou ! » disait-il. Il fallait surtout vaincre à Water-
loo. L'esprit de ces deux campagnes ne se ressem-
blait pas : à Moscou, c'était encore pour l'empire
du monde qu'il avait les armes à la main; à Wa-
terloo, c'était pour l'indépendance de la patrie.
Cette victoire échangeait à elle seule tout son sys-
tème : il exécutait lui-même le 18 brumaire de
l'Empire.

Le 17 avril 1816, le nouveau gouverneur, sir
Hudson-Lowe, fit sa première visite à Longwood.
« Il est hideux, dit Napoléon, c'est une face patibu-
« laire; mais le moral, après tout, peut raccommo-
« der ce que cette figure a de sinistre. »

C'était une barbarie de la part des ministres au-
glais d'avoir relégué Napoléon sous le fatal climat
de Sainte-Hélène; ce fut un crime d'assigner à l'il-
lustre captif sir Hudson-Lowe pour gardien. L'amiral
Cockburn, auquel on donnait un si indigne
successeur, avait paru rigide, traessier, jaloux de
son autorité, violent même; mais il possédait un
cœur d'homme, et son caractère ne manquait pas
de générosité. Sir Hudson-Lowe, accoutumé à mar-
tyriser les soldats français sur ces fameux pontons,
la bonté éternelle de nos voisins, avait un singulier
titre l'honneur comme officier : avec deux mille
hommes et une bonne artillerie, il s'était laissé for-
cer dans l'île inexpugnable de l'après, par le gé-
néral Lamarque à la tête de douze cents baïonnettes
françaises. Il avait rapporté des souvenirs de Tibère
de cette île qu'il n'avait pu défendre; et dans celle
de Sainte-Hélène il s'annonça comme le Séjan de
Bathurst et de Castlereagh. Il débuta par un mot
affreux. Les officiers de Napoléon lui disaient qu'à
Longwood il n'y avait point d'arbres pour se mettre
à l'ombre. *Auss en planterons*, répondit-il. Tel
était le ministre subalterne dont les commissaires
des rois de l'Europe vinrent sanctionner par leur
présence la basse tyrannie, le 17 juin, en apportant
à Sainte-Hélène le bill relatif à la détention de Na-
poléon; car le ministère britannique avait osé faire
convertir en loi l'acte le plus indigne de porter ce
nom sacré.

Rien ne fut oublié par le nouveau gouverneur pour torturer sa victime. Le cheval était absolument nécessaire à Napoléon ; la surveillance indéfectuelle et prochaine qui l'arrêtait à chaque pas le força de se priver d'un exercice indispensable avec sa constitution et ses habitudes ; bientôt même l'espace qu'il parcourait à pied fut tellement circonscrit par les sentinelles multipliées sur son passage, qu'il se vit obligé de renoncer à ses promenades. La transition subite d'une vie laborieuse et agitée à une inaction complète des facultés physiques, suffisait pour porter une atteinte funeste à la constitution du prisonnier. La mauvaise qualité des alimens, la nature de l'eau qui n'était supportable qu'après avoir subi l'épreuve du feu, des privations de toute espèce, le strict nécessaire à peine assuré, et près de manquer quelquefois, la petitesse et l'inconfort d'une maison malaine, devaient accroître incessamment le danger ; mais un tempérament robuste et éprouvé, l'énergie d'un grand caractère, pouvaient triompher de tout, même de l'influence meurtrière du climat ; Hudson-Lowe eut recours à tous les moyens propres à miner et à décomposer les forces morales du captif. La maison de Longwood fut par le fait mise au secret ; on interdit à Napoléon et aux siens toute correspondance avec les habitans de l'île ; on entrava les communications avec les officiers et les soldats de la garnison, et particulièrement avec ceux du brave 65^e, qui, lui rendant cette espèce de culte qu'un grand capitaine obtiendra toujours dans le cœur même des guerriers ses ennemis, admiraient et plaignaient Napoléon sans négliger toutefois aucun de leurs devoirs. Indépendamment de ces vexations journalières, les agens de sir Hudson pénétraient à toute heure dans les appartemens de Longwood ; les occupations, l'état de maladie, le sommeil même si nécessaire au prisonnier, ne suspendaient point ces visites répétées. Ce n'est pas tout : la haine du cabinet britannique avait enlevé d'avance à Napoléon la possibilité de recevoir des nouvelles de sa mère, de sa femme, de ses frères et de ses fils ! Leurs lettres, si on en laissait passer quelques-unes, ne lui arrivaient qu'après avoir été décahétées et lues par des officiers subalternes. Nul moyen d'écrire, même au prince régent, sans soumettre la correspondance au gouverneur : apparemment lord Bathurst craignait que la libre et noble expression des douleurs du grand homme, parvenant directement au prince, ne lui inspirât une résolution généreuse. Vainement Napoléon avait fait demander les journaux anglais et français, et les livres relatifs aux armées qui s'écoulaient pendant son exil ; cette requête si simple avait été rejetée : non content donc de l'enfermer vivant dans une affreuse prison qu'on s'ap-

pliqua à lui montrer comme son tombeau, on voulait encore lui interdire pour jamais tout rapport, même intellectuel, avec la France, l'Europe et le monde. Quelquefois on paraissait se relâcher de la sévérité de cette consigne, mais c'était pour mettre sous ses yeux des fragmens des gazettes et les libelles les plus remplis d'injures débitées contre lui par des misérables qui avaient rampé à ses pieds, et fatigué sa patience de leur servilité intéressée. La mort venait-elle à frapper quelques-uns des objets de son affection, le gouverneur, par un raffinement de barbarie, s'empressait de lui communiquer la fatale nouvelle ; en même temps on lui envoyait toutes les consolations du cœur. Ainsi, ayant appris qu'un voyageur venu d'Europe avait vu Marie-Louise, et touché de ses mains leur enfant, Napoléon, ému jusqu'au fond des entrailles, demanda la permission d'entretenir un instant cet étranger sur des personnes si chères ; un refus cruel fut la réponse de sir Hudson. Napoléon, qui n'avait point abdiqué la première des souverainetés de l'homme, celle de son propre cœur, restait supérieur à ces injures et à ces outrages ; mais à la lecture du discours prononcé dans la Chambre des Pairs, par lord Bathurst, qui, sourd aux instances privées, et opposant de lâches mensonges aux plaintes publiques de lord Holland et des membres les plus distingués de l'opposition, au sujet de la détresse de l'illustre prisonnier sur le rocher de Sainte-Hélène, avait osé affirmer qu'il avait des trésors immenses à sa disposition, il dicta de verve cette éloquentة réfutation, bien moins pour confondre le ministre, que pour être entendu de l'Angleterre et de la France, de l'Europe et de la postérité :

« Vous voulez connaître les trésors de Napoléon.
 « ils sont immenses, il est vrai, mais ils sont exposés
 « au grand jour. Les voici : le beau bassin d'Anvers,
 « celui de Flessingue, capables de contenir les plus
 « nombreuses escadres, et de les préserver des glaces
 « de la mer ; les ouvrages hydrauliques de Dunker-
 « que, du Havre, de Niec ; le gigantesque bassin du
 « Cherbourg ; les ouvrages maritimes de Veuse ; les
 « belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Mayence
 « à Metz, de Bordeaux à Bayonne ; les passages du
 « Simplon, du Mont-Cenis, du Mont-Genève, de la
 « Corniche, qui ouvrent les Alpes dans quatre direc-
 « tions (dans cela seul vous trouveriez plus de 800
 « millions) ; ces passages qui surpassent en hardiesse,
 « en grandeur et en efforts de l'art, tous les travaux
 « des Romains ! les routes des Pyrénées aux Alpes,
 « de Parme à la Spexzia, de Savone en Piémont, les
 « ponts d'Yéna, d'Austerlitz, des Arts, de Sèvres, de
 « Tours, de Rouanne, de Lyon, de Turin, de l'Isère,
 « de la Durance, de Bordeaux, de Rouen, etc., etc.
 « Le canal qui joint le Rhin au Rhône par le Doubs,

« unissant les mers de Hollande avec la Méditerranée; celui qui unit l'Éscaut à la Somme, joignant Amsterdam à Paris; celui qui joint la Rance à la Vilaine; le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du Rhin. Le dessèchement des marais de Bourgoing, du Cotentin, de Rochefort. Le rétablissement de la plupart des églises démolies pendant la révolution; l'élevation de nouvelles; la construction d'un grand nombre d'établissements d'industrie, pour l'extirpation de la mendicité. La construction du Louvre, des greniers publics, de la Banque, du canal de l'Ourcq; la distribution de ses eaux dans la ville de Paris; les nombreux égouts, les quais, les embellissemens et les monumens de cette grande capitale. Les travaux pour l'embellissement de Rome; le rétablissement des manufactures de Lyon; la création de plusieurs centaines de manufactures de coton, de filature et de tissage, qui emploient plusieurs millions d'ouvriers. Des fonds accumulés pour créer plus de quatre cents manufactures de sucre de betteraves pour la consommation d'une partie de la France, qui auraient fourni du sucre au même prix que celui des Indes, si elles eussent continué d'être encouragées seulement encore quatre ans. La substitution du pastel à l'indigo, qu'on fut venu à bout de se procurer en France à la même perfection et à aussi bon marché que cette production des colonies. Le nombre des manufactures pour toute espèce d'objets d'art..., etc., etc. Cinquante millions employés à réparer et à embellir les palais de la couronne. Soixante millions d'ameublemens placés dans les palais de la couronne en France, en Hollande, à Turin, à Rome. Soixante millions de diamans de la couronne, tous achetés avec l'argent de Napoléon. Le *Régent* même, le seul qui restât des anciens diamans de la couronne de France, ayant été retiré par lui des mains des Juifs de Berlin, auxquels il avait été engagé pour trois millions. Le musée Napoléon, estimé à plus de quatre cent millions, et ne contenant que des objets légitimement acquis, ou par de l'argent, ou par des conditions de traités de paix connus de tout le monde, en vertu desquels ces chefs-d'œuvre furent donnés en commutation de cession de territoire ou de contributions. Plusieurs millions amassés pour l'encouragement de l'agriculture, qui est l'intérêt premier de la France. L'institution des courses

« de chevaux, l'introduction des mérinos, etc., etc. Voilà ce qui forme un trésor de plusieurs milliards, qui durera des siècles.

« Voilà les monumens qui confondront la calomnie!!!... L'histoire dira que tout cela fut accompli au milieu de guerres continuelles, sans aucun emprunt, et même lorsque la dette publique diminuait tous les jours, et qu'on avait allégé les taxes de cinquante millions. Des sommes très considérables demeuraient encore dans son trésor particulier. Elles lui étaient conservées par le traité de Fontainebleau, comme résultant des épargnes de sa liste civile et de ses autres revenus privés. Elles furent partagées et n'allèrent pas entièrement dans le trésor public, ni entièrement dans celui de la France!!!... »

Cependant les persécutions continuèrent avec le même caractère à Sainte-Hélène; le gouverneur crut devoir venir se justifier en rejetant sur le ministère anglais tout l'odieux d'une conduite infâme; il prétendait accomplir un devoir. « Le bourreau en fait autant, lui répondit l'Empereur; il exécute aussi les ordres qu'il a reçus. Je ne erois pas qu'un gouvernement soit assez vil pour donner des ordres semblables à ceux que vous faites exécuter... Vous avez plein pouvoir sur mon corps, mais aucun sur mon âme. Cette âme est aussi fière, aussi courageuse, que quand elle commandait à l'Europe. Vous êtes un sbire sicilien et non pas un Anglais. Je vous prie de ne plus revenir, jusqu'à ce que vous apportiez l'ordre de me *dépêcher*: alors vous trouverez toutes les portes ouvertes. » Malgré cette défense, les sicaires de sir Hudson-Lowe voulurent pénétrer dans l'asile de Napoléon; la menace d'une défense désespérée, et la protestation répétée qu'on ne violerait le droit de sa porte qu'en passant sur son cadavre, le débarrassèrent enfin d'un indigne assujétissement. Mais la haine et la inéchangée n'en parvinrent pas moins à leur but, celui de l'assassiner lentement et d'une manière infailible. En effet, pour se dérober à des persécutions sans relâche et sans fin, Napoléon résolut de se confiner dans son étroite et fatale demeure, et avança ainsi, par le défaut d'exercice et surtout par le travail immense que nécessitait la rédaction de ses Mémoires, l'époque à laquelle, suivant son énergique expression, le ciel de Sainte-Hélène, chargé du forfait de sa mort, devait le consommer.

CHAPITRE II.

MALADIE, MORT, TESTAMENT DE NAPOLÉON.

La comte de Las-Cases, chambellan de Napoléon, à qui l'on doit de précieux et de touchans souvenirs des quinze premiers mois de Sainte-Hélène, avait été arraché à la confiance, à l'amitié du captif, par son impitoyable gardien. Une lettre insignifiante, confiée à un voyageur, sans avoir été remise ouverte au gouverneur, suivant la règle imposée par ce géôlier ombrageux, fut la cause innocente de l'enlèvement de M. de Las-Cases et de ce jeune Emmanuel, son fils, alors enfant, qui depuis est allé venger publiquement à Londres, sur la personne de sir Hudson-Lowe, les outrages faits à son père et à Napoléon. Ce prince les vit, de sa fenêtre, entraîner par des soldats. Un autre calcul de la barbarie envenimée par la peur, qui tourmentait jour et nuit le géôlier de Longwood, ravit de même au malade le médecin du *Northumberland*, O'Meara, qui avait obtenu et mérité sa confiance. Le docteur O'Meara s'était rendu bien euable aux yeux de Hudson-Lowe : il était aimé de Napoléon, il l'aimait; et, crime irrémissible! il avait voulu épargner un crime à sa patrie, en écrivant au ministère que l'air de Sainte-Hélène suffisait pour tuer le prisonnier. Pour surcroît de malheur, le général Gourgaud, qui, de retour en Europe, n'a cessé de défendre Napoléon pendant sa vie et après sa mort, fut condamné, par le délabrement total d'une santé depuis long-temps chancelante, à rompre le ban d'une fidélité qui lui était bien chère. Ainsi Napoléon se trouva tout-à-coup privé de quatre compagnons qui, par la variété de leurs services et par celles de leurs connaissances, contribuaient chaque jour à lui alléger le fardeau de l'existence. Il n'avait plus auprès de lui que les généraux Bertrand et Montholon.

Malgré la défense du gouverneur, O'Meara était allé rendre compte à Napoléon de la nécessité de son

départ. « Le crime s'en consommera plus vite, lui dit « Napoléon.... Quand vous serez arrivé en Europe, « vous irez trouver mon frère Joseph, vous lui direz « que je désire qu'il vous donne le paquet conte- « nant les lettres particulières et confidentielles qui « m'ont été écrites par les empereurs Alexandre et « François, par le roi de Prusse et les autres souve- « rains de l'Europe, que je lui ai confié à Rochefort (1).

« Vous les publierez pour couvrir de honte ces « souverains, et découvrir au monde l'hommage vil « que ces orgueilleux vassaux me rendaient, quand « ils sollicitaient des faveurs ou me suppliaient pour « leurs trônes. Lorsque j'étais fort, et que j'avais le « pouvoir en main, ils briguaient ma protection et « l'honneur de mon alliance, et ils lèchèrent la pous- « sière de mes pieds : maintenant, que je suis vaincu, « ils m'oppriment lâchement, et me séparent de ma « femme et de mon enfant. »

Napoléon recommanda ensuite au docteur de tâcher de lui envoyer des renseignemens authentiques sur la manière dont son fils était élevé. « Qu'il n'ou- « blie jamais, dit-il, qu'il est né prince français! « Adieu, O'Meara, nous ne nous reverrons plus! »

Le docteur Stokoë, chirurgien du vaisseau *le Conquérant*, remplaça le docteur O'Meara, et fut aussi congédié par le gouverneur. Napoléon resta sans médecin pendant près d'une année. Ce fut après cette période, et lorsque la maladie avait eu le temps de prendre un caractère incurable, qu'il vit arriver le docteur Antomarchi, professeur de Florence, et les chapelains Buonavita et Vignali, envoyés de Rome par le cardinal Fesch, tous les trois compatriotes de Napoléon. Ils lui apportaient les vœux de la terre natale; ils devaient bientôt y porter ses der-

(1) Voyez la note A, à la fin du livre.

niers adieux. La première entrevue avec Antomarchi, qui eut lieu le 25 septembre 1819, brisa son ame émue par les souvenirs les plus tendres. Il reçut alors avec transport le portrait de son fils, qu'il contempla long-temps, les yeux pleins de larmes. « Cher enfant, s'il n'est pas victime de quelque infamie politique, il ne sera pas indigne de celui dont il tient le jour. » Quelque temps après cette scène, suivie de plusieurs autres où l'amour paternel avait éclaté avec toute la tendresse possible, l'Empereur, rentrant accablé de fatigue, et ne sachant que faire pour combattre une mauvaise disposition, se saisit d'un Racine, et ouvrit le livre à *Andromaque*. « *Andromaque*, dit-il, c'est la pièce des pères malheureux. » Puis il se mit à lire quelques vers; mais l'ouvrage lui tomba des mains à ce passage fameux :

Je passai jusqu'aux lieux où l'on garde mes fils;
Puisqu'une fois le jour vous souffrez que je voie
Le seul bien qui me reste et d'Hector et de Troie,
J'allais, seigneur, pleurer un moment avec lui;
Je ne l'ai point encore embrassé aujourd'hui.

Au milieu des plus cruelles souffrances, un de ses plaisirs les plus doux était d'appeler les enfans du grand-maréchal, d'assister à leurs jeux et d'accommoder leurs différends; il se prêtait à ce rôle avec une complaisance toute paternelle; mais ces distractions, de famille en quelque sorte, ne le détournèrent pas des hautes pensées et des généreux sentimens. L'amour de la patrie occupait surtout cette grande ame, à laquelle on a voulu refuser la sensibilité, parce que chez lui la sensibilité ardente, et même pleine de tendresse, était modérée par la puissance aux prises avec tous les périls, avec tous les embarras et toutes les extrémités des choses humaines. Sur son roc de Prométhée, Napoléon ne parlait de la Corse qu'avec une affection toute filiale. « Ah! docteur, « quels souvenirs la Corse m'a laissés! Je jouis encore « de ses sites, de ses montagnes; je la foule, je la « reconnais à l'odeur qu'elle exhale. Je voulais l'améliorer, la rendre heureuse, tout faire en un mot « pour elle : le reste de la France n'eût pas désapprouvé ma prédilection. » Ensuite, après avoir détaillé tous ses projets de grandeur pour le pays qui l'a vu naître, il s'écria : « *La patrie! la patrie!* Si Sainte-Hélène était la France, je me plainrais sur cet affreux rocher. » Les bons soins du médecin, la docilité du malade, si habituellement rebelle aux prescriptions de l'art, avaient produit un mieux sensible dans son état. Le 15 novembre, il marchait dans son jardin; faible encore, il s'assit, promena ses regards à droite et à gauche, et dit au docteur Antomarchi avec une expression pénible : « Ab! où est la France?

« où est son riant climat? Si je pouvais respirer au « moins un peu d'air qui eût touché cet heureux « pays! Quel spécifique que le sol qui nous a vu « naître! Anté réparerait ses forces en touchant la « terre : ce prodige se renouvellerait pour moi; je le « sens, je serais revivifiée si j'apercevais nos côtes! » « Nos côtes! j'oubliais que la lâcheté a fait une sur- « prise à la victoire; on n'appelle pas de ses dé- « sions. »

L'année 1819 s'écoula dans les alternatives de maladie et de rétablissement, qui aboutirent à une rechute grave et dont l'issue ne pouvait que donner de fortes inquiétudes. Cependant, malgré ses souffrances et un dépérissement visible, la mémoire de Napoléon toujours présente, son imagination toujours la même, lui retraçaient les événemens avec une fidélité admirable et les coloraient avec une étonnante richesse. Dans le récit de ses campagnes d'Italie et d'Égypte, il lui échappait des éclairs de génie semblables à ceux qui jaillissent d'un horizon enflammé.

La maladie continua avec les mêmes vicissitudes en 1820. Dans les premiers mois de l'année, Napoléon semblait avoir repris la santé, grâce à une vie plus active et aux travaux du jardinage, auxquels il avait eu recours sur la foi de son médecin. Illusion trompeuse! l'affection était trop grave pour guérir sous un climat aussi propre à développer son énergie. Cette situation du malade, prévue et annoncée par la correspondance et la relation du docteur O'Meara et par les rapports du docteur Stoköf, était connue en Angleterre; le 20 juillet, le fidèle O'Meara, toujours attentif à l'état de son illustre ami, écrivit à lord Bathurst :

« Votre Seigneurie me rendra la justice de se rap- « peler que la crise, actuellement arrivée, a été pré- « dite par moi, et officiellement annoncée à l'ami- « rauté, à mon retour de Sainte-Hélène, en 1818. « Un temps bien court a trop malheureusement jus- « tifié une opinion que le simple bon sens suffisait « pour faire prononcer, et que la probité la plus or- « dinaire obligent de divulguer. » La déclaration du docteur, aussi remarquable par la précision des faits que par l'énergie de l'expression, devait ôter tout prétexte de doute au ministre anglais. Elle portait : « *Que la mort prématurée de Napoléon « était aussi certaine, sinon aussi prochaine, si ce « même traitement était continué à son égard, que « si on l'avait livré au bourreau.* » Le digne M. O'Meara sollicitait, par la même lettre, la permission de retourner à Sainte-Hélène pour y donner des soins à Napoléon, dont il avait, pendant trois ans, étudié la constitution. Il demandait à partir gratuitement, et même à résider à ses frais auprès du patient. L'expression si énergique de patient avait été proposée

par le grand-maréchal Bertrand, et acceptée par le gouverneur sir Hudson-Lowe, en remplacement des qualifications d'empereur et de général, dont l'une répugnait aux Anglais et l'autre aux Français. Lord Bathurst ne voulut point écouter la proposition du courageux O'Meara, et accepta sans hésiter la responsabilité d'un refus qui équivalait presque à un arrêt de mort. Dans l'île fatale, comme à Londres, on prévoyait la fin de la douloureuse agooie de Sainte-Hélène. Le 20 juillet, le docteur Antomarehi adressa au docteur Colonna, pour être communiquée à la famille de Napoléon, une lettre qui annonçait, non pas un danger imminent, mais le désespoir de la guérison. Cependant le 31 du mois, le malade paraissait rétabli; il reprit avec plaisir ses habitudes matinales; mais le feu couvait sous la cendre; le physique se décomposait par degrés, et le moral était affecté. Les bruits alarmans répandus sur Napoléon II avaient porté une vive et profonde atteinte au cœur paternel; heureusement la nouvelle arriva que l'enfant avait été promu au grade de caporal. Assuré ainsi de l'existence de son fils qu'il avait cru mort: « Ah! je respire! » s'écria-t-il; et suivant sa coutume, il se jeta sur d'autres souvenirs pour dissimuler son émotion. Vers le 15 septembre, les symptômes fâcheux ayant reparu avec un caractère de violence, une lettre pressante sur l'état critique de Napoléon fut adressée, par le comte Bertrand, au lord Liverpool, et ne produisit encore aucun effet. Il fallait autre chose afin de convaincre lord Bathurst, qui avait pour Napoléon la dureté de cœur d'un émule de Castlereagh, et que rassuraient sans cesse les mensonges de sir Hudson-Lowe.

De nobles souvenirs de l'Italie et de la France, de touchantes images de sa famille, remplissent les intervalles des souffrances du malade, et ne l'empêchent pas de prononcer chaque jour son arrêt lui-même, malgré les déceptions par lesquelles la pitié du médecin cherche à lui déguiser la triste vérité. La douleur de la mort de sa sœur, la princesse Élisabeth, rappelle Napoléon à cette idée fixe de sa fin prochaine: « Je n'ai plus ni forces, ni activité, ni énergie, je ne suis plus Napoléon, dit-il à son médecin, « Vous cherchez en vain à me rendre l'espérance, à rappeler la vie prête à s'éteindre. Vos soins ne peuvent rien contre la destinée; elle est immuable. La première personne de notre famille qui doit suivre Élisabeth dans la tombe est ce grand Napoléon qui végète, qui plie sous le faix, et qui pourtant tient encore l'Europe en alarmes. » Il ne se trompait pas. En effet, les révolutions d'Espagne et de Naples, qu'il apprit au mois de janvier 1820, avaient porté au plus haut degré les alarmes qu'inspirait à l'Angleterre celui qu'elle retenait comme

enchaîné dans une prison inaccessible, entouré de tous côtés par des troupes nombreuses, et dominé en outre par deux camps assis à droite et à gauche sur deux mamelons les plus élevés de l'île. Cette frayeur était si grande, qu'elle semblait encore assumer sir Walter Scott, lorsqu'il écrivait en 1827: « On ne saurait calculer l'effet qu'aurait pu produire son nom dans ce moment de commotion générale; mais ce qui est certain, c'est que les conséquences de son évasion auraient été terribles; le ministère sachant quelle action un génie semblable exercerait au milieu des éléments du désordre, avait enjoint au gouverneur de Sainte-Hélène de redoubler de vigilance. » Napoléon se mourait de jour en jour, pendant que lord Bathurst, le voyant déjà l'épée à la main au milieu de l'Italie enivrée de revoir son libérateur, prescrivait au docile Hudson-Lowe et à l'amiral qui commandait la station de Sainte-Hélène les plus grandes précautions pour empêcher l'évasion du prisonnier. Qu'on juge de son sort, puisque toute les rigueurs employées contre lui devaient encore s'accroître pour calmer la frayeur que ce nouvel Annibal causait à la nouvelle Rome.

L'année 1821 a commencé sous de funestes auspices. Napoléon décline de moment en moment; n'importe! un pied déjà dans la tombe, il s'occupe encore de l'Europe et de son avenir; il parle de l'Italie en homme qui avait sur elle de grands et de justes desseins; il regrette amèrement de n'avoir pu faire de la Péninsule une puissance unique et indépendante que son fils eût gouvernée. Dans le mois de février, une comète parut au-dessus de Sainte-Hélène; Napoléon songea d'abord à celle de Jules-César, et sembla prévoir que sa propre mort était prochaine. Tout ce qui l'environnait le pressait d'aller voir ce phénomène; mais instances inutiles; un seul de ses officiers gardait le silence: « Vous m'avez compris, vous! » lui dit-il. Depuis longtemps il avait la conviction de ne point échapper au climat de Sainte-Hélène, et à tout moment quelques paroles prophétiques annonçaient cette conviction. Elle était également dans le cœur de ses serviteurs; aussi, le 27 mars, le comte Montholon écrivit à la princesse Borghèse: « Que la maladie de foie dont Napoléon souffrait depuis plusieurs années, et qui est endémique et mortelle à Sainte-Hélène, avait fait des progrès effrayans depuis deux mois; qu'il ne pouvait marcher dans son appartement sans être soutenu. » Le comte ajoutait: « A la maladie de foie se joint une autre maladie, également endémique dans cette île. Les intestins sont gravement attaqués..... Le comte Bertrand a écrit au mois de septembre, à lord Liverpool, pour demander que l'Empereur soit changé de climat, et faire connaître le besoin

« qu'il a des eaux minérales. Le gouverneur, sir Hudson-Lowe, s'est refusé de faire passer cette lettre à son gouvernement, sous le vain prétexte que le titre d'Empereur était donné à S. M. L'Empereur compte aussi sur V. A. pour faire connaître à des Anglais influents l'état véritable de sa maladie. Il meurt sans secours sur cet affreux rocher ; son agonie est effroyable... »

En effet, ce fut le jour même où écrivait le général Montholon que commença la crise qui, deux mois après, devait emporter Napoléon. « Là, c'est là ! » disait-il, le 17 mars, en montrant sa poitrine au docteur Antomarchi. Celui-ci lui présentait un flacon d'alcali. « Eh non ! ce n'est pas faiblesse, » s'écria Napoléon, c'est la force qui m'étouffe, c'est la vie qui me tue... » Puis s'élançant à une fenêtre et regardant le ciel : « 17 mars, dit-il, à pareil jour, il y a six ans (il était à Auxerre, venant de l'île d'Elbe), il y avait des nuages au ciel. Ah ! je serais guéri si je voyais ces nuages. » Puis il saisit la main du docteur, et l'appuyant sur son estomac : « C'est un couteau de boucher qu'ils ont mis là, et ils ont brisé la lame dans la plaie. »

Les derniers jours de Napoléon furent aussi grands que les plus glorieuses époques de sa vie. Trop certain de sa mort, il souriait de pitié ou plutôt de compassion à ceux qui cherchaient à combattre en lui cette idée. « Pouvez-vous joindre cela ? » dit-il à M. Munckhause, officier anglais, après avoir coupé en deux le cordon de la sonnette de son lit : « Aucun remède ne peut me guérir. Mais ma mort sera un bien salutaire pour nos ennemis. J'aurais désiré de revoir ma femme et mon fils ; mais que la volonté de Dieu soit faite ! » Puis, avec une attitude digne de Socrate, il ajouta : « Il n'y a rien de terrible dans la mort. Elle a été la compagne de mon oreiller pendant ces trois semaines, et à présent elle est sur le point de s'emparer de moi pour jamais. » Un autre jour il dit : « les monstres ! me font-ils assez souffrir ? encore s'ils m'avaient fait fusiller, j'aurais en la mort d'un soldat... J'ai fait plus d'ingrats qu'Auguste ; que ne suis-je comme lui en situation de leur pardonner ! » La nouvelle maison destinée à Napoléon venait d'être terminée. « Elle me servira de tombeau, » dit-il ; et, en effet, on dut en employer les pierres à bâtir le caveau où il repose.

Le 15 avril, Napoléon s'enferme avec MM. de Montholon et Marchand ; il fait ce testament où il n'oublie personne, ni ceux qui l'ont suivi, ni ceux qu'il a laissés en France, ni ceux qui depuis longtemps avaient cessé de vivre, ni aussi les pervers qui l'ont trahi. Ce précieux inventaire des sentiments de Napoléon remonte de la prison de Longwood à sa jeunesse : près du dernier moment, il songe aux

enfants du général Duthell qui a pris soin de lui dès son entrée dans la carrière militaire ; à la famille du représentant Gasparin qui, au siège de Toulon, a sanctionné les inspirations du génie et défendu leur auteur contre la persécution ; au fils de l'intrépide Dugommier, son ami, le premier qui ait deviné le maître futur de l'Europe dans un jeune commandant d'artillerie de la république. Parmi ses légataires sont les soldats de l'île d'Elbe, les blessés de Waterloo, les proscrits de l'amnistié de 1816, les victimes de la réaction, les anciens amis, les serviteurs fidèles de sa chère ville de Brienne, et huit provinces de France, ont part aux libéralités de cet autre César, non moins reconnaissant et non moins généreux que le premier. De son lit de mort, Napoléon, conservant en quelque sorte son autorité jusqu'à la dernière heure, stipule aussi les intérêts qui, après lui, doivent occuper deux empires. Son vœu le plus cher est que ses cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français qu'il a tant aimé... Il recommande à son fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, de ne jamais combattre la France, d'adopter sa devise : tout pour le peuple français, etc. Antomarchi arrive : « Voilà mes apprêts, docteur ! » lui dit Napoléon en lui montrant des papiers qui couvrent le tapis. « Je m'en vais... plus d'illusion. Je suis résigné. » Le 19 il est mieux. On s'en réjouit. « Vous ne vous trompez pas, dit-il, je suis mieux, mais je ne sens pas moins ma fin s'approcher. Quand je serai mort, chacun de vous aura le bonheur de revoir l'Europe, ses parents, ses amis : moi je recevrai mes braves dans les Champs-Élysées. Oui, ajouta-t-il d'une voix forte et solennelle : Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre... En me voyant, ils descendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres, avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric, à moins, ajouta-t-il en riant, que l'absence ait peur de voir tant de guerriers ensemble. » Dans le même moment entra le docteur Arnold, chirurgien d'un régiment anglais. « C'en est fait, » lui dit Napoléon : le coup est porté. Je touche à ma fin : je vais rendre mon corps à la terre. Approchez Bertrand : traduisez à Monsieur ce que vous allez entendre... N'oubliez pas un mot. — J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je demandais une loyale hospitalité. Contre tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me répondit par des fers. J'eusse reçu un autre accueil d'Alexandre, de l'empereur François, du roi de Prusse. Mais il appartenait à l'Angleterre de me surprendre, d'entraîner les rois, et de donner au monde le spectacle inouï de quatre grandes puis-

« sances s'acharnant sur un seul homme. C'est vo-
 « tre ministère qui a choisi cet affreux rocher où se
 « consomme, en moins de trois ans, la vie des Eu-
 « ropéens, pour y achever la mienne par un assas-
 « sinat. Et comment m'avez-vous vu traité depuis
 « que je suis sur cet écueil? Il n'y a pas une indi-
 « gnité dont vous ne vous soyez fait une joie de m'a-
 « breuver. Les plus simples communications de fa-
 « mille, celles mêmes qu'on n'a jamais interdites à
 « personne, vous me les avez refusées... Ma femme,
 « mes fils n'ont plus vécu pour moi : vous m'avez
 « tenu six ans dans la torture du secret. Dans cette
 « fle inhospitalière, vous m'avez donné pour de-
 « meure l'endroit le moins fait pour être habitée,
 « celui où le climat meurtrier du tropique se fait le
 « plus sentir; il a fallu me renfermer entre quatre
 « cloisons, moi qui parcourais à cheval toute l'Eu-
 « rope. Vous m'avez assailli longuement, avec
 « préméditation, et l'infâme Hudson a été l'exécu-
 « teur des hautes œuvres de vos ministres.... Vous
 « finirez comme la superbe république de Venise;
 « et moi, mourant sur cet affreux rocher, privé des
 « miens et manquant de tout, je lègue l'approbre
 « de ma mort à la maison régnante d'Angleterre. »
 Tel fut le manifeste testamentaire de Napoléon.

Napoléon était trop pénétré du sentiment de sa propre grandeur, pour ne pas croire à l'immortalité de l'âme. Deux jours après, le 21, il voulut rendre l'hommage du chrétien à ce dogme consolateur; la veille, à l'insu des généraux Bertrand et Montholon, l'autel se trouva dressé dans la pièce voisine de la chambre mortuaire; il avait tout prescrit lui-même au chapelain qui reçut sa confession. L'état du malade ne permit pas qu'on lui administrât le viatique. Seul avec l'abbé Vignali, qui ne l'avait connu qu'à Sainte-Hélène, il ne donna à aucun témoin de sa naissance passée le spectacle de cette dernière ablication. Présent aux ordres que Napoléon avait intimés, le 20, à son chapelain, le docteur Automarchi parut manifester une sorte d'étonnement. « Je ne suis, lui dit Napoléon, ni philosophe ni médecin. N'est pas athée qui veut. » C'était sans doute matérialiste que Napoléon avait voulu dire. Le 25, il eut la force d'ajouter quatre codicilles à son testament.

Le 28, un soin stoïque occupa Napoléon; il charge Automarchi de faire l'autopsie de son corps; de communiquer à son fils ses observations, de mettre son cœur dans de l'esprit-de-vin, et de le porter « à sa chère Marie-Louise! Faus tres à Rome, docteur; vous direz aux miens que le grand Napoléon a expiré sur ce triste rocher, dans l'état le plus déplorable, manquant de tout, abandonné à lui-même et à la gloire. » Le lendemain on lui apporta de l'eau de la fontaine voisine de Ilutsgate. « Si la des-

« tinée voulait que je me rétablisse, dit-il, j'élève-
 « rais un monument dans le lieu où jaillit cette
 « source; je couronnerais sa fontaine, en mémoire
 « du soulagement qu'elle m'a causé. Si je meurs,
 « et que l'on ne proscrive pas mon cadavre comme
 « on a proscriit ma personne, je souhaite que l'on
 « m'enterre auprès de mes ancêtres, dans la cathé-
 « drale d'Ajaëcio. S'il ne m'est pas permis de repo-
 « ser où je naquis, eh bien! que l'on m'enseve-
 « lisse là où coule cette eau si douce et si pure! »
 Il ne formait ce dernier vœu que parce qu'il savait bien qu'on lui refuserait d'être inhumé sur les bords de la Seine. Le 2 mai, dans un accès de délire, il se croyait à la tête de l'armée d'Italie, et s'écriait : « *Steingel, Desaix, Masséna, alles, courras, prenez la charge, ils sont à nous!* » Le lendemain, Napoléon a vu s'approcher sa dernière heure; la veille on avait entendu le guerrier qui décidait du sort d'une bataille : le 3 mai, on écoute le dictateur de l'Europe qui parle aux sujets qui lui sont restés. Sa voix est solennelle, et il va prononcer la dernière volonté de sa toute-puissance; il s'adresse à ses exécuteurs testamentaires, aux généraux Bertrand et Montholon, et leur dit :

« Vous allez repasser en Europe. Je vous dois
 « quelques conseils sur la conduite que vous avez à
 « tenir. Vous avez partagé mon exil, vous serez
 « fidèles à ma mémoire; vous ne ferez rien qui
 « puisse la blesser. J'ai sanctionné tous les prin-
 « cipes, je les ai infusés dans mes lois, dans mes
 « actes; il n'y en a pas un seul que je n'ai consacré.
 « Malheureusement les circonstances étaient gra-
 « ves. J'ai été obligé de sévir, d'ajourner; les revers
 « sont venus; je n'ai pu débâter l'arc, et la France
 « a été privée des idées libérales que je lui desti-
 « nais. Elle me juge avec indulgence; elle me tient
 « compte de mes intentions; elle hérite mon nom,
 « mes victoires. *Imitez-la, soyez fidèles aux opinions*
 « *que nous avons défendues, à la gloire que nous*
 « *avons acquise; il n'y a hors de là que honte et*
 « *confusion.* »

Le 4, une tempête affreuse déracina jusqu'au dernier arbre qui avait prêté son ombrage à Napoléon; elle parut annoncer que le dernier astre sous lequel la terre avait brillé, allait s'éteindre. A cinq heures et demie du soir, Napoléon n'interrompit le silence létargique où il était plongé que pour laisser échapper ces deux mots : « *Terra a'asta.* » Telle fut la suprême parole du vainqueur de l'Europe. Le buste de son fils, qu'il avait fait placer, depuis un mois, en face de son lit, avait eu son dernier regard. Vingt minutes après, ces mains qui avaient tenu et donné tant de sceptres, qui avaient élevé tant de monuments et renversé tant de remparts, se glacèrent sous les baisers et

sous les larves des enfans du général Bertrand.

Le lendemain, à six heures du soir, le docteur Antomarchi procéda religieusement à l'autopsie, d'après les intentions de Napoléon. Ce triste devoir eut pour témoins les exécuteurs testamentaires, des officiers de la garnison, et huit médecins anglais; ces derniers, d'après l'ordre du gouverneur, dressèrent procès-verbal de l'opération. Il y était dit que Napoléon avait succombé à une affection cancéreuse héréditaire. Le docteur Antomarchi refusa de signer le procès-verbal, parce que son opinion était que Napoléon avait succombé à une gastro-hépatite chronique, produite par le climat. Aussi, au lieu de constater la vérité, l'autopsie consacra la fable absurde du caractère d'héréditaire, que les médecins anglais durent appliquer à la maladie de Napoléon, d'après les insinuations ou les ordres de sir Hudson, qui voulait essayer de soustraire son gouvernement et lui-même à la responsabilité éternelle d'un grand crime, que les siècles n'absoudront jamais. Les instructions ministérielles qui, malgré les déclarations du docteur O'Meara, avaient décidé, de longue main, que le patient mourrait de la maladie de son père, avaient démenti d'avance le témoignage irréfragable de l'autopsie du cadavre de l'ennemi commun. Le ministère britannique et la Sainte-Alliance donnaient sans doute encore ce nom à Napoléon; mais lui, dans un élan sublime, la veille du jour fatal, avait dit : « *Je suis en paix avec tout le genre humain.* » Aussi, après la mort, son visage portait encore l'empreinte du calme de son âme. Le moment était venu où il avait tout pardonné.

Le congrès d'Aix-la-Chapelle, où la haine avait désigné également Sainte-Hélène pour servir de tombeau à Napoléon, et prévu sa mort inévitable, avait aussi défendu à ses cendres le retour dans la patrie; elles devaient rester à la terre étrangère et au lieu même du supplice du proscrit. Ni les réclamations des généraux Bertrand et Montholon, qui invoquèrent le traité de Paris, ni, depuis, les instances de la famille Bonaparte, qui demanda de faire transporter à Rome le corps de son chef, ne purent rien changer à la décision du Congrès, dont Hudson-Lowe prescrivit impérieusement l'exécution. Alors le premier vœu de Napoléon, renouvelé peu de jours avant de quitter la vie, d'être inhumé au bord de la fontaine, fut réclamé par ses compagnons, heureux de donner du moins à leur souverain le dernier asile qu'il avait choisi lui-même. Le lieu où repose Napoléon est un site très romantique, au fond d'une petite vallée que l'on appelle *vallée des Fermains*. Au près coule un filet d'eau limpide, qui descend du pic de Diane : au-dessus est *l'utagata*, la Porte de la Cabane, première habitation du grand-marshal Bertrand. Au commencement de l'exil,

cette vallée était un des repos favoris de Napoléon dans ses promenades : ce lieu lui plaisait, et un sentiment de prédilection l'y attirait : « Si je dois mourir sur ce rocher, dit-il au général Bertrand, faites-moi enterrer au-dessous de ces saules, près de ce ruisseau. »

Cependant, après l'autopsie, sir Hudson-Lowe ayant refusé aux exécuteurs testamentaires le transport en Europe du cœur et de l'estomac de Napoléon, ils firent enfermer ces précieux restes dans des coupes pleines d'esprit-de-vin. Napoléon, revêtu de l'uniforme des chasseurs à cheval de la garde impériale, couvert de tous les ordres qu'il avait ou créés ou reçus pendant son règne, fut exposé sur son lit de parade; le manteau de Marengo lui servait de drap mortuaire : ces rapprochemens out de l'éloquence. Le captif des rois allait descendre dans la tombe avec toutes les décorations de la royauté européenne; et la couche de fer où il se reposait après les quarante-neuf batailles rangées où il les avait tous vaincus, devenait un monument funèbre autour duquel la religion et la vénération historique rassemblaient au fond de l'Océan Atlantique les respects d'un état-major anglais et les regrets d'une famille française. En ce moment, le gouverneur parut se joindre à la douleur dont les amis de Napoléon étaient accablés. Il déplora la perte qu'ils avaient faite, en annonçant qu'elle était d'autant plus fâcheuse, que son gouvernement revenait à bien. Le ministère l'avait chargé d'annoncer au général Bonaparte que l'instant approchait où la liberté pourrait lui être rendue, et que Sa Majesté Britannique ne serait pas la dernière à accélérer le terme de sa captivité. Sir Hudson ajouta, d'une manière étrange, et comme un homme qui laisse échapper malgré lui l'expression de sa pensée : « Il est mort : tout est fini; nous lui rendrons demain les derniers devoirs. »

Napoléon resta exposé le 6 et le 7 mai. Sir Hudson, revenu à des sentimens convenables, permit à tout Anglais de venir contempler *l'hôte du Bellérophon*, le mort de Sainte-Hélène. Le concours fut général et la douleur unanime. Pas un habitant qui ne pleurât sur Napoléon; pas un soldat qui ne donnât des regrets au grand capitaine. Ses souffrances lui avaient attiré tous les cœurs : sa mort le rendait sacré. Le 8, le corps fut embaumé : on le revêtit ensuite de l'uniforme de la veille, et on le renferma dans un quadruple cercueil. Le 9, la pompe funèbre eut lieu dans l'ordre suivant : Napoléon Bertrand, filien de l'Empereur, fils du grand-marshal; le chapelain Vignali, revêtu de ses habits sacerdotaux; les docteurs Antomarchi et Arnold; vingt-quatre grenadiers anglais, destinés à descendre le corps au bas de la colline; ensuite une voiture de deuil, où le corps était placé; derrière elle, le cheval de Napoléon; les exécuteurs

testamentaires, comte Bertrand, comte Montholon, et Marchand, premier valet-de-chambre; et les serviteurs de Napoléon escortaient à pied le convoi, que la comtesse de Montholon suivait, en voiture, avec sa fille. Là finissait la famille française. Venait ensuite un groupe d'officiers anglais de mer et de terre; les membres du conseil de l'île; le général Coffin, le marquis Monchenn, commissaires pour la France et l'Autriche; l'amiral; et le héros de cette pompe de mort, le gouverneur; enfin lady Hudson-Lowe et sa fille en grand deuil, dans une voiture. Trois mille hommes escortèrent le corps au sortir de Longwood. Comme la route ne permettait pas au char funéraire d'arriver jusqu'au lieu de la sépulture, des grenadiers anglais de Walter Scott eurent l'honneur de porter sur leurs épaules les dépouilles mortelles du héros. Elles reçurent les prières et la bénédiction du prêtre avant de pénétrer dans le caveau avec les coupes d'argent qui contenaient le cœur et l'estomac, et qui furent placées sur le cercueil descendu dans le funèbre asile. Douze salves d'artillerie apprirent à l'Océan que l'âme de Napoléon avait quitté la terre. Une garde d'officiers anglais fut chargée de veiller sur la sépulture du grand homme.

On trouva dans la chambre de Napoléon quelques papiers qu'il avait déchirés. Ces fragmens sont précieux; ils renferment les premières étincelles des pensées vigoureuses qui, jusqu'au dernier moment,

fermentèrent dans son esprit et tirèrent son âme élevée au-dessus de son infortune.

« Nouveau Prométhée, Je suis enroué à un roc, où
 « un vautour me ronge. Oui, j'avais dérobé le feu
 « du ciel pour en doter la France : le feu est re-
 « monté à sa source et me voilà ! L'amour de la
 « gloire ressemblait à ce pont que Satan jeta sur le
 « chaos pour passer de l'enfer au paradis : la gloire
 « joit le passé à l'avenir, dont il est séparé par un
 « abîme immense. Rien à mon fils, que mon nom ! »

Napoléon n'avait pas cessé de régner à Sainte-Hélène, et ne perdait pas de vue l'Europe qu'il pouvait gouverner encore; mais il vivait surtout avec sa gloire comme avec l'hôte des siècles à venir; elle assistait à ses derniers momens, lorsqu'il choisit sa tombe près d'une source limpide, abritée par des saules; et cette sépulture d'un sage était pour lui le monument sépulcral du maître du monde.

Jamais homme, depuis Alexandre-le-Grand et César, n'eut le droit d'être plus avide des regards de la postérité. En regardant des yeux de la pensée son cercueil placé sous la garde des orages, au sein de l'Océan immortalisé par les ebans du Camoëns, son âme prophétisait peut-être pour sa cendre le pèlerinage de l'univers. Il a pu se dire : Où sont les restes de Cyrus, de Sésostris, d'Alexandre, de César, de Charlemagne? Les miens habiteront à jamais mon tombeau. Ils ne sont pas placés sur le chemin des conquérans !



NOTE A.

Il n'y eut malheureusement, depuis long-temps, plus de doute sur le sort qu'ont eu ces lettres, que l'on pouvait avec raison regarder comme les documens les plus précieux de l'histoire de Napoléon. Au moment de faire voile pour l'Amérique, Joseph, on ignore par quel motif, remit les lettres à un ami, qui fut bientôt un dépositaire infidèle, et eut l'infamie de les vendre aux seuls intérêts. On croit avoir la certitude que la partie la plus importante de cette correspondance, celle de l'empereur Alexandre, a été achetée fort cher à Londres, pour ce prince, par un général fran-

ger, l'un de ses aides-de-camp. L'on assure aussi qu'une copie était restée entre les mains de Napoléon, et qu'elle doit exister dans les papiers venus de Sainte-Hélène. On comprend facilement pourquoi cette copie, revêtue d'une légalisation très authentique, n'a pas été publiée encore. Mais il semble que l'on doit être à jamais rassuré sur sa religieuse conservation, étant sous la garde des hommes les plus dévoués par honneur et par reconnaissance à la mémoire de celui qui fut leur souverain jusqu'au samedi 5 mai 1821.

TESTAMENT

ET CODICILLES

DE NAPOLEON.

Ce jourd'hui 15 avril 1831, à Longwood,
île de Sainte-Hélène.

*Ceci est mon Testament ou acte de ma dernière
volonté.*

I.

1^o Je meurs dans la religion catholique, apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

2^o Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3^o J'ai toujours eu à me louer de ma très chère épouse Marie-Louise. Je lui conserve, jusqu'au dernier moment, les plus tendres sentimens : je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4^o Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne

doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France : il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

5^o Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6^o Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et Lauriston. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi !

7^o Je remercie ma bonne et très excellente mère ; le cardinal ; mes frères Joseph, Lucien, Jérôme ; Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8^o Je désavoue le Manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre de *Maximes, Sentences, etc.*, que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français (1), lorsque.... entre-

(1) Tout ce qui peut expliquer la pensée, peindre la situation intérieure de Napoléon écrivant son testament, est digne d'intérêt. Or, il est aisé de se convaincre, à l'inspection de l'originat, qu'il a d'abord fini l'article 1 à notre renvoi ; car, immédiatement au-dessous de la ligne, il écrit le numéro 11 de l'article suivant, qu'on voit plus bas ; mais trouvant sans doute que sa phrase n'a pas rendu tout ce qu'il voulait dire, il rajuste ce numéro 11, et ajoute ce qu'on lit comme complément, explication et justification de ce qui

précède. Ce n'est pas tout : vient plus tard, et à une seconde lecture, à ce qu'il paraissait par l'écriture et par la forme des parenthèses, ce qui termine l'article.

Au surplus, rien n'est plus propre à jeter des lumières sur ce triste sujet, et à faire juger des sentimens qui dirigèrent en ce moment Napoléon, que les détails curieux et les particularités intéressantes consignés à cet égard dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VII, 20 novembre 1816.

tenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. (Dans de semblables circonstances j'agisrais de même.)

II.

1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels que l'argenterie, lit de camp, armes, selles, épérons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté A. Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entreiera.

2° Je lègue à Lady Holland le cancé antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

3° Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filiaux qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Saint-Hélène lui a occasionnées.

4° Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

5° Je lègue à Marchand, mon premier valet-de-chambre, quatre cent mille francs : les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami : je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

6° Idem à Saint-Denis, cent mille francs.

7° Idem à Novarre, cent mille francs.

8° Idem à Peyron, cent mille francs.

9° Idem à Archambaut, cinquante mille.

10° Idem à Cursor, vingt-cinq mille.

11° Idem à Chandell, idem.

12° A l'abbé Vignoli, cent mille francs. Je désire qu'il bâtisse sa maison près de ponte-Navo de Rostino.

13° Idem au comte de Las-Cases, cent mille francs.

14° Idem au comte Lavallette, cent mille francs.

15° Idem au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu (1).

16° Idem au général Brayher, cent mille francs.

17° Idem au général Lefèvre-Desnoettes, cent mille francs.

18° Idem au général Drouot, cent mille francs.

19° Idem au général Cambroune, cent mille fr.

20° Idem aux enfans du général Mouton-Duvernet, cent mille francs.

21° Idem aux enfans du brave Labédoyère, cent mille francs.

22° Idem aux enfans du général Girard, tué à Ligny, cent mille francs.

23° Idem aux enfans du général Chartrand, cent mille francs.

24° Idem aux enfans du vertueux général Travost, cent mille francs.

25° Idem au général Lallemand, l'aîné, cent mille francs.

26° Idem au comte Réal, cent mille francs.

27° Idem à Costa de Bastilica en Corse, cent mille francs.

28° Idem au général Clausel, cent mille francs.

29° Idem au baron Menneval, cent mille francs.

30° Idem à Arnault, auteur de Marius, cent mille francs.

31° Idem au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armes françaises, et en confondre les calomnieux et les apostats.

32° Idem au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

33° Idem à Poggi, de Taloro, cent mille francs.

34° Idem au chirurgien Emmerly, cent mille fr.

35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 p. 100 depuis juillet 1815; les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand.

36° Tout ce que ce placement produira au-delà de la somme de 3,000,000 fr., dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambroune et le chirurgien Larrey.

37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfans, et, au défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

1° Mon domaine privé était ma propriété, dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache. Le compte en sera demandé au baron de la Bouillerie, qui en était le trésorier. Il doit se monter à plus de 200,000,000 fr., savoir : 1° le portefeuille contenant les économies que j'ai pendant quatorze ans faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12,000,000 par an : j'ai bonne mémoire ; 2° le produit de ce portefeuille ; 3° les meubles de mes palais tels qu'ils étaient en 1815, les palais de Rome, Florence, Turin, y compris : tous ces meubles ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile ; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, bijoux, meubles, écuries : les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne Compagnoni.

(1) On trouve au *Mémorial*, tom. VI, mercredi 23 octobre 1816, la circonstance intéressante et curieuse qui a mérité une si magnifique apostrophe.

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792, jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation (la répartition en sera faite au prorata des appointemens d'activité); moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Île-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méry.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLEON.

Étant A joint à mon testament.

I.

1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2° Je charge l'abbé Vignali de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II.

1° Mes armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moskowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.)

3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

1° Trois petites caisses d'acajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bombonières; la deuxième, douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'Empereur, et divers effets de toilette conformément aux états numérotés : I, II, III.

2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette, un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillemens, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes montres, et la chaîne de cheveux de l'Impératrice.

8° Je charge Marchand, mon premier valet-de-chambre, de garder ces objets et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

1° Mon médailler.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : états B. et C.

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Navarre de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint-Denis de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

Signé NAPOLEON.

ÉTAT A.

1° Il ne sera venu aucun des effets qui n'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère, et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Une petite paire de boucles en or à jarrettières au prince Lucien.

4° Une boucle de col en or au prince Jérôme.

ÉTAT A.

Inventaire de mes effets que Marchand doit garder pour remettre à mon fils.

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

2^o Mon réveil-matin. C'est le réveil-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Potsdam (dans la boîte n^o III).

3^o Mes deux montres avec les chaînes de cheveux de l'impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4^o Mes deux seaux (un de France renfermé dans la boîte n^o III).

5^o La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6^o Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

7^o Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

8^o Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9^o Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie, que portaient mes chasseurs en campagne.

10^o Ma lunette de France.

11^o Mes éperons, deux paires.

12^o Trois boîtes d'acajou, n^o I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13^o Une cassolette en vermeil.

Linge de toilette.

6 Chemises.

6 Mouchoirs.

6 Cravates.

6 Serviettes.

6 Paires de bas de soie.

4 Cols noirs.

6 Paires de chaussettes.

2 Paires de draps de batiste.

2 Taies d'oreillers.

2 Robes de chambre.

2 Pantalons de nuit.

1 Paire de bretelles.

4 Culottes, vestes de casimir blanc.

6 Madras.

6 Gilets de flanelle.

4 Caleçons.

6 Paires de gants.

1 Petite boîte pleine de mon tabac.

1 Boucle de col en or.

1 Paire de boucles de jarretières en or.

1 Paires de boucles en or à souliers.

} Renfer-
mes dans
la petite
boîte n^o
III.

Habillemens.

1 Uniforme chasseur.

1 *Idem* grenadier.

1 *Idem* garde nationale.

1 Capote grise et verte.

1 Manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).

1 Jebeline, petite veste.

2 Paires de souliers.

2 Paires de bottes.

1 Paire de pantoufles.

6 Ceinturons.

ÉTAT B.

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turcotte.

1 Sabre de Sobieski (1).

1 Grand collier de la Légion-d'Honneur.

1 Épée en vermeil.

1 Glaive de consul.

1 Épée en fer.

1 Ceinturon de velours.

1 Collier de la Toison-d'Or.

1 Petit nécessaire en acier.

1 Veilleuse en argent.

1 Poignée de sabre antique.

1 Chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'Empereur.

1 Petit médailler.

2 Tapis tures.

2 Manteaux de velours cranioisi brodés, avec veste et culottes.

1^o Je donne à mon fils :

Le sabre de Sobieski.

Le collier de la Légion-d'Honneur.

L'épée en vermeil.

Le glaive de consul.

L'épée en fer.

Le collier de la Toison-d'Or.

Le chapeau à la Henri IV et la toque.

Le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2^o À l'impératrice Marie-Louise mes dentelles.

À Madame, la vieilleuse en argent.

Au cardinal, le petit nécessaire en acier.

Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.

À la princesse Pauline, le petit médailler.

À la reine de Naples, un petit tapis ture.

À la reine Hortense, un petit tapis ture.

Au prince Jérôme, la poignée de sabre antique.

Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culottes.

Au prince Louis, manteau brodé, veste et culottes.

Signé NAPOLÉON.

(1) C'est par erreur que ce sabre est porté sur l'état A. Celui-là est le sabre que l'Empereur portait à Aboukir, et qui est entre les mains de M. le comte Bertrand.

Au dos des feuilles pliées et scellées, renfermant l'ensemble du testament, se lisait :

« Ceci est mon Testament, écrit tout entier de ma propre main. »

NAPOLEON.

Avril, le 16. — 1821. Longwood.

Ceci est un Codicille de mon testament.

1^o Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

2^o Je lègue aux comtes Bertrand, Montholon et à Marechal, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes et généralement tout ce qui m'appartient dans l'île Sainte-Hélène (1).

Ce codicille, tout entier écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLEON.

Au dos se lisait : « Ceci est un Codicille de mon Testament, écrit tout de ma propre main. »

NAPOLEON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur ma liquidation de la liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linges, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartenaient, je dispose de deux millions que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les 40,000,000 que je lui ai donnés soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

1^o Sur ces deux millions, je lègue au comte Bertrand 300,000 francs, dont il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être employés selon mes dispositions à l'acquit de legs de conscience.

2^o Au comte Montholon, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

3^o Au comte Las-Cases, 200,000, dont il versera

100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

4^o A Marchand, 100,000, dont il versera 30,000 à la caisse pour le même usage que ci-dessus.

5^o Au comte Lavalette, 100,000.

6^o Au général Hogendorp, Hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, 50,000 (cinquante mille francs).

7^o A mon aide-de-camp Corbiveau, 50,000.

8^o A mon aide-de-camp Caffarelli, 50,000.

9^o A mon aide-de-camp Dejean, 50,000.

10^o A Percy, chirurgien en chef à Waterloo, 50,000.

11^o 50,000, savoir : 10,000 à Peyron, mon maître d'hôtel ; 10,000 à Saint-Denis, mon premier chasseur ; 10,000 à Novarre ; 10,000 à Cursor, mon maître d'office ; 10,000 à Archambaut, mon piqueur.

12^o Au baron Menneval, 50,000.

13^o Au duc d'Istrie, fils de Bessières, 50,000.

14^o A la fille de Durée, 50,000.

15^o Aux enfans de Labédoyère, 50,000.

16^o Aux enfans de Mouton-Duvernet, 50,000.

17^o Aux enfans du brave et vertueux général Travost, 50,000.

18^o Aux enfans de Chartrand, 50,000.

19^o Au général Cambroue, 50,000.

20^o Au général Lefèvre-Desnouettes, 50,000.

21^o Pour être répartis entre les amputés ou blessés en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départemens du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, 100,000.

22^o Pour être répartis entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivans, sur des états dressés par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront joints Cambroue, Larrey, Percy et Emmery; il sera donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe, 200,000 francs.

Ce Codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLEON.

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande

(1) Le Testament et les Codicilles de l'Empereur ont été imprimés plusieurs fois, et se trouvent dans divers ouvrages; mais le plus souvent ils sont incomplets et dans un ordre interverti. La plupart des éditeurs ont négligé celui-ci. Frappés de trouver à l'article 1^{er} la répétition littérale d'un paragraphe du Testament, et de voir le second en contradiction manifeste avec le contenu de ce même Testament, et ne pouvant s'expliquer cette singularité, ils ont pensé qu'ils n'avaient rien de mieux à faire que d'éluder la difficulté qu'ils ne pouvaient résoudre, et l'ont laissée de côté.

Toutefois, en voici l'explication bien simple. Le testament était la pièce réelle et secrète, confiée aux soins des exécuteurs testamentaires; le présent Codicille, la pièce fictive et ostensible, qui, présentée à sir Hudson-Loew, laissait les exécuteurs testamentaires en pleine liberté d'agir d'après leurs instructions. Sans cette précaution nécessaire, le gouverneur n'eût pas manqué de faire mettre le scellé sur tout ce qui appartenait à Napoléon, et l'eût fait transmettre à son gouvernement.

l'exacte exécution à mon fils Eugène Napoléon. Il est tout écrit de ma propre main.

NAPOLÉON.

Ce 21 avril 1821, à Longwood.

Ceci est un troisième Codicille à mon Testament du 16 avril.

1° Parmi les diamans de la couronne qui furent remis en 1814, il s'en trouvait pour 30,000,000 livres qui n'en étaient pas, et faisaient partie de mon avoir particulier. On les fera rentrer pour acquitter mes legs.

2° J'avais chez le banquier Tortonia, de Rome, 2 à 300,000 livres en lettres de change de mes revenus de l'île d'Elbe; depuis 1813, le sieur de Peyrusse, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier, et n'eût pas de caractère, a tiré à lui cette somme : on la lui fera restituer (1).

3° Je lègue au due d'Istrie trois cent mille francs, dont seulement cent mille reversibles à la veuve, si le due était mort lors de l'exécution du legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le due épouse la fille de Duroc.

4° Je lègue à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, deux cent mille francs. Si elle était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère.

5° Je lègue au général Rigaud, celui qui a été proserit, cent mille francs.

6° Je lègue à Boisnod, commissaire-ordonnateur, cent mille francs.

7° Je lègue aux enfans du général Letort, tué dans la campagne de 1813, cent mille francs.

8° Ces 800,000 livres de legs seront considérés comme s'ils étaient portés à la suite de l'art. 50 de mon Testament, ce qui porterait à 6,500,000 livres la somme des legs dont je dispose par mon Testament, sans comprendre les donations faites par mon second Codicille.

Ceci est écrit de ma propre main, et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos se liait : « Ceci est mon troisième Codicille »

(1) M. G. Peyrusse a justifié par un mémoire imprimé et par les déclarations authentiques de messieurs les exécuteurs testamentaires, insérées dans le *Moniteur* du 11 mai 1851, qu'il n'avait disposé d'aucune des sommes réalisées à la caisse du banquier Tortonia, et que l'article du Testament de l'empereur Napoléon le concernant avait été rédigé dans une supposition qui s'est ainsi trouvée sans fondement.

(2) Beaucoup ont écrit sur le caractère et les qualités de Napoléon, soit en attaque, soit en défense. Que ceux qui sont avides de données propres à les guider dans la vérité s'arrêtent sur ses derniers actes! Il n'est pas un paragraphe, une ligne de son Testament et de ses nombreux Codicilles,

soit en attaque, soit en défense. Que ceux qui sont avides de données propres à les guider dans la vérité s'arrêtent sur ses derniers actes! Il n'est pas un paragraphe, une ligne de son Testament et de ses nombreux Codicilles,

soit en attaque, soit en défense. Que ceux qui sont avides de données propres à les guider dans la vérité s'arrêtent sur ses derniers actes! Il n'est pas un paragraphe, une ligne de son Testament et de ses nombreux Codicilles,

soit en attaque, soit en défense. Que ceux qui sont avides de données propres à les guider dans la vérité s'arrêtent sur ses derniers actes! Il n'est pas un paragraphe, une ligne de son Testament et de ses nombreux Codicilles,

Ce 21 avril 1821, Longwood.

Ceci est un quatrième Codicille à mon Testament.

Par les dispositions que nous avons faites précédemment, nous n'avons pas rempli toutes nos obligations, ce qui nous a décidé à faire ce quatrième Codicille.

1° Nous léguons au fils ou au petit-fils du baron Dutheil, lieutenant-général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Autonne avant la révolution, la somme de 100,000 (cent mille francs), comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général prit de nous, lorsque nous étions, comme lieutenant et capitaine, sous ses ordres.

2° *Idem* au fils ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de cent mille francs (100,000). Nous avons sous ses ordres dirigé ce siège, connu par l'artillerie. C'est en témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

3° *Idem* nous léguons cent mille francs (100,000) aux fils ou petits-fils du député de la Convention, Gasparin, représentant du peuple à l'armée de Toulon, pour avoir protégé, sanctionné de son autorité le plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le Comité de salut public. Gasparin nous a mis, par sa protection, à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

4° *Idem* nous léguons cent mille francs (100,000) à la veuve, fils ou petit-fils de notre aide-de-camp Muiron, tués à nos côtés à Arcole, nous ouvrant de son corps (2).

5° *Idem* (10,000) dix mille francs au sous-officier

qui, dans leurs préambules et leurs détails, se jettent de vives lumières, et ne se trouvent caractéristiques. Après les avoir lus soigneusement, on ne se demande plus s'il fut bon citoyen, bon époux, bon père, parent, ami affectionné; s'il fut sensible aux bienfaits, aux services qu'il reçut; s'il en perdit jamais le souvenir.

Le présent Codicille est des plus touchans à cet égard; et combien de si précieux témoignages ne se trouvent-ils point relatés encore par toutes les circonstances dont ils furent entourés! Napoléon touchait à sa fin, des douleurs aiguës le torturaient sans relâche, et c'est dans cette situation désespérée, dans un même instant, le même jour, qu'il

Cantillon, qui a essayé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier (1) sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert et aurait été justifié par les mêmes motifs. L'intérêt de la France de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées contre le texte des traités.

6° 410,000 (quatre cent dix mille francs) seront ajoutés aux (6,400,000) dont nous avons disposé, et porteront nos legs à 6,810,000. Ces 410,000 doivent être considérés comme faisant partie de notre Testament, article 35, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les 9,000 livres sterling que nous avons données au comte et à la comtesse de Montholon doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous leur faisons par nos Testaments : si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant les legs faits par notre Testament au comte Montholon, une pension de 20,000 francs accordée à sa femme est annulée : le comte Montholon est chargé de la lui payer.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront 3 p. 100, trois pour cent, sur tous les legs, soit sur les 6,810,000 francs, soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les 200,000,000 du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

11° Si les sommes provenant des susdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chaenn dans la proportion du legs que nous leur avons fait par notre Testament et Codicille.

12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte de Las-Cases, et, à son défaut, son fils, et, à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent Codicille est entièrement écrit de ma main, signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLEON.

24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très chère et bien-aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent Codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

1° Je recommande à l'impératrice de faire restituer au comte Bertrand les 50,000 livres de rentes qu'il possède dans le duché de Parme et sur le mont Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc, et autres de mes serviteurs qui me sont restés fidèles, et qui me sont toujours chers; elle les connaît.

3° Je lègue sur les 2,000,000 ci-dessus mentionnés 300,000 francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

4° Je lègue 200,000 au comte Montholon, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour le même usage que ci-dessus.

5° *Idem* 200,000 au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

6° *Idem* à Marchand 100,000, sur lesquels il versera 50,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

7° Au maire d'Ajaccio, au commencement de la

trace avec cette dignité, cette précision, ce même esprit d'ordre et de calcul qui présidaient à ses décrets, ses quatre derniers Codicilles: et il les écrit entièrement de sa main. Lui, pour qui ce devait être une si grande affaire, en ayant depuis long-temps tout-à-fait perdu l'habitude!

(1) Quelques-uns ont même, dans ce quatrième Codicille, l'acte de du subalterne Cantillon, comme pourant, seivant

cux être pris pour un sentiment de baloc et avoisiner la justification du meurtre; mais nullement; et ce serait bien mal dire. Napoléon n'a voulu, au contraire, par une similitude frappante, que mieux constater un grand principe de morale, et faire ressortir plus énergiquement tout l'odieux du raisonnement, de la violence, de l'assassinat même, selon lui, employé contre sa personne.

révolution, Jean-Jérôme Lewie, ou à sa veuve, enfans ou petits-enfans, 100,000 livres.

8° A la fille de Duroc, 100,000.

9° Au fils de Bessières, duc d'Istrie, 100,000.

10° Au général Drouot, 100,000.

11° Au comte Lavalette, 100,000.

12° *Idem* 100,000, savoir : 25,000 à Peyron, mon maître d'hôtel; 25,000 à Novarre, mon chasseur; 25,000 à Saint-Denis, le garde de mes livres; 25,000 à Santini, mon ancien buissier.

13° *Idem* 100,000, savoir : 40,000 à Planat, mon officier d'ordonnance; 20,000 à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte; à Lavigne, qui était dernièrement concierge de mes écuries, et qui était mon piqueur en Égypte; à Jeannet Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte.

14° Deux cent mille francs seront distribués en

aumônes aux habitans de Brienne-le-Château, qui ont le plus souffert.

15° Les 500,000 francs restant seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l'île d'Elbe actuellement vivans, ou à leurs veuves et enfans, au prorata des appointemens, et selon l'état qui sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièvement auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

Ce Codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exécution à ma très chère épouse l'impératrice Marie-Louise. »

Signé NAPOLÉON.

FIN DU TESTAMENT.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENU DANS CE VOLUME.

	Page
PRÉFACE.	1
LIVRE PREMIER.	
<u>CHAPITRE PREMIER. — De la Corse ancienne et moderne. — État politique de la Corse avant la conquête des Français. — Les Génois s'adressent à la France pour les aider à conquérir la Corse. — La France y envoie des troupes et s'en empare. — La Corse passe sous la domination de la France au mois de juin 1769.</u>	1
(De 1769 à 1792.)	
<u>CHAP. II. — Ancêtre de la famille de Bonaparte. — Guerre des Français en Corse. — Naissance de Napoléon, le 15 août 1769. — Son enfance en Corse. — Il est admis à l'école militaire de Brienne. — Son caractère. — Jugement de ses chefs à son égard. — Bonaparte à l'école militaire de Paris. — Il est nommé lieutenant en second au régiment de la Fère, artillerie, le 1^{er} novembre 1785. — L'abbé Raynal l'accueille avec bienveillance. — Bonaparte remporte, sous le voile de l'anonyme, le prix de l'Académie de Lyon. — Sa lettre à M. Buttafuoco, député de la noblesse de Corse, est imprimée par ordre de la société patriotique d'Ajaccio.</u>	3
LIVRE SECOND.	
CONVENTION NATIONALE.	
(1792-1795-1794.)	
<u>CHAPITRE PREMIER. — Bonaparte commande un bataillon en Corse. — Son séjour à Paris. — Révolte de Paoli. — Bonaparte est hanni de la Corse avec sa famille. — Son arrivée à Toulon. — Il est promu au grade de capitaine dans le 4^e régiment d'artillerie à pied.</u>	7
(1795-1794.)	
<u>CHAP. II. — Insurrection de Toulon. — Siège de cette ville. — Bonaparte chef de bataillon d'artillerie. —</u>	

Le plan d'attaque qu'il a proposé est adopté. — Nommé chef de brigade, il s'empare du fort Mulgrave. — Evacuation de Toulon. — Bonaparte commande l'artillerie de l'armée d'Italie.	10
(1794.)	
<u>CHAP. III. — Bonaparte commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie. — Invasion du Piémont. — Combat de Dego. — Journée du 9 thermidor. — Bonaparte est dénoncé à la convention. — Il refuse le commandement d'une brigade d'infanterie, et rentre dans la vie privée.</u>	16
(1795.)	
<u>CHAP. IV. — Événements qui amènent la Journée du 13 vendémiaire. — Position de la convention et de la république, depuis le 9 thermidor. — La majorité des sections prend les armes contre la convention. — Journée du 13 vendémiaire (5 octobre).</u>	21
LIVRE TROISIÈME.	
(1795.)	
<u>CHAPITRE PREMIER. — Bonaparte est nommé général de division. — Constitution de l'an III. — Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie. — Son mariage. — Son départ pour Nice. — Forcés des armées licilligrantes en Piémont.</u>	25
(1796.)	
<u>CHAP. II. — Batailles de Montenotte, de Millesimo, de Dego. — Le chef de bataillon Lannes est fait chef de brigade. — Prise du camp retranché de Ceva par Serurier. — Combat de Mondovì. — Proclamation de Bonaparte à Cherasco. — La cour de Turin demande et obtient un armistice. — Paix avec la Sardaigne. — Bonaparte va porter la guerre en Italie.</u>	30
(1796.)	
<u>CHAP. III. — Campagne d'Italie. — Combat de Lodi. — reddition de Milan. — Premier siège de Mantoue.</u>	

	Pages.	Pages.
— Guerre du pape. — Occupation de Livourne. — Capitulation de la citadelle de Mantoue.	55	
(De la fin de juillet à la fin du septembre 1796.)		
CHAP. IV. — Batailles de Lonato, de Castiglione. — Prise de Vérone. — Second blocus de Mantoue. — Hostilités pontificales. — Traité offensif et défensif signé à Saint-Ildefonso entre la France et l'Espagne. Batailles de Roveredo, de Bassano, de Saint-Georges. — Troisième blocus de Mantoue.	47	
(Du 2 au 24 octobre 1796.)		
CHAP. V. — La Corce est délivrée des Anglais. — Signature de la paix de Naples. — Arrivée à Paris de lord Malmesbury, plénipotentiaire pour la paix. — Traité offensif et défensif entre la France et le Piémont. — Rupture de l'armistice de Modène. — Le pape refuse de ratifier le traité.	53	
(Depuis le 1 ^{er} jusqu'au 17 novembre 1796.)		
CHAP. VI. — Batailles de la Brenta, de Caldiero. — Victoire d'Arcole.	57	
(Depuis le 20 novembre 1796 jusqu'au 2 février 1797.)		
CHAP. VII. — Mort de l'impératrice Catherine II. — Renouveau de lord Malmesbury. — Fausses négociations avec l'Autriche. — Intelligences des cours de Rome et de Vienne. — Batailles de Rivoli, de Saint-Georges, de la Favorite. — Capitulation de Mantoue.	60	
(Du 2 au 19 février 1797.)		
CHAP. VIII. — Guerre du pape. — Traité de Tolentino.	66	
(Du 1 ^{er} mars au 16 avril 1797.)		
CHAP. IX. — Armistice de Léoben.	73	
CHAP. X. — Insurrection de Venise. — Préliminaires de Léoben.	79	
(Du 18 avril au 12 mai 1797.)		
CHAP. XI. — Correspondance du général Bonaparte avec le Directoire, du 16 au 20 avril. — Signature des préliminaires. — Massacre des Français à Vérone. — Destruction de l'oligarchie vénitienne.	83	
(Du 12 mai au 1 ^{er} septembre 1797.)		
CHAP. XII. — Bonaparte au quartier-général de Montebello. — Révolution de Gènes. — République ligurienne. — Révolution dans la Valteline. — République cisalpine.	87	
(Du 1 ^{er} septembre au 15 novembre 1797.)		
CHAP. XIII. — Conspirations royalistes. — Journées des 15 et 19 fructidor. — Piehegru et Moreau. — Rupture des négociations à Lille avec l'Angleterre. — Paix de Campo-Formio. — Départ du général Bonaparte pour Radstadt.	90	
LIVRE QUATRIÈME.		
(Du 15 novembre 1797 au 9 mai 1798.)		
CHAPITRE PREMIER. — Congrès de Radstadt. — Bonaparte revient à Paris. — Sa réception solennelle au Luxembourg. — Il part pour l'armée d'Angleterre. — Le Directoire fait marcher deux armées, l'une sur		
la Suisse, l'autre sur Rome. — Changement de gouvernement dans ces deux États. — Le général Bonaparte est nommé général en chef de l'armée de Toulon. — Affaire de Bernadotte à Vienne. — Départ de Bonaparte pour Toulon.	101	
(Du 9 mai 1798 au 9 octobre 1799.)		
CHAP. II. — Expédition d'Égypte.	102	
LIVRE CINQUIÈME.		
GOUVERNEMENT DIRECTORIAL.		
(Du 10 novembre 1799.)		
CHAPITRE PREMIER. — Journées des 18 et 19 brumaire au VIII.	126	
(Du 19 novembre au 14 décembre 1799.)		
CHAP. II. — Commission consulaire exécutive.	130	
LIVRE SIXIÈME.		
GOUVERNEMENT CONSULAIRE.		
(1800.)		
CHAPITRE PREMIER. — Constitution de l'an VIII.	143	
CHAP. II. — Bataille de Marengo.	142	
(1800-1801.)		
CHAP. III. — Rupture de la négociation de Lunéville. — Machine infernale. — Reprise des hostilités sur le Rhin et en Italie. — Traité de Lunéville.	154	
(1801.)		
CHAP. IV. — Continuation de la guerre avec l'Angleterre. — Confédération du Nord. — Mort de Paul I ^{er} . — Guerre du Portugal avec l'Espagne. — Paix de Madrid. — Concordat. — Capitulation d'Alexandrie en Égypte. — Paix avec la Davière. — Préliminaires de paix avec la Grande-Bretagne. — Paix avec la Russie ; avec la Porte Ottomane.	165	
(1801 à 1805.)		
CHAP. V. — Nouvelles constitutions des républiques baltique, cisalpine, ligurienne et helvétique.	173	
(1802.)		
CHAP. VI. — Paix d'Amiens. — Amnistie des émigrés. — Réélection du premier Consul pour dix années. — Légion d'honneur. — Consulats à vie.	178	
(1801-1804.)		
CHAP. VII. — Expédition de Saint-Domingue.	179	
LIVRE SEPTIÈME.		
(1805.)		
CHAPITRE PREMIER. — Troisième coalition. — Rupture avec l'Angleterre. — Invasion du Hanovre.	189	
(1805.)		
CHAP. II. — Occupation du royaume de Naples. — Traité d'Alexandrie. — Défense de la Hollande. — Armemens et construction des flottilles. — Organisation et réunion des armées françaises sur les côtes du Nord. — Préparatifs de l'Angleterre.	196	

	Page.
(1804.)	
CHAP. III. — Conspiration de Georges. — Moreau. — Pichegru. — Mort du duc d'Enghien. — Affaire de Drake et de la baronne de Reich.	300

LIVRE HUITIÈME.

EMPIRE.

(1804.)

CHAPITRE PREMIER. — Sur l'avènement à l'empire.	311
CHAP. II. — Avènement à l'empire. — Protestation de Louis XVIII. — Jugement de la conspiration de Pichegru. — Ministère de la police générale. — Inauguration de la Légion d'honneur. — Camp de Boulogne. — Sacre de l'Empereur et de l'Impératrice. — Déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre.	314

(1805.)

CHAP. III. — Rupture avec la Russie. — Lettre de l'Empereur au roi d'Angleterre. — Réunion de la Ligurie à la France. — L'Angleterre, la Russie, l'Autriche, déclarent la guerre à la France. — Bataille des trois empereurs à Austerlitz. — Paix de Presbourg. — Bataille navale de Trafalgar.	321
---	-----

(1806.)

CHAP. IV. — Napoléon à Munich. — Mariage du prince Eugène. — Proclamations du roi de Bavière et du roi de Wurtemberg, pour leur avènement à la couronne. — Retour de Napoléon à Paris. — Grandes fondations. — Conquête du royaume de Naples. — Joseph, roi de Naples. — Murat, grand-duc de Berg. — La princesse Pauline, duchesse de Gualtara. — Mariage de la princesse Stéphanie avec le grand-duc de Bade. — Berthier, prince de Neufchâteau. — Louis, roi de Hollande. — Bernadotte, prince de Ponte-Corvo. — Talleyrand, prince de Bénévent. — Mort du Pitt. — Ministère de Fox. — Négociation avec l'Angleterre. — Confédération du Rhin.	329
---	-----

LIVRE NEUVIÈME.

QUATRIÈME COALITION.

(1806.)

CHAPITRE PREMIER. — Mort de Fox. — Quatrième coalition entre la Prusse, la Russie, l'Angleterre, la Suède, contre la France. — Bataille d'Iéna. — Napoléon à Berlin. — Prise de Lubek.	344
CHAP. II. — Napoléon à Berlin. — Blocus continental. — Napoléon à Posen. — Déclaration de guerre de la Porte à la Russie. — Paix avec la Saxe. — L'électeur reçoit le titre de roi.	352
(1807.)	
CHAP. III. — Affaire de Constantinople. — Bataille d'Eylau. — Les Anglais devant Constantinople. — Guerre de la Porte avec l'Angleterre. — Prise de Dantrick. — Bataille de Friedland. — Paix de Tilsit. — Le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie. — Jérôme, roi de Westphalie.	357

LIVRE DIXIÈME.

AFFAIRES DE LA PÉNINSULE.

(1807.)

CHAPITRE PREMIER. — La Suède seule contre la France.	
--	--

— Prise de Stralsund ; de l'île de Rugen. — Bombardement de Copenhague par les Anglais. — Traité de Fontainebleau entre la France et l'Espagne. — Conquête du Portugal. — Départ de la famille de Bragança pour le Brésil. — Complots de Péscurial. — Arrestation du prince des Asturies. — Départ de Napoléon pour le royaume d'Italie.	364
--	-----

(1808.)

CHAP. II. — Conquête de la Finlande par les Russes. — Révolution d'Espagne. — Les Français à Madrid. — Napoléon à Bayonne. — La famille royale d'Espagne à Bayonne. — Insurrection de Madrid. — Abdication de Charles IV en faveur de Napoléon. — Joseph, roi d'Espagne. — Le grand-duc de Berg, roi de Naples. — Le roi et la reine d'Espagne vont à Campolongo, et les Infans à Valency. — Insurrection espagnole. — Évacuation du Portugal par la France.	370
CHAP. III. — Révolution à Constantinople. — Convention de Paris entre la France et la Prusse. — Entrevue d'Erfort. — Entrée des Anglais en Espagne. — Napoléon à Madrid. — Deuxième expédition en Portugal. — Départ de Napoléon pour Paris.	380

LIVRE ONZIÈME.

CINQUIÈME COALITION.

(1809.)

CHAPITRE PREMIER. — Révolution en Suède. — Guerre d'Autriche. — Seconde évacuation du Portugal. — Paix de Vienne. — Réunion des États romains à l'empire. — Bataille d'Essling.	391
CHAP. II. — Campagne de Pologne. — Insurrection armée dans le nord de l'Allemagne. — Campagnes du Tyrol, d'Italie, de Dalmatie, de la Péninsule. — Affaires de Rome et de Naples. — Bataille de Raab, gagnée par le prince Eugène.	312
CHAP. III. — Batailles d'Essersdorf, de Wagram ; armistice de Znaim. — Expédition des Anglais sur l'Escal. — Enlèvement du pape à Rome. — Affaires d'Espagne. — Campagne maritime des Anglais.	320
CHAP. IV. — Paix de Vienne. — Attentat du jeune Stabs contre les jours de Napoléon. — Retour de Napoléon à Paris. — Dissolution de son mariage.	330

LIVRE DOUZIÈME.

(1809 à 1810.)

CHAPITRE PREMIER. — Mariage de l'Empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise. — Le prince Eugène appelé à l'hérédité du grand-duché de Francfort. — Paix de la Suède avec la France. — Abdication du roi de Hollande. — Réunion de la Hollande à l'empire. — Le prince de Ponte-Corvo appelé à l'hérédité du trône de Suède. — Expédition de Sicile. — Réunion du Valais et des villes anastiques à la France.	344
---	-----

(1811.)

CHAP. II. — Guerre d'Espagne. — Réunion de l'Oldembourg à l'empire. — Naissance du roi de Rome, le 20 mars. — Affaires ecclésiastiques avec la cour de Rome.	343
--	-----

LIVRE TREIZIÈME.

DEUXIÈME ET TROISIÈME COALITIONS.

(1813.)

CHAPITRE PREMIER. — Traité de la France avec la	
---	--

	Pages.		Pages.
Prusse et l'Autriche. — Traités de la Suède avec l'Angleterre et la Russie. — Coalition de l'Angleterre, de la Russie, de la Suède, de l'Espagne, contre la France, l'Autriche, la Prusse, l'Allemagne et l'Italie. — Napoléon à Dresde avec l'empereur d'Autriche. — Paix de Bucharest entre la Turquie et la Russie. — Entrée de Napoléon en Pologne.	351	CHAP. IV. — Batailles de Wœchou, de Leipsick et de Hanau. — L'armée revient à Mayence.	413
CHAP. II. — Campagne de Russie.	356	CHAP. V. — Affaires d'Espagne et d'Italie, jusqu'à la fin de 1813. — Napoléon à Paris. — Propositions de Francfort. — Séances du sénat et du cor. législatif. 420	420
LIVRE QUATORZIÈME.		LIVRE SEIZIÈME.	
(1813.)			
CHAPITRE PREMIER. — Nouveaux préparatifs de Napoléon. — Concordat de Fontainebleau. — Affaires de Prusse. — Affaires d'Autriche. — Marie-Louise régent. — Napoléon part pour Mayence.	379	CHAPITRE PREMIER. — Suite de la négociation de Francfort. — Défection du roi de Naples. — Campagne de France. — Congrès de Châtillon.	425
CHAP. II. — Départ de Mayence. — Suite des affaires d'Autriche. — Combat de Weissenfels. — Bataille de Lutzel.	387	CHAP. II. — Suite de la campagne de France. — Capitulation de Paris.	435
CHAP. III. — Napoléon à Dresde. — Départ du prince Eugène pour l'Italie. — Arrivée de M. de Bubna à Dresde. — Position des deux armées. — Départ de Dresde. — Batailles de Bautzen et de Warschen. — Combat de Reichenbach.	391	CHAP. III. — Les alliés à Paris. — Napoléon à Fontainebleau. — Son abdication. — Les adieux de Fontainebleau. — Départ pour l'île d'Elbe.	439
LIVRE QUINZIÈME.		LIVRE DIX-SEPTIÈME.	
SECONDE CAMPAGNE DE SAISON.			
CHAPITRE PREMIER. — Armistice de Pleßwitz. — Prise de Hambourg. — Retour de Napoléon à Dresde. — Convention de Dresde avec l'Autriche. — Retraite de l'Espagne. — Bataille de Vittoria.	398	CHAPITRE PREMIER. — Débarquement de Napoléon au golfe Juan. — Son arrivée à Grenoble, à Lyon, à Fontainebleau. — Déclaration de Vienne. — Départ de la famille royale.	453
CHAP. II. — Congrès de Prague. — Déclaration de guerre de l'Autriche à la France.	403	CHAP. II. — Arrivée de Napoléon à Paris. — Acte éditonnell. — Champ-de-Mai.	460
CHAP. III. — Préliminaires de la campagne. — Napoléon en Bohême. — Il revient sur Blücher. — Bataille de Dresde. — Batailles de Kulm, de Gross-Bœren, de Dennewitz, de la Katzbach. — Traité de la triple alliance à Toplitz.	405	CHAP. III. — Batailles de Ligny et de Waterloo. — Retour de Napoléon à Paris.	470
		CHAP. IV. — Abdication de Napoléon. — Séances des Chambres. — Napoléon à la Malmaison. — Son départ pour Rochefort. — Son embarquement sur le <i>Bellerophon</i> . — Son arrivée à Sainte-Hélène.	479
		LIVRE DIX-HUITIÈME.	
		NAPOLEON A SAINTE-HÉLÈNE.	
		(1815 à 1821).	
		CHAPITRE PREMIER. — Établissement de Napoléon à Sainte-Hélène. — Sa vie. — Le gouverneur Hudson-Lowe. — Sa tyrannie envers le prisonnier.	496
		CHAP. II. — Maladie, mort, testament de Napoléon.	503
		TESTAMENT DE NAPOLEON.	513



